



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

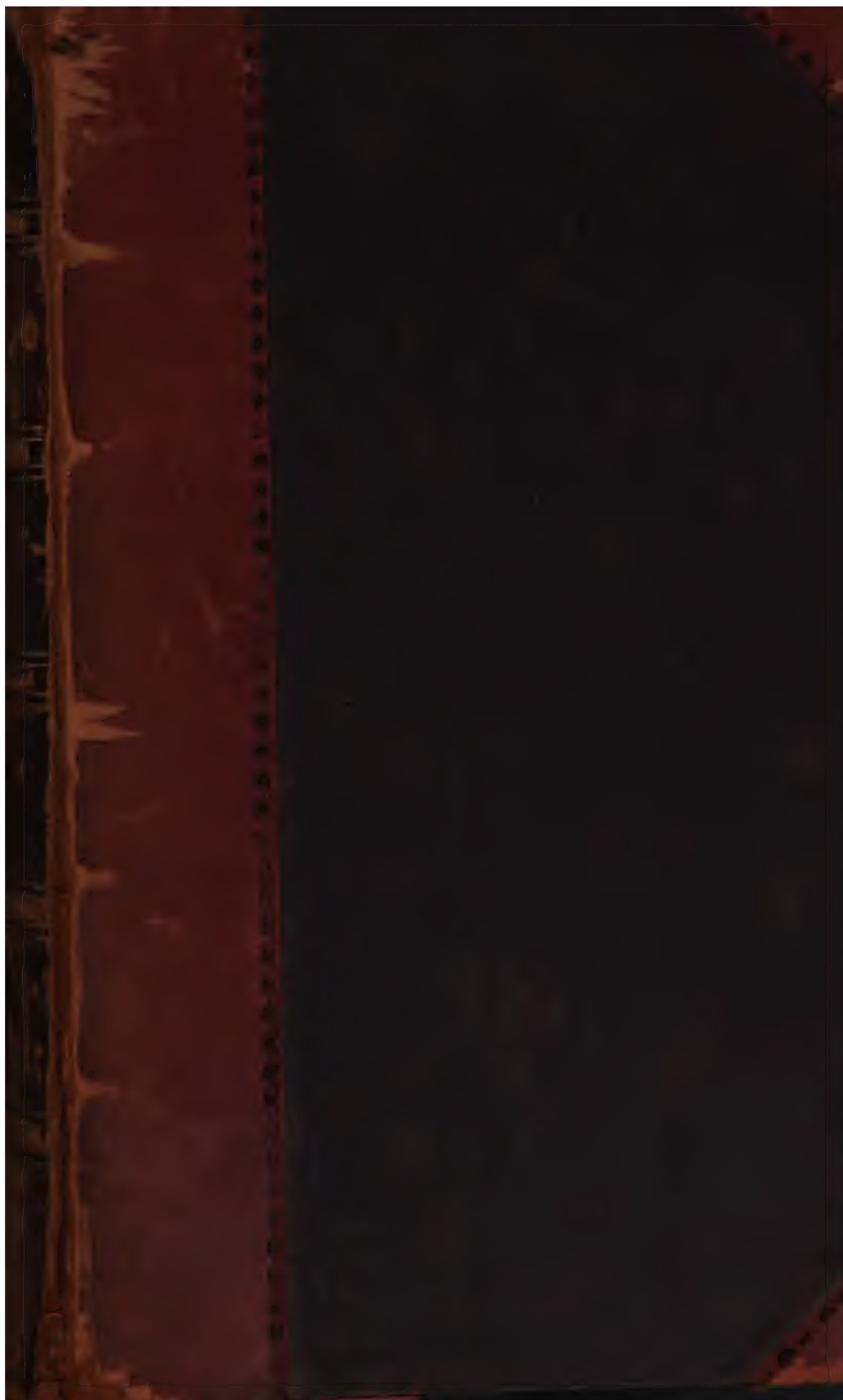
Nous vous demandons également de:

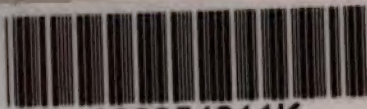
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

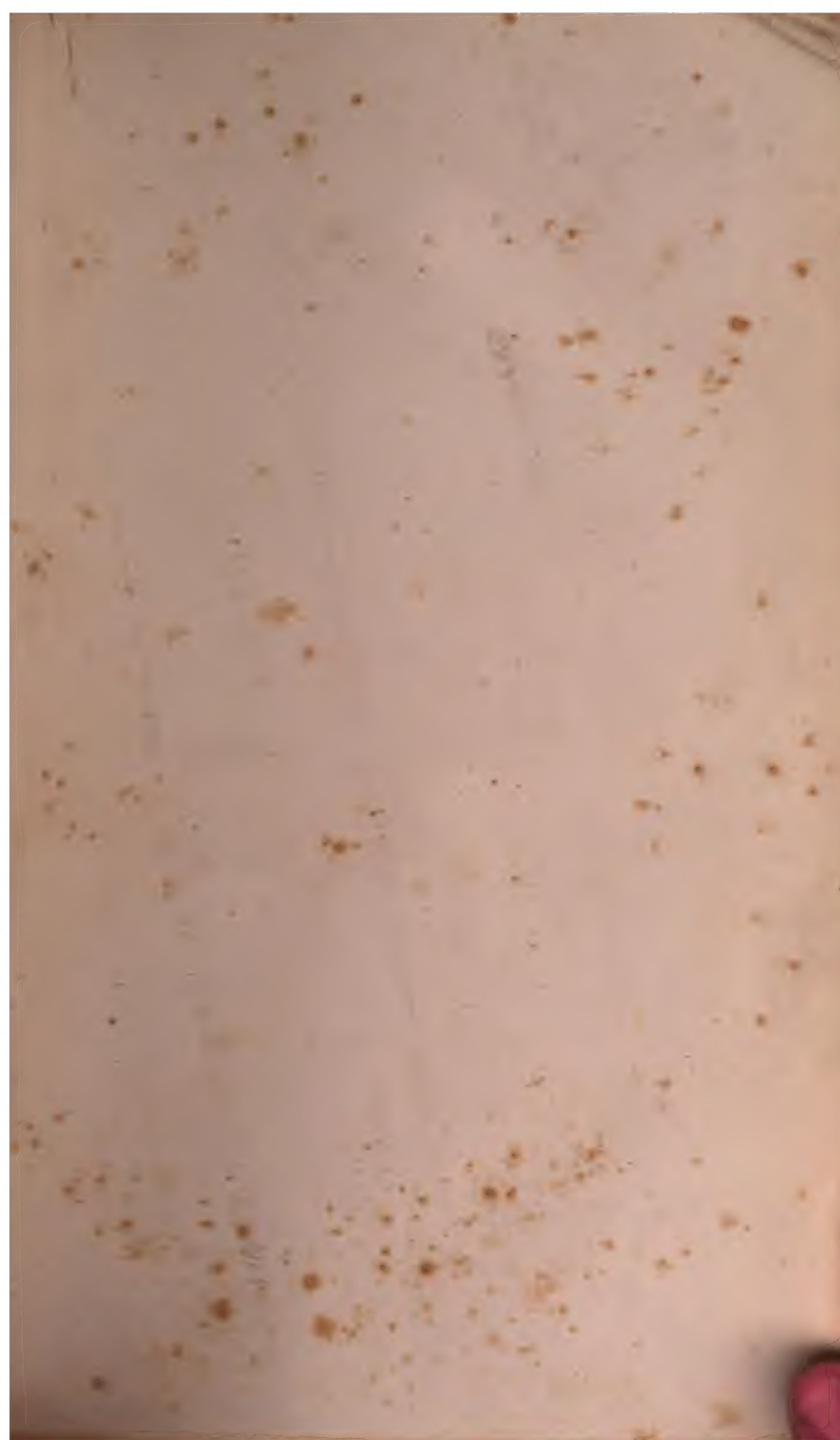
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>







600054311K













**HISTOIRE**  
**DES**  
**NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES**

RELATIVES AUX TRAITÉS

DE MORTFONTAINE, DE LUNÉVILLE ET D'AMIENS.

L'auteur et l'éditeur de cet ouvrage se réservent le droit de le traduire ou de le faire traduire en toutes langues. Ils poursuivront en vertu des lois, décrets et traités internationaux, toutes contrefaçons ou toutes traductions faites au mépris de leurs droits.

Paris. - Typographie mécanique d'ADRIEN DELCAMME et Cie.  
15, rue Breda.

**HISTOIRE**  
**DES**  
**NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES**

**RELATIVES**  
**AUX TRAITÉS**  
**DE MORTFONTAINE, DE LUNÉVILLE ET D'AMIENS**

**POUR FAIRE SUITE**  
**AUX**  
**MÉMOIRES DU ROI JOSEPH**

**PRÉCÉDÉE**  
**DE LA CORRESPONDANCE INÉDITE DE L'EMPEREUR NAPOLEON I<sup>er</sup>**  
**AVEC LE CARDINAL VESCH**

**PUBLIÉE**  
**PAR A. DU CASSE**

**TOME PREMIER**

**PARIS**

**E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR**  
**PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÈANS, 15.**

Tous droits réservés. L'auteur et l'éditeur se réservent le droit de traduction et de reproduction.

**1855**

287. a 376\*





## PRÉFACE.

---

Lorsque nous commencâmes à faire paraître les *Mémoires* du roi Joseph, nous eûmes soin de dire que cet ouvrage ~~serait~~ suivi de trois ou quatre volumes contenant le récit fidèle des négociations de Mortefontaine, de Lunéville et d'Amiens, traités élaborés, conclus et signés par le frère aîné de Napoléon.

Nous tenons aujourd'hui notre promesse avec d'autant plus de satisfaction que la première partie de notre œuvre paraît avoir été accueillie avec plaisir.

Nous avons pensé que si nous faisions précéder cette histoire de la correspondance de l'Empereur avec le cardinal Fesch, son oncle, correspondance qui roule presque en entier sur des sujets religieux, on nous saurait gré de donner

de la publicité à des documents aussi curieux qu'importants.

Les trois volumes que nous livrons au public termineront les Mémoires du roi Joseph ; tout en formant un ouvrage distinct, ils n'en seront pas la partie la moins appréciée, et feront voir qu'avant d'être roi de Naples et d'Espagne, Joseph avait, comme plénipotentiaire, dans trois des plus grands actes politiques de la Révolution et du Consulat, rendu à sa patrie des services hors ligne.

---



## INTRODUCTION.

Lorsqu'on se représente la grande figure historique de l'Empereur Napoléon I<sup>er</sup>, on l'envisage [généralement] au point de vue du grand capitaine d'abord et ensuite de l'habile administrateur.

Napoléon n'était pas seulement un habile homme de guerre et de gouvernement, son génie incomparable embrassait tout.

Il était peut-être aussi remarquable comme homme politique et comme homme religieux que comme général. Ses idées sur les cultes ont une grandeur que les lettres contenues dans cet ouvrage mettront facilement en relief.

Dans sa grande âme il n'y avait pas de place pour les idées mesquines et étroites ; tout avait de l'ampleur, tout était frappé au coin du génie.

Napoléon correspondait le même jour, presque au

même instant, aussi bien avec les chefs de l'Église qu'avec ses généraux ou ses ministres, et l'on retrouve dans ses lettres à son oncle, le cardinal Fesch, cette hauteur de vue qui n'appartenait qu'à lui seul, et qui en a fait l'homme le plus prodigieusement grand des temps anciens et modernes.

Dès ses premiers pas sur la scène du monde, dès ses premières années, il est remarquable par son esprit d'observation, la netteté de ses vues, la précision qu'il apporte dans tout ce qu'il entreprend. Simple commandant d'artillerie, il domine à Toulon les généraux, et reprend une ville devant laquelle ils avaient échoué malgré les efforts de l'armée. Général, à l'âge où l'on est parvenu à peine aux grades inférieurs de la hiérarchie militaire, il étouffe les séditions dans la capitale, donne des plans qu'il se trouve bientôt lui-même en position d'exécuter. Pendant son immortelle campagne d'Italie, il n'est plus seulement le chef d'armée qui dérouté les vieux généraux par les plus étonnantes conceptions, il se fait gouvernement, substitue son autorité à celle du Directoire, et pour le bien de sa patrie dicte des lois à l'Italie et signe des traités. Devinant ce qu'il peut attendre d'un frère dont il apprécie le caractère et les talents, il le constitue ambassadeur à Rome et s'en fait un habile auxiliaire. Passé en Égypte avec des projets d'une grandeur souvent encore méconnue de la génération actuelle, mais transparente pour les hommes qui étudient à fond l'histoire, il veille des bords du Nil sur les destinées de la France. Lorsqu'il juge sa présence nécessaire dans la mère-patrie, confiant dans son

étoile, il brave tous les périls pour y revenir ; il est accueilli comme un sauveur. Dès lors, ce n'est plus seulement un habile capitaine qui aborde au rivage, c'est le maître de la France, et bientôt après le maître du monde, qui vient régler les destinées de sa patrie avec la sagesse et la fermeté d'un grand souverain.

Placé à la tête des affaires par l'enthousiasme général, et, disons-le, peut-être aussi un peu par l'égoïsme d'une nation qui sent le besoin de se donner à un héros, il devient chef de l'Etat sous le nom de Consul.

Il doit sa haute fortune au génie qu'il a déployé dans les combats : la guerre est son essence, il excelle à la faire ; il cherche cependant, par tous les moyens compatibles avec l'honneur d'un grand peuple, à conclure la paix, même avec son ennemi le plus acharné, le cabinet de Saint-James.

Afin d'inspirer plus de confiance dans ses intentions pacifiques, c'est son frère aîné dont il fait choix pour traiter les grandes questions avec l'Autriche et avec l'Angleterre.

On est assez porté à croire que, Général, premier Consul, ou Empereur, Napoléon a désiré, cherché la guerre, repoussé la paix ; c'est là une erreur que les Mémoires du roi Joseph et la suite de ces Mémoires contribueront sans doute à faire disparaître chez les gens de bonne foi.

On verra, dans la correspondance relative aux grands traités, combien il était désireux de la paix ; combien, pour atteindre ce but, il prescrivit à son ministre des relations extérieures, Talleyrand, à son frère Joseph, de faire de concessions à l'Autri-

che et à l'Angleterre. Il en fit plus encore peut-être au Pape pour arriver au Concordat.

*Le Concordat*, écrivait-il à son oncle le cardinal Fesch, archevêque de Lyon, *n'est le triomphe d'aucun parti, mais la conciliation de tous.*

On sait que cet acte, l'un de ceux auxquels Napoléon attacha, dans le cours de sa vie politique, le plus d'importance, fut signé par son frère Joseph, bien que ce dernier ait peu travaillé à traiter cette grande affaire avec les ministres du Saint-Père. Quelques historiens ont conclu de là, que si Joseph avait pu être appelé, par le premier Consul, à l'honneur d'apposer son nom au bas du Concordat, il en avait pu être de même à l'égard des traités de Mortefontaine (ou convention de Paris), de Lunéville et d'Amiens. Cela n'est pas. Joseph n'a point été chargé de traiter réellement avec le Pape, mais c'est à lui, à lui seul, comme plénipotentiaire, que la France fut redevable de la paix avec les Etats-Unis, avec l'Autriche et avec l'Angleterre, en 1800, 1801, 1802. Sans doute il suivait les instructions du ministre des relations extérieures, M. de Talleyrand, comme celui-ci suivait les instructions du premier Consul ; mais il n'en est pas moins très-réel que c'est grâce à ses travaux avec la commission des Américains<sup>1</sup>, avec le comte de Coblenz et avec lord Cornwallis, que les traités ont été signés. Le caractère juste, noble, franc, loyal et bienveillant de Joseph, ne contribua peut-être pas peu à l'heureuse conclusion de ces grands actes politiques, et Napoléon, qui calculait tout, n'a probablement été amené à nommer son frère ministre plénipotentiaire, que par

mité de la connaissance qu'il avait des belles qualités de son cœur. Voilà ce qui ne saurait, à notre avis, être mis en doute. Quant aux travaux de Joseph à Lucille et à Amiens, les faits résultant des documents que nous mettons au jour, parleront plus haut que nous ne pourrions le faire.

Dernier mot sur le Concordat et la part que prit à cet acte le futur roi de Naples et d'Espagne, plus apte encore à rendre service à sa patrie, en ramenant la paix dans son sein, qu'à porter des couronnes sans avoir même l'autorité d'un vice-roi.

Lorsque le premier Consul vit les plus grandes difficultés avec la cour de Rome aplanies, il chargea, en vertu d'un arrêté en date du 12 juillet 1801 (23 messidor an IX), les citoyens Joseph Bonaparte, *Orateur*, conseiller d'Etat, et Bernier, *de négociier, conclure et signer* (tels sont les termes de l'arrêté) une convention avec le cardinal Gonsalvi, l'archevêque de Corinthe et le père Cazelli, revêtus des pleins pouvoirs et instructions de sa Sainteté le pape Pie VII. Le secrétaire d'Etat, Hugues Maret, contre-signa l'arrêté et écrivit le même jour à Joseph, de sa propre main, pour le prévenir que le premier Consul désirait qu'on passât la signature de l'acte avec le Saint-Père.

Quelques jours après, le ministre des relations extérieures, Talleyrand, écrivit à Joseph pour l'inviter à faire l'échange des ratifications.

En outre, du commencement de juillet à la fin d'octobre 1801, Joseph reçut encore plusieurs lettres et instructions de son frère et de Talleyrand, et fut

appelle à régler quelques affaires de détail (1). Néanmoins, il ne serait pas vrai de lui attribuer l'honneur des négociations relatives au Concordat, attendu qu'il n'y prit qu'une part indirecte et purement honorifique; mais il n'en est pas de même, nous le répétons, des trois traités auxquels il est juste qu'il attache glorieusement son nom, car c'est bien lui qui les a négociés et conclus.

Nous avons parlé plus haut de l'élévation des vues de Napoléon relativement à la religion, combien il la considérait comme un sujet de consolations, et en même temps, du soin avec lequel il savait éloigner les idées étroites et débarrasser le culte de certaines exigences d'hommes intolérants; deux lettres feront apprécier et comprendre ses pensées à cet égard.

Ecrivant à son ministre de l'intérieur, il lui disait :

« M. de Champagny, c'est avec un sentiment de douleur que j'apprends qu'un membre de l'Institut, célèbre par ses connaissances, mais tombé aujourd'hui en enfance, n'a pas la sagesse de se taire, et cherche à faire parler de lui tantôt par des annonces indignes de son ancienne réputation et du corps auquel il appartient, tantôt en professant l'athéisme, principe destructeur de toute organisation sociale, qui ôte à l'homme toutes ses espérances et toutes ses consolations. Mon intention est que vous appeliez

(1) Voir au premier volume des Mémoires du roi Joseph, page 201 et suivantes.



auprès de vous les présidents et secrétaires de l'Institut, et que vous les chargiez de faire connaître à ce corps illustre, dont je m'honore de faire partie, qu'il ait à demander M. D.... et à lui enjoindre, au nom du corps, de ne plus rien imprimer, et de ne pas obscurcir dans ses vieux jours ce qu'il a fait dans ses jours de force pour obtenir l'estime des savants ; et si les invitations fraternelles étaient insuffisantes, je serais forcé de me rappeler que mon premier devoir est d'empêcher que l'on empoisonne le moral de mon peuple ; car l'athéisme est destructeur de toute morale, sinon dans les individus, du moins dans les nations.

» Sur ce, je prie Dieu, etc. »

Une autre fois il écrivait du champ de bataille même sur lequel il venait de battre l'ennemi :

« Il est contraire au droit divin d'empêcher l'homme, qui a des besoins le dimanche comme les autres jours de la semaine, de travailler le dimanche pour gagner son pain.

» Le gouvernement ne pourrait imposer une telle loi que s'il donnait gratis du pain à ceux qui n'en ont pas. D'ailleurs, le défaut des peuples, en France, n'est pas de trop travailler. La police et le gouvernement n'ont donc rien à faire là-dessus.

» Les saints Pères mêmes ne prescrivent le dimanche qu'aux hommes qui ont assez d'aisance ou qui sont dans le cas de mettre assez d'économie dans leur travail de la semaine, pour pouvoir passer le dimanche sans travailler. Cela est si vrai, qu'il était dans l'usage de tous les pays chrétiens, qu'avec la

permission de l'évêque ou du curé, on pouvait travailler le dimanche.

» Serait-ce à l'évêque, serait-ce aux magistrats, qu'appartiendrait le droit de donner cette permission?

» On a vu de nos jours la force publique employée à parcourir les villes et les campagnes pour contraindre à célébrer la décade et à travailler le dimanche. On doit se garder de se mettre dans la nécessité d'employer un jour les gendarmes à empêcher l'homme qui a besoin de son travail pour assurer sa subsistance de travailler le dimanche.

» Dans l'un et l'autre cas, il y a, de la part de l'autorité, superstition, soit politique, soit religieuse. Dieu a fait aux hommes une obligation du travail, puisqu'il n'a pas permis qu'aucun des fruits de la terre leur fût accordé sans travail. Il a voulu qu'ils travaillassent chaque jour, puisqu'il leur a été donné des besoins qui renaissent tous les jours.

» Il faut distinguer, dans ce qui est prescrit par le clergé, les lois véritablement religieuses, et les obligations qui n'ont été imaginées que dans la vue d'étendre l'autorité des ministres du culte.

» La loi religieuse veut que tous les catholiques aillent tous les dimanches à la messe, et le clergé, pour étendre son autorité, a voulu qu'aucun chrétien ne pût, sans sa permission, travailler le dimanche.

» Cette permission, il l'accordait ou la refusait à son gré, pour constater son pouvoir, et l'on sait que dans beaucoup de pays on l'obtenait avec de l'argent. Encore une fois ces pratiques étaient superstitieuses, et

plus faites pour nuire à la véritable religion que pour la servir. N'est-ce pas Bossuet qui disait : « Mangez un bœuf et soyez chrétien ? »

» L'observance du maigre le vendredi et celle du repos le jour du dimanche ne sont que des règles secondaires et très-insignifiantes. Ce qui touche essentiellement aux commandements de l'Église, c'est de ne pas nuire à l'ordre social, c'est de ne pas faire de mal à son prochain, c'est de ne pas abuser de sa liberté.

» Il ne faut pas raisonner, mais il faut se moquer des prêtres qui demandent de tels règlements. Je ne les oblige pas à donner malgré eux l'absolution, je ne veux pas non plus qu'ils m'obligent à faire jeter dans le séjour du crime le paysan qui travaille, quelque jour de la semaine que ce soit, pour assurer sa subsistance et celle de sa famille.

» Puisqu'on invoque l'autorité sur cette matière, il faut donc qu'elle soit compétente. Je suis l'autorité, et je donne à mes peuples et pour toujours la permission de ne point interrompre leur travail. Plus ils travailleront, moins il y aura de vices ; plus ils se procureront avec abondance la subsistance qui leur est nécessaire, plus ils satisferont aux besoins des organes et au vœu de la nature.

» Si je devais me mêler de ces objets, je serais plutôt disposé à ordonner que le dimanche, passé l'heure des offices, les boutiques fussent ouvertes et les ouvriers rendus à leur travail.

» Quand on jette un coup d'œil sur les diverses classes qui composent la société, on sent à quel point

le repos du dimanche est plus funeste qu'utile ; on voit dans combien d'arts, dans combien de métiers, cette interruption de travail a des effets fâcheux. La société ne compose pas un ordre contemplatif. Quelques législateurs ont voulu en faire un couvent de moines et lui appliquer des règles qui ne conviennent que dans le cloître.

» Puisque le peuple mange tous les jours, il doit lui être permis de travailler tous les jours.

» Il faut que M. de Portalis prenne garde que cette concession une fois accordée, on ne manquera pas d'en exiger d'autres.

» Ayant une fois fait intervenir la force du gouvernement dans les choses qui sont hors de son ressort, on nous ramènera au temps désastreux des billets de confession, et à ces misérables époques où le curé croyait avoir le droit de gourmander un citoyen qui n'allait pas à la messe.

» La force des ministres du culte réside dans les exhortations de la chaire, dans la confession. Les sbires et les prisons ne doivent jamais être des moyens de ramener aux pratiques de la religion.

» A Osterode, le 5 mars 1807.

» Signé : NAPOLEON. »

Le cardinal Fesch, prélat distingué, n'était pas toujours d'accord avec son neveu sur les questions religieuses, ses idées n'étaient pas aussi élevées que celles du grand homme : il en résulte que leur cor-

quelques sur l'oncle de l'Empereur, afin qu'on  
pût même de comprendre cette correspondance,  
après les positions diverses occupées successive-  
ment par le Cardinal.

Joseph Fesch, né en Corse le 3 janvier 1763, fut  
élevé à Aix en Provence, où il fit ses études et prit  
des ordres ecclésiastiques. Forcé, par la Révolution de  
changer les ordres, il se rendit auprès du général  
Bonaparte avec lequel la famille Bonaparte avait  
des relations. Là, il obtint un petit emploi de  
sous-magasin à l'armée des Alpes. Cette nouvelle  
situation le mena aux fonctions de commissaire des  
troupes auxquelles il fut nommé, en 1796, à l'armée  
d'Italie, dont son neveu, le général Bonaparte, avait  
le commandement en chef.

Aussitôt que la fortune du jeune général l'eut  
porté à la tête de l'Etat, aussitôt que la nation lui  
confia ses destinées en le nommant premier  
consul, Joseph Fesch quitta ses fonctions civiles, peu  
conforme à son caractère et ses goûts, pour re-  
prendre les ordres ; il redevint l'abbé Fesch.

Joseph Fesch, d'abord Abbé, puis Cardinal, Evêque de Lyon, et



La République ayant fait place à l'Empire et le couronnement ayant été décidé, le cardinal Fesch accompagna le Saint-Père à Paris, et fut bientôt après nommé, par Napoléon, grand aumônier, membre du Sénat, grand cordon de la Légion d'Honneur. En 1806, d'après les intentions formellement exprimées par l'Empereur, le prince primat d'Allemagne le choisit pour son coadjuteur et son successeur. En 1808, le Cardinal devint primat des Gaules, dignité à laquelle Napoléon ajouta encore en 1809 le titre d'archevêque de Paris, mais qui fut refusé, l'abbé Fesch désirant conserver son siège de Lyon.

Lorsqu'en 1810 il se tint à Paris un concile de grands dignitaires de l'Église, le cardinal Fesch en fut nommé président. Le pape Pie VII, resté l'ami du Cardinal, était alors prisonnier en France; l'oncle de l'Empereur laissa percer une opposition qui déplut à Napoléon. Il s'ensuivit de la froideur entre l'oncle et le neveu, et l'abbé Fesch se retira à Lyon. Il y resta jusqu'en 1814, époque à laquelle il se rendit à Rome avec Madame-mère, sa sœur.

Pendant les Cent-Jours, il revint à Paris, accepta la pairie, assista à la cérémonie du champ de mai, et après la bataille de Waterloo, se retira à Rome auprès du Pape, dont il fut accueilli avec une bienveillance toute particulière.

Il resta dans cette ville, refusa sous la Restauration toutes les propositions qui lui furent faites pour consentir à renoncer à son archevêché de Lyon.

En 1830, après la révolution de Juillet, le cardinal Fesch offrit au nouveau gouvernement, si on consen-

tant à laisser sa famille libre de revenir dans sa patrie, de léguer à la France, après sa mort, une magnifique collection de tableaux qu'il avait, ami passionné des arts, formée pendant toute sa vie, et ses propriétés à Ajaccio en Corse ; enfin il se montrait en outre disposé à donner sa démission de son siège de Lyon.

Le gouvernement du roi Louis-Philippe ne crut pas devoir accepter. Le cardinal Fesch vécut vingt-trois ans dans l'exil, et mourut à Rome le 13 mai 1839, laissant le roi Joseph son héritier universel, mais après avoir disposé de legs considérables.





---

# **CORRESPONDANCE**

**DE**

**NAPOLÉON ET DU CARDINAL FESCH**

**DE 1802 À 1810.**

---

Ainsi que nous l'avons dit dans la notice historique qui précède, peu de temps après la signature du Concordat, le premier Consul nomma son oncle, Joseph Fesch, archevêque de Lyon.

Pendant un voyage qu'il fit sur les côtes de Normandie, Napoléon, tout en mettant le nouveau prélat au courant de la manière dont il était reçu dans ces départements, le pressa de quitter Paris pour se rendre dans son diocèse ; il lui écrit de Rouen, le 2 novembre 1802 :

Napoléon  
à l'archevê-  
que de Lyon.  
Rouen.  
3 nov. 1802.

« Monsieur l'Archevêque de Lyon, je suis arrivé depuis trois jours à Rouen, j'ai été extrêmement satisfait du peuple de ce département, et j'ai lieu de l'être de l'esprit du clergé et spécialement de l'archevêque.

Il est temps que vous partiez sans tarder davantage pour votre diocèse, que vous y meniez un train de maison décent mais sans luxe, vous proportionnant au train des maisons les plus considérables de Rouen (1), du préfet et du général commandant la division. Vous devez agir avec dextérité, mais réellement placer le plus de constitutionnels possible et bien vous assurer ce parti. Vous ne devez point vous dissimuler que cette question de *constitutionnels* et de *non-constitutionnels* est, parmi le grand nombre de prêtres, une question religieuse, mais n'est dans les chefs qu'une question politique. Vous devez unir à cela un grand respect et une grande considération pour le Pape, pour les vertus et l'opinion, comme autorité, de l'archevêque de Paris.

Je désire que vous m'envoyiez votre mandement avant de le publier et de le faire imprimer. Enfin, vous me déplairiez infiniment et feriez un grand mal à l'Etat si vous choquiez les constitutionnels ; j'aime encore mieux que quelque forcené s'éloigne de vous que de voir les constitutionnels s'en séparer.

N'oubliez pas que sur le théâtre où vous allez être

(1) Il paraîtrait naturel que Napoléon donnât pour point de comparaison à son oncle, les grandes maisons de Lyon plutôt que celles de Rouen, mais la lettre originale porte bien le nom de cette dernière ville.

placé, vous serez l'objet de tous les regards. Ayez une grande sévérité de mœurs, une grande tenue, et soyez tout entier aux devoirs de votre place. Affectez de ne point vous mêler de politique ; si on vous présentait des pétitions pour moi, dites que votre ministère est la religion. Ne vous livrez point trop à votre zèle ardent, même pour l'administration des hospices et pour les pauvres.

Votre premier soin, le soin qui vous occupera plusieurs mois, c'est d'administrer les sacrements à votre diocèse, de concilier vos prêtres, de les connaître et d'organiser votre église. Lyon a été un grand centre de travail, et il y a un grand nombre de prêtres qui étaient voués à un parti ennemi de l'Etat ; n'employez pas ceux-là, et si vous croyez devoir en employer quelques-uns, faites-moi connaître votre travail, et je les éloignerai de ma propre volonté. Enfin, dans la position délicate où vous êtes, ne pas *faire assez* est un grand inconvénient peut-être, mais *faire trop* est le plus grand de tous les maux. Méfiez-vous de la vivacité de votre caractère et de votre promptitude à prendre un parti et à vous avancer.

L'évêque de Chambéry n'avait point les talents nécessaires ; j'aimerais assez que votre première démarche fût de prendre par la main un de ceux qui ont le plus de consistance dans le parti réfractaire, sans être cependant trop exagéré, et un de ceux qui ont le plus de consistance dans le parti constitutionnel, de les unir et de les embrasser à la fois, en leur disant que l'union et la fraternité est la base fondamentale de la religion. Quelque chose de saillant en ce genre se-

rait d'un bon résultat pour la religion et un bien pour l'Etat.

Quant aux hableurs qui vous diront que les constitutionnels se séparent des non-constitutionnels, répondez que ce qui est de votre ministère n'est pas du leur, et que toute démarche et tout sentiment que produirait l'orgueil serait un péché que vous devez reprocher : que vouloir humilier son voisin, c'est se ressouvenir qu'il a été ennemi, et que dès lors, c'est violer le premier principe de la loi. Les archevêques et les évêques d'aujourd'hui, ne sont pas les archevêques et les évêques de 1789. Ce sont ceux qui approchent le plus de la primitive Eglise. Vous avez assez de science, et vous connaissez assez la doctrine et les maximes de notre religion pour préciser des règles de conduite et des maximes dans la religion même, sans parler du bien de l'Etat.

Pénétrez-vous bien de ce que je vous exprime dans cette lettre : c'est la manière de faire le bien de la religion et de l'Etat, de s'attirer l'estime et la confiance de tous les partis, et de m'être agréable. Le Pape m'a fait connaître que vous alliez être incessamment promu au cardinalat. »

cap.  
chev.  
: Lyon.  
pe.  
r 1802.

« M. l'Archevêque de Lyon, je continue à penser que votre présence dans votre diocèse est nécessaire ; je vois avec peine, dans la lettre que vous m'avez communiquée, que vous écrasez les constitutionnels : vous ne les traitez pas de la même manière que les anti-constitutionnels ; cependant, les uns sont bien plus vos amis et ceux de l'Etat qu'une partie des

autres. Votre lettre au chef des constitutionnels est de Charles de feu, vous rendez plus exigeants des gens qui puissent l'être déjà trop.

Il est évident que les hommes qui sont de retour de l'étranger ont mal agi avec les constitutionnels, en se contentant avec si peu de dextérité et tant d'orgueil qu'ils s'étaient retractés. Je vois donc avec peine que votre conduite n'est pas propre à ramener la tranquillité, et que vous ne faites que donner de l'orgueil à des hommes qui en ont trop.

Le parti extrême des réfractaires est votre ennemi. Par cette conduite, les constitutionnels seront vos ennemis; votre conduite sera donc faible et vacillante et n'aura pas ce caractère qui doit vous faire estimer.

Je regarde votre lettre au chef des anti-constitutionnels, comme un compte-rendu d'un subordonné à son supérieur, tandis que cela ne le regarde pas. Vous ne faites point là la figure d'un archevêque, vous faites la figure d'un curé envers un grand vicaire. Vous ne devez jamais entrer dans ces discussions avec vos subordonnés. C'est être ennemi du repos de l'Eglise et de l'État, que vouloir, par satisfaction de son orgueil, écraser un parti, et triompher où il n'y a pas de sujet de triomphe. *Le Concordat n'est le triomphe d'aucun parti, mais la conciliation de tous.*

Ne vous laissez pas environner par des hommes qui, ayant été subordonnés toute leur vie, en ont l'empreinte et le caractère.

Ce qui s'est passé entre vous et tel pénitent ne regarde pas vos subordonnés, et quand vous blâmez un parti, vous devez surtout avoir attention de ne pas le

faire connaître à l'autre, et au contraire, par cette réserve, vous acquerrez l'estime et la confiance de tous les partis, et vous gouvernerez votre diocèse. Votre conduite portant le caractère de la faiblesse n'aura pas cette réunion unanime de tous les suffrages, qui ne va pas sans l'estime de caractère et de réserve. Quant à quelques réfractaires exagérés, dès qu'ils seront connus, je les ferai enlever. Méfiez-vous beaucoup des Sulpiciens; je vous le répète : ces hommes ne sont attachés ni à l'État ni à la religion, ce sont des intrigants. »

Le cardinal  
Fesch, à  
Napoléon.  
Rome.  
13 juillet  
1803.

« Citoyen premier Consul, arrivé à ma destination, je dois vous faire part de quelques observations, que j'ai recueillies dans divers pays que j'ai parcourus.

De Paris à Lyon, je ne me suis arrêté qu'à Autun, chez l'évêque. C'est un homme sage, droit, voulant le bien; il m'a parlé de quelques assemblées qui se tiennent dans le ci-devant Charolais pour détourner les peuples d'assister aux offices divins, célébrés par les curés qui ont prêté le serment commandé par le Concordat : une dame lyonnaise a parlé dans ces assemblées; et après avoir fait des recherches, j'ai connu que les jésuites y ont plus de part que les royalistes.

J'ai passé quatorze jours à Lyon, et chaque jour a été marqué par une cérémonie religieuse; j'ai ordonné des prêtres, après en avoir convenu avec le cardinal Portalis. J'ai confirmé au delà de douze mille personnes, j'ai rétabli l'exercice du culte public et fait la procession solennelle de la Fête-Dieu : il s'en est suivi

un bien au delà de mes espérances. Les Lyonnais enchantés se sont confondus dans les mêmes vœux et dans les mêmes bénédictions pour le premier Consul, et l'esprit de la ville est naturellement changé. J'ai reçu des félicitations de toutes parts, et le Saint-Père même m'en a remercié en plein consistoire. J'avais prié le préfet de laisser porter l'habit ecclésiastique à tous les chanoines et aux grands vicaires comme l'on pratique dans toute la France; mais comme il n'est pas pour le rétablissement de la religion, il a voulu en écrire au grand juge, qui a dû répondre avec la loi et en faire défense : cette défaveur populaire rejaillira sur lui.

J'ai soupé à Chambéry chez l'évêque, toujours caustique, toujours regrettant le passé et se déliant de l'avenir, il voudrait retourner à Lyon en qualité d'administrateur, pour tout bouleverser ; j'ai découvert chez lui le prêtre Lenzolas, ci-devant administrateur de mon diocèse, homme emporté, turbulent, ennemi du gouvernement, qui l'avait relégué pour cinq ans dans les États du Pape, en l'élargissant des prisons de Turin. Il peut être dangereux de le laisser dans le voisinage de Lyon. Le cardinal Antonelli, qui n'est pas de nos amis, le protège ici, il ne serait pas convenable de l'envoyer dans ce pays. Je passe sous silence des honneurs que le général Menou (1) m'avait fait préparer sur ma route, je m'y suis dérobé tant que j'ai pu. A Milan, M. Melzi m'a comblé d'attentions et de prévenances, j'ai fait la cérémonie du baptême

(1) Alors gouverneur du Piémont.



du fils du général Murat, mais j'ai poursuivi mon voyage sans attendre la fête magnifique qui devait avoir lieu deux jours après.

Plusieurs raisons me firent abandonner le projet de passer par Florence. Je connus à Pesaro le délégal apostolique, monseigneur Cacciapiatti de Novara, homme qui joue le fin, dont la franchise est bien douteuse. Entièrement dévoué au roi de Sardaigne, il s'imaginait que j'apportais les trois Légations dans ma poche pour en faire cadeau au Pape (1).

Monseigneur Vidoni, toscan, autre délégal apostolique à Ancône, suit très-bien les intentions et l'amitié cordiale de Sa Sainteté pour les Français, il s'est très-bien conduit à leur passage. Il est assez d'accord avec le (*nom illisible*) qui passe pour terroriste dans le pays, mais qui remplit bien les devoirs de sa place.

Je me suis reposé 18 heures à Lerito, où j'ai rempli l'ancien usage des cardinaux de visiter le sanctuaire et d'y célébrer la messe et d'y laisser quelques cadeaux.

Monseigneur Alliata, pisan, qui gouverne à Lerito est un bon homme, et j'ai lieu de me louer de lui, sous tous les rapports. A l'occasion de l'arrivée de la statue de la Vierge il a fait le panégyrique de votre gouvernement et s'est très-bien comporté au passage des Français; leur conduite dans tout le pays du Saint-Siège a été si sage qu'on ne tarit point en éloges sur leur compte.

(1) A la suite du Concordat, la cour de Rome s'était flattée d'être remise en possession des Légations qui lui avaient été enlevées par le traité de Tolentino; ce fut même là une des causes réelles et secrètes du mécontentement de Pie VII et de la rupture du Saint-Siège avec Napoléon.



Le lendemain de mon arrivée à Rome je fus présenté au Pape. C'est la bonté même; son attachement au premier Consul est sans bornes; dans les longs entretiens qu'il m'a accordés, j'ai eu lieu d'être content de ses principes et de ses dispositions.

Les jours suivants se sont passés en présentations, en réceptions en cercles chez moi. Toute la noblesse romaine s'est rendue aux heures accoutumées; les seigneurs napolitains seuls ont fait exception. La terreur que leur gouvernement leur inspire est au comble; les dames en sont au désespoir, craignant de n'être point priées aux fêtes qu'elles attendent de moi.

Le cardinal Consalvi vous est dévoué, il est le seul gouvernant ici; le Pape s'est réservé les affaires ecclésiastiques, celles qui regardent l'Eglise de France se traitent immédiatement avec lui et le Cardinal. Le Saint-Père vient de me donner la permission d'aller chez lui lorsque je voudrai. Nous avons parlé sur la résistance des évêques non démissionnaires. Le Saint-Père est prêt à leur écrire avec force et conformément à vos intentions; mais il souhaite, pour avoir lieu de répondre à ces réfractaires, que vous trouviez quelque moyen de concilier avec lui les évêques, aujourd'hui en place, ci-devant constitutionnels; il voudrait que ceux-ci, en lui demandant les bulles de confirmation, lui écrivissent de manière à démentir ceux qui prétendent que ces évêques tiennent aux dogmes de la constitution civile. Dans quelques jours, on me présentera une note à ce sujet.

L'ancien usage exigeait que le Pape prévint confidentiellement le gouvernement français, du nonce

qu'il lui envoyait; si le proposé était agréé, on en voyait une liste triple en mettant en tête celui dont on était convenu. Dans ce moment le cardinal Corsalvi est très-embarrassé pour le choix de ce sujet: n'y a aucun prélat de la haute noblesse romaine. Le jeune Doria ne veut pas suivre sa carrière, il est d'ailleurs indisposé et il s'en retourne en Italie. Les cardinaux ne peuvent recevoir d'autre mission que celle de cardinal *à latere*.

On trouverait parmi les prélats napolitains un sujet d'une grande naissance qui serait en état de remplir dignement cette place; mais il n'oserait, pour ne pas compromettre sa famille avec la cour de Naples.

Il vous propose donc trois sujets ci-après : Monseigneur Morozzo, archevêque de Thèbes, actuellement nonce à Florence : il est d'une famille distinguée, âgé de 45 ans, homme sage, modéré, doué des talents nécessaires;

Monseigneur Moscardini, évêque actuel de Foligno, d'une famille honnête de Veroli, ville des États du Pape, âgé de 54 ans; il a été auditeur d'un nonce en Pologne : c'est un excellent ecclésiastique;

Monseigneur Alliata, gouverneur de Lerito, d'une famille noble de Pise, âgé de 40 ans, jurisconsulte excellent homme, mais un peu faible de caractère.

Le Saint-Père désirerait connaître le plus tôt possible vos intentions, pour avoir le temps d'envoyer la note triple, en mettant en tête le sujet que vous aurez choisi. J'ai consulté M. Cacault (1), et il ne sait

(1) Ambassadeur français à Rome.

Le oncle du prince Borghèse, expédié à sa mère  
pour obtenir son consentement, m'a appris l'alliance  
qu'il venait de faire avec votre sœur; Sa Sainteté en a  
été enchantée. La noblesse romaine en a marqué de la  
satisfaction, et la princesse Borghèse en est extrême-  
ment contente, et elle ne soupire qu'après le moment  
de les embrasser. Elle a envoyé à Paris le prince  
Brandini, son second fils, en signe d'approba-  
tion; c'est une bonne femme qui rendra la vie heu-  
reuse à Paulette. C'est une maison qui a un revenu  
de cent mille piastres.

Je voilà parent de la première famille de Rome;  
on vient de me demander de prendre une soi-  
née. À l'arrivée des époux il me sera impossible de  
me défendre, ainsi que de donner de grandes

qualités de cardinal, j'ai dû faire une visite  
au roi de Sardaigne. Le roi et la reine, qui est en-  
core, m'ont reçu de la manière la plus distin-  
guée, m'ont présenté leur fille, âgée de dix ans;  
la conversation a roulé sur les antiquités de Rome et  
de Naples.

» phie. J'avais été affligée d'apprendre que les philosophes avaient pris quelque empire sur lui. Tous les bons catholiques doivent prier pour sa conservation. C'est l'instrument dont Dieu se sert pour rétablir la religion, et je prie toujours que Dieu lui donne assez de puissance, non-seulement pour protéger la religion en France, mais pour la commander dans le reste du monde ; croyez-moi, cela est dans son pouvoir, il peut la commander ; je vous assure qu'il sert ainsi son pouvoir. »

Elle a répété ces propos plusieurs fois à Sa Sainteté, elle m'a prié d'aller la voir souvent, oubliant ma qualité de ministre, et qu'elle ne verrait en moi que l'archevêque de Lyon. Elle loge dans le palais Corsini que Joseph a occupé. Elle donne beaucoup d'argent aux pauvres. Le prince Charles double la pension que l'Empereur lui fait, c'est une bonne dévote qui a cependant beaucoup de caractère.

C'est assez pour aujourd'hui, je réunis mes vœux à ceux de l'archiduchesse Marianne. »

Le cardinal  
vint à Naples  
Rome,  
avril 1803.

« Il est fâcheux pour moi de voir réaliser ce qu'on m'avait dit à Paris que le plus grand mal que j'aurais à souffrir à Rome serait suscitée par la folle ambition de M. de Châteaubriand, secrétaire de la légation.

Il me prévint de quelques jours. M. Cacault l'ayant bien reçu et fait présenter au Pape, il crut pouvoir s'ouvrir à lui sur les projets dont il disait être chargé par des personnes respectables du clergé de France, et sans bien réfléchir, il lui échappa qu'il voulait représenter à Sa Sainteté de prendre des mesures pour

l'abolition des lois organiques qu'il représentait comme subversives du rétablissement du culte en France. M. Cacault effrayé, ne sut se contenir il n'eut pas la patience de tout entendre, il lui défendit de faire des représentations, me faisant sentir que le secrétaire de légation n'aurait qu'à suivre les instructions du ministre, et n'avait aucun droit de traiter des affaires avec le gouvernement romain, sans y être autorisé par son principal. Cette étiquette a toujours été suivie par M. Cacault, et son secrétaire de légation en fut exempt que lors du voyage de ce ministre à Rome.

Pendant M. Cacault comprit que c'était un homme dirigé par une faction, un docteur qui voulait dogmatiser, un écrivain qui ne saurait se contenter de faire des livres et qui aurait pu inquiéter; il crut devoir prévenir le secrétaire d'État de ne le point écouter. Mais, je suis prévenu de tout, il fallait lui ôter les moyens d'intrigues, il fut arrêté entre nous qu'on reprendrait l'ancienne étiquette pour arriver jusqu'à lui, et que le secrétaire de légation ne serait présenté à son audience particulière que d'après une autorisation du ministre. Châteaubriand sans me rien dire repartit encore de ses propositions, il veut faire ouvrir les portes du Quirinal. Le secrétaire d'État le lui refuse sur mon billet, il s'adresse à Monseigneur (*nom illisible*) que le Pape avait oublié de prévenir, et Châteaubriand obtient de présenter cinq Français qui ne n'avaient point été présentés. Le lendemain, le Pape s'en fait faire des excuses... Châteaubriand se présente encore, le secrétaire d'État lui refuse de l'ad-



mettre à l'audience particulière du Pape sans mon billet; c'est alors qu'il lui dévoile que lorsque le Consul avait voulu l'envoyer en qualité de secrétaire de légation c'était pour l'utiliser, qu'il avait des commissions particulières, des attributions séparées de celles du ministre, et que même l'organisation nouvelle des secrétaires de légation française leur donnait le droit de traiter séparément avec les souverains vers lesquels ils étaient envoyés.

Je fus surpris de recevoir la note ci-incluse du secrétaire d'État, qui me confia verbalement d'autres propos extravagants. Ma réponse vous donnera la mesure de ma modération.

Châteaubriand est cependant logé chez moi.

Il est venu à Rome, persuadé d'être précédé par la réputation de son ouvrage; mais ici, il n'y a que des docteurs de théologie qui n'y ont vu que des hérésies formelles. Il croyait devenir le réorganisateur de la religion en France et d'entamer des négociations entre la clique de certains religionnaires et le Saint-Siège. Heureusement M. Cacault sera bientôt à Paris pour vous certifier les faits ci-dessus.

Il ne m'a pas encore parlé de toutes ses démarches, mais il dit avec les prêtres qu'il veut les entrées libres chez le Pape, ou qu'il veut s'en aller; je me vois obligé de vous entretenir de ses petitessees seulement pour vous en prévenir.

La seule tentative contre les lois organiques qui trouveraient assez de contradictions ici et en France, en lui donnant de la célébrité, aurait troublé l'harmonie qui règne dans ce moment-ci entre vous et le

Saint-Père. Quelles que soient ses dispositions, elles n'altèrent pas ma manière d'être avec lui; je saurai le servir et déjouer ses intrigues s'il en formait. Il n'est pas assez fort pour être craint, et je le ferai rentrer dans ses devoirs par la douceur, la patience et les bons procédés. »

« Monsieur le Cardinal, je reçois avec d'autant plus de plaisir les vœux que vous m'exprimez dans votre lettre du 15 frimaire, que je les crois dictés par votre attachement pour ma personne. Vous ne devez pas douter que je ne saisisse toutes les occasions de vous convaincre du véritable intérêt que je prends à tout ce qui peut faire l'objet de vos désirs, ainsi que de la parfaite estime que j'ai pour vous. »

Nap.  
au card.  
Fesch.  
Paris.  
13 jan. 1804.

« Monsieur le Cardinal Fesch, ambassadeur de la République, j'envoie à Rome le citoyen Tascher, parent de ma femme, pour que vous le présentiez au Pape. Il est chargé d'une lettre de moi à Sa Sainteté, j'crois même qu'il lui en remettra une de ma femme en réponse à une qu'elle a reçue l'année passée, ainsi qu'un rochet qu'elle lui a fait faire. Vous ne le présenterez pas comme parent de ma femme, mais comme officier de la garde, en en disant assez, cependant, pour qu'il soit bien traité; je l'autorise à rester à Rome huit ou dix jours, après quoi il s'en retournera ici. »

Nap.  
au card.  
Fesch.  
Paris.  
13 jan. 1804.

Nap.  
au card. Fesch  
Paris,  
13 janv. 1804.

« Monsieur le Cardinal Fesch, j'ai été satisfait d'apprendre l'arrestation de Vernègues (1). Il est convenable qu'il soit remis, sans délai, aux premiers postes français à Rimini et conduit sous bonne et sûre escorte à Paris. On ne doit attacher aucune importance à la démarche qui a été faite par les Russes, d'abord parce qu'elle n'est pas approuvée par l'Empereur; mais il sera possible que quelques intrigants de ce cabinet, gagnés par l'Angleterre, veuillent se mêler de ce qui ne les regarde pas. Le moyen d'éviter les discussions est de le faire partir sur-le-champ. La Russie est hors de la sphère de l'Europe, et indépendamment que Vernègues est français, cette affaire ne peut en rien la regarder. »

Le card.  
Fesch  
à Nap.  
Rome.  
4 fevr. 1804.

« Citoyen premier Consul, permettez que je vous entretienne un instant de Châteaubriand. Mécontent de n'avoir pu s'emparer de mon ministère, et voyant que je n'avais besoin de personne pour faire ma besogne, il voulut se venger. Il entreprit de corrompre les prêtres que j'avais amenés à Rome, il leur mit dans la tête que je devais leur faire donner des bénéfices et des prélatures du Pape, et j'appris que par ses insinuations ils se plaignaient amèrement d'être à Rome sans considération et sans crédit, en sorte

(1) Ce Vernègues était un émigré, dit M. Thiers, attaché aux Bourbons et envoyé par eux à la cour de Naples; il se trouvait alors à Rome et y prenait la qualité de sujet russe. Le premier Consul, très-mécontent, à cette époque, de l'attitude de la Russie à son égard, fit demander à la cour du Saint-Père l'arrestation de cet agent et en des termes tels que ses désirs ne laissent pas la faculté d'un refus.



qu'un certain abbé Guillon, que j'avais avec moi en qualité d'auditeur pour le travail des congrégations, s'offrit au ministère de Russie, auprès du roi de Sardaigne, pour professer, dans une université, qui l'écouta favorablement, espérant de connaître par lui mes secrets. Mais il ne pouvait répondre aux promesses qu'on lui faisait, qu'en disant beaucoup de mal de mon gouvernement et de moi. Ce que j'ai découvert, en traitant l'affaire de Vernègues. Châteaubriand, de son côté, n'oubliait rien pour décrier mes opérations, toujours entouré d'émigrés et de ceux que vous avez exilés de Paris; il ne s'étudiait qu'à noircir ma réputation avec les étrangers, puisqu'il ne voyait aucun Romain, au point que Sa Sainteté fit prévenir ses nonces de ne rien croire à ce qu'on écrivait de défavorable sur mon compte, qui portait des individus mécontents et mes subordonnés.

Ce fut en frimaire que l'archiduchesse Marianne me fit prier de passer chez elle, pour m'avertir au nom de la reine de Sardaigne, que les personnes de ma maison tenaient des propos très-graves sur mon compte. Le Pape répondit à cette reine qui lui en parlait, par le passage de l'Écriture : *Que les ennemis des hommes sont leurs domestiques* ; je chassai le dit abbé Guillon qui vient de s'en retourner à Paris avec son ami Châteaubriand.

Ce dernier était l'origine de tout, mais il était plus réservé, et il m'a été impossible de me procurer des preuves ostensibles ; cependant, dans mon salon, en ma présence, il osa dire que les Français ne devaient au premier Consul que le rétablissement de la religion,

et la modération de la loi de la conscription qui est encore imparfaite et injuste. En peu de mots, je le fis taire; mais deux jours après, il s'oublia au point de me manquer en sortant du dîner, par des propos qu'il répétait à ses amis; j'acceptais ses excuses qu'il me fit le lendemain.

L'arrestation de Vernègues lui a fourni beau jeu pour me noircir devant le public; il en a été affecté plus que les Russes eux-mêmes. Vous pouvez savoir par Alquier les propos qu'il a tenus à Naples, et par Clarck ce qu'il a dit à Florence avec son compagnon de voyage. Le nonce du Pape à Florence vient d'écrire que lesdits voyageurs parlaient de cette arrestation comme d'une des *sottises* du cardinal Fesch. Il n'y a pas de propos qu'ils ne tiennent contre moi dans leur voyage, et je me vois obligé de m'adresser à vous, pour que vous connaissiez l'origine de toutes les injures et de tous les bruits contre une réputation que je tâche de conserver soigneusement. Elle m'est nécessaire comme homme public; cependant, je ne saurai la défendre contre des imposteurs.

Quoique Châteaubriand soit le pensionnaire et le protégé de M<sup>me</sup> B....., il n'est point votre ami. Si vous le faites surveiller où vous l'envoyez, vous ne tarderez pas à être assuré qu'il fera tout pour les émigrés et pour ceux qui sont mécontents de votre gouvernement. Cet intrigant est encore un méchant homme.

J'ai des motifs pour craindre que ledit Guillon ne soit à Paris l'espion de ce ministre de Russie auprès du roi de Sardaigne. Il faudrait le faire surveiller.

Pardonnez à la brièveté de temps qui ne me permet point de copier cette lettre, et soyez assuré que ce n'est ni la haine ni la vengeance qui me l'ont dictée; mais le droit et le besoin que j'ai de toute ma réputation pour les opérations de mon ministère, et pour le bien du gouvernement de mon diocèse, et pour le bien de votre service auquel je suis dévoué. »

« Citoyen premier Consul, Sa Sainteté vient d'ordonner l'extradition de Vernègues. Le courrier qui vous apportera cette lettre sera présent à la remise qui en sera faite au delà de la Catholica au commandant français à Rimini. Toutes les mesures sont prises pour qu'il arrive sans événements.

Le gouvernement romain ayant supporté plus de dix mille piastres de frais pour cette affaire, j'ai dû me charger de toutes les dépenses d'ici à Rimini. Le détail des relations extérieures vous en rendra compte.

Loren vient d'arriver à Rome, il a laissé sa femme et ses enfants à Bassano, à 35 milles d'ici, fief de la maison Gustiniani qu'il a louée pour y passer l'été dans le voisinage de deux terres qu'il a acquises de ce prince. Demain je le présenterai à Sa Sainteté ; il m'a prié de vous adresser la lettre ci-incluse. Sa Sainteté a passé une semaine à Civita-Vecchia. Le Pape a été sur le *Saint-Pierre* (1) dont il est très-content. Il mettra à la voile dans quinze jours avec deux *Lancioni*

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
1<sup>er</sup> avril 1804.

(1) Le *SAINT-PIERRE* et le *SAINT-PAUL* étaient deux bricks donnés au Pape par le premier Consul. (Thiers, vol. IV du CONSULAT, pag. 30.)

contre les barbaresques. Le *Saint-Paul* a été trouvé par les experts trop vieux, en trop mauvais état pour tenir la mer. On m'a dit en grand secret qu'on vous avait trompé, et que le second bâtiment que vous aviez destiné au Pape était celui qui escorta ces bricks qui sortaient du chantier comme le *Saint-Pierre*. Votre mère se porte assez bien. Paulette est tranquille et en paix avec son mari, je lui ai remis votre lettre.

Depuis quinze jours, on parle à Rome du sénatus-consulte qui vous proclamera Empereur en établissant la dynastie dans vos descendants et ceux de Joseph. Pour moi, je ne prie Dieu que pour votre conservation, citoyen premier Consul. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
9 juill. 1804.

« Sire, malgré les occupations de Votre Majesté, je crois que c'est de mon devoir de l'entretenir un instant de sa mère et de ma position.

Votre mère est partie pour les Eaux de Lucques; sa santé est minée par des affections morales, plus que par des incommodités physiques. J'ai remarqué que son mal-être empirait toutes les fois qu'elle voyait arriver le courrier sans lettres pour elle. Sa désolation a été grande d'apprendre par les gazettes l'avènement de Votre Majesté à l'Empire, elle a été très-affectée de ne recevoir aucun courrier extraordinaire dans l'espace de trois mois qu'elle a passé à Rome; elle s'imagine que Votre Majesté Impériale lui préfère toute autre de sa famille. Ces réflexions fâcheuses paralysent sa forte complexion, arrêtent tout le bien qu'elle devait espérer du voyage, du climat et des

remèdes. J'ai tout fait pour elle. Je n'ai rien négligé pour la tranquilliser et pour lui rendre agréable le séjour de Rome ; mais tous mes efforts ont encore été arrêtés par la grave maladie de M<sup>me</sup> Clary qui ne s'en est bien la persuader.

Notre mère ambitionne un titre, un état stable ; elle se désole que les uns l'appellent Majesté, Impératrice-mère, et que les autres ne lui donnent que le titre d'Altesse Impériale comme à ses filles ; elle est impatiente d'apprendre qu'on ait fixé son sort. Elle ne veut plus retourner à Rome, elle compte que Votre Majesté l'appellera à Paris avant la fin d'août, époque de son départ de Lucques (1).

Pour moi, Sire, je serai toujours content de tout ce que vous ferez ; mais je ne dois pas cacher à Votre Majesté que j'ai été obligé de faire 250,000 fr. de dépenses depuis mon arrivée à Rome pour m'y établir honorablement et pour recevoir dignement la mère de l'Empereur. J'assure Votre Majesté Impériale que les dépenses que j'ai faites pour lui préparer des appartements, et pour sa demeure chez moi pendant cinq mois, s'élevaient à 150,000 fr. Si Votre Majesté m'accordait cette somme, je serais heureux, j'épargnerai pendant deux ans pour payer les 100,000 qui restent, et si elle ne rappelait, je les payerais en vendant le gros mobilier. Ces dettes deviennent criardes ; je dois à des ouvriers, à des banquiers, et je ne vois pas le

(1) L'Empereur, qui avait la plus grande vénération pour sa mère, et qui effectivement vint à Paris, la décida à s'y fixer, lui composa une maison, et connaissant ses vertus et sa charité, il lui donna le titre de protectrice générale des établissements de l'Empire.



moyen d'en sortir honorablement sans le secours de Votre Majesté. »

Nap. au  
card. Fesch.  
Paris.  
27 fév. 1805.  
(1)

« Monsieur mon oncle et cousin, la députation de Liamone m'a fait plusieurs demandes pour la ville d'Ajaccio; je désire savoir quels travaux y ont été déjà faits, et ce qu'il serait nécessaire d'y faire. J'ai ordonné que les députés qui ne touchent aucun traitement de l'État, reçussent sur mon trésor, par ordonnance de mon intendant général, 3,000 fr. pour leurs frais de voyage. »

Nap. au  
card. Fesch,  
Milan.  
1 juin 1805.

« Monsieur mon oncle et cousin, j'ai lu vos différentes demandes, je me ferai rendre compte des travaux des Ponts et Chaussées dans les départements de Galo et de Liamone, je ferai statuer sur les trois plans de la Rote. Veillez en attendant à ce qu'il ne soit fait aucun changement; faites des instances à Rome pour obtenir le chapeau de cardinal à M. Resta de Milan, et à M. Malvesia de Bologne, je pourvoirai au traitement de ce dernier; j'ai écrit à M. Fleurieu de faire envoyer les brevets des pensions que j'ai accordées aux parents de Sa Sainteté. Assurez M. Gamboni que je le nommerai à un des sièges d'Italie.—Je vous autorise à donner 6,000 fr. à M. Canova (2), vous pouvez accorder à M. Sambucy le congé qu'il demande. Avant

(1) Il y a naturellement une lacune dans la correspondance, de la fin de 1804 au milieu de 1805, le cardinal Fesch ayant accompagné à Paris le Pape, venu pour le sacre, dans le courant de novembre 1804.

(2) Le fameux statuaire.

de prononcer sur le ci-devant couvent des Colinettes de Lyon je désire que vous m'en fassiez un rapport ; j'attends pour demander pourquoi vous n'avez pas repris votre boîte. J'ai donné ordre à M. Estève de vous remettre 50,000 francs; assurez M. Hedonville que je ne le perdrai point de vue et que je désire faire quelque chose pour lui. »

« Monsieur mon oncle et cousin, le roi d'Espagne ayant mis six cordons de l'ordre de la Toison d'Or à ma disposition, j'ai jugé à propos de vous en destiner un, voulant vous donner une nouvelle marque de ma confiance. Le prince de Masserano vous l'enverra. Répondez-moi par le retour de mon courrier sur l'objet de ma précédente dépêche, relative à la cassation du mariage de M. Jérôme. Envoyez-moi aussi tous les renseignements qui vous parviendraient sur ce qui se passe à Naples et à Rome; vous trouverez plusieurs numéros du Moniteur ; ils pourront vous faire juger la situation imminente, mais il n'en est rien : je n'ai que de mauvaises nouvelles de mes escadres. — Faites des démarches pour obtenir deux chapeaux de cardinaux, plusieurs prélats qui en avaient obtenu sont morts. Vous ferez connaître aux cardinaux Bayane et Cicali, que je leur ai accordé le Grand Aigle de la Légion d'Honneur. Dites au Pape que j'ai ordonné à mon ministre des cultes de me faire un rapport, pour accorder au chapitre de Latran tout ce que je lui ai promis. »

Nap. au  
card. Fesch  
Saint-Cloud,  
24 juill. 1805.

« Mon cousin, je vous envoie la dépêche que j'ai reçue du Pape. Vous trouverez ci-incluse la réponse

Nap. au  
card. Fesch.  
Camp impér.  
de Boulogne,  
19 août 1805.

sous cachet volant, que vous lui remettrez après en avoir pris connaissance. Ses plaintes ne sont pas justes, et certes quand j'ai reconstitué le domaine de l'archevêque de Milan à cent cinquante mille livres, et celui de Bologne à cinquante mille, j'ai fait une chose qui n'était point conforme aux intentions du pays et à l'esprit du siècle. Voyez à le contenter, il a beaucoup de sujets de l'être (1). Faites un traité, je ne me refuserai pas aux modifications qu'il demanderait, et que je pourrai faire, comme de convenir que ce qui a été donné en pensions sera, dans l'espace de vingt ans converti en fonds de terre et autres arrangements de cette nature. Je ne veux avoir aucune discussion avec le Saint-Siège, je ne veux pas lui donner des sujets de plainte. Je m'en rapporte à vous pour lui faire comprendre ce qui m'animait dans cette circonstance. »

Nap. au  
card. Fesch.  
Camp. impér.  
de Boulogne,  
27 août 1805.

« Mon cousin, je vous ai répondu relativement aux plaintes de la cour de Rome, c'est une affaire de vanité et de formes, arrangez-la. Bien entendu que je ne reviendrai pas sur les mesures que j'ai prises; je pense qu'il n'y aurait aucun inconvénient à engager le secrétaire d'État à mettre à Ancône un corps de troupes plus nombreux, et à en faire autant à Civita-Vecchia et autres forteresses que le Pape peut avoir. Encore faut-il qu'on y mette de braves gens, et quelques bonnes troupes, afin de protéger ces côtes contre toute tentative de débarquement. »

(1) Voir, au sujet de cette affaire, l'HISTOIRE DU CONSULAT ET DE L'EMPIRE, de M. Thiers.



«Sire, je crois devoir exposer à Votre Majesté l'état des affaires dans Rome, lui demander des instructions pour diriger ma conduite et prendre un parti convenable en cas d'événements ultérieurs.

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
19 sept. 1805.

Rome est le centre de beaucoup d'intrigues. Le cabinet de Sardaigne y est encore. Le méchant Lizacowiz, ministre de Russie, et Jackson, ministre d'Angleterre, ne doivent pas rester oisifs, lorsqu'on s'agite à Naples et que les armées de leurs souverains sont sur le point de faire un débarquement.

Je fis dans le temps des représentations confidentielles, pour les faire rejoindre leur cour qui est à Gaste, parce que j'avais été averti que le secrétaire de la légation russe tenait des propos insultants sur Votre Majesté. Le secrétaire d'État se contenta de parler à Lizacowiz, qui avoua l'indiscrétion du secrétaire, mais il lui promit de le mettre à l'ordre; de son côté, il lui dit qu'il partirait de Rome si la guerre se déclarait. En attendant, on ne laissa pas d'encourager les malveillants, en faisant courir des bruits absurdes, et la nuit du 27 au 28 fructidor (14 au 15 septembre) quatre assassins, dont un portant la cocarde française, après avoir eu une affaire avec les sbires, se portant au marché, tuèrent deux vendeurs de melon, et blessèrent grièvement deux autres qui étaient accourus. Le lendemain on tenait des propos dans les rues contre les Français, et je fus tenté de croire que c'était un essai pour connaître les dispositions de la populace de Rome. Toute la journée se passa sans que le gouvernement romain me fit aucune communication de cet événement, et des propos

graves qu'on tenait publiquement. Je ne dois point dissimuler à Votre Majesté que les deux tiers de la population de Rome sont ruiné par la banqueroute des (*deux mots illisibles*) de Rome, par la suspension des paiements de Bologne, de Gênes, et par la presque cessation des expéditions de la (*illisible*). Les ruinés font abstraction de la force irrésistible des événements, et ils désignent toujours les Français comme les auteurs de leur ruine.

Il était temps de faire remuer le secrétaire d'État; il fallait lui dire des vérités, piquer sa vanité et lui faire peur, s'il favorisait secrètement les malveillants. A cet effet, je lui remis une note énergique.

Votre Majesté verra par cette pièce que, dès l'année dernière, j'avais demandé au secrétaire d'État de faire ôter la cocarde française à tous ceux qui n'avaient point le droit de la porter, et je lui dénonçais que les plus mauvais sujets s'en paraient. Cette note fut mise à l'écart malgré mes instances confidentielles.

Je dus alors soupçonner les intentions du secrétaire d'État; mais les circonstances de la paix, et de la grande affaire, d'amener le Pape en France, me firent abandonner une chose qui, foncièrement, les touchait davantage, n'y voyant pour les Français qu'un danger très-éloigné; cependant, la défaveur constante contre ceux qui avaient servi la France, des traits qui échappaient au secrétaire d'État, ses liaisons d'intimité avec la famille Patrizi, [où est mariée une des filles du prince Xavier de Saxe, cousine germaine de Louis XVI, où il fait sa société habituelle; les difficultés éprouvées de sa part pour le

voyage de Sa Sainteté; une certaine implication dans l'affaire de la mort du général Duphot; le commencement de sa fortune qu'il doit aux Dames de France, qui lui obtinrent de Pie VI la place d'auditeur de Rote, me firent balancer ses services rendus lors de la signature du Concordat avec le besoin qu'il avait d'effacer ce qui lui restait de la susdite inculpation, juste ou injuste, et pour sa propre conservation dans le ministère. Je dus l'observer, et lui montrer du caractère dans toutes les circonstances, sans jamais me livrer à lui, comme il l'aurait souhaité.

Malgré qu'il ait ensorcelé le Saint-Père, malgré qu'il soit le conseiller, le ministre, et tout dans Rome, moi seul je balançais sa puissance, et sa crainte d'être ouvertement attaqué me donnait des facilités dans les affaires. Il sentait que ses nombreux ennemis ne pouvaient rien sans moi. Il était donc convenu que je le mettrai à l'ordre toutes les fois que je voudrais, en lui faisant peur. Je lui avais dénoncé des hommes dangereux, je lui avais parlé du cabinet du roi de Sardaigne, des placards affichés contre l'Empereur des Français, et cela n'aboutissait qu'à me donner des explications. On ignorait toujours ces faits, on se contentait des proclamations, j'ai dû par conséquent lui parler franchement par ma note susdite. Plus encore, je crus devoir lui écrire confidentiellement, le prenant par son faible qui est la peur, et l'aiguilonnant à se montrer franchement.

Cependant, que Votre Majesté soit convaincue que Consalvi ne se pique pas pour si peu de choses; il est seulement désolé que je l'ai rendu responsable des

événements ; il regrette de ne pouvoir pas se mettre à couvert ; il est fâché que je le connaisse tel qu'il est. Aussi, ma note et ma lettre, ayant produit l'effet que je m'étais proposé, je l'ai engagé à concourir avec moi à servir Votre Majesté et son pays, et par sa réponse, il me remercie *que je ne veuille point qu'il offre sa démission à Votre Majesté. Il en serait mort de la maladie des ministres.*

Mais si les événements parvenaient à troubler la tranquillité de l'Etat pontifical, et s'il se faisait une invasion, quelle conduite dois-je tenir ? Dans le premier cas je ne craindrai pas les assassins si j'avais, comme autrefois les ambassadeurs d'Espagne, cinquante bravi pour défendre leur juridiction. Dans l'un et l'autre cas, je ne dois pas laisser ignorer à Votre Majesté, que l'opinion où l'on est que je suis à Rome pour devenir pape pourrait éguiser les poignards des uns et des autres, et si cette opinion, qu'on tâche d'accréditer dans le public, attire beaucoup de monde vers moi, combien d'ennemis et de jaloux ne me fait-elle pas ?

Votre Majesté me permettra en outre de lui exprimer mon opinion sur l'état naturel des choses. Il me paraît convenable de renouveler les instances les plus positives pour l'expulsion de Rome du cabinet du roi de Sardaigne, et des ministres susdits, Anglais et Russes, afin de rompre le fil de leurs trames, qui, après la lettre de M. de Beauharnais, ministre à Florence, paraissent s'étendre au delà. Il est vrai qu'en faisant chasser ces agents, je serais exposé à la représaille, en cas d'invasion de l'ennemi ; mais je suppose

que dans ce cas Votre Majesté trouvera convenable que j'en attende pas cette invasion pour quitter Rome.

Je dois aussi la prévenir que le Pape s'opposera vigoureusement, pour maintenir sa neutralité. Il me disait avant hier, que Lizacowiz était trop perdu de réputation dans Rome pour qu'on s'en inquiât; et que Jackson était un pauvre homme incapable de cabaler; que ses Etats ne seraient pas troublés, puisqu'ils ne l'ont pas été depuis qu'il gouverne. J'ai eu beau lui représenter la différence des circonstances, il n'en croit rien.

Je supplie Votre Majesté de me répondre à ce sujet, et de me donner des instructions.

Comme il n'est pas nécessaire que le cardinal Caprara connaisse mes opinions sur Consalvi, je prie Votre Majesté de ne pas faire passer cette lettre aux relations extérieures à Paris. »

« Sire, après avoir remercié le Dieu des armées, je prie Votre Majesté de me permettre que je lui témoigne en quelque manière mon allégresse et tous les sentiments que j'éprouve en lisant les prodiges qu'elle a opérés. J'ai reçu tous les bulletins de la grande armée jusqu'au 25<sup>me</sup> inclusivement, que j'ai fait imprimer et distribuer avec profusion.

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
3 déc. 1805.

Tout a changé ici, les malveillants même se consolent dans l'espérance de la paix, et les Autrichiens d'inclination sont honteux d'avoir si mal reposé la confiance de leur parti.

Le gouvernement romain affecte encore une neutralité même de sentiment. On est très-mécontent, et



les emprunts forcés qu'on fait à Ancône, de deux cents mille piastres, pour mettre la place en état de soutenir un siège et pour les approvisionnements, le consterne au point d'en perdre la tête et de ne prendre que de fausses mesures. Il est vrai qu'on est obéré de dettes, et que tout dépérit, faute de moyens. Cependant, le gouvernement vient d'ordonner de préparer partout des logements, des subsistances pour le corps d'armée commandé par le vice-roi qui prendra des positions dans les Etats de Rome, et malgré tous ces efforts je préviens Son Altesse Sérénissime de se procurer des fonds pour les transports et pour alléger les sacrifices que Sa Sainteté est obligée de faire, en faisant des avances de fonds si énormes pour ses finances.

Le retour de cette armée contre Naples réunit tous les vœux. On en est extrêmement content, il rallume les espérances anciennes et presque éteintes de l'agrandissement du Saint-Siège. On prétend que Votre Majesté n'aura surpassé Charlemagne que lorsqu'elle aura donné des preuves de sa piété, en relevant le Saint-Siège de l'état de dépérissement où il se trouve (1).

M. Alquier avait cru trop facilement que les An-

(1) Personnellement le cardinal Fesch avait une grande affection pour le Pape Pie VII, qui du reste était favorable à la France et à l'Empereur, mais dont l'entourage nous était hostile. L'oncle de l'Empereur n'eût peut-être pas été fâché de voir son neveu se montrer favorable à l'agrandissement des États-Pontificaux, agrandissement si ardemment convoité à Rome, et cette lettre était sans doute un ballon d'essai; mais telles n'étaient pas les intentions de l'Empereur.

glo-Russes avaient débarqué sur plusieurs points et avec des forces plus imposantes ; ils ne sont que vingt mille (1).

Le roi de Naples a appelé Acton, deux régiments de Sicile, mais son conseil était encore indécis s'il organiserait les masses d'insurrection. Le cardinal Ruffo, qui a voté pour le maintien de la neutralité, est en disgrâce.

Si le vice-roi marche avec célérité ; dans l'indécision du conseil, très-divisé du roi de Naples, il fera très-facilement la conquête de ce royaume. Lucien me prie d'adresser la lettre ci-incluse à Votre Majesté. Il se dispose à partir pour Florence, en laissant toute sa famille dans Rome, si les Anglo-Russes s'en approchaient. Il avait prédit et il a reçu avec transport de joie les nouvelles des triomphes de Votre Majesté. Elle me permettra que je lui dise que d'après tant de prospérité il espère qu'il ne sera plus forcé à quitter l'Europe. »

« Mon cousin, je reçois votre lettre du 12 frimaire. Une armée considérable va se mettre en marche pour protéger les Etats du Saint-Père, et chasser de Naples les Russes et les Anglais. J'ai été fâché d'apprendre qu'on ne se soit pas comporté à Rome comme je devais l'espérer. Mon intention est que vous viviez en bonne intelligence avec le secrétaire d'Etat, et que s'il y a quelques raisons de se plaindre de lui, vous me le disiez tout en vivant bien

Nap. au  
card. Fesch,  
Schœnbrunn,  
24 juill. 1805.

(1) Voir à ce sujet les Mémoires du roi Joseph, tome II.



avec lui. Je trouverai le moyen de le faire chasser. Il y a des personnes qui veulent dire que vous voulez être secrétaire d'État à Rome, vous ne pouvez pas avoir cette folie dans la tête. Si les ennemis entraient sur le territoire de Rome avant mon armée, mon intention est que, vous et votre légation, vous vous réfugiiez dans mon royaume d'Italie, vous attendriez à Bologne les nouveaux ordres que je vous ferais transmettre par mon ministre. »

Nap. au  
card. Fesch.  
Schœnbrunn,  
22 déc. 1805.

« Mon cousin, je vous ai déjà fait connaître que mon intention était, qu'au moindre danger, vous quittassiez Rome pour vous retirer à Bologne. Vous êtes très-mal avec le cardinal Consalvi; je désire que vous vous mettiez mieux, ou bien que vous me fassiez connaître les raisons que vous avez de vous en méfier et la personne qui peut le remplacer. Je désapprouve fort les démarches que vous avez fait faire auprès des commandants russes et anglais pour savoir si votre légation serait en sûreté. Il faut avoir bien peu de tact pour croire que je vous laisserais exposé à leurs vexations. Je vous réitère donc l'ordre de vous retirer à Bologne au moindre danger; j'ai reçu votre lettre du 21, je désire avoir fréquemment de vos nouvelles. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome.  
(1)

• Sire, Sa Sainteté m'a fait retarder le courrier pour me remettre sa réponse ci-jointe à Votre Majesté.

Dans une conférence que le secrétaire d'État m'a-

(1) Classée à sa date la plus probable.

avait demandée pour se justifier de la haine dont il est accusé, comme ce n'est pas moi-même que je considérais dans mes relations avec lui, mais le service de mon souverain, j'acceptai toutes ses excuses, mais je ne manquai pas d'épiloguer les événements, toutes les circonstances, mes demandes, leur refus, et il ne fut point difficile de lui faire avouer :

1° Que le Saint-Père, depuis son retour, avait non-seulement de la mauvaise humeur, mais qu'il était très-irrité;

2° Que son ministère avait affecté une neutralité qui excluait toute préférence même secrète, et tout au moins une neutralité de sentiments.

Le secrétaire d'État avoua franchement les dispositions du Pape, et il en rejeta, il en accusa les affaires ecclésiastiques d'Italie; mais il convint qu'il n'avait point été satisfait à Paris, puisqu'on lui avait ôté tout espoir sur les Légations, sans aucune promesse d'indemnité, et qu'il n'avait pas même pu obtenir quelque concession marquante pour le bien de l'Église de France, tout ayant été éludé par des promesses (1). Quant au second point des dispositions de son ministère, cette neutralité affectée avant et dans le temps de la guerre d'Allemagne, il se perdit dans des distinctions vagues, que le Père com-

(1) Les espérances du Saint-Père, l'état moral dans lequel il se trouvait à cette époque vis-à-vis de la France et de l'Empereur, son mécontentement, sont tellement bien présentés dans l'ouvrage de M. Thiers, qu'il nous paraît inutile de nous appesantir sur ces divers points historiques.

mun des fidèles devait craindre les persécutions des souverains hérétiques sur leurs sujets catholiques en manquant aux égards qui devaient être sacrés pour une puissance neutre. Je l'attendais à ce dénouement pour lui signifier confidentiellement les intentions de Votre Majesté relativement à sa conduite particulière et ministérielle. Il demanda la permission de déclarer au Pape ce que je lui disais, mais je lui observais qu'il devait diriger les opérations de son ministère dans ce but, et qu'il était très-inutile, très-dangereux de mettre dans la confiance des personnes qui entendaient très-peu les affaires, et qui réveilleraient par leur indiscretion des prétentions assoupies de la noblesse, des laïques ; que connaissant les excellentes qualités du Saint-Père, on ne croirait jamais qu'il agisse par lui-même, sans avoir consulté les personnes qui ont toute sa confiance. Il devrait se bien pénétrer des intentions de Votre Majesté pour s'en servir à l'occasion, en réglant les opérations de son ministère sur ces bases.

Le secrétaire d'État prétendit que le Pape avait écrit la lettre du 13 novembre sans le consulter, qu'un moine était excusable d'ignorer les règles politiques ; que du reste, on ne peut pas dire qu'il espérât les revers de l'armée française, puisque, à cette époque, on avait déjà connaissance des affaires d'Ulm et de la marche triomphale sur Vienne. Quant à l'affaire du mariage, il se tira d'affaire en m'assurant que le Saint-Père n'a écouté que la voix de la conscience et que la cour de Rome ne doit les décisions dans les affaires religieuses que selon

Après l'arrivée des Anglo-Russes à Naples.  
J'ai représenté confidentiellement que le ministre  
n'était encore à Rome, et il m'a répondu qu'on  
ne connaît point dans cette qualité, qu'il pro-  
fesse qu'il préfère Rome pour son propre plaisir; et  
le secrétaire d'Etat a voulu insinuer qu'il y est retenu  
par sa fille.

Après avoir parlé de ce qui ne regardait que des  
particuliers, j'ai eu occasion de faire connaître à Son  
Altesse le cardinal secrétaire d'Etat, les intentions  
de Votre Majesté sur sa conduite particulière et celle  
du gouvernement romain envers elle. Quant à lui,  
comme qu'aimant son pays, il ne peut et ne doit  
faire tout ce qui sera agréable à Votre Majesté, qui  
ne pourrait exiger rien qui fût contraire à ses devoirs  
et volontés de son souverain. Du reste, pour ce qui  
concerne l'influence de Votre Majesté sur son gouverne-  
ment, il croit que lorsque Sa Sainteté apprendra les  
ordres de Votre Majesté, il ne pourra que répondre  
ce qu'il a toujours exprimé; que si on lui demandait  
des choses contre ses droits, et malgré sa disposi-



nence, qu'un semblable entretien ne devait point être connu de personne; je lui conseillai de prendre un moment convenable et de disposer Sa Sainteté, afin que par indiscretion de ceux avec qui il pourrait en conférer, ce ne fût pas redit à Rome, ce qui serait inutile et même dangereux, et devait seulement lui servir de règle, s'il croyait devoir en parler au Pape. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome.  
28 déc. 1805.

« Sire, on espérait prévenir Votre Majesté contre ce que j'aurais pu lui écrire, en me supposant le désir de devenir secrétaire d'Etat à Rome. On s'est sans doute servi des parents de B.... pour donner cours à cette astuce *consalvienne*. Je connais tout ce qui se passe à Rome, toutes les menées, toutes les intrigues, tous les intérêts qui se croisent pour se partager le gouvernement de ce pauvre pays, et pour se soutenir par toute sorte de moyens. Ils avaient espéré dans la guerre, on voulait se ménager des protecteurs, le mécontentement contre Votre Majesté avait passé du cabinet du Pape dans toutes les classes, tout était contre nous. Ma contenance avait même prévenu les succès de vos armes, leurs espérances séchèrent avant d'éclore, la crainte les fit rentrer dans eux-mêmes, et il fallait prévenir les effets de mes ressentiments et de mon indignation. Ils m'ont cru dissimulé, ils n'ont pu concevoir que je m'en tiendrais à des explications que j'avais eues avec le Pape au sujet de ses ministres, et ils ont voulu prévenir Votre Majesté en m'accusant de la folle ambition de vouloir être secrétaire d'Etat.

ma seule tentation est le désir de n'être pas  
né à vivre longtemps dans ce pays. J'ai voulu  
rendre agréable en me donnant une belle mai-  
son richement décorée; je vous représenterai di-  
t, mais ce sera la seule consolation que j'au-  
rai ne m'attache ici et mon cœur est en France,  
mon diocèse, et à Paris, parmi ceux que j'aime.  
Vous les connaissez. Me refuseriez-vous de  
passer l'année entre Rome, Lyon et Paris? Je pour-  
rais être utile en trois endroits au lieu de l'être  
en un seul. L'hiver à Rome, le printemps et  
l'été à Lyon, un mois de l'automne à Paris. Que ferois-je  
toute l'année à Rome?

Les prospérités que le ciel donne à Votre  
Majesté la mettant dans le cas de contenter l'ambi-  
tion de beaucoup de monde, elle fera des heureux  
en grand nombre; je le serai si elle voulait bien ac-  
cepter cette prière.

Enfin, tout le monde se replace de votre côté,  
après la réception de quelques têtes de fer. Tous prétendent  
qu'ils n'ont jamais douté des événements. On  
se contente de moi, parce que j'ignore tous les  
détails, je les caresse comme autrefois, et j'excuse  
ceux qui s'étaient un peu longtemps écartés;  
je donne des diners de quatre-vingts personnes.  
J'ai vu le secrétaire d'Etat; mais avec beau-  
coup de réserve et de dignité. C'est un homme sou-  
ffrant; il sera toujours pour le plus fort. Tout  
en état de le remplacer serait dangereux par  
sentiment et par système; la leçon que je lui fis au  
commencement de la guerre, lui a donné la mesure

de mon caractère, je crois qu'il ne récidivera pas.

Sire, on espère ici que, par reconnaissance, on vous élèvera une statue équestre dans le parvis de Saint-Pierre, au milieu de celles de Charlemagne et de Constantin.

On fait des efforts inconcevables pour avancer des fonds pour votre armée. On est même sur le point de suspendre tous les payements, si votre ministre de la guerre n'envoie pas de fonds. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
4 janv. 1806.

« Sire, j'expose à Votre Majesté les raisons qui m'ont foré à demander au gouvernement pontifical les assurances qu'il avait reçues des armées coalisées débarquées dans le royaume de Naples, sur la sûreté dont les Français et nos alliés jouiraient dans ses États, dans le cas de la marche des Russes sur les États du Saint-Siège.

1° Avant de connaître les heureux événements d'Allemagne, il est indubitable que les Anglo-Russes avaient le projet de s'avancer dans les États de l'Église. On s'attendait à chaque instant d'en apprendre la nouvelle. Le cardinal Boyane et tous ceux qui nous étaient attachés, venaient ou ils envoyaient me solliciter de partir de Rome.

2° Le ministre des relations extérieures m'avait écrit de Strasbourg le 9 brumaire : « L'intention de Sa Majesté est que Votre Éminence reste à Rome où elle peut résider avec pleine sécurité, ce pays étant neutre. » Les ennemis auraient été aux portes de Rome, je ne devais pas en sortir à moins d'avoir de fortes



probabilités qu'ils n'eussent pas respecté la neutralité du Pape. Comment aurait-on pu connaître leurs intentions autrement qu'en demandant au gouvernement romain de me donner connaissance des arrangements pris avec les coalisés, en cas de leur passage dans ses États.

7 Avant le débarquement à Naples des Anglo-Russes et dans le temps que le général Montrieux occupait Ancône, d'après le bruit qui courait dans Rome que les Français qui avaient évacué le royaume de Naples prendraient position dans les États du Saint-Siège, le ministre d'Autriche avait fait la même demande au secrétaire d'État pour connaître si les Français respecteraient la neutralité du Pape, dont je donnais les assurances formelles, d'après l'esprit d'une lettre de Votre Majesté, et d'après le texte susdit du ministre Talleyrand; or, aurais-je rester oisif spectateur des événements ayant plus à craindre de nos ennemis! Je ne parle pas de ma fortune, mais le mobilier immense de la famille impériale et tant d'autres motifs me poussèrent à faire la susdite demande pour connaître les dispositions des ennemis. En effet, sans les prodiges faits par Votre Majesté, qui ont arrêté les ennemis dans les États de Naples, j'aurais pris des précautions pour les Français et leurs biens, d'après les vaines démarches faites auprès des Russes.

8 J'ai cru même, en faisant agir le gouvernement romain, d'employer un moyen sûr pour connaître les dispositions des ennemis. Quelle que soit la force de ses raisons, je vous prie, Sire, de croire que ni la

peur, ni aucun doute sur vos intentions envers moi, n'ont eu part à ma délibération.

Je ne sais pas faire mon devoir à moitié. D'après les intentions de Votre Majesté qui me furent signifiées par M. de Talleyrand, et l'assurance où j'étais qu'elle ne voudrait pas me trop exposer, je devais tout concilier, et ne prendre qu'un parti raisonnable. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
4 janv. 1806.

« Sire, par ma dernière lettre Votre Majesté aura vu que je suis assez bien avec le secrétaire d'État.

Je n'eus avec lui qu'un démêlé au commencement de la campagne. Il fut assez fort, j'en informai Votre Majesté. Il fut fort utile, puisqu'il ne se flatta plus de m'en faire accroire. J'en tire tous les jours de plus grandes utilités pour le service de Votre Majesté, puisqu'il marche fort bien dans ce moment-ci.

Votre armée, Sire, commandée par le général Saint-Cyr, est approvisionnée. Le 10 de ce mois on fera partir de Rome deux cent trente mille rations de biscuit en tonneaux pour le moment de son entrée dans les États de Naples, outre trois cents bœufs pour les vivres et sept cents bœufs pour les transports, ainsi que cent cinquante charrettes y compris les ambulances. Hier même, le secrétaire d'État m'a promis de prendre les mesures pour nourrir l'armée dans ses cantonnements pendant quinze jours.

Ces approvisionnements se font moyennant des réquisitions en vivres, en fourrages et en argent sur les propriétaires, dont le gouvernement romain assure le paiement par des bons portant intérêt. Si on avait

peut lui remettre une centaine de mille piastres pour les dépenses manuelles et journalières, que d'avantage n'aurions nous pas eu ?

*Silvanée* doit rester plus longtemps dans ces États, je les obligerai même à supporter un fléau aussi terrible pour le Pape ; mais alors il faudrait leur faire compter la somme ci-dessus, si on ne veut pas faire commettre de plus grandes vexations qui nous coûteraient fort cher, si jamais nous étions battus en entrant dans le royaume de Naples.

J'assure Votre Majesté que ce gouvernement fait tous ses efforts pour la contenter ; mais en même temps je la prie de considérer qu'on se voit enlever son bien avec grand chagrin dans un pays pauvre, tout le monde en ressent le contre-coup. Je ne puis paraître au consistoire et aux chapelles, sans être assailli par le : *Quand nous payerez-vous ?* des cardinaux qui ont des bénéfices dans la marche d'Ancône, et dont les revenus ont été pris pour les approvisionnements de cette place.

Le commissaire ordonnateur Colbert vient d'arriver à Rome ; il est fort content des dispositions prises, elles ont surpassé ses désirs.

Au moment où j'écris, une personne digne de foi arrive de Naples, elle assure que le 2 janvier, trois ou quatre mille hommes débarquaient dans ce port. Ils étaient arrivés sur quatorze gros bâtiments de transport escortés par un vaisseau de ligne. C'est peut-être le convoi qu'on avait aperçu de Pontéfino. Cette personne n'a point attendu pour voir les troupes et pour les reconnaître, crainte qu'on lui empêchât la

sortie de Naples ; néanmoins la cour de Naples a fait tout embarquer.

Les Russes se fortifient dans les Abruzzes, on a donné ordre dans la ville d'Arpino de préparer des logements et des vivres pour sept mille Russes. Il paraît qu'ils veulent s'approcher ou qu'ils veulent étendre leur ligne.

Je prévins dans le temps le vice-roi de faire surveiller les Français et les fournisseurs qui arrivaient de Naples, et qui étaient chargés de faire des offres et d'intriguer pour ralentir la marche de l'armée. Les coalisés espéraient beaucoup dans ce retard.

L'émigration des jeunes gens de la levée, nobles et plébéiens, continue toujours.

Je suis assuré qu'on envoie dans toute l'Italie des espions et des émissaires, j'en ai fait arrêter un à Bologne qui a tout avoué, et qui pour se soustraire à la punition entretient pour nous, quoique dans les cachots, sa correspondance. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
4 janv. 1806.

« Sire, au moment où j'allais faire partir le courrier avec les lettres ci-jointes, j'ai reçu la nouvelle de la signature de la paix conclue à Presbourg le 6 nivôse, je m'empresse d'offrir mes félicitations à Votre Majesté qui, dans un si court espace de temps, a conquis l'Allemagne, et rendu la paix au continent. Je vais donner, ces trois jours-ci, de grandes fêtes, concert, souper, illumination et *Te Deum* ; je tâcherai, en un mot, de célébrer le mieux possible cette glorieuse circonstance du règne de Votre Majesté.

Je crois devoir vous rappeler, Sire, que la répu-



... au Pape. Charles VIII, roi de France, y  
... 1494, lorsqu'il passa par Rome en allant à  
... du royaume de Naples. Le Pape Clé-  
... XIII le donna à la république de Venise, pour  
... ses ambassadeurs, en échange d'un palais à  
... que l'on donna au Pape pour la résidence du  
... Après la paix de Campo-Formio, l'Empereur  
... en a fait prendre possession comme  
... dépendance du duché de Venise. Le ministre  
... y est logé avec beaucoup de monde. On  
... établir dans ce palais l'Académie de France,  
... placée dans ce moment à la villa Médicis dans  
... malsain, sur une hauteur à l'extrémité de  
... ce qui le rend inhabitable en été pour les pen-  
... sionnaires qui sont obligés de venir étudier dans l'in-  
... de la ville. Le local actuel de l'Académie ne  
... contenir que seize ou dix-huit pensionnaires, et  
... si malsain qu'en deux ans, trois des meilleurs  
... y ont péri. Votre Majesté ne voudra peut-être  
... pour la France agrandie de tant de pays, où  
... ont toujours fleuri comme dans la Flandre et  
... la Ligurie, et ayant à Rome un établissement si

assez grand pour qu'outre un assez grand nombre de pensionnaires, on y donne un logement aux artistes qui n'auraient obtenu que des accessits, et qui voudraient venir à Rome à leurs frais. Un autre avantage de placer l'Académie de France au palais de Venise, serait la facilité que les sculpteurs auraient d'y faire porter les marbres, ce qui est très-difficile dans le local actuel, et ce qui oblige les sculpteurs pensionnaires à avoir des ateliers en ville. Je sou mets ces idées à Votre Majesté, qui veut joindre à ses autres titres de gloire celui de protecteur des arts. Le palais actuel de l'Académie pourrait servir de résidence au ministre du roi d'Italie, et dans le cas où cette ambassade serait réunie à celle de France, il servirait de maison de plaisance à l'ambassadeur.

J'attends les ordres de Votre Majesté à cet égard pour prendre en son nom possession du palais de Venise, et pour faire tous les actes nécessaires si elle le juge convenable. »

Nap.  
au Pape.  
Munich,  
7 janv. 1806.

« Très-saint Père, je reçois une lettre de Votre Sainteté sous la date du 13 novembre. Je n'ai pu qu'être vivement affecté de ce que, quand toutes les Puissances à la solde de l'Angleterre s'étaient coalisées pour me faire une guerre injuste, Votre Sainteté ait prêté l'oreille aux mauvais conseils, et se soit portée à m'écrire une lettre si peu ménagée. Elle est parfaitement maîtresse de garder mon ministre à Rome ou de le renvoyer. L'occupation d'Ancône est une suite immédiate et nécessaire de la mauvaise organisation de l'état militaire du Saint-Siège. Votre



Sainteté avait intérêt à voir cette forteresse plutôt dans mes mains que dans celles des Russes, des Anglais ou des Turcs. Votre Sainteté se plaint que, depuis son retour de Paris, elle n'a eu que des sujets de peine : la raison en est que depuis lors, ceux qui craignent mon pouvoir et me témoignaient de l'amitié ont changé de sentiments, s'y croyant autorisés par la force de la coalition, et que depuis le retour de Votre Sainteté à Rome, je n'ai éprouvé que des refus de sa part, sur tous les objets, même sur ceux qui étaient d'un intérêt du premier ordre pour la religion, comme par exemple, lorsqu'il s'agissait d'empêcher le protestantisme d'élever la tête en France. Je me suis considéré comme le protecteur du Saint-Siège, et à cet titre j'ai occupé Ancône. Je me suis considéré, ainsi que mes prédécesseurs de la seconde et de la troisième race, comme le fils aîné de l'Eglise, comme ayant seul l'épée pour la protéger, et la mettre à l'abri d'être souillée par les Grecs et par les Musulmans. Je protégerai constamment le Saint-Siège, malgré les fausses démarches, l'ingratitude et les mauvaises dispositions des hommes, qui se sont démasqués pendant trois mois : ils me croyaient perdu. Dieu a fait éclater, par les succès dont il a favorisé mes armes, la protection qu'il a accordée à ma cause. Je serai l'ami de Votre Sainteté, toutes les fois qu'elle ne consultera que son cœur et les vrais amis de la religion ; je le répète, si votre Sainteté veut renvoyer mon ministre, elle est libre de le faire ; elle est libre d'accueillir de préférence, et les Russes et le calife de Constantinople ; mais ne voulant pas exposer le car-

dinal Fesch à ces avanies, je le ferai remplacer par un séculier. Aussi bien, la haine que lui porte le cardinal Consalvi est telle qu'il n'a constamment éprouvé que des refus, tandis que les préférences étaient pour les Anglo-Russes. Dieu est juge qui a le plus fait pour la religion de tous les princes qui règnent.

Sur ce, je prie Dieu, très-saint Père, qu'il vous conserve de longues années au régime du gouvernement de notre Mère, la sainte Église. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
8 janv. 1806.

« Sire, le cardinal secrétaire d'Etat m'a confié que le cardinal Ruffo lui avait écrit deux fois par commission de sa cour, pour engager le gouvernement pontifical à s'employer, comme médiateur de l'Eglise, à l'effet d'obtenir que l'armée française ne s'avancât pas dans l'Etat de l'Eglise ou n'y prit position que le long du littoral pour garder une ligne de communication avec Ancône, s'engageant de son côté à ce que les troupes coalisées ne dépassassent pas la frontière du royaume de Naples. Il annonçait qu'à défaut de cette convention, les troupes alliées marcheraient contre l'armée française, et que par là même, l'Etat du Saint-Siège serait foulé de tous les côtés, puisqu'il deviendrait le théâtre de la guerre.

L'espérance de la cour de Naples est qu'on traitera pour aller en Allemagne, et que les affaires s'arrangeront naturellement à la paix avec l'Autriche. Cette cour fait abstraction à ses torts particuliers, et ne considère en guerre avec Votre Majesté que comme par suite des affaires générales, et que par là même elle se trouvera comprise dans ce premier traité. On

avait encore reçu à Naples, le 3 janvier, époque où les lettres du cardinal Ruffo ont été écrites, la paix, ni de la pleine marche de l'armée française dans l'Etat pontifical.

Le cardinal secrétaire d'Etat m'a remis une note de l'espèce d'armistice que la cour de Naples m'a répondu que je ne pouvais que faire connaître au général Gouvion Saint-Cyr cette offre du Saint-Père et que ce serait à ce général de juger s'il lui paraissait permis d'y prêter l'oreille. J'ai prié le général Gouvion Saint-Cyr de me répondre une lettre ostensible pour l'acceptation de son armée et faire croire qu'elle était l'effet de la médiation du Saint-Siège, en attendant des ordres ultérieurs que la paix aurait pu inspirer à Votre Majesté.

L'honneur, Sire, de mettre sous vos yeux la note du secrétaire d'Etat, de la mienne et de la lettre au général Saint-Cyr. »

Je dois à Votre Majesté quelques détails sur la situation de l'armée française dans l'Etat pontifical, sur la conduite des généraux, en même temps que je vous expose les instances du Saint-Père pour le déchargement de ce poids énorme de cette armée.

Le jour des troupes à Ancône a donné sujet à des réclamations sans cesse répétées de la part du Saint-Siège. Le général qui commandait dans cette ville espérait d'y faire une fortune. Il commença par s'emparer des droits sur les bâtiments qui sortaient de la ville, et par imposer cette ville et ses environs une contribution de cent mille piastres ; il autorisa

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
8 janv. 1806.



ensuite des jeux de hasard défendus par le gouvernement de l'Église. Il demanda la permission d'emporter des grains, malgré les défenses qui existent à cet égard et les besoins qu'en avait l'armée, et il finit par faire demander, avant de savoir qu'il devait quitter cette place, qu'on lui payât, outre ses appointements, un traitement extraordinaire de deux mille piastres par mois. Chaque jour, Sire, le gouvernement romain me portait de nouvelles plaintes contre les vexations exercées par ce général, et ce n'est pas sans peine que je suis parvenu à le faire désister de plusieurs de ses prétentions. On dit qu'il s'est emparé de quarante mille piastres de la contribution levée sur Ancône, et qu'il a déclaré qu'il n'en rendrait point compte. J'ignore jusqu'à quel point cette imputation est fondée. C'est le cardinal secrétaire d'État qui m'en a prévenu verbalement.

Depuis, l'armée commandée par le général Saint-Cyr est entrée sur le territoire pontifical.

J'ai déjà eu l'honneur d'informer Votre Majesté qu'on avait pourvu à tout ce dont elle aurait besoin lorsqu'elle entrerait dans le royaume de Naples et que, jusqu'au 15 de janvier, l'armée serait approvisionnée comme elle l'a été jusqu'à ce moment, quoiqu'on se fût attendu à un simple passage et non à un long séjour. Cependant, le général Saint-Cyr vient d'écrire au cardinal secrétaire d'État, et m'a écrit à moi-même pour engager le Pape à confier à des fournisseurs le soin d'approvisionner l'armée, demandant que ces fournisseurs fussent payés d'avance et que le Pape, s'il n'avait pas d'argent, levât des contri-

dans tous ses Etats, ou autorisât les com-  
mandans à le faire. Le Saint-Père a été très-affecté que,  
voyant de tout ce qu'il fait, on voulût encore lui  
prescrire la méthode qu'il devait suivre pour assurer le  
service, et j'ai dû répondre au général Saint-Cyr la  
lettre dont j'ai l'honneur de mettre la copie sous les  
yeux de Votre Majesté. Le Pape espérait que l'armée  
française ne serait que passer dans ses Etats; mais du  
moment où il voit que l'armée prend des cantonne-  
mens, il ne cesse de me faire prier de demander à  
Votre Majesté, ou de venir à son secours, ou de don-  
ner l'ordre que l'armée entre dans les Etats napoli-  
tains. Cette impatience bien naturelle est encore  
augmentée par l'exigence des généraux qui ne ven-  
ant point du tout faire attention à la situation du  
Saint-Siège, et qui, assiégés par une foule de four-  
rages qui suivent l'armée, et qui ne veulent faire  
d'avance, ne considèrent que ce qui serait à leur  
usage, sans se mettre en peine des chagrins  
qu'ils causent au pauvre Pape. Il espère que la paix  
faite par Votre Majesté à même d'envoyer toutes sortes  
de secours à cette armée et qu'elle pourra bientôt  
libérer les Etats du Saint-Siège, quoique le secrétaire  
travaille pour approvisionner l'armée jusqu'au  
printemps. Au moins il serait bon que Votre Majesté  
fit dire par son ministre au général Saint-Cyr de  
vouloir se plier autant que possible à la situation  
du gouvernement et de ce pays, en faisant faire des  
cantonnemens à la cavalerie pour trouver plus facile-  
ment des fourrages.

Je ne que j'ai eu l'honneur de l'annoncer à Votre



Majesté, j'ai donné avant hier une fête très-brillante à l'occasion de la paix, le matin je me suis transporté avec un nombreux cortège à l'Eglise française de Saint-Louis. Tous les prélats français et italiens et les autres sujets de Votre Majesté qui se trouvent à Rome y étaient réunis. L'église et la place étaient encombrés de monde. J'y ai entonné un *Te Deum* qui a été exécuté en musique. Le soir, j'ai reçu toute la noblesse, j'ai donné grand concert et grand souper; il y avait près de quatre cents personnes des plus distinguées de Rome. Les ministres étrangers y sont venus, excepté celui d'Autriche qui n'a également point illuminé son palais. Il m'a écrit pour s'excuser que, n'ayant pas reçu de sa cour la nouvelle de la conclusion de la paix, il ne pouvait prendre aucune part aux fêtes que je donnais à ce sujet. Tous les cardinaux qui sont à Rome, même les napolitains, sont venus chez moi. Depuis longtemps on n'avait pas vu ici de fête aussi magnifique. Tout le monde en a été enchanté, et je dois dire qu'on l'a été aussi de la nouvelle qui l'occasionnait.

Le prince Frédéric de Saxe-Gotha, qui est intervenu à la fête avec les personnes qui l'accompagnent, en a paru très-satisfait, et la semaine prochaine je lui donnerai un grand dîner. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
15 janv. 1806.

« Sire, j'avais déjà cacheté ma première lettre, lorsqu'on m'a annoncé le cardinal Ruffo qui venait pour me présenter le duc de Santa-Téodora. Le roi de Naples avait destiné celui-ci pour se rendre auprès de Votre Majesté; mais ayant reçu la dépêche

du cardinal Ruffo, il a expédié à cette Éminence les pleins pouvoirs pour se rendre auprès de Votre Majesté, et il a chargé le duc de résider à Rome. Le cardinal Ruffo partira dans la nuit pour Berne en Lacerne en passant par le Mont-Cenis. Votre Majesté verra ce qu'il lui conviendra de faire. »

« Sire, je crois devoir rappeler à Votre Majesté que dans le cas qu'elle voudt traiter avec le roi de Naples, elle peut se faire céder le plus beau palais de Rome, et même de l'Italie : le palais Farnèse qui fut commencé par le Pape Paul III, et] continué par le neveu de ce Pontife, le cardinal Alexandre Farnèse. Les ducs de ce nom acquirent ensuite la maison de plaisance dite la Farnésine, où existent les plus belles fresques de Raphaël, et un beau jardin. Ces deux édifices sont divisés entre eux par le Tibre.

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
15 janv. 1806.

Moyennant cette acquisition, Votre Majesté logerait dignement son ministre et posséderait à Rome les deux effets les plus précieux. Je crois que les immenses palais du Pape ne valent pas celui-ci.

A trente-six milles de Rome, à trois milles de la route de Florence, le roi de Naples possède, en outre, le plus beau château d'Italie, bâti par ledit cardinal Alexandre Farnèse et décoré des plus belles fresques de Taddée et de Frédéric Zaccari, représentant les principaux traits de la vie de Paul III. Ce château est assez conservé, mais le jardin et le casino qui y sont se trouvent réduits à un mauvais état. Cette possession est placée à la cime du village de Caprarola, elle servait ci-devant d'habitation aux

ducs de Castro et Ronciglione, et elle fut cédée au Saint-Siège, ne conservant au roi de Naples que le dit château et les jardins de ce duché de la maison Farnèse. Il est vrai que la possession de ce château serait dispendieuse si on voulait tout restaurer, mais le palais Farnèse et la Farnésine sont des objets qui méritent l'attention de Votre Majesté. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
13 janv. 1806.

« Sire, j'eus l'honneur d'écrire à Votre Majesté, que la cour de Naples avait intéressé Sa Sainteté, par le moyen du cardinal Ruffo, à faire suspendre la marche de votre armée, lorsque ayant connu la conclusion de la paix signée à Presbourg, sans même attendre les réponses du secrétaire d'Etat, le cardinal Ruffo arriva à Rome avec plein pouvoir pour traiter avec moi, ou avec tout autre agent diplomatique ou militaire, s'il s'en trouvait qui fussent autorisés à traiter par Votre Majesté.

Je fis mon compliment au cardinal Ruffo de s'être tiré de Naples du plus grand des dangers; mais après différentes conversations il m'avoua qu'il était dans le péril éminent d'être rappelé, le roi ne l'ayant laissé partir que moyennant sa promesse de retourner à Naples, dans le cas que ses soins fussent inutiles à Rome. Cependant Sa Sainteté voudrait, pour l'honneur du sacré Collège, empêcher ce retour, puisque, indubitablement, si le roi de Naples se décide à lever les masses contre les Français, on forcerait ce cardinal de se mettre à leur tête, dans un moment où ils n'ont plus d'espoir sur les Russes qui ont reçu l'ordre de s'embarquer. Le ministre

Tatichoff, par ordre de sa cour, a annoncé à celle de Naples, que l'empereur de Russie son maître n'avait plus d'objet de faire battre ses soldats contre les Français, dans le royaume de Naples, pour faire diversion aux armées d'Allemagne, et qu'on l'abandonnait à sa neutralité. Les Russes s'embarquent, les Anglais se retirent aussi, pour ne pas compromettre leur honneur, et le cardinal Ruffo a dit qu'ils préféreraient de prendre une bonne position en Sicile, en attendant les ordres de Londres. Néanmoins, le roi de Naples a dit hautement que si l'empereur des Français ne veut pas entrer en accommodement, et s'il veut le dépouiller de son royaume, il est décidé à mourir. Il prétend que tout son peuple se lèvera pour sa défense, il croit qu'en rejetant toute la faute sur la reine, il pourra prévenir toutes les raisons contraires. Il s' imagine que, n'ayant fait aucune démonstration publique, d'avoir contribué au débarquement des Anglo-Russes dans son royaume, malgré que tout été fait de son su, et par ses ordres, il s' imagine, dis-je, que cette fourberie doit le garantir de l'ignominie d'avoir rompu le traité conclu avec Votre Majesté, et exciter le zèle de ses sujets; mais ceux qui le connaissent parfaitement sont convaincus qu'il obligera les principaux barons de son royaume à se perdre, pendant qu'il s'embarquera pour la Sicile. Le cardinal Ruffo est convaincu que les Napolitains seront battus, mais il est persuadé que le roi et la reine perdront même ceux qui sont de leur avis.

Dans cet état de choses, pour faire une chose



agréable à Sa Sainteté, et même pour tirer d'affaire un sujet qui s'est bien montré dans cette circonstance et qui serait bon sujet sous quelque prince que ce soit, parce qu'il a et les talents nécessaires, et une réputation à conserver; plus en outre, pour ôter des mains de la cour de Naples un homme qui serait obligé malgré lui de se mettre à la tête de l'insurrection, et qui pourrait peut-être nous causer beaucoup de pertes, je lui ai conseillé de demander à sa cour des pleins pouvoirs pour se rendre vers Votre Majesté, mais dans la crainte d'être désapprouvé par elle, je ne lui ai promis des passe-ports que pour Lucerne où il attendrait ceux que Votre Majesté lui ferait expédier, dans le cas qu'elle voulût l'entendre. La cour de Naples ne se refusera aucune satisfaction que Votre Majesté pourrait exiger, elle serait prête à tout faire, plutôt que de se faire chasser. Humiliations, argent, changement de ministère, traité de commerce, enfin on accepterait la loi que Votre Majesté voudrait imposer.

Pour en revenir au cardinal Ruffo, il a demandé depuis trois jours à sa cour les pleins pouvoirs pour se rendre en Suisse, selon que j'ai dit ci-dessus. On en recevra la réponse avant deux jours; mais j'ai appris d'une personne bien informée, et la nouvelle est presque officielle, que la cour de Naples, avant de recevoir la lettre du cardinal Ruffo, avait nommé le duc de Santa-Téodora, ci-devant son ministre d'Espagne, pour se rendre auprès de Votre Majesté pour implorer sa clémence; au retour du cardinal Ruffo, il n'y aura plus aucun doute



exigerait, en cas de contravention, sa dégradation. Le même cardinal Ruffo gémissait hier avec douleur de la position où il se trouve, ne croyant pas le pouvoir honorablement se refuser de retourner à Naples s'il y est appelé.

Les troupes russes marchent des confins des États romains, en grande hâte, vers Naples. Les Anglais au nombre de quatre mille, ont aussi abandonné le Garigliano et Fondi à quelques lieues de Rome (État papal). Cependant, la même personne qui m'a donné la nouvelle de la nomination de Santa-Téodora, m'assure que le ministre des affaires étrangères anglais font tous leurs efforts pour empêcher l'embarquement des Russes, malgré que ceux-ci soient en route vers Naples, prenant sur eux de faire revenir la cour de Russie, et de les faire considérer comme des troupes auxiliaires, à la solde de l'Angleterre. On dit même que les chefs russes sont enthousiasmés et que la cour et les Anglais espèrent de les employer, malgré les ordres de l'empereur Alexandre. Dans ce cas, les Anglo-Russes défendraient la ville de Naples, et à toute extrémité ils se jetteraient en

Le maréchal Masséna est depuis trois jours à son armée, commandée auparavant par le général Saint-Cyr. Ce général n'a pas pu se contenir et il a démontré sa mauvaise humeur à l'aide de [camp du maréchal, qui lui a porté la nouvelle de sa nomination au commandement de l'armée de Naples.

Le gouvernement pontifical s'est finalement déchargé de pourvoir par ses agents à la subsistance des troupes, et à la sollicitation pressante du général Saint-Cyr et du commissaire ordonnateur Colbert dont j'ai déjà parlé à Votre Majesté dans ma dernière lettre, en a donné la fourniture à un certain M. Baugé, fournisseur français, en faisant prêter la moitié de l'argent par le banquier Torlonia qui a déboursé sur-le-champ cinquante mille piastres, et qui a promis le reste à différentes époques. Pour l'autre moitié, le gouvernement romain a pris six et huit mois de temps pour solder cette fourniture au dit Baugé. Ce gouvernement espère, qu'à cette époque, Votre Majesté aura ordonné à sa trésorerie de compter, comme de clerc à maître, avec monseigneur le trésorier.

Cette lettre sera portée par un courrier que M. Alquier expédie. Il se tient très en réserve avec moi, et je ne sais pas ce qu'il écrit; craint-il peut-être que je profite de ses découvertes et des nouvelles qu'il donne, et que je sois chargé de traiter avec Naples? Votre Majesté voit bien par le fait que je conseille aux Napolitains d'aller traiter ailleurs, quoique le cardinal Ruffo m'ait dit qu'il avait ordre de ne traiter avec M. Alquier que lorsqu'il ne pourrait pas

laire autrement; et la Cour de Naples prétend que si elle n'a pas aimé la France, son ministre en est cause, ayant toujours horriblement vexée. Ce que je trouve défectueux, puisque cet ambassadeur est un homme, incapable d'outrepasser ses instructions.

Sur, en attendant que M. Alquier eût fini ses dépêches pour M. de Talleyrand, j'ai eu communication de la lettre du chargé d'affaires du Pape à Naples, adressée à S. E. le cardinal secrétaire d'Etat. Malgré le courrier ordinaire arrivé de Naples, on n'est point encore assuré des dernières déterminations qui seront prises par les troupes russes. S'ils se décidaient à ne point s'embarquer, je le manderais à Votre Majesté par courrier extraordinaire.

Dans ma première dépêche j'avais dit à Votre Majesté que les fournitures de l'armée avaient été assurées par un contrat conclu avec un fournisseur français à la demande du général Saint-Cyr; mais au grand étonnement du gouvernement pontifical, il vient d'être prévenu par courrier extraordinaire que le maréchal Masséna ne veut point de fournisseur et qu'il exige qu'on rétablisse les fournitures par réquisition. Cette nouvelle a consterné ce gouvernement, et j'ai été obligé d'écrire au maréchal Masséna. Votre Majesté verra par là les extravagances des généraux, qui, sans prévenir et sans donner le temps pour faire des changements, détruisent ce qu'un autre a fait, et mettent les soldats aux prises avec les habitants, sans aucun égard pour le gouvernement et pour les em-

Le card.  
Fes. th à Nap.  
Rome,  
16 janv. 1806.

barras extrêmes qu'ils donnent à votre légation. »

Nap. au  
card. Fesch.  
Munich,  
17 janv. 1806.

« Mon cousin, je suis fort surpris que vous ayez pris sur vous d'écrire au général Saint-Cyr sur une communication diplomatique que vous avez faite au Pape. Vous deviez l'envoyer au ministre des relations extérieures et vous en tenir là. Ne vous mêlez que de ce qui vous regarde; votre manière d'agir est sans mesure. Vous ne devez donner ni conseil, ni insinuation quelconque aux généraux, qui les éloignent des instructions qu'ils ont reçues et qui puissent leur servir d'autorisation pour se conduire d'une autre manière. »

Nap. au  
card. Fesch.  
Paris,  
30 janv. 1806.

« Mon cher cousin, faites prendre possession de tous les palais du roi de Naples à Rome et dans l'Etat romain au nom de la France. »

Nap. au  
card. Fesch.  
Paris,  
30 janv. 1806.

« Mon cousin, je trouve bien petites et bien puériles toutes vos réflexions sur le cardinal Ruffo. Vous êtes à Rome comme une femme. Vous avez eu tort de conseiller à ce cardinal de se rendre à Paris. Ne vous mêlez point de choses que vous n'entendez pas. Faites prendre possession du palais de Venise à Rome. J'ai écrit au prince Joseph de vous donner main forte si cela est nécessaire, n'écoutez point tout ce qu'on pourra dire. Ce palais est compris dans les dépendances des Etats de Venise, faites en prendre possession au nom du roi d'Italie. »

« Sire, les reproches que Votre Majesté me fait d'avoir écrit au général Saint-Cyr sur une communication diplomatique faite par le Pape, m'auraient rempli d'amertume si je n'avais pas pour moi, et l'ordre de le faire par une lettre ministérielle qui m'a été écrite par M. de Talleyrand dont je joins ici copie, et si je n'avais par-devant moi les services essentiels que j'ai rendus par ce moyen à l'armée de Votre Majesté qui marche sur Naples.

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
31 janv. 1806.

D'ailleurs, Sire, toute ma correspondance avec les chefs de l'armée a été provoquée par leurs lettres, ou par leurs envoyés, qui avaient ordre de s'adresser à moi pour obtenir ce dont ils auraient besoin, et quelquefois j'en ai été sollicité par le Pape qui demandait mon intervention, et je me serais bien gardé de la diriger au préjudice du service de Votre Majesté.

Sire, les plaintes injustes et exagérées du gouvernement et des particuliers, et tous les désagréments étaient pour moi des roses, elles excitaient mon zèle et me faisaient espérer de mériter un témoignage de satisfaction.

Je n'aurai plus à me mêler des affaires de l'armée, tout est réglé. »

« Sire, avant de répondre à la lettre dont vous m'avez honoré, en date de Munich le 8 janvier, j'ai attendu la réponse de Sa Sainteté à celle de Votre Majesté Impériale. On vient de me la remettre cachetée. Ce cabinet se refuse toujours à m'en donner des copies, et par là je ne suis point à même de prévenir Votre Majesté de ce dont il s'agit.

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
3 fév. 1806.



D'après la lecture que le Pape me fit de sa lettre du 13 novembre, quelques jours après l'envoi, je lui protestais que je ne l'aurais pas expédiée si j'en avais eu connaissance. La suite des affaires lui en prouva l'inconvenance ; le secrétaire d'État me dit alors, que le Pape entendait parler de la cessation des communications officielles et publiques, sans vouloir interrompre les confidentielles et particulières ; qu'il avait appris cette méthode de Votre Majesté, lorsqu'à son avènement à l'Empire, elle en usa ainsi envers les ministres étrangers, qui attendaient leurs nouvelles lettres de créance ; et qu'il voulait en agir ainsi envers moi pour prouver aux Anglo-Russes qu'il n'avait point adhéré à l'occupation d'Ancône, et pour épargner de la sorte de plus grands malheurs à ses États.

Dans cette longue conversation, je me plaignis de l'inimitié bien prononcée dans ces derniers mois contre les Français, par toutes les classes des habitants de Rome et de tout l'État, et je le forçai de convenir : 1<sup>o</sup> que le Saint-Père, depuis son retour, avait montré non-seulement de la mauvaise humeur, mais qu'il était très-exaspéré ; 2<sup>o</sup> que son ministre avait affecté une neutralité qu'excluait toute préférence pour nous, et tout au moins une neutralité de sentiment.

Le secrétaire d'État en accusait les affaires ecclésiastiques d'Italie, et le peu de satisfaction que le Pape avait eu à Paris, sur la question des indemnités qu'il espérait, et sur des concessions marquantes pour le bien de l'Église de France, qui furent éludées par des promesses. Il observa, en outre, que le Pape devait affecter une neutralité rigoureuse, pour ne point irri-

diplomatiques des susdites puissances.

Le secrétaire d'État me fit, il y a trois jours, la lecture de la lettre qu'on me remet aujourd'hui cachetée. J'observai que celui qui veut trop prouver ne dit rien, qu'en niant de m'avoir fait des refus, Sa Majesté, qui en connaissait de positifs, serait étonnée de tel procédé. Par une distinction ineffable, il déclara que le Pape entendait parler de refus des, et que ce n'était point un refus injuste de ne lui accorder au renvoi des ministres de Sardaigne, d'Angleterre, de Russie, etc., de ne point fournir les provisions d'Ancône, etc.

Après ce principe, il était inutile de lui rappeler les demandes faites par moi, qui, quoique d'une importance secondaire, intéressaient l'honneur national et les avantages les plus réels de nos relations commerciales, concernant nos missions étrangères, autres objets qu'il serait trop long de rappeler à Sa Majesté.

Le secrétaire d'État à qui, dès les premiers instants de l'arrivée de la lettre à laquelle j'ai l'honneur de répondre, j'avais fait connaître les intentions de Votre

» verain. » Il a montré beaucoup de zèle depuis quelque temps, et il s'est prêté à souhait pour le passage de l'armée ; mais comme ce matin, en me remettant la lettre du Pape ci-incluse, il me parlait encore de neutralité au sujet du renvoi du ministre Jackson, qui demeure toutefois à Rome, j'ai dû lui signifier les intentions positives de Votre Majesté qui, pour le Pape, est Charlemagne, et qu'elle entend qu'on règle ici sa conduite sur ce point de vue. Le secrétaire d'État est demeuré interdit et il m'a demandé, avant de répondre, d'en référer avec le Saint-Père, « qui » d'ailleurs, disait-il, a toujours été disposé à en agir » de la sorte, et dans le cas où sa conscience ne lui » permettrait pas de faire ce que Votre Majesté désirait, il en appellerait à elle-même, se jetant dans » les bras de la Providence. » (Je m'attendais à cette réponse), et pour le fait du ministre Jackson, « on » s'était déjà mis en mesure pour l'engager à partir » de Rome, mais que de son propre mouvement, il » venait de demander sa démission, plutôt que de se » rendre en Sardaigne, où le roi était sur le point de se » retirer ; préférant de rester comme particulier à » Rome, où il est retenu par des liaisons contractées » avec une mauvaise fille. Les deux autres ministres » avaient été rappelés à Naples par le dit roi, à l'arrivée des Russes. »

Quant au Concordat avec l'Allemagne, le secrétaire d'État m'a assuré que M. de la Genga a reçu l'ordre de partir dans les premiers jours de février, qu'on n'aurait jamais pu prévoir que la paix finirait siôt une guerre qui paraissait devoir être bien plus longue, et



d'Italie, auquel le cardinal Antonelli tra-  
vaillera depuis le mois de septembre. On vient de me  
dire qu'il me sera remis dans peu de jours.  
Je combattrai les prétentions qui ne peuvent point  
s'accorder avec l'esprit des instructions que Votre  
Majesté a données, et avant de rien conclure, j'aurai  
l'honneur de lui adresser les différents mémoires, et  
de l'exposer l'état de la question, et le point où la  
Cour de Rome pourra se laisser conduire.

Je leur ai déjà exprimé la présomption où j'étais  
que Votre Majesté demanderait d'assimiler l'État de  
Rome aux départements du Piémont, et les États de  
Parma au régime établi dans le royaume d'Italie :  
le Pape en parle, dans sa lettre à Votre Majesté,  
et veut obtenir des exceptions.

Je me réserve, Sire, à vous parler de mon rappel  
dans ma seconde lettre que j'ai l'honneur de joindre ici.»

L'intention que Votre Majesté me manifeste de  
me rappeler et de me faire remplacer par un séculier,  
m'a fait à lui représenter l'effet que cette nouvelle a  
produit sur le secrétaire d'Etat, et les considérations

Le card.  
Fescha Nap.  
Rome.  
3 fév. 1806.

En le bien observant, je lui annonçai mon rappel ; ce fut un antidote qui le remit en calme ; j'aurai pu lui donner toutes les nouvelles les plus affligeantes, la douleur n'aurait eu aucun accès dans son âme enivrée et qui calculait déjà les avantages immenses qu'il retirait de ce rappel. Je lisais dans son cœur :

« faute heureuse de cette lettre du 13 novembre, de-  
» vait-il dire, qui nous débarrasse du cardinal Fesch ?  
» Un nouveau ministre, un protestant même, pourrait-  
» il résister à toutes les séductions : femmes , petits  
» présents, protestations de dévouement, humiliations  
» même ? Ce protestant saurait-il établir une police  
» qui découvre mes pensées à peine écloses ? aura-t-il  
» il les moyens du cardinal Fesch de qui on espère  
» tout s'il devenait Pape ? Aura-t-il les mêmes inté-  
» rêts que le cardinal Fesch à me surveiller, à m'in-  
» fluencer ? D'ailleurs, il n'est plus possible d'en im-  
» poser à celui-ci. Un homme le plus prévenu aura  
» peut-être besoin de se ménager la protection de  
» cette cour, et il pourra bien se laisser séduire par  
» les apparences. Enfin, le cardinal Fesch est d'au-  
» tant plus dangereux qu'il est inattaquable envers  
» le monde, envers ses pairs, et envers le gouverne-  
» ment du Saint-Siège : 1° il ne donne pas lieu à la  
» médisance, il s'est même retiré de toutes les socié-  
» tés, et il ne reçoit chez lui qu'en grande étiquette, et  
» il nous censure par sa manière de vivre ; 2° on ne  
» peut pas même se plaindre de lui, parce qu'il n'af-  
» fecte que les prétentions d'un simple cardinal ;  
» 3° le Saint-Siège lui est même redevable, parce qu'il  
» tâche de lui rendre les services compatibles avec



» les intérêts de son souverain. Il est même très-in-  
 » dulent, parce qu'il se laisse persuader que ce n'est  
 » point par persécution, mais par justice, que nous  
 » persécutons ceux qui ont été amis des Français ;  
 » que nous déplaçons celui qui, un mois auparavant,  
 » a été l'accusateur de ceux que nous avons été forcé  
 » de punir malgré nous. Ce cardinal Fesch qui, mal-  
 » gré que nous le détestions, nous oblige de faire  
 » dire au Pape dans sa réponse à Sa Majesté qu'il le  
 » verra partir avec *molto despiacere* ; aussi nous n'a-  
 » vons pas pu dissimuler nos dispositions envers lui  
 » en en parlant avec beaucoup de froideur, quoique  
 » nous nous soyons efforcés de lui persuader que  
 » le Pape n'a pas voulu en faire un grand éloge,  
 » crainte que Sa Majesté Impériale et Royale ne le  
 » soupçonnât d'être trop partisan du Saint-Siège. »

Oui, Sire, il ne fut jamais plus content que cette soirée-là : je lisais dans son cœur.

Il est incontestable, Sire, qu'il est de l'intérêt de Consalvi que vous me rappeliez ; et du vôtre, de me laisser la porte ouverte de retourner à Rome quand bon vous semblera. Consalvi ne me trompera pas, il trompera tout autre.

Je ne dois pas entrer, Sire, dans vos combinaisons ; mais si elles pouvaient se concilier avec ma demeure, par intervalles, à Rome, mon établissement ici éno-  
 mément dispendieux, où j'ai tout mis, croyant d'y  
 vivre longtemps, et même toute ma vie, le traitement  
 de ministre qui cesserait, étant remplacé à Rome, sont  
 des raisons suffisantes pour faire des représentations  
 à Votre Majesté, afin qu'elle daigne me conserver en

cette qualité et qu'elle me permette seulement de retourner en France au moins la moitié de l'année, lorsque des affaires essentielles n'exigent pas ma demeure à Rome. »

Nap. au  
card. Fesch.  
Paris,  
9 fév. 1806.

« Mon cousin, j'ai reçu vos lettres du 31 janvier, j'attends que vous m'appreniez que vous avez pris possession du palais de Farnèse et de Venise en mon nom. Faites moi connaître ce que je puis en faire, afin que je n'aie plus à y revenir. »

Le card. Fesch  
à Talleyrand.  
Rome,  
23 fév. 1806.

« L'Empereur vient de me rendre responsable de l'exécution de ces deux points. 1<sup>o</sup> De l'expulsion des Russes, Anglais, Suédois et Sardes de l'Etat romain. 2<sup>o</sup> De l'interdiction des ports aux bâtimens anglais, russes et suédois.

Je prévois que le Pape n'en fera rien, et qu'il faudra employer la force; ainsi, donnez-moi vos instructions, puisque l'Empereur m'écrit que vous me donnerez main forte.

Il me dit de chasser toutes les personnes attachées à la cour de Sardaigne. Le roi démissionnaire qui est ici, doit-il être compris? Ce prince est bien plus tranquille qu'un moine, il s'est établi à Rome et à Frascati; dois-je lui ordonner d'en sortir?

Le ministre de l'empereur d'Allemagne se retire de l'arrangement pris par la prise de possession du palais de Venise, je crains qu'il ne faille employer la force. J'attends votre réponse à ma dernière lettre et à celle-ci. »

« Sire, après avoir exécuté vos ordres en prenant possession du palais de Venise et des biens du roi de Naples dans l'Etat romain, et après plusieurs conférences avec le cardinal secrétaire d'Etat au sujet de la dépêche du 14 février, dont Votre Majesté m'a honoré, je remis hier une note pour demander l'expulsion des Russes, Anglais, Suédois et Sardes. Votre Majesté verra de quelle manière j'ai appuyé ces demandes, et j'espère qu'elle en sera contente.

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
3 mars 1806.

Quelques heures après la remise de la susdite note, M. de Bouillé arriva, et il remit sur-le-champ au Saint-Père la lettre de Votre Majesté, qui a donné motif au Pape de me faire répondre une note par laquelle le secrétaire d'Etat annonce que le Pape s'entendra directement avec Votre Majesté; ce dont il va s'occuper avec la sollicitude et la maturité qu'exigent les circonstances.

Le Pape avait été déjà prévenu par le secrétaire d'Etat des intentions de Votre Majesté: lorsque je les lui signifiais, je le trouvai un tout autre homme; il me protesta qu'il avait pris son parti, qu'il préférerait de perdre mille fois la vie que de se laisser dépouiller de son indépendance sans s'y opposer virilement, et que (ce sont ses paroles): *perdou pour perdou*, il n'avait plus rien à ménager; mais qu'il attendait la lettre que je lui avais annoncée pour répondre. Malgré qu'il affectât d'être calme, il faisait de grands efforts pour retenir sa colère. J'ai tâché de me procurer des nouvelles de son intérieur, tout me prouve qu'il se refusera de se prêter aux susdites demandes; il répète

souvent que sa fin est arrivée et tant d'autres choses semblables.

S'il avait répondu à ma note négativement, j'aurais demandé d'assembler le sacré Collège et j'aurais fait toutes les démarches demandées par les circonstances.

Le ministre Jackson avait déjà pris son parti, il était déjà parti de Rome avant l'arrivée de la susdite lettre de Votre Majesté du 14 février; le cardinal Consalvi lui avait fait sentir le danger de rester à Rome.

Mais, Sire, je ne saurais vous taire l'extrême affliction que j'ai ressentie en lisant que vous me rendiez responsable de l'inexécution des deux susdites ordres. J'espère que Votre Majesté daignera descendre à considérer la position où elle-même s'est mise : ma dignité de cardinal, ma place de grand aumônier et de premier archevêque de France, les efforts mêmes que j'ai faits pour amener en France Sa Sainteté, eût-elle tous les torts possibles envers Votre Majesté, devraient être des raisons suffisantes pour me dispenser d'exercer des violences envers le Pape, dans le cas que Votre Majesté ne fût point satisfaite de sa réponse.

Pourrais-je requérir au prince Joseph de me prêter main forte? Je frissonne en réfléchissant sur les événements ultérieurs; sans m'arrêter aux censures et peines ecclésiastiques que je pourrais encourir, qu deviendrai-je aux yeux des catholiques du monde chrétien? Sire, si j'avais le malheur de contribuer activement à un événement qui en amènerait d'autres qu'on ne peut pas prévoir, il ne me resterait

ze pour votre service, j'ai même l'amour  
de croire que je puis être de quelque utilité.  
Je dois ni juger, ni préjuger les vues ou les opé-  
rations de mon souverain ; mais il n'est jamais per-  
mis à un prêtre, à un cardinal, à un archevêque, de  
sortir de la ligne tracée par sa vocation, qui est d'être  
ministre de conciliation et de paix, et qui finit où l'on  
emploie la force.

Que Votre Majesté daigne s'occuper un instant de  
cette position terrible, et je suis sûr qu'elle me déchar-  
ge d'une responsabilité que je ne puis pas con-  
suet. »

Ensuite, dans les temps que je négociais pour la  
reprise de la possession du palais de Venise, je traitais  
avec le cardinal secrétaire d'État pour celle des biens  
du roi de Naples, situés dans Rome et dans l'État  
ecclésiastique. L'agent de ce souverain se refusait à les  
rendre pacifiquement. Le secrétaire d'État ne vou-  
lait jamais prendre une part active dans cette affaire,  
restant pour la neutralité de la ville par les ordres  
de Votre Majesté, et le prince Joseph ne répondant à

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome.  
3 Nov. 1806.  
Man.



tifical, les Anglais, les Russes, les Suédois et les Sardes, et pour leur faire fermer les ports ; je crus qu'en traitant ces deux affaires conjointement, l'une servirait à faire décider le gouvernement pontifical sur l'autre. Je trouvai, de la part de Sa Sainteté, une résistance invincible, et comme je dus lui dire confidentiellement les résolutions de Votre Majesté, après avoir épuisé, dans les conférences avec le secrétaire d'État, toutes les raisons pour leur faire prendre un parti plausible, je crus qu'il fallait leur prouver qu'on en viendrait aux voies de fait, et je lui envoyai une note par laquelle je le prévenais officiellement que j'allais faire prendre possession des biens du roi de Naples, et à cet effet, je lui demandais d'ordonner aux gouvernements des lieux où ces biens sont situés de se concerter avec M. Siméon pour effectuer, tranquillement et sans difficultés, ladite prise de possession. Connaissant déjà la réponse que le secrétaire d'État me ferait, qui consiste effectivement à déclarer que le Saint-Père ne croyait pas devoir intervenir activement dans cette affaire, j'ordonnai de procéder de la manière suivante.

Le premier secrétaire de la légation se présenta au palais Farnèse, accompagné du capitaine français chargé à Rome du passage des troupes, avec quelques soldats sans fusils, deux notaires, l'homme de loi de la légation et des témoins. L'agent napolitain ne fit aucune résistance, remit toutes les clefs et on scella les appartements où il y avait quelques tableaux. On descendit les armes napolitaines et on mit à leur place celles de l'Empire français, et on établit dans ce palais

se déclarèrent au service de Votre Majesté. De là, j'allai prendre possession de la Farnésine, des autres Farnèse sur le mont Palatin, d'autres maisons dans l'intérieur de Rome, de la villa Madama, à une lieue de Rome. Dans le moment où j'écris, l'on s'occupe de l'inventaire du palais Farnèse. Dans deux jours on se transportera à Caparola, et j'espère avant la fin de la semaine, je serai en état de présenter à Votre Majesté un détail exact de tous ces biens, des dettes et revenus; par aperçu je crois qu'il y a 6,000 piastres de revenus et 7,000 de dépenses, outre environ 17,000 piastres de dettes pour réparations faites l'année dernière. »

Enfin, aussitôt que j'appris que la proclamation de Votre Majesté avait été publiée à Naples, le prince de Salaparuta m'ayant écrit d'attendre ce moment-là pour commencer la négociation de la prise de possession des biens de Venise, et des biens du roi de Naples, Rome et dans l'État pontifical, que Votre Majesté m'avait ordonné de prendre par ses deux lettres du 15 et du 17, j'ai négocié avec le cardinal secrétaire

Le card.  
Fesch  
à Nap.  
Rome,  
3 mars 1806.

son chef, prendre une part active à cette prise de possession. Je vis dès lors qu'il valait mieux la prendre de cette manière, que de déployer la force ; et à cet effet, après des conférences pour procéder dans les formes, j'envoyai deux notes au dit ministre et au secrétaire d'État, leur signifiant l'ordre que j'avais reçu de prendre possession du palais de Venise. En faisant réponse à cette note, M. de Revenhüller me pria de ne pas le presser jusqu'à l'arrivée du courrier d'Allemagne, qui ne lui avait apporté aucune dépêche. Il me demanda, par une autre note, le délai nécessaire pour recevoir la réponse d'un courrier qu'il allait expédier.

Pressé par les ordres de Votre Majesté, après plusieurs conférences inutiles avec les susdits Messieurs, je me crus obligé de répliquer la note par laquelle je soutenais le droit évident du roi d'Italie sur ce palais, et j'observai que la cour de Vienne avait suffisamment ordonné à ses agents de remettre une dépendance, lorsqu'elle avait remis le principal, en mettant le roi d'Italie en possession des États de Venise, et je notifiai au comte de Revenhüller, que je ne pouvais pas accorder d'autre délai et que je me verrai forcé de réclamer l'intervention du Saint-Siège, et en un mot, d'employer les moyens que je croirais convenables pour exécuter les ordres que j'avais reçus, et je protestai au secrétaire d'État, que si le Saint-Père refusait d'intervenir efficacement dans cette affaire, je mettrais en usage tous les moyens possibles pour effectuer cette prise de possession. Le comte de Revenhüller persista dans son refus ; mais le Pape, qui



... que je donnerais au comte de Neveu-  
... temps nécessaire pour se loger ailleurs; que pen-  
... temps qu'il resterait dans le palais de Venise,  
... trait pas obligé de descendre les armes de son  
... main, et qu'il répondrait officiellement au secré-  
... d'État, qu'il ne ferait aucune opposition for-  
... aux actes de prise de possession. Cette réso-  
... me fut communiquée par le cardinal secrétaire

... convint verbalement du mode : que le secré-  
... de la légation française se transporterait au  
... de Venise, accompagné de deux notaires, de  
... de la légation et de deux témoins pour  
... les formalités d'usage à Rome, que les armes  
... d'Italie seraient élevées sur l'angle du  
... qui partage la place et la grande rue aboutis-  
... comme le local le plus visible; que du moment  
... prise de possession, les deux suisses et tous les  
... officiers (médecin, chirurgien, aumônier) et les  
... anciens serviteurs établis autrefois par la répu-  
... de Venise, que l'empereur d'Autriche avait  
... ryes, feraient leur déclaration d'être au service

en justice qui exigent quelque temps. Cette affaire a été terminée à la satisfaction de tout le monde, et j'espère que Votre Majesté l'approuvera. »

Avant de donner la suite de cette correspondance, nous croyons utile de jeter un rapide coup d'œil sur la situation réciproque dans laquelle se trouvaient alors les cours de Paris et de Rome.

Napoléon n'était pas dévot, n'avait pas pour les ecclésiastiques un grand faible ; mais il admettait l'excellence des principes religieux, l'influence salutaire de ces principes sur les populations, et la nécessité de faire de grandes concessions au parti-prêtre. Toutefois, cela n'allait pas chez lui jusqu'à leur laisser prendre pied dans les affaires de l'État. Grâce à lui, le clergé avait repris son rang en France, les autels avaient été relevés, et le sacre, expression de la reconnaissance du chef de l'Église, était venu consacrer, aux yeux du monde, ce qui avait été fait par le nouvel et puissant Empereur. Mais le Souverain Pontife avait repassé tristement les Alpes. En venant à Paris, il s'était imaginé obtenir des concessions qu'il n'était nullement dans les intentions du chef de l'Empire d'accorder ; aussi emporta-t-il le levain qui devait bientôt donner naissance à des discordes fatales.

Un parti se forma, dans la capitale de la chrétienté, contre Napoléon. On a dit et écrit que ce parti avait été dirigé par le cardinal Fesch ; cela n'est pas, et les lettres du cardinal prouveront notre assertion. Jusqu'à la captivité du Saint-Père, l'oncle de l'Empereur n'



Prince français ; les Romains ne pouvaient voir, terreux, les soldats de Napoléon aux portes de la ville.

Si faible pour lutter autrement que par des intrigues, la cour de Rome eut recours à cette arme favorite. Napoléon en fut courroucé. Il savait que le militaire autrichien dominait dans cette ville, que l'étranger y avait établi le siège de ses menées contre la France, que c'était le refuge de tous les Nations mécontents ou exilés. La position des États pontificaux, entre la haute et la basse Italie, gênait tout plus la France que l'esprit qui y régnait nous paraissait entièrement contraire ; toutes ces circonstances devaient forcément amener une explosion à laquelle les événements suivantes prépareront nos lecteurs.

Je vous prie, depuis ma dernière lettre du 3 de ce mois, je suis occupé à faire sentir au Pape la grande insupportabilité qu'il contractait envers ses supérieurs en agissant ainsi, sans consulter le Collège, et qu'il ne fallait plus craindre d'alarmer le monde, depuis qu'on débitait publiquement qu'on avait relégué le Pape à Avignon et des bruits encore plus

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
10 mars 1806.

au point que la lettre de Votre Majesté portée par M. de Boullé les a consolés des motifs terrassants que je leur exposais. Ils n'auraient voulu répondre qu'à la force, et ils n'auraient point voulu combattre de raisons. Le Pape et tout son cabinet en ont été très-irrités, mais la note susdite a été déterminante pour la convocation du sacré Collège qui a eu lieu le 28 de ce mois. On y a distribué la lettre de Votre Majesté et ma note. Le Pape et le secrétaire d'État y ont parlé longuement, et aujourd'hui, à l'heure que j'écris, on s'assemble pour décider. J'espère que la majorité se décidera pour l'alliance avec Votre Majesté. Hier, à ma soirée, j'ai eu des cardinaux milanais et napolitains bien décidés, mais je m'attends à quelque *mezzo termine*, qui, dans le fond, ne gâtera pas l'affaire. Quelle que soit la réponse que Sa Sainteté fera à Votre Majesté, je désespère qu'elle soit expédiée de Rome avant six jours. On m'en a demandé trois pour la faire, et autant pour réfléchir et se décider à l'envoyer. On apprendra peut-être à Votre Majesté qu'on a fait faire des prières dans quelques églises, mais il n'y a eu rien d'extraordinaire et on y a donné une très-bonne tournure. Le peuple a cru qu'on faisait les prières accoutumées pour la béatification de quelque saint. Les Russes se disposent à abandonner Rome, peut-être on les a avertis. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
15 mars 1806.

« Sire, par ma lettre du 10 mars, j'eus l'honneur de prévenir Votre Majesté que les cardinaux étaient assemblés en congrégation, et que j'espérais que l

Le secret avait été commandé d'une manière  
positive; j'ai eu néanmoins des raisons de douter  
la question avait été posée d'une manière im-  
propre, j'ai demandé copie de toutes les pièces remi-  
ses aux cardinaux. On m'a dit verbalement ce qu'on  
me veut dire; je viens de me plaindre officiellement de ce  
fait et je persiste à me faire remettre ces pièces;  
j'ai demandé en outre qu'on réponde à ma note du 2  
mars que j'eus l'honneur d'adresser à Votre Majesté  
et qui est relative à l'expulsion des ennemis et à la  
sécurité des ports.

Le cabinet du Pape est très-embarrassé. Je viens  
d'avoir une prise très-forte avec le secrétaire d'Etat,  
mon devoir et je les laisserai dire. On ne vou-  
dra recevoir ma dernière note à moins de la  
faire à leur manière. Le cardinal Consalvi m'a  
dit que le Pape écrirait contre moi à Votre Ma-  
jesté; j'en ai défié. Il persiste encore dans la négative  
mais sa lettre en réponse à Votre Majesté n'est  
encore expédiée, et peut-être on se décidera  
à proposer quelque *mezzo termine*.

Je profite d'un courrier du prince Joseph pour Mi-



Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
19 mars 1806.

« Sire, par ma dernière lettre du 15, je vous p  
venais que j'avais eu une conférence très-vive a  
le cardinal secrétaire d'État sur ma note ci-incl  
dans ma lettre à Sa Sainteté. Cette lettre mettra Vo  
Majesté au fait des motifs qui ont tant indisposé e  
tre moi le gouvernement romain. Le cardinal sec  
taire d'État m'assura, le 17, que Sa Sainteté per  
fait encore dans son refus, mais qu'elle travaillai  
sa réponse.

Je n'ai rien oublié pour faire entendre raison  
Pape et à son ministre, et pour leur persuader q  
Votre Majesté ne reviendrait jamais sur cette affai  
Je dis au Pape de réfléchir à ce que penseraient  
successeurs, moins saints et moins détachés du moi  
que lui, s'il se laissait dépouiller des grandes pré  
gatives de sa tiare, pour ne point se plier aux c  
constances. Sa Sainteté me répondit qu'elle ne ve  
lait pas mettre ses successeurs dans le cas qu'on le  
donnât la réponse que l'empereur d'Allemagne  
fit à son avènement au Pontificat, au sujet des L  
tions : *Pourquoi avez-vous cédé vos droits ?* On co  
mence à s'adoucir; on représentera, on suppliera  
je ne crois pas me tromper, on finira par plier.

On n'a pas encore répondu à ma susdite note du  
On ne veut plus même me dire que le Saint-P  
refuse, sous le prétexte de ne vouloir point tra  
avec le ministre, en écrivant au souverain.

Malgré la mauvaise satisfaction qu'on me  
montre, dimanche dernier tous les cardina  
même les sourds, les aveugles et les boiteux, se ren  
rent à ma société, sans doute on les y avait engag

il proposera quelque *mezzo termine*.

Je ne me donnera point connaissance de la  
du Saint-Père à Votre Majesté, et j'aurais  
d'instructions bien détaillées, en cas qu'il  
s'agisse de cette négociation. »

Le Saint-Père, je manquerais à moi-même si je  
n'indiquais pas par écrit aux plaintes que Son Émi-  
nence le cardinal secrétaire d'État m'a  
remises le 15 mars, au nom de Votre Sainteté, au sujet  
de la note remise le 14.

Je prétends que j'ai voulu en imposer au gou-  
vernement pontifical, par des plaintes mal fondées  
et des protestations inconvenantes; je me fais un  
honneur de remettre sous les yeux de Votre Sainteté  
la note du 14, pour faciliter l'application de  
la loi.

Le cardinal Fesch, ministre plénipotentiaire de  
Votre Majesté l'Empereur des Français et roi d'Italie,  
à Rome, par sa note du 2 mars, à Son Éminence  
le cardinal secrétaire d'État, l'expul-  
sion des Russes, des Anglais, des Suédois et des

Le card. Fesch  
au Pape.  
Rome,  
19 mars 1806.



» dont le Saint-Père allait s'occuper avec sollicité  
» et maturité.

» Le soussigné, considérant l'importance de  
» chose, a dû attendre jusqu'à aujourd'hui pour de  
» ner tout le temps à la réflexion; mais il se rend  
» coupable, s'il abandonnait une négociation ap  
» l'avoir entamée, et s'il n'exigeait une réponse cat  
» gorique et raisonnée à la note susdite, ayant  
» bonnes raisons à produire au gouvernement po  
» tificiel pour le mettre à même de prendre un po  
» convenable aux circonstances.

» Sa Majesté l'Empereur des Français a manifesté  
» à Sa Sainteté ses intentions, et il a, en même temps,  
» expressément chargé le soussigné de leur ex  
» cution.

» Les souverains accréditent des ministres pour  
» aplanir les négociations des affaires, qu'ils ne peu  
» vent ou ne veulent point traiter par eux-mêmes  
» et les cours qui se refusent à correspondre de cette  
» manière, s'exposent à se tromper sur les intentions  
» de ceux qui demandent, ou qui exigent, et à se  
» décider sans avoir entendu toutes les raisons déter  
» minantes.

» Le soussigné aurait dû s'attendre, puisqu'on  
» voulait point entrer en discussion avec lui comme  
» ministre, qu'on l'aurait consulté en sa qualité  
» cardinal, et que sans tenir compte de son avis,  
» aurait assez d'égards pour en peser les motifs  
» auraient servi d'éclaircissement à ses confrères  
» nés en congrégation, dans la discussion d'une aff  
» d'une aussi haute considération; ce qui aurait

mais on ne voit à Paris aucune communication, et pas, les raisons qui ont déterminé le sacré  
à se décider négativement, comme il l'a  
par la voix publique; mais les pièces et les  
sont soumises aux cardinaux. Ce mystère  
on garde vis-à-vis le soussigné, comment sera-  
envisagé par sa cour? comment le justifiera-  
aux yeux de la postérité? Imagine-t-on que  
l'association actuelle soit de nature à durer des  
siècles?

Le soussigné doit à son souverain, de demander  
catégoriquement à Son Éminence de répondre caté-  
goriquement à sa note du 2 mars, et il déclare que  
les mesures que son gouvernement jugera  
prendre, sont commandées par le salut de  
l'État et du royaume de Naples en particulier, et il  
ajoute que tout retard à répondre sera considéré  
comme une reconnaissance de cette nécessité et  
comme une adhésion tacite à ces mesures. »

Le cardinal secrétaire d'État se plut à exagérer  
l'émotion dans laquelle cette note a jeté Votre  
Excellence contre moi; il a même osé me menacer, en

j'avais parlé des affaires en question, que plusieurs fois je m'étais réuni en conférence avec Son Éminence qui m'avait prévenu que Votre Sainteté s'était décidée à entendre le sacré Collège; que j'étais moi-même convenu que je ne pouvais pas exiger d'être présent à la discussion que les cardinaux feraient; que seulement je pourrais être entendu étant appelé avant ou après la discussion; que son Éminence Monseigneur le cardinal secrétaire d'État avait même poussé la délicatesse jusqu'à venir le soir, après la première congrégation, dans ma société pour me dire que Votre Sainteté avait remis les pièces aux cardinaux, et les avait entretenus sur l'objet en question, et qu'ensuite, Monseigneur le cardinal secrétaire d'État avait parlé à son tour; qu'ainsi, après toutes ces conférences, je voulais en imposer lorsque je disais :

1° Qu'on n'a pas voulu m'entendre,

2° Qu'on m'a fait des mystères,

3° Que j'insinue que la voix publique m'a appris la décision négative du sacré Collège,

4° Que je suppose que Son Éminence Monseigneur le cardinal secrétaire d'État veut faire traîner en longueur cette affaire,

5° Que j'étais obligé de protester que tout retard à répondre serait considéré comme une reconnaissance de la nécessité où serait le gouvernement français de prendre des mesures et comme une adhésion tacite à ces mêmes mesures.

Très-saint Père, si cette affaire tenait à des objets moins intéressants, si ma vénération pour votre personne était moins profonde et mon dévouement pour



le témoignage irrécusable de mon gouverne-  
ment de mes sentiments pour Votre Saint-  
eté voulant point souffrir qu'il reste de doute  
franchise et sur mon zèle, dans une discus-  
sion peut sauver ou perdre le gouvernement  
du Saint-Siège, je repousserai ces accusa-  
tions. Il restera prouvé par là que j'aurais voulu  
faire amener le gouvernement pontifical à ne  
résister aux décrets immuables de la Provi-

En répondant aux deux premiers chefs d'accusa-  
tion, j'observerai que dans ma note du 14, j'ai tou-  
jours parlé de négociations officielles et par écrit,  
et je me plains qu'on s'est refusé à traiter di-  
rectement et qu'on n'a pas voulu me consulter  
à la qualité de cardinal pour peser les motifs de  
ce qui auraient servi d'éclaircissements à mes  
conclusions réunis en congrégation dans la discussion  
d'une affaire d'une aussi haute importance, ce qui  
de quelque manière réparé la grande faute de  
s'être refusé à une discussion diplomatique, c'est-à-  
dire à une forme de négociation officielle, car on con-

En attendant que les motifs qui auraient servi

discuté avec moi l'affaire, confidentiellement, et sans écriture.

En effet, j'offris à Son Éminence d'ajouter à ma note des phrases encore plus expressives, qui ne laisseraient aucun sujet de doute sur cette version, si toutefois elle n'est pas évidente.

Mais on répond que j'avais déjà suffisamment manifesté mon opinion par ma note du 2 mars, qui a été remise aux cardinaux, et qui a été l'objet de la discussion.

C'est justement ce qui a donné lieu à mes plaintes exposées dans ma note du 14. Prétendra-t-on que dans une première note on ait pu établir tous les moyens de persuasion pour obtenir l'objet demandé pour la première fois ? Si la matière était épuisée, pourquoi s'est-on refusé, par la note officielle du 3 mars, à répondre ? D'ailleurs, le sacré Collège n'a-t-il été consulté que sur cette note ? N'y avait-il pas sur le tapis des questions incidentes, qu'on a peut-être établies comme principales ? De quelle manière a-t-on présenté ces questions au sacré Collège ? Me l'a-t-on fait connaître ?

Mais c'est ici le point délicat de la discussion qu'on m'a voulu cacher, et sur lequel on a prétendu que je ne devais point oser le demander.

En recevant l'ordre de ma cour, je fis connaître à Son Eminence Monseigneur le cardinal secrétaire d'État, la demande que j'allais faire pour le renvoi des ennemis de la France, de Rome, de l'État et des ports du Saint-Siège, en lui signifiant confidentiellement les intentions de mon souverain : j'eus égale-



de haute importance, si on s'obstinait à répondre négativement à la note que j'allais présenter, je demandais à Votre Sainteté de prendre l'avis des cardinaux et que j'entendais d'appuyer ma demande sur leur présence, et leur représenter avec franchise les dangers qui en reviendraient au Saint-Siège si l'on persistait à se refuser à l'exigence des circonstances. Le 2 mars, je remis ma note ci-dessus, et monsieur le secrétaire d'Etat me répondit le 3 : que Votre Sainteté s'entendrait directement sur cette affaire avec Sa Majesté Impériale et Royale, en répondant à la lettre qu'elle lui avait écrite sur le même objet que la note du 2 mars, et sur tous les autres points que j'avais notifiés confidentiellement ; mais, quel fut mon étonnement d'apprendre de Son Eminence, que Votre Sainteté était gravement indisposée contre moi de qui elle ne s'attendait pas à recevoir une note semblable à celle du 2 mars ; que la lettre de Sa Majesté était moins embarrassante pour elle, et que de répondre au souverain, Votre Sainteté se dispensait de faire traiter avec le ministre ? De son côté, Son Eminence, qui a souvent la pré-

dans mon cabinet pour m'annoncer qu'il avait obtenu de Votre Sainteté de consulter le sacré Collège, quoique ce fût un jour de rapprochement; persistant à ne plus traiter confidentiellement, je répondis aux motifs qu'il m'alléguait au nom de Votre Sainteté de ne point m'appeler avec les cardinaux, et je convins que je ne devais point être présent à la discussion, mais qu'en cas de difficulté, je devais être entendu avant ou après la discussion : en effet, j'attendis chez moi pendant tout le temps que durèrent les congrégations.

Le 8 au soir, Son Eminence arriva chez moi, au moment où j'étais en compagnie, et me prévint à l'oreille que le matin on avait tenu la première congrégation des cardinaux, dans laquelle on avait remis à chacun les copies de ma note et de la lettre de Sa Majesté l'Empereur et Roi à Votre Sainteté, qui avait exposé aux cardinaux l'état de la question, et sur lequel Son Eminence avait aussi parlé, m'assurant qu'on n'avait remis aux cardinaux que les deux pièces susdites, et que la conférence avait été renvoyée au 10. J'espérais qu'ayant manifesté à Son Eminence que je serais prêt à donner des éclaircissements aux cardinaux, j'aurais été appelé à cette congrégation; mais je fus extraordinairement surpris d'apprendre qu'elle s'était séparée, et qu'on avait décidé négativement. Le même soir, je me rendis chez Votre Sainteté qui m'étonna par sa tranquillité en me faisant sentir qu'elle était décidée à répondre négativement à quelque prix que ce fût, et qu'elle ne consentirait jamais à perdre son indépendance.

main, comme une demande secondaire et  
dans des questions plus intéressantes, et le  
je n'eus rien de plus pressé que de me  
chez Son Eminence Monseigneur le cardinal  
pour avoir des éclaircissements bien précis  
de la congrégation du jour précédent.  
avoir appris de lui qu'on avait tout exposé  
cardinaux, même les dangers auxquels ils de-  
vaient s'attendre, je lui fis sentir qu'on me donnerait  
une copie des pièces remises aux cardinaux.  
Son Eminence répéta dans ce moment-là, que je n'a-  
vais besoin de ces pièces, puisque je connaissais  
par expérience, que j'avais connaissance de la lettre  
de Sa Majesté l'Empereur et Roi, et qu'elle ne m'ap-  
portait que ce que je lui avais dit en conférence.  
Je répondis-je, n'a-t-on pas exposé l'état de la  
cause par écrit aux cardinaux pour asseoir leur  
avis? On répondit affirmativement qu'on leur  
avait fait quatre demandes, que Son Eminence répéta.  
Je répliquai-je, pourquoi ne les donnerait-on pas  
à tout le monde? On me fit la même réponse. Je me décidai  
à plaider officiellement, et je finis en prévenant

cardinaux, mais même des pièces qui ont été distribuées pour asseoir leur jugement.

Du reste, en ma qualité de ministre, pouvais-je m'oublier au point de ne pas même tâcher de connaître la manière dont le gouvernement romain établit l'état de la question ? et le refus que Son Éminence Monseigneur le cardinal secrétaire d'État m'a fait de me communiquer les pièces remises aux cardinaux, ne s'oppose-t-il pas à toutes les convenances, et ne donnait-il pas un sujet de méfiance ? car, j'ai même proposé de retrancher de ma note du 14 ce qui l'indignait si fort, s'il voulait me communiquer les copies de toutes les pièces en entier, remises aux cardinaux ; à quoi il s'est encore refusé dans la conférence du 17. Son Éminence ne saurait néanmoins me persuader, que je n'ai pas le droit de le demander et qu'elle est obligée de le refuser pour obvier à des semblables demandes de la part des ministres.

Je ne m'arrêterai point à répondre dans cette affaire à l'assertion de Son Éminence, qui prétend que je ne devais pas être consulté comme cardinal, puis-que j'étais ministre. Demandais-je de voter ou d'être appelé seulement pour éclaircir l'état de la question ? mais que Son Éminence Monseigneur le cardinal secrétaire d'État me permette au moins de ne voir que du mystère dans son refus, lorsqu'il veut se passer des éclaircissements que le cardinal avait offerts et que le ministre avait droit de donner.

Sur le troisième sujet de plainte de Son Éminence Monseigneur le cardinal secrétaire d'État, je réponds que ne m'étant point proposé, dans ma note du 14,



l'affirmative du sacré Collège, et surtout pour  
être obligé de dire qu'un seul cardinal avait  
pour l'affirmative absolue, et que deux autres  
sont penché, l'un pour la fermeture des ports, et  
l'autre pour le renvoi de certaines personnes.

Quant à la quatrième plainte, que je suppose que  
Son Eminence Monseigneur le cardinal secrétaire  
d'état veut faire traîner en longueur cette affaire, je  
sais que ce n'est point une supposition que je  
fais, mais que c'est une vérité démontrée lorsqu'on  
veut la traiter par lettres de souverain à souve-

rainement, sur la protestation que je fais que tout  
ce qui me répondre sera considéré comme une  
reconnaissance de la nécessité où serait le gouverne-  
ment français de prendre des mesures pour le salut  
public, et comme une adhésion tacite à ces me-  
sures. Je me suis vu forcé de faire cette protestation,  
puisque l'on refuse de traiter avec un ministre qui doit,  
à sa responsabilité, traiter et exécuter les ordres  
de son souverain le chargé, par les raisons énon-  
cées dans sa note ci-dessus à laquelle il se réfère.



laisser imposer par des égards et par des ruses ministérielles. J'avoue que la tâche que je dois remplir est d'autant plus difficile, qu'elle semble insoutenable aux hommes qui croient que ma qualité de cardinal me prescrivant un grand attachement au Saint-Siège, ne peut point s'accorder avec le ministère que j'exerce. J'avoue qu'il est presque impossible de plaire à une partie sans déplaire à l'autre, tant qu'elles se considèrent comme en état de guerre, et qu'on attribue à la volonté particulière ce qui est particulièrement dû aux circonstances et à la force irrésistible des événements du monde. Mais j'ose dire que quand on aurait raison de se plaindre de cette volonté particulière qui aurait amené ces événements, si on considère l'état actuel des affaires, on voit l'impossibilité de céder dans l'un, et une vaine et dangereuse résistance dans l'autre : la raison en impose alors, et réunit tous les devoirs, et je crois même rendre le plus grand service à l'un en servant l'autre.

Très-saint Père, les grands événements qui se succèdent avec tant de rapidité n'arrivent sans doute que par un ordre supérieur et par la volonté de celui qui peut tout. Les puissances de la terre ne sont que des instruments, et malheur à elles lorsqu'elles s'opposent à la volonté irrésistible de Dieu, en se décidant selon les principes ordinaires, dans les événements visiblement extraordinaires. Semblables à un vaisseau entraîné par les vents, elles se perdent en ne voulant pas abandonner le rivage.

Quelle que soit ma manière de voir, quelle que soit même la différence de mon opinion d'avec celle de

ment pour le Saint-Siège, et j'espère que  
S. S. me continuant sa bienveillance, voudra  
accorder sa bénédiction apostolique. »

Je j'ai l'honneur de mettre sous les yeux de  
V. M. Impériale et Royale une pétition que  
M. le cardinal Vicenti, qui réclame le rem-  
boursement des sommes qu'il a prêtées au bureau  
des finances de Bologne, dans le temps où il était  
dans cette ville. Permettez-moi, Sire, d'appuyer  
cette demande auprès de Votre Majesté. Le cardinal  
a eu l'honneur d'être connu d'elle pendant  
son séjour à Bologne, époque à laquelle Votre Majesté  
était dans cette ville : c'est un homme de mérite,  
et le seul qu'il faudrait appeler à la place de  
ministre d'État du Saint-Siège. Il est originaire de  
l'État pontifical, et n'est soumis à d'autre influence  
que qu'à celle de la cour d'Espagne, de laquelle  
il a des pensions. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
29 mars 1806.

Le 17 mars, Son Éminence Monseigneur le  
cardinal Antonelli me remit son mémoire contenant

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
31 mars 1806.



les évêques conjointement aux préfets, et défini-  
ment arrêtée par le gouvernement, puisque les  
évêques d'Italie ne se croient pas assez autorisés à  
confier des pouvoirs aux curés sur des paroissiens  
qui ne sont canoniquement dépendants d'un autre.  
Que les chapitres soient augmentés d'un nom-  
bre suffisant, pour la célébration des solennités, plu-  
sieurs évêques se plaignant de l'impossibilité de  
celebrer les fêtes avec huit chanoines.

On pourrait remplir cet objet en augmentant le  
nombre, et en permettant des legs en biens fonds,  
l'établissement des bénéficiers à patronage  
ecclésiastique.

Que les nominations des bénéfices en patronage,  
et des corporations supprimées, soient cédées  
aux évêques pour obvier à l'inconvénient contraire  
à l'Église, le gouvernement les adminis-  
trant comme patronage laïque, quoiqu'ils fussent en  
patronage ecclésiastique, et encore pour mettre  
entre les mains des évêques des moyens pour recom-  
penser ceux qui se rendent utiles à l'Église; d'autant  
que la législation actuelle sur ce point est très-om-

clergé de tout service militaire, soit interprété en faveur des clercs, qui ne sont point admis aux séminaires, puisque, par l'article xviii, il appartient aux évêques de connaître ceux qu'il doit inscrire parmi son clergé, et qu'il n'est guère possible d'élever tous les ecclésiastiques dans les séminaires.

8° D'ordonner que, dès la publication de ce traité supplémentaire, le Concordat aura son entière exécution.

9° Déclarer que les lois sur le divorce et les empêchements n'auront pas lieu dans le royaume d'Italie, puisque la religion catholique, apostolique et romaine continue à être religion de l'État.

Je n'ai pas eu lieu de traiter avec le cardinal Antonelli, depuis qu'il m'a remis le mémoire susdit, mais on demande qu'on propose des moyens d'accommodement que je ne puis pas présenter, n'ayant reçu aucune instruction de Votre Majesté. Les vues que je propose naissent de la connaissance que j'ai des plaintes des évêques, et me présentent des moyens d'accommodement. Aussitôt que Votre Majesté m'enverra des instructions, je ferai des propositions au gouvernement pontifical ; mais je crois qu'il conviendrait de traiter conjointement l'arrangement pour l'église des ci-devant États vénitiens. Je conçois que Votre Majesté voudra que le Concordat italien soit commun à cette nouvelle conquête ; mais ne faut-il pas une déclaration de la part du Saint-Père, pour la suppression que pour la réunion des bénéfices ?

Je ne dois pas laisser ignorer



le Pape espère qu'elle ne touchera pas à l'Eglise vénitienne; mais je suis convaincu qu'ils ne donneront plus sujet de plaintes, en mettant du retard à délibérer sur les projets que Votre Majesté leur fera présenter: ils sentent la nécessité d'en finir, puisque le Pape paraît décidé à ne donner l'institution canonique aux évêques que Votre Majesté nommera, n'après l'arrangement définitif sur le Concordat. »

*Extrait du mémoire donné par Son Éminence Monseigneur le cardinal Antonelli, à Son Éminence Monseigneur le cardinal Fesch, contenant les sujets de plaintes du Saint-Père sur les infractions faites au Concordat du royaume d'Italie.*

Il résulte de l'analyse du mémoire du cardinal Antonelli qu'on a manqué de trois manières au Concordat: 1<sup>o</sup> par des innovations consacrées par des lois ou établies par voie de fait et diamétralement contraires aux articles du Concordat. 2<sup>o</sup> Par des mesures qui, quoique n'étant pas en opposition immédiate avec la lettre du Concordat, s'opposent néanmoins à son esprit et immédiatement à l'article qui déclare que la religion catholique, apostolique et romaine, est la religion de l'État, et à celui où il est dit: que les dignités ecclésiastiques ne se donnent qu'en vertu du Concordat sur lequel on la discipline actuelle de l'État. 3<sup>o</sup> En traitant point entre Sa Sainteté et Sa Sainteté des objets qui ne sont pas incontestablement au Concordat. On ne devait

Le cardinal Antonelli passe à l'énumération des innovations qui ont eu lieu, et il commence par citer le décret de M. de Melzi dans lequel il trouve ces trois sujets de plainte cités ci-dessus, observant que, quoique la loi du 22 mai 1805 parût l'avoir implicitement abrogé, il a été reproduit en détail dans les lois subséquentes.

1<sup>o</sup> Le XIX<sup>e</sup> article du Concordat établit que les chapitres des églises métropolitaines et cathédrales, et les collégiales les plus célèbres seront dotés en biens fonds, ainsi que les *manse*s (maisons) épiscopales, les séminaires, les fabriques des églises et les paroisses, et que ces dotations seront réglées de concert entre Sa Sainteté et le président de la République. M. de Melzi s'est contenté de prélever dix millions de biens fonds pour ces dotations, et la loi du 8 juin 1805 conserve à peine cinq collégiales qui doivent être dotées en rentes sur l'État.

Le Concordat ordonne la conservation sur l'État des chapitres, sous la discipline de l'Église; les lois subséquentes, en donnant une nouvelle organisation aux chapitres, en réforment le nombre, les rentes, les fonctions, et leur enlèvent leurs biens, ou leur en assignent, d'autres sans l'intervention de Sa Sainteté.

2<sup>o</sup> Sa Sainteté déclare dans le Concordat que les acquéreurs des biens ecclésiastiques ne seront inquiétés ni par elle ni par ses successeurs; mais elle n'a jamais entendu de comprendre dans cette déclaration ceux qui, par la suite, achèteraient de ces sortes de biens qui étaient comme réservés par le Concordat pour fonder les dotations.

Le cardinal Antonelli propose que, pour obvier à cet inconvénient et aux deux susdits articles d'infraction, on concerte avec Sa Sainteté les dotations des églises, et qu'on donne un ordre irrévocable de ne plus procéder à la vente des biens ecclésiastiques.

3° L'article xv du Concordat ne permet de faire aucune suppression de fondation ecclésiastique sans l'intervention du Saint-Siège, sert de fondement à la troisième plainte portée contre le décret du 8 janvier 1805, qui arrête une réorganisation et une réorganisation des établissements religieux, en réunissant dans une même maison des personnes des différents instituts, en les dépouillant de leurs possessions, en leur assignant des pensions très-restreintes et en leur prescrivant telles et telles conditions pour la réception des novices, pour les dotations, pour l'entretien des cloîtres, ce qui les conduit à une extinction totale.

On ajoute qu'en joignant à la suppression des cloîtres celle des bénéfices simples et celle des paroisses, comme on a fait à Bologne où on en a supprimé trente-huit, on diminue tellement le clergé qu'il ne sera plus possible de pouvoir administrer aux fidèles les sacrements et les consolations de la religion.

Le cardinal Antonelli, pour empêcher cet inconvénient, proposerait de rétablir les institutions telles qu'elles étaient, sans les mêler et les confondre, Sa Majesté s'entendant sur cet objet avec le Saint-Siège.

4° Le cardinal Antonelli regarde comme une infraction de l'article xvm du Concordat, la loi qui soumet à la conscription militaire les clercs qui ne vivent

point dans les séminaires, puisqu'il est dit dans cet article que le clergé, sans autre distinction, sera exempté de ce service. Les séminaires, dit le cardinal Antonelli, sont insuffisants pour recevoir tous les jeunes gens qui se destinent à l'état ecclésiastique, et les tonsurés qui étudient chez eux ne font pas moins partie du clergé que ceux qui étudient dans les séminaires.

5° Le xvii<sup>e</sup> article du Concordat laissait aux évêques la liberté de communiquer directement et sans obstacle avec le Saint-Siège, sur toutes les matières spirituelles et sur tous les objets ecclésiastiques ; le décret de M. de Melzi restreint cette communication, en ne permettant pas celle des affaires contentieuses, ce qui est aussi contraire à l'article xx du Concordat, qui porte que l'on recourra au droit canonique et à la discipline existante, pour tous les points dont il n'est pas parlé dans le Concordat.

Tels sont les différents motifs de plainte contenus dans le mémoire du cardinal Antonelli, et en conséquence desquels le Saint-Père demande que le Concordat soit exécuté dans toutes ses dispositions, mais il ne se refuse point d'accepter les plans d'arrangement qu'on pourra lui proposer, et qu'il examinera dans le plus bref délai, disant que pour maintenir la paix et pour faire cesser tout motif de querelle et de désordre, il aura toutes les condescendances que peut lui permettre l'autorité apostolique, qui lui a été confiée pour l'*édification* et non pour la *destruction* de l'Église.

Finalement, le Saint-Père prie Sa Majesté l'Empereur de tenir la main au maintien du premier article du

Concordat, qui porte que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'État, en faisant retrancher du Code Napoléon les lois concernant le divorce et celles au sujet du mariage dans lesquelles on a détruit les empêchements dirimants posés par l'Eglise, et on en a établi d'autres qui sont en opposition avec la discipline actuelle de l'Eglise, ce qui contrarie le xx<sup>e</sup> article du Concordat. Le Saint-Père espère d'autant plus que Sa Majesté aura égard à cette représentation, que Sa Majesté lui fit connaître à Paris et à Milan que la loi du divorce n'était point admissible en Italie, où la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'État. Le cardinal Antonelli finit par prier et conjurer Sa Majesté, au nom du Saint-Père, de ne faire aucune variation dans les affaires ecclésiastiques, dans les États de Venise et de la Dalmatie, nouvellement réunis au royaume d'Italie. »

« Sire, les cardinaux que Votre Majesté a nommés à des évêchés, s'excusent ou sur leur âge, ou sur leurs infirmités.

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
31 mars 1806.

Le cardinal Litta se refuse avec plus de franchise ; j'envoyai dans le temps sa lettre au ministre Marescalchi.

Le cardinal Dugnani, nommé à l'archevêché de Ferrare, que Sa Sainteté aurait voulu envoyer à Imola, et à laquelle proposition il avait adhéré, préfère dans ce moment-ci l'évêché de Sabine qui est un des évêchés suburbicaires, qui le constituerait de cardinal-prêtre, cardinal-évêque, et qui ne l'obligerait pas de



sortir de Rome. Le Pape, d'ailleurs, veut se refuser à le dispenser de posséder un évêché suburbicaire, conjointement avec un autre, à moins que ce dernier ne lui soit donné purement et simplement en administration, et point en titre. C'est depuis le dernier consistoire tenu en décembre, que j'ai empêché que le Pape lui conférât l'évêché de Sabine, vacant par la mort du cardinal Archetti, et qui lui revient de droit, sous le prétexte qu'il avait déjà accepté un autre évêché en Italie, à moins que Sa Sainteté ne voulût user de son droit, et lui permettre de garder les deux évêchés. Comme la même question va se reproduire pour le cardinal Mauri, le cardinal d'York, qui est cardinal-évêque suburbicaire, étant à toute extrémité, et le cardinal Mauri demandant de retenir les deux évêchés, et invoquant la protection de la France pour que justice lui soit rendue, et qu'on en use envers lui comme on en a usé envers d'autres.

Je n'ai point encore levé l'opposition mise à la nomination du cardinal Dugnani à l'évêché de Sabine : mais enfin, aussitôt que j'aurai reçu les ordres de Votre Majesté, qui me manifesteront ses intentions sur le cardinal Dugnani, et que je connaîtrai si elle se contente que ce cardinal soit dispensé d'accepter un évêché en Italie, ou que voulant qu'il tienne sa parole, il le garde seulement en administration, je cesserai d'inquiéter le Pape à ce sujet, car je regarde comme tyrannique qu'on veuille l'obliger à donner de semblables dispenses ; lorsque les papes en ont usé, ils n'ont jamais voulu le faire malgré eux. D'ailleurs les canonistes sont partagés sur cette question, et je

ne vois pas que le cardinal Mauri soit extrêmement fondé en raisons, aussi il s'appuie beaucoup sur la protection de Votre Majesté. Je lui dirai franchement que le cardinal Dugnani se passerait volontiers d'être évêque en Italie, et en effet, il garde son *litetsa* chambre, depuis le mois de novembre.

Le cardinal Scotti refuse à l'évêché auquel Votre Majesté l'a nommé, invoquant le témoignage du ministre Boara, qui, au temps, lui proposa un évêché par ordre de l'empereur d'Autriche, et qu'il refusa, ne s'y croyant point appelé.

Pour le cardinal Crivelli, j'ai représenté à Votre Majesté, avant qu'il fût nommé par elle, que son grand âge l'excusait valablement; il prétend même qu'il n'a jamais fait les études nécessaires à l'état ecclésiastique.

L'éloignement que ces Eminences ont pour accepter des évêchés dans le royaume d'Italie provient de la crainte de manquer à leurs devoirs et à leurs principes.

1° Parce qu'il faudrait perpétuellement lutter contre la plupart des administrateurs civils qui sont ou philosophes ou scandaleux, et qui prennent à tâche d'humilier les évêques tant qu'ils peuvent. La calomnie inventée contre le cardinal Oppizzioni en est une preuve.

2° Parce qu'ils ne trouvent pas les moyens répressifs contre les abus et les scandales causés par la libre circulation des mauvais livres.

3° Par la crainte de manquer d'ouvriers évangéliques par les continuelles suppressions des institutions religieuses.

4° Finalement par le peu d'accord du gouvernement avec le Saint-Siège sur l'exécution du Concordat.

Malgré qu'on me donne toute autre raison de refus, j'ai lieu de croire que celles-ci sont les vraies. Cependant je leur ai fait sentir que Votre Majesté pourrait bien les obliger à accepter en promettant au Pape que les évêchés resteraient sans pasteurs, tant qu'il ne les obligerait pas à se rendre à la voix de celui qui les appelle au nom de Dieu. Du reste, Votre Majesté jugera des raisons que chacun donne en particulier, mais je lui demande grâce pour le cardinal Crivelli. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
31 mars 1806.

« Sire, j'ai eu l'honneur d'informer Votre Majesté Impériale et Royale de la prise de possession, au nom du roi d'Italie, du palais qui appartenait à la ci-devant république de Venise à Rome. J'ai l'honneur de transmettre à Votre Majesté une expédition de l'acte de cette prise de possession dirigée suivant les formes usitées dans ce pays.

J'ai également l'honneur de mettre sous les yeux de Votre Majesté la copie d'une note que le ministre d'Autriche vient de m'adresser pour me faire part de l'ordre qu'il a reçu de sa cour, de me remettre ce palais, compris dans la cession faite au roi d'Italie par le traité de Presbourg. En conséquence de cet ordre, le ministre d'Autriche me remettra tous les papiers et plans relatifs à cette propriété, et lorsque j'en aurai pris une connaissance exacte, je m'empresserai de donner à Votre Majesté tous les renseignements qu'elle pourra désirer à cet égard. »

« Sire, j'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Majesté Impériale et Royale la lettre que je me suis vu obligé d'écrire au Pape pour me plaindre de son secrétaire d'Etat et pour insinuer à Sa Sainteté des conseils salutaires. Le Saint-Père me répondit par une lettre sortie du cabinet du cardinal Consalvi, et qui consiste à dire que le secrétaire d'Etat n'a rien fait que par ordre de son souverain, et que c'est aussi par l'ordre du Pape que ce cardinal m'a engagé à aller parler en particulier à chaque cardinal, pour les éclairer dans l'affaire importante qui leur était présentée. C'est ainsi qu'on fait répondre le Pape aux plaintes que je portais de n'avoir point été appelé au sacré Collège pour y discuter la question dont il s'agissait ; mais cette assertion est fausse, le cardinal Consalvi ne m'a point fait une proposition si inconvenante ; et s'il l'eût faite, je l'eusse sans doute vivement relancé.

« Cependant, afin d'éviter au malheureux Pape de nouveaux sujets d'affliction, je n'ai fait aucune réplique à sa lettre : mais je n'ai pas dû me taire auprès du secrétaire d'Etat, sur l'inertie de la police relativement aux bruits absurdes que l'on répandait dans Rome et dans tout l'État pontifical, où l'on disait que bientôt il y aurait un changement de gouvernement à Rome, que le Saint-Siège serait transféré à Avignon, que l'Etat pontifical serait partagé entre les royaumes d'Italie et de Naples, le divorce permis, ainsi que le mariage des prêtres, et que les couvents seraient détruits. Ces bruits se répétaient hautement et j'ai dû croire qu'ils étaient inventés

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
15 avril 1806.

par des malveillants qui voulaient prévenir l'opinion publique contre le gouvernement français. J'ai remis en conséquence une note au cardinal secrétaire d'Etat, pour attirer son attention sur ces propos au moins indiscrets qui s'élevaient de toute part. Dans sa réponse, le cardinal Consalvi observe que si les assemblées extérieures du sacré Collège ont donné lieu à quelques conjectures, de la part du public, sur les objets que l'on avait à y traiter, il a su depuis que tous les bruits avaient cédé à celui qui existait encore, d'un prochain changement de gouvernement. Il ajoutait que ce bruit, si douloureux pour le gouvernement, suffisait pour traverser toutes ses opérations et pour diminuer l'empressement de ses sujets à les seconder, et que, conséquemment, en supposant que ce bruit fût répandu à dessein, on ne pourrait jamais croire que ce fût par les ennemis de la France, mais au contraire par quelque ennemi du gouvernement pontifical auquel il est si nuisible, et qui a tant à cœur de le détruire.

Mais tous ces bruits, Sire, partent d'un même principe qui est d'indisposer le peuple et d'irriter les moines contre les Français. La preuve que le cardinal Consalvi veut détruire, que ce bruit est inventé par des ennemis du gouvernement parce qu'il entrave ses opérations, est insuffisante. On ne prend d'autres mesures financières que de ne payer personne et d'augmenter, de deux tiers en sus, l'imposition territoriale.

Dans ces entrefaites, les ministres de Votre Majesté pour la police et les relations intérieures, m'é-



armée française, piller les convois, assassiner les militaires isolés, etc. Le second, d'empêcher le gouvernement romain de permettre à Florence de s'établir à Rome où il voulait-il, venir pour entrer dans la prélature. À l'égard pour le Pape, laisser passer la semaine et la fête de Pâques, avant de faire au arche pour ces objets ; mais, le 7 avril au remis une note dans laquelle en demandant on de la dame Sarconi et la saisie de ses et en prévenant le gouvernement pontifical que M. Giunti avait de se retirer à Rome, mais que j'avais lieu de présumer qu'il y avait du Saint-Siège beaucoup d'intrigues dirigées par les Français, et que le centre pouvait bien être à Rome. Je rappelais à ce sujet ce qui se passait à Rome, où les brigands faisaient des recrues, ce qui ayant été découvert, a donné lieu à un complot auquel on travaille dans ce moment. Le ministre d'Etat m'a répondu une note dans laquelle m'annonçant la prochaine arrestation de la dame Sarconi, il me déclare que Sa Sainteté était

de Rome , parce que j'avais indiqué qu'elle y était, et la maison où elle était logée, elle l'a fait changer d'auberge avant de la faire arrêter pour lui donner par ce moyen la facilité d'enlever ses papiers pendant ce déménagement. J'ai répondu à cette note par une autre dans laquelle je n'ai pu taire le soupçon que devait faire naître le changement subit, inattendu et sans raison , de domicile de la dame Sarconi, et mon étonnement de la résolution de remettre cette femme en liberté, quelques preuves que le gouvernement français eût contre elle, si on ne trouvait rien dans ses papiers qui la condamnât, protestant que si le secrétaire d'Etat persistait dans cette détermination, je mettais les suites de cette affaire sur sa responsabilité personnelle.

Une seconde note du cardinal Consalvi m'a annoncé l'arrestation de la dame Sarconi dans sa maison , et la saisie de quelques papiers. Le cardinal secrétaire d'Etat vient de me remettre une nouvelle note. J'envoie au ministre de la police les papiers que l'on m'a remis et qui ont été trouvés chez la dame Sarconi.

Sire, il est de mon devoir de ne pas cacher à Votre Majesté qu'elle n'obtiendra rien de ce pays-ci qu'à force de menaces, tant qu'il sera gouverné par Consalvi, et qu'on ne pourra, pour ainsi dire, jamais en venir à un résultat qu'après des batailles et des sièges contre ce cabinet qui commence toujours mal ses opérations en voulant toujours se mettre sur la défensive, et qui finit par accorder par faiblesse et lassitude ce qu'il refusait d'abord par opinion. Le cardinal Con-

algré toute sa fourberie, n'a pas encore pu résister par l'expérience qui lui prouve que lorsqu'il s'agit d'affaires temporelles, finit toujours à céder : et j'avoue que je me suis bien trompé d'être très-surpris, connaissant la faiblesse de ce pape, de ce qu'intimidé par votre puissance, le pape est malade, il ne se soit pas rangé de votre côté pendant, enhardi par le résultat de ses fausses espérances, toujours se couvrir du nom du Pape ne ordinairement comme bon lui semble, il ne s'agit à espérer aucune facilité de sa part. Son traitement avec moi, par écrit, dans la grande affaire du renvoi des Anglais et des Russes et de la fermeture des ports du Saint-Siège aux bâtimens ennemis, ne se prêter à ce que j'éclairasse les cardinaux : cet égard, m'a prouvé qu'il avait voulu en vain au sacré Collège, en lui présentant les décisions de Votre Majesté sous un aspect qui arrachât de lui plutôt mourir que d'y adhérer. J'ai été dans cette opinion, par son refus constant de communiquer les pièces remises aux cardinaux, et la lettre que le Pape a écrite à Votre Majesté, encore, par tout ce que je découvre journellement dans mes entretiens avec les cardinaux.

La dernière affaire de l'arrestation de la dame Sarconi prouvera à Votre Majesté que le cardinal de Retz ne cessera pas de vouloir lui faire prendre le change, car des relations secrètes m'ont donné la certitude qu'après avoir reçu ma note du 7 avril, le cardinal secrétaire d'État dit au Pape, que son opinion était d'avertir la dame Sarconi ou de la faire partir ;

mais le Pape ne voulut pas le permettre pour ne pas manquer à la loyauté de son caractère. Il n'est donc plus possible, Sire, que vous ayez un ministre à Rome, tant que durera le gouvernement de cet homme qui n'a d'autre talent que de chercher à nous tromper continuellement, d'autre principe que de se maintenir, quelle que soit l'opinion qu'on ait de lui, s'appropriant, dans tout ce qui se fait, ce qui peut flatter son amour propre et rejetant sur le Pape ce que lui-même fait de mal.

Sire, savez-vous quel est le conseil du secrétaire d'État dans les grandes affaires ? C'est le célèbre Barberi, fiscal, un des acteurs dans les troubles qui entraînèrent la mort du général Duphot ; il a été poursuivi par les Français dans le temps de la république romaine, et sans doute il ne nous a jamais aimé et ne peut jamais nous aimer.

Quant à moi, Sire, je ne forme aucun vœu, et je resterai à Rome tant qu'il plaira à Votre Majesté, quand même elle ne trouverait pas le moment venu de faire chasser Consalvi du ministère. Il n'existe en moi que pitié et mépris : je puis le surveiller et découvrir la plupart de ses voies tortueuses, mais je ne puis me flatter de rien obtenir qu'à force de menaces et de notes foudroyantes. Il s'ensuit de là, que je me vois obligé d'être en froideur avec le Pape, qui, étant honnête homme, ne peut pas concevoir que son ministre puisse être aussi trompeur et aussi fourbe, et pense qu'il n'agit que par intérêt pour le Saint-Siège.

Je suis par conséquent dans un état de gêne très-difficile, et je ne soutiens ma réputation qu'en me tenant



au gouvernement français, et on est actuellement  
la résolution de ne pas accorder son extradition.  
le est demandée : néanmoins, je crois pouvoir  
rer Votre Majesté qu'après quinze jours de ba-  
elle sera livrée si elle m'ordonne de l'exiger. »

Sire, de tous côtés j'apprends que Votre Majesté  
ssera en Italie dans le mois de mai, et qu'elle  
robablement à Naples en passant par Rome; dans  
is, je crois devoir demander à Votre Majesté ses  
es pour préparer des logements, ou insinuer aux  
sires de Sa Sainteté d'y songer.

ne vois point de possibilité de mettre le Vatican  
et, il faudrait y faire des dépenses énormes pour  
réparer et beaucoup de temps pour le meubler.

Le palais Farnèse qui est, après le Vatican, le plus  
u palais de Rome, est démeublé, et je ne vois pas,  
nd on voudrait dépenser beaucoup d'argent, le  
ren de l'arranger dans deux mois, à moins de  
meubler les plus beaux appartements des particu-  
s romains.

Le palais de Venise exigerait de plus grandes dé-

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome  
1<sup>er</sup> mai 1806.



par ce moyen Votre Majesté trouverait de plain-pied deux grands appartements complets et indépendants, pour elle et pour l'Impératrice. Sans cette précaution, on serait obligé de loger l'une et l'autre au second étage qui est aussi très-beau et que la duchesse de Guastalla avait préparé. On trouverait dans ce palais plusieurs autres appartements, et tout ce qui est nécessaire pour une grande maison.

Mais si Votre Majesté préférerait loger dans la plus belle position de Rome, et si elle voulait avoir un plus beau mobilier, et préférerait ces avantages à une belle et magnifique architecture de premier ordre ; elle pourrait se contenter de venir loger dans mon palais. Il est composé de deux maisons ; le premier appartement de l'une a quinze belles pièces meublées comme à Paris, il donne sur la place Colona et sur le cours de Rome, il est commodément distribué pour former un grand et un petit appartement, ayant des entresols pour cabinets de toilette et pour loger des valets de chambre. L'autre premier appartement du second palais est composé de dix pièces donnant sur le cours susdit, ayant en outre plusieurs chambres pour les personnes de service. Ces deux premiers appartements ne me servent que pour les jours de grandes réceptions, ou pour les fêtes où tout Rome intervient. Ces deux appartements communiquent par leur antichambre en montant quelques degrés. Chaque palais a une porte cochère, une petite cour, et les voitures passent de l'une à l'autre. Sans contredit, l'emplacement et les ajustements intérieurs compensent les beautés d'architecture qu'on trouve dans les palais

du premier ordre, mais je ne pourrais pas offrir toutes les commodités du palais Borghèse, même en abandonnant le second étage que j'occupe et me logeant ailleurs avec tout mon monde. Si Votre Majesté se décide pour le palais Borghèse, je logerai le roi de Naples qui viendra sans doute à Rome à sa rencontre, et alors je n'aurai de déloger.

Il sera facile de désigner d'autres beaux palais pour les personnes de la suite de Votre Majesté et pour les princes ou souverains qui l'accompagneraient. »

« Mon cousin, je vous ai rappelé de Rome parce qu'il n'est plus de ma dignité que vous restiez dans une cour aussi mal conduite, et qui prend tellement à tâche de me contrarier, que je serai tôt ou tard obligé de la punir. Mais vous pouvez rester à Rome tout le temps que vous jugerez convenable, et laisser le soin des affaires à Alquier. Voyez le Pape, et dites-lui que la note du cardinal Consalvi m'a fortement indisposé, que cet homme par bêtise ou par trahison veut perdre les États temporels du Saint-Siège et qu'il y réussira. J'ai signé un traité avec l'électeur archichancelier par lequel vous êtes nommé son coadjuteur. C'est encore un secret, mais il est probable qu'avant un mois ce sera une affaire finie; ainsi vous vous trouverez appelé à une nouvelle carrière, car la dignité du Primat de Germanie vous met à la tête du Collège des électeurs; si vous restez à Rome, laissez faire à Alquier tout ce qui sera odieux et restez neutre. *Je ne veux pas prendre les États temporels du Pape*, mais je veux des sa-

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
16 mai 1806.

tisfactions pour la menace qu'on m'a faite à Aust de chasser mon ministre de Rome (1).

Le cardinal Fesch revint à Paris, à la suite d'ambassade à Rome : il y resta quelque temps, en que sa correspondance avec l'Empereur se fit forcément interrompue. Nous la retrouvons au commencement de 1807.

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome.  
8 janv. 1807.

« Sire, mon séjour à Paris jusqu'à la fin de décembre a été très-utile pour régler différentes affaires de la grande aumônerie, et pour préparer un travail sur les missions, travail que j'aurai l'honneur de présenter à Votre Majesté à son retour. Mais mon absence à Paris a été en outre nécessaire pour rassurer la confiance du clergé, pour l'encourager dans son service et surtout pour paralyser les concussionnaires imprimeurs du catéchisme et le monopole qu'ils avaient peser sur vos peuples en les forçant d'acheter à 14 sols.

Je l'ai fait imprimer ce nouveau catéchisme à Paris et vendu à 4 sols ; cette concurrence a obligé le ministre des cultes à abolir le privilège exclusif, déclarer que les évêques étaient libres de traiter cette impression avec qui ils voudraient ; dès ce moment leurs plaintes ont cessé, le nouveau catéchisme

(1) On voit, d'après cette lettre, que Napoléon n'avait pas l'idée préconçue de s'emparer des États pontificaux, et que la mesure fut prise un peu plus tard, c'est qu'il y fut en quelque sorte entraîné par la force des événements et surtout par les menaces de la cour de Rome.

que les évêques ne visent qu'à leurs intérêts, et  
évêques, intéressés par état au bien de leurs  
s, sont très-souvent obligés de lutter pour faire

tion de Lyon est incontestablement meilleure  
lle de Paris, aussi la compagnie parisienne a  
tenir la concurrence et se contenter de 4 sols  
de 14 ; néanmoins, les libraires gagnent encore  
un sol par exemplaire.

re, mon séjour à Paris a ruiné mes finances,  
faire beaucoup d'aumônes : les pauvres hon-  
adressaient de préférence au grand aumônier  
ne pouvais pas montrer une dureté qui aurait  
erreur. Tous mes traitements jusqu'à la fin de  
sont déjà dépensés . tout a été cédé par des  
ils sur mon caissier ; à peine ai-je pu me réserver  
mille livres pour mon voyage de Lyon.

s, Sire, qu'entendis-je en y arrivant ? Les corps  
tués m'exprimaient dans leurs compliments  
se réjouissaient de me voir arriver dans un  
nt où mon cœur s'ouvrirait pour consoler les  
es ouvriers qui manquaient de pain. Le grand  
nier, ajoutaient-ils, destinait sans doute à cet

Le card.  
Fesch à Nap.  
Rome,  
8 janv. 1807.

le prince successeur du primat d'Allemagne essuierait les larmes des Lyonnais par ses largesses et ses bienfaisances; un protecteur des arts, l'homme de Dieu n'aurait que des entrailles de miséricorde pour d'infortunés ouvriers, qui demandaient du travail ou du pain. Et ces braves gens ne se doutaient pas que le cardinal Fesch n'avait pas dans sa bourse pour payer son ménage du mois de janvier. Mais comme il ne m'est pas permis de compromettre ma dignité et ma considération, j'ai dû emprunter 6,000 francs pour remettre aux curés de la ville, et j'ai signé une obligation de pareille somme payable en avril par mon caissier, que j'ai remise aux administrateurs des comités de bienfaisance.

Cependant, mon palais ne retentit pas moins des gémissements des pauvres ouvriers. Si je trouvais à emprunter, je n'en aurais pas le cœur navré. J'ai trop de confiance dans Votre Majesté pour douter qu'elle ne veuille pas me mettre à même de remplir de semblables engagements.

Venez, Sire, à mon secours, en m'accordant une forte somme pour retirer mes bons et secourir les pauvres de Lyon.

Permettez aussi que je rappelle à Votre Majesté l'assurance qu'elle m'a donnée, qu'à compter du 1<sup>er</sup> de cette année, mes revenus, pensions ou traitements, seraient portés par elle à 500,000 francs. Cette somme m'est indispensable pour soutenir avec décence le rang ou Votre Majesté m'a élevé. Toutes mes dignités exigent de moi de grandes dépenses, j'y compte et je prends la liberté d'en écrire, puisque Votre Majesté.



de son propre mouvement, voulut bien me l'annoncer et me le promettre. »

« Sire, un ministre protestant de la religion réformée m'a remis la lettre ci-incluse pour Votre Majesté, j'ai l'honneur de la lui faire adresser. Nous recevons en ce moment les premières nouvelles de la bataille du 26 décembre. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Lyon,  
16 janv. 1807.

Sire, la princesse Pauline a passé chez moi trois jours et je l'ai accompagnée hier quelques heures en descendant le Rhône. Elle se trouvait un peu mieux qu'à son départ de Paris ; elle a été très-aimable, de bonne humeur, et je suis convaincu qu'elle se rétablira parfaitement, si elle est assez constante pour passer un séjour dans le Midi.

Le card.  
Fesch à Nap.  
Lyon,  
20 mai 1807.

Je saisis cette occasion pour dire à Votre Majesté un mot de mes travaux apostoliques.

Arrivé à Lyon au commencement de janvier, j'ai entrepris la visite des paroisses de la ville et des faubourgs. L'affluence fut immense partout, j'ai administré la sainte communion à presque tous les communians de Lyon, et la confirmation à plus de trente mille personnes qui ne l'avaient pas reçue les années précédentes. Il en est résulté le plus grand bien pour les fidèles, et je suis parvenu à me concilier l'affection de tous. On avait assez travaillé pour diminuer mon influence et on avait même jeté de la défaveur sur les sentiments qu'on prêtait à Votre Majesté sur mon compte.....

J'ai visité ensuite la moitié du département du

Rhône, Je viens de parcourir plus du tiers de celui de l'Ain. Partout les peuples se sont portés au-devant de moi, votre nom retentissait partout. Que de bénédictions ne vous a-t-on pas données. Cette visite pastorale, ou plutôt cette mission, est digne des fastes de l'Eglise; rien de plus édifiant que la foi de ces peuples levés en masse pour recevoir les sacrements des mains de leur premier pasteur. Il y avait des siècles que les archevêques de Lyon n'avaient pas entrepris une visite générale. Ordinairement vieux, ils ne pouvaient résister à la fatigue de l'administration des sacrements pendant sept et huit heures par jour, puisque je communiais deux et trois mille personnes, et j'en confirmais trois, quatre, cinq, six, sept et huit mille par séance. Mes prédécesseurs d'ailleurs se reposaient sur leur évêque suffragant qui était attaché à leur siège, prérogative que je réclame pour ce même siège, et que je prie Votre Majesté de demander en faveur de M. Courson, mon premier grand vicaire.

Après un repos de quinze jours, dont j'avais bien besoin, je retournerai dans le département de l'Ain, jusqu'à la fin d'août; de là je repasserai dans le département du Rhône, en réservant celui de la Loire pour l'année prochaine.

Sire, partout j'ai observé que les peuples sont animés du meilleur esprit. On vous aime, les conscrits partent gaiement, mais on désire bien la paix. Il y a des abus dans l'administration et surtout de la part des maires; il y a des petits tyrans, particulièrement parmi ceux qui sont en place depuis quinze ans. Il est

constant qu'il naît plus de garçons que de filles, la Providence protège visiblement la France. Je me réserve d'envoyer à Votre Majesté un mémoire détaillé sur les sectes dangereuses à l'Eglise et à l'Etat. Le prosélytisme marche à découvert. Ces sectes se subdivisent sous plusieurs nuances, elles menacent toute bonne morale et tout gouvernement. Les modérées frontent toute autorité en ne prescrivant qu'un respect extérieur simulé. Les sectaires affectent l'enseignement de la doctrine la plus active, qui dégénère dans la conduite la plus révoltante. Les filles qu'ils crucifient deviennent mères dans l'espérance d'engendrer le prophète Elie. Elles s'en honorent, et en sont honorées de leur parti. Des villages entiers en sont infectés, leurs prêtres ne gardent plus de ménagement. Ils arrivent de Suisse, de Paris, des cachots du Temple. Ils ne font que des réunions nocturnes. Une douzaine de prêtres qui ont refusé d'être de ma communion, prêchent ouvertement, parcourent les hameaux et les bourgs, et infectent une grande partie de ce diocèse.

En exilant huit à dix de ces prêtres, et faisant arrêter en Suisse deux anciens curés, vous rendrez la tranquillité à ce diocèse, et vous raffermirez la morale, et vous imposerez aux ennemis de l'autorité. Les peuples viendront au giron de l'Eglise et respectront votre autorité comme émanée de Dieu.

Sire, je vous parlais, en janvier, de la misère affreuse où se trouvaient les ouvriers en soie de Lyon ; l'hiver s'est passé heureusement, les personnes pieuses ont beaucoup donné, et ont soulagé les malheureux. Dans



ce moment, il y a assez de travail, assez de commande ; d'ailleurs, les récoltes occuperont bien du monde, et les fruits et les légumes nourriront le reste. Dans l'intérieur du diocèse, j'ai trouvé l'abondance, et de l'aisance, particulièrement dans la partie de la Bresse, département de l'Ain. Les pays de vignobles sont moins aisés. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Paris,  
14 août 1807.

« Sire, lorsque toute la France est dans la réjouissance et dans le bonheur, le cardinal Fesch est peut-être le seul dans la tristesse et dans l'affliction.

S'il avait pu parler en particulier un instant à Votre Majesté, s'il avait pu lui dire la fin qu'il s'était proposée, en bâtissant une maison, en rassemblant des objets d'arts pour former une galerie, m'en ferait-on un délit ? Serais-je dans ce moment ravalé au-dessous des hommes d'une classe ordinaire ?

Daignez, Sire, m'écouter un instant et juger ensuite.

Dès le moment où je me livrai à l'étude comparative des arts, et où j'eus connu les artistes de nos jours, je fus convaincu qu'ils ne parviendraient jamais au degré de célébrité des anciens. En effet, l'immoralité qui règne dans la classe des artistes ordinaires amène la dépravation et la paresse dans ceux d'une classe plus relevée par leurs talents ; les plaisirs, l'orgueil et tous les défauts de l'homme sans éducation et sans morale retardent les progrès qu'ils auraient infailliblement faits vers le perfectionnement de leur art. Il m'était démontré que ces artistes ne travailleraient qu'en exigeant des prix énormes, qu'ils finiraient par se dégoûter de leur art.

jeunes gens étudiant les arts, pour la pu-  
gers, sans parents et sans amis, sans avoir  
ils soient rassemblés de temps en temps  
voir des leçons de morale et de religion ?  
droit plus favorable què celui où ils trou-  
n même temps des professeurs, des moyens  
ion et d'encouragement pour leurs progrès  
arts et dans les bonnes mœurs, sous des  
ui leur parleraient au cœur, et qui perpé-  
les principes de la foi dans ces plantes me-  
être desséchées par le souffle impur des  
et de toute sorte de voluptés ?

puvais, dans le principe, que former le vœu  
n jour se réaliser un si beau projet ; et  
mettais tout mon petit avoir à acquérir  
d'art, je ne pensais pas que le temps arri-  
ôt, où je pourrais devenir l'instituteur  
re si utile à la société ; mais une impulsion  
e dirigeait.

ant, les temps s'améliorent, votre génie  
les événements, et plus d'une fois j'eus  
de dire à Votre Majesté que mes tableaux



faire élever des jeunes gens, en dirigeant leur éducation vers cette fin. J'en ai déjà six qui me donnent de grandes espérances, architectes, peintres, sculpteurs, dessinateurs, graveurs.

Cette institution, fondée en cette capitale, aurait une maison à Rome, qui recevrait et entretiendrait, à peu de frais, les élèves de Paris. Quel moyen d'émulation pour les élèves de l'Académie française ? mais encore quel moyen de perfectionnement le gouvernement n'y trouverait-il pas pour ses villes manufacturières ? Il y aurait dans chacune d'elles une maison d'Ignorantins auxquels on ajouterait des professeurs tirés de l'école de Paris et de Rome. Quels moyens d'économie pour ces villes, et d'émulation pour celles qui auraient des écoles spéciales d'art ? De plus, quels avantages le gouvernement n'en retirerait-il pas pour le génie civil, par le moyen des hommes désintéressés qui élèveraient ces artistes dans les principes de la justice, de la morale la plus exacte ?

C'est dans cette maison que nos missionnaires, qui partiraient pour l'Asie, se seraient instruits dans les arts. Vous domineriez par eux dans les régions lointaines, et ces hommes qui, par leurs vertus et leurs talents, vous auraient soumis des peuples barbares, procureraient à notre commerce des facilités inappréciables.

Votre Majesté doit convenir que pour une semblable institution il me fallait une galerie de tableaux ; il fallait en outre des statues, des bas-reliefs, des colonnes, etc., mais ces objets peuvent n'être qu'en

la main à l'œuvre, aussitôt que je me suis  
tat de le faire.

cette institution ne pouvait se faire que pro-  
ment; il fallait rassembler les matériaux  
commencer l'édifice, il fallait encore plu-  
nées, et je me proposais de garder mon  
squ'au moment que j'aurais pu offrir à Votre  
non-seulement la probabilité, mais des  
efficaces et des résultats assurés.

parle pas à Votre Majesté des moyens pécu-  
que j'aurais eus pour faire marcher cette  
on; je les trouvais dans sa constitution par-  
et je ne devais me mettre en peine que de  
maison, de me procurer les objets d'art et  
irer les hommes qui devaient la diriger.

endant, je comptais réunir chez moi une pe-  
munauté de jeunes ecclésiastiques, et l'aug-  
à mesure que ma bâtisse aurait pris de l'ac-  
ment. Cette communauté aurait été composée  
e des jeunes prêtres de l'Empire; je les au-  
perfectionner sous mes yeux. Que de béné-  
n'auriez-vous pas reçus de l'Église de

son serait devenue le berceau des missions intérieures.

Votre Majesté doit encore savoir que si j'ai préféré la Chaussée-d'Antin à tout autre quartier, c'était pour y ranimer par de bons exemples le feu sacré de la religion. Il eût été avantageux de multiplier les secours spirituels, en faveur d'un quartier qui en est presque totalement privé; et je me serais fait un plaisir de mettre à la disposition des habitants, ma chapelle, toute petite qu'elle eût été, en y pratiquant une entrée séparée et extérieure par la rue Saint-Lazare.

Sire, on me perçait l'âme lorsqu'on m'accusait d'aimer le luxe et le faste. N'avais-je pas donné assez de preuves de bonne conduite pour qu'on ne me crût pas un exagéré, un inconséquent? Pouvait-on me croire assez insensé, assez mauvais prêtre, pour prodiguer l'argent dans la seule vue de satisfaire mon ostentation ou mon amour-propre?

Après vous avoir dévoilé mon secret et mes projets, que Votre Majesté décide dans sa sagesse; s'ils ne trouvent point grâce devant vous, je transformerai mes galeries en appartements, et même je suis prêt à abandonner ma maison, et à m'en défaire. Votre Majesté le désire.

Quelle que soit votre décision, je bénirai la divine Providence qui vous inspire de m'obliger à me détacher, non-seulement des biens de ce monde, mais même des œuvres que j'ai cru saintes. Peut-être la vanité les aurait-elle corrompues, et peut-être cette même Providence me commande-t-elle des sacri-



que je ne puis en tirer que sur les idées que  
Majesté peut avoir sur mon compte ; je puis  
les torts, mais ils seraient involontaires; je ne  
voudrai jamais de personne sans en avoir des  
et sans avoir souffert au point d'enhardir  
qui se fient sur ma prudence qu'ils taxent de  
se, ou sur le discrédit jeté sur mon compte.

Je supplie Votre Majesté de croire que je ne re-  
de bonheur que dans le bonheur de mes pa-  
qu'elle soit convaincue de mon attachement  
ble pour sa personne, et dès ce moment, il  
ra que plus pur et plus sincère, puisqu'il ne  
se que sur les sentiments de mon cœur. Car  
éclare que je ne demanderai, dans aucun cas,  
mentation de traitement, ni gratification quel-  
e. Il me suffirait que Votre Majesté m'accordât  
et quatre ans la continuation de ce dont je  
aujourd'hui.

En attendant de réformer ma maison de Rome, je vais  
er celle de Paris, et dans quatre ans mes  
seront payées. Alors, mes traitements de sé-  
de cardinal et de grand aumônier me suffi-  
raient. Je supplie Votre Majesté de daigner m'en

Nap. au  
card. Fesch.  
Saint-Cloud,  
11 août 1807.

« Mon cousin, j'ai lu avec attention votre lettre du 14 août ; je reste dans l'opinion que votre galerie de tableaux serait mieux placée à Lyon, dans votre palais épiscopal, si toutefois vous ne préférez vous en défaire. La Chaussée-d'Antin n'est pas un quartier convenable pour un cardinal ; au reste, je n'ai point d'autres sujets de plainte que ceux-là, vous avez tort d'être dans l'affliction. Si vous êtes désireux de me plaire, il faut que dans vos fonctions épiscopales, comme dans celles de mon grand aumônier, vous ne preniez pas trop vivement l'éveil, et ne prêtiez pas l'oreille à de vaines susceptibilités. Tous mes officiers sentent l'éminence de votre rang, et personne ne veut faire tort à votre dignité, mais aussi il ne faut rien exagérer. Dans l'ancienne cour rien n'était fixe, tout était en discussion, tout dépendait des circonstances du moment ; dans la mienne, des statuts invariables ont réglé les fonctions des grands officiers de la couronne, et je donne tort à ceux qui ne s'arrangent pas entre eux par la conciliation et la modération ; vous savez que ces qualités sont les premières de votre état dont vous possédez si éminemment les vertus. Quand vous me ferez un rapport sur les officiers de l'Église, méditez-le bien, et n'avancez aucune assertion hasardée ou douteuse, car j'y fais trop d'attention pour ne pas m'en apercevoir, et dès lors je n'y ai plus la même confiance. Cette lettre n'étant pas à autre fin, etc. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Paris,  
28 août 1807.

« Sire, permettez que j'expose à Votre Majesté que le palais Primatial de Lyon n'est plus ce qu'il



aient logés les officiers et les domestiques de l'évêque. Ce dernier a été vendu, et même transféré, et on ne le pourrait rendre à son ancien usage sans de fortes dépenses.

Si l'on regarde le palais actuel comme la simple demeure de l'archevêque, qui, par la modicité de ses revenus, ne pourra plus avoir une maison égale à celles de ses prédécesseurs, ce palais serait suffisant; mais si on veut s'en servir comme anciennement, pour loger les princes qui passeraient par Lyon, il est indispensable d'y ajouter la grande maison attenante à la Manicanterie, qui fut bâtie par le chancelier de Lyon dans les derniers temps, à grands frais, pour y loger le nombreux bas chœur et chancelier de l'archevêque, pour rétrécir sa demeure, laquelle on la reconstruisit. Moyennant cette addition, l'archevêque n'aurait plus devant ses appartements des objets de scandale, et il verrait sans cesse s'agrandir de manière à pouvoir, avec quelque aisance, recevoir Votre Majesté et loger décemment sa suite.

Les propriétaires actuels qui se présentent pour

et Votre Majesté trouverait à Lyon une maison pour se reposer dans ses voyages, et rendrait la demeure du primat des Gaules convenable et décente.

Ces deux maisons ont coûté aux acquéreurs 50 à 60,000 livres en numéraire, qu'ils remboursent par les loyers de trois années. D'ailleurs, je crois qu'ils seront très-faciles, puisqu'ils savent combien la grande généralité des Lyonnais voit avec chagrin un établissement, sacré à leurs yeux, dans les mains des protestants, et j'ose dire à Votre Majesté que la nouvelle que cet établissement est rendu à sa première destination produira une allégresse générale dans cette ville.

Je soumetts ces idées à la sagesse de Votre Majesté. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Paris,  
18 août 1807.

« Sire, M. de Thémînes, ancien évêque de Blois, est détenu depuis quelques années dans un couvent de Franciscains en Espagne, sur la demande du gouvernement français; M. de Coucy, ancien évêque de la Rochelle, avait été arrêté en même temps que lui, mais il a obtenu depuis longtemps son élargissement. On ignore quelle a été la cause de l'emprisonnement de ces deux prélats; mais je crois qu'on les soupçonne d'entretenir des divisions dans leur ancien diocèse. Ce qui le fait présumer, c'est qu'en donnant la liberté à M. de Coucy, on a exigé de lui qu'il n'écrivît pour aucune affaire ecclésiastique dans son diocèse. On assure que depuis le rétablissement de l'Église en France, ce savant prélat est parfaitement d'accord avec les évêques qui régissent l'Église gal-

il fut relâché et qu'il demeurât en Espagne.

La famille riche, établie dans les Etats-Unis, l'aurait pu encore d'une grande utilité à la religion, et il témoigné, il y a deux ans, qu'il n'avait aucune crainte à prendre ce parti ; mais on ignore s'il se trouve dans la possibilité de faire un si grand bien, parce qu'il a contracté de grandes infirmités au couvent de Franciscains, situé dans un pays aride et où sa détention a été bien rude.

Votre Majesté consulte son cœur, et qu'elle se livre à la délivrance de ce respectable prélat les choses qu'il lui suggérera. »

Mon cousin, je vous envoie le mémoire de la ville de Fontainebleau ; voici, ce me semble, ce qui pourrait être fait. Le couvent des Jésuites est suffisant pour l'ins-titut public et la préfecture. On pourrait ren-voyer le séminaire à sa première destination et y éta-blier un séminaire ; ou bien on pourrait mettre le sé-minaire au couvent de Saint-François, et laisser les bâtiments du séminaire pour y établir toutes les installations. Par là, l'église de Saint-François

Nap. au  
card. Fesch.  
Fontainebleau  
13 oct. 1807.

Nap. au  
card. Fesch.  
Fontainebleau  
16 oct. 1807.

« Mon cousin, je vous renvoie votre rapport pour que vous me rédigiez un projet de décret sur tout cela. Le bâtiment du séminaire étant dans le plus bel emplacement de la ville, il paraît difficile d'y établir le séminaire. Ne serait-il pas plus convenable de le placer dans l'ancien couvent des Capucins. Il me semble qu'avec une vingtaine de mille francs, on pourrait l'établir là, et y avoir une centaine de séminaristes. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Paris.  
8 avril 1808.

« Sire, les lettres que j'ai reçues de Rome, depuis le départ de Votre Majesté, font craindre que le Pape irrité au dernier point de tout ce qui se passe, et particulièrement du renvoi des cardinaux français et italiens, ne se décide à en venir à un coup d'état s'autorisant de la persécution qu'il souffre comme chef de l'Eglise, car il se plaint que par cette mesure on paralyse l'expédition des affaires ecclésiastiques, puisqu'on lui a ôté ses collaborateurs, même son vicaire et son premier ministre ; et de plus qu'on a attaqué l'autorité et la liberté de l'Eglise en chassant des évêques de leurs sièges, savoir le cardinal Joseph Doria, évêque de Frascati, et le cardinal Dugan, évêque d'Albano.

Il est certain que ce dernier parti méritait la plus grande considération, puisque les évêques sont établis d'autorité divine et que les séparer de leurs ouailles sans aucun délit de leur part, c'est manquer à cette autorité. Cette mesure aurait pu être tempérée par le général Miollis ; en reléguant ces cardinaux dans leurs diocèses, ils auraient été suffisam-

chigieux.

Il se trouve dans ce moment-ci en attitude de sa conscience contre tous ceux qui l'ap-  
pet plus encore, de les réduire tous sous  
ce : il a pris une pose et une assurance  
antes de celles qu'il avait. C'est lui, à pré-  
ait tout. Le cardinal Doria racontait que  
fonctions se réduisaient à signer ce que  
envoyait. C'est lui-même qui minute et  
ce qu'il y a d'important. Il réforme inexo-  
le travail des personnages les plus accré-  
dite plus qu'il n'ait pris son parti et  
duite ultérieure ne soit tracée. Il est dé-  
t, dût-il s'ensuivre la persécution géné-  
glise. Il est sûr qu'il trouve le temps pré-  
able au temps passé. Il dit qu'une per-  
ouverte vaut mieux qu'une persécution  
ue celle-ci séduit et que celle-là fait dé-  
qu'il y a des circonstances où les persé-  
ont utiles à l'Église ; qu'elles sont la pierre  
et le creuset. Il envisage froidement les  
ices qui pourraient résulter d'un coup  
ous couvrez la terre de vos armées et de



que fut la force des raisons par lesquelles on peut prouver au Pape qu'il a outrepassé son autorité, il n'est pas moins vrai qu'il y aurait, non-seulement partage dans les opinions, mais un horrible déchirement dans l'État, qui dégénérerait en un schisme terrible qu'on n'éteindrait pas facilement, et que toute mesure de rigueur serait taxée de persécution.

Je prie Dieu qu'il inspire à Votre Majesté les moyens d'aplanir tous les obstacles qui pourraient s'opposer à une réconciliation avec le Pape, qu'on doit considérer comme un homme désespéré qui croit agir par l'inspiration de Dieu, la conscience seule devant lui servir de règle ; et dans l'assurance que l'esprit de Dieu ne peut abandonner le chef et le gardien de son Église, il demande si on ne peut avoir de meilleur conseiller et si on peut se fier à Dieu.

D'après cet état d'exaspération où il se trouve, Votre Majesté me permettrait-elle de lui dire que s'il y avait des tentatives à faire pour le rappeler à ces sentiments de modération et de conciliation, ce serait de lui envoyer une députation d'hommes capables par leur doctrine de l'éclairer sur sa position actuelle et particulièrement sur les maux que la religion souffrirait par le délai d'une pacification, d'où dépend sa prospérité ; cette députation serait d'autant plus utile qu'elle pourrait éclairer à son tour la grande majorité des Français, qui est catholique, sur les intentions de Votre Majesté qui n'a jamais prétendu toucher aux dogmes de la religion, mais seulement amener le Pape à traiter d'une confédération ayant pour but la sûreté des États de Votre Majesté en Italie.

...le, gloire qui n'est pas susceptible d'accroisse-  
ment, et ne dépend point des événements de Rome  
ont pour Votre Majesté un infiniment petit. »

...ire, le grand maréchal Duroc me fit remettre  
...r, avant votre départ, la brochure de l'étiquette  
...lais Impérial, je n'eus le temps de lire ce qui  
...erne le grand aumônier qu'après votre départ.  
L'article 20, il est dit : ( Le grand aumônier ) *en*  
*ence du ministre des cultes*, il les ( les cardinaux,  
évêques et évêques ) présente à l'Empereur.

...n'a jamais parlé, Sire, lors de la discussion  
...tiquette, d'ôter au grand aumônier ce droit ho-  
...lique ; on ne pourra me décider à en user en l'ab-  
...re du ministre des cultes.

...l'article a dû être inséré à la sollicitation de  
...que aspirant à ce ministère. Je ne voulais point  
...re aux craintes fondées d'une grande partie des  
...ques de France, que les protestants et les philo-  
...s travaillaient à donner pour ministre à la  
...ce un ecclésiastique très-connu par ses intrigues  
...et son impiété. J'avais empêché qu'on vous fit  
...représentations sur son élection à l'épiscopat que  
...sieurs évêques témoins oculaires de ses profes-

Le card.  
Fesch à Nap.  
Lyon.  
18 avril 1808.

être en seraient arrivés, et je crus devoir intervenir et faire taire tout le monde, me réservant de vous en instruire. »

Nap.  
au card. Fesch  
Bayonne.  
16 juin 1808.

« Mon cousin, je reçois votre lettre du 10 juin dans laquelle vous me dites qu'on tremble à Paris sur le choix d'un constitutionnel pour succéder à l'archevêque de Paris. Il me semble qu'il n'y a plus de constitutionnels, et que, selon les principes de l'Eglise, on ne doit plus se souvenir d'un péché qui est pardonné. Vous dites enfin qu'on tremble du lieu où ce prélat sera enterré; il me paraît que les personnes dont vous me parlez tremblent facilement. J'ai, du reste, vivement regretté ce bon archevêque, je le remplacerai difficilement. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Paris.  
21 juin 1808.

« Sire, d'après la réponse que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'adresser sous la date du 16 juin, il paraît qu'elle n'est pas informée de l'état de crainte et de perplexité où se trouve le clergé de France et le peuple catholique.

Je m'étais proposé de ne pas écrire à Votre Majesté sur les événements politico-ecclesiastiques; je devais croire qu'on aurait pris des mesures pour prévenir les mauvais effets qu'ils pouvaient produire; puisqu'il en est autrement, je la prie de me permettre d'exprimer ma douleur de ce que votre ministre des cultes se soit pas occupé du soin de détruire ou du moins d'affaiblir les impressions fâcheuses du coup terrible que l'on vient de porter à la Papauté.

Depuis six mois, les opérations de ce ministre d

rigent l'opinion de manière à faire croire que Votre Majesté veut séparer l'Eglise de France du chef de l'Eglise catholique, en abrogeant des lois fondamentales de la discipline ecclésiastique.

De là dérive l'inquiétude générale dans le clergé, la frayeur d'une persécution prochaine, et parmi les fidèles plus irréfléchis et plus impatients, la haine contre votre gouvernement. Les confesseurs, dans le temps Pascal, ont eu bien de la peine à persuader à certains fidèles que c'est un grand péché de hair son souverain et de désirer sa mort.

L'incorporation au royaume d'Italie des Etats du Pape, a dû terroriser les peuples qui se soucient fort peu des vues politiques de l'Etat; le clergé a dû craindre son anéantissement, en voyant les calamités du chef de l'Eglise, et les opérations du ministre des cultes l'ont confirmé dans cette appréhension.

En effet : 1<sup>o</sup> ce ministre, contre la lettre du Concordat et contre l'esprit des lois organiques, a changé la forme du décret par lequel Votre Majesté approuvait ou agréait la nomination des chanoines et des curés. Depuis peu Votre Majesté les nomme.

2<sup>o</sup> Par les ordres du ministre, des curés ont été envoyés au séminaire, sans jugement préalable de l'évêque.

L'emprisonnement à la Force de M. Desmarets, missionnaire dans le diocèse de Nantes, par ordre de la police, pour avoir déplu à des prêtres mariés tout-puissants dans les bureaux de ce ministre, a rappelé le traitement fait à feu l'abbé Proyard, mort en arrivant à Arras où il fut traîné par les gendarmes. On



se dit : Il suffit donc qu'un ecclésiastique soit accusé pour qu'il soit puni impitoyablement ! point de tribunaux pour lui, il est présumé coupable.

3<sup>e</sup> Le ministre des cultes, en notifiant aux évêques que la mission du cardinal-légat était terminée, a insinué que les évêques n'auraient plus de recours à Rome. Ce coup de foudre a retenti dans toutes les parties de l'Eglise de France. La lettre que je lui ai adressée en cette occasion, et sa réponse, que Votre Majesté trouvera ci-jointes, ont rétabli un certain calme parmi ceux qui en ont eu connaissance ; mais je n'ai pas dû prendre sur moi de la rendre publique. A ce sujet, mon grand vicaire de Lyon, M. Courson, m'écrivait en date du 11 de ce mois : « Je crois des-  
» voir prévenir Votre Eminence, qu'il y a en ce mo-  
» ment une alarme générale, par rapport à la religion.  
» Toutes les personnes que nous voyons, les lettres  
» que nous recevons, nous la manifestent. Elle est  
» dans le peuple comme chez les grands, à la campa-  
» gne comme dans la ville, aux extrémités du dio-  
» cèse comme à Lyon. La lettre du ministre des cultes  
» aux archevêques et évêques qu'on a commentée et  
» fait circuler, certaines gazettes et lettres qui annon-  
» cent le dépouillement du Pape quant au temporel, le  
» récit de certains voyageurs venus d'Italie et qu'on  
» fait parler, les émissaires de nos ennemis, les jaco-  
» bins qui n'ont pas perdu espérance, les royalistes,  
» les jansénistes et les bleus (fanatiques flagellants)  
» avec leurs prophéties sur l'Antéchrist, sur la persé-  
» cution de l'Eglise, sur la fin du monde ; certains  
» propos échappés aux protestants, aux philosophes,



à la protection à la religion catholique, et sa-  
ance à ses ministres, et qu'elle ne rompra  
es liens sacrés qui unissent le clergé de  
u chef de l'Église. »

Le grand-vicaire continue : « Les instruc-  
tions, tableaux, redditions de compte  
dans un détail minutieux que le ministre  
par duplicata, aux préfets d'un côté, et à  
l'autre, contribuent encore à accroître l'in-

ment, les évêques, les curés sont fatigués  
être ; il ne leur laisse pas de repos. Je con-  
que qui en recevant les lettres de ce mi-  
se prosterner devant le Saint-Sacrement  
à recevoir des nouvelles affligean-  
le ministre ne connaît pas les prêtres, il n'a pas  
l'administration ecclésiastique ; son seul  
pouvoir répondre aux demandes de Votre  
connaître tout, sans se mettre en peine  
les administrés par des demandes inusi-  
crètes, et qui montent les têtes de gens  
dans les offices de Rome et par les

ont atteint vingt et un ans accomplis, âge prescrit par les lois de l'Eglise, embarrasse et afflige extrêmement les évêques. Le ministre donne pour raison, que le gouvernement doit surveiller avec autant de soin la réception des ordres sacrés que le mariage des enfants de famille ; il se trompe évidemment : la vocation ecclésiastique n'est-elle pas éprouvée pendant le noviciat du séminaire avant la réception du sous-diaconat ? peut-on comparer l'état ecclésiastique avec le mariage des enfants de famille ? Ceux-ci n'embrassent très-souvent le parti du mariage que parce qu'il favorise une passion aveugle, tandis que dans l'état ecclésiastique, tout repousse. Dans ce moment surtout où l'on est, cet état ne présente que des privations et des souffrances.

On est donc obligé de renvoyer les séminaristes dans leurs familles, jusqu'à ce qu'ils aient l'âge de 24 ans accomplis, exigé par le ministre. En attendant, ces jeunes gens se dégoûtent de l'état ecclésiastique, ou du moins se dissipent, perdent ce qu'ils avaient acquis au séminaire ; et comme d'ailleurs l'Eglise exige des interstices d'un an, entre chacun des ordres sacrés, c'est-à-dire du sous-diaconat au diaconat et du diaconat à la prêtrise, les séminaristes sont obligés de prolonger leurs épreuves de plus de deux ans, au grand détriment des misérables finances des séminaires et du service des paroisses. M. Portalis avait compris la force de ces raisons, et il était coulant sur cet article. Comment en effet ne pas l'être, lorsque la pénurie des prêtres n'a jamais été plus effrayante ? De cette me-

sure, on conclut que l'on veut détruire la religion par l'extinction du sacerdoce.

Sire, je ne m'étendrai pas davantage sur cette matière. Il serait trop long de récapituler toutes les circonstances desquelles on argumente, pour prouver que la religion catholique est dans une crise effrayante et à la veille de la persécution.

Votre Majesté ne doutera pas que je n'aie contribué autant qu'il a été en moi à diminuer les craintes, et à ramener le plus de monde qu'il m'a été possible.

On a beaucoup de confiance en moi, on est convaincu que je sacrifierais mon existence même à mes principes de la foi, et dans l'effervescence d'une imagination exaltée, on me croyait exilé à Lyon. Ce bruit s'était accrédité par la cessation des travaux de mon hôtel, qu'en effet j'avais interrompus extérieurement et intérieurement, lorsque Votre Majesté me signifia la cessation du traitement que je recevais en qualité de ministre à Rome; mais pour faire tomber ce bruit, je me décidai à faire reprendre les travaux extérieurs. Ce fut un événement qui tranquillisa et réjouit beaucoup de monde. Je passe sous silence ce que j'ai fait pour ramener la confiance à Votre Majesté, parce que je me suis fait un principe de faire tous mes efforts pour la servir à son insu, autant qu'il me sera possible, et en cela, je suis les inclinations de mon cœur. Malgré les réflexions que je viens de faire sur le ministre des cultes, je dois cependant exposer à Votre Majesté les bonnes qualités que j'ai remarquées en lui. C'est un brave homme. les prêtres éprouvent de sa part un accueil

plus convenable que celui que leur faisait M. Portalis ; il gagne à être connu personnellement ; il perd peu à peu certaines idées fâcheuses qu'il avait puisées dans le conseil d'Etat ; il s'occupe beaucoup de son ministère ; il est exact dans sa correspondance , quoiqu'elle soit un peu sèche. Je crois qu'il servira très-bien Votre Majesté ; mais il lui faudrait un conseil ecclésiastique , pour le diriger dans des matières dont il ne pourra jamais , à son âge , acquérir la connaissance , pour l'initier dans les raisons d'Etat , pour le guider dans les affaires mixtes ; du moins , pour lui faire connaître les limites où l'autorité civile doit s'arrêter , et plus encore pour lui insinuer un certain tact d'administration qu'on ne néglige jamais sans causer du mécontentement.

Plein de confiance dans les bontés de Votre Majesté , je prendrai la liberté de lui dire qu'on pourrait former ce conseil de quelques chanoines du chapitre de Saint-Denis et des évêques des environs de Paris.

Lorsque j'eus l'honneur de dire à Votre Majesté qu'on craignait que le successeur du cardinal de Belloy (1) ne fût pris parmi les constitutionnels , j'oubliai de faire observer que c'était moins cette qualité qu'on redoutait que les qualités personnelles de ces messieurs.

Aujourd'hui , on parle beaucoup , et on voudrait deviner le choix de Votre Majesté. Les uns prétendent que pour se donner le temps de trouver un sujet

(1) Archevêque de Paris.

aux Boyane, Mauri et Cambacérès. L'évêque  
antes est porté par beaucoup de monde, l'ar-  
que de Toulouse a été longtemps sur le tapis,  
se, disait-on, de la protection du ministre de  
lice dont il a été confrère dans la congrégation  
Oratoire; mais on a fini par lui donner l'exclu-  
parce qu'il est fils d'un perruquier. Enfin la  
alité s'arrête finalement sur M. de Barral, ar-  
que de Tours. »

mon cousin, j'ai reçu votre lettre du 24. J'y ai  
trois choses : 1<sup>o</sup> une lettre que vous avez écrite  
et vous n'avez pas le droit d'écrire au ministre  
siles, et à laquelle il n'eût pas dû répondre;  
loge de l'abbé Proyart, que je me suis contenté  
ler à Arras et que j'aurais dû tenir toute sa vie  
tre pour le libelle séditieux, contre la nation  
gouvernement, qu'il a osé publier; 3<sup>o</sup> l'éloge  
ne sais quel missionnaire que la police a fait  
er à cause de son mauvais esprit. Je vous prie,  
de vous m'écrire, de prendre garde à ce que  
me dites, ou de vous dispenser de m'écrire,

Nap. an-  
card, Fesch.  
Bayonne,  
26 juin 1808.



l'effet d'une imagination en délire, et je conseille à vous et à tous ceux qui croient ainsi aux monstres qui n'existent que dans leur imagination, de prendre les bains froids. Cette lettre n'étant à autre fin, je prie Dieu, etc. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Paris,  
30 juin 1808.

« Sire, Votre Majesté trouvera ci-jointe la consultation des médecins sur l'état de la princesse Pauline et les lettres de ces dames qui ont décidé ma sœur à partir pour Aix en Savoie. Elle m'engage à l'accompagner. C'est un devoir que j'aime à remplir.

« Sire, j'ai reçu ce matin votre lettre du 26 du courant. Dieu seul connaît mon zèle pour votre service, sans intention étrangère; j'écrirais historiquement les raisons de l'opinion du clergé sur l'état actuel des choses.

« Sire, je prie Dieu qu'on vous serve avec autant de dévouement que moi. »

Nap.  
au card. Fesch  
Valladolid,  
13 janv. 1809.

« Mon cousin, ayant destiné pour cette année un fonds de soixante mille francs pour soulager les pauvres veuves et enfants de mes soldats et autres pauvres de mon empire, j'ai ordonné à mon grand maréchal du palais, de tenir à votre disposition un crédit de cinq mille francs par mois. Ces cinq mille francs seront distribués sur vos mandats aux personnes que vous désignerez. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Paris,  
11 fév. 1809.

« Sire, l'entretien que vous avez daigné avoir avec moi hier au soir sur l'archevêché de Paris, m'a occupé toute la nuit; mes frayeurs, mes répugnan-

ces pour ce siège, dissipées par des consolations antérieures, augmentent maintenant.

L'épiscopat a d'autres devoirs à exercer que la distribution des aumônes, que la célébration des saints mystères. L'Église et son divin fondateur imposent aux évêques des obligations non moins essentielles ; et à cet effet, l'archevêque de Paris a besoin d'être environné d'une grande considération et de la représentation qui en impose aux grands et aux petits.

L'humiliation n'est pas l'humilité. Le clergé et les fidèles de la capitale n'ont applaudi à ma nomination que dans l'espérance de voir le siège de Paris se relever de l'état d'humiliation où le réduisirent feu M. Portalis et le caractère faible de feu M. l'archevêque.

Les évêques de France ne m'accablent de lettres de félicitation que pour me témoigner leur joie en voyant dans mon élévation un garant de l'attachement de Votre Majesté pour la religion, une protection puissante pour l'Église auprès du trône, et surtout une marque de considération pour eux. Ils ne s'imaginent pas que pour présider le comité des hospices, il faille des vertus bien plus épurées que pour être archevêque de Paris.

Quelle foule de conséquences ne doit-on pas tirer de ce principe ! Pourra-t-on concevoir que l'oncle de l'Empereur, solennellement reconnu, ne soit pas environné de la considération attachée à un si haut rang, sans qu'il ait démérité ?

Sire, le soir du 29 janvier me présenta l'archevêque de Paris sous d'autres couleurs. J'adhérai

alors, mais hier vous semblâtes réduire toutes les fonctions de l'archevêque de Paris à des œuvres d'humilité. D'un administrateur vous en fîtes un Père du désert.

C'est peut-être la politique de Votre Majesté qui lui suggère ces vues ; mais comment pourrais-je la servir utilement, étant profondément convaincu que je ne serais pas au rang où tout le monde m'appelle ? Ce n'est pas la politique qui donne les vertus ; elles descendent du ciel. Elles ne se commandent pas ; elles sont inspirées.

Mon caractère épiscopal, ma conscience m'imposent toujours des devoirs ; mais je ne puis pas les associer à l'humiliation qui énerve toutes les facultés de l'âme, qui ne ferait de l'archevêque de Paris que le jouet des ennemis de la religion et le pitoyable objet des regrets des fidèles et de l'affliction des pasteurs.

Sire, que je devienne archevêque de Paris, mais que je le sois avec dignité. Il faut que je sois votre oncle, si vous voulez que je me rende utile. Mon âme flétrie ne saurait pas même penser ; comment pourrait-elle m'inspirer un zèle actif. Il ne me resterait plus qu'à offrir à Dieu les humiliations répandues sur mes pas et à me retirer dans une solitude. »

Le card.  
Fesch à Nap.  
Paris,  
20 févr. 1809.

« Sire, depuis que vous m'avez manifesté devant la famille la volonté de me nommer archevêque de Paris, quoique vous ne vous opposiez pas à ce que je retienne l'archevêché de Lyon, conjointement avec celui de Paris, ma répugnance à me charger de ce

et devant Dieu et devant Votre Majesté, puis-  
coûtera si cher à mon cœur pour triompher  
ses affections, si vous m'ordonnez de les  
tout en en reconnaissant la légitimité.

Sire, qu'il me soit permis de présenter à Votre  
quelques observations. Lorsque je pensais à  
à palais, ma première idée fut de me loger  
gnité, et de laisser après moi une institution  
religieuse ; mais un évêque affligé de la  
tive que présente l'Eglise de France, dépour-  
tout moyen de perfectionnement pour les  
ecclésiastiques, puisque les prêtres appelés  
enre de leur talent à consulter dans le silence  
et les monuments des premiers siècles de  
et à suivre le fil des traditions, n'ont pas  
qu'ils puissent se livrer à ces études ; un évêque,  
dans ces douloureuses circonstances a dû cher-  
s moyens de remédier à ces maux, et mes  
ces étaient bien fondées. D'ailleurs il ne fallait  
lager mes traitements entre ma maison et ma  
afin d'arriver à peu près au point où je me

donnant aux pauvres qu'en entreprenant des timents.

Le traître et voleur Judas en dit autant lorsqu'une femme pénitente répandait sur les pieds du Sauveur pour plus de cent deniers de parfums précieux. C'est le propre des ennemis de l'Eglise de s'attacher à saper par les fondements, sous le prétexte de la charité et de l'amour du prochain. Tout homme doit être charitable. Les évêques d'aujourd'hui le sont à plus de discernement, lorsqu'ils préfèrent l'établissement des séminaires au soulagement des pauvres même les plus nécessiteux. Si l'archevêque de Paris est aimé et vénéré dans son diocèse, c'est surtout cause des établissements d'instruction qu'il y a faits. Le grand aumônier pouvait-il mieux employer ses revenus qu'en préparant un établissement aussi nécessaire à l'Eglise de France que les séminaires des diocèses ?

Du reste, à Dieu ne plaise que je veuille éloigner les évêques de venir au secours des indigents.

Cet établissement perfectionné devait contenir une communauté de soixante prêtres qui, ayant achevé leurs cours dans l'Université, se seraient occupés des sciences ecclésiastiques. Le grand aumônier aurait établi sa résidence; il en aurait été le chef. Votre Majesté en aurait été le vrai fondateur et dotant. Quels avantages Votre Majesté n'en aurait pas retirés pour les missions extérieures, et pour le gouvernement de l'Eglise de France ?

Sire, vous établiriez à Saint-Denis une communauté dans le même genre, plus considérable, qu'elle se



l'aumônier aurait été logé dans les plus  
artements de Paris, ses grands vicaires et  
nombreuse y auraient trouvé des loge-  
aurait pu même donner l'hospitalité à six  
déjà tous ces bâtiments ont été convertis en  
pagnes, les deux tiers sont déjà prêts à être  
meublés, l'autre tiers le sera à la fin de sep-  
grande aile destinée pour la communauté  
prêtres, ainsi que pour la grande biblio-  
la salle d'exercices, n'est pas encore com-  
e devais faire mettre la main à l'œuvre,  
aurais été complètement meublé et lorsque  
sacrifier 50 mille fr. par an à cette con-  
sans diminuer notablement les moyens de  
tion que je dois avoir.

travaux faits, avant et pendant les deux  
s, j'ai déjà déboursé environ 50,000 francs.  
de de tout ce qui a été fait dans les deux  
s, je dois environ 236,000 francs, et pour  
travaux de la seconde campagne au même  
trouvent ceux de la première, c'est-à-dire

courante et par douzième, mais il fallait contracter une autre dette pour le paiement de la troisième somme susdite de 150,000 fr. ou différer cette dépense à l'année prochaine; en ce cas j'aurais perdu une année de jouissance.

Dans l'hypothèse où Votre Majesté eût voulu venir à mon secours, soit par le don, soit par le prêt de 150,000 fr. en avance sur la pension qu'elle m'aurait bien m'accorder annuellement (somme qu'on m'aurait retenue par tiers à dater de 1812), j'aurais pu être logé convenablement en octobre de cette année à la fin de 1810 je l'aurais été complètement.

Mais si Votre Majesté persiste à vouloir transférer mon habitation au palais métropolitain de Paris, je ne vois pas la possibilité d'y être convenablement logé et il faudrait rebâtir ce qui a été détruit dans la révolution, car on a abattu les grandes salles et les appartements qui servaient aux officiers; et quand même on rétablirait les mansardes qui sont immédiatement au-dessus de l'appartement de l'archevêque, je n'en pourrais pas assez pour loger les domestiques. Je serais obligé de vivre seul, sans prêtres, sans grands vices et sans aucun officier de ma maison, puisqu'on m'assure que les deux appartements qui restent à disposition au rez-de-chaussée pour deux prêtres sont extrêmement humides, et que d'ailleurs, ils seraient indissolubles pour le service des officiers, des cuisines pour les communs; et si je ne puis pas même loger mes officiers, comment pourrais-je donner l'hospitalité à dix évêques?

A moins que Votre Majesté ne veuille que je

tions, et de refaire les constructions qui ont disparu, et quand Votre Majesté ferait supporter cette charge par la ville de Paris ou par le ministre des finances, l'archevêque ne serait passablement logé que quatre ou cinq ans.

Votre Majesté tenait à me faire abandonner l'entreprise qui m'a coûté tant de peines et de prières, j'ose dire tant de travaux qui m'ont si fort servi à cette habitation où je trouve non-seulement toutes les commodités pour représenter selon vos ordres, mais où je remplirai avec plus de facilité les devoirs de mon Etat, me trouvant au milieu d'un grand nombre d'ecclésiastiques, et formant pour la France une école de perfectionnement, qui a été extrêmement goûtée par le clergé.

Il faudrait louer provisoirement un hôtel où je passerai provisoirement le temps nécessaire pour le déménagement du palais métropolitain. Car, il me paraît désormais impossible de vivre au milieu des travaux pendant encore quelques années.

Je prie Votre Majesté de prendre en considération ce que j'ai exposé, et de porter une décision équitable, d'autant plus que le temps d'activer les travaux est



Nap. au  
card. Fesch.  
Schœnbrunn,  
2 sept. 1809.

« Mon cousin, j'ai reçu votre lettre, j'ai vu avec plaisir que vos grands vicaires seuls sont coupables de n'avoir pas mis la lettre que j'ai écrite aux évêques à la suite de leur mandement, comme c'est l'usage et leur devoir, et comme l'ont fait les grands vicaires de Paris. Je ne saurais recevoir ni excuses ni raisons, toutes sont mauvaises. Quand je parle mes peuples, il n'appartient à qui que ce soit de l'empêcher de m'entendre, et je suis trop bon catholique et trop éclairé sur les principes de ma religion pour jamais penser et dire rien qui soit contraire aux vérités et aux principes de l'Eglise. Quant à la recommandation que vous avez faite à vos grands vicaires, de ne pas commenter ma lettre, vous avez en cela parfaitement rempli mes intentions, et personne n'a le droit d'interpréter autrement que par le sens naturel ce que j'écris et proclame. Témoinnez votre mécontentement à vos grands vicaires. S'ils avaient fait comme ceux de Paris et les évêques de France, je n'aurais point à me plaindre d'eux. Quant aux raisons qu'ils donnent, qui ne peuvent être justifiées que par une extrême pusillanimité et une excessive circonspection, faites leur connaître que je ne saurais avouer pour amis et pour vrais Français des hommes lâches et sans courage. Qu'importent les clameurs des méchants et des malintentionnés? Je n'attache aucune importance à une fausse manière de voir et de sentir de vos grands vicaires, mais j'aurais été vivement peiné si un pareil manquement était venu de votre part. C'est donc avec un vrai plaisir que j'ai vu que, dans cette circonstance

comme dans beaucoup d'autres, je n'avais que des éloges à donner à votre zèle et à votre attachement à ma personne.

Mon cousin, j'ai reçu votre lettre, vous devez écrire en Corse, et faire écrire par le maire, que je vois avec peine l'esprit de faction qui règne à Ajaccio; que ce temps est passé et qu'il faut se tenir tranquille; que Bastia et les autres villes ne donnent sujet à aucune plainte; pourquoi donc Ajaccio reste-t-elle toujours? Qu'on y a-t-elle trop vive; qu'on est trop indiscret; et qu'on ne porte pas le respect convenable à la première autorité. Faites connaître qu'on me déplairait beaucoup de ne pas changer. »

Nap. au  
card. Fesch.  
Schœnbrunn.  
28 sept. 1809

Sire, ce n'est pas le traitement humiliant que j'ai éprouvé vendredi soir, 19 janvier, qui m'excite à prendre la liberté d'écrire à Votre Majesté, je l'avais offert à Dieu, je ne l'avais pas mérité, je croyais même avoir rempli ma tâche à la satisfaction de Votre Majesté, dans l'assemblée que j'avais présidée (1).

Le card.  
Fesch à Nap.  
Paris,  
20 janv. 1810.

Mais on m'accuse de n'avoir pas soutenu vos intérêts et d'avoir étouffé la voix de ceux qui, sans moi, auraient triomphé de la résistance des autres, puisque l'assemblée étant composée de huit personnes, et le président votant dans le sens des trois

(1) Le concile de Paris dans lequel le cardinal Fesch combattit, dit-on, en faveur du pape Pie VII.



qu'on présumait soutenir vos intérêts, il n'y avait pas de doute que la minorité ne dût l'emporter.

J'avoue que cette accusation est spécieuse, mais il est constant que dans la première séance j'ai voté le dernier ; que la majorité déclara que sur cette question, elle ne pouvait rien ajouter à ce qu'elle avait déjà dit, qu'il n'y eut ce soir là que deux membres qui prétendirent qu'on pouvait adhérer aux vues de Votre Majesté, encore ces deux personnes soutenaient-elles leurs avis par des raisonnements tout opposés et incapables d'obtenir l'assentiment de l'assemblée ; et je fus le seul qui entreprit de rapprocher les deux opinions en dictant l'avis que tous ont fini par signer dans la troisième séance.

Dans la seconde, un de ces Messieurs lut une dissertation dont les principes et les preuves pouvaient être retournés contre lui. Il mêlait aux faits, des choses historiquement fausses, entre autres, que jamais le clergé de France n'avait réclamé contre le Concordat de Léon X ; un autre, au contraire, lut un mémoire d'après lequel, bien qu'il avançât plus adroitement des principes et des faits qui détruisaient plus adroitement les arguments et les assertions du préopinant, on devait s'attendre qu'il conclurait pour la demande de Votre Majesté ; mais quelle fut notre surprise, lorsque nous entendîmes que la conclusion était moins favorable que tout ce qu'on avait dit jusqu'alors ; l'auteur parut lui-même étonné de se trouver, sans effort, de l'opinion de la majorité à laquelle le cardinal Mauri adhéra sans autre objection.

Je dirai plus : avant de lire sa dissertation, il an-

nonça qu'il ne savait pas encore s'il tiendrait aux principes qu'il allait établir et s'il ne changerait pas d'avis avant la fin de la séance, tant il sentait lui-même la faiblesse de ses raisonnements.

Sire, le cardinal Mauri et l'archevêque de Tours doivent avoir conservé les mémoires ci-dessus mentionnés. S'ils n'y ont pas fait de changement (ce qu'il sera facile de vérifier en les lisant à l'assemblée), que Votre Majesté se les fasse représenter, elle verra la vérité de mes assertions. J'appelle en témoignage de tous ces faits et circonstances les membres composant cette assemblée, et s'il est vrai qu'il n'y a eu que deux opinions qui aient penché pour l'opinion de Votre Majesté, s'il est vrai qu'au moment de la conclusion un d'eux a abandonné ce parti, même par écrit, et que l'autre, avant de lire sa dissertation, était indécis sur le parti qu'il prendrait; qu'après l'avoir lue au moment de la conclusion, il n'a plus fait difficulté de se réunir aux autres, quoique la veille on l'eût engagé à s'abstenir de voter et à donner son avis séparément; s'il est vrai que c'est à moi qu'on doit attribuer la décision qui a été prise, quoique, lors de la première séance, la majorité fût dans la résolution de s'en tenir au rapport qu'on avait remis à Votre Majesté, elle doit, dans sa justice, conclure que j'ai été calomnié auprès d'elle.

Mais, Sire, aurais-je dû m'attendre que vous prélassiez l'oreille à une telle calomnie; c'est une pensée qui m'accable et qui me fait rompre le silence auquel j'aurais voulu encore une fois me condamner.

Pourrais-je, Sire, reparaitre devant vous comme

un coupable, convaincu, à qui ne permettrait néanmoins d'exercer auprès de votre personne l'office de grand aumônier; et, après avoir été éloigné comme un ennemi, pourrais-je, m'oublier moi-même à point de mépriser le sentiment de l'honneur. J'en ai fourni à Votre Majesté les preuves de mon innocence. S'il restait encore quelque nuage dans son esprit, il me serait impossible de vivre à Paris, que Votre Majesté daigne connaître cette affaire en attendant les évêques qui étaient membres de l'assemblée.

Il est au-dessous de moi d'accuser personne. Mes colonisateurs peuvent avoir été aveuglés par des passions particulières, je leur pardonne de bon cœur, et en attendant que Votre Majesté soit convaincue que personne n'est capable de la servir avec plus de zèle, je lui demande la permission de me retirer dans mon diocèse; là, dans le calme de ma conscience, j'attendrai les ordres de Votre Majesté, peut-être les circonstances me fourniront-elles l'occasion de lui être plus agréable, et en même temps plus utile à l'Eglise: ces deux objets furent toujours le principe de mes intentions.

Mon cousin, le 7 février, un contrat de mariage entre moi et l'archiduchesse Marie-Louise, fille de l'empereur d'Autriche, a été signé à Paris. J'apprends au moment même que les ratifications ont été échangées le 16 à Vienne. Je ne perds pas un moment à vous en faire part.

Nap. au  
card. Fesch.  
Paris,  
23 fév. 1810.

# CORRESPONDANCE. — 1810.

« Sire, M. le duc de Bassano me demande, au  
de Votre Majesté, mon opinion sur la nomination  
l'abbé Fiorella à l'archevêché de Florence.

« L'abbé Fiorella est un prêtre pieux, instruit  
mônier, mais fort peu sociable; il n'a pas pu  
avec ses sœurs, ni avec son frère le général;  
esprit l'entraîne à l'exagération au merv  
Depuis plusieurs années, il a des confes  
religieuses et il donne fréquemment toutes  
réveries. A Florence, il paraît son tém  
couvent à l'autre. Je ne lui connais pas les  
d'un administrateur, je pense qu'il conv  
mieux à un petit évêché comme serait celui

« La reste, Sire, il est votre admirateur, votre pré  
neur, se traînant pour vous dans toutes les sacristies  
de Rome, où il est très-connu, et sa nomination à  
une place si éminente y ferait beaucoup jaser; mais  
on trouverait tout simple qu'il fût élevé à l'épis  
copat.

« Présomant que Votre Majesté veut bien me per  
mettre de lui ouvrir mon avis sur la personne qui  
convviendrait sur le siège de Florence, je crois qu'il  
faudrait trouver un Français sachant bien l'italien,  
très-attaché à votre personne et digne de vos regards  
par sa fidélité envers vous, ses talents et ses vertus  
religieuses.

« Toutes ces qualités se trouvent réunies dans Mon  
seigneur Isoard, ex-auditeur de Rote. Ce prélat était  
appelé à Rome, le saint François. Le Pape, le sacré  
Collège, tous les ordres de cette ville l'estimaient et  
le vénéraient : les pauvres ne cessaient de remplir sa

cour, les Français se louaient de sa générosité, il faisait fort bien les honneurs de chez lui. La place d'auditeur de Rote le portait au cardinalat et, par là même, aux grandes places de l'Église : les souverains de France, d'Espagne et d'Italie donnaient aux auditeurs de Rote les plus grands archevêchés et les plus riches abbayes, témoin le cardinal Despuig, qui fut élevé au siège archiépiscopal de Séville. Cette nomination serait très-approuvée en Italie.

Monseigneur Isoard ne connaît pas ce que j'écris : il m'en voudrait s'il savait que je l'ai proposé à Votre Majesté ; mais il acceptera, si elle le juge convenable.

Il n'est pas encore prêtre, mais simple tonsuré, parce qu'il redoute les obligations de ce ministère ; mais il est prêtre depuis son adolescence par la pureté de ses mœurs, par son zèle, par l'exercice de toutes les vertus sacerdotales ; il est prêtre par ses connaissances religieuses et ecclésiastiques. Il fit, dans le temps, son séminaire avec moi ; il est instruit sans orgueil et religieux sans bigotisme : il est prêtre par son désintéressement, par sa charité et par l'esprit de justice qui domine en lui. Les évêques de France le connaissent pleinement, puisqu'il a rempli une charge contre laquelle aucun d'eux n'aurait dédaigné de permuter. D'ailleurs, c'est un homme à qui Votre Majesté ne peut pas refuser une pension considérable, puisqu'il ne pourrait pas remplir toute autre place qui le ferait déchoir de son ancienne dignité, et il est constant qu'à Rome il avait le pas immédiatement après les cardinaux.

Si Votre Majesté voulait choisir un évêque français



Mon cousin, je vous prie de me remettre une  
note sur ce qui manque pour compléter l'or-  
ganisation de la Corse. Il paraît qu'il n'y a ni conseils  
département, ni collèges électoraux, ni députés  
Corps législatif.

Remettez-moi les décrets que j'ai pris, concernant  
certains établissements qui n'ont pas été faits. »

Nap. au  
card. Fesch.  
Saint-Cloud,  
23 août 1810.

Mon cousin, je vous prie de me renvoyer par le  
cours les pièces que je vous ai remises hier et de  
ne pas garder de copie. Je désire que vous ne teniez  
aujourd'hui l'assemblée des quatre évêques. Je  
veux commencer ces démarches qu'après que  
j'aurai les signatures d'adhésion aux propositions  
préconisées, de sorte que ces démarches ne puis-  
sent pas être considérées comme un nouveau *mezzo*  
*mine* occasionné par la résistance de la minorité ;  
je permettrai donc aucune démarche jusqu'à ce  
que la grande majorité des évêques ait adhéré comme  
il l'a fait tous ceux d'Italie. Si pourtant quatre ou cinq  
d'entre eux ne le voulaient pas, je ne ferais pas dépendre  
la mesure de cette opposition. Je désire donc que vous  
obteniez votre adhésion et que vous disiez aux évêques

Nap. au  
card. Fesch.  
Trianon.  
22 juill. 1810.

l'Église l'ennie a le droit de se sauver et de pourvoir aux circonstances extraordinaires. Enfin arrangez leur opinion de la manière la plus convenable. Il est bien évident aujourd'hui que le rapporteur n'a pas fait son rapport conformément à l'opinion de la commission. Cette adhésion est importante, je pense que vous ferez tout ce qui est convenable pour y conduire tout le monde. Faites votre adhésion d'une manière claire et forte en chose, dans le genre de celle du cardinal Cambacérès, et fondée sur d'autres principes. Je désire que vous y disiez « que rien ne peut autoriser le refus de l'institution des évêques, si ce n'est l'indignité des individus ; mais qu'alors les formes sont prescrites ; qu'aucune circonstance quelconque ne peut exposer l'Église à être privée d'évêques, etc. » — Ne venez qu'après que votre déclaration sera faite et que les évêques et les cardinaux du comité auront également adhéré. Jusque-là ne parlez de rien, il faut encore laisser écouler quelques jours.

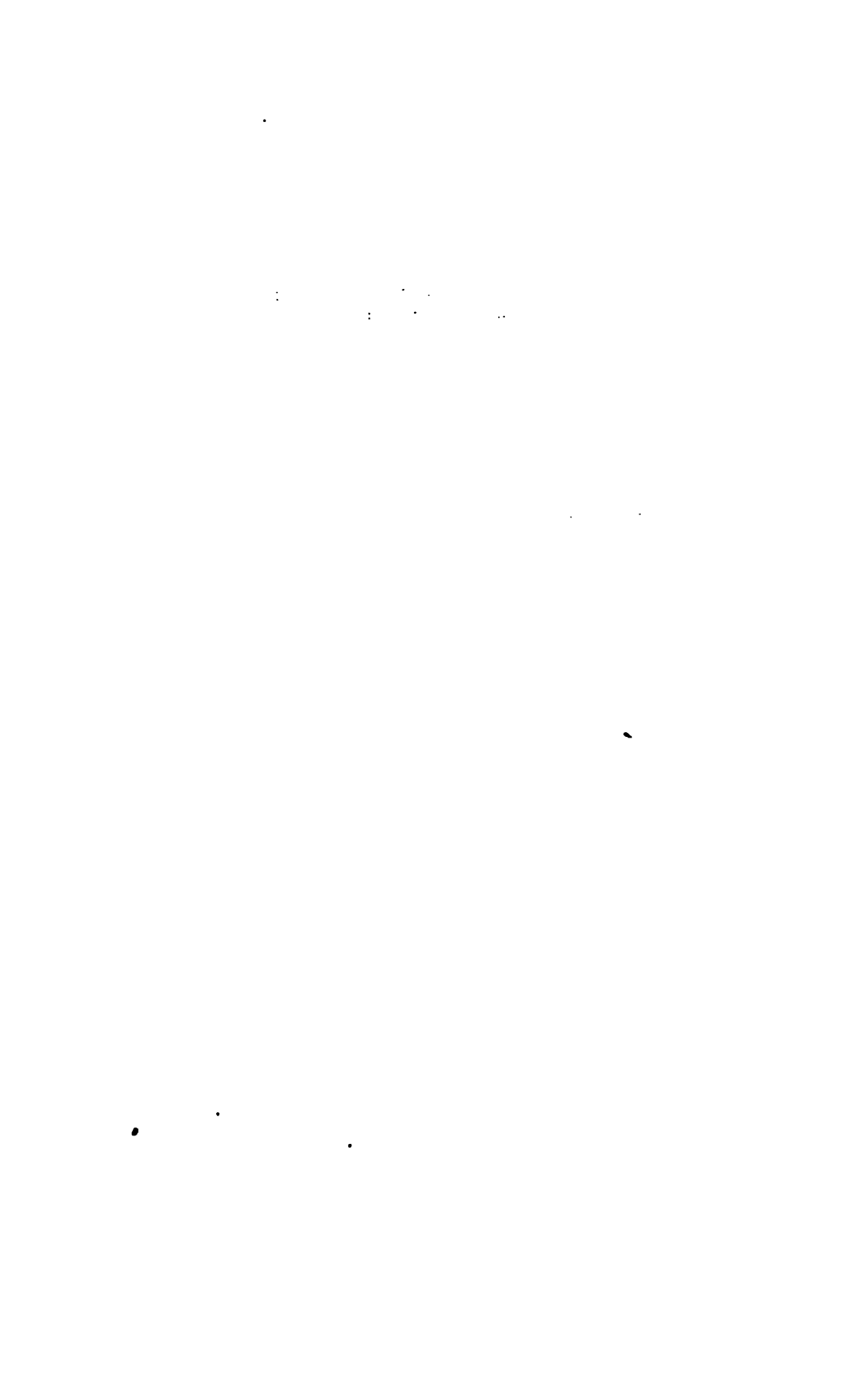
FIN DE LA CORRESPONDANCE ENTRE L'EMPEREUR ET LE  
CARDINAL FESCH.

Ici s'arrête la correspondance de Napoléon et du cardinal Fesch, classée dans les papiers du roi Joseph. Nous avons pensé qu'elle pouvait éclaircir quelques doutes historiques, jeter un grand jour sur

deu devoir être très-sobre de réflexions.

Il est de la nature de l'homme d'être sensible à tout ce qui le touche, et de se laisser aller à toutes les impressions de son cœur. Mais il est aussi de la nature de l'homme d'être raisonnable, et de se gouverner par la raison. C'est pourquoi il faut que l'homme se donne la peine de réfléchir sur ses actions, et de se rendre compte de lui-même. C'est ce que les philosophes ont appelé la méthode de Descartes, et qui est la base de toute science véritable. C'est aussi ce que les hommes de bien ont toujours pratiqué, et qui est la source de toute sagesse et de toute vertu.

LES DEUX PREMIERS LIVRES DE LA MÉTHODE DE DESCARTES  
PAR LE MÊME AUTEUR





# **CONVENTION DE PARIS**

**ENTRE**

**LA FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

**SIGNÉE A MORTFONTAINE**

**Le 30 septembre 1800.**





# CONVENTION DE PARIS

ENTRE

FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

SIGNÉE A MORTFONTAINE

Le 30 septembre 1800.

Après la guerre de l'indépendance en Amérique, au règne de Louis XVI, un traité d'amitié portant la date du 6 février 1778 fut conclu à Paris entre le roi de France et la nouvelle république des États-Unis.

Il fut stipulé : que l'une des deux puissances contractantes n'accorderait aucune *faveur particulière* à d'autres nations, en fait de commerce et de navigation, qu'elle *ne devienne aussitôt commune* à l'autre partie ; que ces deux puissances auraient le droit de *pavillon neutre* en temps de guerre, et la liberté de commerce avec l'ennemi, à l'exception des mar-

Unis publia une déclaration de neutralité portee date du 22 avril de la même année, en vertu de laquelle les citoyens durent s'abstenir de transporter à l'une des puissances belligérantes aucun des articles reconnus de contrebande.

Garanti par cette neutralité, le peuple des États-Unis entama un commerce des plus actifs avec la Grande-Bretagne, et bientôt cette nation, qui devait en partie son indépendance, oublier ses griefs avec l'Angleterre, sa reconnaissance envers la France, s'éloigna de nous pour se rapprocher des Anglais, obéissant à un intérêt purement mercantile. Le 19 novembre 1794, le gouvernement des États-Unis signa avec celui de la Grande-Bretagne à Londres, un traité *d'amitié, de commerce et de navigation*.

Il y était stipulé, entre autres conventions, que les citoyens de la république des États-Unis auraient le droit de transporter de chez eux, dans les îles anglaises, sur leurs propres vaisseaux, tous les produits du crû ou de l'industrie de leur pays, qu'il leur était *légal aux vaisseaux anglais d'y introduire*, et non-seulement pendant tout le temps de la paix avec la France, mais pendant deux années de guerre, que dans le cas où des vaisseaux seraient pris ou détruits comme ayant à bord des articles de contrebande de guerre, les vaisseaux seraient amenés au port le plus voisin et le plus convenable; et si quelque propriété de l'ennemi était trouvée à bord, *la partie seulement appartenant à l'ennemi serait confisquée*, puis les vaisseaux remis en l'état.

principe que le pavillon couvre la marchandise, par ce fait même, son traité de 1778 avec l'Angleterre.

Le traité de 1794 fut tenu secret pendant près de deux années. En 1796 seulement, il fut connu en France, où il excita un juste et grand mécontentement.

Le Directoire déclara immédiatement, par son arrêté du 2 juillet 1796, que le gouvernement français se conduirait à l'égard des bâtiments américains de la même manière que les Anglais. Il signifia cet arrêté au président des États-Unis, M. *Adet*, ministre de France.

En novembre de la même année 1796, M. *Pickering*, secrétaire d'État de la république des États-Unis, répondit au Directoire en donnant d'assez bonnes raisons pour expliquer la conduite de son gouvernement.

M. *Pickering* riposta par son mémoire contenant des faits réels, et les choses s'étant envenimées de plus en plus, le 15 de ce même mois de novembre, le ministre français notifia à M. *Pickering*



soit des *fabriques*, soit du *commerce anglais*, était prohibée, tant par mer que par terre.

C'était porter un coup des plus graves aussi bien à l'industrie anglaise qu'au commerce des États-Unis.

Les deux républiques française et des États-Unis n'étaient pas encore en guerre ouverte, mais il s'en fallait de bien peu.

À la fin de 1796, le président des États-Unis songea sérieusement à faire cesser cet état de choses; il envoya à Paris un nouveau ministre nommé M. Pinkney, et rappela l'ancien ministre, M. Monroe. Le Directoire refusa de reconnaître ce nouvel envoyé jusqu'à ce que le gouvernement américain eût le droit aux réclamations du gouvernement français, et peu de temps après, poussant les choses à l'extrême, il ordonna à M. Pinkney de quitter le territoire de la république.

Le procédé était outrageant. Non content de cela à l'audience de congé de M. Monroe, Barras lui adressa un discours plein d'expressions choquantes pour le gouvernement des États-Unis, que le Directoire affectait de séparer du peuple lui-même. Mais ce qui, plus encore que le procédé et le discours, exaspéra les Américains, ce fut un nouveau décret en date du 2 mars 1797, par lequel le Directoire exécutif, s'appuyant sur cette clause du traité de 1778, que les dispositions stipulées en faveur de l'une des deux nations devaient l'être également en faveur de la nation française, déclarait certains points de ce traité modifiés.



essayer encore de conjurer l'orage, envoya  
des ministres plénipotentiaires, qui arrivèrent à  
Paris en octobre 1797 pour arranger les différends à  
table.

La mission de ces nouveaux ministres donna lieu  
à des intrigues dans lesquelles plusieurs membres  
du Directoire jouèrent un rôle des moins honora-

bles. Les négociations n'aboutirent à rien, et les prépa-  
ratifs de guerre continuèrent en Amérique.

Le gouvernement des États-Unis fit publier, le  
1<sup>er</sup> juillet 1798, une loi qui déclarait le pays délivré  
de tout droit et exonéré des stipulations des traités con-  
clus avec la France.

A partir de cette époque, il régna entre les deux  
pays une grande animosité; des lettres de mar-  
teaux contre les Français furent délivrées aux États-  
Unis; la guerre, cependant, ne fut pas déclarée.

Les choses en étaient à ce point, lorsqu'au mois de  
septembre 1798, le Directoire désirant de son côté  
mettre fin à nos dissidences avec les États-Unis d'A-  
mérique, fit un pas pour engager le président à en-

Le président des Etats-Unis accepta les ouvertures qui étaient faites et chargea ce même M. Murray de partir pour Paris. Bientôt après, il lui adjoignit messieurs Olivier Elsworth et Patrick Henry, mais il ne connut au gouvernement français, que les envoyés ne se rendraient à leur destination qu'après une assurance formelle donnée par le Directoire, qu'ils jouiraient de toutes les prérogatives attachées au caractère dont ils étaient revêtus, et lorsque des ministres plénipotentiaires auraient été désignés pour traiter avec eux.

Ces assurances ayant été données par le Directoire, les trois ministres américains, MM. Murray, Elsworth et Davie (ce dernier avait remplacé M. Henry), reçurent ordre le 3 décembre 1799 de se rendre en France. Ils y arrivèrent à la fin de février. Le gouvernement directorial avait fait place au gouvernement consulaire, et trois conseillers d'Etat, MM. Joseph Bonaparte, de Fleurien et Roederer, avaient été désignés pour entrer en négociation avec eux ; M. Pichon, par lettre en date du 29 mars 1800, fut nommé secrétaire de la commission.

Le 15 mars, quelques jours après leur arrivée à Paris, les ministres américains adressèrent la lettre suivante aux plénipotentiaires français :

« Les soussignés ont la satisfaction d'apprendre, par une lettre du ministre des relations extérieures en date du 9 mars, qu'ils ont été agréés comme ministres plénipotentiaires, pour négocier avec eux sur les différends existants entre la république française et les Etats-Unis.

le phénomène d'une mésintelligence entre la République française et les Etats-Unis disparaît. Ils auront l'honneur de se trouver avec les plénipotentiaires de la République française et au lieu qu'ils voudront indiquer, pour les pouvoirs et pour savoir dans quel temps tiendra de commencer la négociation, ils offrent aux ministres les assurances de leur médiation. »

Les ministres plénipotentiaires américains arrivèrent en France avec des dispositions différentes et peu favorables à la négociation.

*Vans-Murray*, homme sage, fort économe, d'un esprit délié, ambassadeur à la Haye depuis longtemps, était très-attaché à l'Angleterre dont il avait dirigé les opérations commerciales avec la France. Il avait peu de fortune, était versé dans les lois et jouissait d'une grande considération en Angleterre dont il était un des membres les plus éminents. Toutes ces considérations le rendaient difficile au parti de la France.

*Wadsworth*, d'un caractère sage, affichait une fermeté de principes. Ses ennemis l'accusaient très-fin, de manquer de franchise en

et affichait comme ses deux autres collègues un grand éloignement pour les formes démocratiques. Il était incontestablement l'âme de cette députation. Disposé à traiter, on pensait qu'il porterait ses vues très-haut et mettrait une grande constance, une persévérance lente et calculée dans les négociations. Quoique fédéraliste ainsi que les autres membres, il était fort disposé à approuver la forme du nouveau gouvernement français (1).

Né dans le Connecticut, jouissant d'une grande fortune, d'une haute considération dans la magistrature, ayant passé par tous les échelons civils, administratifs et judiciaires, il était devenu grand juge : c'était en un mot un homme considérable.

*William Richardson Davie* avait un caractère tout autre que celui de ses deux collègues. Il était français loyal; ayant fait la guerre avec les Français, il avait été leur grand ami jusqu'au moment où les excès de la révolution, les vexations exercées contre ses compatriotes vinrent refroidir son zèle à leur égard. Aussi quoiqu'étant du parti anglais, il était facile à ramener. Le gouvernement nouveau lui était très-sympathique; il détestait le Directoire. Davie possédait une immense fortune et une considération non moins grande. Jadis officier général, pendant la guerre de la révolution d'Amérique où il avait été blessé, il avait occupé depuis les postes les plus honorables. Il était un des hommes chargés de la révision de la constitution, il

(1) Lorsque les ministres américains partirent de Philadelphie, le gouvernement des directeurs subsistait encore en France.

ces deux camps se réunirent en disant que sa saine et  
sagesse s'y opposaient absolument.

Trois hommes importants étaient partis d'Amé-  
ric en octobre, bien persuadés qu'ils allaient trou-  
ver la république anéantie en France, et qu'ils n'au-  
raient pas même à traiter avec elle. Ils mouillèrent  
à Lisbonne, dans le but de temporiser, de prendre  
du temps. Ils furent très-étonnés d'apprendre dans cette  
ville le retour du général Bonaparte sur le continent,  
et le nouveau gouvernement qui venait d'être établi sous la  
forme consulaire. Le nom de Bonaparte était en haute  
réputation dans les Etats-Unis d'Amérique, ils  
étaient donc fort heureux d'avoir à traiter avec ce  
grand chef de la nation française. Toutefois, ils  
eurent le devoir de demander de nouvelles instructions  
et partirent dans ce sens à leur gouvernement. Ils  
allèrent à Lisbonne et mirent dans leur voyage une  
escale calculée, afin de n'être pas longtemps à Paris  
après le départ d'Amérique.

On a vu par ce que nous avons dit plus haut, ces  
hommes étaient peu favorables aux négociations  
qui allaient s'ouvrir, mais beaucoup de choses modi-  
fièrent leurs dispositions. La conduite de la France à



laquelle ils furent accueillis et traités par le premier Consul, son nom qu'ils respectaient, les séductions dont ils furent entourés par le ministre des affaires étrangères, Talleyrand, les firent revenir sur leurs préventions. Toutefois à peine à Paris, ils montrèrent une prédilection tellement marquée pour ceux de leurs concitoyens qui avaient manifesté une opinion favorable à l'Angleterre, un tel éloignement pour ceux, au contraire, qui étaient partisans de la France, qu'il pouvait raisonnablement craindre beaucoup de difficultés de leur part, et surtout une grande lenteur dans les négociations.

Avant de commencer le récit de ces négociations qui se terminèrent par la convention de Paris, nous croyons utile de donner les curieuses et sages instructions envoyées par Talleyrand aux trois plénipotentiaires français, et le rapport fait par ces ministres lorsqu'ils eurent étudié à fond la question américaine.

Voici les instructions.

« Il n'est pas vrai de dire que la politique ne s'établit que sur des combinaisons d'intérêt. Les rapports qui existent entre les peuples sont souvent calculés en sens inverse de leurs vrais avantages, parce que les hommes qui les gouvernent portent dans la conduite des affaires publiques les préventions, la prévention et les passions qui les égarent dans la poursuite de leurs propres intérêts.

Si toutes les pages de l'histoire ne fournissaient la preuve de cette observation, si aux yeux de tous les esprits justes elle n'était une vérité triviale, on ne

à s'aigrir, à se nuire, comme pour donner  
à un ennemi commun, l'espoir de voir éclater  
une rupture qui ne pouvait profiter qu'à

rai qu'à dater de la dernière époque, ce n'est  
gouvernement de la république qu'il faut im-  
voir prolongé, jusqu'à ce jour, le danger et  
une mésintelligence impolitique autant que  
L'obstination du gouvernement américain  
défiantes et malveillantes dispositions ; l'ob-  
du Corps Législatif de France dans l'injustice  
ment agressive de sa législation maritime,  
étué les causes de l'éloignement. Mais avant  
es deux gouvernements ont tout à se repro-  
geants, dissimulés l'un à l'égard de l'autre,  
à s'offenser mutuellement, et se trouvant  
la moindre apparence d'injure ; interprétant,  
extrême rigueur, tout ce qui pouvait inspirer  
quelque inquiétude sur les intentions de l'au-  
gouvernement français a semblé croire que  
ne avait envie d'entrer dans la coalition pour  
ser ensuite sous la domination immédiate des

existèrent cependant, dans l'esprit des gouvernants, de leurs ministres, de leurs agents, et ce qui est vraiment déplorable, c'est que, malgré tous les motifs que les deux peuples ont de s'aimer et les deux gouvernements de s'entendre, le crédit que ces deux suppositions eurent sur la méfiante croyance de quelques hommes, eût pu, sans la distance qui sépare les deux pays, et sans une foule de causes et de circonstances locales qui rendent une guerre entre les deux nations géographiquement impossible, les entraîner à donner à l'Angleterre le spectacle de deux républiques, qui se sont formées en dépit de son orgueil et de son ambition, se déchaînant l'une contre l'autre, à peu d'années de leur naissance, comme pour expier envers elle le tort de s'être constituées sans son aveu.

Il faut le dire, la ligne suivie par le gouvernement de la République, depuis l'arrivée des trois derniers ministres américains, a été celle de la conciliation, de l'oubli des griefs, d'une combinaison libérale des redressements mutuels. Je n'excepterai des mesures prises par l'ancien Directoire que le refus d'entendre collectivement les trois envoyés; mais l'offre positivement et itérativement répétée d'écouter un des trois, la faculté que cet envoyé pouvait trouver dans ses pouvoirs, de déférer à ce système de négociation; toutes les facilités qui furent présentées pour concilier à cet égard la plus exigeante responsabilité avec l'intérêt pressant de travailler à l'œuvre instantane de rapprochement, toutes ces choses rejettent sur le gouvernement américain le reproche d'avoir prolongé

récapituleraï pas dans ces instructions l'histoire des démêlés; le développement parallèle des faits que nous avons à faire et de ceux que nous avons à réfuter ne donnerait pas une idée assez précise, à moins que la multitude de ces faits, et des circonstances, et leurs preuves ne fussent accumulées sur le tableau : ces instructions seraient alors un catalogue, et cette histoire n'offrant que des griefs sur un certain jour, sont odieux, et sous un jour burlesque, l'objet de la négociation se perdrait dans l'expression constante et fâcheuse que ces griefs laissent dans l'esprit des négociateurs. Il vaut mieux en venir tout de suite à cet objet, pour nous le présent et l'avenir, c'est-à-dire, pour ce qui est accessible aux vues de la prudence, tout ce qui peut entrer dans le domaine de la justice.

Enfin, comme il faut que la connaissance des griefs ne soit pas étrangère aux commis du commerce; comme les uns seront pour eux des griefs avec lesquelles ils auront à se défendre, et les autres des armes dont ils auront à repousser les griefs, il faut d'en venir à l'exposition de l'objet de la

Ces sources sont dans la foule des pièces qui posent la correspondance officielle du départ avec les Etats-Unis d'Amérique. Je leur désigne celles dont la lecture me paraît indispensable suffiront, je pense, pour leur donner toutes les lumières nécessaires sur les diverses périodes de discussion qu'ils sont chargés de terminer.

1° Traité d'alliance et traité d'amitié et de commerce entre la France et les Etats-Unis (6 février 1778).

2° Convention consulaire entre la France et les Etats-Unis (14 novembre 1788).

Ces pièces ont fixé les bases des rapports politiques et commerciaux qui doivent unir les peuples, leurs droits et leurs devoirs respectifs sont déterminés. C'est dans cette disposition qu'il faut être cherchée la règle qui doit décider des prétentions et des prétentions réciproques.

Les articles 6 et 11 du traité d'alliance, les articles 2, 7, 12, 13, 14, 17, 21, 22, 24 et 25 du traité d'amitié et de commerce, les articles 5, 9, 12 et 15 de la convention consulaire doivent être particulièrement examinés. C'est à ces articles que se rapportent les réclamations qui se sont élevées pendant la durée de la mésintelligence des deux gouvernements etc'est par leur véritable interprétation que les réclamations doivent être décidées.

3° Les instructions données par le conseil exécutif en décembre 1792, au citoyen Genest, ministre plénipotentiaire de la république aux Etats-Unis.

4° Le supplément à ces instructions.

Il est incontestable que ces instructions



impudemment données et impolitiquement conçues.

Le premier mémoire et le supplément se contredisaient, elles recommandent au ministre français le respect des droits politiques et lui en prescrivent la violation. Elles autorisèrent donc de sa part des démarches qui firent concevoir la crainte, qu'en France, on eût en vue d'ébranler la stabilité de la constitution américaine. De l'indiscrétion de quelques mesures, et de l'irritation personnelle qui en fut la suite, dût résulter cet état mutuel de susceptibilité qui fit qu'au lieu de s'expliquer, on ne fit qu'opposer des demandes à des demandes, des récriminations à des plaintes, et qu'on ne trouva pas la solution que personne ne semblait chercher.

5<sup>e</sup> Instructions données le 25 brumaire an II aux commissaires du conseil exécutif allant en Amérique.

Les instructions et les arrêtés à l'appui ne furent pas beaucoup plus réfléchies que celles données au citoyen Genest. Des concessions excessives sur le sens de deux articles importants du traité de commerce sur les armements et les prises, enhardirent le gouvernement américain et ne le rassurèrent pas sur les craintes chimériques du propagandisme français. Les ordres donnés aux ministres français de s'abstenir de tout ce qui pourrait lui donner de l'ombrage, ne pouvaient s'accorder avec ceux de surveiller et d'entraver ses rapports avec le gouvernement anglais. Les sources de plaintes et les causes de susceptibilité restèrent entières. La condescendance des agents français fut reçue comme un aveu des torts français; leur vigilance et leur zèle furent re-

gardés comme de nouveaux torts, et le traité d'avec l'Angleterre fut la conséquence de la telligence prolongée.

6° Instructions données au citoyen Adet, par le comité de salut public le 3 brumaire an III. On s'il est possible encore, moins de connaissance de localités et causes primitives et permanentes, de différends et des moyens de se rapprocher, dans ces instructions que dans les précédentes. Il ne paraît pas que le comité de salut public, à cette époque eut autre chose en vue que de changer la légation de mobiliser la dette existante et d'en créer une autre par la voie impossible d'un emprunt.

7° Note du citoyen Charles Lacroix, du 19 ventôse an IV.

Ici les ministres plénipotentiaires verront pour la première fois la série des griefs de la France, car les pièces précédentes n'ont dû leur faire présumer que les griefs des Américains. Ces griefs sont exposés plus en détail dans la pièce suivante.

8° Déclaration du citoyen Adet, ministre de la république au gouvernement américain, du 25 brumaire an V.

Elle est un résumé des dénonciations successivement consignées dans la correspondance des légations de la république contre le gouvernement fédéral; les faits et les circonstances les plus graves des réclamations françaises trouvent leurs preuves dans une multitude de documents qui ont été envoyés au département ou qui sont restés dans les archives de la légation de Philadelphie.

## CONVENTION DE PARIS.

9<sup>e</sup> Lettre de M. Pickering, secrétaire d'État du président des États-Unis à M. Monroe, membre américain à Paris.

Cette pièce, publiée par le gouvernement américain, est un tableau parallèle de ses griefs; fi dans la défense, assez forte dans l'attaque, peu surée dans l'expression, elle est devenue par sa blicité une sorte d'injure diplomatique adressée au gouvernement français.

10<sup>e</sup> Mémoire de MM. Pinckney, Marshall et Gerry, ministres américains, au ministère des relations extérieures du 28 nivôse an 6.

Répétition étendue et développée de la lettre de M. Pickering dans un ton plus convenable et des pressions plus mesurées. Cette pièce est une récapitulation complète de toutes les prétentions encore existantes du gouvernement américain. S'il fallait recommencer une polémique superflue sur les offenses réciproques, c'est sur une réfutation détaillée de ce mémoire qu'il faudrait l'établir.

11<sup>e</sup> Instructions du président des États-Unis aux commissaires américains, M. Pinckney, Marshall et Gerry.

Le mémoire ci-dessus ne permettait pas de présumer que les trois commissaires eussent des instructions aussi étendues : si le refus de traiter avec deux des trois commissaires n'eût pas mis leur susceptibilité à la place du sentiment de leur devoir, ou si celui des trois avec lequel le Directoire consentait à suivre la négociation eût eu plus de caractère, le rapprochement des deux peuples aurait pu s'opérer dans le cours de l'an VI.

12° Correspondance du ministre des relations extérieures avec M. Gerry.

Les lettres du ministre des 22 et 30 prairial, des 9 et 18 messidor, celle surtout du 24 messidor dont la publication en Amérique contribua puissamment à dessiller les yeux des habitants des États-Unis presque fanatisés par l'effet d'une insupportable intrigue; celles enfin des 4 et 16 thermidor doivent être lues attentivement. Elles constatent la part du gouvernement de la République, des positions que rien n'a changées et qui, par leur sévérité et leur éclat, ont enfin triomphé de l'opposition du gouvernement des États-Unis.

13° Correspondance du citoyen Pichon, secrétaire de légation en Hollande, avec le ministre des relations extérieures.

Cette correspondance est de la part du citoyen Pichon le compte rendu de quelques conversations autorisées avec M. Murray, ministre des États-Unis à La Haye; elle donne une idée favorable de ce ministre, elle indique la source de ses méprises, de celles de son gouvernement, de celles de ses compatriotes; c'est à cette suite de démarches dirigées par le ministre et sagement suivies par le citoyen Pichon doit être principalement attribué le succès de mesures conciliatrices qui ont été prises pour amener le gouvernement au sentiment de ses obligations et de ses intérêts.

14° Rapports au Directoire exécutif des 12 prairial, 9 thermidor an VI, et des 26 pluviôse et 22 ventôse an VII.

## CONVENTION DE PARIS.

Le premier de ces rapports dévoile le jeu d'intrigue qui égara les ministres américains, et laquelle deux d'entre eux trouvèrent un moyen de satisfaire les ressentiments de leur vanité blessée, d'intéresser la sensibilité de leurs concitoyens à la mortification de leur ren-

Les autres constatent la manière éhémère par laquelle la France de se rattacher à ces moyens de rapprochement, et de mettre à profit jusqu'aux derniers sorts mis sans cesse en jeu par les ennemis des peuples, pour faire de ces instrumens des instrumens de concorde et des instrumens de réconciliation.

La lecture de ces pièces sera, pour les ministres plénipotentiaires français, un préliminaire d'instruction dans lequel leur sagacité ne manquera pas de leur faire discerner que tout ce qui est d'irritation et de susceptibilité diplomatique appartient aux hommes et aux temps passés; que tout ce qui est d'intérêt politique et commercial doit être isolé et devenir l'objet d'un contentieux dont la discussion demandera de leur part tout l'usage de leur discernement, de leur fermeté et de leur prudence. Ceci me ramène au point de faire l'indication des pièces dont j'ai recommandé la lecture aux ministres plénipotentiaires. Ce point est de leur faire connaître le véritable objet de la négociation.

L'objet de la négociation peut être considéré comme se reportant sur les trois périodes du temps: passé, présent et à venir.

L'objet de la négociation, considéré sous le point de vue du passé, doit être de notre part de rappeler



les obligations qui furent contractées au temps de l'affermissement de l'indépendance américaine et de rasseoir les rapports politiques qui naquirent de la réciprocité de ces obligations.

Il faut observer que la réciprocité de ces obligations a un peu changé d'aspect depuis l'époque où elles furent contractées; alors elles étaient plus onéreuses que profitables à la France. Alors, dans elles, tout était avantage, secours, sauvegarde pour les Américains.

Les rapports politiques de la France à l'époque de l'établissement de la nation américaine, étaient le bouclier qui défendait sa faiblesse, la lisière qui dirigeait sa marche incertaine au travers de tous les écueils que lui offrait la carrière dans laquelle elle allait se lancer.

Aujourd'hui, sa marche est assurée. Elle a l'expérience de tous les risques, de tous les obstacles qu'une nation doit éviter ou vaincre dans le cours de son existence politique.

Elle s'est livrée avec succès à l'essor de sa naissante activité. Elle a des intérêts, des droits, des rapports, dans l'ensemble des intérêts, des droits et des rapports qui composent l'industrie et la politique générale. L'alliance de la République française se présente donc moins aux yeux des Américains, sous le point de vue du patronage, elle prend davantage l'aspect d'un engagement dont l'égoïsme national cherche à peser en même temps et les avantages et les inconvénients.

L'objet de la négociation, sous le point de vue du

passé, doit donc être de notre part de faire entrer dans le calcul des avantages de notre alliance en faveur des Américains, ceux qu'ils en ont déjà retirés comme ceux qu'ils en retirent, sans recourir, à cet égard, aux considérations morales et de sensibilité qui, dans les discussions politiques, n'ont pas tout le poids qu'elles devraient avoir. Il faut que les plénipotentiaires américains soient rappelés à la considération de l'honneur politique, dont la conservation est un devoir pour toutes les nations et une sorte de besoin pour celles qui doivent leur naissance au développement des maximes libérales et à la pratique des vertus que recommandent l'amour et la jouissance de la liberté.

L'objet de la négociation, sous le point de vue du présent, doit être, de la part des Américains, de faire cesser un état de mésintelligence qui expose leur politique à marcher sans guide et sans plan fixe dans les voies embarrassées et obscures de la politique européenne, et leur commerce à toutes les violences d'une guerre dans laquelle tant d'injustices provoquent l'irritation, multiplient les défiances et conduisent à des actes d'inimitié.

L'objet de la négociation, sous le point de vue du présent, doit être, de la part de la France, de désabuser l'Amérique de ses préventions, de la délivrer des frayeurs qui la subordonnent aux suggestions d'une puissance ennemie, de mettre fin au scandale que présente au monde le spectacle de deux nations indépendantes se querellant sans sujet, s'aigrissant de plus en plus par la seule cause de la durée de leurs

querelles et prêtes sans cesse à en venir aux mains, si la nature, qui les a placées à une grande distance l'une de l'autre, ne les avait mises dans une sorte d'impossibilité géographique de faire éclater leurs brouilleries autrement que par le vain bruit des débats de leurs ambassadeurs.

L'objet des négociations, sous le point de vue de l'avenir, est celui sur lequel les ministres plénipotentiaires de la République doivent le plus arrêter leur attention.

La position actuelle de l'Amérique, ses progrès passés, le facile et rapide développement des ressources qu'elle retire de la nature, du caractère de ses habitants, de la perfectibilité de ses moyens locaux, de la dégénération et de la décadence des nations européennes, nous donnent aujourd'hui plus de facilité pour calculer les périodes futures de son accroissement et pour nous assurer que, s'ils doivent s'arrêter à un terme, ce ne sera qu'après avoir parcouru tous les degrés de force, de population et de richesse dont est susceptible une nation si avantageusement située, et constituée sur d'aussi heureuses et aussi solides bases. Il ne sera pas inutile, cependant, de revenir un moment à l'époque où la France, en reconnaissant l'indépendance des États-Unis, fixa leur existence politique par ses doubles traités d'alliance et de commerce de 1778, et sembla dévoiler au monde, quelle serait la destinée de ce peuple et quelles étaient les vues qu'elle avait sur lui.

La France, alors, avait en vue sept objets principaux :

1° De séparer les États-Unis de leur ancienne mère-

river désormais l'Angleterre de la masse  
nce qui devait de plus en plus résulter  
ps de temps de leur développement pro-

uter ainsi à la sûreté des colonies françaises  
des d'Amérique, que l'Angleterre ne peut  
r ses seuls moyens, qu'elle avait entamées  
erre de 1755 avec le secours encore faible  
Américains, qu'elle ne pouvait manquer de  
plus tard en disposant de leurs forces ;  
ner chez les Américains le commerce jus-  
lusif de l'Angleterre, en ouvrant leurs rela-  
tes avec toutes les nations, en leur rendant  
le se livrer aux branches d'industrie que  
fait la mère-patrie ;

Ilr surtout avec les Américains des échan-  
merce utiles à la France et avec ses colo-

mettre en mesure de les attacher à son  
litique, en provoquant entre eux et l'An-  
s rivalités au sujet du commerce de la  
des pêcheries, des possessions limi-

Exposer les vues de la France au moment des stipulations qui lièrent les deux peuples, c'est dire quelles doivent être les vues de son gouvernement dans le moment présent. Tout ce qui s'est passé depuis, a justifié ces vues et donné plus de force encore aux motifs qui les érigèrent en principes de conduite et en firent ressortir les rapports qui doivent exister entre les deux pays.

J'observerai que le premier et le dernier des sept objets ci-dessus indiqués, se fortifient l'un par l'autre et font sentir combien il a été, combien il est d'une bonne politique de ne pas entraîner les Américains dans la guerre que la République soutient contre l'Angleterre. La guerre actuelle, à sa naissance, a mis en discussion le sort de la révolution française; engager les Américains dans ses chances, c'eût été remettre en discussion la cause de leur indépendance. Il se formera sans doute un jour dans le système des rivalités politiques un intérêt fédératif des républiques, et un intérêt fédératif des monarchies, comme après le traité de Westphalie il se forma une opposition de l'intérêt protestant et de l'intérêt catholique. Alors, l'Amérique, libre et puissante, sera appelée, par le sentiment même de ses forces, à la défense de la cause commune. Aujourd'hui, et sa faiblesse et son inexpérience lui défendent d'aspirer à une gloire précoce, qui ne saurait compenser, ni pour elle ni pour ses amis, les pertes certaines qu'elle essuierait et les dangers qu'elle aurait à courir.

Le deuxième objet s'agrandit aux yeux de la prévoyance, quand on songe que, depuis vingt ans, le



commerce américain s'est porté aux extrémités les plus reculées, s'est étendu sur toutes les parties du monde; que son tonnage égalera bientôt celui de l'Angleterre; que l'exploitation de ses bois consolera de la destruction totale du commerce du Nord; que le nombre des habitants des Etats-Unis est plus que doublé depuis qu'ils forment un peuple libre, et qu'un sol d'une immense étendue, partout susceptible de navigation intérieure et de culture, y attend une population supérieure à celle de tous les États de l'Europe réunis.

Le troisième objet demande les plus sérieuses considérations. Dans le cours de la présente guerre, nos colonies ont été privées de tout approvisionnement français. L'Amérique les aurait nourries si les brigandages de nos corsaires et ceux de nos administrations ne l'avaient sans cesse éloignée; il est temps de rétablir des rapports d'un grand intérêt pour les Américains, d'un extrême besoin pour les possessions françaises en Amérique : cet objet s'agrandira encore, et pour nous et pour eux, à l'époque de la paix. Mais ce point important, tenant par sa nature à des considérations d'administration maritime, les ministres plénipotentiaires sentiront la nécessité de ne former sur ce point aucun engagement nouveau, tout ce qui est dans les traités peut être admis dans la discussion sans aucune réserve : de nouveaux avantages à accorder aux Américains relativement au commerce colonial après la paix, ne peuvent qu'être mis en avant, comme une perspective d'espérance et de concession éventuelle.

Le quatrième objet a principalement servi de motif au traité de commerce et à la convention consulaire ; en traçant plus bas la marche que les négociations auront à suivre dans les progrès de la discussion, je dirai quels changements l'intérêt national et les circonstances peuvent nous autoriser à faire à ces deux transactions.

Ce que j'ai dit sur le premier et sur le septième objet me dispense de m'étendre sur le sixième.

J'arrive à la marche de la discussion, je suppose les ministres plénipotentiaires pénétrés de tous les objets de la négociation dont ils sont chargés.

Ils n'auront pas de peine à sentir, comme je l'ai déjà observé, que la discussion des différends entre les deux peuples présente deux points de vue distincts :

1° Ce qui est de pure irritation, ou de susceptibilité diplomatique ;

2° Ce qui est d'intérêt national, de politique et de commerce.

Le gouvernement américain se hâta trop de proclamer une neutralité qui, dans le sens et les termes des engagements politiques des deux pays, eût dû, par un principe de bienséance, être consentie par la France et tout au moins notifiée à son gouvernement avant d'être manifestée à l'univers.

Le gouvernement américain, par le temps qu'il choisit pour cette proclamation et par les expressions dans lesquelles elle fut rédigée, lui donna le caractère d'une mesure dirigée contre les vues que les partisans de l'Angleterre attribuaient à la France, et en consacrant en quelque sorte par là ces accusations, il fit

## CONVENTION DE PARIS.

une véritable offense à la nation et au gouvernement français.

Dans les contestations qui s'élevèrent dans la République sur le sens des articles 17 et 18 du traité d'amitié, le gouvernement prit sur lui d'écider, sans concert avec le gouvernement des États-Unis, l'arrestation de la République ; il fit d'autorité saisir les prises, et désarmer des corsaires, et les consigner à la République et les déclarer hors de la République ; il fit exercer dans les États-Unis, l'avenir aucunes fonctions dans les États-Unis ; juger des procès en matière de prises par des tribunaux américains, il fit enlever et juger criminellement des citoyens originaires des États-Unis mais naturalisés français, pour avoir pris part à la cause française ; il défendit circulairement aux consuls français, et en leur adressant directement ses ordres, d'exercer des facultés que le gouvernement français, fondé sur la lettre des traités, leur avait prescrit d'exercer ; il toléra, au mépris de ces mêmes traités, la relâche, le séjour et l'armement des vaisseaux ennemis ; il fit saisir des bâtiments armés, appartenant à la République, et fit emprisonner les officiers qui les commandaient.

Au moment où le gouvernement français condescendit à toutes les demandes du gouvernement américain, en destituant tous les agents contre lesquels il avait été porté des plaintes, celui-ci ne donna aucune marque de ressentiment contre les injures multipliées que la marine anglaise faisait au pavillon américain ; bien plus, au moment de la plus grande exaltation du mécontentement public, il envoya en Angleterre un

ambassadeur chargé de négocier un traité d'amitié, et cette mesure fut présentée par lui au ministre de la République, et par son ministre au gouvernement français, comme une démarche de mécontentement dont l'objet était d'obtenir le redressement des griefs passés et d'assurer une garantie contre les torts à venir.

A une époque peu éloignée, quand l'irritation causée en France par l'offense d'une telle dissimulation et par l'éclat d'une partialité aussi injurieuse, eut disposé le gouvernement de la République à mettre moins de ménagement dans sa conduite politique à l'égard des Américains, des réclamations sans mesure et sans bienséance assaillirent de toutes parts les agents du gouvernement. La France fut présentée aux Américains comme une nation de pirates et d'ennemis du genre humain; le chef du gouvernement américain sonna l'alarme, provoqua le peuple à s'armer, invectiva publiquement le gouvernement français, et lorsque, par la résistance de l'opinion publique à ses instigations, il se vit forcé d'essayer, avant tout, des mesures de rapprochement, il sembla, par le choix de ses négociateurs et par les formes qu'il donna à la manifestation des vues de conciliation qu'il adoptait, vouloir, autant qu'il était en son pouvoir, en détruire l'effet et en empêcher le succès.

Enfin, le gouvernement américain a caché au peuple des Etats-Unis la véritable cause du non-succès de ses négociateurs, il en a imaginé une tellement chimérique, que l'absurdité en est encore plus sensible que l'offense; il a publié et réussi à faire croire que

français, résidents sur le territoire des  
de là tous les liens de fédération et d'a-  
été rompus entre les deux pays, et ceux  
la neutralité n'ont pas été respectés. Les  
Amérique se sont vus privés du droit  
y ont existé que par la tolérance du gou-

éricains attachés à la cause française ont  
à une surveillance persécutrice ; ils ont  
roit de parler et d'écrire ; les journaux, les  
du gouvernement ont eu le privilège de  
gouvernement et le peuple français. La  
éricaine est devenue l'arsenal de toutes les  
de toutes les calomnies des Anglais ; les  
te couvertes de corsaires et de vaisseaux  
éricains ; une frégate de la République a été  
prise par une frégate américaine ; des lois  
ostiles ont défendu au commerce national  
aucun objet d'approvisionnement dans les  
nçaises, et ensuite le gouvernement amé-  
me pour essayer tous les genres d'offenses,  
liquement des agents d'un agent de la Ré-



commissaires américains donnant et refusant plutôt vendant à haut prix, à des négociants français la faculté de commercer avec une colonie française.

Le développement de tous ces griefs doit être l'objet d'une première conférence. Les ministres plénipotentiaires américains leur opposeront le tableau de leurs plaintes ; elles ne seront ni moins vivaces, ni moins fondées : elles m'autorisent à croire que le gouvernement de la République, qui est étranger à ces injures passées et qui ne doit penser qu'à en prévenir le retour, trouvera de sa justice autant que de sa dignité à en demander et à en promettre l'oubli.

Quant aux principes qui ont servi de motifs ou de prétexte à ces injures et aux dommages qui en ont été le résultat, les uns et les autres doivent, après la première conférence, être l'objet principal de la deuxième. C'est sur ces deux points que les ministres plénipotentiaires doivent arrêter le plan et combiner le marche de la négociation. C'est à ces deux points qu'ils doivent rapporter la seconde classe des griefs d'intérêt commercial et politique.

Les principes qui ont servi de cause ou de prétexte aux injures sont contradictoires, puisque les injures furent réciproques : cette contradiction doit être éclaircie par une explication claire et précise des droits et des devoirs qui sont déterminés dans les traités.

Les ministres plénipotentiaires n'auront pas de peine à comprendre que leur premier soin doit être, après avoir divisé la question des différends en deux classes, de rendre d'injures et de dommages, de subdiviser ces

## CONVENTION DE PARIS.

nier point en questions d'interprétations de pri  
et en questions d'évaluation de dommages.

Ils s'attacheront ensuite à bien fixer le sens de  
ticles qui ont été différemment interprétés ; les p  
dont la lecture leur a été recommandée leur app  
dront que ces articles sont ceux que j'ai cités à  
page 6 de ces instructions.

Ils verront que de l'interprétation de ces arti  
dépend la solution des d ultés suivantes, et que  
ces difficultés renferment tous les objets des diffé  
rends qui existent entre les deux pays.

1° Quelle est la garantie que les Américains se  
sont engagés à donner à la France sur ses possessions  
coloniales de l'Ouest ;

2° Quels sont les droits que les traités ont donnés  
aux consuls de la République dans les États-Unis re-  
lativement à leur juridiction ?

3° Quels sont les droits que les traités ont donnés  
aux Français dans les États-Unis relativement à l'ar-  
mement, au jugement et à la vente des prises ?

4° Les tribunaux américains ont-ils pu, en vertu  
des traités, intervenir dans le jugement des prises  
françaises ?

5° Le gouvernement américain a-t-il pu, en vertu  
des traités, ordonner la saisie des bâtiments français,  
la relâche de leurs prises, permettre la station des  
vaisseaux ennemis, l'introduction et l'armement de  
leurs prises ?

6° Le gouvernement américain a-t-il pu, d'après le  
ressentiment des injures reçues et la crainte réelle ou  
supposée de ses dangers politiques , conclure avec

**l'Angleterre, en 1794, un traité d'amitié et de commerce qui place cette dernière puissance dans une position politiquement, commercialement, et militairement meilleure à l'égard des États-Unis que ne l'a jamais été la France ?**

**7° Le gouvernement et le congrès américains ont été autorisés, par l'importance et la justice de leurs réclamations, à interrompre toute communication commerciale avec la France, à faire saisir les bâtiments français en haute mer, par leurs vaisseaux armés, à refuser asile aux Français, à destituer toutes les agences françaises dans toute l'étendue de leur territoire ;**

**8° Le gouvernement américain a-t-il été suffisamment autorisé par l'état incertain des rapports existants entre les deux pays, à refuser de recevoir les commissaires de tel agent du gouvernement de la République dans les colonies, et à traiter, négocier et conclure des conventions politiques et commerciales avec les commissaires de tel autre agent ?**

**9° Le gouvernement et le corps législatif de la République française ont-ils été autorisés, par les traités entre les deux pays, à mettre les Américains sur le même pied que les autres États neutres dans l'exécution des lois de la course ?**

**10° Le gouvernement de la République a-t-il été suffisamment autorisé, par le tort qu'a causé à la France le traité de 1794 entre l'Angleterre et les États-Unis, à redoubler de rigueur envers le commerce américain et à l'assujettir à des obligations qui ne lui étaient pas imposées par les traités ?**

**Pour arriver à la solution de ces difficultés, les**

ministres plénipotentiaires de la République s'attacheront à trois principes de discussion :

1° Rétablir les traités et les conventions dans un sens qui rende aux Français la jouissance de tous les avantages qui ne leur étaient pas contestés avant la guerre ;

2° Réclamer le droit de la juridiction des consuls ou commissaires de commerce ;

3° Réclamer une amélioration des avantages accordés par les traités, comme une conséquence de ceux qui ont été accordés aux Anglais par le traité de 1794 ;

4° Stipuler pour les droits énoncés que les deuxième et troisième principes soient établis dans une déclaration explicative des traités, de manière que cette déclaration, laissant subsister le fond et la substance des traités précédents, ne leur ravisse pas l'autorité de date et garantisse la France du détriment que les négociations du traité de 1794 ont voulu porter à ses droits par l'article 25 de ce traité.

Ces principes une fois établis et appliqués à la solution des difficultés ci-dessus énoncées, il ne restera plus aux commissaires qu'à traiter la question des dommages.

C'est de la violation des droits que résultent les dommages reçus ; c'est donc de l'examen des droits qu'on doit partir pour procéder à l'appréciation des dommages.

Dans cette question, les ministres plénipotentiaires s'attacheront à sept points principaux :

1° Quels dommages ont dû résulter pour la sûreté

des colonies françaises, de l'interruption du commerce et de la course contre le pavillon français, ordonnées en vertu des lois, des congrès et des mesures prises par le gouvernement américain dans les deux dernières années ;

2° Quels dommages ont dû résulter pour la sûreté des personnes et des propriétés françaises, par le refus de connaître et d'assurer la juridiction consulaire avant et après la guerre ;

3° Quels dommages ont dû résulter, pour la République française et pour les citoyens français, des mesures adoptées par le gouvernement américain dans les trois premières années de la guerre avec l'Angleterre, en interprétant des articles du traité relatif à la course ;

4° Quels dommages ont dû résulter pour le commerce français, pour la sûreté des personnes et des propriétés françaises, de la suspension arbitraire des agents de la République dans les États-Unis, depuis l'an VII jusqu'à ce jour ;

5° Quels dommages ont dû résulter, pour les Américains, des abus et des écarts de la course française, ainsi que des injustices commises à leur détriment par les administrations coloniales ;

6° Quels dommages ont dû résulter pour les Américains de l'application des lois de la République, sur la liquidation des dettes de l'arriéré ;

De l'examen et de l'appréciation de ces dommages doit naître naturellement l'idée d'une compensation, comme du seul moyen d'arriver à un résultat de concorde et d'équité.



mission. Mais, dans la recherche de cette  
ils ne manqueront pas d'observer que les  
squiseront les motifs de ces prétentions se  
d'eux-mêmes en deux espèces: la première  
ont il sera possible, dans le cours de la né-  
même, de faire l'appréciation; la deuxième,  
qu'on ne pourra même pas évaluer par  
on, mais dont on pourra déterminer, en  
le transaction, l'évaluation future par voie  
ssaires respectifs.

images énoncés sous les numéros précé-  
2, 3, 5, sont de nature à pouvoir être  
approximation et à l'amiable, et ceux qui  
nés sous le numéro 1<sup>er</sup> peuvent devenir  
de stipulation dont les clauses s'applique-  
guerres futures jusqu'à l'époque où les  
seront parvenus à un degré de puissance  
tra en état d'acquitter, autrement que par  
ion pécuniaire, la garantie qu'ils ont solen-  
promise à la France.

images énoncés sous les numéros 4, 6 et 7 ne  
e évalués que par le travail d'une commis-  
tée *ad hoc* et composée de commissaires  
r les deux gouvernements.

laquelle les Français ont des indemnités à demander.

L'irrégularité, l'injustice politique de notre législation de course, et la manière violente dont elle a été exécutée, et par nos corsaires, et par nos tribunaux, donnent lieu de croire que leur persuasion est bien fondée ; de là, nécessité de songer à un mode d'acquit pour l'excédant des indemnités qui leur sont dues, dans la balance de leurs réclamations et des réclamations françaises.

Quelque exigeants et tenaces que soient les Américains sur tout ce qui est objet d'intérêts pécuniaires, les dernières instructions du président des États-Unis et les conversations de quelques-uns de ses derniers ministres, prouvent que le gouvernement américain ne s'attend pas à un acquit rigoureux ni prochain. Il faudra débattre ce point avec le zèle qui commande notre position pécuniaire, refuser absolument tout acquit actuel et réel, et s'il faut en venir à un engagement, le renvoyer à un concert de mesures avec les ministres des finances et de la marine, pour déterminer comme objet de compensation des exceptions aux lois de Douane et à la prohibition du commerce colonial en faveur des Américains.

Tel est l'aspect général de l'objet de la négociation dont sont chargés les citoyens Joseph Bonaparte, Fleurieu et Røderer. Je me suis appliqué à leur tracer l'origine de nos différends avec les États-Unis, je leur ai indiqué les sources où ils auront à puiser les données nécessaires pour que rien de ce qui est essentiel à leur instruction n'échappe à leur connaissance, j'ai déterminé enfin, la marche qu'ils doivent faire pren-

dre à la négociation. Les communications fréquentes qu'ils auront avec moi, dans le cours de la discussion, le compte successif qu'ils me rendront de ses progrès, me mettront à portée de les informer des intentions du premier Consul de la République, d'informer le premier Consul des résultats partiels de chacune des périodes de la négociation, et de rendre au gouvernement un témoignage constant du zèle, des lumières et de la sagesse des négociateurs qu'il a choisis. »

La commission répondit au ministre des affaires extérieures par le rapport suivant, daté du 13 avril 1800:

« En examinant avec impartialité la conduite réciproque des deux gouvernements américain et français, depuis le moment où les affaires ont pris un aspect réellement hostile, depuis le moment où M. Pinkney a été renvoyé, on est assez embarrassé pour prononcer de quel côté est resté le plus, l'odieux de la provocation et de la persistance dans les mesures existantes. Il est incontestable que dans le cours de l'an IV, V et VI, nos mesures envers les Etats-Unis ont porté un caractère agressif, qu'il était difficile de surpasser, et le discours injustifiable du président du Directoire, à l'audience de congé donnée à M. Monroe, le renvoi de M. Pinkney sans vouloir l'entendre, le même affront fait aux trois envoyés qui lui ont succédé, les arrêtés et les lois sur les neutres en général et sur les Américains en particulier, l'extension donnée à ces arrêtés et à ces lois dans l'exécution, la conduite des tribunaux, leur participation évidente, le

silence enfin du gouvernement de la République sur un pillage aussi scandaleux et sur des violations aussi manifestes des traités, du droit de gens et même de ses propres arrêtés, forment un ensemble d'injures dont il faut dire que nul peuple n'eût, aussi longtemps et aussi patiemment, supporté le poids. Ce sont des scandales de l'ancien gouvernement qu'il faut oublier avec bien d'autres. Mais, après avoir énoncé nos torts avec franchise, voyons quelle conduite les États-Unis ont tenue depuis le moment où ce gouvernement lui-même a paru différer de les réparer.

En accordant que le refus de traiter avec les ministres américains fut un grief au plus haut degré, cependant les négociations suivies avec M. Gerry, dans le courant de l'été de 1798, et les actes rendus à cette époque par le Directoire, prouvaient réellement d'après le caractère qu'on pouvait reconnaître à cette négociation, une intention sincère de revenir à un système et plus juste et plus réfléchi envers l'Amérique. Les conférences qui eurent lieu à La Haye, entre le citoyen Pichon et M. Murray durant l'automne, confirmèrent d'une manière non équivoque ces intentions et les déclarations qui y furent faites par le ministre des relations extérieures, par l'organe du citoyen Pichon, durent écarter toutes les préventions qui pouvaient raisonnablement faire douter de leur sincérité.

Que dans le premier moment d'exaltation qu'a pu produire la nouvelle du renvoi des ministres accompagnée des bruits rapportés de ces ministres, qui disaient positivement qu'il avait été question de don-

### CONVENTION DE PARIS.

ner des sommes d'argent à des membres du gouvernement français, comme condition de l'ouverture de la négociation; que dans ce premier moment le gouvernement fédéral se soit porté à des mesures violentes, c'est ce que l'on conçoit et ce qui se justifie. Mais qu'on justifie moins facilement, c'est la passion de ce moment, a caractérisé tous ses actes, et la marche graduelle qu'il a suivie vers des hostilités déclarées, et dans laquelle il a persisté malgré tous changements, même les plus notables, qui ont pu produire dans notre conduite et dans nos mesu

Tant que rien n'a pu atténuer ses premières impressions, le gouvernement américain a pu sortir de mesure où nous étions nous-mêmes supposés envers lui, celle d'un état de choses presque hostile, mais néanmoins, toujours ouvert à la discussion; on conçoit donc même, qu'au moment où nous ne faisons ni ne prononçons la guerre, il l'ait de fait déclarée. Trois ou quatre actes législatifs, rendus dans le cours de la session de 97 à 98, après que le président, par son message du 19 mars, eut annoncé qu'il n'y avait aucun espoir de se réconcilier avec nous, contiennent l'équivalent de cette déclaration dont la solennité et le sort ont été néanmoins évités. Un de ces actes déclare nuls tous les traités existant entre la France et les Etats-Unis; un autre défend toutes communications commerciales avec la France ou ses possessions; un troisième autorise les bâtiments armés des Etats-Unis à prendre les bâtiments français armés, partout où ils les trouveront; un quatrième, sous le titre de loi contre les étrangers, a été évidem-



ment dirigé contre nos citoyens, et ceux-ci ont dû quitter en foule et précipitamment les terres des Etats-Unis pour n'y être pas exposés à des persécutions.

En conséquence de ces actes, M. le président des Etats-Unis a retiré tous les *exequatur* de nos consuls et rappelé ceux des Etats-Unis en France, et il a délivré des instructions et des commissions en vertu desquelles des vaisseaux français ont été et sont encore pris tous les jours, avec effusion de sang.

Ces actes, dictés par la passion, sortent de la défense dans laquelle le gouvernement américain a toujours annoncé vouloir demeurer, et tout prouve que, du moment où il s'est décidé à agir, il a sur-le-champ pris le parti que lui inspirait l'Angleterre, et passé sans intermédiaire de l'inertie la plus parfaite à l'offensive la plus caractérisée ; ce qui prouve tout la fougue et l'instigation auxquelles il s'est livré, c'est que lors même qu'il a eu toute raison pour changer ce qu'un premier moment de chaleur pouvait justifier, il a persisté avec aggravation dans toutes ses mesures.

Les négociations pacifiques avec M. Gerry ont été connues aux Etats-Unis sur la fin de 1798 ; cela avec M. Murray également, mais plus tard. Le président n'en a pas pour cela fait un pas rétrograde dans les autorisations ; cependant, obligé constamment à louvoyer contre l'opposition qui se manifestait toujours contre une guerre déclarée à la France, il annonça qu'il n'enverrait plus en France de plé-

### CONVENTION DE PARIS.

nipotentiaires qu'autant qu'il aurait la certitude les y voir reçus et traités conformément à leur caractère. Ce fut donc sur la fin de cette année reçut l'envoyé de Toussaint-Louverture qui traita du rétablissement des relations commerciales avec Saint-Domingue. Nous n'aurions pas à nous offenser de cette négociation si cet envoyé n'avait pas évité publiquement de voir notre consul ; celui-ci n'avait pas été exclu du droit de donner des passe-ports aux Français pour aller dans les colonies si les arrangements n'avaient pas été pris à la suite d'une négociation dans laquelle l'agent du gouvernement britannique est publiquement intervenu, enfin nous n'avions de cet agent lui-même la certitude que ces compromis étaient une provocation méditée et une tentative de séparer la colonie de sa métropole.

Ce fut dans le commencement de janvier 1799, que l'un de nos bâtiments fut attaqué par la frégate américaine *la Constellation* ; quarante Français ont péri dans cet engagement ; et M. Adams, après avoir notifié, en février 1799, sa résolution d'envoyer trois nouveaux commissaires à Paris, n'en a pas moins continué toute l'hostilité de ses mesures. Nous voyons que postérieurement, le sang français a coulé, que des vaisseaux ont été pris, qu'on a publié là-dessus des récits officiels où la fanfaronnade est jointe à l'insulte et à la cruauté, et où la provocation est avouée ; que les agents américains jouent dans nos colonies un manège très-suspect, et loin de rendre nos consuls à leurs fonctions, on a déclaré au citoyen Letombe qu'on ne connaissait

aucun consul ni aucun agent de France aux États-Unis. On fit même, depuis le départ de messieurs les envoyés, un état de chose continue, et pour le justifier en quelque sorte, le président, dans le discours qu'il a tenu au congrès à l'ouverture de la session de 1799 à 1800, a déclaré qu'il fallait persister dans les mesures prises, attendu que le résultat de la mission lui paraissait incertain.

Cet exposé de l'état des choses n'est fait dans aucune vue excitante, il a pour but de le faire connaître aux ministres plénipotentiaires de la République et de les confirmer dans l'opinion où ils sont déjà, qu'il n'y a point de temps à perdre pour trouver moyen de le faire cesser, après en avoir fait à messieurs les ministres américains une représentation très-concise, mais énergique. Cette représentation est due à l'honneur national. Peut-être les ministres américains seraient-ils autorisés à admettre un échange de déclarations réciproques qui fissent cesser cet état de choses, et sans en faire une condition de la négociation, après même avoir accédé de la manière la moins équivoque au principe des indemnités, on ne courrait aucun risque de leur en faire la proposition.

Le gouvernement français a d'autant plus le droit d'activer cette demande amicale que de son côté il a fait depuis longtemps cesser les actes dont les Américains ont eu à se plaindre, et qu'à la rigueur dès que le gouvernement fédéral a eu la certitude de sa disposition il a vu qu'il ne pourrait, sans faire soupçonner ses intentions, prolonger un état de

oup toute la législation passée; le jugement  
a été remis au tribunal pour (mots illisi-  
nseils américains cessent d'être reconnus.  
remier Consul traite les envoyés des Etats-  
ne tous les agents des autres puissances  
il a assez manifesté ses intentions pour  
se croire qu'il fera ce qui restera à faire  
rier tout ce dont les Etats-Unis pour-  
re se plaindre comme sortant des termes  
ne harmonie. D'après cela, les ministres  
s'ils en ont le pouvoir, ne peuvent se re-  
ncourir aux moyens devant cet état réci-  
s'ils ne l'avaient pas on ne pourrait que  
la sincérité et de la droiture des vues  
nt et penser qu'il n'a fait qu'un acte for-  
il désire au fond du cœur de consommer  
re entre les deux Etats. On conçoit que la  
hose dont M. Adams a dû s'occuper, en en-  
une aussi grande distance des instructions  
tres, c'est de cet article qui est le premier qui  
te dans toute négociation pacifique. Quoi

M. Adams a été nommé Secrétaire d'Etat

l'a fait qu'en ne parlant que de moyens défensifs, il est clair que nous jouerions son jeu en renvoyant encore une fois ses ministres sans rien terminer.

Le ministre des relations extérieures, après le rapport de la commission, lui envoya un projet de traité de commerce et de navigation entre la République française et celle des Etats-Unis d'Amérique, et qui était précédé des observations préliminaires suivantes (1) :

« Lorsqu'on négocie avec une nation formée; avec une nation dont les établissements politiques, industriels et commerciaux ont acquis, à peu près, toute l'extension relative qu'ils peuvent avoir, il est essentiel d'avoir égard à l'état actuel des nations respectives et de se diriger d'après cet état.

Mais lorsqu'on doit traiter avec une nation neuve, si on peut ainsi le dire, avec une nation qui acquiert chaque jour une extension incalculable relativement à sa population, à son agriculture, à son industrie, à son commerce, on doit avoir autant égard à l'état éventuel et probable d'une pareille nation qu'à son état actuel.

Tel est le cas de la France dans le traité qu'elle est sur le point de conclure avec les Etats-Unis de l'Amérique.

Les négociateurs français doivent se pénétrer de quelques vérités de fait d'une grande importance pour le présent et pour l'avenir : car le traité actuel doit être considéré comme une pierre d'attente qui

(1) Voir ce projet à la fin du volume (note A.)



## CONVENTION DE PARIS.

doit un jour servir de base à un édifice plus c  
dérable qu'avantageux pour la nation française  
vérités sont :

Que l'Amérique septentrionale connue sous le  
des États-Unis, est bien loin d'être ce qu'elle  
être un jour, même sous peu d'années ;

Que dans ce moment non-seulement elle n'a  
d'argent à mettre dans la balance du commerce  
mais même que les objets et marchandises de s  
sont en petit nombre et peu variés ;

Qu'elle n'a aucune manufacture suffisante pour sa  
consommation ;

Que diverses circonstances générales et particu-  
lières connues et qu'on ne peut spécifier ici, rendent  
les États-Unis tributaires de l'industrie anglaise pour  
tous les objets de manufacture ;

Que le commerce des États-Unis forme une partie  
importante du produit des douanes en Angleterre ;

Qu'il faut de grands efforts bien dirigés, bien sou-  
tenus ; des combinaisons bien sages du gouvernement  
pour que les Français parviennent à être admis à  
partager, avec les Anglais, les bénéfices du commerce  
de ces contrées ;

Enfin, que dans un traité avec les États-Unis et  
dans les positions respectives, la France doit non-  
seulement avoir en vue les avantages présents et les  
avantages éventuels de cette liaison, mais aussi les  
prépondérances et les bénéfices que la nation an-  
glaise retire de son ancienne manière d'être avec les  
États-Unis.

Il est important de considérer que, dans sa position

politique et économique actuelle, l'Angleterre fait des dépenses énormes : elle ne pourra les diminuer beaucoup en temps de paix : indépendamment des dépenses courantes du gouvernement, plus chères en Angleterre que partout ailleurs, il faudra payer les intérêts de sa dette immense. Cette position exige des impôts que le peuple anglais serait hors d'état de supporter si son industrie, si son commerce ne mettaient à contribution tout le reste du monde. Les personnes qui connaissent le commerce des États-Unis sont tous les jours plus surprises du débit prodigieux qui s'y fait des objets des diverses manufactures anglaises : c'est une des principales branches de la prospérité de l'Angleterre.

Or, parvenir à diminuer en les partageant les bénéfices que l'Angleterre retire des États-Unis ; parvenir à laisser supporter aux Anglais seuls le poids énorme de leurs impositions, sera pour la France un succès de plus grande conséquence que la guerre la plus heureuse.

Il est évident qu'elle profitera directement et immédiatement de tous les avantages qu'elle enlèvera à sa rivale.

Mais pour parvenir à ce but et dans l'état actuel de l'industrie et des manufactures françaises comparées à celles d'Angleterre, il faut que le négociant, que le consommateur américain trouvent des bénéfices, des économies positives dans l'usage des objets du produit du sol et de l'industrie des Français.

Le peuple américain est un peuple avare et parcimonieux, comme tous ceux qui débutent à fonder

droits quelconques sur l'exportation de tout ce que les Etats-Unis tireront de la France ; la franchise de tous droits quelconques de ce qu'ils y importeront de cru ou de leur industrie, formera une si grande compensation à leur avantage, sur les mêmes objets qu'ils pourraient tirer d'Angleterre, qu'on est fondé à penser que leur esprit parcimonieux les portera à passer à la France plutôt qu'à l'Angleterre : les autres ne tiendront pas contre l'intérêt.

Un objet bien essentiel à considérer pour le gouvernement français, est que la nation est essentiellement agricole, que l'industrie et les manufactures ne sont qu'en second ordre ; tandis qu'en Angleterre l'industrie est presque toute la base de sa richesse : dès qu'elle peut se passer des droits d'entrée et de sortie, elle forme une partie essentielle de son revenu, et que ces mêmes droits en France ne forment qu'une partie si peu considérable qu'elle pourrait se passer.

Il faut considérer de plus que par cette franchise relative de tous droits d'entrée et de sortie, la France tirera de longtemps que des matières premières

entre l'Exposition et l'Exposition de France  
à Paris.

Le Comité d'Exposition a dessein d'articler  
dans les traités de  
l'Exposition de France. On met  
à l'Exposition de France, qui ont en  
effet, en fait, de mettre en état  
de l'Exposition de France, comme que  
à l'Exposition de France.

Le Comité d'Exposition a dessein d'articler  
dans les traités de l'Exposition de France  
à Paris. On met à l'Exposition de France, qui ont en  
effet, en fait, de mettre en état de l'Exposition de France, comme que  
à l'Exposition de France.

Le Comité d'Exposition a dessein d'articler  
dans les traités de l'Exposition de France  
à Paris. On met à l'Exposition de France, qui ont en  
effet, en fait, de mettre en état de l'Exposition de France, comme que  
à l'Exposition de France.

Bonaparte, et, en son absence, soit à son secrétaire particulier, soit à l'abbé Fesch, et que les dépêches des ministres français envoyées à la résidence de MM. Ellsworth et leur absence à M. Swift, secrétaire du rendez-vous devaient être indiqués, les officielles signées par Joseph Bonaparte, de l'autre par un des membres quelconque de la commission des Etats-Unis : les pièces devaient toujours porter la signature des plénipotentiaires.

Après les communications terminées, les affaires de formes réglées, les ministres américains demandèrent aux ministres français s'ils avaient quelque communication relative à la négociation, et les Français répondirent que leur intention était de leur adresser prochainement une courte note sur la marche à suivre, et à lui voir prendre.

Cela termina la première entrevue entre les ministres des deux républiques.

Les plénipotentiaires américains envoyèrent aux plénipotentiaires français une note que ces derniers reçurent, le 4 avril, au ministre des relations extérieures. La lettre ci-dessous en date du 4 avril :



les ministres américains viennent de nous parvenir.

Ces ministres paraissent se croire liés par leurs pouvoirs et obligés à ne traiter qu'avec des ministres munis de pouvoirs correspondants, et ainsi comme eux, non-seulement à négocier, mais encore à conclure : leur conclusion ajoute même (conclure un traité,) sur les différends existants : d'après les explications verbales que nous avons eues aujourd'hui chez M. Murray, il paraît que pour lever cette difficulté, qui, par la nature stricte de leur commission, peut réellement être pour eux de quelque poids, ils se contenteront d'une déclaration ministérielle qui précisera l'étendue du mot *négocier*, leur donnant l'assurance qu'il comprend le pouvoir de conclure. D'après ces explications, il semble qu'ils ne tiennent pas, comme leur lettre pourrait le faire croire, que nous reçussions de nouveaux pouvoirs plus précis et plus explicites. »

Note des plénipotentiaires américains en date du 3 avril 1800.

« Citoyens ministres, les envoyés soussignés ont conféré entre eux sur la copie, que vous leur avez remise hier, des pouvoirs qui vous ont été remis pour négocier avec eux sur les différends existants entre la République française et les Etats-Unis. Ils vous ont obligés de vous communiquer le doute qui vous est parvenu, de savoir si les termes dans lesquels les pouvoirs sont conçus, sont suffisamment précis et explicites.

Vous aurez la bonté de remarquer, que les pouvoirs dont les soussignés sont revêtus les autorisent

sur les différends survenus entre les deux  
si, par une interprétation quelconque des  
employés dans la commission, on pourrait in-  
*égocier sur les différends existants, impli-*  
*le pouvoir de les terminer par un traité.* Les  
s penseraient toujours qu'il ne serait pas  
de d'agir sur des pouvoirs implicitement  
dans des termes de leur nature indéfinis,  
le pourrait faire, ces pouvoirs étant pleine-  
explicitement exprimés.

En attendant la copie de la commission que les sous-  
signés ont l'honneur de vous remettre, vous obser-  
vez que la nature et l'étendue de leurs pou-  
voirs y verrez qu'ils ne peuvent négocier  
les ministres de la République française,  
des pouvoirs égaux. Cette circonstance con-  
vient aux ministres français, que les soussignés  
ont pas à cette objection une importance sans  
doute, et leur montrera la convenance qu'il y  
a qu'ils se procurassent, de la part de leur  
gouvernement, des pouvoirs correspondants à ceux  
du gouvernement des Etats-Unis.

Les soussignés, en regrettant le délai ou l'embarras

226

les

pour

le

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

Note des plé-  
nipotentiaires  
américains en  
date du 3 avril  
1800.

ous serons très-empressés de vous la faire  
dès qu'elle nous sera parvenue. »

oussignés, appréciant la valeur du temps et  
par leur franchise montrer avec quelle sin-  
cérité veulent s'occuper sur-le-champ du grand  
leur mission, objet qu'ils pensent pouvoir  
atteindre avec plus de succès en évitant de retracer  
ement les incidents malheureusement trop  
trop pénibles, qui ont rendu une négocia-  
tion difficile, proposent, pour satisfaire à la jus-  
tice la réconciliation durable et sincère, de  
l'arrangement qui, compatible avec l'hon-  
neur national et avec les circonstances, ait pour ob-  
jet de terminer et de couvrir les réclamations justes  
des citoyens d'une des deux nations peuvent avoir  
souffert, soit que ces réclamations prennent leur  
origine dans des contrats, dans des traités, ou dans  
les lois des gens.

signés, après cet arrangement, auront la li-  
berté de stipuler cette réprocité et cette liberté de  
commerce entre les deux Etats, qui doit  
contribuer à leur bonheur mutuel; si cette

Note des plén.  
américains en  
date du 7 avr  
1800.

l'amener l'exécution des  
force, faits entre les deux  
des vues d'avantages

ent, au reste, que la Répu-  
sant aucune mesure qui  
d'inquiétude au commerce  
re très-favorable à la négo-  
urs les envoyés extraordi-  
nipotentiaires des Etats-Unis  
naître aux ministres plénipo-  
que française, les ordres qui  
mes par le président des Etats-  
l'effet des actes du congrès qui  
es de la bonne intelligence, dont  
un égal désir.

ent les ministres plénipotentiaires  
voir l'assurance de leur haute con-

préliminaire paraissait fort juste; ce-  
ministres américains prétendaient (chose  
naire) qu'ils n'étaient pas autorisés à



Ainsi la question se posait nettement; l'indépendance et la demi-hostilité du gouvernement américain : la France devait continuer jusqu'au moment où un traité nouveau, emportant implicitement l'annulation des traités anciens, viendrait modifier les relations entre les deux peuples. Il devenait dès lors facile d'apprécier les deux grands points de discussion qui n'avaient manqué de se produire : 1° difficulté de l'appréciation des réclamations ; 2° difficulté de s'entendre pour un traité, la France voulant le maintenir en lien de ceux conclus précédemment avec les Etats-Unis, traités qu'elle regardait comme n'ayant pas été annulés, puisque la guerre n'avait point été déclarée ; le gouvernement américain prétendant poser la question d'un traité entièrement nouveau.

Passant des paroles aux actes, les plénipotentiaires des Etats-Unis proposèrent les articles suivants relatifs aux réclamations, articles que nous faisons précéder de la lettre d'envoi au ministre des affaires étrangères.

Les plénipot.  
français, au  
minist. des re-  
lations extér.  
Paris,  
13 avril.

« Citoyen ministre, nous vous adressons la réponse que messieurs les ministres américains nous ont faite à notre note du 19 avril. Nous y joignons la copie de celle que nous avons remise hier à ces ministres. Vous verrez, citoyen ministre, dans ces deux pièces, l'importance que qu'a suivie la négociation et l'état où elle se trouve en ce moment. »

...ou respectivement à former, accession,  
es, à laquelle vous ajoutez la proposition de  
ter dans les principes de la compensation, les  
ous que chaque nation pourrait avoir à élever  
propre compte.

dernière espèce de réclamation se trouvait  
us les propositions des soussignés, non pas  
posassent l'existence d'une balance défavo-  
États-Unis sur cet article, mais que, par leur  
es paraissaient difficiles à déterminer et à  
re, parce que la discussion en pourrait être  
et dilatoire, et enfin, parce qu'en insistant  
mêmes sur une compensation, les deux na-  
laient s'écarter de la magnanimité qu'elles  
sumées devoir porter dans un acte d'ac-  
ient si intéressant à leur future prospérité.  
nt les ministres français, après avoir pesé  
tion, et celles qui se présentent d'elles-mé-  
t nécessaire de déterminer des compensa-  
minaires pour cette espèce de réclamation,  
nés seront prêts à examiner de nouveau la  
me époque convenable de la négociation,  
ls estiment être celle où l'on aura pu s'en-  
m arrangement relatif aux particuliers.

Ainsi la question se posait nettement; demi-hostilité du gouvernement américain. France devait continuer jusqu'au moment où nouveau, emportant implicitement l'annul- traités anciens, viendrait modifier les rela- deux peuples. Il devenait dès lors facile d' les deux grands points de discussion qui- vaient manquer de se produire : 1° difficulté à une appréciation des réclamations; 2° dif- s'entendre pour un traité, la France voulant- tien de ceux conclus précédemment avec- Unis, traités qu'elle regardait comme n'aya- annulés, puisque la guerre n'avait point été- le gouvernement américain prétendant pos- ses d'un traité entièrement nouveau.

Passant des paroles aux actes, les plénip- des Etats-Unis proposèrent les articles sui- latifs aux réclamations, articles que nous fa- céder de la lettre d'envoi au ministre des- extérieures.

Les plénipot.  
français, au  
minist. des re-  
lations extér.  
Paris,  
13 avril.

« Citoyen ministre, nous vous adresso-  
ponse que messieurs les ministres américain-  
à notre note du 19 avril. Nous y joignons l-  
celle que nous avons remise hier à ces minis-  
verrez, citoyen ministre, dans ces deux pièc-  
che qu'a suivie la négociation et l'état où ell-  
en ce moment. »

der dans les principes de la compensation, les  
ins que chaque nation pourrait avoir à élever  
i propre compte.

dernière espèce de réclamation se trouvait  
ns les propositions des soussignés, non pas  
posassent l'existence d'une balance défavo-  
États-Unis sur cet article, mais que, par leur  
es paraissaient difficiles à déterminer et à  
re, parce que la discussion en pourrait être  
leet dilatoire, et enfin, parce qu'en insistant  
mêmes sur une compensation, les deux na-  
aient s'écarter de la magnanimité qu'elles  
sumées devoir porter dans un acte d'ac-  
ent si intéressant à leur future prospérité.  
nt les ministres français, après avoir pesé  
tion, et celles qui se présentent d'elles-mê-  
it nécessaire de déterminer des compensa-  
inaires pour cette espèce de réclamation,  
nés seront prêts à examiner de nouveau la  
me époque convenable de la négociation,  
ls estiment être celle où l'on aura pu s'en-  
un arrangement relatif aux particuliers



Ainsi la question se posait nettement; la demi-hostilité du gouvernement américain. La France devait continuer jusqu'au moment où un nouveau, emportant implicitement l'annulation des traités anciens, viendrait modifier les relations entre les deux peuples. Il devenait dès lors facile d'appréhender les deux grands points de discussion qui devaient manquer de se produire : 1° difficulté à une appréciation des réclamations ; 2° difficulté à s'entendre pour un traité, la France voulant maintenir de ceux conclus précédemment avec les Etats-Unis, traités qu'elle regardait comme n'ayant pas été annulés, puisque la guerre n'avait point été déclarée. Le gouvernement américain prétendant poser la question d'un traité entièrement nouveau.

Passant des paroles aux actes, les plénipotentiaires des Etats-Unis proposèrent les articles suivants relatifs aux réclamations, articles que nous faisons précéder de la lettre d'envoi au ministre des affaires étrangères.

Les plénipot.  
français, au  
minist. des re-  
lations extér.  
Paris,  
13 avril.

« Citoyen ministre, nous vous adressons la réponse que messieurs les ministres américains ont faite à notre note du 19 avril. Nous y joignons la lettre que nous avons remise hier à ces ministres, et celle que nous avons remise hier à ces ministres. Verrez, citoyen ministre, dans ces deux pièces la suite de la négociation et l'état où elle se trouve en ce moment. »



voici le moment où les discussions vont réellement toucher les points en contestation entre les deux Etats et que la réponse des ministres américains donnera jusqu'à un certain point la mesure de leurs pouvoirs, nous serons très-empressés de vous la faire connaître dès qu'elle nous sera parvenue. »

« Les soussignés, appréciant la valeur du temps et désirant par leur franchise montrer avec quelle sincérité ils veulent s'occuper sur-le-champ du grand objet de leur mission, objet qu'ils pensent pouvoir être atteint avec plus de succès en évitant de retracer minutieusement les incidents malheureusement trop connus et trop pénibles, qui ont rendu une négociation nécessaire, proposent, pour satisfaire à la justice et rendre la réconciliation durable et sincère, de faire un arrangement qui, compatible avec l'honneur national et avec les circonstances, ait pour objet de déterminer et de couvrir les réclamations justes que les citoyens d'une des deux nations peuvent avoir sur l'autre, soit que ces réclamations prennent leur source dans des contrats, dans des traités, ou dans le droit des gens.

Les soussignés, après cet arrangement, auront la libre faculté de stipuler cette réprocité et cette liberté de rapports commerciaux entre les deux Etats, qui doit éminemment contribuer à leur bonheur mutuel; si cette manière générale d'envisager la chose a l'approbation des ministres plénipotentiaires à qui elle est adressée, on suppose que les détails en pourront facilement être arrangés, et, par là, on rétablira entre les deux Etats

Note des plén.  
américains en  
date du 7 avr  
1800.

cette confiance qui n'aurait jamais dû être altérée. »

La commission française s'empessa de répondre que le premier objet des négociations était de déterminer les règles et la marche à suivre pour l'appréciation de l'indemnité des dommages qui pourraient être réclamés par les citoyens d'une nation sur l'autre ; le second, *d'amener l'exécution des traités faits entre les deux nations*. Elle terminait en demandant la communication des ordres donnés par le président des Etats-Unis à ses mandataires, pour faire cesser l'effet des actes contraires à la bonne intelligence. A l'apparition de cette nouvelle note, la commission américaine ne put cacher son éloignement pour un renouvellement, une mise en vigueur des anciens traités, et elle laissa percer, au contraire, son désir d'arriver à un traité nouveau ; ce à quoi les plénipotentiaires français, sans opposer un refus péremptoire, ne parurent pas disposés à souscrire. Ces derniers terminèrent leur note en demandant une assurance que le gouvernement des Etats-Unis ferait cesser immédiatement l'état d'hostilité qu'il maintenait à l'égard de la France.

Voici cette réponse des plénipotentiaires français à la note du 7 avril 1800 :

« Les soussignés ont lu alternativement la proposition du plan de négociation qui leur est communiquée par messieurs les envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires des Etats-Unis d'Amérique.

Ils pensent que le premier objet des négociations

quelqu'un de ses citoyens.

Le second objet est d'amener l'exécution des  
s d'amnistie et de commerce, faits entre les deux  
s et l'accomplissement des vues d'avantages  
requis qui les ont dictés.

Les soussignés observent, au reste, que la Répu-  
s française, n'autorisant aucune mesure qui  
e fournir prétexte d'inquiétude au commerce  
cain, un préliminaire très-favorable à la négo-  
n serait que messieurs les envoyés extraordi-  
s et ministres plénipotentiaires des Etats-Unis  
essent bien faire connaître aux ministres plénipo-  
ires de la République française, les ordres qui  
doute ont été donnés par le président des Etats-  
pour faire cesser l'effet des actes du congrès qui  
sortis des termes de la bonne intelligence, dont  
aux nations ont un égal désir.

Les soussignés prient les ministres plénipotentiaires  
érique de recevoir l'assurance de leur haute con-  
ation. »

« Cette clause préliminaire paraissait fort juste; ce-

Ainsi la question se posait nettement; l'État de demi-hostilité du gouvernement américain avec la France devait continuer jusqu'au moment où un traité nouveau, emportant implicitement l'annulation des traités anciens, viendrait modifier les relations des deux peuples. Il devenait dès lors facile d'apprécier les deux grands points de discussion qui ne pouvaient manquer de se produire : 1° difficulté d'arriver à une appréciation des réclamations ; 2° difficulté de s'entendre pour un traité, la France voulant le maintien de ceux conclus précédemment avec les États-Unis, traités qu'elle regardait comme n'ayant pas été annulés, puisque la guerre n'avait point été déclarée ; le gouvernement américain prétendant poser les bases d'un traité entièrement nouveau.

Passant des paroles aux actes, les plénipotentiaires des États-Unis proposèrent les articles suivants, relatifs aux réclamations, articles que nous faisons précéder de la lettre d'envoi au ministre des relations extérieures.

Les plénipot.  
français, au  
minist. des re-  
lations extér.  
Paris,  
13 avril.

« Citoyen ministre, nous vous adressons la réponse que messieurs les ministres américains ont faite à notre note du 19 avril. Nous y joignons la copie de celle que nous avons remise hier à ces ministres. Vous verrez, citoyen ministre, dans ces deux pièces, la marche qu'a suivie la négociation et l'état où elle se trouve en ce moment. »

avoir respectivement à former, accession, à laquelle vous ajoutez la proposition de rer dans les principes de la compensation, les ons que chaque nation pourrait avoir à élever a propre compte.

dernière espèce de réclamation se trouvait ans les propositions des soussignés, non pas pposassent l'existence d'une balance défavo- x États-Unis sur cet article, mais que, par leur elles paraissaient difficiles à déterminer et à rir, parce que la discussion en pourrait être able et dilatoire, et enfin, parce qu'en insistant es-mêmes sur une compensation, les deux na- mblaient s'écarter de la magnanimité qu'elles présumées devoir porter dans un acte d'ac- dement si intéressant à leur future prospérité. ndant les ministres français, après avoir pesé jection, et celles qui se présentent d'elles-mé- oient nécessaire de déterminer des compensa- éliminaires pour cette espèce de réclamation, ssignés seront prêts à examiner de nouveau la n à une époque convenable de la négociation,



prétation et à l'exécution, moins de difficultés, étende les stipulations actuelles relatives aux communications des deux Etats, et les adapte à l'état présent des choses. Ils ont la confiance que lorsque la négociation aura fait assez de progrès qu'on puisse s'occuper de cette branche particulière, leur expectative paraîtra fondée en raison.

Tout acte récent de la République française aura pour objet d'écarter les causes d'inquiétude du commerce américain, sera apprécié aux Etats-Unis et sera pris comme un motif de revenir à la concorde quand le temps en sera venu.

Quant aux actes du congrès des Etats-Unis, qui offrent une alternative d'abandonner leur commerce à la ruine totale ou d'imposer des actes qui, loin de se prêter à une coopération avec les ennemis de la République, n'autorisant même pas des représailles sur ses biens marchands, seront bornés à protéger ceux des Etats-Unis, il n'est pas à la connaissance des soussignés que le président des Etats-Unis les ait suscrits, si ce n'est pour sauver Saint-Domingue de la famine. Leurs effets cesseront indubitablement au moment où l'on pourra assurer que la nécessité qui les a posés n'existe plus, et les soussignés espèrent que leur mission en donnera une suffisante garantie.

D'après ces explications, qui sont communiquées aux ministres français avec une franchise égale à la candeur qu'ils apporteront, on en est sûr, à leur examen, si ces ministres croient que la voie soit suffisamment préparée pour mettre en avant un arrangement pour les réclamations des particuliers.

auront bientôt l'honneur d'offrir à ces  
ques considérations à leur attention.

Il y aura une paix ferme, inviolable et une  
une amitié vraie et sincère entre la Répu-  
caise et les États-Unis ainsi qu'entre leurs  
toires, villes et places et entre leurs habi-  
exception de personnes ni de lieux.

Attendu que divers négociants et autres  
citoyens des États-Unis, se sont plaints que,  
cours de la guerre dans laquelle la Répu-

naise est actuellement engagée, ils ont

des pertes considérables et des dommages,

des captures illégales et irrégulières, faites

à l'insu et d'autres propriétés, par des

des détentions irrégulières faites de leurs

ou autres propriétés, dans les ports et

et dans la juridiction ou dans les posses-

sions de la République, le tout, sous le prétexte

de l'urgence ou des commissions données par elle ;

et que pour ces dommages et pertes, les

officiers n'ont point reçu de compensation

adéquate, soit qu'il y ait eu négligence manifeste

ou volontaire de leur part : il est convenu

que dans ces cas le gouvernement de la Répu-

naise donnera une compensation pleine et

et aussi que différents négociants et autres

de la République française se sont plaints que

. . . . .  
. . . . .

ayant fait en apparence avec l'autorité et avec

des commissions des Etats-Unis, et vu que, sans pertes et dommages les parties lésées n'ont aucune compensation équivalente, il est convenu que dans tous les cas, le gouvernement des Etats-Unis donnera une compensation pleine et entière.

Il est aussi convenu que pour déterminer le montant de ces pertes et dommages éprouvés par les citoyens des Etats-Unis ou par ceux de la République française, il sera nommé cinq commissaires qui seront autorisés à se réunir et à agir d'une manière suivante, savoir :

Quand les cinq commissaires ainsi nommés se réuniront pour la première fois, avant de commencer leurs procédés, ils feront respectivement devant eux le serment ou l'affirmation suivante en présence les uns des autres. Ce serment ou cette affirmation, après avoir été faits et dûment attestés, seront transcrits dans les registres des actes des commissaires, d'une manière suivante :

Je soussigné (N. N.) un des commissaires nommés en vertu du second article du traité de commerce et de navigation entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique, jure solennellement (ou affirme) que j'examinerai avec honnêteté, diligence, impartialité et sans délai toutes les plaintes qui, en vertu du présent traité, seront soumises auxdits commissaires, et que j'appliquerai conformément aux règles et principes de justice contenus et imprimés dans ledit traité. . . . . J'examinerai de la même manière toutes les plaintes qui seront présentées auxdits commissaires, en vertu de l'article V dudit traité.

.....  
aura, à dater du jour où les commissaires for-  
meront un bureau, un délai de deux années pour  
traiter les plaintes et les demandes; néanmoins,  
dans les cas particuliers qu'il leur semblera raison-  
nable de le faire, les commissaires pourront  
prolonger ce délai pour un temps quelconque, mais  
n'excèder pas six mois, à dater de l'expiration des  
deux années, les commissaires devront être nommés  
et remplés à . . . . . dans les six mois qui sui-  
vront la ratification du présent traité par les deux  
gouvernements ou plus tôt, si faire se peut.

Les commissaires, dans l'examen des plaintes et  
des demandes qui leur seront faites, auront le pou-  
voir d'examiner, sous serment ou affirmation, toutes  
les personnes qui paraîtront devant eux relativement  
aux demandes et plaintes; ils pourront admettre en  
preuve, selon qu'ils le croiront le plus conforme à la  
vérité et à l'équité, toutes dépositions, livres, pa-  
piers ou bien des extraits ou des copies dûment  
certifiés, soit selon les formes présentement existan-  
tes dans les deux pays, ou de toute autre manière que

deront les réclamations en question d'après leur mérite intrinsèque et originel, conformément à la justice, à l'équité et au droit des gens, et, dans toutes les causes de plaintes antérieures au 7 juillet 1793, prononceront conformément aux traités et à la convention consulaire alors existants entre la France et les États-Unis.

Les décisions qui seront portées par lesdits commissaires ou par un nombre quelconque d'entre eux, comme il a été convenu dans ce traité, seront définitives tant par rapport à la justice de la réclamation que pour le montant de la somme à payer au créancier ou réclamant. Quand il s'agira d'une réclamation pour pertes et dommages, les commissaires alloueront un intérêt raisonnable sur les pertes et dommages originels, lequel courra jusqu'au jour où la décision sera exécutée.

Il est de plus convenu que non-seulement le contentieux présentement existant, et de toutes les espèces ci-dessus mentionnées ; mais encore tous ceux qui existeront au moment de l'échange des ratifications du présent traité, seront censés rentrer dans les clauses et dans les intentions du présent article.

Art. III. Le gouvernement de la République française désirant, dans un accommodement destiné à mettre un terme aux différends entre la République et les États-Unis, donner une preuve de sa générosité en écartant des exceptions de formes et en resserrant le champ de la discussion, demeure d'accord que toutes les réclamations de citoyens des États-Unis, pour dommages qui seront d'ailleurs équitables et



### CONVENTION DE PARIS.

loyales, ne recevront aucun préjudice à raison que les bâtiments, lors de leur capture, n'auront point en à bord d'autre passe-port ou lettre de que ceux qui avaient été ordinairement donnés à bâtiments par le gouvernement des Etats-Unis à *renouvellement* au 2 mars 1797 et pour n'avoir pas p d'autre rôle d'équipage, ou d'autre papier de que ceux qui étaient généralement employés par les citoyens des Etats-Unis avant cette époque. Et au ces réclamations ne seront point invalidées p raison que lesdits citoyens des Etats-Unis au en, sur leurs bâtiments, lors de leur capture marchandises du produit ou des manufactures de ou tel pays ou place.

Art. iv. Lorsqu'en vertu de l'article II du présent traité, les commissaires auront alloué une somme à un réclamant, citoyen des Etats-Unis, le gouvernement de la République française la fera payer à Paris audit réclamant, en or ou en argent, dans les trois mois qui suivront la décision desdits commissaires, et à cette condition de délai ou d'assignations qui auront été fixées par eux ; ou bien, ledit gouvernement fera convertir ladite somme, ainsi allouée, en capital transférable, portant un intérêt de six pour cent par an, lequel intérêt et principal ledit gouvernement fera payer à Paris en monnaie d'or ou d'argent, sans réduction, au réclamant ou au porteur de ses effets de la manière suivante, savoir : l'intérêt annuellement et le principal en trois paiements égaux, un tiers en trois ans, un tiers en cinq ans et l'autre tiers en sept ans, à compter du jour de la décision des commis-

saires. Les commissaires détermineront la forme des effets à délivrer et le mode de transfert. De même, lorsqu'une somme aura été allouée en faveur d'un réclamant, citoyen de la République française, le gouvernement des Etats-Unis la fera payer au réclamant six mois après la décision, ou bien lui en fera le paiement de la manière et aux conditions ci-dessus, soit au réclamant lui-même, soit à celui qui il aura transféré son effet ; le lieu du paiement devant être la ville de Washington.

Art. v. Et attendu que divers marchands et citoyens des Etats-Unis se sont plaints que la République française leur doit des sommes considérables, en vertu de contrat et pour des provisions ou d'autres propriétés qu'ils ont livrées en France ou en d'autres lieux de la juridiction de la République française, aussi bien que pour fret de leurs bâtiments employés à transporter des provisions ou d'autres propriétés et des prisonniers, le tout depuis le commencement de la guerre où la République française se trouve actuellement engagée ; comme lesdits réclamants sont nantis, pour partie de ces dettes, de certificats de traites donnés et délivrés par les agents de la République et payables en France ou en d'autres lieux, et attendu que les porteurs de ces effets, malgré qu'ils aient fait toutes les diligences de droit, n'ont jamais pu obtenir le paiement desdites dettes, certificats ou traites, il est convenu que dans tous ces cas les réclamants, s'ils le jugent convenable, pourront présenter leurs réclamations aux commissaires institués par le second article ; ces commissaires sont autorisés à

et tous les autres rapports, et ils les décideront  
seulement à la justice et à l'équité.

Décision des commissaires dans ces cas ou la  
du nombre d'entre eux qui est déterminé  
l'article 2 sera définitive, tant pour ce qui re-  
justice de la demande, que pour le montant  
comme à payer aux créanciers ou aux récla-  
mands. Quand il s'agira de réclamants, ils compren-  
dront, à dater du temps où la dette, d'après  
le contenu du contrat, aurait dû être payée  
stipulé dans ces contrats ; et dans le cas où  
il n'aurait point été stipulé, au taux que les com-  
missaires jugeront juste d'allouer : mais il est entendu  
que, pour n'avoir pas présenté sa demande  
aux commissaires, ne perdra de son droit de pour-  
suivre d'obtenir son paiement par un tout autre

la somme aura été allouée à un récla-  
mand. En vertu de cet article, le gouvernement de la  
française la fera payer au réclamant à  
dans les trois mois qui suivront la décision, et  
selon les termes indiqués par les commissaires ;  
et se fera en monnaie d'or ou d'argent sans  
autrement. Le bien ledit gouvernement fera payer

en trois paiements égaux, savoir : un tiers en ans, le deuxième tiers en quatre ans, et le tiers tant à dater du jour de la décision. La forme du et le mode de son transfert seront déterminés par commissaires.

Art. VI. Il est en outre convenu que les commissaires mentionnés dans cet article et dans les décrets, seront respectivement payés de la manière que les parties conviendront, et cet arrangement sera au moment où les ratifications du traité seront échangées :

Toutes les autres dépenses que pourront faire les commissaires, seront défrayées en commun par les deux parties, sur les états arrêtés par la majorité des commissaires. En cas de mort, de maladie ou d'absence d'un des commissaires, il sera remplacé de la manière employée à sa nomination, et ce commissaire prêterá le même serment, ou fera la même affirmation et remplira les mêmes fonctions que les autres.

#### NOTE EXPLICATIVE.

Les ministres plénipotentiaires de la République française observeront qu'il a été laissé du blanc pour insérer les réclamations des citoyens de la République française, à la charge des États-Unis, que les ministres français pourraient présenter. On a aussi laissé un blanc pour le mode d'élection des cinq commissaires, et un autre pour la manière dont ils devront être organisés. Les ministres des États-Unis prépareront, pour remplir ces deux derniers, des propositions.



## CONVENTION DE PARIS.

qu'ils pourront soumettre dans un jour ou deux ont aussi laissé en blanc le titre du traité de articles qu'ils proposent devront faire partie s'ils approuvés. »

A la suite de ces propositions les plénipotentiaires américains, les négociations à un instant interrompues. Avant d'aller plus loin, en effet, il fallait s'accorder sur les bases à poser, savoir si l'on parlait de l'état de paix, comme le voulait la France, en considérant les anciens traités comme subsistant toujours de l'état de guerre, comme le voulait le gouvernement des Etats-Unis, avec annulation des traités admise en principe. Là était la question qui primait toutes les autres, puisque d'elle découlait naturellement l'admission du principe des indemnités. En effet, si on avait été en paix, si les traités étaient encore existants, il pouvait y avoir lieu à donner des indemnités ; si au contraire on admettait l'état de guerre, il n'y avait nulle indemnité à accorder.

C'est dans cette espèce de cercle vicieux que roulaient les négociations, lorsque les plénipotentiaires français donnèrent l'ordre à M. Pichon, secrétaire de la commission, de leur présenter un rapport détaillé sur la situation des choses.

M. Pichon remit le 5 mai le remarquable rapport qu'on va lire à la suite de la réponse des plénipotentiaires français.

« Les ministres plénipotentiaires de la République française ne voient aucun obstacle qui s'oppose à ce

Paris,  
12 avril 1800.



que messieurs les envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires des Etats-Unis fassent connaître les considérations auxquelles ils se sont arrêtés sur le sujet des arrangements à prendre sur les réclamations des particuliers d'une nation à l'égard de l'autre. Ces réclamations ne pourront être appréciées de part ou d'autre, que pour la discussion des principes du droit des gens ou les dispositions des traités ; les réclamations nationales seront, pour la plupart, implicitement appréciées quand celles des particuliers le seront. Les stipulations nationales ne seront que des conséquences ultérieures des mêmes principes.

La question de savoir : s'il convient de faire un nouveau traité, ne pourra être résolue qu'après les discussions qui auront eu lieu relativement aux réclamations individuelles et nationales, auront terminé l'application qu'il faut faire des principes du droit des gens et fixé avec précision le sens des anciens traités. Ce sera seulement après avoir éclairci les doutes élevés à cet égard, qu'il sera possible aux ministres plénipotentiaires des deux nations de reconnaître si les anciens traités suffisent ou non à leurs intérêts.

Au reste, les ministres plénipotentiaires de la République française ne peuvent voir sans peine que messieurs les ministres plénipotentiaires des Etats-Unis ignorent si leur gouvernement a fait cesser l'état hostile où il s'est mis à l'égard de la France.

Le gouvernement français ayant rappelé divers réglemens qui auraient inquiété le gouvernement fédéral, en ayant publié plusieurs autres dans la vue de

### CONVENTION DE PARIS.

rétablir la bonne harmonie, étant prêt à faire tout ce que la justice pourra demander pour faire cesser tout souvenir irritant, il était en droit d'attendre entre autres témoignages de réciprocité que les armes armées des Etats-Unis ne continueraient plus longtemps à attaquer les intérêts de la République, et que l'effusion du sang humain ne serait à craindre.

Ainsi, pour que la négociation ne puisse être troublée par des incidents fâcheux, il serait nécessaire que messieurs les ministres et les plénipotentiaires des Etats-Unis voulussent bien donner aux ministres et plénipotentiaires de la République, l'assurance que leur gouvernement fera cesser sans retard l'état hostile ou hostile se maintient à l'égard de la France. Cette assurance fortement provoquée par les actes du gouvernement français à qui elle permettrait une juste réciprocité, ne serait qu'un légitime échange de celle qui est contenue dans les présentes. »

« Citoyens ministres, les soussignés ont reçu la note que vous avez bien voulu leur adresser le 23 germinal (12 avril).

Les plénipot.  
des Etats-Unis  
aux plénipot.  
français.  
Paris,  
17 avril 1800.

Par rapport aux assurances qu'on désire d'eux, que les mesures auxquelles les Etats-Unis ont été obligés de recourir pour protéger leur commerce doivent cesser immédiatement, ils déclarent de la manière la plus explicite qu'ils ne sont pas autorisés à donner d'assurances autrement qu'en les faisant entrer dans un traité : leur gouvernement ayant espéré que de cette manière, les assurances seraient sitôt données des

deux côtés, que toute stipulation préliminaire serait fort peu utile, les soussignés ont encore la confiance que cette espérance ne sera point déçue.

Si les soussignés recevaient des copies d'actes portant le rappel récent des réglemens qui avaient donné de l'inquiétude aux Etats-Unis et établissant des réglemens nouveaux dans la vue de ramener la bonne harmonie, les soussignés se feraient un devoir et un plaisir d'envoyer ces actes, de la manière la plus favorable, à la connaissance de leur gouvernement, et le gouvernement, d'après les intentions conciliantes qu'il a montrées, ne manquerait pas d'en recevoir des impressions parfaitement analogues à celles qu'ils se sont faites pour produire.

Pénétrés, comme le sont les soussignés, de l'intérêt qu'ont les deux nations à revenir à la bonne intelligence, ils reçoivent avec une vive sensibilité un gage de son prochain retour dans la déclaration qui leur est faite que la République est prête à faire tout ce que la justice peut exiger pour effacer tout souvenir irritant. Les soussignés, estimant les voies suffisamment préparées, ont l'honneur de soumettre à l'examen quelques détails concernant les réclamations des individus. Ils ont préféré les présenter tout de suite sous la forme d'articles de traité à intervenir; comme contenant une expression aussi franche qu'entière, de leurs vues, comme un moyen de discuter les principes liés directement à leurs supplications; comme la manière la plus probable de fixer de part et d'autre l'attention des ministres sur les points qui peuvent faire la matière d'une différence d'opinion, s'il

itions ou ces articles ne paraissent rédigés  
un esprit de conciliation autant que de justice. »

Le travail que j'ai l'honneur de soumettre aux  
vres plénipotentiaires de la République en vertu  
rdrés qu'ils m'ont donnés sera divisé en deux  
s : la première contiendra quelques réflexions  
es sur notre vraie position envers les Etats-Unis ;  
onde, plus particulièrement applicable au besoin  
iment, aura pour objet d'examiner l'état actuel  
négociation et la marche ultérieure qu'elle doit  
re.

Etats-Unis sont moins un allié pour la France  
rival pour l'Angleterre. C'est sur ce principe  
est fondée notre politique envers eux depuis  
ne où nous résolûmes de favoriser leur indé-  
ance. Leur faiblesse devait les empêcher long-  
de jouer le rôle auquel nous les appelions : nous  
ns protéger, hâter de tout notre pouvoir l'in-  
de leur maturité. Trop de circonstances empê-  
nt notre protection d'être toujours efficace,  
désirer trop tôt de les compromettre ; trop de

Rapport de  
M. Pichon.  
5 mai 1800.

eux, et prolonger le souvenir toujours si prompt et si fugitif de l'obligation.

Ce système fut parfaitement entendu, il fut constamment suivi jusqu'à l'époque de la Révolution, alors, l'esprit qui ne s'empare que trop souvent des querelles entre l'obligé et le bienfaiteur domine toutes nos discussions ; l'injustice et la hauteur de notre langage justifiaient l'aigreur que mit le gouvernement des Etats-Unis dans le sien. La précipitation de part et d'autre les résolutions fondit tous les intérêts dans celui des prétentions plus irritables et de l'amour-propre blessé.

Il est inutile de récapituler les actes par lesquels cet esprit de récrimination se manifesta au dix-neuvième siècle. Les scandales et les agressions ont été portés de part et d'autre presque jusqu'à la guerre. La diplomatie s'est arrêtée à cette limite, les Etats-Unis en quelque sorte dépassée. Nous avons toujours ouverte la voix des explications ; ils l'ont en quelque façon fermée, en nous faisant réellement la guerre en rompant solennellement les traités.

Ces derniers actes n'appartiennent plus à la diplomatie : l'Angleterre et ses nombreux partisans profitent de celle-ci pour les provoquer, mais ne font rien faire à la politique américaine un pas trop offensif pour qu'ils n'aient pas été accompagnés de paroles propres à les soutenir. Il est probable qu'après s'y porter le gouvernement fédéral aura obtenu des assurances du cabinet britannique ; on peut penser que lorsque celui-ci aura été sollicité par le gouvernement américain, quand la position



lité.

cette combinaison des deux gouvernements était forte que la haine commune qu'ils professent la France; si le gouvernement fédéral pouvait porter cette fougue aussi loin que ses passions l'y entraînent, il n'y a pas de doute que nous n'eussions à redouter des suites très-fâcheuses. Les événements prouvent que nos colonies sont à la discrétion du continent américain pour les subsistances. Les manœuvres que le président y a jouées de concert avec les ministres, laissent voir ce que les deux cabinets pourrissent tenter. Néanmoins, dans l'état où elles sont, il est probable qu'ils se borneraient à y entretenir la division et la discorde, et que leurs coups se dirigeraient sur les possessions espagnoles qui offrent et les chances et plus de prix aux communs efforts; si ce sont là les menaces que puisse faire le gouvernement américain, il ne faut pas croire qu'il ne soit assez libre dans ses volontés, ni assez soutenu de crédit, ni assez déterminé même dans ses plans, pour nous imposer la loi dans toute l'étendue de son intérêt que peuvent nous inspirer et les posses-

qui, par la voie des élections, exerce un contrôle direct et très-positif sur ses opérations. L'exécution de nos mesures et l'outrage de nos procédés lui ont pu donner, et dans le congrès pendant trois séances consécutives, et dans le public, la majorité au profit de laquelle il a pu emporter des mesures hostiles et encore, a-t-il été obligé de les voiler sous le voile de la *défensive*. Mais depuis que le Directoire même était revenu à la modération, l'opinion s'est remise ; partout elle désavoue les extrémités auxquelles l'administration s'est portée. Elle appelle magistratures électives les hommes les plus renommés contre l'alliance britannique, les plus opposés à l'influence de l'Angleterre ; elle se méfie de la masse de pouvoir, des flottes, des armées, de l'argent qu'elle a mis à la disposition du gouvernement, et elle craint de voir tous les moyens employés à favoriser des plans politiques et des entreprises qu'elle suppose depuis longtemps et pour l'extérieur et pour l'intérieur, au parti antifrançais. S'il a suffi des actes incomplets du Directoire pour produire ce retour, que sera-ce quand ceux des Directeurs seuls seront parvenus et quand on connaîtra nos mesures récentes, qui rentrent, envers tous les neutres, dans le droit des gens et dans les traités ?

Si l'opinion arrête la fougue du gouvernement fédéral, sa propre situation, ses propres incertitudes doivent encore nous rassurer sur les excès. M. Adams ne peut pas manquer de voir de sang-froid qu'une querelle sérieuse avec la République, les États-Unis peuvent nous nuire sans se nuire à eux-mêmes.

la puissance professe pour sa conservation, retarder leur accroissement ; s'allier avec elle, et enfin sérieusement notre inimitié, c'est se mettre à discrétion, c'est courir la chance d'une guerre inévitable dont elle dirigerait tous les fils et dont elle cueillerait tous les fruits.

Il y a de ces vérités qui triomphent de toutes les passions et qui survivent à tous les débats. Elles n'échappent point au gouvernement des Etats-Unis, et, sous la réflexion, ramené au sang-froid par la comparaison de nos mesures, il doit en être fortement frappé. C'est le sentiment de ces vérités uni à l'impulsion de l'intérêt qui l'a porté, à l'instant même où il accomplissait les actes les plus hostiles et où l'irritation était au comble, à contredire son propre système en ouvrant des communications avec nos colonies. S'il aura réfléchi sur sa conduite, plus il en sera humilié et honteux : et le moment de notre plus grande force sera celui où l'on nous aura le plus ouvertement bravé.

Il résulte de ces considérations qu'après avoir réparé nos injustices et en avoir fait cesser la source,



fédéral le rétablissement des rapports qui intéressent les intérêts communs, et en revenant aux principes nous pourrions accepter l'état de guerre qu'ils ont dénoncé et leur faire comprendre que personne n'est plus intéressé qu'eux à un accommodement : c'est le résultat de ces réflexions, que si ce gouvernement n'est pas de l'exigence, nous sommes les maîtres de nous en passer ; et si nos intérêts se résignent d'en passer, nous sommes les maîtres de l'exigence.

Ces observations (les ministres l'auront déjà faite) ne sont pas dans le moment présent d'une utilité immédiate : elles le seraient, s'il s'agissait de fixer les bases et les principes de la négociation ; mais les instructions des ministres ont arrêté les uns et les autres ; je livre donc cette première partie du travail à l'indulgence des ministres et je passe à la seconde.

Avant d'entrer dans les détails de la négociation, il faut que les plénipotentiaires respectifs soient d'accord sur ce qui en fait le principe. Part-on de l'état de guerre ou de l'état de paix ? Les instructions des ministres posent sur le dernier ; il paraît que les ministres américains admettent l'état de guerre, car ils regardent les traités comme entièrement abolis et n'ont pas fait la plus légère attention à l'opinion contraire que les ministres ont itérativement énoncée dans toutes leurs notes. Il faut commencer nécessairement par s'entendre sur ce point. Les ministres n'ont rien fait et n'ont pu faire de concession au principe d'indemnités pour les particuliers lésés, qu'autant que les traités étaient censés existants ; du moment où le principe contraire est admis, il ne peut plus être question d'indemnités, ce serait demander que la

au-dessus ; avec des idées aussi éloignées  
du principe, on conçoit difficilement comment on  
est pas aperçu de prime abord de part et  
et surtout, comment les ministres américains  
supposer, comme leurs notes, surtout la  
le font croire, qu'on admet le principe des  
isolé de son préliminaire. On peut attri-  
buer cette méprise en partie à l'inattention des mi-  
nistres États-Unis. Mais aussi, il est certain que  
contraire où sont les ministres de la Répu-  
blique exprimée d'une manière trop implicite  
pour, comme elle aurait dû le faire, les Amé-  
ricains. Il est encore temps d'y revenir : et c'est à  
entendre la note que les ministres plénipo-  
taires proposent d'adresser aux ministres des  
États-Unis. Il semble que les ministres devraient pro-  
fiter de cette occasion pour développer leur texte avec  
la franchise et la dignité qui conviennent à  
une telle occasion, et sur les intérêts des deux peuples, les  
ministres doivent porter à la conciliation, et sur le  
fond de la conduite des deux gou-  
vernements, cette note ne serait encore, comme on  
le voit, *préliminaire* : elle fournirait aux ministres



partie de la réponse des ministres américains, ces ministres demandent à connaître les actes de la République française qui font cesser les plaintes de commerce américain. C'est en leur transmettant officiellement ces actes, que les ministres trouvent occasion toute naturelle de s'expliquer, comme l'honneur de la République et de son gouvernement l'exigent, sur la persistance du gouvernement des États-Unis dans des mesures incompatibles avec un véritable et sincère esprit de conciliation. »

Une note fut rédigée dans le sens de ce rapport, et la commission envoyée aux plénipotentiaires américains, et communiquée au ministre des relations extérieures. Les plénipotentiaires américains répondirent le 8 mai, en donnant quelques explications évasives, quelques prétextes dilatoires sur les motifs qui faisaient adopter aux États-Unis le principe de l'annulation des traités, et ils firent suivre leur lettre de la seconde partie du traité préliminaire qu'on va lire, dont quelques jours auparavant ils avaient communiqué la première partie.

Les plénipot.  
des États-Unis  
aux ministres  
plén. français,  
Paris,  
8 mai 1800.

« Citoyens ministres, les soussignés ont reçu la note que vous leur avez fait l'honneur de leur adresser le 16 floréal (6 mai).

Ils n'hésitent point à dire la raison qui leur a fait proposer que les traités et la convention consulaire faits entre la France et les États-Unis fussent la règle des décisions à intervenir sur les réclamations de leurs citoyens respectifs, seulement par rapport aux

causes des plaintes antérieures au 5 juillet 1798, le droit des gens devant servir de base pour celles postérieures à cette époque. Ils expliqueront également pourquoi ils ne peuvent point considérer *ces traités comme base de la négociation actuelle* autrement que pour y prendre une règle d'après laquelle les causes des plaintes antérieures à l'époque ci-dessus seront examinées.

Ce n'est qu'après que le traité d'amitié et de commerce de février 1778 a été violé dans une grande latitude par la République française, après que les explications, et les arrangements amiables recherchés par les États-Unis ont été refusés, que lesdits États, par un acte public et solennel du 7 juillet 1798, ont déclaré qu'ils étaient libérés et exonérés des traités et de la convention consulaire conclus entre eux et la France. Cette déclaration, quoique justifiée par le droit des gens, n'aurait pas même alors été portée, si, en continuant de prendre pour règle de conduite les traités et la convention consulaire, les États-Unis avaient pu se prémunir contre des torts qui s'aggravaient de jour en jour et qui menaçaient leur commerce d'une entière destruction. Cette déclaration ne peut être révoquée. Les États-Unis doivent en maintenir les effets par rapport à la priorité des traités, quelques inconvénients qui en paraissent résulter pour eux. Il a semblé que leur gouvernement ne pourrait pas, sans violer la bonne foi, autoriser les soussignés à changer ou à modifier cette priorité, et en conséquence ils n'en ont pas le pouvoir.

Les soussignés croient qu'il est inutile pour le mo-

nient d'énumérer les actes du gouvernement français qui ont occasionné cette mesure, les principes de ces actes sont aujourd'hui aussi pleinement nus et avoués, que les malheurs qui en ont suite. L'objet de cette négociation étant de réconcilier les deux nations, et de cimenter entre elles l'amitié, une récapitulation aussi pénible ne peut, pour le moment, d'aucune utilité. Ils persistent à croire que les vues des ministres respectifs doivent être dirigées vers l'unique objet de terminer les différends de ces deux nations de manière que, sans discussion détaillée et spécifique sur le mérite ou le démérite des griefs respectifs, et en adoptant des principes simples et avoués de justice, on arrive à une satisfaction mutuelle et à l'établissement permanent de la bonne intelligence.

Les soussignés admettent avec les ministres français la vérité de ce principe, que le droit aux indemnités ne peut résulter que d'une infraction à des obligations reconnues, et ils pensent qu'il n'est pas incertain qu'à défaut de traités, le droit des gens constitue également cette espèce d'obligations. Ils ne pensent pas non plus qu'on admet le principe de l'indemnité qu'ils ont proposé, sans supposer en même temps que d'autres points fussent aussi arrangés à satisfaction mutuelle. Néanmoins, ils estiment que la satisfaction à des demandes justes, sera toujours regardée comme le plus sage des expédients politiques.

La question que les ministres français ont faite, savoir quelles doivent être à l'avenir les relations politiques des deux Etats et quelles doivent être leurs

remier point, les ministres se réfèrent à leur  
raité. Il est à peine nécessaire d'ajouter que  
es Etats-Unis, en les portant fortement à  
bonne harmonie avec la France, leur dé-  
chaîner avec aucune puissance des rapports  
ient les envelopper dans les démêlés dont  
prouve si souvent le fléau. Ils ne désirent  
d'accorder, dans leurs ports, aux corsaires  
aille au delà des droits de l'hospitalité,  
ur commerce et ne les mêle que trop faci-  
x passions et aux intérêts contraires au  
gens.

ai que les Etats-Unis ont des engagements  
ir permettent pas encore d'exécuter leur  
quant aux corsaires, dans toute son étén-  
une nation dont les corsaires ont le droit  
ns leurs ports, mais c'est un droit qui peut  
is deux ans, après la présente guerre de la  
ec l'Angleterre. On ne conçoit pas que pour  
le cette guerre, qui paraît tirer prochaine-  
ie fin honorable, il importe beaucoup à la



Quant à la seconde question, savoir quels doivent être les rapports commerciaux des deux États, les soussignés se réfèrent spécialement au treizième article de leur projet, article qu'ils ont tâché de faire accorder non-seulement avec les circonstances, mais encore avec les futures espérances des deux nations.

On verra que cet article va plus loin que les systèmes prohibitifs de l'Europe, par rapport aux colonies, n'ont permis jusqu'ici de le tenter; mais on père que le temps approche où les nations cessent de mettre sur le commerce ces barrières et ces travers qui, outre qu'elles font languir l'industrie et l'esprit d'entreprise, diminuent la valeur de tout ce qu'elles ont à vendre, et augmentent ce qu'elles achètent.

Quant à ce qui regarde la communication entre les États-Unis et les colonies françaises d'Amérique, rien ne pourrait plus heureusement peut-être plus justement contribuer à effacer de la mémoire des premiers ce qu'ils ont souffert de ces colonies, et certainement rien ne pourrait être plus efficace pour rendre celles-ci et productives et utiles à la France. Ces possessions n'ont besoin, après le rétablissement de l'ordre, que d'avoir, quelques années, des facilités pour leurs importations et pour leurs exportations pour se rétablir entièrement, et même pour parvenir à un degré de prospérité que les îles voisines ne pourraient point rivaliser.

On a pensé que, d'un côté, la République se réservant exclusivement son cabotage et le commerce direct entre la France et les colonies, de l'autre, les États-Unis gardant leur cabotage, et chaque nation



en outre, restant maîtresse d'encourager, par une réduction de droits limitée, l'emploi de ses propres navires, ces stipulations suffiraient pour donner aux marines respectives, qui heureusement peuvent s'élever sans être un objet mutuel de jalousie, un accroissement propre à assurer à chacune une part raisonnable de la liberté des mers.

Enfin, on présume que l'on n'objectera pas à cet article de promettre une grande extension et une grande activité au commerce des États-Unis, en même temps qu'il donne la force à celui de la France. Il est assez connu que toutes les entraves que le commerce américain éprouve, tous les risques qu'il peut courir, ne tournent qu'au profit des ennemis de la France en contribuant à augmenter leur commerce de transport et à accroître leur puissance maritime. Les soussignés ont l'honneur de joindre à cette note le reste du projet : cette partie avec celle qui a été transmise formeront l'exposition complète de leurs vues, et ils ont l'espoir qu'elles faciliteront le progrès de ces négociations. »

Substance de la seconde partie du projet de traité annexée à la note des ministres américains du 8 mai 1800.

« Art. VII. Restitution réciproque des bâtiments de guerre qui ont pu être pris de part et d'autre, ou paiement de la valeur d'après l'estimation des commissaires réciproques. Même stipulation pour les reprises faites sur nos bâtiments, par les vaisseaux des États-Unis, mise en liberté réciproque des

personnes détenues dans l'un et l'autre État pour toute autre cause que pour crimes et pour dettes.

Art. viii. Exemption réciproque du droit d'aubaine. Faculté pour les citoyens de disposer de leurs propriétés. Les biens des personnes mortes *intestat* seront confiés aux soins des officiers du pays, pour être remis aux héritiers.

Art. ix. Les parties s'interdisent, en cas de guerre ou de démêlés, le séquestre ou la confiscation des créances de particulier à particulier, ainsi que des fonds déposés dans les banques publiques ou privées.

Art. x. Les particuliers pourront poursuivre leurs débiteurs réfugiés chez l'une des deux parties devant les tribunaux du pays, soit que ces débiteurs soient citoyens du lieu où ils se seront réfugiés, ou étrangers.

Art. xi. On s'extradira réciproquement les assassins et les faussaires. Pour que l'extradition puisse s'opérer, il faudra que la partie requérante fournisse des preuves qui établissent la criminalité à la satisfaction de la partie requise, et des lois.

Art. xii. En cas de guerre, on accordera aux négociants des deux nations le délai de six mois pour se retirer avec leur effets.

Art. xiii. Les bâtimens marchands français pourront entrer, décharger dans tous les ports des États-Unis où les bâtimens des nations les plus favorisées pourront le faire.

Les bâtimens français pourront librement importer toute espèce de marchandises dont l'entrée n'est pas défendue par bâtimen américain.

Les bâtimens français, dans les ports des États-

### CONVENTION DE PARIS.

Unis, ne paieront pas plus de tonnage que les bâtiments des nations les plus favorisées, et ils ne paieront pas plus de.... par tonneau; et pour les papiers devant prendre dans les ports, ils ne seront pas posés à de plus grands droits que les citoyens États-Unis en pareil cas.

Les navires français, dans les ports des États-Unis ne paieront rien sur les exportations; ils ne paieront pas d'autres droits que les navires des nations les plus favorisées en pareil cas, ils n'en paieront pas non plus d'autres que ceux qui seront levés sur les mêmes par les bâtiments des États-Unis. Ils pourront faire payer leurs marchandises la moindre proportion, mais qui n'excédera pas un onzième; et aussi, on pourra exiger sur les théés importés par bâtiments français les mêmes droits que ceux qui seront imposés sur les théés importés par bâtiments des nations les plus favorisées.

Les navires français pourront charger et décharger dans les différents ports des États-Unis, par parties, en se conformant aux lois du pays sur les fraudes; mais ils ne pourront décharger dans un port des mêmes États ce qu'ils auront chargé dans un port des mêmes États, à moins que ce ne soit dans le cas d'urgence nécessaire: et même alors ils ne pourront vendre que ce qui sera nécessaire pour se réparer et continuer leur voyage.

La République française convient de son côté d'admettre les bâtiments américains dans tous les ports de sa domination qu'elle désignera. A cet effet, et jusqu'à ce que ces ports aient été désignés, ils seront

admis dans tous les ports où les navires français peuvent aujourd'hui entrer, et ils pourront entrer à tous temps dans les ports où sont admis les bâtimens des nations les plus favorisées.

Les bâtimens américains pourront importer, dans toute l'étendue de la domination de la République française, toutes les marchandises, sans exception que peuvent importer les navires français. Ils pourront aussi exporter de toute l'étendue de cette domination tout ce que les bâtimens français peuvent exporter.

Les bâtimens américains ne paieront dans les ports français ni d'autres, ni de plus grands droits que les bâtimens de la nation la plus favorisée, et de plus fort droit qu'un tonnage de 53 sous par tonneaux ; et ils ne paieront sur les expéditions qui auront à prendre dans ces ports ni d'autres, ni de plus grands droits que ceux que les Français paieront en pareil cas.

Les bâtimens américains ne paieront aucun droit quelconque sur leurs exportations et sur leurs importations ; ils ne paieront ni de plus grands ni de plus forts droits que les bâtimens des nations les plus favorisées, ni que ceux payés par les bâtimens de la République pour les mêmes objets, excepté toutefois que l'on pourra imposer les importations par bâtimens français à une taxe moindre, mais qui ne soit pas au-dessous du onzième, et qu'on pourra imposer les thés importés par bâtimens américains aux mêmes droits que ceux importés par bâtimens de la nation la plus favorisée.

Les bâtimens américains pourront charger et dé-

## CONVENTION DE PARIS.

par parties dans les différents ports français conformant toutefois aux lois du pays sur le commerce, mais ils ne pourront décharger dans un port ce qu'ils auront chargé dans un autre port, excepté dans des cas de détresse : alors ils pourront vendre une partie de leur chargement en concurrence nécessaire pour se rétablir leur voyage.

Afin de prévenir tous les abus, les consuls des deux nations recevront officiellement dans le pays où ils résident, le tarif des droits qui seront levés sur les marchandises de leurs nationaux et sur leurs chargements.

xiv. Permission aux citoyens respectifs de l'une et de l'autre nation de résider, trafiquer dans les États de l'autre nation. Ils n'y paieront pas d'autres droits que ceux établis par les nations. Ils pourront se servir de avocats, agents, interprètes qu'ils désireront. Tous les particuliers de l'une des deux nations seront soumis à la juridiction de l'autre, et à conduire et faire eux-mêmes leurs affaires. Le chargement et le déchargement de leur marchandise ils seront libres de n'employer que leurs propres valets.

xv. Les bâtiments qui ne seront que de commerce ne seront pas obligés d'ouvrir leur chargement à rien décharger, à moins qu'on ne les y oblige avec raison de porter de la contrebande.

xvi. En cas de détresse, les bâtiments de commerce pourront relâcher dans les ports respectifs, s'y réparer et y acheter des vivres;



et, pour cela, ils pourront vendre une partie de leur cargaison.

Art. xvii. En cas de naufrage ou d'échouage, les navires respectifs recevront sur les côtes les mêmes traitements pour le sauvetage et la conservation de la propriété, que les bâtiments nationaux.

Art. xviii. Les déserteurs des bâtiments publics ou privés seront livrés aux conseils ou aux ministres de la partie requérante. On portera pour cet effet et d'autre les lois nécessaires. On délivrera aux déserteurs non-seulement sur les rôles d'équipage originaux, mais encore sur des copies ou des extraits certifiés par un juge de l'endroit où le déserteur a fui. Ces extraits ou ces copies ne seront valables que pour six mois.

Les capitaines des bâtiments publics ou privés pourront prendre sur leur bord et engager des matelots ou d'autres individus, pourvu qu'ils soient citoyens ou habitants du pays auquel appartient le bâtiment. Néanmoins, ils ne pourront prendre, sans sonner, les déserteurs exceptés, qui soit antérieurement engagé au service de l'autre partie.

Art. xix. Aucune des deux parties ne laissera prendre les bâtiments ou la propriété de l'autre dans ses eaux.

Art. xx. Permission aux bâtiments de la partie qui se trouvera neutre, en temps de guerre, de naviger et commercer librement avec un port ennemi, à moins que ce ne soit une place actuellement bloquée.

Un bâtiment faisant voile pour une place qui ignore être bloquée, pourra en être averti et détourné.

chemin, mais sans le détenir ni lui rien contre, la contrebande exceptée. Il pourra être jugé si, après avis, il tente d'entrer dans ce bâtiment, entré dans un port bloqué avant l'hostilité, en sortira sans empêchement, et ceux qui se trouveraient dans la place lors de la prise, ne seront point ôtés à leurs propriétaires.

art. xii. Définition de la contrebande, pareille à celle contenue dans l'art. xxiv du traité de 1778.

art. xiii. On pourra saisir et confisquer la propriété ennemie sur bâtiment de la partie neutre, on paiera un fret raisonnable pour cette propriété, à condition que ce qui aura été chargé avant l'ouverture de guerre ou peu de temps après, ne sera pas confisqué, et aussi, que la propriété du neutre trouvée sur bâtiment ennemi sera rendue.

xxiii. Détermination des papiers qui prouvent la neutralité du bâtiment.

xxiv. Règles que les bâtiments de guerre suivront envers les navires de la partie neutre, qu'ils rencontreront à la mer ; et conduite qu'ils devront tenir à leur égard.

xxv. Règles qui seront observées par les bâtiments de guerre et corsaires ainsi que par les commissions ou les tribunaux des lieux, tant dans le séquestre des bâtiments neutres chargés de propriété ennemie ou de contrebande que dans le déchargement ou la vente, une fois arrivés dans le port du bâtiment capteur.

xxvi. Conduite qu'on devra tenir envers les passagers et équipages du navire capturé.

Art. xxvii. Punition des violences ou des voies de coercition que des croiseurs de la partie belligérante pourraient employer pour obtenir de l'équipage du bâtiment neutre des déclarations de propreté ou de contrebande.

Art. xxviii. Les prises ne seront conduites dans les ports du capteur, et les tribunaux seuls dans le pays du capteur ont la connaissance des prises, pourront les juger. Les jugements seront motivés, et copie en sera délivrée aux commandants, ainsi que de la procédure, s'ils le requerront, à la charge par eux de payer les frais établis par la loi.

Art. xxix. En cas d'appel de la part des capturés, d'un jugement favorable aux capturés, le jugement sera exécuté moyennant caution, malgré l'appel du capteur. Il n'en sera pas de même quand le jugement aura été rendu en faveur du capturé.

Art. xxx. Un bâtiment de la partie neutre qui, rencontré en mer ou se trouvant dans un port, sera soupçonné d'avoir un chargement ou une destination suspecte, sera obligé de montrer non-seulement son passe-port, mais aussi les certificats constatant la nature de sa cargaison.

Art. xxxi. On punira de part et d'autre les commandants des vaisseaux de guerre et les capitaines qui se conduiront mal. Ces commandants et capitaines sont responsables dans leurs personnes et dans leurs biens des irrégularités et des dommages qu'ils pourraient commettre, et, pour s'assurer cette responsabilité, on forcera les armateurs de corsaires à d

litions proportionnées à la valeur et à la  
eurs vaisseaux.

Il ne sera pas permis aux corsaires por-  
mission d'une puissance ennemie de l'une  
parties, d'armer dans les ports de l'autre,  
ndre ce qu'ils auront pris ; ils ne pourront  
tre les provisions nécessaires pour aller au  
is voisin appartenant à l'Etat dont ils tien-  
s-commissions.

XIII. On ne recevra point de part et d'autre  
s, on punira quiconque les favorisera ou les  
s prises qu'ils auraient pu faire, leur seront  
les marchandises même qu'ils auraient  
seront ôtées aux acheteurs, si l'on prouve  
-ci en connaissent l'origine, et tout sera  
X premiers propriétaires.

XXIV. Aucune des deux parties ne souffrira  
Citoyens aillent se mêler dans les pêcheries  
e sur les côtes, ni qu'ils troublent l'exercice  
ts qu'elle possède. On pourra posséder à la  
sur le banc de Terre-Neuve, dans le golfe de  
aurent et ailleurs sur la côte d'Amérique au  
es Etats-Unis ; mais la pêche de la baleine et  
aux marins sera parfaitement libre aux deux  
dans toutes les parties du monde.

xxxv. Les deux parties pourront nommer des  
pour résider chez l'autre ; chacun pourra  
s réserver tels ports qu'il jugera conven-  
nt de pouvoir faire aucun acte, le consul de-  
approuvé et reçu dans les termes habituels  
ouvernement local. Les consuls jouiront des

brement à leurs affections et à leurs intérêts ; — Qu'il était facile de prévoir une époque très-rapprochée, où les deux nations feraient encore cause commune contre l'Angleterre, mais qu'elle arriverait d'autant plus infailliblement qu'il n'y aurait dans cette seconde union aucune contrainte, aucune gêne ni d'une part, ni de l'autre.

Quand on parla à M. Ellsworth de balancer les indemnités à réclamer par les Américains, par l'abandon des traités sur le mérite desquels on n'était pas loin de penser comme lui : quand on lui parla de faire valoir la garantie pour cette guerre, et d'en faire un moyen de compensation, il répondit que les Etats-Unis n'ayant jamais été appelés à exécuter la garantie ne devaient rien ; qu'ils n'auraient point refusé d'exécuter le traité ; que d'ailleurs leurs *instructions étaient impératives sur les indemnités*. Enfin, il ajouta plusieurs fois qu'il avouait que les Etats-Unis *n'étaient en rien liés sur le rétablissement en son entier du traité d'alliance et qu'il en conférerait avec ses collègues*.

Il était clair, d'après cela, qu'il devenait indispensable pour les plénipotentiaires français, de demander de nouvelles instructions au gouvernement, si on ne voulait pas rompre entièrement la négociation.

Joseph Bonaparte fit connaître la situation à M. de Talleyrand, et le ministre en écrivit au premier Consul alors en marche dans les plaines de la Lombardie (1).

(1) Joseph écrivit directement à cette époque la lettre ci-dessous



## CONVENTION DE PARIS.

Les conférences ne furent pas cependant complètement interrompues entre les deux commissions. L'une d'elles qui eut lieu le 16 juillet, les plénipotentiaires américains remirent une proposition relative au paiement des indemnités. Quelques jours ils firent parvenir une nouvelle destinée à présenter le résumé de leurs arguments, quant à l'

à son frère, dans laquelle il est question des négociations menées :

JOSEPH A

ILÉ

Paris, 2

Lucien et le consul Cambacérès.

Si tout va bien, nous espérons qu'en 4

10.

change de face en Italie : le public est parfaitement tranquille ; il n'y a plus d'agitation intérieure parmi les députés du 18 brumaire et ceux qui ont le plus contribué à la formation de la Constitution actuelle : ils se réunissent entre eux et se consultent sur ce qu'ils ont à faire dans l'hypothèse dont on n'a pas craint de le parler souvent : leurs yeux se tournent d'un côté ou on ne devait pas s'écarter. Ton ancien collègue paraît être un des directeurs les plus influents de cette opinion. Le citoyen Carnot est de retour, et nous donne des nouvelles satisfaisantes.

Lucien n'est pas encore sorti de la campagne où il s'est retiré à la mort de sa femme et où il ne voit encore personne.

Il est essentiel que tu donnes à Jérôme un surveillant en le mettant chez Lucien, durant ton absence : il faut pour cela que tu tènes un mot, car il s'appuie sur ta volonté pour ne pas quitter la Malmaison.

Notre négociation avec l'Amérique est entravée par l'opposition absolue des instructions des deux gouvernements, le ministre ne peut pas nous changer les nôtres, ce qui est assez convenable. Nos premières instructions étaient celles-ci :

1<sup>o</sup> Conservation des anciens traités : 2<sup>o</sup> des indemnités à accorder. Les Américains ne peuvent pas traiter sur la base du maintien des anciens traités, il leur est enjoint de les regarder comme non avenues, et ils veulent en faire de nouveaux ; comme ces traités ne peuvent être résiliés que par la volonté des deux parties, ou par le fait de la guerre, c'est de ce fait qu'il faut convenir, et dans ce cas, faire la paix. 1<sup>o</sup> La cimenter par de nouveaux traités. 2<sup>o</sup> Ne

lition des traités. Elle fut combattue par une longue lettre des ministres français déclarant d'ailleurs n'avoir reçu aucune nouvelle instruction qui leur permit de se départir des premières bases. Ils terminaient leur lettre en disant qu'ils ne pouvaient qu'attendre la détermination définitive.

Cette réponse du gouvernement français ne fut

plus accorder d'indemnité, puisque le mal que nous avons fait aux Américains leur a été fait pendant la guerre, et que nous ne devons pas acheter la paix.

L'ambassadeur d'Espagne reçoit de Vienne la nouvelle débitée, et ce qu'on lui écrit, par M. de Thugut, que le général Kléber voyant que les Anglais n'observaient pas la capitulation, et qu'elle était impossible à exécuter sans leur volonté, est rentré dans ses positions après avoir battu les Turcs.

On ne s'occupe au Conseil d'État que d'objets particuliers et de peu d'importance : j'ai le projet de te rejoindre bientôt, mon voyage n'aura aucun éclat : Roederer voulait l'entreprendre pour te faire éprouver les nouvelles instructions, mais je ferai moi-même ce voyage, par cette même raison, et par celle que tu connais, car tu ne peux pas avoir oublié ce que tu m'as dit plus d'une fois, et à quoi je tiens absolument, comme le terme de mon ambition, ambition que dans ma position il n'est pas permis de ne pas avoir, puisque les hommes et les choses semblent me désigner, et que le défaut de confiance du gouvernement dans mes mains, pourrais seul m'en éloigner. Dans ce cas il me serait impossible de rester placé près de lui comme je le suis dans ce moment, en rentrant dans la retraite j'y emporterais le regret de l'avoir quitté et d'avoir renoncé à cette espèce de considération, résultat de beaucoup de modération.

Tu me connaîtrais mal si tu pensais que je ne veux pas fortement dans les choses décisives dans lesquelles je crois mon honneur intéressé.

Je ne dois pas douter de ton amitié pour moi, lorsqu'elle est d'accord avec l'intérêt public ; mais je devais te rappeler ma position et la volonté décidée qu'elle me force à avoir, afin que tu ne te reposes pas sur ma modération pour justifier à mes yeux tout autre choix que tu aurais pu faire. Je n'ai pas besoin de t'en dire davantage.

Nous nous portons tous bien, je t'embrasse.

ation. La correspondance donne une idée  
te des négociations, jusqu'au moment où  
réponse du premier Consul, ainsi qu'on le  
après:

yens ministres, les soussignés désirant voir  
heureusement et avec promptitude une né-  
calculée pour favoriser les intérêts des deux

Les plénipot.  
des Etats-Unis  
aux plénipot.  
français.  
1<sup>er</sup> juin 1800.

vous invitent à porter votre attention sur  
bles des 1<sup>er</sup> et 8 mai, et espèrent avoir  
ir de recevoir une réponse aussitôt que l'état  
tre le permettra. Ils sont persuadés qu'en ma-  
t une forte disposition à accélérer le grand  
d'on se propose, ils ne seront point accusés  
tence, et que la manière franche dont ils ont  
pè leurs vues aura été convenablement ap-

reçu, citoyens, votre dépêche numéro 6 avec  
s qui s'y trouvent jointes.

Le minist. des  
relations ext.  
aux plénipot.  
de la Républ.  
5 juin.

onse que vous avez faite aux ministres amé-  
trouvé parfaitement conforme aux principes

lui où la mettent les dernières notes des ministres américains, j'ai, en effet, dû en référer au premier Consul. Afin d'éclairer sa décision, je lui ai transmis votre dépêche qui contient une exposition très-étendue des points qui sont en discussion, ainsi que des solutions dont ils sont susceptibles; j'y ai joint, de mon côté, quelques explications ultérieures: j'espère que sa décision ne se fera pas longtemps attendre.

Comme le progrès de la négociation dépend d'un accord quelconque sur les principes qui doivent lui servir de base, toute discussion du projet que les ministres américains vous ont remis serait superflue ou du moins prématurée. Je ne puis en conséquence qu'approuver que vous ayez suspendu votre travail jusqu'à ce que le premier Consul ait fait connaître ses intentions. »

Les plénipot.  
français aux  
plénit. améric.  
5 juin 1800.

« Les ministres plénipotentiaires de la République française, soussignés, partagent tout l'empressement que messieurs les ministres plénipotentiaires et envoyés extraordinaires des États-Unis témoignent dans leur note du 1<sup>er</sup> de ce mois, de voir terminer favorablement et promptement la négociation confiée à leurs soins respectifs. Les ministres français, en accusant à messieurs les ministres américains la réception de leur note du 18 germinal dernier, ont eu l'honneur de leur annoncer que l'examen de son contenu pourrait entraîner quelques délais. Cette note a été l'objet de la plus sérieuse attention de leur part: après mûre délibération, il leur a paru que les propositions, qui s'y trouvent renfermées, étaient de na-

## CONVENTION DE PARIS.

ture à être soumises à la décision du gouvernement de la République. Les ministres plénipotentiaires en conséquence transmis cette note au ministre des relations extérieures. Ce ministre les informant qu'il lui-même prendra les ordres du premier Président de la République : aussitôt que les soussignés auront reçu les instructions qu'ils attendent, ils seront empressés de faire parvenir leur réponse à messieurs les ministres plénipotentiaires envoyés extraordinaires des États-Unis. »

« Les indemnités seront réglées et assurées de la manière proposée dans notre projet de traité, et elles ne seront payées que lorsque les États-Unis auront offert à la République française, un article stipulant la libre admission, dans les ports de chacun des deux États, des corsaires et des prises des deux parties, à l'exclusion de leurs ennemis. Elles ne seront pas non plus payées, à moins que l'article ne soit offert dans sept ans : cet article devant avoir le même effet sur le point de la priorité que la stipulation semblable avait dans les traités de 1778. »

« Les propriétés capturées et non encore condamnées définitivement, ou qui pourront être capturées avant l'échange des ratifications, excepté les marchandises de contrebande destinées pour un port ennemi, seront rendues mutuellement sur les preuves suivantes de propriété, savoir :

De part et d'autre, les preuves de propriété relativement aux navires marchands, armés ou non ar-

Note des plén.  
américains.  
16 juill. 1800



més, seront un passe-port dans la forme suivante :

« A tous ceux qui les présentes verront, soit notoire  
 » que faculté et permission a été accordée à . . .  
 » maître ou commandant de navire, appelé . . .  
 » de la ville de . . . de la capacité de . . .  
 » tonneaux ou environ, se trouvant présentement  
 » dans le port et havre de . . . et destiné  
 » pour . . . chargé de . . . qu'après que son  
 » navire aura été visité, et avant son départ il pré-  
 » tera serment entre les mains des officiers de marine  
 » que ledit navire appartient à un ou plusieurs sujets  
 » de . . . dont l'acte sera mis à la fin des pré-  
 » sentes ; de même qu'il gardera et fera garder par  
 » son équipage les ordonnances et réglemens mar-  
 » times, et remettra une liste signée et confirmée par  
 » témoins, contenant les noms et surnoms, les lieux  
 » de naissance et la demeure des personnes compo-  
 » sant l'équipage de son navire et de tous ceux qui  
 » s'y embarqueront, lesquels il ne recevra pas à bord  
 » sans la connaissance et permission des officiers de  
 » marine, et dans chaque port ou havre où il entrera  
 » avec son navire, il montrera la présente permission  
 » aux officiers et juges de marine, et leur fera un rap-  
 » port fidèle de ce qui s'est passé durant son voyage ;  
 » et il portera les couleurs, armes et enseignes de (la  
 » République française ou des États-Unis) durant son  
 » dit voyage : en témoin de quoi nous avons signé  
 » les présentes, les avons fait contre-signer par . . .  
 » . . . et y avons fait apposer le sceau de nos  
 » armes. Donné à . . . le . . . de l'an  
 » de grâce le . . . »

« Et ce passe-port suffira sans autre pièce nonobstant tout règlement contraire. Il ne sera pas exigé que ce passe-port ait été renouvelé ou révoqué dans l'espace d'une année, à moins qu'il ne soit arrivé au navire de revenir au lieu de son départ dans l'espace d'un an, quelque nombre de voyages qu'il ait d'ailleurs faits par rapport à la cargaison, le lieu d'où le bâtiment est parti et celui où il va ; de manière que les marchandises défendues et de contrebande puissent être distinguées par les certificats, lesquels certificats auront été faits par les officiers de l'endroit d'où le navire sera parti, dans la forme usitée dans le pays ; et si ces passe-ports ou certificats, ou les uns et les autres ont été détruits par accident ou enlevés de force, leur défaut pourra être suppléé par toutes les autres preuves de propriété admissibles d'après l'usage général des nations.

« Pour les bâtiments autres que les navires marchands, les preuves seront la commission dont ils sont porteurs.

Cet article aura son effet à dater de ladite signature de la présente convention, et si, à dater de ladite signature, des propriétés sont condamnées contrairement à l'esprit de cette convention, avant que cette stipulation ait été rendue publique, la propriété ainsi condamnée sera sans délai rendue ou payée. »

« Citoyen ministre, les ministres américains, depuis leurs dernières notes que nous vous avons communiquées par nos dépêches n<sup>os</sup> 15 et 6, ont eu avec nous plusieurs conférences dans lesquelles ils ont essayé

Les plénipot.  
franç. au min.  
des rel. extér.  
Paris,  
22 juill. 1800,

de justifier leur théorie quant à l'abolition des traités. Dans la dernière, qui a eu lieu le 27 messidor (16 juillet), ils nous ont remis la proposition qui vous est connue et dans laquelle ils subordonnent le paiement des indemnités à notre réintégration absolue dans les droits que nous confère le traité de 1778, quant aux corsaires et aux prises. Depuis cette conférence, ils nous ont fait parvenir la note dont vous trouverez la traduction ci-jointe et qui est destinée à résumer leurs arguments quant à l'abolition des traités et appuyer la proposition, selon eux conciliatrice, qu'ils avaient faite le 27 messidor.

Comme nous n'avons reçu du gouvernement aucune instruction qui nous autorise à nous départir des bases sur lesquelles nous avons toujours insisté, nous avons cru pouvoir répondre aux ministres américains par la lettre ci-jointe. Nous avons eu pour objet, d'abord, d'opposer aux principes de droit que professent les ministres américains, les raisonnements qui nous paraissent combattre victorieusement ce principe et justifier les nôtres : et ensuite nous avons pensé qu'il était convenable de montrer l'insuffisance de ce que ces ministres proposaient sous les dehors spécieux d'un moyen terme.

Nous n'avons pas hésité à nous engager à faire valoir auprès du gouvernement la seule idée qui nous ait paru acceptable, c'est-à-dire la simple concurrence avec l'Angleterre pour la conduite des prises et des corsaires aux États-Unis. Nous avons fait la proposition de vive voix, nous avons pensé que nous pouvions en toute sûreté la confirmer par écrit.

Enfin, citoyen ministre, l'objet le plus important que nous ayons eu en répondant, et surtout en reproduisant cette dernière avance, a été de porter les ministres américains à énoncer catégoriquement ce que l'un d'eux a laissé entrevoir depuis quelques jours, sous la simple forme d'une insinuation. M. Ellsworth, dans quelques conversations particulières, a fait entendre qu'on pourrait à la fin trouver moyen d'accorder à la République l'égalité que nous demandions sans blesser l'Angleterre. Si cette ouverture, tout à fait nouvelle de la part des ministres américains, était exprimée positivement, la négociation en serait facilitée : nous ne désespérons pas de les faire au moins s'expliquer à cet égard. Dès qu'ils l'auront fait, nous nous empresserons de vous en instruire.

Vous remarquerez, citoyen ministre, que dans cette nouvelle hypothèse nous avons écarté la considération des indemnités afin de ne nous engager à rien sur cet article. »

« Les ministres plénipotentiaires de la République française ont reçu la note du 23 juillet 1800 (4 thermidor an vin) que MM. les envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires des États-Unis d'Amérique ont pris la peine de leur adresser. Les plénipot. français aux plén. améric. Paris, 27 juill. 1800.

« Cette note a deux objets :

« Le premier est de résumer les réponses qui ont été faites par MM. les ministres plénipotentiaires des États-Unis à quelques-unes des réflexions présentées par les ministres plénipotentiaires de France dans

deux conférences antérieures, au sujet du droit d'attaquer dans les ports des États-Unis et de la France le commerce des corsaires, a été réciproquement et exclusivement assuré par le traité de 1778, que MM. les ministres plénipotentiaires des États-Unis ont prétendu être abrogé entre la France et les États-Unis, et établi au préjudice de la France et l'Angleterre.

Le deuxième objet de la note est de motivé la proposition faite par MM. les ministres américains dans la dernière conférence tendante à stipuler que les indemnités qui pourraient être dues aux États-Unis » ne seront payées que lorsque les États-Unis a » offert à la République française un article stipulant la libre admission, dans les ports de chacun des deux États, des corsaires et des prises des » parties à l'exclusion de leurs ennemis, et même » ces indemnités ne seront point payées à moins » que l'article ne soit offert dans sept ans : cet article devant avoir le même effet sur le point de » priorité que la stipulation semblable avait dans les traités de 1778. »

Relativement au premier objet, les ministres français sont obligés de répéter que leurs instructions portant entièrement sur la reconnaissance parfaite des anciens traités, ils se voient dans l'impossibilité de souscrire à l'anéantissement du privilège assuré par le traité de 1778, aux corsaires de chacune des deux nations dans les ports de l'autre, et surtout à l'établissement de ce privilège dans les relations



## CONVENTION DE PARIS.

elles des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, convaincus que le véritable intérêt de la France est lié à la prospérité des Etats-Unis ; convaincus aussi que le droit exclusif par une nation aux corsaires d'une mer, de leurs prises dans ses ports, est de nature à mettre sa tranquillité et par là son indépendance en danger ; parce qu'il doit en nombre de cas, donner lieu à des griefs ou au moins de l'ombrage aux puissances qui sont faites les prises, ils s'empressent en même temps à MM. les ministres américains, en cas de rapprochement, ils se feront un devoir d'insister près de leur gouvernement sur la promesse qu'ils lui ont déjà faite, d'abolir tout droit d'entrée dans les ports respectifs pour les navires des deux nations avec leurs prises, et de se conformer, pour eux, au droit d'amener leurs prises en concurrence avec les nations les plus favorisées. Ils sont convaincus que le gouvernement français s'honorera par le sacrifice d'un privilège qui pourrait être préjudiciable à son allié, mais qu'il s'avilirait en s'en dépouillant au profit de son ennemi et sans avantage pour l'indépendance américaine.

Les ministres français n'ont trouvé, dans la note du 11 juillet 1800, aucune raison qui les déterminât à rompre les traités faits entre la France et les Etats-Unis, comme rompus.

L'acte du congrès du 9 juillet 1798 est la déclaration d'une des parties ; mais les traités étaient l'ouvrage des deux : une seule ne peut pas détruire autre-

*ment que par la guerre et la victoire, ce qui est gement des deux.*

Quand le congrès déclare, d'un côté, que la a contravenu aux traités et qu'il s'en exonère, de l'autre, le gouvernement français déclare qu conformément aux traités, que les États-Unis les ont enfreints et qu'il en veut l'exécution, où est la est le tribunal qui autorise l'exonération plus l'exécution ?

Tant qu'il y a contestation entre deux parties tractantes sur l'existence ou l'anéantissement d'un traité, il ne peut résulter de l'anéantissement tendu par l'une de ces parties aucun droit au d'un tiers.

Si la France avait déclaré les traités annulés, que les États-Unis eussent soutenu qu'ils étaient entiers, l'Angleterre n'aurait pas été forcée de dire à l'Amérique : J'entre dans les droits de la France.

La déclaration de rupture faite par une des parties n'opère donc pas la rupture.

Ces réflexions sont conformes à la doctrine des publicistes.

L'opinion de Vattel ne peut s'entendre qu'en nullité de droit, mais non de la nullité de fait ; la nullité de fait qui seule peut donner ouverture à des droits d'un tiers pour l'antériorité.

Ces réflexions découlent d'ailleurs de la nature des choses : s'il est libre à une partie contractante de se dégager quand il lui plaît, en vertu de son droit sur les faits, sur les hommes, sur les choses,

## CONVENTION DE PARIS.

plus d'engagement attaché aux traités, il faut que de toutes les langues le mot *traité*.

Un droit d'antériorité pouvait être détruit, au préjudice de la nation qui le possède, par le fait de la partie qui l'a reconnu, et si par ce seul fait le droit pouvait passer à un tiers, il faudrait reconnaître le principe qu'une nation qui fait un second traité suscite un ennemi à celle avec qui elle en a fait le premier, et qu'elle assure sa déposition à cet ennemi pour le moment où elle voudra s'entendre avec lui.

Les ministres plénipotentiaires de la République française ne pousseront pas plus loin leurs observations, celles qu'ils viennent de reproduire suffisent pour établir les droits de la France et lui assurer l'honneur du sacrifice qu'elle ferait en renonçant au droit exclusif d'entrée dans les ports d'Amérique pour les navires français accompagnés de leurs prises. En passant au second objet de la note, les ministres français observent que la proposition de Messieurs les ministres américains offre à la République, pour l'instant éloigné, l'espérance d'avantages exclusifs qu'ils croient qu'elle ne doit point être jalouse, et au moment présent, et peut-être pour sept années écoulées, une déchéance humiliante de ses droits et une infériorité honteuse à l'égard d'un Etat sur lequel elle avait acquis des privilèges, par les services qu'elle a rendus à l'Amérique pendant qu'il lui faisait guerre. Quand les ministres de France pourraient accepter à une condition indigne de la nation française, le prix qu'ils voudraient mettre à son humilia-

tion ne serait pas la prorogation d'un assujettissement qu'ils regardent comme contraire à l'intérêt des États-Unis. La dépendance de ses alliés ne peut être pour elle l'indemnité d'une souffrance nationale. Les ministres français croyant devoir insister près leur gouvernement pour l'abdication actuelle du privilège bien acquis, il serait contradictoire qu'en ménageassent le retour pour des temps éloignés.

Les ministres plénipotentiaires de la République française ne peuvent donc qu'attendre la détermination définitive de leur gouvernement. Ils s'empressent d'en faire part à Messieurs les ministres plénipotentiaires des États-Unis, dès qu'ils l'auront reçue. »

Le . Pichon  
à Jos. Bonap.  
Paris,  
10 août 1800.

« Citoyen, j'ai eu l'honneur ce matin de me présenter chez vous, pour vous rendre compte de la conversation que j'ai eue avec M. Ellsworth. Ne trouvant point, j'ai vu le citoyen Roederer et j'ai cru qu'il était de mon devoir de vous mettre au courant de ce qui s'est passé. Je vous en écris le rapport ci-joint.

Les invitations de M. Ellsworth se répétant, j'ai réfléchi qu'après celle-ci aux inconvénients qu'il pouvait y avoir de ma part à m'y rendre ; et malgré toute la plausibilité qu'y donne la difficulté de la langue entre les deux légations, je me propose de ne plus voir ce ministre ni aucun de ses collègues sans les ordres exprès du ministre de la République. Ce n'est pas que je n'aie pensé à les consulter avant de voir M. Ellsworth ; mais, cette fois, il m'a été impossible de le faire, et la dernière fois, cela n'eût pas été

CONVENTION DE PARIS.

2

difficile, comme vous le verrez par la date de  
M. Ellsworth. Je n'ai vu M. Ellsworth  
tre fois, il y a trois semaines, et, à la vérité  
propre mouvement, pour éclaircir ce que  
foret disait de la nouvelle proposition  
Ellsworth; proposition qui co  
les ministres américains avaient et  
même instant j'en rendis compte aux  
ajoute que M. Ellsworth est le seul que  
quoique j'aie eu d'anciens rapports avec  
ar-dessus tout rester dans les bornes des  
es et du devoir, et ne rien faire qui fût  
aux vœux des ministres, regrettant en  
ps vivement, si je m'en suis écarté, qu'on  
ait pas fait apercevoir, je vous prie, citoyen,  
oir bien me faire connaître là-dessus vos in-  
s, la première fois que j'aurai l'honneur de  
voir. »

M. Ellsworth s'est donné la peine de passer le  
(où) chez le citoyen Pichon; ne l'ayant pas trouvé,  
lui a laissé un billet, dans lequel il l'invitait à  
devoir bien venir le lendemain, 10, prendre du  
avec lui. Le citoyen Pichon s'y est rendu à neuf  
res.

Rapport de M.  
Pichon à Jos.  
Paris,  
10 août 1800.

Ellsworth fait connaître au citoyen Pichon que  
t de son invitation était de lui témoigner l'in-  
tude que lui donnaient, ainsi qu'à ses collègues,  
tards qu'éprouvait la négociation; qu'après les  
tures différentes qu'ils avaient faites aux mi-



nistres de la République, ils ne concevaient & quoi leur réponse pouvait tenir.

Le citoyen Pichon a répondu à M. Ellsworth : quelques jours auparavant, le citoyen Joseph Bonaparte lui avait assuré que les instructions du gouvernement français seraient données au plus tard pour le 8, qu'il avait raison de croire que le citoyen Joseph Bonaparte les avait reçues, et que les ministres français ne pouvaient manquer de faire réponse écrite ou verbale, les premiers jours de la décade prochaine.

M. Ellsworth a demandé au citoyen Pichon sans que cela pût tirer à conséquence, il pourrait dire quelle avait été la décision du premier Consul. Le citoyen Pichon a répondu, que sans pouvoir dire qu'il y eût une décision irrévocable de premier Consul, il pouvait cependant dire à M. Ellsworth que le premier Consul inclinait beaucoup à écarter les indemnités si nous accédions à l'abandon de nos privilèges exclusifs; et qu'il était très-probable que les instructions porteraient sur cette base.

Dans ce cas, reprit M. Ellsworth, si l'on ne peut pas prononcer le mot *indemnité*, et si le principe est entièrement écarté, nous désirons que les représentants français nous le fassent au plus tôt connaître; qu'après un délai décent nous demanderons le passe-ports. Nous sommes disposés à être accommodants que possible sur l'application; nous prêterons à toutes les formes qui rentreront dans vos intentions de restreindre les indemnités et d'en diminuer les charges.

Il faut qu'il n'en soit pas même question, c'est à moi l'honneur du gouvernement des États-Unis et les règles de l'équité ne permettent pas de souscrire. N'est-il pas vrai qu'une partie considérable de la propriété de nos citoyens est passée dans les mains des vôtres, injustement ; que cette propriété est devenue chez vous une ressource ; qu'elle a alimenté les canaux où vous avez puisé pour faire la guerre et conquérir tant de riches provinces ? Eh bien ! n'est-il pas juste que vous compensiez ces pertes ; que votre gouvernement, à qui elles ont profité, s'engage à la paix, à une réparation que l'état de vos moyens rendra alors possible ? Vous avez parlé de dommages nationaux à faire valoir, en croyant toujours que ces dommages sont d'une très-difficile appréciation ; nous n'excluons point cette espèce de compensation. Les vôtres et les nôtres seront liquidés, comparés, et, s'il y a une balance à votre avantage, nous la prendrons en à-compte des dommages que nos citoyens seront reconnus avoir prouvés. Enfin, qu'on admette au moins le principe ne réclame si hautement la justice : nous n'avons pas plus la volonté que le pouvoir de vous tenir les conditions très-serrées sur son application et sur son exécution ; mais il faut que notre réconciliation parte de la justice réciproque. S'il n'en est pas ainsi, nous ne serons sûrement pas en guerre pour cela ; je crois que nous vivrons en paix ; mais il n'y aura jamais entre nous de cordialité, jamais notre peuple oubliera une injustice aussi criante.

Vous craignez le poids des indemnités, c'est ce

qui vous empêche d'être justes : le seul produit des droits que vous retirerez de votre commerce suffira en peu de temps pour y faire face. Pour nous, cette considération ne nous arrête pas : ce que nous voulons nous le paierons avec exactitude. »

On a réuni dans ce qui précède tous les arguments de M. Ellsworth qui a répété plusieurs fois que et ses collègues avaient toujours été convaincus que la proposition d'égalité étant convenue, nos ministres qui avaient toujours déclaré qu'ils ne tenaient point à l'exclusif, que le gouvernement n'y tenait point non plus et se contenterait de l'égalité, n'eussent jamais remettre en avant cet exclusif comme condition, ou comme compensation des indemnités.

Le citoyen Pichon a toujours remis M. Ellsworth sur l'idée que, quoi que les ministres américains eussent pu penser à cet égard, les ministres français n'avaient jamais rien dit qui justifîât une pareille induction. Le citoyen Pichon a exposé à M. Ellsworth toutes les raisons qu'il a crues propres à fortifier le système dans lequel il a annoncé comme probable que les instructions seraient rédigées.

En descendant de chez M. Ellsworth, le citoyen Pichon est entré chez M. Davie pour le saluer. Le ministre, après avoir confié, avec plus de force encore que M. Ellsworth, au citoyen Pichon l'impression fâcheuse que faisait ce délai de nos ministres à lui répondre, a parlé au citoyen Pichon, le premier, des indemnités ; il a dit d'une manière très-explicite que pour lui il n'avait jamais pensé que la stipulation des indemnités pût jamais être autre chose qu'une van

formalité; mais qu'en honneur et en conscience, le gouvernement américain était fondé à y insister; qu'on devait se rappeler, qu'en débutant dans la négociation ils avaient mis cet article en avant comme une condition *sine qua non* de tout autre arrangement. J'ai répondu à M. Davie qu'on ne l'avait point oublié, et qu'on n'avait pas été étonné, alors, de voir réduire à une question d'argent des différends aussi longs et aussi sérieux que ceux qui divisaient les deux Etats. Là-dessus M. Ellsworth est entré, la conversation a roulé sur le même sujet, les deux ministres ont répété que l'objet de la négociation n'était assurément pas de se garantir un paiement d'indemnités; le point important entre la France et l'Amérique, c'est qu'elles viennent en paix, qu'elles se rapprochent sérieusement; qu'elles se préparent en commun à humilier l'Angleterre; pour cela il faut du concert, des progrès simultanés et concertés dans la carrière de la richesse et du commerce. Qu'est-ce que des indemnités auprès de ces grandes considérations? Mais que l'on consente du moins à ce qu'il en soit parlé, à ce que des desirs au moins de justice mutuelle président au rapprochement, et à ce que l'honneur du gouvernement fédéral soit mis à couvert. »

Enfin le 11 août, les plénipotentiaires français ayant reçu du gouvernement les nouvelles instructions qu'ils attendaient, en firent connaître la substance à la commission américaine. Les négociations étant arrêtées par la double question de l'abolition des traités, abolition voulue par les Etats-Unis, et de la

reconnaissance des indemnités, la commission française proposa la reconnaissance de l'existence interrompue des traités entraînant la reconnaissance des indemnités, ou l'admission du principe d'annulation des traités entraînant la non-reconnaissance des indemnités; ainsi que cela résulte de la lettre

Les plénipot.  
français aux  
plén. amér.  
Paris,  
11 août 1800.

« Les ministres plénipotentiaires de la République française ont reçu de leur gouvernement des instructions qu'ils se sont crus obligés de vous adresser, lorsqu'ils ont appris, par la note de messieurs les ministres plénipotentiaires américains, que les Etats-Unis tenaient leurs traités avec la France pour annulés, et qu'il leur était impossible de les reconnaître avec tous les avantages attachés à leur date. Les ministres français s'empressèrent de vous en faire part, et de vous proposer de vous adresser des réflexions et les ouvertures que l'état actuel de la négociation leur a paru exiger.

D'abord, ils insisteront sur le principe d'équité, dans leur précédente note, savoir : que les traités conclus entre la France et les Etats-Unis ne sont pas nuls, que la guerre même n'aurait pu les annuler, mais que l'état de mésintelligence qui a régné pendant longtemps entre la France et les Etats-Unis, par le fait de quelques agents plutôt que par la volonté des gouvernements respectifs, n'a nullement été la cause de la guerre, au moins du côté de la France.

Si les réflexions présentées à ce sujet dans la note des ministres français, du 8 du présent mois, ont amené messieurs les ministres des Etats-Unis à



reconnaissance des traités, la première conséquence qui en résultera et que les ministres de France presseront de reconnaître de nouveau, c'est que part et d'autre les parties doivent s'indemniser du dommage qu'elles ont pu se causer mutuellement par mésintelligence. Les anciens traités étant maintenus dans leur intégrité et dans leur antériorité, il sera juste et convenable de faire cesser jusqu'au souvenir les altercations survenues dans le cours des relations qu'ils ont établies.

Ainsi, la première proposition des ministres de France, de stipuler une reconnaissance pleine et entière des traités, et l'engagement réciproque d'indemnité pour les dommages résultant de part et d'autre d'infraction.

Messieurs les ministres américains persistaient à dire qu'ils se sont mis dans l'impossibilité de reconnaître les traités avec l'avantage de leur date ; s'il est prouvé que, mal à propos, la France s'est flattée d'une amitié non interrompue avec les Etats-Unis ; inutilement elle consacrerait sa fidélité à ses engagements, en souscrivant à réparer les infractions commises par quelques agents et quelques corsaires, le gouvernement français consentirait à l'abolition des traités avec d'autant moins de répugnance que messieurs les ministres d'Amérique paraissent en regarder quelques dispositions comme peu compatibles avec la parfaite indépendance des Etats-Unis. Telle est l'opinion dont ils parlent dans la note du 18 floréal (7 mai), où ils expriment le désir de réduire les corsaires étrangers, à la simple hospitalité dans les

Etats-Unis, afin d'affranchir leur commerce de toute gêne et leur politique de tout rapport avec les intérêts et les passions des puissances belligérantes. Le gouvernement français est convaincu que la plus parfaite indépendance est nécessaire aux Etats-Unis, pour les élever à leurs hautes destinées, et il ferait volontiers le sacrifice des avantages qui pourraient la compromettre, quelque bien acquis qu'ils soient, de quelque réciprocité et de quelques services qu'ils aient été payés.

En conséquence, ils déclarent que la réclamation des traités et l'offre d'en réparer l'inexécution s'il y avait lieu, réclamation dictée uniquement par une scrupuleuse fidélité à des engagements d'ailleurs avantageux aux Etats-Unis, ferait aisément place à des vues conformes à l'intérêt d'indépendance et de sécurité qui les occupe ; ils déclarent notamment que la France ne refuserait pas de se départir du privilège exclusif dont jouissaient ses corsaires pour l'interdiction de leurs prises dans les ports des Etats-Unis. Toutefois, les ministres de France, en acquiesçant à l'anéantissement des traités, ne pourraient admettre que l'acte par lequel les Etats-Unis ont déclaré la nullité a été une véritable provocation à la guerre, que les actes hostiles qui ont suivi cette déclaration, ceux qui ont été multipliés avec cette même depuis que le gouvernement français a cessé tout prétexte de plainte, ont été la guerre elle-même, que la France s'est déguisée le véritable état de ses dernières relations avec les Etats-Unis, lorsqu'elle les a regardés comme

une simple mésintelligence réparable et passagère; en un mot, qu'un nouveau traité entre la France et les États-Unis doit être, avant tout, un traité de paix. Partant de cette observation, il leur semble que les deux gouvernements n'auraient plus à s'occuper de leurs pertes respectives, vu que le droit de la guerre dispense de réparer les pertes qu'elle a occasionnées; que l'honneur des armes nationales défend même de s'en occuper, puisque celui des États qui aurait une balance à payer à l'autre, en s'acquittant, *reconnaîtrait un vainqueur et achèterait la paix.*

Au reste, il doit être bien entendu qu'en acquiesçant à l'abolition des traités, le gouvernement français n'entendrait renoncer qu'aux privilèges qu'ils assuraient à la France, et qu'il ne souscrira jamais à se placer sur une ligne inférieure à celle d'aucune autre puissance dans ses relations avec les États-Unis. Il renoncerait sans peine à des avantages exclusifs dont il jouissait; mais il ne peut consentir *qued'autres en exercent à son préjudice.* Il abdiquerait sans regret un droit qui lui était acquis, mais ne reconnaîtra pas celui d'un autre fondé sur la ruine du sien. Ce qu'il doit à sa dignité, il le doit et le veut même pour la prospérité des États-Unis; s'ils se déagent envers la France des liens qui pesaient peut-être à leur indépendance, ce doit être pour l'établir plus parfaite que jamais, et non pour la courber d'un côté opposé.

La seconde proposition des ministres de France, dans le cas où celle qui précède ne serait point acceptée, serait donc l'abolition des traités anciens, la for-

mation d'un traité nouveau dans lequel la nation française, laissant de côté un privilège désagréable aux États-Unis, serait traitée, pour ses rapports politiques et commerciaux, comme la nation la plus favorisée, et où il ne serait pas question d'indemnité.

Ainsi, les propositions que les ministres français ont l'honneur de communiquer à MM. les ministres plénipotentiaires des États-Unis, se réduisent à cette alternative fort simple :

Ou les anciens traités, avec les privilèges résultant de l'autorité et stipulation d'indemnités réciproques.

Ou un nouveau traité assurant l'égalité sans indemnité.

MM. les ministres américains reconnaîtront sans doute dans cette double ouverture, et dans l'exposé des motifs qui la déterminent, le désir qu'a le gouvernement français de terminer la négociation d'une manière satisfaisante pour les États-Unis. »

La négociation posée sur ce nouveau terrain, les plénipotentiaires des États-Unis remirent, le 20 août, de nouvelles propositions. La commission française, après avoir pris les ordres du premier Consul, consentit à admettre *la modification* des traités et le *principe des indemnités*, dans le sens de la note en date du 25 août, qu'on trouve après celle du 20 des plénipotentiaires américains.

Les plénipot.  
des États-Unis  
aux plénipot.  
français.  
Paris,  
20 août 1800.

« Les soussignés ont eu l'honneur de recevoir votre note du 13 thermidor (41 août 1800).

Cette note ajoute au regret que leur ont occasionné

## CONVENTION DE PARIS.

mois de retard qui ont été nécessaires pour l'obtention de nouvelles instructions, celui de voir qu'il n'y avait pas de les obstacles qui ont suspendu la marche de la négociation.

donner les indemnités serait très-mal choisir de rendre à la France la confiance trop longtemps accablée à l'Amérique et à la pratiquer, pour oublier les

1. L'Amérique ne concevra jamais que l'on lui reste à l'abri de la déprédation de ses droits à la restitution de ce qu'elle a encore plus difficile de concevoir qu'

une agression en déclarant une vérité, mais

pas fait plus en déclarant que des traités que la partie n'observait plus cessaient de la lier. Si cette déclaration aussi indispensable pour les tribunaux judiciaires que conforme à la vérité avait entraîné une cause de guerre, la sagesse de la France a pensé qu'elle était conciliable avec la paix, mais, l'appliquer dans les principes de l'état de guerre à l'extinction des indemnités, c'est en faire un inexplicable. En raisonnant, même dans l'hypothèse de la guerre, si celle-ci, d'après son droit, avait ses usages soutenus contre les États les plus

éteint les dommages qui ont eu lieu pendant la guerre, elle n'anéantit pas des obligations antérieures à son existence. Si la guerre eût commencé à l'époque où l'on suppose que l'Amérique en a fourni l'exemple, comment le droit de la guerre pourrait-il avoir aboli les réclamations des États-elles qu'elles étaient, et tels qu'étaient leurs



griefs dans un moment où leur conduite en France n'avait rien de remarquable que la patience avec laquelle ils souffraient, et la modération qu'ils ont eue à chercher les moyens de faire finir leurs souffrances.

Si en appliquant le principe, et en exerçant le droit naturel de la défense dans des circonstances d'aujourd'hui également regrettées des deux parties, on se rappelle les incidents qui, rapprochés de leur cause, peuvent paraître fâcheux ; si ces incidents ont produit des impressions telles que celles que les Français appellent *éclat*, ces ministres auraient assez de candeur pour admettre que ces impressions, et la sensibilité par laquelle elles sont affectées, étaient bien naturelles chez un peuple qui a souffert de pertes répétées, et chez des citoyens qui sentaient que leur pays s'était déshonoré par une longue patience et de longanimité. Cependant, une satisfaction mutuelle de restitution ou d'indemnité mettrait à couvert le honneur des deux nations à couvert, et effacerait de la main de justice tout souvenir irritant. Il est juste de remarquer que si l'action à laquelle les ministres français font particulièrement allusion est comparée, ainsi que le moment où l'on a pu se voir informé, aux distances et aux temps, on verra que le gouvernement américain ne peut point être accusé d'avoir négligé des mesures conciliantes.

En un mot, si d'un côté rien ne peut être reproché à l'Amérique que de s'acquiescer des justes réclamations que la France peut avoir à former, rien ne sera plus inutile que de penser qu'on pût lui faire aucune raison pour abandonner les siennes.

Il est temps pour les deux nations de sortir d'un état de chose difficile à caractériser, et plus difficile encore à expliquer : pour revenir aux vues bien plus exactes de 1778, à la confiance fondée sur un concert parfait pour atteindre un but également utile à toutes deux; pour revenir enfin à cet esprit qui éloigne toute idée d'appuyer des prétentions sur des efforts communs aussi à cette amitié qui ne connut pas l'alliage de la vente ni de l'achat.

Trop intimement liés avec cette époque, pour en avoir oublié les dispositions, trop pleins de confiance dans la sagesse de ces dispositions pour désespérer de leurs effets, les ministres américains ont persévéré dans leurs efforts pour amener une réconciliation. Afin d'aplanir les obstacles, ils ont développé leurs vues, exposé leurs doutes avec plus de franchise que d'efficacité : pour aller plus loin, il faut qu'ils prennent sur eux une grande responsabilité. Si donc la dignité d'une partie ne peut être satisfaite que par la reconnaissance des traités, les intérêts de l'autre peuvent encore moins dispenser d'y apporter des modifications.

L'article xvii du traité de commerce, qui stipulait l'admission exclusive des corsaires et des prises de chaque partie dans les ports de l'autre, n'était réciproque qu'en apparence, non-seulement par la raison que l'Amérique devait rarement être en guerre, mais encore à cause des engagements antérieurs de la France, d'après le traité d'Utrecht qui était alors en vigueur, et qui depuis a été renouvelé. La vraie réciprocité de cet article doit être cherchée dans un autre

qui vendent les marchandises issues des manufactures situées au sud-ouest d'un grand état. Les États-Unis s'ils peuvent y en avoir. Cela aura un avantage parti grand à France comme un obstacle en la de l'usage aux États-Unis donne leurs dans la présente guerre. C'est aussi que les sous-signés dans leur projet, n'est de l'admission de l'usage type à France un équivalent suffisant pour se déterminer à donner la situation de premier privilège en sa faveur.

Les ministres américains ont montré dans un état que la libre admission des marchandises pour les États-Unis, et de s'accorder leurs marchandises, et les ministres français ont été à déterminer et régler l'établissement de l'usage type, et dans l'autre la réception de l'usage type d'une seule nation pour l'admission. La France ne peut donc admettre et pour elle-même sur le privilège pour le pour toujours. Elle ne pourra pas en recevoir des États-Unis, et la possession qui elle ne peut enlever à elle un droit sur et l'autre. En conséquence, pour protection, ses services sont sans doute d'être d'être de la nation pour toujours. Et quant à la question de l'usage type, les États-Unis ne pourront pas en recevoir pour les termes qu'il n'a été d'usage type.

En conséquence, les États-Unis d'Amérique ne pourront pas en recevoir, et jamais

d'effets qui ne se trouvent pas en opposition directe avec ses intentions déclarées. Si la France ne discerne pas l'utilité d'abandonner cet article, elle acquiescera sans doute à des spécifications qui le rendent moins incompatible avec la politique.

Si les ministres américains, en examinant la note qu'ils ont sous les yeux, ont évité de rappeler les mesures du précédent gouvernement de France qui ont forcé les Etats-Unis à prendre la position défensive dans laquelle la présente négociation les a trouvés ; s'ils ont décliné de renouveler d'anciennes discussions et s'ils ne se sont pas prévalus de l'occasion d'en commencer d'autres, c'est parce que le temps leur est devenu précieux, et aussi parce qu'ils croient plus utile de chercher les moyens de terminer le différend, que les causes qui l'ont fait naître.

Comme un nouvel effort de leur part, afin de parvenir à ces moyens, ils font les propositions suivantes, appuyées sur l'acceptation de la première alternative des ouvertures des ministres plénipotentiaires français :

1° on déclarera que les anciens traités sont renouvelés et confirmés, et qu'ils auront le même effet que s'il ne fût survenu aucune mésintelligence entre les deux nations, excepté toutefois les modifications qui y seront apportées par le présent traité.

2° Chacune des deux parties aura l'option de payer à l'autre dans l'espace de sept ans trois millions de francs, en argent ou en obligations qui pourront être délivrées pour les indemnités, et, au moyen de ce paiement, de réduire les droits de l'autre, par rapport aux corsaires et aux prises, aux droits de la nation

la plus favorisée. Et pendant cet espace de  
que durera l'option, le droit de l'une et l'autre  
sera limité par la ligne où se trouvera placée la  
la plus favorisée.

3<sup>e</sup> La garantie mutuelle du traité d'alliance  
spécifiée et limitée de manière que son obligation  
pour la France soit, quand les Etats-Unis seront  
attaqués, de leur fournir et de leur délivrer dans  
ports des munitions de guerre pour le montant  
million de francs; et pour les Etats-Unis, quand  
possession françaises en Amérique seront attaqués  
dans une guerre future, de fournir et de livrer  
leurs ports la même valeur en provisions.

De plus, il sera à l'option de l'une ou l'autre  
de s'exonérer tout à fait de son obligation, en payant  
à l'autre partie, dans l'espace de sept ans, cinq  
millions de francs en argent ou en obligations domaniales  
pour indemnités.

4<sup>e</sup> Les articles du commerce et de la navigation  
excepté le xvii<sup>e</sup> article du traité, admettront des modifications,  
qui cependant, lorsqu'on ne pourra  
convenir autrement, laisseront subsister le privilège  
de la nation la plus favorisée, et ces articles en seront  
limités à une durée de 12 ans.

5<sup>e</sup> Il y aura une stipulation réciproque d'indemnités,  
et ces indemnités seront limitées aux préjudices  
des individus et réglées de la manière proposée  
les ministres américains dans leur projet de loi  
excepté pour le cas dont il sera autrement convenu.  
Les vaisseaux publics pris de part et d'autre seront  
rendus ou payés.



suffisante (quoique péchant par la forme),  
appartiennent à l'autre partie, excepté toute-  
contrebande des Etats-Unis destinée pour un  
emi. Cette disposition aura son effet à dater  
gnature du traité; et si des condamnations  
es à l'esprit de cette stipulation ont lieu avant  
oit rendue publique, la propriété, ainsi con-  
sera payée sans délai. »

ministres plénipotentiaires de la République  
e ont reçu la note que MM. les ministres  
entiaires des Etats-Unis leur ont fait l'hon-  
leur adresser le 2 du présent mois (20

Les plénipot.  
français aux  
plén. améric.  
25 août 1800.

ont pu regarder les ouvertures qui y sont  
comme tombant sur la première partie de  
itive proposée. En effet, la première propo-  
ur laquelle ils ont offert l'option, était que  
s-Unis, reconnaissent explicitement les trai-  
és avec la France, avec tous les avantages  
orité attachés à leur date. Dans la dernière  
nce, qui a eu lieu le 25 thermidor (13 août)

la nation française, relativement à d'autres sances. Néanmoins, la note de MM. les américains propose une modification capitale à l'article 17, et dès lors il est évident que ce projet tombe sur la seconde branche de l'alternative qui a consisté à offrir un nouveau traité sans indemnités.

Les ministres de France pourraient donc insister sur la condition de mettre à l'écart toute stipulation d'indemnités, néanmoins la France donne à l'État-Uni une nouvelle preuve de ses dispositions amicales, en consentant, d'une part, à la modification de ses traités, et, de l'autre, au principe des indemnités, de la manière exprimée dans la note ci-jointe, où les États-Unis trouveront indubitablement l'expression de leur désir d'une réconciliation prompte et sincère.

Note jointe à la lettre des ministres français, du 7 thermidor an VIII. (25 août 1800.)

ART. 1<sup>er</sup>. Les anciens traités seront confirmés pour avoir leur exécution comme s'il n'était survenu aucune mésintelligence entre les nations.

ART. 2<sup>e</sup>. Des commissaires seront nommés de part et d'autre pour liquider les dommages respectifs.

L'article 17 du traité de commerce de 1763 sera conservé dans son intégrité avec une simple addition à la suite de ces mots : *Et au contraire ne sera ni asile ni retraite dans leurs ports ou havres, ni pour les navires qui auront fait des prises sur des sujets de Sa Majesté, ni pour lesdits États-Unis.* Il sera ajouté : *Si ce n'est par le traité connu le jour de la signature du présent*

et 22 n'est offert et accepté dans sa pre-  
mière partie, il n'y aura pas lieu à l'acquittement des in-  
dennités résultantes du travail des commissions.  
La garantie stipulée par le traité d'alliance sera  
limitée en prestations de secours de deux mil-  
lions; qu'il est proposé; mais cette presta-  
tion sera rachetable que par un capital de 10  
millions.

La proposition que qu'on vient de lire, envoyée aux plénipo-  
tenciaires américains, fut rejetée en partie par eux.  
Ils répondirent, le 6 septembre, par d'autres pro-  
positions.

Les ministres américains, écrivirent-ils, regar-  
dent les propositions reçues hier des ministres plé-  
nipotenciaires de la République française, sous la  
date du 17 fructidor (25 août), comme entièrement  
inacceptables. Tout ce que peuvent admettre les mi-  
nistres américains, qui se rapproche de ces propo-  
sitions, est ce qui suit :

Les premiers traités seront reçus et confirmés.  
Les obligations de garantie seront spécifiées et  
comme dans le premier paragraphe de leur

ne seront pas encore définitivement jugées, d'eux leurs 5<sup>me</sup> et 6<sup>me</sup> propositions de la même date.

Si, à l'échange des ratifications, les Etats-Unis posaient un abandon réciproque des indemnités, la République française devra agréer cette proposition et ainsi les premiers traités ne seront pas regardés comme obligatoires, excepté que, sous les articles 17 et 22 du traité de commerce, les parties contractantes continueront pour toujours d'avoir pour leurs vaisseaux de guerre, les croiseurs et les prises, dans les ports respectifs, les privilèges dont pourrait jouir la nation la plus favorisée. »

Deux jours après avoir donné cette espèce d'*ultimatum*, les plénipotentiaires des Etats-Unis, impatientes de connaître quel en serait le résultat, firent demander à la commission française une entrevue pour le lendemain à midi.

Les plénipot.  
améric. aux  
plén. français.  
Paris,  
8 sept. 1800.

« Les envoyés des Etats-Unis prient les ministres plénipotentiaires de la République française de leur faire l'honneur de leur accorder une entrevue pour demain à midi, à l'endroit qu'il leur plaira de désigner, afin de savoir si la note des soussignés, du 6 du présent mois, peut servir de base au traité, sinon, si les soussignés peuvent attendre de la France des ouvertures ultérieures. »

Cette conférence eut lieu. Les plénipotentiaires français avaient reçu de nouvelles instructions du premier Consul. Ce grand homme, qui depuis



sieurs années déjà dirigeait tout en France, plus désireux de donner une alliée à la France et un ennemi à la Grande-Bretagne, sur les mers, que de traîner les négociations en longueur, sous le prétexte de vaines formalités, donna ordre à son frère de passer outre, de traiter, en ajournant et les difficultés relatives aux conventions de 1778, et les réclamations des Américains concernant les bâtiments capturés, mais en sauvegardant avant tout le principe du droit des neutres (1). Des articles provisoires furent rédigés dans ce sens, et peu de jours après, le 13 septembre, les ministres américains envoyèrent une nouvelle note, avec des propositions pour un arrangement provisoire.

« Les soussignés ont eu l'honneur de recevoir la note des ministres français, datée d'hier 25 fructidor (13 septembre).

« Le premier Consul tenait principalement à la mise en vigueur de l'article XVII du traité d'amitié et de commerce du 6 février 1778. La partie de cet article qui l'exprime, est ainsi conçue :

« Les vaisseaux de guerre et les corsaires des deux parties pourront en toute liberté conduire où bon leur semblera les prises qu'ils auront faites sur leurs ennemis, sans être obligés à aucun droit soit des sieurs amiraux ou de l'amirauté ou d'aucun autre, sans qu'aussi lesdits vaisseaux ou lesdites prises entrent dans les havres ou ports des deux parties puissent être arrêtés ou saisis, ni que les officiers des lieux puissent prendre connaissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir et être conduites franchement et en toute liberté aux lieux portés par les commissions, dont les capitaines desdits vaisseaux seront obligés de faire apparoir. » Cette partie dudit article fut rendue exécutable, mais avec la restriction suivante, savoir : que les droits résultants de cette clause ne seraient jamais autres que ceux dont jouirait la nation la plus favorisée.



La discussion des traités et indemnités précédents étant fermée quant à présent, elle ne sera reprise lorsqu'elle pourra être terminée avec moins d'obstacles. Il reste seulement à considérer l'expédient d'un arrangement provisoire. Si cet arrangement s'accorde avec les vues de la France, les principes suivants serviront de base :

1° Les ministres plénipotentiaires des parties respectives ne pouvant quant à présent s'accorder sur les traités et indemnités précédents, les parties conviendront, dans un terme fixé, traiter plus amplement l'objet ; et jusqu'à ce qu'elles soient d'accord, les traités n'auront aucun effet.

En même temps,

2° Les parties s'abstiendront de tous actes hostiles ; leur commerce sera libre et les dettes récupérables comme s'il n'était point survenu de mésintelligence.

3° Les propriétés capturées, qui ne sont pas encore définitivement jugées ou qui seraient capturées avant l'échange des ratifications, seront mutuellement restituées ; les preuves des propriétés seront spécifiées dans la convention.

4° On fera un règlement provisoire pour prévenir les abus et les contestations qui pourraient s'élever en cas de prise.

Les ministres américains demandent une entrevue très-prochaine. Le jour et le lieu en seront fixés par les ministres plénipotentiaires de la République française. »

Enfin, grâce à ces nouvelles instructions du premier Consul, les négociations prêtes à se rompre

is faisons précéder cette convention des pleins  
irs des membres des deux commissions.

### PLEINS POUVOIRS.

Du 15 germinal an VIII (5 avril 1800.)

nom du peuple français, Bonaparte, premier  
l de la République, arrête ce qui suit :

citoyens Joseph Bonaparte, Rœderer et Fleu-  
nommés, par arrêt du 13 ventôse dernier  
rs 1800), ministres plénipotentiaires pour né-  
avec les envoyés extraordinaires et ministres

is jours avant, le 27 septembre, M. de Talleyrand écrivit à

reçu, citoyen, la lettre par laquelle vous m'annoncez le  
le la négociation que vous avez été chargé d'ouvrir avec  
nistres plénipotentiaires des États-Unis, j'en apprends la  
e avec une bien vive satisfaction. Vous avez rendu un ser-  
éritable à la nation française et à son gouvernement en  
t un terme à des démêlés qui privaient la France d'une  
nches les plus importantes de ses communications com-  
les, et en rétablissant entre les deux peuples des rapports

plénipotentiaires des États-Unis d'Amérique, sur les différends existants entre les deux États, sont autorisés à négocier avec lesdits ministres sur tout ce qui concerne ces différends, ainsi qu'à signer et conclure, au nom de la République, tout ce qui leur paraîtra nécessaire pour parvenir au rétablissement parfait de la bonne harmonie. En conséquence, les citoyens Joseph Bonaparte, Roederer et Fleurieu ont signé, par le présent arrêté, pleins et entiers pouvoirs à cet effet. »

« John Adams, président des États-Unis d'Amérique. A tous ceux qui les présentes verront, salut.

Attendu que, par lettres patentes données sous le sceau des États-Unis, et datées du 26 février dernier, j'ai connaissance que, par et avec l'avis et le consentement du sénat des États-Unis, Olives Ellsworth, grand-juge des États-Unis, Patrick Henry, ci-devant gouverneur de Virginie, et William Vans-Murray, ministre résident des États-Unis à la Haye, sont désignés pour être envoyés extraordinaires et plénipotentiaires des États-Unis près la République française; les donnant par ces lettres et leur concédant de pleins pouvoirs à l'effet, et au nom des États-Unis, de présenter devant le ministre ou les ministres de la République française, qui seraient nommés et revêtus de pouvoirs égaux, et de conférer avec eux; et en cas de discuter et de terminer avec ce ou ces ministres par un traité, tous les différends qui existent entre les États-Unis et la France. Ce traité devant

## CONVENTION DE PARIS.

mis au Président des Etats-Unis d'Amérique sa ratification définitive y être donnée par l'avis et le consentement du sénat des Etats-Unis, si cet avis et ce consentement sont donnés, et que ledit Patrick Henry m'a fait connaître ses infirmités corporelles le mettant dans l'impossibilité d'exécuter cette commission, il ne peut accepter ; actuellement je fais savoir que, nous avons une confiance spéciale dans l'intégrité, la prudence et la capacité de William-Richardson Davie, ci-devant gouverneur de l'Etat de la Caroline septentrionale, nommé par et avec l'avis et le consentement du sénat, je le commissionne envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis vers la République française, à la place dudit Patrick Henry, lui donnant par là et lui concédant et lui conférant les pleins pouvoirs, à l'effet, et au nom des Etats-Unis, de présenter devant le ministre ou les ministres de la République française, qui seront nommés et investis de pouvoirs égaux, et de conférer avec eux, afin de discuter et de terminer avec ce ou ces ministres, par un traité, tous les différends entre les Etats-Unis et la France. Ce traité devra être transmis au Président des Etats-Unis d'Amérique, pour sa ratification y être donnée par et avec l'avis et le consentement du sénat des Etats-Unis, si cet avis et ce consentement sont donnés.

En témoignage de ce, j'ai fait faire ces lettres patentes et ordonné qu'elles fussent scellées du sceau des Etats-Unis d'Amérique. Donné sous mon seing



dans la ville de Philadelphie, le 10 de décembre  
l'an de notre Seigneur 1799 et de l'indépendance  
des Etats-Unis le 24<sup>e</sup>. »

CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LES  
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Le premier Consul de la République française,  
au nom du peuple français, et le Président des Etats  
Unis d'Amérique, également animés du désir  
de mettre fin aux différends qui sont survenus entre  
deux Etats, ont respectivement nommé leurs  
plénipotentiaires, et leur ont donné pleins pouvoirs  
pour négocier sur ces différends et les terminer.  
C'est-à-dire, le premier Consul de la République  
française, au nom du peuple français, a nommé pour  
plénipotentiaires de ladite République, les citoyens  
Joseph Bonaparte, ex-ambassadeur de la République  
française à Rome et conseiller d'Etat, Charles-François  
Claret Fleurieu, membre de l'Institut national et du  
bureau des longitudes de France et conseiller d'Etat  
de la section de la marine, et Pierre-Louis Roederer  
membre de l'Institut national de France et conseiller  
d'Etat, président de la section de l'intérieur. Et le  
Président des Etats-Unis d'Amérique, par et avec  
l'avis et le consentement du sénat desdits Etats,  
a nommé pour leurs plénipotentiaires, Oliver El  
worth, chef de la justice des Etats-Unis, William  
Richardson Davie, ci-devant gouverneur de la Caro  
line septentrionale, et William Vans-Murray, mi  
nistre résidant des Etats-Unis à la Haye.



Lesquels après avoir fait l'échange de leurs pleins pouvoirs, longuement et mûrement discuté les intérêts respectifs, sont convenus des articles suivants :

Art. I. Il y aura une paix ferme, inviolable et universelle, et une amitié vraie et sincère entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique, ainsi qu'entre leurs pays, territoires, villes et places, et entre leurs citoyens et habitants sans exception de personnes ni de lieux.

Art. II. Les ministres plénipotentiaires des deux parties ne pouvant pour le présent s'accorder relativement au traité d'alliance du 6 février 1778, au traité d'amitié et de commerce de la même date, et à la convention en date du 14 novembre 1788, non plus que relativement aux indemnités mutuellement dues ou réclamées ; les parties négocieront ultérieurement sur ces objets dans un temps convenable, et jusqu'à ce qu'elles se soient accordées sur ces points, lesdits traités et convention n'auront point d'effet et les relations des deux nations seront réglées ainsi qu'il suit :

Art. III. Les bâtiments d'Etat, qui ont été pris de part et d'autre ou qui pourraient être pris avant l'échange des ratifications, seront rendus.

Art. IV. Les propriétés capturées et non encore condamnées définitivement, ou qui pourraient être capturées avant l'échange des ratifications, excepté les marchandises de contrebande destinées pour un port ennemi, seront rendues mutuellement sur les preuves suivantes de propriété, savoir :

De part et d'autre les preuves de propriété relati-

## CONVENTION DE PARIS.

Nous avons fait apposer le sceau de nos armées.  
Donné à . . . . . le . . . . . de l'an de gr

Le passe-port suffira sans autres pièces ni  
et tout règlement contraire. Il ne sera pas ex  
Le passe-port ait été renouvelé ou révoqué q  
nombre de voyages que ledit navire ait pu fai  
qu'il ne soit revenu chez lui dans l'espace  
année.

En rapport à la cargaison, les preuves seront des  
certificats contenant le détail de la cargaison, le lieu  
où le bâtiment est parti et celui où il va, de ma-  
nière que les marchandises défendues et de contre-

ne puissent être distinguées par les certificats,  
Les certificats auront été faits par les officiers de  
le lieu d'où le navire sera parti, dans la forme  
dans le pays; et si ces passe-ports ou certificats,  
certificats et les autres ont été détruits par accident  
ou par force, leur défaut pourra être suppléé  
par les autres preuves de propriété admissi-  
bles après l'usage général des nations.

Sur les bâtiments autres que les navires mar-  
chands, les preuves seront la commission dont ils  
sont porteurs.

Cet article aura son effet à dater de la signature de  
la présente convention; et si, à dater de ladite signa-  
ture, les propriétés sont condamnées, contrairement  
à l'art. 1<sup>er</sup> de ladite convention, avant qu'on ait eu con-  
naissance de cette stipulation, la propriété ainsi con-  
damnée sera, sans délai, rendue ou payée.

v. Les dettes contractées par l'une des deux

nations envers les particuliers de l'autre, ou par les particuliers de l'une envers des particuliers de l'autre, seront acquittées ou le paiement en sera pourvu comme s'il n'y avait eu aucune mésintelligence entre les deux Etats. Mais cette clause ne s'étendra pas aux indemnités réclamées pour des captures ou des condamnations.

Art. vi. Le commerce entre les deux parties sera libre, les vaisseaux des deux nations et leurs commodités ainsi que leurs prises seront traités dans les ports respectifs, comme ceux de la nation la plus favorisée, et en général les deux parties jouiront dans les ports l'une de l'autre, par rapport au commerce et à la navigation, des privilèges de la nation la plus favorisée.

Art. vii. Les citoyens et habitants des deux Etats pourront disposer par testament, donation ou autrement, de leurs biens meubles et immeubles possédés dans le territoire européen de la République française, et les citoyens de la République française auront la même faculté à l'égard des biens meubles et immeubles possédés dans le territoire des Etats-Unis, en faveur de telles personnes que bon leur semblera. Les citoyens et habitants d'un des deux Etats, qui seront héritiers de biens meubles ou immeubles possédés dans l'autre, pourront succéder *ab intestat*, sans qu'ils aient besoin de lettre de naturalité et sans que l'absence de cette stipulation leur puisse être contestée ou leur soit péché sous quelque prétexte que ce soit; et lesdits héritiers, soit à titre particulier, soit à titre *ab intestat*, exempts de tout droit quelconque chez lesdits

les lois de l'un des deux Etats imiteraient, étrangers, l'exercice des droits de la propriété des immeubles, on pourrait vendre ces biens ou en disposer autrement, en faveur d'un autre citoyen du pays où ils seraient situés, à la libre volonté de l'autre nation d'établir de sembla-

bles. Pour favoriser de part et d'autre le commerce, il est convenu que si, ce qu'à Dieu ne plaise ! la guerre éclatait entre les deux nations, on allouera de part et d'autre aux marchands et autres citoyens ou sujets respectifs six mois après la déclaration de guerre, pendant lequel temps ils auront la faculté de vendre avec leurs effets et meubles qu'ils pourront avoir, et d'envoyer ou vendre comme ils le voudront, sans le moindre empêchement. Leurs effets et encore leurs personnes ne pourront, pendant ce temps de six mois, être saisis ; au contraire, on leur donnera des passe-ports qui seront valables pour le temps de leur retour chez eux, et ces passe-ports seront donnés pour eux ainsi que pour leurs bâtiments qu'ils désireront emmener ou envoyer : ces passe-ports serviront de sauf-conduits contre toute violence et contre toute capture de la part des corsaires

tort dans leurs personnes ou dans leurs effets, en donnera satisfaction complète.

Art. ix. Les dettes dues par des individus des deux nations aux individus de l'autre n'ont, dans aucuns cas de guerre ou de démêlés, à être séquestrées ou confisquées non plus que les actions ou fonds qui se trouveraient dans les caisses publiques ou dans des banques publiques ou particulières.

Art. x. Les deux parties contractantes nommeront, pour protéger le négoce, des agents commerciaux qui résideront en France et dans les Etats-Unis; chacune des parties pourra accepter tel ou tel agent qu'elle jugera à propos, des lieux où la résidence de ces agents pourra être fixée. Avant qu'un agent puisse exercer ses fonctions, il devra être accrédité dans les formes reçues par la partie chez laquelle il est envoyé, et quand il aura été accepté et pourvu de son exéquatour, il jouira des droits et prérogatives dont jouiront les agents semblables des nations les plus favorisées.

Art. xi. Les citoyens de la République française paieront dans leurs ports, havres, rades, côtes, îles, cités et lieux des Etats-Unis, d'autres, les mêmes droits, impôts de quelque nature qu'ils soient être, quelques noms qu'ils puissent avoir, que ceux que les nations les plus favorisées sont obligées de payer; et ils jouiront de tous les droits, libertés, privilèges, immunités et exemptions de négoce, navigation et commerce, soit en allant d'un port desdits Etats à un autre, soit en y allant.



des mêmes privilèges, immunités tant pour  
as et leurs personnes que pour ce qui con-  
négoce, la navigation et le commerce.

Les citoyens des deux nations pourront  
leurs vaisseaux et marchandises (en excep-  
rs la contrebande), de tout port quelcon-  
un autre port appartenant à l'ennemi de  
tion. Ils pourront naviguer et commercer  
iberté et sécurité avec leurs navires et mar-  
dans les pays, ports et places des ennemis  
parties ou de l'une ou de l'autre partie, sans  
et sans entraves ; et non-seulement passer  
nt des placès et ports de l'ennemi sus-men-  
ans les ports et places neutres, mais encore  
place appartenant à un ennemi, dans toute  
e appartenant à un ennemi, qu'elle soit ou  
s soumise à la même juridiction, à moins  
aces ou ports ne soient réellement bloqués,  
n investis.

le cas, comme il arrive souvent, où les vais-  
ient voile pour une place ou port appar-  
in ennemi, ignorant qu'ils sont bloqués,  
n investis, il est convenu que tout navire

à moins qu'elle ne soit de contrebande ou soit prouvé que ledit navire, après avoir été a blocus ou investissement, a voulu entrer dans le port), mais il lui sera permis d'aller dans le port ou place qu'il jugera convenable. Aucun de l'une ou de l'autre nation, entré dans une place avant qu'ils aient été réellement bloqués ou investis par l'autre, ne pourra être empêché de sortir avec sa cargaison ; s'il s'y trouve lorsque la place sera rendue, le navire et sa cargaison n'en seront pas confisqués, mais seront remis aux propriétaires.

Art. xiii. Pour régler ce qu'on entendra par contrebande de guerre, seront compris, sous cette dénomination, la poudre, le salpêtre, les pétards, balles, boulets, bombes, grenades, carcasses, halberdes, épées, ceinturons, pistolets, fourreaux de cavalerie, harnais, canons, mortiers, leurs affûts, et généralement toutes armes et munitions de guerre et ustensiles à l'usage des troupes. Tous les articles ci-dessus, toutes les fois qu'ils sont destinés pour le port d'un ennemi, sont de contrebande et justement soumis à la confiscation ; mais le bâtiment sur lequel ils étaient chargés, et le reste de la cargaison seront regardés comme libres, et ne pourront en aucune manière être considérés par les marchandises de contrebande, soit qu'ils appartiennent à un même ou à différents propriétaires.

Art. xiv. Il est stipulé par le présent traité que les bâtiments libres assureront également la libre circulation des marchandises, et qu'on jugera libres toutes les

de la contrebande sera toujours exceptée. Il est convenu que cette même liberté s'étend sur les personnes qui pourraient se trouver à bord des navires, quand même elles seraient ennemies des deux parties contractantes, et elles ne peuvent être enlevées desdits navires, à moins qu'ils ne fussent militaires, et actuellement au service de l'ennemi.

On est convenu au contraire que tout ce qui sera chargé par les citoyens respectifs sur des navires appartenants aux ennemis de l'autre partie, à leurs sujets, sera confisqué sans distinction de marchandises prohibées ou non prohibées, même que si elles appartaient à l'ennemi, à l'exception toutefois des effets et marchandises qui ont été mis à bord desdits navires, avant la déclaration de guerre, ou même après ladite déclaration, au moment du chargement on a pu l'ignorer, de manière que les marchandises des citoyens des deux parties, soit qu'elles se trouvent du nombre de contrebande ou autrement, lesquelles, comme il vient d'être dit, auront été mises à bord des navires appartenant à l'ennemi avant la guerre, ou après ladite déclaration lorsqu'on l'igno-

ront; bien entendu néanmoins qu'il ne soit pas permis de porter dans les ports ennemis les marchandises qui seront de contrebande. Les deux parties contractantes conviennent que, le terme de deux mois depuis la déclaration de guerre, leurs citoyens respectifs, de quelque partie du monde qu'ils viennent, ne pourront plus alléguer l'ignorance dont il est question dans le présent article.

Art. xvi. Les navires marchands appartenant à des citoyens de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes, lorsqu'ils voudront passer dans le port de l'ennemi de l'une des deux parties, et que leur voyage ainsi que les effets de leur cargaison, pourront donner de justes soupçons, lesdits navires seront obligés d'exhiber, en pleine mer, comme dans les ports libres, non-seulement leurs passe-ports, mais encore leurs certificats prouvant que ces effets ne sont pas de la même espèce que ceux de contrebande spécifiés en l'article xiii de la présente convention.

Art. xvii. Et afin d'éviter des captures sur des soupçons frivoles et de prévenir les dommages qui en résultent, il est convenu que, quand une des deux parties sera en guerre et l'autre neutre, les navires de la partie neutre seront pourvus de passe-ports semblables à ceux spécifiés dans l'article iv, de manière qu'il puisse par là apparoir, que les navires appartiennent véritablement à la partie neutre. Ces passe-ports seront valides pour un nombre quelconque de voyages, mais ils seront renouvelés chaque année, si le navire retourne chez lui dans l'espace d'une année.

contraires ; et s'il n'apparaît pas, par ces  
qu'il y ait des marchandises de contre-  
bande, les navires seront laissés à leur destina-  
tion contraire, il appert par ces certificats que  
ils n'ont pas de marchandises de contre-  
bande, et que le commandant offre de les déli-  
vrer, sera acceptée, et le navire sera remis en  
poursuivre son voyage ; à moins que la  
contrebande ne soit  
pour pouvoir être prise convenablement  
vaisseau de guerre ou corsaire : dans ce  
cas pourra être amené dans le port pour y  
être examinée.

Si le navire est trouvé sans avoir de passe-port, ou  
si les documents exigés, l'affaire sera examinée  
par les tribunaux compétents, et s'il est re-  
trouvé sans les autres documents ou preuves admissibles  
des nations, que le navire appartient à des  
la partie neutre, il ne sera pas condamné  
mis en liberté avec son chargement, la  
contrebande exceptée, et aura la liberté de poursuivre



gaison n'en seront pas moins en sûreté, et le port demeurera dans toute sa force.

Art. XVIII. Si les bâtimens des citoyens de l'une ou l'autre nation sont rencontrés le long des côtes, pleine mer, par quelque vaisseau de guerre ou saire de l'autre, pour prévenir tout désordre, les vaisseaux corsaires se tiendront hors de la portée du canon et enverront leur canot à bord du navire marchand qu'ils auront rencontré : ils n'y pourront enlever qu'un nombre de deux ou trois hommes, pour demander au patron ou capitaine dudit navire exhiber un passe-port concernant la propriété dudit navire d'après la formule prescrite dans l'article IV, ainsi que les certificats susmentionnés relatifs à la cargaison. Il est expressément convenu que le neutre ne pourra être contraint d'aller à bord du vaisseau visité pour y faire l'exhibition demandée des papiers pour toute autre information convenu par les

Art. XIX. Il est expressément convenu par les parties contractantes que les stipulations ci-dessus relatives à la conduite qui sera tenue à la mer par les croiseurs de la partie belligérante envers les bâtimens de la partie neutre, ne s'appliqueront pas aux bâtimens naviguant sans convoi ; et dans lesdits bâtimens seraient convoyés, l'intervention desdits bâtimens étant d'observer tous les égards dus à la partie neutre, et de ne pas enlever le pavillon arboré sur les vaisseaux visités, ou de ne pas en faire la visite ; mais la parole du commandant de l'escorte, quant à la validité de son convoi appartient à la nation à laquelle le pavillon, et qu'ils n'ont aucune contre

## CONVENTION DE PARIS.

gardée par les croiseurs respectifs comme  
est suffisante; les deux parties s'engagea  
ment à ne point admettre sous la prote  
urs convois des bâtiments qui porteraie  
marchandises prohibées à une destination e

Dans le cas où les bâtiments sera  
sous prétexte de porter à l'ennemi  
**contrebande, le capteur donnera u**  
**rs du bâtiment qu'il retiendra ; lequ**  
**à une liste énonciative desdits pa**  
**point permis de forcer ni d'ouvrir le**  
**tres, caisses, caissons, balles ou vases**  
ord dudit navire, ni d'enlever la moindre  
s effets avant que la cargaison ait été débar-  
présence des officiers compétents qui feront  
taire desdits effets; ils ne pourront en au-  
nière être vendus, échangés ou aliénés, à  
l'après une procédure légale, le juge ou  
compétents n'aient porté, contre lesdits  
ntence de confiscation, en exceptant toujours  
et les autres objets qu'il contient.

1. Pour que le bâtiment et la cargaison soient  
avec soin, et pour empêcher les dégâts, il  
que le patron, capitaine, ou subrécargue  
capturé, ne pourront être éloignés du bord,  
ant que le navire sera en mer après avoir  
soit pendant les procédures qui pourront  
contre lui, sa cargaison ou quelque chose

cas où le navire appartenant à des citoyens

gaison n'en seront pas moins en sûreté, et le passe-port demeurera dans toute sa force.

Art. xviii. Si les bâtimens des citoyens de l'une et de l'autre nation sont rencontrés le long des côtes, ou en pleine mer, par quelque vaisseau de guerre ou corsaire de l'autre, pour prévenir tout désordre, lesdits vaisseaux corsaires se tiendront hors de la portée du canon et enverront leur canot à bord du navire marchand qu'ils auront rencontré : ils n'y pourront entrer qu'au nombre de deux ou trois hommes, pour demander au patron ou capitaine dudit navire exhibition du passe-port concernant la propriété dudit navire, fait d'après la formule prescrite dans l'article iv, ainsi que les certificats susmentionnés relatifs à la cargaison. Il est expressément convenu que le neutre ne pourra être contraint d'aller à bord du vaisseau visitant pour y faire l'exhibition demandée des papiers, ou pour toute autre information quelconque.

Art. xix. Il est expressément convenu par les parties contractantes que les stipulations ci-dessus, relatives à la conduite qui sera tenue à la mer par les croiseurs de la partie belligérante envers les bâtimens de la partie neutre, ne s'appliqueront qu'aux bâtimens naviguant sans convoi ; et dans le cas où lesdits bâtimens seraient convoyés, l'intention des parties étant d'observer tous les égards dus à la protection du pavillon arboré sur les vaisseaux publics, on ne pourra en faire la visite ; mais la déclaration verbale du commandant de l'escorte, que les navires de son convoi appartiennent à la nation dont il porte le pavillon, et qu'ils n'ont aucune contrebande à bord,

sera regardée par les croiseurs respectifs comme pleinement suffisante; les deux parties s'engageant réciproquement à ne point admettre sous la protection de leurs convois des bâtimens qui porteraient des marchandises prohibées à une destination ennemie.

Art. xx. Dans le cas où les bâtimens seraient pris ou arrêtés sous prétexte de porter à l'ennemi quelque article de contrebande, le capteur donnera un reçu des papiers du bâtiment qu'il retiendra; lequel reçu sera joint à une liste énonciative desdits papiers. Il ne sera point permis de forcer ni d'ouvrir les écoutilles, coffres, caisses, caissons, balles ou vases trouvés à bord dudit navire, ni d'enlever la moindre chose des effets avant que la cargaison ait été débarquée en présence des officiers compétents qui feront un inventaire desdits effets; ils ne pourront en aucune manière être vendus, échangés ou aliénés, à moins qu'après une procédure légale, le juge ou les juges compétents n'aient porté, contre lesdits effets, sentence de confiscation, en exceptant toujours le navire et les autres objets qu'il contient.

Art. xxi. Pour que le bâtiment et la cargaison soient surveillés avec soin, et pour empêcher les dégâts, il est arrêté que le patron, capitaine, ou subrécargue du navire capturé, ne pourront être éloignés du bord, soit pendant que le navire sera en mer après avoir été pris, soit pendant les procédures qui pourront avoir lieu contre lui, sa cargaison ou quelque chose y relatif.

Dans le cas où le navire appartenant à des citoyens

de l'une ou de l'autre partie serait pris, saisi ou retenu pour être jugé, ses officiers, passagers et équipage seront traités avec humanité. Ils ne pourront être emprisonnés, dépouillés de leurs vêtements ni de l'argent à leur usage, qui ne pourra excéder pour le capitaine, le subrécargue et le second cinq cents dollars chacun, et pour les matelots et passagers cent dollars chacun.

Art. xxii. Il est de plus convenu que dans tous les cas les tribunaux établis, pour les causes de prises dans les pays où les prises seront conduites, pourront seuls en prendre connaissance, et quelque jugement que le tribunal de l'une ou de l'autre partie prononcera contre quelque navire ou marchandises ou propriétés réclamées par des citoyens de l'autre partie, la sentence ou décret fera mention des raisons ou motifs qui ont déterminé ce jugement dont copie authentique ainsi que de toute la procédure y relative, sera à leur réquisition délivrée sans délai au capitaine ou agent dudit navire, moyennant le paiement des frais.

Art. xxiii. Et afin de pourvoir plus efficacement à la sûreté respective des citoyens des deux parties contractantes et prévenir les torts qu'ils auraient à craindre des vaisseaux de guerre ou corsaires de l'une ou de l'autre partie, tout commandant des vaisseaux de guerre ou de corsaires et tous autres citoyens de l'une des deux parties s'abstiendront de tout dommage envers les citoyens de l'autre, et de toute insulte envers leurs personnes. S'ils faisaient le contraire, ils seront punis et tenus à donner, dans leurs personnes et propriétés, satisfaction et réparation pour les dom-



nages avec intérêts, de quelque espèce que soient lesdits dommages.

A cet effet, tous les capitaines de corsaires, avant de recevoir leurs commissions, s'obligeront, devant un juge compétent, à donner une garantie au moins par deux cautions responsables, lesquelles n'auront aucun intérêt sur ledit corsaire, et dont chacune ainsi que le capitaine s'engagera particulièrement et solidairement pour la somme de 7000 dollars ou 36,820 fr. ; et si lesdits vaisseaux portent plus de cent cinquante matelots ou soldats, pour la somme de 14,000 dollars ou 73,640 francs qui serviront à réparer les torts ou dommages que lesdits corsaires, leurs officiers, équipages, ou quelqu'un d'eux, auraient faits ou commis, pendant leur croisière, contrairement aux dispositions de la présente convention ou aux lois et instructions qui devront être la règle de leur conduite. En outre, lesdites commissions seront révoquées et annulées dans tous les cas où il y aura eu une agression.

Art. xxiv. Lorsque les vaisseaux de guerre des deux parties contractantes, ou ceux que leurs citoyens auraient armés en guerre, seront admis à relâcher, avec leurs prises, dans les ports de l'une des deux parties, lesdits vaisseaux publics ou particuliers, de même que leurs prises, ne seront obligés à payer aucun droit, soit aux officiers du lieu, soit aux juges ou à tous autres ; lesdites prises entrant dans les harbours ou ports de l'une des deux parties ne pourront être arrêtées ou saisies, et les officiers des lieux ne pourront prendre connaissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir et être conduites en

toute franchise et liberté aux lieux portés par les commissions, dont les capitaines desdits vaisseaux seront obligés de faire apparoir. Il est toujours entendu que les stipulations de cet article ne s'étendent pas au delà des privilèges des nations les plus favorisées.

Art. xxv. Tous corsaires étrangers, ayant des commissions d'un Etat ou prince en guerre avec l'une ou l'autre nation, ne pourront armer leurs vaisseaux dans les ports de l'une ou l'autre nation, non plus que vendre leurs prises, ni les échanger en aucune manière : il ne leur sera permis d'acheter de provisions que la quantité nécessaire pour gagner le port le plus voisin de l'Etat ou prince duquel ils ont reçu leurs commissions.

Art. xxvi. Il est de plus convenu qu'aucune des deux parties contractantes non-seulement ne recevra point de pirates dans ses ports, rades, ou villes, et ne permettra qu'aucun habitant les reçoive, protège, accueille ou recèle en aucune manière, mais encore livrera à un juste châtimement ceux de ses habitants qui seraient coupables de pareils faits ou délits. Les vaisseaux de ces pirates, ainsi que les effets et marchandises par eux pris et amenés dans les ports de l'une ou de l'autre nation, seront saisis partout où ils seront découverts, et restitués à leurs propriétaires ou à leurs agents dûment autorisés par eux, après, toutefois, qu'ils auront prouvé devant les juges compétents le droit de propriété.

Que si lesdits effets avaient passé par vente en d'autres mains et que les acquéreurs fussent ou passe-

aux pêcheries de l'autre sur ses côtes, ni la  
ans l'exercice des droits qu'elle a mainte-  
pourrait acquérir sur les côtes de Terre-  
ns le golfe de Saint-Laurent, ou partout  
r les côtes d'Amérique au nord des États-  
s la pêche de la baleine et du veau-marin  
pour les deux nations dans toutes les par-  
nde.

vention sera ratifiée de part et d'autre, en  
ue forme ; et les ratifications seront échan-  
espace de six mois, ou plutôt s'il est pos-

e quoi les plénipotentiaires respectifs ont  
rticles ci-dessus, tant en langue française  
ue anglaise, et y ont apposé leur sceau,  
néanmoins que la signature en deux lan-  
ra point citée comme exemple et ne pré-  
aucune des deux parties.

Paris le huitième jour de vendémiaire de  
la République française, et le trentième  
ptembre dix-huit cent. »

Le citoyen Pichon, qui avait été si utile aux plénipotentiaires français pendant les négociations, parti pour l'Amérique, sur la frégate *la Sémillante*. Ses dépêches, au ministre des relations extérieures, lui ont fait connaître la conclusion définitive de cette convention, ratifiée par le Président des États-Unis, le 18 février 1801, acceptée par le premier Consul, le 31 juillet, et sanctionnée par le corps Législatif de France, le 6 décembre de la même année.

Le cit. Pichon  
à Taleyrand,  
Légation des  
États-Unis.  
Norfolk,  
2 mars 1801.

« Citoyen ministre, *la Sémillante* a mouillé avant-hier à Hampton, après une traversée de quarante-sept jours. Je suis ici depuis hier; j'apprends que la corvette des États-Unis *le Maryland* a l'ordre de mettre à la voile au premier vent favorable pour aller porter à M. Short, qu'on dit nommé, depuis l'arrivée de M. Jefferson, ministre des États-Unis à Paris, la ratification du traité. Je ne puis partir que demain pour Washington-City; je m'empresse de profiter de cette occasion pour vous informer de mon arrivée.

Le premier coup d'œil que j'ai pu jeter sur cette ville où l'irritation n'a pas été la moindre, m'annonce qu'en général on est revenu à des dispositions conciliantes.

Ce n'est que par les papiers publics que je sais la ratification de la convention, et les restrictions que le Sénat y a apportées; de sorte que j'ignore absolument quel est l'objet de ces dernières: des personnes dignes de quelque confiance m'assurent qu'il n'est question que de retrancher totalement le second article, pour éviter les apparences de concessions, qu



s'y trouvent, de la part des Etats-Unis. Cette manière de voir est corroborée par les nominations de consuls que M. Adams, avant de se retirer, a faites dans nos ports; nominations qui n'auraient pas eu lieu, si le vote du Sénat n'apportait des obstacles sérieux à un entier accommodement. Si ces conjectures sont vraies, on peut dire qu'on n'a fait ici qu'améliorer la besogne, loin de l'empirer; car il eût été à coup sûr bien désirable qu'on eût put laisser, de part et d'autre, de côté les prétentions réciproques dont il est parlé dans cet article. Quant à la seconde modification qui limite à huit ans l'existence du traité, comme ce n'est qu'une conséquence du système adopté depuis longtemps ici de ne faire que des traités temporaires, je ne vois pas que nous puissions en être plus inquiété que de la première. Au surplus, citoyen ministre, j'espère être sous peu de jours dans le cas de vous donner de plus amples éclaircissements.

Je dois vous prévenir, citoyen ministre, que la frégate la *Sémillante* est entrée avec pavillon parlementaire : cela convenait à la situation des choses, les ratifications n'étant point encore échangées. Nous avons trouvé dans la baie d'Hampton une corvette anglaise, et la frégate américaine le *Président* commandée par le capitaine Truxton; l'officier qui s'est trouvé commander en l'absence de ce dernier, a envoyé à notre bord faire des offres de service les plus obligeantes; j'ai vu cette démarche avec plaisir : elle annonçait l'esprit du gouvernement et allait au-devant des impressions, rien moins que conciliantes, qui se trouvent assez généralement répandues parmi nos



## CONVENTION DE PARIS.

officiers par rapport aux Américains ; comme j'en n'avais  
 été à même d'observer ces impressions, je n'en n'avais  
 pas manqué de faire entendre qu'il fallait qu'elle n'avait  
 dassent à des sentiments, ou du moins à des d'elles et  
 tout à fait analogues aux circonstances et aux d'elles et  
 tions du gouvernement : ce premier accueil a été d'elles et  
 d'un liaison très-intime. On s'est visité et invité d'elles et  
 part et d'autre : ce début, du plus favorable avec la d'elles et  
 fait espérer que nous vivrons bien ici avec la d'elles et  
 nouvelle, malgré les auspices sous lesquels elle d'elles et  
 formée et le levain que paraissent encore contenir d'elles et  
 beaucoup d'esprits.

C'est M. Adams qui, avant de quitter la présidence,  
 a ratifié la décision du Sénat : dans le message par  
 lequel il annonce qu'il a donné sa ratification, il dit  
 qu'il aurait préféré que la convention eût été acceptée  
 dans son entier. Il prévient en même temps le Sénat  
 que M. Bayard, qu'il avait nommé pour aller résider  
 en France en qualité de ministre, a refusé d'accepter  
 par des motifs qui l'ont porté à laisser le soin de cette  
 nomination à son successeur. Il n'est pas difficile de  
 voir que ces motifs sont la presque certitude que  
 nouveau président ferait un autre choix.

Il paraît, citoyen ministre, d'après ce que j'ai  
 dans les papiers publics et ce que j'ai pu recueillir  
 dans la conversation, qu'on est content de la manière  
 dont la convention s'exécute dans nos colonies. On  
 est loin d'être aussi satisfait de la conduite des Améri-  
 glais. Ils prennent généralement tout ce qui est chargé  
 pour la France et l'Espagne et pour leurs colonies.  
 commencent à en faire autant pour ce qui va aux colonies.

américaines et danoises. Ces procédés ont causé beaucoup d'aigreur et sont devenus l'objet de représentations très-sérieuses qu'on dit avoir été adressées au gouvernement des États-Unis par les parties belligères.

La corvette anglaise vient de mettre à la voile pour aller à Halifax ; sans doute pour y annoncer l'arrivée de notre frégate. Je crains bien, vu le peu de moyens dont je puis disposer, que celle-ci ne soit longtemps en route ; cependant le capitaine Montalan paraît bien pressé de s'en aller, après qu'il aura fait quelques opérations indispensables. Les nouvelles de Saint-Pierre ne sont rien moins que satisfaisantes, la guerre y dure toujours avec toutes ses horreurs. Le général Toussaint a été obligé de livrer trois combats aux Espagnols avant de parvenir à prendre possession de la partie de cette île qui nous a été cédée par la paix de Bâle.

Comme je ne peux point écrire au ministre de la Guerre par cette occasion, je vous prie, citoyen ministre, de lui faire part de ce qui dans cette lettre peut l'intéresser.

S. J'apprends en ce moment que ce n'est pas M. Short qui doit occuper le poste de ministre des États-Unis à Paris, M. Jefferson a nommé à cette place M. Robert Livingston, chancelier de l'Etat de New-York et qui doit, citoyen ministre, vous être bien connu. »

aux deux autres articles, on trouvait plus honorable de ne point parler du tout des objets traités dans le 2<sup>e</sup> et d'éviter les restitutions imposées par le 3<sup>e</sup>. Enfin le motif apparent, du moins, du rejet du tout était parce que la convention ainsi modifiée était d'une nature perpétuelle, ce qui était diamétralement opposé aux principes adoptés ici en matière de traités.

Dans le fond, citoyen ministre, il est assez naturel de penser qu'il y avait dans le Sénat un autre genre d'opposition, et que ceux de ses membres qui avaient assez manifestement désapprouvé, l'an dernier, la démarche de M. Adams en voyant de nouveaux ministres à Paris pour reprendre les négociations abandonnées, n'étaient pas encore revenus de leurs préconceptions. D'un autre côté, des trois ministres américains qui avaient signé le traité, M. Davie était le seul qui fût ici, et qui pût défendre la besogne contre l'opposition. M. Ellsworth était demeuré en Angleterre et avait même envoyé sa démission de la place de chef de la justice. L'absence de ce ministre, qui n'aurait pas manqué d'avoir beaucoup de poids sur les membres opposants, dont la majeure partie était ses amis, était un incident fâcheux : sa démission, qu'on pouvait attribuer à des raisons relatives aux affaires intérieures du pays, en était un autre. M. Adams seul restait donc pour appuyer la ratification, et sa position à cet égard vis-à-vis du Sénat ne promettait pas beaucoup de succès. Il paraît cependant, qu'avant de quitter le gouvernement il a fait de nouveaux efforts qui ont été plus heureux. La convention a été remise

la ratification dans le Sénat dans le courant de février, ratifiée avec les deux modifications, dont ma lettre vous parle. Tel est, citoyen ministre, l'état de cette ratification; je dois ajouter, pour vous faire connaître combien d'obstacles sérieux le ratificationnement parfait a rencontrés ici, que même, dans la ratification et dans le courant de février, il a été fait dans la Chambre des représentants une motion pour continuer la loi qui suspend les communications avec la France; laquelle loi expirait le 4 mars. J'attendais cette motion sur ce qu'on ne pouvait répondre que la France accédât à la ratification définitive; mais enfin cette proposition, très-voisine à coup sûr, a été rejetée à une grande ma-

jeu, citoyen Ministre, le temps de m'instruire sur les faits dans ma route de Norfolk ici. Ils m'ont permis même de parler dès le premier moment avec franchise de cause dans l'entrevue que M. le Président m'a accordée. Dès que j'ai eu manifesté mes doutes et mes incertitudes sur les effets que les motions du Sénat pouvaient avoir, il les a levées, me faisant connaître que la plus importante, celle portée sur l'article 2, n'a pour objet, citoyen ministre, ainsi que je l'avais conjecturé dans la dépêche que je vous ai écrite à Norfolk, que de faire abstraction totale de cet article, de manière au moins à se réserver l'honneur de pouvoir dire que la matière est encore en litige.

J'ai pris la liberté, citoyen ministre, de vous dire, dans la dépêche ci-dessus, que c'était améliorer la

besogne ; je prendrai celle de vous rappeler que la manière de terminer sur les points capitaux, et en parlant pas, avait toujours été celle à laquelle on a désiré qu'on donnât la préférence. Il paraît qu'il est dans l'opinion que la conséquence de ce qui est absolu est de laisser de côté, d'une part, nos anciens traités comme ayant cessé d'exister, soit par la guerre, soit par les déclarations portées par les États-Unis, et, de l'autre, les indemnités que ceux-ci ne pourraient prétendre. Je n'ai point du tout cherché, citoyen ministre, à scruter là-dessus les idées, puis-que les nous sont bien indifférentes, notre parti étant pris quant aux traités. Il serait bien fâcheux aujourd'hui en revenant sur une discussion, tout opposée, de la question de droit, et en insistant sur une doctrine contraire, bien gratuitement sans succès, puisque nous sacrifions de toute manière les uns et les autres, nous crussions devoir rejeter une modification dans le fait, rentrer entièrement dans le désir que nous avons eu de ne pas laisser subsister le plus petit espoir de retour sur les indemnités. Au fond, citoyen ministre, il faut se bien rappeler que nous avons raison de nous féliciter des avances que nous nous sommes faites et de la marche libérale et généreuse que nous avons tenue, aussitôt la signature, puisqu'il est manifeste qu'il n'a rien moins fallu que la sensation de cette conduite à faite ici sur l'opinion pour que nous ayons obtenu l'accession du Sénat à la convention.

Pour ce qui regarde, citoyen ministre, la modification qui limite le traité à huit ans, M. de Talleyrand m'a rappelé que les États-Unis, depuis



avait été d'autant plus fondée à faire cette  
ion peu importante, que les ministres amé-  
nient eu, sur ce point, des instructions im-  
et formelles. Il n'est en effet pas vraisem-  
itoyen ministre, que cette addition puisse  
être de la moindre importance par rapport  
ue se propose le traité : on peut dire, à la  
ie les articles qui restent dans cet acte sont  
ure si innocente, qu'on ne conçoit pas pour-  
Espagne à leur donner une existence illimitée;  
oyen ministre, par cela même qu'ils sont  
s, nous sommes d'autant plus sûrs de les  
ouveler : enfin notre idée à nous-mêmes, en  
it la convention sous sa forme présente, ayant  
été de substituer à cet ouvrage du moment  
plus étendu et plus soigné sur beaucoup de  
ette modification ne peut en aucune manière  
r nos vues.

sont, citoyen ministre, les solutions que j'ai  
sur les deux altérations apportées ici au trai-  
sieur le Président a bien voulu me faire con-  
le M. Dauson, aussitôt débarqué, porterait

restitutions. Après m'avoir témoigné sa satisfaction entière de la loyauté avec laquelle le premier avait agi et de l'exécution que paraissaient ses ordres dans les colonies, il m'a donné des points des réponses générales et satisfaisantes. Il a dit qu'aussitôt son installation, il avait écrit au général Letombe qu'il pouvait, ainsi que les commissaires qui lui étaient subordonnés, reprendre ses fonctions et que des ordres avaient été donnés pour renvoyer en France tous les prisonniers, donner mainlevée de toutes les prises faites de bâtimens de la République par les vaisseaux des États-Unis, et notamment pour remettre la corvette le *Berceau* en la possession du commissaire de la République à Boston : quant à l'*Insurgente*, qu'elle était perdue, et que, selon l'avis d'après les principes du droit et les usages observés en pareil cas, les États-Unis n'étaient plus tenus pour ce qui concernait ce bâtiment. Sur ce que j'ai manifesté une opinion contraire, il a dit qu'au plus c'était une question à examiner, et que le gouvernement ferait tout ce qui serait juste et convenable. Il m'a appris que, dans les colonies, nos armées avaient fait avec ceux des États-Unis des transactions qui avaient été exécutées, pour opérer une restitution mutuelle des prises faites de part et d'autre. Quant aux propriétés personnelles, je lui ai fait remarquer que tout récemment on avait vendu des prises françaises, d'après des jugemens des cours des États-Unis. Il m'a répondu à cela que tant que les transactions n'étaient pas échangées, le traité n'existait pas pour les tribunaux ; qu'en tout cas, le gouver-

ment des États-Unis remplirait fidèlement ses obligations. Tel est, citoyen ministre, le sommaire des objets qui ont été traités dans ces deux entretiens.

Les choses ainsi préparées, j'ai pense que je ne devais point perdre de temps à communiquer officiellement les pièces qui devaient constater l'empressement du premier Consul à exécuter la convention, et à provoquer de la part du gouvernement des mesures réciproques ou du moins des explications sur ses dispositions à cet égard. Cette démarche m'a paru utile dans le moment où M. Jefferson expédiait ses dépêches pour Paris, et surtout parce que j'ai cru apercevoir qu'on n'avait que des notions encore inexactes de ce qu'avait fait notre gouvernement, j'ai en conséquence, citoyen ministre, adressé à M. le secrétaire d'État la note dont vous trouverez la copie ci-jointe, avec les extraits que vous y verrez cités et de vos dépêches et de celles dont le ministre de la marine m'a donné communication. Il n'est pas à présumer, citoyen ministre, que je puisse avoir la réponse assez tôt pour vous l'envoyer ; mais, d'après les conversations dont je vous rends compte, vous pouvez facilement pressentir quel en sera le contenu : j'ai tout lieu d'espérer qu'il sera d'accord avec les assurances qui m'ont été données. Je n'ai point cherché à provoquer des éclaircissements sur l'article qui concerne les prises et les corsaires, j'ai pensé que c'était un des points qui n'aurait sûrement pas son exécution avant l'échange des ratifications, et sur lequel conséquemment toute explication eût été prématurée et intempestive.

Je ne crois pas, citoyen ministre, qu'il soit saine que j'entre dans aucunes réflexions pour cher à vous convaincre combien il est à désirer le traité soit ratifié par le premier Consul; contraire arrivait, nous retomberions dans des plexités et des discussions sans objet réel, qui feraient perdre tout le fruit que nous pouvons espérer que sur la fin de la négociation nous avons fait abstraction des principes et proposé nous-mêmes de part et d'autre, un sacrifice absolu de l'un et de l'autre point, et que l'obstination seule des ministres américains à ne point consentir, pas même en le passant sous silence, à l'abandon des indemnités, produit la stipulation. M. le Président m'a dit qu'on avait su, par la correspondance des ministres, que c'était à leur instance qu'elle avait été insérée, et que nos ministres avaient désiré qu'on passât sous silence toute la matière de cet article; que dès lors on avait pensé que sa radiation, en rapprochant davantage le traité de nos vues, ne pourrait par conséquent apporter à la ratification du premier Consul aucun obstacle sérieux. Je n'ai point du tout contredit cette manière de voir, parce qu'elle était fondée, quant au fait qu'on allègue; je l'ai au contraire appuyée, et vous verrez même, citoyen ministre, que je n'ai point hésité à le faire par écrit. J'ai pensé, citoyen ministre, pouvoir en agir ainsi et par les raisons qui précèdent et par l'intérêt dont il m'a paru être de ne point laisser de doute sur notre conduite, si nous voulions obtenir l'exécution immédiate des stipulations à la charge des États-Unis. J'ose croire, citoyen ministre,



ministre, il résulte de l'état présent des choses  
de maintenir la conduite que nous avons tenue  
deux ans : nous ôterions à la politique exté-  
rieure de ce pays la direction favorable qu'elle com-  
prendre pour nos intérêts et qui pourrait  
être même que nous nous en mêlassions autre-  
ment persistant dans notre système actuel, le  
serait encore davantage ; surtout dans le cas où  
la Bretagne continuerait à agir, comme elle  
le fait, envers le commerce des États-Unis.

de temps que j'ai, citoyen ministre, pour  
vous, ne permet pas d'espérer que je puisse  
vous des instructions sur plusieurs points  
desquels il me serait bien nécessaire d'en  
vous écrirai ultérieurement sur l'état des  
plus amplement par *la Sémillante* : mais,  
dans les cas, j'espère, citoyen ministre, que  
à son retour m'apportera de vos lettres.  
et de tout l'empressement que j'aurai, sur-  
tout, de connaître la détermination du gou-  
vernement sur ce qui fait l'objet de cette dépêche.

Je reçois en ce moment, citoyen ministre, la  
lettre de Charles Pineckney qui vient d'être nom-



gné ajoutera que, pour obéir à toutes les lenteurs et toutes les difficultés que pourraient produire des intérêts contraires à l'esprit de la convention, le ministre des relations extérieures, d'après une autorisation du premier Consul, a enjoint au Conseil des prises d'ajourner indéfiniment toute décision sur les questions de propriétés capturées sous pavillon américain. L'extrait ci-joint d'une lettre de ce ministre expliquera, mieux que ne pourrait le faire le soussigné, les motifs qui ont dicté cette mesure, et combien elle a pour objet d'assurer l'entière exécution du traité.

Après avoir exposé quelle a été la conduite du gouvernement de la République, il reste au soussigné à prier M. le secrétaire d'Etat de vouloir bien le mettre à même d'instruire son gouvernement des intentions de M. le Président des Etats-Unis relativement à l'exécution, de la part des Etats, des obligations qu'ils concernent dans la convention.

Le soussigné ne suppose pas que les modifications apportées à la convention par la ratification des Etats-Unis, puisse être un obstacle à ce que le gouvernement fédéral se porte de son côté à cette exécution sans attendre l'échange des ratifications respectives. Ces modifications n'en pourraient être un que dans le cas où l'on aurait à craindre qu'elles ne rendissent la ratification du premier Consul incertaine, et, quoique le soussigné soit à cet égard sans instructions, il n'hésite point à dire que cette crainte ne semble point fondée. L'approbation immédiate de l'exécution anticipée que ce premier magistrat a donnée

l'honneur de mettre sous les yeux de M. le secrétaire d'Etat, 1° un état des décisions portées sur les prises américaines depuis la signature de la convention, d'où il résulte que depuis cette époque une seule condamnation a été prononcée contre un navire, dont la propriété a été démontrée ennemie par les papiers trouvés à son bord; 2° deux extraits détaillés des dépêches adressées par le ministre de la marine aussitôt cette signature, et par des avisos envoyés exprès à tous les administrateurs des colonies françaises y compris les îles de France et de la Réunion. On n'ajoutera aucune réflexion à ces extraits : ils prouveront suffisamment, par la sévérité qui y règne, que bien loin que le gouvernement de la République ait encouragé les procédés qui ont porté l'irritation au point où elle a eu lieu du côté de l'une des deux parties, ces procédés ont été le plus souvent des infractions outrageuses faites aux lois et aux instructions du gouvernement ; infractions que la distance des lieux et les circonstances n'ont pas toujours permis, ou de connaître ou de réprimer. Le gouvernement français n'a pas même attendu que la signature fût consommée pour prendre les mesures indiquées ci-dessus et relatives à ce qui se passait immédiatement près de lui : aussitôt qu'il y a eu espoir d'un accommodement, il a suspendu toutes les procédures en matière d'affaires américaines, afin de prévenir des condamnations ultérieures ; et la correspondance des négociateurs américains doit faire foi, que ceux de la République se sont prêts avec empressement à appuyer la demande que les premiers en ont faite. Le soussi-

gné ajoutera que, pour obéir à toutes les lenteurs et toutes les difficultés que pourraient produire des intérêts contraires à l'esprit de la convention, le ministre des relations extérieures, d'après une autorisation du premier Consul, a enjoint au Conseil des prises d'ajourner indéfiniment toute décision sur les questions de propriétés capturées sous pavillon américain. L'extrait ci-joint d'une lettre de ce ministre expliquera, mieux que ne pourrait le faire le soussigné, les motifs qui ont dicté cette mesure, et combien elle a pour objet d'assurer l'entière exécution du traité.

Après avoir exposé quelle a été la conduite du gouvernement de la République, il reste au soussigné à prier M. le secrétaire d'Etat de vouloir bien le mettre à même d'instruire son gouvernement des intentions de M. le Président des Etats-Unis relativement à l'exécution, de la part des Etats, des obligations qui les concernent dans la convention.

Le soussigné ne suppose pas que les modifications apportées à la convention par la ratification des Etats-Unis, puisse être un obstacle à ce que le gouvernement fédéral se porte de son côté à cette exécution sans attendre l'échange des ratifications respectives. Ces modifications n'en pourraient être un que dans le cas où l'on aurait à craindre qu'elles ne rendissent la ratification du premier Consul incertaine; et, quoique le soussigné soit à cet égard sans instructions, il n'hésite point à dire que cette crainte ne semble point fondée. L'approbation immédiate de l'exécution anticipée que ce premier magistrat a donnée à

et acte prouve suffisamment l'opinion qu'il en a conçue, et cette opinion ne sera vraisemblablement point changée, le soussigné, du moins, l'ose présumer, par des altérations qui n'ont d'autre effet, si le soussigné est exactement informé, que de consacrer de plus en plus le principe du traité : principe qui a eu pour objet de faire abstraction des prétentions respectives, dont la discussion eût pu jeter des difficultés sérieuses dans la négociation et en compromettre l'issue.

D'après les réflexions qui précèdent, et qui paraîtront sans doute plausibles à M. le secrétaire d'Etat, le soussigné présume que la ratification conditionnelle du Sénat laissant subsister tous les articles qui stipulent des restitutions réciproques, M. le Président aura bien voulu prendre des mesures propres à prévenir des condamnations de propriétés françaises, contraires à l'article IV, ou du moins, que, dans le cas où ces condamnations auraient eu lieu, ou se continueraient encore dans les cours fédérales, il assurerait aux parties lésées les indemnités voulues par cet article. Le soussigné étant autorisé par son gouvernement à prendre entre ses mains les propriétés particulières non réclamées, qui doivent être rendues en vertu de cette stipulation, a dans cette autorisation un nouveau motif pour souhaiter de connaître sur ce point les mesures et les dispositions du gouvernement fédéral. Il ajoutera que, s'il est porté à désirer pour l'intérêt des parties françaises que l'on puisse anticiper sur l'échange des ratifications pour opérer des restitutions, cette anticipation ne serait que la

réciprocité de ce qu'a fait le gouvernement français avant même d'avoir pu prévoir la ratification des Etats-Unis.

Un article auquel il est naturel de penser que le gouvernement français attache de l'importance, est celui qui concerne la restitution des vaisseaux de guerre. Le soussigné ne parlera pas des motifs qui ont fait désirer que cette restitution eût lieu : il suffit de rappeler que plusieurs bâtiments de guerre français ont été pris par les vaisseaux des Etats-Unis. Le soussigné desire connaître les intentions du gouvernement des Etats-Unis, tant par rapport à ceux de ces bâtiments qui pourraient se trouver dans des stations étrangères qu'à ceux qui se trouveraient dans des ports américains, afin de prendre des mesures en conséquence. Quant aux derniers dont le soussigné serait dans le cas de se mettre immédiatement en possession, il estime que le gouvernement des Etats-Unis pensera devoir les remettre dans l'état où ils étaient lors de la capture. D'après les informations recueillies par le soussigné, il paraît que la frégate *l'Insurgente* se trouve perdue : on a lieu de croire qu'il semblera juste à M. le Président de remplacer cette frégate ou d'en payer la valeur à la République : l'esprit du traité, du moins, et les principes du droit semblent au premier coup d'œil justifier cette espérance, et le soussigné estime que, dans ce cas, on pourrait aisément s'entendre sur le parti auquel il faudrait donner la préférence.

Il ne reste plus au soussigné, pour terminer cette note, qu'à parler des communications réciproques des



plique, des ordres pour lever les défenses  
essaille y avait fait porter contre les bâ-  
éricains. Les copies transmises avec cette  
soussigné prouvent suffisamment que, dans  
es, il y a longtemps que toutes prohibi-  
en a jamais existé, sont ou doivent être  
e gouvernement des Etats-Unis, comme il  
e le croire, a, de son côté, fait cesser les  
t peut espérer que les relations habituelles  
it pas à se rétablir. Quoiqu'à cet égard les  
respectives ne doivent, à la rigueur, com-  
après l'échange des ratifications, cependant  
e croire que le gouvernement fédéral aura  
r ce point, comme sur les autres, le désir  
sement du premier Consul à rétablir les  
rdinaires d'amitié et de commerce.

igné espère, d'après cela, que monsieur le  
les Etats-Unis aura bien voulu prendre des  
our faire cesser tous les procédés peu amis,  
s dire plus, qui ont eu lieu dans les colo-  
aises avec la sanction du gouvernement  
On n'entrera point dans le détail des faits

quelques autres. Tous ces actes doivent être et l'on a lieu de présumer que le gouvernement se sera empressé de rendre sur ce point que celui de la République a demandée d'heure par une lettre du ministre des relations adressée aux plénipotentiaires au moment de leur départ. Les dispositions dont le soussigné a, depuis son arrivée, recueilli des preuves non équivoques, lui garantissent qu'il ne restait à faire à cet égard quelque chose d'opposé à l'esprit du traité et aux satisfactions que la République des deux États peut exiger, mais le Président des États-Unis s'empresserait de prendre des mesures, afin que les États-Unis ne fussent pas en arrière de la République française pour courir au rétablissement parfait de la bonne entente.

Le nouveau Président des États-Unis vient d'être parvenu au gouvernement de la République la convention ratifiée par son prédécesseur.

Rapport au  
premier Cons.  
Pichon,  
19 mai 1801.

« Le premier Consul a été prévenu par les communications que cette ratification avait été précédée de discussions orageuses au Sénat; que ce corps, à une majorité composée d'hommes attachés au parlementarisme, avait introduit deux modifications dans le projet de ratification, et que le chef de l'exécutif, sous ces restrictions, n'avait pu ratifier la convention de la même manière qu'elle avait été ratifiée par le Sénat.

Le commissaire général des relations extérieures

la République, arrivé aux États-Unis quelques jours avant le départ de la frégate que le nouveau gouvernement a expédiée pour porter cette ratification, je ne puis en détail de tout ce qui a eu lieu dans les négociations relatives à cette mesure, et en même temps il m'est difficile de vous dire la situation actuelle des choses et les dispositions du nouveau gouvernement : je crois devoir en faire compte au premier Consul.

Il paraît constant que le dernier Président, M. Adams, désirait une ratification pure et simple, mais que ses amis se sont unis à ceux de M. Jefferson, pour terminer ainsi loyalement une discussion dans laquelle il était impossible de dissimuler que la France n'avait montré que franchise et libéralité; mais le parti fédéral était exalté à un extrême degré. Les vœux des amis de la paix ont d'abord complètement échoué, seize voix contre quatorze ont décidé que la convention avec la France ne serait pas ra-

Le vote avait été porté en janvier; près de deux mois après, la discussion est reproduite. La situation des esprits avait considérablement changé, les nouvelles de l'Europe échauffaient le zèle des amis de la paix, décourageaient les partisans de l'Angleterre; l'opposition des ennemis de la convention s'était affaiblie, et la ratification obtint enfin la majorité légale des deux tiers des voix, mais avec les deux modifications qui sont connues du premier Consul, savoir : 1° que sa durée serait de huit ans; 2° que le deuxième Congrès serait censé ne pas faire partie de l'acte.

Le citoyen Pichon s'est empressé de rechercher l'impression générale que ces deux modifications ont produites et les véritables motifs qui les ont déterminées au Sénat. Il a recueilli des informations de plusieurs sources, et il s'est enfin assuré dans de longs entretiens qu'il a eus avec M. Jefferson :

1° Que quoique les restrictions apportées à la ratification aient été l'effet d'un reste d'opposition à un rapprochement avec la France, cependant les principes sur lesquels elles sont fondées appartiennent à la politique de tous les partis, et que si les amis de la France ne craignaient pas que ces restrictions fussent mal accueillies en France, ils n'auraient aucun regret de les voir introduites dans un acte qui, par elles, est devenu plus conforme à la situation morale, politique et commerciale des États-Unis :

2° Que l'irritation encore existante sur les déprédations commises dans les années VI et VII, par les corsaires, n'a pas permis aux partisans de la convention de s'obstiner à soutenir l'article 2, en ce qu'il semblait généralement enfermer une sorte de renonciation aux indemnités, et que la suppression de cet article étant une espèce de déférence envers le commerce spolié par les corsaires des colonies, il eût été impopulaire de s'opposer trop persévéramment à cet acte de déférence.

3° Que la question généralement envisagée de la durée des traites, après avoir été longtemps agitée en Amérique, depuis surtout l'époque de celui de 1794, a enfin conduit les Américains de tous les partis à être unaniment convaincus qu'il ne convient ni à leurs

ier à l'abolition du 2<sup>e</sup> article, par la commu-  
nion leur a donnée de la correspondance  
tres américains dans laquelle ils ont vu que  
avait été proposé aux conférences par les  
américains, et n'avait pas été admis sans

s espèrent avec confiance dans les disposi-  
tions du gouvernement de la République,  
ont de lui que sachant apprécier les circon-  
stances du passé, et rendant justice aux sen-  
sibles leurs magistrats actuels, il ne voudra pas  
leur popularité aux chances d'une discussion  
z, qui, sans aucun avantage réel pour la  
le ferait que jeter, sur les premiers pas du  
gouvernement, des difficultés d'autant plus  
vaincre qu'elles lui viendraient d'une source  
est flatté de ne recevoir qu'amitié, secours et

le résumé du compte que le citoyen Pichon  
a des dispositions actuelles du gouverne-  
ment américain; ces dispositions se sont réalisées par  
actes que trois jours de résidence du com-



sont reconduits dans leur patrie, et les commissaires commerciaux de la République avaient été informés qu'ils pouvaient agir dans leur caractère et exercer leurs fonctions de leurs offices. L'accueil fait à l'agent de la République et aux officiers de la frégate française à leur arrivée, a été encore une des marques spontanées des bonnes dispositions du pays envers nous.

Le citoyen Pichon a demandé que sans attendre la ratification du premier Consul, le gouvernement des États-Unis prît les mesures nécessaires pour accomplir toutes les stipulations du traité qui sont à leur charge, et il lui a fait connaître les ordres anticipés que le gouvernement de la République avait donnés pour accomplir les siennes. Le gouvernement américain s'est montré parfaitement disposé à déférer à ces demandes, et tout annonce que quelle que soit la détermination du premier Consul sur la ratification définitive, ce que les deux gouvernements doivent avoir en vue, c'est-à-dire l'exécution de tout ce que la convention contient de stipulations réelles, se consommera indépendamment de la discussion que les modifications introduites par le Sénat américain pourront élever.

Cette discussion ne tardera pas à s'ouvrir. M. Daubon, que le Président des États-Unis a chargé de porter en France la convention ratifiée, est en même temps porteur des dépêches du gouvernement adressées à MM. Murray et Ellsworth, dans lesquelles il est ordonné à celui des deux qui sera en mesure de se rendre plus tôt à Paris, d'y venir traiter en son nom sur les dif-

ment facile de développer. J'ai lieu de croire  
que des ministres américains ne tardera pas  
à venir à Paris. Je traiterai alors la question dans  
un rapport spécial. J'ai voulu seulement rendre  
compte au premier Consul de l'état actuel de nos rap-  
ports avec le gouvernement américain. Ces rapports  
sont amenés par la conduite généreuse et sage du  
gouvernement de la République à leurs principes  
et à leurs intérêts. Le cours des choses, l'opinion publique en  
France et en Amérique, les dispositions des deux  
gouvernements, et plus encore peut-être la conduite  
hostile de la marine anglaise envers le com-  
merce des Etats-Unis, tendent tous les jours à multi-  
plier les raisons qui doivent unir les deux

FIN DE LA CONVENTION DE PARIS.



## NOTE A.

---

Projet de traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la République française et les États-Unis d'Amérique.

---

Le Gouvernement de la République française et celui des États-Unis, également animés du désir de terminer, par un traité d'amitié, de commerce et de navigation les différends qui se sont élevés entre les deux nations, de rétablir et de consolider une harmonie qui n'aurait jamais dû être interrompue, ont pensé que le meilleur moyen de parvenir à un but aussi respectivement utile était d'adopter un système de liaison qui eût pour base les convenances mutuelles, l'égalité et la réciprocité les plus parfaites.

Pour cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, etc., etc., lesquels ont arrêté et conclu les articles suivants :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il y aura une paix stable, inviolable entre le peuple français et le peuple des États-Unis d'Amérique, comme aussi entre les pays, îles, villes et places qui sont

sous leur domination respective, sans aucune exception de personnes et de lieux.

Art. II. La République française et les États-Unis d'Amérique s'engagent mutuellement à n'accorder aucun privilège particulier à d'autres nations, en fait de commerce de navigation, qui ne devienne aussitôt commune à l'autre partie ; et celle-ci jouira de cette faveur gratuitement, si la concession est gratuite, ou en accordant la même concession si la concession était conditionnelle.

Art. III. (1) Il n'y aura une liberté entière et réciproque de commerce et de navigation entre les deux peuples sous les seules restrictions mentionnées dans les articles suivants, et en conséquence de ce principe.

Il sera permis à tous les citoyens et sujets de la République française de naviguer et de commercer dans les parties des États-Unis, îles, villes, ports et pays sous leur domination, sans payer aucun droit quelconque de douane, de douane et autres, sur toutes les marchandises et objets manufacturés du produit du sol ou de l'industrie.

(1) Il résultera de cet article l'effet le plus avantageux pour la France. Ce sera une victoire décisive contre les douanes et le commerce de l'Angleterre.

Les douanes ne forment qu'une bien faible partie des revenus de la France ; tandis qu'elles sont une partie essentielle du revenu de l'Angleterre. Dans l'état actuel de ses impôts, de ses finances, il n'est pas possible au gouvernement anglais d'avoir des revenus de suppléer au déficit des douanes.

Or, on voit que l'admission respective de cet article présente une si grande différence sur les mêmes objets fournis par les deux nations, qu'elle sera toute en faveur de la France.

Si l'Angleterre se croit fondée à demander les mêmes avantages, il faut qu'elle les accorde respectivement, et alors elle expose ses revenus.

La France doit-elle sacrifier totalement le produit de ses douanes ? Il faudrait considérer ce sacrifice comme une dépense immense pour entretenir une guerre clandestine qui ruinerait à la fin sa rivale, et qui, cependant, lui coûterait bien moins que les faibles armements militaires. (Note en marge du projet)



France, qui seront importés dans quelque partie que ce soit de la France sur des vaisseaux des États-Unis venant directement de France.

Il sera permis à tous les sujets des États-Unis de naviguer et de commercer dans toutes les parties de la France, les villes, ports et pays sous sa domination, sans payer aucun droit quelconque d'entrée, de douane et autres, sur toutes les marchandises, denrées, objets manufacturés du produit du sol ou de l'industrie des États-Unis, qui seront importés dans quelque partie que ce soit de la France sur des vaisseaux venant des États-Unis.

Art. IV. (1) Les navires des sujets de la République française et ceux des États-Unis, respectivement, ne pourront jarger, dans les ports de l'une ou de l'autre, aucune marchandise, denrée ou objet manufacturé, pour les porter chez quelqu'autre nation que ce soit, sans être soumis au paiement des droits établis ou même aux lois prohibitives, s'il y en a, et sans payer les droits de sortie ou de douane, et tels qu'ils sont payés par les autres nations.

Art. V. (2) Il est respectivement prohibé aux navires français et aux navires des États-Unis, de faire le cabotage d'un port d'une des deux puissances à l'autre : c'est-à-dire que les navires français ne pourront charger aucune denrée ou marchandise dans un des ports des États-Unis pour les transporter dans un des autres ports de la même puissance ; et de même les navires des États-Unis ne pourront charger au-

(1) On voit que, dans cet article, les vaisseaux et armateurs des États-Unis, ne sont considérés que comme facteurs de transport et non comme une nation qui importe ses propres productions et réciproquement.

(Note en marge du projet.)

(2) Il est essentiel d'insister sur cet article. La France doit faire tous ses efforts pour former une nombreuse pépinière de gens de mer, le cabotage en présente les moyens les plus sûrs, les plus immédiats.

(Note en marge du projet.)

cune denrée ou marchandise dans un des ports de l'Union pour les transporter dans aucune autre puissance.

Cependant, si un navire français ou des États-Unis avec son chargement dans l'un des ports de l'Union n'y trouve pas le débit entier de sa cargaison, il pourra transporter le reste dans quelque autre port de l'Union, mais sans pouvoir compléter son chargement de denrée ou marchandise. Il ne lui sera permis que de prendre du lest pour la sûreté de sa navigation. Il ne pourra prendre ce qu'il lui faudra en provisions de bouche ou en objets de rechange pour la continuation de son voyage.

Art. VI. Il sera permis aux peuples, sujets et citoyens des États-Unis de commercer et de naviguer dans tous les ports et villes des colonies françaises où qu'elles se trouvent; mais leurs vaisseaux ne seront admis qu'autant qu'ils viendront directement de quelque port des États-Unis chargés de bestiaux, denrées ou marchandises de ces États-Unis. Ils ne pourront prendre un chargement de denrées coloniales qu'autant qu'ils retourneront dans le port où ils auront été armés et d'où ils auront été expédiés.

Nul navire des États-Unis ne sera admis à négocier dans quelque île, port ou ville que ce soit des colonies françaises lorsqu'il aura pris son chargement dans quelque port du monde ou chez quelque autre nation que ce soit.

Mais la faculté indéfinie de l'extraction des produits coloniaux des îles et colonies françaises accordée par le traité de 1763 n'aura lieu que pendant la guerre actuelle entre la France et l'Angleterre. Après la paix entre ces deux puissances, les peuples et sujets des États-Unis ne pourront extraire des îles et colonies françaises que le rhum, les sirops, les sucres, les lasses et autres objets dont l'exportation était permise avant ce qui se pratiquait avant la guerre actuelle.

Art. VII. Les sujets, peuples et habitants de la

États-Unis, seront exempts de l'imposition de tonneau établie en France sur les navires

liberté d'habiter et de commercer dans les ports de la France et des États-Unis sera réciproque, de manière que les Français établir, acquérir des meubles, des immeubles, commercer, changer de domicile, transporter leurs marchandises partout où ils voudront dans les États-Unis, et de même, les peuples des États-Unis auront la même liberté, la même dans les pays, îles, villes et ports sous la domination, à la charge, par les uns et par les autres, des lois, usages, réglemens, contributions et les indigènes sont soumis.

Citoyens et habitants de la France et des États-Unis et contrées sous leur domination, jouiront de tous les droits usités dans les deux nations. Ils pourront disposer par testament, donation ou autrement, meubles et immeubles, en faveur de qui bon leur semblera. Leurs héritiers succéderont *ab intestat* sans qu'ils aient besoin de légitimité, et sans que l'effet de la présente convention soit contesté ou empêché sous quelque pré-

Art. x. Aucune dette d'un individu d'une des deux nations à un individu quelconque de l'autre nation, sur fonds ou argent qu'ils pourront avoir placé dans les caisses publiques ou dans les banques générales ou particulières, pourront, le cas de guerre ou de différend survenant entre les deux nations, être séquestrés ou confisqués : étant juste et impolitique de voir des dettes et des engagements contractés de bonne foi entre des personnes qui ont confiance les unes envers les autres ou dans les gouvernements respectifs, être annulés ou dénaturés par autorité, à raison de différends ou de mécontentemens qui peuvent survenir entre les nations, et, le plus souvent, entre les gouvernements.

Art. xi. Les sujets et habitants des parties contractantes, leurs vaisseaux, effets et marchandises ne pourront être soumis à aucune réquisition, dans aucune partie quelconque sous la domination d'aucune des deux parties, pour quelque expédition militaire, usage public ou particulier, quel que ce soit, par saisie, par force ou de quelque autre manière.

Si des raisons politiques engagent une des deux parties à empêcher la sortie momentanée de quelque bâtiment de l'autre partie, ce retard sera payé au navire sur lequel l'embargo accidentel aura été mis, attendu qu'il sera détenu dans quelque vue d'intérêt par la nation qui l'a ordonné, et, dans ce cas, l'indemnité à accorder au navire détenu sera proportionnée à la force du navire et de son équipage, et réglée d'après le prix usité des estaries du commerce, dans les villes ou ports dans lesquels le navire a été retenu.

Art. xii. Dans le cas de saisie, de séquestre, d'arrêt de personnes, des navires, des marchandises, pour délits commis ou pour dettes contractées par quelque sujet d'une des deux parties dans la juridiction de l'autre, la poursuite

par ordre et sous l'autorité de la loi du pays, suivie régulièrement de procéder en pareil cas ; les sujets d'autre pourront se servir de tels hommes de lois, agents que bon leur semblera pour défendre leurs outenir leurs droits.

. (1) Les sujets, habitants, marchands, commandire, mattres et gens de mer des États, provinces, mines des deux parties auront la faculté de pêcher tous les parages qui pourront avoisiner les perspectives ; mais il leur est prohibé de pêcher dans criques, rades, côtes et places des dominations

erve cependant des droits des Français à la pêche des de Terre-Neuve, auxquels droits les habitants des États-Unis ne seront admis à aucune participation qu'à la jouissance exclusive qui appartient is, de la partie des côtes de cette île désignée ité d'Utrecht, ni dans les droits relatifs à toutes et s îles qui appartiennent à la France ou qui pour- e concédées par le traité de paix qu'elle fera avec e pour terminer la guerre actuelle.

. Il sera parfaitement loisible à tous les commandants de navires ou habitants des deux par- is lieux soumis respectivement à la juridiction uissances, de gérer eux-mêmes leurs propres af- nt à l'usage des interprètes ou des courtiers, celui du chargement et du déchargement de es et de tout ce qui y a rapport, ils seront, de autre, considérés et traités sur le pied des su-

rages de la France et des États-Unis ne présentent pas s grandes pêcheries, et il y en avait bien peu de dignit- interdire les moyens que d'autres nations pourraient e on avait fait dans l'article 9 du traité du 6 février 1778

(Note en marge du projet.)



jets propres et en égalité avec la nation la plus favorisée.

Art. XV. Il est expressément convenu qu'on ne regardera comme contrebande de guerre que la poudre à canon, les canons, les mortiers, les obusiers, les carabines, les fusils, les pistolets et tous les projectiles par le moyen de la poudre à canon, tels que balles de plomb, boulets, bombes et obus. Toute autre énumération ou nomenclature d'objets et marchandises réputés être ou n'être pas contrebande de guerre sera abandonnée, attendu que tout est objet de commerce et d'un usage qui n'est pas immédiatement hostile.

On regardera aussi comme prohibé à l'égard de la contrebande de guerre tout ce qui serait porté dans une ville assiégée et actuellement investie par une armée de terre et bloquée par mer.

Pour donner tout l'effet désirable à ces dispositions, il

(1) La réduction des articles de contrebande de guerre à ce peu d'objets qui sont immédiatement hostiles, fera disparaître cette longue énumération qu'on avait servilement copiée d'un traité à l'autre, depuis les temps d'ignorance et de barbarie pendant lesquels le commerce n'était pas le grand moyen de liaison entre les nations.

Cette distinction si minutieuse, entre les objets qui étaient ou qui n'étaient point de contrebande de guerre, devenait une source de vexations pour le commerce, qu'il est temps de délivrer de tant d'entraves.

Mais à ces considérations il s'en joint une plus immédiatement utile pour la France.

Si on laisse à l'Angleterre le temps et la liberté d'abuser de sa puissance maritime, pour dicter la loi aux nations plus faibles, elle ira jusqu'à faire comprendre le blé, les aliments, les habillements, au nombre des objets de contrebande de guerre. On peut juger de ses prétentions par la tournure qu'elle a prise dans son traité avec les Etats-Unis du 19 nov. 1797; elle fit ajouter après les mots : **TOUT CE QUI PEUT SERVIR À LA GUERRE**, ces autres mots **DE TERRE ET DE MER**, et comprendre par cette extension tout ce qui peut servir à la construction et à l'armement des vaisseaux.

(Note en marge du projet.

sément convenu qu'au renouvellement des traités entre des parties contractantes sera dans le cas de quelqu'autre nation que ce soit, elle abandonnera l'ancienne distinction, cette énumération d'objets interdits quelconques réputés être ou n'être pas de de guerre, pour ne regarder uniquement comme prohibé que ce qui est déterminé ci-dessus dans cet article.

i. (1) Dans le cas où un navire serait arrêté en mer sur le soupçon qu'il porte quelque contrebande, déterminée par l'article ci-dessus, consignée pour l'ennemi, il ne sera pas permis de briser les écrouver ouvrir aucun tonneau, balle ou caisse; mais le navire conduit dans le port le plus près et le plus convenable la contrebande de guerre sera déchargée, et le navire le droit de continuer sa route quel que soit le produit du chargement.

ii. En pleine mer, l'examen des certificats indiquera sur le navire visité quelque contrebande de guerre que le commandant du navire offre et consente de rendre au vaisseau qui l'aura découverte, celui-ci, après avoir rendu ces marchandises, sera tenu de laisser aller aussitôt le navire et ne pourra, sous aucun prétexte, l'empêcher de continuer sa route.

iii. Tout ce qui se trouvera chargé par les sujets

il paraît que le moyen le plus sûr de mettre un terme à ces discussions, est de limiter, de déterminer si positivement le petit nombre d'objets qu'on regardera comme contrebande de guerre, et de ne pas moyen de l'étendre par des conséquences, des inductions, de ce que telle ou telle chose peut servir à la guerre.

Il est nécessaire aussi de déterminer, comme on fait dans cet article, qu'on doit entendre par une ville bloquée, investie, etc. On voit la nouvelle prétention de l'Angleterre, qui, dans le projet, voudrait faire regarder la France entière comme une ville bloquée.

(Note en marge du projet.)

respectifs sur des navires appartenants aux ennemis de l'autre partie ou à leurs sujets sera confisqué, comme s'il appartenait à l'ennemi même ; à l'exception des effets et marchandises qui auraient été mis à bord desdits navires avant la déclaration de guerre ou l'ordre général de représailles ou même après la déclaration de guerre, si au moment du chargement on a pu l'ignorer. Les deux parties conviennent que le terme de deux mois, passé depuis la déclaration de guerre ou l'ordre général de représailles, pour toutes les parties de l'Océan atlantique, et de quatre mois pour tout ce qui vient d'au delà de la ligne, leurs sujets respectifs, de quelque partie du monde qu'ils viennent, ne pourront plus alléguer leur ignorance de la déclaration de guerre ou de l'ordre général de représailles.

Art. XVIII. (1) Il sera permis à tous les sujets et habitants de la France et des États-Unis de naviguer avec leurs bâtimens en toute liberté et sûreté et sans distinction ou exception des propriétaires des marchandises qui composent leur chargement, venant de quelque part que ce soit et destinés pour quelque ville, rade ou port d'une puissance actuellement ennemie, ou qui pourrait l'être dans la suite, de la République française ou des États-Unis. Il sera permis également auxdits sujets et habitants de naviguer avec leurs vaisseaux et leurs marchandises avec la même liberté et sûreté des lieux, ports, havres et places appartenants aux ennemis des deux parties ou de l'une d'elles, sans opposition ni trouble, et de faire le commerce, non-seulement di-

(1) L'admission de ces articles fera cesser une infinité de vexations, qui portaient le plus grand obstacle au commerce et qui étaient la source d'un nombre infini de procès difficiles à juger. C'est par l'oubli des vrais principes sur cette matière, c'est par l'abus d'une chose mal déterminée dans les traités précédents, que le Directoire français a conduit la nation à la privation ou à l'excessive cherté de tant d'objets de première nécessité.

(Note en marge du projet.)

rectement des ports des lieux ennemis à un lieu neutre, mais même d'un port ennemi à un autre port ennemi, soit qu'il se trouve sous sa juridiction ou sous celle de plusieurs. Les parties contractantes proclament hautement *qu'un vaisseau libre assurera la liberté des effets et marchandises dont il sera chargé, et que cette liberté s'étendra sur les personnes qui se trouveront dans un vaisseau libre* lors même qu'elles seraient sujettes des pays ennemis, à moins qu'elles ne soient militaires actuellement au service de l'ennemi.

Art. XIX. Lorsque les sujets et habitants d'une des deux parties, avec leurs vaisseaux, soit publics et de guerre, soit particuliers et marchands, seront forcés par le mauvais temps, par la poursuite des pirates ou des ennemis, ou par quelque nécessité urgente, de chercher un abri ou un refuge, de se retirer et entrer dans les rivières, baies, rades ou ports de l'une des deux parties, ils seront reçus et traités avec humanité, et jouiront de toute amitié, protection et assistance. Il leur sera permis de se pourvoir de rafraîchissements, de vivres et de toutes les choses nécessaires pour leur subsistance, pour la réparation de leurs vaisseaux et pour se mettre en état de continuer leur voyage : le tout moyennant un prix raisonnable. Ils ne seront retenus en aucune manière ni empêchés de sortir desdits ports ou rades, mais pourront se retirer et partir quand bon leur semblera.

Art. XX. Les parties contractantes feront usage de tout leur pouvoir pour défendre et protéger les vaisseaux et effets appartenants aux sujets, peuples et habitants respectifs ou à quelqu'un d'eux, dans leurs ports, rades, havres, passes, rivières et près des côtes, aussi loin que leur juridiction s'étend en mer; pour recouvrer et faire restituer aux vrais propriétaires, agents et mandataires, les vaisseaux et effets pris dans l'étendue de leur juridiction.

Dans le cas où les deux parties auraient un ennemi commun, leurs vaisseaux de guerre convoyant prendre leur protection tous les vaisseaux appartenants aux habitants de l'autre, qui ne seront point destinés à une place assiégée, bloquée ou investie, et qui tiennent le même cours et suivront la même route.

Ils défendront ces vaisseaux, aussi longtemps qu'ils tiendront la même route, contre toute attaque, force ou violence de l'ennemi commun, de la même manière qu'ils seraient tenus de protéger et de défendre les vaisseaux appartenants aux peuples et sujets de leur propre nation.

Art. XXI. Il est défendu à tous vaisseaux de guerre, armés et corsaires des deux nations, d'arrêter, ou d'interrompre le cours des vaisseaux marchands des deux parties. Lesdits vaisseaux de guerre, navires armés et corsaires, ne pourront arrêter les vaisseaux de l'autre qu'autant qu'il sera nécessaire pour constater s'ils tiennent pas de contrebande de guerre et de quelle nature, ou qu'autant qu'ils les verraient se diriger pour entrer dans les ports, rades ou havres d'une ville bloquée, investie ou assiégée. Lorsqu'on verra un navire à l'ancre qui pourrait autoriser à penser qu'il veut entrer dans les ports, rades ou havres d'une ville assiégée, bloquée ou investie, le vaisseau de guerre, navire armé ou corsaire, pourra l'obliger à changer de route. Mais si ce navire persiste, s'il se présente pour entrer, il sera capturé, et condamné comme de bonne prise, à qui que le vaisseau ou le chargement puisse appartenir.

Art. XXII. Afin de pourvoir plus efficacement à la sûreté des sujets des deux parties contractantes pour qu'il ne résulte aucun préjudice par les vaisseaux de guerre de l'autre partie, ou par des armateurs particuliers, il sera fait défense à tous capitaines des vaisseaux de la République et des États-Unis de porter aucun dommage ou de



de l'autre partie ; et s'ils agissaient d'une manière contraire, ils en seraient punis et obligés, en leur perte de leurs biens, à réparer tous les dommages et inté-

xiii. Pour assurer plus positivement au besoin le paiement des dommages et intérêts mentionnés dans l'article dessus, tous les capitaines de corsaires et vaisseaux armés des États-Unis armés en guerre, seront tenus et obligés à l'avenir, avant de recevoir leurs patentes ou commissions, de donner, par-devant un juge compétent, caution suffisante de personnes solvables, qui n'aient aucun intérêt dans ledit vaisseau et qui s'obligent chacune séparément pour la somme de 50,000 francs ou 10,000 livres comme les lois y obligent en France tous les armateurs de navires destinés pour la course, avant d'en obtenir la commission; et d'être les uns et les autres entièrement responsables des malversations, torts ou dommages et inconvénients que les capitaines, officiers et équipages pourraient occasionner dans leurs courses contre la teneur du traité et contre les lois, ordonnances et réglemens de leur part et d'autre, en vertu de ce même présent traité; et dans ce cas les patentes ou commissions spécialement accordées à ces navires armés seront révoquées et an-

cxiv. Les navires marchands des deux parties, qui sont destinés pour des ports appartenants à une puissance amie ou de l'autre alliée et dont le voyage donnerait de soupçons sur le chargement et sur la propriété des marchandises, seront tenus d'exhiber, soit en haute mer, soit aux ports et havres, non-seulement leurs passe-ports et lettres de mer, mais encore les certificats qui constateront évidemment la propriété du navire, le lieu de son départ, sa destination et la nature de son chargement. Il arrive que le commandant des navires, dénommé

dans les lettres de mer soit mort, ou que, le commandement lui ayant été ôté, il s'en trouve un autre à sa place, le seau et son chargement auront la même sûreté et les le de mer la même valeur.

Art. xxv. Afin d'écarter et de prévenir, de part et d'autre toutes dissensions et querelles, il a été convenu que, dans le cas où une des deux parties se trouverait engagée dans la guerre, les vaisseaux et bâtiments appartenant aux sujets ou peuple de l'autre allié, devront être munis de lettres de mer ou passe-ports exprimant le nom, la propriété, la nationalité du navire, ainsi que le nom, le lieu du domicile du commandant ou maître du vaisseau, de manière qu'il paraisse que ce vaisseau appartient réellement aux sujets de l'une ou l'autre partie. Ces lettres de mer seront accordées et délivrées dans la forme annexée au présent traité. Ces passe-ports et lettres de mer seront renouvelés chaque année, dans le cas où le vaisseau retournera chez lui dans l'espace d'une année, mais ils ne seront jamais admis quand leur date sera de plus de deux années. Il a été aussi convenu que les vaisseaux, dans le cas mentionné ci-dessus, devront être munis non seulement des lettres de mer ou passe-ports, mais aussi des certificats contenant les détails de la cargaison, le lieu d'où le vaisseau est parti, celui de sa destination, le rôle de son équipage, lequel rôle d'équipage des vaisseaux des peuples et États des États-Unis devra être fait et constaté par le juge de paix ou l'autorité civile du lieu d'où le navire partira; ce qui sont et ont toujours été les rôles d'équipage des armées françaises de guerre ou de marchandises.

Art. xxvi. On ne pourra obliger les vaisseaux de l'une ou des deux parties passant sur les côtes l'une de l'autre, en cas de tempête aura obligés de relâcher dans les rades ou ports ou qui auront pris terre de quelque manière que ce soit, d'y décharger leurs marchandises en tout ou en partie, ou d'y payer quelque droit, à moins qu'ils ne les y dé-

ment pour acheter les vivres et les choses nécessaires  
au radoub des vaisseaux; et, dans ce cas, on ne pourra  
payer des droits pour tout le chargement, mais seulement  
pour la partie qui aura été déchargée et vendue. Bien en-  
core que la perception respective des droits, en pareil  
cas, n'aura pas lieu sur les navires français allant direc-  
tement des ports français dans un des ports des Etats-Unis,  
ni sur les navires des Etats-Unis allant directement des Etats-Unis dans un des ports  
français.

XXVII. Lorsqu'un bâtiment appartenant aux sujets,  
français ou habitants d'une des deux parties, sera rencon-  
tré en route sur les côtes ou en pleine mer par un  
navire de guerre de l'autre ou par un armateur, lesdits  
navires de guerre ou armateur, pour éviter tout désor-  
dres, s'écarteront hors de la portée du canon; ils pourront  
envoyer leur chaloupe au bord du vaisseau marchand, et y  
envoyer deux ou trois hommes, auxquels le maître ou  
commandant du bâtiment montrera son passe-port qui de-  
monstrera la propriété du bâtiment. Et après que ledit  
navire aura exhibé un pareil passe-port, il lui sera libre  
de continuer sa route, sans qu'il soit permis de le molester  
ou de le visiter, et encore moins de lui donner chasse ou de  
chercher à changer la route qu'il s'était proposée.

se rendraient coupables de pareilles actions contraires au droit des gens.

Tous les vaisseaux, effets et marchandises pris par pirates et conduits dans les ports d'une des deux parties seront rendus à leurs propriétaires ou à leurs facteurs, agents dûment autorisés, après avoir prouvé la propriété devant les juges de l'amirauté : et dans le cas où ces effets, effets ou marchandises eussent passé en d'autres mains par vente, ils seront restitués au vrai propriétaire s'il est prouvé que l'acheteur avait su ou avait eu lieu de croire ou de soupçonner que ces effets avaient été pris par piraterie.

Art. XXIX. Les vaisseaux de guerre de la République française et ceux des Etats-Unis, ainsi que ceux de leurs sujets qui auront armé en guerre, pourront en toute liberté conduire où bon leur semblera les prises qu'ils auront faites sur leurs ennemis sans être obligés de payer aucun droit, soit aux amirautés, soit aux juges quels qu'ils soient : ainsi qu'aussi lesdites prises qui abordent et entrent dans les ports et havres des deux parties puissent être arrêtées ni saisies, ni que les visiteurs et officiers des lieux puissent les visiter ni prendre connaissance de la validité desdites prises ; lesquelles pourront sortir, mettre à la voile et être conduites en toute liberté aux lieux portés par les commissions desdits vaisseaux dont les capitaines ou commandants seront obligés de justifier.

Art. XXX. (1) Tout vaisseau de guerre des deux nations

(1) L'objet en vue par cet article est fort difficile à traiter, ainsi dois-je dire que je ne le présente que comme observation ; quoique comme moyen de rendre moins inégales, moins fâcheuses pour les Français les positions topographiques respectives de la France et de l'Angleterre. Car un vaisseau anglais qui a capturé un vaisseau français, trouve où le conduire promptement : au sud, par les îles anglaises dans les Antilles : au centre, par les Bermudes : au nord, par Notre-Dame, au lieu qu'un navire français qui fera une prise at-

sur les effets et marchandises en provenant, en attendant que la prise ait été jugée valable suivant le code des lois de la nation du vaisseau capturé, et lorsque le jugement aura prononcé : si la prise a été jugée valable, les effets et marchandises pourront être vendus dans la ville où ils ont été déposés; si la prise n'a pas été jugée valable, le navire, les effets et marchandises seront restitués aux propriétaires, ou à leurs facteurs ou agents dûment autorisés, et le navire capturé sera soumis à tous dépens, dommages et intérêts. Dans tous ces cas, et de quelque nation que soit le navire capturé, il ne pourra lui être accordé un terme plus long que douze mois pour présenter la preuve légale du droit de propriété et pour avoir la libre disposition de sa prise. Si, à l'expiration de ce terme de douze mois, il n'y a pas de jugement, ou si le navire capturé ne se présente pas, la prise sera restituée à ses propriétaires, ou la valeur des effets ou marchandises qu'on aurait été obligé de vendre de crainte du dépérissement.

Comme le présent article peut être contraire à la teneur de quelques traités des parties contractantes avec d'autres nations, il n'aura son effet quant à elles, que lorsqu'à l'expiration de leurs traités actuels, les deux parties pour-

ont dans les mêmes mers, se trouvent de telle ou telle manière la con-



Art. XXV. Il est convenu que dans les traités ultérieurs, ni l'un ni l'autre des deux puissances.

Art. XXVI. Il est convenu paravant que les sujets alliés des deux nations n'exerceront aucun acte d'hostilité ni de violence sur une nation des autres, ni n'accepteront aucune commission, ni commission ou lettre de marque de la part d'un prince ou d'un étranger, ennemi de l'autre partie, pour acte d'hostilité. Il ne sera pas permis aux navires de l'une des deux nations de prendre ni d'embarquer pour le service militaire aucun des sujets ou citoyens de l'autre. Les navires des deux nations reprochables seront rigoureusement exclus. Si quelque sujet ou habitant de l'une des parties accepte une pareille commission, ou lettre de marque, pour armer en course contre l'autre et qu'il soit pris, il est expressément déclaré ici qu'il sera puni de la peine et traité comme pirate.

Art. XXVII. Il ne sera permis à aucun corsaire étranger non appartenant à quelque sujet de la République française ou des Etats-Unis, lequel aura une commission d'un prince ou d'une puissance en guerre avec l'une des deux parties, d'armer leurs vaisseaux dans les ports de l'une des deux.

Art. XXVIII. Pour encourager et faciliter le commerce autant qu'il sera possible, il est convenu que, dans le cas où une rupture surviendrait entre les deux parties contractantes, il sera accordé aux sujets de part et d'autre le terme d'une année après la date de la déclaration de guerre ou de l'ordre général des représailles, afin qu'ils puissent se retirer avec leurs effets et marchandises et les transporter où il leur plaira; et s'il leur est enlevé quelque chose, ou s'il leur est fait quelque insulte, durant le terme prescrit ci-dessus, il leur sera donné, à cet égard, pleine et entière satisfaction. Il sera donné pour leurs personnes, pour leurs vaisseaux et pour leurs effets qu'ils voudront emporter, des pas

ts et sauf-conduits pour les ports de leurs pays où ils ont aller et pour le temps nécessaire à leur voyage. La prise en mer desdits vaisseaux et effets ne pourra être légitimement faite, avant l'expiration desdits mois, sur des navires porteurs des passe-ports ci-dessus énoncés.

Il y aura cependant les sujets et habitants des parties belligères, devenues en état de guerre, rester dans les villes, îles, ports de la partie envers laquelle leurs citoyens sont devenus ennemis, pourvu qu'ils se conduisent en citoyens paisibles et qu'ils ne donnent lieu à aucune plainte sur leur conduite, sur leurs propos ou sur leurs écrits; dans lesquels cas prouvés, ils pourront être exilés même subitement,

Art. XXXVI. Si quelque vaisseau ou bâtiment appartient à l'une des deux parties, ou à leurs sujets ou habitants, et qu'il échoue sur les côtes et territoire de l'autre, ou qu'il souffre quelque grosse avarie, il sera donné tout secours, toute assistance amicale aux personnes naufragées en danger de l'être, tout comme il serait fait aux propres habitants du pays.

Les vaisseaux, effets et marchandises, ou ce qui aura pu être sauvé, ou bien le produit de la vente qui aura été faite des effets qui auraient pu se gâter ou déperir, seront restitués aux propriétaires ou à leurs facteurs ou agents, moyennant le remboursement des frais raisonnablement fixés et qui doit se payer par les propres habitants du pays pour le service de sauvetage. Si des réparations essentielles au bâtiment mettent dans le cas de le décharger en tout ou en partie, il ne sera payé aucun droit sur la partie qui sera recueillie et emportée.

Art. XXXV. Il est réglé, arrêté et convenu que les navires de des deux nations repris par des armateurs de l'autre, ne seront rendus au premier propriétaire, s'ils n'ont pas été en

la jouissance de l'ennemi l'espace de vingt-quatre heures à la charge par ledit propriétaire de payer le tiers de la valeur du bâtiment repris ainsi que de sa cargaison, canons et appareils, lequel tiers sera estimé à l'amiable par les parties intéressées : sinon, à faute de pouvoir convenir d'un tiers, elles s'adresseront aux officiers de l'administration du lieu où le corsaire reprenneur aura conduit le bâtiment repris.

Si le bâtiment repris a été en la puissance de l'ennemi au-delà de vingt-quatre heures, il appartiendra en entier au bâtiment reprenneur.

Dans le cas où un bâtiment aura été repris par un vaisseau ou bâtiment de guerre appartenant à la République française ou aux États-Unis, il sera rendu au premier propriétaire, en payant la trentième partie de la valeur du bâtiment, cargaison, canons et appareils, s'il a été repris dans les vingt-quatre heures, et le dixième, s'il a été repris après les vingt-quatre heures. Les sommes en résultant seront distribuées à titre de gratification aux équipages des vaisseaux reprenneurs. L'estimation du dixième et du trentième mentionnée ci-dessus, sera réglée au commencement de l'article.

Art. xxxvi. Si la guerre s'élevait entre les deux nations, il est respectivement défendu à tous commandants de vaisseaux armés, soit de guerre, soit particuliers, d'outrager les individus du bâtiment qu'ils pourraient avoir pris ou de souffrir que leurs officiers ou gens d'équipages les insultent ou les maltraitent. L'humanité prescrit les plus grands égards aux malheureux. S'il est prouvé que celui qui a fait une prise se soit permis ou ait permis d'outrager, maltraiter, même de paroles, le capitaine, l'équipage ou autres personnes qui seront trouvés sur le bâtiment pris, non-seulement ce vaisseau, les personnes, les effets et les marchandises seront relâchés aussitôt et sans délai, et remis

liberté, mais même ceux qui seront convaincus d'une pareille lésion des droits de l'humanité, seront punis des peines les plus sévères, et sur-le-champ déclarés indignes de pouvoir servir; et si l'outrage est commis par un bâtiment armé en course, sa commission lui sera retirée dès son entrée dans quelque port de sa nation, et le capitaine sera déclaré ne pouvoir commander pour la course ni pour le commerce.

Art. xxxvii. Il est respectivement libre aux parties contractantes d'établir les uns chez les autres des agents des relations commerciales pour la commodité et pour la protection du commerce. Ces agents pourront résider dans les lieux qui leur paraîtront les plus convenables, mais avec l'agrément du gouvernement auprès duquel ils seront accrédités. Ils jouiront de tous les droits, libertés et franchises qui leur appartiennent à raison de leur caractère et de leurs fonctions, et comme en jouissent les agents des relations commerciales des autres nations.

Art. xxxviii. L'intention des parties contractantes est de rendre ce présent traité perpétuel ainsi que la bonne harmonie entre les deux nations. Mais, la vicissitude résultant des événements moraux, physiques et politiques, la variété tous les jours renaissante dans les usages des consommateurs et du commerce, dans les positions générales et particulières, pouvant exiger des modifications, même des changements à divers articles de ce traité, il est arrêté et convenu que, sans en interrompre l'effet et le cours, il sera contradictoirement revu tous les quinze ans, et qu'alors chaque partie pourra proposer de faire les changements que le temps et les circonstances auront pu rendre respectivement convenables et nécessaires.

Si aucune des deux parties ne réclame douze mois avant l'expiration des quinze années à compter de la date du présent traité, il continuera à avoir son plein et entier effet.

A quelque époque que ce soit, après ces quinze ans qu'une des deux parties veuille revoir le tout ou part articles du présent traité, elle en avertira l'autre douze à l'avance.

Cette révision faite et convenue, ce qui aura été arrêté, élu ou modifié aura son effet encore pendant quinze ans et ainsi de suite de quinze années en quinze années pour éviter une versatilité qui ne pourrait qu'être nuisible aux intérêts des deux nations. Mais il est expressément convenu que cette révision ne suspendra en aucune manière l'exécution du présent traité, qui aura son entière exécution jusqu'au moment où la révision éventuelle aura donné lieu à un arrangement ultérieur.



## TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME PREMIER.

---

ACE.	1
SECTION.	3
espondance de Napoléon et du cardinal Fesch.	17
ention de Paris entre la France et les Etats-Unis	
Amérique, signée à Mortfontaine, le 30 septembre,	
30.	173

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.



**HISTOIRE**  
**DES**  
**NEGOCIATIONS DIPLOMATIQUES**

**RELATIVES AUX TRAITÉS**

**DE MORTFONTAINE, DE LUNÉVILLE ET D'AMIENS.**

---

L'auteur et l'éditeur de cet ouvrage se réservent le droit de le traduire ou de le faire traduire en toutes langues. Ils poursuivront, en vertu des lois, décrets et traités internationaux, toutes contrefaçons ou toutes traductions faites aux mépris de leurs droits.

---

**HISTOIRE**  
**DES**  
**NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES**

**RELATIVES**  
**AUX TRAITÉS**  
**DE MORTFONTAINE, DE LUNÉVILLE ET D'AMIENS**  
**POUR FAIRE SUITE**  
**AUX**  
**MÉMOIRES DU ROI JOSEPH**

**PRÉCÉDÉE**  
**DE LA CORRESPONDANCE INÉDITE DE L'EMPEREUR NAPOLEON 1<sup>er</sup>**  
**AVEC LE CARDINAL PESCH**

**PUBLIÉ**  
**PAR A. DU CASSE.**

**TOME DEUXIÈME**



**PARIS**  
**E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR**  
**PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, 13.**

L'auteur et l'éditeur de cet ouvrage se réservent le droit de traduction et de reproduction.  
l'étranger.

**1855**





# NÉGOCIATIONS

RELATIVES

## AU TRAITÉ DE LUNÉVILLE.

---

### INTRODUCTION.

---

Dès que le général Bonaparte fut devenu premier consul, et qu'il eut entre les mains les destinées de la France, il manifesta le plus vif désir de faire jouir son pays d'une paix honorable. Voulant ainsi inaugurer le nouveau gouvernement, et s'appuyant sur la prépondérance que ses succès avaient donné à son nom, en Europe, il crut qu'une démarche directe et franche auprès des puissances belligérantes pourrait aboutir à un bon résultat.

Ecartant toute prétention vaine, toute récrimination irritante, s'efforçant, au contraire, de ne laisser aucun doute sur la sincérité de ses dispositions, il

s'adressa loyalement aux cours de Londres et de Vienne, comme aux plus intéressées dans la question. Il écrivit directement, sans formalité aucune, au roi d'Angleterre et à l'empereur d'Autriche, leur proposant, sans détours, de traiter.

De la part de l'Angleterre, il ne recueillit qu'un refus absolu d'entrer en pourparlers; mais l'Autriche, dont la diplomatie passe, à juste titre, pour être des plus habiles, ne déclina pas positivement la proposition, et il s'ensuivit une correspondance curieuse, que nous allons, comme entrée en matière sur les négociations du traité de Lunéville, mettre sous les yeux de nos lecteurs.

Le 25 décembre 1799, quelques jours après la création du gouvernement consulaire succédant à celui du Directoire, Bonaparte écrivit à l'empereur d'Autriche :

« De retour en Europe, après dix-huit mois d'absence, je retrouve la guerre allumée entre la République française et V. M.

La nation française m'appelle à occuper la première magistrature.

Étranger à tout sentiment de vaine gloire, le premier de mes vœux est d'arrêter l'effusion du sang qui va couler. Tout fait prévoir que dans la campagne prochaine, des armées nombreuses et habilement dirigées, tripleront le nombre des victimes que la reprise des hostilités a déjà faites. Le caractère connu de V. M. ne me laisse aucun doute sur le vœu de son cœur. S'il est le seul écouté, j'entre-

vois la possibilité de concilier les intérêts des deux nations.

Dans les relations que j'ai eues précédemment avec V. M., elle m'a témoigné personnellement quelque égard.

Je la prie de voir dans la démarche que je fais, le désir d'y répondre et de la convaincre de plus en plus de la considération toute particulière que j'ai pour elle. »

L'empereur d'Autriche ne répondit pas lui-même à cette première lettre du premier Consul; mais, en exécution de ses ordres, son ministre des affaires étrangères, le baron de Thugut, écrivit de Vienne, le 25 janvier 1800, au ministre des relations extérieures à Paris :

« Monsieur, la lettre que le premier Consul, général Bonaparte, a adressée à l'Empereur, a fixé toute son attention. S. M. a reconnu qu'on lui rend justice en supposant que son cœur n'a jamais repoussé le vœu de la paix; et elle a vu surtout avec plaisir les dispositions pacifiques du premier Consul, qui, mieux qu'un autre, a pu juger des maux de la guerre, même au milieu de ce que les succès ont de plus éclatant; mais trop d'obstacles jusqu'ici se sont opposés de la part de la France elle-même, pour que S. M. croie pouvoir se livrer légèrement à l'espérance de les voir sitôt disparaître. Ce n'est pas qu'on aime à se persuader que la mauvaise foi du précédent gouvernement, ses projets injustes et son ambition ne

lui auroit pas survécu et que le nouveau premier Consul s'ouvrira une autre carrière; mais on ignore si le général Bonaparte a considéré que la défiance ne peut qu'être extrême, après que le gouvernement français l'a si long-temps et si justement provoquée, par tant d'engagements non respectés. On ignore, si pour faire la paix, le premier Consul veut remonter aux véritables causes de la guerre, s'il veut en tarir la source pour l'avenir et faire cesser tout ce qu'une fausse politique, funeste à la France elle-même, a présenté jusqu'ici de menaçant pour l'existence des autres puissances, d'inquiétant pour leur sûreté et d'incompatible avec leur repos. Enfin, dût-on distinguer, comme on désire pouvoir le faire, les ouvertures du nouveau gouvernement de celles de l'ancien, qui, comme une fâcheuse expérience ne l'a que trop prouvé, ont été constamment dictées par des combinaisons artificieuses; et le général Bonaparte, connaissant tous les maux de la France, eût-il la volonté la plus ferme de les réparer, en ramenant les esprits aux principes universels du droit des gens, qui forment le lien des nations et qui leur prescrivent de respecter mutuellement leur repos et leur indépendance, aurait-il la puissance nécessaire pour tenter avec succès cette heureuse et dernière révolution?

Tels sont jusqu'à présent les doutes et les sujets de crainte de l'Empereur, que les faits seuls et des preuves réelles d'équité et de modération sont propres à dissiper. Quoi qu'il en soit, S. M. n'en désire pas moins vivement, pour le bonheur de ses peuples et pour la tranquillité générale, que des moyens se

présentent auxquels la justice lui permette de concourir pour terminer une guerre qui, par les larmes et le sang qu'elle a fait couler, est devenue la honte d'un siècle où l'on a tant parlé d'humanité.

En faisant servir à un but aussi salulaire l'autorité et le pouvoir dont il est investi, le premier Consul, général Bonaparte, accroitra incontestablement sous de nouveaux rapports, les sentiments d'estime que ses grands talents ont déjà inspirés à S. M.

De mon côté, je me croirai toujours heureux de seconder par mon zèle tout ce qui pourra faciliter des voies de rapprochement, je ne regretterai aucun de mes efforts, s'ils sont un jour récompensés par les bénédictions de la paix. »

Comme on le voit, la glace était rompue, et cette lettre du baron de Thugut, bien qu'elle ne fût pas précisément ce qu'on était en droit d'attendre du gouvernement autrichien, ne pouvait enlever tout espoir de pacification.

D'abord, l'Empereur reconnaissait le général Bonaparte comme premier Consul; il faisait une distinction notable et importante entre le gouvernement directorial et celui qui venait d'entrer aux affaires; il admettait chez ce dernier la possibilité de réparer les torts qu'il reprochait à l'autre; il le reconnaissait même comme le plus propre à inspirer l'espèce de confiance qui pouvait aboutir à la paix.

La cour de Vienne, sans sortir de la banalité des protestations générales sur son désir de la paix, ne semblait pas éloignée de donner suite aux ouver-



tures faites par le chef du gouvernement français.

C'était peu sous un rapport, c'était beaucoup sous un autre ; le premier pas, si difficile à faire en toute chose, avait été fait.

Le ministre des relations extérieures de la France, M. de Talleyrand, fut autorisé à continuer la correspondance avec M. de Thugut, et il lui écrivit le 28 février 1800 :

« Monsieur le baron, j'ai mis la lettre de V. Exc., en date du 5 pluviôse, sous les yeux du premier Consul. Les dispositions qu'elle annonce déterminent le premier Consul à entrer dans une explication plus particulière de ses vues.

Le premier Consul a toujours regardé que le traité de Campo-Formio était propre à concilier les intérêts des deux puissances ; car, à l'époque où il fut conclu, le premier Consul, exerçant une influence directe sur son gouvernement pour la composition du traité, avait attaché plus de prix à conclure une paix modérée qu'à profiter de tout ce que les évènements militaires, qui avaient mis l'Italie et une partie de l'Allemagne en son pouvoir, lui assuraient d'avantages, et aujourd'hui qu'il a reçu de la nation française le droit et le moyen de développer toutes ses forces, il demeure animé des mêmes principes, il ne veut que travailler à la conclusion d'une paix honorable et qui ne compromette pas l'équilibre de l'Europe.

Je suis donc chargé par le premier Consul de proposer :

1° Que le traité de Campo-Formio soit pris pour

leures que pourrait désirer S. M. I. soient  
nt fixées en Italie, de manière cependant à  
re à la solidité de la paix et à l'équilibre  
e l'Europe ;

soit établi, pour les petits États de l'Eu-  
ystème de garanties propre à rétablir dans  
orce ce droit des gens sur lequel reposent  
ment la sûreté et le bonheur des nations.  
ises sont agréées par S. M. I., il lui restera  
naitre de quelle manière elle désire que la  
i soit conduite, et sans doute elle sera por-  
ir la voie qui devra mener à une fin plus  
Peut-être le meilleur moyen de terminer  
estation, serait de remettre purement et  
t le traité de Campo-Formio en vigueur, en  
it par un traité additionnel les modifica-  
devrait recevoir.

as les cas, V. Exc. jugera s'il ne serait pas  
de convenir d'abord d'une suspension  
tre les armées respectives ; car ce n'est  
tant le cours des hostilités qu'on peut évi-  
chances d'une nouvelle campagne ne vien-

me reste à vous exprimer que le premier Consul a vu avec plaisir l'assurance de votre empressement personnel pour le rétablissement de la paix, et que je m'estimerai heureux de pouvoir y travailler avec vous. »

Par cette lettre, M. de Talleyrand sortait des propositions générales et fixait la base première du traité à conclure. Les motifs sur lesquels reposait la proposition d'un armistice, méritaient surtout d'obtenir la faveur du gouvernement autrichien, puisqu'il s'agissait d'empêcher la reprise des hostilités suspendues par l'hiver.

Mais la cour de Vienne sembla vouloir éluder tout engagement direct et positif; elle louvoya pour gagner du temps. Pleine de confiance dans la position de son armée en Italie, se flattant de grands succès pour la campagne suivante, désireuse d'effacer les revers que, si souvent, ses troupes avaient essayés en combattant contre la France, elle répondit, sans toucher au point capital de la lettre de M. de Talleyrand, à la proposition de l'armistice.

Le 24 mars, M. de Thugut écrivit :

« Monsieur, j'ai rendu compte à l'Empereur de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 9 ventôse, et S. M. m'a ordonné d'y répondre par les observations suivantes :

1° L'Empereur ne saurait admettre désormais pour base de négociation le traité de Campo-Formio, que l'expérience a déjà prouvé n'être nullement propre à

servir de fondements à une pacification solide, et dont tous les engagements, d'ailleurs, immédiatement après sa conclusion, ont été méconnus et contestés par la France elle-même. Le seul point dont on est toujours parti dans des cas semblables, est celui de la situation respective des puissances belligérantes sous les différents rapports de leurs affaires ; or, l'on ne saurait disconvenir qu'à cet égard il ne soit survenu plus d'un changement depuis l'époque des conférences d'Udine. Ces considérations seront donc suffisantes pour convaincre le gouvernement français de l'impossibilité de trouver dans le traité de Campo-Formio les bases durables d'un véritable rapprochement, et une insistance de sa part, sur une telle prétention, serait pour S. M. un préjugé peu rassurant de la sincérité des intentions pacifiques de la France.

2<sup>e</sup> Votre lettre du 9 ventôse, Monsieur, ne contient point la solution d'une question des plus essentielles, celle de savoir si les dispositions pacifiques du gouvernement français s'accordent avec celles de S. M., telles que je les ai indiquées dans ma première lettre relativement à une paix générale. C'est la seule, en effet, qui paraisse propre, tout à la fois, à remplir le vœu de l'humanité après tant de malheurs, et à faciliter des arrangements d'une nature stable et solide, au lieu qu'une paix particulière n'aurait aucune base certaine, tant que la guerre, continuant à ravager d'autres parties de l'Europe, pourrait amener des événements assez inattendus pour faire naître, à chaque instant, de nouveaux sujets de mésintelligence et de contestation.

Ce point important et préalable exige donc une explication plus précise; mais, lorsque S. M. aura obtenu ces éclaircissements indispensables sur les véritables intentions du gouvernement français, il ne tiendra pas à elle que la paix ne soit accélérée autant que possible, l'Empereur étant disposé à employer avec zèle, à l'achèvement d'un ouvrage aussi salutaire, tous les moyens en son pouvoir, d'après les rapports dans lesquels l'a placé vis-à-vis de ses alliés la dernière agression de la France, vu que S. M. ne désire rien plus vivement, ainsi qu'elle l'a toujours manifesté, que de faire cesser l'effusion de tant de sang humain aussitôt que les circonstances, d'accord avec ses vœux, lui en montreront la possibilité. »

Ce refus de la cour de Vienne de prendre le traité de Campo-Formio comme base du nouveau traité, cette affectation à demander des éclaircissements sur les intentions de la République, et, surtout, à ne vouloir admettre qu'une *négociation pour la paix générale*, dénotait l'influence à Vienne, d'un parti décidé à se rapprocher de l'Angleterre et à pousser la guerre à outrance. D'ailleurs, dans le même instant, la disgrâce de l'archiduc Charles, le meilleur général de l'Empereur, partisan de la paix, était un indice auquel il n'était pas permis de se méprendre.

Le premier Consul, cependant, ne voulut rien avoir à se reprocher; il ne voulut pas qu'il fût possible de dire qu'il avait négligé une voie quelconque, refusé une explication, reculé devant aucune avance honorable pour empêcher la reprise des hostilités. Tandis

Il préparait dans le plus profond secret l'admirable plan dont l'application devait bientôt étonner l'Europe et confondre les ennemis de la France, il autorisait M. de Talleyrand à répliquer de nouveau M. de Thugut pour réfuter ses objections, discuter la prétention du gouvernement autrichien relativement à la proposition de prendre pour base la situation respective des deux puissances. En outre, il chargea de demander que la cour de Vienne fixât elle-même le lieu et le mode de négociations.

M. de Talleyrand écrivit donc le 7 avril :

« Monsieur le Baron, je suis chargé par le premier Consul de répondre sur-le-champ à la lettre en date du 24 mars que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire.

La proposition qui a été faite de prendre le traité de Campo-Formio pour base des négociations, est conforme à l'usage établi depuis le traité de Westphalie, parmi les nations européennes chez qui le traité qui termine une guerre se trouve le plus ordinairement basé sur celui qui, entre les mêmes États, a terminé la guerre précédente.

Les chances de la guerre ont été, la campagne dernière favorables, en Italie, aux armées impériales.

Plus d'un changement est survenu en Europe depuis les négociations d'Udine ; cela est vrai, et n'avait pu échapper au gouvernement français, qui, comme le cabinet de Vienne, sait qu'en dernière analyse, l'élément véritable d'un traité est dans la situation respective des puissances belligérantes, aussi



avais-je été autorisé à proposer de fixer en Italie les indemnités que l'Empereur pouvait désirer.

Les ouvertures faites par le gouvernement français au cabinet de Saint-James, les différentes propositions de ce cabinet, ont été publiées et discutées dans le Parlement d'Angleterre. Elles prouvent que *la France veut la paix générale et que l'Angleterre ne la veut pas*. C'est la première observation que je dois faire, Monsieur le baron, en réponse aux observations que contient votre lettre. Je dois ajouter que la proposition que vous faites de prendre pour base du traité la situation respective des deux États, n'est pas d'autres termes, que celle même que j'ai eu l'honneur de vous faire, si ce n'est que la mienne avait un sens plus déterminé.

Mais, sans s'arrêter à des difficultés de forme et de style, je suis chargé d'acquiescer purement et simplement à votre proposition, de prendre pour base des négociations, la situation respective des deux États. Il paraît donc que nous sommes d'accord ; cependant, rien n'a été statué de la part de S. M. I. sur la proposition que j'avais eu l'honneur de vous faire d'une suspension d'armes. Ce n'est pourtant pas en continuant à se battre, qu'on pourra convenablement établir la situation respective des deux puissances ; chaque jour pourra la voir changer au gré de la fortune et d'après les hasards de la guerre.

Quoi qu'il en soit, je vous réitère, Monsieur le baron, la demande que S. M. I. veuille bien indiquer quelle manière elle désire que la négociation soit conduite et suivie ; dans quel lieu elle propose de

blir. Votre Exc. pensera sans doute que, puisque la suspension d'armes n'a point lieu, il est nécessaire d'ouvrir les négociations loin du théâtre de la guerre.

Permettez, Monsieur le Baron, que je vous exprime particulièrement mon regret de ce que depuis quatre mois nous sommes encore si peu avancés sur un objet aussi important, et de ce qu'au moment où l'Europe se confiait à l'espoir d'une cessation d'hostilités, il faille la voir livrée encore aux calamités de la guerre. »

Tandis que M. de Talleyrand, exécutant les ordres du premier Consul, pressait ainsi le ministère autrichien de s'expliquer, le premier Consul lui-même, qui tenait à l'idée de l'armistice comme au meilleur moyen de faire cesser cette guerre si longue, écrivit au général Moreau, commandant nos troupes en Allemagne, d'entrer en pourparlers, soit avec le général Kray, chef de l'armée autrichienne, soit avec le comte de Lehrbach qui résidait à cette armée avec des pouvoirs fort étendus, et de leur proposer un armistice jusqu'à la réponse définitive du cabinet de Vienne, mais sous la condition expresse, toutefois, que cette convention s'étendrait à l'armée d'Italie.

Tel est l'objet de la lettre suivante, du 9 avril 1800, de Bonaparte à Moreau :

« Général, je vous prie de faire parvenir au général Kray la lettre ci-incluse; elle est relative à la continuation des négociations de paix.

L'intention du gouvernement est que vous réi-

tériez au général Kray la proposition d'une suspension d'armes, jusqu'à ce que la réponse de S. M. I. soit parvenue ; mais il est entendu que cet armistice devrait être commun à l'armée d'Italie, et si le général Kray n'avait pas les pouvoirs suffisants pour étendre ainsi la suspension d'armes dans une contrée où il ne commande pas, peut-être M. de Lehrbach aurait-il à cet égard l'autorité nécessaire. Du reste, vous aurez soin de ne proposer ni d'accepter aucune suspension d'armes qui ne s'appliquerait pas à l'armée d'Italie comme à celle du Rhin, et, dans ce cas, vous suivrez le cours des opérations militaires, selon les ordres que vous avez reçus du gouvernement. »

Ni le général Kray, ni M. de Lehrbach n'osèrent stipuler pour l'armée d'Italie. En effet, les Autrichiens, sur cette partie du théâtre de la guerre, profitant de leur immense supériorité numérique, avaient fait des progrès sur nous ; ils bloquaient Gènes et menaçaient les frontières méridionales de la France.

Cinq mois s'étaient donc écoulés déjà en négociations inutiles, en tentatives infructueuses, en propositions sans résultats.

Les choses en étaient à ce point ; le premier Consul comprit qu'il faudrait de nouvelles victoires avant d'arriver à la paix, objet de ses desirs les plus vifs. Il prescrivit à Moreau d'attaquer l'ennemi en Allemagne, et lui-même se prépara à entrer en Italie.

Les débuts de Moreau en Allemagne furent brillants. On ne connaissait point encore le succès de nos armes à Vienne, et l'on mettait en doute la réalité de l'armée de réserve, lorsque M. de Thugot écrivit à M. de Talleyrand, sous la date du 2 mai :

« Monsieur, j'ai mis sous les yeux de l'Empereur la troisième lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 17 germinal, et comme les expressions qu'elle renferme paraissent autoriser à croire que l'intention du gouvernement français, dans les ouvertures qu'il a faites séparément à l'Angleterre et à l'Autriche, n'a été que d'en venir à une paix générale, S. M. m'a ordonné, Monsieur, de vous faire connaître que d'après cette explication, elle n'hésite point d'entrer en communication avec ses alliés sur cet objet important, qu'elle suivra avec tout l'intérêt de son vœu personnel, de faire jouir ses peuples le plus tôt possible des bienfaits de la paix.

Vous sentirez donc aisément, Monsieur, que d'après l'intention de votre gouvernement, la pacification ne devant pas se borner à l'Autriche seule et à la France, toute désignation, soit du lieu, soit de la forme des négociations serait, pour le moment encore, aussi prématurée qu'elle serait contraire au concert qu'il est question de rechercher, et qui doit précéder toute autre détermination. L'Empereur partage les regrets du gouvernement français sur les lenteurs que l'éloignement des lieux entraîne nécessairement dans une pareille correspondance; mais

4th 1944, Birmingham. : BIRTH NAME OF WIFE IN

de l'effet des démarches de l'Empereur, dès que leur résultat me sera connu : je me bornerai aujourd'hui à vous renouveler l'assurance, que S. M. n'ayant rien plus à cœur que d'affermir pour long-temps la tranquillité de l'Europe par une paix équitable et solide, ne négligera pour y parvenir aucun des moyens qui seront en son pouvoir. »

Cette fois, le gouvernement autrichien ne pouvait plus exprimer de doutes sur les intentions du gouvernement français. On lui concédait tout ce qu'il demandait. On était prêt à négocier comme il le voudrait, dans le lieu qu'il choisirait, sur les bases qu'il avait indiquées. Il n'y avait plus de faux-fuyants possibles ; il fallait répondre ; aussi M. de Thugut, ainsi qu'on vient de le voir, annonça-t-il que le cabinet de Vienne allait *consulter ses alliés*. En attendant, on refusait l'armistice.

Il devenait clair que l'Autriche voulait pousser la guerre, et qu'elle se rapprochait de plus en plus du cabinet de Saint-James.

Le premier Consul n'avait donc plus qu'à poursuivre, de son côté, la chance des combats, et certes elle n'était favorable à personne plus qu'à lui.

S'il avait voulu négocier, on ne pouvait en conclure qu'il redoutait la guerre ; c'était son essence, son élément ; les Autrichiens devaient bientôt se repentir de n'avoir pas répondu aux avances qu'il leur avait faites.

Toutefois, le chef du gouvernement français, même en combattant, ne voulut pas fermer la voie



connaître le désir du peuple français, de mettre un terme à la guerre qui désole nos pays.

L'astuce des Anglais a empêché l'effet que devait naturellement produire, sur le cœur de V. M., ma démarche à la fois simple et franche.

La guerre a eu lieu ; des milliers de Français et d'Autrichiens ne sont plus. Des milliers de familles désolées redemandent leurs pères, leurs époux, leurs fils... Mais si le mal qui est fait est sans remède, qu'il nous instruisse, du moins, et nous fasse éviter celui que produirait la continuation des hostilités. Cette perspective afflige tellement mon cœur, que, sans me rebuter de ma première démarche, je prends derechef le parti d'écrire directement à V. M. pour la conjurer de mettre un terme aux malheurs du continent.

C'est sur le champ de bataille de Marengo, au milieu des souffrances et de quinze mille cadavres, que je conjure V. M. d'écouter le cri de l'humanité, et de ne pas permettre que la génération de deux braves et puissantes nations s'entr'égorge pour des intérêts qui leur sont étrangers.

C'est à moi de presser V. M., puisque je suis plus près qu'elle du théâtre de la guerre. Son cœur ne peut pas être si vivement frappé que le mien.

Les armes de V. M. ont assez de gloire. Elle gouverne un très grand nombre d'États ; que peuvent donc alléguer ceux qui, dans le cabinet de V. M., veulent la continuation de la guerre ?

Les intérêts de la religion et de l'Église ?

Pourquoi ne conseillent-ils pas à V. M. de faire la

guerre aux Anglais, aux Moscovites, aux Prussiens ? ils sont plus loin de l'Église que nous.

**La forme du gouvernement français, qui n'est pas héréditaire, mais simplement électif ?**

**Mais le gouvernement de l'Empire est aussi électif, et d'ailleurs V. M. est bien convaincue de l'impuissance où serait le monde entier de rien changer à la volonté que le peuple français a reçue de la nature, de se gouverner comme il lui plaît : et pourquoi ne conseille-t-on pas à V. M. d'exiger du roi d'Angleterre la suppression des Parlements, et des États-Unis d'Amérique, la destruction de leur Congrès ?**

**Les intérêts du corps germanique ?**

Mais V. M. a cédé Mayence, que plusieurs campagnes n'avaient pu mettre en notre pouvoir, et qui était dans le cas de soutenir plusieurs mois de siège ; mais le corps germanique demande à grands cris la paix, qui seule peut le sauver de son entière ruine ; mais la plus grande partie du corps germanique, les États mêmes du roi d'Angleterre, seuls instigateurs de la guerre, sont en paix avec la République française.

**Un accroissement d'États en Italie pour V. M. ?**

Mais le traité de Campo-Formio a donné à V. M. ce qui a été constamment l'objet de l'ambition de ses ancêtres.

**L'équilibre de l'Europe ?**

La campagne passée montre assez que l'équilibre de l'Europe n'est point menacé par la France, et les événements de tous les jours montrent qu'il l'est par la puissance anglaise, qui s'est tellement emparée du commerce du monde et de l'empire des mers, qu'elle

peut seule résister aujourd'hui à la marine réunie des Suédois, des Danois, des Russes, des Français, des Espagnols et des Bataves. Mais V. M., qui a aujourd'hui un grand commerce, est intéressée à l'indépendance et à la liberté des mers.

**La destruction des principes révolutionnaires?**

Si V. M. veut se rendre compte des effets de la guerre, elle verra qu'ils sont de révolutionner toute l'Europe en accroissant partout la dette publique, et le mécontentement des peuples.

En obligeant le peuple français à faire la guerre, on l'obligera à ne penser qu'à la guerre, à ne vivre que de la guerre, et les légions françaises sont nombreuses et braves.

Si V. M. veut la paix, elle est faite. Exécutons, de part et d'autre, le traité de Campo-Formio, et consolidons par un supplément la garantie des petites puissances, ce qui principalement paraît avoir été cause de la rupture de la paix.

Donnons le repos et la tranquillité à la génération actuelle. Si les générations futures sont assez folles pour se battre, eh bien! elles apprendront, après quelques années de guerre, à devenir sages et à vivre en paix.

Je pouvais faire prisonnière toute l'armée de V. M. Je me suis contenté d'une suspension d'armes, ayant l'espoir que ce serait un premier pas vers le repos du monde, objet qui me tient d'autant plus à cœur qu'élève et nourri par la guerre, on pourrait me soupçonner d'être plus accoutumé aux maux qu'elle entraîne.

Cependant, V. M. sent que si la suspension d'armes

qui a eu lieu, ne doit pas conduire à la paix, elle est sans but et contraire aux intérêts de ma nation. Ainsi je crois devoir proposer à V. M. :

**1° Que l'armistice soit commun à toutes les armées.**

**2° Que des négociateurs soient envoyés de part et d'autre, secrètement ou publiquement, comme V. M. le voudra, dans une place entre le Mincio et la Chiesa, pour convenir d'un système de garantie pour les petites puissances, et expliquer les articles du traité de Campo-Formio que l'expérience aurait démontré devoir l'être.**

Si V. M. s'y refusait, les hostilités recommenceraient, et, qu'elle me permette de le lui dire franchement, elle serait, aux yeux du monde, seule responsable de la guerre.

Je prie V. M. de lire cette lettre avec les mêmes sentiments qui me l'ont fait écrire, et d'être persuadée qu'après le bonheur et les intérêts du peuple français, rien ne m'intéresse davantage que la prospérité de la nation guerrière, dont, depuis 8 ans, j'admire le courage et les vertus militaires. »

Au reçu de cette lettre, que le premier Consul, suivant M. Thiers (1), taxa lui-même, quelques jours après, *d'un peu originale*, l'empereur d'Autriche s'empessa de ratifier l'armistice conclu en Italie. Il accepta également celui qui était proposé pour l'Allemagne et dont le prix se trouvait accru par les nouveaux succès de l'armée du Rhin.

---

1. *Consulat et Empire*, T. 1<sup>er</sup>, page 461.

Le général comte de Saint-Julien qui, après la bataille de Marengo, avait porté à Vienne la lettre du premier Consul, fut envoyé à Paris avec la réponse de ce souverain, en date du 5 juillet, et bientôt après, M. de Talleyrand en reçut une autre de M. de Thugut, en date du 8 du même mois.

Voici ces deux lettres :

« Monsieur le général Bonaparte. J'ai reçu votre lettre datée du 27 prairial, et je ne puis qu'applaudir aux sentiments d'humanité que vous inspire le déchirant spectacle des maux de la guerre, surtout dans une circonstance si propre à la séduction, le moment qui suit une victoire. Mais il est une justice que je réclame à mon tour et que vous paraîsez avoir méconnue ; c'est qu'on ne peut et ne pourrait m'imputer dans aucun cas, ni l'existence, ni la continuation de cette guerre déplorable, qui a déjà fait et qui pourrait faire encore tant de victimes.

Ce n'est point contre telle ou telle autre forme de gouvernement en France, que j'ai jamais combattu. J'ai pris forcément les armes pour la défense de mes États deux fois attaqués, sans provocation de ma part ; je fais la guerre comme chef du corps germanique pour le soutien de l'Empire. Or, j'en appelle à votre loyauté, en est-il ainsi de la nation française par rapport à la nécessité de la guerre ? Ni son territoire, ni son gouvernement ne lui sont disputés. Elle se bat loin de ses foyers pour se maintenir dans des conquêtes, pour conserver ou pour recréer des gouvernements que la force avait établis, contre la vo-

nté même des peuples, c'est-à-dire qu'après avoir condamné l'ambition de l'ancien Directoire, la France e pourrait avoir d'autre but, dans la continuation e la guerre, que de profiter du succès de cette même mbition. Il n'y a plus d'équilibre en Europe dès u'il faut que plusieurs États s'unissent pour résister un seul ; que serait-ce donc, si cette dernière puissance ajoutait encore à son ancienne prépondérance accroissement inouï de conquêtes immenses et s'appropriait de plus une influence décisive sur la plupart es autres États ? Proposer la paix à de telles conditions, ce ne serait plus rien faire d'utile pour l'humanité, ce ne serait plus même vouloir la paix : aussi uis-je entièrement porté à vous supposer des intentions plus rassurantes pour le repos de l'Europe.

Il y aurait plusieurs autres réflexions à faire sur différents passages de votre lettre, mais je me borne à vous observer, au sujet de ce que vous dites sur Mayence, que je n'ai point pu céder cette ville, puisque l'Empire seul en aurait eu le droit ; mes troupes seulement l'ont évacuée à la suite d'une paix particulière.

Quant à mes dispositions personnelles, j'abhorre et j'ai toujours abhorré l'effusion du sang humain, et dès les premières ouvertures qui m'ont été faites, il y a quelque temps, je vous ai fait donner l'assurance la plus positive que je serais toujours prêt à seconder les moyens qui pourraient amener une paix juste et durable. J'accepte donc la proposition d'un armistice général, et j'en préviens dès à présent le général Kray, pour qu'il puisse se concerter avec le



général Moreau, au sujet de la position respectif des deux armées en Allemagne. Pour le surplus, j'ai envoyé le général-major de mes armées, comte de Saint-Julien ; il est chargé de mes instructions, et vous faire observer combien il est essentiel de ne pas venir à des négociations publiques et d'apparaître trop pressé à livrer prématurément tant de peuples à des espérances peut-être illusoires, qu'après avoir d'une manière au moins générale, si les bases que vous voulez proposer pour la paix, sont telles qu'elles puissent se flatter d'obtenir ce but désirable.

Il importe sans doute que ces bases soient claires et précises, qu'elles soient capables de tranquilliser l'Europe, mais surtout qu'elles soient puisées dans un ordre d'idées faites pour inspirer la confiance et tendant à rétablir l'équilibre. Il serait, à mon avis, bien peu utile de revenir sur le traité de Campo-Formio, dont les stipulations sont en grande partie ou entièrement inexécutables, ou tellement exagérées, qu'elles entraîneraient infailliblement l'Europe dans de nouvelles agitations, comme l'expérience ne l'a déjà que trop prouvé. Mais si des bases, propres à produire une paix solide, sont proposées, je suis prêt, comme je l'ai toujours été, à combiner avec les engagements que depuis la fin des dernières hostilités je me suis vu dans le besoin de contracter, et avec mon désir constant d'une paix générale, que je suis toujours disposé

J'espère que cette explication sincère vous convaincra de plus en plus de la loyauté de mes sentiments, il sera digne de vous de considérer le grand ouvrage de la paix sous les rapports que je viens de présenter, d'y attacher les mêmes espérances et de trouver un nouveau genre de gloire en parvenant à les réaliser. Au reste, monsieur le général Bonaparte, vous avez déjà pu connaître dans plusieurs occasions, toute mon estime pour vous, et je profite avec plaisir de cette circonstance pour vous en donner une nouvelle assurance. »

• Monsieur, j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du 17 prairial. Vous n'avez pas pu tarder d'être instruit depuis de la lettre que M. le général Bonaparte a adressée à l'Empereur, et des communications qui s'en sont suivies, au moyen de la réponse que S. M. y a faite, et dont elle a chargé le général comte de Saint-Julien, parti avant-hier de Vienne pour se rendre auprès du premier Consul.

Dans cet état de choses, je crois superflu, Monsieur, de m'étendre ici sur les observations dont différents points que la lettre de V. Exc. renferme, auraient été susceptibles. Personne ne désire plus que moi que les communications qui viennent de s'établir puissent mettre un terme à une guerre qui fait depuis si long-temps le malheur de l'Europe entière; mais il ne saurait vous échapper que, s'agissant de fixer tant d'intérêts et surtout de prévenir pour l'avenir tous les points de discorde, le véritable désir d'un rappro-

chement sincère ne peut pas être séparé de l'intention la plus formelle d'en aplanir les difficultés. Ce n'est ni dans les sentiments personnels de l'Empereur, ni dans ses prétentions, que se rencontreront les obstacles ; d'un autre côté, les véritables intérêts de la France seront faciles à distinguer de l'ambition de son ancien Directoire, et il est impossible de confondre des vues de repos et d'une sage prévoyance avec des semences de nouveaux troubles , avec des idées qui ne donneraient aujourd'hui une paix illusoire à tant de peuples que pour les livrer bientôt à de nouveaux déchirements. Ainsi, les bases équitables d'un traité solide s'offriront d'elles-mêmes, aussitôt que le gouvernement français voudra décidément pacifier l'Europe, comme ses promesses en donnent depuis si long-temps l'espérance. On ne croira jamais que le premier Consul, si distingué par ses lumières, veuille le but sans en vouloir les moyens : ces moyens lui sont connus, et de légers obstacles à vaincre ne sont pas plus faits pour l'arrêter que des succès militaires, quelque grands qu'ils puissent être, ne sont capables de l'éblouir.

Mes efforts personnels tendront toujours au même but. Qui pourrait voir le spectacle des maux de la guerre, sans faire des vœux ardents pour que la raison et le véritable honneur serment enfin cet abîme où tant de générations viennent chaque jour s'anéantir ! Chacun sait que cette guerre , dans laquelle il s'agit pour plusieurs États de leur existence , est devenue sans intérêt pour la France. Son gouvernement peut donc la terminer d'un seul mot , et , heureusement

our l'humanité, le premier Consul est fait pour sentir ce nouveau genre de gloire.

Du reste , il serait sans doute superflu , Monsieur, de remarquer encore ici que , vu la tournure qu'ont prise dans ce moment les explications respectives, le canal que vous avez proposé à Dresde a dû paraître inutile, tout devant dépendre des éclaircissements que S. M. a été dans le cas de demander au premier Consul.

Ces deux lettres semblent indiquer de la manière la plus positive, que le comte de Saint-Julien arrivait à Paris avec toute la confiance de l'Empereur, avec des instructions particulières et confidentielles de son souverain pour discuter les bases d'une pacification.

Il entra effectivement en conférence avec M. de Talleyrand, qui, lui-même, avait reçu du premier Consul l'autorisation nécessaire à cet égard. Le ministre français et le général autrichien rédigèrent en conséquence, et respectivement, les protocoles de leurs conférences (1), et discutèrent avec étendue tous les éléments de la paix.

Ces discussions terminées, et la rédaction définitive adoptée, les articles préliminaires de paix furent conclus, puis ratifiés aussitôt par le premier Consul (2).

Il fut ensuite arrêté que le colonel Duroc, un des aides-de-camp du premier Consul, porterait à Vienne

cette ratification pour en faire l'échange contre celle de l'empereur d'Autriche.

Le colonel Duroc partit en effet le 30 juillet, avec le comte de Saint-Julien.

Arrivé au quartier-général de l'armée autrichienne, il ne put passer outre; M. de Saint-Julien se rendit seul à Vienne, d'où il était convenu qu'il renverrait à Duroc les passe-ports nécessaires pour continuer son voyage. Ces passe-ports n'arrivèrent pas. Le colonel resta jusqu'au 13 août à Ottingen, attendant d'heure en heure, mais inutilement. Il avait fait connaître ce retard à M. de Talleyrand (1). Le 13 août, ayant reçu à Ottingen une dépêche du cabinet autrichien, adressée à M. de Talleyrand, voyant qu'il n'était plus question de lui donner les

---

(1) Alt-Ottingen, le 24 thermidor an 8.

« Citoyen ministre, à mon arrivée ici, M. le général Kray était absent de son quartier-général. L'officier général qui le remplaçait n'ayant pas voulu prendre sur lui de me donner un passe-port, j'ai dû attendre le retour du général en chef. M. de Saint-Julien a continué sa route et m'a promis que, dès son arrivée à Vienne, il m'enverrait le passe-port dont j'ai besoin pour m'y rendre. Quatre jours suffisaient pour que j'aie sa réponse: voilà le huitième qui s'écoule, et je n'ai pas entendu parler de lui. En recevant de ses nouvelles ce soir, je ne puis arriver plus tôt à Vienne que dans la nuit du 26 au 27, dernier jour du terme fixé pour l'échange des ratifications. Je pense que M. de Saint-Julien aura eu huit ou neuf jours d'avance; ainsi, toute prolongation de délai devient inutile.

J'ai cru qu'à son arrivée, M. le général Kray me permettrait de continuer ma route. Mais il m'a paru qu'il craignait de se compromettre; il a résisté à toutes mes sollicitations, et n'y a répondu que par des honnêtetés. »

Duroc.

noyens de se rendre à Vienne, il se décida à revenir à Paris, où il arriva le 20 du même mois, avec la dépêche dont nous venons de parler.

C'est une lettre en date du 14 août, de M. de Thugut, lettre que voici :

• Le compte que le général de Saint-Julien a été dans le cas de rendre de son voyage à Paris, n'a pu que causer à l'Empereur une très grande surprise. N'ayant reçu de la part de S. M. aucun pouvoir quelconque, aucune instruction ni mission autre que celle clairement énoncée dans la lettre dont il était porteur, savoir d'observer au premier Consul la nécessité que les bases de paix à *proposer par la France* soient justes et acceptables, il est assurément bien difficile à comprendre comment M. de Saint-Julien ait jamais pu s'aviser de s'ériger en plénipotentiaire de son autorité propre et privée, d'entrer en discussion sérieuse sur des conditions de pacification, et signer même un acte intitulé, articles préliminaires de paix. La moindre réflexion sur un incident aussi étrange et inattendu, rend bien évident que l'Empereur ne peut approuver la conduite du comte de Saint-Julien, contraire à tous les principes connus jusqu'ici, ni sanctionner les erreurs dans lesquelles l'inexpérience et un moment d'égarement absolu ont pu le faire tomber, et qu'en conséquence, tout ce que M. de Saint-Julien aurait dit ou fait au-delà des bornes de sa commission, clairement exprimée dans la lettre de S. M. au premier Consul, doit nécessairement être regardé comme nul et non avenu;



malgré cela, l'Empereur ne persiste pas moins et persistera toujours dans le désir vif et sincère de voir enfin disparaître les calamités qui depuis si longtemps ravagent l'Europe ; mais pour ne pas exposer les nations à se voir incessamment replongées dans de nouveaux malheurs après un moment d'espérances illusoires, l'intérêt de toutes exige qu'il ne soit négligé aucune des précautions qui puissent rendre la paix durable, et que, par conséquent, elle soit fondée sur des bases déterminées et convenues par des ministres dûment autorisés par leurs commettants, sur des actes rédigés avec l'attention qu'un objet aussi important pour le bonheur de tant de peuples réclame, et revêtus des formes consacrées par l'usage immémorial de tous les gouvernements, et qui seules peuvent donner aux traités l'authenticité requise, et en assurer la stabilité. C'est d'après des sentiments aussi conformes au véritable bien de l'humanité, et pour obvier à tout nouveau malentendu, que l'Empereur m'a ordonné, Monsieur, de faire parvenir au premier Consul, par votre canal, l'invitation pour l'assemblée immédiate de plénipotentiaires respectifs, qui, de bonne foi et avec zèle, s'occupent à concerter, sans le moindre délai possible, les moyens du rétablissement de la tranquillité générale, après lequel l'Europe souffrante soupire vainement depuis si long-temps. S. M. ose se flatter de trouver dans cette mesure le prompt accomplissement de ses vœux pacifiques, d'autant plus sûrement que le roi de la Grande-Bretagne, son allié, vient de lui faire déclarer qu'il est prêt à concourir de son côté aux

mêmes négociations, ainsi qu'il résulte par la copie ci-jointe de la note officielle remise par lord Minto, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. B. Il ne s'agit donc plus que du choix du lieu pour la réunion des plénipotentiaires, dont il sera sans doute facile de convenir, et pour lequel S. M. pense, qu'afin de faciliter les communications des plénipotentiaires avec leurs gouvernements respectifs, il serait à propos de préférer un point à peu près central, tel que Schelestadt, Lunéville, etc., ou **tel autre endroit sur lequel, pour gagner du temps, le gouvernement français pourrait s'entendre directement avec le gouvernement britannique.** D'après la déclaration que j'ai l'honneur de transmettre ici à V. Exc., d'ordre exprès de S. M. B., il ne dépendra désormais que du gouvernement français d'accélérer l'heureux moment qui doit rendre le repos à l'Europe si cruellement déchirée par une guerre destructive. Les sentiments d'estime de l'Empereur pour le premier Consul de la République française, et la confiance qu'il met dans la sincérité de ses protestations réitérées, offrent à S. M. l'espérance fondée que le premier Consul emploiera tous les moyens en son pouvoir à seconder les vues salutaires de S. M. pour l'avancement de l'époque fortunée d'une paix solide, durable et générale, objet constant des vœux les plus chers de l'Empereur et auquel S. M. ne cessera de donner tous ses soins, conformément aux principes de loyauté et de franchise qui ont réglé sa conduite en toute occasion, et qui pour jamais la mettront à couvert du reproche de n'avoir pas fait

de son côté tout ce qui a pu dépendre d'elle, pour sécher enfin les larmes de tant de peuples gémissant sous le fardeau d'une guerre ruineuse, et prévenir et arrêter le cours déplorable de l'effusion ultérieure du sang humain. »

A cette lettre du baron de Thugut, était jointe la note suivante de lord Minto au ministre des affaires étrangères d'Autriche :

« Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique, n'a pas manqué de transmettre à sa cour toutes les communications qui lui ont été faites, d'ordre de l'Empereur, par S. Exc. monsieur le baron de Thugut, relativement aux correspondances qui ont eu lieu entre S. M. I. et le gouvernement français sur des ouvertures de paix. Le soussigné s'est trouvé en conséquence chargé de témoigner la satisfaction qu'a donnée à S. M. cette marque de confiance de la part de S. M. I. Le soussigné ne diffère pas, d'après les autorisations qu'il vient de recevoir, de déclarer que S. M. Britannique, désirant donner à l'Empereur et à toute l'Europe les preuves les plus évidentes de son union parfaite et cordiale avec S. M. I. et R., et du prix qu'elle attache à la conservation constante du concert et de l'amitié intime qui sont si heureusement établis entre leurs couronnes et leurs peuples, est disposée à concourir avec l'Autriche aux négociations qui pourront avoir lieu pour une pacification générale, et à envoyer ses plénipotentiaires pour traiter de la paix, de con-

cert avec S. M. I. et R. , aussitôt que l'intention du gouvernement français d'entrer en négociation avec S. M. Britannique, lui sera connue. »

La conduite du cabinet de Vienne, en cette circonstance, n'étonna pas médiocrement le premier Consul. Bien que M. de Saint-Julien, désavoué par son gouvernement, fût traité d'homme téméraire et aveuglé, ayant méconnu ses instructions et outrepassé ses pouvoirs, il était difficile d'admettre autre chose, sinon que le général n'avait fait que suivre ses instructions secrètes, résigné d'avance à ce qui lui arrivait.

Le but dans tout ceci, on pouvait du moins le penser en France, devait être, de la part de l'Autriche, d'arriver à connaître, sans s'engager, la pensée du gouvernement du premier Consul, relativement aux négociations.

Cette conduite artificieuse pouvait choquer le cabinet des Tuileries, mais toutes ces menées vinrent échouer devant la bonne foi du chef de l'Etat. Le premier Consul vit sans regret que ses intentions étaient connues, il sentit que la meilleure manière de répondre au désaveu donné par l'Empereur à son agent, était d'accepter encore le mode de négociations proposé, et il prit ses dispositions en conséquence.

Toutefois, il reconnut qu'une négociation publique, qui ne se trouve précédée d'aucune stipulation particulière (et le cas était tout récent), ne pouvait manquer de se prolonger indéfiniment ; qu'en consé-

quence la France serait forcée de renoncer à l'espoir d'une conclusion prochaine et allait se trouver dans une position qui compromettrait tous les avantages acquis par ses dernières victoires ; que la puissance ennemie trouverait ainsi le moyen de réparer ses pertes, de réorganiser ses armées et de se présenter soit avec plus d'avantages aux combats, soit avec plus de prétentions au congrès, si les hostilités n'étaient immédiatement reprises.

En effet, l'Autriche méconnaissait que l'armistice conclu après Marengo, devait être le principe et le gage d'un arrangement particulier, puisqu'elle exigeait que l'Angleterre fût admise à prendre part à la négociation. Cette dernière puissance s'unissait donc pour traiter, mais se séparait pour la guerre, en sorte que, les conférences ouvertes pour la paix générale, le gouvernement de la Grande-Bretagne continuait à étendre son commerce, à intercepter le nôtre et celui de nos alliés, à menacer nos ports et à envahir nos colonies, tandis que toutes les forces de la République restaient oisives sur le continent. De cette façon, les avantages de la campagne de Marengo étaient annulés pour nous, l'Autriche recueillait, sans danger, le fruit des efforts de l'Angleterre.

Ces considérations ne pouvaient manquer de frapper le gouvernement français, il n'était pas admissible qu'il consentit à se trouver en suspension d'armes avec l'une des puissances ennemies, en continuation de guerre avec l'autre, la première refusant de traiter sans la seconde.

L'armistice conclu manquait son but ; M. de Tal-

leyrand écrivit donc à M. de Thugut sous la date du 24 août :

« Monsieur le baron, la lettre de V. Exc., en date du 11 août, ayant été remise sous les yeux du premier Consul, je me vois chargé de vous faire les observations suivantes :

M. de Saint-Julien avait été porteur de la lettre du premier Consul à S. M. I., il rapportait également la réponse de S. M.

La lettre de l'Empereur annonçait textuellement que M. de Saint-Julien connaissait ses intentions : elle contenait aussi en propres termes, « que pour le surplus (c'est-à-dire au-delà de l'armistice général proposé et conclu pour l'Allemagne et pour l'Italie), M. de Saint-Julien était chargé d'observer combien il était essentiel de n'en venir à une négociation *publique et d'apparat*, qu'après avoir connu, d'une manière au moins générale, les bases de la pacification.

M. de Saint-Julien a effectivement discuté ces bases avec étendue, ainsi que V. Exc. aura pu le voir par les protocoles de chaque conférence. Des articles préliminaires ont été signés, que le gouvernement français a aussitôt ratifiés, et il était impossible de supposer que M. de Saint-Julien abusât à la fois de la confiance dont S. M. I. l'honorait, et de celle qu'il inspirait à Paris, au point de signer un acte qu'aucune instruction particulière ne l'autorisait à conclure.

C'est donc avec un étonnement véritable que le



premier Consul a vu, dans un moment aussi décisif, par rapport à un objet aussi essentiel, le changement de système de la cour de Vienne, et il n'a pu se l'expliquer que par la connaissance qui venait d'être acquise du traité de subsides conclu le 20 juin dernier, et son exécution empressée de la part de l'Angleterre.

Quoi qu'il en soit, le premier Consul ne doit et ne veut négliger aucun des moyens qui peuvent mettre un terme aux calamités de la guerre, il accepte donc Lunéville, que V. Exc. a indiquée pour y établir les conférences de la pacification.

Mais le lord Minto, en demandant que son gouvernement prit part aux négociations, aurait dû être chargé de proposer en même temps une suspension d'hostilités pareille à celle qui existe entre la France et l'Autriche, et l'Empereur ayant exigé que l'Angleterre fût admise dans les négociations sans exiger de cette puissance qu'elle accédât préalablement à l'armistice existant, a rendu par cela même la reprise des hostilités indispensables.

Que d'événements vont donc naître encore ! Combien de nouvelles victimes immolées à l'Angleterre. Si les nations du continent ne posent les armes que lorsqu'il pourra convenir au gouvernement britannique, la génération actuelle y périra. Ce n'est pas certes ce que le peuple français avait droit d'attendre, et lorsqu'il mettait une foi entière dans les déclarations qui lui étaient faites des dispositions pacifiques de S. M. I., il ne prévoyait pas qu'elles étaient encore dépendantes des volontés de la cour de Londres... »

La plus grande difficulté à l'ouverture des négociations, venait donc alors de la singulière prétention de l'Angleterre à être admise aux conférences en continuant la guerre, tandis que l'Autriche serait restée avec nous en trêve.

Si le gouvernement anglais, en se tenant uni à la cour de Vienne, avait eu sincèrement l'intention de faire aboutir ces négociations, il avait senti que l'armistice sur le continent ne pouvait cadrer qu'avec un armistice pareil sur les mers ; son envoyé extraordinaire, lord Minto, aurait eu les pouvoirs nécessaires pour résoudre cette question préliminaire. La cour de Vienne elle-même, si elle avait été aussi désireuse de la paix qu'elle en donnait l'assurance, eût été la première à exiger de son alliée qu'elle consentit à lever cette difficulté.

Au lieu de cela, sur les observations qui lui furent faites, on la vit se récrier, et son ministre, s'attachant encore à justifier le désaveu donné à M. de Saint-Julien, n'annonça même pas l'intention de peser sur le cabinet de Saint-James pour l'amener à l'armistice proposé.

C'est ce qui résulte de la dépêche suivante, en date du 5 septembre, de M. de Thugut :

« Monsieur, j'ai rendu compte à l'Empereur de la lettre que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'écrire le 6 fructidor, et S. M. n'y a vu qu'avec une peine extrême que, malgré les observations contenues dans ma dernière lettre, le gouvernement français paraissait persister dans l'opinion que le comte de Saint-

posé si inconsidérément sa signature. D'après  
constant de toutes les nations, cet aveu seul  
que suffisant pour décider la question ; mais à  
même temps incontestable que la lettre de S.  
premier Consul, dont M. de Saint-Julien a été  
teur, ne renferme non plus rien qui pût ex-  
justifier le moins du monde l'inconcevable éga-  
où il est tombé. L'Empereur n'y annonce pas  
comme V. Exc. semble le croire, qu'il avait eu  
intentions au comte de Saint-Julien. Dans le sa-  
sage de la lettre de S. M. où il est parlé de qu-  
instructions données, ces instructions sont clai-  
bornées à la seule commission de faire obser-  
premier Consul qu'il est essentiel, avant de pu-  
ultérieurement à des négociations d'apparat, ]  
à livrer les peuples à des espérances peut-être  
soires, de connaître d'une manière au moins gé-  
si les bases que la France veut proposer pour  
sont telles, que l'on puisse se flatter d'obtenir  
désirable. Or, vouloir connaître préalablement  
manière au moins générale, les bases que la

Julien aurait pu, de manière ou d'autre, se croire autorisé à entamer des négociations et à statuer sur les conditions de la pacification future. D'abord, M. de Saint-Julien n'a absolument été muni d'aucun pouvoir de l'Empereur, vérité qui a été reconnue expressément dans les écrits mêmes auxquels il a apposé si inconsidérément sa signature. D'après l'usage constant de toutes les nations, cet aveu seul est plus que suffisant pour décider la question ; mais il est en même temps incontestable que la lettre de S. M. au premier Consul, dont M. de Saint-Julien a été le porteur, ne renferme non plus rien qui pût excuser ou justifier le moins du monde l'inconcevable égarement où il est tombé. L'Empereur n'y annonce pas même, comme V. Exc. semble le croire, qu'il avait confié ses intentions au comte de Saint-Julien. Dans le seul passage de la lettre de S. M. où il est parlé de quelques instructions données, ces instructions sont clairement bornées à la seule commission de faire observer au premier Consul qu'il est essentiel, avant de procéder ultérieurement à des négociations d'apparat, propres à livrer les peuples à des espérances peut-être illusoires, de connaître d'une manière au moins générale si les bases que la France veut proposer pour la paix sont telles, que l'on puisse se flatter d'obtenir ce but désirable. Or, vouloir connaître préalablement, d'une manière au moins générale, les bases que la France voulait proposer pour la paix, ne pouvait certainement fournir à celui qui était envoyé pour rapporter à Vienne les éclaircissements demandés, aucun prétexte de s'arroger la faculté de transiger sur cet objet

à Paris. La lettre de l'Empereur est trop précise pour qu'il pût y avoir aucun équivoque à ce sujet, et S. M. s'en remettrait, s'il le fallait, avec confiance, au jugement de l'Europe entière.

Le soupçon, Monsieur, que semble indiquer votre lettre sur un prétendu changement qui serait survenu dans les dispositions de l'Empereur relativement à la paix, et dont vous voulez chercher la cause dans le traité du 20 juin, n'est pas plus fondé. Dès le principe de notre correspondance actuelle, je n'ai jamais dissimulé à V. Exc. l'existence d'engagements que la reprise des hostilités de la part de la France, après le traité de Campo-Formio, avait mis l'Empereur dans le cas de contracter; c'est par une suite de ses engagements que S. M. a toujours manifesté le désir d'une paix générale, et que nommément après avoir connu, par votre lettre du 17 germinal, que le gouvernement français concourrait à une paix de cette nature, je vous ai fait part, le 8 mai, que l'Empereur allait entrer en communication à ce sujet avec ses alliés. Il est à remarquer aussi que le comte de Saint-Julien n'est parti pour Paris que le 6 juillet, c'est-à-dire plus de quinze jours après la signature du traité, qu'on voudrait supposer avoir amené, pendant l'absence de M. de Saint-Julien de Vienne, quelque altération dans les sentiments de S. M. Il est donc évident que le traité du 20 juin, qui n'est que l'effet des rapports dont depuis long-temps je vous avais donné connaissance, n'a pu ni dû opérer aucun changement dans le système de l'Empereur concernant la pacification. Ses dispositions pour la paix ont toujours été

ces deux conventions distinctes que ces résolutions sont indépendantes de tout alliage étranger autre que les intérêts des nations qui sont entre elles les plus prochains.

Enfin, les engagements de S. M. avec la Grande-Bretagne, qui n'ont leur source que dans l'appui accordé au d'ancien littoral, ne sont plus en danger à la pacification, puisque le gouvernement français veut de consentir à la tenue d'un congrès à Ambrève et à la participation de l'Angleterre au même congrès : que il résulte de là une raison de plus de conclure qu'au moment où la paix est plus prochaine que jamais, le premier Conseil annonce la résolution instantanée de rompre l'armistice, et qu'il en soit ainsi pour tout ce qui en adhérent à la pacification, le cas de Londres ne s'est point encore expliqué sur l'armistice. Mais il y a de quoi être surpris qu'on veuille se faire un grief contre l'Autriche de ce qu'elle n'a pas réglé de son propre mouvement, et même sans consulter à ce sujet les intentions du gouvernement français, une trêve qui lui est étrangère, et dont les intérêts, si compliqués par l'étendue du théâtre de la guerre maritime, ne peuvent être démodés que par les parties belligérantes elles-mêmes : il paraîtrait plus extraordinaire encore, Monsieur, que, par la seule raison qu'il n'existe encore point d'armistice sur les mers, il faille de nouveau inonder le continent de sang humain, et entraîner dans de nouveaux combats des peuples entiers prêts à se réconcilier.

( qu'il en soit, l'Empereur a communiqué au



gouvernement britannique le choix fait par la France de la ville de Lunéville pour le lieu des conférences , et il a nommé M. le comte de Lehrbach pour intervenir avec tous les pouvoirs requis. Ce plénipotentiaire part dès à présent pour l'armée d'Allemagne , où il sera plus à portée d'être avisé du jour qui aura été fixé pour l'ouverture du congrès , ainsi que de s'y rendre après avoir reçu les passe-ports nécessaires.

Dans cet état des choses , l'Empereur aime à se flatter , Monsieur , que la France renoncera au dessein funeste de reprendre les hostilités , et qu'après avoir montré tant d'aversion pour la continuation d'une guerre aussi destructive, elle abandonnera l'affligeante idée d'en renouveler sans objet toutes les calamités , au moment même où toutes les mesures déjà prises et les dispositions réciproques des parties belligérantes laissaient présager avec fondement le terme prochain de tant de malheurs.

Si cette juste attente de l'Empereur n'était point remplie , il ne lui resterait sans doute , comme dans les précédentes agressions , que la nécessité de repousser une attaque qu'il n'aurait provoquée en aucune manière , et dont la responsabilité assurément ne saurait retomber sur lui ; aussi S. M. espère-t-elle encore que les observations qu'elle me charge de vous transmettre rappelleront le premier Consul à ses premiers sentiments, et l'on peut dire à sa véritable gloire. »

Tel était, au commencement de septembre 1800,

l'état des négociations entre la République française et l'Autriche.

De la lettre en date du 5 juillet, adressée par l'Empereur au général Bonaparte, il résultait clairement qu'il y avait peu de fond à faire pour nous, sur une négociation qui viendrait à s'ouvrir sans que l'on eût connaissance, au préalable, des bases sur lesquelles elle devait porter.

Du désaveu donné à M. de Saint-Julien, il était advenu que les intentions de la France étaient connues à l'Autriche et que celles de l'Autriche ne l'étaient pas à la France. Toutes les communications des agents de cette dernière puissance se bornaient à des protestations vagues et même insignifiantes.

Les négociations qui allaient s'ouvrir à Lunéville, portaient donc un cachet d'incertitude qu'il devait être difficile de détruire de prime abord. Pour espérer quelque chose de bon d'une semblable base, il fallait des plénipotentiaires habiles et surtout pleins d'honnêteté et de bonne foi; le premier Consul le comprit; il avait sous la main l'homme qui lui fallait, son frère aîné Joseph; il n'hésita pas et le nomma, en l'investissant de pouvoirs étendus.

# TRAITÉ DE LUNÉVILLE.

---

Dès que, par la lettre du 5 septembre 1800, M. de Thugut eut fait connaître que l'Autriche acceptait Lunéville pour lieu du congrès relatif à la paix, le premier Consul prolongea l'armistice jusqu'au 25 novembre, en Allemagne, et nomma son frère aîné Joseph, ministre plénipotentiaire (1). Il lui fit adresser par M. de Talleyrand, quelques jours plus tard (25 octobre), avec ses pleins pouvoirs, les instructions suivantes :

• 1° La première question qui se présentera dans la négociation dont le citoyen Joseph Bonaparte est chargé, sera de savoir si l'Autriche a l'intention de négocier avec la France, en séparant ses intérêts de ceux de l'Angleterre, cette question sera résolue par l'échange et l'inspection des pouvoirs respectifs.

---

(1) En même temps, le premier Consul nomma M. de Laforêt, alors commissaire central du gouvernement pour l'administration des Postes, secrétaire-général pour les négociations.

Sur les points de M. de Cobenz il est exprimé qu'il ne s'agit pas de traiter que de concert avec les alliés de l'Autriche. Le plénipotentiaire français observera qu'il n'a des pouvoirs que pour traiter avec la maison d'Autriche.

La seconde question sera de savoir si l'Empereur veut traiter simplement, comme roi de Bohême et de Hongrie, ou comme empereur d'Allemagne et pour le corps germanique. Cependant, si l'intention de S. M. est de traiter que comme roi de Hongrie et de Bohême, l'archiduc d'Autriche, la négociation sera terminée.

Il s'agit maintenant de quelle manière l'on procédera pour la paix, en spécifiant l'échange, sans toute espèce de doute sur les questions; et quant à la troisième, elle n'est encore; le projet de traité unique sera communiqué au gouvernement, qui enverra des instructions ultérieures.

Si le plénipotentiaire autrichien demande une prolongation d'armistice, on lui fera connaître avec beaucoup de franchise que la non-ratification des préliminaires signés par M. de Saint-Julien, a nécessairement donné de la méfiance au gouvernement français, et qu'il veut promptement la guerre ou la paix: qu'il y a encore quinze jours jusqu'à la rupture de l'armistice, et que pendant cet espace de temps, la négociation devra être assez avancée pour que l'on sache si l'on est en voie de s'entendre, d'autant

que la question de la paix est déjà vieille ; que les prétentions de la paix et les intérêts des puissances respectives sont connus. A ce sujet, le plénipotentiaire français observera que le gouvernement français ne peut être sans inquiétude, en voyant quelle influence conserve encore M. de Thugut comme ministre des conférences, et en songeant qu'il est possible, si les conférences pour la paix durent trop long-temps, que ce ministre reprenne un ascendant qui a déjà été si funeste au repos de l'Europe ;

5° Après ces discussions préalables, et afin de mettre de l'ordre dans la discussion des intérêts respectifs, il faudra convenir des bases de la négociation.

Ici pourra naître cette question : conclura-t-on à Lunéville ou des préliminaires ou un traité définitif ?

Il faudra employer de la sagacité pour connaître quel est le véritable projet de la cour de Vienne. Préférerait-elle de conclure simplement les préliminaires, ou voudra-t-elle aborder franchement la question de la paix définitive ?

Quand on aura pénétré l'intention de la cour de Vienne, on fera connaître que celle du gouvernement français est de conclure la paix définitive, puisque des préliminaires seraient insuffisants et nécessiteraient un nouveau congrès qui ne pourrait cependant réunir des plénipotentiaires plus investis de la confiance de leur gouvernement. Ce sera l'occasion de dire et de redire que le peuple français a bien le droit de vouloir définitivement la paix, et que son gouvernement veut sortir de cet état d'armistice par un traité complet et stable.

6° Quel est le traité qui servira de base à la négociation ?

Le premier est celui des préliminaires conclus à Paris avec M. le comte de Saint-Julien. Ces préliminaires ne sont eux-mêmes qu'une modification du traité de Campo-Formio, et une conséquence des choses convenues à Radstadt.

7° A mesure que la négociation se développera, le gouvernement enverra les instructions qui pourraient être nécessaires.

Cependant, en système général, tous les pays situés à la gauche du Rhin et dont la cession à la France avait été consentie à Radstadt, la Savoie, le comté de Nice, ne peuvent entrer même en discussion.

Dans les agrandissements que l'Empire doit avoir en Italie pour servir de compensation de ce qui lui était accordé en Allemagne par le traité de Campo-Formio, en supposant que l'on adopte cette base, Mantoue doit être démoli, et l'accroissement ne doit pas aller au-delà du Mincio et du Pô.

On ne s'étendra pas davantage pour le moment sur les conditions du traité, puisqu'il est indispensable de connaître avant tout la base que voudra adopter le plénipotentiaire autrichien. On ne fera point mention du roi de Sardaigne, ni d'autres objets, afin que la négociation ne divague pas dans le principe.

Il sera remis au plénipotentiaire français copie des traités patents et secrets de Campo-Formio, des conventions conclues avec la cour de Berlin, des préliminaires de paix signés à Paris le 9 thermidor, du protocole des conférences tenues à ce sujet et de



outes les pièces de la correspondance qui a eu lieu entre le cabinet de Paris et de Vienne.

Il lui sera transmis successivement les documents et les directions dont il pourrait avoir besoin. La proximité de Lunéville dispense de lui donner à l'avance des instructions qui seront plus claires et plus précises, étant données suivant le cours des discussions et l'urgence des affaires. »

L'Autriche, de son côté, avait nommé un ministre plénipotentiaire, le comte de Lehrbach, le même qui se trouvait à l'armée d'Allemagne, investi de pouvoirs fort étendus, et auquel le premier Consul avait, avant Marengo, fait proposer un armistice.

Le 26 septembre 1800, M. de Talleyrand, prévenu de la nomination de ce plénipotentiaire, envoya à M. de Thugut, avec la lettre ci-dessous, ses passe-ports pour Lunéville, par un courrier extraordinaire.

« M. le baron, j'envoie dès ce jour, à M. le comte de Lehrbach, un passe-port pour Lunéville, et je l'invite à s'y rendre pour le 15 de ce mois (7 octobre).

La prolongation d'armistice qui vient d'avoir lieu en Allemagne, mérite quelques mesures particulières pour l'Italie, et V. Exc. reconnaîtra dans cette manière franche de m'adresser directement à elle pour tous ces objets, la volonté du premier Consul de lever tous les obstacles qui pourraient s'opposer à nos arrangements réciproques.

Je dois avant toute chose, observer à V. Exc. que M. le général Mélas s'était engagé à faire mettre en

liberté tous les patriotes italiens détenus, et que cependant aucun d'eux n'a été relâché ; que même les citoyens Caprara et Moscati, recommandables dans tous les pays, par leurs talents et par le rang qu'ils occupaient, gémissent encore en prison, tandis que, de notre part, tous les otages piémontais et toscans ont été renvoyés.

Il y a plus : M. le général Zach n'a été libre de retourner à Vienne, que sur la parole donnée par M. de Saint-Julien, que le général Colli pourrait pareillement revenir en France ; et il n'a pu être dans l'intention de S. M. I. de désavouer encore à ce sujet M. de Saint-Julien, ou, si elle retenait le général Colli, elle aurait dû ordonner au général Zach de retourner à Paris.

Je passe, Monsieur le baron, à quelques points non moins graves et qui tiennent à l'exécution de la convention d'armistice conclue à Marengo.

Par cette convention, les troupes de S. M. I. ne devaient occuper, sur la rive droite du Pô, que la citadelle et la ville de Ferrare. Il est donc indispensable que les troupes autrichiennes évacuent toute la rive droite excepté cette place.

V. Exc. sentira pareillement que la Toscane ne peut continuer à jouir du bénéfice de l'armistice, qu'autant qu'elle rentrera dans son état naturel, que la levée en masse y sera dissoute, que les habitants y reprendront leurs occupations accoutumées, et qu'on dissipera les attroupements sans discipline qui ne sont propres qu'à faire assassiner quelques soldats isolés.

Je dois encore faire observer à V. Exc., que la convention de Marengo n'ayant fixé aucune limite pour le midi de l'Italie, le gouvernement français pourrait, sans y contrevenir, envoyer un corps de troupes à Rome et à Naples, avec qui il se trouve en état de pleine hostilité. Mais il n'est point disposé à le faire, et il ne le fera pas, si, d'une part, S. M. I. fait retirer ses troupes d'Ancône et restitue cette ville au pape ; si, de l'autre, le roi de Naples fait pareillement évacuer par ses troupes, les États du pape, et s'il met en liberté les Français faisant partie de l'armée d'Égypte, échappés, après leur naufrage, au massacre de Sicile, et notamment les généraux Damas, Manscourt et le citoyen Delomieu.

Ce n'est qu'à ces conditions que le gouvernement de la République peut s'engager et s'engage à ne point faire dépasser aux troupes françaises, pendant tout le cours de l'armistice, les limites de la République cisalpine.

Veuillez mettre ces considérations importantes sous les yeux de S. M. I., qui ne manquera point d'en reconnaître la force, et recevez, Monsieur le baron, l'assurance réitérée de ma haute considération.

A cette lettre importante de M. de Talleyrand pour M. de Thugut, était jointe la suivante pour M. de Lehrbach :

« Monsieur le comte, en conséquence des intentions manifestées par S. M. I., et d'après les ordres du

premier Consul, j'ai l'honneur de vous envoyer un passe-port pour vous rendre à Lunéville, lieu désigné pour l'ouverture des négociations. Il serait à désirer que vous fussiez arrivé dans cette ville pour le 15 de ce mois. Vous y serez prévenu par un négociateur, muni des pouvoirs et des instructions du premier Consul, et il ne tiendra pas au gouvernement français que la négociation ne soit conduite à une heureuse fin, même avant l'expiration de l'armistice. »

Les deux dépêches ci-dessus furent envoyées au général Moreau, commandant en chef l'armée d'Allemagne, pour qu'il les fit passer à leur destination.

Au moment où M. de Talleyrand écrivait, par ordre du premier Consul, les lettres qu'on vient de lire, il s'opérait un changement dans le personnel du ministère autrichien ; M. de Thugut était remplacé aux affaires étrangères par M. de Lehrbach, et le comte de Cobenzl, qui avait jadis signé le traité de Campo-Formio, était désigné pour le congrès de Lunéville.

Ces nouvelles dispositions justifiaient en partie la lettre suivante du nouveau ministre ; mais cette lettre, en date du 27 septembre, touchait une question qui inquiétait beaucoup l'Autriche, la fin prochaine de l'armistice et la reprise probable des hostilités.

« S. M. l'Empereur a trouvé bon de me confier la direction des affaires étrangères à la place de M. le baron de Thugut, qui a supplié S. M. de le dispenser de cette direction, ce qu'elle lui a gracieusement accordé. Je me hâte d'autant plus d'en faire part à V

incessamment à l'effet de parvenir à une  
pacification entre l'Autriche et ses alliés et  
la République française. S. M. l'Empereur vient de  
nommer pour cette mission M. le comte de Cobenzl,  
qui a été l'un de ses plénipotentiaires pour la con-  
clusion du traité de Campo-Formio. Ce ministre, qui  
se trouve dans ce moment à Prague, a été appelé sur-  
le-champ à Vienne, afin de pouvoir y être aussitôt  
instruit des instructions et pleins pouvoirs convenables,  
pour se rendre ensuite au lieu des négociations. J'ai donc  
l'honneur de prier V. Exc. de vouloir bien me faire  
parvenir en conséquence les passe-ports nécessaires  
pour le ministre français, et les adresser au quar-  
tier général de l'armée impériale d'Allemagne, pour  
qu'ils parviennent le plus promptement possible.  
J'espère sentir aisément que toutes ces circons-  
tances, et particulièrement les différentes distances  
qui se trouvent, sont de nature à déterminer le premier  
délai pour prolonger l'armistice arrêté par la conven-  
tion de l'armistice du 20 de ce mois, et qu'au lieu  
des délais stipulés, ou plutôt des 30 (les 15 jours  
de négociation y étant compris), il soit convenu

établi dans toutes les négociations, n'a-t-elle pas fait connaître ses vues par un contre-projet ?

Le colonel Duroc, qui avait été expédié pour Vienne, était chargé d'une lettre pour S. M. I. et de donner toutes les explications qu'on aurait pu désirer. Les issues de Vienne lui ont été fermées.

Dans l'entretien qu'il eut avec V. Exc., elle lui donna à connaître que S. M. n'était arrêtée dans la ratification des préliminaires que par le défaut de formes.

Le premier Consul conçoit donc l'espérance que les premières conférences des plénipotentiaires des deux gouvernements suffiront pour mettre d'accord sur les bases, et que toute prolongation d'armistice sera inutile.

Que V. Exc. me permette de lui parler avec une entière ouverture. Si les intérêts du continent et de la monarchie autrichienne sont l'unique but de la conduite du cabinet de Vienne, avec la modération dont ne se départ pas le premier Consul, il ne faut pas quinze jours pour être d'accord.

Si, au contraire, on persiste à vouloir concilier avec les intérêts du continent ceux d'une puissance acharnée à la guerre et qui ne désire que l'affaiblissement et la ruine de nos deux puissantes nations, des années de trêves et de conférences ne suffiraient pas, et dans ce cas le gouvernement français se trouve obligé par l'amour même de la paix et pour profiter des avantages de sa position militaire, de suivre l'impulsion nationale et de poursuivre la guerre afin d'en voir plus promptement le terme.



-ce qui doute que son intervention ne  
l'empêcher d'être conclue dans un mois?

Consul a cherché à connaître les inten-  
te puissance et il s'est convaincu qu'elle  
une volonté d'aider à la pacification du

er Consul compte beaucoup trop sur le  
les talents qu'il a reconnus dans V. Exc.  
férents évènements politiques et militai-  
e pas être persuadé qu'elle contribuera à  
négociation une marche prompte et di-  
terminer cette malheureuse guerre qui  
tience des nations et qui peut amener des  
nt il faut enfin que les gouvernements  
possibilité et l'étendue. »

rnement français, laissant percer dans  
re un certain soupçon sur les intentions  
e, revenant sur la singulière issue de la  
comte de Saint-Julien, refusait la prolon-  
nistes à laquelle le cabinet de Vienne

comte de Cobenzl, dont il ne tarda pas à recevoir la lettre ci-dessous, de Vienne, en date du 14 octobre, dans laquelle M. de Cobenzl, en annonçant son départ, le lendemain, pour Lunéville, cherchait à répondre aux réclamations contenues dans la dépêche de M. de Talleyrand, du 26 septembre :

« Monsieur, la lettre que V. Exc. a adressée à M. le baron de Thugut, en date du 4 vendémiaire, lui a été remise après que ce ministre, à ses sollicitations répétées, avait déjà été dispensé, par l'Empereur, de la direction des affaires étrangères. M. le comte de Lehrbach, qui lui avait succédé dans cette direction, étant passé au département des affaires internes en qualité de ministre d'État, et S. M. ayant daigné me nommer son ministre des conférences et vice-chancelier de cour et d'État, je n'ai pas différé de mettre sous ses yeux le contenu de cette lettre, et c'est en conséquence de ce qu'elle vient de me prescrire que je m'empresse d'y répondre.

Les premiers ordres qui m'ont été donnés par l'Empereur, entièrement analogues à ses sentiments pacifiques, manifestent son désir constant de rétablir la bonne intelligencé avec la République française, et de faire jouir ses peuples des bénédictions de la paix. S. M. est déterminée à y coopérer par tous les moyens qui peuvent dépendre d'elle, et qui ne seraient pas contraires à sa sûreté future et à sa dignité.

La lettre de V. Exc. à M. le comte de Lehrbach n'étant arrivée ici que le 5 de ce mois, il m'aurait été impossible de me trouver le 7 à Lunéville. La place

t S. M. m'a honoré ne m'empêchera pas de m'y rendre le plus tôt possible, me proposant de partir dès demain. Je serai muni des pouvoirs nécessaires pour terminer l'ouvrage de la pacification, objet des vœux plus ardents de mon auguste maître, et je me fonde de l'espoir de servir une seconde fois d'instrument à la conclusion de l'acte qui mettra fin aux calamités de la guerre et rétablira l'harmonie entre l'Empereur et la République française.

Relativement à ce dont V. Exc. a fait mention dans le traité du 4 vendémiaire, à M. le baron de Thugut, j'ai l'honneur de l'assurer, que d'après la capitulation d'Alexandrie, toutes les personnes qui y ont été détenues dans les forteresses dépendantes de l'armée de S. M. en Italie, ont été relâchées, en sorte que l'engagement contracté à cet égard a été entièrement rempli.

En outre, d'après les ordres qui viennent d'être donnés par l'Empereur, M. le général Colli est libre de retourner en France, conformément à l'échange qui en a été fait contre M. le général Zach.

Quant aux stipulations de l'armistice arrêté à Alexandrie, auxquelles se rapporte la lettre de V. Exc., il lui est connu qu'il a été conclu depuis, une convention subséquente à Vérone, en vertu de laquelle les troupes de S. M. occupent les pays où elles se trouvent présentement. Cet arrangement postérieur exclut toute réclamation motivée par celui qui précède. Vous jugerez sans doute par là, Monseigneur, que l'on ne peut exiger, de la part de S. M., l'évacuation de la rive droite du Pô.

Il en est de même de ce qui concerne le midi de l'Italie. Il a été convenu, par la convention faite à Vérone, que les troupes françaises ne pourraient se porter au-delà de la ligne stipulée, particulièrement pour la sûreté de l'Italie méridionale, en sorte qu'en vertu de cet arrangement, il ne peut être fait aucun mouvement vers Rome et Naples. Au surplus, cette stipulation n'a aucun rapport avec l'art. 3 de l'armistice d'Alexandrie, par lequel la ville d'Ancône doit continuer à être occupée par les troupes de l'Empereur. D'ailleurs le pape a déjà été réintégré dans la propriété de cette ville ; Sa Sainteté y exerce pleinement le gouvernement civil, et jamais l'intention de S. M. n'a été de la réunir à ses possessions.

L'armement qui se fait en Toscane est du nombre des préparatifs dont S. M. espère et désire bien sincèrement de n'être pas dans le cas de devoir faire usage. Cette mesure est d'ailleurs analogue à ce qui a également lieu dans tous les pays occupés par les troupes de la République française.

Tels sont, Monsieur, les éclaircissements sur les objets contenus dans la lettre de V. Exc. à M. le baron de Thugut, que l'Empereur m'a ordonné de vous transmettre. Je ne doute point que vous ne les trouviez conformes à la scrupuleuse exactitude avec laquelle S. M. remplit toujours ses engagements, ainsi qu'à son désir constant de faire succéder aux malheurs de la guerre une paix solide et durable. Je me trouve très heureux que la place que j'occupe dans ce moment me mette à même d'être l'organe des sentiments de mon auguste maître, qui désire sincère-

et le rétablissement de la paix entre lui et la République française, et je me félicite également des tions qui en résulteront entre V. Exc. et moi. »

ainsi qu'il l'avait annoncé, M. de Cobenzl s'était en route le 14, pour se rendre à Lunéville parasbourg. Il reçut dans cette place les honneurs militaires et continua sa route pour le lieu du congrès, où il arriva le 28 octobre.

ne trouva pas là le plénipotentiaire français et pressa de prévenir de ce fait M. de Talleyrand.

Le soussigné, plénipotentiaire de S. M. I. et R. au congrès de Lunéville, n'y ayant pas trouvé à l'arrivée le plénipotentiaire de la République française, croit devoir s'adresser au ministre des relations extérieures pour s'acquitter de ce qui lui a été écrit avant tout, par sadite majesté.

Le comte de Cobenzl à Talleyrand, Lunéville, 28 octobre 1800.

Empereur, animé d'un désir sincère de mettre fin aux calamités de la guerre, croit que ce n'est pas en continuant à en courir les chances que l'on peut espérer la paix ; que des événements décisifs de part et d'autre pourraient entièrement changer la face des affaires au moment où on serait prêt à conclure, et, par conséquent, ce serait entraver la négociation que de renouveler les hostilités.

En conséquence, le soussigné est chargé de proposer au ministre des relations extérieures la prolongation de l'armistice pour trente jours, tant en Allemagne qu'en Italie, à compter de celui où la convention pourra en être faite, en stipulant que les armées

pour nommer un officier chargé et autorisé à  
nir de cette prolongation d'armistice, tant po  
lemagne que pour l'Italie, avec celui qui y ser  
ment nommé et autorisé par S. A. R. Mgr l'a  
commandant en chef l'armée de S. M. en Allen

L'Autriche entamait donc les négociations  
nant encore une fois à son projet favori, la pr  
tion de l'armistice.

Le 31 octobre, M. de Talleyrand répondit  
clarant que le gouvernement français trouvait  
position de prolongation d'armistice *convenable*  
en revenant toujours sur la mission du ca  
Saint-Julien.

Talleyrand à  
M. de Cobenzl.  
Paris, 31 octo-  
bre 1800.

« Le soussigné, ministre des relations exté  
a mis sous les yeux du premier Consul la no  
Exc. M. le comte de Cobenzl, en date du 24  
1800.

Le soussigné est chargé de faire connaître  
comte de Cobenzl la satisfaction qu'a éprouvée  
premier Consul d'apprendre qu'une person



Le plénipotentiaire français est parti de Paris dès l'instant que l'on a été instruit ici que S. Exc. M. le comte de Cobenzl était passé à Strasbourg.

Le gouvernement français trouve la proposition faite par M. de Cobenzl convenable, et y adhère parce qu'il la croit propre à accélérer le rétablissement de la paix entre les deux puissances.

Des évènements militaires ont eu lieu en Italie, et la Toscane a été occupée par l'armée française.

Cependant, le premier Consul ne voit aucune difficulté à faire reprendre aux troupes françaises les positions qui lui ont été fixées par la convention de Marengo, pourvu que l'armée autrichienne se renferme de son côté dans les limites qui lui ont été tracées par ladite convention.

La confiance entière dont jouit M. le comte de Cobenzl auprès de son maître, et le titre éminent dont il est revêtu, de vice-chancelier chargé de la direction des affaires étrangères, ne laissent aucun doute sur les pouvoirs dont il doit être investi.

Cependant la conduite de la cour de Vienne, lors des négociations avec M. de Saint-Julien, oblige le gouvernement français à *une extrême circonspection*.

Le soussigné prie donc S. Exc. M. le comte de Cobenzl de donner connaissance des pouvoirs dont elle est munie. S. Exc. peut être assurée que si ses pouvoirs l'autorisent à négocier, conclure et signer la paix définitive, l'armistice sera sur-le-champ conclu aux conditions proposées par elle. »

Le plénipotentiaire français était effectivement parti de Paris à la première nouvelle de l'arrivée de M. de Cobenzl, et passait le 4 à Void, près Toul. La veille au soir, il avait rencontré à Saint-Aubin, près Bar-sur-Ornain, M. le marquis de Luchesini, ambassadeur de Prusse, qui se rendait à Paris, et qui lui apprit que M. de Cobenzl le suivait. Il reçut en même temps une lettre du général Clarke, commandant extraordinaire de Lunéville, qui l'informait que, ne le trouvant pas, et sur l'invitation du premier Consul, le ministre autrichien allait à Paris. Cela détermina Joseph à continuer sa route jusqu'au moment où il rencontrerait M. de Cobenzl. Il était sept heures du matin, et on sortait à peine de Void, quand les carrosses se rencontrèrent. Le ministre retourna sur ses pas et attendit M. de Cobenzl dans une assez mauvaise auberge, d'où, après une courte conférence, ils partirent tous deux pour Paris ; ils s'arrêtèrent à Bar et continuèrent jour et nuit, jusqu'au 28 octobre au soir, où ils entrèrent sur les neuf heures à Paris, escortés par un détachement du 5<sup>e</sup> régiment de dragons.

Le citoyen Joseph Bonaparte avait écrit de Void, le 27 au matin, la lettre suivante au ministre des relations extérieures :

Joseph à Talleyrand. Void, 27 octob. 1800.

« Citoyen ministre, je rencontre M. le comte de Cobenzl, qui se rend au désir que lui a témoigné le général Clarke. Il me détermine à retourner avec lui à Paris, où nous serons probablement rendus dans la soirée du 6.

Vous jugerez convenable, Citoyen ministre, de me faire prévenir, sur la route de Meaux, du logement que vous lui aurez fait préparer.

Je vous renouvelle l'assurance de tous mes sentiments.

A Bondy, un courrier de Talleyrand prévient le ministre français qu'il avait destiné son hôtel de la rue d'Anjou-Saint-Honoré, à recevoir M. de Cobenzl, et il y descendit avec lui. Le plénipotentiaire impérial y trouva une garde de cent hommes d'infanterie, et reçut tous les honneurs dus à son rang pendant tout le temps de son séjour dans la capitale, depuis le 28 octobre jusqu'au 5 novembre. Élevé en France, et long-temps condisciple du ministre des relations extérieures au collège d'Harcourt, M. de Cobenzl était un homme fort instruit et parlant parfaitement notre langue ; il connaissait et aimait la nation française, il était plus apte que qui que ce soit en Autriche, à remplir la mission délicate dont son souverain l'avait chargé. Son voyage à Paris ne pouvait être long ; de grands intérêts lui commandaient de se rendre à Lunéville, où ses instructions lui ordonnaient exclusivement de traiter, et le gouvernement français, de son côté, eût répugné à lui voir prolonger son séjour dans la capitale. Probablement il le sentit ; car, le 4 novembre, Talleyrand écrivit à Joseph la lettre suivante :

« Citoyen, le voyage de M. le comte de Cobenzl à Paris, n'ayant eu pour objet que d'y voir et d'y en-

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
4 nov. 1800.

tretenir le premier Consul, les négociations tant pour une prolongation d'armistice que pour la paix définitive devant toujours être ouvertes et conduites à Lunéville, l'intention du premier Consul est que vous partiez demain pour cette ville, à l'effet d'y entamer l'important ouvrage qui vous est confié. Vous prévien­drez M. le comte de Cobenzl de votre départ, et je ne doute pas qu'il n'arrive en même temps que vous, au lieu fixé pour les conférences. »

Le 5 novembre, à cinq heures du matin, M. de Cobenzl quitta Paris, et Joseph en partit à une heure, emmenant avec lui sa femme. Les deux ministres marchèrent jour et nuit, sans s'arrêter, et arrivèrent le 7 à Lunéville, à sept heures d'intervalle. Dix-neuf coups de canon annoncèrent leur entrée; ils furent installés dans les appartements que le général Clarke leur avait fait préparer, en attendant que le château, ancienne résidence des ducs de Lorraine et du roi de Pologne Stanislas, fût en état de les recevoir. On y travaillait à force depuis un mois, mais ce temps n'avait pas suffi, tant la révolution y avait causé de dommage. Les plénipotentiaires n'habitèrent pas ce château. Peu après leur arrivée, les ordres furent donnés pour suspendre les travaux; on prévoyait déjà que les négociations auraient lieu entre la France et l'Autriche seulement, et qu'aucune autre puissance n'y envierait de plénipotentiaires. On se borna à restaurer le pavé de la ville et à l'éclairer par des réverbères. Cette ville, à cette époque, assez pauvre et sans ressources d'industrie, de commerce ou d'agriculture,

perdit plus qu'elle ne gagna aux conférences, par les spéculations et les dépenses que ses habitants firent dans l'espoir de bénéfices considérables qu'ils ne purent réaliser.

Les autorités s'empressèrent de se rendre chez les deux ministres plénipotentiaires. La garnison était alors composée d'environ douze cents hommes de la 26<sup>e</sup> demi-brigade et de cinquante hommes d'artillerie légère. Indépendamment du commandant supérieur, le général de division Clarke, il y avait un commandant en second, le général de brigade Belavène, officier d'un grand mérite, qui avait eu la jambe emportée d'un coup de canon au combat de Radstadt en 1798, étant à peine âgé de trente ans. Sous ses ordres se trouvait un état-major complet.

Lunéville, située dans une fort jolie position, pouvait contenir de dix à onze mille âmes. Le château, bâti en 1720, est simple et beau; il était entouré d'un parc fort agréable et d'une promenade délicieuse. Les environs sont pittoresques, bien boisés; de belles routes viennent y aboutir.

Joseph rendit compte de son arrivée par la lettre suivante :

« Citoyen ministre, je suis arrivé à Lunéville, le 7 novembre, à une heure après-midi. M. de Cobenzl m'avait précédé de sept heures.

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 9 nov.

Le 8 a été employé en visites d'usages.

Aujourd'hui, 9, nous avons eu une première conférence; je lui ai remis copie de mes pouvoirs; j'ai reçu en échange une copie certifiée des siens que j'ai

lue en original (1). Vous en trouverez copie ci-jointe, sous le n° 1 ; il m'a remis aussi la note sous le n° 2 en réponse à celle que vous lui avez adressée en date du 27 octobre. Je viens de lui répondre par la note dont copie est sous le n° 3 ; il m'a répété de vive voix ce qu'il a dit si souvent à Paris. Il expédie aujourd'hui un courrier pour obtenir les pleins pouvoirs dont il persiste à prétendre avoir besoin. Je vous enverrai sa réponse dès que je l'aurai reçue. »

A cette première dépêche de Joseph était jointe la pièce suivante :

Note de Joseph.

« Le soussigné, ministre plénipotentiaire de la République française pour les négociations de la paix à Lunéville, a eu l'honneur de donner en communication une copie authentique et certifiée de ses pleins pouvoirs à S. Exc. M. le comte de Cobenzl, vice-chancelier de cour et d'État, et ministre plénipotentiaire de S. M. I. et R. Apostolique au congrès de Lunéville.

Ces pleins pouvoirs expriment d'une manière explicite l'intention du gouvernement français, et le soussigné présume que M. le comte de Cobenzl leur trouvera toute la latitude nécessaire à leur objet.

Le soussigné reçoit, en même temps, la note en date de ce jour avec copie certifiée des pleins pouvoirs de M. le comte de Cobenzl. Après avoir examiné

---

(1) Note C.



lesdits pleins pouvoirs avec la plus scrupuleuse attention, il les trouve égaux aux siens, d'autant qu'ils sont facultatifs dans la mention faite de l'Angleterre.

**Les pleins pouvoirs respectifs permettant donc de procéder, le soussigné a l'honneur de proposer à M. le comte de Cobenzl de passer aux objets ultérieurs. Le soussigné s'empresse de lui renouveler les assurances de sa haute considération. »**

Le 18 brumaire (9 novembre), anniversaire du jour qui avait donné à la France un gouvernement nouveau, fut célébré à Lunéville par une fête pendant laquelle le général Clarke réunit toutes les autorités civiles et militaires. A la fin du souper qui suivit le bal, les plénipotentiaires se portèrent réciproquement un toast à la paix future.

Au moment où les plénipotentiaires se rendaient sur le lieu des conférences, le gouvernement du premier Consul, comprenant très bien qu'il n'arriverait à aucun résultat s'il ne négociait les armes à la main, réexpédia le général Lahorie à l'armée du Rhin, en lui donnant l'ordre de passer par Lunéville et de remettre à Joseph la dépêche suivante :

« Citoyen, le général Lahorie, qui se rend à l'armée du Rhin avec ordre de tout préparer pour rouvrir la campagne, prend sa route pour Lunéville et vous remettra cette lettre.

Le général Moreau suit la route de Bâle, et il se trouvera dans peu de jours à la tête de son armée.

Le général Lahorie a ordre de s'informer de vous,

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
10 nov. 1800.

dans quel état se trouve la négociation ; s'il résultait des renseignements que vous voudrez bien lui donner, que M. le comte de Cobenzl s'est expliqué d'une manière satisfaisante sur la nature de ses pouvoirs, et qu'il est prêt d'entrer en discussion pour la conclusion d'un traité *particulier* entre la France et l'Autriche, il serait encore possible que les hostilités ne fussent point reprises.

Ainsi, vous pouvez profiter du passage du général Lahorie, pour presser M. de Cobenzl de s'expliquer positivement, et de sa détermination, dépendra l'ouverture d'une campagne qui, si elle a lieu, sera d'autant plus terrible, que le peuple français, le gouvernement et les armées, auront acquis la certitude qu'il n'y a plus d'autre moyen d'arriver à la paix que de la conquérir. »

Le premier Consul avait d'autant plus raison, qu'on va voir par les dépêches de Joseph, que M. de Cobenzl semblait hésiter encore à entrer en négociation séparément pour l'Autriche. Le grand obstacle était l'admission de l'Angleterre aux conférences. Le voyage du général Lahorie devait peser sur la détermination du plénipotentiaire, c'était bien un peu l'intention et l'espérance du gouvernement français.

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 11 novembre 1800.

« Vous trouverez ci-joint, sous le n° 1, la réponse de M. de Cobenzl à la note que je lui avais adressée le 9, que vous devez avoir reçue par un courrier précédent. Sous le n° 2, vous trouverez copie de ma

de d'aujourd'hui, par laquelle j'ai voulu lui faire sentir que c'est lui qui retarde l'ouverture des négociations que je suis prêt à entamer quand il voudra.

M. de Cobenzl a expédié hier en courrier pour Vienne, M. Lefebvre, secrétaire attaché à sa légation. Le 18, il a expédié un courrier à Londres. »

« Le soussigné, etc., ayant connu par la note du 10 novembre, du ministre de la République française au Congrès, l'interprétation donnée à ses pouvoirs, relativement au concours d'un ministre du roi de la Grande-Bretagne aux négociations pour la paix, se voit obligé de déclarer, en réponse, qu'il peut d'autant moins admettre cette interprétation, que : autorisé, par son auguste maître, à conclure la paix continement avec le plénipotentiaire de S. M. B., il n'en faut pas qu'il ait la même faculté *sans le concours dudit ministre*.

Note de M. de Cobenzl.

Le désir ardent de S. M. I. de voir cesser les calamités de la guerre et les maux de l'humanité souffrante, ainsi que d'y faire succéder une paix solide et durable, son empressement à en accélérer le moment, lui font souhaiter vivement le prompt apaisement des difficultés qui se sont opposées jusqu'ici à l'arrivée du plénipotentiaire anglais au lieu du Congrès, afin de pouvoir donner suite à la négociation en accélérant l'heureuse issue.

Au reste, le soussigné s'étant trouvé préalablement informé de ce qui fait l'objet de la note du plénipotentiaire de la République française, n'a pas craint d'en rendre compte à S. M., et s'attend à

recevoir incessamment les ordres qu'il plaira à S. M. de lui adresser en conséquence. »

Joseph s'empresse de répondre :

Joseph & M.  
de Cobenzl.

« Le soussigné, ministre plénipotentiaire de la République française pour les négociations de la paix à Lunéville, a reçu la note en date d'hier que M. de Cobenzl lui a fait l'honneur de lui adresser.

Le premier Consul partage le désir ardent que S. Exc. exprime au nom de S. M. l'Empereur et Roi, de faire cesser les calamités de la guerre. Il en a cherché les moyens les plus directs ; le soussigné ne peut donc voir qu'avec regret le sens restrictif que M. le comte de Cobenzl attache aux pleins pouvoirs de S. M. Il a lieu de présumer que, par une conséquence naturelle des sentiments de S. M., qu'il trouve consignés dans la lettre du 14 octobre de M. le comte de Cobenzl au citoyen ministre des relations extérieures de la République française, S. Exc. sera bientôt à même de ne plus concevoir de doutes.

Le soussigné, pénétré des dispositions pacifiques de son gouvernement, apprendra avec la plus vive satisfaction que les dépêches que M. le comte de Cobenzl attend incessamment de sa cour, lui permettront de se livrer au désir qu'il lui témoigne pour une négociation prompte et active, qui mette un terme aux maux de la guerre et place les deux États dans les rapports commandés par leur intérêt et le cri de l'humanité. »

« Citoyen, j'ai reçu votre lettre du 9 novembre et les pièces incluses.

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
12 nov. 1800.

Par sa note n° 2, M. de Cobenzl répond à celle que je lui ai adressée, et il donne communication de ses pleins pouvoirs.

Par la vôtre n° 3, vous lui annoncez que ses pleins pouvoirs vous ont paru suffisants, et que la négociation peut s'ouvrir.

Il ne paraît pas que M. de Cobenzl ait répliqué à son dernier office ; cependant, vous m'annoncez qu'il persiste à ne pas se regarder comme autorisé par ses pouvoirs à traiter séparément, et qu'il a expédié un courrier à Vienne pour en demander de nouveaux. Je suppose que c'est dans une conférence que vous aurez acquis la certitude des résolutions de M. de Cobenzl à cet égard, et que vous n'aurez pas manqué de le consigner dans le protocole.

Ma lettre d'avant-hier, dont le général Lahorie est chargé, vous aura instruit que les avertissements nécessaires ont eu lieu pour la reprise des hostilités.

Il n'y aurait qu'une explication satisfaisante de la part de M. de Cobenzl sur la nature de ses pouvoirs, et l'ouverture immédiate de la négociation, qui pussent mener une nouvelle proposition d'armistice. La résistance du plénipotentiaire autrichien dans l'interprétation qu'il donne à ses pouvoirs, ne promettant pas même la possibilité de discuter, soit les articles de paix, soit ceux de nouvel armistice, les hostilités seront inévitablement reprises au jour indiqué.

Il n'y a rien dans cette détermination qui ne soit

parfaitement d'accord avec tout ce qui a été dit ou écrit jusqu'à ce jour.

D'après ma note du 27 octobre, M. de Cobenzl n'a pu manquer de comprendre que l'armistice ne serait prolongé qu'autant que la négociation particulière serait entamée entre la France et l'Autriche. Il sentira pareillement que, si la reprise des hostilités a été jugée indispensable par des considérations tant de fois énoncées, il ne reste pas moins au pouvoir du gouvernement autrichien d'en arrêter le cours, en munissant son plénipotentiaire de pouvoirs et d'instructions, d'après lesquels il puisse se juger lui-même autorisé à entamer et poursuivre la négociation définitive pour le rétablissement de la paix entre la République française et S. M. I.

Telles sont, Citoyen, les observations que votre lettre du 9 a fait naître, et les directions que le premier Consul m'a chargé de vous transmettre. Il me prescrit d'ajouter, que comme il est utile de constater par tout moyen, que si la négociation n'a pas lieu, c'est le fait de l'Autriche, vous ferez bien d'adresser chaque jour à M. de Cobenzl une note pour lui proposer d'entrer immédiatement en négociation, en lui réitérant l'assurance que ses pouvoirs sont jugés suffisants par le gouvernement français, et en lui exprimant le désir qu'il se décide enfin à les considérer de la même manière et à s'en servir pour l'heureuse conclusion d'une paix si désirée. »

Cette lettre de Talleyrand était positive, et la question préliminaire se trouvait réduite à ceci : la France



ulait traiter avec l'Autriche seule, ou reprendre  
hostilités. L'Autriche cherchait, par tous les  
yens, à faire participer la Grande-Bretagne, son  
ie, aux négociations, et à éloigner le moment où il  
rait en venir à de nouveaux combats.

Citoyen, je reçois votre lettre du 20 et je viens  
la mettre sous les yeux du premier Consul.

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
13 nov. 1800.

Il aurait désiré que dans votre note en réponse  
M. de Cobenzl, vous eussiez récapitulé les circons-  
tances et les faits les plus importants de la négocia-  
tion, de manière à faire ressortir la loyauté, la fran-  
che, la modération, qui sont toutes de notre côté,  
et dis que de la part de l'Autriche, il n'y a que de  
l'incertitude, des délais, et presque de l'application à  
se tromper.

Comme, au moment où je vous écris, on est prêt à  
battre, il faut que la nation, si on en vient à une  
application, voie d'une manière frappante tout ce  
qui a été fait pour éviter de nouvelles hostilités.

Il convient donc que vous adressiez au plénipo-  
tiaire autrichien une nouvelle note qui sera con-  
cise ainsi que le désire le premier Consul.

Comme cette note pourra être imprimée et servir,  
quelque manière, de proclamation, vous vous at-  
tachez à la rendre un peu solennelle. Vous avez  
sous les yeux toutes les pièces de la correspondance  
avec le cabinet autrichien. Il vous sera donc facile  
de tirer ce qui doit être la matière de votre office.  
Soyez-vous à rappeler toutes les époques où nous  
avons excité la cour de Vienne à entrer en négocia-

tion, citez la lettre que j'écrivis à M. de Lehrbach, laquelle exprimait notre situation et nos vues ; citez celle que m'a répondu M. de Cobenzl en prenant la direction des affaires étrangères, et où il n'était pas mention de l'Angleterre. Établissez que M. de Cobenzl, en venant à Lunéville et à Paris, connaissait, par lord Minto, notre position vis-à-vis de l'Angleterre. Qu'il ne pouvait pas ignorer qu'il serait dans le cas de traiter particulièrement avec nous et indépendamment des Anglais. Faites enfin qu'il sorte avec évidence de votre note, que c'est l'Autriche qui, en refusant de traiter immédiatement avec nous, a rendu inévitable la reprise des hostilités, c'est donc sur elle que doit en tomber le reproche. »

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 14 novembre 1800.

« Citoyen ministre, Je reçois votre dépêche du 12 novembre ; le courrier que j'ai expédié le 11 doit vous avoir remis la réplique de M. de Cobenzl à ma note par laquelle je lui annonce que je jugeais ses pleins pouvoirs suffisants, et que la négociation pouvait s'ouvrir.

Vous aurez observé, Citoyen ministre, que M. de Cobenzl persiste à ne pas se croire autorisé à traiter séparément. Cette note constate assez le refus qu'il fait d'entrer en négociation. Il a cru devoir remettre l'ouverture du protocole au moment où la négociation sera entamée ; mais sans doute vous jugerez que des notes signées atteignent le même but.

Je n'ai pas encore reçu la lettre que vous avez remise au général Lahorie, le 10 courant, et ce n'est qu'hier au soir, par le télégraphe, et ce matin par

tre dépêche, que je suis instruit que les avertissements pour la reprise des hostilités ont eu lieu.

Vous trouverez ci-joint, sous le n° 1, copie de ma lettre d'aujourd'hui, par laquelle je témoigne à M. de Cobenzl les regrets que me font éprouver les ennuis qu'il met à la négociation; je lui rappelle l'un temps précieux s'écoule, que l'armistice tend à sa fin, que les hostilités sont annoncées pour le 22 novembre, et qu'il serait d'une importance absolue s'il se décidât à interpréter ses pouvoirs comme le gouvernement français les a interprétés, en commençant sur-le-champ la négociation, j'espère que cette note remplira le but que vous m'indiquez par votre dépêche du 12 novembre. »

« Citoyen ministre, au moment du départ de mon courrier, je reçois votre lettre du 10, dont était chargé le général Lahorie, arrivé hier au soir, et qui vient de me la remettre dans le moment.

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 14 novembre 1800, 2 heures après midi.

J'apprends en même temps que M. de Cobenzl vient de recevoir un courrier de Vienne. Je m'empresserai de vous communiquer sa réponse dès qu'il me l'aura adressée. »

« Le soussigné, ministre plénipotentiaire de la République française, voit avec le plus vif regret, s'écouler un temps précieux que des négociations immédiates auraient pu remplir.

Note de Joseph à M. de Cobenzl.

M. de Cobenzl a trouvé bons et valables les pouvoirs du soussigné; lui-même n'a cessé d'observer à S. Exc. qu'il trouve les siens équivalents. Pourquoi

tion, citez la lettre que j'écris à Vienne, la  
laquelle exprimait notre désir de prolonger  
celle que m'a répondu le plénipotentiaire  
direction des affaires étrangères, l'assurance  
mention de l'Autriche, la conclusion et signer  
benzl, en venant à Paris, mais la note que M. le comte  
par lord Metternich au soussigné, en date du 11  
terre. Quant à moi, j'ai fait aucune communication.  
le cas contraire ne peut oublier qu'il y a quinze jours  
per que S. Exc. a, pour la première fois, informé S.  
de l'état des choses.

Le soussigné désire que les avertissements qu'il  
eu lieu pour la reprise des hostilités, soient sans  
par la cessation des difficultés qui, jusqu'ici, ont  
pêché la négociation de marcher.

Il invite de nouveau S. Exc. M. le comte de  
benzl, à interpréter dans un sens facultatif ses  
voirs, que le gouvernement français, auquel le  
signé en a référé le jour même de leur communi-  
officielle, trouve suffisants. »

Le 13 novembre, le premier Consul, impatient  
d'en finir avec les tergiversations de M. de Co-  
fit envoyer à Joseph la dépêche télégraphique  
vante :

« Le plénipotentiaire autrichien a-t-il répondu  
notification que vous lui avez faite ?

S'il n'y a pas répondu et si vous avez constaté  
refus, annoncez-lui la reprise des hostilités au  
vembre. »

ne pas profiter de la durée de l'armistice qui expire le 22 novembre et qui ne peut être prolongé qu'autant que M. de Cobenzl donnerait l'assurance qu'il se croit autorisé à négocier, conclure et signer la paix définitive, et consentirait à ouvrir la négociation par le protocole d'usage. Depuis la note que M. le comte de Cobenzl a remise au soussigné, en date du 19 de ce mois, il ne lui a fait aucune communication, et le soussigné ne peut oublier qu'il y a quinze jours déjà que S. Exc. a, pour la première fois, informé sa cour de l'état des choses.

Le soussigné désire que les avertissements qui ont eu lieu pour la reprise des hostilités, soient sans effet par la cessation des difficultés qui, jusqu'ici, ont empêché la négociation de marcher.

Il invite de nouveau S. Exc. M. le comte de Cobenzl, à interpréter dans un sens facultatif ses pouvoirs, que le gouvernement français, auquel le soussigné en a référé le jour même de leur communication officielle, trouve suffisants. »

Le 13 novembre, le premier Consul, impatient d'en finir avec les tergiversations de M. de Cobenzl, fit envoyer à Joseph la dépêche télégraphique suivante :

« Le plénipotentiaire autrichien a-t-il répondu à la notification que vous lui avez faite ? »

S'il n'y a pas répondu et si vous avez constaté son refus, annoncez-lui la reprise des hostilités au 22 novembre. »

Le lendemain 14, Joseph répondit également par télépêche télégraphique :

« Mon courrier, parti le 14, doit vous avoir remis copie de la réponse du plénipotentiaire autrichien.

Je lui ai annoncé la reprise des hostilités au 22 novembre.

Le plénipotentiaire autrichien m'assure verbalement qu'il attend demain ou après-demain la réponse de l'Empereur. »

« Citoyen ministre, au lieu de la réponse à ma note de ce matin, que j'attendais hier soir de M. de Cobenzl, il m'a remis la réclamation ci-jointe sous le n° 1, relativement à l'occupation de la Toscane par les troupes de la République française ; vous verrez, par la pièce n° 2, qu'éludant de m'expliquer sur cet incident, je me borne à presser de nouveau le ministre autrichien d'ouvrir la négociation.

M. de Cobenzl m'a observé confidentiellement dans la soirée, que le courrier qui lui est arrivé, n'est pas celui qu'il a dépêché de Paris après ses premières entrevues. Il m'avait dit, il y a quelques jours, que celui-ci devait être à Lunéville du 14 au 15 novembre. Il ajoute qu'il n'y compte plus pour aujourd'hui, parce qu'il est informé que le courrier, ayant éprouvé des difficultés aux avant-postes français, a été obligé de faire un détour, et n'était pas encore rendu à Vienne. Quant à l'autre, M. de Cobenzl m'a confié également, dans la soirée, qu'il lui était encore impossible de me rendre réponse dans un sens diffé-

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 15 novembre 1800.



rent de sa note du 10 novembre. « Nous avons »  
» leurs plus de temps que vous ne voulez l'av »  
» a-t-il continué en souriant, ce n'est pas le 22 »  
» vembre, mais le 28, que les hostilités do »  
» recommencer. Je le tiens du général Lahor »  
» même, qui est venu me voir avant de se rend »  
» quartier-général français. »

J'ai inutilement observé que ce général était de Paris le 10, et que c'est d'après vos instructions du 12, que j'ai indiqué le 22 novembre. L'impression était faite et M. de Cobenzl montra beaucoup d'incertitude; il affecta même de ne point paraître étonné de la reprise des hostilités et dit qu'il s'y était attaché en quittant Paris. Le général, au reste, part ce matin. Il m'a prévenu qu'il avait vu M. de Cobenzl. Il a dit à vous, Citoyen ministre, à juger si ces interventions entre deux négociateurs, n'ont pas d'inconvénients.

Voici, sous le n° 3, la réponse que M. de Cobenzl me fait parvenir à l'instant : »

Note du comte  
de Cobenzl.

« L'Empereur n'aurait jamais dû s'attendre à l'époque même où s'entamaient les négociations pour le rétablissement de la paix, objet des vœux les plus ardents de S. M., où son plénipotentiaire se rendait au lieu des conférences, le général en chef de l'armée française en Italie, en contradiction manifeste avec les conventions d'armistice conclues à Alexandrie et à Vérone, ait pu se déterminer à faire entrer un corps de troupes dans le grand-duché de Toscane et occuper ce pays qui, en vertu des susdites conventions, ne pouvait l'être que par l'armée autrichienne. »

L'armistice conclu à Alexandrie, le 15 juin 1800, porte en termes exprès :

« Art. 3. L'armée de S. M. I. occupera également la Toscane et Ancône. »

Dans la convention, signée à Vérone le 31 juillet 1800, il a été arrêté :

« Art. 4. La ligne de démarcation, du côté de l'Italie méridionale, entre les deux armées, commencera à la mer, entre Pesaro et Fano, se dirigera sur le territoire de la République de Saint-Marin qui restera neutre. Des officiers de l'état-major seront chargés, respectivement, de déterminer sur les lieux la démarcation pour les points où la situation laisserait quelque équivoque. Cette ligne ne pourra être dépassée, sous aucun prétexte, par des troupes des deux armées, aussi long-temps que l'armistice durera.

Art. 6. Toutefois que le général en chef de l'armée impériale sera dans le cas de faire passer quelques troupes en Toscane, pour en relever celles qui s'y trouvent, le général en chef de l'armée française leur délivrera des passe-ports pour le libre passage, soit en allant, soit en revenant.

Art. 7..... La communication des habitants de la Toscane avec ceux des pays occupés par l'armée française, sera établie par le chemin de Florence à Bologne et de Pise à Massa ; mais ils devront être munis de passe-ports des généraux commandant dans ces parties. Quant à la communication entre les habitants des pays occupés par les deux armées dans l'Italie méridionale, elle se fera par Fano et Pesaro,

moyennant que les voyageurs aient des passe-ports, ainsi qu'il a été dit ci-dessus. »

En vain voudrait-on objecter que cette dernière convention de Vérone n'avait pas obtenu l'assentiment du gouvernement français, et tenterait-on de l'invalider sous prétexte que le général Masséna, commandant en chef l'armée française d'Italie, aurait outrepassé ses pouvoirs. Il n'en est pas des conventions militaires comme des traités de puissance à puissance. Ceux-ci ne sont valables qu'après la ratification des gouvernements respectifs, ainsi que l'indique l'énoncé même de semblables traités ; les premiers, au contraire, n'ont jamais eu besoin d'être ratifiés et ne l'ont jamais été ; les commandants en chef des armées ont toujours eu la faculté de les arrêter sans aucun assentiment ultérieur, et les stipulations qui auraient pu n'être pas agréables à S. M. I. dans quelques-uns des armistices qui ont été conclus par ses officiers, ne l'ont pas empêchée de les faire observer avec la stricte exactitude qu'elle apporte toujours à remplir ses engagements.

L'armement qui a eu lieu en Toscane, et qui a servi de prétexte à l'occupation de ce grand-duché par les troupes françaises, pouvait d'autant moins autoriser une pareille entreprise, que cet armement n'était qu'une simple mesure défensive, un des préparatifs militaires dont les deux gouvernements ne peuvent se dispenser de s'occuper jusqu'au moment si vivement désiré par l'Empereur, où la conclusion de la paix les rendront inutiles. L'armée française organisait également des troupes et des milices en

l'occupation militaire aurait été expressément  
réservée aux troupes de la République.

Il est néanmoins ce qui a eu lieu relativement à la  
ville de Florence, dont l'occupation militaire par les troupes  
françaises a été si positivement déterminée par  
les armistices, et notamment par l'article 3 de  
celui d'Alexandrie, duquel le gouvernement français  
n'a jamais contesté la validité.

L'administration, en Toscane, était sans doute au-  
paravant habituée à avoir des troupes et des milices réglées qui  
n'avaient nullement été regardées comme des  
troupes d'insurgés. S'il a été commis du désordre par  
une partie de ces troupes, sur un territoire qui  
n'était pas compris dans la ligne de démarcation,  
et, jusqu'ici, l'examen le plus sévère n'a pas pu  
amener la punition des coupables, la réparation la  
plus complète n'auraient jamais été refusée; mais ces  
faits partiels, si même ils avaient existé, n'ont  
pu donner aucun droit de contrevenir à des  
engagements formellement contractés.

L'empereur aime à se flatter que l'entrée des

suader que lorsque, de son côté, elle ne cesse d'apporter toutes les facilités propres à accélérer la conclusion d'un ouvrage qui fait l'objet de ses vœux, le gouvernement français pût donner son aveu à une infraction aussi manifeste des engagements contractés.

En conséquence, le soussigné plénipotentiaire de S. M. pour les négociations de la paix, est chargé de demander de la manière la plus instante, qu'il soit donné des ordres précis pour que les troupes françaises évacuent sans délai la Toscane, afin que les troupes autrichiennes y soient rétablies sur-le-champ, conformément à la convention d'Alexandrie du 15 juin et à celle de Vérone du 31 juillet, et qu'en général, pendant le cours des négociations, tout soit remis en Italie sur le pied des conventions sus-mentionnées.

Le soussigné s'empresse d'autant plus de s'acquitter de l'ordre exprès qui vient de lui être transmis par son auguste maître, qu'il lui est prescrit en même temps de rendre compte à S. M. le plus promptement possible du résultat de ses démarches. »

Cette réclamation avait tout l'air d'une question incidente jetée dans la négociation pour détourner l'attention de la chose principale et pour gagner du temps. Joseph y répondit d'une manière évasive :

Joseph à M.  
de Cobenzl. 15  
novembre.  
Note.

« Le soussigné, etc., a reçu la note que M. le comte de Cobenzl lui a remise hier soir, sur l'entrée des troupes françaises dans la Toscane. Si, en se li-



rant à ses propres conjectures, le soussigné croyait pouvoir se permettre de développer les causes de cet événement, il présume que M. de Cobenzl apercevrait que les faits et les arguments mis en avant par sa cour sont susceptibles d'être rectifiés; mais le soussigné doit se borner à prévenir S. Exc. qu'il transmet sa susdite note au gouvernement français, d'autant qu'il est vraisemblable que les généraux en chef respectifs en Italie, se sont entendus déjà sur l'occupation de la Toscane. Ce n'est pas de cela d'ailleurs dont il peut être question en ce moment entre le soussigné et le ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur et Roi. Les incidents de ce genre doivent être écartés, dans l'intention d'aplanir plus vite les difficultés principales; il semble même que le désir ardent de la paix, si fortement prononcé de part et d'autre, suggère naturellement ce parti à l'égard des difficultés secondaires, et le soussigné a déjà observé à S. Exc. que le gouvernement français avait prouvé la sincérité de ses dispositions, en prenant les moyens les plus directs pour la négociation.

Le soussigné rappellera donc à M. le comte de Cobenzl la note qu'il a eu l'honneur de lui adresser hier matin. »

M. de Cobenzl répondit aussitôt :

« Le soussigné, etc., partage d'autant plus vivement les regrets du citoyen ministre plénipotentiaire de la République française sur les retards qu'éprouve la négociation pour la paix, qu'il sait combien S. M.

Le comte de Cobenzl à Joseph. 15 nov.

Note.



en désire la prompte et heureuse issue ; mais ce n'est nullement à la cour de Vienne que ces retards doivent être imputés.

Dès les premiers pourparlers relatifs à un rapprochement entre les deux gouvernements, il a toujours été annoncé que l'Empereur ne pouvait conclure la paix que conjointement avec son allié, le roi de la Grande-Bretagne. Tel est le langage qui a été constamment tenu, et dont on ne s'est jamais départi, tel est le principe qui a motivé les pouvoirs dont le soussigné a été muni.

D'après cela, il ne dépend nullement du plénipotentiaire de S. M. de donner à ces pouvoirs l'interprétation qu'on s'efforce à vouloir y trouver, et il doit s'en rapporter à cet égard au contenu de sa note du 10 novembre.

A son arrivée au quartier-général de l'armée française, le soussigné a proposé de convenir de la prolongation de l'armistice, tant en Allemagne qu'en Italie, pour le temps nécessaire au succès de la négociation ; cette même proposition a été renouvelée par la note adressée le 24 octobre dernier au ministre des relations extérieures avant l'arrivée du ministre plénipotentiaire de la République française à Lunéville.

Celle que le soussigné vient de recevoir en date du 14 novembre, en faisant mention de l'expiration de l'armistice au 22 novembre, semblerait indiquer le refus de consentir à cette prolongation.

Si telle était effectivement la détermination du gouvernement français, et s'il était résolu de ne pas

nême attendre l'arrivée d'un plénipotentiaire anglais au lieu des négociations, que l'Empereur cherchait à accélérer par tous les moyens qui dépendent de lui. Ce ne serait nullement à S. M. que l'on aurait à imputer les suites qui pourraient en résulter, et qui seraient bien opposées à ses vœux et à ses constants efforts pour le rétablissement de la bonne harmonie entre la République française et elle. »

Ainsi, chacun des deux partis cherchait à se rejeter tout l'odieux d'une rupture, si cette rupture avait lieu, aucun ne voulait assumer la responsabilité d'avoir été la cause de la prolongation de la guerre. Toutefois, il est facile de reconnaître, à la lecture des documents officiels, que la bonne foi était plus en cette circonstance du côté de la France que du côté de l'Autriche. La politique du premier Consul était franche, sans arrière-pensées, celle du cabinet de Vienne était plus tortueuse, moins nette.

« Citoyen ministre, je reçois votre dépêche du 13, au moment où je m'occupais de répondre à la note de M. de Cobenzl du 15 novembre.

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 16 novembre 1800.

Depuis l'arrivée d'un officier d'état-major, ancien aide-de-camp du général Mack, qui est reparti hier au soir, j'ai cru remarquer un changement dans le ton de la conversation de M. de Cobenzl; jusque-là, il ne laissait entrevoir la possibilité que sa cour l'autorisât à traiter séparément; depuis avant-hier, il me fit qu'il ne peut plus raisonnablement avoir cet espoir; que l'occupation de la Toscane avait détruit

dans l'esprit de l'Empereur la confiance que depuis quelque temps il commençait à avoir dans le gouvernement français ; qu'il n'avait pas approuvé qu'il eût fait le voyage de Paris dans cette circonstance ; que le projet de se séparer de l'Angleterre serait d'autant plus déplacé aujourd'hui, qu'il ne pouvait être que le résultat de la confiance la plus absolue de la part de son gouvernement ; que ni la foi des traités, ni l'intérêt de l'Autriche ne lui permettraient de négocier sans l'Angleterre, dans un moment où il paraissait qu'elle aurait plus que jamais besoin de ses secours ; que l'Autriche ne cherchait pas à gagner du temps, qu'elle était aussi prête à la guerre aujourd'hui qu'elle pouvait l'être dans trois mois ; qu'il était cependant très possible que ses troupes fussent battues ; mais qu'il valait mieux courir cette chance, en se conduisant honorablement sans abandonner un allié, que de courir des chances tout aussi hasardeuses, en traitant sans l'Angleterre, avec un gouvernement qui permettait, en plein armistice, l'invasion d'une province comprise dans la ligne autrichienne, et qui, par ce seul fait, remplaçait les cours de l'Europe dans l'état de défiance dans lequel elles étaient durant le gouvernement du Directoire ; que les Anglais étaient prêts à traiter ; mais que lord Granville se plaignait dans une dépêche qu'il lui avait adressée, que le gouvernement français ne voulait pas donner de passe-ports au ministre britannique qui n'attendait que cela pour partir pour Lunéville ; que les Anglais ne se refuseraient pas entièrement à un armistice maritime ; mais que nous n'étions pas d'accord sur toutes les conditions.

J'ai répondu par les observations que vous trouverez rapportées dans ma note , par tout ce que mon esprit m'a fourni de raisonnements pour lui faire sentir l'injustice des dispositions dans lesquelles on cherchait à replacer l'Empereur, que cette tendance des membres influents du ministère autrichien à lui déguiser les intérêts et la volonté du gouvernement français, obligeait celui-ci à ne pas trop se livrer aux mouvements passagers de rapprochement avec la France, que l'Empereur, rendu à lui-même, montrait par intervalles , et lui imposait la loi de se servir de tous les moyens pour sortir de l'état d'hésitation et d'armistice dans lequel on semblait vouloir le retenir pour arriver enfin à une paix solide et équitable, ou à une guerre vigoureuse et décisive ; et que la nation française , après s'être arrêtée si souvent au milieu de la victoire, avait bien acquis le droit d'avoir cette volonté.

Sur l'article de la Toscane et sur celui de l'Angleterre, je n'ai pu lui dire que ce que j'en savais. Je ne trouve rien dans les papiers qui m'ont été remis, qui ait trait à ces deux objets, et surtout au dernier.

Depuis vingt jours que le ministre plénipotentiaire soussigné a l'honneur de communiquer avec M. le comte de Cobenzl , il s'est constamment flatté que S. Exc., jetant un coup d'œil digne de l'élévation de sa pensée sur la situation du continent , ou se déciderait d'un instant à l'autre à faire usage des pouvoirs dont elle est revêtue pour faire la paix ; ou n'userait de nouveaux délais que dans la conviction

Joseph à M. de  
Cobenzl. 16 nov.  
Note.

qu'il devrait recevoir promptement l'autorisation formelle de sa cour.

Quelle est donc la surprise du soussigné en lisant la note que M. le comte de Cobenzl lui a transmise hier? S. Exc. y parle de la détermination d'attendre un ministre plénipotentiaire anglais comme d'un point sur lequel sa cour a toujours insisté, et sur lequel elle ne présume point qu'elle puisse varier.

S. Exc. déclare, d'un autre côté, que les suites qui pourraient résulter de la reprise des hostilités sur le continent ne devront pas être imputées à S. M. l'Empereur, qui cherche à accélérer les négociations de la paix par tous les moyens en son pouvoir.

Ce langage est-il d'accord avec les faits? Le soussigné pense qu'il suffit de récapituler sommairement les actes les plus importants qui ont eu lieu depuis onze mois entre les deux gouvernements, pour se convaincre de la loyauté, de la franchise et de la modération du gouvernement français, tandis que de la part de l'Autriche il y a eu tiédeur, temporisation et presque application à le bercer d'espérances qui ne se sont pas réalisées.

Dès le 25 décembre 1799, le premier Consul, en prenant les rênes du gouvernement, écrit à S. M. l'Empereur et Roi, et le sollicite de prévenir, par un rapprochement entre les deux États, toute effusion nouvelle de sang humain.

Le 25 janvier 1800, M. le baron de Thugut accrédité au ministre des relations extérieures réception de cette lettre; il y répond avec modération, mais d'une manière dilatoire et dans un sens analogue à ce qu'il

est émané du cabinet de Londres. Le 28 février, cependant, le citoyen Talleyrand, dissimulant les reproches dont le fond de cette réponse était susceptible, propose à M. de Thugut les bases d'une négociation, et demande que S. M. fixe la manière dont il lui serait agréable qu'elle fût conduite.

Le 24 mars, M. de Thugut lui réplique en éludant complètement l'objet principal de sa lettre. Confiant dans le succès des armées de S. M. en Italie et sur les frontières de la République, il observe que la seule base à adopter est celle de la situation respective des puissances belligérantes sous les différents rapports de leurs affaires. Il demande si le gouvernement français désire une paix générale.

Le 7 avril, le citoyen Talleyrand réfute, mais sans la rejeter, cette base de situation respective. Il fait à M. de Thugut un exposé de la conduite du gouvernement anglais; il lui démontre que, tandis que la France veut parvenir à une paix générale, c'est l'Angleterre qui embrasse toutes les combinaisons propres à l'éloigner. Il écrit en même temps au général Moreau de proposer au général Kray un armistice qui s'étende en Italie. M. de Thugut répond le 1<sup>er</sup> mai; il pose en principe : *qu'une des parties belligérantes ne doit pas s'éloigner de ses alliés en suspendant partiellement les hostilités*; que, par conséquent, l'Autriche ne peut accorder un armistice à la France, lorsque celle-ci reste aux prises avec l'Angleterre. Il annonce, au reste, que l'Empereur va consulter ses alliés.

Le 5 juin, le ministre Talleyrand développe à M. de



Thugut les conséquences de la marche dans laquelle S. M. I. paraît persévérer; il fait sentir, que s'en rapporter à l'Angleterre, c'est prolonger indéfiniment les maux de la guerre et achever la ruine du continent dont les souffrances tournent à l'avantage de cette puissance maritime. Il prévient M. de Thugut que la marche et les préliminaires d'une négociation peuvent être concertés à Dresde, s'il le juge à propos.

Dans l'intervalle, le premier Consul avait passé les Alpes; vainqueur et toujours pacifique, il s'arrête au milieu de la carrière où l'appelait la fortune des armes françaises. Il accorde un armistice aux armées impériales en Italie. Sur le champ de bataille même de *Marengo*, il écrit à l'Empereur, il accumule tous les motifs qui peuvent toucher le cœur de S. M. et la porter à rendre à la paix deux vaillantes nations qui s'épuisent au profit de l'ambition britannique; il a la modération de ne proposer d'autres bases de négociations que celles énoncées dans la lettre de M. de Talleyrand, du 28 décembre. Il invite S. M. à envoyer promptement des négociateurs pour pacifier les deux États, et propose d'étendre l'armistice à l'Allemagne, où les armées françaises avaient déjà pénétré jusqu'aux confins des États autrichiens.

M. le comte de Saint-Julien arrive à Paris le 21 juillet, porteur d'une lettre de l'Empereur au premier Consul, en date du 5 juillet, et de M. de Thugut au citoyen Talleyrand, en date du 7 juillet. L'armistice conclu pour l'Italie était ratifié par S. M., et celui offert pour l'Allemagne, accepté; ces lettres annonçaient que M. de Saint-Julien avait la confiance de

l'Empereur, qu'il était particulièrement instruit de ses intentions et chargé de discuter les bases de la pacification.

Le 29 juillet, des articles préliminaires sont signés à Paris par cet envoyé qui, sans doute, avait des raisons de se croire autorisé, puisqu'il était instruit des intentions de S. M.

Le 14 août, M. de Thugut informe le ministre des relations extérieures, que S. M. I. désavoue les articles convenus par M. de Saint-Julien. Il transmet une note reçue de l'ambassadeur britannique à Vienne, qui annonce que son gouvernement offre d'entrer dans la négociation ; il propose enfin, l'envoi de plénipotentiaires respectifs à Schelestadt ou à Lunéville.

Le citoyen Talleyrand s'empresse de discuter avec lui, le 24 août, sur la mission de M. de Saint-Julien et sur les conséquences qu'elle avait eues, il déclare que l'Angleterre n'offrant pas *de suspendre les hostilités de son côté*, il n'y avait aucune parité dans les termes; qu'elle ne peut être admise aux négociations qu'en se mettant à l'instar de l'Autriche, et que si elle n'accède pas à cette proposition, la reprise des hostilités sur le continent est indispensable, à moins que l'Empereur ne veuille traiter *séparément*.

Dans sa réponse du 5 septembre, M. de Thugut s'attache encore à justifier le désaveu donné à M. de Saint-Julien, et n'annonce pas même l'intention d'agir auprès de l'Angleterre pour la décider à la suspension des hostilités, oubliant que dans sa lettre du 2 mai, il refusait l'armistice proposé par la France à l'Autriche, sous prétexte qu'un armistice ne doit pas être

*partiel*, il se plaint de l'application de son propre principe.

L'armistice expirait peu après. Le premier Consul avait épuisé tout ce que l'on pouvait attendre de son ardent désir pour la paix. Le général Moreau recommença les hostilités. Il en résulta, le 20 septembre, une nouvelle convention d'armistice en Allemagne. Les chances des succès militaires les plus probables furent encore sacrifiées à l'espoir d'une prompte négociation, à l'opinion connue des dispositions pacifiques de l'Empereur, à la conviction qu'il traiterait séparément si l'Angleterre se refusait aux conditions de son admission.

Le 26 septembre, le citoyen Talleyrand envoie à M. de Thugut des passe-ports pour M. de Lehrbach, il le prévient que la prolongation d'armistice qui vient d'avoir lieu en Allemagne nécessite quelques mesures particulières pour l'Italie, il mentionne parmi ces mesures la dissolution de la levée en masse en Toscane, l'évacuation de la rive droite du Pô, à l'exception de la citadelle et ville de Ferrare. Il annonce positivement, qu'à ces conditions seules, le gouvernement de la République peut s'engager à ne pas dépasser les limites de la Cisalpine.

Le même jour, il écrit à M. de Lehrbach pour l'inviter à profiter promptement de son passe-port, lui annoncer qu'un négociateur français sera rendu à temps à Lunéville, et qu'il ne tiendra pas au gouvernement français que la négociation ne soit conduite à une heureuse fin avant l'expiration de l'armistice. Le 27 septembre, M. de Lehrbach écrit au

ministre Talleyrand, qu'il remplace à Vienne M. le baron de Thugut dans la direction des affaires étrangères, et que M. le comte de Cobenzl se rendra à Lunéville. Il demande un passe-port pour le nouveau plénipotentiaire ; il propose que l'armistice soit prolongé, attendu que les délais intervenus par les changements opérés à Vienne ont consommé une partie de sa durée.

Le 8 octobre, le citoyen Talleyrand se hâte de répondre à M. de Lehrbach, et cette lettre est particulièrement remarquable. Il lui développe d'une manière irréfutable, l'impossibilité de concilier les intérêts qui exigent le rétablissement immédiat de la paix continentale avec ceux qui excitent l'Angleterre à s'y opposer par toute son influence. Il lui dit positivement que le premier Consul en a acquis la conviction et aspire à une négociation prompte et *directe* avec l'Autriche, comme le moyen le plus efficace d'amener la paix générale.

Le 14 octobre, M. de Cobenzl accuse réception des lettres des 26 et 27 septembre, à MM. de Thugut et de Lehrbach, il annonce sa promotion au ministère à Vienne et à la direction des affaires étrangères, ainsi que son départ pour Lunéville en qualité de plénipotentiaire. Il atteste la disposition inébranlable de l'Empereur de procurer la paix à ses sujets ; il ne parle pas du concours de l'Angleterre, et connaissait cependant, par lord Minto, la position de la République vis-à-vis de cette puissance. Arrivé à Lunéville, M. le comte de Cobenzl écrit au citoyen Talleyrand, le 24 octobre, pour demander que l'armis-

tier suit prolongé de trente jours, tant en Allemagne qu'en Italie. Le ministre des relations extérieures lui répond, le 27 octobre, que le premier Consul consent à ordonner cette prolongation et à faire reprendre en Italie, aux troupes françaises, les positions fixées par la convention de Marengo, pourvu que les troupes autrichiennes se renferment elles-mêmes dans les limites qui leur ont été tracées par cette convention; mais le ministre a soin d'expliquer que le premier Consul veut savoir, avant tout, si les pouvoirs de M. le comte de Cobenzl l'autorisent à négocier, conclure et signer la paix définitive.

Ces assurances n'ont cessé d'être répétées à M. le comte de Cobenzl, avant son arrivée à Paris, pendant son séjour et depuis son retour à Lunéville. Le sous-signé a produit ses pouvoirs, auxquels il n'a été fait aucune objection. Il a déclaré qu'il admettait ceux dont M. le comte de Cobenzl était porteur; il a pressé journellement l'ouverture des négociations, et M. de Cobenzl ne pouvait ignorer, à son départ de Vienne, qu'il serait dans le cas de traiter particulièrement sans le secours des Anglais, qui refusaient de se mettre en position de concourir à l'œuvre d'une pacification simultanée.

Tels sont, dans leur simplicité, les faits sur lesquels devra se former l'opinion de l'Europe. Il est évident que, si les hostilités recommencent l'Autriche à l'expiration du terme de l'armistice, on ne peut l'imputer au premier Consul, qui a consenti à sa prolongation, mais au refus de la cou-

de Vienne de traiter immédiatement avec le général français.

Il est évident que si, antérieurement à la mission de M. de Saint-Julien, le cabinet de Vienne avait professé l'intention de ne traiter que de concert avec l'Angleterre, cette intention n'a plus été manifestée qu'au moment où S. M. a jugé à propos de faire désavouer les bases concertées avec cet envoyé; elle a été voilée de nouveau après la convention de Hohenliden du 20 septembre, et elle ne se reproduit avec un certain caractère d'immuabilité que dans la dernière note de M. le comte de Cobenzl.

Il est évident que, tandis que le plénipotentiaire de S. M. l'Empereur et Roi s'affermait sur ce terrain, le cabinet britannique en conserve un autre et ne veut rien faire pour entrer dans la négociation; il est évident enfin que le gouvernement français a toujours été prêt à poser les armes, et qu'inaccessible à toute ambition autre que celle de rendre le repos au monde, agité trop long-temps par la guerre, il a étouffé le désir de réparer quelques revers passagers et les tentations que lui offrait ensuite la fortune, pour s'attacher à toutes les lueurs de pacification.

Ce n'est donc point sur lui que doit tomber le reproche d'hostilités rendues inévitables par le choix de la cour de Vienne. Il a le droit d'être très circonspect depuis qu'il s'est vu si souvent déçu dans les espérances qu'elle lui avait donné lieu de concevoir.

Le soussigné a l'honneur de présenter ces obser-



vations à M. le comte de Cobenzl, et de l'inviter à les peser avec toute la solennité que demandent les circonstances. La reprise des hostilités ne pourra au reste, altérer les dispositions du gouvernement français pour une prompt pacification; cette reprise n'a d'autre objet que de replacer la République vis-à-vis de l'Autriche, comme l'Angleterre persévère à l'être vis-à-vis de la République. »

Tandis que cette lettre, récapitulant toute la marche des négociations suivies jusqu'à ce jour, était envoyée à M. de Cobenzl par Joseph, ce dernier recevait de M. de Talleyrand la dépêche suivante, pour l'engager à la démarche qu'il venait précisément d'accomplir :

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
18 nov. 1800.

« Citoyen, j'ai reçu vos numéros 3, 4 et 5, avec les pièces incluses.

Le premier Consul n'a pas trouvé que, dans votre correspondance avec M. de Cobenzl, vous ayez pris soin d'établir notre position, de résumer notre conduite de manière à reporter sur l'Autriche le tort et l'odieux des hostilités.

Déjà, par les ordres du premier Consul, et dans ma lettre du 22, je vous avais engagé à chercher dans toutes les pièces de la négociation qui vous ont été remises, la matière d'une réponse péremptoire et générale au plénipotentiaire autrichien.

Ainsi, après lui avoir demandé explication sur la clause de ses pleins pouvoirs, qu'il regarde comme exigeant absolument l'admission de l'Angleterre aux

férences de paix , s'il s'était renfermé dans sa manière d'interprétation , vous lui auriez rappelé que le gouvernement français n'avait laissé aucun doute sur son inébranlable résolution de traiter séparément le S. M. I. , à moins que l'Angleterre ne consentît, à entrer dans la négociation , à se placer elle-même dans une position qui fût en quelque sorte la garantie du désir et du besoin qu'elle aurait d'arriver à la conclusion.

Vous auriez cité à cet égard les expressions mêmes de ma lettre au baron de Thugut, en date du 24 août. Vous auriez ajouté que le gouvernement britannique ayant refusé d'accéder à la proposition qui lui avait été faite d'un armistice maritime , il était impossible que lord Minto n'eût pas fait part de cette détermination à la cour de Vienne, et que la cour de Vienne n'en eût pas nécessairement conclu que la France n'admettait pas l'Angleterre dans la négociation ; que , par conséquent , lorsque M. de Cobenzl était mis en route , il ne pouvait ignorer qu'il ne trouverait point à Lunéville de plénipotentiaire autrichien , et qu'en effet , dans sa lettre du 14 octobre , il ne faisait lui-même aucune mention des alliés de l'Autriche.

Ici , vous n'auriez pas hésité à dire qu'il était désirable , contraire à la bonne foi et à ce que l'on se propose entre grandes puissances , que lui , M. de Cobenzl , vice-chancelier de cour et d'État , ministre dirigeant les affaires étrangères , se rendit en France n'ayant pas les pouvoirs nécessaires ; car , qu'est-ce que des pouvoirs pour traiter concurremment avec

les Anglais, jusqu'il est connu et certain que les Anglais ne peuvent être admis dans la négociation? Il ou vous auriez tiré la conclusion que la guerre devant être recommencée, S. M. I. demeurerait seule responsable des maux nouveaux qu'elle allait produire et des conséquences terribles qu'elle pourrait avoir.

Voulez pour la question principale.

Quant au long office qui vous a été remis sur l'occupation de la Toscane, vous pouviez répondre de prime-abord, en faisant usage de l'article qui a été inséré dans le *Moniteur* et des articles qu'il renferme. Vous auriez pu, d'ailleurs, rappeler à cet égard une lettre du 26 septembre, où j'annonce au nom du gouvernement, que si les insurgés de la Toscane ne sont pas désarmés, les troupes françaises entreront dans ce pays, et celle où j'indique que nous sommes prêts à évacuer la Toscane, pourvu que l'Autriche évacue elle-même le Ferrarais.

Telle est la marche, tels sont les arguments que le premier Consul s'attend à trouver dans vos divers offices, d'autant que vous deviez penser qu'il pouvait devenir nécessaire de rendre publiques toutes les pièces d'une négociation dont il s'agirait d'expliquer la rupture, ce que peut-être vous auriez pu déjà faire. Il s'agit d'y revenir aujourd'hui. L'intention du premier Consul est que vous vous occupiez, **sans délai, de la rédaction d'une note définitive dans laquelle vous résumeriez toute la négociation depuis la bataille de Marengo, en établissant avec soin notre position, tant vis-à-vis de la cour de Vienne que**

lle de Londres, et dans laquelle vous con-  
ne peut y avoir *continuation d'armistice*,  
n'y a pas *commencement de négociation*,  
pas commencement de négociation, parce  
voirs de M. de Cobenzl, par l'interpréta-  
eur donne, ne valent pas mieux que ceux  
aint-Julien.

ote doit être d'un style élevé, développée  
guments, concise dans ses expressions.  
roduirez votre réponse sur la Toscane ;  
erez aussi en raisonnement que, si les An-  
ent être admis dans la négociation, il fau-  
eler les Russes, en qui l'on trouverait du  
ouvernement intéressé à la liberté des mers  
à maintenir le droit des nations.

ésent à la pensée que cette note doit deve-  
-que façon, le manifeste du gouvernement  
rise des hostilités ; qu'elle doit, par consé-  
ler et à la France et à l'Europe, convaincre  
utre de la franchise de nos efforts, de la  
r de nos vues et de notre constance à ne  
la guerre que pour arriver à une paix rai-  
t solide. »

cette lettre était-elle partie, que Talleyrand  
regret, pensant surtout que les intentions  
r Consul avaient pu être remplies par Jo-  
l'intervalle qui s'était écoulé entre sa dé-  
édente et celle-ci. C'est précisément, ainsi  
u, ce qui avait eu lieu. Il écrivit donc de  
même jour :

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
18 nov. 1800.

« Citoyen , ma dépêche de ce jour est un peu amère , j'en ai du remords , et je ne veux pas la laisser partir sans vous exprimer du moins que je me persuade qu'elle sera inutile , et que notre petite colère se trouvera sans objet parce que vous aurez fait tout ce que nous demandons. »

Joseph à Tal-  
leyrand. Luné-  
ville, 18 novem-  
bre 1800.

« Citoyen ministre, M. de Cobenzl est indisposé depuis trois jours, et au moment où je vous écris, il n'a reçu encore aucun nouveau courrier de Vienne. Aussi, trouverez-vous dans sa réponse ci-jointe à ma note du 16, qu'il n'adoucit ni ne rend plus sévère le langage qu'il m'a tenu depuis l'arrivée de son courrier du 14.

Vous remarquerez dans sa réponse, qu'il nie plutôt qu'il ne réfute, et qu'il veut faire porter sur l'occupation de la Toscane toute mon attention. A cet égard, je crois devoir toujours persister à n'entrer en explication que lorsque vous m'aurez fourni les moyens que le gouvernement désire que je mette en avant.

Quoique je sente parfaitement que les discussions écrites sont interminables, je n'hésiterais pas à relever dans une note tout ce qui en est susceptible dans celle de M. de Cobenzl ; mais, d'un côté, j'ai rempli les intentions que vous m'avez manifestées par votre lettre du 13 de ce mois ; d'un autre côté, je hasarde-rais peut-être d'aller trop loin, soit sur le parti que la cour de Vienne aurait pu tirer des articles signés le 28 juillet, si elle avait été de bonne foi, soit sur les pourparlers qui ont pu avoir lieu à Londres, soit

sur la manière dont la reprise des hostilités doit être envisagée à Vienne, soit sur les moyens de négociation dont cet état de choses deviendra susceptible. Je me persuade, d'ailleurs, que je ne puis tarder à recevoir vos instructions, en conséquence de mes lettres des 14, 15 et 16 de ce mois. »

A cette lettre de Joseph, était jointe la note ci-dessous du comte de Cobenzl :

« Le soussigné s'empresse de répondre à la note que le citoyen ministre de la République française lui a fait l'honneur de lui adresser le 16 novembre.

Note du comte  
de Cobenzl.

La récapitulation de tout ce qui s'est passé entre la cour de Vienne et le gouvernement français, depuis les premières ouvertures pour le rétablissement de la bonne harmonie, prouve de la manière la plus incontestable combien S. M. l'Empereur a toujours désiré la paix ; avec quel empressement il a saisi tous les moyens qui pouvaient y conduire, en manifestant à chaque occasion ses dispositions à se porter à tout ce qui ne compromettait pas la sûreté de sa monarchie et ses engagements avec son allié le roi de la Grande-Bretagne.

Déjà la lettre de M. le baron de Thugut au ministre des relations extérieures, en date du 25 janvier, annonçait la confiance que S. M. plaçait dans le nouveau gouvernement qui venait d'être établi en France, et particulièrement dans la personne du premier Consul ; mais cette lettre n'avait rapport qu'à



une pacification générale, la seule à laquelle l'Empereur pût donner les mains.

Ce qui a été adressé, en date du 24 mars, au citoyen Talleyrand, établit plus positivement encore les rapports dans lesquels S. M. se trouve vis-à-vis de son allié, depuis la dernière agression de la France, et la réponse, en date du 7 avril, ayant autorisé à croire que l'intention du gouvernement, dans les ouvertures qui ont été faites séparément à l'Autriche et à l'Angleterre, n'a été que d'en venir à une paix générale, S. M. n'a pas différé, d'après cette explication, d'entrer en communication avec le roi d'Angleterre sur cet objet important. Il en a résulté que S. M. Britannique s'est déclarée prête à concourir de son côté aux mêmes négociations, ainsi qu'on le voit par la note de lord Minto du 9 août, communiquée au ministre des relations extérieures. C'est même comme point à peu près central entre Vienne, Paris et Londres, que Lunéville a été proposée et acceptée pour le lieu du congrès ; même dans les entretiens postérieurs de M. le comte de Lehrbach avec le colonel Duroc et le général de brigade Lahorie, relatifs au renouvellement de l'armistice, il n'a jamais été question de négocier qu'avec le concours d'un plénipotentiaire anglais.

En un mot, il n'y a eu aucune explication entre les deux gouvernements, où l'admission d'un ministre britannique n'ait été établie comme indispensable pour la négociation.

D'après cela, comment peut-on paraître étonné, de voir le soussigné insister sur un point aussi ana-

logue aux engagements de sa cour ? Comment pourrait-on s'attendre qu'il pût dévier de ce principe et admettre l'interprétation qu'on s'efforce à donner à ses pleins pouvoirs, entièrement différents de l'esprit dans lequel ils ont été rédigés ? Quelle est l'espérance qui n'a pas été réalisée par le gouvernement autrichien ? Et comment peut-on le taxer de tiédeur et de temporisation, quand c'est avec le plus vif empressement que son plénipotentiaire s'est rendu au lieu des négociations, prêt à y apporter toute l'activité, toutes les facilités possibles, aussitôt que la présence du ministre anglais le mettra à même de terminer l'ouvrage salulaire de la pacification ?

La lettre adressée par lui, en sa qualité de vice-chancelier de cour et d'Etat au ministre des relations extérieures, en date du 14 octobre, n'étant qu'une réponse à celle du citoyen Talleyrand à M. le baron de Thugut, du 26 septembre, le soussigné devait faire part de sa nomination au ministre des affaires étrangères, qui l'autorisait à partir au nom de son auguste maître, ainsi que de son prompt départ pour Lunéville auquel son nouveau poste ne mettait pas même d'obstacle ; à cela près, il n'a été fait mention dans cette réponse que des objets renfermés dans la lettre du ministre des relations extérieures, laquelle ne contenait aucune objection au concours de l'Angleterre, aux négociations présumées par tout ce qui avait précédé.

Quant à la mission de M. le comte de Saint-Julien, il suffit de rappeler les termes précis de la lettre de S. M. I. au premier Consul, dont cet officier-général

était porteur, pour se convaincre que cette lettre ne lui donnait aucun pouvoir, et qu'elle n'autorisait nullement celui qui en était chargé à conclure ou à signer des préliminaires ou un acte quelconque. Il avait pour toute instruction de faire observer au premier Consul combien il était essentiel de n'en venir à des négociations publiques et d'apparat, propres à élever prématurément tant de peuples à des espérances peut-être illusoires, qu'après avoir connu d'une manière un peu générale, si les bases que la France voulait proposer pour la paix étaient telles qu'on pût se flatter d'obtenir ce but désirable.

Telle est la seule autorisation qu'aît eue M. de Saint-Julien, et il est évident qu'elle se bornait à recevoir les explications dans lesquelles le gouvernement français aurait voulu entrer avec lui, pour qu'il eût rendu compte à son auguste maître, et que d'après cela, S. M. pût se déterminer aux moyens les plus propres à mettre une prompte fin aux malheurs de l'humanité. Il n'a jamais été exprimé dans la lettre dont il s'agit, que M. le comte de Saint-Julien eût la confiance de l'Empereur, qu'il était particulièrement instruit de ses intentions, et chargé de discuter les bases de la pacification. Dans tous les cas, la faculté de discuter n'aurait pas encore compris celle de conclure et de signer ; au surplus, M. de Saint-Julien n'avait pas même celle de discuter, mais seulement celle de recevoir les communications qu'on aurait été dans le cas de lui faire. Il est finalement à observer, que dans cette même lettre, S. M. l'Empereur, en se déclarant prêt à seconder, par tous les moyens, les

bases propres à produire une paix solide qui pourraient lui être présentées, n'en admet la possibilité qu'en cherchant à les combiner avec les engagements que, depuis la reprise des dernières hostilités, elle s'était vue dans le cas de contracter.

La lettre du 7 octobre, adressée par le ministre des relations extérieures de la République française à M. le comte de Lehrbach, impute à la vérité, à l'Angleterre, les dispositions les plus contraires à la paix et le désir de perpétuer le fléau de la guerre; mais ce n'est pas en refusant d'admettre, et par conséquent d'écouter un plénipotentiaire britannique, que l'on peut juger du plus ou moins de dispositions de cette puissance à la pacification générale.

Sans doute que la lettre ci-dessus mentionnée du ministre des relations extérieures à M. le baron de Thugut, réclamait contre la levée en masse de la Toscane, et, sans égard pour l'armistice conclu à Vérone, voulait disputer aux troupes autrichiennes les pays qu'elles occupaient en vertu de l'engagement le plus formel; mais le soussigné, par ordre exprès de son auguste maître, a représenté au citoyen Talleyrand, que les armements qui se faisaient en Toscane n'étaient qu'une simple précaution, un de ces préparatifs militaires dont S. M. désirait vivement de n'être pas dans le cas de faire usage; mais elle croyait avoir au moins le même droit que la France aux mesures de cette espèce, dont elle ne cessait de s'occuper dans la Lombardie et dans le

Pouvait-on jamais s'attendre, après des explications aussi amicales et fondées sur les droits les plus incontestables des souverains, qu'au moment même où le plénipotentiaire de S. M. arrivait à Lunéville, et où tout s'acheminait vers le rétablissement de la paix, les troupes françaises entreraient en Toscane et occuperaient à main armée un pays appartenant à l'auguste frère de S. M. I., en contravention manifeste des conventions d'armistice entre les généraux respectifs ? On a dû en être d'autant plus étonné, que les qualités éminentes du premier Consul avaient paru servir de sauvegarde contre des entreprises de cette nature, dont avant lui on n'avait vu que trop d'exemples.

Le soussigné n'a aucune connaissance que les généraux en chef respectifs en Italie se soient entendus sur cet objet, ainsi qu'il est présumé dans la note du citoyen ministre plénipotentiaire de la République française du 15 novembre. Il lui a été, au contraire, expressément ordonné par sa cour, de présenter à cet égard les réclamations les plus instantes, et, bien loin de convenir qu'il ne puisse plus être question de cet événement dans la négociation de Lunéville, il affirme au contraire que c'est un des points à y régler qui intéresse le plus particulièrement S. M. l'Empereur ; le soussigné ne doute point d'après cela, que le premier Consul ne satisfasse à la demande contenue dans sa note du 14 novembre.

Sans entrer dans les motifs qui ont empêché jusqu'ici la conclusion de l'armistice maritime, il est difficile d'imaginer comment un objet dont les intérêts

sont si compliqués par l'étendue du théâtre d'une guerre par mer, doit servir d'obstacles à la pacification générale, faire inonder de sang le continent, et recommencer les hostilités entre les deux nations prêtes à se réconcilier. Dans les guerres de terre, les armistices ont presque toujours précédé les négociations pour la paix ; il en est peu d'exemples dans les guerres maritimes ; mais se refuser, par ce seul motif même, à rassembler les ministres des trois puissances belligérantes, pour pouvoir traiter de la paix générale, ne serait pas justifier l'espoir que l'on avait conçu des sentiments pacifiques du gouvernement français, et vouloir faire acheter à l'Autriche une simple prolongation d'armistice et ce que les conventions déjà faites l'autorisent à réclamer en Italie ; en exigeant qu'elle se sépare de son allié, c'est méconnaître les principes qui ont toujours déterminé la conduite de cette puissance.

Ce résumé prouve jusqu'à l'évidence, combien l'Empereur désire le rétablissement de la paix, avec quel empressement S. M. a saisi toutes les occasions d'entamer une négociation, dès qu'elle l'a cru possible, sans contrevenir à ses engagements ; elle a proposé la prolongation de l'armistice comme un acheminement à la pacification ; ce serait donc avec le plus vif regret qu'elle se verrait forcée à employer de nouveau les moyens d'une juste défense. S. M. aime à se flatter encore que le gouvernement français appréciera les motifs qui règlent sa conduite, et ne mettra point d'obstacles à ses efforts pour faire cesser les calamités d'une guerre aussi désastreuse.»



Nous ne ferons pas remarquer la faiblesse des raisons données par M. de Cobenzl dans cette note. Nous nous bornerons à constater qu'il ressort clairement de ce document, fort pâle, à notre avis, que l'Autriche voulait, avant tout, éviter la reprise des hostilités.

Deux jours après avoir expédié cette note, Joseph adressa la lettre suivante à Talleyrand :

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 20 novembre 1800.

« Citoyen ministre, je ne reçois aucune dépêche depuis celle du 22. Je vous envoie copie d'une note que j'ai adressée aujourd'hui à M. de Cobenzl ; il ne cesse de me dire les mêmes choses ; il a reçu hier des dépêches de l'archiduc Jean par un officier d'état-major ; il m'a assuré qu'elles n'avaient d'autre objet que de lui annoncer la dénonciation de l'armistice ; il ajoute n'avoir encore reçu aucune réponse à sa dernière lettre datée de Paris, et qu'il n'en espère pas une dans le sens que nous désirons ; qu'au reste ils sont prêts à la guerre autant qu'ils pourraient l'être dans trois mois.

Le général Moreau a passé la soirée d'hier chez moi ; il est reparti à dix heures du soir : M. de Cobenzl, qui se trouvait aussi chez moi, a causé avec lui. »

Note de Joseph.

« Le soussigné a mis sous les yeux de M. le comte de Cobenzl, le 16 de ce mois, le précis le plus fidèle des actes qui ont eu lieu depuis onze mois. Il est peiné de remarquer, dans la réponse que S. Exc. lui a transmise hier, un soin recherché à décomposer le

tableau, plutôt que l'intention de se concilier sur les difficultés du moment.

On ne persuadera pas à l'Europe que les démarches qu'elle puisse véritablement appeler pacifiques, ne soient celles dont le premier Consul s'honore, et que toutes les temporisations dont il se plaint soient justifiées. M. de Cobenzl n'a pas fait attention sans doute, en rappelant la note de lord Minto, du 9 août, comme une preuve de la sollicitude de S. M. l'Empereur et de la bonne volonté de l'Angleterre, que les ouvertures du premier Consul remontaient à sept mois, et que cette démonstration tardive autant qu'adroite du cabinet de Londres, indique au moins l'inefficacité des instances du cabinet de Vienne près d'un allié dont les intérêts sont différents des siens.

Les circonstances sont au surplus trop urgentes pour que le soussigné s'arrête aux observations qu'il pouvait faire sur la réponse de M. le comte de Cobenzl. Il se bornera à une réflexion sur ce que S. Exc. répète au sujet de la Toscane.

Si l'armistice n'est pas renouvelé, l'occupation de la Toscane ne peut donner lieu à des explications; s'il l'est, il statuera sur cet État; c'est donc de l'armistice, comme question principale, et non point de l'incident particulier, que les plénipotentiaires respectifs semblent devoir essentiellement s'occuper; Or, la note du ministre des relations extérieures à M. le comte de Cobenzl, en date du 27 octobre, déclare *que le premier Consul autorisait la proposition de l'armistice, faite par S. Exc. le 24 octobre, et ne voyait aucune difficulté à faire reprendre aux trou-*

Nous ne ferons pas remarquer les données par M. de Metternich. Nous nous bornerons à l'observation de ce document. L'Autriche voulait la fin des hostilités.

Deux jours après, le 20 novembre, M. de Metternich adressa la note suivante au ministre de M. le comte de Cobenzl.

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 20 novembre 1800.

« Citoyen ministre, le sursis de l'armistice. Le sursis de la guerre encore, et les horreurs de la guerre ! Un mot peut suspendre la guerre, et le soussigné réitère, au nom de la patrie, des invitations pressantes qu'il n'a cessé de faire au comte de Cobenzl. »

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 21 novembre 1800.

« Citoyen ministre, je vous ai fait passer, par le ministre de la guerre, avec une dépêche n° 8, copie de la note que je remettais à M. de Cobenzl, la prière de moins de répondre à la sienne du 16, et de le ramener encore au point de l'armistice. Je sais bien que la note que j'attends de vous en substance que nous tournons dans le même cercle; mais je voulais l'honneur de culté d'introduire dans une réplique la lecture de ma note du 16 novembre, que je dusse ajouter, soit pour l'effet général, soit pour l'effet particulier; comme tout cela, M. de Cobenzl était de provoquer la discussion sur la Toscane, pour se faire recevoir des ordres de la cour, j'ai

...ent, que l'assurance que les deux États au-  
raient entré en négociation directe pour la paix d'Am-  
sterdam. C'est sur le refus réitéré de M. le comte de  
Cobenzl que l'ordre a été donné de recommencer les  
négociations à l'expiration de l'armistice. Le sang humain  
coule encore, et les horreurs de la guerre reprennent  
leur cours ! Un mot peut suspendre ces horreurs,  
et le soussigné réitère, au nom de l'humanité, les solli-  
citations pressantes qu'il n'a cessé de faire au  
comte de Cobenzl. »

Joseph à Tal-  
leyrand. Luné-  
ville, 21 novem-  
bre 1800.

« Citoyen ministre, je vous ai fait passer  
hier, avec une dépêche n° 8, copie d'une note  
que je remettais à M. de Cobenzl. Mon ob-  
jet était de le ramener encore au point dont on était  
parti le 18 novembre. Je sais bien que la note que j'attends de lui  
ne sera que la même en substance que nous tournons constamment  
dans le même cercle; mais je voulais me ménager  
le droit d'introduire dans une réplique, ce  
que je dusse ajouter, soit pour l'effet général, soit  
pour l'effet particulier; comme tout ce que  
M. de Cobenzl était de provoquer une discus-  
sion sur le Tiers-État, pour ce dernier la

rentrer dans la question principale, et je me mettais ainsi en mesure parfaite de suivre vos directions ultérieures.

J'ai reçu hier soir votre lettre du 18 novembre; permettez-moi de vous observer qu'elle pourrait me paraître sévère, si je ne réfléchissais que ce jour même, avant midi, ma dépêche du 16 novembre a dû nécessairement être dans vos mains et vous donner quelques regrets. Vous y aurez vu que j'ai fait au moment opportun la réponse péremptoire et générale que voulait le premier Consul. Rien de ce que contenait votre lettre du 13 n'y a été omis, je n'ai glissé que légèrement sur les détails de notre situation avec l'Angleterre et sur les motifs de l'occupation de la Toscane, parce que, sur ces deux points, je ne trouve que des généralités dans les instructions et papiers qui m'ont été remis, et que je ne devais me mettre dans aucune position hasardée vis-à-vis de M. de Cobenzl, qui ne demande pas mieux que de trouver matière à épisoder.

Sur l'article de la Toscane, vous me renvoyez à l'article du *Moniteur* du 4 novembre, que M. de Cobenzl a lu comme moi, et auquel il répond sans le citer, dans sa note du 14 novembre. Ne désapprouvez pas que je me plaigne à mon tour, que vous ne me fournissiez encore aujourd'hui aucun document à ce sujet.

Au surplus, Citoyen ministre, je me pénétre bien du contenu de votre lettre, tant sur les nuances nouvelles à donner aux arguments déjà employés, que sur l'insinuation relative à la Russie; je n'attends,

Cobenzl, jointe  
à la lettre pré-  
cédente.

tre au citoyen ministre de la République fr  
le 18 de ce mois, ne contient qu'un exposé so  
mais fidèle, des ouvertures et communicatio  
proques, relatives aux moyens d'arriver à la  
cation. Elle rappelle les termes précis dont  
fait usage de part et d'autre ; un tableau aus  
un simple extrait de tout ce qui s'est dit, ne  
pose pas des faits qui parlent d'eux-mêmes.

Il est manifeste que depuis huit années q  
rope est inondée de sang, que l'humanité gé  
le poids de la guerre la plus meurtrière, ce  
mais la cour de Vienne qui a commencé les  
tés ; elle a employé les moyens d'une juste  
l'Empereur n'a attendu qu'une apparence de  
réciprocité à ses vœux ardents de voir cesse  
lamités qui affligent tant de peuples, pour  
avec le plus vif empressement. Il n'a pas ten  
que l'effet n'en ait été plus prompt. S. M. av  
à cet égard la plus grande confiance dans la p  
du premier Consul, et il lui serait bien pénibl  
voir y renoncer entièrement.

C'est, cependant, avant qu'aucune explic  
pu avoir lieu entre les négociateurs, avan  
l'arrivée du soussigné à Lunéville. au'an m



envahie sous prétexte de s'opposer à un simple armement, à une mesure défensive de même nature que celles qui s'organisaient également dans les pays occupés par les troupes françaises.

C'est parce que le plénipotentiaire de S. M. n'a pu consentir à rompre les engagements de son maître avec un fidèle allié, que l'armistice vient d'être dénoncé par la République française, et que sous peu de jours une nouvelle agression de sa part va perpétuer les malheurs de la guerre.

Tel est le fruit des démarches que l'on annonce comme pacifiques, tels sont les faits dont l'Europe est témoin !

Après tous les sacrifices auxquels l'Empereur a déjà consenti pour de simples armistices, on voudrait lui faire acheter celui qu'il vient de proposer encore en se séparant de son allié, et c'est à ce prix qu'on évacuerait un pays que l'on n'était pas en droit d'occuper ?

La négociation avec l'Angleterre n'est rien moins qu'impossible ; si S. M. B. s'était prêtée de son côté à traiter séparément, toute opposition relative à l'armistice maritime disparaissait ; la France ne se refusait plus à celui auquel la cour de Londres voulait également donner les mains.

L'Empereur prouve par ce fait la réalité de ses sentiments pacifiques, puisqu'il veut la paix générale ; aucune entreprise de sa part n'y a jamais mis obstacle. Les propositions du gouvernement français aux cours de Vienne et de Londres, pour traiter séparément, et le refus de consentir à une négociation

commune, sembleraient annoncer qu'il n'aspire qu'à diviser les alliés pour continuer la guerre avec plus d'avantage. Que le premier Consul adhère à l'admission du plénipotentiaire anglais, et les difficultés s'évanouissent ; nulle entrave ne s'oppose aux travaux des négociateurs, et le vœu des peuples est exaucé.

C'est là le mot qui peut suspendre les calamités et prévenir les horreurs de la guerre ; c'est celui dont dépend le bonheur de l'humanité. Le soussigné remplit les intentions de son auguste maître, en adressant au citoyen ministre plénipotentiaire de la République française, les instances les plus pressantes pour qu'il soit prononcé. »

On le voit, Joseph avait raison, M. de Cobenzl ne cherchait qu'à gagner du temps pour avoir la réponse du cabinet de Vienne, et pour cela il jetait des bâtons dans les roues, retardant par tous les moyens en son pouvoir le moment de l'ouverture des négociations.

Cette lettre du 21 et la note furent portées à Paris par le général Clarke, qui avait été nommé commandant extraordinaire du département de la Meurthe et de Lunéville, pendant le temps du congrès. Une dépêche télégraphique du 19 novembre, lui avait notifié l'ordre de retourner à Paris. Il partit le 21 au soir. Le commandement resta jusqu'à la signature de la paix, au général de brigade Belavène.

L'échange des notes continua entre les plénipotentiaires.

« Citoyen ministre, j'ai l'honneur de vous adresser la note que je viens de transmettre à M. de Cobenzl, en réponse à celle qui m'a été adressée hier qui doit vous avoir été remise par le général Clarke, ce hier soir de Lunéville.

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 22 novembre 1800.

Vous remarquerez que j'ai saisi cette occasion pour vous faire valoir les moyens que vous m'indiquez, et qui, je pense, vous paraîtront déployés d'une manière assez claire, assez étendue; je crois avoir prouvé jusqu'à l'évidence cette vérité, que la maison d'Autriche ne cesse la reprise des hostilités, en se livrant inconsciemment à l'Angleterre, qui refuse de se mettre en mesure d'arriver à la paix. Les conversations fréquentes que j'ai avec M. de Cobenzl, n'offrent rien de méritant de vous être raconté, parce que je ne pourrai rien dire que vous n'ayez vous-même entendu pendant son séjour à Paris. »

« Le soussigné a reçu la note que M. de Cobenzl lui a transmise, en date du 21 novembre. Il ne se fera pas simplement à ses notes précédentes, et essaiera encore de ramener S. Exc. à des considérations dignes du représentant d'une grande puissance.

Note de Joseph.

La note de S. Exc. contient une série de propositions qu'il importe d'examiner d'abord.

1<sup>o</sup> La Toscane a été envahie avant qu'aucune explication ait pu avoir lieu entre les négociateurs, avant même l'arrivée du plénipotentiaire autrichien à Lunéville.

Le soussigné a répondu sommairement aux récla-

mations relatives à la Toscane, dans ses notes des 15, 16 et 19 novembre. Il a surtout démontré dans la dernière, que cette question est devenue oiseuse par le consentement conditionnel donné le 27 octobre au renouvellement de l'armistice ; cependant, il se refusa d'autant moins à quelques éclaircissements, qu'il aperçoit que la cour de Vienne affecte de tirer des conclusions contre la loyauté du gouvernement français, d'un mouvement défensif qu'elle-même a rendu nécessaire.

La convention de Marengo spécifiait que les Autrichiens n'occuperaient que la ville et la citadelle de Ferrare, et, au mépris de cette convention, ils ont occupé quarante lieues de circonférence. Ratifiée par les deux gouvernements, elle était la base fondamentale de tous les autres et ne pouvait être modifiée par des arrangements subséquents entre les officiers généraux. Le gouvernement français avait désavoué toute modification faite sans sa participation.

Par la convention additionnelle de Castiglione, le général Brune avait, à la vérité, consenti à attendre la réponse de Vienne sur l'évacuation du Ferrarais, illégitimement occupé ; mais, pour prix de cette condescendance, il n'avait pas été question de la Toscane dans cette convention.

La République, d'un autre côté, n'avait pas conclu d'armistice avec les Anglais et les Napolitains. Ceux-ci s'avançaient pour soutenir la levée en masse, et ceux-là se présentaient avec 12,000 hommes de débarquement, tandis que le cabinet de Vienne traînait en longueur sur l'évacuation du Ferrarais et ne

donnait aucune satisfaction sur les agressions d'une horde indisciplinée qui se portait à tous les excès, ne respectait aucune convention, ~~et~~ menaçait constamment, par ses détachements, les pays limitrophes.

Loin que cette levée en masse fût une milice citoyenne régulièrement organisée et contenue par des lois militaires pour servir à la protection du pays, c'était un rassemblement tumultueux et fanatique, agressif dès son origine et pendant toute sa durée, et tellement terrible, même pour les habitants paisibles de la Toscane ainsi que pour les personnes attachées au grand-duc, que sa répression a excité leur reconnaissance. L'administration, d'ailleurs, est restée telle que le grand-duc l'avait établie.

Après nombre de représentations faites, le cabinet de Vienne pouvait-il ignorer la juste impatience du gouvernement français sur l'évacuation du Ferrarais par les troupes autrichiennes, à l'exception des ville et citadelle de Ferrare, et sur la répression des désordres dont la Toscane était le foyer. La lettre du ministre des relations extérieures à M. de Thugut, du 26 septembre, annonçait textuellement *qu'à ces conditions seules le gouvernement de la République peut s'engager à ne pas faire dépasser, pendant tout le cours de l'armistice, les limites de la République Cisalpine*. La réponse de M. Cobenzl, en date du 14 octobre, élude de promettre même des précautions sur la Toscane, et refuse l'évacuation du Ferrarais.

Si le général autrichien avait pensé qu'une expédition commandée par tant de motifs, fût une violation

de l'armistice, rien ne l'empêchait de se porter de son côté sur Brescia et Bologne, pendant que le général Dupont était en Toscane. Est-il donc équitable d'avancer que la Toscane ait été envahie avant qu'aucune explication ait pu avoir lieu ? La bonne foi permet-elle d'insinuer que cette mesure altère la confiance que S. M. I. mettait dans le premier Consul ? Peut-être est-ce la première fois qu'on prétend que, pour inspirer de la confiance, un gouvernement doit souffrir passivement la déviation des engagements pris avec lui, et néglige les précautions que sa sûreté demande.

2° Il est manifeste que depuis huit années que l'Europe est inondée de sang, ce n'est jamais la cour de Vienne qui a commencé les hostilités.

Certes, rien n'est moins manifeste ! L'Europe connaît les actes qui, sans compter les déclarations de Mantoue et de Pilnitz, ont donné origine à la guerre ; elle connaît les agressions secrètes, sources du ressentiment d'un peuple qui, dès le principe de sa révolution, avait solennellement proclamé son amour pour la paix ; mais, aujourd'hui qu'il s'agit de mettre fin à cette guerre sanglante, est-ce montrer des dispositions pacifiques que d'engager de nouveaux débats pour savoir qui l'a commencée ?

3° S. M. n'a attendu qu'une apparence de réciprocité à ses vœux ardents pour la paix, pour la saisir avec empressement.

Puisque les puissances belligérantes doivent compte à leur siècle et à la postérité du sang qu'elles font verser, chacune d'elles, sans doute, doit attacher du



à prouver les efforts qu'elle a faits pour la paix ; le gouvernement français mettra des faits à la place des assurances.

Le 25 décembre 1799, le premier Consul s'est adressé à S. M. I. et à S. M. B.

toute l'Europe connaît les réponses offensantes du cabinet de Londres, et l'aveu formel de l'intérêt qu'il a à continuer la guerre. Si, après sept mois, lord Castlereagh offre à M. de Thugut l'intervention de son gouvernement dans une négociation, qui n'aperçoit cette démarche soudaine l'intention d'empêcher à Vienne tout rapprochement direct entre la France et l'Autriche, et de se mettre en mesure de proposer à Londres tout moyen d'arrangement entre la France et l'Angleterre ? Qui pourra, d'un autre côté, lire les pièces de la correspondance entre le gouvernement français et le gouvernement autrichien, à l'époque de la bataille de Marengo, sans voir que le premier Consul demandait en vain la suspension d'hostilités, l'adoption de bases conciliantes, ouvertures même sur les conditions existantes, tout lui était refusé, et depuis Marengo, l'événement prouve que sa modération n'a servi qu'à retarder à chaque fois le temps de reproduire le système moins propre à une pacification générale.

Après tous les sacrifices auxquels l'Empereur a consenti par de simples armistices, on veut faire acheter un nouveau en y mettant pour condition qu'il se sépare de son allié.

Un armistice a été, de la part du gouvernement français, un sacrifice fait à l'espérance d'une

position qui fut en quelque sorte une garantie et du besoin qu'elle aurait d'arriver à la conc

Jamais langage n'a été plus formel que ministre des relations extérieures, dans sa M. de Thugut, du 24 août 1800; il se plaint gement de système qu'il remarque dans la Vienne; il ne peut l'expliquer que par la sance qu'il vient d'acquérir du traité de conclu le 20 juin, et de son exécution emp la part de l'Angleterre; il observe que lor en demandant que son gouvernement prit négociations, aurait dû être chargé de pr même temps une suspension d'hostilités p celle existante entre la France et l'Autrich clare que l'Empereur, ayant exigé que l'A fût admise dans les négociations de Lunév exiger qu'elle accédât préalablement à l' existant, avait rendu par cela même la re hostilités indispensables.

Quel eût été l'objet du nouvel armistice Hohenliden, le troisième jour complément n'eût été entendu que S. M. renonçait à in l'admission de l'Angleterre, dans le cas où serait la condition exprimée? Or, l'Angleter

e celle-ci n'en ait pas conclu que la France ne re-  
 trait pas de ministre anglais à Lunéville. M. le  
 comte de Cobenzl connaissait bien cet état de choses  
 son départ, il savait donc qu'il ne trouverait pas  
 de plénipotentiaire anglais, et, en effet, sa lettre du  
 10 octobre n'en fait pas mention.

Il est dérisoire, contraire à la bonne foi et à ce  
 qu'on se doit entre grandes puissances, qu'un  
 homme du rang de M. le comte de Cobenzl, vice-  
 chancelier de cour et d'État, ministre dirigeant les  
 affaires étrangères, se soit rendu en France pour y  
 négocier, et n'ait pas, dans son opinion, les pouvoirs  
 nécessaires; car, qu'est-ce que des pouvoirs pour  
 négocier conjointement avec les Anglais, lorsqu'il sait  
 qu'il ne peut y avoir d'Anglais à Lunéville.

L'Empereur prouve par le fait la réalité de ses  
 intentions pacifiques, puisqu'il veut la paix générale.  
 Il semble, au contraire, par les propositions du  
 gouvernement français, d'une paix séparée à chacun  
 de ses alliés, qu'il ne veut que les diviser pour conti-  
 nuer la guerre avec plus d'avantage.

Il n'est pas élever des soupçons sur la réalité des  
 intentions de S. M. pour la paix générale, qu'observer  
 qu'il embrasse le système qui y conduit le moins.  
 Les intérêts dont l'Autriche est appelée à traiter avec  
 la France, n'ont rien de commun avec ceux sur les-  
 quels la France et l'Angleterre devront s'entendre,  
 n'est-il donc besoin de la réunion et du concert des  
 alliés? Cette réunion, ce concert, n'exposent-ils  
 celui des deux qui sentirait le mieux l'avantage  
 à une prompte réconciliation avec la République

pacification directe entre eux. L'Angleterre n'a jamais laissé aucun doute sur sa ferme résolution de traiter l'Autriche au moins que l'Angleterre, et de l'Angleterre dans la négociation. L'Angleterre et de l'Angleterre position qui fait l'Angleterre françaises et du besoin de l'Angleterre oppression des

Jamais l'Angleterre équilibre maritime? Dominant l'Angleterre peut faire tourner M. de Cobenzl son ambition jusqu'à la lassitude même et de l'Autriche, il ne convient pas de l'Angleterre part à leurs explications, à moins d'Angleterre dentifie avec leur situation. Telles sont les conditions qui font persévérer le gouvernement dans le parti qu'il a pris, et c'est lui qui réalise réellement la paix générale, puisqu'il trouve les meilleurs moyens d'y parvenir. S'il n'y avait qu'à négocier qu'à l'Autriche seule, on pourrait dire qu'il veut diviser les alliés pour continuer la guerre avec l'Angleterre; mais il n'a fait aucun engagement avec S. M. I. qu'il n'ait également adressé à la Prusse et à la Russie. Il a mis une condition aux deux alliés, il n'en a mis aucune à l'Angleterre séparées avec eux, qu'il est toujours en mesure de conduire simultanément quoique non conjointement.

6° La négociation avec l'Angleterre est devenue impossible, puisqu'il lui a été offert de négocier séparément, et qu'alors toute opposition à la paix maritime disparaissait.

Il est étrange que M. de Cobenzl ait persisté contre le gouvernement français, l'Angleterre

us en sa faveur. Pourquoi la France au-  
gé qu'entrant franchement en négociation  
Angleterre suspendit les hostilités? L'ou-  
e négociation fait présumer le désir de la  
être considérée comme une garantie

premier Consul admette les Anglais, et  
difficultés s'évanouissent.

moins superflu de revenir tant de fois sur  
on pour laquelle les Anglais n'ont voulu  
concession, et qui, bien examinée, se-  
judiciable qu'utile à la paix générale. Si  
devait être admise de droit, par le fait  
lance de l'Autriche qui argue de ses en-  
vec elle, qui garantit que bientôt l'An-  
eulle à son tour insister sur l'admission  
nts avec lesquels il lui aura plu de pren-  
agements, même récents, au préjudice  
ents les plus nécessaires à une concilia-  
ts entre la France et l'Autriche.

gné ajoutera encore que si les Anglais  
admis dans la négociation, il faudrait y  
Russes, chez qui on trouverait du moins  
ment intéressé à la liberté des mers et au  
droits des nations.

te de Cobenzl semble toujours être con-  
'est au gouvernement français qu'il faut  
prise des hostilités.

né ne craindra pas de le répéter, il le  
le jeter les yeux sur la lettre du ministre  
extérieures du 27 octobre 1800, et no-

*proposées par elle.*

M. de Cobenzl déclare ne pouvoir pas traire le concours d'un ministre anglais ; il affirme qu'il n'a pas le pouvoir nécessaire pour conclure un traité définitif sans la condition de la continuation de l'armistice ; est-il étonnant qu'à cette déclaration de la part, succède la notification de la reprise des hostilités de la part du gouvernement français.

Quel est celui qui ne veut pas la paix ? S. M. Prussienne répond : « *C'est le gouvernement français, car c'est lui qui refuse la prolongation de l'armistice.* » Si ce raisonnement est vrai, c'est surtout au gouvernement anglais qu'il faut l'adresser ; on pourrait lui dire : « Quel est celui qui veut la guerre ? N'est-ce pas vous qui vous refusez à toute suspension d'armes ? N'est-ce pas vous qui ne voulez un armistice en Allemagne, mais qui n'avez pas osé le conclure vous-même ? C'est donc vous qui voulez la guerre. » Mais comme S. M. I. n'entend point séparer sa cause de celle de S. M. Britannique, qu'elle ne peut que Britannique rejette tout armistice, qu'elle ne peut que Britannique à faire pour la paix aucune démarche particulière, S. M. I. se trouve entraînée à la guerre, sans le vouloir, contre le vœu de son cœur, mais certainement dans l'intérêt de ses peuples, c'est donc



ui, en refusant à son ministre le pouvoir de traiter, nécessite la reprise des hostilités et rouvre l'abîme à tant de milliers d'Autrichiens et de Français ont déjà été précipités, à l'instigation de l'Angleterre.

Comment S. M. I. peut-elle exiger de la France qu'elle continue la suspension des hostilités en Allemagne, tandis que son allié refuse, de son côté, l'armistice ?

Par quel sentiment de justice peut être inspirée une semblable volonté ? L'Autriche et l'Angleterre font cause commune ; elles veulent être indivisibles dans la paix ; qu'elles le soient dans la suspension d'armes qui doit la préparer.

Le soussigné prie S. Exc. de lui permettre une supposition qui portera le plus grand jour dans cette discussion : « Admettons que deux seules puissances sont en guerre ; la France et l'Autriche (par exemple) ; la France propose la paix et une suspension d'armes ; les armées françaises sont dans une mauvaise position en Allemagne ; elles sont triomphantes en Italie ; la France désire que la suspension d'armes ait lieu en Allemagne et qu'elle donne à ses armées le temps de se rétablir ; mais elle prétend que les hostilités continuent en Italie où les succès passés lui en promettent d'autres ; l'Autriche entend que l'armistice soit général, sans quoi une prétention si déraisonnable lui faisant suspecter la bonne foi de son ennemi, le désir même de la paix lui commande de profiter de ce qu'elle croit ses avantages, et de courir aux armes. » Le soussigné le demande à M. de Cobenzl, à tout homme qui veut faire usage de sa

raison, quelle est, dans cette hypothèse, de la France ou de l'Autriche, la puissance qui prolonge la guerre? N'est-ce pas évidemment celle des deux qui, voulant l'armistice où il lui est utile, ne le veut pas et qui pourrait lui être nuisible? N'est-ce pas évidemment la France qui, ne se prêtant qu'à un armistice partiel, éloigne une paix dont l'armistice général est le moyen préalable et une première condition de sa rigueur?

Celui-là veut donc la guerre qui, voulant que l'armistice s'applique aux troupes françaises et autrichiennes, ne veut pas qu'il s'étende aux troupes britanniques. C'est donc S. M. Britannique et S. M. I. qui veulent déchaîner encore sur l'Europe les flots de la guerre; car S. M. Britannique refuse l'armistice et S. M. I. refuse de traiter sans le concours de S. M. Britannique. Si ces deux puissances n'en font qu'une dans leurs rapports vis-à-vis de la France, leurs opérations doivent être jugées suivant les notions générales de la justice et du droit naturel, applicables à une seule nation, et elles doivent agir par rapport à la France comme agirait une seule puissance.

Le soussigné aura-t-il besoin de prouver la vérité de la comparaison qu'il s'est permise, par l'exposition des faits connus de toute l'Europe, qui rapprochent si parfaitement la position des trois puissances belligérantes de celle des deux puissances qui sont l'objet de son hypothèse? L'avantage des positions des armées françaises en Allemagne et en Italie est constaté par le prix même que S. M. I. a mis à l'armis-

liés étaient intéressés à cet armistice ; son  
ré, il serait injuste que la France perd  
é reconnu lui être avantageux : la conti-  
s hostilités en Allemagne et en Italie, tan-  
s continuent de la part de l'Angleterre ; la  
ache le même prix à l'armistice maritime ;  
y refusent ; ce sont donc eux , et non la  
qui refusent l'armistice général et com-  
a reprise des hostilités.

de Cobenzl peut répon au soussigné :  
*a prouvé le désir qu'el it de la paix,*  
*qu'elle a fait pour obt suspension*  
*li les Anglais ont des rets différents,*  
*que l'Empereur en sou ? »* C'est parce  
vernement français a se a qu'il ne pouvait  
S. M. l'Empereur et l'oi l'obstination du  
britannique à se refuser à l'armistice qu'il  
l'exiger, qu'il a proposé à S. M. de traiter  
it , et que le soussigné déclare , dès le pre-  
être prêt à entrer en négociation avec  
enzl dont les pouvoirs lui ont semé suf-

signé croit avoir porté jusqu'à l'évidence  
:

L'armistice sur le continent est avanta-  
alliés ;

L'armistice sur les mers est avantageux à  
;

Ces deux armistices peuvent seuls mener à  
iation. Conjoint, ils sont avantageux pour

5° Quant à l'Autriche en particulier, il n'a pas de continuation d'armistice séparé, parce qu'il n'y a pas de commencement de négociation : M. de Cobenzl donne à ses pouvoirs une fiction qui les rend illusoires.

S. Exc. pardonnera au soussigné les défauts par lesquels l'a entraîné le désir de prouver l'urgence d'ouvrir la négociation et d'amener S. Exc. à l'usage de ses pleins pouvoirs pour assurer le continent. Il est temps enfin que le sang autrichien, que les pleurs de tant de familles soient échangés contre l'or britannique.

Le soussigné s'empressera d'ouvrir les conférences dès que M. le comte de Metternich lui indiquera.

Cette note était très remarquable ; elle contenait une argumentation serrée, précise, vraie ; basée sur des faits incontestables ; M. de Metternich répondit par une argumentation décolorée et sans consistance, qu'on trouvera plus loin.

Le 23, Joseph reçut la dépêche télégraphique de Talleyrand :

que, lors des préliminaires de la paix, le premier Consul a exigé la dispersion de la levée en masse qu'il a dû prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher la réunion des Anglais et des Français à Livourne, et que vous avez réclamé des conventions de Marenco.

L'ambassadeur français répondit de suite :

Le courrier parti hier avec ma dépêche, vous dira que le but de votre dépêche télégraphique a été rempli relativement à la Toscane.

La réponse de M. de Cobenzl à la dernière note si importante de Joseph se fit attendre long-temps. Le ministre autrichien était évidemment embarrassé ; il attendait des instructions de Vienne et cherchait à gagner encore du temps. Cette réponse fut envoyée à Paris avec la lettre suivante :

Citoyen ministre, j'ai eu l'honneur de vous adresser, le 22 novembre, copie de ma note à M. de Cobenzl. Je n'ai pas eu de vos nouvelles depuis cette époque ; ce n'est qu'hier au soir que j'ai reçu sa réponse, dont je vous envoie copie. Je retarderai ma réponse dans l'attente de vos dépêches, pour ne pas me trouver dans une position différente de celle que le gouvernement peut désirer, surtout par rapport à la Toscane. M. de Cobenzl ne reçoit pas de courrier régulier ; il n'a pas encore de réponse à ses lettres du 30 octobre, au moins m'en assure-t-il ;

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 28 novembre 1800.

ces sentiments de candeur et de loyauté  
tinguent ; en ne voulant pas céder aux in-  
du du gouvernement français pour une paix  
S. M. I. s'est conduite comme S. M. B., au-  
quelle le gouvernement français a fait les  
marches avec aussi peu de succès ; qu'il  
à l'un et à l'autre de persévérer dans ces dé-  
fondées sur la bonne foi et l'intérêt des dé-  
que , cependant , S. M. B. était bien loin  
s'opposer à la pacification de l'Europe ; qu'il  
prête à envoyer ses plénipotentiaires et  
que les passe-ports du gouvernement fran-  
Granville termine en autorisant M. de  
comme ministre d'une puissance alliée , à  
près du gouvernement français les démar-  
saires pour faire admettre au congrès les  
tiaires anglais.

M. de Cobenzl a depuis ajouté, et sur une  
longue conversation que j'ai eue avec lui hier  
que si le gouvernement français voulait ap-  
plénipotentiaires anglais , l'armistice n'en  
conclu par l'Angleterre aux mêmes condi-  
les Anglais l'avaient proposé d'abord lors-  
question de traiter séparément avec eux ;



et démontré que les Anglais voulaient prolonger  
erre sur le continent ; qu'alors elle serait auto-  
à rompre toutes ses relations et à traiter avec  
se séparément ; mais que, pour cela, il fallait  
être au préalable le plénipotentiaire anglais au  
du.

triste , M. de Cobenzl n'a pas changé de dis-  
et les phrases que je viens de vous transcrire  
les deux seules variantes depuis vingt jours.

vingt-cinq courriers à Paris ; je vous prie, Citoyen  
tre , de m'en renvoyer un , ne fût-ce que pour  
ancer la réception de ma lettre d'aujourd'hui ,  
mont de celle du 22 novembre. »

quelque peiné que soit le soussigné, du peu  
de ses représentations instantes et réitérées  
faire disparaître la seule entrave qui s'était op-  
jusqu'ici à l'ouverture des conférences, quel-  
un d'espoir qu'il dût lui en rester après le con-  
le la note que le citoyen ministre de la Républi-  
anaise lui a fait remettre le 22 novembre, il  
implirait pas les intentions pacifiques de son au-  
maitre, si, en répondant à cette note, il n'ajou-  
s aux éclaircissements déjà si souvent répé-  
; preuves les plus évidentes du peu de fonde-  
les moyens que l'on emploie pour rejeter sur  
l. l'obstacle qui arrête la négociation.

t lorsque les troupes de l'Empereur se repo-  
r l'engagement formel, contracté par l'armis-  
ue la Toscane est hostilement envahie ; S. M.  
e contre cette violation. Une demande aussi

Note de M. de  
Cobenzl.

ceux des neutres qui unissent l'Autriche à l'occupation des États de l'auguste frère, appelée un mouvement défensif ! Quelle manière d'attaquer, si ce n'est d'entrer en mée sur un territoire qui, en vertu des traités subsistants, devrait être respecté ?

Ni la convention de Marengo, ni aucun des traités qui ont suspendu les hostilités, n'ont été ratifiés par les gouvernements respectifs, et n'avaient pu l'être suivant l'usage établi ; c'est ce qui a été démontré par la note du sous-signé du 14 mai. Dès lors la convention de Vérone était à l'abri de toutes celles qui l'ont précédée ; et, dès lors, c'était très légitimement que les troupes autrichiennes occupaient tout le pays ; et, par conséquent, cette même convention, et le gouvernement français, était d'autant moins en droit de la désavouer. Toutes les conventions militaires conclues entre les généraux respectifs ont été fidèlement exécutées par S. M. sans aucune ratification de sa part ; et c'est très illégitimement que l'on a pris prétexte de la convention de Vérone pour s'en servir pour occuper la Toscane ; sans doute que dans la convention de Castiglione, qui n'était que dilatoire, il ne s'agissait pas de ce grand duché ; et

chaque Etat est autorisé. Le soussigné est  
duire la correspondance des généraux res-  
si atteste qu'aucune plainte fondée n'a été  
ativement à des désordres qui auraient eu  
du territoire de la Toscane, et quant au  
mécontentement des sujets du grand-duc,  
is concerné ceux qui étaient destinés à dé-  
Etats contre une invasion étrangère. La  
soussigné au ministre des relations exté-  
la République française, en date du 14 oc-  
tenait tout ce qui a été répété depuis, sa-  
les troupes de l'Empereur étaient en droit  
la partie du Ferrarais qu'on voulait leur  
t que rien n'autorisait à se plaindre d'une  
simple précaution, telle que la levée en  
s la Toscane. Il en est de même des dispo-  
auraient pu faire les alliés de S. M. pour  
ée de venir à son secours, en cas d'une  
gression; quelle est la convention sur la va-  
laquelle on pourrait compter, si des deux  
attractantes, l'une n'aurait pas droit aux  
sures de défense que l'autre, et si ces  
ures pouvaient servir de prétexte à une

occupant également quelque province à leur séance, ainsi qu'on l'indique dans la note du 25 novembre; mais ils connaissent trop la scrupuleuse exactitude de leur auguste souverain à remplir ses engagements, pour jamais se permettre de pareilles entreprises. Ce ne sont pas là les précautions qu'ils croient devoir prendre, quelque avantage qu'il y en résulter pour le moment.

Il est certain que, dès le principe de la révolution, la nation française avait solennellement proclamé son amour pour la paix et sa résolution de ne pas faire de conquêtes; l'Europe a vu comment ce système a été suivi! Sans vouloir engager de nouvelles discussions sur la première origine d'une guerre à laquelle l'Empereur s'est vu forcé à regret et que S. M. l'Empereur si vivement de voir terminée, il suffit de revenir au traité de Campo-Formio, et personne ne peut disconvenir que le Directoire, après s'être refusé à exécuter les stipulations les plus essentielles, n'a pas moins attaqué l'Autriche et détruit la bonne harmonie déjà rétablie.

Que l'on relise avec impartialité toutes les communications qui ont eu lieu entre les deux gouvernements, elles prouveront que le langage de l'Empereur a toujours été uniforme, et que S. M. l'Empereur ne s'est jamais refusé à ce qui pouvait amener une pacification, objet de ses vœux les plus ardents, s'y constamment montrée disposée en combinant ses marches avec les engagements qui l'unissaient au roi de la Grande-Bretagne, et ne demandant qu'à être assurée de la sincérité des dispositions du

vement français pour une paix juste et équitable;  
 à son très grand regret, S. M. n'a pu recon-  
 naître des dispositions analogues à ses sentiments, ni  
 les sacrifices qu'on a exigés d'elle pour de  
 les armistices, ni dans l'invasion de la Toscane,  
 ns le refus d'admettre son allié aux conférences  
 la paix, d'après ce qu'elle avait toujours annoncé  
 indispensable pour avoir elle-même la faculté  
 helure, ni même dans tout ce qui s'est passé  
 qu'elle s'est empressée d'envoyer son pléni-  
 tiaire à Lunéville. Ce sont là des faits à opposer  
 surances générales que l'Empereur avait si  
 cœur de voir réaliser; et, quant à l'Angleterre,  
 tion de lord Minto, analogue aux engage-  
 des deux alliés, ne peut jamais être envisagée  
 comme une disposition favorable à la paix; ces  
 engagements, qui obligent également l'Empe-  
 le Roi de la Grande-Bretagne à se refuser à  
 égociation directe à laquelle son allié ne par-  
 it pas, n'entraverait nullement une négocia-  
 mune dès que la République française voudra  
 r les mains, d'après les instances que le sous-  
 été chargé de réitérer en toute occasion.  
 qu'on veuille faire envisager les différentes  
 ions d'hostilités qui ont été successivement  
 ou prolongées comme des facilités auxquelles  
 e aurait consenti dans l'espoir de la paix, il  
 endant de notoriété publique, que presque  
 renouvellement d'armistice en Allemagne a  
 ompagné de quelques sacrifices de la part de  
 eur, qui attestent son empressement à mettre



gociation séparée de l'Angleterre; qu'il déjà été dit dans la note du 18 novembre, le comte de Lehrbach s'en était formellement déclaré avec le général de brigade Lahorie, et il est de fait : Que c'est pour n'avoir rompu les liens qui unissent S. M. avec la Grande-Bretagne, que les hostilités sont momentanément recommencées, malgré la proposition soussignée pour une prolongation d'armistice à la négociation.

La réponse de M. le baron de Thugut, du 5 novembre, n'est pas moins formelle que les dispositions de la lettre du ministre des relations, du 24 août, citées dans la note du 22, en appuyant de nouveau sur l'inséparabilité de la France et de l'Angleterre pour la pacification. Cette réponse détruit le soupçon d'un changement dans les dispositions pacifiques de l'Empereur, prouvant que le traité avec l'Angleterre, tant moins produit quelque altération pendant le séjour de M. de Saint-Julien, qu'ayant été conclu le 20 juin, il était au plus de quinze jours au départ de cet officier.



ne accepte l'armistice maritime tel qu'il est é par son gouvernement.

liste donc un projet d'armistice maritime sur les deux gouvernements pourraient être d'act qui ne serait pas contraire à leurs intérêts ifs. La République française, en refusant de tre pour une négociation commune, prouve ne veut pas la paix générale, qu'elle n'a pour e de séparer les alliés.

rait superflu de démontrer l'intérêt que l'Au- et l'Angleterre ont de conclure la paix en m, l'évidence en est manifeste; cet intérêt sera elui de la République française dès qu'elle nnera le plan funeste de les désunir pour leur sement mutuel, de terminer avec l'un des our accabler l'autre de la totalité de ses ; sous ce rapport, ce qui se traite avec un peut être étranger à l'autre; il est clair négociation simultanée ne remplit pas l'objet égociation commune, et que si la première analogue à une continuation de vues hostiles, de est la seule qui puisse mener à une paci- générale.

dit-on, la cour de Londres ne veut faire au- cession pour être admise au même congrès allié. Depuis quand les concessions sont- ispensables à un armistice? Et celles aux- 'Empereur a pu se rendre par amour pour doivent-elles donc être renouvelées à cha- ision?

ut supposer que la présence d'un plénipo-

un terme à l'effusion du sang humain, celui de Hohenliden a entraîné la remise des trois forteresses qui auraient contribué à arrêter les progrès de l'armée française. Il pouvait d'autant moins être sous-entendu, que cette convention serait suivie d'une négociation séparée de l'Angleterre; qu'ainsi qu'il a déjà été dit dans la note du 18 novembre, M. le comte de Lehrbach s'en était formellement expliqué avec le général de brigade Lahorie, et il est également de fait : Que c'est pour n'avoir pas voulu rompre les liens qui unissent S. M. avec le Roi de la Grande-Bretagne, que les hostilités sont encore au moment de recommencer, malgré la proposition du soussigné pour une prolongation d'armistice nécessaire à la négociation.

La réponse de M. le baron de Thugut, en date du 5 novembre, n'est pas moins formelle que les expressions de la lettre du ministre des relations extérieures, du 24 août, citées dans la note du 22 novembre, en appuyant de nouveau sur l'inséparabilité de l'armistice et de l'Angleterre pour la pacification. Cette réponse détruit le soupçon d'un changement survenu dans les dispositions pacifiques de l'Empereur, en prouvant que le traité avec l'Angleterre avait d'autant moins produit quelque altération à cet égard, pendant le séjour de M. de Saint-Julien à Paris, qu'ayant été conclu le 20 juin, il était antérieur de plus de quinze jours au départ de cet officier général.

Dans la note remise par le citoyen Otto au ministre anglais, le 16 septembre 1800, la République

n'attend qu'un passe-port pour se rendre aux négociations ; que la conclusion de l'armistice maritime ne tient qu'à admettre pour une négociation commune ce que l'on est prêt à accorder à traiter séparément ; le soussigné n'a certes pas prévu la difficulté qui entrave encore l'ouverture des négociations conformes , surtout après les déclarations réitérées des sentiments pacifiques du gouvernement français, et l'instance immuable du cabinet de Vienne pour ne traiter qu'en commun.

Même on voulait admettre que l'armistice sur le continent est de quelque avantage aux alliés , ce qui n'aurait encore été contesté, il n'a été que trop facilement acheté par les concessions qui l'ont acquis. L'armistice naval , que l'on reconnaît utile à la France , pourrait être conclu si elle insistait à ce que l'Angleterre achète son avantage au congrès par quelque concession ; comment donc possible d'avancer que ce sont les alliés qui refusent l'armistice général , après les sacrifices faits par l'Autriche, et lorsque l'Angleterre est prête à conclure un armistice maritime dont les avantages seraient compensés.

En se bornant ainsi à quelques-unes des observations dont était susceptible le mémoire du 22 novembre, que le soussigné se réfère pour le reste au contenu de ses notes précédentes, en ajoutant seulement la dénonciation de l'armistice, à laquelle a terminé le gouvernement français, le met dans le cas d'attendre les ordres qui lui seront envoyés par l'Empereur, après que S. M. en aura délibéré.

belligérantes entrent en conférence, et celui qui péchera l'œuvre salutaire de la paix, méritera le que lui sera encourir la prolongation des maux de l'humanité.

L'Angleterre ne se refuse nullement à un traité maritime. Elle est prête à conclure ce qui n'entraîne aucune concession, celui auquel la République française consent également pour le cas d'une négociation séparée. S. M. B. déclare formel qu'aussitôt que les passe-ports nécessaires seront livrés, son plénipotentiaire se rendra à Londres. Qui pourrait disconvenir d'après cela, qu'il dépend absolument que de la République française de mettre fin à toutes les difficultés sans compromettre ses intérêts, et d'accélérer l'ouverture des négociations de la seule manière qui puisse en produire une prompte et heureuse issue? Après la promesse avec laquelle l'Empereur n'a cessé d'insister sur l'admission d'un plénipotentiaire anglais au congrès où il envoyait le sien, il aurait été de

erre, relatives aux négociations de la paix ; je les  
is dans le moment ; je m'empresse de vous les  
parvenir. »

pièces étaient celles formant la correspondance  
l. Otto, chargé en Angleterre de l'échange des  
niers, et, au mois de juillet 1800, de faire des  
tures au gouvernement anglais pour la paix,  
tures qui n'eurent pas de succès, la France de-  
ant un armistice naval et l'Angleterre le re-

itoyen, j'ai reçu votre dépêche du 28 no-  
e ; je vous ai annoncé la réception des précé-

Talleyrand à  
Joseph, 3 déc.  
1800.

arait chaque jour plus manifeste que l'Empe-  
est laissé persuader de ne point séparer sa  
le celle de l'Angleterre, et qu'il préfère courir  
la chance d'une campagne. Vous verrez par le  
s de M. Pitt au Parlement, que le ministre an-  
la parole de l'Empereur qu'il ne traitera pas  
nt ; quoiqu'il y ait donc peu de chose à atten-  
la continuité de vos discussions écrites avec  
Cobenzl, il convient cependant d'y donner  
qui sait si à la dernière heure, et après les  
s coups de canon, l'on ne verra pas s'évanouir  
sistance opiniâtre du plénipotentiaire autri-  
1). Puisque cette campagne a été rendue né-

---

et ce qui arriva.

cessaire, tout est en mouvement pour qu'elle soit décisive, et il suffira peut-être de quelques succès de notre part pour dissoudre subitement cette alliance de l'Autriche et de l'Angleterre que l'on affecte de représenter si étroite et si solide.

Jusque-là, j'avoue que la négociation dont vous êtes chargé ne consiste guère que dans une polémique assez fastidieuse; mais elle n'est pas sans un grand intérêt, puisqu'il s'agit d'établir pour l'opinion du peuple français et pour celle de l'Europe, que la France n'a pas cessé de vouloir la paix sincèrement; que l'Angleterre et l'Autriche en ont éloigné seules la conclusion, l'Autriche en refusant d'ouvrir la négociation à Lunéville sans le concours de l'Angleterre, l'Angleterre en refusant de faire ce qui était indispensable pour qu'elle pût agir concurremment avec l'Autriche, et en rompant elle-même la négociation préalable qui avait été entamée avec elle à ce sujet.

Ceci doit trouver place dans votre réplique à M. de Cobenzl. Pour ne rien vous laisser ignorer de ce qui est relatif à nos pourparlers avec l'Angleterre, je vous envoie le seul exemplaire des pièces imprimées à Londres que j'ai, je me proposais de vous en transmettre la traduction qui s'imprime ici, mais elle a été retardée par le fait de l'imprimeur.

Les hostilités, cependant, avaient été reprises en Allemagne, et, le 22 novembre, Moreau se mit en mouvement; le 3 décembre, il gagna sur les Autrichiens la belle bataille de Hohenliden. Joseph et



les Français à Hohenliden ;

l'état de cette journée, une des plus glorieuses pour les armes françaises, a été de 80 pièces d'artillerie, 100 caissons, et de 9 à 10 mille prisonniers ennemis. »

Le ministre allait apporter des modifications au projet de la question au congrès de Lunéville, Joseph n'avait pas encore reçu cette lettre, lorsqu'il écrivit à Talleyrand la lettre suivante, et qui, déjà, changeait complètement :

« Le ministre, dans plusieurs entretiens que j'ai eus avec M. de Cobenzl, nous étions parvenus d'accord que l'Autriche et la France ont un égal intérêt à terminer la guerre, que de la paix pouvait résulter le repos de l'Europe, l'honneur des deux plus puissantes nations de l'Europe ; que jamais circonstance n'était plus favorable ; que l'Italie, déjà occupée par les armées françaises et autrichiennes, pourrait servir de base pour les indemnités qui, par

Joseph, 3 décembre 1800.

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 3 décembre 1800.

passions humaines, à la suite d'une  
d'une guerre aussi extraordinaire. Ces  
faisaient regretter que les deux gouver-  
pussent pas s'entendre, et, de part et d'  
regrettions de voir reléguer un plan aus-  
la série des projets chimériques.

Il est inutile d'observer que des dis-  
genre n'avaient rien d'officiel ni de direc-  
ni de l'autre ; quant à moi, je n'avais auc-  
tion dans ce sens.

Aujourd'hui, M. de Cobenzl m'a fait  
passer chez moi, il m'a annoncé le retour  
de M. Lefebvre, employé à son secrétar-  
vée d'un courrier. Il m'a avoué qu'il avai-  
sonnellement à l'Empereur quelques-une  
que nous nous étions dites, qu'il s'était  
observations que S. M. semble avoir  
agréées, puisqu'elle lui écrivait, elle-m-  
premier aperçu lui a paru propre à donner  
des discussions ultérieures et à un exam-  
qu'en conséquence, elle l'autorisait à tra-  
*sous le sceau du plus grand secret*, si  
français est lui-même autorisé à négocier  
pereur exigeait préalablement un engage-

lors de l'année de 1756; que la France  
e traiteraient en réalité, et que la base  
indiquée ci-dessous; que cependant la foi  
patente qui la lie *jusqu'au mois de février*,  
Autriche à insister sur l'admission d'un  
laire anglais; qu'au reste, l'époque de son  
pourrait être déterminée par la France,  
ait aux engagements de l'Autriche que le  
laire anglais fût admis, bien entendu que  
on véritable entre la France et l'Autriche  
trangère, qu'elle pourrait être fort avan-  
l'arrivée du ministre anglais; que non-  
l'obligation patente que l'Autriche avait  
ux yeux de l'Europe, la forçait à insister  
ssion du plénipotentiaire anglais, mais  
lmission était nécessaire pour marquer la  
égociation et détruire dès leur naissance  
s qui pourraient se former dans les autres  
a voyant la prolongation du séjour du mi-  
chien à Lunéville, s'il y était encore très  
seul avec le ministre français et qu'il n'y  
résultat de leurs négociations.

M. L., en consentant à traiter ainsi, avait  
enir du gouvernement français le même

avant l'envahissement de la Toscane ; qu'il était juste de revenir sur une opération militaire qui avait été battue dans l'esprit de S. M. la confiance qu'elle avait dans la loyauté et la bonne foi du premier Consul.

Qu'une campagne d'hiver ne pouvait que détruire les deux armées sans que l'une ni l'autre obtînt des succès décisifs, et qu'il était déraisonnable que deux gouvernements destinés à être amis et alliés voulussent la destruction mutuelle de leurs armées ; qu'il finissait par lui ordonner, dans le cas que le gouvernement français ne voulût consentir ni à l'armistice, ni à l'admission d'un plénipotentiaire anglais, de se retirer à Francfort pour être à portée d'attendre la détermination du gouvernement français pour une négociation commune.

M. de Cobenzl ajouta qu'il était prêt à entrer en négociation secrète et séparée, et à signer préalablement l'engagement mutuel pour le secret le plus absolu et la restitution des pièces en cas de non-réussite.

J'ai répondu à cette communication, qu'à en juger par mes propres lumières, la paix et même une alliance avec l'Autriche me semblaient utiles ; mais que, pour le moment, je ne pouvais que me référer à mon gouvernement sur ce qu'il venait de me dire, et lui demander les ordres et instructions qu'il jugerait convenable ; que quelque confiance que je misse dans tout ce qu'il m'avait communiqué, il me semblait difficile que, sur ce simple référé de notre conversation, et même d'après l'engagement signé de garder le secret le plus inviolable, mon gouvernement pût se résoudre à admettre le plénipotentiaire anglais

suspendre les hostilités, obstacles graves, difficiles qui, jusqu'ici, avaient empêché la négociation par laquelle la maison d'Autriche se trouverait avoir levés sans simple dire et un engagement préliminaire ne signifiait par lui-même ; qu'il devait sentir qu'il était impossible au gouvernement français de terminer aussi légèrement ; que quant à l'ordre de retirer à Francfort, dans le cas de la négative du premier Consul, je lui demandais s'il consignerait une note cette signification, et il répliqua qu'il n'était superflue dans ce moment, et qu'il la retirait pour une époque qu'il ne désirait point.

Lui demandai quelques instants après, par forme de conversation, ce qu'il ferait si l'on admettait un traité préliminaire anglais et que l'on insistât sur la suspension des hostilités ; il me répondit qu'il avait vu ce cas, qu'il avait déjà consulté sa cour, qu'il avait vu ses ordres, et que, dans tous les cas possibles, il ferait personnellement tout ce qui dépendait de lui pour ne quitter Lunéville qu'à la dernière extrémité.

Il voulut aussi pressentir quelle serait sa condition si nous mettions à la suspension des hostilités la ratification des préliminaires antérieurement signés sans la participation de l'Angleterre.

Il me répondit qu'il préférerait un traité séparé, définitif, sans préliminaires ; que, cependant, si la déclaration de guerre le gardait le secret avait précédé, il paraît qu'il n'était possible de signer des préliminaires s'ils reposaient sur des bases équitables, telles que serait l'échange accordé à l'Autriche, en Italie, de ce qu'elle

dans une conversation ; qu'il avait pris sommaires signés du temps des hostilités, le sa cour.

Il vous sera facile de lier les résultats et transmits, comme ils l'ont été naturellement une conversation de trois heures.

Je ne me permettrai pas d'autres réflexions centre des affaires politiques générales d vous saurez discerner ce qui convient à pour le bien de la France et le repos de l' dois seulement ajouter qu'il me semble q net de Vienne veut éviter la guerre , mais crois pas cependant qu'il traite séparéme ville, au moins sans le concours person fluence fictive du plénipotentiaire anglais.

M. de Cobenzl m'a répété plus d'un l'Autriche ne pouvait abandonner l'Angle tant qu'elle serait sûre de la France, et dans ce cas, elle ne pouvait le faire ost qu'à la fin de février ; mais qu'au reste, en serait le même pour la France et pour qu'il désirait aussi, dans l'hypothèse des pr séparés, que l'armistice fût prolongé jusqu que les troupes françaises se retirassent si



prouvées par S. M. : qu'il voulait entièrement ma confiance, à laquelle il avait droit, et qu'il devait comme un premier moyen pour établir deux gouvernements entre eux et arriver au rapprochement solennel.

Il m'a lu ses premières dépêches, dans lesquelles il rend un compte circonstancié de tout ce qui s'est passé à Paris ; il ne dissimule pas la vivacité brusque du premier Consul à sa dernière entrevue ; il dit, à ce sujet, qu'il n'a jamais été traité avec aucun souverain ; il rappelle sa mission au grand Frédéric, qui se termina par la guerre de Catherine II et de Paul 1<sup>er</sup>, et il dépose à l'oreille de S. M. le désagrément du congé du premier Consul. Il parle de notre arrivée à Lunéville, de nos entretiens ; il entre dans beaucoup de détails ; j'ai observé qu'en général il met dans ma bouche ce qu'il n'ose pas dire ; il me prête un propos que je n'ai jamais dit, et qu'il m'a dit lui-même le premier soir de son arrivée : *Celui-ci n'est pas au ministre de S. M. I., mais à M. de Coblenz ; c'est moi qui parle, en lui disant que si l'empereur François se conduisait toujours par ses propres principes, comme Frédéric-le-Grand, Catherine ou Marie-Thérèse, on pourrait traiter avec moins de difficulté.* J'ai trouvé ce propos hardi sous la plume d'un homme de cœur, et je lui ai observé que je n'aurais pas tout ce qu'il me fait dire ; il m'a répondu que la lecture de la lettre de l'Empereur, qui est pleine d'amitié, de bonté et de confiance. En voici quelques traits : « Je ne trahirai pas la foi pul-

de historique ; je m'interdis  
 erez comme moi et avec  
 se ici peut vous être  
 es autres points de

est que M. de  
 rochement de la  
 rance ; qu'il sent qu'au  
 e tient son crédit ; qu'il fait  
 que l'Empereur a de la confiance en  
 prince désire vivement la paix, mais que  
 ient bien à cœur, et qu'il serait fort heu-  
 us obtenions incessamment quelques suc-  
 i faire interpréter raisonnablement les  
 acifiques et modérées du gouvernement

que l'on vient à l'application des princi-  
 Cobenzl est aussi exigeant ici qu'à Paris ;  
 que ces conversations n'ont rien d'officiel  
 ; mais elles ne servent pas moins à me-  
 tre ses prétentions.

avec impatience les ordres du gouverne-  
 directions ultérieures. »

ministre, vous trouverez ci-joint la note  
 devoir adresser à M. de Cobenzl, en ré-  
 enne du 26 novembre. »

Joseph à Tal-  
 leyrand. 4 dé-  
 cembre 1800.

signé aurait à regretter d'avoir fait in-  
 plus justes représentations à M. le comte  
 sur la convenance commune d'entamer

Note de Jo-  
 seph à M. de  
 Cobenzl.

me donner une plus grande preuve de sa confiance et de sa bonne foi qu'en me faisant lire les pièces dont je viens de vous rendre compte ; je répliquai qu'en tant pour éviter de lui prêter des propos qu'il n'aurait pas tenus ou qui ne seraient pas exactement exprimés, que pour lui donner un témoignage réciproque de ma confiance, j'allais lui donner lecture de ma dépêche du 12, qui contient la relation de ce qu'il m'avait dit, en le priant de rectifier ce qu'il m'avait dit pas. Après avoir lu ma dépêche, il a ajouté qu'il la signerait, tant elle exprimait littéralement ce qu'il m'avait dit la veille.

Après cette conversation, nous nous sommes retirés chez moi où nous avons passé la soirée. En route, il m'a tenu ce discours : « Vous ne pouvez pas douter de notre bonne foi et de notre bonne volonté ; pour quoi se battre ? Vous m'avez dit, lors du passage du général Moreau, que vous pouviez faire prolonger l'armistice si je consentais à traiter séparément ; pourquoi ne seriez-vous pas suspendre les hostilités ; je suis autorisé à traiter séparément. » Vous devinez sans doute ma réponse, Citoyen ministre ; il ne trouva rien à répliquer : il sentit la différence qu'il y a entre retarder la reprise des hostilités, ou faire un nouvel armistice, entre un traité séparé et patent et un traité secret.

Dans ses instructions, on entre dans le détail du mode du traité secret : il serait signé, ratifié, échangé du jour réel de sa date, et puis signé, ratifié et échangé dans les premiers jours de mars, en brûlant les premières copies du traité.

se dispenser, en conséquence, de relever l'ironie que M. de Cobenzl paraît avoir conçue et les inductions qu'il en a tirées.

À l'occupation de la Toscane, elle est la levée en masse, du refus d'évacuer le Ferraro, puisqu'il faut le dire, des défiances que le gouvernement français a été forcé de concevoir. Tout cela, d'ailleurs, justifie de plus en plus cette opération jusqu'aux arguments mêmes employés pour lui donner un vernis défavorable. Quelle analogie, en fait, la levée en masse avec les conscriptions qui ont eu lieu dans les États de S. M. I. sur le territoire de la France et de ses alliés. C'est à S. M. I. comme au gouvernement français d'établir aucune comparaison. Qu'on admette d'un autre côté, que la convention de Vérone a légitimé l'occupation du Ferraro, le gouvernement français n'a-t-il pas réclamé aussitôt la convention faite à son insu? N'a-t-il pas voulu qu'on rentrât dans les termes de la convention de Marengo? Après avoir poussé la déférence qu'elle pouvait aller, n'a-t-il pas déclaré qu'il n'aurait si on éludait plus long-temps de lui donner satisfaction? Certes il avait le droit de se faire

de bonne foi des négociations directes, s'il ne lui restait l'espérance que S. Exc. a plutôt voulu se ménager le temps de consulter sa cour que répondre promptement des instances dictées par un sentiment profond des intérêts respectifs.

C'est dans cet esprit que le soussigné répondra à la dernière note de S. Exc., en date du 26 novembre, et il pèsera peu sur toutes les réflexions dont elle serait susceptible, s'il pouvait être utile de la réfuter.

Loin que les observations du soussigné soient atténuées par celles de M. le comte de Cobenzl, relativement à l'Angleterre, elles semblent en recevoir une force nouvelle. En effet, S. Exc. se borne à établir en assertion que l'Angleterre et l'Autriche ont intérêt à ne faire qu'une paix conjointe, et elle évite de tranquilliser la France sur les résultats inévitables de la différence des objets dont chacun des deux alliés doit traiter. Que les négociateurs des trois puissances belligérantes, dit S. Exc., entrent en conférences communes, et celui qui empêchera l'œuvre salutaire de la paix méritera le blâme que lui fera encourir la prolongation des maux de la guerre ; cependant ces maux seraient prolongés ; la chance du blâme serait la seule que pourrait encourir leur auteur, et S. Exc. ne laisse pas entrevoir une autre issue. C'est parce que le gouvernement français pense qu'en définitif l'humanité aurait encore à gémir et qu'il désire ardemment de mettre un terme à tant de calamités, qu'il a insisté sur des précautions propres à intéresser également les belligérants à la conclusion d'une paix commune. Au reste, le gouvernement anglais s'étant per-

ussions qui viennent d'avoir lieu au Parlement  
 et terre, ont trop manifestement prouvé que le  
 nement français avait été amusé jusqu'ici,  
 e peut légèrement se fier aux ouvertures qui  
 it faites aujourd'hui.

attention du premier Consul est que vous fassiez  
 tre à M. de Cobenzl, par voie de conversation  
 communication *inofficielle*, ainsi qu'il a fait  
 me :

le gouvernement français ne peut plus ad-  
 , avec quelque modification que ce soit, les  
 tentiaires anglais aux conférences de Luné-

il ne peut consentir à une nouvelle suspension  
 s, qu'autant que la paix définitive serait con-  
 signée, sinon publiquement, au moins secrè-

si M. de Cobenzl a des pouvoirs pour traiter,  
 conclure et signer le traité définitif dans qua-  
 uit heures.

dans ce cas, la paix étant ratifiée par l'Em-  
 et la France, les ratifications échangées dans  
 de vingt jours, le traité pourrait demeurer  
 usqu'à la fin de février, et que les hostilités  
 immédiatement suspendues au moyen d'un  
 e simulé.

demanderez à M. de Cobenzl que, s'il a des  
 s, il veuille bien en donner connaissance, et,  
 cas où il les montrerait, sans consentir à les  
 r, vous en donnerez avis au premier Consul,  
 télégraphe et par courrier extraordinaire.



a dit que, depuis, cette question était devenue oiseuse; elle l'est plus que jamais; ce n'est sans doute pas en ce moment que l'évacuation, soit du Ferrarais, soit de la Toscane, peut être mise sur le tapis, puisque les circonstances générales de la situation de la France envers l'Angleterre et l'Autriche, ont malheureusement nécessité la reprise des hostilités, et de nouveau renvoyé aux décisions de la fortune les objets sur lesquels on n'a pu s'entendre.

Le soussigné est donc fondé à persister dans le contenu de ses notes précédentes: il prie instamment M. le comte de Cobenzl d'abandonner le change des discussions dilatoires pour entrer sincèrement dans des explications conciliatrices, et il lui renouvelle l'assurance de sa haute considération. »

A la lettre si curieuse de Joseph, en date du 4 décembre, Talleyrand s'empessa de répondre le 7, par la dépêche suivante, dictée par le premier Consul, ou du moins émanant de lui.

Talleyrand à  
Joseph. Paris, 7  
décembre 1800.

« Citoyen, je n'ai pas perdu un moment pour mettre sous les yeux du premier Consul votre intéressante dépêche du 2.

Les nouvelles communications de M. Cobenzl ont été, comme vous pouvez le croire, l'objet des plus sérieuses méditations du premier Consul; mais il n'a pu juger que les propositions verbales faites au nom de la cour de Vienne, fussent acceptables telles qu'elles sont présentées. M. le comte de Cobenzl peut et doit protester de la sincérité de son gouvernement; mai-

discussions qui viennent d'avoir lieu au Parlement d'Angleterre, ont trop manifestement prouvé que le gouvernement français avait été amusé jusqu'ici, et ne peut légèrement se fier aux ouvertures qui sont faites aujourd'hui.

L'intention du premier Consul est que vous fassiez maître à M. de Cobenzl, par voie de conversation et de communication *inofficielle*, ainsi qu'il a fait lui-même :

que le gouvernement français ne peut plus admettre, avec quelque modification que ce soit, les propositions anglaises aux conférences de Luné-

ville, s'il ne peut consentir à une nouvelle suspension d'armes, qu'autant que la paix définitive serait conclue et signée, sinon publiquement, au moins secrètement.

Qu'il dise si M. de Cobenzl a des pouvoirs pour traiter, et conclure et signer le traité définitif dans quatre-vingt heures.

Ensuite, dans ce cas, la paix étant ratifiée par l'Empereur et la France, les ratifications échangées dans l'espace de vingt jours, le traité pourrait demeurer en vigueur jusqu'à la fin de février, et que les hostilités soient immédiatement suspendues au moyen d'un armistice simulé.

Vous demanderez à M. de Cobenzl que, s'il a des propositions à faire, il veuille bien en donner connaissance, et, dans le cas où il les montrerait, sans consentir à les discuter, vous en donnerez avis au premier Consul, par télégraphe et par courrier extraordinaire.

Si la négociation s'ouvre sur-le-champ, voici à quelles conditions vous pouvez conclure un traité définitif.

1° La ligne du Rhin pour la République.

2° En Italie, la ligne du Mincio, plus tout le Mantouan, jusqu'à l'Oglio.

3° Au grand-duc de Toscane, le Ferrarais, la Romagne, le Bolonais.

4° A la Cisalpine, la Sessia, le Mincio pour limites, ce qui comprend Parme et Modène.

5° Au duc de Parme, la Toscane.

6° Au roi de Sardaigne, le Piémont, jusqu'à la Sessia.

7° A Gênes, les fiefs impériaux, Oneille, Loano et Lucques.

8° La Valteline restera à la Cisalpine.

9° La Suisse aura un gouvernement indépendant.

10°. L'Empereur stipulera pour l'empire.

Si ces conditions ne sont pas acceptées par l'Empereur, la guerre ayant son cours, le principe des indemnités ne sera plus admis par la France.

Aussitôt que cette dépêche vous sera parvenue, vous pourrez en donner communication confidentiellement à M. de Cobenzl, et vous lui demanderez réponse définitive dans le plus bref délai, qui ne pourra être de plus de trente-six heures, parce que le premier Consul n'attend que la décision du plénipotentiaire autrichien pour se rendre à l'armée ou rester à Paris. Tous ses vœux sont pour la paix, mais tous ses soins sont à la guerre, puisque, ayant épuisé tous ses moyens de conciliation, il n'a plus que la



des armes pour terminer la longue et déplorable guerre qui ravage le continent. »

Le premier Consul se lassait des tergiversations de l'Autriche, de tous les moyens employés par cette puissance pour gagner du temps et nous arrêter dans nos succès. La menace du départ du général Moreau pour se mettre à la tête des armées de la République, pouvait et devait produire un grand effet : ce qui eut lieu. A cela vint se joindre la nouvelle de la glorieuse victoire de Hohenliden, gagnée par le général Moreau. M. de Cobenzl ne parut pas néanmoins disposé à traiter sérieusement ; mais les événements de la guerre, les succès toujours croissants de Moreau, l'y forcèrent bientôt.

Talleyrand, dès qu'il connut la victoire de l'armée française, se hâta d'en informer Joseph qui reçut les lettres suivantes :

« Quoique je n'aie pas encore de détails sur l'issue immense que l'armée du général Moreau vient de remporter, et que peut-être vous en soyez instruit, je ne veux pas, Citoyen ministre, perdre un instant pour vous en faire part.

« Le 9 décembre, le général Moreau a été attaqué à Hohenliden, au moment où il se disposait à prendre la offensive ; tous les corps de l'armée se sont successivement engagés ; la victoire s'est toujours disputée, pendant trois heures et demie, elle s'est décidée en faveur des Français. L'ennemi a été culbuté de tout côté ; nous avons fait dix mille prisonniers, dont trois

Talleyrand  
Joseph. Paris  
9 décemb. 1806

généraux et plus de cent officiers, pris quatre-vingt-dix pièces de canon et deux cents caissons. Au moment du départ du courrier, on poursuivait l'ennemi qui était en pleine déroute ; les Français ont perdu environ mille hommes, tués, blessés ou prisonniers. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
9 décemb. 1800.

« Citoyen, je me suis empressé de vous transmettre par courrier extraordinaire, l'importante nouvelle qu'on venait de recevoir d'Allemagne, je dois maintenant vous faire part des réflexions que cet événement a nécessairement suggérées. Si la bataille de Hohenliden eût été perdue pour nous, il n'est pas douteux que l'Autriche n'eût voulu en faire sortir des prétentions tout-à-fait nouvelles, par rapport au rétablissement de la paix. Le gouvernement de la République n'est pas porté à abuser de ses avantages : la politique du premier Consul n'est pas dépendante des événements ; cependant , puisque la cour de Vienne, avec aussi peu de motifs que de prévoyance, nous a livrés de nouveau aux chances de la guerre, il faut bien qu'elle porte quelque peine de son obstination ; aussi le gouvernement français a-t-il résolu de ne plus accorder à la maison d'Autriche, pour indemnité en Italie, que la ligne du Mincio jusqu'à la Fossa Maëstra et au Pô, conformément à la carte que je joins ici, suivant la ligne rouge tirée de A en B. : ainsi, toute la partie du Mantouan et l'Oglio (ce qui n'est qu'un objet de mille habitants) continuera à faire partie de la République Cisalpine.

Le gouvernement français désirerait aussi que les Bolonais restât compris dans la Cisalpine ; car la R

l'échange de ce duché; cependant, si l'on ne  
perd tout le Bolonais, on pourrait, par amour  
de la paix, en abandonner une partie, de façon,  
que la ville de Bologne demeurât à la Ci-

eci ne peut et ne doit entrer que dans vos  
calculations. Il n'y a pas une ligne à écrire jusqu'à  
M. de Cobenzl se montre décidé, et il est diffi-  
cile de pas supposer que la victoire de Moreau le  
rendra plus empressé. Le moment paraît décisif, ef-  
fions-nous d'en profiter. Dites à M. de Cobenzl que  
notre Consul ne peut plus se prêter à ces pré-  
tendus secrets qui le mettraient, pendant deux  
ans, dans une position embarrassante vis-à-vis de  
l'Autriche. Il faut traiter et conclure ouvertement, et  
promptement et d'une manière définitive; quels que  
soient les engagements de l'Autriche, les événements  
de la guerre l'absoudront assez. Ils lui font une loi  
de ne pas perdre du temps, de se fier à notre modération.  
Dites à l'Angleterre pour secourir l'Autriche? Et  
comment peut-elle empêcher que la guerre ne ravage  
jusqu'aux portes de Vienne, quel reproche  
pourra-t-elle à faire au traité qui sauverait un allié



## TRAITE DE LUNÉVILLE.

avec ce qu'il a obtenu de confiance et de pouvoir de la part de l'Empereur, c'est à lui peut-être à ménager son pays, et à n'a pas un moment à perdre. »

« Cher ministre, votre lettre du 7 de ce mois n'a pu obtenir aucun résultat satisfaisant. Je dois en venir au complot. »

« Cher ministre, j'ai reçu hier votre dépôt du 7; elle contient deux objets : 1° la manière d'engager la négociation séparée, si M. de Cobent a la faculté; 2° les termes auxquels je suis autorisé à signer un traité. Remarquez que ma dépêche précédente faisait pressentir que M. de Cobent ne veut s'occuper du commencement qu'après s'être assuré de l'issue. Je lui ai d'abord dit confidentiellement tout ce que votre lettre contient sur le premier objet. Il m'a répliqué sans hésiter qu'il ne lui restait pas d'autre parti à prendre que celui de se rendre à Francfort; cependant, il m'a demandé la nuit pour y réfléchir, et ce matin, à midi, il s'est rendu chez moi, comme nous en étions convenus.

Il a désiré que je lui lusse votre lettre; je n'ai pu cru devoir lui faire connaître les dix articles du projet de traité, j'ai exigé qu'auparavant il me communiquât ses pouvoirs pour une négociation séparée.

Il m'a répondu : 1° qu'il n'avait pas de pouvoirs pour traiter sans la présence des Anglais; 2° que la suspension des hostilités doit nécessairement accompagner l'ouverture des négociations.

J'ai répliqué qu'il était superflu qu'il désirât la

communication des articles du projet s'il n'avait pas  
culté de traiter.

Il a repris que, s'il s'agissait de suspendre les hos-  
s, de rendre la Toscane, de donner à la maison  
triche les trois Légations et la ligne de l'Adda ou  
de l'Oglio, dont peut-être on se contenterait  
ce cas, il lui serait possible de traiter, en ad-  
ant les Anglais pour la forme, dans un mois ou  
e plus tard, et leur cachant tout ce qui aurait été  
usqu'au mois de février, où le traité aurait pu  
avoué; que, dans ce projet, il serait entendu  
on ne déplacerait pas le grand-duc de Toscane  
e l'on rendrait au roi de Sardaigne le Piémont.

Il lui a pas caché que je le trouvais d'une exi-  
extravagante; il a prétendu être modéré lors-  
s'agissait de faire à la France le sacrifice d'un  
aussi précieux que le roi d'Angleterre. « Au-  
e, a-t-il ajouté, je ne puis signer aucun traité  
en avoir prévenu ma cour, et, surtout, sans la  
ension d'armes. »

Il m'a demandé pourquoi il insistait si fortement  
connaître les conditions du traité, puisque je  
uis déclaré ouvertement que nous ne consen-  
as à l'armistice préalable, qui était cependant  
ui, d'après ce qu'il me faisait l'honneur de me  
me condition *sine quâ non*; qu'il me paraissait  
evable qu'il eût pu énoncer de son côté des  
s aussi peu admissibles; que si c'était pour con-  
ceux que je pourrais signer, je lui déclarais

France n'avait aucune vue sur l'Italie pour  
ême (qu'ainsi le roi de Sardaigne, le duc de

Toscane et les princes d'Italie ne devaient pas avoir d'inquiétude à notre égard) ; mais qu'elle ne permettrait jamais que S. M. I. étendit sa domination sur l'Oglia et sur les trois Légations à la fois ; que, puisqu'il soutenait sérieusement l'équité d'un pareil projet, il me donnait le droit de lui en produire un qui était conforme aux usages les plus reçus et même à ses désirs, et que, cependant, il trouverait d'un ridicule absolu, tant notre modération les avait gâtés.

Par exemple : concluons pour dix ans l'armistice sur lequel vous revenez sans cesse, et gardons chacun nos positions... Mais sérieusement, ajoutai-je, que demanderiez-vous, Monsieur le comte, si vous occupiez autant de territoire français que nous occupons de territoire allemand ?

Je ne m'étendrai pas davantage sur une conversation de plus de quatre heures ; je ne pourrais que répéter les mêmes choses sous d'autres formes.

Vous sentirez, Citoyen ministre, que si je n'ai pas voulu lui lire les dix articles, c'est d'abord parce que cela eût été inconvenant, puisqu'il me déclarait n'avoir pas de pouvoirs ; c'est, enfin, parce que j'étais sûr qu'il eût rompu sur-le-champ ; car il ne veut pas s'exposer à irriter les Anglais, et même à leur donner de l'ombrage sur son séjour à Lunéville, qu'avec la certitude d'obtenir des conditions extrêmement avantageuses, et s'il eût perdu toute espérance (que je n'ai cependant pas nourrie), il eût rompu sur-le-champ.

Tout ceci ne l'a pas empêché de me déclarer qu'il allait m'adresser une dernière note demain ou après-

ain, par laquelle il me demanderait de nouveau suspension des hostilités, l'admission des Anglais, et déclarait, en cas de refus, qu'il allait se retirer à Francfort pour y attendre les ordres de son gouvernement.

m'a témoigné que son séjour ici devait inquiéter les Anglais, qu'il me demanderait un passe-port pour surrier qu'il veut envoyer à Londres; que, puisqu'on ne voulait pas les traiter en Italie comme ennemis et des alliés futurs, il fallait bien qu'ils eussent tous leurs soins pour conserver ceux qu'ils ont aujourd'hui.

m'a assuré qu'il partirait au plus tard le 16 du mois pour Francfort ou pour toute autre ville d'Allemagne occupée par les Français, si nous en avions une autre et si je lui donnais les passe-ports nécessaires.

En attendant sa note, je me hâte de vous prévenir le résultat de notre entrevue; je ne crois pas devoir refuser un passe-port pour Londres. Quant à ce qu'il annonce qu'il pourra me demander pour Francfort, je ne lui ai pas répondu; j'attendrai vos instructions sur cet objet et sur la marche que j'ai à tenir désormais.

J'ai pas manqué, au surplus, de faire sentir à M. Cobenzl que si les hostilités continuaient, les demandes d'indemnité ne seront plus admis par la France.

Les plénipotentiaires en étaient à ce point, et les négociations allaient probablement être rompues,



lorsque la nouvelle de la victoire de Hohenliden changea complètement la face des choses. Joseph venait de recevoir les lettres qui l'informaient du succès de Moreau; il écrivit à Talleyrand :

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 11 décembre 1800.

« Citoyen ministre, je m'empresse de vous accuser réception de vos deux lettres du 9. La première m'informe des importants résultats de la bataille du 3. La seconde me charge de modifier les conditions du projet de traité auquel votre dernière lettre m'autorisait.

Je dois vous observer qu'ayant connu le 7, par une lettre du général Dessolles, la victoire du 3, je n'ai pas manqué d'en faire envisager à l'instant toutes les conséquences à M. de Cobenzl, et de lui suggérer, comme mes propres réflexions, précisément celles que j'ai à lui communiquer aujourd'hui de votre part. Tout l'effet que nos relations peuvent produire sur ce plénipotentiaire était opéré lors des conférences dont mon courrier d'hier au soir vous transmet le précis. Il ne reste à obtenir un effet plus favorable à vos vues que des avis qu'il pourra recevoir de l'archiduc Jean, et surtout des impressions de Vienne. Je vais cependant, mais sans espérance encore de lui faire changer son plan, lui faire entendre que déjà je suis restreint dans les latitudes qui m'étaient données avant la victoire du 3, et qu'il doit s'attendre désormais à subir toutes les conséquences du sort des armes. Il ne peut échapper, au surplus, à votre pénétration, que M. de Cobenzl, ne voulant hasarder de perdre l'assistance de son allié par l'ou-

d'une négociation séparée qu'après que nous d'accord sur le territoire à donner à l'Autri-  
y a lieu de douter que je puisse rien gagner  
i, en lui offrant moins à chaque nouvelle en-

oyen ministre, j'ai fait à M. de Cobenzl, et  
manière tellement précise qu'il m'a parfaite-  
entendu, les communications dont j'étais  
par vos lettres du 9. Je les ai accompagnées  
s les réflexions qui pouvaient l'ébranler. Il  
résulté que la redite des choses qui ont rem-  
part nos conversations précédentes. « Je  
es risques que court l'Autriche, m'a-t-il dit  
il est plus probable que vous irez à Vienne  
ous à Paris ; mais Berlin a été envahi dans la  
e de Sept ans, et ce n'est pas à Vienne après  
a'est la force de S. M. ; vous nous prouvez de  
n plus quelle faute nous ferions, si nous nous  
tions la moindre démarche publique qui fût  
ure à nous priver de l'appui de l'Angleterre.  
ous reste donc plus de sûreté que dans la  
fidélité envers elle. »

Joseph à Tal-  
leyrand. Luné-  
ville, 11 décem-  
bre 1800.

ai répondu qu'il ne m'était pas plus permis  
de deviner quelle serait l'issue de la guerre ;  
je ne devais pas plus que lui sacrifier à cette  
le ; qu'il ne voulait la paix qu'au prix de  
que cela était impossible ; qu'il sentait si  
même combien les Anglais pouvaient nuire  
égociation ; qu'il consentait à la leur cacher,  
ou lions lui faire régler d'avance l'agrandisse-



à entrer sérieusement en négociation ; que le  
nement français voulait la paix, mais ne pou-  
cheter par des abandons que désapprouver  
rope, et moins encore en stipulant le prix  
avant même qu'il fût commencé.

Il m'a répliqué avec un sérieux admirable  
contenterait des trois Légations et de la ligne de  
conditions auxquelles il ne pourrait même s  
qu'après l'approbation de sa cour ; qu'ainsi  
loin de vouloir trop d'extension en Italie c  
l'insinuais.

J'ai terminé en lui disant que la cour d  
s'éloignait bien de son but, et qu'il était pr  
qu'elle perdait une occasion favorable de  
traité par lequel elle pourrait encore retr  
Italie l'équivalent des indemnités qui ne deva  
avoir lieu en Allemagne ; mais qu'il devait se t  
assuré que la continuation de la guerre chan-  
tièrement ce système ; que sans doute il n  
pas que l'Angleterre fit par la suite des sacrifi-  
obtenir à un allié aussi fidèle des compensati-  
valentes aux pertes auxquelles elles l'expos  
aujourd'hui. Il m'a donné à entendre qu'il compte

à Lunéville. Je différerai d'y répliquer  
re réponse : 1° Je suis bien aise de ne pas  
même de faire passer ma réponse à Lon-  
preuve supplémentaire par le même cour-  
veux connaître vos intentions sur Franc-

ût pressentir, au reste, que dans tous les  
tirait pas encore de six à sept jours. »

tre de Joseph était jointe la note de M. de

ssigné a vu avec le plus vif regret, par la  
e citoyen ministre plénipotentiaire de la  
française, lui a fait parvenir le 3 décem-  
tuation des obstacles que l'on s'efforce  
à l'admission d'un plénipotentiaire anglais  
ences pour la paix, d'autant que de nou-  
es, entièrement conformes aux instructions  
ours réglé sa conduite, l'obligent à insister  
nt sur cette admission comme seul moyen  
entamer la négociation. Ce principe, ana-

Note de M. de  
Cobenzl à Jo-  
seph.

ment de S. M. de faire cesser les malheurs de la guerre, de parvenir à une paix équitable et assez solide pour que l'humanité soit enfin délivrée des maux qui la font gémir depuis si long-temps.

Le soussigné ne peut pas admettre les conséquences que l'on veut tirer de la présence du plénipotentiaire anglais au lieu des conférences. Il faudrait avoir vu ce négociateur pour affirmer qu'il mettrait obstacle à la pacification. Ce que l'on qualifie dans la note du 3 décembre de précautions propres à intéresser également les puissances belligérantes à la conclusion d'une paix commune, pourrait plutôt servir à constater encore davantage le peu de disposition qu'a toujours eu le gouvernement français au retour de la tranquillité, et comme n'ayant eu pour objet que de se ménager de nouveaux moyens d'agression, en employant même la force pendant le cours des armistices, là où toutes les autres tentatives avaient échoué. Tel est l'exemple qu'a fourni l'invasion de la Toscane.

En conformité des ordres qu'il vient de recevoir de S. M. l'Empereur, le soussigné se voit obligé de renouveler de la façon la plus instante la demande pour l'admission d'un plénipotentiaire anglais à Lunéville, comme indispensable pour le commencement des négociations. Il désire d'autant plus ardemment que le gouvernement français veuille bien enfin consentir de faire délivrer des passe-ports nécessaires à cet effet, que dans le cas d'un refus plus long-temps continué, le soussigné se verrait obligé, d'après les intentions que son auguste maître vient de lui manifester, de quitter la France et de se retirer à Franc-



Fort, pour y rester jusqu'à nouvel ordre de S. M. et toujours à portée de se rendre à l'endroit qui serait désigné pour des conférences communes avec la Grande-Bretagne. »

« Citoyen, je reçois votre dépêche du 10, aujourd'hui à trois heures après midi, me trouvant à la Malmaison, chez le premier Consul, qui n'a pu qu'être vivement surpris de la différence qui se trouve entre le dernier entretien de M. de Cobenzl et ses précédentes ouvertures.

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
12 déc. 1800.

Le premier Consul me charge de vous dire qu'au lieu de vous faire connaître ce que vous devez répondre à la lettre de M. de Cobenzl, d'aller à Francfort, il est à propos que vous nous ayez transmis la note par laquelle il vous aura communiqué sa dernière détermination.

Vous devez donc déclarer à M. de Cobenzl qu'il n'est pas possible qu'il quitte Lunéville avant que sa dernière note nous ait été adressée, et que vous ayez eu le temps moralement nécessaire pour recevoir les ordres du premier Consul.

Ce que vous direz à cet égard, devra être conforme aux intentions du gouvernement, que je vais vous communiquer pour servir de règle à votre conduite.

Si M. de Cobenzl quitte Lunéville, le gouvernement français regardera son départ comme la preuve du parti arrêté par l'Empereur de n'entendre à aucune conciliation, et alors ce n'est point à Francfort que M. de Cobenzl devra penser à se retirer, ni dans

toute autre ville qui serait occupée par les armées françaises, mais en Bohême, en Tyrol, dans les États Vénitiens ou à Vienne, et loin des armées françaises, attendu que le gouvernement français jugerait superflu d'entrer en explication sur la manière de reprendre la négociation. Il s'en remet, puisqu'on le veut, à la décision des armes et il se fie à la justice de sa cause.

Ce cas échéant, vous annoncerez à M. de Cobenzl que vous retournez à Paris, et que la guerre sera poussée à outrance contre l'Autriche, puisqu'elle persiste à demeurer dans une dépendance manifeste de l'Angleterre. Que tout ceci soit encore et seulement pour la conversation, je vous ferai connaître ce que vous devez répondre officiellement à la note de M. de Cobenzl après qu'elle nous sera parvenue et que j'aurai pris les ordres du premier Consul. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
13 déc. 1800.

« Citoyen, je vous donne avis que M. de Sprengporten, général d'infanterie au service de Russie, est arrivé à Bruxelles, chargé par S. M. I. d'une mission qui a pour objet principal de recevoir et de diriger les prisonniers russes que le premier Consul a décidé de renvoyer sans échange dans leur pays. M. de Sprengporten a été reçu à Bruxelles par le général Clarke avec tous les honneurs dus à son grade. Il s'est présenté rempli des dispositions les plus amicales; et le désir de voir le premier Consul, non moins que les instructions toutes particulières qu'il a reçues de S. M. I., l'ont déterminé à venir jusqu'à Paris. Il part aujourd'hui de Bruxelles et sera ici dans trois jours ;

it encore donner quelque éveil à M. de Co-  
(1). »

Citoyen ministre, je ne répons pas encore à  
dernière dépêche qui renfermait la note de  
Cobenzl du 11 décembre, parce que nous ne  
pas que vous ne sachiez le retenir à Luné-  
et qu'il est bon de voir si la constance des suc-  
e Moreau ne décidera pas la cour de Vienne à  
er de nouvelles instructions à son plénipoten-  
M. de Sprengporten a dû partir le 14 de  
elles ; il arrivera probablement aujourd'hui ou  
in à Paris, circonstance dont il est à propos  
endre aussi l'effet. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
17 déc. 1800.

voit par la direction imprimée aux négociations,  
tion donnée à Joseph par M. de Talleyrand, à  
e Talleyrand par le premier Consul lui-même, si  
rnier désirait la paix, ou si, comme on l'a dit et  
si souvent, il ne recherchait que la guerre.

Citoyen ministre. Voici nos deux délégués des AA

Joseph à Tal-



trouverez moins de différence entre elles et les suivantes, lorsque M. de Cobenzl m'a fait entrevoir la possibilité d'abandonner l'Angleterre, qu'il m'a même détaillé la manière de le faire sans que celle-ci pût s'en apercevoir avant le temps ; il continuait d'attacher à ce mode d'abandon une très grande importance, et demandait pour l'abandon même un dédommagement en Italie, équivalent à celui que les traités de Campo-Formio accordaient à l'Empereur en Allemagne ; il voulait enfin les trois Légations et l'Adda, et une suspension d'armes du jour où l'on serait convenu de ces bases. En écartant ces conditions, comme je l'ai fait, la négociation rentre dans les termes déjà connus, dès son séjour à Paris.

C'est là d'où résulte la différence dans le langage de M. de Cobenzl que mes dépêches vous ont fidèlement rendu.

Je n'ai pas manqué de dire à ce ministre, sur l'article de Francfort, que j'attendrais les ordres de mon gouvernement, mais qu'il était probable que s'il quittait Lunéville, je retournerais à Paris.

Je lui ai parlé de nouveau du voyage de M. le général Sprengporten, et je lui ai dit confidentiellement tout ce que l'on pouvait présumer de la mission de ce général au-delà de l'objet de l'échange des prisonniers dont lui, M. de Cobenzl, était instruit, à ce qu'il m'a dit, avant son départ de Vienne ; il m'a pété que personne ne pouvait compter sur Paul I que ce général était un homme de talent, mais qu'il n'avait pas grand crédit ; que c'était un transfuge suédois qui avait abandonné Gustave, lors de la

volte de son armée en Finlande, dont il avait été le premier promoteur, après avoir été un des agents les plus actifs du roi pour l'extension de la prérogative royale.

M. de Cobenzl affecte de se montrer le même; je m'aperçois cependant par son silence, par le peu d'empressement qu'il met à me demander une réponse, qu'il craint l'instant décisif plus qu'il ne semblait le redouter il y a dix jours. Les mouvements du Nord, les succès de l'armée du Rhin, les incertitudes sur celle d'Italie, sur laquelle il témoigne cependant beaucoup d'assurance, lui font sans doute sentir qu'il ne doit rien brusquer. Il doit d'ailleurs désirer de recevoir des ordres de sa cour depuis les changements survenus dans la position de l'Autriche. Je n'ai pas besoin d'ajouter que je ne perds aucune des occasions que me fournissent les nouvelles de chaque jour, pour presser M. de Cobenzl dans le sens des vues du gouvernement, et que j'attends pour le surplus les instructions que vous m'annon-

Cez. »

« Citoyen ministre, M. de Sprengporten est arrivé hier au soir; le général Clarke est revenu avec lui. Dans les conversations qu'ils ont eues à Bruxelles, M. de Sprengporten a montré des dispositions tout-à-fait favorables et qui ne peuvent manquer d'être un sûr indice de celles de l'Empereur. Il n'a pas de pouvoirs spéciaux pour traiter, mais il paraît en attendre, dans tous les cas, son séjour à Paris sera utile au rapprochement de la France et de la Russie, rappro-

Talleyrand  
Joseph. Par  
19 déc. 1800.

Le général  
Dessolles à Jo-  
seph.

« Citoyen ministre, l'armée du Rhin, toire de Hohenliden, a surmonté tous le que la nature et les ennemis tentaient de elle a franchi l'Inn le 9 décembre, la Sal le 15 elle est entrée à Salzbourg; depuis a poursuivi sans relâche l'armée autric dans divers combats d'arrière-garde, lu pièces de canon, trois à quatre mille p parmi lesquels les généraux Loppez et Me colonels du régiment des hussards Me 2<sup>e</sup> régiment de hulans (prince Lichtenste

Arrivé aujourd'hui sur les bords de l' néral Moreau reçoit, de la part de l'archid une demande d'armistice, et il se décidera sur les conditions qui lui seront offertes tion de celles qu'il proposera lui-même. l autrichien est expédié à M. de Cobenzl.

Le général en chef vous prie d'expé courrier la lettre ci-jointe au ministre de

Joseph à Tal-  
leyrand Luné-  
ville, 21 décem-  
bre 1800.

« Citoyen ministre, je reçois votre lett je m'empresse de vous en remercier. I vues du gouvernement, je pourrai d'au employer tous les moyens propres à ret

r dans des frais considérables , et il l'a fait  
er avec beaucoup de grâce. Je vous prie de  
pour lui une indemnité ; j'estime que sa dé-  
pu monter à deux mille francs à peu près.

arrive d'ailleurs aucun courrier, ni de Vienne,  
artier-général , à M. de Cobenzl , qui paraît  
ordre les évènements militaires et politiques  
rope que par les papiers que je lui fais

et plaint à moi d'un article inséré dans le *Mo-*  
n 10 , où il m'observe que l'Empereur est  
ec un ton qui était devenu étranger au gou-  
ent français depuis un an. Ce langage , m'a-  
té , seconde les efforts du parti anglais à  
et lui donne la facilité d'aigrir personnel-  
Empereur. »

yen ministre, j'ai reçu la lettre du 28 dé-  
par laquelle vous m'annoncez l'arrivée , à  
e M. le général de Sprengporten et autres  
russes. J'avais fait usage jusqu'ici de tous  
ents militaires et politiques , sans produire

Joseph à Tal-  
leyrand. Luné-  
ville, 23 décem-  
bre 1800.

sul ; que cette réponse ne serait pas selon  
et que tout me faisait prévoir qu'il ne cons  
mais à son voyage à Francfort, puisque le  
ment français étant positivement décidé  
admettre un plénipotentiaire anglais à un  
tion commune, ce voyage n'aurait aucun l

Il a remis en avant toutes les raisons qu  
sa cour à se montrer fidèle au traité avec l  
je lui ai rappelé tout ce que je lui ai dit :  
je lui ai parlé des changements récents sur  
notre position militaire et politique ; je lu  
gné le regret de lui voir perdre un temps  
pour les négociations : « Déjà nos armées  
» États héréditaires ; les puissances du  
» montrent bien évidemment des dispositi  
» les ; quelle amélioration n'a pas éprouvée  
» que depuis un mois ! Pouvons-nous prév  
» moi où les dispositions des autres puissan  
» de la guerre et du joug anglais, où nos a  
» tout bien dirigées, partout animées du c  
» donne dans la guerre l'amour de la pa  
» nous mener dans un autre mois ! Déjà v  
» vous reprocher de n'avoir pas traité il  
» jours. ne pourriez-vous pas avoir d'autres

Il m'a répliqué qu'il n'avait pas un mot de sa cour et toutes les victoires dont nos feuilles parlaient ; ainsi je devais voir qu'ils n'étaient pas gens à s'égarer, puisque, d'après ces défaites, on n'avait rien changé, ni modifié ses instructions ; que nous nous bien été à Léoben et n'en avions pas moins gagné.

Je lui ai fait remarquer que l'état de choses n'était pas le même. Moreau à Salzbourg, Macdonald dans le Tyrol, la France tranquille, respectée de tout le monde, hors le cabinet britannique, qu'il n'avait qu'à suivre le parallèle de ces deux époques ; que quant à ce qu'il appelait la fermeté de son gouvernement, je ne le voyais que trop, mais que moi je ne pouvais l'appeler qu'obstination, singulièrement, si ce n'était pas quelque chose de pire, de la part de quelques-uns des membres influents du ministère ; que c'était là précisément ce qui faisait l'objet de notre étonnement. « Eh bien ! vous nous forcerez, s'écria-t-il, si nous sommes encore battus, à faire un nouveau traité avec l'Angleterre ; il faut bien que nous nous assurions les moyens de soutenir la guerre, puisque vous nous la faites à ouï-dire. »

« Je vous interpelle, ai-je repris, dites-moi sincèrement si ce n'est pas là évidemment un piège tendu à S. M. I. ; quant à moi, j'ai la conviction intime que si ce traité se fait, il cache le principe où va s'engloutir la monarchie autrichienne. Sans fanfaronnade et sans modestie, les armées de la maison d'Autriche, isolées, ne peuvent pas résister aux nô-



» tres : les Anglais ne peuvent que vous donner quel-  
 » qu'argent ; ils n'ont plus l'espoir de redevenir les  
 » procureurs-généraux de l'insurrection européenne  
 » contre le jacobinisme français ; cette ressource leur  
 » manque. On rit aujourd'hui, jusque dans la cour de  
 » Paul I<sup>er</sup>, des diatribes du ministre Windham con-  
 » tre les jacobins français, et nous sommes plus près  
 » d'être au moins les témoins de l'irritation de toutes  
 » les cours maritimes de l'Europe contre vos fidèles al-  
 » liés ; au reste, vous nous menacez de nous renou-  
 » veler vos traités avec les Anglais, vous n'ajouterez  
 » pas par là à vos forces actuelles ; mais si nous tra-  
 » tons, nous, avec d'autres puissances, autrefois nos  
 » ennemies, et qui sont unies aujourd'hui par le sen-  
 » timent de leur dignité et celui de leurs vrais inté-  
 » rêts, ne pensez-vous pas que nos forces et nos  
 » moyens s'en augmentent ? Nous sommes dans de  
 » moments si solennels, que l'on trahit évidemment  
 » l'Empereur si on ne lui dessille pas les yeux. »

M. de Cobenzl a répondu qu'il n'avait cependant  
 pas d'autres ordres, qu'il allait prendre sur lui d'en-  
 voyer un courrier, et même M. Lefevre, secrétaire  
 attaché à la légation autrichienne ; je lui ai dit qu'il  
 était toujours convenable de faire des démarches pour  
 éclairer son prince ; que, d'après ce que S. M. lui  
 écrivait, elle ne pourrait pas trouver déplacé son em-  
 pressement à solliciter des décisions et à porter le  
 jour de l'évidence sur beaucoup de choses qu'il était  
 plus dans le cas de voir d'ici que les ministres qu'il  
 dirigeaient dans son absence le cabinet de S. M. I.

**Je me suis permis de lui faire compliment de**

mutation soudaine ; il a repris qu'elle était en effet soudaine et qu'il voulait y réfléchir la nuit avant de décider. Je lui ai répondu que j'attendrais qu'il demandât le lendemain un passe-port pour vous en.

Dans l'instant il me fait demander ce passe-port ; Lefevre est parti et je vous en préviens.

Ceci me met, vis-à-vis de M. de Cobenzl, dans une position convenable au moins pour quinze jours. Il me répond de sa cour : demain nous allons visiter forges et d'autres usines et manufactures, à huit lieues d'ici ; mais nous ne passerons jamais une nuit à Lunéville ; l'esprit public est tellement bon dans ces départements, que M. de Cobenzl ne saurait pas en voir les habitants. »

Citoyen ministre, je reçois une lettre du général Solles, chef de l'état-major de l'armée du Rhin, de Wels, le 20 décembre. Il m'annonce les heureux succès de l'armée et les propositions qui ont été faites au général Moreau par l'archiduc Charles pour la conclusion d'un armistice. Il m'envoie une lettre pour le ministre de la guerre, que je m'empresse de lui adresser par ce courrier.

M. de Cobenzl a reçu ce soir, de son côté, un courrier de Vienne qui a passé par le quartier-général de l'archiduc Charles.

J'ai cru devoir passer chez lui avant d'expédier le courrier pour Paris. Il m'a dit qu'il se proposait de se rendre chez moi demain à onze heures du matin ; qu'il ne pouvait pas m'en dire davantage ce

Joseph à Talleyrand Lunéville, 26 décembre 1800.

soir, qu'il avait à peine le temps de lire ses dépêches ; que notre armée avait fait beaucoup de progrès, mais qu'il avait beaucoup de confiance dans le prince Charles et dans les levées d'insurrection ; que, cependant, il désirait beaucoup que nous puissions nous entendre et conclure un armistice.

Demain, je vous instruirai par courrier du résultat de notre conversation.

Il m'a répété que la Russie n'aurait aucune objection à ce que les possessions de l'Autriche s'étendissent en Italie ; il m'a parlé de la retraite du ministre influent sur Paul 1<sup>er</sup>, qui vient de le nommer sénateur et le fait remplacer par son dernier ambassadeur à Vienne. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
26 déc. 1800.

« J'ai reçu, mon cher Joseph, votre lettre du 23 décembre, elle m'est parvenue hier à quatre heures après midi.

La journée d'hier s'est fort bien passée ; votre frère a reçu de toutes les autorités constituées, d'un nombre infini de militaires et de toutes les classes de citoyens, les témoignages de tous les sentiments d'amour et de vénération dont il est l'objet ; tous les esprits se sont naturellement tournés vers la confiance de l'avenir, par l'impression même du bonheur que tout le monde ressent de voir qu'une aussi effrayante tentative n'a pas eu de succès (1). Cependant, personne ne se dissimule que l'avenir a besoin d'un peu

---

(1) Il est question de la machine infernale.

ivernement, seront les mieux accueillis. Le Consul est à la parade en ce moment, et une multitude de citoyens fait retentir l'air des plus éclatantes acclamations. Je vous salue. »

Mon cher ministre, je vous ai annoncé par ma dernière lettre, une conférence avec M. de Cobenzl pour aujourd'hui à onze heures. Il s'est rendu chez moi, et m'a lu la lettre qu'il a reçue de l'Empereur ; il m'a souligné les passages qu'il m'a lus, et ils ne forment que le dixième de sa dépêche. Elle est datée de Vienne le 18 décembre. L'Empereur ne se dissimule pas les grands revers qu'a éprouvés son armée ; mais il pense que si l'ennemi s'avance encore dans l'intérieur de nos États, il trouvera une résistance à laquelle il ne s'attend pas ; cinquante mille hommes en France et vingt-cinq mille en Bohême, dirigés par le général Charles, dont la santé est rétablie et qui commande aujourd'hui l'armée, ayant sous ses ordres le général Jean, l'attendent, outre l'armée déjà en campagne et au reste, j'estime, dit-il, *ce sont ses expressions*, j'estime qu'il est préférable de risquer plutôt que de tout soumettre à des conditions qui seraient de nature à ôter à ma mo-

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 26 décembre 1800.

valentes de ce que le traité de Campo-Formio stipule à l'Autriche, en Allemagne.)

2° Compensation pour le surplus de la rive gauche du Rhin au-delà de ce qui est stipulé par le traité de Campo-Formio, en faveur de la France.

3° Armistice signé en même temps qu'un traité de paix, pour être exécutés lors de la conclusion de la paix.

Je lui ai répondu en lui rappelant le contenu de votre dépêche du 7 décembre, dont je lui ai fait lecture entière, même des articles que je n'avais pas encore lus, parce qu'il m'assurait avoir le pouvoir pour traiter sans les Anglais.

Je lui ai rappelé ce que je lui ai dit si souvent, que la guerre ayant lieu, le principe des indemnités ne serait plus admis par la France. Il est évident qu'il trouvait cela raisonnable ; je lui ai même fait des propos lorsque je lui tenais ce langage, il me disait : *fortune de guerre, chi la dura la vince*, faisant allusion aux subsides anglais qui venaient de s'élever au trésor impérial.

Je lui ai dit que c'est en conséquence de ce principe, que le 9 vous m'aviez écrit une note, dont je lui avais fait connaître la substance, et que j'avais donné lecture aussi, ce que je n'avais



stre de l'Empereur, contenaient ses dernières  
itions. Je lui ai fait sentir qu'elles étaient dé-  
ables avant la reprise des hostilités, mais  
s étaient déplacées aujourd'hui.

Il a dit qu'il n'était autorisé à signer que sur ces  
qu'il allait communiquer à sa cour celles qui  
contenues dans vos dépêches du 7 et du 9,  
il crût cette démarche inutile et qu'il les trou-  
missibles.

Il a observé qu'il était parlé dans les articles  
qu'il avait lus, de préliminaires; je lui ai demandé  
s'il avait pas le pouvoir et la volonté de signer plu-  
traité définitif. — Il a désiré quelques heures  
pour répondre.

Il nous d'avoir ce soir un nouvel entretien avec  
Cobenzl. Il m'a dit qu'il prendrait sur lui de  
un traité définitif, mais sous le sceau du se-  
cr les bases des trois Légations et de l'Oglio;  
abandonnerait la seconde, c'est-à-dire la com-  
on de ce que nous possédons sur la rive gau-  
Rhén, au-delà des stipulations de Campo-For-  
n'il insisterait sur le rétablissement du duché  
de Bavière; qu'il demandait que le principe des sé-  
ditions fût abandonné pour l'Allemagne; que



vions indemniser le roi de Prusse si cela nous faisait plaisir ; que l'Empereur ne pouvait pas traiter au nom de l'Empire germanique sans y être autorisé par la Diète ; que si l'on était d'accord , la négociation de l'Empire serait terminée en quinze jours ; que S. M. I. ne pouvait abandonner ni Rome ni Naples ; qu'en surplus on ne pourrait rien terminer pour l'Empire à Lunéville , et que le vœu des lois du corps germanique exigeait qu'on choisit une ville d'Allemagne.

Je lui ai répondu sommairement qu'il était impossible que les lois de l'Empire liassent les autres nations ; qu'au reste nous n'en étions pas encore là , que c'était surtout de l'objet principal qu'il fallait s'occuper ; que les prétentions de l'Autriche me semblaient d'une exagération inconcevable ; que j'allais vous instruire de tout ceci , sans pouvoir ni devoir rien en espérer.

Sur ce que je lui observais qu'il me semblait aussi exigeant , après les événements qui venaient de se passer , que précédemment , il m'a répliqué que ses premières instructions ne l'autorisaient à signer que concurremment avec les Anglais , et pour obtenir en Italie les trois Légations et la ligne de l'Adda ; que depuis hier seulement , il était autorisé à signer sans les Anglais , et à se contenter des trois Légations et de la ligne de l'Oglio.

Je lui ai observé , puisqu'on lui donnait des instructions aussi circonscrites , qu'il fallait que M. de Thugut eût repris de l'empire et qu'on ne pouvait reconnaître là que l'ennemi de la France et son ennemi per-

appel à lui ; il m'a répliqué, avec beaucoup d'altération qui n'était pas dirigée contre moi et qui semblait celle d'un homme dont on réveille un ressentiment vif qu'il croyait inaperçu : « Mon maître a pour moi trop de confiance et de bonté ; je me souviens de Thugut ; sans doute il ne m'aime pas ; mais je n'ai pas peur de lui , tant que S. M. me continuera sa bienveillance. »

M. de Cobenzl s'est hâté de faire disparaître son émotion véritable en la dirigeant contre nous : « C'est vous, plutôt, qui êtes trop exigeants ; vous calculez trop sur des succès toujours renouvelés ; d'ailleurs, si vous étiez appelés à obtenir encore des victoires, pensez-vous que les autres puissances de l'Europe nous laisseraient écraser, et que la haine contre la France ne se rallumerait pas. Croyez-vous qu'on vous laisserait disposer à votre gré de tous les États ? Le duché de Modène, le grand-duché de Toscane, les diverses principautés d'Allemagne, les États de l'Église, le duché de Parme, vous voulez tout changer, tout bouleverser encore ; vous voulez toujours être de grands envahisseurs. Eh ! prenez donc pour devise celle que je proposais au roi de Prusse : *Suum cuique ; à chacun le sien*. — Est-ce lors du partage de la Pologne ? ai-je repris en l'interrompant. — Non : c'était lors de la guerre de la Bavière, a répondu M. de Cobenzl. — Non, ai-je repris, nous ne sommes pas des envahisseurs obstinés, nous qui voulons faire évacuer par deux cent mille Français deux cents lieues de pays conquis ; nous qui voulons que chacun reste maître

» conduite votre devise : *Suum cuique*, e  
» comme conseil à vous et à vos fidèles al

Voilà bien des détails minutieux peut  
j'ai pensé que la vérité des dispositions  
tentrinaire autrichien en ressortait.

M. de Cobenzl croit que M. de Meerfeld  
aucun armistice au quartier-général fra  
général Moreau exige comme condition  
la stipulation de traiter sans les Anglais  
qu'il ne faut pas accorder d'armistice,  
pousser les opérations militaires avec vig  
même temps offrir tout d'un coup les co  
meilleures auxquelles le gouvernement  
voir condescendre. »

Mais tandis qu'à Lunéville les deux  
tiaires mettaient tout en œuvre, l'un pour  
bonnes conditions, l'autre pour arriver à  
cabinet de Saint-James des négociations  
Moreau et l'armée du Rhin poussaient v  
opérations contre l'armée autrichienne,  
plus pour avancer le traité que toutes les  
de Joseph et du comte de Cobenzl. Le pr

inn, l'Ems et la Lips, lorsque l'archiduc  
s, qui venait de prendre le commandement  
armée autrichienne, a fait demander un ar-  
e au général en chef. La convention en a été  
hier, et je m'empresse de vous en adresser  
(1).

---

ici les clauses principales de cet armistice, qui se trouve  
s les journaux de l'époque :

le 1<sup>er</sup> donne la limite à prendre, depuis la gauche de la  
l'armée française, commandée par le général Augereau,  
nt le Danube à Ratisbonne et se reliant, par la droite, à  
dans la Valteline, à l'armée d'Italie. L'article 2 désigne  
de Chauchard pour régler les discussions. L'article 3  
ore la navigation des rivières qui séparent les armées.  
e 4 fixe un mille de distance entre les avant-postes res-  
L'article 5 règle qu'il ne restera aucune troupe impériale  
la ligne de démarcation. D'après l'art. 6, les places  
u Tyrol seront remises en dépôt à l'armée française.  
e 7 laisse les magasins du Tyrol à la disposition de l'ar-  
ériale. L'art. 8 fait la remise de Wurtzbourg et Braunau  
places du Tyrol. L'art. 9 fixe les termes de l'évacuation  
es. L'art. 10 règle que les troupes en sortiront avec les  
s de la guerre. L'art. 11, que l'état des places sera cons-  
des délégués respectifs. L'art. 12, que les levées d'hom-  
s le Tyrol seront licenciées sans délai. L'art. 13, que le  
sera occupé, à l'exception de Kufstein, Scharnitz et

tions. Vous avez su suivre une progression depuis Hohenliden, et il paraissait difficile s'arrêter après une affaire aussi chaude et glorieuse. En vérité, tous vos succès, tous les succès auxquels vous présidez, quelque grands qu'ils soient, il les faut tous pour vaincre l'obstination et le contraindre à une paix juste et équitable. Vous comblez la mesure, et il faudra bien qu'elle devienne enfin raisonnable.

Le maréchal-des-logis de vos guides me rend aujourd'hui seulement votre lettre pour Madame ; j'en charge un courrier extraordinaire qui va à Paris ; mais si je l'avais eue hier, Madame l'aurait eu de vos nouvelles vingt-quatre heures. L'aurais envoyée par le courrier qui a porté les ordres du général Dessolles au ministre de la Guerre.

---

reçu pour l'archiduc Charles. L'art. 14, que la porte de l'Empereur occupée par l'armée française sera sous la sauvegarde pour le maintien du respect des propriétés, formes de gouvernement, et que les habitants seront protégés de toutes recherches pour opinions, etc. L'art. 15, qui fixe le délai de trente jours et quinze jours d'avertissement avant la rupture et la reprise des hostilités. L'art. 16, qui ne pourrait être envoyé de part et d'autre à l'armée.



m'instruire de vos succès; ils sont tels qu'il  
est plus vraisemblable que l'obstination de  
vous ne soit pas détruite et qu'il ne consente  
à une pacification équitable.  
J'ai expédié par un courrier extraordinaire votre  
lettre au ministre de la guerre, peu d'instants  
après que j'ai reçu votre lettre.  
Je suis avec plaisir cette circonstance pour rap-  
porter à votre souvenir les moments où j'ai fait votre  
séjour en Italie. »

Enfin, je reçois à l'instant votre lettre du 25,  
mise sous les yeux du premier Consul, et voici  
mon avis.

Une proposition pure et simple d'un armistice est  
inadmissible, l'état des choses est tel, qu'il  
est même prescrit de regarder comme non ave-  
nues les instructions qui vous ont été précédemment  
données, et de vous conformer à celles que je vous  
enverrai.

Je ne puis que vous faire dire que la paix peut être faite en  
quelques heures; que l'Empereur ne doit pas tou-  
jours attendre à obtenir en Italie les avantages  
qu'il avait et qu'on lui aurait accordés, s'il eût

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
27 déc. 1800.



Cependant, faites entendre que si l'Empereur nous remettrait, et cela sur-le-champ, Pes Mantoue, vous pourriez consentir à quelque quatre heures d'armistice. Je vous écris sur ce parce que nous apprenons par une lettre de Moreau que M. de Meerfeld lui a demandé un port pour se rendre à Lunéville, et parce qu'il est probable que sa première proposition sera d'un armistice, proposition à laquelle vous vous opposerez positivement si on ne vous accorde pas Pes Mantoue.

Vous aurez soin, dans ce cas, de faire connaître votre refus par un courrier au général Moreau, important qu'il en soit instruit sur-le-champ.

Observez d'ailleurs à M. de Cobenzl que l'opinion de M. de Panin n'a rien qui ne nous convienne, ce ministre était connu pour dévoué à l'Autriche, et M. de Cobenzl paraît supposer que vous ne saisissez pas les motifs de ce changement, ou tous plus ou moins à notre avantage. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
28 déc 1800.

« Citoyen, je viens de porter à la connaissance du premier Consul, votre lettre du 26 qui m'est parvenue ce matin.

M. de Cobenzl se présenterait lui-même comme : sans pouvoirs, sont maintenant insuffisantes et n'arriveraient peut-être encore qu'à nous faire perdre rien de nos avantages ; que vous auriez dû, par conséquent, avant de communiquer textuellement les lettres des 7 et 9 décembre et avant d'entrer en discussion sur les points qu'elles renferment, demander l'échange des pouvoirs et l'ouverture du proto-

ci M. de Cobenzl refuse ou décline cette proposition, obtenez quelque chose qui constate son refus.

Il ne sera qu'après que vous aurez fait connaître au premier Consul que les pouvoirs sont échangés, qu'il croira pouvoir s'occuper sérieusement du parti à prendre, et concilier sa proposition nouvelle vis-à-vis de l'Autriche avec celle où il se trouve par rapport à la Russie. Jusque-là, tout n'est encore qu'hypothétique, et depuis trois mois ces hypothèses n'ont eu aucun résultat.

Le premier Consul, quoiqu'en pensant que vous ne pouvez vous rattacher plutôt aux formes, a complètement approuvé le sens et la mesure de vos conversations. Continuez donc à les diriger vers le même but. Faites connaître à M. de Cobenzl que si l'armée française en Italie n'a pas encore commencé ses opérations, et dans l'espérance qu'il n'y aurait rien à faire de sérieux de ce côté, et par cette considération que le délai une fois passé, il ne serait plus possible de restituer à l'Empereur de ce qui a fait partie de la république Cisalpine, de même qu'après le passage de l'Adige, il ne pourrait plus convenir, ni à la France

ni à l'Europe, que Venise demeurât sous la protection autrichienne, et que par, le fait seul de l'existence d'une armée française au-delà de l'Adige, les intérêts de nos contrées étant naturellement conduits à leur ancien gouvernement, la France ne pouvait, ni leur refuser, ni contribuer à les en déposséder après le leur avoir rendu ; d'où il faut conclure que la question de la paix se trouverait alors totalement changée. et que l'Autriche pourrait se contenter comme elle l'est, expulsée de l'Italie. Il ne faut qu'à M. de Cobenzl d'épargner à sa cour de se faire, en Italie, une paix convenable, basée sur la justice, et conforme aux intérêts de tous les peuples du continent européen.

P. S. Citoyen ministre, si il se décide à traiter sincèrement, je vous prie de lui adresser une lettre que je vous prie de lui adresser à M. de Cobenzl, elle est pour sa sœur.

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 30 décembre 1800.

Citoyen ministre, j'ai reçu la lettre du 15, par laquelle vous me prévenez de la demande d'un armistice faite au général Moreau par M. de Meerfeld. Je vous me faites connaître les conditions auxquelles je serais autorisé à consentir à un armistice de quelques jours.

M. de Meerfeld n'est point arrivé, et probablement n'arrivera pas. Un courrier de Vienne, arrivé hier, M. de Cobenzl, paraît lui en avoir donné l'assurance. C'est ce qu'il m'a dit hier au soir, en ajoutant qu'il avait eu une suspension d'armes de quarante-huit heures ; mais que l'on continuait à se battre ; et qu'il attendait le passage du courrier. J'ai facilement

tant acquis quelque connaissance de sa manière de négocier, je me persuadais qu'il aurait évité de parler dans la première entrevue de ce qui lui importait le plus. Dans le fait, durant toute la soirée, pendant six heures du soir jusqu'à deux heures du matin, pas un seul mot de l'armistice : il affecta beaucoup d'assurance et me répéta à peu près ce qu'il m'avait déjà dit plus d'une fois. Je ne pus m'empêcher de lui demander si c'étaient là les nouveautés qu'on attendait de Vienne. Il finit par me dire qu'il était prêt à traiter et à signer, si la République voulait lui céder le duc de Modène en Italie, en lui donnant le delta de l'Adda à l'Oglio, et la ligne de l'Oglio avec les possessions à l'Autriche.

Je dis à M. de Cobenzl qu'il finirait par être victime de tant de circonspection, de détours et de lancements ; qu'il savait bien que ces propositions, inadmissibles dans tous les temps, étaient déplacées aujourd'hui ; que tous les jours elles le devenaient davantage, et que l'Empereur ne pouvait peut-être éviter le mal que par une paix prompte ; que, s'il était être raisonnable, elle pourrait être conclue en vingt-quatre heures, mais que pour cela il fallait exhiber ses pouvoirs et s'expliquer franche-

Au surplus, hier au soir, je lui ai communiqué que j'ai eu l'honneur de vous annoncer, et j'ai encore eu une conversation avec lui, et m'a redit qu'il ne pouvait d'aucune manière l'Empereur à notre discrétion, en abandonnant l'Irlande et en vous fournissant une preuve matérielle de cet abandon avant qu'il ne sût à quoi s'engageait avec nous : qu'il avait cependant à m'annoncer qu'il était autorisé à traiter, conclure et signer définitivement, un traité définitif, public, secret, je voudrais, avec ou sans les Anglais ; qu'il ne donnait la forme, que nous pourrions entrer en possession, et qu'il concevait la possibilité de le faire dans vingt-quatre heures ; ce n'est qu'après vingt-quatre heures d'entretien qu'il aventura le mot armée, je n'eus pas besoin de beaucoup l'observer pour me convaincre que j'avais bien deviné la veille, c'était là son objet le plus pressé.

Je lui ai répondu, selon votre dépêche du 2, que je n'étais autorisé à entrer sérieusement en

gouvernements respectifs.

Cobenzl a répondu que l'usage était de n'établir des pouvoirs qu'à la fin des négociations et de la même nature; qu'à Campo-Formio, seulement, avait été un exemple du contraire; que le projet ne pouvait être ouvert sur-le-champ, si j'étais autorisé à négocier sur des bases qui fussent admissibles, j'aurais pu le faire :

de la rive gauche du Rhin à la France.

des Légations et la rive de l'Oglio à l'Autriche.

du duché de Modène et de la Toscane.

M. de Cobenzl me fit voir que j'étais dans l'erreur, et qu'il était inutile de répondre à une objection aussi exagérée. M. de Cobenzl me fit voir que les objets encore plus ridicules.

l'Autriche, les Légations.

du duché de Modène les pays entre l'Oglio et

le grand-duc de Toscane la Lombardie.

le grand-duc de Parme, la Toscane.

et au reste de l'Italie, ce que nous voudrions,

les États du Pape et de Naples.

Je n'ai pu voir retourné cette matière dans tous les



tion ; je lui ai répliqué que je serais très-  
voulant de vous envoyer un courrier, lorsqu'il me  
viendrait une chose de plausible ; qu'ainsi, je désirais  
quelques réflexions, qu'il se persuadât bien que les  
conversations n'aboutiraient à rien ; qu'il  
qu'il connût ses intérêts comme nous les  
nôtres, qu'il sentirait alors qu'il leur fallait  
la paix prompte comme nous la voulions,  
table.

Je crois superflu de vous annoncer  
M. de Cobenzl toutes les insinuations  
qu'il a faites relativement à la position de l'Autriche  
et aux dangers que l'Autriche courait de  
être dépulsée. Il répète à cela que l'Empereur  
ne veut pas tout perdre plutôt qu'à devenir une puis-  
sance de second ordre, et qu'il croit, lui, M. de  
Cobenzl, que c'est à cet état qu'il réduirait la monar-  
chie autrichienne, s'il consentait à se borner en  
Italie à l'Oglia, sans les Légations.

Le résultat de tout ceci me paraît être  
que M. de Cobenzl veut aujourd'hui en finir, mais  
qu'il ne nous donnera rien tant qu'il peut ; qu'il ne nous donnera rien

assigné prie M. le comte de Cobenzl de se  
la note qu'il a eu l'honneur de lui écrire,  
le 10<sup>bre</sup> dernier, pour déclarer que les pou-  
S. Exc. lui avait donné communication  
connus suffisants, et qu'en conséquence de  
le soussigné était revêtu de son côté, la  
n'était susceptible d'être immédiatement

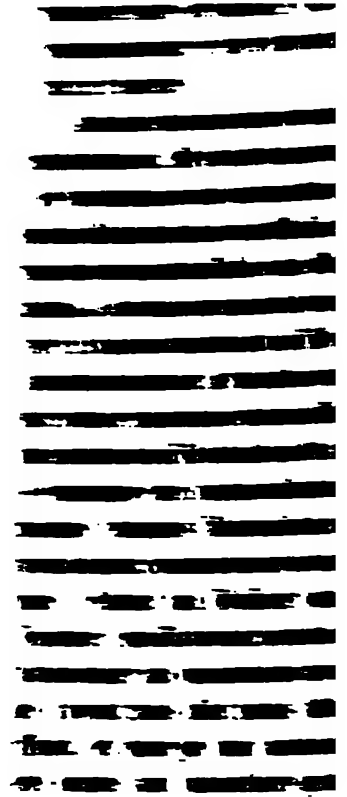
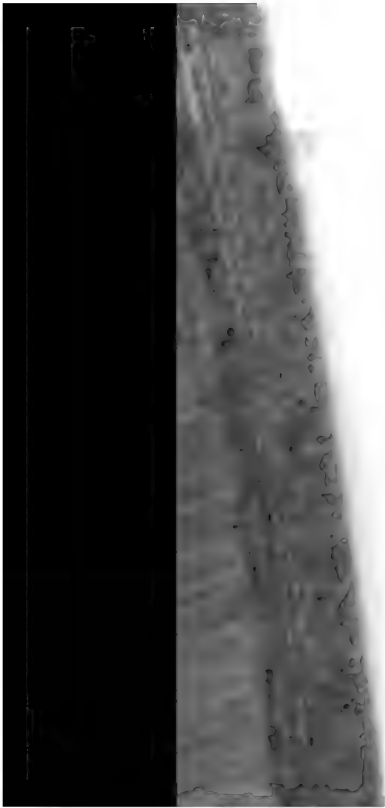
Note de Jo-  
seph.

Le comte de Cobenzl a consulté sa cour sur les  
qu'il avait conçus d'après quelques expres-  
ses pouvoirs, et comme il en a reçu depuis  
courriers qui lui auront sans doute apporté  
son, et que d'un autre côté, la marche rapide  
nents prouve l'inconvénient des délais, le  
prie S. Exc. de vouloir bien lui faire con-  
elle serait enfin autorisée à entrer sérieuse-  
conférence et à ouvrir le protocole dans la  
entumée.

Le soussigné croit superflu de remettre sous les  
M. de Cobenzl les considérations de tout  
leur font une loi commune d'apporter le  
plus prompt aux calamités de la guerre. »

En ministre, je vous ai expédié un courrier

Joseph à Tal-



signer, tant que je n'aurai pas de vous l'assurance que les pouvoirs dont nous avons échangé des copies certifiées, il y a près de deux mois, vous auto-  
risent à traiter et conclure sans le plénipotentiaire anglais. Renonçons donc à un système de tergiversations qui tourne à votre désavantage; jusque-là je ne puis vous dire autre chose, et j'attends votre réponse pour la communiquer à mon gouvernement. »

Il m'a demandé copie de la convention de Steyer ; il cru devoir m'y refuser ; je me suis contenté de lui en donner lecture ; ce n'est qu'après cette lecture qu'il s'est engagé à me répondre dans le sens que je voulais, sans attacher à cette réponse aucune condition préliminaire. Ce soir enfin, il m'a remis la note que vous trouverez ci-joint copie, en m'annonçant qu'il était prêt à ouvrir le protocole incessamment.

J'ai écrit à l'instant pour prendre jour ; ce sera demain ou après-demain. J'aurai soin de borner cette dernière conférence officielle aux déclarations relatives aux pleins pouvoirs.

Il m'a répété que la maison d'Autriche tenait infiniment aux Légations, et qu'elle consentirait plutôt à quelques sacrifices sur le territoire qui est entre l'Adige et l'Oglio.

J'attends avec la plus vive impatience, Citoyen ministre, les nouvelles instructions que vous m'annoncez. »

« En réponse à la note du Citoyen ministre plénipotentiaire de la République française, en date du 30

Noté de M. de Cobenzl.

Joseph. Salz-  
bourg, 31 déc.  
1800.

m'avez fait le plaisir de m'écrire le 27 de  
le maréchal-des-logis Lagrange.

Je vous remercie de tout ce que vous  
me dire de flatteur pour la brave armée  
confié le commandement. Vous avez à  
mistice que j'ai conclu avec le prince  
pense qu'il aplanira toutes les chicanes  
faites jusqu'à présent. Nous avons arrangé  
notre mieux, pour hâter les négociations.  
Si l'armée d'Italie avait pu arriver à nous  
nous aurions peut-être mieux fait ; mais  
plus de deux cents lieues de nos frontières  
placées fortes derrière moi, le Tyrol et  
ment de l'armée ennemie d'Italie qui  
mes derrières par la vallée de la Drave ;  
goureuse, les marches forcées nous avaient  
Augereau avait été obligé de se replier  
Rednitz ; on a accepté les conditions que j'ai  
et l'armée vit dans les États héréditaires  
que ce sera un des motifs qui déterminent  
leur à finir bien vite.

Il m'arrive un courrier pour M. de C



Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
2 janvier 1801.

« Citoyen, j'ai reçu vos numéros 23, 24 et 25. Dans la note de M. de Cobenzl, qui était jointe à votre dernière dépêche, nous avons reconnu l'effet des derniers événements. Attachez-vous à mettre toutes choses en règle ; ne laissez rien passer sans des explications catégoriques et données par écrit, qui constatent bien la séparation de l'Autriche d'avec l'Angleterre ; annoncez que *nos prétentions ne varient point, quelque brillante que soit notre position*. Reprenez à M. de Cobenzl que Brune a forcé le passage du Mincio, qu'il a eu des avantages considérables et fait sept mille cinq cents prisonniers ; et si M. de Cobenzl a besoin d'être rassuré sur les conséquences de tant de triomphes, donnez-lui à connaître le message des Consuls, que je joins ici. La politique du gouvernement s'y trouve tout entière, et je ne puis pas vous donner une meilleure direction que de vous engager à vous conformer, dans vos conversations et dans vos écrits, à l'esprit de ce message (1). »

Joseph à Talleyrand, Lunéville, 2 janvier 1801.

« Citoyen ministre, quelques arrangements préliminaires à concerter, et surtout l'expédition d'un com-

(1) Ce message du 2 janvier 1801 a été dans tous les journaux du temps. Il relate et analyse les victoires des Français, l'armistice et la note du 31 septembre, par laquelle M. de Cobenzl s'engage à traiter séparément d'avec la Grande-Bretagne ; il annonce que la rive gauche du Rhin sera la limite de la France, et qu'il exige celle de l'Empereur en Italie ; que telle est l'intention du gouvernement en traitant de la paix, et que telles seront les bases du traité. Il finit par proclamer que les armées du Rhin, Gallo-Batave, d'Italie et des Grisons, ont bien mérité de la patrie.



rier pour Vienne, ont empêché M. de Cobenzl de remplir le vœu de ma note du 31 décembre, dont copie est ci-jointe.

Aujourd'hui, à deux heures après midi, nous avons ouvert le protocole des conférences. Vous trouverez ci-joint l'expédition de la première; je continuerai à vous les adresser journellement.

Demain nous n'en tiendrons pas; je me suis réservé d'indiquer la seconde; vous en savez la raison; veuillez hâter l'envoi des instructions. M. de Cobenzl paraît très impatient de finir; vous devez croire que je le suis aussi.

Le thème habituel de M. de Cobenzl aujourd'hui, ce sont les Légations. »

« Le soussigné reçoit la note que M. de Cobenzl lui transmet en réponse à celle qu'il a eu l'honneur d'adresser hier à Son Exc. Il s'empresse de lui proposer de commencer demain, 1<sup>er</sup> janvier 1801, les conférences et l'ouverture du protocole pour la négociation de la paix, par les déclarations respectives relatives aux pleins pouvoirs. »

Note de Joseph.

Le protocole fut en effet ouvert le 2 janvier 1801.

A l'ouverture de la conférence, qui a eu lieu à deux heures après midi, le plénipotentiaire de S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, présenta l'original de ses pouvoirs, et déclara que, conformément aux ordres de son souverain, qu'il avait spécialement demandés, il était prêt à entamer la négocia-

ciation pour parvenir le plus promptement possible à l'heureuse conclusion de la paix entre les deux gouvernements respectifs. M. de Cobenzl déclara en même temps qu'il regardait comme valables et suffisants les pouvoirs dont Joseph Bonaparte lui avait remis une copie certifiée, le 9 novembre. Joseph présenta de son côté l'original de ses pouvoirs, en déclarant qu'après avoir examiné ceux de S. Ex. M. le comte de Cobenzl, dont celui-ci lui avait personnellement remis, le 9 novembre dernier, une copie authentique et certifiée, il les avait trouvés valables et suffisants.

Après ces déclarations réciproques, les plénipotentiaires respectifs se considérèrent comme autorisés à procéder entre eux aux objets ultérieurs d'une négociation immédiate et directe.

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
5 janvier 1801.

« Citoyen, j'ai reçu votre numéro 26. Je vous renvoie un de vos courriers.

Voici votre négociation entamée. L'ouverture du protocole et l'exhibition des pouvoirs respectifs constatent que la cour de Vienne agit séparément de l'Angleterre; cependant il sera toujours utile que vous vous attachiez à obtenir de M. de Cobenzl des explications qui marquent cette séparation d'une manière encore plus prononcée.

Avant de vous transmettre des instructions définitives, le premier Consul désire savoir quel effet aura produit sur M. de Cobenzl le message du 2; mais si vous n'avez pas encore toutes les directions pour conclure, vous en avez suffisamment pour entrer en

discussion de tous les éléments du traité. Prenez dans les conférences le traité de Campo-Formio et les déclarations de M. de Saint-Julien pour texte, et commencez ce texte de manière à éloigner, d'une part, toute idée de congrès, et à saisir, de l'autre, au lieu des prétentions exagérées que l'Autriche avance, l'objet véritable de sa politique. *Il est loin de mention du premier Consul de se montrer sévère tant que les refus antérieurs de l'Autriche et la situation présente pourraient l'y autoriser ;* mais il ne faut se prêter à rien de ce qui compromettrait l'équilibre et la tranquillité future de l'Italie, ou de ce qui met en opposition avec les intérêts de l'Europe. C'est l'esprit du message que je vous ai indiqué comme règle générale de conduite.

Si M. de Cobenzl parle de Légation, je suppose que c'est pour le grand-duc de Toscane, et en échange de ce pays, car il ne peut en être question pour l'Autriche. »

« Citoyen ministre , j'ai reçu votre dépêche du 2 ; j'ai fait connaître à M. de Cobenzl tout ce qui était relatif à la situation des deux armées en Italie ; je lui ai communiqué le message.

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 5 janvier 1801.

Nous avons eu une conférence aujourd'hui dont vous trouverez ci-joint le protocole.

Dans les conversations qui l'ont précédée et suivie, M. de Cobenzl m'a tenu des discours dont vous pouvez regarder sa déclaration au protocole comme le résultat.

Hier, il a reçu un courrier avec une copie des ar-

dont le gouvernement français se va  
temps pour la conclusion d'une paix  
ble ; qu'il est convaincu que le pré  
trop éclairé pour ne pas savoir qu'un  
ble était seule une bonne paix ; que ;  
voulait lui imposer des conditions  
préférerait le parti des armes ; qu'il ne  
pendant que ce fussent là les vues du  
vis-à-vis d'une monarchie dont l'amir  
par la suite , utile à la France ; qu'il  
aux instructions précédemment envo

M. de Cobenzl m'a répété que ces  
permettaient de ne plus parler de la  
qu'elles lui prescrivaient celle de la  
dernier mot les trois Légations et Ma

M. de Cobenzl m'a témoigné qu'il  
manière de traiter un peu nouvelle ; q  
sage , le gouvernement semblait faire  
seul ; que les Autrichiens ne croyaient  
être réduits là.

J'ai voulu le pressentir pour savoir  
ne traiterait pas pour l'Empire ; il a fi  
difficultés ; il a prétendu que l'Empe  
le faire en tant qu'il serait autorisé

la rive gauche ; que , cependant , cela pour-  
 rait s'arranger si on voulait renoncer aux sécularisa-  
 tions si nous voulions nous charger de satisfaire  
 les réclamations du roi de Prusse pour les pays qui  
 appartiennent sur cette rive du Rhin.

Cobenzl s'est rappelé ce que je lui ai dit  
 autrefois , que si la maison d'Autriche voulait ab-  
 andonner les Légations , on pourrait les céder au grand-  
 duc de Toscane en échange de ce duché. Il aurait  
 voulu que j'eusse inséré cette déclaration dans le  
 traité , ce que je me suis bien gardé de faire. Ce  
 n'est pas qu'il n'ait prouvé qu'il n'est pas dans le fait aussi  
 de cet échange qu'il feint de le paraître.  
 Cobenzl m'a parlé légèrement de l'armistice en  
 disant qu'il m'a semblé persuadé qu'il était conclu à  
 Vienne , en me disant : « Les succès que vous ob-  
 tenez sans doute précédé la connaissance de  
 l'état des armées d'Allemagne ; il est à présu-  
 mer qu'il est étendu dans ce moment aux autres  
 parties. »

Il est toujours avec beaucoup d'impatience les  
 nouvelles que vous m'annoncez. »

L'ouverture de la seconde conférence , qui eut lieu  
 à deux heures après midi , le 5 janvier , chez M. de  
 Metternich , le ministre de la République française mit  
 en avant l'idée de borner les possessions de la cour  
 de Vienne , en Italie , au territoire jusqu'à l'Adige.  
 Cobenzl déclara que ses instructions ne lui per-  
 mettaient pas d'adhérer à de pareilles conditions. Il  
 ajouta , de son côté , de stipuler que son maître pos-



Les deux plénipotentiaires convinrent compte à leurs gouvernements de ce traité dans cette conférence et de ses effets en conséquence, l'un et l'autre même temps qu'il leur paraissait impossible que les propositions pussent et dussent être acceptées.

Le même jour, Joseph répondit à Moreau :

Joseph à Moreau. Lunéville, 5 janvier 1801.

« J'ai reçu, Général, votre lettre du 30. J'avais reçu précédemment les articles que vous avez conclu avec le prince Camille.

Vous avez beaucoup fait au-delà de ce que j'avais espéré. Vous avez laissé espérer à votre passage à Lunéville que vous seriez sans doute le seul homme en France capable de faire au milieu de tant de triomphes, que l'on ne pouvait s'attendre à faire. Permettez-moi de vous en blâmer, en citant à vous livrer entièrement à une tâche si difficilement acquise.

La prévoyance qui a dicté votre lettre a hâté la conclusion de la paix. Vous n'avez pris aucune des précautions qui peuvent la



édie en ce moment par un courrier, votre dé-  
pour madame Moreau. »

reçu, Citoyen général, votre lettre du 26 dé-  
avec copie de l'armistice signé le 25. L'armée  
ne pouvait clore par un acte plus glorieux  
rière de vingt-sept jours dont chacun a été si-  
r des succès ! Il est malheureux pour l'hu-  
que la cour de Vienne ait eu besoin de cette  
leçon ; mais elle a été complète, et nous  
nous flatter désormais de rendre la paix à  
. Je suis infiniment sensible, Général, à votre  
ement à me faire connaître l'armistice, et  
e de recevoir mes sincères remerciements. »

Joseph à Des-  
solles.

ur même où Joseph écrivait ces lettres, Mo-  
i expédiait une nouvelle et importante dé-

oyen ministre, vous avez sûrement reçu à  
le traité d'armistice que j'ai conclu avec l'ar-  
Charles. J'étais si loin et j'avais tant d'enne-  
rière moi ; on me faisait des avantages, j'ai  
l'armée avait besoin de repos et notre maté-  
ffrait énormément de la saison et des che-  
armée d'Italie n'avait pas encore agi. En sa-  
es derniers succès j'aurais été plus difficile ;  
nt je crois qu'il y en assez pour faire à peu  
que vous voudrez.

Moreau à Jo-  
seph. Salzbourg  
5 janvier 1801.

*it par une fausse rédaction que vous avez cru  
de Meerfeld se rendrait à Lunéville ; c'est*

avec moi qu'il demandait à traiter ; comme il n'avait pas de pouvoir, je l'ai renvoyé ; deux jours après est arrivé M. de Grunn avec qui j'ai fini.

Je ne peux pas douter que vous ne donniez incessamment à l'Europe la paix, au moins du continent. Vous verrez Dessolles, qui se rend à Paris ; je le charge de solliciter avec instance, qu'en cas que nous évacuions les pays héréditaires, vous exigiez, par une convention particulière, que les contributions imposées soient payées ; c'est justice. Il est dû à l'armée sept mois de solde ; j'en ai déjà payé dix ou onze depuis que je commande l'armée, et le gouvernement ne m'envoie rien. Il y a ici mauvaise volonté, basée sur l'espoir que la paix affranchira tout ; je suis obligé de les traiter de Turc à Maure pour en avoir quelque chose ; et si vous ne stipulez rien sur cet objet, je les traiterai encore plus durement pour les punir de leur mauvaise volonté.

Je vous remercie de ce que vous me dites de flatteur pour l'armée, sur ses succès ; j'espère avoir le plaisir de vous faire incessamment de pareils compliments.

Je vous prie de faire passer, par le premier de vos courriers, la lettre ci-jointe, à mon épouse. »

Les instructions du premier Consul, si vivement attendues par Joseph, lui furent enfin expédiées par Talleyrand, le 9 janvier.

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
9 janvier 1801.

« Citoyen, j'ai reçu votre lettre n° 27. L'intention du premier Consul est que vous fassiez insérer

protocole que le gouvernement français a l'Europe, un témoignage et un garant de la tation par le message du 2, qui, dans les deux ions qu'il annonce, doit être regardé comme *natum*.

le cours de vos conférences, vous ajouterez République française ne permettra plus que he repasse le Mincio; qu'elle entend même striche ne possède rien désormais à la droite ge; qu'à cet effet, Vérone et Porto-Legnano artagés par le fil des eaux, et qu'il sera resur l'Adige comme sur le Rhin, une sorte de qui formera la limite depuis le Tyrol jusqu'à ique. Ceci est la conséquence nécessaire du : et de l'*ultimatum* qu'il renferme. La ques- t être regardée comme décidée, et il n'y a ucune discussion ultérieure.

elez à M. de Cobenzl comment M. de Thugut il y a huit mois des positions respectives. Ce int après les hasards qu'on nous a fait après tout le sang qu'il a fallu répandre, que he peut espérer encore de ne pas porter la : ses refus, de ne point expier son ambitieuse eté. L'extrême générosité que montra la u traité de Campo-Formio, a donné à l'Au- s idées fausses et qui paraissent l'avoir aveu- est contraire à l'exemple de tous les temps, e quelque fruit d'une guerre désastreuse, et, 'Autriche n'en a jamais fait d'aussi désas- ne celle-ci ! Qu'elle renonce donc à des pré- qui ne conviennent plus à sa position et qui,

d'ailleurs, sont repoussées par l'intérêt général de l'Europe ; qu'elle se hâte même de devenir raisonnable, car, si les hostilités recommencent, les bornes de sa puissance pourront bien être aux Alpes Juliennes et à l'Isonzo.

Toutes les fois que M. de Cobenzl vous parlera, soit en confidence, soit par office d'alliance et d'intimité, dispensez-vous de l'écouter ou de lui répondre sérieusement. Les alliés si tenaces de l'Angleterre ne peuvent être sitôt nos amis, et il faut plus que le rétablissement forcé de la paix pour nous donner confiance en eux, qui ont mis tant d'acharnement à la retarder.

Quand on vous parlera du roi de Sardaigne, vous direz qu'il paraît juste et convenable pour l'équilibre de l'Europe, de le rétablir dans ses États.

Vous ne témoignerez pas de difficulté à ce que le grand-duc de Toscane soit pareillement réintégré dans son duché.

Mais si on vous parle du duc de Modène, vous observerez que nous n'en connaissons plus ; que le Modénois a été et se trouve définitivement compris dans la République Cisalpine ; que l'ancien propriétaire de ce pays n'est plus, à nos yeux, que le propriétaire du Brisgaw, et qu'il n'y a rien de nouveau à stipuler à son égard.

Je vous envoie copie d'une lettre du général Brune, arrivée ce matin ; vous y verrez qu'au 3 janvier, il ignorait encore l'armistice de Moreau ; et telle est aujourd'hui la position de son armée, que Brune ne consentira jamais sûrement à un armistice qu'autant

On lui remettra Mantoue, Peschiera et Portogruaro.

Soi qu'il arrive, un point dont il faut que M. de Metternich soit bien assuré, c'est que l'armistice de Trévise ne sera pas prolongé d'un jour.

Vous recevrez dans quelques jours des instructions définitives pour la rédaction du traité à conclure, les-  
ci ont paru les plus pressées. »

Nous avons passé l'Adige le 1<sup>er</sup>, au-dessus de Montebelluna; une fausse attaque, à un mille de Vénétie, a trompé l'ennemi; l'activité et les talents du général Marmont, commandant l'artillerie, nous ont rendu facile cette opération importante. Le général Massey a traversé, avec du canon, la petite chaîne de montagnes qui sépare le val Polifella du val Ponteva. Il y a eu quelques difficultés de chemin à surmonter; le mouvement a obligé l'ennemi à évacuer Vérone. Peschiera est cerné, Mantoue est bloquée. Je vais commencer à assiéger Porto-Legnano. Le général Rochambeau s'est porté, de Lodrone par Riva, Torbale, à Trieste, sur l'Adige, ce qui oblige le général autrichien à évacuer la célèbre position de la Corona; le général Schmidt a occupé le célèbre plateau de Rivoli; j'envoie le général Boudet à Roveredo pour faciliter la marche du général Rochambeau.

Je me hâte, en descendant de cheval, de vous expliquer ce courrier. »

Le général  
Bruno au pre-  
mier Consul  
Vérone, 3 jan-  
vier 1801.

« Je ne puis douter, Citoyen ministre, qu'incessamment vous n'ayez terminé un traité de prélimi-

Moreau à Jo-  
seph. Salzbourg  
10 janvier 1801

naires de paix, ou qu'il ne soit décidé que nous devons recommencer la guerre.

Vous sentirez de quelle importance il est pour moi que je sache, le plus promptement possible, à quoi m'en tenir à cet égard, surtout si nous devons combattre.

Je vous prierai donc, dès que vous aurez fini, de vouloir bien m'en donner avis, pour que je me règle en conséquence, car je suis un peu dispersé; et s'il fallait recommencer, je serais aise d'être en mesure. Cette demande est cependant subordonnée aux instructions que vous pouvez avoir du gouvernement; mais vous sentez l'importance que je sois aussitôt instruit que les Autrichiens; et si je ne l'étais que de Paris, ils le sauraient huit à dix jours avant moi.

J'ai reçu ce matin votre lettre du 5. »

Joseph à Tal-  
eyrand. Luné-  
ville, 11 janvier  
1801.

« Citoyen ministre, j'ai reçu vos dépêches du 5 et du 9 janvier.

M. Leleuvre, secrétaire attaché à la légation autrichienne, est arrivé aujourd'hui de Vienne avec un courrier du cabinet. On y connaissait déjà le passage du Mincio.

Le général Dessolles, qui a passé la journée avec nous, et qui suivra mon courrier à vingt heures de distance, m'a donné beaucoup de détails sur la position des deux armées et les dispositions des habitants des pays héréditaires, dont j'ai fait usage avec quelque succès.

Vous trouverez ci-joint le protocole de la conférence d'aujourd'hui; vous y reconnaîtrez une par-



instructions contenues dans votre dernière  
e.

mes conversations avec M. de Cobenzl, je  
manqué de lui faire toutes les insinuations  
ous me parlez, et de lui faire sentir que j'ap-  
s à leur juste valeur les communications ami-  
e sa cour.

répliqué par les protestations des sentiments  
nels de l'Empereur, du prince Charles, et son  
ir, à lui, pour le rétablissement de la bonne  
ence et d'une harmonie véritable avec la Ré-  
ne française; qu'à la vérité, l'Angleterre avait  
rtisans zélés à Vienne; mais que la modération  
France victorieuse pourrait les confondre, et  
était le moment de les perdre pour toujours à  
; qu'il espérait que le gouvernement français,  
e politique bien entendue, laisserait à l'Autri-  
ligne de la Chiésa et les Légations.

près tout ce que je lui ai dit sur cet objet, en  
étant, entre autres choses, que le gouverne-  
rançais voulait être modéré, parce que le peu-  
nçais l'était lui-même; que l'intérêt de la  
e, de l'Europe, le voulait; mais que la Républi-  
entendait pas acheter par des concessions in-  
les bonnes grâces de quelques courtisans de  
vendus à l'Angleterre ou aveuglés par leurs  
s; que c'était à l'Empereur à rouvrir les yeux  
vrais intérêts; qu'il en était bien temps; que,  
moi, je ne pouvais jamais souscrire à aucune  
sion en Italie en-deçà de l'Adige, il a fini par  
onner la Chiésa, et s'est restreint au Mincio et

surplus, que l'on m'insérât que les premiers  
référeront le contenu à leurs gouverne-  
ments, en lui observant qu'il ne m'était pas  
tendre d'autres instructions que celles  
déjà, et qu'il était inutile de nous entre-  
positions qui auraient pour objet de por-  
mites au-delà de l'Adige.

Je lui ai d'ailleurs bien donné à en-  
pour peu qu'il différât à se décider sur  
les événements militaires en Italie mettre  
gouvernement français dans le cas d'en p  
moins favorable.

La rédaction de ce troisième protocole  
arrêtée qu'après de grands débats ; c'e  
benzl qui a insisté sur ce que le grand-  
cane et le duc de Modène y fussent introdu  
au reste que vous remarquerez, Citoyen  
combien j'ai mis de soin à y préciser  
tions.

Je vous envoie extrait d'une lettre  
Moreau, sur lequel je demande vos instr

A l'ouverture de la conférence du 4  
quatre heures après midi, tenue chez Jos

onné à l'Europe un témoignage de sa modération le message du 2 janvier, qui, dans les deux qui y sont annoncées, doit être regardé comme *imatum*.

Le ministre de la République française insista, en conséquence, sur l'admission des limites du Rhin et l'Adige, comme moyen de procéder plus immédiatement aux autres objets de la négociation. M. de Stein déclarait aussitôt que son maître ne s'opposait à la réunion de la rive gauche du Rhin avec les possessions de la République française, si d'ailleurs on tombait d'accord sur les conditions de la paix. Le plénipotentiaire ajouta que ne pouvant pas, d'après ses instructions, admettre la ligne de l'Adige, il proposait les modifications suivantes :

1. moyennant l'acquisition des trois Légations de Modène, de Parme et de Plaisance, le territoire entre l'Adige et la Chiésa pour l'Empire, en outre de ce que le traité de Campo-Formio avait en Italie, ainsi que de l'Istrie, de la Dalmatie et des bouches du Cataro, S. M. prendrait sur elle de dédommager, dans les Légations, le duc de Modène et l'archiduchesse Béatrix, des duchés de Mantoue, de Massa et de la principauté de Carrara. M. de Cobenzl proposa ensuite, par ordre de son

Cisalpine, et l'ancien possesseur de ce duché dû trouver son indemnité dans le Brisgaw, impossible d'admettre aujourd'hui pour elle, une indemnité en Italie. »

Joseph à Moreau, Lunéville,  
11 janvier 1801.

« Citoyen général, j'ai reçu votre lettre du 7 janvier, et j'ai eu le plaisir de causer long-temps avec le général Dessolles qui l'a suivi de près. Tous les détails qu'il m'a donnés sont infiniment satisfaisants et j'en tire partie. Il est bien de savoir que si le gouvernement de Vienne cherchait encore à temporiser, vous êtes en situation de la forcer de se rendre aux vues désirées du gouvernement, que vous connaissez par le message du 2. J'ai surtout donné une attention particulière à vos observations sur le paiement des contributions, et indépendamment des représentations que vous avez chargées le général Dessolles de porter à Paris à ce sujet, j'ai cru devoir demander des instructions.

J'expédie par un courrier votre lettre à M. Moreau. »

mise à ce qu'il vous a mandé par sa lettre du 15. à le texte de ma lettre : « Général, le premier Consul donne une approbation entière aux mesures ne vous prenez pour accélérer la rentrée des contributions arriérées. Vous pouvez être certain que dans le traité qui sera conclu, on s'attachera à stimuler que les armées françaises n'évacueront les pays occupés qu'après l'échange des ratifications de l'Empereur et de l'Empire, ce qui nous donne tout le temps nécessaire pour assurer l'entier paiement des contributions. Si elles ne suffisent pas pour mettre la solde de l'armée au courant, vous ne doutez pas des soins qui seront pris pour y suppléer. »

Vos instructions définitives sont sous les yeux du premier Consul, elles vous seront incessamment adressées; mais le premier Consul attend que les résolutions d'Italie aient pris toute leur consistance; vos dernières conversations sont excellentes, et prouvent que vous connaissez déjà l'esprit des instructions qui sont préparées.

S. La lettre que j'adresse au général Moreau, est jointe; je vous prie de la lui faire passer. »

Citoyen ministre, vous trouverez dans le protocole joint de la conférence d'aujourd'hui, le résultat de mes discussions avec M. de Cobenzl depuis le 1. Ce n'est que par gradation que j'ai pu l'amener à la cession entière de ce que l'Autriche possède sur la rive droite de l'Adige, et à prendre le cours de ce fleuve en Italie, depuis le Tyrol jusqu'à

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 15 janvier 1801.



cidé à conclure le plus tôt possible. Il a écrit à  
afin que l'Empereur le fasse autoriser par  
pour traiter au nom du corps germanique; il  
pas encore reçu les ordres. Vous observerez  
dernier paragraphe du protocole, il est arrêté  
paix de l'Empire serait conclue à Lunéville  
Cobenzl n'a pu s'obliger à traiter pour l'Empi  
ayant pas le pouvoir. J'ai insisté pour que ce  
puisse se traiter ici en même temps que celle  
triche; il suffira qu'elle soit signée après ce  
nière.

L'article qui porte sur l'échange de la Tos  
subordonné aux instructions ultérieures que  
vrai. En tous les cas, il a été bien entendu que  
plus resterait à la Cisalpine; j'espère que le  
lui restera en entier.

Dans le protocole du 11, je n'ai pas fait d  
de stipuler la restitution de la Toscane au gra  
si la cession de l'Adige était consentie. M. de  
ne me paraît pas s'être aperçu que les relatio  
merciales et maritimes nous font attacher



de Cobenzl admet sans réplique la réponse négative que j'ai consignée au troisième protocole.

Ce ministre a chaudement pressé la conclusion de l'armistice comme conséquence de l'abandon de la rive droite de l'Adige ; mais vous remarquerez que les conditions en restent subordonnées à la position dans laquelle se trouvent ces armées et les généraux.

D'après l'accession du ministre autrichien aux deux principales portées dans le message du 2 janvier, que vous m'avez donné comme texte à mes discussions, vous jugerez que je ne pouvais plus faire figurer au protocole la menace de borner les possessions autrichiennes à la Brenta ou à l'Isonzo.

Il n'est pas question de la Cisalpine, du Piémont, Gênes, vous en trouverez la raison dans la lettre que j'ai, en m'annonçant de nouvelles instructions, me suis écrit de regarder les anciennes comme non existantes. » (Voir ci-après la lettre au premier Consul.)

« Citoyen Consul, j'ai reçu aujourd'hui votre lettre du 12 janvier (1) ; M. de Cobenzl avait reçu le matin même les dépêches de sa cour. Nous étions à peu près connus des bases principales du message du 11 janvier, ligne du Rhin et celle de l'Adige. J'ai répété à M. de Cobenzl ce que je lui ai dit si souvent sur la nécessité où il nous mettait de restreindre les bornes de la puissance autrichienne à mesure que son refus

Joseph au  
premier Consul  
Lunéville, 15  
janvier 1801.

---

) Cette lettre se trouve au 1<sup>er</sup> volume des *Mémoires du roi* *ph*, page 192.

d'accepter des conditions modérées nous permettrait de nouvelles victoires.

Il m'a répondu en signant l'article de l'Adige, tel qu'il est porté dans votre lettre. Il m'a paru qu'il n'était plus convenable de faire insérer au protocole la déclaration des limites de la Brenta.

Si ce protocole garantit la maison d'Autriche des suites d'une défaite, il a le même avantage pour nous.

J'attends avec impatience les instructions que m'a annoncées le citoyen ministre des relations extérieures, auquel j'écris en détail.

La quatrième conférence eut lieu chez M. de Cobenzl, à deux heures après midi. Le plénipotentiaire déclara qu'il consentait à ce que les possessions autrichiennes en Italie fussent bornées par l'Adige, depuis le Tyrol jusqu'à l'Adriatique, le talweg de l'Adige servant de ligne de démarcation, l'Empereur devant rester en possession de l'Istrie, de la Dalmatie, des îles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique et des bouches du Cataro.

Joseph déclara de son côté que cette stipulation étant conforme à la proposition qu'il en avait faite, devait être regardée comme convenue.

Les bases principales de la paix étant ainsi définitivement arrêtées, l'armistice devait être étendu à l'Italie le plus tôt possible, et des ordres envoyés en conséquence par les gouvernements respectifs à leurs généraux. En confirmant ce qui avait été consigné dans le protocole de la troisième conférence, tenue le

juste et complet du grand-duché de Tos-

nipotentiaires respectifs déclarèrent ensuite  
qu'il n'y avait aucune difficulté à ce que, immédiate-  
ment après la conclusion de la paix entre S. M. l'Em-  
pereur et la République française, la paix avec  
l'Empire fût conclue à Lunéville par un traité  
séparé et *secret* proposé à cette quatrième  
classe. Il fut stipulé que l'expérience avait  
montré que les difficultés insurmontables et les inconvé-  
nients nombreux attachés aux sécularisations des  
terres ecclésiastiques en Allemagne, d'où il résulte-  
rait le déclin de la constitution germanique,  
sur lesquels S. M. l'Empereur avait également à  
maintenir ; qu'en conséquence, il était con-  
venu entre les deux parties contractantes qu'à la pro-  
cédure avec l'Empire germanique, elles  
avaient efficacement pour empêcher ces sécu-  
larisations d'avoir lieu, en sorte que les princes lai-  
cs ne fussent pas à supporter les pertes qui résulteraient  
de la cession de la rive gauche du Rhin, et  
pour assurer l'existence des princes ecclésiasti-  
ques, par cette cession, perdraient la totalité ou  
une grande partie de leurs possessions, ils en se-

« Citoyen ministre, vous aurez jugé sans  
par ma lettre du 16, combien ma situation d  
a chaque instant plus embarrassante par le défaut  
tructions, d'autant que M. de Cobenzl m'a tra  
en effet, le projet de traité dont je vous avais p  
qu'il s'occupait. Je me suis renfermé depuis di  
généralités en pure forme de conversation, et  
me prêter même à aucune rédaction de protoc  
constatât les avances de M. de Cobenzl. Ce n'  
que je ne sente quelles sont les objections que  
mettre en avant, mais je sens encore plus l'in  
nient de leur donner une circonstance quelc  
aussi long-temps que je ne connais pas posit  
l'ensemble des intentions du gouvernement.

Je prends le parti de vous envoyer copie de  
jet de traité; si mes instructions étaient ex  
lorsqu'il vous parviendra, veuillez examiner  
ont pourvu à tout, et me faire passer vos o  
tions le plus promptement possible. »

Joseph à Tal-  
levrand, Luné.

« Citoyen ministre, j'avais retardé, jusqu'à

Le plénipotentiaire a encore reçu ce matin des dé-  
 lés de Vienne; il est extrêmement pressé de con-  
 clure. Il paraît craindre, et a laissé échapper le soup-  
 çon, que nous ne veuillions attendre le moment de  
 expiration de l'armistice, pour imposer des condi-  
 tions dures; il ne conçoit pas le motif des lenteurs.  
 Il se plaint, et je vous avoue qu'il m'est impossi-  
 ble de ne pas sentir le désagrément d'être sans ins-  
 tructions si près du gouvernement, tandis que M. de  
 Cobenzl a toute la latitude convenable.

Il vient de m'en donner une nouvelle preuve en ce  
 moment.

Je lui avais observé, sur l'article de la Toscane, qu'il  
 était impossible de consigner, dans un traité définitif,  
 que le grand-duc serait rétabli dans ses États ou ob-  
 tiendrait une indemnité dans les Légations, ce qui  
 obligerait les parties contractantes à une convention  
 subséquente et empêcherait l'arrangement du sys-  
 tème des autres parties de l'Italie. Il m'a proposé :  
 1<sup>o</sup> de rétablir le grand-duc de Toscane; 2<sup>o</sup> de donner  
 Polesina de Rovigo et les Légations au duc de  
 Parme; de manière que les États monarchiques se  
 verraient pressés, me disait-il, près des posses-  
 sions analogues, et les États républicains vers la  
 France. Je lui ai observé que cela n'était pas exact,  
 puisque le roi de Sardaigne devait se trouver rétabli  
 en Piémont. Il a répliqué qu'on pourrait placer les  
 États de Parme et de Plaisance avec quelques arron-  
 dissements, et réunir le Piémont à la Cisalpine; il a  
 ajouté qu'il signerait cet arrangement.

M. de Cobenzl est fort éloigné de placer le roi de

de Rovigo avec les Légations (Bologne être), au grand-duc de Toscane. Ce se semblerait plus convenable pour les France et celui du peuple d'Italie.

Le Piémont, déjà républicanisé, avec le Mantuan, le Modénois et les démementiens, formeraient un Etat assez consces peuples sont déjà habitués aux idées Parme, Plaisance, la Toscane, FerrarRovigo, se soumettraient, avec moins d'gime monarchique. Le premier Constbien tous ces pays pour que j'en parle

Au reste, je regarderai toutes ce comme non avenues, dès l'instant où instructions que j'attends à tout moment sur un système contraire, et je trséquence ; mais je vous en prie, Citque je sache enfin ce que je dois faire.

Veuillez arrêter votre attention sur relatif aux sécularisations.

Comme je prévois qu'il sera impossib avec l'Empire puisse être signé aussitô l'Autriche, on pourrait stipuler que le caises n'évacueront les États héréditai



de me faire expliquer successivement ; j'ai dû  
er à convenir, mais sans rien écrire, de la ré-  
de plusieurs. Je joins ici ceux sur lesquels  
mmes d'accord. Il mettait un grand prix à  
partout l'Apostolique à S. M. I. et R., en sou-  
qu'un ambassadeur français ne pourrait pas  
à Vienne, si ce titre ne se trouvait pas sur  
e de ses lettres de créance. Je n'ai pas voulu  
er de l'usage notamment suivi à Campo-For-  
l'Apostolique est écarté, sans être formelle-  
usé. »

oyen, j'ai reçu vos numéros 29 et 30.

emier Consul me charge de vous faire con-  
ue le gouvernement désire sincèrement de  
mistice étendu à l'armée d'Italie, mais que  
peut avoir lieu qu'autant que Mantoue, Pes-  
Porto-Legnano, Ferrare et Ancône, seront  
l'armée française.

ment la cour de Vienne peut-elle hésiter à  
mer ces places, puisque par la dernière dé-  
i de M. Cobenzl, elles se trouvent cédées de  
me étant à la gauche de l'Adige ? C'est donc  
eur et non le gouvernement français qui se

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
20 janvier 1801.

Sardaigne dans les Légations; il consentirait à lui donner Pontremoli, le duché de Massa-Carrara et Lucques, ce qui lui permettrait de communiquer avec la Sardaigne.

Il serait possible de l'amener à donner le grand-duché de Toscane au duc de Parme, et la Polesina de Rovigo avec les Légations (Bologne excepté, peut-être), au grand-duc de Toscane. Ce second projet ne semblerait plus convenable pour les intérêts de la France et celui du peuple d'Italie.

Le Piémont, déjà républicanisé, avec la Lombardie, le Mantuan, le Modénois et les démembrements vénitiens, formeraient un Etat assez considérable. Tous ces peuples sont déjà habitués aux idées républicaines: Parme, Plaisance, la Toscane, Ferrare, la Romagne, Rovigo, se soumettraient, avec moins de peine, à un régime monarchique. Le premier Consul connaît trop bien tous ces pays pour que j'en parle davantage.

Au reste, je regarderai toutes ces propositions comme non avenues, dès l'instant où je recevrai les instructions que j'attends à tout moment, si elles portent sur un système contraire, et je traiterai en conséquence; mais je vous en prie, Citoyen ministre, que je sache enfin ce que je dois faire.

Veuillez arrêter votre attention sur l'article secret relatif aux sécularisations.

Comme je prévois qu'il sera impossible que le traité avec l'Empire puisse être signé aussitôt que celui avec l'Autriche, on pourrait stipuler que les troupes françaises n'évacueront les États héréditaires qu'après la ratification du traité de l'Empire; cette clause sera

demanderez formellement, Citoyen, et comme on de la première convention d'armistice conclue à Arengo, que Moscati et Caprara soient mis en liberté. Il est trop inconvenable que leur détention soit prolongée jusqu'ici. Vous direz aussi à M. de Caprara, mais sans en faire un article de protocole, qu'il viendrait qu'il écrivit à Vienne pour qu'on le roi de Naples à mettre en liberté les Français venus en Sicile et venant de l'armée d'Orient. Je puis ajouter ici quelques observations qui serviront à régler vos conversations sur les objets qui vous concernent, et que vous regarderez comme partie des instructions que je vous ai annoncées.

Ayez toujours soin de rappeler le traité de Campo-Formio. Quoique les évènements qui sont survenus aient rendu nécessaire de le modifier dans un grand nombre d'articles, les principaux serviront de bases au traité futur, et ils doivent être appliqués avec application. Ayez soin pareillement d'arrêter par rapport à l'Empire, de ce qui avait été convenu à Radstadt ;

la guerre actuelle avant été, étant encore une

et je répète que cet événement pourrait amener de grands changements dans la négociation.

Il est donc important pour l'Autriche que l'armistice soit signé au plus tôt, moyennant l'évacuation des places ci-dessus mentionnées. A cet égard, faites sentir à M. de Cobenzl toute l'urgence du moment. Si M. de Cobenzl consent à signer l'armistice aux conditions énoncées, vous êtes autorisé à le faire.

Ne lui taisez pas que le gouvernement français n'est plus porté à consentir que le grand-duc de Toscane obtienne aucune indemnité sur la rive droite de l'Adige; que, d'une autre part, la Toscane, quand elle lui serait restituée, ne formerait désormais, pour lui, qu'une possession toujours précaire et de peu d'avantage; qu'il paraîtrait donc tout-à-fait convenable que le grand-duc y renonçât et qu'il trouvât un nouvel appanage; ce qui serait d'autant plus facile, qu'il faut s'attendre que les réclamations de la presse pour l'indemnité de ses provinces trans-rhénanes, son intervention en faveur de la maison d'Orange, celle de la Russie pour les maisons Palatine et de Wurtemberg et nos propres engagements, rendront indispensable l'emploi de quelque grande mesure pour assurer l'indemnité de ces princes, et qu'alors le dédommagement du grand-duc serait pris à la même source. Vous ajouterez que, dans ce cas, la Toscane serait donnée au duc de Parme.

Dans vos conversations, vous exprimerez que dans la méfiance qu'ont inspirée jusqu'ici les dispositions de l'Autriche, il n'y a de véritable garantie contre elle (notez que, par l'Autriche, on entend aussi le

les États desdits pays, ou de  
l'administration effective des  
faire stipuler expressé-  
obligations de la banque  
s ou à échoir, aux  
venus Français,  
ajettissaient à  
s capitaux,  
se con-

que vous  
rait bon qu'a-  
on des articles, vous  
consigner dans le protocole  
bases. Nous attendons la réponse  
ns devons l'avoir dans dix jours ;  
peu ; acceptez le traité, et dites que  
Paris ; mais posez bien ce principe,  
qui appartient à l'Empereur ne doit

pas plus les contrées d'Italie que  
e, jusqu'à ce que la paix définitive  
e.

e de Naples et de Turin, éloignez  
lites que vous n'avez pas d'instruc-  
demanderez.

de Cobenzl qu'un officier russe est  
i à Paris avec une lettre de l'Em-  
remier Consul, ainsi conçue que  
désirer. Usez de cet incident pour  
otentiaire autrichien. »



française ne peut passer sous silence le sort des princes héréditaires dépossédés ; elle ne peut pas cependant en régler immédiatement le sort ; mais elle veut que le principe soit posé et qu'on s'en tienne à conclure, et l'Autriche, malgré toutes ses objections, doit y être amenée. Il est bon de remarquer à l'égard que le principe avait déjà été reconnu, avoué par l'Empire et sanctionné par les autres puissances ; il n'y a donc rien de nouveau à faire ;

3° Il ne suffit pas que M. de Cobenzl demande que l'Empereur demande des pouvoirs à l'effet de conclure en son nom ; avec une telle marche, on ne pourrait en finir ; il faut que M. de Cobenzl stipule au nom de l'Empereur et de l'Empire. Ce n'est point la première fois que la chose sera arrivée ; la paix de Bade en a été un exemple. Il ne s'agit, pour l'Empire, d'autre chose qu'il n'ait déjà consenti à Radstadt. Ses plénipotentiaires à ce congrès n'ont besoin que d'être confirmés ; quand l'Empereur aura signé, il saura bien obliger l'Empire à donner sa ratification ;

4° Dans les stipulations qui sont relatives au transport des dettes des pays cédés, il faut avoir soin d'établir que la France ne



lement consentis par les États desdits pays, ou de dépenses faites pour l'administration effective des mêmes pays. Il faudra aussi faire stipuler expressément le paiement entier des obligations de la banque de Vienne, de leurs intérêts échus ou à échoir, aux propriétaires desdites actions, devenus Français, nonobstant les déclarations qui les assujettissaient à fournir trente et cent pour cent de leurs capitaux, déclarations auxquelles ils n'ont pu ni dû se conformer.

C'est d'après ces directions, Citoyen, que vous aurez soin de parler et d'agir, et il serait bon qu'avant de procéder à la rédaction des articles, vous ameniez M. de Cobenzl à consigner dans le protocole son adhésion à ces bases. Nous attendons la réponse de la Russie; nous devons l'avoir dans dix jours; ainsi, traînez un peu; acceptez le traité, et dites que vous l'envoyez à Paris; mais posez bien ce principe, que rien de ce qui appartient à l'Empereur ne doit passer l'Adige.

On n'évacuera pas plus les contrées d'Italie que celles d'Allemagne, jusqu'à ce que la paix définitive soit faite et ratifiée.

Si on vous parle de Naples et de Turin, éloignez la conversation; dites que vous n'avez pas d'instructions, que vous en demanderez.

Annoncez à M. de Cobenzl qu'un officier russe est arrivé aujourd'hui à Paris avec une lettre de l'Empereur pour le premier Consul, ainsi conçue que nous pouvions le désirer. Usez de cet incident pour stimuler le plénipotentiaire autrichien. »

Malgré l'absence de  
 Joseph. Paris.  
 22 JANVIER 1801.

J'ai reçu vos numéros 31 et 32.

Je me suis empressé de mettre sous les yeux du premier Consul le projet de traité que M. de Cobenzl vous a communiqué, et en même temps j'ai fait connaître que vous étiez impatient de recevoir des instructions définitives et d'après lesquelles vous puissiez conclure et signer.

Il n'est pas extraordinaire que, dans le projet de M. de Cobenzl, on n'ait point trouvé la stipulation qu'il importe le plus à la France de faire comprendre dans le traité définitif. Si l'Autriche se désiste enfin de ses prétentions exagérées sur l'Italie, il paraît qu'elle veut encore se conserver l'Allemagne. Elle nous propose d'abandonner les princes déposés et le système des sécularisations. Ce serait discréditer à jamais la France et l'Empire ; ce serait fortifier encore le parti ecclésiastique, et y assurer la toute-puissance de l'Autriche. Le piège est évident ; mais il était prévu, et le gouvernement français demeure attaché à des principes tout différents.

Je joins ici, par ordre du premier Consul, un projet de traité que vous regarderez comme instruction définitive (1). Il est conforme aux instructions partielles que je vous ai successivement transmises, et notamment à ma dépêche du 20. Il assure les intérêts de la France, sans rien faire au-delà de ce qui est prévu en Europe depuis long-temps, de ce qui avait été consenti à Radstadt ; il garantit l'indépen-

---

(1) Note D.

e l'Italie, en mettant derrière l'Adige, l'Autricout ce qui appartient à cette maison ; il préAllemagne les meilleurs arrangements, qui tous naître de l'application du principe desisations ; il est tel, enfin, que nous pouvons le e d'après nos nouvelles relations avec la Rusl'après les sentiments connus de la Prusse, ces deux puissances manifestent un intérêt e que l'Empereur ne soit pas trop puissant en t à ce que les princes héréditaires dépossédés e gauche du Rhin obtiennent une indemnité nagne.

à prévoir que ce qui excitera le plus la résisie l'Autriche, c'est : 1° De stipuler au nom de e, de consentir formellement à la cession de gauche, et de reconnaître en même temps le : des indemnités restreint aux héréditaires ; enonccr à la Toscane, et de laisser le grand-s apanage défini.

e premier point, je vous ai précédemment ins raisons principales qu'il faut faire valoir. e demande rien à l'Empire au-delà de ce qu'il cordé à Radstadt.

même vrai de dire qu'on lui demande moins, on se désiste des points fortifiés sur la droite ; ainsi, ces concessions précédentes n'ont ue d'être confirmées.

l'exemple que l'Empereur ait stipulé pour e, sans avoir reçu à cet égard de pouvoirs spéla paix de Bade en est un qui trouve ici sa parlication.

Il ne peut être mis en doute que l'Empire n'aime mieux l'Empereur, et ne ratifie le traité. Il a tout d'engagement de voir son territoire évacué, et le dommage qui en résultera pour la majeure partie de l'Allemagne est tel, qu'aucune considération humaine ne pourra y être opposée.

Enfin, et ce qui encore plus décisif, il n'y a pas de meilleur moyen de finir : il n'y en a peut-être pas de pire : car, si l'on se rejette dans les lenteurs et les inconvénients d'un congrès, toutes les passions, les espérances, seront de nouveau excitées pour retarder la conclusion.

Vous insisterez donc pour que l'Empereur stipule au nom de l'Empire : vous présenterez cette condition comme étant *à lui ou non* ; vous la maintiendrez jusqu'à l'extrémité, et si cependant il était impossible de déterminer M. de Cobenzl à y souscrire, vous la vous en désisterez qu'en lui observant que l'Autriche n'y gagnera rien, parce que dans le cas où l'Empire ne serait pas expressément compris dans le traité de l'Empereur, les armées françaises continueraient à occuper le territoire de l'Empire jusqu'à la paix définitive, et que l'Empereur étant alors considéré comme Etat d'empire, ses Etats héréditaires ou ses nouvelles acquisitions en Italie ne seront pas plus tôt évacués que le territoire germanique.

Un point sur lequel le premier Consul vous autorise à céder, après que vous aurez fait tous vos efforts pour l'obtenir, c'est la conservation de Cassel et des forts de Mayence sur la rive droite du Rhin ; mais comme cette rétrocession n'est d'un grand intérêt

pour l'Empire, c'est à l'Empire qu'elle doit être soit dans le traité de l'Empereur, s'il est commun au corps germanique, soit dans le traité particulier de l'Empire, et dans tous les cas, vous devez valoir la modération du gouvernement français. Quant à la Toscane, nous avons personnellement grand intérêt à ôter Livourne aux Anglais, qui l'ont de ce port pour maintenir leur prépotence commerciale en Italie et pour gêner nos communications avec l'Égypte, que vous devez retarder l'établissement du duc de Parme dans ce port, comme des conditions les plus importantes du traité. Pour vous donner une idée plus complète du prix que le gouvernement attache à cet arrangement, je dois dire que nous avons une convention avec l'Espagne, d'après laquelle, aussitôt que le duc de Parme aura reçu en Italie l'agrandissement que nous lui avons fait espérer, l'Espagne nous donnera six vaisseaux et la Louisiane jusqu'à la Mobile. Jugez si un tel prix mérite d'être poursuivi avec ardeur.

D'un autre côté, il ne peut plus être question de verser les Légations au grand-duc ; car, ainsi que je vous l'ai dit, l'intérêt de l'Italie, celui même de la paix qui va être conclue, exige que la maison d'Autriche soit reléguée derrière l'Adige et que cette limite soit infranchissable.

Il n'est donc qu'en Allemagne que le grand-duc peut trouver un dédommagement, et c'est par là qu'il intéresse l'Autriche à l'application du principe des sécularisations.

Comme, cependant, il faut tout prévoir, s'il était

ples et de Sardaigne. Vous connaissez les intentions de la France à cet égard : avec Naples , le roi de Sardaigne sera traité ; c'est avec la Russie que le gouvernement s'occupe de ces divers objets, et si M. de Cobenzl veut venir, rendez-lui à voir les pouvoirs de ces deux rois ; au même temps, attachez-vous à consigner dans le protocole les intentions du gouvernement français aux rois de Naples et de Sardaigne , et nous pourrions, en temps et lieu, en donner communication à la Russie , et lui prouver que nous n'avons pas cessé d'être d'accord avec elle.

Vous verrez aussi qu'on a évité de compromettre l'histoire des Républiques Cisalpine et Helvétique, qu'il suffit que leur indépendance soit garantie, et que leur délimitation définitive ne dépende que d'arrangements ultérieurs. Cela est vrai aussi pour Gènes et même pour la République Batave.

Il ne vous échappera pas , Citoyen , que l'article du traité est important en ce qu'il garantit les ratifications de l'Empereur.



de le maintenir. En général, vous vous attachez à faire prévaloir, pour le fond et pour la forme, le traité de Campo-Formio dans sa totalité; vous jugerez s'il est raisonnable de relater textuellement les articles du traité de Campo-Formio qui ne sont pas rappelés.

L'armistice de l'armée d'Allemagne a déjà un mois d'existence, celui d'Italie n'est pas encore conclu; le Cobenzl doit avoir hâte de finir. Pressez les négociations, profitez du moment décisif; présentez un *ultimatum* et signez; vous êtes pleinement autorisé à le faire sur les bases que je vous transmets. Qu'il sorte de votre négociation un traité qui satisfasse la France et l'Europe, qui assure le repos de l'un et l'équilibre de l'autre, jamais plus beau nom n'a été attaché à un plus grand ouvrage.

Le premier Consul a reçu de l'Empereur de Russie une lettre toute confiante et tout amicale, qui annonce l'envoi immédiat de M. Kalitschew à Paris comme ministre plénipotentiaire. C'est encore un événement très significatif et qui doit exciter M. de Cobenzl.

Je joins ici une lettre qui avait été préparée pour vous depuis long-temps, et qui vous donnera les renseignements nécessaires sur la question des dettes et du paiement des obligations de la banque de France (1). »

Les instructions, très détaillées, étaient attendues

---

Note E.

avec une vive impatience par Joseph, dont la position devenait intolérable. Le caractère loyal et l'affection qu'il portait à M. de Cobenzl lui donnaient les plus désagréables allures. Il n'osait rien faire, donner une réponse, sachant qu'il allait recevoir des lettres définitives, et, d'un autre côté, le plénipotentiaire autrichien, qu'il avait pressé si long-temps de conclure, le pressait à son tour d'en finir. Par une faiblesse incroyable, cette seconde lettre du 24 janvier arriva un jour plus tard qu'elle n'aurait dû lui parvenir. On avait oublié de la lui expédier le jour même. Arrêtée par le premier Consul, elle avait été relâchée par Talleyrand.

Enfin, le 25 janvier, il reçut la dépêche du 24, qui indiquait une conférence pour le 24. Lui-même, au reste, explique sa perplexité dans la lettre suivante :

« Citoyen ministre, les 20, 21, 22 janvier ont été pour moi des jours particulièrement désagréables. Il est difficile de vous dire à quel point M. de Cobenzl s'est montré pressant, questionneur, ombrageux, impatient. Il a pris toutes les formes pour me faire sentir de la circonspection que le défaut d'instructions m'imposait. Il a remis tous les jours sur le tapis son projet de traité, et, s'attachant aux articles importants autant que je m'attachais à passer à ceux qui sont susceptibles de peu de difficultés, il a fait les derniers efforts pour engager les discussions que j'évuais et que j'ai dû écarter. Il a répété constamment qu'il voyait bien que nous voulions moins faire l

l'arracher successivement des concessions ,  
 server d'exiger encore plus chaque lendemain ,  
 irer, si nous le pouvions, la maison d'Autri-  
 ès l'avoir détachée de l'Angleterre. Il affecte  
 lopper ses ressources et de dire que l'Empe-  
 battra avec un nouvel acharnement et tentera  
 ces plus heureuses de la fortune plutôt que  
 laisser écraser aussi implacablement. J'ai eu  
 up de peine à colorer ma réserve de manière  
 er les inductions sévères qu'il en tire contre  
 té du gouvernement , mais je n'ai pu empê-  
 'il ne fasse partir un courrier pour prévenir  
 de l'état des choses et la préparer à la conti-  
 de la guerre.

la nuit du 22 au 23 janvier enfin , j'ai reçu  
 épêche du 20.

ournée d'hier et celle d'aujourd'hui ont été  
 es en discussions pour amener M. de Co-  
 la conclusion de l'armistice, moyennant la  
 des places de Mantoue , Peschiera , Porto-  
 o, Ferrare et Ancône. Je ne vous répèterai  
 t ce qu'il m'a dit pour soutenir l'opinion qu'il  
 pas autorisé à signer un armistice, mais bien  
 éliminaires ou la paix définitive. Passant à  
 de conclure une convention préliminaire, il  
 it pour premières bases celles déjà consignées  
 tocole : l'évacuation des troupes françaises  
 l'Inn et l'Adige , la remise entre nos mains  
 q places demandées.

i ai répété que M. de Bellegarde refusait l'ar-  
 sur lequel reposaient les bases énoncées au

peut être conclue incessamment ; qu'anticipée de ces places, nous pourrions des lois plus dures encore ; que la loi de l'Adige ne nous suffirait pas ; que nous ne cherchions pas de prétextes ; que nous ne refusions à la paix et à l'évacuation des places, en exigeant des choses impossibles, par exemple, la conclusion de la paix en même temps que celle d'Autriche ; l'intervention de la députation d'Empire ; l'intermédiaire de l'Empereur ; que cet article de traités d'Autriche et d'Empire était que nous citions à tort celui de Bade, et que nous nous appliquions au temps présent ; qu'il fallait donner à l'Empereur le temps physique d'accomplir les devoirs qui lui sont indispensables ; qu'il fallait que durant cet intervalle nos troupes ne fussent pas à séjourner dans les Etats héréditaires avec l'Autriche ; que si notre intention était de tarder jusqu'à l'époque de la signature d'Empire, il était souverainement déraisonnable de demander la remise des forteresses ; que ce

; que nous devons au moins nous obliger à  
dans les pays de la rive gauche de l'Adige.

à toutes ces objections les réponses que  
vous supposez. Nous nous sommes séparés  
sans résultat.

Aujourd'hui, j'ai exigé l'insertion au protocole,  
vous trouverez ci-joint copie, d'une déclaration  
de revenir sur la ligne de l'Adige, et les ar-  
rêts aux ducs de Toscane contenus dans les  
des troisième et quatrième conférences,  
où l'armistice ne serait pas conclu.

M. de Cobenzl a remis sa réponse à demain matin.  
J'ai ma déclaration; elle sera conçue de  
sorte, s'il consent, après l'armistice, je puisse  
dire et que, si les événements de la guerre en-  
traînent le gouvernement à dévier des bases  
posées, je puisse les méconnaître avec bonne  
raison et une autre volonté.

M. de Cobenzl a persévéré, après avoir signé le  
protocole, à m'assurer qu'il ne consentira pas à l'ar-  
rêt de la cession des cinq places, à moins que  
vous ne le fassiez :

la paix d'Empire sera traitée après celle  
de Vienne ;

trois demandes.

Caprara et Moscati seront mis en liberté.

J'ai cru ne pas devoir compliquer la question de l'armistice en émettant d'autres vues ; je réviserai les autres articles de votre dépêche, lorsque de l'armistice sera terminé.

Veillez compter sur mon attention à exécuter tous les moyens praticables vos instructions ; je peux me trouver très embarrassé, lorsqu'elles contiendront des variantes, et que dans l'intervalle je serai engagé sur la première version.

Par exemple, Citoyen ministre, dans votre lettre du 8 janvier, *la première qui me donne des directions sur la conduite de la négociation que le protocole est ouvert*, vous me dites seulement que je dois insister pour que l'Adige soit la limite depuis le Tyrol jusqu'à l'Adriatique. Cobenzl sent parfaitement qu'il existe une équivoque dans ces expressions, et que nous pourrions même prétendre que le Trentin et le Tyrol, nomment dits, sont deux choses différentes en géographie quoique politiquement confondus depuis des siècles.



*dire depuis le Tyrol un peu au-dessous de Bortto ; d'où résulterait pour l'Autriche la conservation de l'extrémité du nord du lac de Garda. J'ai cru à faire de maintenir vos propres expressions, pour restreindre en rien le sens que le gouvernement aurait y attacher. Aujourd'hui que le protocole est rédigé dans cet esprit, je crois apercevoir par votre lettre du 20 janvier, que c'est à l'Adige tout entier que le gouvernement entend, c'est-à-dire qu'on veut à l'Autriche, non-seulement la partie du Trentin, mais même celle du Tyrol qui est à la droite de l'Adige depuis sa source.*

*Je vous observerai aussi que, dans cette même dépêche du 9 janvier, vous me dites de ne faire aucune difficulté à ce que le grand-duc de Toscane soit pleinement réintégré dans son duché.*

M. de Cobenzl ne s'est laissé amener à céder sur la rive droite de l'Adige qu'après avoir insisté sur des assurances collatérales à l'égard du rétablissement du grand-duc dans ses États ; j'y ai consenti sur la foi de ses instructions, comme vous l'avez vu dans les protocoles des 11 et 15, en mesurant seulement mes expressions, pour qu'elles fussent le moins possible positives. Cependant, dans votre dépêche du 20 janvier, vous me donnez à entendre que la Toscane étant à la droite de l'Adige, et la maison d'Autriche, dont le grand-duc est une branche, ayant renoncé à la droite de ce fleuve, je dois tout faire pour que ce prince ne soit pas dans son duché et accepte la chance d'une émigration en Allemagne.

J'ose penser que vous ne vous dissimulez pas l'ex-

trême difficulté de nier ce qui est porté une fois dans le protocole comme convenu (1).

La cinquième conférence fut tenue chez le général Clarke, elle commença le 24 janvier, à deux heures et finit à près-midi.

Le plénipotentiaire de la République française rappela que dans le protocole de la quatrième conférence, il avait consigné que l'armistice serait fait avec l'Italie le plus tôt possible, et les ordres envoyés en conséquence par les gouvernements respectifs à leurs généraux.

Il déclara que le gouvernement français, par cet objet en considération immédiate, lui avait écrit de faire connaître au plénipotentiaire de l'Autriche, qu'aussitôt que ledit gouvernement aurait fait la détermination d'offrir la gauche entière de l'Adige pour limite des possessions autrichiennes en Italie, il avait, dans la vue d'arrêter autant qu'il était en son pouvoir l'effusion du sang humain, donné ordre au général en chef des armées françaises en Italie de consentir à un armistice sur cette base, quel que fussent les avantages de l'armée, et de se con-

---

(1) On doit reconnaître par cette correspondance, assez importante qu'instructive, que si la haute direction imprimée par le premier Consul aux négociations, transmise ensuite par M. de Talleyrand au plénipotentiaire, émanait du gouvernement, il ne s'ensuivait pas qu'il n'y eût rien à faire pour l'exécution à Lunéville, et qu'il n'est pas juste, comme le fait M. de Metternich, d'attribuer tout le mérite de ce traité avec l'Autriche, au seul ministre des relations extérieures.

mander l'évacuation de Mantoue, de Pieschiera, Porto-Legnano, de Ferrare et d'Ancône, comme à la droite de l'Adige ; que le général Brunet proposé de conclure un armistice conformément à ces instructions, à M. le comte de Bellegarde, général en chef de l'armée de S. M., celui-ci s'y était refusé et avait préféré la continuation des hostilités. La fortune avait fait tourner à l'avantage des armées françaises ; qu'ainsi le désir sincère du gouvernement français de voir l'armistice étendu à l'Italie, pouvait encore aujourd'hui contrarié par les ordres du cabinet de Vienne, sans que rien fasse prévoir que les difficultés soient levées ; qu'enfin, si la résistance, devenue sans objet par l'adoption de l'art de S. M. I. de la limite de l'Adige, se prolongeait plus long-temps, il était à craindre que les troupes françaises ne soient bientôt à Venise, ce qui pour-rait amener encore de grands changements dans la situation ; qu'en effet, la ligne de l'Adige et l'armée en Italie ayant été arrêtés dans le même projet de la quatrième conférence, les hostilités auraient dû être suspendues, en remettant aux troupes françaises les forteresses qui étaient sur la droite de l'Adige ; que si le cabinet de Vienne ne se prête pas à l'armistice, en refusant les conditions découlant des principes arrêtés pour les limites respectives, on remettait évidemment, de nouveau, au sort des armées, et que les bases posées dans les protocoles précédents se trouveraient par conséquent renversées ; les positions des armées au moment de la conclusion de la paix serviraient alors de bases aux stipu-

tice, inséré dans le protocole du 15 ja  
Lunéville même une exécution imméd  
le sort de la négociation indépendant d  
la guerre; que les circonstances étaie  
demandaient une décision prompte; q  
autorisé à offrir de conclure à l'instan  
pour l'Italie, dans lequel il s'abstiendrait  
l'évacuation d'aucune place à la gauch

Joseph demanda formellement aus  
exécution de la première convention d'  
clu à Marengo, que les citoyens Mosc  
fussent mis en liberté.

M. de Cobenzl répondit que, quelq  
fût l'engagement formel contracté par  
de la quatrième conférence sur la fixati  
des possessions de l'Autriche en Italie  
d'abord si, dans le cas où l'armistice se  
le pied sus-mentionné, le ministre pléni  
la République française pouvait lui d  
rance la plus obligatoire que tous les p  
la rive gauche de l'Adige, ainsi que la vi  
les Lagunes, l'Istrie, la Dalmatie, les

semblement réunis, et à perpétuité, aux possessions héréditaires de S. M. I. et R.

Le ministre plénipotentiaire de la République française répliqua que, quant aux stipulations contenues dans les protocoles précédents, notamment celle relative à la limite de l'Adige comme ligne de démarcation, ainsi que la possession à perpétuité par S. M. I. et R. des pays ci-dessus mentionnés, le gouvernement français était invariable dans la résolution déjà prise à cet égard et consignée dans les protocoles précédents, pour qu'ils appartenissent à l'Autriche.

M. de Cobenzl s'est alors réservé de répondre ultérieurement, dans la conférence fixée au lendemain, aux différentes déclarations ci-dessus de Joseph.

Citoyen ministre, je ne m'aperçois qu'à l'instant que l'on a oublié dans le paquet d'hier la lettre que vous annonçais ; je m'empresse de réparer cet oubli. Vous aurez vu dans le *Moniteur* de ce jour qu'il y avait un armistice pour l'Italie. Je n'en sais pas à cet égard plus que le *Moniteur* n'en rapporte ; je suppose que l'on aura voulu éviter de céder nominativement Mantoue, qu'on a préféré de laisser tomber en place. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
25 janvier 1801.

Monsieur l'ambassadeur, d'après les ouvertures que M. le comte de Cobenzl a dû vous faire par ordre de S. M. l'Empereur, sur le désir du Roi mon maître de concourir à la paix avec la République française,

M. de Gallo (1)  
à Joseph. Vienne,  
24 janvier  
1801.

---

) M. de Gallo était ambassadeur du roi de Naples.

depuis la date du 13 de ce mois. Je partirai  
ment même où je le recevrai, pour vous p  
Monsieur l'ambassadeur, la sincérité des sen  
du Roi et mon empressement personnel de  
ses ordres et de vous réitérer ses hommages.

L'armistice qui vient de se faire en Italie  
déclarations et promesses de M. le général B  
ne rien entreprendre d'hostile contre les Etat  
troupes de S. M. le Roi mon maître, m'eng  
désirer encore davantage de recevoir au plu  
passe-port en question pour hâter le rétablisse  
la bonne intelligence et amitié entre les dent  
Je vous prie, en conséquence, de vouloir bi  
parvenir au plus tôt la lettre ci-incluse à M.  
mier Consul, votre frère, dans laquelle je le  
pour cet objet, et pour qu'il veuille bien doi  
confirmer les ordres à M. le général Brune  
cessation de toutes les hostilités entre ses tro  
celles de S. M. le Roi.

J'attends avec empressement votre réponse  
sieur l'ambassadeur. »



e prie M. le comte de Cobenzl de vous la faire  
venir. Je vous prie, Monsieur le marquis, de vou-  
bien agréer l'expression de mes vœux pour que  
la prompte arrivée en France soit suivie de l'épo-  
du rapprochement des deux États, que vos sen-  
timents personnels et la réputation qu'ils vous ont  
mérités doivent faire espérer aux amis de la paix. »

« Citoyen Consul, un courrier arrivé dans ce mo-  
ment à M. de Cobenzl, de Vienne, lui annonce la re-  
traite absolue de M. de Thugut de toutes les affaires.  
Après seize heures de débats, M. de Cobenzl pa-  
raît enfin décidé à conclure l'armistice moyennant la  
restitution des cinq places. On est occupé à rédiger les  
détaillés protocoles dans lesquels il veut insérer  
ses raisonnements pour sa défense, dit-il, et son  
avis auprès de son gouvernement. Il insiste encore  
pour la retraite de nos troupes sur l'Adige ; il menace  
de rompre, si je ne veux pas y adhérer ; mais j'ai la  
conviction que ce sont ses derniers efforts, et qu'il  
cessera le tout, demain ; je suis déterminé à ne pas  
descendre à ce qu'il veut.

Suivant vos désirs, je vous expédie ce courrier,  
qui précédera l'autre de vingt heures. Je n'écrirai  
demain au ministre, en lui envoyant les pièces en-  
voies. Vous connaissez assez M. de Cobenzl, pour ju-  
ger qu'après avoir tout cédé, il ne se tiendra pas à  
condition de la retraite de nos troupes sur l'Adige ;  
il n'ose d'emporter ce terrain ; ce qui ne lui réussira

Joseph au pre-  
mier Consul Lu-  
néville, 26 jan-  
vier 1801, 2 h.  
du matin.

Inséré à l'Assemblée  
générale. Luné-  
ville, 26 janvier  
1801.

« Citoyen ministre, vous trouverez ci-joint, le protocole de la sixième conférence ; elle a duré depuis hier midi jusqu'aujourd'hui, presque sans interruption. Ce n'est que graduellement que M. de Cobenzl a pu être amené à céder les cinq forteresses et à s'engager à traiter pour l'Empire. Je vous épargne le récit des discussions minutieuses et peu importantes ; je reporte votre attention sur les résultats.

En général, ce n'est qu'en témoignant enfin de l'honneur et la détermination impérieuse de tout reprendre, quelles qu'en fussent d'ailleurs être les suites, que j'ai pu faire mollir M. de Cobenzl et le faire renoncer aux idées de nous faire stipuler : 1° Que nous ne marcherions pas contre Naples, leur alliée, durant l'armistice d'Italie ; 2° qu'ils enlèveront l'artillerie de Mantoue ; 3° que les troupes françaises se retireront jusqu'à l'Inn et l'Adige ; 4° que l'Empereur ne traiterait pas pour l'Empire, sans son autorisation.

J'ai dû, de mon côté, promettre :

1° Nos bons offices auprès de S. M. Prussienne et des Etats de l'Empire avec lesquels nous sommes en relation, pour que l'Empereur fût approuvé.

2° J'ai dû consentir aussi à étendre l'armistice d'Italie à l'Allemagne.

Quoique je n'aie pas des instructions précises sur ces deux articles, j'ai cru présumer les instructions du gouvernement, et prendre sur moi de consentir à ces deux stipulations, sans lesquelles je n'eusse rien conclu avec M. de Cobenzl.

La lettre du général Moreau, en date du 20 jan-

or, dont vous trouverez ci-joint copie, m'a aussi aidé dans la détermination de prolonger l'armistice en Allemagne; ce qui me semble d'ailleurs équitable et propre à lever les inquiétudes, à dissiper les soupçons inspirés au cabinet de Vienne sur notre loyauté. Je les eusse augmentés par cette extrême réserve, si Cobenzl me déclarait qu'il valait mieux mourir braves, avec le courage que donne le désespoir le sentiment d'indignation produit par l'exigence des ennemis, plutôt que de se laisser dépouiller et désarmer par un adversaire sous lequel il faudrait bientôt succomber.

Ce qui m'a soutenu dans la détermination de cette extension, c'est que nous sommes toujours maîtres de modifier la conclusion de la paix, que les ennemis ne sont intéressés à se délivrer de la présence de nos troupes, et que la cession de leurs forteresses, en laissant toute l'Italie à notre discrétion, les sépare et toujours des Anglais et leur ôte les moyens de continuer encore le sort des combats.

Je n'ai en rien voulu restreindre notre manière d'opérer en Toscane et dans le reste de l'Italie.

J'ai cru pouvoir parler de la mission de Monsignor Capotondo, pour décliner la déclaration de l'Autriche sur le pape, le Pape et le roi de Naples; et vous conviendrait-il, Citoyen ministre, que selon les règles ordinaires de la bienséance et de la justice, il était difficile de soutenir de front et sans détour, à une grande puissance, qu'elle devait laisser accabler un allié faible et souverain qui tient d'aussi près à S. M. I. que le roi de Naples. Le plénipotentiaire autrichien sent

bien qu'il livre S. M. Sicilienne à notre discrétion; mais encore ai-je cru devoir lui en épargner l'aveu formel et absolu.

J'envoie dans l'instant copie de l'armistice au général Moreau et au général Brune. Je prie ce dernier de la communiquer au général Macdonald et au général Murat.

Vous voudrez bien la faire parvenir au général Agereau.

Un courrier autrichien porte les deux dépêches pour le général Moreau et le prince Charles, et un courrier français aux généraux Bellegarde et Brune.

Vous remarquerez que nous avons prévu le cas où les généraux auraient conclu un armistice; nous avons statué que le leur serait valable et le nôtre comme non avenu, excepté pour la stipulation portant cession des cinq forteresses.

M. de Cobenzl a écrit à son gouvernement pour la mise en liberté des Français détenus à Naples et en Sicile, et notamment en faveur du citoyen Dolomieu. Il m'assure que les vues du gouvernement français seront entièrement suivies à cet égard. »

La sixième conférence, tenue chez M. de Cobenzl, commença le 25 janvier, à deux heures après midi. Joseph n'avait pas encore en main ses dernières instructions.

En réponse à sa déclaration faite dans la séance du 24, M. de Cobenzl dit : qu'en stipulant, dans le protocole de la quatrième conférence, que l'armistice serait étendu à l'Italie le plus tôt possible, et les

s envoyés en conséquence par les gouvernements respectifs à leurs généraux, il n'avait jamais pu être entendu que cet armistice dût entraîner la remise instantanée des cinq forteresses que commandait en ce moment pour la première fois, qu'il en ait encore été question dans aucune circonstance précédente; qu'une condition de cette nature aurait dû être expressément énoncée, que l'extension de l'armistice à l'Italie, de la sorte dont elle se trouvait dans le protocole, ne venait d'autre engagement que celui de consacrer sur-le-champ une suspension d'armes, et que, s'il n'y avait, à cet égard, rien de particulièrement exprimé, il était naturel que cette suspension terminée d'après la position des armées au moment où les instructions arriveraient aux généraux respectifs, sans qu'aucune des deux parties eût à l'appuyer par un sacrifice quelconque; que cette stipulation d'armistice était également obligatoire, et pour la France et pour la République française; que si la fortune avait favorisé jusqu'ici les armes françaises, les événements de tous les temps prouvaient combien les chances de la guerre sont variables; que, d'ailleurs, le sacrifice auquel S. M. le roi, en bornant ses possessions en Italie à la limite de l'Adige, devait être plus que suffisant pour mettre un terme à l'effusion du sang; que ce n'étaient point les ordres du cabinet de Vienne qui avaient refusé l'extension de l'armistice à l'Italie, mais la décision inattendue de la cession des cinq forteresses qui n'était stipulée dans aucun des protocoles

neuf jours, il y avait fait aucune répu-  
que la paix pourrait déjà être signée,  
ment sur lequel on insistait aujourd'h  
sans qu'il eût été nécessaire de le faire  
aucun acte quelconque ; que lui, M. de  
tait offert également à signer des prélimi-  
lesquels on aurait pu stipuler avec la l  
et de l'Adige, d'après les termes du pro-  
cuation des pays dont les troupes respe-  
à se retirer, en renvoyant au traité défini-  
qui auraient exigé de plus longues dis-  
l'engagement formel pris dans le protoc-  
trième conférence, touchant la limite de  
de S. M. en Italie, étant arrêté sans ac-  
tion quelconque, il était par là même  
des chances de la guerre, en sorte qu  
reur, ni le roi, ni la République françai-  
le droit de s'y refuser ou même de le r-  
tionnel ; que malgré la stipulation du pa-  
quatrième conférence, la résistance de  
vacuer ces forteresses qu'après la sig-  
paix était d'autant plus motivée, que ce-  
traité définitif qui pouvait assurer la ces-  
des hostilités, sans lequel la remise de  
dont il s'agissait ne pouvait être



ore que les bases principales du traité de convenu, insistait déjà sur ce point, que l'on n'avait droit de demander qu'à la paix, S. M. l'Empereur était en droit de demander que les troupes françaises se retirassent en même temps de tous les points qu'elles occupaient dans le reste de ses États héréditaires.

Joseph entra alors dans un examen détaillé des observations ci-dessus, et quoiqu'il pensât les avoir entendues complètement dans la conférence, il dit que l'omission de ses répliques au protocole consommait sans utilité des moments précieux. Il s'abstint d'y faire procéder ; mais il demanda l'insertion d'une déclaration suivante, laquelle cependant devait être regardée comme non avenue et n'infirmerait rien les stipulations des protocoles antérieurs, et notamment celle relative à la rive gauche de l'Adige, quant à la limite des possessions de S. M. en Italie, l'armistice qu'il avait proposé la veille était conclu pour la journée.

Il déclara, en outre, que les refus réitérés du cabinet de Vienne de consentir à l'armistice dont le principe avait été consacré dans le protocole de la troisième conférence, où était aussi consignée la limite de la rive gauche de l'Adige pour la maison d'Autriche, annulaient, par le fait, cette déclaration, puisque la maison d'Autriche déclinait l'armistice avec les conditions de la remise des places fortes sur la rive droite de l'Adige ; que l'armistice dépendait cependant un point, de l'acceptation duquel, en ce moment, dépendait la validité de tous les autres ;

qu'en effet, les stipulations énoncées au protocole de la quatrième conférence ayant été arrêtées d'après les connaissances qu'avaient les plénipotentiaires de la situation respective des deux armées, et des déclarations du général Brune au général comte de Bellegarde, l'armistice sur les bases des stipulations précitées et desdites déclarations, était indispensable pour que les événements de la guerre ne fissent pas varier cette position par les ministres et les généraux de l'Empereur, si, refusant d'accéder à cet armistice, ils imposaient au plénipotentiaire français l'obligation de déclarer, au nom de son gouvernement, qu'autorisé en cela par leur exemple, il regarderait désormais les stipulations contenues aux trois protocoles précédents comme non avenues, et qu'il s'en remettait au sort des armes qui placerait les armées dans des positions d'après lesquelles il se réserverait d'offrir ou d'accepter de nouvelles propositions, selon que les chances de la guerre lui en feraient un devoir ou une loi, attendu qu'il serait souverainement injuste que le sang français fût répandu en pure perte et que la République ne tirât pas avantage de ses succès, comme elle était assujettie aux désavantages de ses défaites, si le sort des armes tournait contre elle.

En conséquence de cette déclaration, M. de Cobenzl proposa d'abord que, moyennant la cession de cinq forteresses à la droite de l'Adige, les troupes françaises se retirassent derrière ce fleuve et l'Inn.

Sur le refus de Joseph, il proposa qu'au moins les troupes françaises se retirassent à la droite de l'A-

benzl proposa encore, avec instance, que d'Ancône ne fût pas contestée au Pape ; que les françaises ne fissent aucun mouvement vers Rome et Naples ; que les garnisons étrangères sortissent avec les honneurs militaires rejoindre l'armée impériale ; qu'enfin l'Allemagne ne pût être dénoncé qu'en même temps que celui d'Italie, observant que ce devenait une condition *sine quâ non*.

Le ministre de la République française répondit que d'Ancône, l'occupation militaire ne pouvait porter atteinte à la propriété ; que quant au Pape, connaissant que Mgr. Spina était à Paris pour ses intérêts, ce qui n'annonçait nullement d'hostilité entre Sa Sainteté et la République ; que quant au roi de Naples, les ministres n'avaient pas de pouvoirs pour traiter ses intérêts, mais que le gouvernement français était très disposé à accueillir l'intervention de ceux qui s'intéressaient à S. M. Sicilienne, S. M. I. l'Empereur de toutes les Russies ne s'opposait, de la part de la République, à ce que la bonne harmonie fût réta-

la paix n'éprouverait plus de difficulté de la part du gouvernement français, et en conséquence, comme préalable, qu'il question de traiter de la paix de l'Empire qu'après la conclusion du traité entre S. M. l'Empereur et la République française.

Le plénipotentiaire de la République pliqua que son gouvernement ne pouvait plus évidemment son ardent désir de paix et avec la maison d'Autriche et qu'en insistant comme condition, sans négociation se trouverait entravée de S. M. l'Empereur stipulât non-seulement mais pour l'Empire, dans le traité définitif entre l'Autriche et la France. Il observa que les conditions présentes étaient incomparablement meilleures que lors du traité de Radstadt signé le 29 septembre 1797, que, d'un autre côté, il n'était question de faire aucun sacrifice auquel il n'ait dû être soumis, sauf la confirmation impériale au congrès de Rastatt du 14 décembre 1797 au 26 avril 1799, et gissait, au reste, que de renouveler l'ancien traité de Radstadt et à celui de Tilsit.

l'Empire.

Cobenzl répliqua que l'Empereur n'avait à cœur que de délivrer ses co-États du fléau de la guerre, et de les faire jouir le plus promptement possible des bénédictions de la paix ; mais qu'il craignait que l'Empire germanique s'opposât

S. M. stipulerait pour lui avant d'en avoir les pouvoirs, attendu que si une partie de l'Empire avait le plus vif intérêt à être soulagé des maux de la guerre, une autre partie de l'Empire était à l'abri de ces calamités. Il demanda avec force, que le gouvernement français entrât dans ces considérations, et prit au moins les engagements propres à ôter toute inquiétude à S. M. dans le cas où nonobstant les difficultés habituelles, S. M. consentirait à stipuler pour l'Empire germanique.

Il déclara en conséquence, après de longues discussions entre lui et le plénipotentiaire de S. M. : que la République emploierait, conjointement avec l'Empereur, ses bons offices auprès des États de l'Europe avec lesquels elle avait conservé des relations, pour faire approuver le traité conclu par S. M. pendant le temps qu'il serait relatif à l'Empire ;

et s'il survenait des obstacles de la part du gouvernement français, S. M.

ou traité dans ses clauses particulières à ses États et à la République française :

Et que, dans ce dernier cas, les pouvoirs de l'Empereur seraient pris dans la forme ordinaire pour la conclusion, à Lunéville, du traité définitif entre l'Empire et la République française, et que les clauses qu'il S. M. l'Empereur aurait stipulées antérieurement pour l'Empire, seraient considérées comme n'obligeant l'Autriche qu'à employer tous ses soins pour leur exécution.

D'après ces assurances, le plénipotentiaire de S. M. l'Empereur déclara qu'il consentait à stipuler au nom de son souverain, non-seulement pour lui, mais pour l'Empire germanique, ainsi que cela avait eu lieu à Rastadt et à Bade.

La convention portant armistice et suspension d'hostilité entre les armées autrichiennes et françaises en Italie, fut conclue à la fin de la conférence dans les termes suivants, et copie authentique et certifiée en fut envoyée le jour même par les deux plénipotentiaires aux généraux respectifs.

ART. 1<sup>er</sup>. Les troupes de S. M. I. et R. qui occupent des places à la droite de l'Adige, et notamment Mantoue, Peschiera, Porto-Legnano, Ferrare et Ancône, les évacueront aussitôt après la notification de la présente convention.

ART. 2. Toutes les garnisons sortiront avec les honneurs de la guerre et se rendront avec armes et bagages, par le plus court chemin, à l'armée autrichienne. Il ne pourra rien être distrait par elles de l'artillerie de siège, munitions de guerre et de bou-



et approvisionnements en tous genres de ces places, à l'exception des subsistances nécessaires pour la route jusqu'au-delà de la ligne de démarcation.

ART. 3. Immédiatement après l'expédition des ordres pour l'évacuation des susdites places, une ligne de démarcation sera déterminée sans aucun délai entre les généraux des armées françaises et autrichiennes sur la base de leurs positions militaires, rapprochée autant que possible des convenances des deux armées.

ART. 4. Au moyen des dispositions ci-dessus, il y aura entre l'armée de S. M. I. et R. et les armées françaises, un armistice et suspension d'armes qui ne pourront être de moins de trente jours, lesquels commenceront à courir du 3 février 1801. A l'expiration de trente jours, les hostilités ne pourront recommencer qu'après quinze jours d'avertissement, compté de l'heure où la notification de rupture sera parvenue, et l'armistice sera prolongé indéfiniment.

ART. 5. L'armistice d'Allemagne ne pourra être conclu qu'en même temps que celui d'Italie.

ART. 6. Dans le cas où les généraux en chef des armées respectives en Italie auraient arrêté une convention d'armistice avant que la présente parvienne à leur connaissance, celle conclue par lesdits généraux sera seule exécutée, bien entendu que l'évacuation des cinq places stipulée dans l'art. 1<sup>er</sup> aura lieu dans tous les cas.

Dès que ces objets terminés, le plénipotentiaire de l'Empereur et Roi ajouta, relativement à la demande de la mise en liberté des citoyens Moscati

et Caprara, que, quoique aucune des stipulations de la convention d'armistice conclue à Marengo ne puisse les concerner, ayant été transportés en Allemagne précédemment à cette convention, cependant le plénipotentiaire de S. M. l'Empereur et Roi, connaissant les dispositions de son auguste maître, a fait ce qui pouvait être agréable au premier Consul, promettant que les citoyens sus-mentionnés seraient remis en liberté.

La conférence fut fermée à cinq heures du soir.

Joseph s'empressa d'envoyer des instructions en conséquence de cette conférence aux généraux des diverses armées d'Italie :

Joseph au  
général Brune.  
Lunéville. 26  
janvier 1801.

Citoyen général, le courrier porteur de la présente est aussi chargé d'une dépêche de M. le comte de Cobenzl, ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur et Roi, pour le général en chef de l'armée autrichienne en Italie. Je vous prie de vouloir bien la lui faire parvenir : elle contient, comme celle que j'ai l'honneur de vous adresser, la copie authentique de la convention d'armistice que nous avons cru devoir arrêter dans la conférence du 8 courant.

Je vous prie de vouloir bien faire parvenir aux généraux Macdonald et Murat la dépêche que je leur adresse.

Vous remarquerez, Général, que, par l'art. 5, nous avons prévu le cas où vous auriez conclu un armistice en Italie. Dans ce cas, vous voudrez bien écrire en conséquence aux généraux Macdonald et

rat, afin que la présente convention ne change rien les dispositions précédemment adoptées que j'ai stipulé que l'article de la cession des places aurait toujours sa valeur. Dans tous les cas je n'ai pas douté, Citoyen général, que vous ne vous-même fait la même stipulation ; mais j'ai pensé, dans des matières de cette importance, je ne pouvais pas me permettre une omission de cette nature, quoique j'eusse pu me reposer sur votre sagesse, la bonne direction et la valeur de l'armée que vous commandez, pour être convaincu que vous n'avez pas été réduit au point de conclure un article sans la cession des forteresses.

Je vous prie d'agréer mes félicitations sur tant de succès ; il ne fallait rien moins que des victoires aussi brillantes pour ramener nos ennemis à des principes de modération qui pussent nous faire espérer une paix raisonnable et équitable.

Citoyen général, j'ai prié le général Brune de faire parvenir la copie authentique de la convention d'armistice conclue dans la convention du 6 août. Comme nous avons prévu le cas où une convention aurait été précédemment conclue par les généraux des armées française et autrichienne, vous comprendrez facilement, Citoyen général, que dans ce cas il n'y a que l'article concernant la cession des places qui conserve sa valeur. Tous les autres articles sont subordonnés aux stipulations arrêtées précédemment par les généraux respectifs. Recevez, Citoyen général, mes félicitations sur la

Joseph au  
général Macdonald.  
Lunéville,  
26 janvier 1801.

clusion de l'armistice, et d'après tout ce que assuré M. de Cobenzl, je dois croire que le de Vienne n'aurait pas encore autorisé M. de garde à cette cession. »

Joseph à Murat. Lunéville, 26 janvier 1801.

« Citoyen général, j'ai prié le général B vous faire parvenir la copie authentique de vention d'armistice conclue dans la conférence courant. Les stipulations qu'elle contient sont données à celles qui auraient pu être précédées par les généraux des armées françaises et autrichiennes. L'article seul de la cession des côtes doit être exécuté dans tous les cas. »

Il écrivit en outre au général commandant d'Allemagne :

Joseph à Moreau. Lunéville, 26 janvier 1801.

« Citoyen général, vous trouverez ci-joint la copie authentique de la convention d'armistice que nous avons conclue dans la conférence du 11. Elle vous sera portée par un courrier autrichien et sera remise par M. le comte de Cobenzl au général en

Vous observerez, Citoyen général, que nous avons vu le cas où les généraux auraient déjà stipulé un armistice. Dans ce cas, le seul article de cette convention relatif à la cession des cinq places, conserve toute sa force ; les autres sont subordonnés aux stipulations précédemment arrêtées par les généraux pactifs. La nécessité d'asseoir la position des armes d'une manière invariable, nous a dicté cette mesure préalable. Les soupçons, les inquiétudes de l'ennemi m'ont forcé à étendre l'armistice à l'Allemagne, et à le rassurer de ce côté. Les considérations tenues dans votre dernière lettre m'ont aussi influé dans cette détermination. Il ne faut rien omettre, cependant, que les prodiges déjà opérés et l'entretien toujours imposante de nos troupes, pour amener nos ennemis à des sentiments de modération qui, seuls, peuvent établir d'une manière stable la pacification du continent. »

Citoyen, je réponds à votre numéro 33.

Le premier Consul me charge de vous observer que si, après vous avoir exprimé qu'il n'y aurait pas de difficulté à ce que le grand-duc de Toscane fût établi, il vous a été expressément recommandé de ne plus consentir, cette variation tient à un motif que vous n'aurez pu être embarrassé de faire valoir. Appelez-vous qu'il vous avait été recommandé de suivre souvent usage, auprès de M. de Cobenzl, de l'avis de M. le baron de Thugut, argument que j'ai tant de fois élevé contre nous, et dont il serait absurde que nous ne nous prévalions pas aujourd'hui.

Talleyrand à  
Joseph. Luné-  
ville, 27 janvier  
1801.

vous n'imaginiez pas que M. de Cobenzl se  
surrait qu'il avait inséré au protocole l'  
l'usage. Pourquoi l'Autriche n'a-t-elle p  
a faire cesser plus tôt les hostilités d'Ita  
ment que l'armistice est général, que l  
sont arrêtées, le gouvernement français  
ser invariable dans ses demandes; mai  
encore se battre, il pourrait bien, ainsi qu  
été chargé de le dire, avoir d'autres pré  
que l'Europe n'accuserait pas d'être exag  
qu'elles n'auraient pour objet aucun ac  
de la République, mais la dépression  
sance qui aurait prolongé encore les u  
continent.

Le premier Consul a remarqué avec  
gret que vous avez laissé prendre à M.  
un ton un peu trop élevé; il faut le r  
vent à la position réelle des choses. Il fa  
vous maintenez sans cesse à la place  
Moreau, et que vous le remettiez à cell  
Laur.



ivent seulement que l'Empereur craint de commettre son influence en Allemagne, en consentant : solennité au principe d'où dériveront un jour de leurs arrangements pour ce pays ; mais croyez l. cédera.

uant à la plus parfaite définition de la limite de âge, il est vrai que nous avons compris le Tren- sous la dénomination générale du Tyrol ; ainsi, icle peut être étendu dans le sens de M. de Co- d. Cependant il serait à désirer, qu'afin que le le Garde ne fût pas entamé, vous obtinssiez jus- : Riva ; mais cela n'est pas de rigueur.

orsqu'il arrive à M. de Cobenzl de se plaindre e que l'on a séparé sa cour de l'Angleterre, ob- ez-lui que cette séparation n'a pas été, de la part a cour, un sacrifice fait sincèrement à l'amour paix, mais qu'elle n'est que le résultat forcé des ements de la campagne, et qu'il nous est bien uis de croire que si quelques-uns des effets pu- de cette union ont été obligatoirement écartés, ance n'en reste pas, secrètement, moins intime ; ce que prouvent assez les chicanes du plénipo- aire autrichien.

: le répète, vous avez maintenant connaissance re des intentions du gouvernement : aussi long- s que durera l'armistice, elles ne varieront pas us pouvez signer ; mais au premier coup de ca- toute discussion antérieure, toute insertion au cole, n'empêcheraient pas que les conditions sées ne pussent être modifiées encore ; c'est à : Cobenzl à en peser les conséquences. Il peut

réfléchir aussi à celles des rapports qui s'établissent entre la Russie et nous : peut-être n'avons-nous pas assez tiré parti de la prochaine arrivée de M. de Rostow : (1)

Toutes les chances de guerre sont en notre faveur, on ne le mettra pas en doute ; les chances de négociations ne sont pas moins avantageuses, et nous ne pouvons douter qu'elles ne fructifient encore par vos soins.

P. S. Le général Oudinot, qui apporte les lettres de Brune touchant l'armistice, n'est pas encore arrivé. Il n'y a pas d'autres détails que ceux qui ont été insérés au *Moniteur*.

On reconnaît dans cette dépêche le *faire* du premier Consul : elle fut évidemment dictée par lui à Talleyrand, comme cela arrivait chaque fois qu'il y avait en jeu une grosse question.

Nous croyons devoir donner ici l'armistice conclu en Italie par le général Brune, pour mettre chacun à même de faire la comparaison avec celui qui fut stipulé, le 26 janvier, à Lunéville.

Les généraux en chef des armées impériales et royales, et françaises, en Italie, voulant arrêter l'effusion de sang au moment où les deux gouvernements s'occupent de la paix, ont nommé et muni de leurs pouvoirs MM. les comtes Hohenzollern, lieutenant-général

---

(1) Ambassadeur de Paul I<sup>er</sup> à Paris.

et le baron des Zach, général-major, et les citoyens Armont, général de division et conseiller d'État, et bastiani, chef de brigade de dragons, pour traiter un armistice qui a été arrêté aux conditions suivantes :

ART. 1<sup>er</sup>. Il y aura un armistice entre les armées de M. l'Empereur et Roi et celles de la République française en Italie, jusqu'au 25 janvier, époque d'expiration de celui des armées d'Allemagne; les hostilités ne pourront cependant recommencer que quinze jours après l'avertissement des généraux en chef respectifs, en Italie.

ART. 2. Dans cet armistice, seront compris tous les troupes faisant partie des armées impériales d'Italie et du Tyrol, et ceux des armées françaises d'Italie et du Grisons.

ART. 3. Les armées françaises d'Italie se mettront en route après-demain, 18 janvier, pour occuper la nouvelle ligne; cette ligne suivra la rive gauche de l'Adige, depuis la mer jusqu'à sa source près Polajna; de là, elle montera sur la haute crête des montagnes qui séparent la Piave de la Selina, passera les monts Maur, Craupit, Raude, Raupit-Halzpitz, des Aders, de là, dans la vallée Lukane, par Egge, montera la montagne pour descendre dans le Thale, à Mitterhaut, suivra la Drave jusqu'à l'endroit où elle remontera la ligne de démarcation et par la convention d'Allemagne.

ART. 4. L'armée impériale royale prendra pour ligne de démarcation la rive droite du Tagliamento, depuis la mer jusqu'à sa source près du mont Maur;

mettre les troupes en cantonnement : il n'y se-  
ra point de postes ni de postes aux armes les  
Les postes ne pourront pas être éloignés des  
de plus d'un demi-mille.

ART. 6. On tirera une ligne qui divisera  
entre en deux parties, pour y prendre des  
cette ligne sera marquée par le ruisseau Sali-  
on à Sals, passera par Villatra, Porto-Gr-  
saura la Livourne jusqu'à la mer.

ART. 7. On remettra à l'armée française,  
des de Peschiera, Serravalle, les châteaux de  
Piera-Legname, la ville et la citadelle de Fer-  
ville et fort d'Ancone, aux conditions suivant

1° Les garnisons sortiront librement, avec  
leurs de la guerre : elles emporteront leurs  
équipages et propriétés, pour rejoindre l'ar-  
mée.

2° Toutes les pièces d'artillerie de fontes  
riales, avec leurs munitions, comme toutes  
propriétés impériales qui ne sont pas désigné  
les articles ci-après, sortiront librement, et c

née française fournira les moyens nécessaires  
pour rendre à Vérone les effets des forteresses  
de Sermione et Peschiera, qui seront em-  
barqués sur l'Adige.

La partie de la flottille actuellement existante sur  
le lac de Garde et qui a été prise aux Français lors  
de la reddition de Peschiera, sera seule remise en  
possession, et celle restant en propriété à l'ar-  
mée autrichienne, ne pourra être évacuée que par le  
lacs et le Pô, et par les moyens propres de l'ar-  
mée autrichienne. Dans le cas où, dans le terme de  
quatre semaines, convenu pour l'évacuation totale des  
bateaux appartenant à l'armée autrichienne, elle n'au-  
rait évacué la partie de la flottille qui reste à sa  
disposition, elle s'engage à la laisser dans son inté-  
rêt, propriété à l'armée française.

L'approvisionnement des places sera divisé en  
parties égales, les garnisons en emporteront la  
moitié, l'autre moitié sera remise à l'armée française.  
Il suivra les garnisons en entier.

Les places seront remises en dépôt jusqu'à la  
fin de l'année à l'armée française, qui prend l'engagement de  
les garder dans leur état actuel.

8. On enverra sur-le-champ des ordres

ART. 8. A L'EFFET IMMEDIATEMENT NECESSAIRE POUR  
CE TRAIPE.

ART. 9. Les commissaires des deux  
armées et les commissaires des deux  
armées avant la sortie des garnisons autre  
Les armées françaises occuperont seule  
les autres. Avant d'être avant leur entr  
née.

ART. 10. Les armées qui resteront dan  
re servent que les autres armées de guerr  
ranger en aura toujours soin et les renve  
ne impérieuse. qui tirera compte des depe  
sant occasionnelles.

ART. 11. Dans le cas ou une ou plusie  
se trouveraient rendus a l'arrivée des cou  
servent expéditions par le général en chef Bel  
ne sera porte aucun changement a la ci  
qui sera exécutée en son entier.

ART. 12. La forteresse de Mantoue rester  
par les postes français placés a trois cents  
glacis: on permettra d'envoyer des vivres  
dix jours pour la garnison. Ils seront fixés



Il sera libre à l'armée française de faire ce qu'elle jugera convenable pour empêcher que la quantité de la consommation journalière calculée sur la population. Les communications pour les vivres avec l'armée ne seront établies par le Pô jusqu'à Governolo suivie par le Mincio.

ART. 13. On respectera les individus attachés au territoire autrichien, ainsi que les propriétés, aucune ne pourra être recherché pour cause d'opinions politiques.

ART. 14. La carte d'Albe servira de règle dans les discussions qui pourraient s'élever sur la ligne de démarcation ci-dessus.

ART. 15. Il sera donné les passe-ports nécessaires pour l'expédition des courriers.

Fait en double à Trévise, 16 janvier 1801.

ARTICLE ADDITIONNEL A L'ART. 1<sup>er</sup>. Si, au 25 janvier, l'armistice n'est pas rompu, il continuera indéfiniment, et sera prolongé ou rompu en même temps que la même manière que celui des armées d'Allemagne.

Citoyen ministre, j'ai reçu le 26, au moment où j'expédiais mon courrier, votre dépêche du 24 avec le projet de traité qui y est joint ; j'ai reçu hier votre dépêche du 25, et je reçois à l'instant celle du 27. Après m'être bien pénétré des intentions définitives du gouvernement, j'ai dévoué les 27 et 28 à préparer M. de Cobenzl, et j'ai discuté avec lui tous les points susceptibles de difficultés dans des conféren-

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 29 janvier 1801.

craindre que je n'eusse en réserve de  
en plus durs.

J'ai pris la liberté de lui remettre  
d'hui, sous la forme d'un *ultimatum*  
articles du projet que vous m'avez l

Vous verrez par le protocole ci-join  
M. de Cobenzl de se décider prom  
je ne lui dissimule pas quelles ser  
quences de ses hésitations. Je crois  
rendre compte de tous les argumen  
usage pour appuyer chacun des arti  
non convenus encore dans les protoc  
C'est à moi qu'il appartient de c  
abondance la justice et la modérati  
gouvernement; mais il vous suffit  
forme des objections dont M. de Cob  
se départir.

Voici les points sur lesquels il fai  
les plus grandes difficultés :

1° Il n'y a, dit-il, aucune raison  
rejeter le grand-duc de Toscane s  
c'est non-seulement indisposer l'Em  
ner pour compétiteurs à ce prince t  
tendent des indemnités, et compliqu

ir le traité, pour le jeter dans des éventua-  
de Cobenzl s'appuie beaucoup sur les pro-  
les troisième et quatrième conférences, et  
je lui soutienne que je me suis borné à dire  
la cession de l'Adige il n'y aurait aucune  
à s'entendre sur le rétablissement du grand-  
persiste à penser qu'il est obligé de s'en référer  
égard à sa cour, qui ne lui avait permis de  
r l'Adige qu'autant que le grand-duc serait  
é formellement en Toscane.

aurait-on pas porter l'attention de M. de Co-  
quelque équivalent fixe et déterminé, comme  
ilzbourg, par exemple, au prorata de la va-  
la Toscane. Je l'ai sondé par de longs dé-  
j'ai cru m'apercevoir qu'il serait moins ré-  
it s'il nous croyait sérieusement disposés à  
ser le grand-duc : ce pourrait être l'objet  
icle secret.

oique M. de Cobenzl sente que la politique  
gouvernement est éventée, et qu'il lui est im-  
de nous donner le change sur ce qu'il ap-  
fausses conséquences, pour la constitution  
que, du système des indemnités, il y résiste  
son pouvoir à en reconnaître le principe,

d'en prouver; mais il demande quels autres nous voulons mettre sur les rangs? Y aura-t-il sujet quelques explications conciliatoires à lui au protocole?

3° Le séjour des troupes françaises sur les territoires héréditaires jusqu'après la ratification de l'Empire, le traité stipulé en son nom, nonobstant la ratification qu'aurait déjà donnée l'Empereur, lui semblerait une condition intolérable au fond et humiliante aux termes dans lesquels cet article est rédigé. On ne peut adoucir les termes sans rien toucher au fond de la question, toute extrémité, consentir à une évacuation immédiate de l'Empire après sa ratification, et ce n'est que plus tard, après la ratification du corps germanique.

4° M. de Cobenzl rejette très loin l'article qui fait retomber à la charge de l'Empereur les dépenses faites dans les Pays-Bas, et rétablit dans leur pays les Belges propriétaires d'actions de la banque de Vienne. Vous m'avez fourni sur ces deux questions, surtout sur la dernière, une supériorité d'arguments auxquels il oppose un désir formel. Il se fonde sur l'état des finances de son gouvernement; il met tout ce que, dans la détresse des nôtres, nous

onde aussi sur la suppression de l'article de son  
et relatif aux Belges émigrés qui sont restés au  
de leur ancien prince, suppression qui lui  
est matière à de longues discussions.

Indépendamment de ces quatre points, Citoyen mi-  
ni, j'ai à vous demander vos instructions, le plus  
promptement possible, sur les questions suivantes,  
M. de Cobenzl m'a déjà fait les trois pre-  
miers :

1. Est-ce à dessein qu'est omis l'art. 14 du traité  
Campo-Formio, faisant l'art. 16. du projet de  
M. de Cobenzl ?

2. Ne doit-il pas être parlé du temps dans l'espace  
dans lequel les ratifications seront échangées à Luné-  
ville ?

3. Ne faut-il pas fixer le lieu, le temps et le mode  
de la convention du traité définitif avec l'Empire,  
l'exécution du traité qu'il est question de conclure  
à bord ? On n'y a pas manqué lors du traité de Ras-  
ten 1714 ; le traité de Bade en est résulté peu de  
temps après, sans qu'il fût besoin d'un congrès.

4. La libre navigation du Rhin et la libre sortie de  
la Moselle ne doivent-elles pas être rappelées en  
terme dans le présent traité ?

5. En stipulant quand les troupes françaises évacue-  
ront les provinces héréditaires, ne convient-il pas  
de stipuler quand les troupes autrichiennes évacue-  
ront les pays de l'Empire ?

Je ne suis pas surpris, au reste, d'apprendre, par  
la dépêche du 25, qu'un armistice a été conclu  
entre l'Italie par les généraux respectifs. J'y comptais et

dans l'instant un courrier de Vienne. Ses dépêches, il se montre aussi éloigné de consentir au déplacement du grand-duc, pour lui assurer une indemnité. Il me paraît difficile de l'amener à ce point, et j'entrevois que si j'étais autorisé à rétablir le grand-duc de Toscane, je ne pourrais obtenir tout le reste. M. de Cobenzl négocie par un traité secret à ne point reconnaître de traité d'alliance ni de subside avec le grand-duc de Toscane s'obligerait à ne laisser dans ses ports que le nombre des vaisseaux que nous voudrions ; il pourrait stipuler que la flotte française resterait dans Livourne jusqu'à la fin de la campagne, dans l'hypothèse du rétablissement du grand-duc actuel. L'Autriche désire que le grand-duc soit établi dans les Légations plutôt que dans la Toscane, qui pourrait avoir en échange Parme et Guastalla.

Si vous persistez à vouloir que le grand-duc soit indemnisé en Allemagne, il serait peut-être plus facile d'y parvenir en indiquant l'objet de l'indemnité, serait l'évêché de Salzbourg, et encore plus facilement si c'est que la cour de Vienne ne s'y détermine pas.



et je ne l'ai pas fait de ma tête ; les circonstances n'ont pas varié depuis cette époque, forcé de convenir avec moi-même de cette

l'écrites officiellement adressées au Ministre, diront de la déclaration que j'ai faite au protocole ; elle n'est pas dans ce sens. Marquez, Citoyen Consul, que l'armistice proposé le 26 du courant, vous laisse la faire dénoncer les hostilités lorsque vous le propos, et qu'il oblige l'ennemi à l'évacuation.

vous avouer, Citoyen Consul, que j'ai l'article de la lettre du ministre des relations, dans lequel il me dit de votre part pris vis-à-vis de M. de Cobenzl l'attitude autrichien vis-à-vis de Moreau. Mon attitude d'un Français loyal et vrai, sans ruse aussi ferme, aussi décidé qu'il convenait à l'honneur et aux principes de modération avoués par le gouvernement français.

Luc Charles et le parti opposé aux Anglais,

Thugut. Le changement survenu à la cour  
est cause de l'intérêt si vif, si puissant  
l'archiduc prend au grand-duc dans ces  
vous appréciez tous ces motifs à leur  
*Je vous prie de me faire connaître définitive-  
ment son intention.*

M. de Cobenzl m'annonce pour dem-  
pour demander un passe-port pour M. de  
roi de Naples a nommé pour traiter  
est admis à Lunéville. »

Cette lettre, à la fois respectueuse, le  
nous semble donner déjà une idée nette  
beau caractère que Joseph devait mon-  
à Naples, en Espagne et en France. Il  
être le tort de prendre trop au pied de  
prit de modération affiché par le gouverne-  
cette négociation; cependant, on doit  
aussi qu'après les victoires de l'armée  
après les tergiversations de l'Autriche,  
permis au premier Consul de se mon-  
geant.

Talleyrand à

« Citoyen, votre dernière dépêche m'a

taut impossible de mieux remplir les intentions du gouvernement. L'armistice que vous avez signé donne ce que celui du général en chef ne nous a pas, l'occupation de Mantoue; c'est de même un succès digne de tout éloge que d'avoir si promptement décidé M. de Cobenzl à traiter pour l'Empereur. Nous ne pouvons avoir d'inquiétude sur la suite, puisque le principe qui sera posé pour l'indemnité des héréditaires laisse la porte ouverte à tous les arrangements qui peuvent lui convenir; si l'on n'applaudit pas, du moins n'aura-t-elle aucun motif ou prétexte de se plaindre.

Poursuivez donc, Citoyen, attachez-vous à faire résoudre, dans notre sens, la question de la Toscane; cela ne devra faire peu de difficulté, et vous pouvez être signé dans peu de jours.

Je joins ici copie d'une lettre que j'ai reçue du citoyen Marescalchi, ministre plénipotentiaire de la République. Vous jugerez s'il y a lieu à provoquer les négociations qu'il désire. »

La lettre du citoyen Marescalchi, en date du 15 septembre 1800, réclamait :

Contre le peu de temps accordé par le traité de Campo-Formio (3 ans), pour que ceux qui voulaient quitter les pays occupés par l'Empereur pussent recouvrer leurs biens.

Sur cela, il fut répondu :

Comme le gouvernement ayant omis, dans son contre-projet, les deux derniers paragraphes de l'article 9 du projet de M. de Cobenzl, il semblait contraire à

Leurs yeux sont fixés sur Lunéville; on attend le dénouement désiré. La convention qui nous a donné Mantoue a justifié toutes les espérances, et je me persuade qu'elles ne seront pas seulement bientôt réalisées mais que votre traité les surpassera, quelque exigeants que vous puissiez nous trouver; mais la constance est trop belle pour ne pas la saisir, et nous trop habiles pour ne pas en profiter.

Citoyen ministre, je reçois votre lettre du 29 janvier, et je suis très sensible à l'approbation que vous transmettez, sur les points que je suis parvenu à décider dans les conférences des 25 et 26; mais, en mettant à part la très grande difficulté qui existe entre M. de Cobenzl et moi, au sujet du grand-duché de Toscane, je ne dois pas vous dissimuler que ce n'est pas aussi aisé que vous voulez bien me le faire lire. M. de Cobenzl continue d'être inébranlable sur les objets dont je vous ai entretenu dans ma lettre du 29, et à mesure que nos discussions s'engagent sur le fond et sur les expressions du projet que vous m'avez envoyé, de nouvelles difficultés s'élèvent. J'attends qu'il résulte de ces discussions quelque chose de positif en refus ou en concession, pour vous en informer.

M. de Cobenzl a reçu de Vienne, et vient de me communiquer, l'armistice conclu entre les généraux ennemis en Italie. Il est consterné d'avoir mis son nom à l'acte qui nous procure Mantoue. Je vois qu'il est surtout inquiet de n'avoir pu obtenir de moi une garantie en faveur du roi de Naples, et qu'il craint

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 31 janvier 1801.

que cet allié ne soit attaqué pendant la durée de l'armistice.

Je joins ici copie de la note officielle qu'il m'a remise aujourd'hui au sujet de S. M. Sicilienne, et de la réponse que je lui ai faite. Je me persuade que je suis parfaitement entré dans l'esprit de vos instructions.

1<sup>o</sup> J'introduis la Russie comme prenant autant d'intérêt que l'Autriche au roi de Naples, et je consigne, dans ma note, votre intention de faire la paix avec ce prince.

2<sup>o</sup> Je refuse d'insérer au traité aucun article sur S. M. Sicilienne, et je prends occasion de la proposition de M. de Cobenzl pour lui répéter officiellement que nous ne voulons plus admettre ni nouveaux délais, ni discussions dilatoires ;

3<sup>o</sup> En paraissant le tranquilliser sur les hostilités dont il craint la continuation pour S. M. Sicilienne, je ranime en effet toutes ses inquiétudes pour ce prince, et j'en tire parti pour le stimuler lui-même à signer plus vite la paix qui y mettrait un terme.

J'ajoute ici, Citoyen ministre, mais uniquement pour remplir la promesse que j'ai faite à M. de Cobenzl, copie des pièces qu'il m'a remises en faveur des réclamations de l'archiduc Ferdinand et de l'archiduchesse Béatrix. J'ai, au surplus, refusé d'y avoir égard, et je lui réponds que cette question est jugée par l'article 19 du traité de Campo-Formio. Il m'objecte que nous revenons nous-mêmes sur des questions analogues, jugées par le même traité ; mais j'établis les différences, et, en somme, je ne crois pas

que française, Sa dite Majesté a témoigné à la 1801.  
Vienne qu'elle était prête à accéder au traité  
dont on s'occupe en ce moment aux confé-  
rences de Lunéville, si cette proposition était agréée  
par les parties contractantes.

L'Empereur n'ayant rien plus à cœur que de com-  
parer tous les moyens qui dépendent de lui, à  
fin de mettre fin aux maux que depuis si long-temps  
l'Europe fait éprouver à tant de peuples différents,  
et R. Apostolique a chargé le soussigné de  
présenter au citoyen ministre plénipotentiaire de la  
République française le vœu du roi des Deux-Siciles,  
l'Empereur serait entièrement disposé de sa-  
tisfaire en conséquence, le soussigné a ordre de pro-  
poser au citoyen ministre plénipotentiaire de la Ré-  
publique française, que, par un article du traité à  
signer, le roi de Naples soit invité à y accéder ; en  
conséquence, il serait convenu qu'on s'abstiendrait  
de toute hostilité contre lui. Le soussigné est chargé,  
en outre, de prier ledit ministre plénipotentiaire de  
bien procurer un passe-port de son gouver-  
nement au moyen duquel le plénipotentiaire de  
Naples pourrait se rendre au congrès de  
Lunéville et y consolider l'œuvre salutaire de la paix



de la bonne harmonie entre la République et le roi de Naples, et que la paix n'éprouvera aucune difficulté aussitôt que le plénipotentiaire chargé de ses pouvoirs se sera présenté. Le soussigné s'empresse donc de transmettre au gouvernement la demande d'un passeport pour le plénipotentiaire que S. M. Sicilienne se propose d'envoyer en France; mais il doit déclarer, au même temps, de la manière la plus explicite, que, dans l'état des choses il ne peut, dans le traité conclu avec S. M. I. et R., stipulant tant en son nom qu'en celui de l'Empire germanique et la République française, introduire aucun article relatif à la Sicile, et encore moins différer la signature du traité, jusqu'à ce qu'un plénipotentiaire de S. M. Sicilienne soit en mesure d'expliquer à la Majesté Sicilienne que le gouvernement français est effectivement prêt à se prêter à aucun délai qui tienne pour l'Europe dans l'incertitude sur une paix qui, si les conditions étaient si bien prévues, qu'on ne pût en avoir l'assurance, la conclusion ultérieure peut faire présumer des succès ciliatrices.

Cependant, le soussigné, ne voulant pas donner d'inquiétude au sujet des intentions du

tenus dans la lettre du citoyen Marescalchi  
vous m'avez envoyé copie.

Talleyrand. Lune-  
ville, 31 janvier  
1801.

Article de votre projet, qui porte : *Le présent  
déclaré commun aux Républiques Batave,  
ne, Cisalpine et Ligurienne*, je me propose  
ajouter : *notamment les articles tels et tels*, et  
ceux relatifs aux prisonniers, aux dettes  
échues et à la levée des séquestres. Ainsi, une  
série d'objets dont parle le citoyen Marescalchi  
paraît à sa satisfaction, si toutefois M. de  
Cobenzl consent enfin à laisser mieux expliquer ces  
articles qu'ils ne l'ont été à Campo-Formio, ce qu'il  
a refusé obstinément.

Il faut stipuler de nouveau, non-seulement un  
délai de trois ans, mais un délai plus étendu, en fa-  
veur de ceux qui voudront vendre leurs biens, je le  
crois tant moins que, dans votre projet, vous  
supprimez de côté les deux derniers paragraphes de  
celui de M. de Cobenzl. Le citoyen Ma-  
rescalchi, d'ailleurs, me paraît s'appuyer sur une  
raison, puisqu'aucune partie du territoire ci-  
vil n'est rétrocédée à l'Empereur. »

Citoyen, j'ai reçu hier votre numéro 35, que

Talleyrand à

Reçu par  
JOS. L. A. B. B.  
le 20. 1801.  
vill., 81 pages  
206.

« Les commissaires des deux courtes du 31 j  
vier, que de plénipotentiaires de S. M. l'Empereur  
Roi des Romains, et de S. M. Sicilienne.

« L'abbé prénommé a S. M. que le le  
système estant que d'attendre en attendant  
de l'Empereur l'Empereur de la République française  
et de roi de Naples, et que la paix avec ce plé  
nipotentiaire n'est pas d'attendre en attendant que les plé  
nipotentiaires d'empire de nos gouvernements soient  
le commissaire d'empire de nos gouvernements de  
gouvernement le demandeur d'un point par  
plénipotentiaire que S. M. Sicilienne par ce  
voir en France, mais il doit d'attendre en attendant  
temps, de la manière la plus expéditive, que des  
et des choses il ne peut, dans le traité à conclure  
avec S. M. l. et R., stipulant tout en son nom que  
non de l'Empire germanique et la République fran  
cise, introduire aucun article relatif à S. M. Sic  
ilienne, et encore moins d'attendre la signature de ce  
traité, jusqu'à ce qu'un plénipotentiaire de Sa  
Majesté Sicilienne soit en mesure d'intervenir. Le  
gouvernement français est effectivement décidé à ne  
se prêter à aucun délai qui tienne plus long-temps  
l'Europe dans l'incertitude sur une paix dont les  
conditions étaient si bien prévues, que toute dis  
cussion ultérieure peut faire présumer des vues peu  
conciliatrices.

Cependant, le soussigné, ne voulant laisser aucun  
inquiétude au sujet des intentions du gouvernement  
français envers S. M. Sicilienne, déclare que du mo  
ment où cette paix sera signée, Sa dite Majesté peut

passionnés à la gauche du Rhin, que nous désirons voir plus ou moins indemnisés; mais il paraît tout point convenable de ne désigner tous ces États que sous la dénomination générale des princes héréditaires, et vous maintiendrez la rédaction de l'article tel que vous l'avez proposé.

Le premier Consul persiste à demander que le traité soit mis à exécution que quand il aura été ratifié par les contractants; néanmoins, si les termes du dernier article paraissent un peu durs, vous pouvez les adoucir sans toucher au fond. Par exemple, vous pourrez mettre :

Le présent traité sera ratifié par S. M. l'Empereur et par l'Empire et par la République française, dans l'espace de quarante jours, ou plus tôt si faire peut, et il est convenu que les armées des deux puissances resteront dans les positions où elles se trouvent, tant en Allemagne qu'en Italie, jusqu'à ce que lesdites ratifications de l'Empereur, de l'Empire et de la République française aient été simultanément échangées à Lunéville entre les plénipotentiaires respectifs. »

Il faut faire sauter aux yeux que si les pays héréditaires de la rive gauche se trouvaient évacués avant la ratification de l'Empire, l'Empereur n'aurait plus aucun intérêt à ratifier cette ratification, et qu'il pourrait songer à l'éloigner, puisqu'il y trouverait l'avantage de retarder l'application d'un principe qu'il aurait senti malgré lui.

Vous ne devez rien céder, Citoyen, relative-

respectant vivement à la cour de Vienne, qui avait eu en sans de déplorer expressément l'absence du grand-duc comme absent d'un jour en la guerre. Votre idée de fixer le dédommagement de l'Autriche au protocole de la Toscane, est tout à fait convenable, et peut servir l'objet d'un article sommaire, et définitif. Il faut que la Toscane soit citée et prise au nom de l'Empire par un article de traité sans que l'Autriche conserve rien en Italie à l'égard de l'Adige, et même, il est impossible de rien dire sur ces deux questions qui intéressent l'Empire.

1. Il faut que le principe des indemnités soit donné et restreint aux princes héréditaires. Les évêques et évêques conservent assez de puissance et de monnaies en Allemagne, et il est de toute justice que les pertes éprouvées par l'Empire soient plus particulièrement supportées par des propriétaires usufruitiers sans famille et sans successeurs. D'ailleurs leurs autres électoraux pourront, avec le temps, être transportés, celui de Cologne à Munster, celui de Trèves à Ansbourg, celui de Mayence au qu'on ne peut évêque.

Quant aux princes héréditaires à indemniser, outre la Prusse et la Bavière, le Wurtemberg et le Nassau d'Orange, que M. de Cobenzl cite comme ayant droit à des dédommagements, il faut ajouter Hesse-Cassel et Bade, qui ont aussi fait quelques sacrifices, et avec qui nous avons déjà des engagements formels que nous sommes jaloux de ne pas voir infructueux. Il faut ajouter encore Hesse-Darmstadt, Linange, Salm-Kyrbourg, et quelques autres princes

Il n'a pas été fait mention de la libre navigation du Rhin, parce que, à présent avec Strasbourg, nous avons Mayence et Cologne, nous sommes possesseurs des principaux péages, et maîtres par conséquent de faire en temps et lieu ce que nous jugeons le plus convenable. Il faut observer d'ailleurs que les villes précitées tirent un assez grand revenu de droits et des étapes établis sur le Rhin, et que la libre navigation serait surtout à l'avantage des pays de la rive droite, qui n'ont pas d'autre communication avec la Hollande et la mer. De même, pour ce qui concerne la libre sortie de la Moselle, toute stipulation paraît superflue, à présent que Coblenz nous appartient et qu'Ehrenbreistein doit être démoli. Ceci est une réflexion, mais vous ferez à cet égard ce que vous jugerez convenable.

Comme l'évacuation des pays héréditaires ne doit avoir lieu par les troupes françaises qu'avec celle du territoire de l'Empire, et que toutes les deux supposent que la paix sera définitivement et entièrement rétablie, il devrait être entendu de soi-même que les troupes de l'Empereur devront évacuer promptement ce qu'elles occupent encore du territoire ennemi en même temps que les troupes françaises; cependant, pour éviter tout malentendu à cet égard, une stipulation expresse ne sera point inutile. Je dois ajouter, Citoyen, une réponse à ce que vous avez particulièrement écrit au premier Consul, que M. de Gallo peut se rendre à Lunéville pour y traiter de la paix de Naples; mais qu'il est nécessaire qu'il y apporte des pouvoirs d'après lesquels il puisse



accéder à ce qui sera proposé pour le maintien de l'établissement des Français en Egypte, pour la facilité des communications entre eux et la France, pour la restitution de Malte à l'Ordre de Saint-Jean, et pour l'entière séparation de la cour de Naples de celle de Saint-James.

Je ne terminerai pas cette dépêche sans vous renouveler encore *l'assurance de la satisfaction du premier Consul*, et sans vous adresser mes félicitations particulières, tant sur la marche et le développement habiles de votre négociation, que sur un dénouement qui me paraît aussi sûr et prochain qu'il sera honorable. »

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 1<sup>er</sup> février 1801.

« Citoyen ministre, votre lettre du 30 janvier m'est parvenue à cinq heures. Plus les témoignages d'approbation que vous me transmettez sont flatteurs, plus je suis peiné de voir que vous attendez de mes efforts constants ce dont je n'ai encore aucune raison de me flatter. Je presse inutilement jusqu'à M. de Cobenzl. Nos journées s'écoulent en discussions fatigantes qui n'aboutissent à rien, et les mêmes arguments reviennent de part et d'autre jusqu'à satiété, sans qu'il puisse me faire fléchir, ni moi l'amener à se prononcer plus nettement. J'attends avec une extrême impatience votre réponse à ma lettre du 29, et j'espère qu'elle me mettra à même de presser M. de Cobenzl avec plus de succès, parce qu'elle contiendra sans doute des explications sans lesquelles il continuera à rester dans le vague. Cependant, j'ai gagné sur lui qu'il me remettra demain par écrit

ux des articles qu'il accepte, ceux qu'il propose modifier, ceux qu'il ajoute et ceux qu'il croit devoir renvoyer à un acte secret.

En général, je remarque qu'effrayé par les restrictions mises au pouvoir du chef de l'Empire par les titulacions de Charles VII, de François I<sup>er</sup>, de John II, de Léopold et de François II lui-même, de Cobenzl veut exprimer en termes très mesurés les engagements que nous voulons que S. M. prenne au nom de l'Empire. D'un autre côté, il n'en a pas laissé passer un mot qui implique que l'Empereur a consenti à tout ce que la majorité de la députation de l'Empire à Radstadt avait adopté. J'obtiens en vain que tout ce qui est introduit dans le traité et relativement à l'Empire, a été consenti de fait le traité secret de Radstadt. »

Citoyen Consul, j'ai l'honneur de vous adresser la lettre de M. Gallo, qui m'a été remise aujourd'hui par M. de Cobenzl. Je me suis refusé à accorder à M. de Cobenzl le passe-port qu'il m'a demandé et le plénipotentiaire napolitain, et je lui ai proposé de vous adresser sur-le-champ la demande qu'il en fait lui-même, et d'attendre les instructions du gouvernement sur cet objet.

J'ai écrit en détail au citoyen Talleyrand; je lui rends compte de la suite de la négociation. M. de Cobenzl défend son terrain avec une obstination invincible; je n'ai rien pu obtenir jusqu'ici de très remarquable au-delà de Mantoue et de la stipulation à laquelle il s'oblige à traiter pour l'Empire. Il ne

Joseph au premier Consul Lunéville, 1<sup>er</sup> février 1801.

vent pas abandonner entièrement les élecl  
 chrétiens : il ne vent pas charger sa  
 dettes de la Belgique, au-delà de ce qui avai  
 pait à Campo-Fornio : il ne vent pas aband  
 Toscane. Vous connaissez au reste sa manè  
 cide qu'an dernier instant ; il reçoit fréq  
 des courriers de Vienne. Il m'a demandé auj  
 si, après la signature du traité, nous ne  
 pas aller attendre à Paris les ratifications. A  
 abandonné. Citoyen Consul, l'idée de ne fai  
 le traité, à Lunéville, qu'après l'arrivée du  
 tentaire russe à Paris ? D'après les instruct  
 je reçus du ministre, il me paraît que v  
 abandonner ce projet. et que votre intention  
 je signe à Lunéville, sans rien déterminer s  
 mites de la Cisalpine, des États du roi de Sa  
 mi sur les Etats de Parme et Plaisance, si M  
 benzl consentait enfin à stipuler pour faire  
 ner la Toscane à l'Autriche. »

Télégramme à  
 Joseph Bonaparte.  
 à Rome le 15.

« Citoyen, j'ai reçu vos numéros 36, 37, »

Le premier Consul approuve entièrement  
 penses que vous avez faites par rapport à N  
 aux réclamations faites au nom de l'archidu  
 mand.

Le premier Consul m'a chargé de répondre  
 Gallo, et de lui envoyer un passe-port pour s  
 à Paris. Je joins ma lettre ici, vous voudre  
 lui faire parvenir par l'intermédiaire de M.  
 benzl.

Le premier Consul approuve qu'après la si

traité, vous vous rendiez à Paris avec M. de Cobenzl pour y attendre les ratifications.

Les précédentes lettres, en vous donnant toute assurance de signer, ont dû suffisamment vous faire naître qu'il n'était pas nécessaire que vous attendiez à cet effet l'arrivée du ministre russe à Paris. Il paraît qu'elle est retardée, et ce retard ne peut être imputé qu'à celui qu'a éprouvé la remise de la lettre me du premier Consul à S. M. I., par suite des anxiétés inquiétudes qui se sont répandues d'une préjudiciable peste, et des obstacles qu'a éprouvés le courrier russe pour arriver à Pétersbourg.

Je n'ai pas douté de la résistance qu'opposerait de Cobenzl, et il est naturel de penser qu'elle se prolongera jusqu'à l'expiration des deux armistices ; mais il faudra bien alors que l'Empereur se décide et son plénipotentiaire soit autorisé à signer. Efforçons-nous cependant d'accélérer ce dénouement ; ce qui y aura de temps gagné par la conclusion, sera un de nos plus chers succès, et M. de Cobenzl lui-même aurait peut-être apporter quelque soin à ne pas attendre la dernière minute. »

Citoyen ministre, j'ai reçu hier votre lettre du 4 février. La mienne, de la même date, vous informait de l'état de la négociation. M. de Cobenzl m'a remis le 2 son contre-projet ; je viens, d'après votre commande, de lui transmettre un *ultimatum*. Cette mesure empêche au moins les discussions de divaguer, et conduit à des résultats positifs. Je vous prie de me dire par quel d'un coup d'œil vous puissiez voir où

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 4 février 1801.

articles en rapprochement des siens.

Le préambule varie. Au second paragraphe Cobenzl veut ne rappeler que l'exemple des traités de Radstadt et de Bade, et garder le silence sur le consentement donné par la députation de la province de Bade au congrès de Radstadt. J'ai rétabli votre proposition, avec quelques modifications conciliatrices qui ne l'altèrent en rien.

Les articles 1, 2, 11, 12, 13, 14, 15 sont cités, après des discussions dont il devient superflu que je vous rende compte ; la seule à remarquer est que M. de Cobenzl ne voulait pas qu'il fût mentionné le consentement de l'Empire germanique à la cession des ci-devant provinces belges.

Les articles 3, 4, 10, 16 sont à peu près copiés sans discussion ultérieure sur les points suivants :

1° M. de Cobenzl insiste pour que les îles d'Istrie et de la Dalmatie soient désignées dans l'article 3, sous le nom d'îles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique. Veuillez me dire si vous avez de fortes raisons pour que je m'y refuse.

2° Il s'est déjà lié dans son premier projet, par le Brisaw au duc de Modène ; il ne gard

prétendants. Comme, dans les articles patents, il aura de posé que le principe, et que le grand-duc Toscane, seul, sera nommé, cette prétention en sur du duc de Modène ne peut être consignée qu'au protocole ou dans les articles secrets ; mais votre intention est telle, que j'y m'y refuse péremptoirement.

Le rejet du mot *dettes* à l'article 10, est une difficulté très secondaire, qui tombera quand les difficultés principales seront levées.

J'attends de vous une réponse sur les demandes l'archiduc Ferdinand et de son épouse ; mais n'ayant laissé aucune espérance à M. de Cobenzl, je blis cet article 10 sur le texte même de Campo-Formio, et je parviendrai à le maintenir.

Nous sommes beaucoup plus éloignés de nous entendre sur les articles 17 et 18 ; mais pénétré comme je suis de la grande importance de laisser cetillon au cabinet de Vienne, je n'y changerai plus, sauf d'accorder quarante jours au lieu de trente, à la nécessité.

Les articles 8 et 19 continuent d'être disputés par le Cobenzl, avec la ténacité la plus obstinée et les arguments les plus captieux. Non-seulement il veut blir, comme vous le verrez, le dernier paragraphe de l'article 9 de Campo-Formio qui a donné lieu de difficultés avec les émigrés belges ; mais il eut s'écarter en rien du texte même des articles 9 et 10 de Campo-Formio, sur les dettes et secrets dans les pays cédés, acquis ou échangés. Je aussi positif à cet égard que les ordres du gou-



Je vous prie, au reste, de vouloir bien me donner des instructions sur les points suivants :

1° M. de Cobenzl se récrie beaucoup sur l'impropriété des expressions : *dettes hypothéquées sur les revenus*. Si l'article 8 passe dans la forme que lui propose, comme il n'y aura, dans ce cas, aucune équivoque, puis-je consentir à supprimer les mots *sur le sol* ?

2° Si M. de Cobenzl se relâche finalement, et nous mande qu'au moins nous prenions à notre compte les emprunts faits sur la Belgique, depuis la déclaration de guerre en 1792, jusqu'au 15 février 1802, puis-je consentir à cette ligne moyenne de répartition ? J'observe qu'il traite de *contributions* les emprunts qui ont été levés dans la Belgique, par l'Empereur, pendant la guerre.

3° Je trouve bien que nous stipulions pour nous des séquestres sur les revenus particuliers, dans les pays cédés, acquis ou échangés ; mais nos citoyens français ont, dans les pays héréditaires d'Autriche et chez les princes d'Allemagne, des propriétés particulières, et nous ne pouvons pas leur enlever ces propriétés.

tructions du gouvernement. Faut-il revenir sur cette omission, ou est-elle faite à dessein ?

Les articles 5, 6 et 7 ne sont pas moins l'objet de ces et interminables discussions.

1° M. de Cobenzl a passé le grand-duc sous silence dans son contre-projet, en se référant aux protocoles en affectant de penser que si la Toscane ne lui était pas rendue, un équivalent, à la droite de l'Adige, pouvait lui être refusé.

Je rétablis la demande du gouvernement, avec deux variantes : la première, pour que le grand-duc renonce au titre aussi bien qu'au pays ; la deuxième, pour amorcer M. de Cobenzl par l'appât d'une indemnité pleine et entière en Allemagne. Je verrai ce qu'il dira, lorsqu'enfin je lui ferai connaître que cette indemnité peut être fixée secrètement dans le Palzbourg.

2° Vous verrez, par l'article 7, que M. de Cobenzl renonce enfin au système qu'il avait consigné dans l'article séparé de son premier objet. Vous jugerez, même par la pièce ci-jointe, portant rédaction de ses lettres du 1<sup>er</sup> février, combien je suis parvenu à lui faire faire de chemin jusqu'au 24 ; mais il persiste encore à refuser l'insertion des mots : *en conformité des principes formellement établis au congrès de Rastatt*. Il veut que les électeurs ecclésiastiques soient honorablement dédommagés de leurs pertes, et il veut de nous ôter le droit d'intervenir dans les arrangements d'exécution. J'ai rétabli l'article tel qu'il doit être, en y ajoutant à la fin quelques mots fort significatifs, pour paraître céder quelque chose. Je me

du paragraphe de l'article 6, diffère beaucoup de la rédaction ; veuillez me mander si je puis aller plus loin que je ne l'ai fait. Il nie toujours : d'un côté, que l'avis de la majorité de la députation d'Alsace à Radstadt, ait la valeur que nous lui donnons ; d'un autre côté, que l'Empereur ait consenti à ce qu'il nous propose. Il fait, au surplus, la plus vive résistance à ce que nous demandons pour les forts et faubourgs de Mayence, qu'il considère comme contradictoire avec le message du 4<sup>er</sup> février, dans lequel nous avons exigé à l'égard de Vérone et de Legnano. Il proteste que l'Empereur se déshonorerait, si se perd aux yeux de l'Empire, s'il stipule que cinq places fortes de la droite du Rhin seront rasées ou démolies pour ne jamais être relevées. Il laisse à entendre qu'il préférerait que nous les fassions démolir dès ce moment, comme Ulm et Ingolstadt, mais ce serait prendre sur nous l'odieux de la mesure. Néanmoins, puis-je à toute extrémité, substituer ces expressions : *dans l'état où elles se trouveront à l'évacuation, et sous la condition expresse qu'il n'y sera jamais rien changé.*

Votre dévoué pour la Nation, le Général de division

dans les formes ordinaires. Je combats ce système et le fais disparaître dans tous les articles de l'*ultimatum* définitif que je remets aujourd'hui à M. de Cobenzl.

Cependant, lorsqu'il sera d'accord avec moi à cet égard, je prévois qu'il me dira : *la paix est définitive, et avec l'Empereur et avec l'Empire; mais convenons donc du mode d'exécution et d'indemnité, et ne livrons pas cet objet à l'incertitude des évènements, et lions d'avance l'Empire à suivre un mode déterminé.* En effet, son parti une fois pris sur le grand-duc de Toscane, et ses inquiétudes calmées à l'égard des électeurs ecclésiastiques, il ne se livrera plus qu'à l'intérêt propre des princes autrichiens ; il craindra que le grand-duc ne reste sans États, et au lieu de repousser notre intervention, il voudra s'étayer alors de nous pour effectuer l'arrangement qui sera le prix de la renonciation à la Toscane. Je dois me hâter de demander les derniers ordres du gouvernement sur l'instance et l'hypothèse présumées.

Il me reste à vous entretenir des articles secrets. Vous m'avez autorisé à en introduire un pour le grand-duc de Toscane. Peut-il être à peu près en ces mots : *Il est convenu que la République française réunira ses bons offices aux soins de S. M. l'Empereur et Roi, pour que l'indemnité stipulée en Allemagne pour le grand-duc de Toscane, soit dans le pays de Salzbourg.* Je ne puis douter que M. de Cobenzl n'en demande un second pour les électeurs ecclésiastiques. Sera-ce aller trop loin que de dire : *La République française s'engage à ne faire aucune démarche qui tende à empêcher que leurs titres élec-*

*toraux ne puissent avec le temps être transportés : celui de Cologne à Münster, celui de Trèves à Augsbourg, celui de Mayence dans quelque autre état.*

Quant aux articles secrets du contre-projet de M. de Cobenzl, vous remarquerez que je n'y réponds rien, pour avoir le temps de recevoir vos instructions. M. de Cobenzl paraît craindre l'opposition de la Prusse et de ses adhérents aux ratifications de l'Empire. Il craindra également que la Prusse ne se refroidisse sur ses propres indemnités, lorsqu'elle verra que la maison d'Autriche en reçoit dans la personne du grand-duc.

Les moments me deviennent précieux, Citoyen ministre ; j'approche du terme où devront être faits mes derniers efforts, et où vos dernières instructions me sont indispensables. M. de Cobenzl, retenu surtout par l'article du grand-duc de Toscane, dont la translocation n'était pas prévue, tiendra bon jusqu'au retour d'un courrier de Vienne, expédié le 30. Rien désormais ne peut me faire présumer s'il accédera à tout ce que nous demandons, parce que je n'ai plus de latitude sur le grand-duc pour un cas extrême. Peut-être serais-je obligé de vous proposer bientôt de faire dénoncer l'armistice en Italie et en Allemagne, comme unique moyen d'avoir un traité signé avant l'expiration de quinze jours, à compter de celui de la dénonciation. Quoique M. de Cobenzl affecte de dire qu'il reste à l'Autriche des ressources dans son désespoir même, *si nous lui donnons des ukases à signer, je ne puis plus croire qu'elle veuille recommencer la guerre.* »

oyen, je réponds article par article à votre  
du 4, n° 39.

ultimatum n'ayant rien qui ne soit conforme  
ractions qui vous ont été transmises, l'inten-  
premier Consul est que vous le mainteniez  
une variation, sauf les très légères modifica-  
i seront indiquées ci-après.

nécessaire que dans le préambule, les con-  
faites à Radstadt soient rappelées. Votre ré-  
est bonne, elle doit être maintenue. Il con-  
n'il soit fait mention du consentement de  
e à la cession des provinces belges.

se peut pas que les îles dépendantes de l'Is-  
le la Dalmatie soient désignées sous le nom  
nitienes de l'Adriatique, parce que celles  
ou, Zante, Céphalonie, Cerigo, ne peuvent être  
es dans le lot de l'Empereur ; peut-être con-  
t il de les excepter nominativement. Je pense  
rait préférable.

a été dit précédemment sur le duc de Mo-  
faut s'y tenir. De même, pour les demandes  
nom de l'archiduc Ferdinand et de son  
il n'y a rien à faire au-delà de ce que vous  
posé. Vos articles des 18 et 19 doivent être  
isément maintenus, sauf, comme vous le pro-  
parante jours au lieu de trente.

enez pareillement sans variations vos articles  
uelles que soient les opérations qu'essaie un  
itriche pour diminuer le poids des rembour-  
. Le gouvernement français aura fait le né-  
en stipulant en faveur des Belges devenus

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
6 février 1801.



Français. Les mots hypothèques sur le sol, se trouvent à l'article 10 du traité de Campo-Formio ; ils n'ont rien d'extraordinaire ; les expressions importantes sont : Dettes résultantes d'emprunts formellement consentis par les États des pays cédés, ou de dépenses faites pour l'administration desdits pays. Il n'y a pas à se relâcher pour les emprunts faits depuis 1792 jusqu'en 1798 ; ce sont de véritables emprunts et non des contributions. S'il manque quelque chose pour la jouissance respective des biens et revenus que les particuliers d'une nation possèdent sur le territoire de l'autre, faites à cet égard le nécessaire, en rétablissant le réciproque.

Soyez inflexible sur l'article de la Toscane. Il faut absolument que par l'article patent, elle soit cédée et transportée au duc de Parme.

L'indemnité du grand-duc peut être établie en principe comme devant se trouver en Allemagne, dans le même article patent, et elle peut ensuite être fixée particulièrement dans Salzbourg, par un article secret et dans les termes que vous proposez.

Maintenez votre article 7, les électeurs ecclésiastiques ne doivent pas y être nommés, ni même dans aucun article secret ; ayez soin pareillement que dans l'article 6 qui précède, il soit fait mention du consentement de la députation de l'Empire à Radstadt, et de la ratification de l'Empereur.

L'article de votre ultimatum est convenable, vous pouvez à la dernière extrémité céder sur les forts de Mayence et sur Cassel, à la rive droite du Rhin ; nous nous chargerons de la démolition des places.

N'admettez en aucune manière la proposition de M. de Cobenzl, à savoir que le traité définitif pour l'Empereur ne soit que particulièrement pour l'Empire. Nous ne voulons point de congrès ; c'est pourquoi il n'y a pas lieu à faire autre chose que d'établir le principe des indemnités, et qu'il faut pour le moment s'abstenir des explications.

Nous sommes sûrs du consentement de la Prusse à la cession de ses provinces trans-rhénanes ; nous sommes sûrs de l'intervention de la Russie en faveur des princes héréditaires à indemniser. Il n'y a point à parler des détails dans le traité actuel. Aucun des articles secrets proposés par M. de Cobenzl ne doit être adopté.

Il faut que le plénipotentiaire de S. M. I. se décide ; ce ne sera point en dénonçant l'armistice que le gouvernement français essayera de fixer ses irrésolutions, si elles se prolongent outre mesure ; mais il se peut qu'incessamment vous soyez chargé de dire à M. de Cobenzl qu'il faut que le traité soit signé tel jour, et signé comme vous l'avez proposé. Je termine par une considération grave.

M. de Kalitschew sera ici dans très peu de jours. Il arrive avec de pleins pouvoirs et de larges instructions ; nous sommes fondés à croire que telle est en ce moment l'animosité de l'Empereur de Russie contre l'Autriche, qu'il peut entrer dans ses vues de rendre l'Etat vénitien à son ancienne organisation ; il est donc instant pour l'Autriche de conclure, si elle veut éviter de voir remettre en discussion un point aussi important pour elle. M. de Kalitschew a fait demander

des passe-ports au général Beurnonville, qui m'en a prévenu par un courrier arrivé ce matin, en m'annonçant que l'envoyé russe serait à Paris presque aussitôt que le courrier. »

Les négociations touchaient à leur terme, il devenait évident que l'Autriche ne pouvait lutter plus long-temps sans s'exposer à une ruine totale. Les conférences avaient été menées avec habileté, prudence et sagesse, par le plénipotentiaire français. Son esprit de conciliation n'avait pas exclu de ses paroles et de ses actes une certaine fermeté. M. de Cobenzl avait fini par comprendre, qu'avec un homme comme Joseph et un gouvernement aussi fort que celui du premier Consul, il ne fallait pas pousser les choses à l'extrême.

Cette dernière dépêche de Talleyrand, écrite, comme les précédentes, sous l'inspiration de Napoléon, fixait toutes les incertitudes du frère du premier Consul, la signature du traité ne pouvait se faire attendre long-temps.

Joseph à Talleyrand. Lunéville, 7 février 1801.

« Citoyen ministre, j'ai reçu hier au soir votre dépêche du 4, et j'ai fait tenir à M. de Gallo le paquet qui lui était destiné. M. de Cobenzl lui mande ce que le gouvernement aura à lui proposer, conformément à l'avant-dernier paragraphe de votre lettre du 1<sup>er</sup>.

Je sens combien il tarde au gouvernement que j'arrive à une conclusion, et j'ai le plus ardent désir de devancer, s'il se peut, son espérance. Tout impor-

te que soit la réponse que j'attends demain à ma-  
 tre du 4, je n'hésiterais pas à signer dès aujour-  
 mi, en prenant sur moi de trancher sur les diffi-  
 ltés qui peuvent, à la rigueur, être résolues, si  
 menais M. de Cobenzl à être à peu près d'accord  
 ec moi. C'est à quoi j'ai continué de travailler de-  
 le le 4 avec persévérance, et, hier encore, notre  
 iférence a été prolongée si avant dans la nuit, que  
 id dû remettre à vous écrire ce matin. La discus-  
 n est entièrement fixée sur mon *ultimatum défini-*  
 dont je ne veux sortir en rien. Quant au sens de  
 que article, M. de Cobenzl continue à s'attacher,  
 des intercallations ou substitutions de phrases,  
 à altérer le système dans les parties les plus es-  
 tielles.

l a reçu hier un courrier et m'a communiqué une  
 re de l'Empereur qui le blâme beaucoup de l'en-  
 ement pris, le 27 décembre dernier, de traiter au  
 a de l'Empire, et lui rappelle les embarras extrê-  
 s qui peuvent résulter de cette violation de sa *ca-*  
*ulation*, s'il se forme une opposition de la part  
 princes de l'Empire qui ne peuvent être influés  
 lui. J'en ai tiré parti pour faire enfin admettre  
 articles 17 et 18, en démontrant combien les in-  
 vénients que craint l'Empereur seraient plus gra-  
 s'il séparait son sort de celui de ses co-États dans  
 conditions de l'évacuation. Vous serez sans doute  
 pris d'apprendre que ces explications ont amené  
 de Cobenzl à s'attacher sérieusement à l'idée de  
 mettre, comme la Prusse, dans un état de neutra-  
 parfaite, et que, partant de là, il a cherché pen-

dant *trois heures* à recharger tout mon ultimatum pour que l'Empire se tirât lui-même d'affaire comme il l'entendrait.

Il tient toujours avec vigueur au plan de faire indemniser au moins les électeurs ecclésiastiques; les explications que je lui ai données ne l'ébranlent pas, et j'entrevois que, s'il cède à cet égard, au moins voudra-t-il que le traité consigne vos dernières instructions à l'égard de ces électeurs.

La renonciation du grand-duc est moins fortement repoussée depuis que j'ai montré Salzbourg et que j'offre mes bons offices; mais, en raisonnant sur cette hypothèse, M. de Cobenzl fait ses efforts pour que l'indemnité soit plus qu'équivalente.

C'est surtout sur les deux derniers paragraphes de l'art. 6, que je n'aperçois aucun relâchement dans M. de Cobenzl. Il m'a encore répété en me quittant : « Démantelez ces places et disons qu'elles » continueront à rester dans l'état où vous les re- » mettrez ; jamais je ne signerai autre chose. Il est » cruel de m'avoir fait mettre mon nom à la reddi- » tion du dernier boulevard de l'Empereur, pour me » proposer ensuite ce qui est bien plus déshonorant » aux yeux de l'Europe. Avez-vous cru que je ne sa- » rais plus m'arrêter après avoir une fois cédé Mar- » toue ? »

Je ne lui ai au reste laissé aucune inquiétude sur l'Italie ; je l'ai bien convaincu que, si on l'excluait de ces arrangements, l'intention du gouvernement n'est pas moins d'établir dans ce pays un ordre tel que la tranquillité y soit assise sur des bases immuables

alpine ait une organisation qui ne puisse  
mes aux États voisins.

t en revue l'état actuel de la Républi-  
ous stipulons de part et d'autre l'indé-  
de Cobenzl a surtout pesé sur la Ré-  
ave, dont la prospérité tient bien plus  
ent au grand système de l'Europe, et où  
nces d'un mode vicieux de gouverne-  
e importance toute particulière. Il pense  
t urgent d'y substituer un définitif au  
our ne pas laisser en Europe ce nou-  
de troubles lorsque la paix générale se-

ministre, *le traité vient enfin d'être signé  
à cinq heures du soir.* Il est tel que le  
nt l'a désiré, à de légères nuances près;  
e succès pour que je me dispense de vous  
détail de la chaleur des discussions de  
jours.

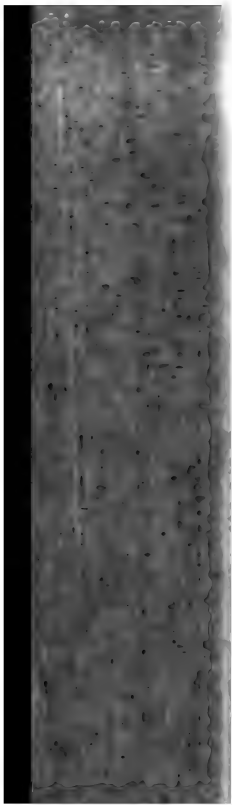
ession des articles secrets proposés, le  
les électeurs ecclésiastiques et le mode  
du traité, l'admission des articles 9 et 10,  
ion à la Toscane, tout, jusqu'à la men-  
sement de l'Empereur aux actes de la  
le Radstadt dont M. de Cobenzl me défiait  
er la preuve, a été défendu avec opiniâ-

Joseph à Tal-  
leyrand. Luné-  
ville, 9 février  
1801.

---

ispensable, pour lire ces dernières lettres de Jo-  
ll-yrand, de consulter les différents articles du  
ouvrera un peu plus loin.





En faisant cette cession, j'ai exigé qu'il adoptât tous les articles de l'*ultimatum* semparer ; a défaut de quoi je l'ai menacé de rupture des négociations et de la reprise immédiate des hostilités, en lui déclarant que, si le sort continuait à nous être favorable, la maison d'Autriche devait s'attendre à trouver le talweg de l'Isère à la crête des Alpes Juliennes ; qu'il n'était pas de puissance en Europe qui ne vît avec plaisir les Français hors de l'Italie.

Je n'ai pas cru, à la dernière extrémité, m'obstiner davantage et soutenir une stipulation en contradiction manifeste avec le message des Alliés, qui, en nous donnant pour limite, en Allemagne, le Rhin, a donné, en Italie, l'Adige pour limite. En cédant cet objet conditionnel, j'ai exigé la signature de tout le reste, et M. de Cobenzl s'y est déterminé.

M. de Cobenzl paraît actuellement décider les ratifications à Lunéville ; il dit qu'il lui est agréable d'aller se montrer à Paris avec le message de paix. Il me propose de venir

« exactitude ; je serais charmé, Citoyen ministre, que  
ils lui en témoigniez toute votre satisfaction. »

« Citoyen ministre, le général de brigade Bel-  
le, commandant extraordinaire dans le départe-  
ment de la Meurthe durant les négociations, aura  
l'honneur de vous présenter le traité de paix signé  
aujourd'hui.

Joseph à Tal-  
leyrand. Luné-  
ville, 9 février  
1801.

J'ai pensé que le gouvernement recevrait avec  
satisfaction un traité qui est le fruit de l'héroïsme de nos  
soldats, des mains d'un de leurs camarades ; cet offi-  
cier, digne d'avoir Desaix pour ami, a perdu une  
jambe en combattant à ses côtés, à la bataille de Rad-  
stadt. Cette circonstance n'empêcha pas le général  
Beaulieu (lorsqu'il passa par Lunéville), de m'an-  
noncer qu'il demanderait au gouvernement le géné-  
ral Belavène. Je le priai de le laisser ici.

Une guerre signalée par tant de prodiges ne pouvait  
être terminée plus dignement que par la modération  
du gouvernement et la volonté du peuple français de  
rétablir l'équilibre entre les puissances de l'Europe. »

Avant de donner le texte du traité de Lunéville,  
nous allons placer ici une lettre écrite par Brune au  
ministre de la guerre, le 6 janvier 1801, et relative  
aux opérations de son armée.

L'ennemi s'était retranché à *Saint-Martin* et  
occupait la position de *Caldero*. Il a été forcé, et nos  
troupes occupent *Vicence*.

Le général Moncey a occupé *Roveredo*, après avoir  
pris un grand nombre de prisonniers.

Le général Bellegarde m'a fait connaître l'armistice

« S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et le premier Consul de la République française, il ne doit avoir aucun droit à évacuer des places qui ne lui appartiennent qu'il n'a jamais dû espérer de garder dans la position où se trouvent les armées. L'effusion du sang, elle ne doit être que celle de ceux qui n'ont pas voulu la paix, et les Français sont obligés de combattre pour la conclure. Jusqu'à ce qu'il m'ait fait part de ses intentions, je continuerai mes opérations.

Le général Murat, avec le corps d'armée, est en pleine marche pour se porter sur l'ennemi.

Traité de Lunéville, conclu le 9 février 1801

« S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et le premier Consul de la République française, ayant également pour but de faire cesser les malheurs de la guerre, et de procéder à la conclusion d'un traité d'amitié.

Sadite M. l'Empereur, ne désirant pas de faire participer l'Empire germanique à la paix, et les conjonctures présentes ne permettant pas le temps nécessaire pour que l'Empereur puisse intervenir, par ses dé-

de ce qui a eu lieu dans des circonstances semblables, de stipuler au nom du corps germanique.

En conséquence de quoi les parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. I. et R.; le sieur Louis, comte du Saint-Empire romain, de Cobenzl, chevalier de la Toison d'or, grand-croix de l'ordre royal de Saint-Etienne et de Saint-Jean de Jérusalem, chambellan, conseiller intime de Sa dite Majesté I. et R., son ministre des affaires étrangères et vice-chancelier de cour et d'État, et le premier Consul de la République française, au nom du peuple français, le citoyen Joseph Bonaparte, conseiller d'État.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, ont arrêté les articles suivants :

ART. 1<sup>er</sup>. Il y aura à l'avenir, et pour toujours, paix, amitié et bonne intelligence entre S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, stipulant tant son nom qu'en celui de l'Empire germanique, et la République française; s'engageant ladite Majesté Impériale à donner par ledit Empire sa ratification en pleine et due forme au présent traité. La plus grande attention sera apportée de part et d'autre au maintien d'une parfaite harmonie, à prévenir toutes sortes d'hostilités par terre et par mer, pour quelque cause que ce puisse être, en s'attachant avec le plus grand soin à entretenir l'union heureusement rétablie. Il sera donné aucun secours et protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter préjudice à l'une et à l'autre des parties contractantes.

ART. 2. La cession des ci-devant provinces belgi-

droits et titres aux susdites provinces, lesquelles ront possédées à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, par la République française, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent. Sont par conséquent cédés à la République française, par S. M. l'Empereur et Roi, et du consentement formel de l'Empire :

1° Le comté Falkenstein avec ses dépendances

2° Le Frickthal et tout ce qui appartient à la République d'Autriche sur la rive gauche du Rhin, entre Bâle et Bâle ; la République française se réserve de céder ce dernier pays à la République Helvétique

ART. 3. De même, en renouvellement et confirmation de l'article 6 du traité de Campo-Formio, l'Empereur et Roi possédera en toute souveraineté et propriété, les pays ci-dessous désignés, savoir :

L'Istrie, la Dalmatie et les îles ci-devant dépendantes de l'Adriatique en dépendantes, les bords du Cataro, la ville de Venise, les lagunes et les îles comprises entre les États héréditaires de S. M. l'Empereur et Roi, la mer Adriatique et l'Adige depuis sa sortie du Tyrol jusqu'à son embouchure dans le golfe de Venise, le talweg de l'Adige servant de ligne de délimitation

gements qui, d'après ces bases, seront ultérieurement déterminés.

Art. 8. Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il est convenu, ainsi qu'il a été fait par les articles 4 et 10 du traité de Campo-Formio, que ceux auxquels ils appartiendront, chargeront des dettes hypothéquées sur le sol des pays; mais attendu les difficultés qui sont survenues à cet égard sur l'interprétation desdits articles du traité de Campo-Formio, il est expressément convenu que la République française ne prend à sa charge que les dettes résultant d'emprunts formellement consentis par les États des pays cédés ou des dépenses faites pour l'administration effective desdits pays.

Art. 9. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, il sera accordé, dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par ledit traité, à tous les créanciers ou propriétaires quelconques, main-levée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus, suite de la guerre qui a eu lieu. Les parties contractantes s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par lesdits particuliers, ainsi que par les établissements publics dits pays, et à payer ou rembourser toute rente constituée à leur profit sur chacune d'elles. En conséquence de quoi il est expressément reconnu que les propriétaires d'actions de la banque de Vienne, Français, continueront à jouir du bénéfice de leurs actions, et en toucheront les intérêts échus à échoir, nonobstant tout le séquestre, et notam-



partie de l'Empire germanique, de manière qu'en conformité de ce qui avait été précédemment et expressément consenti au congrès de Radstadt par la députation de l'Empire, et approuvé par l'Empereur, le talweg du Rhin soit désormais la limite entre la République française et l'Empire germanique, savoir depuis l'endroit où le Rhin quitte le territoire helvétique jusqu'à celui où il est entré sur le territoire batave.

En conséquence de quoi la République française renonce formellement à toute possession quelconque sur la rive droite du Rhin, et consent à restituer à qui il appartient, les places de Dusseldorf, Ehrenbreisten, Philisbourg, le fort de Cassel et autres fortifications vis-à-vis de Mayence ; à la rive droite, le fort de Kehl et le vieux Brisach, sous la condition expresse que ces places et forts continueront à rester dans l'état où ils se trouveront lors de l'évacuation.

ART. 7. Et comme, par suite de la cession que fait l'Empire à la République française, plusieurs princes et États de l'Empire se trouvent dépossédés en tout ou en partie, tandis que c'est à l'Empire germanique collectivement à supporter les pertes résultant des stipulations du présent traité, il est convenu entre S. M. l'Empereur et Roi, tant en son nom qu'au nom de l'Empire germanique et la République française, qu'en conformité des principes formellement établis au congrès de Radstadt, l'Empire sera tenu de donner aux princes héréditaires qui se trouvent dépossédés à la rive gauche du Rhin, un dédommagement qui sera pris dans le sein dudit Empire suivant les ar-

rangements qui, d'après ces bases, seront ultérieurement déterminés.

ART. 8. Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il est convenu, ainsi qu'il avait été fait par les articles 4 et 10 du traité de Campo-Formio, que ceux auxquels ils appartiendront, se chargeront des dettes hypothéquées sur le sol desdits pays; mais attendu les difficultés qui sont survenues à cet égard sur l'interprétation desdits articles du traité de Campo-Formio, il est expressément entendu que la République française ne prend à sa charge que les dettes résultant d'emprunts formellement consentis par les États des pays cédés ou des dépenses faites pour l'administration effective desdits pays.

ART. 9. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, il sera accordé, dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par ledit traité, à tous les habitants ou propriétaires quelconques, main-levée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu. Les parties contractantes s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par lesdits particuliers, ainsi que par les établissements publics desdits pays, et à payer ou rembourser toute rente constituée à leur profit sur chacune d'elles. En conséquence de quoi il est expressément reconnu que les propriétaires d'actions de la banque de Vienne, devenus Français, continueront à jouir du bénéfice de leurs actions, et en toucheront les intérêts échus et à échoir, nonobstant tout le séquestre, et notam-

ment la dérogation résultant de ce que les propriétaires devenus Français n'ont pu fournir les trente et les cent pour cent demandés aux actionnaires de la banque de Vienne par S. M. l'Empereur et Roi.

ART. 10. Les parties contractantes seront également lever tous les séquestres qui auraient été mis, à cause de la guerre, sur les biens, droits et revenus de S. M. l'Empereur ou de l'Empire, dans le territoire de la République française, et des citoyens français dans les États de Sa dite Majesté ou de l'Empire.

ART. 11. Le présent traité, notamment les articles 8, 9, 10 et 15 ci-après, est déclaré commun aux Républiques Batave, Helvétique, Cisalpine et Ligurienne.

Les parties contractantes se garantissent mutuellement l'indépendance desdites Républiques et la liberté aux peuples qui les habitent d'adopter telle forme de gouvernement qu'ils jugeront convenable.

ART. 12. S. M. I. et R. renonce, pour elle et ses successeurs, en faveur de la République Cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ces droits, que S. M. pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre, et qui, aux termes de l'article 8 du traité de Campo-Formio, font maintenant partie de la République Cisalpine, laquelle les possèdera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

ART. 13. S. M. I. et R., tant en son nom qu'en nom de l'Empire germanique, confirme l'adhésion déjà donnée par le traité de Campo-Formio à la réunion des ci-devant fiefs impériaux à la République

rienne, et renonce à tous droits et titres provenant de ces droits sur lesdits fiefs.

ART. 14. Conformément à l'article 12 du traité Campo-Formio, la navigation de l'Adige, servant limites entre S. M. I. et R. et les États de la République Cisalpine, sera libre, sans que de part ni d'autre on puisse y établir aucun péage ni tenir aucun bâtiment armé en guerre.

ART. 15. Tous les prisonniers de guerre faits de part et d'autre, ainsi que les otages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auront pas encore été restitués, le seront dans quarante jours, à dater du jour de la signature du présent traité.

ART. 16. Les biens fonciers et personnels non saisis de S. A. R. l'archiduc Charles et des héritiers de feu S. A. R. madame l'archiduchesse Christine, qui sont situés dans les pays cédés à la République française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois ans.

Il en sera de même des biens fonciers et personnels de LL. AA. RR. l'archiduc Ferdinand et madame l'archiduchesse Béatrix, son épouse, dans le territoire de la République Cisalpine.

ART. 17. Les articles 12, 13, 15, 16, 17 et 23 du traité de Campo-Formio sont particulièrement rappelés, pour être exécutés suivant leur forme et teneur, comme s'ils étaient insérés mot à mot dans le présent traité.

ART. 18. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, cesseront d'avoir lieu à dater du jour de l'échange des ratifica-

si faire se peut, et il est convenu que les armées de deux puissances resteront dans les possessions qu'elles se trouvent, tant en Allemagne qu'en France, jusqu'à ce que lesdites ratifications de l'Empereur, de l'Empire et de la République française aient été simultanément échangées à Lunéville, entre les plénipotentiaires respectifs.

Il est aussi convenu que, dix jours après l'échange desdites ratifications, les armées de S. M. I. et de S. M. C. évacueront sur ses possessions héréditaires, lesquelles seront évacuées dans le même espace de temps par les armées françaises, et que trente jours après l'échange, les armées françaises auront évacué tout le territoire dudit Empire.

Fait et signé, etc. »

Le jour même où le traité de Lunéville était signé dans la ville dont il porte le nom, M. de Gallo avait un passe-port pour se rendre au lieu des négociations.

Moreau à Joseph.  
Salzbourg

« Je vous prévienne, Citoyen ministre, que je vous envoie d'accorder un passe-port pour se rendre à l'armée »

ra, dans cette ville, le lieu où la négociation doit avoir lieu.

« Citoyen, j'ai reçu hier votre n° 40, je vois que vos discussions journalières aplanissent habilement les difficultés, et que la résistance de M. de Cobenzl, quel qu'elle se montre encore, touche à sa fin. Ma dernière dépêche vous aura fait connaître que le premier Consul était décidé à ce que le nom des prêtres ecclésiastiques ne fût pas prononcé dans le traité. Les embarras qui naîtraient seraient interminables. Toute stipulation en leur faveur réduirait à rien de chose celle que nous exigeons en faveur des hérétiques ; ce doit être assez pour l'Autriche que nous n'écoutions pas le vœu de l'Allemagne, qui propose hautement la destruction de ces puissances sacerdotales.

Vous aurez vu pareillement que nous consentions à démolir nous-mêmes les places fortes de la droite du Rhin, ce qui doit rendre M. de Cobenzl plus facile sur votre article 6.

Je n'aperçois donc plus, Citoyen, de points capitaux qui ne soient à peu près convenus. Maintenez votre traité, et je m'assure que vous l'emporterez. »

« Votre courrier est revenu, il y a quelques jours, du quartier-général d'Udine, Citoyen ministre, sans avoir pu remettre à M. de Bellegarde, lui-même, la dépêche de M. le comte de Cobenzl, et celle dans laquelle je notifiais formellement la cession de Mantoue. On l'a renvoyée avec un simple récépissé. Un contre-camp, que j'ai expédié aussitôt après, me

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
10 février 1801.

Brune à Jo-  
seph. Milan, 10  
février 1801.



arrive, et je ne veux pas différer de  
que je fais toutes mes dispositions  
campagne, si on imagine de mau  
J'ai fait arrêter à Ferrare la garni  
d'Ancône. J'ai de la peine à croire  
l'on veuille revenir sur un acte au  
tend à prouver de bonnes intentio  
l'Autriche, et qui laisse pressentir  
bien glorieuse les clauses de la pa  
tez. »

Le général  
Belavène à Jo-  
seph, Paris, la  
nuit du 11 au  
12 février 1801.

« Citoyen, malgré toutes les cont  
du mauvais temps, voiture brisée,  
par suite de neige glacée, je suis par  
11, assez près de mon calcul. Le  
tions extérieures, que j'ai été voir  
observé que le premier Consul était  
la visite du canal de Saint-Quentin,  
jusqu'à ce moment à garder le secr  
vée du général Bonaparte que nous  
d'hui, 12.

Le ministre des relations extérie  
cun inconvénient à ce que la paix s  
néville; il m'a répondu à mes obse

d'ailleurs il prenait sur lui toute responsabilité gard ; ainsi, Citoyen ministre, il est probable qu'il sera connu demain dans Paris.

citoyen Talleyrand éprouve toute satisfaction de sur l'objet de la mission que vous avez bien voulu me confier ; ses expressions sur la teneur du traité ne laissent aucun doute sur l'approbation générale. Il a fini par me dire *qu'il n'y avait rien de plus avantageux et de plus brillant.*

§. On attend l'ambassadeur russe qui, dit-on, va partir à Paris ; celui que nous envoyons à Pétersbourg doit se mettre en route immédiatement à l'arrivée du premier. Le général Berthier présente le choix du gouvernement, et Dessolles le présentera provisoirement au ministère.

J'ai recommandé à votre courrier d'être chez vous à huit heures du matin pour le faire partir, et déjà dix heures ; comme j'ignore sa demeure, j'ai beaucoup d'impatience de le voir en route.

Vos ordres pourront me parvenir à l'hôtel de Torsion, rue de la Loi, ci-devant Richelieu ; votre courrier est parti à onze heures et demie, je lui ai pres-

citoyen, le général Belavène m'a remis à une heure du matin vos deux lettres et le traité qui y est

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
12 février 1801.

Le premier Consul n'étant pas encore de retour, j'ai été très empressé de lui expédier un courrier et j'ai pris soin que tout demeure dans le plus grand secret jusqu'à son arrivée, mais je ne veux pas perdre

j'attends avec impatience la réponse pour me  
en route. M. de Cobenzl ne le fera qu'aut  
vous ou le premier Consul lui en diriez de  
d'invitation. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
13 février 1801.

« Citoyen, le premier Consul vous autorise  
à rendre à Paris ; il sera charmé de vous y voir  
vous y témoigner toute sa satisfaction. Il n'est  
dans son intention d'écrire à M. de Cobenzl  
vous pouvez l'assurer qu'il serait vu à Paris avec  
pressement et plaisir, s'il jugeait à propos d'  
attendre la ratification de sa cour.

Je n'ai pas besoin d'ajouter combien je suis  
personnellement heureux de vous voir et de vous  
brasser. »

Joseph à Tal-  
leyrand. Luné-  
ville, 15 février  
1801.

« Citoyen ministre, j'ai reçu votre dépêche  
je reçois dans l'instant celle du 13 ; je suis très  
sensible aux choses flatteuses qu'elles contiennent  
me permettez d'en attribuer la plus grande part  
aux sentiments personnels que vous avez pour  
moi. J'espère de mon côté réussir à remplir les

ances de tous mes sentiments, et croyez à la véracité de mon attachement pour vous. Cette croyance est, espère, établie depuis long-temps. »

« Citoyen ministre, je m'empresse de vous expédier un second courrier, pour vous instruire que le premier Consul a annoncé la paix dans son salon ; le traité est sous presse et le *Moniteur* en donnera connaissance demain.

Le général  
Belavène à Jo-  
seph. Paris, 12  
février 1801.

Le premier Consul est de retour depuis sept heures du soir ; il paraît fort content de son voyage. Je n'ai pas songé, Citoyen ministre, à vous demander par confidence, si votre présence à Lunéville doit être encore prolongée par des négociations ; dans le cas contraire, je ferais des démarches pour obtenir une destination ; mais je n'agirai qu'autant que vous m'aurez fait l'honneur de me dire que je puis encore avoir l'avantage d'être près de vous.

Je vous prie de présenter mes respects à Madame Bonaparte.

P. S. Il paraît que l'article de la Toscane fera sensation ; l'on croit purement et simplement que le traité ne parle que de l'Adige et du Rhin. L'on ne se doute pas qu'en même temps le sort de l'Empire est déterminé par votre négociation. »

« Mon cher ministre, je ne ferai que vous accuser réception de la lettre obligeante que vous m'avez fait le plaisir de m'écrire pour m'annoncer la conclusion de la paix, le 12.

Moreau à  
Joseph. Salz-  
bourg, 16 fé-  
vrier 1801.

Je n'ai parlé de cela qu'à Lahorie ; les bases que

viendront le Piémont et la Cisalpine? seront-ils *républiques* ou *une république*? On voit bien S. M. Sarde n'y mettra plus les pieds.

Nous avons fait aussi une petite négociation, nos contributions, avec le gouvernement autrichien, ce qui nous assure aussi une rentrée de fonds considérable; par ce moyen, nous avons accablé une partie des subsides de l'Angleterre; et, en vain nous aurions eu bien de la peine à faire de l'argent dans un pays d'assignats.

*Nous avons dégrossi à coups de bâton le traité de paix; vous y avez mis le poli et un entourage bien glorieux pour la République.*

Je vous remercie d'avoir envoyé le brave Belloc à Paris; il serait à désirer que cela pût lui assurer son existence militaire (1).

Moreau à Joseph. Salzb. 16 février 1801.

« Je vous préviens, Citoyen ministre, que je vous envoie d'accorder un passe-port, sur la demande qui m'a été faite par l'archiduc Charles, à M. de Schlegel, conseiller aulique de l'Empire, se rendant à Lunz.

français à Luneville ; il en partit le 10, à cinq heures du matin, et arriva à Paris, le 18, de bonne heure, ainsi que toute la Légation française. M. de Cobenzl prolongea son séjour jusqu'au 17 et en partit avec M. de Schraut. M. de Schraut fut depuis quelques jours à Paris et avait quitté Luneville le 20 février.

Quelques jours après le départ de Joseph pour Vienne, M. de Cobenzl, invité par le premier Consul, se mit en route en prépuissance française, par la lettre ci-

En ministre, quoique je n'aie pas pu recevoir vos ordres de l'Empereur, relativement à mon départ, tout ce qui m'est parvenu de Vienne, annonce trop positivement le non augustin maître de cultiver avec soin la intelligence heureusement établie entre S. M. française, ainsi que son approbation ce qui peut servir à manifester ces sentiments, pour que je ne me croie pas autorisé à me

M. de Cobenzl  
à Joseph. Lunéville, 23 février  
1801.



gence que pourra me permettre la saison actuelle. Vous avez pu vous apercevoir, Citoyen ministre, combien je désirais de ne pas vous quitter, et de me présenter en même temps au premier Consul sous des auspices aussi heureux que ceux qui résultent du rétablissement de la paix. Aucun nuage ne pourra plus troubler la satisfaction que j'éprouverai à revoir le grand homme dont j'ai toujours été un des plus sincères admirateurs, et avec lequel on s'honore d'avoir eu des relations; je regarderai donc comme un des moments heureux de ma vie, celui où je pourrai être auprès du premier Consul l'interprète des sentiments de mon auguste maître.

En attendant que j'aie le bonheur de vous embrasser, veuillez présenter mes hommages à Madame Bonaparte ainsi qu'à Madame votre épouse. »

Toutefois, le premier Consul ne voulut recevoir M. de Cobenzl qu'après l'échange des ratifications. Ces ratifications de l'Empereur au traité de Lunéville, furent transmises par Joseph à Talleyrand dans les premiers jours de mars, ainsi qu'il résulte de la lettre suivante :

« Citoyen ministre, je m'empresse de vous transmettre les ratifications de l'Empereur comme roi de Hongrie et de Bohême; celles de l'Empereur comme chef du corps germanique, et, enfin, les ratifications données à l'article secret.

M. le comte de Cobenzl n'a pu me remettre encore la conclusion de la Diète. Il s'est engagé à me la

mettre incessamment. J'aurai l'honneur de vous avoyer. Vous recevrez aussi le procès-verbal de change des ratifications ci-joint. »

M. de Cobenzl, qui avait appris à apprécier, à Lunéville, le beau caractère de Joseph, s'était, à son arrivée, rendu au château de Mortefontaine; de retour à Paris, il lui écrivit le 3 mars :

« Citoyen ministre, le courrier que j'ai trouvé ici, au retour de Mortefontaine, m'a apporté des ordres de l'Empereur, relatifs à l'arrivée de l'instrument de la paix à Vienne, et aux mesures prises pour accélérer la ratification, qui, sans doute, n'éprouvera aucun obstacle de la part de l'Empire. S. M. témoigne sa vive satisfaction de l'heureux rétablissement de la bonne harmonie avec la République française, et combien elle cherchera, par tous les moyens possibles et sa fidélité à remplir ses engagements, à consolider de plus en plus l'union entre les deux gouvernements. Mon maître me charge en même temps de vous connaître tous ses sentiments au premier Consul. Vous devez concevoir mon impatience, Citoyen ministre, de pouvoir m'acquitter des ordres que j'ai reçus, et de voir arriver le moment où le premier Consul cessera de me tenir rigueur. Je compte voir demain le ministre des relations extérieures, dans l'espoir qu'il y aura quelque chose de terminé à cet égard, qui me mette à même de réexpédier sur-le-champ mon courrier, n'ayant pas encore écrit depuis l'arrivée à Paris. Je suis muni de tous les pou-

M. de Cobenzl  
à Joseph. Paris,  
3 mars 1801.

des bontés dont vous m'avez comblé. Je compte y être après-demain de bonne heure, ensemble M. Hopp, qui vous présente ses hommages. O heureux que lorsqu'on vous voit et malheureux on vous quitte. M. Fleury et moi avons éprouvé revenant ici, les vingt-six infortunes d'Arlequin.

Je vous supplie d'offrir mes hommages à votre dame. »

M. de Cobenzl  
à Joseph, Paris,  
10 mars 1801.

« Citoyen ministre, je ne veux pas différer d'annoncer l'arrivée des ratifications de mon maître des actes que nous avons signés à Lun et lesquelles ont été données par S. M., tant en qualité d'Empereur, que comme souverain des États héréditaires.

Par le même courrier qui m'a apporté ces ratifications, j'apprends que, d'après les mesures qui ont été prises pour accélérer par tous les moyens possibles celles de l'Empire germanique, on espère que tout sera terminé vers le 10 ou le 11 de ce mois. Le courrier, qui attend déjà à Ratisbonne, me sera ramené de là sans aucune perte de temps. »

aussi convaincu que de la haute considéra-  
l'inviolable attachement avec lesquels j'ai  
d'être, etc. »

en ministre, je m'empresse de vous annon-  
viens de recevoir à l'instant le courrier que  
de Ratisbonne, qui m'apporte la ratifica-  
Empire du traité de Lunéville. Il dépendra  
rement du premier Consul que nous pro-  
l'échange le plus tôt possible. J'aurais été  
r moi-même cette nouvelle à Mortefontaine,  
is pas retenu chez moi par la goutte, qui  
ette nuit m'a fait horriblement souffrir.  
ue l'entière consolidation de l'acte que nous  
é ensemble, et qui assure le rétablissement  
e harmonie entre les deux gouvernements,  
ra plus efficacement à ma guérison que tous  
s de la faculté. »

M. de Cobenzl  
à Joseph. Paris,  
15 mars 1801.

en, les ratifications de l'Empereur et de  
tant arrivées, celles du gouvernement fran-  
étaient remises et vous elles procéder à

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
16 mars 1801.

comte de Cobenzl une convention relative à l'évacuation des pays occupés, et dans laquelle vous stipulerez :

1° Que l'évacuation ne sera censée commencer qu'à dater du 29 mars ;

2° Que l'Allemagne ne sera évacuée que quarante jours après ;

3° Que les Autrichiens n'occuperont aucun pays en-deçà de l'Inn ; qu'ils n'occuperont ni le Brisgaw, ni les autres petites portions de territoire qu'ils possèdent en-deçà de l'Inn ;

4° Que les armées autrichiennes et françaises seront remises sur le pied de paix, c'est-à-dire que les régiments seront réduits au nombre d'hommes existant en temps de paix ;

5° Que les équipages de l'artillerie et des vivres soient vendus.

L'intention du premier Consul est encore que vous cherchiez à jeter les fondements d'un traité d'un nouveau genre, qui tendrait à régler le nombre d'hommes que pourraient avoir sur pied, en temps de paix, la France, la Prusse et l'Autriche, afin de soulager d'autant leurs finances. »

Le même jour encore, Talleyrand écrivit :

« Citoyen, je m'empresse de vous transmettre :

1° La ratification du traité de Lunéville et de l'article secret qui y est joint, donnée par le gouvernement français en la forme accoutumée ;

2° Les copies que S. Exc. M. le comte de Cobenzl

de la Diète y était seulement *rappelée*,  
que la *date en fût rapportée*.

utile que S. Exc. M. le comte de Cobenzl  
mit une copie qu'il ne peut manquer d'a-  
is que le décret impérial ne nous paraisse  
nt suffisant, mais cette copie est néces-  
e pièce de chancellerie et pour connaître  
ise du *conclusum*.

stant, vous êtes pleinement autorisé, Ci-  
océder à l'échange des ratifications rea-  
je vous serai obligé de m'en faire trans-  
rocès-verbal aussitôt qu'il aura été rédigé

n, avec votre lettre d'hier, j'ai reçu : 1° La  
de l'Empereur, comme roi de Hongrie et  
; 2° celle de l'Empereur, comme chef de  
ermanique ; 3° la ratification particulière  
eur, donnée à l'article secret du traité de

ré pareillement joint à votre lettre le pro-  
d'échange des dites ratifications. J'ai fait

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
18 mars 1801.



pes respectives, pourraient ne pas être observés, d'après les ordres qui viennent d'être envoyés aux généraux français, et qu'il est question d'apporter des retards, tant relativement aux opérations héréditaires de S. M. I. et R., qu'à l'égard du territoire de l'Empire germanique.

Le soussigné ne peut se dispenser de représenter au citoyen ministre des relations extérieures, les termes fixés pour l'évacuation des troupes allemandes, ont été proposés par la République française elle-même ; que l'article sus-mentionné se trouve déjà, et mot à mot, dans le projet présenté par le représentant de la République française, le 14 août, et qu'à cet égard, S. M. I. et R. Apostolique s'est bornée à accepter purement et simplement en sa qualité de souverain de ses pays héréditaires, et comme chef de l'Empire, la proposition du gouvernement français. Comment est-il possible qu'on n'ait pas calculé dès lors les moyens d'exécution, que les obstacles ne se soient présentés qu'après la ratification du traité eût fait de cet article un engagement sacré, dont il n'est plus au pouvoir

toires, sur les mouvements rétrogrades que l'échange des ratifications les mettrait dans le cas d'exécuter ; en sorte que des courriers, expédiés le jour même dudit échange, n'auraient eu d'autres instructions à leur porter, que celles de procéder, sans aucun délai et aux termes fixés, à ce qui leur avait été prescrit d'avance.

Le soussigné croit pouvoir rappeler l'extrême promptitude et la parfaite exactitude avec lesquelles les troupes de S. M. I. et R. ont quitté le territoire de l'Empire, conformément aux stipulations du traité de Campo-Formio, immédiatement après l'échange des ratifications ; ayant été chargé lui-même de faire exécuter à cette époque les ordres de S. M., par le général commandant des troupes autrichiennes, aucune représentation n'y a mis obstacle, et c'est au terme convenu que l'armée a quitté les bords du Rhin pour se retirer dans les pays héréditaires.

Le soussigné, ayant les ordres les plus pressants de son auguste maître, relativement à la sortie des troupes des pays héréditaires et du territoire de l'Empire, se voit obligé d'insister sur la stricte exécution de ce que porte le traité à cet égard ; ce n'est pas comme il est dit dans la note, à dater de la réception des ordres, mais, au contraire, de l'échange des ratifications, que les évacuations respectives sont stipulées. Le soussigné attend de la justice du premier Consul, que des nouvelles instructions envoyées aux généraux respectifs les mettront dans le cas de remplir les engagements pris par le gouvernement français avec la même exactitude qui y sera apportée en

toute occasion par S. M. I. et R., relativement aux obligations qu'elle a contractées envers la République française. Il est évident que, passé les termes fixés, il ne peut être exigé pour l'entretien des troupes aucunes prestations quelconques. Il serait d'ailleurs d'autant plus impossible de les continuer, que, sans doute, tous les ordres donnés relativement à cet objet, ont été mesurés d'après la teneur du traité, et que, par conséquent, les armées françaises seraient exposées à manquer de tout, en prolongeant leur séjour hors des limites de la République.

Quant à l'évêché de Trente, il est à observer que quoique l'évêque ait voix et séance à la Diète de l'Empire, il ne fait pas moins partie du Tyrol, étant membre des États de la province et contribuant à toutes les charges. Il ne peut donc être fait aucune exception à son égard à la stipulation générale du traité, pour les évacuations respectives. D'ailleurs, le même traité, en stipulant de la manière la plus précise les termes de la sortie des troupes françaises, ne fait aucune mention de celles à qui elles doivent être remises.

Cette dernière observation est également applicable au Brisgaw, comme possession héréditaire de la maison d'Autriche. Ce pays doit être évacué dix jours après l'échange des ratifications. Son nouveau souverain, dépouillé depuis si long-temps de ses anciens États et de toutes ses propriétés, ne peut avoir aucune troupes à y envoyer, quels que soient les arrangements dont il voudra convenir à cet égard avec la cour de Vienne. Il n'en résulte aucun changement

La stipulation claire et précise au traité de Lunéville, en vertu de laquelle le Brisgaw, ainsi que toute autre portion des pays héréditaires de la maison d'Autriche, doivent être évacués par les troupes françaises, et le soussigné ne peut se dispenser de réclamer particulièrement à cet égard la stricte exécution l'article 19 dudit traité ; d'autant que ce malheureux pays, totalement exténué, est absolument hors d'état de subvenir plus long-temps à l'entretien de la seule armée qui l'occupe.

Citoyen, dans la note que M. le comte de Cobenzl m'a adressée en réponse à la connaissance que j'en avais donnée des ordres transmis par le ministre de la guerre pour l'évacuation des pays occupés, j'ai évité d'exprimer aucun changement par rapport à la manière dont le pays de Trente, le Brisgaw et toutes autres possessions de l'Autriche au-delà de l'Inn, ont été réoccupés.

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
20 mars 1801.

L'intention du premier Consul est donc que vous fassiez connaître à M. de Cobenzl.

Comme si le duc de Modène n'a point encore de troupes formées dont il puisse se servir pour prendre possession du Brisgaw, il suffira que l'Empereur lui prête deux régiments qui arboreront la bannière de France et seront à sa solde jusqu'à ce qu'il eût pu même organiser une force militaire analogue à sa situation.

Quant, eu égard au pays de Trente, à la partie du Tyrol qui est en-deçà de l'Inn et au Vorarlberg, M. de I. ne doit pas penser, en ce moment, à y en-

voyer des troupes, parce que si les forces autrichiennes passaient l'Inn, il serait impossible de ne pas regarder ce mouvement de troupes comme peu conforme aux sentiments qui doivent résulter de la paix rétablie.

Je joins ici la note de M. de Cobenzl et je vous serai obligé de me la faire repasser. »

M. de Cobenzl  
à Joseph. Paris,  
21 mars 1801.

« Le soussigné, plénipotentiaire de S. M. I. et R. Apostolique, vient de recevoir le *conclusum* de la Diète de Ratisbonne, exprimant le vœu des électeurs, princes et États de l'Empire germanique, adressé à leur auguste chef, pour qu'il veuille donner sa ratification à la paix entre ledit Empire et la République française, conclue à Lunéville, le 9 février de la présente année.

Il a l'honneur d'en donner communication au citoyen plénipotentiaire de la République française, cette pièce servant à compléter les actes relatifs à la susdite ratification.

Le soussigné saisit avec empressement cette occasion, pour renouveler au citoyen Joseph Bonaparte l'assurance de sa haute considération. »

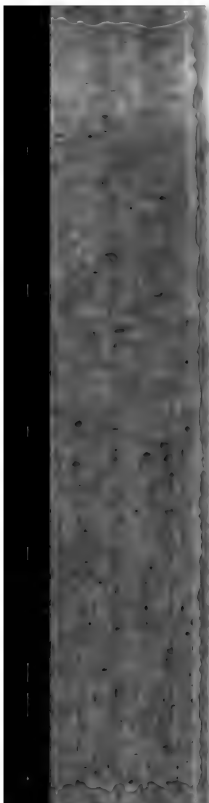
Le 21 mars, Joseph transmet le *conclusum* de la Diète de Ratisbonne :

« Citoyen ministre, j'ai l'honneur de vous adresser le *conclusum* de la Diète de Ratisbonne, en exprimant le vœu des électeurs, princes et États de l'Em-

seph fut appelé à mettre la dernière main à  
, en réglant les affaires d'Allemagne, suite  
de ce traité si glorieux pour le gouverne-  
remier Consul.

---





# NÉGOCIATIONS

## DE MORTEFONTAINE ET DE PARIS

FAISANT SUITE

### AU TRAITÉ DE LUNÉVILLE.

---

Le traité de Lunéville, absolu relativement aux hommages de la monarchie autrichienne et à l'établissement des nouvelles républiques en Italie, n'était que préliminaire à l'égard de l'Allemagne. Dans ce dernier rapport même, il ne contenait qu'une seule chose unique, celle de l'indemnité pleine et entière des princes héréditaires dépossédés. C'était la seule chose, par conséquent, à laquelle la France avait à se soumettre rigoureusement, pour les négociations qui devaient terminer, en les réglant, les affaires d'Allemagne. Les autres dispositions dépendaient aussi du consentement des autres puissances, que de la volonté du gouvernement français.

Il devenait indispensable, d'après cela, de continuer les négociations relatives à ces arrangements définitifs. Ceux qu'il s'agissait de prendre dans les

intérêts des tiers, pouvaient fort bien être arrêtés par des *déclarations* ou *manifestes* des grandes puissances s'étant au préalable consultées entre elles, ou par un *instrument* formel de *pacification*, conclu entre l'Empereur, présumé déjà muni de pouvoirs suffisants, et la France, comme principale puissance belligérante et cause occasionnelle, par ses conquêtes, de la modification de l'Empire.

Ce dernier mode parut préférable au premier, plus régulier et présentant moins les caractères de l'arbitraire, de la violence et d'une autorité impérative, quoique étrangère.

Il fallait donc arriver à un *traité définitif*, concerté avec l'Empereur, traité par lequel les limites et les droits des États conservés seraient réglés, et dont la sanction résiderait dans les actes d'accessions individuelles et formelles de ces mêmes États. C'était aux deux grandes puissances à stipuler les droits des petits États, et à obtenir leur accession, puis ensuite celle de tous les autres États de l'Europe. *Le traité définitif* devait, en quelque sorte, devenir le dernier acte de tous les gouvernements continentaux.

Voici, d'après cela, comment il fut résolu de donner suite au traité de Lunéville, pour aboutir à la paix générale sur le continent.

L'Empereur, d'accord avec la France, devait changer, réformer, régler, stipuler pour tous, décider des intérêts de tous. Une pareille initiative de sa part une fois consentie par le gouvernement du premier Consul, personne n'avait plus, en quelque sorte, le droit de décliner cette compétence ; d'ailleurs il y

t des précédents dans le règlement des destinées d'Espagne et de la Pologne.

En conséquence de cette base arrêtée entre les conférences de Vienne et de Paris, il fut décidé qu'il serait procédé de la manière indiquée, et que, ayant été réglé ainsi, les dispositions du traité définitif seraient soumises et concertées avec les cours de Saint-Pétersbourg, de Berlin, de Copenhague et des principaux États, avant la signature. Comme la part des ministres de ces puissances se trouvaient à Paris, il ne devait point y avoir perte de temps à l'égard. Une fois l'Autriche et la France d'accord, pouvait pressentir les dispositions des autres États, arriver à une accession universelle.

Les instructions furent rédigées dans ce sens par le gouvernement français pour les plénipotentiaires. Par un décret de Vienne, en date du 21 février, le traité de Lunéville fut portée à la connaissance de l'Empire germanique.

L'Empereur, s'excusant en quelque sorte d'avoir vu le traité pour l'Empire sans son concours, avait pour motifs à cette mesure, les circonstances dans lesquelles se trouvait l'Allemagne et la demande formelle et impérative de la France; il rappela les conférences de Radstadt et de Bade, où Charles IV avait procédé de la même manière, sauf l'adhésion du corps germanique; et il terminait en priant la Diète à accélérer ses délibérations, à terminer le plus vite possible, pour que la retraite des troupes françaises du territoire pût avoir lieu. Ce décret devait naturellement soulever des débats

poser un jalon dangereux ; la ma  
mettre cette restriction, et, le 7 n  
Diète reconnut la validité des i  
l'Empereur, approuva sa conduite  
par un *conclusum* du commiss  
avait ses instructions d'avance,  
envoyée à Paris, échangée le 16 r  
gouvernement français.

Ce n'était pas tout ; il restait à d  
de quelle manière l'Empire prendr  
gements résultant de l'art. 7 du ti  
Cette question fut posée à la Diète  
un nouveau décret de l'Empereur

Différents moyens furent propos

L'électeur de Saxe demanda  
corps, assemblé en Diète, fixât les  
térieurs ; les électeurs de Trèves  
posèrent de charger l'Empereur d  
faire nommer par les électeurs de S  
une députation qui serait déléguée  
cent voix environ, dont se compo  
princes, une trentaine émirent l'o

avis de la Bavière et réserva son droit de pour les arrangements à prendre.

L'avis sur le décret du 3 mars fut connu le ; l'Empereur resta seul chargé de tous les nents relatifs à l'exécution du traité, et prit de l'art. 7. Mais cet avis ne renfermait avoir de négocier et de conclure; il était peu que le gouvernement français voudrait, en pouvoirs aussi limités, entrer en conférence; sur refusa donc le 26 juin (1), et demanda à Empire prit part aux arrangements.

octobre, la Diète décida par un nouvel avis que ir de négocier et conclure pour l'Allemagne onné à une commission de huit membres, ecteurs et quatre princes. Cet avis fut ratifié mbre, et il fut convenu que cette députation ire tiendrait ses séances à Ratisbonne.

fut chargé par le premier Consul de terminer u'il avait si heureusement commencée; il de e nouveaux pouvoirs qu'il ne tarda pas à lui et il s'ensuivit la correspondance suivante :

yen, je suis informé que M. de Cobenzl a ourd'hui un courrier de M. de Stharemborg, de l'Empereur à Londres ; il serait intéress- vous cherchassiez à connaître quelles nou- n a reçu, et je vous serai obligé de me don- pte communication de ce que vous aurez pu e à cet égard.

Talleyrand à  
Joseph. Paris ,  
24 mars 1801.



J'ai fait dresser ce matin les nouveaux pouvoirs que vous avez demandés pour la négociation relative aux affaires d'Empire. Ils vous seront expédiés demain et vous ne tarderez pas à entamer cet important ouvrage, dont le succès nous est garanti par celui que vous avez précédemment obtenu. »

M. de Cobenzl  
à Joseph. Paris.  
24 mars 1801.

« J'apprends, Citoyen ministre, que vous allez partir ce soir pour la campagne ; je m'empresse donc de vous envoyer ci-joint un petit aperçu de ce que nous nous sommes dit hier dans la conférence. Ce ne sont que de simples idées jetées au hasard, auxquelles vous-même avez donné lieu. Je vous répète encore que tout autre arrangement qui pourrait assurer également l'exécution de la stipulation pour l'indemnité pleine et entière du grand-duc de Toscane, le maintien des trois électeurs et de ce qu'on pourra sauver de l'ordre ecclésiastique en Empire, nous conviendra également.

Je me fais une fête d'être avec vous à la campagne et de présenter mes hommages à Madame Bonaparte. Ce sera sans faute pour le jour convenu où je viendrai vous voir, accompagné de tous les miens.

M. Schraut (1) espère avoir terminé demain l'évaluation statistique qu'il nous a promise, et dont il s'occupe sans relâche. »

---

(1) M. Schraut avait été chargé de cet important travail sur les évaluations.

honneur de vous adresser plusieurs projets  
et été communiqués confidentiellement par  
Cobenzl.

reçu les pleins pouvoirs et la lettre qui les ac-  
compagnait.

En attendant que M. de Cobenzl a reçu de Londres  
il ne lui avait pas apporté des dépêches impor-

Cobenzl vient de recevoir un courrier de  
qui lui porte la nouvelle de la mort de l'ar-  
chiduchesse Palatine, fille de l'Empereur de Russie.  
Elle est morte en couches. »

La lettre était joint le projet de traité ci-des-

dessous signés, ministres plénipotentiaires de  
l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et  
du gouvernement français, sont convenus des arti-  
cles suivants :

1<sup>er</sup>. S. A. R. l'Infant d'Espagne, qui est en  
possession du grand-duché de Toscane, est reconnu  
légitime.

2. Tous les changements survenus en Italie  
depuis le traité de Lunéville sont reconnus.

3. La présente convention sera ratifiée dans

ciens conseiller au gouvernement des Pays-Bas, conformément au traité de Vienne, le peu de biens-fonds que ce prince possède, et d'y terminer ses affaires ainsi que S. A. R. l'archiduc Charles, il désirerait obtenir de S. M. le roi des Pays-Bas le passe-port nécessaire du gouvernement français.

Cet agent est, à la connaissance de toutes les autorités belges, un homme irréprochable, probité à toute épreuve, et qui n'a jamais eu aucune part aux événements de ce pays-là.

Le soussigné a l'honneur de prier, en conseil, le citoyen ministre plénipotentiaire de la République française, de vouloir bien effectuer l'expédition du passe-port en question, afin que le sieur Baraller puisse aller remplir à Bruxelles la commission dont il est chargé.

Le soussigné s'empresse de saisir cette occasion pour renouveler au citoyen Joseph Bonaparte l'assurance de sa haute considération. »

Lunéville, les citoyens Moscati, Caprara, et prisonniers de la même classe, n'étaient pas entrés dans leur patrie, d'après les nouvelles récentes d'Italie. Le premier Consul peut bien s'expliquer ce retard, et, tout confiant en les intentions loyales de S. M. l'Empereur et le Roi, ne peut que présumer qu'il suffit de le faire remarquer à S. M. le Prince de Cobenzl. »

L'article 15 du traité de Lunéville, ne concerne que les otages et prisonniers de guerre; les citoyens Moscati et Caprara étaient des prisonniers

M. de Cobenzl  
à Joseph. Mor-  
tefontaine, 30  
mars 1801.

Le protocole de la conférence du 26 janvier de la présente année, stipule leur délivrance, et S. M. l'Empereur et Roi, qui n'a jamais cru pouvoir hésiter d'exécuter tout ce qui a été promis en son nom, même par un simple protocole, n'a pas dû donner ses ordres en conséquence. La distance des lieux et le manque de communications, qui ont duré les hostilités, sont les seules causes qui ont pu faire ignorer en Italie ce qui aura été décidé à cet égard. Au reste, le soussigné ne manquera pas de porter sans délai, à la connaissance de S. M. le Roi, le contenu de la note qu'il vient de recevoir du 30 mars, quelque persuadé qu'il soit, que la note pourra être arrivée à Vienne qu'après que l'Empereur aura été réglé à l'égard de son contenu, conformément au vœu du premier Consul. »

Joseph à M. de  
Cobenzl. Mor-  
tefontaine, le 31  
mars 1801.

« Le soussigné reçoit avec empressement les explications et les assurances nouvelles que M. le comte de Cobenzl a consignées dans sa note de ce jour, au sujet des citoyens Moscati, Caprara et autres prisonniers de cette classe.

Il la transmet à son gouvernement, qui prend à leur sort le plus vif intérêt et se flatte d'apprendre incessamment qu'ils sont en effet rentrés dans leur patrie.

Mais le soussigné ne peut se dispenser d'observer que les citoyens Moscati et Caprara ayant été élevés par le sort des armes et en raison des fonctions qu'ils avaient exercées dans un pays dont S. M. l'Empereur avait reconnu formellement l'indépendance, ils ne peuvent jamais être considérés par le gouvernement français comme prisonniers d'État. »

Joseph à Tal-  
leyrand. Morte-  
fontaine, 5 avril  
1801.

« Citoyen ministre, j'ai reçu les deux lettres que vous m'avez écrites le 29 et le 30 de ce mois.

Vous verrez par les notes dont je joins copie n<sup>o</sup> 1, 2 et 3, que j'ai rempli les intentions du premier Consul, au sujet des citoyens Moscati et Caprara. M. de Cobenzl m'a en outre témoigné verbalement, comme chose dont il était intimement convaincu, que leur délivrance n'avait éprouvé aucune difficulté et qu'il fallait être un peu en garde contre l'impatience de leurs amis. Je lui ai répondu que cette délivrance étant promise depuis deux mois, l'impatience était excusable.

Ma lettre du 29, vous a donné connaissance des premières vues de M. de Cobenzl, au sujet des principaux arrangements de l'Empire. En attendant que vous

« projet de convention pour un désarme-  
stera ajourné jusqu'à ce que le premier  
à propos d'y faire donner suite.  
« n'as pas de vue ce que vous m'avez mandé  
Mathieu, de qui les talents me sont bien  
je vous prierai de l'engager à venir à Mor-  
aussitôt que les affaires d'Empire com-  
à être sérieusement traitées. »

« 1, j'ai reçu hier matin votre lettre du 10.  
mettre sous les yeux du premier Consul  
pondre. Il en aura connaissance ce soir,  
es intentions vous seront transmises.  
dire à M. de Cobenzl que l'affaire de ma-  
lloredo n'est pas encore terminée, mais  
aier Consul m'a assuré qu'elle le serait  
crois pouvoir lui donner la même assu-  
madame de Vaudemont. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
11 avril 1801.

« 1, je viens de recevoir votre lettre du 23,

Talleyrand à  
Joseph. Paris.



ne, sortit de l'embouche, avant d'occuper l'évêché, et Mori, en contravention manifeste de l'art. 3 du traité de Lunéville, qui stipule expressément que l'archiduc, depuis sa sortie du Tyrol jusqu'à son embouche dans la mer Adriatique, servira de ligne de démarcation.

Il est de fait que, quoique l'évêque de Trente ait voix et séance à la Diète et soit compté par les États de l'Empire germanique, ainsi que plusieurs autres évêques des pays héréditaires qui sont dans le même cas, le territoire trentin n'en fait pas partie intégrante du Tyrol. Cet évêché est considéré comme pays d'État de cette province, et le souverain exerce, entre autres droits éminents de la souveraineté territoriale, celui du droit des armes, de lever des recrues, de mettre garnison dans toutes les places, de faire garder les frontières de ces pays; bref, il n'existe aucune différence entre la position de cet évêché et celle de plusieurs autres possesseurs de S. M. I. et R. Apostolique, faisant également partie de ses États héréditaires tout en jouissant de quelques privilèges particuliers.

reur connaît trop la loyauté du premier  
la République française et son exactitude  
les engagements contractés, pour n'être  
adé que l'occupation ci-dessus mentionnée  
à son insu et contre ses intentions.

assigné, d'après l'ordre exprès qu'il vient de  
le son auguste maître, est chargé d'en don-  
naissance au gouvernement de la République  
et de demander que, sans aucun retard, il  
ré les ordres les plus précis pour que les trou-  
paises se retirent de Tobole, Nago et Mori,  
isant partie des pays héréditaires de S. M.,  
t pu être occupés que par un malentendu.  
assigné, en s'acquittant auprès du citoyen  
plénipotentiaire de la République française  
i vient de lui être prescrit, s'empresse de  
même temps cette occasion pour lui renou-  
surance de sa haute considération. »

yen, le premier Consul me charge de vous  
vous devez faire connaître à M. de Cobenzl  
ient urgent d'entrer en discussion sur les af-  
Allemagne, et que la négociation à cet égard  
entamée sur-le-champ. Vous ajouterez (et  
en conversation) qu'il paraît convenable au  
ement français que le grand-duc ait, avec  
g et Bergstolgaden, qui ont déjà été indiqués  
levant faire la base de son indemnité, Pas-

Talleyrand à  
Joseph. Paris, 2  
mai 1801.

sau et Trente. Le gouvernement ne s'opposerait pas à ce que ce prince acquit encore une petite portion de la Bavière, mais sous la condition que l'électeur de Bavière en obtiendrait l'équivalent en Souabe, et que cet arrangement aurait lieu de gré à gré entre les cours de Vienne et de Munich.

Le premier Consul regarde pareillement comme une bonne mesure, de mettre un électeur ecclésiastique à Wurzburg et à Bamberg ; mais il voudrait que ce fût celui de Mayence, dont la dénomination serait changée. Par ce moyen, les fonctions de l'électorat de Mayence, qui sont à la rive droite du Rhin, seraient données en indemnité à ceux des États séculiers de la rive gauche qui sont dans le cas d'être indemnisés, et auxquels ces compensations seraient reconnues le mieux convenir.

L'électeur de Cologne aurait en Westphalie un État convenable ; mais l'électeur de Trèves, qui se trouve à peu près sans États, serait supprimé, et son titre pourrait passer au margrave de Bade, qui recevrait d'ailleurs des indemnités suffisantes.

Quant à la Prusse, elle trouverait ses indemnités en Hanovre. Les bases principales étant une fois convenues, il serait facile de s'entendre sur leur développement ainsi que sur l'indemnisation des autres États, laquelle aurait lieu par sécularisations jusqu'à concurrence des dédommagements promis et dus.

Telles sont, Citoyen, les intentions et les vues du premier Consul. Il attendra que vous lui ayez fait connaître vos premières discussions avec M. de Cobenzl pour vous transmettre des instructions ultérieures.

Conformément à ce dont nous sommes convenus, Citoyen ministre, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint le résumé des observations qui ont fait l'objet de notre dernier entretien. J'ose espérer qu'elles vous convaincront de la nécessité de convenir avant tout d'une manière positive et précise, de ce qui concerne le dédommagement du grand-duc en Allemagne, ainsi que de l'impossibilité absolue de supprimer aucun des trois électeurs ecclésiastiques. Sans doute qu'il faudra changer leurs titres, puisque Trèves, Trêves et Cologne sont sur la rive gauche, mais c'est ce que je crois facile à arranger. Demain matin, vous ne déjeunerez pas sans que votre serviteur ait le bonheur d'être de la partie. Je vous prie de présenter mes hommages à Madame Julie, de tirer les oreilles à Anatole, et de vouloir être bien persuadé du tendre attachement ainsi que de la haute considération que je vous ai pour la vie. »

M. de Cobenzl  
à Joseph. Paris,  
7 mai 1801.

Citoyen ministre, la lettre que vous m'avez écrite de ce mois, au sujet du Piémont, m'a été d'autant plus utile que M. de Cobenzl m'avait déjà questionné plusieurs fois sur l'objet des mesures que le gouvernement paraissait autoriser dans ce pays, et j'avais dû prendre sur moi de lui suggérer comme très sensible le besoin d'avoir en réserve des compensations à mettre en avant dans les négociations avec l'Angleterre. Je n'ai pas tardé à trouver l'occasion de développer d'une manière plus expresse ce que j'avais avancé précédemment sous la forme

Joseph à Talleyrand. Montefontaine, 7 mai 1801.

de simples conjectures. Le sens entier de votre lettre est parfaitement entré dans l'esprit de M. de Cobenzl. Il en informera son gouvernement, dont, m'a-t-il observé, il paraît d'autant moins avoir reçu des instructions au sujet du Piémont, que la tournure qu'a prise nos négociations avec le roi de Sardaigne n'avait point été prévue. Ce plénipotentiaire ne pouvait manquer de s'appuyer du silence de ses instructions pour éviter de s'expliquer sur mes communications. J'ai pu voir cependant qu'elles étaient loin de dissiper ses inquiétudes sur le parti définitif que notre gouvernement se tenait en mesure de prendre. »

Joseph à Tal-  
leyrand, Mar-  
seille, 5 mai  
1801.

« Citoyen ministre, en conséquence de votre lettre du 12 de ce mois, j'ai provoqué plusieurs discussions avec M. de Cobenzl sur les affaires d'Allemagne, et je l'ai pressé de s'expliquer sur la série des ouvertures que je lui ai faites. Voici les derniers résultats que j'ai obtenus de lui :

1° L'article 7 du traité de Lunéville ne portant point, m'a-t-il dit, suppression des électeurs ecclésiastiques, il en résulte que leur conservation devient non-seulement obligatoire pour l'Empereur, mais que rien n'empêche qu'il ne leur soit accordé, en raison de leurs pertes, un état conforme à leur dignité. J'ai observé que le silence de l'article 7 à leur sujet, autorisait une conclusion en sens inverse; que ce même article n'admettait très expressément à des indemnités pour porter sur la rive gauche du Rhin, que les princes héréditaires; qu'en déférant aux vœux de l'Empereur en faveur des électeurs ecclé-

siaistiques, c'était accorder le moins possible à l'opinion opposée que de proposer seulement la suppression d'un sur trois ; qu'enfin celui de Trèves, se trouvant à peu près sans États, devait nécessairement renoncer à un titre qu'il ne peut plus soutenir. M. de Cobenzl a maintenu que même la suppression d'un seul électeur ecclésiastique était une altération trop grande dans la constitution germanique pour que le chef de l'Empire y puisse jamais donner les mains. Il en conclut que dès lors celui de Trèves devait être conservé comme les deux autres, et qu'attendu que ses pertes sur la rive gauche ne lui laissaient plus un établissement convenable, il devenait indispensable de lui en chercher un nouveau. L'ordre des princes ecclésiastiques de l'Empire continue-t-il d'être nécessaire à son organisation, et, déjà si ébranlé par la sécularisation de tant d'évêchés, se croirait avec raison voué à une destruction totale, si, avec tous les sacrifices qu'on va lui faire subir encore, il voit un électeur archevêque, le second en rang, anéanti au sein même du collège électoral ? Il y a des exemples, même en assez grand nombre, d'évêchés et d'archevêchés supprimés ; mais l'histoire de l'Empire, jusqu'à ce jour, n'offre la suppression d'aucun électorat ecclésiastique ; ils ont été constamment respectés au milieu de toutes les vicissitudes, et peut-être est-ce moins que jamais le temps de fournir un pareil exemple ;

2° M. de Cobenzl convient qu'un établissement convenable en Westphalie pour l'électeur de Cologne, remplira les vues de l'Empereur ; mais il ajoute que



cet établissement est tout trouvé dans l'évêché de Munster et dans ce qui reste encore de l'électorat de Cologne sur la rive droite ;

3° L'électeur de Mayence est celui de tous qui peut le plus aisément être refait de ses pertes sur la rive gauche par la réunion de quelques biens ecclésiastiques à ce qu'il possède encore sur la rive droite. M. de Cobenzl insiste sur cette marche simple. Il repousse l'idée de la translocation de cet électeur à Warzbourg et Bamberg ; ce serait, dit-il, multiplier sans motif les embarras qui résultent déjà de la cession de la rive gauche ; il est de l'intérêt commun de la France et de l'Autriche d'éviter cet écueil, et il semble même plus particulièrement de l'intérêt de la France d'avoir pour voisin immédiat un usufruitier plutôt que des princes héréditaires quelconques ;

4° Je devais m'attendre à trouver M. de Cobenzl prodigue en ménagements pour la Prusse , mais très avare en concessions. Aussi se garde-t-il d'accueillir le plan de lui procurer ses indemnités en Hanovre. Il m'a demandé comment on parviendrait à dédommager l'électeur de Hanovre de ce qu'on retrancherait de cet électorat ? Il répète que l'évêché de Hildesheim a paru être indiqué par la Prusse même comme un équivalent parfait et de convenance de ses pertes à la gauche du Rhin , dès que la question des indemnités commença à être agitée. Étendre ses dédommagements sur l'électorat de Hanovre, continue-t-il, ce serait non-seulement outre-passer la mesure des sacrifices , mais porter une nouvelle atteinte à la

constitution germanique, s'il en résultait que cet électorat soit sans compensations ;

5° M. de Cobenzl s'est montré d'autant plus froid sur les propositions relatives au margrave de Bade, qu'il défend chaudement l'électeur de Trèves, dont il serait question de transférer le titre au margrave ;

6° L'offre de procurer un titre électoral au ci-devant grand-duc de Toscane, est reçu par M. de Cobenzl avec une indifférence effective. Cette dignité mise en ligne d'indemnités, n'entre pas dans les vues de l'Empereur, dont la modération se borne à conserver de préférence ce qui a été convenu à Lunéville ;

7° M. de Cobenzl avance une doctrine remarquable que j'ai combattue, mais dans laquelle il lui convient de persévérer, au sujet de l'article 5 du traité de Lunéville. La validité de la cession de la Toscane, tient, selon lui, à la réalisation d'une indemnité pleine et entière en Allemagne. L'insuffisance des pays de Salzbourg, Bergstolgaden et Passau étant reconnue, il est naturel, dit-il, d'en chercher le complément ailleurs, d'après l'intérêt réciproque à effectuer de bonne foi ce dont on est convenu par le traité. Mais l'évêché de Trente, partie intégrante du comté de Tyrol et soumis à la branche aînée de la maison d'Autriche comme tout le reste des pays héréditaires, ne peut jamais faire partie des dédommagements du grand-duc. Il n'y a de différence entre l'évêque de Trente et les autres évêques de la monarchie autrichienne, que quelques distinctions purement honorifiques, et l'Empereur lève à volonté des contribu-

tions et des hommes comme dans ses autres États. Ce ne serait donc pas une sécularisation, mais un sacrifice, une cession gratuite, que S. M. ferait au grand-duc contre la teneur et l'esprit du traité.

J'ai rappelé à ce sujet, que l'article 7 mettant les indemnités à la charge de l'Empire germanique collectivement, S. M. avait cru sans doute y devoir assujettir ses possessions en Empire, puisque M. de Cobenzl avait antérieurement offert d'affecter aux compensations de la Bavière ce qui reste encore de libre en Souabe à l'Empereur; mais ce plénipotentiaire m'a observé que l'offre n'avait rapport qu'à un plan sur lequel je ne lui répondais pas. Au surplus, ce plan donnant trois septièmes de la Bavière au grand-duc, et le gouvernement ne s'éloignant pas aujourd'hui de lui en laisser avoir une partie, la question n'est que du plus au moins, et je n'ai pas cru devoir pousser davantage.

Tel est, Citoyen ministre, tout ce qu'il est possible d'obtenir de M. de Cobenzl pour le moment. Il donne à entendre très clairement qu'il ne se prononcera sur les affaires d'Allemagne qu'autant que tout ce qui doit former le dédommagement du grand-duc sera clairement précisé. C'est ainsi qu'à Lunéville, il n'a cédé la Toscane qu'à l'instant où l'indemnité a été exprimée pleine et entière en Allemagne. Ne doutons pas qu'après la fixation des possessions à donner à la branche cadette de la maison d'Autriche, il ne revienne au titre électoral qu'il met de côté momentanément. Il a écrit à son gouvernement, et je crois que vous regarderez les objections qu'il m'a faites sur

Mayence et Bade, comme très subordonnées.  
à attendre les ordres ultérieurs du premier.  
ul. »

En, j'ai mis sous les yeux du premier Consul  
le 8 de ce mois.

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
13 mai 1801.

M. de Cobenzl vous a dit par rapport à la  
son, sans aucune exception, des électeurs  
ques, a été facilement réfuté par vous, et  
placé sur un terrain où vous pouvez  
avec avantage. L'idée de transporter l'é-  
Mayence à Wurzbourg et à Bamberg pré-  
de bons résultats pour qu'elle soit aban-  
la suppression de Trèves demeure indispen-  
tes les circonlocutions de M. de Cobenzl à  
n'ont rien qui vous surprenne, et doivent  
ies. Pour ce qui regarde la Bavière, je dois  
er que nous ne nous opposerons pas à ce  
it détaché quelque portion pour compléter  
grand-duc, mais sous la condition expresse  
r de Vienne s'entendra à cet égard avec  
unich, laquelle sera parfaitement consen-  
arrangements qui seront faits. Je conviens  
cord paraît difficile; c'est aussi pourquoi  
é qu'il y aurait peut-être un moyen tout  
e placer l'indemnité du grand-duc, moyen  
ndrait au plus grand nombre des États

sauf au grand-duc, c'est un État arrondi,  
dont toutes les parties aient de la liaison  
et c'est ce qu'il paraît impossible de lui



trouver en Allemagne, où son lot ne peut se composer que de morceaux épars. Que l'Empereur lui donne Venise et tout son territoire, l'indemnité sera complète pour le grand-duc, et l'Empereur trouvera sans peine, dans toute la longueur de sa frontière en Allemagne, de quoi composer la rétrocession faite à cette branche de maison. »

L'empereur  
d'Autriche à  
M. de Cobenzl.  
Vienne, 15 mai  
1801.

« Mon cher comte de Cobenzl, je ne puis qu'être peiné de voir, par votre dernier rapport, qu'après vous avoir fait passer deux mois en discussions inutiles, sans qu'on se soit jamais prononcé positivement sur rien, on vous ait tenu un langage absolument contraire aux stipulations du traité, en jetant des doutes sur l'indemnisation pleine et entière qui est réservée très positivement et de la manière la plus solennelle, à mon frère le grand-duc, par la paix de Lunéville et son article secret.

Ce ne sont, à la vérité, que des expressions vagues; malgré cela, il convient de les combattre avec fermeté et énergie, puisque je ne pourrais, en aucun cas, me départir de la stricte exécution de ce qui a été stipulé par l'article 5 dudit traité. Il est nécessaire de donner plus de suite et une forme légale, aux négociations, qui fixent l'attention générale et dont toute l'Europe désire si ardemment la fin. On ne saurait y procéder avec plus de bonne volonté et d'empressement que j'y en ai mis. Je vous ai envoyé à Paris, sur l'invitation qui vous en avait été faite, pour faciliter et accélérer cet important objet, et si j'ai droit de m'attendre à la plus exacte réciprocité de la part du

Consul, je suis également fondé à me persuader, d'après ses principes de loyauté et de franchise, qu'il sera fidèle à sa parole et à ses engagements, et qu'il tiendra aussi scrupuleusement les engagements conclus entre nous, que je les remplis fidèlement de mon côté. Je procède déjà à la remise du Brisgaw au duc de Modène, et je viens de faire une déclaration conforme à ce qui est stipulé dans l'édit relatif au traité relativement aux créanciers de l'empire dans les pays cédés à la France.

Je prie donc de demander, avec la confiance que la justice de ma cause me donne droit, que le premier Consul en agisse également envers moi et envers moi-même avec la même loyauté et avec le même empressement les conditions du traité dans toute leur

Sa gloire est trop intéressée à consolider la paix que qu'inspire son gouvernement, pour qu'il ne s'attache pas ses engagements les plus solennels ou ne craigne après coup une autre interprétation, puis-je vous dire les expressions dans lesquelles ils sont entrés ont été l'objet et le résultat de négociations sérieuses, et qu'on les a expressément répétées à plusieurs occasions, et notamment dans l'article secret, par lequel il est dit que le grand-duc obtiendra en Allemagne l'immunité pleine, entière et équivalente de ses États, à laquelle seront préférablement attachés l'archevêché de Salzbourg et la prévôté de Bâle. Vous direz donc au premier Consul, lequel vous connaissez depuis long-temps mes vœux, que je vous ai itérativement et très positivement ordonné :

1° De commencer incessamment à discuter formellement les objets qui doivent encore être arrangés, soit dans des séances régulières du résultat desquelles on formerait des protocoles, soit par des mémoires qu'on se remettrait de part et d'autre ;

2° De demander au premier Consul une explication franche sur la manière dont il se propose de remplir les stipulations de la paix, notamment celle du dédommagement de mon frère le grand-duc. Il serait sans doute très conforme aux intérêts respectifs, que ce dédommagement ait lieu en Italie ; mais le traité le spécifie particulièrement en Allemagne, et c'est dans l'exécution stricte et complète de ce qui a été stipulé, que je m'en tiens uniquement et que je borne toutes mes demandes ; c'est avec la France seule que j'ai traité, ce serait donc toujours de cette puissance que je réclamerais pour mon frère l'indemnisation pleine et entière, telle qu'elle m'est formellement promise et qu'elle s'y est obligée. envers moi, comme de mon côté je me suis obligé envers elle et toutes les autres conditions de la paix. Une conduite passive de la République française ne suffirait pas pour remplir ses engagements à cet égard. Je dois pouvoir compter, d'après les termes du traité, que le premier Consul contribuera efficacement à réaliser ce à quoi il s'est obligé, en retour de la cession de la Toscane. Son équité et ses lumières ne permettent pas de douter qu'il n'apprécie l'évidence de ces observations, que vous ne manquerez pas de lui faire parvenir et de lui présenter vous-même, quand vous en aurez l'occasion. »



ministre, j'ai développé sous tous les  
e, dans plusieurs conférences avec M. de  
ternative que vous m'avez chargé de lui  
r votre lettre du 13 mars, relativement  
grand-duc de Toscane:

onvient pas qu'on ne peut détacher une  
onque de la Bavière au profit de la bran-  
ou de la branche aînée de la maison d'Au-  
s'en entendre à l'amiable avec l'Électeur  
nniser. Il recommande, en conséquence,  
nement, cette négociation, à laquelle vrai-  
ent vous disposez la cour de Munich.

nt de préjuger l'opinion de l'Empereur  
que lui laisse le premier Consul, et dif-  
épondre à cet égard, jusqu'à ce qu'il en  
instructions qu'il demande. Il me paraît  
re tout-à-fait d'accord avec nous sur les  
onvenances de l'archiduc dans les États  
l, connaissant comme je le fais la cir-  
de M. de Cobenzl, je dois penser qu'il  
ait pas dans ce sens, s'il n'avait des don-  
inion de sa cour.

ions mêmes me prouvent qu'il est moins  
répugnance que paraît avoir l'Empe-  
céder Venise en faveur de l'archiduc,  
es moyens d'en tirer avantage pour s'é-  
lemagne.

xécutons-nous, avant tout, me dit M. de  
e à quoi nous nous sommes engagés à Lu-  
ir indemniser le grand-duc, en Allema-  
perte de la Toscane. L'Empire y est

Joseph A. Tal-  
leyrand. Mor-  
tefontaine, 22  
mai 1801.

» engagé depuis sa ratification et sait qu'il faut un  
» équivalent plein et entier. Disons quel sera cet équi-  
» valent, et alors ce n'est plus l'Empereur qui vient  
» prendre une part inattendue et non stipulé dans la  
» masse des indemnités, c'est l'archiduc qui échange  
» avec lui sa propre part contre des possessions au-  
» trichiennes. Cet arrangement, en quelque sorte, est  
» un acte de famille auquel vous donnez votre assenti-  
» ment, aussi bien que l'Empire, mais qui aura été  
» fait sur la base patente et incontestée d'un traité  
» solennel. »

C'est ainsi que M. de Cobenzl reporte la question au point où elle était avant que je ne parlasse de Venise, et continue de me presser comme préalable nécessaire sur la fixation du sort de l'archiduc en Allemagne. D'accord avec le gouvernement français, sur Salzbourg, Bergstoldgaden, Passau et un surplus en Bavière, il diffère sur cette dernière proportion. Il ne la voit que dans tout le pays à la droite, à léser, et j'ai dû me borner jusqu'ici, à dire que cet équivalent excédait la valeur de la Toscane, sans aller même à offrir la limite de l'Inn. Peut-être nous rapprocherons nous davantage, lorsque vous m'aurez mis à même de mentionner l'étendue que le premier Consul consent à laisser prendre sur la Bavière. La difficulté devient moins grande d'ailleurs, s'il est une fois entendu que l'archiduc devra recevoir, à la gauche de l'Adige, l'équivalent de ce qui lui aura été assigné en Allemagne. Je dois observer, en effet, que M. de Cobenzl n'a pas compris que je voulusse parler de la rétrocession à l'archiduc de tous les États vé-

ms et, qu'à cet égard, je ne pouvais hésiter à lui rendre que je restais dans le principe d'un équivalent de la Toscane.

Dans ces conférences avec M. de Cobenzl, j'ai rasé souvent les autres points principaux des affaires d'Allemagne. Il persiste moins dans les difficultés qu'avait d'abord faites et dont je vous ai rendu compte, soit qu'il ait ordre de se relâcher à mesure qu'il obtiendra plus pour la maison d'Autriche, soit qu'il veuille s'assurer de l'équivalent de la Toscane et de reprendre avec insistance son premier système d'indemnités pour les princes dépossédés, soit qu'il craigne qu'une exécution littérale du système établi par l'article 7 du traité de Lunéville ne donne, comme je lui insinue dans l'occasion, la conscience de la partialité de la cour de Vienne pour les États ecclésiastiques.

Il serait difficile, au reste, que les affaires générales de l'Europe ne se mêlassent pas souvent dans des conversations de ce genre, entre M. de Cobenzl et moi. Son anxiété pour terminer celles d'Allemagne, en commençant d'abord ce qui concerne l'archiduc, rappelle des inquiétudes qu'il montre sur l'Italie, me fait incliner à soupçonner que la cour de Vienne veut se débarrasser promptement, dût-elle sacrifier quelques intérêts secondaires, d'un objet qui l'oblige à des ménagements envers la France, pour être libre ensuite de prendre parti suivant les circonstances. Ce n'est pas que M. de Cobenzl me laisse croire que les dispositions de son cabinet ne soient pas amicales. Il m'a répété plusieurs fois, en

faisant allusion aux changements survenus dans le Nord en faveur de l'Angleterre, que l'Empereur était encore parfaitement libre; mais comme cette observation a toujours suivi différentes réflexions sur l'ombrage conçu par d'autres cabinets, il n'est pas déraisonnable d'en conclure qu'on se réserve à Vienne de se concerter avec la France ou contre elle sur tout ce qui restera à régler en Europe lorsqu'on aura fini avec l'Allemagne.

M. de Cobenzl  
à Joseph. Paris,  
24 mai 1801.

S. M. l'Empereur et Roi, en déterminant, par le traité de Lunéville, la limite qui sépare les pays de la République Cisalpine, n'a jamais entendu céder la moindre partie de ses anciennes possessions du Tyrol, et, par conséquent, rien de ce qui a toujours composé ses États d'Allemagne. Cette République forme cependant des prétentions sur Torbole et Riva, situés à la pointe septentrionale du lac de Garde, dont le premier de ces deux endroits est cependant du comté d'Arco, qui fait partie des frontières méridionales du Tyrol, et le second appartient au Trentin. Ils ont donc incontestablement été de tout temps sous la domination autrichienne, et la démarcation fixée par le traité de Lunéville, ne porte aucun changement à cet égard, puisque c'est en sortant du Tyrol que l'Adige sert de limite, ainsi que le porte l'article 3, et que les frontières de cette province comprennent la pointe du lac de Garde, où se trouve Torbole et Riva.

Le soussigné vient en conséquence de recevoir l'ordre de son auguste maître, de porter à la con-

issance du gouvernement français, l'occupation territoriale que la République Cisalpine prétend effectuer en contravention manifeste du traité de Lunéville, et de réclamer en même temps son intervention pour que toute difficulté cesse à cet égard.

L'Empereur et Roi se flatte que l'équité et l'esprit de conciliation du premier Consul, le porteront à employer les moyens qui sont en son pouvoir, pour que les clauses les plus essentielles du traité de Lunéville ne souffre aucune atteinte et soit exécutée le plus promptement possible, de même que S. M. Impériale exactement, de son côté, les obligations qu'elle a contractées. »

Le gouvernement du Tyrol vient d'informer le gouvernement de la police, à Vienne, que le fameux faussaire Dominico Marzani, a fabriqué à Milan, dans le courant de l'année, une quantité considérable de pièces de douze kreutzers, monnaie uniquement destinée à faciliter le commerce intérieur des pays limitrophes de S. M. I. et R. Apostolique, et pour lesquels il a émis d'un million de billets de banque de Vienne, de nouvelle forme de l'an 1800. Dès qu'on en eut la première notion, les gouvernements des provinces limitrophes se sont occupés des mesures et précautions nécessaires pour empêcher que ces fausses pièces et billets ne s'introduisissent dans les États autrichiens; mais l'intérêt général et la sûreté publique exigeant que les entreprises de ce genre soient réprimées par les moyens possibles, et leurs auteurs sévèrement poursuivis quelque part qu'ils se trouvent, le

M. de Cobenzl  
à Joseph. Paris,  
24 mai 1801.

soussigné a reçu l'ordre de porter l'objet dont il s'agit à la connaissance du gouvernement français, et de le requérir en même temps de vouloir bien joindre ses mesures à celles qui ont déjà été prises par le ministère autrichien, pour prévenir les suites d'un attentat aussi nuisible aux intérêts des particuliers que destructif de la confiance publique. »

Joseph à Talleyrand. Paris, 27 mai 1801.

« Citoyen ministre, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, copie d'une note de M. de Cobenzl, relative aux prétentions que la République Cisalpine forme sur les villes de Torbole et Riva, situées à la pointe du lac de Garde, qu'elle comprend dans ses possessions. La République Cisalpine ne peut rien prétendre au-delà de ce que la République de Venise possédait près du lac de Garde. Torbole et Riva ne lui appartaient pas. Je vous prie de vouloir bien prendre à cet égard les mesures que vous jugerez convenables. »

Talleyrand à Joseph. Paris, 27 mai 1801.

« Citoyen, je réponds sur-le-champ à votre lettre de ce jour, par laquelle vous me transmettez la note de M. de Cobenzl, relative à l'occupation de Riva et Torbole.

Il est de fait que le général Moncey a fait occuper, vers la fin d'avril, les communes de Riva, Torbole et Mori, situées près du lac de Garde, jusqu'à ce qu'il eût été décidé si elles devaient appartenir à l'Autriche ou à la Cisalpine, question qui ne peut être résolue que quand on saura avec certitude, si ces trois communes faisaient partie des États vénitiens ou du pays de Trente.

J'ai écrit, par ordre du premier Consul, au citoyen Petiet, pour avoir à cet égard les renseignements les plus positifs, et aussitôt que je les aurai reçus, je m'empresserai de vous les transmettre. La réponse provisoire que vous avez à faire à M. de Cobenzl, qu'il est inutile de faire entrer dans tous les détails, est donc que le fait même de l'occupation n'étant connu encore que parce qu'il est écrit, il va être pourvu à se procurer, à cet égard, les renseignements nécessaires, et qu'une réponse définitive lui sera adressée aussitôt que les faits auront été connus. »

« Citoyen, votre dépêche en date du 2 de ce mois, a été mise sous les yeux du premier Consul, et les détails intéressants qu'elle contient, ont fixé toute son attention. Il a jugé, comme vous, que la manière dont M. de Cobenzl avait accueilli l'idée de placer définitivement le grand-duc de Toscane à Venise, donnait l'espoir que cet arrangement finirait par avoir lieu ; mais s'il faut au préalable former, en exécution du traité de Lunéville, la part du grand-duc en Allemagne, et si cette part ne peut-être complétée que par quelque portion de la Bavière, il doit être entendu que ce sera l'Autriche, uniquement l'Autriche, qui négociera cette cession avec la cour de Munich. Nous ne ferons rien pour l'y préparer, nous ne ferons rien pour l'y décider ; mais si une fois la chose est convenue, nous ne nous y opposerons pas, aussi longtemps du moins que nous n'aurons pas d'engagements à cet égard.

Ayez donc soin, dans vos discussions avec M. de

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
27 mai 1801.



Cobenzl, de ne pas vous avancer davantage, par rapport à la Bavière, et faites-lui bien comprendre que c'est à sa cour à obtenir de l'Électeur et de l'Empire, les cessions qu'elle peut désirer dans le cercle, pour achever le dédommagement du grand-duc. »

Joseph à Talleyrand. Paris, 31 mai 1801.

« Citoyen ministre, vous trouverez ci-joint la traduction d'un rapport parvenu à M. de Cobenzl sur la rentrée des troupes françaises dans le Brisgaw. Il m'a porté les plaintes les plus vives sur cette nouvelle occupation d'un pays déjà évacué par nos troupes, en même temps que le reste de l'Allemagne.

Je vous prie de vouloir bien me faire connaître comment je dois répondre à ses pressantes sollicitations à cet égard. »

M. de Cobenzl à Joseph. Paris, 30 mai 1801.

« Le soussigné a l'honneur de transmettre ci-joint au citoyen ministre plénipotentiaire de la République française, en original et traduction, le rapport qui lui est parvenu sur la rentrée des troupes françaises dans le Brisgaw (1), après que ce pays avait été déjà évacué, de même que le reste de l'Allemagne. C'est précisément au moment où l'Empereur et Roi procède, conformément au traité, à la remise du Brisgaw à son souverain, que S. M. a à réclamer contre une disposition entièrement contraire à la stipulation de la paix de Lunéville. Le citoyen ministre plénipotentiaire ayant assuré qu'il n'en avait aucune connais-

---

(1) Ce rapport est analysé dans cette dépêche de M. de Cobenzl.

Le sousigné aime encore à se flatter que c'est position arbitraire des officiers qui commandent le département du Bas-Rhin. Il doit donc avec la plus vive instance que, sans aucun délai, soit envoyé les ordres les plus précis pour que toutes les troupes françaises sortent sur-le-champ du Brisgaw. La scrupuleuse exactitude avec laquelle S. M. I. et R. Apostolique exécute tout ce à quoi elle s'est engagée envers la République, la met dans le cas d'attendre de la loyauté du premier Consul que, de son côté, il remplira également tout ce qui a été promis par le même traité, et notamment l'article qui concerne l'évacuation des pays compris dans les limites.

Comme j'en ai mis sous les yeux du premier Consul le rapport du 31 mai et le rapport qui y était joint, votre connaissance n'est parvenue ici de l'occupation contre laquelle s'élèvent les États Brisgaw et motivé les plaintes de M. Cobenzl. Le premier Consul a fait demander à cet égard les renseignements nécessaires, et aussitôt qu'il les aura reçus, il se propose de vous mettre en mesure de répondre aux représentations qui vous ont été adressées, mais il ne paraît pas que M. de Cobenzl se soit décidé à donner une forme officielle.

Talleyrand à  
Joseph. Paris, 2  
juin 1801.

Comme j'en ai déjà plus de deux mois qu'étonné par le mépris des déclarations et des engagements formels de la cour de Vienne, les citoyens Caprara, Moscati et d'autres Italiens n'avaient

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
2 juin 1801.

pas encore recouvré leur liberté, le premier Consul vous chargea de faire à cet égard de vives représentations à M. de Cobenzl.

M. de Cobenzl vous répondit que la délivrance de ces citoyens n'avait souffert aucune difficulté, et qu'il fallait se méfier de l'impatience de leurs amis; cependant le citoyen Marescalchi m'instruit officiellement que plusieurs des déportés, parmi lesquels se trouve le respectable Moscati, gémissent encore vers les bouches du Cataro, dans le pays malsain où ils sont retenus et où leur existence est compromise.

Vous n'apprendrez pas sans une surprise égale à la nôtre, cette étrange persécution, et, conformément à l'intention du premier Consul, qu'il m'a chargé de vous faire connaître, vous serez empressé de réclamer énergiquement auprès de M. de Cobenzl l'exécution des promesses qui avaient été faites, en lui faisant sentir combien un pareil retard pourrait contribuer à donner des opinions défavorables sur les dispositions de sa cour.

Je vous serai obligé de m'informer de la réponse qui vous aura été faite par M. de Cobenzl. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
3 juin 1801.

« Citoyen, le premier Consul est instruit, à n'en pouvoir douter, qu'il se fait à Trieste des expéditions pour le compte de l'Angleterre et dirigées contre nous. Il sait, par exemple, que dans la première semaine de mai, un bataillon suisse, à la solde de l'Angleterre, s'est embarqué sur une vingtaine de bâtiments marchands qui mirent à la voile dans le milieu de la nuit, convoyés par un cutter et un brick an-

et ce qui rend encore le mystère de cette édition plus remarquable, c'est que le gazetier trieste, qui a l'habitude de parler des plus petites choses qui arrivent dans cette ville, n'en a fait aucune mention, d'où il faut conclure qu'il a eu ordre de se

nous est impossible de ne pas demeurer convaincu que cette expédition est dirigée contre l'Égypte, j'ai besoin de rien ajouter pour vous faire sentir que qu'une pareille tolérance de la part du gouvernement autrichien a de contraire à l'état de paix offensant pour la République. Vous ferez donc à garder les représentations les plus vives à M. de Cobenzl ; vous les ferez par note, et, quelles que soient ses dénégations, vous appuierez d'autant plus nous sommes certains des faits dont je vous mets connaissance. (4) »

Citoyen, le premier Consul me charge de vous savoir que vous devez, sans différer, entrer en relation officielle avec M. de Cobenzl sur les points de négociation relative aux arrangements de l'Empire. En conséquence, vous ouvrirez le protocole, et vous adresserez à M. de Cobenzl une réponse catégorique sur la proposition que vous lui avez faite de reconnaître le grand-duc de Toscane à Venise. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
5 juin 1801.

---

Par une lettre en date du 6 juin, Joseph transmet cette notification de M. de Cobenzl.

dans laquelle je lui rappelle la solennité des promesses faites avant même que le traité de Lunéville fût conclu. Ce plénipotentiaire fait passer cette affaire à son gouvernement et paraît persuadé que, finalement il n'y a aucune difficulté dans l'élargissement demandé, mais même que le citoyen Moscati et ses compatriotes ont depuis quelque temps la liberté de se retirer où bon leur semblera. »

Joseph à Talleyrand. Paris,  
8 juin 1801.

« Citoyen ministre, j'ai remis avant-hier à M. Cobenzl une note très pressante, rédigée exactement dans le sens de votre dépêche du 4 sur les prétentions anglaises parties de Trieste. Ce plénipotentiaire m'a assuré qu'il n'avait aucune connaissance de ces prétentions dont nous fussions fondés à nous plaindre ; qu'il ne demandait que le reste des troupes à la solde de l'Autriche, qui ont pu être embarquées à Trieste, et qu'il n'y avait point d'autres voies praticables, d'après la fermeture des ports du nord de l'Allemagne, pour retirer dans des pays occupés par l'Angleterre le surplus, il ferait passer immédiatement ma lettre à Vienne et une réponse aussitôt qu'il aurait reçu

ouverture du protocole. Je joins ici copie de celui qui a été rédigé à la suite de la conférence d'aujourd'hui. Vous verrez que les explications n'ont pu être poussées assez loin pour que j'aménasse le grand-duc de Toscane à répondre catégoriquement sur la proposition de placer le grand-duc de Toscane à Venise.

Vous observerez aussi que M. de Cobenzl est venu sans pleins pouvoirs, et n'a même aucune communication à me faire sur les conclusions de la conférence de l'Empire. »

A l'ouverture de la conférence, le plénipotentiaire de l'Empereur et Roi a dit que S. M., jalouse de servir scrupuleusement les engagements qu'elle a contractés par le traité conclu à Lunéville, et à remplir les stipulations, procède déjà à la remise du duc de Modène, et vient de donner une satisfaction conforme à ce qui est réglé par ledit traité relativement aux créanciers de la monarchie des pays cédés à la France; que Sadite M., pleine de confiance dans les principes de loyauté et d'équité du premier Consul de la République française, s'attend à une exacte réciprocité de sa part, et remplira avec le même empressement les conditions du traité dans toute leur étendue; que le plénipotentiaire de Sadite M. a eu ordre de demander en conséquence au premier Consul, une explication sur la manière dont il se propose de remplir les stipulations de la paix, notamment celle de l'indemnité de S. A. R. le grand-duc de Toscane, qui, d'après l'art. 5 patent et de l'article secret dudit

1<sup>re</sup> Conférence,  
Paris, 9 juin  
1801.

traité, doit être *pleine*, entière et équivalente de ses États d'Italie, et à laquelle seront préférablement employés l'archevêché de Salzbourg et la prévôté de Bergtolsgraden ; que S. M. et la République française étant entièrement d'accord sur la partie du dédommagement de la Toscane qui vient d'être énoncée, il convient maintenant de déterminer ce qui doit composer le surplus de l'équivalent plein et entier que Monseigneur le grand-duc a à recevoir, et de s'entendre sur les moyens de le remettre en possession de cet équivalent.

Le plénipotentiaire de la République française a répondu :

1° Qu'il rappelait à M. le comte de Cobenzl que, dès le commencement de mars, il lui avait donné connaissance des pleins pouvoirs dont il avait été muni par son gouvernement, à l'effet de remplir les engagements résultant du traité de Lunéville, desquels pleins pouvoirs il remet à l'instant copie certifiée ;

2° Qu'on ne peut pas mettre en doute le désir réciproque de remplir les engagements contractés, et que le gouvernement français s'est empressé de faire évacuer les États autrichiens et les États d'Empire ;

3° Que lui, plénipotentiaire, transmettrait à son gouvernement les communications de M. le comte de Cobenzl sur les dispositions de la cour de Vienne relativement à la remise du Brisgaw au ci-devant duc de Modène, et que cet article du traité n'éprouverait pas, de la part de la République, plus d'obstacles que tous les autres ;



4° Que S. M. I. et R. ayant provoqué, le 5 mars dernier, une résolution de la Diète de l'Empire sur la manière de procéder aux arrangements que le traité de Lunéville renvoyait à une convention ultérieure, le gouvernement français regrettait que M. le comte de Cobenzl ne se fût pas encore expliqué sur le conclusum de la Diète et sur les intentions subséquentes de l'Empereur;

5° Que les pleins pouvoirs que S. M. I. et R. doit avoir adressés à M. le comte de Cobenzl, n'ont pas encore été communiqués, chose qu'il est indispensable de faire avant d'entamer des discussions plus approfondies; qu'après cette mesure préalable, le plénipotentiaire de la République française serait prêt à concourir officiellement, en tout ce qui le concerne, à l'exécution des dispositions du traité de Lunéville. »

« Le soussigné s'est empressé de transmettre à son gouvernement, le 27 mai, les plaintes de M. le comte de Cobenzl sur l'occupation faite par les troupes cisalpines de Riva et de Torbole; il a reçu, le même jour, une réponse satisfaisante dont il a donné communication verbale à S. Exc.

Joseph à M. de  
Cobenzl. Paris,  
10 juin 1801.

Il ne balance pas à lui remettre officiellement les mêmes assurances. L'article 3 du traité de Lunéville est trop précis, et il y a, de la part de la République française comme de celle de S. M. l'Empereur et Roi, une disposition trop sincère à exécuter de bonne foi tous leurs engagements, pour qu'il puisse s'élever la plus légère difficulté à ce sujet. Le gouvernement

l'Autriche, elles doivent continuer, sans avoir à être occupées par les troupes de S. M. »

Joseph à M. de  
Cobenzl. Paris,  
10 juin 1801.

« Le soussigné a déjà plusieurs fois sou-  
comte de Cobenzl les observations les plus  
lui faire considérer sous un point de vue sa  
l'occupation du Brisgaw par un détachement  
troupes françaises. Cette occupation a été  
par le général, en conséquence de l'article 1  
de Lunéville, et le gouvernement français  
qu'il n'y avait point lieu à donner d'ordres  
mais seulement à diminuer le détachement

En effet, si en vertu de l'article 19 du  
troupes françaises ont dû évacuer, ainsi qu'il  
fait, la totalité du territoire de l'Empire, la République  
française est liée envers le duc de Modène  
article 4, à lui assurer la prise de possession  
gaw, et elle ne peut remplir cette obligation  
maintenant pour lui l'occupation du pays,  
tant à y envoyer au moins un agent qui fasse  
nom un acte quelconque propre à dégager

venu à Lunéville, et que le détachement francuera le Brisgaw aussitôt qu'un agent se présentera pour en prendre possession au nom du duc de Saxe.

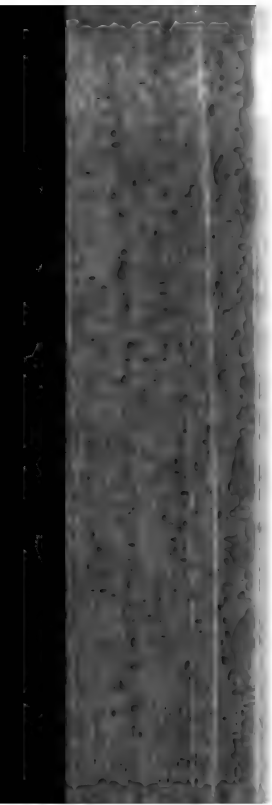
M. de Cobenzl revenant fréquemment sur l'affaire de Riva et de Torbole, et me faisait chaque jour de lui répondre catégoriquement sur l'occupation du Brisgaw, j'ai cru devoir écrire deux notes. Elles sont conformes à ce que vous m'avez mandé, ainsi qu'aux explications qui sont intervenues depuis sur l'une et l'autre de ces questions. Il était bon d'ailleurs de le rassurer dans le cas de ne présenter à cet égard, à son avis, que les véritables intentions du gouvernement.

Joseph à Talleyrand. Paris, 10 juin 1801.

À l'ouverture de la conférence, le plénipotentiaire S. M. l'Empereur et Roi a dit :

2<sup>e</sup> Conférence, Paris, 10 juin 1801.

À la suite de ce qui a été inséré par le plénipotentiaire de la République française dans le protocole de la première conférence, il ne pouvait se dispenser de témoigner sa vive peine de ce que ce n'est qu'après des pourparlers de près de quatre mois qu'il demandait des pleins pouvoirs outre ceux qu'il était muni ; que l'évaluation de la partie de la Toscane devant servir à l'équivalent plein et entier de la Toscane, et le concert sur les moyens d'en transférer la propriété au grand-duc faisant partie de l'exécution du traité de Lunéville, il se trouvait autorisé d'en traiter, dans sa qualité de plénipoten-



miner le plus promptement possible tout ce  
tait à régler entre les deux gouvernements, e  
ainsi le sceau au rétablissement de la plus  
harmonie entr'eux ; qu'en conséquence, le  
téntiaire de Sadite M. I. et R. se voyait obl  
sister sur une réponse précise à ce qu'il a ét  
de demander en vertu des ordres de son M  
qu'il a exposé dans le protocole d'hier, e  
temps qu'il ne diffère pas de rendre compte  
pereur de ce qui lui a été déclaré relativeme  
pleins pouvoirs.

Le plénipotentiaire de la République fra  
répondu : que le gouvernement français avai  
son empressement à coopérer à l'entière e  
du traité de Lunéville, en donnant huit jou  
l'échange des ratifications respectives, de  
pouvoirs à un plénipotentiaire pour consom  
les arrangements réservés par ce traité à une  
tion ultérieure ; que ce plénipotentiaire n'av  
de demander à M. le comte de Cobenzl quelle  
les résolutions prises par l'Empire et les in  
de l'Empereur sur la manière de procéder

in à rappeler les pouvoirs qui ont servi à on du traité de Lunéville, pouvoirs qui ne ppliquables aux actes nouveaux qu'il serait e faire; que cependant le gouvernement ntinuant d'avoir également à cœur la réa- indemnités que l'Empire est tenu de don- ux princes héréditaires dépossédés à la du Rhin, qu'à S. A. R. l'archiduc Fer- re de Sa Majesté, est constamment prêt à , aussitôt que le chef de l'Empire propo- de susceptible de concilier les divers in- onnera des pouvoirs relatifs aux circons- 'à l'égard de S. A. R., en particulier, de Sa Majesté paraît être de s'occuper : gouvernement français est dans la plus tion de maintenir ce qui a été stipulé en Lunéville; qu'ainsi il ne peut que trouver ue S. A. R. entre en possession de Salz- e Bergtolsgraden, nominativement dénom- article secret, et qu'il est disposé à faire utes les déclarations qui seraient néces- nt au surplus d'indemnités dont parle de Cobenzl, cet objet se trouvant en con- article 7 du traité patent, peut difficile- onsidéré isolément. »

ssigné a reçu la note que le Citoyen mi-  
nistrant de la République française

M. de Cobenzl  
à Joseph. Paris,

que. L'on peut se dispenser d'observer, à cet égard, que l'article 13 porte expressément que, dix jours après l'échange des ratifications, les possessions héréditaires de S. M. I. et R. Apostolique seront évacuées par l'armée française, et que, trente jours après ledit échange, la totalité du territoire de l'Empire germanique sera également évacuée. L'exécution de cette stipulation souffre d'autant moins d'exception à l'égard du Brisgaw, que l'article 4 du traité ne contient rien qui puisse lier la République française plus particulièrement que S. M. l'Empereur et lui envers le duc de Modène, pour assurer à ce prince la possession du Brisgaw. Tous les deux ont, à cet égard, les mêmes engagements, et S. M. a déjà donné tous les ordres nécessaires pour qu'il y soit satisfait de sa part sans délai; mais aucune des deux parties contractantes n'a le droit de faire occuper par ses troupes un pays qui n'appartient ni à l'une ni à l'autre. Tel est le motif qui a empêché l'Empereur d'envoyer un régiment de ses troupes dans le Brisgaw, ainsi que le gouvernement français lui en avait fait la proposition. Jamais S. M. ne se serait portée à cette mesure, sans un concert préalable avec le souverain actuel du Brisgaw et à moins d'en avoir été requis par lui, ainsi qu'il a été dit dans la note du soussigné au ministre des relations extérieures, du 19 mars.

Il n'est besoin d'aucune force militaire étrangère à ce pays pour qu'il soit remis à celui à qui il appartient à présent. D'après ces motifs, fondés sur l'engagement le plus sacré, le soussigné se croit obligé d'insister de nouveau pour que les ordres les plus

ments soient envoyés afin que la totalité des troupes françaises se retire, sans aucun délai, du pays. »

Citoyen, j'avais eu ordre du premier Consul de se charger de faire officiellement à M. de Cobenzl des réclamations les plus fortes contre les embarquements de troupes anglaises qui avaient lieu à Trieste, qui ne pouvaient évidemment être destinées que pour l'Égypte. J'ai vu, par votre lettre du 8, que M. de Cobenzl ne s'était pas senti en mesure de répondre catégoriquement à vos représentations.

Le premier Consul, qui vient d'acquiescer par des ordres du général Murat de nouveaux renseignements sur ces expéditions de Trieste, et qui voit se fortifier chaque jour la certitude qu'il ne s'agit point du simple retour de quelques bataillons anglais dans leur pays, mais bien d'une combinaison hostile contre la France, désire que vous réitériez vos réclamations auprès de M. de Cobenzl. Vous le préviendrez que le général Murat a déjà fait connaître directement à M. de Bellegarde combien de pareilles mesures étaient contraires à l'esprit et au texte du traité de Lunéville, et vous lui ferez sentir à quel point il importe que la cour de Vienne s'empresse de détruire l'impression fâcheuse qui naît de la protection ou du moins de la tolérance accordée à ces expéditions. Si M. de Cobenzl a effectivement demandé, à cet égard, des explications à sa cour, il ne peut tarder à les recevoir, et il devra vous donner bientôt une réponse satisfaisante. Vous insisterez pour l'obtenir. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
17 juin 1801.



Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
17 juin 1801.

« Citoyen, j'ai mis sous les yeux du premier Consul votre lettre du 14 juin, avec la note incluse de M. de Cobenzl, relativement à ce qu'il appelle la réoccupation du Brisgaw. Voici dans quel sens vous devez lui répondre, et cette explication porte aussi sur toutes les plaintes qui s'élèveraient contre le passage momentané de quelques corps de troupes françaises à la droite du Rhin.

En vertu de l'article 6 du traité de Lunéville, les places restituées sur la rive droite du Rhin doivent demeurer dans l'état où elles se trouveront au moment de l'évacuation. Or, cet état a besoin d'être constaté authentiquement, et c'est parce que l'évacuation avait eu lieu sans que cette formalité indispensable eût été remplie, qu'il a été nécessaire de faire repasser quelques troupes à la droite du fleuve, afin que la remise desdites places fût accompagnée des précautions qui peuvent seules prévenir, pour la suite, de sérieuses difficultés.

Aussitôt que cette opération sera terminée, tout ce qui reste de troupes françaises à la droite du Rhin repassera sur la gauche; et, quant au Brisgaw, comme, en vertu de l'article 4 du traité, il doit appartenir au duc de Modène, vous n'aurez, Citoyen, qu'à répéter ce que vous avez déjà dit, qu'aussitôt qu'il se présentera un agent de ce prince muni des pouvoirs nécessaires, toute facilité lui sera donnée pour prendre entière possession du pays, et aucun corps de troupes françaises n'y prolongera son séjour. »

« En réponse à la dernière note de M. le comte de Cobenzl, le soussigné ne peut que lui répéter ce qu'il a déjà eu l'honneur de lui dire plus d'une fois, qu'en vertu de l'article 6 du traité de Lunéville, les places restituées sur la rive gauche du Rhin doivent demeurer dans l'état où elles se trouvent au moment de l'évacuation; or, cet état aurait besoin d'être constaté authentiquement; et c'est parce que l'évacuation avait eu lieu sans que cette formalité indispensable eût été remplie, qu'il a été nécessaire de faire repasser quelques troupes à la droite de ce fleuve, afin que la remise desdites places fût accompagnée des précautions qui peuvent seules prévenir, par la suite, de sérieuses difficultés. Aussitôt que cette opération sera terminée, tout ce qui reste de troupes françaises à la droite du Rhin repassera sur la gauche.

Joseph à M. de  
Cobenzl. Paris,  
18 juin 1801.

Quant au Brisgaw, comme en vertu de l'article 4 du traité, il doit appartenir au duc de Modène, le soussigné a l'honneur de réitérer les assurances qu'il a déjà données, qu'aussitôt qu'il se présentera un agent de ce prince muni des pouvoirs nécessaires, toute facilité lui sera donnée pour prendre entière possession du pays, et aucun corps de troupes françaises n'y prolongera son séjour. »

« Citoyen, j'ai l'honneur de vous transmettre le décret de S. M. I., en réponse au *conclusum* de la Diète du 30 avril 1801. J'y joins copie de la lettre que m'a écrit à ce sujet le citoyen Bacher, chargé d'affaires auprès de la Diète. Les notions qu'elle ren-

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
21 juin 1801.

ferme ont paru, au premier Consul, susceptibles de fixer votre attention. Vous serez frappé, en effet, de la réflexion qui se présente naturellement, quand on voit que l'Empereur a mis deux mois et quelques jours pour répondre au *conclusum* de la Diète, et que sa réponse est peut-être la pièce la plus obscure, la plus entortillée qui soit sortie de la chancellerie allemande. Cette réflexion, vraiment douloureuse, c'est que la cour de Vienne ne cherche qu'à trainer en longueur et à éloigner, peut-être à éviter absolument, l'entière exécution du traité de Lunéville. M. de Cobenzl prétendait cependant que c'était de la part du gouvernement français que les négociations se trouvaient entravées, et il se trouve aujourd'hui que l'Empereur se reconnaît sans pouvoirs pour traiter et conclure. Il y a plus, M. de Cobenzl a paru se refuser à reconnaître le nouveau grand-duc de Toscane, sous prétexte que l'ancien n'était pas encore en possession de son dédommagement; et il se trouve que c'est l'Empereur qui, en refusant de régler l'affaire des indemnités en Empire, éloigne la fixation de celle du prince Ferdinand et empêche qu'il ne soit mis en possession.

Il y a plus de quatre mois que le traité de Lunéville est conclu; il y en a plus de trois que les ratifications sont échangées et que, sur ce qui tient à l'exécution de l'article 7, les discussions sont commencées. Jusqu'ici, M. de Cobenzl avait voulu qu'on le jugeât suffisamment autorisé à poursuivre les négociations, et, en effet, l'Empereur ayant stipulé pour l'Empire, à Lunéville, et ayant été approuvé par lui, pouvait

le suivre, par rapport aux arrangements de  
 même marche qui avait été suivie et sanc-  
 par rapport au traité fondamental. Voilà, ce-  
 que l'Empereur demande ou de nouveaux  
 , ou une coopération plus immédiate de la  
 ans le règlement des indemnités. Jusqu'où  
 luire une pareille marche? Le protocole ne  
 vert à Ratisbonne que dans trois décades.  
 demandera à son tour des explications, et  
 erçoit aucun terme à ces évasions récipro-  
 el en sera l'effet? Parmi les États germa-  
 ceux qui ont le plus souffert sont peut-être  
 i étaient le plus opposés à la guerre et que  
 ssions seules de la Diète y ont entraînés. Ils  
 uient à voir enfin leur sort fixé, leurs pertes  
 ées, et il en est plusieurs que cette attente,  
 ongue, a réduits aux plus fâcheuses extrémi-  
 loin que leur légitime espérance soit aujour-  
 mplie, ils vont se voir abandonner à la pénu-  
 leur état présent et aux incertitudes de leur  
 r. Croit-on que la Prusse, la Bavière, n'élè-  
 as la voix pour se plaindre d'un si long délai,  
 Allemagne entière n'en souffre pas, puisque  
 merce et ses relations avec la France vont  
 er encore dans cet état provisoire qui en-  
 vec lui tant d'inconvénients? Il y a plus : les  
 clésiastiques auront eux-mêmes à souffrir de  
 d. Les titulaires actuels, dans l'attente de  
 ularisation, coupent les bois, dénaturent les  
 s, s'emparent des recettes, aliénent jus-  
 lomaines, contractent des dettes nouvelles, et



les derniers actes de leur souveraineté chancelante tournent tous au détriment du pays. Tels sont les principaux résultats de la conduite de l'Autriche et du soin qu'elle met à éloigner la décision des arrangements définitifs.

Vous ne manquerez pas, Citoyen, de développer tous ces arrangements, dans vos conférences avec M. de Cobenzl.

Vous ne mettrez rien par écrit ; mais vous vous étendrez verbalement sur chaque article et vous tiendrez note des réponses de M. de Cobenzl sur chacun d'eux.

Vous demanderez, par note officielle, à M. de Cobenzl, des passe-ports pour le citoyen Champagny et pour la légation de la République se rendant à Vienne, et, en même temps, vous témoignerez que nous désirerions connaître le choix qui sera fait pour l'ambassade de Vienne à Paris. A cet égard, vous ferez sentir de vive voix, à M. de Cobenzl, que son caractère de vice-chancelier de cour et d'État, le mettant dans le cas de retourner à Vienne d'un instant à l'autre, il pourrait se trouver que la République eût un ambassadeur à Vienne sans que l'Empereur en eût un à Paris, ce que l'expérience a démontré n'être convenable.

J'ai reçu votre lettre du 23 ; j'y répondrai demain. J'ai toujours cru devoir vous expédier celle-ci.

M. Caillard (1)  
à Joseph. Paris,  
28 juin 1801.

« Citoyen, en conséquence de votre lettre du 22 juin, j'ai proposé au premier Consul d'autoriser

---

(1) Pendant quelques jours, et en l'absence de M. de Talley-

citoyen Laforêt, commissaire central près l'administration des postes, à entrer immédiatement en conférence avec M. de Vrentz, directeur-général des postes de l'Empire, pour le renouvellement des conventions postales entre la France et l'Empire. Le premier Consul ayant pris, à cet égard, un arrêté conforme à votre proposition et à mon rapport, j'é transmets aujourd'hui au citoyen Laforêt, et j'ai eu le devoir vous en donner pareillement connaissance. »

« Le soussigné n'a pas manqué de faire parvenir à son auguste maître, les deux notes qui lui ont été remises par le citoyen ministre plénipotentiaire de la République française, en date des 6 et 19 juin 1801.

M. de Cobenzl  
à Joseph. 11  
juillet 1801.

Il a déjà eu l'honneur de lui observer verbalement, que le sort de la guerre ayant conduit dans les États autrichiens quelques troupes soldées par la cour de Vienne, il était naturel que la paix entre S. M. I. et R. Apostolique et la République française, dût mettre fin à leur séjour. Aussitôt après la conclusion du traité de Lunéville, le gouvernement autrichien a quit formellement le ministre britannique de licencier ces corps, déjà très affaiblis, ou de leur faire quitter le plus promptement possible les cantonnements qu'ils occupaient en Styrie, pour sortir totalement des pays héréditaires; les y garder plus long-

---

M. de Cobenzl, qui avait pris un congé pour aller aux eaux de Bourbonne-les-Bains, l'intérim fut exercé par M. Caillard, garde des Archives au ministère des relations extérieures.

de réciprocité, et que les  
ville qui sont encore  
long-temps à être

403  
ad- stipu-  
né par  
par son plé-  
qu'il a été rendu  
avait été stipulé dans  
conférence de Lunéville,  
diés pour que les citoyens Ca-  
sient remis en liberté; un simple  
s l'expédition de ces ordres, relati-  
er, a été la seule cause qu'il n'a pas  
me temps que le citoyen Caprara. Il  
ussitôt qu'on en a eu connaissance,  
eur a prescrit sur-le-champ au gou-  
provinces italiennes, de faire sortir  
du lieu de sa détention, ce qui doit  
écuté depuis quelque temps; c'est  
gné a l'honneur de faire part au ci-  
énipotentiaire de la République fran-  
à sa dernière note. »

M. de Cobenzl  
à Joseph. Paris,  
11 juillet 1801.

istre, M. de Cobenzl vient de me re-  
aux pouvoirs dont j'ai l'honneur de  
-joint copie. Quelles que soient les  
Diète, il n'en insiste pas moins à  
régociation directe avec la France.  
principale l'indemnité pleine et en-

Joseph à M.  
Caillard. Paris,  
12 juillet 1801.



temps, aurait été donner un juste sujet d'ombrage. Le port de Trieste étant le point des frontières le plus rapproché de leur station, il paraissait convenable de leur faire prendre cette route, et comme, d'ailleurs, les pertes qu'elles ont éprouvées les ont réduites à douze cents hommes en tout, que ces débris de différents corps, sans organisation commune, sans artillerie, presque sans armes, sont entièrement hors d'état d'être employées militairement, on était bien loin de supposer qu'il fût possible de considérer cette mesure comme contraire aux stipulations de la paix.

Ce nonobstant, pour prouver d'autant plus au gouvernement français la scrupuleuse attention de l'Empereur, de ne jamais rien permettre qui pût être envisagé comme contraire à un engagement contracté par S. M., le soussigné est chargé de déclarer au citoyen ministre plénipotentiaire de la République française, que, sur les réclamations contenues dans les deux notes sus-mentionnées, l'adjudant de S. M., comte de Créneville, a été envoyé sur-le-champ à Trieste, pour y porter l'ordre formel que les troupes à la solde de l'Angleterre, qui pouvaient être embarquées et se trouver encore dans le port, soient remises à terre sans nul délai, et qu'il soit pris les mesures les plus précises afin qu'aucune partie des susdites troupes ne puisse sortir par cette voie des pays héréditaires. L'Empereur se flatte que, lorsque de son côté on procède à remplir avec autant de ponctualité tout ce à quoi il s'est engagé envers la République française, il éprouvera, à cet égard, de la part du

premier Consul, une parfaite réciprocité, et que les stipulations du traité de Lunéville qui sont encore en souffrance, ne tarderont pas plus long-temps à être également exécutées. »

« L'Empereur n'a jamais manqué à aucune stipulation d'un traité signé en son nom et ratifié par S. M., ou même consignée au protocole par son plénipotentiaire; d'après cela, dès qu'il a été rendu compte à Sa dite M. de ce qui avait été stipulé dans le protocole de la sixième conférence de Lunéville, les ordres ont été expédiés pour que les citoyens Caprara et Moscati soient remis en liberté; un simple malentendu dans l'expédition de ces ordres, relativement au dernier, a été la seule cause qu'il n'a pas été élargi en même temps que le citoyen Caprara. Il y a été remédié aussitôt qu'on en a eu connaissance, et S. M. l'Empereur a prescrit sur-le-champ au gouvernement de ses provinces italiennes, de faire sortir le citoyen Moscati du lieu de sa détention, ce qui doit déjà avoir été exécuté depuis quelque temps; c'est ce dont le soussigné a l'honneur de faire part au citoyen ministre plénipotentiaire de la République française, en réponse à sa dernière note. »

M. de Cobenzl  
à Joseph. Paris,  
11 juillet 1801.

« Citoyen ministre, M. de Cobenzl vient de me remettre les nouveaux pouvoirs dont j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie. Quelles que soient les dispositions de la Diète, il n'en insiste pas moins à procéder à une négociation directe avec la France. Il pose pour base principale l'indemnité pleine et en-

Joseph à M.  
Caillard. Paris,  
12 juillet 1801.

tière du grand-duc de Toscane. Il prétend que, pour atteindre ce but, il faudrait lui donner, outre Salzbourg et Bergstolgraden, Passau et quelques autres propriétés ecclésiastiques en Souabe, et, de plus, garantir l'arrangement éventuel du grand-duc avec le duc de Bavière, si celui-ci consentait de bon gré à lui abandonner une petite partie de la Bavière en échange des nouvelles possessions qu'il acquerrait en Souabe.

M. de Cobenzl m'a parlé d'un projet d'arrangement pour l'Allemagne, qu'il se proposait de me remettre. J'ai ajourné toute discussion jusqu'à cette époque, en me contentant pour le moment de lui faire sentir que la demande d'une garantie ne pouvait être raisonnable qu'autant qu'elle porterait sur des arrangements qui seraient eux-mêmes modérés et proportionnés aux besoins et aux intérêts des grandes puissances et des autres princes séculiers d'Allemagne.

Vous trouverez ci-joint, Citoyen ministre, la réponse de la cour de Vienne à une note relative au citoyen Moscati numéro 2, et, sous le numéro 3, sa réponse sur l'embarquement des troupes à la solde de l'Angleterre qui avait lieu à Trieste.

M. de Cobenzl m'a annoncé que le duc de Modène refuse de prendre possession du Brisgaw, se trouvant trop lésé par la disposition du traité de Lunéville qui lui assigne cet État. Il m'a demandé l'évacuation de ce pays par nos troupes. Je lui ai répliqué que cette évacuation ne me paraissait pas devoir être ordonnée, d'après ce qu'il me faisait l'honneur de me dire; que ce pays ne pouvait pas rester abandonné à lui-même,

par un évènement majeur, il n'était pas le prince que ce traité y appelait, il était 'il restât dans l'État dans lequel il se s de la stipulation de Lunéville, puisque on de cet article du traité n'est pas impu- x qui ne possédaient pas ce pays lors des 18. »

iron de Hügel (1) m'a rendu hier une visite part de l'arrivée de la réponse de l'Empe- *clusum* de la Diète du 20 mai dernier. qui la renferme a été communiqué ce ma- emblée générale du corps germanique ; uverez la traduction ci-jointe. Ce ministre 'a en même temps prévenu confidentielle- l'après le sens vague et limité de ce *conclu-* ef. suprême de l'Empire n'avait pas crû re une autre réponse, et encore moins les démarches préparatoires pour parve- plément du traité de paix de Lunéville, a Diète ne se fût expliquée d'une manière ve sur la marche qu'elle se propose de s les négociations qui pourront conduire si désirable sous tous les rapports ; que ait d'ailleurs pu facilement prévoir, par és qui s'étaient déjà élevées au Congrès lt, que le gouvernement français n'aurait raiter avec un fondé de pouvoirs limités.

Dépêche du  
citoyen Bacher,  
Ratisbonne, 2  
juillet 1801.



Je me suis borné à remercier M. de Hügel de son attention, sans entrer d'aucune manière dans l'examen de l'affaire qui va occuper de nouveau la Diète. Aussi long-temps que je me trouverai sans instructions, mon rôle continuera d'être passif et de simple observation envers ce ministre et tous les membres de la Diète ; j'éviterai soigneusement tout ce qui pourrait avoir l'air de chercher à influencer, même indirectement, les délibérations de cette assemblée ; elles ne commenceront, au surplus, que dans quatre décades. L'ouverture du protocole n'aura lieu qu'au 17 août, ce qui renvoie à l'année prochaine la détermination du mode suivant lequel l'Empire se propose d'entamer la négociation du complément du traité de Lunéville.

Je n'ai rien à ajouter à l'aperçu des dispositions des grandes puissances et de celles des princes de l'Empire sur le complément de la paix de Lunéville, que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 9 juin dernier. Il me paraît de jour en jour plus évident qu'on ne cherche à Vienne, de même qu'à Berlin et dans l'Empire germanique, qu'à gagner du temps et à amuser, en attendant, le tapis, par des délibérations oiseuses et concertées d'avance par ceux qui sont dans le secret. On tâchera de colorer de cette manière, près du gouvernement français, l'intention réelle de ne rien terminer et de laisser la paix de Lunéville incomplète, pour se maintenir le plus long-temps possible dans l'état provisoire, afin de pouvoir profiter des chances de tous les événements favorables qui pourront se présenter.

quelques ministres, attachés au parti prussien, tendent que tout l'étalage des belles phrases du t impérial qui vient de paraître, n'a pour but de remettre en délibération la concession des vairs illimités, et que l'Empereur est parvenu, ant le mois dernier, à gagner quelques voix, ce ui assurera la majorité des suffrages. Ils ajoutent, d'après des lettres particulières, ils ont lieu résumer que le plan des indemnités arrêté à a déjà été envoyé à Vienne il y a une décade. ctique de ce parti paraît être de vouloir amener ef suprême de l'Empire à communiquer ce à la Diète, afin de se ménager la faculté d'in- er près des États du corps germanique pour le rejeter ou agréer, selon la convenance de la se.

assure que c'est pour déjouer ces combinai- que l'Empereur a mis, par son décret du 26 1801, le corps germanique dans l'alternative de ccorder des pouvoirs illimités ou de s'occuper d'édaction d'un plan d'indemnités pour le sou- e à la ratification impériale. La nouvelle tour- que cette affaire vient de prendre va la rendre minable, ce qui semble, on ne saurait trop le er, être conforme au vœu secret des cours ienne et de Berlin et des princes ecclésiasti-

n'est pas inutile de remarquer que, si l'Empe- donne à connaître qu'il n'est pas aisé de juger est le véritable sens du *conclusum* de la Diète 0 mai dernier, les membres de cette assem-

blée sont encore bien plus en droit de trouver le décret impérial du 26 juin tellement entortillé, qu'ils conviennent franchement qu'il a besoin d'une explication pour rendre quelques passages plus intelligibles. »

M. de Cobenzl  
à Joseph. Paria,  
18 juillet 1801.

« L'article 9 du traité de Lunéville porte de la manière la plus formelle, qu'aussitôt après l'échange des ratifications, il sera accordé, dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par ledit traité, à tous les habitants ou propriétaires quelconques, main-levée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu. S'il était besoin de donner une nouvelle force à une stipulation aussi précise, le soussigné pourrait y ajouter les assurances verbales qui lui ont été réitérées à cet égard en différentes occasions. Ce nonobstant, et malgré le temps écoulé depuis l'échange des ratifications, l'article sus-mentionné est resté jusqu'à présent sans exécution. Ce long retard étant infiniment préjudiciable à toutes les personnes intéressées à voir remplir enfin l'engagement solennellement contracté par la République française, le soussigné ne peut se dispenser, en vertu des ordres qu'il a reçus à ce sujet de son auguste maître, de réclamer la plus prompte exécution de l'article dont il s'agit, et cela d'autant que, d'après des notions qui lui sont parvenues, on s'occupe, dans ce moment, dans les départements belges, de la vente de différentes portions considérables de bois, principale richesse des biens fonciers qui se trouvent sous le séquestre. »



« Citoyen, je me suis empressé de mettre sous les yeux du premier Consul, votre lettre du 31 juillet.

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
3 août 1801.

M. de Cobenzl peut être assuré que si aucune des communications faites près lui, au nom de la cour de Vienne, ont transpiré en Allemagne, ce n'est point autour du gouvernement français qu'il faut en chercher la cause. Il peut demeurer certain que les pièces qu'il doit vous remettre seront gardées ici sous le plus absolu secret ; mais, dans une négociation dont l'existence et le but n'ont rien de mystérieux, il se-  
**r**ait contraire à l'usage et aux formes reçues, de  
**p**rendre un engagement du genre de celui que pro-  
**p**ose M. de Cobenzl, et l'intention formelle du pre-  
**m**ier Consul est que vous n'en preniez point. J'ai dû  
vous communiquer sans délai cette détermination, »

« Citoyen ministre, plus je presse M. de Cobenzl de me développer davantage toutes les vues de son gouvernement sur la répartition des indemnités stipulées au traité de Lunéville, plus nous nous aperce-  
vons, l'un et l'autre, combien il importerait, avant tout, que nous fussions d'accord sur l'évaluation de chaque perte en population, étendue et revenus. Cependant, telles sont les variantes des statistiques et la contradiction entre les différentes autorités qui doivent être consultées, que nous parvenons avec peine à des résultats. Il vous paraîtra d'ailleurs très  
vraisemblable que beaucoup des évaluations présen-  
tées par M. de Cobenzl se ressentent du système par-  
ticulier qu'aurait sa cour à l'égard du prince qui en

Joseph à Tal-  
leyrand. Paris,  
7 août 1801.

est l'objet. Je vous prie donc de considérer qu'il est essentiel que j'aie promptement un travail raisonné sur toutes les réclamations qui ont été faites à Radsadt et depuis, je peux difficilement faire des progrès dans la négociation, sans connaître avec exactitude et d'une manière officielle, tous ceux qui sont à indemniser, leurs déclarations sur le montant de leurs pertes, et la valeur précise à laquelle un examen motivé les réduit. »

Joseph à Talleyrand. Paris,  
12 août 1801.

« Citoyen ministre, la négociation avec M. de Cobenzl a fait des progrès qui, s'ils ne sont pas aussi rapides que je les désirerais, permettent au moins que je vous présente quelques résultats.

Je vous avais rendu compte, le 12 juillet, de l'exhibition des pouvoirs qu'il venait de recevoir et des ouvertures qu'il me faisait. Le post-scriptum de votre lettre du 13 juillet, m'annonçait que la mienne venait de vous parvenir, et que vous vous proposiez d'y répondre le lendemain. L'état des choses se trouvait en effet changé à beaucoup d'égards, et mes conversations avec M. de Cobenzl devaient prendre une direction nouvelle.

J'ai continué, en attendant, à presser M. de Cobenzl de me développer dans son entier le système général de son gouvernement pour l'arrangement des indemnités stipulées au traité de Lunéville, et votre lettre m'a rendu plus pressant encore.

Il mettait beaucoup de prix, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en informer, à ce que des promesses mutuelles de secret précédassent les communica-

es non confirmées qui ont amené différen-  
sitions de sa part sur l'arrangement des  
s indemnités.

us nous sommes aperçus, dès le début, que  
ons d'accord ni sur la valeur des pertes de  
ince, ni sur la valeur des possessions mises  
e compensation ; c'était donc laisser établir  
e complet, dans lequel les pertes et les in-  
affaiblies ou augmentées en raison des pré-  
olitiques, devenaient, sous le rapport seul  
s, une source intarissable de discussions.  
ous sommes occupés immédiatement à for-  
tats, où, d'après un examen contradictoire  
ulsion des meilleures autorités, les évalua-  
été inutilement fixées, sauf les rectifica-  
seraient demandées de part ou d'autre,  
s titres évidents.

e nous différerions encore sur la valeur de  
trois points importants, tels que Salzbourg  
beaucoup trop faiblement évalués par le  
Vienne, je ne sache plus rien qui empêche  
benzl de me faire définitivement ses ouver-  
e ne cesse de l'y inviter avec les plus vives

ous rappelez que, dans le principe, il de-  
pour complément d'indemnité à l'archiduc  
e de la Bavière. Il laisse aujourd'hui tom-  
proposition, et c'est dans le cercle de  
qu'il demande le surplus réclamé pour ce  
l met entre autres choses la principauté  
ique d'Augsbourg.



Il n'a pu me dissimuler que cette disposition avait pour objet de faciliter l'échange ultérieur entre l'archiduc et l'électeur de Bavière.

Je vous avais observé, dans ma dépêche du 12 juillet, que M. de Cobenzl entendait que le gouvernement français se portât garant de cet arrangement éventuel à faire entre ces deux puissances. Il en est venu insensiblement à se contenter de la promesse que nous ferions de n'y apporter aucune opposition.

Il entre enfin aussi largement que le gouvernement pourra le désirer, dans la sécularisation des principautés et États immédiats ecclésiastiques. Il paraît même qu'il donnera les mains, autant qu'il sera jugé nécessaire, à la sécularisation des abbayes et chapitres collégiaux, sauf ce qu'il en faut réserver pour le soutien des évêques. Comme il est très difficile de trouver à former une masse d'indemnités égales aux pertes, il n'hésite pas à y mettre les villes impériales, en convenant, de part et d'autre, qu'on pourra contester des exceptions.

Il maintient la conservation des trois électeurs ecclésiastiques et insiste même à ce qu'ils reçoivent des revenus équivalents à leur dignité ; mais me laisse entrevoir qu'à cette condition, l'électeur de Mayence pourra être amené à céder ce qu'il possède encore sur le Rhin. Quant aux titres électoraux, il consent à ce qu'ils soient changés et transférés sur d'autres principautés ecclésiastiques.

Il continue, au surplus, à demander que la répartition des indemnités ne serve pas de prétexte pour donner à aucun prince plus qu'il n'a pas dû, et se

posé aux arrangements qui compensent également les pertes de la Prusse.

se de former un lot à la Bavière, dans son  
et dans ceux du Haut-Rhin et de Souabe,  
x lier les États épars de l'électeur. Il a  
ement mentionné, jusqu'ici, les évêchés  
de Ratisbonne, de Bamberg, les restes  
Spire et Worms, l'abbaye de Saint-Eme-  
vôté d'Allemagne et les villes de Wimpfen,  
Nerdlingen, Bopfingen et Dunckelsbakh. »

n ministre, M. de Cobenzl est très sérieux,  
cupé, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous  
le 13, à terminer son plan général d'in-  
mais il n'a pu rien ajouter, ces jours-ci,  
unications qu'il m'avait déjà faites, et je  
e les recherches de détail qu'entraînent les  
de ce genre, l'empêchent de marcher aussi  
ne l'avait promis.

Joseph à Tal-  
leyrand. Paris,  
16 août 1801.

mières répartitions ont d'ailleurs été en  
pour l'archiduc Ferdinand et les électeurs  
ques. Il doit se trouver embarrassé à me-  
avance, et je présume qu'il n'en est pas à  
l devra revenir sur ses pas. »

nséquence des ordres exprès de S. M. l'Em-  
R., le soussigné a eu l'honneur de remettre,  
let, au citoyen ministre plénipotentiaire  
ublique française, une note pour réclamer  
r du traité de Lunéville. Le soussigné at-  
confiance une réponse satisfaisante à cet

M. de Cobenzl  
à Joseph. Paris,  
22 août 1801.

égard, et il ne saurait douter qu'une stipulation aussi claire que positive, n'ait incessamment son plein et entier effet; mais il ne peut se dispenser de fixer en même temps l'attention du citoyen ministre plénipotentiaire de la République française, sur un arrêté des Consuls, en date du 12 août, qui est parvenu à sa connaissance depuis quelques jours, par la voie des papiers publics. En vertu de cet arrêté, il ne sera plus donné, sous quelque prétexte que ce puisse être, aucune main-levée de séquestre sur les bois et forêts compris dans la loi du 2 nivôse an IV. Quoique le soussigné ait lieu d'être persuadé qu'une pareille disposition ne peut être appliquée aux pays cédés, acquis ou échangés par le traité de Lunéville, dans lesquels la main-levée du séquestre, accordée par l'art. 9 à tous les habitants ou propriétaires quelconques, porte sur la totalité des biens, effets et revenus, sans que les bois et forêts en soient exceptés, il croit, cependant, devoir prier le citoyen ministre plénipotentiaire de la République française, de vouloir bien le mettre promptement à même de transmettre à son auguste maître des assurances satisfaisantes à cet égard, en même temps qu'il ne peut qu'insister de nouveau, en vertu des ordres réitérés qu'il vient de recevoir, à ce que l'exécution de l'art. 9, du traité de Lunéville ne soit pas plus long-temps différée, et qu'il soit accordé sans délai, dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par ledit traité, à tous les habitants ou propriétaires quelconques, main-levée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus. »

« Le premier Consul vient de me faire passer, Citoyen, copie de la note que M. de Cobenzl vous a adressée le 11 juillet, sur la mise en liberté des citoyens Caprara et Moscati. Je l'ai transmise au ministre extraordinaire de la République, à Milan, afin qu'il en donnât connaissance au gouvernement cisalpin. La communication de cette pièce m'a paru propre à resserrer les liens d'amitié et de confiance qui doivent subsister entre les deux États. Le gouvernement cisalpin y trouvera sans doute une nouvelle preuve de l'intention où est S. M. l'empereur, de maintenir les rapports établis dans le traité de Lunéville, entre lui et la République Cisalpine. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
1<sup>er</sup> sept. 1801. »

« Citoyen, vous m'annoncez par votre lettre du 3, que M. de Cobenzl insiste sur l'évacuation du Brisgaw. Le premier Consul vous charge de lui faire connaître que cette évacuation n'est pas moins désirée par le gouvernement français, et que telle est, à cet égard, son impatience, que s'il se présente seulement un fondé de procuration et de pouvoirs au nom du duc de Modène, il sera aussitôt mis en pleine possession du pays que les troupes françaises achèveront d'évacuer à l'instant.

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
5 sept. 1801.

Les présents destinés à M. de Cobenzl seront prêts dans peu de jours. »

« Citoyen, le premier Consul ayant considéré que l'arrangement qu'il s'agit de négocier avec M. le comte de Cobenzl, touchant les indemnités de S. A. R. l'archiduc Ferdinand, n'était qu'une conséquence et un

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
9 décemb. 1801.



développement de ce qui a déjà été stipulé à cet égard par l'article 5 du traité de Lunéville, a trouvé convenable et a décidé que vous seriez chargé de cette négociation qui dérive essentiellement de celle que vous avez si honorablement conduite et terminée.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous envoyer, Citoyen, l'arrêté qui institue votre mission, et les pouvoirs qui vous mettront en mesure de la remplir.

Je dois y ajouter quelques instructions spéciales, que le premier Consul m'a chargé de vous adresser,

Votre négociation aura deux parties : une partie publique et une partie secrète.

Par la première, vous conviendrez du supplément d'indemnité à stipuler en faveur de S. A. R. l'archiduc Ferdinand; et, à cet égard, la Russie devant agir de concert avec la France, vous admettrez l'intervention de M. de Marcoff, autant qu'elle aura pour effet d'accéder au traité après sa conclusion. Cette forme est la préférable, et vous ferez en sorte qu'elle soit adoptée, attendu qu'elle vous mettrait plus à l'aise pour obtenir de M. de Cobenzl les stipulations qui doivent former la seconde partie de votre négociation, partie essentiellement secrète et dont M. de Marcoff ne doit avoir aucune connaissance.

Il s'agit d'amener l'Autriche à reconnaître et à garantir tous les changements survenus en Italie depuis la conclusion du traité de Lunéville jusqu'à ce jour : ce qui comprend formellement la reconnaissance du titre de roi en la personne du roi d'Etrurie; la reconnaissance de la République italienne suivant sa nouvelle organisation; celle des autres Etats de l'Italie

dans leur forme actuelle, et la garantie de la réunion au territoire français et à celui de la République italienne, des pays précédemment connus sous le nom de Piémont, et qui appartenaient au roi de Sardaigne, dans le territoire continental de l'Italie.

Il devra donc y avoir deux actes séparés; l'un pour l'indemnisation de l'archiduc, l'autre pour les reconnaissances et garanties demandées à l'Autriche. Le premier sera signé ou accepté par M. de Marcoff; le second lui demeurera inconnu; mais tous les deux devront être signés au même jour, au même moment.

Je reviens à ce qui concerne l'indemnité de l'archiduc Ferdinand, et je dois vous informer que les pourparlers qui avaient déjà eu lieu à cet égard, entre le comte de Cobenzl et moi, ont été communiqués à Berlin et à Munich.

S. M. Prussienne a fait connaître qu'elle était très portée à approuver un arrangement qui aurait pour effet de rendre l'Autriche satisfaite, et d'obtenir sa pleine accession au plan d'indemnités; qu'elle s'en remettrait donc entièrement à ce que feraient la France et la Russie, ne doutant pas d'ailleurs que le premier Consul ne se trouvât et ne saisît les moyens de rendre moins sensible pour la Bavière, le sacrifice qui lui serait demandé.

L'Électeur de Bavière a pareillement fait connaître qu'il se confiait en la protection des puissances médiatrices, et qu'il consentirait à se désister de l'évêché d'Eichstadt sous quelques conditions cependant, qu'il se flattait d'obtenir de l'intervention des médiateurs.

Vous trouverez ci-jointes copies des communications qui ont été faites sur cette matière par les ministres de Prusse et de Bavière.

Le premier Consul aurait désiré qu'en procurant à la maison d'Autriche, en la personne de S. A. R. l'archiduc Ferdinand, des avantages considérables, il fût possible de procurer à la maison palatine de Bavière toutes les compensations qu'elle désire; car il n'a rien de plus à cœur que de maintenir dans le système germanique, cet équilibre qui paraît devoir résulter du plan présenté par les puissances médiatrices et adopté par la députation.

Vous vous attacherez donc, Citoyen, en ce qui vous concerne, à réduire le supplément d'indemnité qui devra être accordé à l'archiduc Ferdinand, aux objets qui suivent, savoir : 1<sup>o</sup> la dignité électorale, 2<sup>o</sup> l'évêché d'Eichstadt. En accordant cet évêché à l'archiduc, il faudra encore réserver expressément les parcelles qui en dépendent et qui se trouvent enclavées dans les margraviats d'Anspach et de Bareuth.

La négociation et la conclusion de ce traité particulier, donneront de plus l'occasion qu'il ne faudra pas négliger, de stipuler expressément que l'archiduc ne pourra avoir à Salzbourg, à Bergstolgraden, dans tous les pays dont se composera son électorat, et surtout dans ses possessions de Franconie, que des troupes qui lui appartiennent. Le plus grand soin devra être apporté à ce que, par ce traité, l'archiduc électeur se trouve dans la plus parfaite indépendance de S. M. I., et qu'il n'ait avec elle que les rapports

qui existent de la part des autres membres du collège électoral. A cet effet, il sera formellement reconnu que l'Empereur ne pourra faire entrer aucunes troupes dans les possessions de l'archiduc, dont l'indépendance sera garantie par les puissances médiatrices.

De plus, il faudra stipuler : 1° que l'archiduc électeur ne pourra lui-même entretenir dans le pays d'Eichstadt que quelques bataillons d'infanterie et quelques escadrons de cavalerie, sans que la totalité de ces troupes puisse jamais excéder deux mille hommes ; 2° que l'archiduc électeur devra un passage par le pays d'Eichstadt pour la communication des États bavarois, et qu'il ne pourra bâtir aucune forteresse dans ledit territoire sans s'être, au préalable, entendu avec l'électeur de Bavière et avoir eu son consentement.

Ces réserves et ces précautions sont de rigueur, et l'intention du premier Consul est que la cession d'Eichstadt à S. A. R. l'archiduc Ferdinand n'ait lieu qu'à ces conditions.

Je joins ici une note de M. de Lucchesini, relative aux parties d'Eichstadt enclavées dans les margraviats, avec une carte sur laquelle elles sont marquées.

« En conséquence de ce que j'ai eu l'honneur de vous exposer hier au soir, j'ai rédigé de nouveaux articles de convention, desquels j'ai écarté autant qu'il dépendait de moi tout ce qui rencontrait opposition de votre part dans les anciens, en réduisant les pro-

M. de Cobenz.  
à Joseph. Paris,  
20 déc. 1801.

portions aux derniers degrés de modération et de condescendance auxquels je suis autorisé. J'ai l'honneur de vous les envoyer en vous priant de vouloir bien m'indiquer jour et heure auxquels je puisse aller vous rendre mes devoirs pour continuer nos conférences.

Je vous supplie, en attendant, de m'envoyer la note contenant la désignation des bailliages qu'on veut retrancher de l'évêché d'Eichstadt. »

Les conférences tenues à Ratisbonne pour l'arrangement définitif et la conclusion des affaires d'Allemagne, durèrent jusqu'au commencement de l'année 1803. Trente-huit séances eurent lieu, plusieurs conventions particulières furent signées par les différents agents des puissances contractantes.

Joseph et M. de Cobenzl signèrent à Paris, le 26 décembre 1802, deux conventions très importantes : l'une pour l'Autriche et la France seules ; l'autre pour la France et l'Autriche, mais avec accession de la Russie.

Cet acte fut le dernier, ayant trait à la paix de Lunéville, auquel Joseph attacha son nom.



## NOTE A.

rence s'est ouverte à huit heures et demie  
le a commencé par l'expression réciproque  
des deux gouvernements, de leurs vœux  
du désir dont ils sont remplis de mettre une  
ière dans les discussions qui doivent con-  
t important.

trer en matière, le ministre des relations ex-  
mandé à M. le comte de Saint-Julien s'il  
pouvoirs que ceux que lui donnait la lettre  
pereur au premier Consul, le général Bo-

1<sup>re</sup> Conférence,  
22 juillet 1800.  
entre M. Talley-  
rand et le comte  
de Saint-Julien.

e de Saint-Julien n'ayant pas prévu que le  
t français pût faire quelques difficultés à  
dernières intentions avant de savoir si elles  
ies de la cour de Vienne, croit pouvoir pren-  
pour suivre les intentions de son souverain,  
tant que possible la pacification entre les  
e convenir que, provisoirement, il signerait,  
ation de sa cour, sans laquelle toute conven-  
isée être nulle. Il a été préalablement con-  
t ce qui serait dit ou écrit resterait secret en-  
Consul, le ministre des relations extérieures  
t-Julien.

ministre a proposé que l'on prît pour base le  
po-Formio. M. de Saint-Julien y a consenti

particulièrement observé que , dans la question du transport des dettes hypothéquées des pays cédés, il serait à propos qu'on étendit aux dettes de tout genre.

Le ministre a demandé que la République eût la limite entière du Rhin, telle qu'elle avait été en 1792, depuis Radstadt.

M. le comte de Saint-Julien a répondu qu'il ne s'y opposait point, mais que l'article en question ne pourrait exprimer à cet égard qu'une simple non-opposition, et que ces mots, *l'Empire ne s'opposera point*, employés dans l'article premier, secret de Campo-Formio, seraient changés en ces termes : *ne s'opposera point*.

Il a été entendu ensuite que le talweg serait la limite ; que les forteresses de Cassel et de Kehl seraient détruites ; qu'il y aurait à construire dans le rayon de 10 lieues 10 places, et que le Rhin serait affranchi de tout péage par terre et d'autre.

La question s'étant présentée si l'Empire aurait à réclamer, aux termes de l'art. 5, de Campo-Formio, une partie de son territoire au-delà du Rhin, il a été répondu que



M. le comte de Saint-Julien a laissé entendre que le gouvernement ne chercherait point à compliquer la question de la paix, et qu'il ne s'opposerait en aucune manière à ce que la France voudrait faire en Piémont.

Mais, en même temps, il a déclaré que l'Empereur ne retirait point à la démolition de Mantoue; qu'il gardait cette place, et qu'il demandait que la nouvelle limite de ce côté fût déterminée en tirant une ligne des frontières de la Suisse qui vint tomber directement sur le M. le comte de Saint-Julien n'a point spécifié d'une manière particulière quel serait le fleuve qui formerait la ligne, l'Empereur désirant que la ligne de contact entre ses États et la Cisalpine fût aussi courte que possible.

Il a été question ensuite du grand-duc de Toscane et du duc de Modène. M. de Saint-Julien demandant que l'ici rentrât dans ses États, il a été convenu que Gènes resterait les fiefs impériaux.

La conversation s'étant portée sur l'état de la Suisse, il a été dit qu'il n'y aurait pas de grandes difficultés à ce que la neutralité et l'indépendance de ce pays fussent reconnues.

Le ministre ayant demandé à M. le comte de Saint-Julien s'il était dans l'intention d'envoyer des courriers à sa Majesté, supposé qu'il eût besoin d'instructions ultérieures, restant à Paris, il a répondu qu'il ferait à cet égard ce qui serait convenable; mais que, dans le cas où il y aurait quelque chose d'arrêté, il croyait qu'il ferait mieux d'aller à Vienne.

La conférence a fini à onze heures et demie, et l'on a ajourné au lendemain. »

La conférence a commencé à trois heures et demie midi, elle a fini à six.

2<sup>e</sup> Conférence,  
23 juillet 1800.

La discussion s'étant portée sur la nouvelle division de territoire à faire en Italie, sur les limites à donner, d'un côté, aux États de S. M. I., de l'autre à la République Cisalpine, plusieurs opinions ont été de part et d'autre émises, sans qu'on se soit arrêté sur aucune, et les négociateurs se sont séparés sans que la conférence ait produit aucun résultat. »

3<sup>e</sup> Conférence,  
24 juillet 1800.

« La conférence s'est ouverte à trois heures.

Le ministre des relations extérieures a converti en proposition un des arrangements qui avaient été discutés la veille.

Il a supposé que, puisque S. M. I. paraissait déterminée à ne prendre aucune indemnité en Allemagne, renonçant à celle qui avait été stipulée à son profit par le traité de Campo-Formio, sauf une compensation en Italie, elle conservât le Mantouan, sous la condition cependant que Mantoue serait démolie, et que Peschiera resterait à la République Cisalpine.

Le ministre a ajouté que, dans cet arrangement, il serait convenable, pour rapprocher les possessions autrichiennes, de transporter le grand-duc de Toscane dans les Légations, en donnant la Toscane au duc de Parme, dont le duché entrerait alors dans la composition de la République Cisalpine.

Cette proposition ayant été mise en avant par le ministre, le comte de Saint-Julien a répondu que, comme elle était nouvelle, extraordinaire, comme elle n'avait pu être prévue à Vienne, il manquait absolument d'instructions à cet égard, mais qu'il savait seulement et qu'il devait dire qu'il n'était ni dans l'intention, ni dans la politique de S. M. l'Empereur et Roi, de transporter ainsi des États d'une main dans l'autre; mais que, de plus,

l'Empereur comptait que les Légations lui appartiendraient, et cela sans rien retrancher ou changer dans les possessions du grand-duc de Toscane, indépendamment d'une compensation pour ce que la République française consentait qu'il possédât en Bavière. Il n'a donc rien été arrêté sur ce point,

Dans le cours de la conférence, le ministre a déclaré que les intentions du premier Consul, par rapport au duc de Modène, étaient de s'en tenir à la stipulation du traité de Campo-Formio.

**La conférence s'est terminée à quatre heures. »**

a La conférence commença à trois heures de l'après-midi.

4<sup>e</sup> Conférence,  
27 juillet 1800.

Le ministre des relations extérieures fit observer au général Saint-Julien que, dans la longue conversation qu'il avait eue la veille avec le premier Consul, M. de Saint-Julien avait été à même de juger des principes dont le gouvernement ne se départirait jamais ; que le premier Consul ne s'opposait pas à ce que S. M. l'Empereur eût des dédommagements en Italie ; mais qu'il voulait une paix stable, et que, pour cela, il ne fallait pas qu'aucun gouvernement y fût trop prépondérant, surtout qu'il ne consentirait jamais à ce que l'Empereur eût des possessions qui rapprochassent trop ses États du royaume de Naples ; que, d'ailleurs, étant sincèrement dans l'intention de conclure une paix définitive, il proposait, pour accélérer, des articles préliminaires à M. de Saint-Julien, pour être expédiés par courrier à Vienne s'il les acceptait, et pour y être ratifiés. Le général Saint-Julien observa qu'il croyait plus utile, pour accélérer les relations, de s'y rendre lui-même. Après quelques légères discussions, on en convint de part et d'autre, et le général Saint-

Julien témoigna le désir de faire ses réticules en question. Après plusieurs propositions comme équivalents, on se sé et demie. »

3<sup>e</sup> Conférence.  
24 juillet 1900.

« La conférence s'est ouverte à neuf heures. Le général Saint-Julien proposa plus aux articles préliminaires. Un article auquel M. de Saint-Julien déclarait que, voir de signer un acte de négociation pouvait considérer ces articles préliminaires une convention provisoire entre le mir extérieures et lui, général, et cela sans obligatoire pour les deux gouvernements longs débats. Le ministre des relations senta que nul traité n'était obligatoire la ratification ; que le Consul, consid S. M. l'Empereur comme pouvoirs sur le général Saint-Julien, il devait éiter que les intentions de S. M. lui éte connues. Cependant, comme M. de St à représenter que ses ordres ne portaient à ce rapprochement, en manifestant les souverain à mesure que le gouvernement festerait les siennes, le ministre des relations déclara qu'une simple convention ne premier Consul, et que si l'on voulait vailler à un rapprochement et accélérer il n'y avait que ce moyen qu'il proposa.

Après quelques discussions, on convint le dernier article que ce ne serait que la ratification que les présents préliminaires gatoires.

re des relations extérieures crut par là conciliation positive du premier Consul de ne pourtir de la marche proposée, avec la réserve ral Saint-Julien croyait se devoir, faute de irs suffisants. »

## NOTE B.

Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, etc.  
Consul de la République française, au nom  
ançais, également animés du désir de mettre  
de la guerre par une paix prompte, juste et  
onvenus des articles préliminaires suivants :

Articles pré-  
liminaires du  
traité de paix.

Il y aura paix, amitié et bonne intelligence,  
l'Empereur et roi et la République française.  
usqu'à la conclusion d'une paix définitive,  
steront, tant en Allemagne qu'en Italie, res-  
lans la position où elles se trouvent, sans s'é-  
tage vers le midi de l'Italie. De son côté, S. M.  
oncentrer toutes les forces qu'elle pourrait  
s États du pape, dans la forteresse d'Ancône,  
la levée extraordinaire qui se fait en Tos-  
pêcher tout débarquement des ennemis de la  
rançaise à Livourne ou sur tout autre point

e traité de Campo-Formio sera pris pour  
acification définitive, sauf les changements  
ssaires.

i. M. I. ne s'oppose point à ce que la Répu-  
ise conserve les limites du Rhin, telles qu'on

en était convenu à Radstadt ; c'est-à-dire la rive gauche du Rhin, depuis l'endroit où le Rhin quitte le territoire de la Suisse, jusqu'à celui où il entre dans le territoire de la République batave ; et s'engage, de plus, à céder à la République française, la souveraineté et propriété du Frickthal et tout ce qui appartient à la maison d'Autriche entre Zurich et Bâle.

ART. 5. La République française n'entend pas garder Cassel, Kehl, Ehrenbreistein et Dusseldorf. Ces places seront rasées, sous condition qu'il ne pourra être élevé sur la rive droite du Rhin et jusqu'à la distance de trois lieues, aucune fortification, soit en maçonnerie, soit en terre.

ART. 6. Les indemnités que S. M. l'Empereur et Roi devait avoir en Allemagne, en vertu des articles secrets du traité de Campo-Formio, seront prises en Italie ; et quoiqu'on se réserve, lors de la pacification définitive, de convenir de la position et de la quotité desdites indemnités, cependant on établit ici pour base que S. M. l'Empereur et Roi possédera, outre les pays que lui accordait en Italie le traité de Campo-Formio, un équivalent à la possession de l'archevêché de Salzbourg et de la partie du cercle de Bavière située entre l'archevêché de Salzbourg, les rivières d'Inn et de Salza et le Tyrol, y compris la ville de Wasserbourg sur la rive gauche de l'Inn, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises et du Frickthal qu'il cède à la République française.

ART. 7. Les ratifications des présents articles préliminaires seront échangées à Vienne avant le vingt-sept thermidor.

ART. 8. Immédiatement après l'échange des ratifications, les négociations pour la paix définitive continueront. On conviendra, de part et d'autre, du lieu de la négocia-



tion. Les plénipotentiaires y seront rendus, au plus tard, vingt jours après ledit échange.

**ART. 9.** S. M. l'Empereur et Roi et le premier Consul s'engagent réciproquement, sous parole d'honneur, à tenir les présents articles secrets, jusqu'à l'échange des ratifications.

**ART. 10.** Les pouvoirs de M. de Saint-Julien étant contenus dans une lettre de l'Empereur au premier Consul, les pleins pouvoirs revêtus des formalités ordinaires seront échangés avec les ratifications des présents préliminaires, lesquels n'engagent les gouvernements respectifs qu'après la ratification.

Nous soussignés, avons arrêté et signé les présents préliminaires de paix, à Paris, le neuf thermidor an huit de la République française (vingt-huit juillet mil huit cent).

**CH. MAURICE TALLEYRAND. Le comte DE SAINT-JULIEN.**

**Le premier Consul de la République française, en vertu de l'article quarante-neuf de la Constitution, approuve et ratifie les stipulations préliminaires qui précèdent, convenues et signées, au nom de la République française, par le ministre des relations extérieures, Charles-Maurice Talleyrand, et au nom de S. M. l'Empereur et Roi, par le général-major comte de Saint-Julien, les plénipotentiaires respectifs étant fondés de pouvoirs à cet effet.**

**Fait au palais du gouvernement, le dix thermidor an huit de la République française.**

**BONAPARTE.**

**Par le premier Consul, le secrétaire d'État.**

**Hugues MARET.**

## NOTE C.

Pleins pouvoirs du citoyen  
Jos. Bonaparte.  
Paris, 30 octobre 1801.

Bonaparte, premier Consul, au nom du peuple français, ayant pour but d'opérer promptement le rétablissement de la paix et de la bonne harmonie qu'il est dans son intention de voir régner entre le peuple français et S. M. l'Empereur d'Allemagne, prenant entière confiance dans la fidélité du citoyen Joseph Bonaparte, conseiller d'État pour le service de la République, en vertu de l'article 49 de la Constitution, lui donne plein et absolu pouvoir, commission et mandement spécial, pour, au nom du peuple français, et avec M. le comte de Cobenzl, ministre des conférences, vice-chancelier de cour et d'État, pareillement muni de pouvoirs en bonne et due forme, convenir, arrêter, conclure et signer tels traités, articles, conventions, déclarations et autres actes qu'il jugera convenables bon être, promettant, au nom du peuple français, de tenir ferme et stable, accomplir et exécuter ponctuellement tout ce que ledit plénipotentiaire aura stipulé, promis et signé en vertu du présent pouvoir, comme aussi d'en faire expédier les lettres de ratification en bonne forme, et de les faire délivrer pour être échangées dans le temps dont il sera convenu. En foi de quoi sont données les présentes, signées, contre-signées et munies du sceau de la République.

## NOTE D.

Projet de traité  
envoyé par Tal-  
leyrand le 24  
Janvier 1801.

« S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et le premier Consul de la République française, au nom du peuple français, ayant également à cœur de faire cesser

s de la guerre, ont résolu de procéder à la conclusion d'un traité définitif de paix et d'amitié, et les congrès ne permettant pas que l'Empire soit puisse intervenir, par ses députés, dans la , S. M. I. et R., ayant égard à ce qui a été con-députation d'Empire au congrès de Radstadt, stipuler, au nom du corps germanique, s'en-faire donner sa ratification en bonne et due raité qui sera conclu.

quence de quoi, les parties contractantes ont r leurs plénipotentiaires, savoir, etc.

Il y aura paix, amitié et bonne intelligence, . l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême. ont en son nom qu'en celui de l'Empire ger-t la République française. La plus grande at-t apportée de part et d'autre au maintien d'un ord, et à prévenir toutes sortes d'hostilités par ar mer, pour quelque cause ou sous quelque e ce puisse être, en s'attachant avec soin à en-bonne intelligence heureusement rétablie. Au- s et protection ne seront donnés, soit directe-indirectement, à ceux qui voudraient porter l'une et à l'autre des parties contractantes.

La cession des provinces belgiques à la Républi-se, stipulée par l'article 3 du traité de Campo-t renouvelée ici de la manière la plus formelle ; e S. M. I. et R., pour elle et ses successeurs, tant qu'au nom de l'Empire germanique, renonce roits et titres aux susdites provinces, lesquelles édées à perpétuité, en toute souveraineté et pro-la République française; sont pareillement cé-publique française et du consentement formel e, par S. M. I. :

1° Le comté de Falkenstein avec ses dépendances ;

2° Le Frechthal et tout ce qui appartient à la maison d'Autriche sur la rive gauche du Rhin , entre Zurich et Bâle ; la République française se réservant de céder ce dernier pays à la République Helvétique.

ART... De même, en renouvellement et confirmation de l'article 6 du traité de Campo-Formio, S. M. l'Empereur et Roi possédera en toute souveraineté et propriété, les pays ci-dessous désignés, savoir :

L'Istrie, la Dalmatie et les îles en dépendant, les bouches du Cataro, la ville de Venise, les lagunes et les pays compris entre les États héréditaires de S. M. l'Empereur, la mer Adriatique et l'Adige, depuis sa sortie du Tyrol jusqu'à son embouchure dans la mer Adriatique ; et comme, par cette délimitation, les villes de Vérone et de Portogruaro se trouveront partagées, il sera établi sur le milieu des ponts desdites villes, des pont-levis qui marqueront la séparation.

ART... L'article 18 du traité de Campo-Formio est pareillement renouvelé, en cela que S. M. l'Empereur et Roi s'oblige à céder au duc de Modène, en indemnité des pays que ce prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgaw, qu'il possédera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénais.

ART... Il est convenu, en outre, que S. A. R. le grand-duc de Toscane, renonce pour elle et ses successeurs et ayant cause, au grand-duché de Toscane et à la partie de l'île d'Elbe qui en dépend, lesquels seront possédés en toute souveraineté et propriété par S. A. R. l'Infant, duc de Parme. Il sera pourvu aux moyens de procurer au grand-duc de Toscane une indemnité en Allemagne.

ART... S. M. l'Empereur et Roi, tant en son nom qu'en celui de l'Empire germanique, consent à ce que la Répu-

la France possède désormais en toute souveraineté et propriété, les pays et domaines situés à la rive gauche du Rhin, et qui feraient partie de l'Empire germanique, de manière qu'en conformité de ce qui avait été expressément consenti à Radstadt par la députation de l'Empire, le talweg du Rhin soit désormais la limite entre la République française et l'Empire germanique, savoir : depuis l'endroit où le Rhin quitte le territoire helvétique jusqu'à celui où il entre dans le territoire badois.

En conséquence de quoi, la République française consent à restituer les places de Dusseldorf, d'Ehrenbreitstein, de Philipsbourg, le fort de Kehl et le vieux Brisach, après avoir fait démolir les fortifications et sous la condition expresse qu'elles ne seront pas relevées.

Il est néanmoins entendu que les faubourgs et forts de la rive droite du Rhin, resteront à la République française dans l'état où ils se trouvent.

ART... Et comme, par suite de la cession que fait l'Empire à la République française, plusieurs princes et seigneurs d'Empire se trouvent particulièrement dépossédés tout ou en partie, tandis que c'est à l'Empire germanique, collectivement, à supporter les pertes résultant des dispositions du présent traité, il est convenu entre S. M. I., en son nom qu'au nom de l'Empire germanique, et la République française, qu'en conformité des principes généralement établis au congrès de Radstadt, l'Empire s'engage à donner aux princes héréditaires qui se trouvent dépossédés à la rive gauche du Rhin, un dédommement qui sera pris dans le sein dudit Empire.

ART... Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il est convenu, ainsi qu'il avait été par les articles 4 et 10 du traité de Campo-Formio,

que sans aucune en apparteniront, se chargeront des autres contributions sur le sol desdits pays ; mais attendu les difficultés qui sont survenues à cet égard, sur l'interprétation desdits articles du traité de Campo-Formio, il est expressément reconnu que la République française ne prend à sa charge que les dettes résultant d'emprunts immédiatement contractés par les Etats des pays cédés, ou de dépenses faites par l'administration effective desdits pays.

ART. ... Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il sera accordé à tous les habitants et propriétaires quelconques, main-levée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu. Les parties contractantes s'obligent à acquiescer tout et qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par des personnes particulières, ainsi que par les établissements publics desdits pays, et à payer ou rembourser toute rente constituée sur chacune d'elles. En conséquence de quoi, il est expressément reconnu que les propriétaires d'actions de la Banque de Vienne devenus Français, continueront à jouir du paiement de leurs actions et en toucheront les intérêts acquis au 1<sup>er</sup> janvier, nonobstant tout séquestre et toute dérogation résultant de ce que les propriétaires devenus Français, n'ont pu recevoir les trente et le cent pour cent demandés aux actionnaires de la banque de Vienne par S. M. l'Empereur et Roi.

ART. ... Le présent traité de paix sera déclaré commun aux Républiques Batave, Cisalpine, Helvétique et Ligurienne. Les parties contractantes se garantissent mutuellement l'indépendance desdites Républiques, et la faculté aux peuples qui les habitent d'adopter telle forme de gouvernement qu'ils jugeront convenable.

ART. ... S. M. I. et R. renonce pour elle et ses successeurs, en faveur de la République Cisalpine, à tous les



droits et titres provenant de ces droits que Sadite M. pourrait-prétendre sur les pays qu'elle possédait en Italie, avant la guerre, et qui, aux termes de l'article 8 du traité de Campo-Formio, font maintenant partie de la République Cisalpine, laquelle les possèdera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

ART... S. M. I. et R., tant en son nom qu'au nom de l'Empire germanique, confirme la ratification déjà donnée par le traité de Campo-Formio, à la réunion des ci-devant fiefs impériaux à la République Ligurienne.

ART... Conformément à l'article 11 du traité de Campo-Formio, la navigation de l'Adige, servant de limite entre les États de S. M. et ceux de la République Cisalpine, sera libre, sans que de part ni d'autre on puisse y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment armé en guerre.

ART... Les articles 12, 13, 15, 16, 17, 19, 21 et 23, du traité de Campo-Formio, sont pareillement rappelés pour être exécutés suivant leur forme et teneur, comme s'il étaient insérés mot à mot dans le présent traité.

ART. DERNIER. Les armées françaises n'évacueront le territoire, soit des pays héréditaires de l'Autriche et de ses nouvelles acquisitions en Italie, soit de l'Empire, et les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, ne cesseront d'avoir lieu qu'après que le présent traité aura été ratifié par l'Empereur et l'Empire, et lesdites ratifications échangées. »

## NOTE E.

« Citoyen, les habitants des départements réunis m'ont adressé divers mémoires concernant les sommes considé-

Talleyrand à  
Joseph. Paris.

rables qu'ils ont à répéter de l'Empereur, soit comme actionnaires de la banque de Vienne, soit comme bailleurs de fonds dans les emprunts faits en son nom par la veuve de Netline et fils, son banquier à Bruxelles.

J'aurais pu me borner à vous envoyer les extraits ci-joints de ces mémoires; mais ils sont rédigés avec si peu de clarté et de précision, que je crois devoir, pour leur intelligence, réunir sous une même analyse ce qu'il y a de plus important et y ajouter quelques réflexions particulières.

Les créances des habitants des ci-devant provinces belgiques sur l'Empereur, se composent de deux espèces: 1<sup>o</sup> des fonds versés par eux, en différents temps, dans la banque de Vienne; 2<sup>o</sup> des sommes qu'ils ont prêtées à ce prince ou à ses prédécesseurs.

Les fonds placés sur la banque et séquestrés à l'époque de l'invasion de la Belgique, montent à peu près à une somme de 50 millions de florins d'Allemagne, c'est-à-dire cent vingt-huit millions cinq cent soixante-onze mille quatre cent vingt-huit livres tournois.

Les actions de la Banque portaient intérêt de quatre pour cent, ce qui donne deux millions par an, et pour les six échus, qui n'ont point été payés depuis la conquête de la Belgique, douze millions de florins ou 30,857,142 l. t., qui, ajoutées au capital, forment, au profit des actionnaires, une créance de 159,428,571 l. t.

Quant aux emprunts qui forment la deuxième espèce de créance des habitants de la Belgique, vous en trouverez ci-joint le tableau sous le numéro 1; ce tableau ne porte la somme due par l'Empereur qu'à 66,379,426 l. t., y compris le capital et les six années d'intérêt échues, tandis que le mémoire numéroté 2 la fait monter, intérêt et capital réunis, à 92,764,285 l. t.; mais vous obser-

verez que cette différence vient, sans doute, de ce que le tableau, comme il l'indique lui-même, ne fait pas mention d'un emprunt fait par l'Empereur un peu avant notre entrée dans la Belgique. Sur ce point, je demanderai des renseignements plus précis au préfet des Deux-Nethes ; en ce moment, il vous suffira d'une donnée approximative.

Le 27 frimaire an VII, l'Empereur ordonna, par une déclaration, que tous les propriétaires d'actions eussent à doubler leur mise, sous peine d'être rayés du tableau des actionnaires de la banque. Vraisemblablement, il voudra se prévaloir de cette ordonnance contre ceux qui n'y auront pas obéi ; mais vous objecterez qu'un arrêté du gouvernement français défendant sous des peines très sévères l'exportation du numéraire, les habitants des pays réunis ont dû, avant tout, obéir aux lois du gouvernement sous lequel ils vivaient ; qu'une telle déclaration d'ailleurs ne se peut légitimement invoquer, étant hors de toutes les idées de justice, et que jamais débiteur n'a pu s'acquitter envers son créancier avec une ordonnance de forclusion, s'il ne répond à un nouvel appel de fonds. Très peu d'actionnaires paraissent avoir fourni le doublement demandé, et si nous admettions les prétentions de l'Empereur, une foule d'établissements publics et de familles particulières, qui ont placé toute leur fortune dans les fonds de la banque, seraient ruinés sans ressources ; ainsi vous ne devez vous relâcher en rien à cet égard, et il doit être stipulé que : « Tous les porteurs d'obligation sur la banque de Vienne qui n'auraient pas obtempéré à l'ordonnance de l'Empereur du 27 frimaire an VII, seront, notwithstanding cette circonstance, maintenus dans leurs créances et privilèges et traités à cet égard, sur le même pied que les propriétaires des pays héréditaires. »

La liste des sùquestres mis sur les deniers dus par les sujets de l'Empereur. banques, corporations, administrations et caisses publiques de ses pays héréditaires, n'est sans doute pas de contradiction ; elle a, d'ailleurs, formellement été stipulée par l'article 2 du traité de Campo-Formio ; mais quant aux emprunts, j'appelle toute votre attention sur l'article 4 du même traité qui stipule leur reversibilité à notre charge.

Non-seulement cette clause était très onéreuse à la République française, puisqu'elle la constituait débitrice envers les départements réunis d'une somme de cent millions, elle était même contraire au droit public du Brabant et au texte formel de ses constitutions ; je m'explique, il se faisait pour l'Empereur deux sortes d'emprunts, dans les ci-devant Pays-Bas autrichiens ; les uns constitutionnels qui étaient garantis par les États et hypothéqués spécialement sur le subside annuel qui lui était accordé ; les autres inconstitutionnels qui avaient lieu au nom propre et personnel de l'Empereur, et que les États ne garantissaient pas : ceux dont il est ici question sont de cette nature. Les octrois de leur création portent bien que le prince hypothèque ses domaines belgiques, mais comme il n'en était qu'usufruitier, cette hypothèque est illusoire. Il n'a pu en aucun cas les aliéner, les engager, ni même les charger sans le consentement des États provinciaux, et ce consentement, il ne l'a ni demandé, ni obtenu.

Il résulterait de cette distinction, que de ces deux sortes d'emprunts, l'une devait être considérée comme dette nationale, l'autre comme dette personnelle à l'Empereur ; qu'en succédant aux États provinciaux, nous ne pourrions être légitimement chargés que des dettes constitutionnellement faites, c'est-à-dire garanties par ces mêmes États, et que tous les emprunts faits par l'Empereur et non re-

stus de leur sanction, devraient rester à sa charge et être par lui remboursés, ainsi que les intérêts, aux époques déterminées par ses octrois.

Peut-être ne fera-t-on pas de difficulté de convenir du principe en général ; mais comme il est toujours permis, dans un traité, de déroger aux maximes et coutumes de toute espèce de droits publics, et qu'il suffit, pour cela, du concours unanime des deux parties contractantes, on ne manquera pas de vous objecter ce même article du traité de Campo-Formio qui laisse en effet supposer que cet objet a été débattu et consenti enfin de notre part. Toutefois, si nous ne pouvons faire de cette répétition un point de droit incontestable, à raison des stipulations antérieures, du moins peut-elle devenir l'objet d'un débat très raisonnable, et c'est surtout dans la nature des diverses hypothèques fournies par l'Empereur dans ces sortes d'emprunts, que vous puiserez d'excellents arguments contre lui. En effet, vous remarquerez que la garantie qu'il offrait aux prêteurs en hypothéquant ses domaines belgiques, était irrégulière, si peu solide au fond, que pour plus grande sûreté, les prêteurs avaient exigé une arrière hypothèque spéciale sur les finances allemandes, et par dessus cette double garantie, le dépôt encore de plusieurs actions de la Banque qu'il a eu soin de faire retirer peu avant l'invasion de la Belgique par nos armées ; l'Empereur reconnaissait donc implicitement qu'il n'avait pas le droit d'aliéner ses domaines, et de fait il ne pouvait engager que le revenu, en l'assignant, soit pour le remboursement des intérêts, soit pour l'extinction du capital.

A toutes ces raisons auxquelles on ne peut répondre qu'en objectant les stipulations antécédentes, vous en ajouterez une dernière, sans réplique ; l'Empereur reçoit les États de Venise comme une indemnité équivalente de la

Belgique; toute dette d'ailleurs à part, s'il prétend que nous nous chargions de celles qu'il a faites en son nom personnel. L'équité veut qu'il nous privilégie aussi d'une somme égale sur les États de Venise, ou bien, toute balance, toute égalité, est détruite de fait.

Cette même question a eu lieu au Congrès de Radstadt, à l'égard des princes dépossédés : on admit, de part et d'autre, la distinction des dettes personnelles et des dettes contractées, et il fut convenu que le transport des dettes privées, ainsi que leur hypothèque, se feraient des pays cédés à la République française sur les États qu'ils recevaient en indemnité.

## NOTE F.

Extrait de  
S. M. I. adressé  
à l'Assemblée de  
la Diète générale  
du 20 mars 1806  
concernant la  
paix, 20 mars.

« S. M. I. a vu, par le *conclusum* de l'Empire du 20 avril dernier, que la Diète générale de l'Empire germanique, après avoir mûrement délibéré sur le décret de la commission impériale du 3 mars dernier, relatif à la coopération des États de l'Empire à la convention particulière nécessaire pour terminer entièrement l'œuvre de la paix, est convenu et a arrêté ce qui suit :

« S. M. I. sera priée respectueusement, dans un très humble *conclusum*, de vouloir bien se charger de préparer l'aplanissement de tous les objets qui, d'après le traité de Lunéville du 9 février de cette année, ont été réservés pour un arrangement particulier afin de terminer par l'œuvre de la paix, d'après la connaissance exacte qu'elle a de l'enchaînement des négociations, d'après sa sagesse et sa sollicitude constante pour



« le bien-être et la prospérité générale de l'Allemagne,  
 « de chaque État de l'Empire de l'ordre Équestre et  
 « pour la tranquillité et le bonheur de tous les sujets de  
 « l'Empire, et particulièrement dans le cas dont il s'agit,  
 « avec cette attention qui est dans la bonté de cœur de  
 « S. M. I., et qui tendra à alléger, autant qu'il sera pos-  
 « sible, la perte et le dommage qui résulteront pour l'Em-  
 « pire et les individus qui en souffriront, des sacrifices et  
 « changements qu'une nécessité indispensable et la loi du  
 « bien général de l'Empire pourront exiger. S. M. I. sera  
 « aussi priée de communiquer à la Diète les résultats des  
 « démarches qu'elle aura faites avant qu'ils n'aient été  
 « fixés et arrêtés, afin qu'elle délibère promptement à ce  
 « sujet, et soumettre la décision qui sera prise de la rati-  
 « fication de S. M. I. »

En considération de l'évidente importance de l'objet de ce *conclusum*, S. M. I. s'est fait un devoir d'en examiner le contenu sous tous ses rapports et différents points de vue. Elle a apporté, en sa qualité de chef suprême de l'Empire, l'attention la plus scrupuleuse à cet examen, dont elle présente maintenant le résultat à la Diète générale dans la déclaration suivante, qui est conforme à la constitution subsistante de l'Empire, aux sentiments paternels de son chef, et porte en même temps le caractère de la plus grande franchise.

S. M. I. peut admettre que la négociation préparatoire dont elle a été chargée se rapporte au gouvernement français, quoiqu'il n'en soit rien dit dans le *conclusum*, et que plusieurs votes qui ont été comptés avec la majorité paraissent renfermer un autre sens au sujet initiative.

S. M. I. établit ensuite, en se fondant en cela sur la nature des choses, le sens propre et verbal et les termes usités dans le droit public et les négociations, que la pré-

paration à faire auprès du gouvernement français, en prenant dans toute son étendue, ne contient proprement pas des pouvoirs pour négocier, et encore moins pour arrêter et signer. S. M. I. fut encore confirmée davantage dans cette opinion, par la considération que MM. les ministres plénipotentiaires à la Diète, auxquels la terminologie du droit public et diplomatique est si familière, n'auraient sûrement servis des termes très communs et usités dans ces sortes d'affaires, si la majorité des votes des États de l'Empire avait voulu la charger de plus d'un travail préparatoire.

Ces considérations amènent les questions suivantes :

Le gouvernement sera-t-il disposé à prendre part à ce travail préparatoire, les pouvoirs donnés à cet effet étant si limités? Et quand même cette participation ne sera pas tout de suite déclinée à la première proposition, voudra-t-il entrer assez avant dans le matériel d'une pareille négociation pour que les résultats qui en sortiront puissent être considérés comme une base solide pour une nouvelle délibération de la Diète, qui pourrait servir à diriger la formation du *conclusum* qui sera soumis à S. M. I.

L'exemple du congrès de paix, tenu il y a quelques années à Radstadt, contredit cette supposition; le gouvernement français n'ayant pas alors voulu traiter que jusqu'à ce que la députation de l'Empire eût reçu des pouvoirs limités, et ce qui est arrivé tout récemment doit, en comparant avec le contenu du *conclusum*, donner de telles indications sur les intentions sinon certaines, du moins très vraisemblables du gouvernement français qu'on ne peut pas attendre et encore moins garantir un résultat satisfaisant et conforme aux vœux exprimés dans ledit *conclusum*. C'est sur ces raisons, sans parler d'autre

ent de la nature d'une commission aussi évènements qui ont eu lieu, que se fondection de S. M. I., qu'elle manifeste ici avec anchise, savoir que le but que la Diète géposé en priant S. M. I. de se charger des préparatoires, ne sera pas atteint.

rs votes, le cas a déjà été prévu que S. M. I. des motifs assez importants pour se faire pter une pareille commission, uniquement raisons alléguées, et pour ne point exposer chef suprême à être compromise par une rait sans succès. S. M. I. ne peut se réter la commission de la Diète générale ni à sa qualité de chef suprême de l'Empire, *conclusum*. Cependant S. M. I., accoutums empressée de ne point s'écarter de la li la constitution, donne son assentiment à de l'Empire dans la forme usitée d'une déla Diète de l'Empire, puisque la majorité uit prononcée sur les différents modes de l'Empire, savoir :

s pouvoirs à donner à S. M. I.;  
 itation extraordinaire de l'Empire;  
 ération de la Diète elle-même (en écartant iers modes proposés par plusieurs États, et aussi par S. M. I., en qualité d'État de aveur de la coopération de la Diète assem-  
 hef suprême; il n'est plus dans les attribu-  
 rprême d'approuver un des premiers modes  
 ion, qui seraient cependant très propres à  
 re de la paix, qui est encore à terminer.  
 rincipaux, qui sont encore à régler par une  
 rticulière pour compléter la paix, sont, au

reste, connus par le traité de Lunéville ratifié réciproquement, et, d'après la connaissance que S. M. I. a de la négociation de paix de Lunéville, il ne faut, pour pouvoir bien examiner et juger ces objets, que des connaissances historiques en droit public et statistique auxquelles tous ont le même accès, et qui peuvent être ratifiées de la manière la plus sûre par ceux qui ont un intérêt particulier à leur discussion.

Dans cet état des choses où la Diète de l'Empire a donné la préférence à la coopération des États de la Diète par l'Empire assemblé sous son chef, les Rapports qui existent entre les États de l'Empire et son chef suprême, et la manière de traiter les affaires de l'Empire, exigent (et ce sera une des premières opérations de la Diète de l'Empire) qu'un *conclusum* complet sur les objets à régler pour compléter la paix par une convention particulière, soit soumis, aussi promptement que la discussion convenable de cette affaire peut le permettre, à la ratification de S. M. Impériale. S. M. I. attend avec une sollicitude paternelle la remise de ce *conclusum*, qui satisfera à son attente si la Diète générale, en le formant, se dirige d'après les règles qu'elle a déjà établies en général, avec beaucoup de sagesse, dans son dernier *conclusum*.

S. M. I. est au surplus, etc, etc. »

Suit le protocole usité à la fin des décrets impériaux.

## TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME DEUXIÈME.

Introductions relatives au traité de Lunéville. — Introduc-

	1
de Lunéville.	45
Introductions de Mortefontaine et de Paris, faisant suite	
au traité de Lunéville.	353
A.	423
B.	429
C.	432
D.	432
E.	437
F.	442

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

NEG



**HISTOIRE**  
**DES**  
**ASSOCIATIONS DIPLOMATIQUES**  
**RELATIVES AUX TRAITÉS**  
**DE MORTFONTAINE, DE LUNÉVILLE ET D'AMIENS.**



---

L'éditeur et l'auteur de cet ouvrage se réservent le droit de le traduire ou de le faire traduire en toutes langues. Ils poursuivront, en vertu des lois, décrets et traités internationaux, toutes contrefaçons ou rééditions non autorisées sans les motifs de leurs droits.

---

**HISTOIRE**  
**DES**  
**ATIONS DIPLOMATIQUES**

**RELATIVES**  
**AUX TRAITÉS**  
**NTAINE, DE LUNÉVILLE ET D'AMIENS**

**POUR FAIRE SUITE**  
**AUX**  
**MOIRES DU ROI JOSEPH**

**PRÉCÉDÉE**  
**SPONDANCE INÉDITE DE L'EMPEREUR NAPOLÉON I<sup>er</sup>**  
**AVEC LE CARDINAL FESCH**

**PUBLIÉ**  
**PAR A. DU CASSE.**

**TOME TROISIÈME**

**PARIS**  
**. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR**  
**S-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, 13.**

**De cet ouvrage se réservant le droit de traduction et de reproduction à l'étranger.**

**1855**



# NÉGOCIATIONS

RELATIVES

## AU TRAITÉ D'AMIENS.

---

### INTRODUCTION.

---

La France et l'Angleterre, avant d'en arriver aux négociations de M. Otto et de lord Hawkesbury, aux préliminaires signés par ces deux plénipotentiaires, enfin, au traité d'Amiens, qui en fut la conséquence et la consécration, essayèrent à plusieurs reprises d'entrer en arrangement pour la paix. Ces deux tentatives échouèrent toujours, soit que les prétentions fussent exagérées d'un côté ou de l'autre, soit qu'il fut évident que l'une des deux ne fût pas sincère dans son désir de mettre fin aux hostilités. Toujours est-il que, près chaque traité conclu avec l'Empereur, on avait voulu tenter un accommodement, et que, tôt ou tard, les conférences étaient rompues.

C'est vers le milieu de 1796 (6 septembre), la Grande-

Bretagne fit faire des ouvertures au Directoire par le ministre de Danemark à Londres. A la suite de cette première démarche, lord Malmesbury, diplomate habile, ami de lord Granville chef du cabinet anglais, se rendit à Paris, où il arriva le 21 octobre, muni de pleins pouvoirs pour négocier et conclure. Le Directoire ne fut pas long-temps à s'apercevoir que les propositions de lord Malmesbury n'étaient pas plus sérieuses que celles faites l'année précédente par M. Wickham ; aussi, après deux mois de pourparlers, d'échanges de notes, de courriers expédiés à Londres, les conférences furent rompues, et le plénipotentiaire anglais quitta Paris (21 décembre).

Le traité de Campo-Formio, entre la France et l'Autriche, ayant été signé le 17 octobre de l'année suivante, on essaya de nouvelles négociations. L'issue n'en fut pas plus heureuse. Lord Malmesbury, désigné de nouveau par lord Granville, au grand regret du Directoire, qui ne voyait pas dans le choix de ce diplomate un grand désir d'arriver à un arrangement, se rendit à Lille, lieu fixé pour les conférences (4 juillet 1797).

Le gouvernement français ne s'était pas trompé ; le cabinet anglais était beaucoup plus désireux de faire croire à la nation qu'il voulait la paix et que la France ne la souhaitait pas, que de la vouloir réellement (1). Le 16 octobre, les conférences furent rom-

---

(1) Cela paraît résulter, d'une manière positive, d'une lettre très curieuse de lord Malmesbury à lord Granville, lettre écrite par ce plénipotentiaire lors de son départ de Lille, et qu'on trouvera à la fin de ce volume (Note A).



pues de nouveau, et la Grande-Bretagne resta seule, les armes à la main, en face de la France.

Après la signature du traité de Lunéville en 1801, l'Angleterre se retrouva, vis-à-vis le gouvernement du premier Consul, dans la position où elle s'était trouvée quatre années auparavant à l'égard du gouvernement directorial, après le traité de Campo-Formio.

Le premier Consul, cependant, fort de la puissance qu'il avait acquise à force de génie et de victoires, désirait ardemment rendre la paix au monde. Bien que repoussé dans ses différentes tentatives auprès du gouvernement anglais pour arriver à ce but, il ne désespéra pas de vaincre la résistance du cabinet britannique. Par ses ordres, et avec le simple titre de commissaire chargé de traiter de tout ce qui était relatif aux prisonniers, M. Otto, agent fort habile, reçut la mission très délicate de se rendre à Londres et de tâter le terrain pour arriver à des négociations sérieuses.

M. Otto comprit parfaitement le rôle important qu'il avait à jouer, et il s'en acquitta avec une si grande adresse, il sut si bien se concilier en Angleterre les hommes du parti de la paix, qu'à la chute du ministère Pitt, le 8 février 1801, on pouvait raisonnablement espérer un rapprochement entre les deux gouvernements.

Lord Hawkesbury (depuis lord Liverpool) venait de remplacer au ministère des affaires extérieures lord Granville. Quelque temps après son entrée aux affaires, il fit connaître à M. Otto, que le Roi était disposé à entrer en négociations.

Les conférences ne tardèrent pas à s'ouvrir, et, le 12 octobre, les notifications des *articles préliminaires* d'un traité définitif à conclure de concert avec les alliés des puissances contractantes, traité qui devait rendre la paix au monde, furent échangées à Londres.

En vertu de l'article 15 de ces préliminaires, des plénipotentiaires devaient être nommés et se rendre à Amiens. Le gouvernement de la Grande-Bretagne désigna lord Cornwallis, homme très haut placé dans l'opinion publique en Angleterre; le premier Consul chargea, pour la troisième fois, son frère Joseph de cette mission importante et toute de confiance; l'Espagne envoya le chevalier Azara, et la République Batave, M. Schimmelpenninck; mais ces deux derniers furent appelés seulement aux conférences dans lesquelles il était question des intérêts de leurs pays.

Lord Cornwallis vint d'abord à Paris (le 24 novembre 1801). Il y eut quelques conférences préliminaires avec Joseph Bonaparte, ainsi qu'on le verra par les documents officiels qui vont suivre, puis il se rendit à Amiens.

Nous ferons précéder l'histoire des négociations et les documents officiels qui s'y rapportent, de quelques pièces importantes et des instructions envoyées à Joseph par M. de Talleyrand.

Deux jours avant la signature des préliminaires entre la France et la Grande-Bretagne, la paix fut également faite entre la France et le Portugal.

Lorsque l'Espagne se fut alliée au gouvernement français, ce dernier décida Charles IV, qui n'était

par le fait que le premier sujet du prince de la Paix, à déclarer la guerre au Portugal, afin que les ports de cette puissance fussent fermés aux Anglais. Le premier Consul suivit la même politique que le Directoire, à l'égard de ces deux pays. Au mois d'avril 1801, une armée française, commandée par le général Leclerc, entra en Espagne, le prince de la Paix envahit le Portugal, et l'expédition aboutit à un traité signé à Badajoz, le 6 juin 1801, entre l'Espagne et le Portugal.

Le premier Consul fut mécontent de ce traité; il ne voulait pas que l'Espagne déposât les armes avant d'avoir conquis le quart du royaume de son adversaire, afin d'avoir à donner une compensation pour les Antilles et la Trinité.

Ce traité de Badajoz ne rétablit pas la paix entre la France et le Portugal; mais, le 29 septembre suivant, Lucien Bonaparte, frère du premier Consul, alors ambassadeur à Madrid, et Cyprien Bibeiro Freire, ministre du Portugal à la cour d'Espagne, signèrent un traité de paix entre les deux pays.

C'est à ces divers traités que se rapportent les documents qui suivent :

• La guerre contre le Portugal étant suivie avec chaleur, et la province d'Alentejo ayant été conquise par les Espagnols, le prince régent s'est empressé d'expédier M. de Pinto, avec des pleins pouvoirs, pour traiter de la paix. La négociation s'est ouverte à Badajoz. Il en est résulté une espèce de traité, dont les stipulations principales sont : que tous les ports

Note remise  
par le citoyen  
Otto à lord Haw-  
kesbury. Paris,  
10 juin 1801.

et rades de Portugal, tant en Europe que dans les autres parties du monde, seront fermés aux vaisseaux anglais de guerre et de commerce, et demeureront ouverts à ceux de la France et de ses alliés jusqu'à la conclusion de la paix entre la France et l'Angleterre.

Que les limites entre les deux Guyanes seront déterminées à l'avenir par le Rio-Arawari, dont la navigation, dans tout son cours, sera commune aux deux pays.

Que les relations commerciales entre les deux pays seront fixées par un traité de commerce; qu'en attendant, les denrées et marchandises provenant du sol et des manufactures de chacun des deux pays seront réciproquement admises, sans pouvoir être assujetties à aucune prohibition, ni à aucun droit qui se frapperaient pas également sur les denrées et marchandises analogues importées par d'autres nations: que les draps français pourront être immédiatement introduits en Portugal, et sur le pied des marchandises les plus favorisées.

De plus, ce traité renferme la stipulation d'une indemnité en faveur du gouvernement français.

Mais quels que soient les avantages qui résulteraient de ce traité, le soussigné est chargé de faire connaître à S. Exc. Mylord Hawkesbury que l'instrument signé entre les plénipotentiaires respectifs, ne sera point ratifié par le premier Consul; et qu'il n'est considéré par lui que comme un protocole de conférence plutôt comme le projet que comme le texte d'un traité définitif, attendu que le premier Consul est déterminé à ne point se désister de la déclaration faite



Lorient à M. d'Arenjo, que la paix avec la cour de Lisbonne ne serait conclue qu'autant que les alliés occuperaient trois provinces du Portugal qui puissent servir de compensation pour les colonies, au moment de la paix générale.

Le soussigné doit ajouter que, tout en ordonnant aux armées françaises de se mettre en disposition de continuer les attaques contre le Portugal, le premier Consul a cru, dans cette circonstance, devoir aux soumissions du gouvernement portugais, de remettre le sort de ce pays entre les mains du cabinet britannique lui-même, qui est appelé à en décider par la réponse qu'il fera aux dernières propositions qu'il a reçues, savoir; s'il voulait admettre le *status ante bellum* pour le Portugal, comme servant d'équivalent au *status ante bellum* pour l'Amérique.

Le gouvernement britannique ne pourra s'empêcher de voir, dans la franchise de cette démarche, le désir de ménager une puissance faible, qui n'a joué dans cette guerre que le rôle de province anglaise, et d'éviter tout ce qui, en donnant encore de l'exaspération aux deux cabinets, nuirait aux négociations entamées entre eux, et préparerait à l'humanité de nouveaux sujets de larmes. »

ARTICLE SECRET DU TRAITÉ DU 29 SEPTEMBRE 1801.

« S. A. R. s'engage à payer à la République Française la somme de vingt millions de livres tournois, à titre d'indemnité, pour les dépenses de la guerre.

Le paiement en sera fait immédiatement après l'é-

change des ratifications, soit en a  
soit en pierreries, soit en effets et  
merce, à diverses échéances dont la  
sera pas de plus de douze mois. »

ARTICLE SECRET DES PRÉLIMINAIRES E  
ET L'ANGLETERRE.

« Il est entendu, entre les partie  
que par le sixième article concern  
aucun obstacle n'est opposé, soit a  
qui ont eu lieu, entre les cours de M  
bonne, pour fixer leurs frontières e  
ceux qui peuvent être pris entre le g  
France et celui de Portugal, pour  
de leurs territoires dans la Guyan  
cette fixation de limites n'excède en  
fixé par le traité signé à Badajoz, l  
entre les ministres de France et de F  
muniqué par le plénipotentiaire fran  
dans sa note du 18 du même mois. »

Lorsque la signature des pré  
M. Hawkesbury et M. Otto, réglan  
conditions de la paix entre la Franc  
eut rendu nécessaire un congrès po  
nitif, M. de Talleyrand, ministre de  
rieures, adressa à Joseph les instruc

« Tout ce qu'il y a de plus import  
fication entre la France et l'Angleter  
glé par les préliminaires; et, à la rig

peut-être de changer le mot et de mettre au présent ce qui est au futur, pour en faire un traité définitif.

Cependant, il faut prévoir que, de part et d'autre, on aura le désir, peut-être le besoin, de provoquer quelques développements et d'ajouter quelques articles. Ainsi, par exemple, de la part de la République, il conviendra de demander :

1° L'énumération nominale des objets restitués par la Grande-Bretagne.

2° Quelques clauses relatives à l'Inde et qui puissent y assurer, tant la jouissance des établissemens rendus, que la faculté de les fortifier, et une liberté raisonnable de navigation et de commerce.

3° La stipulation de quelques arrangements reconnus plus utiles pour la pêche de Terre-Neuve que ceux arrêtés par le traité de 1783.

4° Quelques explications par rapport aux séquestres et dont l'effet soit de garantir le commerce français des poursuites qui pourraient être dirigées contre lui, en raison d'événemens indépendans de sa volonté et dont lui-même a été la victime de la part de l'Angleterre.

Il faut s'attendre qu'il sera demandé :

1° de désigner la puissance par qui Malte sera garantie.

2° De remettre en discussion l'article des prisonniers, relativement aux frais respectifs de leur entretien.

3° De revenir pareillement sur la question de Tabago. Il faut prévoir encore que le gouvernement britannique voudra peut-être, dans la négociation



d'apparat qui va s'ouvrir à Amiens, téréts du roi de Sardaigne, s'immis de Hollande, d'Italie, d'Allemagne le rappel des traités antérieurs de trecht, prétention qui cacherait plu pensée, et surtout celle de mettre ol tages que nous pourrions obtenir e des arrangements particuliers.

Il s'agit donc d'établir ici notre moyens, par rapport aux objets qu demander, et par rapport aux préte avons à repousser.

#### 1° Énumération des objets restitu

L'article 2 des préliminaires, proi que une restitution générale et sans e tes ses possessions et colonies, occup pendant la guerre actuelle par les Il paraît nécessaire que le traité nominativement ces possessions et précaution est surtout nécessaire p établissements dans l'Inde, qui se nombre de comptoirs et de factoreri mêmes ne nous sont pas familiers.

#### 2° Clauses par rapport à l'Inde :

Après avoir stipulé la restitution plète, il faudra parvenir à faire stipteur, la faculté de fortifier les lieux diction française, la liberté de nav mers de l'Inde, dans le Gange et dar res, une liberté pareille de commerc tie même du gouvernement britanni

ls du pays, et l'obligation, par les Anglais, de  
nir aux établissements français des vivres et au-  
denrées, d'après un tarif convenu et au même  
que les diverses fournitures se font entre les An-  
eux-mêmes ; car, sans toutes ces précautions,  
établissements dans l'Inde demeureraient, comme  
le passé, dans une dépendance absolue des An-  
s, et ils seraient plus onéreux qu'utiles à la Ré-  
ique.

Pêcheries :

l'article 13 des préliminaires, rétablit, par rap-  
à la pêche, les choses sur le pied où elles étaient  
et la guerre, c'est-à-dire qu'il remet à cet égard,  
igneur, le traité de 1783 ; et, par ce traité, nous  
ions obtenu que les îles de Saint-Pierre et Mique-  
avec la liberté de la pêche depuis le cap Saint-  
jusqu'au cap Raye en passant par le nord de  
, ce qui ne nous donnait que la côte occidentale  
ne partie de celle qui est au Nord-Est. Il a été re-  
nu, par l'expérience, que cette concession n'était  
avantageuse à la République, que la côte occi-  
tale de Terre-Neuve ne fournissait une pêche ni  
e, ni abondante, et que c'était au contraire à l'est  
u sud de l'île qu'il était avantageux de pouvoir  
dir ses pêcheries. C'est en conséquence des mé-  
res fournis sur cette matière, par les premiers né-  
ateurs envoyés à Lille, et spécialement par le ci-  
n Pléville Peley, qu'on propose un arrangement  
veau, par lequel la République française, renon-  
aux îles Saint-Pierre et Miquelon ainsi qu'aux  
ts à elle acquis par le traité de 1783, obtiendrait

en toute propriété et souveraineté toute la partie des côtes de Terre-Neuve qui s'étend depuis le cap d'Ognon jusqu'au cap Raye inclusivement, avec les îles adjacentes, c'est-à-dire toute la côte orientale, laissant à l'Angleterre tout ce qui est à l'Occident et au Sud.

On proposera de plus, de stipuler la liberté de la pêche de la baleine et de tout autre poisson dans les mers du nord, du Groënland, de l'Islande, ainsi que dans les mers d'Allemagne et sur les Doggers-Bank; et comme il est reconnu que les mers septentrionales paraissent s'épuiser en baleines, tandis que les mers du sud présentent aujourd'hui plus de richesses à cet égard, on insistera pour obtenir un établissement aux îles Malouines. Enfin, on demandera de déclarer, par un article spécial du traité de pacification, que, dans les guerres subséquentes, s'il s'en élève, la pêche demeurera, de part et d'autre, libre et respectée.

C'est ainsi qu'on réunira dans quatre articles tout ce qui concerne les pêcheries, et si l'on en obtient l'insertion au traité définitif, on a la persuasion qu'on aura acquis pour cette partie si importante de la navigation et du commerce français, ce qu'il y avait de mieux à faire; mais aussi ne faut-il point se dissimuler qu'il y aura de la part des Anglais, une résistance peut-être insurmontable à l'obtention desdits articles? On s'occupera, en temps et lieu, de ce qui pourra être fait pour la vaincre.

4<sup>e</sup> Des séquestres :

Par l'article 12 des préliminaires, on a stipulé la

levée réciproque des séquestres, et il a été convenu que les réclamations qui seraient faites de part et d'autre, seraient jugées respectivement par les tribunaux compétents, dans le pays même où viendrait aboutir la réclamation.

On avait essayé d'obtenir davantage, parce qu'on savait que la position des dépositaires et des débiteurs n'était pas la même en France et en Angleterre.

En effet, la loi de séquestre, en Angleterre, s'étant bornée à exiger une simple déclaration, et à faire défense de payer ni capitaux, ni intérêts jusqu'à la pacification, les négociants, banquiers, débiteurs ou dépositaires anglais, sont demeurés nantis de valeurs effectives et en numéraire qui, bien loin d'avoir pu dépérir en leurs mains, n'ont pu, au contraire, qu'être employés utilement dans leurs propres spéculations.

En France, au contraire, la loi du séquestre a exigé déclaration et dépôt; elle est tombée sur des valeurs qui se sont trouvées considérablement avilies, lorsque, par une loi subséquente, elles sont rentrées aux mains des consignataires. De plus, à cette seconde époque, comme il existait encore, sous peine capitale, défense de correspondre avec l'Angleterre, et comme les capitalistes anglais n'étaient pas pressés de disposer de fonds déjà dépréciés, il est arrivé que les sommes qu'il s'agit de restituer aujourd'hui, sont demeurées sans valeur aux mains du consignataire français, et que s'il doit restituer en livres tournois, valeur du moment où le séquestre a été mis, il ne pourra manquer d'éprouver une perte immense, tan-



dis que le consignataire anglais ne rendra pas plus qu'il n'aura reçu, et aura profité, au contraire, pendant huit années, de l'intérêt des fonds qui étaient déposés chez lui ou dont il était débiteur.

On peut croire à la vérité que, comme ce seront les tribunaux français qui auront à juger les réclamations faites par les Anglais, ils ne manqueront pas d'avoir égard à la différence des temps et des lois rendues dans les deux pays ; mais, d'une part, on ne peut se dissimuler que, si les tribunaux ne trouvent pas dans le traité même, quelques motifs de droit en faveur des débiteurs français, ils pourront être embarrassés dans leurs décisions, et de l'autre on peut craindre qu'indépendamment des décisions qui interviendraient en France, les créanciers anglais se réservent d'user de représailles, soit sur la personne, soit sur les fonds mêmes de leurs débiteurs, lorsque l'un et l'autre se trouveraient en Angleterre, ce qui entretiendrait pour long-temps une défiance et une gêne tout-à-fait nuisibles dans les rapports commerciaux des deux pays.

On proposera donc une clause explicative sur la question du séquestre, et il paraîtra nécessaire de s'efforcer d'en obtenir l'insertion au traité.

Je passe aux points sur lesquels il est à présumer que les Anglais provoqueront eux-mêmes la discussion, dans le cours de la négociation.

#### 1<sup>o</sup> Garantie de Malte :

Cette garantie est précieuse par l'article 4 des préliminaires ; si le négociateur anglais insiste pour qu'elle soit définie, on ne peut pas s'y refuser ; mais

s'il demande qu'elle soit dévolue à la Russie, il paraît utile de faire sentir que la Russie a trop peu de rapports avec le commerce et la navigation de la Méditerranée, pour être ainsi appelée à y exercer un droit de garantie et de protection. Si on propose la cour de Vienne, il conviendra encore de l'écarter, et il faudra s'attacher à obtenir que cette garantie soit admise de la part des cours de Madrid et de Naples; celle de Naples paraît encore la préférable, cette espèce d'ancienne suzeraineté qui existe de la part du roi des Deux-Siciles sur l'île de Malte, jointe aux avantages de la proximité, doit décider la question dans ce sens, et c'est ainsi que l'article sera proposé de notre part.

## 2<sup>e</sup> Entretien des prisonniers :

Le gouvernement britannique demandera que les frais d'entretien des prisonniers soient soldés réciproquement, et il est vrai qu'il a pour lui l'exemple du dernier traité de pacification; mais le gouvernement français a toujours posé en principe, que chaque nation entretenait les prisonniers qu'elle avait faits, et c'est en conséquence de ce principe, dont il ne se départira point, qu'il a renvoyé sans composition aucune, tous les prisonniers autrichiens, allemands, russes, italiens, que le sort des armes avait mis en son pouvoir; même ceux qui faisaient partie des corps soldés par l'Angleterre, devraient être aujourd'hui répartis en ligne de compte, s'il s'agissait d'établir une balance générale; mais on ne peut croire que le gouvernement britannique veuille insister sur un pareil objet, et on s'abstiendra de proposer aucune autre stipulation que celle du renvoi

réci-proque sans rançon, sans échange et seulement avec le paiement des dettes particulières.

3° Tabago :

L'île de Tabago se trouve implicitement et formellement comprise dans la restitution générale stipulée par les préliminaires. Cependant le citoyen Otto a été autorisé à déclarer verbalement qu'on pourrait faire entrer de nouveau cette île dans la discussion, lors des négociations pour la paix définitive ; on peut croire que le plénipotentiaire anglais sera en effet chargé de faire à cet égard quelques propositions. Il est manifeste qu'en pareil cas, il faut attendre ; et si l'intérêt que la cour de Londres et le Roi personnellement, paraissent mettre à conserver Tabago, est tel qu'ils veuillent accorder un échange ou des compensations convenables, il sera facile d'y adhérer.

Quant à la prétention qu'on peut supposer au gouvernement britannique, de vouloir ramener dans les discussions d'Amiens ce qui concerne le roi de Sardaigne, l'établissement des Français à Flessingue, la navigation de l'Escaut, l'entretien d'un certain nombre de troupes françaises par les Républiques Batave, Cisalpine, etc., enfin, de chercher à y renouer quelque liaison avec les affaires d'Allemagne, ce sont encore des points sur lesquels il faut attendre, en se préparant cependant à repousser à cet égard toute discussion et toute insertion au traité.

De même, à l'instar de ce qui eut lieu en 1783, si le gouvernement britannique demande que le traité à conclure rappelle formellement les traités antérieurs jusqu'à celui d'Utrecht ; il n'y faut pas consentir.



quoique jusqu'à ce jour, les Anglais ne se soient exprimés officiellement sur l'acquisition que nous avons faite de la partie espagnole de Saint-Dominique, quoiqu'ils n'aient témoigné aucune crainte par rapport à la Louisiane, on doit penser qu'ils ne sont sans regret sur le premier point, sans quelques objections sur le second, et le rappel des traités antérieurs aurait pour objet principal de placer dans celui qui serait conclu, une opposition réelle, une sorte de protestation publique contre ce que nous avons obtenu ou pourrions obtenir en Amérique.

Malheureusement, il ne sera pas difficile de se refuser à cet appel, car le gouvernement français s'est fait une loi de ne rappeler ainsi aucun traité ancien dans tous les traités qui ont terminé les querelles du continent. En 1763, cette guerre a été trop générale dans ses effets, trop extraordinaire dans ses résultats, pour qu'aucun des pactes anciens ait pu devenir la base des nouveaux rapports qu'il s'est agi d'établir. Il y a eu dans les instructions qui auraient été données aux négociateurs français se rendant à Lille, on leur a proposé de stipuler qu'aucune des deux puissances ne pourrait s'opposer à l'exécution des stipulations territoriales ou commerciales que chacune avait faites ou pourrait faire avec toute autre puissance : c'était pousser la précaution un peu loin. On ne peut que regarder et de reposer en principe que toute puissance n'a ce droit qu'autant qu'il résulte d'un traité spécial. Or, si celui-ci n'en rappelle aucun des temps antérieurs, l'article est inutile. Il faut donc le tenir en réserve que comme

moyen de repousser la demande du nipotentiaire anglais de la ment traités.

J'ajoute que si le ministre britannique l'insertion d'une clause de rétablissement des rapports comme résulterait qu'ils seraient remis su étaient avant la guerre, il faudrait a puisque le dernier traité de comm de tant de clameurs et que c'est u voir dans sa totalité.

Il reste maintenant une question der, et qui doit même l'être préalable.

Les articles préliminaires de paix ment stipulé à l'égard de la France les bases de la pacification entre l'Espagne, entre l'Angleterre et la Batavie maintenant pour ces deux États, de lement à la confection de leur traité tenant, voici la question : N'y aura définitif, comme il n'y a qu'un traité France stipulant pour ses alliés ? ou comme en 1783, un traité particulier puissance contractante ?

Le dernier parti paraît le meilleur tout qu'il éloigne toute apparence de faiblesse sur l'Espagne et la Batavie, et traités qui interviendront un caractère dant.

Dans tous les cas, je vais présenter

Il un projet de traité définitif dans lequel il ne  
 uestion que de la France ; mais, suivant le parti  
 conviendra, il sera toujours facile d'y compren-  
 es alliés, et d'insérer quelques articles supplé-  
 aires qui exprimeraient ce qui leur serait pure-  
 relatif. »

---



# TRAITÉ D'AMIENS.

---

Le premier Consul ayant nommé son frère ministre plénipotentiaire au congrès d'Amiens, et lord Cornwallis ayant reçu du cabinet anglais la même mission, les deux plénipotentiaires eurent d'abord plusieurs entrevues, à Paris, en octobre et novembre 1801.

« Citoyen , j'ai l'honneur de vous adresser les pleins pouvoirs qui vous sont accordés par le premier Consul, pour entamer et pour suivre les négociations relatives au rétablissement de la paix définitive entre la République française et la Grande-Bretagne, ainsi que pour conclure et signer tout traité à cet égard.

Talleyrand à  
Joseph. Paris ,  
15 nov. 1801.

Je vous serai obligé de vouloir bien m'en accuser réception. »

« Citoyen ministre, j'ai reçu les pleins pouvoirs pour les négociations d'Amiens, et la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 15 du courant.

Joseph à Tal-  
leyrand. Paris,  
16 nov. 1801.



J'attendrai des ordres ultérieurs pour

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
20 nov. 1801.

« Citoyen, le marquis de Cornwallis a reçu de nouveaux ordres de son gouvernement. Lesquels il est autorisé à entamer à Paris, il devient nécessaire que vous en parliez avec lui pour l'ouverture des conférences. Un point qui paraît également désiré est de voir bientôt les préliminaires de une pacification définitive et stable.

Vous avez eu sous les yeux toutes les démarches du citoyen Otto; j'ai eu soin de vous communiquer les divers mémoires qui ont été transmis sur ce qui regarde notre pacification avec le gouvernement britannique. Vous en avez fait une lecture approfondie que vous en aurez mis parfaitement au courant de tous les détails de la négociation qui vous est confiée. Vous y aurez trouvé d'ailleurs, dans le dernier projet soumis au premier Consul, un aperçu des points sur lesquels la discussion pourra être présentée. Vous avez matière pour entrer, dès ce jour, en négociation avec le plénipotentiaire de Sa Majesté britannique.

Votre première opération sera de vous procurer les pleins pouvoirs, après quoi vous pourrez, sans doute, à une lecture commune des mémoires et des propositions, en faire des observations, et c'est pendant cette espèce de conférence que vous serez à même d'apercevoir que le marquis de Cornwallis se propose de discuter, et quel degré d'intérêt il attache sur chacun d'eux.

A cet égard, vous regarderez comme positif que le gouvernement français ne veut entendre parler ni du roi de Sardaigne, ni du Stathouder, ni de ce qui concerne les affaires intérieures de la Batavie, celles de l'Allemagne, de l'Helvétie et des Républiques d'Italie. Tous ces objets sont absolument étrangers à nos discussions avec l'Angleterre, et le peu qui a été dit sur quelques-uns d'entre eux dans le cours de la négociation des préliminaires, prouve suffisamment qu'il ne faut, sous aucun rapport, y revenir aujourd'hui.

Cette première dépêche ne doit être regardée par vous, Citoyen, que comme un simple avertissement pour l'ouverture des négociations. Je serai bientôt dans le cas de vous transmettre des instructions plus particulières. Je dois seulement ajouter ici deux avis essentiels : le premier est que vous devez avoir soin de tenir un protocole exact et journalier de toutes vos conférences ; le second, c'est qu'aussi long-temps que la négociation se suivra à Paris, il paraît naturel que les conférences aient alternativement lieu chez chacun des plénipotentiaires, et qu'il convient que la première se tienne chez vous. »

« Citoyen ministre, j'ai reçu la lettre du 20 novembre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire ; je vais m'occuper de prendre jour avec M. de Cornvallis pour la première conférence, et je m'empresserai de vous rendre compte du résultat de cette première conférence. »

Joseph à Talleyrand. Paris,  
22 nov. 1801.



Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
25 nov. 1801.

« Citoyen, ma dépêche du 20 novembre, en vous spécifiant les objets dont le premier Consul ne voulait absolument pas que la discussion fût mêlée à celle du traité définitif, vous a indiqué comme base de direction que vous pouviez suivre, le rapport dans lequel j'avais résumé les divers points de la négociation, en exprimant, sur chacun d'eux, la volonté et les désirs du gouvernement; c'est encore à ce rapport dont vous avez gardé copie, et aux articles de traité qui y sont joints, que je dois vous rappeler; mais, en même temps, je dois vous faire connaître d'une manière plus particulière et plus expresse, les intentions du premier Consul sur les points principaux.

Ces points sont : le renvoi des prisonniers, les pêcheries, la levée des séquestres et la garantie de Malte.

#### 1<sup>o</sup> Renvoi des prisonniers.

Dans la conférence que vous avez eue, il y a quelques jours, avec le marquis de Cornwallis, il vous a donné le mot des prétentions de son gouvernement à cet égard; et il y a long-temps que nous devions le présumer, l'insistance que met la cour de Londres à réclamer le paiement réciproque des frais d'entretien des prisonniers des deux nations, n'a pour objet que de nous amener à transiger sur les sommes considérables que cette balance établirait en sa faveur, et à lui laisser Tabago. Mais, quoique dans la rédaction des préliminaires, on ait consenti à ce que cette question des prisonniers fût reprise dans les négociations définitives, aucun engagement, aucun mot ne lie le gouvernement français et ne le mettent dans le cas d'obtempérer aux demandes du gouvernement

britannique. Il convient, au contraire, que vous rettiez vivement toutes ses prétentions sur ce point. Vous avez vu les arguments dont le citoyen Otto a déjà fait usage, vous aurez soin de les employer encore, et vous puiserez la doctrine du gouvernement à cet égard, dans la lettre qui fut écrite immédiatement après le 9 novembre 1799 et qui vous a été communiquée.

En résultat, vous déclarerez que la question d'argent ne peut, en aucune manière, être mêlée à une question de territoire; que s'il était reconnu que le gouvernement français fût redevable de quelque somme, il la payerait; mais que, dans le compte définitif, il faudrait faire entrer tous les prisonniers faits sur le continent, sur des puissances soldées par le gouvernement britannique.

## 2<sup>e</sup> Les pêcheries.

Le rapport auquel je vous ai rappelé vous aura fait connaître combien notre position à Terre-Neuve, résultant du traité de 1783, avait été reconnue peu avantageuse, et quel intérêt nous aurions à obtenir qu'elle fût changée. Vous y aurez vu en même temps quelles sont les stipulations nouvelles qui seraient le plus favorables au commerce et à la navigation de la France; mais il ne faut pas se dissimuler qu'étant placé par les préliminaires vis-à-vis du gouvernement britannique sur la question des pêcheries, comme il est vis-à-vis de nous sur la question des prisonniers, il ne sera pas moins empressé, ni moins persévérant à repousser toute stipulation nouvelle à cet égard, et qu'il nous ramènera toujours au traité de 1783. Le

ministre de la marine, dont vous avez les observations, ne se dissimule pas non plus toutes les difficultés qui s'opposent à un meilleur état de choses : et cependant il témoigne que tout ce qui aura pour effet d'obtenir quelque concession sur la côte orientale, sera d'un grand prix pour la République.

C'est donc dans ce sens que vous devez diriger vos efforts, en observant qu'il faut demander, non-seulement la liberté de la pêche sur cette partie de la côte, mais la souveraineté et la propriété de cette même partie afin de pouvoir y former quelque établissement permanent.

Dans le cas où il serait impossible d'obtenir aucun changement, quant aux limites respectives de la pêche, vous ne négligerez pas au moins d'obtenir, d'une part pour les îles de Saint-Pierre et Miquelon, la faculté de couper les bois qui leur sont nécessaires sur la partie de Terre-Neuve qui les avoisine, et, de l'autre, d'obtenir pareillement ce que demande le ministre de la marine, par rapport à la fixation des limites respectives vers la baie de Notre-Dame.

### 3<sup>e</sup> Séquestres.

Cette matière a été développée dans le rapport, et j'ai peu de chose à y ajouter ici. Il est incontestable que la commission des créanciers et consignataires des deux nations n'a pas été la même, et qu'il y aurait une suprême injustice à ce que les restitutions réciproques s'opérassent de la même manière ; ce qui est vrai de particulier à particulier, l'est aussi de particulier à gouvernement ; ainsi, quand les Anglais, propriétaires de rentes perpétuelles ou viagères en

France, demanderont leur paiement, on ne leur fera pas un meilleur sort qu'aux créanciers français; ils seront tenus de suivre la chance commune à tous, et le même principe qui réglera, en cette occasion, la conduite du gouvernement, doit être appliqué aux transactions des particuliers.

Vous trouverez, Citoyen, cette question amplement développée dans les mémoires que je joins ici, dont l'un m'a été remis par le citoyen Perregaux, et l'autre par des membres du Corps Législatif, au nom des négociants de plusieurs départements. Mais vous remarquerez que la question est double, que les dettes des Français envers les Anglais sont de deux espèces.

D'une part, les négociants français, débiteurs de livres sterling, et ayant dû les déposer en assignats au taux du change qui existait alors, doivent être admis à faire supporter à leurs créanciers anglais la perte résultant de la dépréciation desdits assignats pendant la durée du dépôt, et c'est le cas prévu par le mémoire.

D'une autre part, les banquiers et consignataires français qui se trouvaient nantis d'assignats résultant d'achats spéciaux faits par ordre des particuliers anglais ou de recouvrements faits à leur profit, ayant aussi été forcés de déposer lesdits assignats d'après la restitution du dépôt, n'ayant pas pu, d'après le silence de leurs correspondants, faire remettre en leurs mains les sommes existantes, ne peuvent être aujourd'hui responsables de la dépréciation successive que les papiers ont éprouvée, et ne doivent être tenus qu'à rendre en nature les consignations ou dé-



pôts qui existaient chez eux. C'est l'objet du mémoire et des autres observations qui y sont jointes.

Vous tirerez de ces documents ce qui vous paraîtra le plus propre à résoudre des questions aussi délicates, et vous vous efforcerez d'obtenir l'insertion, au traité, d'articles explicatifs qui garantissent les débiteurs français, dont il est reconnu que la position n'est pas analogue à celle des débiteurs anglais.

#### 4° Garantie de Malte.

Le gouvernement britannique paraissant insister pour que la garantie de Malte soit dévolue à la Russie, la France aurait peut-être quelque raison de ne pas s'y opposer; car ce n'est pas elle qui devrait craindre que la Russie ayant une fois la facilité de former une espèce d'établissement maritime dans la Méditerranée, une grande partie du commerce de cet Empire ne prit son écoulement par la mer Noire et par les Échelles du Levant; cependant, le désir naturel de ne point compliquer les intérêts politiques et commerciaux vers le Sud, a porté le premier Consul à demander qu'en raison des anciens rapports et du voisinage, cette garantie fût attribuée à la cour de Naples.

Et quand on voit les difficultés qui se prolongent sur la solution d'une question aussi simple, on revient naturellement à l'idée qui, dès le principe, avait été mise en avant, de détruire les fortifications de Malte, et de ne faire de cette île qu'un entrepôt, lieu d'asile, une espèce de lazaret universel, placé entre l'Europe et l'Afrique, dans les mains des hospitaliers de Saint-Jean et sous la garde des Napolé-

tains. C'est donc dans ce sens que vous parlerez, vous attachant à obtenir que la démolition soit effectuée.

Voilà d'après quelles directions le premier Consul vous recommande d'agir sur les points principaux de la négociation. Quand il se présentera quelques questions nouvelles, j'aurai soin de vous transmettre d'ultérieures instructions.

J'attendrai d'ailleurs vos premières dépêches pour entrer avec vous dans les explications qui seraient nécessaires. »

« Citoyen ministre , j'étais convenu depuis plusieurs jours d'avoir une entrevue avec M. de Cornwallis, le 24 ; elle a eu lieu aujourd'hui. Lord Cornwallis m'a paru regarder les articles de Malte et celui des prisonniers comme les plus susceptibles de discussion.

Joseph à Talleyrand. Paris,  
25 nov. 1801.

Il a paru désirer que la puissance garante fût nommée dans le traité et qu'elle fût assez considérable pour faire respecter sa garantie ; il lui a paru que Naples, par exemple, n'était pas assez puissante, et que la Russie conviendrait peut-être davantage. Je lui ai parlé de la supériorité de Naples pour Malte ; je lui ai demandé s'il entendait que les forteresses de Malte fussent remises à cette puissance garante en attendant que l'Ordre eût des troupes en état de la garder ; il m'a répondu affirmativement. Je lui ai demandé alors s'il était convenable que Malte fût remise à la Russie, et si c'était là le vœu de son gouvernement ; il a repris qu'il lui fallait le temps de le consulter, et que peut-être, en conservant la Russie

comme garante, on pourrait convenir à Malte garnison napolitaine; qu'au comme tous les autres, et spécialement aux prisonniers, seraient traités à que là, se trouvant plus rapproché ment, il serait plus à même d'en tructions; qu'il présumait cependant terre ferait l'abandon de toutes les seraient dues pour les prisonniers ment français voulait consentir à

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
5 déc. 1801.

« Citoyen ministre, le 3 et le 4 aux visites d'usage; je n'ai qu'à m nances et de l'extrême politesse de ayant pris congé de moi, à Paris, venir me voir au moment de mon a

Aujourd'hui, la négociation s'es change des copies certifiées de nos Lord Cornwallis étant accrédité po France et les autres puissances, il ne pouvait pas se dessaisir de son nous avons remis à la fin de la négociation des originaux. Je lui ai proposé de travail, soit que la discussion s'ou minaires eux-mêmes, ou sur un pr senté par l'une ou l'autre des parties. Le ministre anglais a paru désirer tout du courrier qu'il expédie auj sommes convenus de discuter les minaires qui nous paraîtront le plus modifications, sauf à les traiter da



raisonné dans quelques jours ; il ne sera donc pas question de protocole jusqu'à ce que nous ayons quelque résultat à y consigner.

Le ministre anglais m'a paru étonné de ne pas voir arriver le ministre d'Espagne, et surtout du silence absolu que ce gouvernement a gardé depuis la signature des préliminaires; il a ajouté que l'Espagne ne craint aucune hostilité, et que les Anglais ignoraient encore s'ils étaient assurés de la réciprocité.

J'ai observé que la nomination d'un ministre espagnol au congrès, ne laissait aucun doute sur les intentions de l'Espagne ; que nous saurions, les uns et les autres, que M. de Campo-Alègre, nommé plénipotentiaire, se trouvait malade en Italie, et que je ne pouvais attribuer qu'à cet accident et à la distance des lieux, l'absence du ministre d'Espagne.

Je vous prie, Citoyen ministre, de m'adresser les instructions qui me sont nécessaires pour remplir la mission dont le gouvernement m'a chargé. »

« Citoyen ministre, depuis que j'ai eu l'honneur de vous écrire pour vous annoncer mon arrivée à Amiens et l'ouverture des conférences, un courrier, venant de Londres, a porté au plénipotentiaire britannique des dépêches d'après lesquelles il a cru devoir me remettre la note dont copie ci-jointe.

L'importance qu'il paraît attacher à la prompt réponse du gouvernement français, me détermine à vous communiquer, sans retard, sa demande, sur laquelle je vous prie de me faire connaître vos dispositions. »

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
6 déc. 1801.

Lord Cornwallis à Joseph.  
Amiens, 6 décembre 1801.

« C'est avec le plus vif regret que le gouvernement du roi a déjà vu s'écouler deux mois depuis la signature des articles préliminaires de la paix entre S. M. et la République Française et ses alliés, nommément S. M. Catholique et la République Batave, sans qu'il ait reçu la moindre intimation de la part de ces deux puissances de leur consentement à accéder aux conditions stipulées par lesdits articles, malgré que les avantages qui résultent de la cessation d'hostilités entre la Grande-Bretagne et la France ont été rendus communs aux alliés de la République.

Les stipulations qui regardent S. M. Catholique et la République Batave, quant à la cessation immédiate d'hostilités contre S. M. et la cession au Roi de l'île de la Trinité et des possessions bataves dans celle de Ceylan, sont de nature à n'admettre pas de difficulté ou de discussion de leur part. Cependant le silence que jusqu'ici ont observé ces deux puissances sur leur accession aux préliminaires auxquels la République Française a souscrit pour elles, semblerait faire naître quelque incertitude sur leurs intentions à cet égard.

Il est donc très important au gouvernement du Roi de l'assurer au plus tôt sur ce fait, en demandant de la part de S. M. Catholique et de la République Batave, une notification de leur accession pleine et entière aux articles préliminaires de paix conclus entre S. M. et la République Française.

Le soussigné, plénipotentiaire de S. M. Britannique au congrès d'Amiens, a reçu en conséquence les ordres de sa cour de s'adresser au gouvernement

français pour obtenir une telle notification , ce que S. M. se persuade que ce gouvernement sentira un intérêt égal d'obtenir des puissances pour lesquelles il a contracté.

Le soussigné a donc l'honneur de mettre cet exposé sous les yeux du citoyen Joseph Bonaparte, plénipotentiaire de la République Française audit congrès, en le priant de vouloir bien employer les moyens qui lui paraîtront les plus convenables pour que le gouvernement du Roi puisse être satisfait sur un objet qui doit tant l'intéresser.

« Citoyen, je réponds à vos deux lettres des 5 et 6 de ce mois. Le premier Consul a parfaitement approuvé que vous ayez remis à la conclusion l'échange des pleins pouvoirs pour répondre à la note que M. le marquis de Cornwallis vous a remise. Le premier Consul me charge de vous dire que vous devez : 1° demander au citoyen Schimmelpenninck , dont la présence à Amiens est déjà un témoignage certain de l'accession de la part de la République Batave, et qui, assurément, ne s'y refusera pas, qu'il déclare par un acte formel que son gouvernement accède au traité préliminaire conclu à Londres, et qu'il promet d'exécuter les conditions qui lui sont propres ;

2° Annoncer au marquis de Cornwallis que la paix a été publiée en Espagne ; que l'arrivée du plénipotentiaire espagnol ne peut être douteuse ; que nous venons d'écrire à Madrid et d'y communiquer la note du plénipotentiaire britannique, pour faire sentir la nécessité d'une accession prompte et officielle ; mais

Talleyrand à  
Joseph, Paris,  
7 déc. 1801.



que, dans tous les cas, le gouvernement français se porte fort pour le gouvernement espagnol, et promet de lui faire agréer et exécuter tant les articles préliminaires conclus que le traité définitif qui va résulter des négociations ouvertes au congrès d'Amiens.

Cette déclaration de votre part suffira sans doute pour détruire toute inquiétude qu'aurait conservée le gouvernement britannique, et l'absence du ministre espagnol ne peut être un motif pour retarder ses conférences.

Je donne avis au citoyen Otto de la réponse que vous êtes autorisé à faire au marquis de Cornwallis.

Joseph à lord  
Cornwallis.  
Amiens, 8 décembre 1801.

« Le soussigné a transmis à son gouvernement la note de M. le marquis de Cornwallis, plénipotentiaire de S. M. B. au congrès d'Amiens, en date du 6 décembre.

La présence du ministre batave, arrivé depuis ce moment à Amiens, est déjà un témoignage certain d'accession de la part de son gouvernement au traité préliminaire conclu à Londres.

Quant à l'Espagne, le soussigné est chargé d'annoncer à lord Cornwallis que son gouvernement vient d'écrire à Madrid et d'y communiquer sa note, pour faire sentir la nécessité d'une accession prompte et formelle; que la paix a été publiée en Espagne; que l'arrivée du plénipotentiaire espagnol ne peut être douteuse, et que, dans tous les cas, le gouvernement français promet de faire agréer et exécuter par le gouvernement espagnol, tant les articles préliminaires que le traité définitif. »

« Citoyen ministre, j'ai reçu vos dépêches du 23 et du 25 novembre dernier. Joseph à Talleyrand. Amiens, 8 déc. 1801.

Le 25, j'ai adressé à Mylord Cornwallis la note dont vous trouverez ci-joint copie.

Le 26, j'ai eu avec lui une très longue conversation, à la suite de laquelle il m'a prié de recevoir le précis de ce qu'il m'avait dit, qui était consigné dans un écrit dont vous trouverez ci-joint copie, comme devant servir de réponse à ma note du 25.

Je lui ai fait observer que cet écrit n'était pas signé; il m'a répliqué qu'il l'avait fait rédiger pour son usage, et qu'il serait bon que je m'en servisse pour ma dépêche, afin de ne rien oublier; qu'il me priait de ne pas regarder cette pièce comme officielle; après en avoir fait une lecture rapide, je lui ai observé que sa conversation valait beaucoup mieux, et que s'il m'en eût laissé faire l'analyse, mon gouvernement y eût mieux reconnu l'esprit qui le caractérise.

Il répliqua que sa position était telle, qu'il désirait beaucoup que j'adressasse ce mode de communication, et qu'il lui conviendrait que je résumasse de même ma conversation par écrit et que je lui en remis le précis.

Je lui proposai de communiquer par des notes officielles; il a beaucoup insisté en me répétant que ce n'était qu'une simple précaution pour ne rien omettre d'essentiel. C'est dans le même esprit qu'il me remit un autre écrit dont vous trouverez ci-joint copie.

Il est inutile, Citoyen ministre, que je répète les détails fastidieux dans lesquels je suis entré dans cette conférence, puisque vous en trouverez le précis.

J'ai eu soin de revêtir toutes les pièces des formes ordinaires.

J'ai jugé de tout ceci, que, depuis quelques jours, M. le marquis de Cornwallis se trouve dans une position forcée entre son caractère personnel et les dispositions de son gouvernement.

Je ne dois pas vous cacher, Citoyen ministre, que c'est avec quelque peine que je me suis vu dans l'impossibilité de répondre, avec connaissance de cause, à M. de Cornwallis, lorsqu'il m'a parlé des articles secrets du traité de Badajoz, de ceux du traité de Madrid, et surtout de ceux signés par le citoyen Otto en même temps que les préliminaires; vous devez sentir qu'il est fâcheux de répondre par des probabilités, à des faits précis. J'ai aussi besoin de connaître la note du citoyen Otto à lord Hawkesbury, en annonçant que le traité de Badajoz n'était pas notifié.

Le ministre batave m'a parlé des articles secrets du traité de La Haye; il m'a demandé quelle marche il devait tenir, si je trouvais bon qu'il fit connaître à lord Cornwallis les prétentions de son gouvernement pour la restitution de tous les bâtimens hollandais qui se trouvaient en Angleterre au moment de la déclaration de guerre, ainsi que celle des vaisseaux de guerre hollandais, pris par les Anglais, au nom du Stathouder; qu'en adhérant, vis-à-vis des Anglais, à la cession de Ceylan, il devait lui être permis de faire valoir les droits de son pays et des réclamations fondées sur la justice et le droit des gens.

Au reste, le citoyen Schimmelpenninck m'a assuré plusieurs fois qu'il ne parlerait au ministre anglais



d'affaire, que lorsque je jugerais le moment favorable.

Le ministre anglais ne m'a plus témoigné aucune inquiétude sur l'adhésion de l'Espagne et de la Hollande, depuis qu'au lieu de hâter le terme des négociations, il semble vouloir le retarder. »

« Citoyen ministre, j'ai reçu votre dépêche du 7; je me suis empressé d'adresser à M. le marquis de Cornwallis, la réponse dont vous trouverez ci-joint copie, d'après ce que j'avais recueilli du citoyen Schimmelpenninck dans la première visite que j'ai reçue de lui au moment même de la réception de votre lettre; je ne jugeai pas à propos de m'appesantir d'avantage sur l'article qui le concerne; j'ai eu depuis une plus longue conversation avec lui, et je me suis convaincu qu'il n'était pas disposé à déclarer, par un acte formel, que son gouvernement accède au traité préliminaire, et conséquemment à l'article de la cession de Ceylan; il m'a dit, à ce sujet, que ce serait là le résultat de la négociation qu'il venait entamer à Amiens, mais qu'il ne pouvait pas débiter par une accession pure et simple; que son gouvernement était décidé à faire le sacrifice que le bien de la paix exigeait, mais qu'il ne pouvait le consommer qu'après que je lui aurais fait connaître quelles sont les indemnités que la République voudrait procurer à la Batavie; que lui, personnellement, était convaincu, nommément, d'après ce que lui avait fait l'honneur de lui dire le premier Consul, des bonnes dispositions du gouvernement français, qui ne voudrait pas permettre le sacrifice, trop pénible, de son

Joseph à Talleyrand. Amiens, 11 déc. 1801.

allié; que je devais être instruit des désirs du gouvernement batave, et qu'il entrerait avec moi en négociation quand je le jugerais bon. N'ayant aucune instruction, ni même aucun plein pouvoir pour traiter avec les alliés, puisque mon pouvoir n'est valable que pour négocier avec lord Cornwallis personnellement, je n'ai pu faire autre chose que de lui laisser ignorer, afin de me donner le temps de vous consulter, sans que durant cet intervalle il inspire des inquiétudes au lord Cornwallis. En lui faisant la déclaration verbale qu'il m'avait faite d'abord dans cet esprit, je lui dis qu'il ne pouvait entrer dans la tête de personne qu'il fût venu à Amiens sans être dans l'intention d'accéder aux préliminaires, puisque notre réunion n'avait pas pour but que la rédaction d'un traité dont les préliminaires étaient le texte; qu'au reste, j'étais convaincu comme lui des bonnes dispositions du gouvernement français à l'égard de la Batavie, que les préliminaires mêmes en étaient une preuve; que je m'estimerais heureux de suivre toutes les autres dispositions qui seront indiquées, mais que, dans le moment actuel, les désirs, les demandes de son gouvernement, étaient des choses aussi étrangères à l'Angleterre, que l'étaient des arrangements de famille qui ne devaient pas percer à l'extérieur, à moins qu'il ne voulût se complaire à donner des alarmes au gouvernement britannique, éloigner le moment de la pacification, et inspirer au gouvernement français une idée peu avantageuse de l'esprit qui avait dicté ses instructions; que j'espérais qu'il adhérerait par écrit ou au moins verbalement. Tout

ce que j'ai pu en obtenir, c'est qu'il éloignerait, pour le moment, toute explication avec lord Cornwallis, et, si cela lui était impossible, qu'il l'assurerait que le gouvernement batave était disposé à faire le sacrifice de Ceylan, après cependant que l'Angleterre aurait consenti à rembourser aux Hollandais établis à Ceylan, les valeurs qu'elle en avait reçues, et qu'elle aurait satisfait à d'autres obligations résultant du droit des gens.

Il m'a paru que le ministre batave comptait sur la cessation des droits que nous avons acquis sur Flessingue, et sur une modification de nos limites respectives.

Si le gouvernement français désire que le ministre batave accède sur-le-champ aux préliminaires de Londres, il faudrait lui en faire donner l'ordre par son propre gouvernement ; s'il veut que je discute ses prétentions, il faudrait m'envoyer des pouvoirs et des instructions. »

« Citoyen ministre, lord Cornwallis sort de chez moi, il a reçu des dépêches de son gouvernement d'après lesquelles il m'a demandé si nous consentions à insérer au traité un article portant que si la France exigeait une *langue* à Malte, l'Angleterre pourrait en faire autant.

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
11 déc. 1801.

Je l'ai prié de s'expliquer davantage ; il a repris que Malte ne serait plus précisément neutre, si les Français étaient admis, à l'exclusion des Anglais. J'ai répliqué que cette question était tout-à-fait neutre ; que si les Anglais craignaient l'influence de la

France sur l'Ordre de Malte, le moyen le plus sûr serait peut-être de diminuer l'importance de cet Ordre en le réduisant à un régime simplement hospitalier et en ne lui laissant que la faculté de faire du bien aux individus de toutes les nations, sans pouvoir même momentanément résister à la France ou à la Grande-Bretagne; que ce plan me paraissait plus facile que celui d'entretenir dans l'Ordre chevaleresque et catholique de Malte, des Français pour qui les distinctions de la naissance n'étaient rien, et des Anglais qui n'étaient pas catholiques; que si, d'un autre côté, on laissait au siège de cet Ordre l'importance qu'il tient de la nature et de l'art, il est évident que les deux nations y seront les plus étrangères; qu'au reste, je ne pouvais que promettre d'écrire à mon gouvernement.

Le ministre anglais m'a assuré que quoiqu'il n'eût pas encore de réponse positive, il ne croyait pas que son gouvernement consentît à la démolition de Malte, qu'il ne pourrait pas me dire autre chose dans le moment, n'ayant pas encore des instructions définitives et précises.

Lord Cornwallis a tiré ensuite de sa poche différents papiers, desquels il a prétendu qu'il résultait que la France était obligée à remettre au Portugal les vingt millions qu'elle doit toucher en vertu de l'article secret du traité de Madrid, puisque, par l'article secret signé à Londres, M. Otto était convenu de s'en rapporter à celui de Badajoz, et que, par le traité de Badajoz, le Portugal n'avait stipulé aucune somme d'argent en faveur de la République qu'il

si cependant la République avait trouvé convenable de donner en échange la province d'Olivénza. Il m'a été facile de le convaincre du contraire par la note même du citoyen Otto, en date du 16 juin, qu'il avait à la main et qui fait mention des stipulations du traité de Badajoz; je n'ai pas pu m'empêcher de lui témoigner ma surprise sur cette demande. Je lui ai proposé de me donner par écrit ces deux communications. Ils'y est refusé, en ajoutant que par cette conversation il ne voulait que connaître davantage quelles étaient nos dispositions sur les différents articles.

Il a fini par me dire que son gouvernement désirait que le traité de paix fût signé simultanément par les plénipotentiaires d'Espagne, de Batavie, de Portugal et nous.

Il a ajouté que les préliminaires ayant été signés en français et en anglais, il était juste que le traité définitif fût aussi rédigé en anglais comme en français.

Je lui ai observé qu'en supposant que tous les plénipotentiaires fussent admis à signer un seul acte, il paraîtrait plus convenable de choisir une langue parlée et entendue de tous, où on ne serait pas forcé de faire autant de versions de traité qu'il y a de plénipotentiaires qui devront y concourir; ce qui serait contre tous les usages reçus, et sujet à beaucoup d'inconvénients.

Qu'au reste, il me semblait plus à propos de nous occuper du fond avant de penser à la forme.

Il attend à y être autorisé, en recevant la réponse à la dépêche par laquelle il a annoncé ma note du 17 relative à l'accession de l'Espagne et de la Batavie. »

ration écrite aurait fait plus d'effé  
abstenu jusqu'à ce que je me pers  
cessaire ou que ce soit la volonté  
nement.

J'ai répété les mêmes observ  
déjà faites à lord Cornwallis, au s  
m'assure avoir transmises à son g

Il m'a remis la note dont vous t  
copie, en m'annonçant la nominati  
je lui en ai témoigné ma surprise,  
étant complète avec le Portugal ; n  
tement pour voir arriver ce plénipo  
et j'ai promis de vous adresser sa

Pedro Caval-  
los à Talleyrand  
20 déc. 1801.

« J'ai rendu compte au Roi de l'e  
du courant, par lequel vous me m  
que conservent votre gouverneme  
gleterre sur l'adhésion de S. M. aux  
clus et signés à Londres le 1<sup>er</sup> octo  
être communs aux alliés respectifs  
ces. La réponse du Roi m'ordonna  
ver que le 4<sup>h</sup> novembre, avant qu'il



intérêts jusqu'au point de céder à l'Angleterre l'île de la Trinité, garantie par tous les traités existants entre elle et la France; cependant, par attention pour le premier Consul, pour le bien de l'humanité, et enfin pour donner la paix à l'Europe, qui soupirait depuis long-temps après la fin de cette sanglante guerre, elle adhéraux auxdits préliminaires, et elle autorisait, en cas de besoin, son ambassadeur à les signer et confirmer, espérant, avec la confiance que lui inspire l'amitié qui l'unit au premier Consul, que, se rappelant les services essentiels que l'Espagne a rendus à la République dans les époques calamiteuses de la guerre, et sa constante fidélité au milieu des circonstances critiques et difficiles dans lesquelles elle s'est trouvée, il fera en sorte d'obtenir, dans le traité définitif de paix, que ladite île soit restituée, et que, de plus, il manifestera dès à présent, à son dit ambassadeur, l'article secret des préliminaires qui garantit et confirme le traité de Badajoz. L'ambassadeur de S. M., à Paris, fit cette déclaration au gouvernement de la République, le 22 octobre, et, dès ce moment, doivent s'évanouir tous les soupçons qui pouvaient s'être élevés à ce sujet. Si pourtant il en existait encore quelques-uns, quelle preuve plus convaincante de son adhésion S. M. aurait pu donner à la République, que celle d'accepter les passe-ports donnés par l'Angleterre pour les sauf-conduits de ses navires, et d'ordonner à son ambassadeur à Paris, qu'en conséquence de l'offre gracieuse du ministre des relations extérieures de la République, il donnât trente de ses passe-ports à l'Angleterre, et,

pres ministres, soit par ceux de sa royale personne, l'adhésion susdits préliminaires, et quoiqu'elle fût superflue, elle la fit communiquer à l'ambassadeur de la République à Madrid, pour donner connaissance à son gouvernement, à une si agréable occasion de S. M. et son désir de la conclure.

Le citoyen Desporte accusa, à la réception de cet office, mandant trait immédiatement au premier ministre. Joseph-Nicolas de Azara notifia au premier magistrat de la République l'existence des mêmes préliminaires, et pour son ambassadeur au congrès de Campo Alange, et, pour ses secrétaires, Pedro Gomer, Labrador, Leonar et Pascal Vallero.

Pour ce qui regarde l'Angleterre, beaucoup moins sur quoi elle fût. V. E. m'a exprimés; ses navires

atique à l'égard des nations les plus amies. Sans  
 ate, S. M. n'aurait pas pris toutes ces mesures, si  
 e n'avait pas donné la plus complète approbation  
 x préliminaires.

Il a été fort sensible pour S. M., de voir qu'après  
 oir prouvé de tant de manière au premier Consul  
 elle ne séparera jamais ses intérêts de ceux de la  
 épublique, il ait pu douter un moment de son em-  
 essement à lui complaire, et, dans ce doute, il ait  
 gligé d'exiger du gouvernement anglais les trente  
 sse-ports qu'il s'était engagé à procurer, il y a plus  
 n mois et demi, en contre-échange de ceux que,  
 r l'entremise du citoyen Talleyrand, ministre des  
 ations extérieures, l'ambassadeur du Roi à Paris a  
 passer à ladite puissance.

l'espère que S. E. voudra bien donner connais-  
 ce de tout cela au premier Consul, en lui renou-  
 ant mes obéissances. »

« Citoyen, j'ai reçu communication, à une heure  
 ès minuit, de vos deux lettres d'hier; je me suis  
 pressé de les mettre sous les yeux du premier  
 usul.

Talleyrand à  
 Joseph. Paris,  
 12 déc. 1801.

Son intention est que vous déclariez au citoyen  
 immelpenninck, que l'adhésion pure et simple de  
 gouvernement aux préliminaires, est une condi-  
 sine *quâ non* pour qu'il soit admis aux négocia-  
 tions pour la paix définitive, puisque ces négocia-  
 ts ne sont qu'un résultat desdits préliminaires;  
 si son gouvernement se refusait à cette adhé-  
 , celui de la République n'en poursuivrait pas

moins le rétablissement de la paix que la République Batave pourra assés à des pertes plus considérables ; que le premier Consul avait de se montrer sensible à l'espérance lui donnerait la Hollande, qu'il est c'est la considération de ses seuls long-temps reculé le moment de la d'ailleurs le gouvernement batave ; cessation des hostilités, en recevant anglais, en envoyant un plénipotentiaire avait paru adhérer déjà à un traité dont avait reconnu les avantages par un discours public ; que si les hommes aujourd'hui tiennent à quelque par rapport à Flessingue, on doit Haye, que ce n'est pas au congrès qui pourra être terminé à cet égard ; un acte de bienveillance toute part blique française pouvait consentir part qui lui appartient dans le point cette rétrocession ne pourrait avoir arrangement spécial entre les deux ne peut, sous aucun rapport, être l d'Amiens, où il ne peut être question est déjà dans les préliminaires.

J'ajoute pour vous, Citoyen, que voulaient parler de Flessingue à Amsterdam cherait l'Espagne d'y parler de Saint la Louisiane, l'Angleterre d'y rapporter d'Espagne, le prince d'Orange, et d'

cussion tout ce qui concerne les affaires d'Italie.

Ce n'est point un congrès général qui vient d'être formé à Amiens et auquel toutes les puissances de l'Europe aient le droit d'intervenir par leurs plénipotentiaires : c'est un congrès de pacification entre la France et ses alliés non pacifiés, d'une part ; l'Angleterre et ses alliés non pacifiés, de l'autre ; c'est sous ce rapport qu'il ne peut pas même être question, au congrès d'Amiens, de ce qui concerne le Portugal, puisque sa pacification est complète. Il ne s'agit donc que de donner, par un traité définitif, une sanction solennelle aux points déjà arrêtés dans les préliminaires en tout ce qui regarde la France, l'Espagne, la Hollande et l'Angleterre ; c'est à cela seulement que vous devez tenir, Citoyen ; pour tout le reste, vous êtes sans instructions et sans pouvoir, et vous ne devez pas hésiter à le déclarer.

Pour ce qui regarde Malte, vous avez répondu d'une manière tout-à-fait convenable ; nous ne pouvons rien comprendre à l'établissement d'une langue de France et d'Angleterre. Tenez-vous, sur cet objet, à vos premières instructions, et mettez un soin principal à faire que cette île soit évacuée par les Anglais et ne soit pas remise à la garde des Russes.

La copie de votre réponse au lord Cornwallis, qui devait être jointe à votre numéro 3, a été oubliée. »

« Le soussigné, plénipotentiaire de S. M. Britannique au congrès d'Amiens, vient de recevoir les ordres de sa cour pour communiquer au citoyen Joseph Bonaparte, plénipotentiaire de la République

Lord Cornwallis à Joseph.  
Amiens, 13 décembre 1801.



Française audit congrès, que le gais ayant été instruit que S. M. dans l'intention d'envoyer un p même congrès, S. A. Sérénissime avait jugé à propos d'en nommer la personne du chevalier de Souz river à Londres et qui n'attendait les nécessaires pour se rendre à Amie

Le soussigné a donc l'honneur d' Joseph Bonaparte, qu'il s'empresse les passe-ports au chevalier de So gouvernement de la République les lui faire tenir. »

Talleyrand à  
Joseph, Paris,  
14 déc. 1801.

« Citoyen , une lettre que j'ai Otto nous a confirmé l'opinion q communications avec lord Cornwall donner , savoir : que le gouverne paraissait en quelque disposition d ciations d'Amiens des objets qui leu étrangers. Je vous ai déjà fait con la ferme volonté du premier Consu serrer la discussion aux termes m naires, et de ne consentir, sous a faire entrer autre chose que ce q en explications et en développemei jourd'hui au citoyen Otto dans le n charge de s'expliquer de la maniè vis-à-vis du gouvernement britan qu'il faut s'attendre que le marq recevra peut-être incessamment d



propres à hâter le cours des négociations et à opérer leur conclusion. »

Citoyen, j'ai reçu votre lettre d'hier, n° 5. Vous aurez trouvé dans la mienne du 12 de quoi répondre à la communication que lord Cornwallis vous a donnée de la nomination de M. de Souza comme ministre plénipotentiaire de Portugal au congrès d'Amiens. Nous sommes en pleine paix avec la cour de Lisbonne. Il n'y a aucune similitude à établir entre elle et l'Espagne, entre elle et la Hollande ; aucun de ces pays alliés de la République ne se trouve pacifié avec l'Angleterre : il faut donc que cette réconciliation se consume, et c'est l'affaire des négociations d'Amiens. Mais tout est fini avec le Portugal ; un traité signé, son exécution est de droit, et admettre M. de Souza à Amiens, ce serait infirmer le pacte existant. Voilà dans quels termes vous devez demeurer.

Ainsi que je vous l'écrivais hier, l'intention du premier Consul est que vous ne différiez pas plus long-temps à entamer la négociation et à ouvrir le protocole. Tout délai ultérieur serait mal interprété dans le public et donnerait matière à quelques inquiétudes. Lord Cornwallis n'a aucune bonne raison pour éluder davantage ; pressez-le donc, et que vos dernières dépêches nous apprennent que la négociation est entamée. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
15 déc. 1801.

« Le soussigné, plénipotentiaire de la République française, a transmis à son gouvernement la note de M. le marquis de Cornwallis, ministre plénipoten-

Joseph à lord  
Cornwallis.  
Amiens, 16 décembre 1801.

Le soussigné est chargé de faire  
qu'il ne peut  
militude à établir entre l'Espagne  
pour l'admission de leurs plénipoten-  
taires ; que le Portugal est en pleine  
liberté ; que l'acte de pacification  
et indépendant de toute autre né-  
cessité est de droit, et qu'ad-  
ventaire au congrès établi entre  
encore pacifiées, ce serait infirmer

L'Espagne et la Hollande, au con-  
traire dans la même situation que la  
Grande-Bretagne, aucun de ces p-  
ays n'est par un traité définitif.

Les préliminaires signés à Lon-  
dres pour opérer la pacifica-  
tion dont la réconciliation n'est  
et qui doit se consommer par la r-  
atification d'un traité définitif dont  
les préliminaires soient la base.

Le caractère de lord Cornwallis  
signé qu'il admette ses déclarations

préliminaires qui regarde l'intégrité des possessions de S. M. Très Fidèle, que le refus d'admettre un plénipotentiaire napolitain ou romain ne serait destructif de l'article 7, dans lequel il est question de Rome et de Naples.

La République Française est en pleine paix avec Naples, avec Rome, avec le Portugal. Le congrès d'Amiens ne peut se composer que de plénipotentiaires des puissances non définitivement pacifiées. Cette doctrine cependant est bien loin d'être subversive des stipulations contenues dans les préliminaires, et il serait aussi peu exact de dire que l'article 6 (intégrité du Portugal) ne sera pas confirmé et ratifié par le traité définitif, par le seul fait qu'un plénipotentiaire portugais ne signe pas le traité, qu'il serait faux de dire que l'article 7 (relatif à Naples et à Rome); que l'article 8 (reconnaissance de la République des Sept-Iles) ne seront pas exécutés, parce que cette République ne concourt pas par un délégué à la rédaction d'un traité définitif.

Le soussigné renouvelle à M. le marquis de Cornwallis la déclaration qu'il a eu l'honneur de lui faire, dans sa note du 16 décembre, que la volonté immuable de son gouvernement était que les préliminaires servissent de base aux stipulations qui doivent former le traité définitif; qu'il n'est aucun de ces articles qu'il ne soit dans son intention de regarder comme un texte précis duquel il désire qu'on ne s'écarte pas.

Le soussigné n'aperçoit dans cette discussion de la part de son gouvernement que le vif désir de terminer le plus tôt possible les négociations, et d'écarter

taire de S. M., en date du 13 décembre, était annoncée la nomination de la part de S. A. S. le prince de Saxe-Cobourg-Gotha, qui avait été instruit que S. M. avait l'intention d'avoir un ministre d'Espagne.

Le soussigné est d'avis que le duc de Cornwallis, qui a une grande familiarité avec la militude à établir, est le plus propre pour l'admission, puisque le Prince de Saxe-Cobourg-Gotha est un homme d'état et indérainable.

Le soussigné a l'honneur de vous adresser ci-joint un projet de traité, qui est tel qu'il doit être exécuté. Le traité est tel qu'il doit être exécuté. Le traité est tel qu'il doit être exécuté.

Le soussigné a l'honneur de vous adresser ci-joint un projet de traité, qui est tel qu'il doit être exécuté. Le traité est tel qu'il doit être exécuté. Le traité est tel qu'il doit être exécuté.

Le citoyen Joseph Bonaparte s'est appesanti sur un article qui lui est personnel; ne pouvant rappeler si dans une longue conversation il a prononcé le mot portugais, il a mieux aimé expliquer dans quel sens il eût pu être prononcé. Au reste, on pourrait observer à Mylord, que plusieurs fois il a fait l'honneur de lui dire qu'il espérait que nous terminerions vite; que nous n'aurions plus à attendre que le ministre d'Espagne; que les ministres anglais et portugais n'étaient pas nécessaires. Le citoyen Joseph Bonaparte ne rappelle ceci que pour



es possessions  
de un pla-  
destruc-  
Rome

31

plus convenable, plus satisfaisant pour les plénipotentiaires, d'adopter l'un ou l'autre des projets dans les négociations, et de signer un protocole rédigé par le soussigné toutes les fois que les motifs. Le soussigné a l'honneur de vous annoncer que lors de la signature du traité, l'honneur de l'adopta pas et ne fut pas, la nécessité; nouvelle-t-il avec ins-

Le soussigné a eu l'honneur de vous adresser, citoyen Joseph Bonaparte, le 17 de ce mois, les différents objets qu'il avait été chargé de vous communiquer, il a annoncé que son gouvernement était occupé à la rédaction du projet d'un traité général entre toutes les puissances engagées dans la guerre lors de la signature des préliminaires, qui serait présenté incessamment au plénipotentiaire de la République Française.

Le soussigné, en maintenant l'honneur de transmettre ci-joint au citoyen Joseph Bonaparte le projet annoncé, qui renferme, comme ce ministre verra, tous les objets indiqués dans cette communication, il sera aux ordres du citoyen ministre pour le discuter aussitôt, ainsi que de la manière que celui-ci jugera à propos; devant seulement lui observer d'avance que, quoique le projet qu'il lui envoie est dans la langue française, il est toujours entendu que le traité défi-

Lord Cornwallis à Joseph. 17  
déc. 1801.

Si ce sont là les expressions du  
naparte, il ne peut y avoir attaché  
celui-ci : le moment de l'échange  
contre ceux du ministre anglais  
où il fût convenable de s'occuper  
échanger contre ceux des ministr  
sances. Chaque chose en son tem  
che de la négociation était tell  
avec les ministres espagnol, portu  
en temps opportun, il ferait ce qu  
pour avoir des pouvoirs ; si les de  
se décidaient à un traité commun  
ainsi intercallé était synonyme de  
droit d'intervenir au congrès, che  
ni ne devait être jugée dans le pre

Le citoyen Joseph Bonaparte s  
un article qui lui est personnel ;  
rappeler si dans une longue con  
prononcé le mot portugais il a mi  
dans quel sens il eût pu être pron  
pourrait observer à Mylord, que  
a fait l'honneur de lui dire qu'il



sentir combien il serait plus convenable, plus satisfaisant pour les deux plénipotentiaires, d'adopter l'un ou l'autre des deux modes usités dans les négociations, celui des notes signées ou celui d'un protocole rédigé par les secrétaires de légation, et signé toutes les séances par les plénipotentiaires respectifs. Le sous-signé rappelle à S. Exc. lord Cornwallis, que lors de l'échange de leurs pleins pouvoirs, il eut l'honneur de lui faire cette proposition qu'il n'adopta pas et dont il doit sentir, dans ce moment, la nécessité; aussi le soussigné la lui renouvelle-t-il avec instance. »

Dans la minute que le soussigné a eu l'honneur de remettre au citoyen Joseph Bonaparte, le 17 de ce mois, des différents objets qu'il avait été chargé de lui communiquer, il a annoncé que son gouvernement était occupé à la rédaction du projet d'un traité général entre toutes les puissances engagées dans la guerre lors de la signature des préliminaires, qui serait présenté incessamment au plénipotentiaire de la République Française.

Lord Cornwallis à Joseph. 17  
déc. 1801.

Le soussigné, en maintenant l'honneur de transmettre ci-joint au citoyen Joseph Bonaparte le projet annoncé, qui renferme, comme ce ministre verra, tous les objets indiqués dans cette communication, il sera aux ordres du citoyen ministre pour le discuter aussitôt, ainsi que de la manière que celui-ci jugera à propos; devant seulement lui observer d'avance que, quoique le projet qu'il lui envoie est dans la langue française, il est toujours entendu que le traité défi-

nitif doit se faire dans les deux langues, anglaise et française.

Le soussigné n'a cru qu'en faciliter la négociation en transmettant au citoyen Joseph Bonaparte la copie en français qui lui a été envoyée par son gouvernement, considérant qu'il sera aisé de convenir sur le traité en anglais, lorsqu'on en sera d'accord en français. »

Joseph à lord  
Cornwallis.  
Amiens, 17  
déc. 1801.

« Le soussigné transmet à son gouvernement la proposition qui lui a été faite par lord Cornwallis de faire réunir, dans un seul acte de pacification générale, toutes les puissances non encore pacifiées, c'est-à-dire la France l'Angleterre, l'Espagne et la Hollande.

Quant à Tabago, lord Cornwallis lui a dit plusieurs fois que le premier Consul l'avait assuré personnellement que jamais il ne consentirait à céder un pouce de territoire français.

Les questions pécuniaires qui peuvent s'élever entre la Grande-Bretagne et la Hollande, seront sans doute réglées suivant les notions de la justice et du droit des gens.

Comme dans les préliminaires il n'est pas question du prince d'Orange, le soussigné ne trouve dans ses instructions rien de relatif à ce prince.

Il réitère l'assurance qu'il a donnée tant de fois à lord Cornwallis de vive voix, et qu'il a tant de fois recueillie de sa bouche, que les deux gouvernements veulent l'exécution entière, précise et exclusive des préliminaires. C'est avec un vif sentiment de peine

que le soussigné a entendu aujourd'hui lord Cornwallis lui parler, pour la première fois, d'objets qui, étrangers aux préliminaires, doivent l'être au traité définitif. »

« Le refus que lord Cornwallis vient de recevoir de la part du gouvernement français, d'admettre le plénipotentiaire du prince régent de Portugal au congrès d'Amiens, doit nécessairement le frapper du plus grand étonnement et surprise, comme étant en même temps, et contraire et destructif des articles préliminaires de la paix. Le raisonnement sur lequel le refus est fondé, disant que l'acte de pacification entre le Portugal et la France est entier, absolu et indépendant de toute autre négociation, est surtout destructif de ces articles. S. M. Britannique a fait de grands sacrifices pour obtenir, pour son allié, ce qui est stipulé par l'article 6, stipulation qui n'est pas modifiée par celle de l'article secret. Ce dernier se réfère aux traités précédents entre le Portugal, la France et l'Espagne, et à la note remise à ce sujet par M. Otto. Les préliminaires entre l'Angleterre et la France sont postérieurs à tout autre traité entre la France et le Portugal; il faut donc nécessairement que ce qui est stipulé quant au Portugal, soit expliqué, confirmé et ratifié par le traité définitif. Or, comment cela peut-il se faire sans que le Portugal soit partie? S'y refuser, paraît être porter atteinte à toutes les bases du traité préliminaire entre la Grande-Bretagne et la France; car si celle-ci avait fait un marché à part et contradictoire avec le Por-

Lord Cornwallis à Joseph. Amiens, 20 décembre 1801.



tugal, il s'ensuivrait que les sacrifices que l'Angleterre a faits ne doivent plus avoir lieu? D'où résulterait un changement de circonstances qui détruirait les bases du traité.

C'est pourquoi lord Cornwallis ne saurait admettre d'aucune manière, les développements à cet égard que renferme la réponse du plénipotentiaire français. Il la transmettra, sans perdre de temps, à sa commission, et attendra ses instructions pour agir en conséquence.

Le gouvernement anglais pense toujours qu'un traité définitif doit être un traité général entre toutes les puissances engagées dans la guerre. Dans cette vue, il s'occupe actuellement à former le projet d'un traité pareil, qui sera présenté incessamment au plénipotentiaire de la République Française. En attendant, il serait à désirer que ce ministre, qui a déjà exprimé qu'il ne voyait pas de difficulté à cette idée, procurât les pleins pouvoirs nécessaires pour pouvoir conclure un traité de cette nature.

Le gouvernement anglais rappelle ce qui s'est passé dans la négociation des préliminaires touchant l'île de Tabago, et la promesse que pour lors il a reçue du gouvernement français, de faciliter l'acquisition de cette île pour l'Angleterre, dans la négociation du traité définitif.

Il y a deux objets qui concernent la République Batave, lesquels, quoiqu'ils ne se trouvent point expressément compris dans les articles préliminaires, doivent être mis en avant en arrangeant la paix définitive; l'un regarde les sommes dues à l'Angleterre pour l'entretien des prisonniers de guerre bataves.

ant en Europe que dans les Indes, dont le compte sera présenté; l'autre est relatif aux indemnités à accorder au prince d'Orange pour les pertes de propriété que ce prince a essuyées dans les Provinces-Unies; des indemnités de cette espèce étant une fois arrangées, et si, d'un autre côté, le gouvernement français veut procurer à S. A. S. une indemnité territoriale pour la perte de sa place comme Stathouder, le gouvernement anglais croit qu'il pourrait engager ce prince à renoncer à ses prétentions, à cette dignité, ainsi qu'à reconnaître la République Batave. Cette prétention en faveur du prince d'Orange n'est pas du tout nouvelle, puisque S. M. Britannique n'a jamais entendu abandonner pour un instant les intérêts de ce prince, et elle n'a consenti à retirer l'article à ce sujet qu'il était question d'insérer dans le traité préliminaire, que sur le fondement de ce qu'un arrangement sur cet objet se négociait actuellement, dans ce temps-là, arrangement qui, d'ailleurs, comme on a vu, n'a pas encore eu lieu.

En attendant, c'est avec d'autant plus de surprise et de regret qu'il a vu s'élever cette difficulté après que le plénipotentiaire français lui a fait l'honneur de lui dire, lorsque lord Cornwallis a objecté à ses pleins pouvoirs, parce qu'il n'y était pas question du Portugal, que si la cour de Lisbonne envoyait un plénipotentiaire au Congrès, il procurerait des pleins pouvoirs pour traiter conjointement avec lui. »

Joseph à lord  
Cornwallis,  
Amiens, 21 décembre 1801.

« Le soussigné a l'honneur de transmettre au marquis de Cornwallis, plénipotentiaire de S. M. Britannique, le projet d'un traité définitif, tel qu'il a été conçu par son gouvernement.

Le projet que S. E. lui a adressé a paru rédigé dans un style un peu vieilli. Le soussigné sera à ses ordres pour la discussion ultérieure de l'un et de l'autre (1). »

Talleyrand à  
Joseph, Paris,  
22 déc 1801.

« Citoyen, j'ai reçu votre n° 6 avec les pièces ci-incluses ; ce n'est pas sans un grand étonnement que l'on reconnaît dans la marche qui paraît tracée au marquis de Cornwallis, ces formes dilatoires, ce besoin perpétuel d'instructions ultérieures dont lord Malmesbury avait fait un si grand usage lors de ses deux négociations, et, quand on rapproche cet étalage de difficultés de la simplicité même de la question qui est à résoudre, il est impossible de ne pas supposer que quelque cause secrète vient traverser la conclusion des arrangements définitifs.

Le premier Consul est en effet instruit qu'on a cherché à répandre en Angleterre les bruits les plus ridicules sur l'état intérieur de la République ; et ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est qu'il paraît que M. Jackson a contribué à les accréditer. Je viens d'écrire au citoyen Otto pour qu'il détruise l'effet de toutes ces impostures. Je vous envoie copie de ma lettre, afin que, suivant l'occasion, vous vous expri-

---

(1) On trouvera le projet et le contre-projet à la note B.



miez dans le même sens avec le marquis de Cornwallis, qui, assurément, n'a aucune part aux intrigues dont il est impossible de ne pas reconnaître l'existence, mais qui, de son côté, pourrait en devenir l'instrument et le jouet.

Je joins ici pareillement, pour votre direction :  
 1<sup>o</sup> Copie de la note qui fut remise par le citoyen Otto au ministre britannique, le 29 prairial an IX, et par laquelle il annonça que le traité de Badajoz ne serait pas ratifié par la France ;

2<sup>o</sup> Copie de l'article secret du traité de Madrid ;

3<sup>o</sup> Copie de l'article secret du traité de Londres.

Quant aux stipulations particulières entre la France et la Batavie, je me réserve de vous en entretenir quand il en sera temps. Ce n'est pas au début que seront réglées les affaires de la Batavie, et assurément le citoyen Schimmelpenninck devra attendre, pour entrer en explication avec le marquis de Cornwallis, que la négociation même soit entamée. »

« Citoyen, rien n'avance à Amiens ; les plus petites difficultés acquièrent de l'importance, et, après quinze jours, une négociation qui, à la rigueur, aurait pu être terminée dans cet espace de temps, n'est pas même entamée. Lord Cornwallis, au lieu d'ouvrir un protocole, au lieu de remettre des notes officielles, demande qu'on échange de part et d'autre des conversations écrites et sans signature. Quelle marche ! et de combien de lenteur elle menace encore ! Comme on est étonné de retrouver dans la négociation présente, et de la part des Anglais, les

Talleyrand à  
 M. Otto. Paris,  
 22 déc. 1801.

mêmes procédés, les mêmes indécisions qui ont retardé celle de Lille. La surprise augmente quand d'une autre part, on est informé qu'on répand dans Londres les bruits les plus ridicules sur l'état intérieur de la France, qu'on y parle de troubles prêts à éclater, de mécontentemens parmi les généraux, d'inquiétudes à leur sujet, d'autres anxiétés par rapport aux grains; qu'on annonce le voyage de Lyon comme étant manqué par suite de cet état d'incertitude, et que de ces conjectures on passe rapidement à des combinaisons sur l'avenir qui seraient de nature à retarder le rétablissement définitif de la paix.

La vérité est que jamais la France n'a connue plus d'union, plus de calme intérieur; que le prix des grains est diminué; que les approvisionnemens de Paris, en particulier, sont assurés jusqu'à la prochaine récolte; que le voyage de Lyon n'a été retardé de quelques jours que par la nécessité d'attendre la complète réunion de la Consulta cisalpine que je pars demain; que le premier Consul partira du 27 au 28, laissant Paris livré aux dispositions résultant de la plus entière confiance dans le gouvernement.

S'il étoit possible que d'aussi fausses notions fussent pu être accréditées en Angleterre par les rapports de ceux mêmes qui, placés au centre de la vie publique, devraient mieux juger de la situation, je regretterais que M. Jackson ne parût vivre ici que dans un petit nombre de sociétés, où les préventions et les regrets entretiennent des opinions aussi éloignées de la vérité.

En résultat, il est difficile de ne pas rapprocher des difficultés dont on cherche à entraver aussi la négociation, et de ne pas y reconnaître quelque profonde intrigue, qui, embrassant à la fois la France et l'Angleterre, aurait pour objet de discréditer à Londres ceux qui ont commencé le rétablissement de la paix, afin d'empêcher que leur ouvrage ne soit consommé à Amiens.

Oui, il me paraît démontré que c'est contre M. Addington principalement, et encore contre lord Hawkesbury, que toute cette intrigue est dirigée. Les hommes acharnés qui demandaient la destruction de la France, et ceux mêmes qui, sans s'exprimer aussi haut, repoussaient de cœur toute idée de conciliation, ne pardonnent pas au ministère actuel d'avoir résolu une question dont ils avaient affecté de représenter la solution comme impossible, et ne pouvant l'attaquer de front, après l'assentiment national que les préliminaires ont obtenu, ils nourrissent l'espoir d'empêcher la conclusion définitive, et même de renverser les bases, en mettant obstacle sur obstacle, délai sur délai, pour éloigner jusqu'à l'ouverture de la négociation.

C'est à cette fin qu'ils jettent l'alarme et qu'ils cherchent à discréditer la puissance avec laquelle on a traité, avec laquelle on doit traiter encore. S'ils pouvaient réussir, quel avenir effrayant pour l'Europe, et dont le premier fait serait l'éloignement des hommes sages en Angleterre et le triomphe de ceux qui naguère encore tiraient vanité de leur acharnement.

Voilà, Citoyen, de quoi nous sommes frappés ici, et vous ne devez pas hésiter à vous en ouvrir avec M. Addington lui même, avec Mylord Hawkesbury; le retour de la paix et son affermissement nous paraissent être leur propre cause. Qu'ils tiennent les yeux ouverts et qu'ils se méfient des hommes à difficultés, qui ne travaillent à embrouiller la question que pour la perdre et eux en même temps. »

Joseph & Talley-  
rand. Amiens,  
22 déc. 1801.

« Citoyen ministre, je m'empresse de vous adresser copie du projet du traité qui m'a été remis par lord Cornwallis, vous le trouverez calqué sur celui de 1763 quant aux formes et à l'ordre des articles.

Les articles 1, 2 et 3 s'écartent peu des stipulations des préliminaires.

L'article 4 ne spécifie point les pays restitués par l'Angleterre.

L'article 9 rappelle le traité non ratifié de Badajoz. Il n'énonce aucune réserve pour Olivenza.

L'article 11 dénature entièrement la constitution de l'Ordre de Malte. On y remarque la proposition extravagante d'instituer des chevaliers anglais et français, malgré les constitutions politiques et religieuses de ces pays; l'ouverture du port à toutes les nations, conséquemment aux Turcs.

Les troupes anglaises doivent évacuer Malte trois mois après la ratification. L'article 13 porte que les évacuations seront exécutées en Europe dans le terme d'un mois.

L'article 15 maintient littéralement celui des préliminaires relatif aux séquestres; il laisserait subsis-

ter les mêmes incertitudes dans l'esprit des débiteurs et des créanciers, comme dans l'esprit de leurs juges.

L'article 18 porte que la République Française s'engage à procurer au prince d'Orange, à la paix générale, une compensation juste et convenable de la perte de ses charges et dignités, etc. Les mots à la *paix générale* me paraissent une protestation détournée contre l'occupation des États conquis par les armes françaises. Ce que j'ai pu recueillir de lord Cornwallis n'a pas été propre à détruire l'impression que m'ont faite ces expressions. Elles m'ont rappelé le silence absolu des Autrichiens sur le roi de Sardaigne, et la crainte qu'ils ont toujours montrée d'être interpellés sur le sort des États de ce prince.

Article 20. La Sublime-Porte est invitée d'accéder, etc. Ne serait-il pas à propos de déclarer que les Républiques Ligurienne, Cisalpine, Helvétique, seront comprises dans ce traité, surtout si, avant la signature, une partie du Piémont se trouvait incorporée dans ces nouvelles Républiques. Ne serait-ce pas une reconnaissance indirecte des changements opérés en Italie ?

Le protocole proposé vous paraîtra sans doute trop éloigné de nos usages pour pouvoir être suivi.

Je vous prie, Citoyen ministre, de vouloir bien me faire connaître le plus promptement possible les intentions du gouvernement.

Je ne reçois point de réponse à ma dépêche du 16 décembre, dans laquelle j'ai combattu les propositions nouvelles du plénipotentiaire anglais, qu'il vient de

le paiement des travaux qu'il a  
dans les maisons des différentes  
vernement veut que les minist  
ces dépenses et celles de leurs  
raitrait inconvenant, il est néce  
liez bien me l'indiquer. Les ouv  
payés réclament vivement, et il  
chiez que, dans cette ville et da  
tant de misères et de plaintes ,  
les aggraver encore.

J'ai eu l'honneur de vous ad  
pêche du général Musnier , con  
vous prie instamment de me fai  
sion du gouvernement quelle qu

La cessation d'une partie de  
factures, occasionnée par la rig  
engagé le préfet et le maire à é  
charité ; ils emploient trois ou q  
par jour , qui se contenteront  
sous ; ils ne demandent que du p

J'ai pris sur moi de fixer les i  
fet, en lui promettant qu'au pis :



Citoyen ministre, que mes moyens ne me permettront pas de continuer long-temps. Les ministres étrangers avaient devant les yeux le spectacle de la misère la plus affreuse des ouvriers, et j'ai cru qu'elle contrastait trop avec le luxe et la représentation commandés par l'usage général pour ne pas la faire cesser. Je sens que ces détails regardent plus directement le ministre de l'intérieur, auquel le préfet les adresse ; mais je ne doute point qu'ils ne vous intéressent personnellement, puisqu'ils intéressent l'honneur du gouvernement français , et qu'ils donnent aux ministres étrangers une idée fausse de la situation de la France.

Je vous prie de vouloir bien en écrire au ministre de l'intérieur, et, s'il est nécessaire, soumettre cet article de ma lettre au premier Consul.

Je dois ajouter que le préfet et le maire sont secondés par les plus riches citoyens, qui n'épargnent rien pour le soulagement de la classe malheureuse des ouvriers qui composent le tiers de la population de cette ville ; le secours que l'on demande au gouvernement se borne à 40,000 francs. avec lesquels l'hiver se passera sans que l'ouvrier souffre essentiellement.

« Citoyen, j'ai reçu ce matin vos lettres d'hier. Je viens de les placer sous les yeux du premier Consul. Il approuve parfaitement que vous ayez fait les avances nécessaires pour subvenir aux dépenses nécessitées par la tenue du congrès, et il vient de m'autoriser à écrire au ministre de l'intérieur pour qu'il vous

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
22 déc. 1801.

fasse passer la somme de 40,000 francs qui vous est nécessaire pour cet objet.

Quant au projet de traité que lord Cornwallis vous a remis, ce n'est pas sans étonnement que le premier Consul y a retrouvé des clauses qu'il regardait comme ne devant plus être présentées à la discussion. Quoi qu'il en soit, la première chose que vous devez faire, c'est de présenter un contre-projet formé des articles qui nous ont été remis ici avec les modifications exprimées dans ma dépêche du 3 décembre.

Ainsi, vous repousserez toute stipulation nouvelle par rapport à Tabago. Vous établirez nos demandes par rapport aux pêcheries, aux séquestres, à Malte; enfin, vous vous montrerez aussi positif dans vos prétentions, que le plénipotentiaire anglais se montre dans les siennes.

Après cet échange des projets, la discussion ne manquera pas de s'ouvrir par vous, et c'est alors que vous pourrez, suivant l'occasion, faire usage de ce que je vous autorise à dire.

1° Le préambule et le premier article du projet anglais sont de formes tout-à-fait vieilles. Il faut en admettre de plus simples et de plus analogues aux transactions actuelles de la République.

2° Sur les prisonniers; comme en définitif il ne peut être question que d'un remboursement d'argent, tout ce qu'on pourra faire, c'est de stipuler la nomination de commissaires pour établir les comptes respectifs. Pour Tabago, il ne faut pas en entendre parler.

3° Sur Malte. La proposition anglaise, tout extraordinaire qu'elle est, pourrait à la rigueur être

ise; mais il faudrait d'abord établir que l'Ordre de Malte ne serait plus un ordre nobiliaire, mais seulement militaire et religieux. Le mieux sera de s'en tenir à ce que nous avons écrit, et, dans tous les cas, d'exiger que l'évacuation par les Anglais ait lieu dans le terme d'un mois prescrit par les préliminaires. Il est entendu que nous n'évacuerons Otrante qu'à la même époque.

Sur les pêcheries. Si l'on trouve trop d'obstacles, il faut bien finir par se contenter du *status ante bellum* avec quelques petits avantages pour les pêcheries et la coupe des bois.

Sur les séquestres. Il est d'un intérêt majeur de maintenir la rédaction française, d'après les principes énoncés dans la dépêche du 3 décembre.

Sur le Portugal. Il faut absolument s'en tenir au traité de Madrid pour la France, à celui de Badajoz pour l'Espagne, lesquels ne dérogent en rien à l'article secret du traité de Londres. Si donc lord Cornwallis insiste sur un article en faveur du Portugal, il faut que ce soit un article secret, et qu'il soit conçu dans le sens de celui du traité préliminaire.

Sur le prince d'Orange. On pourra, à la rigueur, convenir aussi d'un article secret en sa faveur, dans lequel on ne dira pas autre chose, si ce n'est qu'il sera pourvu à procurer au prince de Nassau d'Orange une indemnité en Allemagne pour les pertes qu'il a éprouvées.

Je n'ajouterai rien aujourd'hui à ce que contient cette lettre, étant prêt à monter en voiture pour me rendre à Lyon; j'entrerai dans plus de détails par



mes prochaines dépêches. Mais j'ai l'honneur de vous répéter que vous devez d'abord remettre votre contre-projet d'après les premières instructions que vous avez eues, et que ce n'est que dans les discussions qui s'élèveront après, que vous ferez usage avec la sagacité nécessaire, des nouvelles considérations que j'ai dû vous adresser.»

Otto à Talley-  
rand, 23 décembre  
1801.

« Citoyen ministre, j'ai eu l'honneur de vous écrire sous le n° 28, hier, par un courrier anglais, allant à Amiens, et j'ai prié le citoyen J. Bonaparte de vous faire passer ma dépêche.

J'ai eu depuis une entrevue avec lord Hawkesbury, qui m'a donné à l'égard des négociations d'Amiens les mêmes assurances que M. Addington. « Si votre » gouvernement le veut, m'a-t-il dit, l'Espagne ne » nous embarrassera en aucune manière; nous con- » viendrons de nos faits, et nous fixerons un terme » pour l'accession de la cour de Madrid. »

L'ayant beaucoup pressé sur la nécessité d'écarter des négociations d'Amiens toute question étrangère, il m'a avoué que dans le projet récemment envoyé à lord Cornwallis, le ministre n'avait pu s'empêcher de se conformer aux intentions du Roi, en proposant un article touchant l'indemnité personnelle du Stathouder; mais que, d'après mes représentations réitérées, on avait abandonné la cause du roi de Sardaigne, quoique S. M. prenne toujours le plus vif intérêt au sort de ce prince; que la crainte de compliquer les négociations est le seul motif de son silence à cet égard; mais que, renonçant à un point

qui pouvait avec raison être considéré comme étranger aux intérêts du Roi, il se croit d'autant plus autorisé à stipuler en faveur du Stathouder, son proche parent et victime de son attachement pour S. M.; que cependant son intention n'est nullement d'insister sur l'évaluation spécifique de l'indemnité, qui pourrait faire perdre beaucoup de temps, et qu'en dernière analyse, on pourrait se borner à reconnaître dans le traité « que le prince d'Orange » doit être indemnisé pour la perte des biens patri- » moniaux de sa famille, et qu'il ne renoncera for- » mellement à ses anciens droits comme Stathouder, » que lorsque cette indemnité sera accordée. » J'ai dit à lord Hawkesbury que les motifs qui se sont opposés à l'insertion d'un article semblable dans les préliminaires, militeraient encore contre son adoption à Amiens; que le Stathouder se trouvant actuellement à Berlin, il lui serait facile de stipuler lui-même les négociations entamées à son égard, et que l'on pouvait s'en rapporter entièrement à l'intérêt que la maison d'Orange avait toujours inspiré à la cour de Prusse. Nonobstant ces observations, on espère toujours ici de faire des démarches utiles au Stathouder. Au surplus, le ministre m'a assuré qu'outre cet article, le projet anglais ne renfermait absolument aucune proposition qui n'ait été prévue par les préliminaires.

Quant à M. de Souza et à sa mission, lord Hawkesbury n'a pu disconvenir que, suivant l'esprit de nos négociations préliminaires, l'apparition d'un ministre portugais à Amiens ne soit contraire à nos

conventions ; « mais , a-t-il dit , la cour de Portugal » nous a particulièrement sollicités de favoriser cette » admission , dans l'espoir que la présence de son » ministre empêcherait l'insertion d'aucun article » que l'Espagne pourrait proposer au détriment du » Portugal. D'ailleurs , lord Cornwallis s'en est déjà » expliqué avec votre gouvernement , qui n'y a fait » aucune objection. » Je l'ai assuré du contraire , en lui parlant dans le sens que vous m'avez prescrit. Il attend des dépêches de lord Cornwallis qui l'instruiront sans doute de la réponse que le citoyen J. Bonaparte avait été chargé de faire.

M. Windham vient de produire une nouvelle motion touchant l'intégrité territoriale du Portugal. Elle a été sans effet , et le Parlement ne paraît aucunement disposé à traverser les plans du ministre pour amener , le plus promptement possible , la conclusion définitive de la paix.

Vous avez bien voulu , Citoyen ministre , m'annoncer les instructions touchant la marche à suivre à l'égard des Français de toute espèce qui assiègent ma porte , et dont j'ai eu l'honneur de vous entretenir en détail dans ma dépêche n° 22. La moitié de mon temps est employé en réponses insignifiantes aux questions que l'on me propose. Les émigrés , proprement dits , ne se présentent chez moi que lorsqu'ils ont obtenu des surveillances ; mais les prêtres déportés , les colons de la Martinique et de Saint-Dominique , les sexagénaires malades et les femmes , se réclament journellement de mon appui , et je ne sais comment répondre à leurs importunités. Ne pouvant



en aucune manière entrer dans les détails minutieux qu'exigerait l'examen des affaires de ce genre, je désirerais vivement qu'elles fussent entièrement confiées au bureau de police, à Calais, à qui je renverrais les réclamants, dont l'extérieur et les qualités personnelles suffisent souvent pour inspirer la compassion ou la défiance. Il faut sans doute le plus grand discernement pour ne pas introduire au sein de la République des hommes qui ne respirent que la vengeance, et que tant d'actes d'humanité et de justice de la part du gouvernement, ne peuvent ramener à des sentiments de bienveillance et d'affection envers leurs concitoyens.

Lord Hawkesbury m'ayant promis deux cents nouveaux passe-ports de commerce en échange de ceux que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, j'ai différé jusqu'à ce moment l'expédition de votre courrier. Je viens de recevoir ces passe-ports, et je les joins à mes paquets.

D'après tout ce que j'ai entendu de la modération du projet anglais, que lord Cornwallis a été chargé de communiquer, j'attends avec une vive impatience votre opinion sur cette pièce; je doute qu'elle soit aussi satisfaisante qu'on aime à la représenter ici; cependant, on manifeste à cet égard la plus grande confiance. « L'article de Malte, me dit-on, était le seul essentiellement difficile. On est prêt à s'entendre sur ce sujet. Plusieurs autres objets sont désirables, mais ne sont pas de nature à retarder considérablement la négociation. » Cette opinion est d'un homme qui connaît l'intérieur du cabinet, mais

qui n'a avec moi que des rapports d'amitié. Je vous le transmets à tout événement. Quant au ministre, il est tout simple qu'il insiste, ostensiblement même, sur les points qu'il est déterminé à abandonner. »

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
24 déc. 1801.

« Citoyen ministre, j'ai reçu votre dépêche avec les pièces qui y sont jointes, dont j'ai déjà fait usage. Lord Cornwallis est indisposé depuis deux jours; il a éprouvé des attaques de goutte; on espère qu'elles n'auront pas de suites aggravantes, et qu'il pourra continuer à s'occuper du travail qui lui est confié. J'attends, par le retour de mon courrier, votre réponse à ma dépêche n° 7; je ne doute pas que vous ne m'indiquiez si l'intention du gouvernement est que je présente un contre-projet ou que l'on discute celui dont je vous adresse la copie.

J'ai reçu ici les protestations les plus solennelles que l'intention du gouvernement britannique était de terminer le plus tôt possible la négociation, mais en même temps on se montre décidé à ne pas abandonner l'article de Tabago, ni le prince d'Orange. »

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
24 déc. 1801.

« Citoyen ministre, je reçois à l'instant votre dépêche du 23.

J'ai reçu aujourd'hui lord Cornwallis qui m'a assuré qu'il désirait vivement une prompte conclusion; il m'a ajouté que si l'Espagne ne se hâtait pas d'envoyer un plénipotentiaire, il serait possible de signer le traité sans l'attendre; que cette puissance pourrait y accéder après, comme devait faire la Porte-Ottomane.

Demain, je compte lui présenter le contre-projet. Je

suivrai les directions contenues dans votre dépêche.»

« Citoyen, j'ai été chargé par le ministre de porter tous les jours au premier Consul les dépêches du département. Le premier Consul, après en avoir pris connaissance, me les remet pour être renvoyées au ministre, et ainsi le court voyage qu'il a fait à Lyon ne change rien à l'ordre général du service; cependant, le premier Consul, en me remettant hier vos deux n<sup>os</sup> 8 et 9, m'a donné ordre de vous répondre. J'ai écrit sous sa dictée, et j'envoie copie de ma lettre au ministre qui, sans doute, vous écrira directement pour donner à tout ce que j'ai l'honneur de vous écrire, le caractère officiel que je ne puis lui donner moi-même.

M. Hauterive, chef de division au ministère des affaires extérieures, à Joseph. Paris, 26 décembre 1801.

Par la dernière dépêche du ministre, vous avez dû voir que le désir du gouvernement était d'arriver le plus promptement possible à la conclusion du traité. Cette accélération est d'autant plus importante, que les affaires d'Allemagne se trouveraient dans ce moment-ci convenablement arrangées, si l'intention du gouvernement de la République n'était pas avant de se prononcer sur ce point d'être assuré des résultats de la négociation dont vous êtes chargé.

Le premier Consul sera probablement de retour de Lyon, vers les premiers jours de janvier. Il verrait avec plaisir que le moment de son retour à Paris, fût celui de la conclusion de la paix. Il vous laisse maître de présenter un contre-projet à lord Cornwallis. M. Addington a assuré le citoyen Otto que le gouvernement anglais voulait promptement finir. Il paraît ne plus compter sur Tabago. Le citoyen



Otto a refusé un passe-port au ministre de Portugal.

Il ne reste donc que trois questions importantes à discuter :

L'île de Malte, les prisonniers et le Stathouder ; les pêcheries et les séquestres viendront ensuite. L'autorisation que vous avez reçue, d'admettre dans les articles patents un article pour le Stathouder, vous donne un vaste champ pour exiger que l'affaire de Malte et celle des prisonniers soient décidées à votre avantage.

Il n'y a rien à ajouter à ce qui vous a été précédemment dit relativement aux prisonniers. L'affaire de Malte, telle qu'elle est posée par lord Cornwallis, présente de grandes difficultés. Un tel arrangement s'accorde mal avec la situation actuelle de cet ordre.

L'intérêt particulier que Paul I<sup>er</sup> manifeste en sa faveur, a seul empêché le duc de Bavière de s'emparer des commanderies de l'Ordre qui sont dans ses États. Cette prétention n'est pas abandonnée ; le roi d'Espagne paraît disposé à adopter la même mesure. De vives discussions, à ce sujet, se sont élevées entre le Pape et lui, et le Saint-Père sollicite aujourd'hui la médiation de la République.

Le gouvernement anglais doit sentir que le roi d'Espagne aurait de nouvelles raisons pour se confirmer dans le projet de se saisir des biens de l'Ordre. s'il était une fois admis que des chevaliers anglais peuvent en faire partie.

On ne pourra pas vous alléguer l'exemple de la Russie comme la Prusse, ayant parmi leurs sujets un grand nombre de catholiques.

Quant à la France , on ne supposera que sans but et sans raison, elle consente à faire des sacrifices pécuniaires pour entretenir les immenses fortifications de l'île de Malte.

Ce projet, d'ailleurs, est bien conforme aux intérêts de l'Angleterre elle-même? N'est-il pas vrai de dire que des chevaliers espagnols, italiens, tous de la même communion chrétienne, vivent mieux, entre eux, qu'avec des chevaliers protestants? Plus on réfléchit sur cette question, et plus on voit que le moyen de concilier tous les intérêts, est de démolir les fortifications de Malte et d'en faire un grand lazaret pour toutes les nations du monde.

Alors les troupes napolitaines deviennent inutiles, l'institution de l'Ordre en France et en Angleterre est désormais sans objet. Cette île cesse de conserver une importance majeure, et ses fortifications une fois démolies, rien n'empêche qu'on ne rétablisse l'Ordre sous la garantie des puissances de l'Italie, de l'Allemagne et de la France. C'est le moyen de neutraliser l'institution, dont l'existence n'aura plus que des avantages communs et aucun inconvénient politique.

Quant à l'idée de recevoir des chevaliers de l'île de Malte, elle est juste et sage ; elle s'adapte parfaitement à celles que je viens de vous exposer.

A l'égard de l'époque de l'exécution, vous avez très bien exposé, dans une de vos lettres, qu'il n'est pas juste que l'évacuation de Malte ne fût pas simultanée avec celle des troupes françaises des États de Naples. Le premier Consul désire que vous insis-

tiez sur ce point, et comme il pense qu'il est conforme à la justice que les Français évacuent le plus tôt possible le royaume de Naples, il croit que ce motif doit servir à accélérer l'évacuation de Malte par les Anglais.

Le premier Consul restera à Paris presque toute la décade prochaine, pour se trouver à portée de vous donner les instructions ultérieures que pourrait nécessiter la marche de la négociation. Il vous recommande de faire tous vos efforts pour en accélérer l'issue.

Je vous prie, Citoyen, de vouloir bien recevoir l'assurance de mon respect.

M. Haunterive  
à Joseph. Paris,  
27 déc. 1801.

« Citoyen, le premier Consul me donne l'ordre de vous expédier sur-le-champ, par un courrier extraordinaire, le n° 29 qu'il vient de recevoir du citoyen Otto.

Il lui a paru important que vous connaissiez sans délai les motifs qu'il a de présumer avec un certain degré de certitude que le ministre anglais est loin de réclamer comme une rédaction définitive, celle de l'article du projet de lord Cornwallis relatif à l'île de Malte. La dépêche du citoyen Otto nous montre assez clairement que le gouvernement anglais est disposé à admettre des modifications sur ce sujet, et le premier Consul ne doute pas que lorsqu'il nous verra céder sur l'article relatif au prince d'Orange, il ne se montre facile sur les points sur lesquels nous avons été jusqu'à ce moment en opposition.

Le premier Consul trouve dans cette dépêche du citoyen Otto de nouveaux motifs de tenir à la marche



qu'il m'a chargé de tracer dans une lettre d'hier, et que j'ai eu l'honneur de vous adresser. J'ai fait connaître au citoyen Otto, par ce même courrier, les intentions du premier Consul relativement à cet objet : en l'informant aujourd'hui que je vous fais parvenir sa dernière dépêche, je lui donne à conclure tout le parti que vous saurez en tirer, et je l'avertis suffisamment des soins qu'il doit se donner pour adopter la marche de ses communications verbales avec celle de la négociation principale.

Le premier Consul me charge de vous dire que vous pouvez confier la lettre que je vous adresse pour le citoyen Otto, à lord Cornwallis, pour la faire partir par la voie de ses propres courriers ; c'est assez vous dire qu'elle est rédigée de manière à pouvoir être lue sans inconvénient par les agents de son ministère.

Je vous prie, Citoyen, de vouloir bien me renvoyer ou la copie du n° 29 du citoyen Otto, que je vous expédie, ou l'original quand vous en aurez fait tirer une copie. »

« Citoyen ministre, vous trouverez ci-joint la copie du contre-projet que j'ai adressé à M. le marquis de Cornwallis. Il est rédigé d'après vos premières instructions et les modifications indiquées par votre dépêche du 2.

J'ai cru devoir omettre entièrement l'article des préliminaires relatif au Portugal, quoiqu'il fût porté textuellement dans le projet qui m'a été remis à Paris. Cet article, tel qu'il est rédigé, garantit et reconnaît l'intégrité des possessions de S. M. Très Fidèle

Joseph à Talleyrand. Paris,  
27 déc. 1801.

sur le même pied où elles se trouvaient. Il est cependant de fait que Badajoz et celui de Madrid ont stipulé d

L'article 6 de notre dépêche diplomatique, porte que le traité de Madrid qu'il n'est pas révoqué par l'article de Londres, pas plus que le traité révoqué dans les stipulations qui résultent de Madrid et Lisbonne. Cette dernière est incontestable, la première ne me paraît pas l'être. Les stipulations de Badajoz et la France sont plus avantageuses pour la puissance que celles contenues dans le traité de Madrid ; vous désirez qu'on s'en tienne aujourd'hui aux stipulations de Madrid par l'article secret signé à Londres. Le gouvernement français s'est engagé à se conformer dans les deux Guyanes française et hollandaise qu'elles ont été réglées dans l'acte de Madrid tandis que le traité de Madrid nous paraît plus étendues.

Quoique le traité de Badajoz n'a été ratifié par le gouvernement français, il n'est pas que les stipulations sont solennelles vis-à-vis de l'Espagne, puisqu'il a été désigné dans l'article secret, signé par le citoyen français, et solennellement ratifié. L'engagement paraît être le même.

Si je ne me trompe pas dans cette opinion, ne pourrait-il pas s'ensuivre qu'un traité portugais devrait réellement être appelé

cette nouvelle stipulation, à moins que l'on ne préfère le mode plus expéditif de s'y engager par un article secret avec l'Angleterre, à la suite duquel le gouvernement français pourrait faire signer une nouvelle stipulation avec le gouvernement portugais.

Mais ce nouveau traité avec le Portugal ne devrait-il pas être présenté au corps législatif et assujéti à une discussion publique qui deviendra peut-être embarrassante, attendu l'impossibilité des stipulations contradictoires qui auront eu lieu avec cette puissance ? Si, au contraire, elles étaient comprises dans le traité définitif, l'importance des autres articles contenus dans cet acte ne leur en laisserait aucune, et n'occuperait pas de nouveau le public d'une matière sur laquelle son attention a déjà été portée plusieurs fois.

Cette transaction avec le Portugal occupe beaucoup le public anglais. Lord Cornwallis m'a déclaré qu'il était impossible qu'il n'en fût pas question dans le traité, et que l'article secret ne fût fidèlement exécuté dans le sens restrictif qu'il donne à la fixation des limites des territoires français et portugais dans la Guyane, qui ne doivent excéder en rien celles fixées par le traité signé à Badajoz, le 6 juin, et communiqué par le citoyen Otto à Londres dans la note du 10 du même mois.

Comment est-il possible de concilier ces faits avec les expressions contenues dans votre lettre du 22 décembre, art. 6, qui porte : « Il faut absolument s'en tenir au traité de Madrid pour la France, et à celui de Badajoz pour l'Espagne. Ces traités ne dérangent

» en rien à l'article secret du traité de Londres. »

Je vous prie, Citoyen ministre, de me donner les éclaircissements dont j'ai besoin pour être de votre avis.

Sur les séquestres, la première rédaction a été maintenue. J'y ai ajouté des développements qui ne pourraient laisser aucun doute dans l'esprit des juges s'ils étaient admis. Votre lettre du 22, ne contient rien au-delà.

J'attends avec beaucoup d'impatience vos premières dépêches. »

Lord Cornwallis à Joseph.  
Amiens, 27 décembre 1801.

« Le soussigné a reçu la note que le citoyen Joseph Bonaparte lui a fait l'honneur de lui adresser, en date d'hier, avec le projet de traité définitif qui y était joint.

En conséquence de ce que ce ministre a la bonté de lui témoigner, le soussigné sera à ses ordres pour la discussion du projet qu'il lui a transmis le 21 de ce mois, ainsi que de celui qu'il vient de recevoir de sa part. Demain matin, à onze heures, si cela peut lui convenir, il aura l'honneur de se rendre chez le citoyen Joseph Bonaparte, ou l'attendra chez lui, comme il sera plus agréable à ce ministre, et il lui propose la présence des secrétaires de légation respectifs. »

Joseph à lord Cornwallis ;  
Amiens, 27 déc. 1801.

« Le soussigné aura l'honneur de se rendre demain, à midi, chez M. le marquis de Cornwallis. Il amènera avec lui le citoyen Dupuy. »

Le soussigné, ambassadeur extraordinaire de la République Batave auprès de la République Française, et son ministre plénipotentiaire au congrès d'Amiens, est chargé d'exprimer de nouveau par cette note, au citoyen Joseph Bonaparte, conseiller d'État et ministre plénipotentiaire de la République Française audit congrès, les dispositions sincères qui animent le gouvernement batave et son désir le plus pressé de contribuer au prompt succès de cette négociation. Le soussigné éprouve une satisfaction bien douce en ajoutant que toutes ses instructions manifestent hautement ce désir, et que, lorsque dans le cours de cette négociation, son zèle personnel le portera à éviter tout ce qui pourrait en entraver la marche et en accélérer l'heureuse issue, il ne fera qu'obéir aux ordres qui lui ont été constamment transmis. Il ose même annoncer que les différents objets sur lesquels il doit appeler l'attention des ministres plénipotentiaires, quoique d'une très grande importance pour la République Batave, sont cependant extrêmement simples par leur nature et qu'ils ne sont susceptibles que d'une discussion franche, amicale et facile. Le soussigné a déjà eu l'honneur d'entretenir verbalement le ministre plénipotentiaire français de quelques-uns des ces objets. Il lui a dit qu'invité par le premier Consul à participer à cette négociation, et muni de tous les pouvoirs qui lui sont nécessaires pour concourir à la confection d'un traité définitif qui ne peut être que le résultat de conférences et d'explications antécédentes, il n'attendait que le moment et le mode que le ministre de France voudrait bien indiquer pour

M. Schimmelpenninck à Joseph. Amiens, 27 déc. 1801.



entamer formellement les discussions. Le soussigné n'a pas surtout laissé ignorer au citoyen Joseph Bonaparte la juste confiance dont le gouvernement français a pénétré envers le premier Consul. Cette confiance a soutenu aujourd'hui l'espoir du peuple batave, l'a empêché de penser qu'au moment même où le premier Consul croyait devoir exiger de la part de l'allié de la France un sacrifice aussi considérable que celui de Copenhague, accompagné d'une stipulation qui ouvre le port de Copenhague aux vaisseaux français et anglais, il avait eu dans sa sagesse, les moyens de rendre ces pertes moins douloureuses et d'indemniser la nation batave de manière à ce qu'un gouvernement respectable et dévoué aux intérêts de son pays pût, se permettre de souscrire à des conditions aussi pénibles. Le soussigné, entièrement convaincu de la généreuse magnanimité du gouvernement français, n'a point voulu prévenir l'effet. Il aurait craint que l'impression favorable des Bataves n'anticipât sur les intentions bienveillantes du premier Consul à leur égard. Le sentiment de délicatesse qui, jusqu'ici, a commandé son silence, lui fera encore attendre sur un point essentiel les ouvertures du premier Consul. Il se flatte que ces ouvertures ne seront pas long-temps différées, puisqu'il est informé que la négociation entre la République Française et S. M. B., est déjà assez avancée pour qu'un projet de traité ait été présenté à la discussion des ministres de ces puissances.

Le soussigné, voulant éviter le reproche de délai que son silence ultérieur pourrait entraîner, craint de remplir une des obligations les plus sacrées de son



ministère et se conformer également à l'esprit et à la lettre de l'article 15 des préliminaires, en priant le ministre plénipotentiaire français de lui donner officiellement connaissance de ce projet. Les rapports intimes qui existent entre les deux républiques, justifieraient assez cette demande si elle n'était d'ailleurs fondée sur la participation du gouvernement batave à la confection d'un traité qui doit être rédigé de concert avec les alliés des puissances contractantes. Le ministre plénipotentiaire français sentira sûrement la convenance et la nécessité d'établir, dans tout le cours de cette négociation, entre lui et le ministre batave, cette communication franche et absolue qui semble devoir être le résultat de l'étroite alliance qui unit les deux nations. Le soussigné a déjà eu l'honneur de faire connaître au citoyen Joseph Bonaparte, que le gouvernement batave était dans le cas d'adresser les plus justes réclamations à S. M. B. L'équité de ces réclamations est si évidente qu'elles ne peuvent guère être contestées ; mais comme elles doivent faire partie intégrante d'un traité dont le gouvernement batave désire ardemment la conclusion, le soussigné ne saurait trop fortement insister sur la communication d'un projet qui, sans doute, obtiendrait difficilement l'assentiment du premier Consul, s'il ne stipulait les clauses qui, à tant de titres, intéressent la fidèle alliée de la République Française. »

« Citoyen, au moment du départ de mon courrier, je reçois votre lettre d'hier. J'avais déjà présenté mon contre-projet. Il reste plus de questions impor-

Joseph à M.  
d'Hauterive.  
Amiens, 28  
déc. 1801.

tantes à décider que le premier Consul et vous ne paraissiez le croire. Les articles du Portugal et du prince d'Orange souffriront autant de difficultés que ceux de Malte, des prisonniers et des séquestres ; j'écris aujourd'hui en détail sur ce premier article.

Quant au Stathouder, je n'ai pas reçu l'autorisation dont vous me parlez de l'admettre dans un article patent ; je sens vivement l'importance d'une prompte conclusion, mais elle ne peut être assurée sans le concours des deux gouvernements.

Je suis charmé que cette circonstance me procure l'avantage de me rappeler à votre souvenir et de vous prier d'agréer l'assurance de ma considération. »

Conférence du  
28 déc. 1801.

« Les plénipotentiaires français et britannique étant réunis à l'effet de conférer sur les projets respectifs de paix définitive, lord Cornwallis a demandé, au nom de son gouvernement, que le traité fût rédigé dans les deux langues, parce que non-seulement il est dans l'ordre naturel qu'une nation ne s'oblige que dans sa propre langue, mais encore parce que les préliminaires devant servir de base au présent traité ont été rédigés en anglais et en français.

Le citoyen Joseph Bonaparte a répondu qu'il pourrait à cet égard invoquer l'usage plus constant d'écrire en langue française exclusivement ; que cependant l'observation de lord Cornwallis pourrait être prise en considération par le gouvernement français et qu'il se réservait de la lui transmettre.

Lord Cornwallis a demandé pour quel motif le contre-projet adressé par le citoyen Joseph Bonaparte

te ne stipulait pas la cession en toute propriété des îles Ceylan et la Trinité, quoique cette cession fût une clause des plus importantes dans les préliminaires.

Le citoyen Joseph Bonaparte a répondu que l'intention de son gouvernement était clairement exprimée dans le contre-projet pour l'admission littérale des clauses du projet présenté par lord Cornwallis, qui contiennent la réserve des îles Ceylan et la Trinité de la part de l'Angleterre.

Il a ajouté que les plénipotentiaires espagnol et hollandais, quoique réputés présents dans le préambule du contre-projet, étaient encore, dans la réalité, absents ou considérés comme tels jusqu'au moment où l'on en viendrait à la discussion générale des articles qui concernent leurs nations, et que, ce moment une fois arrivé, ils feraient des cessions formelles résultant des préliminaires.

Le plénipotentiaire britannique a observé que l'article des prisonniers, dans le contre-projet, lui passait rédigé dans un sens opposé aux préliminaires et que les deux nations n'avaient plus le droit de Carter.

Le citoyen Joseph Bonaparte a dit que par les préliminaires : « les puissances contractantes s'étaient réservé de décider cette question dans le traité définitif, conformément au droit des gens et aux usages ; que le droit des gens n'ayant pu être altéré par les seuls traités de 1763 et 1783, qu'il faut considérer comme deux exceptions au milieu d'une longue suite de traités uniformes pour les-



» quels les prisonniers sont rendus sans rançon ni ré-  
» pétitions quelconques ; » son gouvernement ne pou-  
vait donner aux préliminaires une autre explication  
que celle énoncée dans le contre-projet.

Lord Cornwallis a objecté que la correspondance  
entre les deux gouvernements, relative aux prison-  
niers pendant le cours de la guerre, avait établi une  
sorte de convention de se tenir compte mutuellement  
des frais d'entretien. Le citoyen Joseph Bonaparte a  
répliqué que si la correspondance avait été bien  
claire, on aurait, d'après elle, décidé la question  
dans les préliminaires sans la soumettre à l'examen  
du droit des gens et des usages.

Lord Cornwallis s'est alors réduit à demander si  
la résolution du gouvernement français sur cet article  
était tellement absolue qu'on ne pût le soumettre  
encore à la discussion.

Le citoyen Joseph Bonaparte a consenti que l'ar-  
ticle fût de nouveau discuté dans les prochaines con-  
férences.

Lord Cornwallis a parlé ensuite du Portugal et de  
l'oubli qui en était fait dans le contre-projet.

Le citoyen Joseph Bonaparte a observé que la paix  
étant faite et publiée avec le Portugal, il n'y avait pas  
lieu de le rappeler dans le traité.

Lord Cornwallis a objecté l'article secret par le-  
quel le gouvernement français consent à n'admettre  
d'autres limites dans la Guyane que celles établies par  
le traité de Badajoz, quoique le traité de Madrid, qui  
est postérieur, accorde à la France une plus grande  
étendue de territoire.

Le citoyen Joseph Bonaparte a dit que son gouvernement, fidèle à l'exécution de cet article secret, consentirait à en faire un autre conçu dans les mêmes termes.

Lord Cornwallis a observé sur cette proposition qu'il ne croyait pas qu'elle serait admise par son gouvernement, ne fût-ce pour autre raison que la nécessité où il se trouverait de rendre public tout ce qui sera arrêté par le traité définitif, quant au Portugal, vu les sacrifices que l'Angleterre a faits pour obtenir l'intégrité de ce royaume.

Le plénipotentiaire de S. M. Britannique a remarqué que le gouvernement français, dans son projet, a substitué S. M. Sicilienne, pour garant de l'île de Malte, envers l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, à la place de l'Empereur de toutes les Russies qui est proposé pour garant dans le projet présenté par le gouvernement anglais.

Le plénipotentiaire français a répondu que S. M. Britannique ayant reconnu, par le projet qui a été communiqué par lord Cornwallis, la suzeraineté de S. M. le roi des Deux-Sicules sur Malte, ayant proposé de faire garder les fortifications de cette île par les troupes de cette puissance, il semblait plus naturel de lui attribuer la garantie d'un pays confié à sa garde et dont il était, en sa qualité de suzerain, le garant naturel ; qu'au reste, avant de s'étendre davantage sur cette question, il serait à propos de se mettre bien d'accord sur l'existence actuelle de l'Ordre auquel l'île de Malte devait être remise ; que la France ne songeait point au rétablissement d'une langue

française ; qu'elle ne pouvait pas imaginer que le gouvernement britannique insistât sur l'institution d'une langue anglaise, surtout d'après les assurances qu'il a bien voulu donner lord Cornwallis, que cette proposition n'avait été faite que dans l'hypothèse où la France aurait voulu le rétablissement de la Pologne.

Joseph à Talley-  
rand, Amiens,  
29 déc. 1802.

« Citoyen ministre, vous trouverez ci-joint copie de la conférence que j'ai eue hier avec lord Cornwallis. Il a été question de l'article de Malte, des prisonniers du Portugal, et des cessions de la Trinité et de ses possessions hollandaises dans l'île de Ceylan ; je n'ai trouvé dans les dispositions du ministre anglais aucune des modifications dont semblait me flatter votre dernière dépêche.

À l'article de Malte, il a insisté très vivement pour que la garantie fût attribuée à la Russie. Il ne considère l'Ordre actuel que tel qu'il a été modifié par l'Empereur de Russie, qui consacre l'admission des chevaliers non catholiques ; il n'insiste pas sur l'institution d'une langue d'Angleterre. Il m'a assuré, sans vouloir le consigner dans le protocole, que les revenus de l'Ordre, mis en réserve dans plusieurs parties de l'Europe, sont suffisants pour solder les troupes qui garderont les forteresses de cette île au moment où les troupes anglaises les évacueront ; il n'insistera pas sur l'évacuation de Malte par les Anglais au moment de l'évacuation de l'État de Naples par les troupes françaises. Le gouvernement britannique est très décidé à ne point stipuler la démolition de Malte. Lord Cornwallis est entré sur cette matière dans des



détails assez précis pour me convaincre qu'il y a long-temps réfléchi, et qu'aucune des chances favorables que l'occupation de Malte pourrait offrir à la France au moment d'une rupture et lorsque les forces anglaises n'auraient pas encore pu pénétrer dans la Méditerranée, ne lui échappent pas ; la garantie du roi de Naples, dont les États se trouvent sous la main de la France, lui paraît illusoire.

Je ne pense pas que le ministre britannique consente jamais à la démolition des forteresses de Malte.

Je suis entré, sur la question des prisonniers, dans de très grands raisonnements. Lord Cornwallis prétend que, pendant long-temps, les prisonniers français en Angleterre ont été habillés par le gouvernement anglais, et que les prisonniers anglais en France l'ont été par le même gouvernement. Si ce fait est vrai et que nous ne puissions point en dire autant, il serait évident que les notions générales du droit nous forceraient à une restitution. Je vous prie de me faire donner sur ce point le plus d'éclaircissements et de faits positifs qu'il vous sera possible.

Il n'a plus été question de l'admission d'un plénipotentiaire portugais, mais beaucoup de l'insertion d'un article patent de la stipulation contenue dans l'article secret de Londres sur les limites des deux Guyanes, conformément à ce qui a été stipulé à Badajoz. Je me suis contenté de proposer le même article secret, ce à quoi il n'a pas été répliqué. Le plénipotentiaire anglais met un grand prix à ce que le traité soit rédigé en anglais comme en français. Je lui ai objecté les réclamations qui pourraient être fai-

tes par l'Espagne et la Hollande , qui voudraient avoir aussi une rédaction dans leur langue, les inconvénients qui pourraient en résulter et l'usage général qui a prévalu pour la langue française. Il me répond par une volonté ferme , autorisée par le droit et l'exemple des préliminaires.

Le plénipotentiaire anglais s'est beaucoup récrié sur les articles relatifs aux cessions de la Trinité et des possessions de Ceylan qui se trouvent dans son projet, et dont il n'a pas été question dans celui que je lui ai présenté ; il m'assure que son gouvernement en sera alarmé. Il insiste vivement pour que l'on hâte l'arrivée du ministre espagnol , et qu'en attendant, le ministre batave soit admis aux conférences et convienne de la cession des possessions et de l'article relatif à la franchise du cap de Bonne-Espérance.

D'un autre côté, le ministre batave vient de m'adresser la note dont vous trouverez ci-joint copie ; j'attends votre première dépêche avant de lui répondre. Le traité devant être signé en commun par toutes les puissances contractantes , il est évident qu'il faudra que je sois muni de pouvoirs pour concourir au même traité avec le ministre d'Espagne et de Hollande. Je vous prie de m'adresser en même temps les instructions qui me seront nécessaires.

Pensez-vous que le port du Cap de Bonne-Espérance doive être ouvert aux Espagnols, comme aux Anglais et aux Français ? »

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
29 déc. 1801.

« Citoyen ministre , nous venons d'avoir une conférence de six heures, qui ne nous a donné aucun résultat

qu'il ait été possible de consigner dans un protocole au moment de la signature. Lord Cornwallis a préféré de remettre la conférence à après-demain, ayant voulu prendre le jour de demain pour écrire à sa cour.

Je vous envoie le projet de protocole qui aurait été rédigé. Il servira à vous faire sentir l'importance extrême que met le plénipotentiaire anglais à ce que le ministre batave soit admis aux conférences, et que le ministre espagnol hâte son arrivée. Vous remarquerez que j'ai répondu à son extrême insistance sur cet objet, en proposant de suivre dans nos discussions l'ordre établi dans les deux projets.

L'article des prisonniers devait être traité le premier ; le plénipotentiaire anglais s'est beaucoup récrié sur l'opinion que j'ai manifestée de ne passer à la discussion des articles suivants qu'après avoir définitivement arrêté les articles qui précèdent. Il a demandé que l'on se contentât de discuter un article pendant deux ou trois conférences et de passer aux suivants. Si l'on n'était pas d'accord après une discussion aussi prolongée, son but est de me forcer à en venir à l'article des cessions de Ceylan incessamment, et d'y amener le plénipotentiaire batave, afin d'en obtenir une cession formelle.

Comme il m'est impossible d'admettre le ministre batave, tant que je n'aurai pas de pouvoirs pour traiter avec lui, et que je n'ai pas cru devoir alléguer cette raison, allégation, au reste, que le ministre anglais eût voulu obtenir, j'ai été forcé de me rejeter sur l'ordre des discussions à suivre de la manière dont je viens de vous l'exposer.

Cependant la négociation ne peut rester long-temps dans cet état, et j'attends le plus tôt possible les pouvoirs et les instructions qui me sont nécessaires.

Lord Cornwallis m'a paru alarmé de l'impression que ferait en Angleterre le projet dans lequel les cessions de Ceylan et de la Trinité ne sont pas formellement stipulées au nom de S. M. Catholique et de la République Batave.

Le plénipotentiaire britannique m'a demandé si, dans le cas où le ministre espagnol n'arriverait pas, il ne serait pas possible de traiter sans lui, la France s'engageant à obtenir l'accession de l'Espagne dans un terme défini et, dans tous les évènements, à garantir formellement à l'Angleterre l'île de la Trinité. Je lui ai répondu que je ne doutais point de l'arrivée prochaine du ministre espagnol; que, dans tous les cas, je me proposais d'en référer à mon gouvernement.

Les deux gouvernements m'ont paru très loin de s'entendre sur l'article des prisonniers.

Lord Cornwallis répète sans cesse qu'il y a une promesse de la part du citoyen Otto, qui a été autorisé par son gouvernement à faire entendre à lord Hawkesbury, qu'au moment de la négociation définitive, l'île de Tabago serait rétrocédée à l'Angleterre et que ce serait là le moyen d'indemniser S. M. Britannique des frais énormes qu'elle avait faits pour les prisonniers. Je réponds à cela par ce que lui-même m'a dit plusieurs fois de la conversation qu'il avait eue avec le premier Consul, et je me prévaut de l'ignorance dans laquelle je suis et dans laquelle

il a été lui-même si long-temps sur les communications verbales qui ont eu lieu à ce sujet entre le citoyen Otto et Mylord Hawkesbury. J'insiste purement et simplement sur l'article de notre projet. Cependant je vous sou mets auparavant de faire part à lord Cornwallis d'un projet qui serait plus plausible, sans cependant oser me flatter que le plénipotentiaire anglais veuille l'accepter. Je vous réitère mes instances pour le prompt envoi des pouvoirs et des instructions qui me sont indispensables.

Lord Cornwallis m'a dit plusieurs fois, aujourd'hui, que le ministre anglais, après avoir laissé partir avec tant de bonne foi la flotte et l'armée de Brest, pouvait se trouver étrangement compromis aux yeux du public anglais, si le gouvernement français et ses alliés pouvaient hésiter à remplir leurs engagements, et à terminer la négociation de la manière que les préliminaires et les relations qui ont existé entre les ministres français et anglais à Londres doivent le faire espérer ; que, dans son pays, le ministère devait beaucoup à l'opinion, et que, jouissant hier de toute la faveur publique, il pouvait en être dépouillé demain, et que ce n'était pas sans horreur qu'il entreverrait alors la possibilité de la reprise des hostilités ; que l'intérêt de ce ministère était de conclure vite, et que celui du gouvernement français était le même, s'il désirait aussi vivement qu'il le croyait, la pacification générale. »

« Citoyen, j'ai porté au premier Consul votre dépêche n° 10 et le contre-projet que vous avez pré-

M. Hauterive  
à Joseph. Paris,  
29 déc. 1801.



senté à lord Cornwallis ; il m'a chargé de vous transmettre sans délai les instructions que vous demandez au ministre à ce sujet.

Les stipulations sur le Portugal sont le principal objet de votre dépêche. Sur ce point il me paraît qu'il est facile de s'entendre. Le traité de Madrid est certainement le seul traité diplomatique entre la France et le Portugal, parce qu'il est le seul qui ait été ratifié par les deux puissances. Le traité français de Badajoz n'est qu'un résultat de négociations sans autorité comme sans sanction du gouvernement. Il appartient au droit public. Ainsi, toutes les clauses du traité de Madrid doivent être exécutées, et si celle d'entre elles qui est relative aux limites de la Guyane est susceptible d'être modifiée, ce ne peut être que par le nouvel engagement que la République a pris avec l'Angleterre, et qu'il peut y avoir été dérogé.

La République s'est engagée, par les préliminaires de Londres, à conserver l'intégrité du Portugal. Avant cet engagement, le traité de Madrid était le seul qui fixât les rapports politiques du Portugal avec la France. Ce traité fixe encore, sauf les modifications relatives à la renonciation que nous avons faites par les préliminaires de Londres, d'une portion du territoire de la Guyane qui nous était acquis par le traité de Madrid.

Si l'on dit que l'article secret des préliminaires de Londres déroge aux articles patents : 1° en ce qu'il conserve à l'Espagne la province d'Olivenza, que le traité espagnol de Badajoz avait assuré à cette puissance ; 2° en ce qui détermine les limites de la



une entre les deux puissances telles qu'elles  
 ont été assignées par le traité de Badajoz, cette  
 géographie n'établit pas de parité entre les deux traités.  
 Le traité espagnol est un vrai traité. Le traité fran-  
 çais de Badajoz n'est plus rien. La citation qui en est  
 faite dans l'article secret de Londres n'est aujourd'hui  
 qu'une forme d'indication pour énoncer un fait  
 géographique. Olivenza doit rester aux Espagnols.  
 Les deux puissances sont d'accord sur ce point. Les  
 limites de la Guyane doivent être fixées selon le  
 même principe géographique rappelé dans les préliminaires  
 de Londres. Il ne peut y avoir de dispute, ni sur les  
 lieux, ni sur la forme. Lors de l'échange des ratifica-  
 tions du traité de Madrid avec la cour de Portugal,  
 les articles patents des préliminaires de Londres  
 ont été publiés; le gouvernement de Portugal fit des  
 protestations pour ratifier. Notre ambassadeur était  
 muni des articles secrets, et il les communiqua aux  
 ministres portugais. Il fut convenu, lors de l'échange  
 des ratifications, et par un acte spécial du citoyen  
 Napoléon Bonaparte, dont je joins ici copie, que les  
 articles secrets de Londres seraient exécutés. Ainsi,  
 nous avons franchement exécuté d'avance la clause  
 insérée dans l'article secret des préliminaires.  
 Le premier Consul vous autorise donc à stipuler  
 pour l'exécution; seulement, que le traité de Bada-  
 joz soit pas cité. Je joins ici l'article de ce traité  
 qui est relatif à la Guyane, et une carte sur laquelle  
 est tracée la limite consentie. Il vaut beaucoup mieux  
 tracer cette limite, que de rappeler un traité qui  
 ne doit pas avoir d'existence.

Cependant, cette stipulation ne nécessite ni n'autorise l'admission d'un ministre portugais, et le premier Consul tient d'autant plus à écarter persévèrement la demande qui en est faite, qu'il a tout lieu de croire que le but secret de cette instance est de nous faire revenir sur la stipulation de 20 millions que nous doit le Portugal, et que l'on voudrait probablement imputer à titre de compensation relativement à ce que l'Angleterre prétend que nous lui devons pour les prisonniers.

Le contre-projet que vous avez présenté a fait naître quelques observations, que le premier Consul me donne ordre de transmettre : vous n'aviez pas reçu les deux dernières dépêches que j'ai eu l'honneur de vous adresser au moment où vous l'avez proposé au négociateur anglais. Il désire que vous représentiez l'article de Malte dans le sens de ces deux dépêches, et que vous demandiez que ses fortifications soient démolies.

Il voudrait que toutes les îles et positions qui ont pu être occupées sur les côtes françaises pendant la guerre, et notamment l'île de Marcouf, fussent nommés aux articles de restitutions.

Il a observé que, dans la rédaction, il y a quelque fois Anglais et Français. Comme il ne s'agit encore que d'une discussion de projet, cet ordre d'énumération est de peu de conséquence ; mais il doit être changé lors du traité définitif, et, dans la dernière rédaction, vous avez été autorisé à insérer un article relatif au prince d'Orange ; la dénomination de Stathouder, qui lui est donnée dans le projet anglais, ne

doit paraître ni dans le contre-projet français, ni dans la rédaction définitive. Du reste, l'article relatif à ce prince ne doit être admis qu'autant que vous obtiendrez toute satisfaction sur Malte et sur les autres points en discussion.

Quoique l'article des pêcheries soit de première importance, cependant, Citoyen, le premier Consul pense que si vous ne pouvez rien obtenir au-delà de l'état antérieur à la guerre, la résistance de l'Angleterre sur ce point ne doit pas être prise pour un obstacle définitif à la conclusion de la paix; dans les relations actuelles, il serait peu raisonnable d'exiger plus que la France n'a pu le faire en 1783. Cette même observation s'applique à nos relations dans l'Inde.

Il faut tout faire pour obtenir de pouvoir améliorer et étendre notre position dans cette partie du monde, telle qu'elle avait été déterminée en 1783; mais il n'en faut pas faire un motif d'empêcher ni de retarder la paix.

Quant à l'article des prisonniers, le premier Consul s'est fait représenter tous les calculs qui en établissent la compensation, et il est pleinement persuadé que la France ne doit rien à l'Angleterre en lui opposant tout ce que nous ont coûté les prisonniers des troupes stipendiées par elle, et, sans y comprendre l'Autriche, nous serions en mesure de présenter un nombre égal; et pourquoi l'Autriche ne serait-elle pas comprise dans cette balance? N'avons-nous pas connu, par des aveux ministériels faits en plein Parlement, que les magasins de Stokach, que l'ineptie d'un général autrichien nous a fait



prendre, avaient coûté 2,000,000 de francs à l'Angleterre.

Le premier Consul me charge encore de vous dire qu'il désire que la reconnaissance de la République Cisalpine et du royaume d'Étrurie, par l'Angleterre, compense celle que la France fait de la République des Sept-Iles réunies.

La Cisalpine est un nouvel État dont l'existence a été consacrée par deux traités. Tous les pays qui le composent ont été cédés par leurs anciens souverains sans espoir de retour.

A la reconnaissance du roi de Toscane est attachée l'évacuation de Livourne par les troupes françaises. Quant à la Ligurie, elle n'a pas besoin d'être reconnue; elle ne forme pas un État nouveau, et son territoire n'a reçu ni augmentation, ni diminution. Si la forme intérieure de son gouvernement a changé, cette circonstance n'intéresse pas plus ses rapports avec les puissances étrangères, que le titre impérial que le roi d'Angleterre a pris et les nouvelles relations qui unissent l'Irlande à la couronne, ne changent les rapports de l'Angleterre, soit commun à la République Ligurienne,

Telles sont, Citoyen, les observations que le premier Consul m'a chargé de vous transmettre. Il m'a en même temps donné l'ordre de vous rappeler, comme objet de recommandation générale, que si, dans vos conversations, le lord Cornwallis s'entretenait avec vous de ce qui se dit dans les assemblées délibérantes de l'un et de l'autre pays, vous devez observer qu'il ne faut pas scruter scrupuleusement ce

qui peut être énoncé dans ces assemblées sur des objets en discussion.

L'article du traité français de Badajoz, relatif aux limites des deux Guyanes, se trouve transcrit dans la déclaration du citoyen Lucien Bonaparte.

Le premier Consul, après avoir lu la lettre que je viens de vous écrire, me charge d'ajouter qu'il vous recommande de lui faire connaître, jour par jour, la marche de votre négociation, et de lui envoyer successivement la rédaction des articles proposés de part et d'autre, afin qu'il puisse vous faire parvenir toutes les instructions convenables. »

« Citoyen, j'ai reçu ici une dépêche du citoyen Otto, dont le premier Consul m'a prescrit de vous envoyer copie. Vous y trouverez d'utiles renseignements sur les dispositions du ministre britannique; et le premier Consul, qui ne cesse d'avoir sa pensée arrêtée sur la négociation d'Amiens, me charge d'insister auprès de vous sur les directions suivantes, que vous jugerez parfaitement d'accord avec celles qui vous ont été précédemment transmises.

Vous insisterez sur la démolition des fortifications de Malte, et vous ferez en sorte que la rédaction de l'article stipule purement et simplement la restitution de l'île à l'Ordre de Saint-Jean. A cet égard, je dois vous dire que le premier Consul vient de recevoir une lettre de l'Empereur de Russie, qui, entrant parfaitement dans les vues de la France, reconnaît que s'il y a une garantie pour Malte, elle doit être dévolue à la cour de Naples. Le mieux est toujours

Talleyrand à  
Joseph. Lyon,  
31 déc. 1801.

que les fortifications soient démolies, ce qui rendra toute garantie inutile pour un port ouvert également à toutes les nations commerçantes.

S'il répugne trop au plénipotentiaire anglais de faire l'énumération des objets restitués, vous pourrez consentir à une expression générale et qui comprenne de la manière la plus explicite tout ce qui appartenait à la France avant la guerre actuelle ; de même pour les alliés, à l'exception des objets cédés par les préliminaires.

Pareillement, lorsque vous aurez fait tout ce qui est en votre pouvoir pour obtenir des stipulations plus avantageuses par rapport aux pêcheries et aux établissements dans l'Inde, que celles qui existaient avant la guerre, vous finirez cependant par vous réduire aux termes des traités précédents ; car il faut avouer que les circonstances actuelles ne nous autorisent pas à poursuivre outre mesure des concessions que nous avons pu désirer, mais que nous ne saurions exiger.

Pour ce qui concerne le Portugal, je me réfère à ce que vous a écrit le citoyen Hauterive, de la part du premier Consul : ce qui vous met en mesure de vous entendre facilement avec lord Cornwallis.

Je me fais un devoir et un véritable plaisir de vous annoncer, Citoyen, que l'arrivée du premier Consul a causé ici la joie la plus vive, et que l'enthousiasme s'accroît chaque jour. Ce voyage, en même temps qu'il deviendra sans doute l'époque d'une organisation définitive pour la République Cisalpine, aura cet excellent effet, qu'il achèvera de faire oublier à



la ville de Lyon ses anciens malheurs, et qu'il y ramènera toutes les branches d'industrie et de prospérité. D'un autre côté, je me persuade que le premier Consul aura trouvé dans l'accueil qui lui est fait ici, la récompense la plus chère à son cœur et la plus méritée, par les soins infatigables qu'il donne à l'administration du pays. »

« Citoyen ministre, j'ai reçu votre dépêche du 29 décembre. J'ai suivi les directions qu'elle me prescrit; dans la conférence d'aujourd'hui, dont vous trouverez ci-joint le protocole, j'adopterai les modifications que vous m'indiquez dans le contre-projet, au moment du traité définitif.

Joseph à Talleyrand. Amiens, 31 déc. 1801.

Le plénipotentiaire anglais m'a demandé que le gouvernement fit quelque chose pour le roi de Sardaigne, pour balancer les reconnaissances du roi d'Etrurie, des Républiques Cisalpine et Ligurienne, que je demandais à S. M. Britannique.

Je me suis refusé à l'insertion d'aucune proposition de ce genre au protocole, en lui faisant remarquer que je ne pouvais recevoir que des propositions qui fussent autorisées par la lettre ou l'esprit des préliminaires. Il n'a pas insisté.

Je reçois à l'instant votre courrier avec votre dépêche du 31 décembre, à laquelle je répondrai demain après avoir conféré avec le ministre batave. »

« Citoyen, j'ai mis sous les yeux du premier Consul, vos dépêches du 29 décembre. Il me charge de vous

M. Hauterive à Joseph. Paris, 31 déc. 1801.

transmettre sur-le-champ ses instructions sur ce qu'elles contiennent.

Vos observations roulent sur deux objets : la forme et le fond de la négociation.

1° Sur la forme. Le ministre batave doit être admis aux conférences ; mais seulement lorsqu'au préalable il aura, par une note transmise au ministre plénipotentiaire français et au ministre plénipotentiaire anglais, déclaré que son gouvernement adhère aux préliminaires et ratifie la cession de Ceylan.

S'il hésite, et que sa déclaration ne soit pas faite d'une manière complète et franche, il ne doit pas être admis.

Il paraît au premier Consul que, sur ce point de négociation, vous vous trouvez réuni d'intérêt avec le plénipotentiaire anglais contre le plénipotentiaire batave ; mais si le plénipotentiaire batave était admis aux conférences sans avoir consacré par adhésion de son gouvernement la cession hollandaise exprimée dans les préliminaires, il en arriverait inmanquablement que pendant le cours de la négociation, il tenterait de faire acheter cette adhésion par quelque cession de la part de la France, telle que celle de nos droits sur Flessingue, et alors vous verriez le plénipotentiaire anglais faire cause commune contre vous avec le plénipotentiaire batave. Ainsi, tout doit faire une loi d'exiger du ministre batave, la déclaration au nom de son gouvernement d'une adhésion franche aux préliminaires ; sans cette adhésion, sa présence au congrès serait un obstacle à la paix. Après cette déclaration, il ne pourra plus désormais mettre d'en-

traves à votre marche, et toutes les fois qu'il ouvrira la bouche pour demander une compensation, vous lui répondrez qu'il n'en est pas question dans les préliminaires, et toute discussion quant à lui sera terminée par cette réponse.

Quant aux formes de votre conduite à l'égard de ce ministre, le principe en dérive de ce que je viens d'avoir l'honneur de vous dire ; vous ne devez l'admettre à aucune conférence officielle, à aucun entretien diplomatique, qu'avant tout il n'ait adhéré, au nom de son gouvernement, à la cession de Ceylan.

La raison de cette exigence se fait d'abord sentir. Qu'est-ce en effet que le congrès d'Amiens ? ce n'est pas un congrès pour arranger les affaires de l'Europe. Ce n'est pas même à la rigueur un congrès pour arranger les affaires de la France et de l'Angleterre. Les affaires de la France et de l'Angleterre ont été préalablement arrangées par les articles signés à Londres, et le congrès d'Amiens n'est destiné qu'à expliquer et rendre définitif les arrangements arrêtés par les préliminaires. Tout ce qui n'est pas dans les préliminaires, est donc étranger au congrès d'Amiens, et tout ministre qui n'a pas adhéré, au nom de son gouvernement, aux stipulations des articles préliminaires, est sans titre pour prendre part aux négociations d'Amiens. Vous n'avez pas besoin de pouvoirs pour traiter avec le citoyen Schimmelpenninck, parce que votre mission n'a pas pour objet de négocier avec la République Batave ; nous n'avons pas à discuter les réclamations des Hollandais. Si les préliminaires étaient au détriment de la République Batave, on

pourrait écouter les plaintes de son ministre ; mais, dans notre opinion, cette guerre s'est terminée au-delà de toutes les espérances qu'ils avaient le droit de former. Ils gagnent deux fois plus qu'ils ne pouvaient perdre, et, quant à eux, ils n'ont qu'à se reporter à toutes les chances qu'ils pouvaient courir et dont la France les a sauvés. C'est à eux à voir s'ils veulent ou ne veulent pas de la paix. Voilà toute la question ; sur tous ces points, au reste, le premier Consul trouve inutile d'entrer avec le citoyen Schimmelpenninck dans aucune explication officielle avant la déclaration qu'il vous recommande d'exiger de lui, et avant la cession formelle de Ceylan.

A l'égard de l'Espagne, si la Hollande ne s'arrange pas (supposition que le premier Consul regarde comme inadmissible), et si l'Espagne se refuse également à consentir à la cession de la Trinité, l'intention du premier Consul est que la résistance peu réfléchie de ces deux gouvernements ne retarde pas d'un moment la signature de la paix. Après que vous aurez signé le traité définitif, le premier Consul donnera un terme de quinze jours à la République batave et à l'Espagne pour y accéder.

Le ministre d'Espagne se trouve à Gênes sans instructions et sans pouvoirs. Sa cour lui a nommé trois secrétaires, dont deux sont encore en Italie et le troisième à Madrid. Le premier Consul espère que la paix sera signée avant qu'ils aient eu le temps d'arriver. J'ai terminé la question des formes ; je viens à celle des fonds. La première qui se présente est celle des prisonniers ; le principe posé dans le projet, sa-

voir : que chaque gouvernement doit payer les dépenses des prisonniers détenus sur son territoire, est bon et conforme au droit public de tous les siècles.

D'après ce principe, ce ne serait pas aux Anglais à réclamer des compensations. Le Directoire a payé pour nos prisonniers, en Angleterre, plus de 20 millions, et il est douteux que les Anglais en aient payé trois pour leurs prisonniers en France.

Si de ce principe on passe à celui que chaque nation paie les dépenses d'entretien de ses propres prisonniers, on verra qu'il n'est pas plus favorable à l'Angleterre, et nous nous déterminerons sans peine à l'adopter, pourvu qu'on entende, comme l'honneur et la raison le veulent, que les dépenses des prisonniers, faites pour des soldats des puissances qui ont été portées à la guerre avec l'Angleterre et ont été payés par elle, doivent entrer en liquidation. Le négociateur anglais ne peut pas échapper à l'alternative de ces deux principes. Il serait difficile qu'il en pût trouver un troisième. Il serait déraisonnable de n'en adopter aucun ; quant à nous, l'un et l'autre nous sont également favorables. Ils conduisent à une balance égale ou à un excédant tellement insignifiant qu'il ne vaut pas la peine d'en faire l'objet d'une liquidation.

Quant à la rédaction du traité dans les deux langues, le premier Consul n'insiste pas sur ce point. La demande du négociateur anglais est de droit naturel. Si les puissances étrangères, pour des motifs de facilité et de clarté, s'accordent à adopter une langue commune, nous devons nous en applaudir.



mais exiger, dans une telle question, c'est la perdre.

Le premier Consul s'en réfère, quant à l'article du Portugal, aux dernières dépêches que j'ai eu l'honneur de vous écrire ; nous sommes d'accord sur l'insertion d'un article patent, bien entendu qu'il ne peut être question que des limites des deux Guyanes ; que les autres avantages obtenus sur les Portugais ne seront pas modifiés, et que la limite du traité de Badajoz sera respectée sans que ce traité soit cité.

Je viens à l'article de Malte. Le premier Consul vous recommande d'insister encore sur la démolition des fortifications de cette île. Les motifs qui excitent la résistance que le négociateur anglais oppose à cette mesure, ne sont qu'une raison de plus de redoubler d'efforts pour la surmonter.

Si cependant lord Cornwallis persiste dans ses refus, il faudra alors demander que l'Ordre et l'île de Malte existent sous la garantie de l'empereur d'Allemagne, de l'empereur de Russie, de la Prusse, de l'Angleterre, de l'Espagne et de la France ; car enfin il n'y a pas de raison pour déférer l'honneur de ce patronage à une seule puissance au détriment de toutes les autres.

Quant aux troupes, il faut ou n'admettre que les troupes de l'Ordre qui, d'après la déclaration même que lord Cornwallis a fait de ses moyens, n'aura pas de peine à en trouver assez pour sa défense, ou proposer que la Russie, l'Allemagne, la Prusse, l'Angleterre, et la France, fournissent chacune 200 hommes qui seront soldés par l'Ordre, et dont les officiers seront nommés par le grand-maitre ; bien entendu que



officiers de chaque corps seront de la nation à laquelle le corps appartient ; cette mesure pourra devenir un heureux et nouveau moyen de conciliation. Dans tous les cas, il convient d'établir que l'Angleterre et la France proposeront aux autres puissances de se concerter, pour que, même en temps de guerre, toutes les nations armées respectent l'île de Malte, et qu'elle soit considérée comme le lazaret de l'Orient, existant sous une garantie commune et sous l'usage de toutes.

Il semble que sur des points d'un intérêt aussi généralement général et juste, toutes les volontés devraient s'accorder. Il n'en est pas de même du principe proposé de rendre l'Ordre de Malte indépendant du Pape. Il ne peut convenir à l'Angleterre de demander le renversement des principes d'une institution dont elle désire le rétablissement. La France ne peut consentir à une clause à laquelle les puissances catholiques refuseraient d'adhérer. Nous ne vivons dans un siècle où il soit convenable d'exciter des querelles de religion. En système de point d'honneur, une telle proposition est inadmissible. En principe de croyance et même de bienséance du gouvernement, la France étant considérée comme catholique, le gouvernement ne peut céder sur une stipulation, aux yeux du plus grand nombre, serait déshonorante.

Enfin, Citoyen, le premier Consul désire que vous ferez marcher rapidement votre négociation ; en attendant les incidents superflus, il me charge particulièrement d'insister sur ce que j'ai dit de l'Espagne

et de la République Batave. La règle à adopter se réduit à peu de mots que vous pouvez déclarer à lord Cornwallis, c'est que les prétentions, les lenteurs et les tergiversations de ces deux puissances, ne doivent pas retarder la conclusion de la paix définitive d'un quart d'heure.

Je dois ajouter que le désir qu'il a d'accélérer autant qu'il est possible, le cours de votre discussion, se fonde sur un fait très important, c'est que la position de lord Cornwallis est telle, que toute lenteur dans la marche de la négociation, expose nécessairement ce ministre aux chances d'une double direction. Le parti auquel ce négociateur appartient, est intermédiaire entre celui de l'ancien et du nouveau ministre, et comme peut-être des rapports personnels le font pencher pour le parti de M. Wickham, il ne faut pas lui laisser le temps de délibérer entre cette proposition et ses devoirs ; ainsi, hâter les opérations du congrès, c'est mettre la négociation à l'abri de l'influence des intrigues de cour et de la correspondance des ennemis de M. Addington.

Conférence du  
31 déc. 1801.

« Les plénipotentiaires de France et d'Angleterre réunis à l'effet de continuer les conférences sur les divers points de discussion relatifs à la paix définitive, le citoyen Joseph Bonaparte a déclaré que pour répondre à l'empressement qui lui a été manifesté par lord Cornwallis d'arriver promptement à la conclusion du traité, il consentait à insérer un article par lequel il résulterait qu'en conformité de l'article secret relatif aux limites des Guyanes française et

tugaise, lesdites limites seront fixées à la rivière d'Aravari, qui se jette dans l'Océan, en-dessous du cap Nord, près de l'île Neuve et de l'île de la Pénitence, environ à un degré un tiers de la latitude septentrionale; ces limites suivront la rivière Aravari, depuis son embouchure la plus éloignée du cap Nord, jusqu'à sa source, et ensuite une ligne droite tirée de cette source jusqu'au Rio-Branco, vers l'Ouest. En conséquence, la rive septentrionale du Rio-Aravari, depuis sa dernière embouchure jusqu'à sa source, et les terres qui se trouvent au nord de la ligne des limites fixées ci-dessus, appartiendront en toute souveraineté au peuple français. La rive méridionale de ladite rivière, à partir de la même embouchure, et toutes les terres au sud de ladite ligne des limites, appartiendront à S. M. Très Fidèle. La navigation de la Rivière dans tout son cours sera commune aux deux nations.

Après cette déclaration, le citoyen Joseph Bonaparte a rappelé les observations déjà faites sur les inconvénients qui résulteraient de l'adoption de l'article 10 du projet de traité présenté par lord Cornwallis relatif à l'île et à l'Ordre de Malte. Il a proposé comme moyen conciliatoire, que les fortifications fussent rasées et l'île remise à l'Ordre de Malte pour devenir un hospice général ouvert à toutes les nations du monde qui, pour lors, n'y trouveront plus que des avantages communs et aucun inconvénient politique.

Lord Cornwallis a dit qu'il s'empresserait de transmettre à son gouvernement la déclaration qui venait



de lui être faite concernant le Portugal, et la proposition relative à Malte.

Le citoyen Joseph Bonaparte a ajouté que les dernières dépêches de son gouvernement lui prescrivaient de demander que le roi d'Étrurie et la République Cisalpine soient reconnus par S. M. Britannique, et que le traité définitif soit déclaré commun avec la République Ligurienne,

Lord Cornwallis a observé que, ne pouvant acquiescer à cette demande sans y être autorisé, il allait la soumettre à son gouvernement. »

Joseph à M.  
Schimmelpenninck. Amiens,  
1<sup>er</sup> janv. 1802.

« Le soussigné a adressé à son gouvernement la note du citoyen Schimmelpenninck, ambassadeur extraordinaire de la République Batave et son ministre plénipotentiaire.

Il est autorisé à l'inviter à concourir au traité définitif. Le ministre batave doit sentir cependant que la notification de l'adhésion de son gouvernement à la cession de Ceylan et aux autres stipulations contenues dans le traité préliminaire, doit avoir lieu préalablement.

Le but du congrès étant d'expliquer, de développer et de rédiger d'une manière définitive et solennelle les articles arrêtés à Londres et ratifiés par les gouvernements français et anglais, la reconnaissance pure et simple de ces articles est une condition indispensable.

Le soussigné l'attend avec impatience, pour inviter le citoyen Schimmelpenninck, ministre plénipotentiaire, à intervenir aux conférences. »

« Le soussigné, ambassadeur extraordinaire de la République Batave auprès de la République Française et son ministre au congrès d'Amiens, a l'honneur de notifier au citoyen Joseph Bonaparte, ministre plénipotentiaire de la République Française, que les pleins pouvoirs et instructions qu'il a reçus de son gouvernement, l'autorisent à participer aux négociations de la paix définitive, d'après les bases établies dans les préliminaires signés à Londres, entre la France et l'Angleterre, le 1<sup>er</sup> octobre 1801. »

M Schimmelpenninck à Joseph. Amiens, 3 janv. 1802.

« Citoyen ministre, je ne reçois que dans ce moment la réponse du ministre batave à la note que je lui avais adressée le 1<sup>er</sup> janvier, conformément aux instructions contenues dans votre dépêche du 31. Vous trouverez ces trois pièces.

Joseph à Talleyrand. Amiens, 3 janv. 1802.

J'ai évité d'avoir d'autres conférences avec lord Cornwallis jusqu'à la réponse du ministre batave ; vous ne la jugerez pas favorable, quelque chose que j'aie pu lui dire d'ailleurs ; ce n'est qu'avec beaucoup de peine que j'avais obtenu de lui une notification ; mais il a altéré et affaibli le sens des expressions dont nous étions convenus hier.

J'attendrai votre réponse avant d'admettre le ministre batave ou de prendre le parti opposé. Je ne dois pas vous cacher que j'ai trouvé le citoyen Schimmelpenninck entièrement décidé à ne pas signer le traité définitif, si le gouvernement français ne remplit pas auparavant les promesses qui ont été faites à la Batavie par le traité de La Haye ; soit que cette négo-

ciation s'entame et se termine à Paris, à La Haye ou à Amiens.

Il m'a déclaré qu'il regarderait comme ignominieux l'acte par lequel un ministre batave abandonnerait Ceylan, sans avoir auparavant obtenu des limites et avoir fini tous ses arrangements avec la France, et que si son gouvernement pouvait s'oublier ainsi (hypothèse qui lui paraît inadmissible), il y répondrait par sa démission, ne voulant pas participer à un acte déshonorant.

En donnant sa déclaration, il ne se croit pas engagé à signer le traité, si, dans le cours de la négociation, il n'a pas obtenu ce qu'il désire; il ne m'a pas caché que c'est cette considération qui lui a dicté la notification en question.

Il convient que le ministre anglais doit être étranger à ces demandes d'arrangements résultant du traité de La Haye, et il s'engage à un silence absolu sur cet article durant les conférences; mais il me déclare aussi qu'il ne signera pas le traité sans les concessions préalables qu'il demande et sur lesquelles j'ai pas cru devoir écouter d'autres détails, ayant dû me renfermer dans l'objet de la négociation d'Amiens.

J'attends vos instructions sur cet objet important et pressé.

Je vais avoir une conférence avec lord Cornwallis sur les prisonniers. Il est sans réponse de son cabinet depuis dix jours. »

Conférence du  
3 janv. 1802.

« Les plénipotentiaires français et britannique réunis à l'effet de continuer les travaux relatifs à la paix.



Lord Cornwallis a demandé si la proposition par lui faite, dans les premières conférences, d'écrire le traité définitif en anglais et en français était encore indécise.

Le citoyen Joseph Bonaparte a répondu que son gouvernement, toujours disposé à la conciliation, n'élèverait aucune difficulté sur ce point, qu'en conséquence on pouvait le regarder comme terminé.

Il a ajouté qu'il n'en était pas de même en ce qui concerne la proposition d'adopter la formule employée dans le préambule du projet du traité présenté par lord Cornwallis, attendu que cette formule est surannée et que presque toutes les nations semblent s'être accordées pour y en substituer une plus convenable, qui a été suivie dans tous les traités faits entre la République Française, la Toscane, la Prusse, la République Batave, l'Espagne, la Sardaigne, l'Autriche, toutes les puissances d'Allemagne et d'Italie, les régences de Tunis et d'Alger, les Républiques Cisalpine, Helvétique et Ligurienne, les États-Unis d'Amérique, le Portugal, la Russie, la Porte-Ottomane et le Pape lui-même. Il a observé encore qu'il ne pouvait se persuader que le gouvernement britannique voulût persister dans le rappel d'une formule qu'il a paru abandonner sans répugnance dans le traité des Préliminaires.

Lord Cornwallis a répondu qu'il en écrirait à sa Cour.

Il a été ensuite question des prisonniers ; on a reproduit de part et d'autre les mêmes arguments. Lord Cornwallis a répété que cette question devait être

du citoyen Laneyrand au capitaine Cook  
26 brumaire an ix, dont le résultat est  
gouvernements tiendront compte à la p  
ces faites de part et d'autre pour les pr  
pectifs, et que cela eût été décidé ains  
toyen Otto et lord Hawkesbury, lors d  
des préliminaires, si l'espérance de fa  
saction à cet égard, ayant pour objet l'  
n'avait fait préférer de laisser la chose e

Le citoyen Joseph Bonaparte a ré  
question des prisonniers ne pouvait plu  
rer comme indécise, puisque les préli  
n'ont été rédigés qu'après l'examen de t  
ces et une longue discussion, ont déc  
ment qu'il fallait s'en rapporter aux  
droit des gens,

Donnant ensuite plus de développem  
avait dit précédemment à ce sujet, il  
ainsi qu'il suit :

« L'humanité et la philosophie ont  
» comme principe général chez les nati  
» que la vie et les secours de première

• boursement mutuel des frais d'entretien de leurs prisonniers.

• On peut articuler que le droit des gens et l'usage établissent le contraire; car, en pareille matière, il n'y a pas lieu d'invoquer les subtilités de la métaphysique. Il faut ouvrir les collections de traités faits depuis un temps immémorial; on y verra pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, au milieu d'une foule de traités de paix faits entre les diverses nations connues, deux seuls, savoir : celui de 1763 et celui de 1783, portent la stipulation du remboursement réciproque de frais d'entretien de prisonniers. Or, deux exceptions contre autant d'exemples uniformes, ne peuvent établir ni droit ni usage; il résulte évidemment de la clause relative aux prisonniers, dans les préliminaires de vendémiaire dernier, que puisqu'on a soumis la question à l'usage et au droit des gens, la France et l'Angleterre sont également mal fondées à exercer l'une envers l'autre aucune réclamation relativement à l'entretien de leurs prisonniers.

• On ne peut pas argumenter utilement de la correspondance qui a existé à ce sujet entre les deux Gouvernements, puisque cette correspondance est antérieure aux préliminaires; d'ailleurs, plusieurs des écrits qui la composent contiennent tant de choses inexactes et désobligeantes pour les deux nations, qu'après une réconciliation franche il serait cheux d'avoir à fouiller dans de pareilles archives, pour un résultat de peu d'importance; car il est clair que s'il s'établissait des comptes réciproques,

Il est encore à remarquer  
porter dans lesdits comptes  
pour vêtir les prisonniers, ain  
par diverses pièces émanées d  
lui-même, notamment par  
Dundas au commissaire frança  
1797. Le gouvernement ang  
comme le déclare ce ministr  
cessaire aux prisonniers fran  
en donnant des droits aux capt  
leur impose l'obligation rig  
leurs besoins; ce sont les lois  
nité, et la nation anglaise a d  
son respect pour ces lois, q  
qu'elle voulût se soustraire à

Mais on se réfère spéciale  
dessus énoncé, qu'il ne faut p  
les écrits antérieurs aux prél  
lesdits préliminaires sont dev  
seule loi des parties; or, cet  
conforme à cet égard au droit  
qui établissent le renvoi des p

tion, au reste, qu'il en ferait part à son gouvernement.

Lord Cornwallis a rappelé que le plénipotentiaire de la République Batave se trouvant à Amiens depuis plus de trois semaines, on ne peut pas argumenter de son absence comme on le fait dans le protocole du 28 du mois passé, pour expliquer l'omission qui a été faite dans le contre-projet de l'article touchant la cession des possessions hollandaises dans l'île de Ceylan. Il a aussi rappelé à ce sujet la note qu'il a eu l'honneur de transmettre au citoyen Joseph Bonaparte, en date du 6 du même mois, par laquelle il a exprimé la vive inquiétude qu'éprouvait son gouvernement, de n'avoir pas encore reçu, même à cette époque, aucune intimation de la part de S. M. Catholique et de la République Batave, du consentement de ces deux puissances à accéder aux conditions qui les regardent, dans le traité préliminaire, ainsi que l'importance que son gouvernement attachait à s'assurer au plus tôt sur ce fait ; enfin, il a rappelé la minute qu'il a eu l'honneur de remettre le 17 décembre au plénipotentiaire français, par laquelle il a annoncé deux objets qui regardaient la République Batave, outre ceux dont il est question par les préliminaires de paix que son gouvernement avait à mettre en avant en arrangeant la paix définitive ; de toutes ces raisons il résultait qu'il devait nécessairement presser le citoyen Joseph Bonaparte d'appeler le plus tôt possible au Congrès le plénipotentiaire batave, d'un côté pour faire cesser l'inquiétude déjà sentie par

le gouvernement britannique, et qui nécessairement aura accru, lorsqu'il aura vu le raisonnement à ce sujet employé par le plénipotentiaire français dans le susdit protocole du 28 décembre, surtout lorsqu'il l'aura comparé avec la note du même ministre, en date du 8 décembre, où la présence du ministre batave est citée comme un témoignage certain d'accession de la part de son gouvernement au traité préliminaire, et de l'autre pour accélérer la discussion des deux autres objets.

Le ministre français a observé qu'à l'égard des communications inofficielles qui ont eu lieu avant l'ouverture du protocole des conférences, elles ne peuvent acquérir d'importance qu'après qu'elles auront été présentées sous une forme officielle, et qu'alors seulement il y aura lieu d'examiner si elles dérivent des principes posés dans les préliminaires.

Il a répondu au désir témoigné par lord Cornwallis pour l'admission du ministre batave aux conférences, par la notification suivante de ce plénipotentiaire :

« Le soussigné, ambassadeur extraordinaire de la  
» République Batave auprès de la République fran-  
» çaise, et son ministre plénipotentiaire au congrès  
» d'Amiens, a l'honneur de notifier au citoyen Joseph  
» Bonaparte, ministre plénipotentiaire de la Répu-  
» que française, que les pleins pouvoirs et instruc-  
» tions qu'il a reçus de son gouvernement, l'autorisent  
» à participer aux négociations de la paix définitive,  
» d'après les bases établies dans les préliminaires si-  
» gnés à Londres, entre la France et l'Angleterre, le  
» 1<sup>er</sup> octobre 1801. »



près la communication de la pièce ci-dessus, le ministre plénipotentiaire français a proposé à lord Cowallis d'admettre le plénipotentiaire batave aux conférences, et s'est chargé de l'initier à la première : qui a été arrêté.

Citoyen ministre, la dépêche très importante du comte de Hauterive, en date du 29 décembre, ne m'a été remise qu'hier. Les vents contraires ont retenu le courrier plusieurs jours à Calais.

Otto à Talleyrand. Londres, 4 janvier 1802.

Cette dépêche me présente l'ensemble des décisions que le gouvernement français se propose de prendre à Amiens. Je n'ai pu la lire sans me féliciter de la modération qui a présidé à la rédaction de votre projet, et sans en tirer le meilleur augure pour la prompte conclusion du traité définitif. En tout, à l'exception de quelques articles sur lesquels le premier Consul ne paraît pas disposé à vouloir céder péremptoirement, je n'y trouve absolument rien qui n'ait été prévu dans les négociations précédentes, et qui ne puisse se concilier, après quelques discussions de forme ou de rédaction, avec la façon de penser et les véritables intérêts du gouvernement français.

Cette perspective serait moins satisfaisante si le résultat des discussions d'Amiens pouvait être calculé d'après les règles ordinaires de la diplomatie ; mais l'expérience a déjà dû convaincre le ministre français, que la justice et la fermeté du premier Consul n'admettent que très rarement ces formes dilatoires et ces débats minutieux qui caractérisent sou-

vent les négociations. J'ai mis jusqu'ici le plus grand soin à pénétrer le ministère de cette vérité, que les opérations extérieures et intérieures de la France, depuis deux années, devraient avoir suffisamment démontrée.

Je profite de la communication que l'on a bien voulu me faire, pour jeter un coup d'œil rapide sur les divers articles qui composent le contre-projet présenté par le citoyen J. Bonaparte :

L'article 2, qui concerne le renvoi des prisonniers, aurait eu son exécution immédiatement après la ratification des préliminaires, si le ministre de la guerre anglais ne se fût avisé de faire de cet acte d'humanité un objet de trafic, et de le faire entrer dans les considérations qui, suivant lui, devaient nous engager à céder l'île de Tabago. J'avais déjà obtenu des commissaires du transport-office, la promesse d'un renvoi, sinon général, du moins partiel, de tous les Français détenus en Angleterre, et il était, en effet, de l'intérêt de l'administration de faire imputer à sa générosité le désir de diminuer la dépense énorme qu'occasionne l'entretien des prisonniers. Tous les hommes sensibles du gouvernement paraissent goûter ma proposition ; et il est en effet impossible de jeter les yeux sur les dépôts de nos prisonniers, sans frémir d'horreur ; mais quand j'ai vu que Tabago devait être le prix de ce sacrifice apparent, j'ai dû considérer les prisonniers comme les soldats d'une garnison assiégée, dont les privations et les souffrances sont sans doute extrêmes, mais qui se dévouent pour la gloire et l'honneur de leur pays.

i ralenti mes efforts. Cependant il ne se passe pas  
 e décade sans qu'on fasse partir une centaine de  
 malheureux, sous prétexte d'infirmités, et ce  
 étexte n'est souvent que trop réel.

Quant au remboursement des frais pour l'entretien  
 s prisonniers, il est juste de dire qu'il n'y a au-  
 ne comparaison entre la guerre actuelle et celles  
 i l'ont précédée. La moitié de l'Europe était, pour  
 si dire, à la solde de l'Angleterre, et, si plusieurs  
 andes puissances se sont déshonorées à ce point, il  
 t incontestable que celles de leurs troupes qui ont  
 é faites prisonnières par les nôtres, doivent être  
 nsidérées comme anglaises, au moins sous les rap-  
 orts des compensations pécuniaires. J'ai été si pro-  
 ndément pénétré de cette vérité, que j'aurais refusé  
 signer les préliminaires, si lord Hawkesbury eût  
 sisté sur la stipulation des remboursements, que je  
 avais d'abord évalués qu'à 20 millions, mais qui  
 èlèveraient peut-être au double de cette somme.

Les articles 3 jusqu'au 10<sup>e</sup>, renfermant les resti-  
 tions nominativement exprimées, ne sauraient être  
 réables au gouvernement, parce qu'ils présentent  
 longue série des sacrifices qu'il fait à la paix. Il  
 rait mieux aimé exprimer les restitutions en bloc,  
 si qu'il l'a déjà fait dans les préliminaires. Les  
 zetièrs et quelques membres du Parlement, ont, à  
 vérité, suppléé à cette réticence; mais, dans un  
 ité formel, l'énumération des restitutions sera  
 us marquante, et quoiqu'elle constate les succès  
 la Grande-Bretagne pendant la guerre, elle  
 nonce aussi, de sa part, des renonciations péni-



bles. Il est possible cependant qu'on soit moins scrupuleux à ce sujet qu'on l'a été ci-devant, et, dans tous les cas, je ne crois pas qu'une discussion de ce genre puisse retarder considérablement la paix définitive. Je dois supposer que l'article 3, relatif à la restitution des comptoirs de l'Inde, comprendra toutes les concessions qui ont été faites par la convention du 30 août 1787, touchant la juridiction de Chandernagor, Dacea, Judgea, Batasore et Patna, de même que les autres points qui ont été réglés et qui n'ont pas été mis complètement à exécution. Il n'est pas vraisemblable que le gouvernement anglais fasse beaucoup de difficultés à l'égard de nos possessions territoriales dans l'Inde. Il s'est fait, depuis quelque temps, à ce sujet, une révolution dans les idées : ce ne sont plus les possessions françaises que l'on craint, c'est le commerce de la France ; de même que l'on considère comme la source des richesses de la Grande-Bretagne, non ses vastes possessions, mais son commerce dans l'Inde : « Si la France, m'ont » dit souvent des Anglais très instruits, n'avait pas de » possessions dans l'Inde, nous devrions lui en donner : d'abord, parce que ses établissements entre- » tiendront dans l'Inde cet équilibre qui est si nécessaire à notre propre existence, et surtout parce que » nous avons besoin d'acheteurs, et que les Français » nous sont utiles pour faire fleurir notre commerce » et nos manufactures. S'il n'y avait plus de Français dans l'Inde, les Anglais seraient bientôt tellement corrompus, tellement dégénérés, qu'ils en seraient bientôt chassés par une poignée de Marattes. »

Quoi qu'il en soit, je n'ai jamais remarqué ici la moindre jalousie à l'égard de nos comptoirs dans l'Inde, et je ne puis croire que ce sentiment se manifeste à Amiens de manière à entraver les négociations. Mais si ce que le citoyen Hauterive me mande touchant la libre navigation dans les mers d'Asie, doit s'entendre comme une innovation dans le cabotage de l'Inde, comme un arrangement d'après lequel les navigateurs français obtiendraient de plus grands avantages qu'ils n'en avaient avant la guerre, je suis très porté à croire à une très forte résistance de la part des négociateurs anglais. Il est dans l'esprit de l'administration actuelle d'être très réservée quand il s'agit de la négociation. En effet, ce ministre ne saurait faire un pas sans consulter une dizaine de comités de négociants et d'armateurs jaloux de leurs droits fondés ou usurpés, et prêts à attaquer le gouvernement qui se permettrait de les blesser; sous ce rapport et sous celui des finances, on dirait que la foi publique de ce pays n'a pas son centre à Saint-James, mais à la Bourse de Londres. Cette puissance capitaliste, très forte dans tous les temps, s'est encore accrue prodigieusement par les emprunts immenses que les circonstances ont rendu et rendent encore indispensables dans ce pays, si la pénurie du Trésor public répond aux négociants de la condescendance des ministres, et quelque libérale que soit l'opinion personnelle de ces derniers, ils se trouvent journellement dans le cas de la sacrifier à l'avidité insatiable des créanciers de l'État.

C'est sous ce point de vue aussi que j'ai considéré



les articles 11, 12, 13 et 14 de votre contre-projet.

Lorsque lord Hawkesbury m'a parlé d'un arrangement touchant Terre-Neuve, il a lié cette question à celle de Tabago, et j'ai dû écrire d'après cela que cette île devait être la compensation des avantages que l'on nous aurait accordés à Terre-Neuve. Je vous ai écrit dans ce sens ; mais dans cette supposition même, j'ai entrevu les plus grandes difficultés, non-seulement d'après les déclarations souvent ostensibles de lord Hawkesbury et de M. Addington, mais d'après la connaissance que j'ai de l'esprit de ce peuple et surtout de celui de la cité de Londres. Je n'ajouterai rien aux observations que j'ai déjà eu l'honneur de vous transmettre à ce sujet. Je me borne à entrer ici dans quelques détails qui sont personnels à M. Addington. Depuis près d'un siècle, ce ministre est le seul dont l'existence ne repose que sur la faveur du souverain et la bienveillance du public. Les grandes familles d'Angleterre, habituées à soutenir telle ou telle administration dont les chefs sont leurs alliés, professent une neutralité absolue à l'égard de M. Addington, qui est à leurs yeux un homme nouveau, un homme de rien. Les Chathams sont les seuls qui témoignent quelque intérêt pour le ministre actuel ; sans doute parce qu'ils ont des reproches à se faire, et que, par sa position, M. Addington est plus que personne en état de faire connaître les funestes effets de leur ancienne influence. Dès son élévation au ministère, M. Addington s'est appliqué à captiver la confiance du public, et surtout du commerce, et c'est sur cette confiance que repose son autorité ; tout



ce qui peut porter atteinte à la haute opinion que les Communes ont conçue de ses talents et de son intégrité, paraît l'épouvanter, non qu'il tienne à sa place, pour laquelle il témoigne la plus grande indifférence, mais parce qu'il chérit le peuple, parce que les sentiments qu'il lui a inspirés, exigent de sa part une réciprocité qu'il lui serait impossible de blesser, sans se croire déshonoré; ce dévouement s'étend jusqu'à certains préjugés commerciaux, avoués comme tels par le ministre lui-même, mais respectés parce qu'ils appartiennent à une grande masse d'habitants qu'il s'est fait la loi de ménager.

Pour revenir à l'article de la pêche, je puis vous assurer, Citoyen ministre, que personne n'a à ce sujet des idées plus libérales que l'administration actuelle; mais elle se croit dans l'impuissance absolue de les faire valoir, et je doute fort qu'il soit plus facile de faire entrer les articles 11, 12, 13 et 14, dans le traité définitif, qu'il ne l'a été d'en obtenir les stipulations dans les préliminaires. Néanmoins, je n'ai pas besoin de le dire, il sera infiniment utile d'insister fortement sur ces articles, de les faire regarder comme des objets de la plus haute importance pour la France, et d'en faire valoir le sacrifice, s'il est nécessaire, de manière à justifier l'abandon de quelque autre point sur lequel les Anglais pourraient se montrer difficiles : c'est dans ce sens que je travaillerai ici, pour éclairer la discussion qui pourra s'établir sur la neutralisation de la pêche et de ses produits, en temps de guerre, proposée par l'article 14. Il n'est peut-être pas inutile de vous faire

observer, Citoyen ministre, que j'ai eu depuis deux années, des altercations constantes avec les commissaires du Transport-Office et avec l'Amirauté anglaise. On a reconnu deux fois que la petite pêche devait être libre à environ vingt lieues de nos côtes, mais on a invariablement refusé de reconnaître comme libre, soit la grande pêche, soit le produit de la pêche considérée comme marchandise ; sous ce rapport, on s'est obstiné à assimiler ce produit à toute autre marchandise saisie en temps de guerre. Il m'a été impossible, dans aucun cas, d'obtenir soit la restitution des bâtiments, soit une indemnité pour la marée saisie. Quelquefois on a regardé comme un devoir d'humanité de renvoyer et de protéger les petits pêcheurs ; mais la grande pêche est toujours considérée comme une stipulation entièrement commerciale, comme un objet d'industrie très lucratif, qu'un ennemi peut se permettre d'entraver, de même que toute autre opération du même genre. « Vous vous plaignez, m'a-t-on dit quelquefois, parce que nous sommes les plus forts ; mais si vous aviez une marine plus considérable que la nôtre, vous vous garderiez bien d'insister sur un principe propre à dénaturer complètement une guerre maritime ; car à mesure que le cabotage ordinaire se trouverait entravé par les hostilités, la pêche s'accroîtrait de tous les bâtiments et de tous les matelots que le commerce ne pourrait plus employer, et pendant que les matelots d'une puissance seraient occupés inutilement sur les escadres et sur les convois, les matelots de l'autre fourniraient du poisson à l'Europe entière. »



Cet argument est sans doute poussé trop loin, mais il sert à montrer le point de vue sous lequel on considère cette question en Angleterre.

L'article 15, touchant la levée des séquestres, a besoin de tous les développements que le citoyen Joseph Bonaparte aura pu lui donner. Pour éviter des interprétations très embarrassantes, très préjudiciables à nos finances, immédiatement après la signature des préliminaires, il s'est formé ici un comité composé de tous les Anglais qui avaient placé des capitaux dans nos fonds publics. Ce comité ne s'est pas borné à réclamer éventuellement la levée du séquestre des fonds actuellement existants, d'après la rédaction sur laquelle est basé le tiers consolidé, mais il a cru devoir insister sur le paiement des arrérages, et même sur l'inscription de la totalité de leurs capitaux sur le grand-livre. Le comité a présenté à ce sujet à lord Hawkesbury, un mémoire qui forme des arguments précieux, mais qui me paraissent tout-à-fait inadmissibles. En voici un aperçu très succinct :

La réduction de la dette publique en France n'est pas applicable aux Anglais :

1° Parce que les citoyens français ont reçu le remboursement du moins nominal des deux tiers des biens nationaux ; on a payé leurs contributions, avantages dont les sujets anglais ont été privés complètement. Les citoyens français étant sur les lieux, ont reçu du moins pendant plusieurs années, la totalité des intérêts de leurs capitaux, tandis que les Anglais n'ont rien touché.

2° Parce que les citoyens français ont un intérêt

appelés à payer un dixième de leurs revenus, que les Anglais qui se trouvent dans le même cas aient été soumis à cette taxation très rigoureuse, il en résulte que l'on a fait en Angleterre une concession en faveur des actionnaires français, et que les actionnaires anglais doivent également jouir de la même protection particulière de la loi publique.

Pour appuyer plus fortement ses réclamations, le comité pétitionnaire généralise ses idées, et soutient que la France est trop riche, trop puissante, et qu'elle manque à ses engagements; que loin de rétablir l'ancien état de la dette, elle doit se proposer de la refondre en entier, et de multiplier, par tous les moyens possibles, la circulation des capitaux et les signes représentatifs de la richesse publique.

Je n'entrerai pas dans les autres détails de ce rapport, qui est fort long et quelquefois bien répétitif. Le président du comité est venu me le communiquer, et m'a demandé ma façon de penser à ce sujet. J'ai dit que les Anglais ne pouvaient s'attribuer aucun rapport, à être mieux traités par le gouvernement français, que nos propres citoyens ;

Quant aux autres points, je lui ai fait espérer que l'on ferait à Amiens tout ce qui serait juste et réciproquement convenable. Tous les autres articles me paraissent devoir être adoptés sans objection.

Quant au Portugal, je conçois que le ministre anglais insistera beaucoup sur un article patent pour pouvoir fermer la bouche à quelques adversaires qui l'ont déjà assailli. La rédaction que vous proposerez ne saurait manquer d'être agréable au gouvernement anglais, et s'il y avait quelque difficulté à ce sujet, je me chargerais volontiers de la faire lever en très peu de temps.

Le premier Consul ayant consenti à admettre éventuellement un article en faveur du prince d'Orange, j'aime à croire que cette concession, peu importante en elle-même, mais personnellement agréable au roi, nous vaudra une bonne compensation ; tant que le citoyen Joseph Bonaparte n'aura rien accordé à ce sujet, j'aurai soin d'insister sur mes anciens refus, et de présenter la demande comme déplacée, parce qu'elle se trouve hors des préliminaires. »

« Citoyen ministre, quand lord Hawkesbury m'a parlé de votre contre-projet, il n'avait pas encore consulté le cabinet, et le ton calme avec lequel il traitait quelques articles de cette pièce, me faisait croire qu'on ne les considérerait que comme des objets de discussion peu importants.

J'ai eu, hier soir, une entrevue de deux heures avec M. Addington, qui m'a convaincu du contraire. Il m'a informé que le contre-projet avait causé ici la

Otto à Talleyrand. Londres,  
6 janvier 1802.



sensation la plus vive, et il est entré dans les détails que je m'empresse de vous transmettre.

J'ai remarqué dans les regards du ministre une sorte d'anxiété qui ne lui est pas naturelle. Il a commencé par me dire qu'en signant les préliminaires, le gouvernement avait été aussi loin que sa position lui permettait d'aller; qu'en contrariant plusieurs préjugés commerciaux et politiques de la nation, à l'égard de Malte, du Cap et de Demerari, il avait montré un courage dont nous devons lui savoir quelque gré; que l'espoir seul de mettre immédiatement un terme aux calamités de la guerre, avait pu le porter à renoncer à plusieurs avantages très essentiels, et qu'il avait été bien loin de supposer que l'époque des négociations définitives pût devenir celle de nouveaux sacrifices; que l'honneur et la bonne foi lui faisaient la loi d'adhérer strictement aux conventions renfermées dans les préliminaires, mais qu'aucune considération ne pourrait l'engager à aller au-delà et à compromettre ainsi la dignité et la réputation du Roi.

Il a dirigé ses observations sur trois points qui lui paraissent entièrement distincts :

- 1° Les objets convenus dans les préliminaires.
- 2° Les objets indiqués dans les préliminaires comme devant être décidés à Amiens.
- 3° Les objets entièrement étrangers aux préliminaires.

Parmi les objets convenus, la cession de la Trinité présente la plus grande difficulté. L'Espagne profite de l'armistice, mais elle ne s'est pas encore prononcée.



cée pour la paix ; il est impossible même de prévoir quel parti elle prendra. La cession de la Trinité est si étroitement liée aux arrangements pris avec la France, qu'elle représente réellement la représentation des restitutions que la Grande-Bretagne s'est engagée à faire. Or, ces restitutions ne peuvent avoir lieu sans le consentement de l'Espagne à l'article qui la concerne. « Peut-on supposer, a continué M. Addington, que nous voudrions commencer une guerre directe contre l'Espagne pour la forcer à consentir à notre arrangement ? Il faudrait conserver tout notre état militaire sur le pied de guerre, et la France elle-même serait obligée de conserver le sien ; car, tant que nous serions armés, elle ne pourrait se dispenser de l'être. Comment, d'ailleurs, empêcher les rencontres malheureuses en mer, de nouveaux sujets de querelle entre la France et la Grande-Bretagne ? Tout ceci est tellement embarrassant, que le seul expédient qui puisse venir à ce gouvernement-ci, dans le cas d'une prolongation du refus de l'Espagne au traité définitif, serait de stipuler que la restitution des conquêtes faites par la Grande-Bretagne ne peut avoir lieu qu'après l'accession de l'Espagne au traité définitif. » En proposant cet expédient, M. Addington n'a pu s'empêcher de convenir avec moi qu'une pareille clause rendrait la paix illusoire, et qu'il vaudrait autant attendre l'accession de l'Espagne avant de terminer.

Quant à Malte, M. Addington s'oppose encore plus fortement que lord Hawkesbury à l'idée de détruire

les ouvrages : d'abord cette démolition ne lui paraît pas une garantie, vu la force naturelle du rocher sur lequel reposent ces ouvrages ; de plus, la mesure lui paraît injuste envers Londres et les habitants de Malte, et, d'après les renseignements particuliers qu'il assure avoir reçus de cette île, il pense que l'esprit des Maltais est tellement monté, qu'ils se révolteraient contre toute garnison étrangère qui entreprendrait de démolir les fortifications, et qu'il pourrait en résulter une guerre sanglante dont le ministre serait responsable aux yeux de ceux qui aimeraient à blâmer sa conduite.

L'admission du ministre portugais à Amiens est la vérité comprise parmi les objets convenus ; mais M. Addington m'a dit qu'il concevait parfaitement que, dans l'état actuel de nos relations avec le Portugal, nous devions trouver cette admission inutile et même déplacée ; qu'il n'était pas dans son caractère d'élever des difficultés pour des petits intérêts, et que, malgré la promesse faite par le cabinet à S. M. Très Fidèle, il tâcherait de faire tomber la prétention de M. de Souza, et qu'il n'en serait plus question. Le second point de discussion renferme les objets indiqués dans les négociations de Londres, comme devant être discutés à Amiens. Tel est, en premier lieu, l'article qui concerne le remboursement des dépenses faites pour l'entretien des prisonniers. J'ai parlé à M. Addington dans le sens qui avait toujours servi de base à mes refus. Le ministre m'a dit : que les mêmes observations avaient été faites à Amiens, et qu'il ne pouvait les admettre qu'en partie ; qu'il

avait une grande distinction à faire entre les troupes soldées par la Grande-Bretagne et celles dont les souverains ont reçu des subsides du Roi pour continuer leur propre guerre ; que ces souverains ont complètement agi en leur propre nom, et qu'il serait très injuste de faire supporter au trésor britannique l'entretien de leurs prisonniers ; que, dans les dernières guerres, les Anglais avaient soldé des troupes allemandes qui, sous tous les rapports, doivent être et ont été considérées comme anglaises, mais qu'il n'était pas de même des troupes russes et autrichiennes agissant directement sous leurs généraux et sous les ordres de leurs souverains. « Nous sommes bien loin, » a-t-il continué, de nier que plusieurs corps italiens, » bavarois ou suisses ; soldés par nous, ne doivent » être portés sur notre compte ; mais nous ne consentons jamais à acquitter les dettes de ceux qui n'étaient pas sous nos ordres. Nous ne demandons pas non plus le paiement immédiat des sommes qui peuvent nous être dues ; mais nous désirons que , de même que dans les guerres précédentes, le principe soit formellement reconnu et que le remboursement se fasse suivant les convenances du trésor de la République. »

J'ai vainement essayé, Citoyen ministre, de faire abandonner cette thèse à M. Addington, que j'ai trouvé sur cet article bien plus difficile que lord Hawkesbury. Comme chef de la Trésorerie, il est plus à portée que son collègue d'apprécier le montant de cette créance.

Quant à Tabago qui, selon lui, est un des points



les plus importants de la négociation , il m'a rappelé la promesse que j'ai été chargé de faire, et il m'a dit que cette promesse seule avait engagé le Roi à consentir aux préliminaires ; que le cabinet avait eu beaucoup de peine à obtenir ce consentement , et qu'il avait promis à S. M. d'insister sur ce point, lors de la conclusion du traité définitif ; que de tous les objets en discussion , cet article et celui du prince d'Orange étaient les seuls qui eussent une grande influence sur la façon de penser du Roi , et que rien ne pourrait contribuer plus efficacement aux relations les plus intimes entre les deux nations ; que le commerce de Londres mettait également la plus haute importance à cette acquisition, dont l'abandon serait un très petit sacrifice pour la France ; que , lors des négociations de Londres , le cabinet avait cru devoir entrer dans les vues du premier Consul , en n'insistant pas trop fortement sur une cession que les circonstances auraient pu faire regarder comme inconvenante ; mais qu'aujourd'hui , le Roi et la nation regarderaient cette cession comme un acte de générosité , comme une marque de bienveillance , enfin , comme un gage d'amitié de la République Française, et que lui et ses collègues auraient soin de le représenter sous ce point de vue au Parlement ; que, comptant fermement sur l'exécution de la promesse que j'avais faite , le ministre s'était bien gardé de la laisser transpirer pour ne pas affaiblir le mérite que cette cession inattendue et spontanée aurait aux yeux du public. J'ai répondu à M. Addington que mes promesses réitérées à ce sujet n'avaient jamais été absolues ; que

j'avais assuré le ministre que le gouvernement français se prêterait volontiers à la cession de Tabago pour un juste équivalent. Le ministre ne croit pas qu'il puisse se permettre de disposer d'une seule possession anglaise, et le remède proposé lui paraît pire que le mal. Il s'est beaucoup étendu sur l'inutilité de cette colonie entre nos mains, sur la négociation commencée à ce sujet par le roi de France, négociation d'après laquelle Tabago avait été le prix d'environ six millions de notre monnaie. Il m'a confié que lord Cornwallis en avait parlé directement au premier Consul, mais que la proposition avait été très mal reçue; que, sous d'autres rapports, ce négociateur avait été extrêmement satisfait de ses conversations avec le chef de notre gouvernement, qu'il en avait fait le rapport le plus consolant, et qu'il y avait ajouté des observations qui confirmeraient la haute opinion que le ministre avait conçue depuis longtemps des intentions du gouvernement français; que c'était précisément pour resserrer les liens entre les deux États que le ministre désirait obtenir de la générosité du premier Consul un point qui touche le Roi de si près, d'autant plus que la difficulté qui s'élève aujourd'hui à l'égard de Tabago embarrassera le cabinet plus que toute autre chose.

A l'égard du prince d'Orange, M. Addington a observé qu'à la vérité, les négociations de Londres ne renfermaient aucune promesse formelle; que, cependant, les intérêts de ce prince avaient été abandonnés dans la supposition qu'ils seraient réglés à Berlin avant la conclusion du traité définitif; qu'il



paraissait évident, aujourd'hui, que cet arrangement n'aurait pas lieu à Berlin ; qu'on signerait la paix sans s'occuper du prince d'Orange ; et je lui ai communiqué plusieurs conversations que j'ai eues moi-même avec le comte de Haugwitz ; quant à nous, je n'ai pas laissé entrevoir les dispositions favorables dont le citoyen Hauterive m'a rendu compte, bien convaincu que, pour produire un bon effet, ces dispositions ne doivent être connues qu'à propos.

Le troisième point de discussion, et le plus difficile de tous, est celui qui concerne quelques-unes de vos demandes qui se trouvent hors des préliminaires, et que M. Addington refuse péremptoirement d'admettre.

Tel est, en premier lieu, l'abolition du salut de mer ; le ministre m'a dit qu'une pareille stipulation rendrait le cabinet odieux aux yeux de toute l'Angleterre ; que le gouvernement aurait soin d'empêcher que le salut de mer ne devint un motif de vexation et de plainte, mais qu'il était hors de son pouvoir d'y renoncer. Tous les articles qui concernent la pêche, la cession d'une partie de Terre-Neuve et la libre navigation dans l'Inde, lui paraissent également inadmissibles, et tellement contraires à l'opinion et aux prétentions du public anglais, que le cabinet ne saurait les recueillir sans se perdre. Il m'a parlé de cette impossibilité avec tant de confiance, qu'en supposant même que le refus du cabinet devint la cause d'une nouvelle guerre, il m'a déclaré qu'elle serait généralement approuvée par le Parlement et par le peuple. « Ces sortes d'arrangements, a-t-il continué,



» pourront devenir, dans des temps plus calmes, des  
 » objets de négociation entre les deux gouvernements,  
 » et ils seront beaucoup moins difficiles, puisque la  
 » malveillance ne pourra les attribuer à la faiblesse  
 » ou à la crainte, et qu'on aura le temps de poser et  
 » de faire goûter au public tous les motifs qui les au-  
 » raient rendus utiles et nécessaires. »

M. Addington a envoyé, il y a deux jours, à lord Cornwallis, son ami intime, une lettre particulière de sa main, renfermant tous les raisonnements dont je viens de vous entretenir, et il est à présumer que le négociateur anglais agira complètement dans le sens du ministre.

Au reste, ce dernier m'a témoigné le désir le plus sincère de terminer le plus tôt possible, l'ouverture du Parlement devant avoir lieu le 26 janvier (6 pluviôse) ; il ne se dissimule pas la satisfaction qu'il aurait d'annoncer l'heureux résultat des négociations d'Amiens.

Le prince de Galles a communiqué à M. Addington, toute la conversation dont j'ai eu l'honneur de vous rendre compte dans ma dépêche n° 3, et je ne m'étais pas trompé en supposant que cette entrevue avait été concertée avec le ministre. En effet, il n'a jamais régné une harmonie plus parfaite dans la famille royale et le gouvernement. Cet accord est entièrement l'ouvrage de M. Addington qui, pour concilier la tranquillité de son pays, désire établir le même accord entre les deux gouvernements et d'écartier tout ce qui pourrait prolonger les discussions pour la paix définitive, d'autant que la situation très

alarmante des Antilles diminue journellement l'intérêt que ces discussions auraient pu présenter dans tout autre temps. »

M. Hauterive  
à Joseph. Paris.  
6 janv. 1802.

« J'ai remis au premier Consul votre dépêche du 4. Il m'a ordonné de vous faire passer sur-le-champ la réponse suivante :

Le premier Consul pense que la déclaration du ministre batave est suffisante pour que l'admission de ce ministre aux conférences puisse être autorisée, sans inconvénients pour nos droits et pour les intérêts que nous avons à défendre.

Il est cependant indispensable que cette déclaration soit insérée au protocole, le jour même de la première conférence à laquelle le citoyen Schimmelpenninck doit assister.

Quant à la réserve que le ministre batave fait de la faculté de signer ou de ne pas signer le traité définitif, selon que l'ensemble des intérêts généraux de la République et de ses rapports avec la France sera ou ne sera pas réglé au congrès, cette prétention est si frivole qu'elle ne mérite pas d'être réfutée. Il nous importe qu'il adhère en son nom aux préliminaires, parce que les préliminaires expriment la cession d'une des possessions de la République ; il nous importe qu'il assiste au congrès, puisque sa présence aux conférences résulte de l'exécution littérale des préliminaires ; mais qu'il signe ou ne signe pas le traité définitif, cette alternative est indifférente à la validité des engagements qui seront pris par la France et par l'Angleterre, et aux conséquences générales et

particulières qui doivent résulter de leur pacification.

Dans la position où l'échange de vos notes entre vous et le citoyen Schimmelpenninck vous a placé, votre conduite à son égard se présente sous deux aspects : 1° Dans le congrès, toutes les fois qu'il voudra parler des réclamations de sa République, relativement à la France, vous avez à répondre que ce sujet est étranger au congrès, puisqu'il n'en est fait aucune mention aux préliminaires ; 2° hors du congrès, toutes les fois qu'il voudra provoquer des discussions sur des objets relatifs à un arrangement définitif entre la République et nous, vous avez à lui dire que vous êtes sans pouvoir pour discuter de telles questions.

Du reste, puisque vous êtes sans pouvoir pour cet objet, vos entrevues hors le congrès ne peuvent avoir que le caractère d'une conversation. Vous êtes autorisé à faire sentir au citoyen Schimmelpenninck, que son gouvernement obtiendra tout du premier Consul par la confiance et les bons procédés, et qu'il n'atteindra jamais aucun but utile par l'importunité déplacée des prétentions exigeantes.

Les États qui, comme la Hollande, se sont perdus par les écarts de leur politique, qui, après avoir fait la guerre à la France, ont été vaincus et conquis, devraient nous épargner l'embarras de les rappeler au principe de leur existence actuelle ; cette existence, c'est de nous qu'ils la tiennent ; nous ne leur devons rien et ils nous doivent tout.

Les affaires de la République Batave n'ont pas plus trait au congrès que les affaires d'Italie. Si nous



bats interminables.

Le gouvernement français n'a cessé d'intérêt qu'il prend à la République Batave. Le gouvernement de cette République doit se garder de tout danger il serait pour elle que cet intérêt, et rien ne serait plus propre à produire qu'une insistance inutile sur une demande. Le premier Consul est bien résolu de ne rien faire qui ne soit utile. Rien ne serait plus propre encore à produire, que l'affectation de méconnaître la République. Le premier Consul est disposé à tout pour le bien de la République. Les Hollandais. Ne doivent-ils pas savoir, que l'arrangement de leurs frontières est l'objet constant de ses sollicitudes, et que le premier Consul leur a fortement recommandé de ne donner aucun argent au Stadthouder qu'ils ne soient sûrs que les affaires de ce prince ne fussent arrêtées en attendant. Pour revenir au premier objet de cette affaire, le premier Consul me charge de vous dire que le citoyen Schimmelpenninck doit, avant d'être admis au congrès, consentir à ce que son adhésion soit insérée au protocole des

ment que la Hollande, par un acte diplomatique, a déclaré consentir aux préliminaires, il reste pour constant qu'à l'époque des préliminaires, et sur tous les objets convenus dans les préliminaires, la République Batave et la République Française étaient d'accord.

Dès lors, l'obligation respective qui liait les deux États à ne pas faire la paix l'un sans l'autre, est remplie.

Dès lors, enfin, le refus que pourrait faire le citoyen Schimmelpenninck de signer le traité définitif, ne changerait rien à la nature des obligations antérieures; car le refus ne pouvant être fondé sur des droits et des motifs tirés des préliminaires, n'aurait aucune force. Quant à la sanction du traité définitif, qui, par cela seul qu'il est destiné à expliquer et à donner une étendue plus grande et plus durable aux articles préliminaires, il consacrerait, par ce fait, les nouveaux rapports qui doivent lier non-seulement l'Angleterre et la France, mais la République Batave elle-même, qui aura adhéré aux préliminaires.

La promesse que le citoyen Schimmelpenninck a faite de ne pas mêler, en présence du lord Cornwallis, la discussion des intérêts de sa république à celle des intérêts communs, doit lui être rappelée s'il était tenté de s'en écarter. Ce ministre doit savoir que cette réserve lui est encore imposée par la connaissance de la position de la Hollande. La Hollande est une puissance du second ordre; en affectant les droits et les prétentions d'une puissance du premier ordre, elle ne saurait donner aux uns et aux

paix, que peut faire autre chose une puissance, comme la Hollande, que d'y adhérer.

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
6 janv. 1802.

« Citoyen ministre, je n'ai pas encore à ma dépêche expédiée le 3. La conférence que je vous annonçais, a eu lieu le même jour, sans résultat digne d'être consigné au Lord Cornwallis a continué à beaucoup insister sur l'admission du ministre batave; j'ai attendu qu'il fût avant question de l'article des passeports, il a pris du temps, et moi aussi. Nous attendons les réponses de nos gouvernements pour reprendre nos conférences. Je ne puis que vous répéter les mêmes prières pour connaître l'intention du gouvernement sur l'admission du ministre batave; et, dans le cas où il ne le pas admettre ce ministre, faut-il stipuler la cession de Ceylan, de la manière indiquée dans le projet anglais ?

Hier est passé ici un courrier autrichien de Vienne, qui a parlé long-temps avec le Lord Cornwallis, et a ensuite continué sa route pour



« Citoyen, le premier Consul m'a ordonné, avant son départ, de vous envoyer la copie de la traduction d'une note adressée au général Saint-Cyr par M. de Cevallos (1). J'ai l'honneur de vous la transmettre. Le ministre me charge, dans sa dernière lettre, de continuer, pendant l'absence du premier Consul, l'envoi des courriers qui lui portent à Lyon les dépêches de son département; il me recommande de lui en expédier un au moins tous les deux jours, et il ajoute que si vos dépêches lui sont adressées à Paris, je dois les lui faire parvenir, sans le moindre retard, par la voie des courriers extraordinaires. »

M. Hauterive  
à Joseph. Paris,  
9 janv. 1802.

« Citoyen ministre, vous trouverez ci-joint un de nos protocoles, qui n'a pu être signé que cette nuit, quoiqu'une partie des objets qui y sont traités ait été discutée depuis le 3 janvier, une partie même des articles qui n'ont été présentés qu'hier au soir; et, pour terminer des débats interminables, nous sommes convenus d'apposer à cette conférence la date du 3 janvier, ce qui reporte à ce moment la notification du ministre batave, quoiqu'elle n'ait été présentée qu'hier. Ce ministre sera admis demain.

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
10 janv. 1802.

Vous remarquerez dans ce protocole la trace des discussions qui se sont élevées, et j'ai été forcé de parler un peu vivement au secrétaire de la légation anglaise, et de faire sentir à lord Cornwallis combien il était malheureux que sa loyauté et sa bonne foi

---

(1) Ministre espagnol.

fussent paralysées par des subtilités déplacées. La conférence s'est terminée très paisiblement, et je ne puis que continuer à me louer, de plus en plus, des procédés, des principes et du caractère de lord Cornwallis, qui paraît très peiné du rôle qu'on semble vouloir lui faire jouer.

Le rappel d'un écrit, sans signature et sans date, qui me fut remis le 17 décembre, par le plénipotentiaire anglais, comme suppléant à la difficulté qu'il avait de l'exprimer en français, a été un des principaux motifs des discussions qui se sont élevées. Vous vous rappellerez qu'il est question, dans cette minute, des indemnités à accorder au prince d'Orange et des réclamations contre la République Batave. Le ministre anglais n'y a plus donné aucune suite depuis ce moment. Il en a été fait mention dans le protocole qu'il présentait hier, sous la date du 13, afin d'offrir de nouvelles difficultés au ministre batave à l'instant de son admission, et donner aux réclamations une autorité qu'elles ne doivent pas avoir sur la notification d'adhésion du plénipotentiaire de la République Batave. Je n'ai fait encore aucun usage de la liberté que vous m'avez donnée de stipuler un article en faveur du prince d'Orange; j'ai cru devoir attendre les réponses du ministre anglais sur Malte, la reconnaissance de la République Cisalpine, et la mention de la République Ligurienne. M. Merry n'a pas craint de demander en échange une indemnité pour le Roi de Sardaigne. M. Merry, parlant plus facilement le français, se trouve par là autorisé à prendre souvent la parole; il n'est pas toujours d'accord



avec lord Cornwallis, et ils paraissent dirigés par deux principes différents.

Je ne me servirai de l'article du prince d'Orange, que dans le cas où son insertion pût aplanir toutes les difficultés et que la question même des prisonnier fût décidée en notre faveur.

Lord Cornwallis m'a annoncé l'arrivée des nouvelles instructions sur l'article de Malte. Il m'a répété que son gouvernement ne pourrait jamais se décider à la démolition des fortifications, qu'il embrasserait un tout autre projet plutôt que celui-là. Il consentirait à mettre l'île de Malte sous la garantie de la France, de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Russie, de l'Espagne et de la Prusse ; à la remettre entre les mains des troupes de S. M. Sicilienne, qui occuperait les forteresses pendant l'espace de trois ou quatre ans, jusqu'à ce que l'Ordre eût à sa solde des troupes suffisantes pour défendre cette île. Il insiste pour que la France et l'Angleterre consentent à fournir le supplément de solde qui serait nécessaire pendant les premières années, si les fonds mis en réserve depuis que l'Ordre a abandonné l'île de Malte, n'étaient pas suffisants. Lord Cornwallis regarde cette clause comme honorable et peu onéreuse aux finances des deux États. Il propose l'érection d'une langue de Malte qui ne serait composée que des naturels du pays ; les droits maritimes pourraient servir à leur entretien. Il consent à déclarer Malte port neutre, même en temps de guerre. Il serait ouvert à toutes les nations ; les chevaliers continueraient à prêter le serment au roi de Naples, qui serait reconnu suzerain

contre les maudies, que cette abolition, aux principes de mon gouvernement, pr rem placée en formant à Malte un lazari dont les droits pourraient servir à l'ent nouvelle langue de Malte, si elle était ado ouvrant le port de Malte à toutes les nations pas possible qu'on y reçût les Barbaresqu qu'ils ne fussent pacifiés avec toutes les puis talie. Lord Cornwallis aurait voulu réserver pour le roi des Deux-Siciles, sous prétext zeraïneté. Il approuve l'idée d'un lazari donner quelque utilité à un Ordre qui en a leurs si peu. Il répugne absolument à la d'une garnison composée de militaires des puissances de l'Europe, il voudrait qu'il Français, ni Anglais. Son prétexte est la dissensions qui pourraient survenir entre dus des deux nations : la vraie raison est, la crainte que l'influence que les militaires pourraient y exercer, et celle des principes qu'on peut leur supposer. Il ajoute que la l'Angleterre, ayant besoin d'être aidées par ment de toutes les autres nations de l'Eu

pose d'établir que la garnison de Malte sera composée par moitié des naturels du pays, et que l'autre moitié sera formée par les militaires de toutes les nations qui ont des langues dans l'Ordre. Lord Cornwallis pense que les deux nations pourront d'autant plus librement s'entendre et avec d'autant plus de liberté sur l'Ordre de Malte, qu'elles ne montreront aucun intérêt national, et qu'elles se contenteront de l'honneur de reconstruire sous une forme utile à l'humanité, un établissement qui doit son existence à des principes si opposés à ceux de son siècle.

Je reviendrai sur cette matière, lorsqu'il en aura été question dans les conférences. Tout ce que j'ai l'honneur de vous dire dans cette dépêche, est le résultat d'une conversation particulière qui prouve que l'Angleterre a abandonné le projet d'attribuer la garantie de l'Ordre de Malte à la Russie exclusivement.

J'ai reçu la note de M. de Cevallos au général de Saint-Cyr, du 20 décembre, que le citoyen Hauterive m'a adressée hier : les prétentions de l'Espagne et de la Batavie, ne diffèrent qu'en ce que la première demande ce qu'il ne dépend plus de la France, au lieu que la dernière forme des réclamations qui n'altèrent pas la substance des préliminaires.

Si l'Europe reste dans ces termes, et que le traité définitif doive être signé sans elle, j'aurai besoin de vos informations pour la forme. La garantie est le terme que le ministre anglais désire que l'on fixe pour obtenir l'accession de cette puissance. »



Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
12 janv. 1802.

« Citoyen ministre, vous trouverez ci-joint le projet de lord Cornwallis, relatif à Malte ; d'après ma demande, il a réservé la formation d'un lazaret. Il consentira à déclarer aussi que la France et l'Angleterre ne solderont la garnison de Malte qu'autant que les revenus de l'Ordre ne pourront pas y suffire ; je lui ai déclaré que la France ne voulait supporter aucune charge pour cet objet.

D'après le projet de pacification entre Malte et les infidèles, il faudrait que les puissances barbaresques fussent aussi pacifiées avec toutes les puissances d'Italie, et que le roi de Naples ne soit pas le seul privilégié ; je me réfère, au surplus, à une dépêche du 16, et j'attends vos instructions.

Ci-joint copie de la première conférence à laquelle ait assisté le ministre batave.

Je me suis contenté de sa déclaration, elle est conforme à celle dont je vous ai envoyé la copie.

Après beaucoup de débats, le plénipotentiaire ayant consenti à ajouter : *en accédant aux bases des préliminaires*, M. Schimmelpenninck a donné des explications verbales qui ont paru plaire beaucoup à lord Cornwallis qui en instruira son gouvernement ; ainsi, voilà les rapports respectifs des trois puissances bien établis, quant aux préliminaires.

La veille, j'avais accepté de M. Schimmelpenninck la pièce dont vous trouverez ci-joint copie, constatant les réclamations qu'il comptait faire valoir vis-à-vis de l'Angleterre. Je lui ai observé que j'étais sans pouvoirs ; mais que je verrais avec plaisir qu'il obtint quelques-uns des articles qui me semblent justes. Il



compte beaucoup sur les dispositions du gouvernement à l'égard de la Batavie. Il me faudra des pouvoirs pour stipuler la part des droits qui nous sont attribués au Cap, par les préliminaires. »

A la troisième conférence, M. Schimmelpenninck fut introduit par Joseph et se réunit, comme plénipotentiaire de la République Batave, aux plénipotentiaires de France et d'Angleterre, pour procéder à la rédaction du traité définitif.

Il communiqua ses pleins pouvoirs dont copie fut échangée de suite avec la copie des pleins pouvoirs de lord Cornwallis.

Il déclara, au nom de son gouvernement, qu'il était autorisé à concourir, avec les plénipotentiaires au congrès, à la négociation du traité définitif, en accédant aux bases posées dans les articles préliminaires signés à Londres, le 1<sup>er</sup> octobre, entre la République française et S. M. Britannique.

« Les plénipotentiaires français et britannique s'étant réunis, lord Cornwallis a communiqué au citoyen Joseph Bonaparte la réponse de son gouvernement à la proposition de démolir les fortifications de l'île de Malte ; cette réponse est que la proposition se trouvant contraire à l'esprit des préliminaires, notamment aux articles 4 et 14, ne peut être adoptée.

Conférence du  
12 janv. 1802.

Après de longues discussions, il a été convenu que le ministre français présenterait un projet d'arrangement pour l'article de Malte.

La conférence a été remise au lendemain. »

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
12 janv. 1802.

« Citoyen ministre, par votre lettre du 31 décembre, vous m'engagez à faire valoir relativement aux prisonniers le principe général résultant du droit des gens et des usages, « que chaque gouvernement doit » payer les frais d'entretien des prisonniers détenus » sur son territoire. »

Et vous ajoutez « que, d'après ce principe, ce ne » serait pas aux Anglais à réclamer des compensa- » tions, parce que le Directoire a payé pour nos pri- » sonniers, en Angleterre, plus de vingt millions, et » il est douteux que les Anglais en aient payé trois » pour leurs prisonniers en France.

» Les Anglais ne pourraient-ils pas raisonner dans » un sens inverse ? et nous dire, « si vous avez dé- » pensé vingt millions pour nourrir vos prisonniers » en Angleterre, pendant le peu de temps qu'a duré la » convention entre les deux gouvernements de pour- » voir chacun à l'entretien des prisonniers chez l'en- » nemi, combien l'Angleterre n'a-t-elle pas eu à dé- » penser pendant toute la guerre, pour les prisonniers » français qu'elle a nourris et entretenus chez elle ? »

Peu importe, en effet, à l'Angleterre, de savoir ce que la France a dépensé pour les prisonniers français, puisqu'elle ne doit rembourser que ce qui a été fourni par la France aux prisonniers anglais.

Vous observez ensuite, « que vous vous détermi- » nerez sans peine à adopter le principe que chaque » nation paye l'entretien de ses propres prisonniers, » comme n'étant pas plus favorable à l'Angleterre, » parce que nous comprendrions dans les comptes, » les prisonniers qui, quoique appartenant à d'autres

» nations qu'à l'Angleterre, étaient soldés par elle. »

Je ne dois pas vous laisser ignorer que dans le chaos de la Révolution, toutes les formes et l'ordre des bureaux ont été intervertis, au point que les ministres de la marine et de la guerre n'ont pu se procurer aucuns détails satisfaisants, ni sur le nombre des prisonniers faits par nous, ni sur la durée de leur séjour en France, ni sur les sommes dépensées pour leur entretien ; à peine trouverait-on les éléments nécessaires pour établir ces comptes, seulement depuis le 9 octobre 1799 ? Quoique le congrès ne doive pas être chargé de cette liquidation, je me crois obligé de vous faire connaître la presque impossibilité où l'on se trouverait de réunir des pièces assez authentiques pour composer l'état des dépenses que nous avons faites pour les prisonniers anglais, état d'après lequel seulement nous pourrions établir une compensation.

Lord Cornwallis m'a déjà communiqué inofficiellement un premier compte dont copie est ci-jointe ; vous verrez qu'il embrasse les années 1796 et subséquentes jusqu'en 1802, et monte à 29,734,800 livres. On m'en a annoncé un autre relatif aux frais d'hôpitaux et autres articles omis dans le premier compte ; il pourra monter à une somme presque égale.

J'en tire l'induction que n'étant pas liés par les préliminaires (si, d'ailleurs, nous ne le sommes point par quelque promesse secrète), nous ferons bien de persister dans l'usage et le droit des gens. »

Les plénipotentiaires de la République Française et de S. M. Britannique s'étant réunis, le citoyen Joseph

Conférence du  
13 janv. 1802.



Bonaparte, comme il s'y était engagé dans la conférence précédente, a proposé un nouvel arrangement dans lequel il a cherché à se rapprocher autant que possible de l'article 10 du projet de traité définitif présenté par lord Cornwallis.

Il a déclaré ne voir aucun inconvénient à remettre l'île de Malte à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, sous la protection immédiate du roi de Naples, dont la suzeraineté sur ladite île serait formellement reconnue.

Quant à la garantie, il a proposé de l'attribuer à toutes les grandes puissances intéressées au maintien de l'Ordre, savoir : la France, l'Angleterre, la Russie, l'Espagne, l'Autriche et la Prusse.

En ce qui concerne les troupes, il a proposé, dans le cas où celles de l'Ordre seraient insuffisantes pour la garde et la défense de l'île, de faire concourir en proportion égale toutes les puissances appelées à la garantie; en sorte que chacune d'elles fournirait deux cents hommes qui seraient soldés par l'Ordre, et dont les officiers seraient nommés par le grand-maître, en observant que les officiers de chaque corps seraient de la nation à laquelle les corps appartiendraient.

Il a dit ensuite que la France et l'Angleterre pourraient se concerter avec les autres puissances, pour que, même en temps de guerre, toutes les nations armées représentassent l'île de Malte, et qu'elle fût pour chacune d'elles un lazaret sous leur garantie commune.

Lord Cornwallis a déclaré, qu'en adoptant partie

des principes du gouvernement français sur Malte, il croit mieux faire connaître les intentions de la Cour, en insérant au protocole les articles suivans qu'il espère pouvoir convenir aux parties contractantes.

L'île de Malte, avec ses dépendances, sera rendue à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem aux conditions suivantes :

1° Pour assurer l'indépendance absolue de cette île, elle sera mise sous la garantie et la protection de la Grande-Bretagne, la France, l'Autriche, la Russie, l'Espagne et la Prusse.

2° Les ports de Malte seront en tout temps neutres, et cette neutralité sera conservée, nonobstant les hostilités quelconques dans lesquelles les puissances susmentionnées peuvent se trouver engagées.

3° L'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem abolira le principe d'une guerre perpétuelle contre les infidèles.

4° En égard à la souveraineté de la couronne de Sicile, les ports de Malte, de Gozo et de Camino seront fermés contre les vaisseaux armés ou les prises de quelque que ce soit des puissances barbaresques, toutes les fois que ces puissances se trouveront en guerre avec S. M. Sicilienne.

5° Les forces de S. M. Britannique évacueront cette île en trois mois, à compter de la ratification du présent traité, et elle sera remise dans l'état où elle est à présent, à S. M. Sicilienne, qui fournira la force qu'elle jugera nécessaire, pour former conjointement avec les troupes maltaises, la garnison des forts principaux pendant l'espace de..... ans.

6° Afin de donner à S. M. Sicilienne les moyens d'entretenir ladite garnison provisoire, S. M. Britannique et la République Française conviennent de payer annuellement, en proportions égales, les paiements devant se faire tous les six mois, la somme de.....

7° Après ledit terme de..... ans, la moitié pour le moins de la garnison sera composée des Maltais natifs, et, pour le restant, l'Ordre aura la faculté de recruter parmi les natifs des pays qui continuent de posséder des langues dans l'Ordre. Les troupes maltaises natives auront des officiers maltais, et le commandement en chef de la garnison, ainsi que la nomination des officiers, appartiendront au grand-maître de l'Ordre.

8° Il sera établi une langue maltaise qui sera entretenue par les revenus territoriaux et les droits commerciaux de l'île.

9° Les ports de Malte seront ouverts au commerce et à la navigation de toutes les nations, qui y paieront des droits égaux et modérés. Les revenus qui en proviennent seront appliqués à l'entretien de la langue maltaise, à celui des établissements civils et militaires de l'île, ainsi qu'à celui d'un lazaret dont toutes les nations pourront se servir en cas de besoin.

10° Le principe d'une hostilité perpétuelle contre les infidèles étant aboli, le pavillon de l'Ordre sera sous la protection des puissances sus-mentionnées.

11° Lesdites puissances sont invitées d'accéder à cet arrangement.

12° Les droits de suzeraineté du roi des Deux-



Sicules sur l'île de Malte, sont formellement reconnus. En conséquence, le grand-maître de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem ou son représentant, renouvelera dorénavant, au nom de l'Ordre, le serment de fidélité à la couronne de Sicile, qui fut prêté lors de la donation primitive; ainsi qu'un serment (semblable à celui que prêtèrent les commissaires de l'Ordre à cette époque) de maintenir les privilèges et les droits du peuple de Malte, comme ils se trouvent spécifiés dans l'arrangement actuel. »

« Citoyen, j'ai mis sous les yeux du premier Consul, votre dépêche du 12 de ce mois, ainsi que le protocole qui y était joint.

Talleyrand à  
Joseph. Lyon,  
15 janv. 1802.

Vous trouverez ici communication d'une lettre, en date du 6. La rentrée du Parlement britannique étant fixée au 26, il paraîtrait que le ministre désire vivement, pour cette époque, la fin de la négociation. Il importe également au premier Consul, que, vers ce temps, on sache positivement à quoi s'en tenir. Il désire donc que vous assuriez la marche du protocole, et qu'avant le 5 janvier, vous y insériez une note, dans laquelle vous récapitulerez toute la négociation et feriez comprendre l'état actuel de la question, mettant par là et avec évidence, tous les torts des délais du côté du cabinet britannique.

Votre note devra faire connaître d'abord, que dans la vue d'écarter tout obstacle à la confection du traité et d'en accélérer la conclusion, le gouvernement français venait encore récemment de donner des ordres pour que, sans admettre aucune divagation, la négo-

Que le premier Consul adopte le parti  
Malte port neutre, même en temps de g  
constituer en lazaret général pour toutes  
européennes, de créer une langue parti  
les habitants de Malte, et de laisser l'île  
sition de l'Ordre, qui ferait occuper les f  
par ses propres troupes; les deux puissanc  
gent, d'ailleurs, de faire reconnaître la r  
l'état actuel de cette île.

Que le gouvernement français, en consi  
difficultés relatives au Portugal, accédera  
désir du gouvernement britannique, de  
le traité patent, un article qui fixât sa l  
tive des possessions de la France et du Po  
l'Amérique méridionale.

Que relativement aux prisonniers, le pre  
avait fait connaître directement à lord Cor  
jamais il ne mettrait en concurrence une  
territoriale avec une discussion pécuniair  
la proposition de céder Tabago pour cé  
des sommes réclamées, ne pouvait, sous  
port, être admise; que la France a dépo

Angleterre, n'ont pas été pris les armes à la main sur des bâtimens de guerre; qu'un très grand nombre a été pris sur des bâtimens de commerce; l'Europe entière reconnaît le principe que les prisonniers doivent être nourris et entretenus par la puissance au pouvoir de laquelle ils se trouvent. Que pourrait donc être qu'en égard aux objets d'harnement, que l'on pourrait réclamer quelque paiement respectif, et que cette espèce de liquidation est devenue absolument impossible, en même temps qu'elle est indigne des objets qui occupent en ce moment les puissances; qu'ainsi, en dernière analyse, le premier Consul ne reconnaît jamais d'autre principe que celui qu'il a professé toujours; savoir: que l'honneur et la politique de chaque nation veulent que l'on traite bien les prisonniers, puisque la loi de l'hospitalité les rend de fait, et pour le temps de leur détention, habitants de la puissance qui les a en son pouvoir.

Quant à toutes les propositions faites dans votre contre-projet, et qui n'émanent pas directement des ministres, le gouvernement de la République n'y touchera point; mais il s'attend que le gouvernement britannique se désistera de demandes qui s'élevaient desdits préliminaires.

Mais cependant, le gouvernement français ne refuserait de promettre son influence pour procurer une amitié, en Allemagne, au prince d'Orange. Déjà, à l'audience que le premier Consul donna au marquis de Cornwallis, il avait fait entendre que pour une chose particulièrement agréable à S. M. Bri-

ciation fût restreinte aux termes mêmes des préliminaires, que ces préliminaires n'ont pu donner lieu à discussions que sur trois objets, savoir : Malte, l'intégrité des États portugais, et les frais d'entretien des prisonniers.

Que le premier Consul adopte le parti de déclarer Malte port neutre, même en temps de guerre, de le constituer en lazaret général pour toutes les nations européennes, de créer une langue particulière pour les habitants de Malte, et de laisser l'île à la disposition de l'Ordre, qui ferait occuper les fortifications par ses propres troupes ; les deux puissances se chargent, d'ailleurs, de faire reconnaître la neutralité et l'état actuel de cette île.

Que le gouvernement français, en conséquence des difficultés relatives au Portugal, accèderait encore au désir du gouvernement britannique, de mettre dans le traité patent, un article qui fixât sa limite respective des possessions de la France et du Portugal dans l'Amérique méridionale.

Que relativement aux prisonniers, le premier Consul avait fait connaître directement à lord Cornwallis, que jamais il ne mettrait en concurrence une possession territoriale avec une discussion pécuniaire ; qu'ainsi, la proposition de céder Tabago pour compensation des sommes réclamées, ne pouvait, sous aucun rapport, être admise ; que la France a dépensé dans la guerre actuelle, pour l'entretien des prisonniers de diverses nations qu'elle a faits, beaucoup plus que n'a dépensé l'Angleterre pour les prisonniers français ; que, d'ailleurs, tous les matelots français, prisonniers



en Angleterre, n'ont pas été pris les armes à la main et sur des bâtimens de guerre; qu'un très grand nombre a été pris sur des bâtimens de commerce; que l'Europe entière reconnaît le principe que les prisonniers doivent être nourris et entretenus par la puissance au pouvoir de laquelle ils se trouvent. Que ce ne pourrait donc être qu'en égard aux objets d'habillement, que l'on pourrait réclamer quelque paiement respectif, et que cette espèce de liquidation est devenue absolument impossible, en même temps qu'elle est indigne des objets qui occupent en ce moment les deux puissances; qu'ainsi, en dernière analyse, le premier Consul ne reconnaît jamais d'autre principe que celui qu'il a professé toujours; savoir: que l'honneur et la politique de chaque nation veulent que l'on traite bien les prisonniers, puisque la loi de l'hospitalité les rend de fait, et pour le temps de leur détention, habitants de la puissance qui les a en son pouvoir.

Quant à toutes les propositions faites dans votre contre-projet, et qui n'émanent pas directement des préliminaires, le gouvernement de la République n'y insistera point; mais il s'attend que le gouvernement britannique se désistera de demandes qui s'écarteraient desdits préliminaires.

Cependant, le gouvernement français ne refuserait pas de promettre son influence pour procurer une indemnité, en Allemagne, au prince d'Orange. Déjà, dans l'audience que le premier Consul donna au marquis de Cornwallis, il avait fait entendre que pour faire une chose particulièrement agréable à S. M. Bri-

bientôt quatre ou cinq cents. C'est le moyen le plus simple et le plus prompt pour réorganiser l'Ordre.

Dans tous les cas, il faut bien établir que les Français n'évacueront les provinces de Naples, qu'ils occupent en ce moment, qu'à l'époque où les Anglais évacueront Malte, et vous observerez, d'ailleurs, qu'avant que cette évacuation des Anglais ait eu lieu, les diverses puissances mentionnées au traité, auront accepté la garantie de Naples; ce qui, comme je l'ai déjà dit, écartera nécessairement toute inquiétude et préviendra tout soupçon.

Donnez pour certain que le gouvernement n'entend contribuer par aucun fonds à l'entretien de Malte.

Depuis que les Turcs ne font plus la guerre à la chrétienté, les fortifications de cette île sont réellement sans utilité, et nous ne fournirons pas un écu pour les maintenir.

Quant aux prisonniers, je me réfère à ma lettre précédente; réferez-vous de même au droit des gens. Le premier Consul est dans l'opinion que les états sont fort en règle, et qu'il serait facile d'arrêter la balance.

En résultat, vous voyez que toutes les discussions actuelles ne portent que sur des misères, et je me persuade, d'après l'excellente direction que vous avez déjà donnée à la négociation, qu'il vous sera possible d'en hâter le terme, suivant le vœu du premier Consul. »

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
18 janv. 1802.

« Citoyen ministre, vous trouverez ci-joint copie de deux protocoles.



L'article de Malte, si longuement discuté, n'était pas encore convenu. Lord Cornwallis m'a annoncé qu'il avait reçu les réponses à notre projet; elles sont presque toutes négatives pour les articles dont il n'était pas fait mention dans les préliminaires.

Il m'assure n'avoir pas encore de réponse sur l'article des prisonniers; il refuse d'ajouter un seul mot, dans le traité, à l'article des séquestres, qu'il croit avoir été rédigé dans les préliminaires de la manière la plus favorable à la France; je n'espère pas rien obtenir au-delà. Veuillez me faire connaître la volonté dernière du gouvernement sur cet article.

Lord Cornwallis ne cesse de m'assurer du vif désir qu'il a d'arriver le plus vite au terme de la négociation; mais il ne s'est, jusqu'ici, relâché d'aucune de ses prétentions; il n'a pas même encore adopté la forme du préambule du traité.

Je viens de recevoir une lettre de M. le chevalier Azara (1), qui m'annonce son départ prochain pour Amiens. »

« Les plénipotentiaires de la République Française et de S. M. Britannique, s'étant réunis, le citoyen Joseph Bonaparte a proposé de suivre la discussion relative à l'Ordre de Malte. Il a déclaré, qu'animé du désir d'une prompt conciliation, son gouvernement renoncerait à une partie des articles qu'il avait proposé, et admettrait plusieurs de ceux du projet présenté par le ministre britannique. Que quant aux articles

Conférence du  
18 janv. 1802.

---

(1) Plénipotentiaire pour l'Espagne au congrès d'Amiens.

3, 4 et 10, relatifs à l'abolition du principe de guerre perpétuelle contre les infidèles, et la stipulation qui leur ouvrirait les ports de Malte (qui en serait la conséquence), il croyait que ces articles, quoique conformes aux notions les plus saines, rencontreraient cependant beaucoup d'obstacles de la part des Etats qui possèdent des langues à Malte, à moins que la réciprocité ne fût établie de la part des Barbaresques.

Mais, dans le système actuel d'hostilités, comment proposer à ces puissances de continuer à alimenter l'Ordre de Malte, dont les ports offriraient un asile à leurs ennemis, et une position où les corsaires barbaresques attendraient les bâtimens de commerce à leur sortie des ports de la Sicile, de l'Adriatique, du Levant.

D'un autre côté, est-ce le moment d'entamer une discussion qui touche à tant d'intérêts divers, et dont la solution ne manquerait pas de retarder la conclusion d'un ouvrage attendu par les deux nations avec trop d'impatience pour qu'il soit permis d'en arrêter la marche par des objets accessoires?

Il paraît plus convenable de laisser à la sagesse des deux gouvernemens à choisir le moment où, à l'abri de toutes les prétentions existantes, il sera plus facile de travailler à l'abolition d'un système proscrit par les principes libéraux qui dirigent les deux nations.

Les articles suivans peuvent concilier tous les droits et tous les intérêts.

ARTICLE PREMIER. Les îles de Malte, de Gozo et de

Camino seront rendues à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem.

ART. 2. Les chevaliers de cet Ordre sont invités à s'y rendre à dater de l'échange des ratifications du présent traité. Ils s'y réuniront en chapitre général, et procéderont, dans le délai de trois mois, à l'élection d'un grand-maitre, si ce choix n'a pas été fait sur le continent avant cette époque.

ART. 3. Les forces de S. M. Britannique évacueront cette île et ses dépendances dans les trois mois qui suivront l'échange des ratifications. Elle sera remise à l'Ordre dans l'état où elle se trouve.

ART. 4. Il sera établi une langue maltaise qui sera entretenue par les revenus territoriaux et les droits commerciaux de l'île.

ART. 5. La moitié de la garnison, pour le moins, devra toujours être composée de Maltais; pour le restant, l'Ordre aura la faculté de recruter parmi les natifs des pays qui continuent de posséder des langues. Les troupes maltaises auront des officiers maltais. Le commandement en chef de la garnison, ainsi que la nomination des officiers, appartiendront au grand-maitre de l'Ordre.

ART. 6. Cette île est mise sous la protection et garantie de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de la Russie, de l'Espagne et de la Prusse.

ART. 7. Les ports de Malte seront ouverts au commerce et à la navigation de toutes les nations, qui y paieront des droits égaux et modérés; ces droits seront appliqués à l'entretien de la langue maltaise, à celui des établissements civils et militaires de l'île,



ainsi qu'à celui d'un lazaret général ouvert à tous les pavillons.

ART. 9. Les puissances barbaresques sont seules exceptées des dispositions de l'article précédent, jusqu'à ce qu'elles aient elles-mêmes renoncé à leur système d'hostilité habituel. Dans ce cas, les puissances contractantes s'engagent à les faire jouir, dans Malte, des mêmes droits que toutes les autres nations.

ART. 10. L'Ordre continuera d'être régi, quant au spirituel et au temporel, par les mêmes statuts qui étaient en vigueur lors de la sortie de Malte.

ART. 11. Les puissances dont la garantie est invoquée dans l'article 6, sont invitées d'accéder au présent arrangement.

Lord Cornwallis s'est réservé de répondre à la proposition antécédente dans une des conférences prochaines. »

Conférence du  
19 janv. 1802.

« Les plénipotentiaires de France et d'Angleterre étant réunis pour la continuation de leurs travaux, ont observé que les deux nations devaient attendre avec une égale impatience la signature du traité définitif, et que le seul moyen d'y parvenir, était, sans contredit, de se donner mutuellement et sans délai, connaissance des points que chacun des gouvernements était disposé à ne plus contester; et, à l'instant, lord Cornwallis a déclaré consentir à l'adoption de la forme du préambule employée dans les traités passés entre la République Française et les autres puissances.

Il a consenti pareillement à stipuler dans le traité

définitif, le maintien des privilèges, rangs et prérogatives dont jouissaient avant la guerre les ambassadeurs, ministres et autres agents des puissances contractantes,

En ce qui concerne :

1° L'échange des îles St-Pierre et Miquelon pour une partie de l'île de Terre-Neuve ;

2° La cession d'un établissement de pêche aux îles Malouines ;

3° La neutralité des pêcheurs en temps de guerre.

Lord Cornwallis a dit que ces articles ayant été présentés et rejetés avant la signature des préliminaires, ne pouvaient se reproduire avec plus de succès aujourd'hui.

Le citoyen Joseph Bonaparte a déclaré à son tour qu'il se désistait des demandes relatives aux trois articles ci-dessus.

Lord Cornwallis a déclaré ensuite que son gouvernement ne pouvait consentir à l'abolition des saluts de la mer, parce que cela était sans exemple et n'avait aucun rapport avec la guerre actuelle.

Il a demandé pour quel motif le gouvernement français, dans son contre-projet de traité, détaillait avec affectation toutes les restitutions qui seraient les suites de la paix, tandis qu'il était plus simple et plus convenable de remettre les parties au même état qu'avant la guerre.

Le citoyen Joseph Bonaparte a répondu :

1° Que les saluts à la mer étant une source de prétentions et de disputes, il avait paru convenable d'en stipuler l'abolition.

2° Que le rappel nominal des objets à restituer, avait pour but de faire connaître par une seule loi l'état positif des nations contractantes, de manière à n'avoir plus besoin de recourir aux traités antérieurs.

Il a ajouté que, malgré le mérite des considérations relatives à ces deux articles, son gouvernement était encore disposé à s'en désister en faveur de la paix.

Lord Cornwallis a demandé que l'article touchant les séquestres fût inséré dans le traité définitif littéralement, comme il se trouve rédigé dans les préliminaires et dans le projet présenté par son gouvernement; il a observé : « Que la clause additionnelle » du contre-projet qui dit que les créanciers anglais » en France, ne pourront y être plus favorisés que les » Français eux-mêmes, serait préjudiciable à la nation » anglaise, en ce que le gouvernement anglais n'a » touché ni à la propriété, ni aux effets, ni aux fonds » d'aucun Français; celui de France, au contraire, » s'est emparé de tout ce qu'avaient les Anglais en » France, et n'a fait que des remboursements imaginaires.

» Quelque droit qu'ait eu le gouvernement français » d'en user ainsi envers les citoyens français d'après » l'empire des circonstances, il n'a pu disposer de ce » qui appartenait aux Anglais. »

Le citoyen Joseph Bonaparte a pris cet article *ad referendum*.

Lord Cornwallis, répondant ensuite aux demandes faites par le citoyen Joseph Bonaparte relativement à l'augmentation du territoire et du commerce français



dans l'Inde, a dit que les conditions proposées par la France produiraient des discussions interminables, et que le gouvernement anglais persistait dans le retour au même état où se trouvaient les deux nations avant la guerre.

Le citoyen Joseph Bonaparte a observé que la restitution pure et simple des possessions françaises dans l'Inde pouvant être plutôt considérée comme une charge que comme un bienfait, il serait assez naturel que la France insistât dans ses demandes relatives à d'importantes améliorations; mais que son gouvernement, voulant accélérer l'époque d'une paix désirable pour le monde entier, insistait seulement pour les dispositions suivantes :

1° Que l'Angleterre remette ou fasse remettre à la France les sept jonkans (ou péages) de Villenour, attendu que le district de Villenour, faisant partie de l'arrondissement de Pondichéry, a été donné sans aucune réserve ni restriction par le soubat de Kan et le nabab d'Arcate à la compagnie française des Indes-Orientales.

Que le traité de 1783 a confirmé cette propriété (encore sans restriction), et cependant la France a le déplaisir de voir encore que des droits onéreux et très incommodes pour elle sont perçus dans son propre terrain au nom d'une autre puissance.

Une réclamation fut présentée à cet égard en 1785 par MM. de Bussy et Coutenceau à lord Macartney, qui répondit que les jonkans dont il s'agit faisaient partie de l'ancien district de Valdahour et appartenaient au nabab d'Arcate.

Il fut répliqué que le district de Villenour avait lui-même fait partie du district de Valdahour, et que cependant, depuis la donation et la confirmation ci-dessus mentionnées, il avait formé un district bien séparé. Qu'en conséquence chaque nation propriétaire devait jouir des accessoires de sa portion.

Il ne fut point statué sur cette juste demande par la convention explicative de 1787, et l'on espère qu'enfin il y sera fait droit.

2° Que l'Angleterre consente à échanger le district de Valdahour contre celui de Bahour, qui appartient à la France, attendu que cet arrangement, qu'on dit avoir dû se faire à l'époque du traité de 1783, assurerait aux habitants de la ville de Pondichéry les choses de première nécessité, et que, sans exiger un sacrifice important, il terminerait des difficultés toujours renaissantes.

3° Qu'à l'époque de la restitution de Yanaon, la France soit également remise en possession du terrain qui lui a toujours appartenu sur la rive gauche du Coringuy, où s'embarquent et se débarquent les marchandises destinées pour Yanaon, et que la rivière usurpant successivement la plus grande partie du terrain où sont les ateliers, il soit accordé un terrain équivalent sur la rive opposée, de manière que les tisserands chassés par les inondations, trouvent encore un asile.

Et qu'en exécution des traités de 1783 et 1787, les Français puissent trouver pour le commerce qu'ils font à la côte de Coromandel, notamment pour l'exé-

cution des contrats dans l'intérieur des terres, les mêmes sûreté et protection qu'au Bengale.

4° Qu'à la côte de Malabar, la France rentrant en possession de Mahé et de ses dépendances, recouvre également le petit territoire de Courchy, qui lui a toujours appartenu depuis la cession faite par le roi de Colastrie à M. Mahé de la Bourdonnaye et dont Tipoo-Sultan n'a jamais eu le droit de disposer en faveur des Anglais, puisqu'il n'en était pas propriétaire ; qu'enfin il soit permis à la France d'établir un comptoir à Alepé, si elle le juge à propos, pour prendre part au commerce du poivre, dans le pays du roi de Travancor.

Lord Cornwallis a dit qu'il se réservait de répondre dans les prochaines conférences aux demandes ci-dessus énoncées.

Le citoyen Joseph Bonaparte ne pouvant perdre de vue l'article important de la pêche, a exposé que la France, renonçant aux articles 11, 12, 13 et 14 de son contre-projet, s'était réservée seulement de proposer à ce sujet des modifications que l'expérience a fait juger indispensables et qui ont été prévues par l'article 13 des préliminaires, où il est dit : « Que » dans le traité définitif on prendra les arrangements » justes, ou réciproquement utiles, pour mettre la » pêche des deux nations dans l'état le plus propre à » maintenir la paix. »

Il est chargé de demander en conséquence :

1° Que les pêcheurs français à l'île de Terre-Neuve y soient protégés comme les Anglais eux-mêmes.



2<sup>e</sup> Que la France ait, si elle le juge convenable, un agent commercial à Saint-Jean.

3<sup>e</sup> Qu'elle ait, en vertu des traités, la pêche exclusive et dans toutes les saisons, sur les côtes qui lui sont abandonnées, attendu que lorsqu'elle a cédé la propriété de l'île de Terre-Neuve sous la réserve de la pêche, dans une étendue déterminée, elle ne s'est point imposé la condition de ne pêcher qu'une certaine espèce de poissons et pendant telle ou telle saison de l'année, mais seulement celle de ne pouvoir fortifier aucun lieu, ni établir aucune habitation, si ce n'est des échafauds et cabanes pour sécher le poisson.

Que de là dérivent nécessairement plusieurs droits tacites, savoir : de couper du bois, d'établir des hôpitaux sur le rivage et pourvoir aux premiers besoins de la vie, enfin, le droit de laisser des gardiens pour la conservation des bateaux et ustensiles de pêche.

La plupart de ces droits ont été fréquemment contestés et fréquemment reconnus, puisque la cour de Londres a accordé en différentes occasions des indemnités aux propriétaires français dont les bateaux avaient été brûlés ou détruits par les Anglais ; mais il est à craindre que les mêmes sujets de dispute ne renaissent, si l'on n'y remédie par des dispositions précises.

Le gouvernement français observe que les îles de Saint-Pierre et Miquelon doivent lui être remises entièrement ravagées par les suites de la guerre ; qu'il espère obtenir, en conséquence, que la permission

donnée anciennement aux Français, de faire du bois dans la baie de Saint-Georges, qui est éloignée de tous leurs établissemens, sera applicable aux baies de Fortune ou du Désespoir.

Lord Cornwallis s'est réservé d'en référer à son gouvernement, et la conférence a été remise au lendemain. »

« Le soussigné, plénipotentiaire de S. M. Britannique, ayant transmis à sa cour le protocole qu'il a signé le 11 de ce mois, conjointement avec le plénipotentiaire de la République Française et de la République Batave, et ayant rendu compte de ce qu'il a eu l'honneur d'observer, à cette occasion, au citoyen Joseph Bonaparte, sur l'insuffisance de ses pleins pouvoirs pour concourir à la négociation et à la conclusion d'un traité définitif avec d'autre personne que le soussigné, qui est la seule nommée dans les pleins pouvoirs que le plénipotentiaire français lui a communiqués le 5 décembre, observation qu'il avait déjà eu l'honneur de lui faire à cette époque, vient de recevoir les ordres du Roi pour exprimer au citoyen Joseph Bonaparte, plénipotentiaire de la République Française, que lesdits pleins pouvoirs étant bornés et à la seule puissance de la Grande-Bretagne et à la seule personne du soussigné, ne sauraient être regardés comme suffisants pour traiter et signer avec les plénipotentiaires des autres puissances qui ont à concourir au traité définitif, qui, par conséquent, ne sera pas valable, sans que le citoyen Joseph Bonaparte soit muni de pleins pouvoirs qui l'autorisent

Note de lord  
Cornwallis.  
Amiens, 19 jan-  
vier 1802.

a concourir à l'ouvrage avec les plénipotentiaires qui se trouvent au congrès.

Le soussigné est donc spécialement chargé de mettre ces observations, au plus tôt, sous les yeux du citoyen Joseph Bonaparte, ainsi que de lui faire les instances les plus vives pour qu'il lui plaise d'obtenir de son gouvernement des pleins pouvoirs qui puissent être considérés suffisants. »

*Note de Joseph Bonaparte, 19 janvier 1802.*

« Le soussigné a transmis à son gouvernement la note de M. le marquis de Cornwallis, en date du 19 janvier. Il est autorisé à lui renouveler les mêmes observations qu'il a eu l'honneur de lui faire verbalement, sur la suffisance des pleins pouvoirs dont il lui a donné connaissance.

En envisageant le congrès d'Amiens sous son véritable point de vue, il est impossible de penser qu'il faille des pouvoirs au ministre français pour traiter avec le ministre espagnol, et à celui-ci pour traiter avec le ministre batave, puisqu'ils n'ont rien à discuter ensemble et que le seul but du congrès d'Amiens est de rédiger d'après les préliminaires convenus, un traité définitif entre la Grande-Bretagne, d'une part, et la France, l'Espagne et la Batavie, de l'autre; ces trois puissances traitant simultanément et d'après des bases données avec le plénipotentiaire de S. M. Britannique, ce dernier doit, sans doute, avoir ou un pouvoir général, ou des pouvoirs particuliers, pour négocier avec chacun des trois autres plénipotentiaires qui doivent, de leur côté, être munis des pouvoirs nécessaires pour traiter avec lui.



Il est d'une évidence trop démontrée, que la paix ne devant point se faire entre la France et la Batavie, l'Espagne et la France, mais bien entre ces trois puissances et l'Angleterre, ce n'est que vis-à-vis du ministre de cette puissance que les trois autres doivent être accréditées, comme celui-ci doit l'être auprès d'eux.

D'après ces considérations, le soussigné ne doute point que lord Cornwallis ne soit convaincu de l'inutilité d'autres pouvoirs. »

« Citoyen ministre, vous trouverez ci-joint copie de la note que je reçois du ministre britannique, au sujet des pleins pouvoirs qui me sont nécessaires pour signer un traité commun avec les ministres batave et espagnol; en m'adressant ces pouvoirs, envoyez-moi, je vous prie, les instructions précises qui m'indiqueront l'usage que je dois en faire.

Joseph à Talleyrand, Amiens,  
19 janv. 1802.

Le ministre batave insiste toujours, dans ses conversations particulières, sur les arrangements indiqués par le traité de La Haye, réglés, soit à Paris, soit à La Haye, avant la signature du traité définitif. S'il en était autrement, il sent combien sa position deviendrait embarrassante, il se montre déterminé à ne pas tergiverser avec ce qu'il croit être son devoir. Je lui ai parlé dans le sens que vous m'avez indiqué, et il est plein de confiance dans les dispositions du gouvernement français. »

« Citoyen ministre, vous trouverez ci-joint le protocole de la conférence du 18. Elle a été entièrement

Joseph à Talleyrand, Amiens,  
19 janv. 1802.

de nos commerçants, une partie des articles qui, quoique ne dérivant pas nécessairement des préliminaires, m'ont paru essentiels à demander et sont cependant assez peu importants pour que le ministre anglais ne soit pas difficile.

Il n'en est pas de même pour la reconnaissance de la Cisalpine et surtout du roi d'Étrurie ; celui de Sardaigne se trouvant abandonné, S. M. B. croit lui devoir l'égard de ne point stipuler en faveur d'un prince nouvellement introduit en Italie ; mais elle déclare que quelque peu de chose que l'on fasse pour le roi de Sardaigne, elle adhérerait par un article patent à tous les arrangements que la République Française jugerait à propos de faire en Italie.

J'ai évité jusqu'à votre réponse de rien mettre au protocole sur les affaires d'Italie, depuis la demande que j'ai insérée pour la reconnaissance des deux puissances dont j'ai parlé ci-dessus, et la déclaration que le traité était commun à la République Ligurienne.

Le ministre anglais insiste tous les jours de plus en plus sur l'article des séquestres, parce que tous les jours il reçoit de nouvelles réclamations et même des députations du commerce de Londres et des autres villes d'Angleterre. Je dois à lord Cornwallis la justice de dire qu'il n'a jamais tergiversé sur la religieuse exécution de tout ce qui est inséré aux préliminaires.

Dans une de vos dépêches précédentes, vous m'avez proposé de vouloir la reconnaissance des Iles-Unies pour obtenir celle de la République Cisalpine. Lord Cornwallis n'eût pas manqué de m'observer que l'une était reconnue dans les préliminaires et que la recon-



naissance de l'autre y était absolument étrangère.

Vous trouverez copie du protocole d'aujourd'hui contenant la demande faite par le ministre batave des articles qui concernent son pays. Je n'ai pu faire aucune difficulté à lui remettre ceux contenus dans le projet que j'ai présenté, puisqu'ils ne sont que la copie fidèle des préliminaires.

J'ai reçu hier votre lettre, dans laquelle vous me parlez beaucoup de l'île de Malte. Ma dernière dépêche contenait mon dernier projet que lord Cornwallis m'a paru trouver convenable. Il s'est cependant réservé d'en parler à sa cour. Les articles du serment du grand-maître au roi de Naples, des hostilités habituelles avec les puissances barbaresques, le refus que fait le gouvernement français de rien payer pour la garnison de Malte, rien de cela n'a été oublié.

Lord Cornwallis insiste encore fortement sur Tabago et les prisonniers. Quellesque soient ses bonnes dispositions, il ne me paraît pas possible que le traité soit signé aussi vite que paraît le désirer le premier Consul, quoiqu'il y ait une amélioration manifeste dans la marche actuelle de la négociation, et que l'article de Malte, qui était le plus important, soit à peu près terminé.

Je vous prie de me faire connaître définitivement les intentions du gouvernement sur les séquestres.

Est-il content d'un article pur et simple tel qu'il se trouve dans ces préliminaires?

La reconnaissance de la République Cisalpine et du roi d'Étrurie est-elle une condition *sine quâ non* du traité définitif?

Se contenterait-on de son insertion dans un article secret? »

Talleyrand à  
Joseph. Lyon,  
22 janv. 1802.

« Citoyen, ayant mis sous les yeux du premier Consul une lettre du citoyen Otto, dans laquelle il m'entretenait de l'insistance du gouvernement britannique par rapport à l'admission d'un plénipotentiaire turc au congrès d'Amiens, je me vois chargé de vous faire connaître dans quel sens il lui a été répondu.

Je lui ai observé que nos nouvelles de Constantinople annonçaient que les préliminaires de Paris seraient ratifiés dans tout ce qui n'était pas contraire à ceux de Londres; que, par conséquent, ils devaient être regardés comme ratifiés, puisqu'ils ne renfermaient évidemment rien qui fût en contradiction avec les stipulations arrêtées entre la France et l'Angleterre.

J'ai ajouté que le gouvernement britannique devait sentir facilement qu'une puissance telle que la Turquie, ne pouvait être traitée comme un Etat secondaire, et que la paix entre elle et la France ne pourrait être solidement établie que par un arrangement direct; que l'Angleterre elle-même devait désirer ce rétablissement d'une paix solide et complète, puisque les intérêts communs la plaçaient, vis-à-vis de la Porte, dans le même rapport d'amitié naturelle que la France, tandis au contraire que quelques autres puissances continentales continueraient, dans l'ordre des temps, de menacer la puissance ottomane déjà si ébranlée et qui aurait besoin alors de l'appui réuni de la France et de l'Angleterre. J'ai dit enfin



que la cour de Londres ne pouvait pas craindre que nous demandassions à la Turquie des avantages contraires aux intérêts de la Grande-Bretagne, attendu que les préliminaires de Paris contenaient tout ce que nous avons désiré; que nous ne voulions rien au-delà, et que nous nous engagions volontiers à ne pas demander davantage.

C'est cette espèce d'engagement que le premier Consul vous autoriserait à constater par un article secret du traité; si le plénipotentiaire anglais y insistait très vivement, vous pourrez l'exprimer en ces termes, savoir : « Que la France n'exigerait pour la » paix définitive avec la Turquie, d'autres conditions » que celles spécifiées dans les préliminaires de Paris. »

Mais il est entendu que vous n'accorderez rien à cet égard qu'autant que vous en serez extrêmement pressé et que cela vous rapportera, soit pour le temps, soit pour le fond, quelques avantages.

La lettre reçue de Constantinople par le premier Consul, est du Caimacan-Pacha, en date du 14 novembre; j'en ai une du Roi-Effendi de pareille date, et les mêmes termes se trouvent dans l'une et dans l'autre. Vous pouvez assurer qu'il n'y a pas d'articles secrets au traité de Paris. »

« Citoyen, j'ai reçu vos n<sup>os</sup> 19, 20, 21 avec les pièces qui y étaient jointes. Elles ont été mises sous les yeux du premier Consul, qui a jugé que votre projet relatif à l'Ordre de Malte, inséré dans le protocole du 18, était tout-à-fait convenable. Vous devez donc en poursuivre l'insertion au traité.

Talleyrand à  
Joseph. Lyon,  
23 janv. 1802.

Ainsi que je vous l'ai toujours dit, il ne peut, sous aucun rapport, être question du roi de Sardaigne; mais, d'une autre part, il n'y a aucune raison pour que les Génois, puissance ancienne en Europe et alliés reconnus de la République, ne soient pas compris dans le traité. Quant à la République Cisalpine, qui, de fait, n'est point en guerre avec le gouvernement britannique, peu importe après tout qu'il en soit question au traité. Il n'en est pas de même du roi d'Étrurie; d'abord, parce que cela intéresse l'Espagne, et cette puissance étant obligée de sacrifier la Trinité, il faut bien lui procurer au moins quelque adoucissement de forme, et c'en sera un que la reconnaissance formelle du roi d'Étrurie. De plus, l'Angleterre ayant un grand commerce avec la Toscane et avec la Ligurie, ayant à Gènes et à Livourne des maisons nombreuses qu'il faut protéger, doit, par conséquent, entretenir des agents dans ces deux places; ce qui ne peut avoir lieu suivant les usages de l'Europe, qu'autant que les gouvernements de Florence et de Gènes seraient reconnus par l'Angleterre.

En dernière analyse, quand vous aurez bataillé encore sur l'article des séquestres, il faudra bien s'en tenir à celui des préliminaires, s'il est reconnu impossible de faire mieux.

Pour ce qui concerne les nouveaux pouvoirs que vous demandez, le premier Consul regarde que c'est une chose à éviter de votre part.

Il paraîtrait que le cabinet britannique voudrait considérer l'Espagne et la Batavie, la France et l'Angleterre comme réunis à Amiens, pour y ar-



ranger de concert leurs affaires respectives, et que dès lors chacun des plénipotentiaires devrait être muni d'un plein pouvoir qui comprît les trois autres. Cette manière de négocier ne nous convient pas. Le congrès d'Amiens n'est pas un congrès entre quatre puissances distinctes ayant à traiter chacune l'une avec l'autre ; c'est un congrès où la France, l'Espagne et la Hollande, réunies, négocient simultanément avec l'Angleterre. Ainsi, que ce ministre anglais ait trois pouvoirs différents, ou un pouvoir général qui comprenne les trois puissances avec lesquelles il est appelé à traiter, cela doit être ; mais le plénipotentiaire français ne doit avoir de pouvoirs que pour traiter avec le ministre anglais, et il doit en être de même pour les ministres espagnol et batave. Comme la Batavie et l'Espagne perdent quelque chose par les préliminaires, il est naturel qu'elles aient le désir de confondre un peu la négociation définitive, et qu'elles proposent de donner des pouvoirs généraux. Mais la République Française ayant trouvé le moyen de faire sa paix sans rien perdre, son intérêt lui commande d'éviter d'avoir rien à faire avec les ministres d'Espagne et de Hollande, si ce n'est pour appuyer et seconder leurs démarches auprès du gouvernement britannique ; et puisque vous ne devez rien avoir à traiter pour le moment avec eux, le pouvoir général dont vous êtes revêtu suffit. Telle est l'opinion du premier Consul, et il m'a chargé de vous la faire connaître. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
26 janv. 1802.

« Citoyen, j'ai reçu votre numéro 22 avec la copie des protocoles du 19 et du 22 janvier.

Ma dépêche du 23 vous aura porté toutes les directions qui paraissaient encore nécessaires, et vous aura donné une suffisante latitude sur les points peu importants qui sont encore en litige. Ainsi, sur les questions de l'Inde et de Terre-Neuve, vous pouvez, en dernier résultat, vous en tenir au sens des préliminaires; vous pouvez ne pas insister sur la reconnaissance formelle de la Cisalpine; c'est un objet sur lequel nous consentons qu'on se taise et que l'on peut mettre en regard avec ce qui concerne le roi de Sardaigne; mais il faut obtenir la reconnaissance du roi d'Etrurie et l'extension du traité de la Ligurie; les motifs qui se déduisent du commerce des Anglais à Gênes et à Livourne, suffiraient seuls pour décider cette affaire. Elle le sera, sans doute, suivant votre demande; vous y ferez tous vos efforts, mais ce ne sont pas encore des conditions *sine qua non*.

Il faudra bien, sur la question des séquestres, s'en tenir aux préliminaires; mais, n'obtenant rien au-delà de ce qui a été stipulé, il faudra éviter de rien accorder de notre part aux réclamations des Anglais, que l'article reste tel qu'il a été inséré dans le traité de Londres. Je regarde la question de Malte comme décidée; il paraît même impossible, d'après tout ce que vous aurez mis de facilité dans la négociation, qu'on revienne encore sur Tabago et sur les prisonniers. On ne voit donc rien, absolument rien, qui puisse éloigner le dénouement, et le premier Consul persiste dans la pensée et l'espérance que la

signature du traité définitif suivra de près son retour à Paris. Il voudrait pouvoir l'annoncer à la parade du 4 février. »

« Les plénipotentiaires de la République Française et de S. M. Britannique, après avoir de nouveau discuté plusieurs points sur lesquels ils n'ont pu rien arrêter sans attendre les décisions de leurs gouvernements respectifs, ont pensé que pour accélérer le travail dont ils sont chargés, ils devaient, sans différer plus long-temps, s'accorder sur la forme et la rédaction des articles déjà convenus quant au fond.

Conférence du  
27 janv. 1802.

En conséquence, ils ont rédigé les articles suivants :

Le premier Consul de la République Française, au nom du peuple français, et S. M. le roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, etc., etc., également animés du désir de faire cesser les calamités de la guerre, ont posé les fondements de la paix par les articles préliminaires signés à Londres, le 1<sup>er</sup> octobre 1801.

« Et comme, par l'article 15 desdits préliminaires, il a été convenu qu'il serait nommé de part et d'autre, des plénipotentiaires qui se rendraient à Amiens pour y procéder à la rédaction du traité définitif de concert avec les alliés des puissances contractantes. »

Le premier Consul de la République Française, au nom du peuple français, a nommé le citoyen Joseph Bonaparte, etc., et S. M. Britannique, le marquis de Cornwallis, etc., S. M. le Roi d'Espagne, des Indes, etc.



et la République Batave, après avoir accédé aux préliminaires, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : S. M. Catholique, le chevalier d'Azara, etc., et la République Batave le sieur Schimmelpenninck, etc., lesquels, après s'être dûment communiqué les pleins pouvoirs transcrits à la fin du présent traité, sont convenus des articles suivants :

ART. 1<sup>er</sup>. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la République Française, S. M. le roi d'Espagne, etc., ses héritiers, etc., successeurs, et la République Batave, d'une part ; et S. M. le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, etc. ses héritiers et successeurs, d'autre part.

Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir une parfaite harmonie entre elles et leurs États, sans permettre que, de part ni d'autre, on commette aucune sorte d'hostilité, par terre ou par mer, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être ; elles éviteront soigneusement ce qui pourrait altérer à l'avenir l'union heureusement rétablie, et ne donneront aucun secours ou protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter préjudice à aucune d'elles.

ART. .... S. M. Britannique restitue à la République Française et à ses alliés, savoir :

A S. M. Catholique et la République Batave, toutes les possessions et colonies qui lui appartenaient respectivement, et qui ont été occupées ou conquises par les forces britanniques dans le cours de la guerre

actuelle, à l'exception de l'île de la Trinité et des possessions hollandaises dans l'île de Ceylan.

ART. .... Les territoires, possessions et droits de la Sublime-Porte, sont maintenus dans leur intégrité tels qu'ils étaient avant la guerre.

ART. .... « Les limites des Guyanes française et » portugaise sont fixées à la rivière d'Aravari, qui » se jette dans l'Océan, au-dessous du cap Nord, près » de l'île Neuve et de l'île de la Pénitence, environ à » un degré un tiers de latitude septentrionale. Ces li- » mites suivront la rivière Aravari, depuis son em- » bouchure la plus éloignée du cap Nord, jusqu'à sa » source, et, ensuite, une ligne droite tirée de cette » source jusqu'au Rio-Branco, vers l'Ouest.

» En conséquence, la rive septentrionale de la rivière » Aravari, depuis sa dernière embouchure jusqu'à » sa source, et les terres qui se trouvent au nord de la » ligne des limites fixées ci-dessus, appartiendront, » en toute souveraineté, à la République Française.

» La rive méridionale de ladite rivière, à partir de » la même embouchure, et toutes les terres au sud de » ladite ligne des limites, appartiendront à S. M. » Très Fidèle.

» La navigation de la rivière Aravari, dans tout » son cours, sera commune aux deux nations. »

ART. .... La République des Sept-Iles est reconnue.

ART. .... Les évacuations, cessions et restitutions stipulées par le présent traité de paix, seront exécutées, pour l'Europe, dans le mois ; pour le continent et les mers d'Amérique et d'Afrique, dans les trois

mois; pour le continent et les mers d'Asie, dans les six mois qui suivront la ratification de ce traité définitif.

ART. .... Dans tous les cas de restitution convenus par le présent traité, les fortifications seront rendues dans l'état où elles se trouvaient au moment de la signature des préliminaires, et tous les ouvrages qui auront été construits depuis l'occupation, resteront intacts.

Il est convenu, en outre, que dans tous les cas de cession stipulés dans le présent traité, il sera alloué aux habitants, de quelque condition ou nation qu'ils soient, un terme de trois ans, à compter de la notification du présent traité de paix définitif, pour disposer de leurs propriétés, acquises et possédées, soit avant, soit pendant la guerre actuelle, dans lequel terme de trois ans, ils pourront exercer librement leur religion et jouir de leurs propriétés.

La même faculté est accordée, dans les pays restitués, à tous ceux qui y auront fait des établissements quelconques pendant le temps où ces pays étaient possédés par la Grande-Bretagne.

Quant aux autres habitants des pays restitués ou cédés, il est convenu qu'aucun d'eux ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou dans sa propriété, sous aucun prétexte, à cause de sa conduite ou opinions politiques, ou de son attachement à aucune des puissances contractantes, ou pour toute autre raison, si ce n'est pour les dettes contractées envers des individus ou pour des actes postérieurs au présent traité définitif.

ART. .... Pour prévenir tous les sujets de plaintes



ou de contestations qui pourraient naître à l'occasion des prises qui auraient été faites en mer après la signature des articles préliminaires, il est réciproquement convenu que les vaisseaux et effets qui avaient pu être pris dans la Manche et dans la mer du Nord après l'espace de douze jours, à compter de l'échange des ratifications desdits articles préliminaires, seront, de part et d'autre, restitués; que le terme sera d'un mois depuis la Manche et les mers du Nord jusqu'aux îles Canaries inclusivement, soit dans l'Océan, soit dans la Méditerranée; de deux mois, depuis lesdites îles Canaries jusqu'à l'Équateur, et, enfin, de cinq mois dans toutes les autres parties du monde, sans aucune exception ni autre distinction plus particulière de temps et lieu.

ART. .... Les ambassadeurs, ministres et autres agents des puissances contractantes, jouiront respectivement, dans les États desdites puissances, des mêmes rangs, privilèges et immunités dont jouissaient, avant la guerre, les agents de la même classe envoyés par lesdites puissances contractantes.

ART. .... Le présent traité sera ratifié par les puissances contractantes, dans l'espace de vingt jours, ou plus tôt si faire se peut.

Et les ratifications, en due forme, seront échangées à Paris.

L'article suivant a été arrêté par les plénipotentiaires français, anglais et batave.

Le cap de Bonne-Espérance reste à la République Batave en toute souveraineté, comme cela avait lieu avant la guerre.

Les bâtimens français et anglais de toute espèce auront le droit d'y relâcher et d'y acheter les approvisionnemens nécessaires : ils y seront toujours reçus sur le même pied. »

Joseph à Talleyrand. 29 janvier 1802.

« Citoyen ministre, vous trouverez ci-joint les protocoles des 27 et 28. Lord Cornwallis attend les réponses de sa cour pour se décider sur Tabago, Malte et les prisonniers : sur ce dernier article , il m'a dit confidentiellement que son opinion personnelle serait de trouver un mode par lequel son gouvernement n'en fût pas blessé, et qui cependant ne coûtât aucun sacrifice pécuniaire à la France, et le gouvernement français ne payât pas un écu; qu'ainsi l'article porterait qu'il serait nommé une commission pour liquider : et son article secret contient la convention expresse que cette liquidation n'aurait lieu qu'autant que les deux gouvernemens y consentiraient.

Il m'a assuré qu'il avait communiqué le projet à sa cour, et qu'il attendait la réponse avant de me faire aucune proposition formelle ; je lui ai observé que les expressions précises de l'article qui serait présenté pourraient beaucoup influencer sur le parti que nous prendrions : jusque-là j'ai insisté sur notre rédaction primitive ; quant à Tabago , j'ai répété qu'il ne pouvait pas en être question.

Vous verrez , par l'article du Cap , que j'ai cherché à complaire au ministre batave ; il n'abandonne pas ses réclamations résultant du traité de La Haye, et il est à craindre que la liquidation du traité par les quatre plénipotentiaires n'éprouve des re-

tards, à moins que vous n'ayez fait agir à La Haye de manière que M. Schimmelpenninck n'ait plus de motif de retarder la conclusion.

Je ne sais encore quelles sont les dispositions du ministre espagnol, il arrive à l'instant ; vous remarquerez l'article du Portugal. J'ai voulu attendre le ministre espagnol, avant de parler du *status ante bellum* et d'Olivenza : ces points n'éprouveront aucune difficulté de la part du ministre anglais. Je reçois votre lettre du 26. »

« Citoyen ministre, vous trouverez ci-joint copie de ma réponse à la note de lord Cornwallis, par laquelle il me demandait de nouveaux pouvoirs.

Joseph A Talley-  
rand. Amiens,  
31 janv. 1802.

Dans une de mes dépêches précédentes, je vous ai prié de me faire connaître quelle était la volonté du gouvernement sur l'article du projet anglais, stipulant la tradition mutuelle des accusés de haute trahison, de falsifications, de meurtre et banqueroute frauduleuse. Lord Cornwallis est venu hier soir chez moi, il m'a annoncé la réception d'une lettre particulière de M. Addington, par laquelle ce ministre se plaignait beaucoup de l'assentiment personnel que lord Cornwallis semblait avoir donné au projet relatif à Malte. Le ministre paraît insister beaucoup sur les fonds à faire par la France et la Grande-Bretagne pour la solde subsidiaire des troupes du roi de Naples. M. Addington écrit que les chevaliers sont tellement détestés par les habitants de Malte, que s'ils n'étaient pas soutenus par une garnison qui les fit respecter, il était dérisoire de leur proposer d'y entrer.



Au reste, lord Cornwallis a ajouté qu'on lui annonçait des nouvelles officielles pour le lendemain, et qu'il se réservait de m'entretenir sur cette matière après en avoir pris communication.

M. d'Azara, arrivé avant-hier, a eu aujourd'hui une conférence particulière avec lord Cornwallis. Il vient de m'en communiquer le résultat. Il a présenté une note demandant, au nom du Roi, la restitution de la Trinité. Lord Cornwallis lui a répondu par une note écrite, que cette restitution était de toute impossibilité. Demain nous nous réunirons, et on insérera au protocole l'accession du ministre d'Espagne, comme cela a eu lieu pour celui du ministre Batave.

M. le chevalier Azara m'a paru beaucoup désirer que l'article du Cap de Bonne-Espérance fût commun aux Espagnols; le citoyen Schimmelpennincks'y refuse; lord Cornwallis n'y met aucune importance, et le ministre batave désirerait par dessus tout que les trois puissances voulussent renoncer à un droit acquis aux deux premières et sollicité par la troisième. Le gouvernement met-il un grand prix à cet article, et lord Cornwallis insistait à dire qu'il est prêt à y renoncer, serais-je autorisé à en faire autant?

Le ministre batave m'a rendu compte d'une conférence qu'il a eue hier avec lord Cornwallis: dans une de vos dépêches, vous me parlez du conseil qui a été plusieurs fois donné au gouvernement batave, de la part du premier Consul, de ne donner aucun argent pour l'indemnité du prince d'Orange. Cependant lord Cornwallis a insisté hier pour que la Batavie payât

au prince la valeur des biens patrimoniaux qu'il possédait en Hollande; il a même assuré que son gouvernement était prêt à lui faire compter la valeur des vaisseaux et bâtimens pris en son nom par les forces britanniques; mais il a demandé que le gouvernement batave payât le surplus. Le citoyen Schimmelpenninck désire savoir si la volonté du gouvernement français est que la Batavie paye le surplus qui sera très considérable, ou bien si, en insistant dans ses premières invitations, le gouvernement français espère de pouvoir faire indemniser ce prince de la perte de ses biens patrimoniaux, ainsi que celle de ses anciennes charges, en lui faisant obtenir une principauté en Allemagne.

Dans ce cas, la République Batave devrait se refuser à tout paiement. Elle aurait même le droit de réclamer la restitution des bâtimens qui ont été pris par les Anglais, au nom et pour le compte des anciens Stathouders, puisque le ministre Britannique reconnaît ce principe. »

Avant de pénétrer plus avant dans l'histoire du congrès d'Amiens, il n'est peut-être pas sans importance de dire ici un mot de la position dans laquelle se trouvait alors la République Batave.

Lors des premières négociations pour la paix, quand lord Malmesbury vint à Lille dans le but apparent de traiter avec la France, dans le but plus réel de ne rien conclure et de faire croire à la Grande-Bretagne que la France ne voulait pas de la paix, il souleva la question d'un changement dans l'état politique de la Hol-

lande; M. Delacroix rejeta cette idée comme totalement inadmissible; mais, en même temps, il laissa passer un consentement de la République Française à ce que l'Angleterre ne restituât pas toutes les colonies qu'elle avait enlevées à la Hollande, et il demanda clairement au plénipotentiaire anglais de faire connaître jusqu'où allaient, à cet égard, les prétentions de son gouvernement. Lord Malmesbury assura que la Grande-Bretagne se bornerait à demander des établissements qui, sans ajouter à la puissance de ses possessions coloniales, en assureraient la tranquillité et la jouissance. M. Delacroix en conclut que l'on voulait parler de Trincomalee et du Cap de Bonne-Espérance.

Les négociations entre M. Delacroix et lord Malmesbury n'ayant pas tardé à être rompues, l'affaire de la Hollande en resta là.

En vertu des préliminaires signés à la fin de 1801 entre MM. Otto et Hawkesbury à Londres, il fut décidé que la paix serait faite non-seulement par la France et l'Angleterre, mais qu'elle s'étendrait à leurs alliés respectifs et que la Grande-Bretagne restituerait à la République Batave toutes les conquêtes qu'elle avait faites sur elle, à l'exception de l'île de la Trinité et de ses possessions hollandaises dans l'île de Ceylan; qu'en outre, le port du Cap de Bonne-Espérance serait ouvert au commerce et à la navigation des deux parties contractantes.

Cependant, M. Otto n'était pas arrivé à ce résultat sans d'immenses difficultés et sans déployer des talents de premier ordre comme négociateur habile et surtout adroit.



Quand lord Hawkesbury annonça, le 21 mars 1801, à M. Otto, que le Roi était disposé à entamer immédiatement de nouvelles négociations pour conclure un traité, quand plus tard le même ministre anglais fit connaître les articles préliminaires et qu'il entra en discussion le 14 avril suivant, il porta, entr'autres conditions faites par la Grande-Bretagne, celle de garder l'île de Ceylan et de ne restituer le Cap de Bonne-Espérance qu'à la condition de le rendre port franc. En outre, lord Hawkesbury exigeait de la République Batave une indemnité entière pour les pertes que la maison d'Orange avait éprouvées dans ses propriétés.

Ces premières bases, en ce qui était relatif à la Hollande, parurent inadmissibles, aussi les négociations traînèrent-elles en longueur et éprouvèrent-elles même une interruption pendant laquelle les Anglais traitèrent avec les puissances du Nord, tandis que le premier Consul poussa l'Espagne à faire la guerre au Portugal, voulant forcer le cabinet de St-James, par les conquêtes sur ce dernier pays, à se désister de ses prétentions.

Le gouvernement français espérait, au pis aller, avoir en Portugal des compensations à donner, s'il était obligé à des concessions trop fortes pour obtenir la paix.

On comprend, d'après cela, combien le premier Consul fut mécontent de voir, qu'après ses premiers succès, le roi d'Espagne, ou plutôt le favori Godoï, eût conclu le 6 juin, avec le prince-régent du Portugal, une paix qui ne lui laissa que la province d'Oli-

venza. Il en fut tellement courroucé qu'il refusa de reconnaître et de ratifier ce traité, et déclara qu'en le signant, le roi d'Espagne, Charles IV, avait perdu l'île de la Trinité.

On voit donc que la Hollande avait de grands intérêts à débattre dans le congrès d'Amiens.

Ceci explique la correspondance du plénipotentiaire de cette puissance avec le ministre français, et fait comprendre les deux lettres suivantes :

M. Schimmelpenninck à Joseph. Amiens, 3 janv. 1802.

« Le soussigné, ambassadeur extraordinaire de la République Batave auprès de la République Française et son ministre plénipotentiaire au congrès d'Amiens, ayant exposé dans sa note du 28 décembre dernier, l'esprit des instructions loyales qui doivent le guider dans le cours de cette négociation, a été d'autant plus flatté de la réponse que le citoyen Joseph Bonaparte, ministre plénipotentiaire de la République Française, a bien voulu lui adresser, qu'il a cru y démêler qu'en appréciant sa franchise, le gouvernement français avait été pénétré de l'équité de vues succinctement présentées dans cette note.

Constamment dirigé par ces sentiments et remplissant toujours les mêmes ordres, le soussigné s'empresse d'annoncer au ministre plénipotentiaire français, qu'en l'investissant de pleins pouvoirs pour participer à la négociation de la paix, son gouvernement l'a aussi chargé de stipuler tous les points qui, et d'après les idées universellement adoptées sur la forme et la nature d'un congrès, et d'après le texte même du traité de La Haye, doivent, relativement à la Ré-

publique Batave, être positivement décidés à l'époque de la pacification générale : il répète, avec plaisir, qu'il n'y a pas une seule de ses demandes qui soit susceptible de sérieuses difficultés, et qu'il ose en attendre le succès le plus entier soit de la généreuse équité d'une République alliée, soit de la justice même rigoureuse d'une puissance réconciliée.

Le soussigné n'hésitera donc pas à assurer le ministre plénipotentiaire français, qu'en l'envoyant au congrès d'Amiens, son gouvernement l'a suffisamment autorisé à traiter avec les plénipotentiaires respectifs sur les bases des préliminaires signés à Londres entre la France et l'Angleterre, et qu'admis aux conférences pour y stipuler les intérêts de son pays, il peut consacrer les principes établis dans ces préliminaires par un traité solennel et définitif qui, sans altérer ces principes, doit cependant être le résultat de discussions où toutes les parties contractantes sont appelées à faire valoir leurs justes prétentions. — En se renfermant dans les idées établies ci-dessus, le soussigné, pour satisfaire aux désirs du premier Consul, a l'honneur de joindre ici, comme faisant partie essentielle de cette note, la notification qui sans doute lèvera toutes difficultés ultérieures.

L'ambassadeur et ministre soussigné, a l'honneur d'offrir au citoyen Joseph Bonaparte, ministre plénipotentiaire de la République Française, l'hommage de sa plus haute considération. »

« Citoyen ministre, les nouvelles assurances que le premier Consul veut bien me donner de sa bienveil-

M Schimmelpenninck à Talleyrand. Paris, 28 février 1802.



lance pour la République Batave et qui me sont confirmées par le ministre son frère et par vous, m'inspirent de la plus vive reconnaissance. Le gouvernement batave n'a jamais douté de l'esprit de justice et de générosité qui se manifeste dans toutes les actions et dans tous les sentiments du premier Consul ; mais la force des circonstances et la rigueur de mes devoirs sont si pressantes que je ne puis me dispenser de renouveler avec les plus vives instances les demandes contenues dans mes notes et dans la lettre que j'ai eu l'honneur de vous adresser directement.

Je pense comme vous, Citoyen ministre, que ce n'est point sous les yeux d'un ministre anglais que des alliés doivent discuter leurs communs intérêts. Aussi ai-je constamment demandé que nos gouvernements réglassent séparément les points qui restent à fixer entre eux. Rien de commun, ainsi que vous l'observez parfaitement, entre l'ennemi qui signe la paix et deux nations amies qui veulent consolider leur alliance par tout ce qui peut ajouter à l'intimité de leurs rapports ; mais traiter de deux objets ce n'est pas les rapprocher, rédiger deux conventions en même temps, ce n'est pas les confondre ensemble ; étrangères l'une à l'autre, elles n'ont besoin d'aucune négociation commune, et pour terminer des arrangements que j'oserai appeler de famille, on peut facilement, et sans se distraire de l'objet principal, donner aux conventions entre deux alliés le caractère propre à fixer du moins leurs principes.

Les dispositions du premier Consul paraissent entièrement favorables aux demandes de mon gouver-

nement ; nous assurer des limites convenables c'est exécuter le traité de La Haye. Les localités indiquent ces convenances, et je dois répéter ici que nous n'avons point l'ambition d'étendre nos domaines. Nous promettrons la liberté de notre commerce, en détruire les entraves, nous donner l'existence et la considération politique que nous croyons mériter, prévenir toute mésintelligence entre les deux peuples, n'est-ce pas, Citoyen ministre, nous assurer la restitution de Flessingue et son intégrité ? N'est-ce pas pressentir tous les avantages que la France peut retirer de notre neutralité pendant la guerre ? Comment pourrais-je douter qu'après des indications qui correspondent aussi directement à nos vœux, après la déclaration si formelle des intentions bienveillantes du premier Consul, il refuse son assentiment actuel à des indemnités si peu proportionnées aux sacrifices ? comment exigerait-il que la résignation d'un allié précédât la générosité de l'autre, qu'au moment où il faudrait signer l'acte qui nous dépouille, l'ambassadeur batave n'annonçât à sa patrie que l'espérance indéterminée d'une consolation insuffisante ; ma responsabilité envers mon gouvernement, celle de mon gouvernement envers ses concitoyens, envers l'Europe qui nous contemple ; toutes ces considérations si vraies, si impérieuses, si conformes à la politique de la morale et de l'honneur, ne peuvent échapper au général Consul ; je ne les représente dans toute leur étendue que pour vous faire sentir tous mes devoirs.

Je vous prie, Citoyen ministre, de vouloir bien

mettre ma lettre sous les yeux du premier Consul; j'offre de me rendre immédiatement à Paris pour conférer, rédiger et signer les articles qui serviront de base aux conventions que la circonstance exige et dont l'époque a été fixée au moment de la paix. Peu de jours, peu d'heures peut-être suffiront pour ce travail. Cependant, si, ce que je ne puis présumer, ce déplacement momentané paraissait présenter quelques inconvénients, permettez-moi d'insister sur quelques objets sur lesquels un seul mot lèverait toute espèce d'incertitude: tels que la réhabilitation de Flessingue dans son ancienne existence et la renouveau de la France à l'article 4 du traité de La Haye. Il sera facile de s'entendre immédiatement après la signature du traité définitif sur la démarcation des limites et sur l'époque d'un traité de commerce. Une promesse positive et solennelle du premier Consul transmise par vous, Citoyen ministre, serait sacrée pour mon gouvernement: il la regarderait comme un traité préliminaire.

Conférence du  
1<sup>er</sup> février 1802.

Le chevalier d'Azara, ambassadeur de S. M. Catholique auprès de la République Française, introduit par le citoyen Joseph Bonaparte, s'est réuni comme plénipotentiaire de Sa dite M. Catholique, aux plénipotentiaires français et anglais, à l'effet de procéder à la rédaction du traité définitif.

Il a communiqué ses pleins pouvoirs dont la copie a été échangée avec celle des pleins pouvoirs de lord Cornwallis; il a ensuite déclaré, au nom du Roi, se conformer à ce qu'il est autorisé à concourir à la négociation.



du traité définitif, en accédant aux bases posées par les préliminaires signés à Londres, le 10 octobre 1801, entre la France et l'Angleterre.»

« Citoyen, j'ai reçu vos dépêches, en date des 29, 31 janvier et 1<sup>er</sup> février. Le premier Consul a parfaitement approuvé la rédaction des divers protocoles que vous m'avez transmis, et spécialement celle des articles qui ont été provisoirement convenus entre le plénipotentiaire et vous. Il ne reste donc plus qu'à déterminer les stipulations relatives à Malte, aux prisonniers, aux séquestres, et après tout ce que je vous ai précédemment écrit, après tout ce que vous êtes autorisé à mettre de facilité dans ces divers objets, il ne peut y avoir matière à discussion sérieuse, d'autant que le premier Consul consent encore à ce que, si vous ne pouvez absolument obtenir le renvoi pur et simple des prisonniers, vous accordiez la clause demandée, mais en ayant bien soin d'en détruire l'effet par une stipulation secrète.

Le premier Consul ne s'opposera pas non plus à ce qu'on stipule de part et d'autre l'extradition des accusés de haute trahison, de falsification, de meurtre et de banqueroute frauduleuse. Je désire seulement que l'article soit conçu de façon qu'il puisse être étendu aux libellistes et aux conspirateurs obscurs, qui ne travaillent qu'à troubler la paix du pays qui les a vus naître; et, à cet égard, le premier Consul, qui a eu connaissance des horreurs que s'est récemment permises le gazetier Pelletier, désire que vous fassiez sentir avec quelque chaleur au marquis de Cornwallis

Talleyrand à  
Joseph. «Paris»,  
2 février 1802.

combien on est étonné de voir qu'un gouvernement qui s'honore d'être avancé dans la civilisation, tolère dans son territoire et d'aussi dégoûtants libelles, et leurs misérables auteurs. Je charge le citoyen Ouz d'adresser les mêmes observations au gouvernement anglais (l'article dont il s'agit ici est relatif au mariage de votre frère avec Mlle de Beauharnais).

Je reviens aux objets de la négociation, si le gouvernement britannique veut consentir à ce que le Cap demeure aux Hollandais comme par le passé, et sans privilège pour l'Angleterre et pour la France, nous y adhérons volontiers ; mais si les vaisseaux français et anglais doivent être admis au Cap comme dans un port neutre, il n'y a point de motif pour refuser la même faveur aux Espagnols, et les Hollandais ne devaient pas s'y opposer. Ils savent bien que ce ne sont pas les Espagnols qui feront un grand usage de cette franchise.

Pour ce qui concerne l'indemnité du Stathouder, je vous réitère que c'est à présent l'affaire de la France, et que les Bataves ne doivent rien payer, absolument rien. Toute l'indemnité sera en territoire, et c'est par l'entremise de Paris et de Berlin et avec les affaires de l'Empire que cela sera décidé.

Quant aux arrangements particuliers à faire entre la France et la Batavie, dites bien au citoyen Schimmelpenninck que rien à cet égard n'est oublié ici : que le traité de La Haye est toujours regardé comme la base de l'alliance entre les deux républiques, et que son exécution aura lieu dans toute son étendue après que les affaires d'Angleterre seront arrangées.

J'ai reçu une lettre de M. Azara qui demande que vous ayez ordre d'appuyer ses démarches. Le premier Consul vous y autorise, mais sans que vous fassiez rien qui entrave la négociation, car au quart d'heure où vous le pourrez, il faut signer.

Je vous prie d'expédier au citoyen Otto le paquet ci-joint par le premier courrier que lord Cornwallis enverra à Londres. »

« Citoyen Ministre, j'ai eu aujourd'hui une très-longue conférence au sujet de Malte avec lord Cornwallis; je lui ai témoigné ma surprise sur les nouvelles difficultés que rencontrait un projet qui avait semblé lui convenir : il m'a sur cela lu plusieurs passages d'une lettre de M. Addington qui insiste très fortement sur l'insertion de l'article qui regarde Naples. Il m'a dit que depuis le départ de sa dépêche qui accompagnait le projet que j'avais donné sur cette île, une députation de Maltais était arrivée à Londres chargée de supplier le roi de disposer de leur île comme il le jugerait à propos, pourvu que ce ne fût pas en faveur de l'Ordre, qui était en horreur ; le ministre conclut que les chevaliers étant détestés, refusaient de se rendre dans l'île de Malte et de se mettre ainsi à la merci des habitants dont ils connaissaient les dispositions ; qu'il était indispensable de trouver le moyen de les faire accueillir et respecter dans les premiers temps, jusqu'à ce que l'expérience des améliorations établies en faveur des Maltais par les articles du traité qui les concernent, leur inspirent des sentiments conformes au système de justice et de

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
2 février 1802.



bienveillance embrassé à leur égard par les puissances contractantes.

Je dois croire aujourd'hui que les difficultés que j'éprouve ne sont pas suscitées par lord Cornwallis, et je conçois bien qu'il ne fasse qu'exécuter les ordres qu'il reçoit.

La correspondance du citoyen Otto pourra vous offrir là-dessus des données qui me manquent.

J'ai dit à lord Cornwallis tout ce que vous pouviez me suggérer pour combattre cet article ; mais j'ai dû être peiné de son insistance persévérante ; il a été jusqu'à me dire que si le gouvernement français se refusait à un article sans lequel le traité ne se signerait pas, il lui serait pénible d'être de l'avis de ceux qui pensaient, en Angleterre, que le gouvernement français ne voulait pas réellement la paix ; ma réponse était facile, il me la fournissait lui-même, et je n'ai pas manqué de lui dire tout ce qui était convenable. J'ai demandé une réponse sur les articles des prisonniers du roi d'Etrurie et de la République Ligurienne. Lord Cornwallis l'a éludé en disant qu'il attendait bientôt des dépêches officielles sur tous ces points, et il a fini par ses protestations habituelles. Nous n'avons inséré au protocole que l'article proposé, au moyen duquel le ministre anglais s'engage à faire évacuer Malte dans le terme prescrit par les préliminaires.

Vous trouverez des observations qui m'ont été remises par le ministre batave sur la question que je vous ai proposée par ma dépêche numéro 24. J'attends la solution avec la plus grande impatience.

M. le chevalier Azara paraît désirer :

1° De signer un traité séparé avec le ministre britannique.

2° De stipuler formellement la restitution de tous les traités antérieurs et la cessation de tous les usages qu'ils autorisent.

3° La libre navigation dans les mers de l'Inde.

4° L'ouverture du port du Cap aux habitants espagnols.

J'espère le faire renoncer à tous ces projets, dont la discussion entraînerait des retards et ne lui offrirait aucun résultat avantageux. Il a déjà eu le bon esprit d'abandonner beaucoup d'articles d'une difficulté bien plus grande.

Tout ceci doit vous convaincre, Citoyen ministre, que malgré toute ma bonne volonté, il est des délais inévitables. »

« Les plénipotentiaires de la République Française et de S. M. Britannique s'étant réunis : lord Cornwallis a présenté le projet qui avait été communiqué par le ministre français dans la conférence du 18 janvier ; il a déclaré qu'il était prêt à l'adopter avec les modifications portées dans l'article suivant, qui deviendrait le germe du projet. Attendu que l'Ordre n'a dans ce moment, ni troupes, ni moyens de les solder, il est convenu que le roi de Naples sera invité à fournir deux mille hommes, qui seront employés à la garde des fortifications, sous les ordres du grand-maître.

Conférence du  
2 fév. 1802.

« La France et l'Angleterre s'engagent à payer chacune 20,000 livres sterling, par an, pour

» solde subsidiaire de cette garnison; cette solde  
» sera continuée jusqu'au 1<sup>er</sup> de l'an 1805, époque à  
» laquelle les troupes de l'Ordre, formées comme il est  
» indiqué dans l'article 6, seront seules chargées de  
» de la garde des fortifications. »

Après beaucoup de discussions, le ministre français  
est convenu d'en référer à son gouvernement. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
3 fév. 1802.

« Citoyen, j'ai reçu votre dernière dépêche, et je  
l'ai mise aussitôt sous les yeux du premier Consul.  
Voici les observations qu'il a fait naître. L'article de  
Malte a été le principal article des préliminaires, et  
lorsque la négociation a commencé à Londres, la sti-  
pulation relative à Malte a été, dès le principe, mise en  
avant, comme étant une condition *sine qua non*.

Il faut donc que l'article des préliminaires soit ad-  
mis dans son intégrité, et qu'il n'y ait rien au-delà :  
sans quoi il n'y a plus de préliminaires, et si le mini-  
stre anglais veut aujourd'hui dicter des conditions nou-  
velles, il doit s'attendre que le premier Consul ne le  
souffrira pas. Comment, après avoir rejeté dix articles  
parce qu'ils ne sont pas dans les préliminaires, vou-  
drait-on aujourd'hui en exiger un qui leur est de tout  
point opposé ? En effet, que disent les préliminaires ?  
Ils disent que Malte sera rendu à l'Ordre de Saint-  
Jean.

Le roi de Naples n'est pas l'Ordre de Saint-Jean :  
que, de plus, pour assurer l'indépendance de cette  
île, elle sera mise sous la protection et garantie de  
quelques puissances.

Que doit donc faire le traité définitif ? Désigner la



puissance garante ? On avait proposé la Russie, nous ne l'avons pas rejetée ; nous demandions, comme plus convenable, que les principales puissances de l'Europe fussent simultanément chargées de cette garantie ; mais si l'Angleterre s'y oppose, nous consentons à ce que la Russie soit désignée.

Sous quelque prétexte que ce soit, nous ne sortirons pas de là. Ne pas vouloir l'exécution des préliminaires, ce n'est pas vouloir la paix.

Quant aux protestations des habitants de Malte, c'est un pur enfantillage ou une comédie. Ce sont les directeurs des douanes anglaises qui ont fait faire ces députations, et fussent-elles véritables, on ne peut adhérer à leur vœu, puisque l'article 4 des préliminaires veut que Malte soit rendu à l'Ordre, et rien de plus.

Nous trouvons ici que les fortifications de Malte sont tout-à-fait inutiles ; nous ne dépenserons pas un sou pour les entretenir.

J'ajoute que le premier Consul a reçu de son côté une lettre de Malte, en date du 10 novembre, et de laquelle il résulte, tout au contraire de ce que dit le gouvernement britannique, que le vœu des signataires est de retourner à l'Ordre. Et, en effet, qu'est-ce que Malte sans l'Ordre de Saint-Jean ? S'il y a sur ce rocher quelque culture, quelque population, quelque commerce et une sorte de consistance politique, n'est-ce pas à l'Ordre de Saint-Jean qu'il en est redevable ? En résultat, tenez bon, Citoyen, faites insérer au protocole comment vous avez cédé tout ce qu'il était possible ; et nous verrons si le plénipotentiaire anglais,

certainen que vous ne pouvez être ébranlé, ne reviendra pas à des termes plus raisonnables. »

Note de M.  
Schimmelpenninck, Ambassa-  
deur à Paris, 1802.

Le soussigné, ambassadeur extraordinaire de la République Batave auprès de la République Française et son ministre plénipotentiaire au congrès d'Amiens, ayant eu l'honneur d'annoncer par sa note du 28 décembre 1801, au citoyen Joseph Bonaparte que, d'après les motifs présentés dans cette note et d'après l'article 16 du traité de La Haye, la République Batave avait à fixer, à l'époque de la paix définitive, différents points avec la République Française, a été très sensible aux assurances que le ministre plénipotentiaire de la République Française vient de lui donner de vive voix sur les dispositions bienveillantes du premier Consul à cet égard. Il trouve un nouveau motif de s'expliquer aujourd'hui sur l'objet et la nature de ces réclamations. Constamment animé du désir d'accélérer la fin de cette négociation, le soussigné se flatte qu'on ne verra dans son empressement que la loyauté des principes qui le dirigent. Quoique l'époque du traité définitif de la paix ait été positivement désignée pour la détermination des objets qui intéressent la République Batave, le soussigné est bien loin de demander que ces objets soient stipulés dans ce traité même; il se borne seulement à demander que, conformément aux principes de la justice et pour l'accomplissement des engagements subsistants, ces objets soient traités simultanément, et qu'une convention particulière, signée entre la France et la Batavie pendant le cours de la négociation du traité définitif avec

l'Angleterre, assure à la République Batave les avantages qui lui sont promis et ceux que sa position et les immenses sacrifices qu'on exige d'elle, l'autorisent à réclamer et que semble d'ailleurs lui garantir l'étroite alliance de la République Française. En indiquant ce mode comme le plus prompt, le plus facile et surtout le plus conforme aux sentiments de l'amitié qui lient les deux nations, le soussigné se persuade qu'il ne peut qu'être approuvé par le gouvernement français. Il ose espérer que le premier Consul, à l'histoire de qui il appartient d'avoir toujours trompé l'attente des ennemis et jamais celle des alliés de la France, accueillera avec bienveillance les demandes d'un peuple qui, dans le cours de cette guerre, s'est également honoré par son courage, sa fidélité et son dévouement à la cause commune.

L'article du traité de La Haye porte qu'à la pacification, la République Française cédera à la République des Provinces-Unies, sur les pays conquis et restés à la France, des portions de terre égales en surface à celles réservées par l'article 12, lesquelles portions de territoire seront choisies dans le site le plus convenable pour la démarcation des limites réciproques.

Le désir de concilier les intérêts des deux Républiques détermine le gouvernement batave à renoncer en grande partie aux brillantes espérances que cet article pouvait lui faire concevoir. Il croit donc donner une éclatante preuve de sa modération, en se bornant à demander : 1° la restitution de la ci-devant Flandre hollandaise ; 2° une partie de la Guel-



dre et du pays de Clèves, qui serait terminée par une ligne tirée de Kranendouk, appartenant à la République Batave, par Ordingen jusqu'au Rhin et par le Rhin; 3° que la limite de la République Batave à l'Est soit formée par l'Ems, depuis son embouchure jusqu'à Rheine et jusqu'aux frontières actuelles de la République, par le grand chemin qui va de Rheine par Gildehuis à Delden.

Le soussigné a l'honneur de joindre à cette note copie d'une transaction passée entre les deux Républiques, le 5 janvier 1800, et dont le gouvernement batave a déjà, de son côté, rempli toutes les obligations. Il demande maintenant, qu'aux termes de l'article 2 de cette transaction, les stipulations qu'elle renferme soient remplies de la part de la France, et que, par conséquent, le pays de Serenaer, vulgairement connu sous le nom de Liemers, et enclavé dans la République Batave, revienne immédiatement à celle-ci, ainsi que la ville de Hussen et son territoire, y compris Molborgen, Holhuysen et quelques villages situés dans les pays de Kuyck.

Le gouvernement français remarquera sans doute que, dans ces demandes, il n'en est pas une seule qui ne soit la suite nécessaire ou l'application naturelle des conventions déjà subsistantes entre les deux États. Il sentira sans doute aussi que des raisons de convenance, fondées sur la conformité des mœurs, des usages et des coutumes des habitants de la ci-devant Flandre hollandaise, et sur leur extrême attachement à leur ancienne patrie, ont, bien plutôt que des considérations politiques ou commerciales,

motivé la réclamation de ce petit territoire, objet, d'ailleurs, d'un très faible intérêt pour la République Française, si magnifiquement dotée par la victoire.

Le gouvernement batave n'aurait point d'autres vœux à manifester, si une sage prévoyance et le sentiment de sa propre dignité ne lui imposaient vigoureusement de demander au premier Consul la suppression des articles 4, 13 et 14 du traité de La Haye. Ces articles ne sont que le résultat de circonstances extraordinaires et passagères, et ils doivent disparaître au moment où le motif qui les dicta n'existe plus. L'un de ces articles compromet évidemment la tranquillité future de la Batavie, les autres détruisent son indépendance, blessent et irritent la fierté nationale, et exposent les Bataves à des altercations continuelles.

L'article 4 s'exprime en ces termes : l'alliance offensive et défensive entre les deux États aura toujours lieu contre l'Angleterre, dans tous les cas où l'une des deux Républiques sera en guerre avec elle.

Le gouvernement batave doit s'expliquer avec franchise sur cet article.

Trop long-temps une ambition déplacée et une fausse politique, entraînèrent les Bataves dans les guerres des grandes puissances. La gloire d'une République essentiellement commerçante consiste dans sa fidélité à remplir ses engagements, dans l'accroissement et le maintien de son crédit, dans la bonne foi et la moralité de ses vertus privées. Bienveillante pour tous les peuples, elle se montre jalouse de l'es-



time et de l'amitié de tous , et, lorsque la guerre dévaste quelques parties du monde, ses vaisseaux doivent sans crainte parcourir les mers et n'apparaître aux contrées désolées par ce fléau, que comme des génies bienfaisants et consolateurs. Un bon système de neutralité est donc le seul que, pour la sûreté et la propriété, la République Batave puisse désormais adopter. Créée par le commerce, elle ne peut être conservée que par lui ; aussi y attache-t-elle l'unique espoir de salut qui lui reste. Ce n'est que par l'industrielle et journalière activité de ses habitants, que ce pays, petit, il est vrai, sur la carte, mais d'un intérêt si touchant aux yeux des philosophes, peut être arraché de l'abîme où son sol, son climat et tous les éléments, paraissent sans cesse vouloir le précipiter. Obligée de lutter chaque jour contre des ennemis aussi redoutables, la Batavie peut-elle, sans courir à une perte certaine, s'exposer à en combattre de nouveaux qu'elle n'aurait point provoqués ? La prudence lui commande impérieusement de ne point s'immiscer dans les querelles qui peuvent agiter l'Europe. La sagesse lui défend de s'engager, par des contrats publics, à prendre part à des guerres dont les motifs pourraient lui être absolument étrangers. Sa position géographique, le peu d'étendue de son territoire, la petitesse de sa population, l'énorme masse de sa dette publique, l'insuffisance de ses ressources, tout enfin lui impose plus particulièrement encore qu'aux autres Etats, le devoir et la nécessité de vivre en paix avec toutes les puissances, et d'observer dans tous les temps, envers chacune d'elles, la plus stricte neutra-



lité. Ses véritables ennemis ne seraient-ils pas ceux qui voudraient l'empêcher de jouir des bienfaits de cette neutralité ? Doit-elle, dans aucune circonstance et sous aucun prétexte, prendre les armes sans avoir été directement menacée ou attaquée ? Sans doute les malheurs de cette guerre lui ont acquis le droit d'aspirer à un bon système de neutralité et de s'y tenir inébranlablement fixée. Elle n'a point la prétention de jouer un rôle dans les grandes affaires de l'Europe ; elle ne veut ni s'agrandir ni s'enrichir aux dépens de qui que ce soit. Le travail fait toute sa force et sa puissance : avec de tels principes, à qui pourrait-elle porter ombrage ? Ces principes ne sont-ils pas, au contraire, les garants de son repos ? D'ailleurs, quels avantages militaires la République Française retirerait-elle d'une alliance offensive et défensive avec la République Batave ? La France, appelée par la nature à renouveler sur l'Océan, si les circonstances l'y obligeaient, tous les miracles qu'elle vient de prodiguer sur le continent, aura-t-elle jamais un besoin réel des secours maritimes de la Batavie ? Quelques vaisseaux bataves ajouteraient-ils beaucoup aux forces de la marine française ? Les avantages que l'on pourrait tirer de ces vaisseaux peuvent-ils être mis en balance avec ceux qu'offrirait à la France la neutralité de la République Batave ? Les nouveaux départements de la France ne seraient-ils pas défendus par cette seule neutralité ? N'est-ce pas cette neutralité qui assurerait à la République Française des ressources inépuisables dans tous les genres ? Ses ports ne seraient-ils pas alors de préférence et avec tout le

rière de l'amitié, constamment approvisionnés par les Bataves? Les secours de cette espèce, secours si essentiels pour une puissance belligérante, ne présentent-ils pas une utilité plus immédiate, plus certaine, que la réunion d'une escadre batave aux flottes de la France? L'expérience de nos jours ne prouve-t-elle pas qu'avant que la Batavie fût engagée dans cette guerre, ses négociants approvisionnaient toutes les villes maritimes de la France? Dès l'instant où les Bataves y ont pris une part active, leurs ressources personnelles ont été épuisées? La France aurait-elle éprouvé tant de privations, aurait-elle contracté des marchés aussi onéreux, si les circonstances eussent permis que, dans cette guerre, le pavillon de ses alliés restât libre? C'est donc principalement sous le rapport des ressources commerciales, que le gouvernement français envisagera l'utilité de son alliance avec la Batavie. Certes, si la modération, l'héroïsme, la sagesse et le génie gouvernaient les empires, si tant de vertus honoraient aussi long-temps la terre qu'elles vivront dans l'histoire, la République Batave n'aurait aucune inquiétude sur l'article contre lequel elle réclame. Mais les grands hommes meurent. On admire leurs exemples, mais ces exemples ne sont pas toujours imités. Le premier Consul est plus que personne dans le cas d'apprécier la justice de ces réflexions; sa politique est trop éclairée pour ne pas prévoir les avantages immenses que, dans des temps difficiles, la France doit retirer de la neutralité de la Batavie.

L'intérêt bien entendu des deux Républiques.

exige donc la suppression de l'article du traité de La Haye.

Le soussigné est chargé de la solliciter avec les plus vives instances.

Les articles 13 et 14 du traité de La Haye, contre lequel l'ambassadeur soussigné est aussi chargé de réclamer, disent :

ART. 13. Il y aura dans la place et dans le port de Flessingue, garnison française exclusivement, soit en paix, soit en guerre, jusqu'à ce qu'il en soit stipulé autrement par les deux nations.

ART. 14. Le port de Flessingue sera commun aux deux nations en toute franchise. Son usage sera soumis à un règlement convenu entre les parties contractantes, lequel sera attaché comme supplément au présent traité.

Le soussigné croit utile de rappeler ici les désagrémens nombreux, les altercations pénibles, les malheurs même, auxquels cette communauté d'usage a donné lieu depuis qu'elle existe. Les malheurs ont été l'effet inévitable d'un état de choses qui n'est point naturel, et qui ne peut s'accorder avec les principes d'une administration sage, libre et éclairée. Les rédacteurs du traité avaient eux-mêmes prévu que cette communauté d'usage, qui, dans l'exécution, présentait tant d'inconvénients et de difficultés, serait infailliblement le motif et l'occasion des contestations les plus graves, puisque, par le cinquième article du règlement, ils avaient statué qu'elles seraient terminées par des arbitres. L'expérience n'a que trop confirmé leurs craintes. Le gouvernement



batave, après avoir, dans des notes successives, épuisé tous les arguments que pouvaient lui dicter l'équité et la raison, pour démontrer que cet ordre de choses est incompatible avec la tranquillité du peuple et avec le véritable intérêt des deux nations, après avoir vainement sollicité, sur ce point, la justice du gouvernement français, s'est vu réduit à provoquer lui-même l'arbitrage.

Cette demande, quoique faite aux termes du traité, n'a eu aucune suite; mais cette circonstance même a fortifié les espérances que le gouvernement batave a dû concevoir sur les intentions du premier Consul à cet égard. Il a cru démêler dans son silence le désir de se réserver, pour l'époque de la paix, la jouissance d'un acte généreux et magnanime, qui, par le double lien de l'intérêt et de la reconnaissance, lui attachera éternellement la nation batave.

Des considérations aussi majeures ne peuvent être indifférentes au premier Consul : tout ce qui est grand, noble et élevé est dans son âme; aussi, les Bataves se flattent-ils qu'il mettra quelque intérêt à calmer leurs inquiétudes, et qu'en dérogeant aux articles 13 et 14 du traité de La Haye, il prouvera à l'Europe entière que ce n'est pas en vain que la France a garanti leur liberté et leur indépendance.

Après avoir ainsi exposé, avec tout l'abandon de la confiance la plus illimitée, les vœux et les espérances de son pays, le soussigné aura l'honneur de finir cette note en invitant le ministre plénipotentiaire français à vouloir bien la mettre immédiatement sous les yeux du premier Consul, et à lui exprimer combien le gou-

vernement batave désire voir terminer ces objets d'une manière prompte, franche, loyale et digne des deux nations. Lorsque la gloire et le succès des armes donne à la France, avec la paix générale, l'assurance d'une prospérité sans mélange, le gouvernement batave ne peut offrir à ses citoyens que des consolations. Il lui sera doux de les devoir à son allié, et c'est en ce moment qu'elles lui sont essentiellement nécessaires. Lorsque la République Batave sera appelée à souscrire à un traité qui consacrer la perte de la plus précieuse et de la plus importante de ses colonies, elle sentira moins vivement toute l'étendue de ce sacrifice, si, à la même époque, le premier Consul daigne en adoucir l'amertume par un acte d'équité et de magnanimité qui lui donnera des titres éternels à la gratitude d'un peuple sage et sensible. »

« Citoyen ministre, j'ai reçu vos dépêches du 2 et du 3 février ; j'ai donné au citoyen Otto celle qui lui était destinée.

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
4 fév. 1802.

J'ai l'honneur de vous envoyer copie du protocole qui a été signé aujourd'hui. Lord Cornwallis l'expédie ce soir même ; j'espère qu'il recevra des instructions plus conformes à nos désirs. Je vous enverrai demain la copie de la demande que le gouvernement britannique paraît avoir reçue de quelques députés de Malte. Elle n'est, au reste, revêtue d'aucune signature.

La reconnaissance du roi d'Étrurie au traité définitif, continue à éprouver des difficultés. Ne pensez-vous pas qu'il suffirait que, par une simple note, le

ministre anglais me donnât l'assurance que S. M. Britannique reconnaitra le roi d'Etrurie après que ce prince lui aura notifié son avènement au trône ?

Les ministres espagnol et batave demandent que le traité soit aussi écrit dans leur langue, puisqu'il est déjà convenu qu'il le sera en anglais. Je vous prie de vouloir bien me dire si le gouvernement y trouve quelque inconvénient. Cette demande paraît assez juste. »

Conférence du  
à Br. 1802.

« Les plénipotentiaires de la République Française et de S. M. Britannique s'étant réunis, le citoyen Joseph Bonaparte a annoncé qu'il avait communiqué à son gouvernement les difficultés qu'éprouvaient les articles relatifs à Malte ; qu'il était chargé d'insister sur leur insertion au traité, tels qu'ils ont été transcrits dans le protocole du 18 janvier. Que si lord Cornwallis s'y refusait, il consentait à l'abandonner et à recourir à l'exécution : c'est ne pas vouloir la paix.

J'ai sacrifié à l'observance religieuse de ce principe plusieurs articles qui n'étaient en rien préjudiciables aux intérêts de la Grande-Bretagne. J'ai dû renoncer sans hésiter, lorsqu'il m'a été démontré qu'ils n'étaient pas rigoureusement compris dans les préliminaires. Comment peut-on exiger aujourd'hui un article qui leur est en tout point opposé ? Que disent les préliminaires ? que Malte sera rendue à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. Le roi de Naples est-il de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem ?

L'Ordre est-il trop faible ? le projet lui donne



pour garantie et pour protecteurs les principales puissances de l'Europe.

Les préliminaires se contentent d'une puissance. Le gouvernement français a pensé que le but des préliminaires serait encore mieux rempli par la garantie simultanée des grandes puissances, qu'elle était plus importante et plus convenable. Cependant, comme avant tout il veut l'exécution absolue, littérale même, si on l'exige, des préliminaires, il est prêt à leur sacrifier cet article, qu'une espèce de décence politique avait dicté.

Je ne puis donc assez fortement réclamer l'insertion du projet au traité ou l'exécution littérale de l'article 4 des préliminaires.

Lord Cornwallis s'est réservé de communiquer cet exposé à son gouvernement, et de répondre dans une conférence prochaine. »

« Citoyen, je viens de recevoir votre dépêche d'hier, et j'y répons sur-le-champ.

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
5 fév. 1802.

Je pense qu'on peut sans doute se contenter, pour la reconnaissance du roi d'Étrurie, de l'assurance dont vous parlez, d'autant plus que j'ai adressé, avant-hier, à Londres, la lettre par laquelle le roi d'Étrurie notifie son avènement au roi d'Angleterre.

Ma dépêche d'avant-hier ne me laisse rien à vous dire sur ce qui regarde Malte. »

« Citoyen ministre, je n'ai plus eu de conférence avec lord Cornwallis depuis celle du 4, dont

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
7 fév. 1802.

le protocole vous a été adressé avec mon n° 27.

J'attends qu'il réponde sur les articles qui nous divisent encore : Malte, les prisonniers et quelques autres moins importants.

J'ai l'honneur de vous adresser la traduction de la pétition des députés maltais au roi d'Angleterre.

M. Schimmelpenninck n'a pas changé de langage avec moi, depuis qu'il est à Amiens, vous en trouverez une preuve nouvelle dans la copie des observations qu'il m'a remises, que j'ai l'honneur de vous envoyer. »

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
9 fév. 1802.

« Citoyen ministre, j'ai reçu votre lettre du 5; mes communications habituelles avec lord Cornwallis, n'ont eu aucun résultat pour l'article de Malte : il insiste toujours sur les modifications qu'il a proposées, et il attend des réponses à la dépêche qui a accompagné le dernier protocole dont je vous ai envoyé copie.

Il m'a remis la lettre ci-jointe du gouverneur de la Dominique. Je ne vous envoie pas toutes les pièces qu'elle annonce, étant convaincu que vous les avez reçues directement ; la conversation s'étant engagée sur la situation des colonies, nous sommes tombés d'accord sur l'unité d'intérêt des métropoles, sur l'unité dont il serait que l'on fût bien convaincu, dans toutes les parties du monde, qu'elles sont disposées à s'entr'aider.

Le projet des deux articles à insérer au traité, a été le résultat de cette conversation. Nous nous sommes promis réciproquement de l'adresser à nos gou-

vernements; vous le trouverez ci-joint, rédigé d'une manière extrêmement concise. Je vous prie de me faire connaître quelle est l'opinion du gouvernement, et si je dois en poursuivre l'insertion au traité. »

« Les puissances contractantes, ayant un intérêt égal à la conservation et à la prospérité des colonies, s'engagent :

Projet joint à la note.

1° A se donner, en cas de trouble, tous les secours qu'on peut attendre d'un bon voisinage;

2° A n'opérer aucun changement dans l'état civil des noirs attachés à la culture des terres, qu'après se l'être notifié six mois d'avance. »

« Citoyen ministre, j'ai reçu votre lettre du 3, et le mémoire de plusieurs armateurs de Marseille, qui réclament le prix des cargaisons qu'ils avaient laissées en dépôt à la Martinique et qui furent prises par les Anglais lors de la conquête de cette île.

Joseph à Talleyrand. Amiens, 10 fév. 1802.

Si les fonds provenant de la vente de ces marchandises ont été déposés à la Banque de Londres, comme ils l'affirment dans leur mémoire, je ne doute point qu'ils doivent jouir des stipulations contenues dans l'article 12 des préliminaires.

Quant aux exemples qu'ils citent de l'amiral Rodney et de quelques autres, lord Cornwallis ne m'a pas caché qu'il lui serait facile d'en citer, dans la guerre qui vient de se terminer, qui ne seraient pas à notre avantage.

Vous ne devez pas douter, Citoyen ministre, que



je ne redouble d'efforts, si j'entrevois l'espérance de les rendre utiles à des commerçants français. »

Conférence du  
11 fév. 1802.

« Les plénipotentiaires français et britannique s'étant réunis, lord Cornwallis a observé que, dans une conférence qu'il venait d'avoir avec le plénipotentiaire batave, relativement aux indemnités dues au prince d'Orange, tant en raison de ses dignités et charges, qu'en raison de ses propriétés, le plénipotentiaire batave avait répondu, d'après l'autorisation expresse de son gouvernement, que la France s'obligeait à faire obtenir lesdites indemnités, sans que la République Batave en fût aucunement chargée.

Sur quoi lord Cornwallis a cru devoir prier le citoyen Joseph Bonaparte de lui faire connaître les dispositions précises du gouvernement français à cet égard.

Le plénipotentiaire français a répondu que la France emploierait ses bons offices pour que le prince de Nassau-Orange reçoive l'indemnité qui lui est due.

Il a été question ensuite de conférer sur plusieurs points demeurés en suspens. Lord Cornwallis a communiqué les réponses de son gouvernement concernant les demandes énoncées au protocole du 19 janvier dernier.

Ces réponses consistent à dire qu'en ce qui touche la pêche de l'île de Terre-Neuve, les îles Saint-Pierre et Miquelon, et les possessions françaises dans l'Inde, les choses doivent entièrement rester sur le même pied qu'avant la guerre.

Que cependant , pour prévenir les contestations qui pourraient naître à cause de la pêche, lord Cornwallis était autorisé à renouveler la déclaration qui fut faite à la suite du traité de 1783, conçue dans les termes suivans : « Afin que les pêcheurs des deux » nations ne fassent pas naître des querelles journa- » lières, S. M. B. prendra les mesures les plus posi- » tives pour prévenir que ses sujets ne troublent en » aucune manière , par leur concurrence , la pêche » des Français , pendant l'exercice temporaire qui » leur est accordé sur les côtes de l'île de Terre- » Neuve, et elle fera retirer à cet effet les établisse- » ments sédentaires qui seront formés. S. M. B. don- » nera des ordres pour que les pêcheurs français ne » soient pas gênés dans la coupe des bois nécessaires » pour la réparation de leurs échafaudages, cabanes » et bâtimens de pêche.

» La méthode de faire la pêche, qui a été de tout » temps reconnue, sera le modèle sur lequel la pêche » s'y fera.

» On n'y contreviendra ni d'une part ni de l'autre; » les pêcheurs français ne bâtissant rien que leurs » échafauds , se bornant à réparer leurs bâtimens » de pêche et n'hivernant point, les sujets de S. M. B., » de leur part, ne molestant aucunement les pêcheurs » français durant leurs pêches , ni ne dérangeant les » échafaudages durant leur absence. »

Le citoyen Joseph Bonaparte a dit qu'il ne faisait pas d'observation , quant à présent , sur cette déclaration , dont l'insuffisance est reconnue par les préliminaires, qui annoncent la nécessité de faire quel-

ques arrangements justes et réciproquement utiles pour le maintien de la paix ; mais qu'il transmettrait à son gouvernement les réponses faites. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
11 fév. 1802.

« Citoyen, j'ai reçu vos deux lettres du 9 et du 10. Le citoyen Otto m'avait effectivement transmis les pièces relatives aux évènements de la Guadeloupe ; et j'ai rempli les intentions du premier Consul, en le chargeant de faire connaître au gouvernement britannique combien on avait été sensible ici à la conduite du gouvernement de la Dominique.

Je ne conçois pas bien ce qui retarde la décision. Je vous ai donné, sur ce qui concerne l'article de Malte, l'opinion décisive du premier Consul. Je vais néanmoins lui remettre vos dernières dépêches sous les yeux, et demain, en ayant l'honneur de vous écrire, je vous ferai savoir ce que le premier Consul aura décidé par rapport à l'article à insérer au traité sur le concert des deux puissances, et en ce qui regarde la tranquillité des colonies. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
12 fév. 1802.

« Citoyen, votre dépêche, numéro 28, a été mise sous les yeux du premier Consul. Il n'a pu s'empêcher de remarquer que le mémoire qui vous a été communiqué comme provenant des habitants de Malte, n'avait, ni pour le style, ni pour la forme, aucune espèce d'authenticité. La preuve en est dans la liberté avec laquelle on s'y est exprimé sur les généraux et les troupes anglaises ; cette franchise n'est pas du climat de l'Afrique. Le marquis de Cornwallis doit, mieux qu'un autre, y reconnaître la plume de



quelque douanier anglais ou de quelque employé dans les lazarets. Ces représentations apocryphes ne doivent donc pas vous arrêter un instant ; vous maintiendrez vos dernières dispositions sur Malte, et vous presserez vivement pour qu'on vous donne une réponse définitive. »

« Citoyen ministre, je reçois votre lettre du 11 février ; mes dépêches précédentes doivent vous avoir mis à portée d'apprécier les difficultés qui retardent la conclusion. L'article de Malte n'est pas réglé ; j'ai insisté sur l'insertion au traité du projet, tel qu'il a été présenté à lord Cornwallis. Celui-ci, après avoir paru lui accorder son assentiment, m'a déclaré, depuis quelques jours, que son gouvernement demandait l'insertion à l'article dont j'ai eu l'honneur de vous adresser copie : cet article dénature le projet, puisqu'il remet Malte entre les mains des troupes napolitaines.

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
12 fév. 1802.

J'ai eu l'honneur de vous adresser copie du protocole dans lequel j'ai refusé formellement d'admettre l'article proposé. Lord Cornwallis l'a adressé à sa cour, dont il attend encore, à ce qu'il m'assure, la résolution. Pour ne plus revenir sur cet article de Malte, j'ajoute qu'après la conférence d'hier, dont vous trouverez le résultat consigné dans la copie ci-jointe du protocole, lord Cornwallis me dit que si le refus que nous faisons d'adopter l'article qu'il avait été chargé de me proposer provenait de notre répugnance à donner des fonds pour solder la garnison de Malte, il pensait que cette difficulté pourrait se lever,

ayant des raisons de croire que tirait à se charger de la totalité d'un temps convenu ; mais, toujours la difficulté du choix vront composer cette garnison pendant le temps auquel il est à croire que nous pourrions employer nos troupes de Maltais et de Français, en attendant que nous puissions nous adresser à des nations qui possèdent des troupes de guerre. Je lui répondis que durant les négociations pour la signature du traité, il serait très difficile de former un régiment qui ne fût composé en partie, de Maltais qui auraient des connaissances qu'ils seraient de son choix, et ayant des langues dans l'Ordre des commanderies mis en réserve pour cette première dépense ; mais que les dispositions bienveillantes dans lesquelles nous étions en France, la formation et la solde de ces troupes venaient très faciles ; que pour l'exécution de ces dispositions, il était inutile de faire des stipulations aux stipulations, car que ces troupes se trouveraient de la manière portée dans le traité, et de l'autre côté, nous ne pouvons en France. S. M. Britannique se propose de faire rentrer dans Malte, que comme nous le savons, il était inutile de stipuler au traité : lord Cornwallis désire que ces dispositions de l'article.

Lord Cornwallis me dit qu'

l'hypothèse dont nous parlions, d'exclure les puissances contractantes du nombre de celles dont les militaires pourraient être appelés à faire partie de la garnison de Malte. Cette proposition n'avait pour but, comme vous pensez, que d'exclure les Espagnols. J'ai observé que cette exclusion serait injuste et impolitique, puisque l'Espagne était une des puissances principales à Malte, il convenait à cet Ordre de ne point l'indisposer par une exclusion sans motif. Lord Cornwallis s'est rendu à cette observation. En résultat, il consentirait donc : 1° à solder seul la garnison ; 2° à en laisser la formation au grand-maître, en en excluant les puissances qui ne possèdent pas de langue ; mais il veut que ces deux articles soient énoncés au traité.

Observez que lord Cornwallis donne cette opinion comme étant simplement la sienne ; qu'aussi, si aujourd'hui vous m'autorisez à remplir ses vues, il serait encore possible qu'il exigeât davantage en me disant qu'il vient de recevoir de nouveaux ordres. Il faut donc nécessairement attendre et insister sur le premier projet.

Lord Cornwallis regarde comme très honorable pour sa nation la stipulation par laquelle elle s'engagera seule à subvenir aux premiers besoins de l'Ordre rappelé à Malte.

Il a ajouté plusieurs fois dans le cours de sa conversation : trois mois ne peuvent suffire à la réunion des chevaliers, à l'élection du grand-maître et à la formation de la garnison. Il prétend que les Maltais sont tellement indisposés contre l'Ordre, qu'il sera



impossible au grand-maitre de prendre un seul Maltais à sa solde pendant les premières années; que, devant appeler des troupes étrangères, il faudra beaucoup de temps; qu'il avait proposé les Napolitains comme étant très voisins; qu'ainsi, il faudra par la force des choses que la garnison anglaise prolonge son séjour peut-être six mois, peut-être davantage, parce qu'il lui serait impossible d'abandonner l'Ordre de Malte à la merci des habitants; que d'un autre côté son gouvernement ne voulait pas s'exposer à se trouver dans la nécessité de laisser ses troupes dans Malte un jour au-delà du terme fixé par le traité; que c'est là la seule cause de son insistance sur l'article; qu'il savait bien que les Napolitains, pressés par les troupes françaises, ne pouvaient point s'exposer à déplaire à la République; que quelles que fussent les dispositions de cette cour, la raison d'Etat prévalait à la longue; qu'en proposant les Napolitains comme premières troupes à mettre à Malte, sa cour avait cru éviter tous les délais et indiquer réellement des neutres.

Votre dépêche du 2 pluviôse avait été jusqu'ici la seule dans laquelle il fût question de la Porte-Ottomane. Dans la conférence d'hier, lord Cornwallis m'a proposé de déclarer le traité de paix commun à cette puissance, et même de consentir à ce que la Porte-Ottomane figurât dans le préambule comme partie contractante, sauf à se contenter de son adhésion, ne voulant pas, pour attendre son plénipotentiaire, retarder la signature du traité.

J'ai répondu que les préliminaires signés à Paris,

devaient être ratifiés dans ce moment ; que notre paix étant faite avec la Porte, il était fort inutile de faire mention au traité de cette puissance ; qu'au reste, je me réservais d'en référer à mon gouvernement : veuillez me donner vos instructions là-dessus. J'ai évité de faire rien insérer au protocole jusqu'à la réception de vos instructions. Vous trouverez ci-joint le protocole de la conférence d'hier ; vous verrez que le gouvernement britannique s'obstine à ne rien accorder sur l'article de l'Inde et de la pêche.

*Prince d'Orange.....* Par une de vos dépêches, vous m'avez autorisé à l'insertion d'un article patent en faveur du prince d'Orange. Je vous ai consulté par ma dépêche du 11, et vous m'avez répondu d'une manière très absolue et très favorable pour ce prince par votre dépêche du 15. Je l'ai communiquée au citoyen Schimmelpenninck, pour le convaincre de la persévérance des dispositions amicales du gouvernement français. Il s'en est servi pour répondre à lord Cornwallis, qui prétendait que sa République se chargeât d'indemniser l'ancien Stathouder de la perte de ses propriétés particulières.

Le ministre anglais n'est pas satisfait des termes dans lesquels ma déclaration est conçue.

Veuillez me marquer si vous pensez que je doive me borner à l'insertion, au traité définitif, de cet article tel qu'il se trouve au protocole. »

« Citoyen, dans la dépêche que je vous ai adressée hier, j'ai fait un oubli qu'on doit réparer sur-le-champ.

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
14 fév. 1802.



Le premier Consul approuve l'article dont vous êtes convenu avec le marquis de Cornwallis, sur l'espèce de garantie réciproque à stipuler pour rapporter à la tranquillité des colonies, et il vous autorise à l'adopter.

Je joins ici une expédition de la circulaire adressée aux agents de la République relativement aux opérations de la consulta cisalpine, à Lyon. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
15 fév. 1802.

« Citoyen, je crois devoir vous informer officiellement des résultats de la cession d'une consulte extraordinaire des principaux citoyens de la République Cisalpine à Lyon. Le traité de Lunéville avait consacré l'existence de cette République ; mais la mention qu'il en avait faite était plutôt l'assurance de son existence prochaine que la déclaration actuelle de son établissement.

La République Cisalpine, occupée successivement par des armées impériales ou françaises, n'avait pu encore se gouverner elle-même. Il était du devoir du gouvernement français, après avoir obtenu par le succès de ses armes que cette contrée serait libre, après avoir fait reconnaître son indépendance par toutes les puissances du continent, de l'appeler à remplir les premiers devoirs que cet état impose aux peuples qui ambitionnent d'en jouir.

La voix publique en Italie et le vœu formel des autorités provisoires, avaient en différentes circonstances exprimé au premier Consul que la confiance générale que ce peuple avait placée en lui, était telle, qu'il désirait unanimement recevoir de lui le bienfait

d'une constitution définitive et celui des premiers choix de ses magistrats. Le premier Consul a voulu que l'accomplissement du vœu de cette nation s'accordât avec son indépendance : il en a réuni les principaux citoyens, il a réuni leurs opinions, d'où est résulté la constitution et le choix des magistrats qui doivent la gouverner. Le gouvernement de la République a senti que la tranquillité générale de l'Europe était liée à chacun des États qui en fait partie. Après avoir voué tous ses efforts à terminer la guerre qui l'a si long-temps désolée, il désire que l'influence de sa sagesse éteigne au sein de toutes les nations qui sont dans la sphère de ses alliances, tout principe de défiance, d'incertitude et d'agitation.

Les plus sages citoyens de la République Italique, réfléchissant sur la diversité des éléments qui doivent en former l'ensemble, avaient facilement persuadé à la totalité de leurs concitoyens, que des rivalités, des prétentions et des haines immémorables, si elles n'étaient accordées par un ascendant étranger et surtout supérieur à toutes les passions qui en devaient naître, ne pouvaient manquer de produire des désordres capables de porter atteinte à la tranquillité de l'Italie et de troubler jusqu'au repos de l'Europe.

C'est dans la juste impression de ces sentiments, qu'ils ont compris et cru devoir représenter au premier Consul, que leur patrie, dans les premiers temps de son organisation, devait être rassurée sur le maintien de son indépendance, éclairée sur les dangers inséparables de son début dans la carrière politique, et sagement dirigée dans le choix des moyens pour



parvenir à se préserver de toutes les atteintes qui peuvent être portées à sa sûreté extérieure et à la consistance des institutions qu'elle a fondées.

Tels sont, Citoyen, les résultats de la convention d'une consulte extraordinaire de la République Italique à Lyon. Je vous prie de faire connaître au gouvernement près duquel vous résidez, la notification que j'ai l'honneur de vous en faire. Je ne doute pas qu'il ne voie dans cet événement une nouvelle preuve du désir qui anime sans cesse le gouvernement de la République, de consolider par tous les moyens qui sont en son pouvoir la tranquillité générale de l'Europe et de donner une garantie durable aux rapports qui en unissent les divers États. »

Lord Cornwallis à Joseph.  
Amiens, 14 février 1802.

« Dans une conférence que le soussigné, plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, a eue le 17 décembre dernier avec le citoyen Joseph Bonaparte, plénipotentiaire de la République Française, il a eu l'honneur de lui communiquer de vive voix, ainsi que par une note verbale qu'il lui a remise en même temps, les objets qui concernaient la République Batave, qu'il avait l'ordre de son gouvernement de mettre en avant en arrangeant la paix définitive ; un de ces objets regardait une indemnité pécuniaire au prince d'Orange pour la perte de ses propriétés dans les Provinces-Unies. Cette même prétention a été énoncée de nouveau dans l'article 18 du projet de traité transmis par le soussigné au citoyen Joseph Bonaparte, le 21 décembre. Dans le contre-projet que le plénipotentiaire de la République Française lui a envoyé le

26 du même mois, le soussigné a remarqué l'omission totale des articles qui étaient nécessaires, relatifs aux deux alliés de la France, savoir : Sa Majesté Catholique et la République Batave, et ayant fait des observations sur cette omission, le citoyen Joseph Bonaparte y a répondu que c'était aux plénipotentiaires de ces deux puissances de discuter et de stipuler les articles qui les concernaient respectivement lorsqu'ils arriveraient au congrès. Le chevalier d'Azara et M. Schimmelpenninck étant arrivés, il fut entendu avec le citoyen Joseph Bonaparte que le soussigné aurait à traiter séparément avec ses ministres les points qui les regardaient particulièrement. En effet, l'on a suivi cette marche dans la négociation. Le soussigné a donc traité avec le plénipotentiaire batave l'objet susmentionné de l'indemnité pécuniaire due au prince d'Orange. Ils en étaient même convenus ensemble lorsque M. de Schimmelpenninck a communiqué au soussigné que le gouvernement français ayant déclaré formellement à celui de la République Batave, que la France le dégageait de toute espèce de dédommagement à l'égard du prince d'Orange et qu'il était dans ses intentions de dédommager ce prince pleinement et entièrement, la République Batave ne devait plus prendre un engagement qui serait incompatible avec cette déclaration formelle de la part du gouvernement français.

M. de Schimmelpenninck a fait cette communication inattendue au soussigné, en forme de protocole, le 11 de ce mois.

Le même jour, le soussigné ayant eu l'honneur de



conférer avec le plénipotentiaire de la République française, lui a observé qu'il venait d'apprendre du plénipotentiaire batave, en le priant de vouloir bien lui faire connaître les dispositions précises du gouvernement français à l'égard de cette affaire.

La réponse du citoyen Joseph Bonaparte, consignée dans le protocole de cette conférence, porte que la France emploierait ses bons offices pour que le prince d'Orange reçoive l'indemnité qui lui est due.

Cette réponse, aussi incompréhensible qu'elle est peu conforme à la déclaration faite par la France au gouvernement batave, ne saurait que remplir le sousigné de surprise.

C'est la République Batave qui doit, comme y étant seule obligée, faire une indemnité pécuniaire au prince pour la perte de sa propriété dans les Provinces-Unies. La France la dégage de cette obligation. Après donc de quelle puissance est-elle dans l'intention d'employer ses bons offices pour faire obtenir au prince cette indemnité ? C'est ce que le soussigné ne sait pas comprendre.

Il aurait pu s'attendre, d'après la manière dont il a été convenu de mener la négociation, à ce que le gouvernement français, sachant l'objet de sa demande vis-à-vis la République Batave, lui aurait communiqué ce qu'il avait déclaré à cette République, pour qu'en conséquence il puisse s'entendre avec le gouvernement français sur cet objet. Au moins, se serait-il attendu, après en avoir parlé au plénipotentiaire français, à recevoir, de sa part, une confirma-



tion de cette déclaration, au lieu d'une réponse qui y est tout-à-fait contraire.

Le citoyen Joseph Bonaparte verra, par cet exposé, la nécessité où le soussigné se trouve de lui demander une explication claire et précise sur un événement qui a arrêté la négociation avec le plénipotentiaire batave.

Ne doutant point que le désir du gouvernement français ne soit aussi sincère qu'est celui du gouvernement britannique de voir terminer au plus tôt le grand ouvrage de la paix définitive, le soussigné se flatte que la réponse que le citoyen Joseph Bonaparte voudrait bien faire à cette note, sera aussi satisfaisante qu'il peut le désirer. »

« Le soussigné a reçu la note de M. le marquis de Cornwallis, en date du 14 février.

Joseph à lord  
Cornwallis,  
Amiens. 15  
février 1802.

Les protocoles précédents renferment ses réponses aux objets dont il a été question antérieurement.

Quant à la déclaration de M. Schimmelpenninck à M. de Cornwallis, ainsi conçue : « La France s'oblige » à faire obtenir au prince d'Orange des indemnités » sans que la République Batave en soit aucunement » chargée, » le soussigné observe qu'il a répondu, dans le dernier protocole, à l'annonce que lord Cornwallis lui a faite de cette déclaration : « Que la France emploierait ses bons offices pour que le prince d'Orange reçoive l'indemnité qui lui est due, » quoique cet article du prince d'Orange fût étranger aux préliminaires, et, conséquemment, à la marche de la

négociation, dont quelques articles principaux sont encore en retard.

Il vient d'adresser la note du 14 février à son gouvernement. Il ne doute pas que les explications que ce ministre paraît désirer encore, ne remplissent les vœux de tous ceux qui prennent intérêt au prince d'Orange.

Qu'il soit permis au soussigné de rappeler qu'il attend, depuis le 15 pluviôse, la détermination du gouvernement britannique sur l'article important de Malte.

Il prie lord Cornwallis de ne voir dans cette observation qu'un nouveau témoignage du vif désir qu'il d'arriver incessamment à une pacification définitive conforme aux préliminaires et aux vœux des deux gouvernements. »

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
16 fév. 1802.

« Citoyen ministre, j'ai reçu vos dépêches des 1 et 14; je n'ai point encore de réponse à mon n° 30. La nouvelle réclamation de M. le ministre de Cornwallis, relativement au prince d'Orange, vous prouve la nécessité de me donner des instructions précises et détaillées sur cet article. J'ai l'honneur de vous adresser la copie de ma réponse, dans laquelle j'ai rempli le désir que vous me témoignez dans votre dépêche du 11 février, pour que l'on me donnât une réponse définitive sur Malte. J'attends avec une égale impatience vos instructions sur la conduite à tenir par rapport aux Ottomans, que l'on voudrait faire figurer dans le traité comme puissance contractante : j'en rapporte à mon n° 30.

Je reçois l'autorisation que vous me transmettez dans votre dépêche du 14, pour les deux articles relatifs aux colonies : j'en ferai usage dès que le moment sera favorable.

J'ai beaucoup causé avec lord Cornwallis sur les moyens d'atteindre les libellistes dans l'article qui comprend les accusés de falsifications, meurtres, banqueroutes frauduleuses et haute-trahison ; il ne croit pas la chose possible. Un gouvernement étranger ne peut pas être plus favorisé que le gouvernement même du pays où se débiteraient des calomnies et où s'imprimeraient des diatribes contre lui. Si vous concevez l'article conciliable avec les lois des deux pays, veuillez me l'adresser tout rédigé.

Le crime de haute-trahison est-il bien défini dans nos lois ? Pensez-vous que je doive maintenir cette expression telle qu'elle se trouve dans l'article du projet anglais.

J'ai reçu la circulaire relative aux opérations de Lyon. »

« Le soussigné, plénipotentiaire de S. M. Britannique, en répondant à la note qu'il a reçue du citoyen Joseph Bonaparte, ministre plénipotentiaire de la République Française, en date d'hier, a l'honneur de lui observer qu'il ne saurait admettre le principe qui y est répété. Que les communications qui ont eu lieu avant l'ouverture du protocole des conférences, doivent être regardées comme inofficielles. Il croit qu'une communication, quoique faite seulement de bouche, dans une conférence formelle, et à

Note de lord Cornwallis.  
Amiens, 17  
février 1802.



plus forte raison si elle a été faite par une minute ou note verbale, a été de tout temps reconnue comme officielle dans la diplomatie. Il est question, dans la note d'hier et dans le protocole du 3 janvier, auquel cette note se réfère, d'une note verbale que le sous-signé a eu l'honneur de remettre au plénipotentiaire français, le 17 décembre. Il est très certain que dans ce temps-là, ce ministre l'a regardée comme officielle puisqu'il a bien voulu y répondre le même jour d'une manière officielle. Le sous-signé a eu l'honneur de commencer ses conférences avec le citoyen Joseph Bonaparte, à Paris, par invitation du ministre des relations extérieures ; mais voudrait-on agir avec la plus grande rigueur, il faut dater les communications officielles de l'échange des pleins pouvoirs à Amiens. Cet échange a eu lieu le 5 décembre. La communication dont il s'agit a été faite le 17 de ce mois.

Quant à celle qui a été faite au sous-signé par le plénipotentiaire batave, il a l'honneur de prévenir le citoyen Joseph Bonaparte, qu'elle a été conçue dans les termes cités dans la note que le sous-signé lui a adressée le 14 de ce mois, savoir : « Que le gouvernement français ayant déclaré à celui de la République que Batave que la France la dégageait de toute espèce de dédommagement à l'égard du prince d'Orange et qu'il était dans ses intentions de dédommager le prince pleinement et entièrement, la République Batave ne devait plus prendre un engagement qui serait incompatible avec cette déclaration formelle de la part du gouvernement français. »

Le sous-signé attendra les explications claires.

précises qu'il a demandées au gouvernement français sur cette matière, qui décideront sur sa négociation avec le plénipotentiaire batave, laquelle, en attendant, reste en suspens.

Qu'il soit permis au soussigné de répondre à ce que le citoyen Joseph Bonaparte lui rappelle dans sa note d'hier, au sujet d'avoir attendu, depuis le 4 février, la détermination du gouvernement britannique sur l'article important de Malte, en observant à ce ministre que le protocole n'a été signé que dans la soirée de ce jour. Que le soussigné y dit qu'il communiquerait l'exposé qu'il renferme à son gouvernement, qu'ainsi il l'a transmis le jour suivant; qu'il n'est arrivé à Londres que dans la journée du 8, et que la nature inattendue et critique de cet exposé, a demandé du temps jusqu'au 12, pour y répondre. Le soussigné a reçu la réponse de son gouvernement avant-hier. Il a fallu du temps pour faire les traductions qu'elle exige. Il est maintenant prêt à la communiquer au citoyen Joseph Bonaparte, et, à cet effet, il a l'honneur de lui demander la permission de rendre chez lui, demain, à l'heure qui lui sera la plus convenable. »

« Citoyen, les députés des villes anséatiques qui, dans le temps, m'avaient remis un mémoire sur la nécessité de faire mention desdites villes, dans le traité avec l'Angleterre, pour leur assurer une neutralité complète dans les guerres futures, me pressaient en ce moment de vous en donner communication et de vous engager à y avoir égard. Ils m'assurent qu'ayant

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
17 fév. 1802.



déjà adressé leur demande au marquis de Cornwallis, ainsi qu'aux ministres espagnol et batave, ils ont été fondés à croire que les dispositions de ces trois plénipotentiaires leur étaient entièrement favorables. Je vous invite donc à examiner les articles proposés, et dans le cas où le plénipotentiaire de S. M. Britannique serait effectivement disposé à traiter cette matière, vous ne devriez pas hésiter à donner quelque appui aux demandes des villes anseatiques, qui, sous un grand nombre de rapports, nous seraient favorables; mais je n'ai pas besoin de vous dire que cette discussion ne doit être entamée ou suivie par vous, qu'autant qu'elle ne retarderait pas d'un quart d'heure la signature du traité définitif. C'est là l'affaire principale, et il n'y a pas de petite considération particulière qui doive en éloigner la conclusion. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
17 fév. 1802.

« Citoyen, j'ai reçu vos numéros 30 et 31.

Le premier Consul ne peut rien comprendre aux difficultés qui, chaque jour, éloignent le terme d'une négociation dans laquelle toute discussion paraissait épuisée. Il commence à penser qu'il faut que le ministre actuel en Angleterre ait bien peu de détermination et de force, puisqu'après avoir ébauché l'ouvrage de la paix et avoir vu ce préliminaire accueilli par tant de suffrages, il paraît hésiter devant quelques clabauderies, et se retient de mettre la dernière main à une réconciliation aussi salubre et aussi désirée.

L'intention du premier Consul est que, faisant usage des instructions successives qui vous ont été

adressées, ainsi que des facilités qui vous ont été permises, vous rédigez, dès ce moment, un nouveau projet de traité, dans lequel vous vous attacherez à vous écarter le moins possible des préliminaires. Et quand ce projet définitif aura été rédigé par vous, vous l'adresserez au ministre plénipotentiaire de S. M. B., avec une note dans laquelle vous vous appliquerez à faire ressortir la différence qui se trouvera entre vos dernières propositions et les premières, et à récapituler les nombreuses condescendances que vous aurez été autorisé d'avoir pour le gouvernement britannique ; déclarant, au surplus, qu'il n'y a désormais aucun motif pour que la discussion se prolonge, et que le gouvernement français ayant épuisé tout ce qu'il y avait de facilité possible, on ne doit plus attendre de variation de sa part.

Dans la rédaction de ce projet de traité, vous pourrez avoir égard aux observations suivantes :

1° Sur les prisonniers. Il aurait fallu peut-être, avant toute chose, définir ce que l'on entend par prisonniers ; et, sans doute, on ne dira pas que des femmes et des vieillards, comme il s'en trouve beaucoup retenus en Angleterre, soient de véritables prisonniers, susceptibles d'échange et de rançon : on ne saurait d'ailleurs, ni trop répéter que l'humanité et la morale font une loi à chaque nation d'entretenir les prisonniers qu'elle a faits, ni trop s'étonner que l'Angleterre veuille avoir à cet égard un code tout-à-fait particulier, et faire prévaloir un principe entièrement opposé à ce qui est d'un usage universel sur le continent.



Quoi qu'il en soit, s'il faut absolument, pour finir, admettre la possibilité de quelque arrangement sur les remboursements demandés, vous aurez soin de rédiger l'article d'une manière vague et qui ne fasse que motiver une négociation ultérieure sans en fixer le résultat.

2° Sur Malte. Si trois mois sont reconnus n'être pas suffisants pour la réintégration matérielle de l'Ordre dans cette île, on peut en accorder six, même plus. Mais aussi long-temps que les forces anglaises resteront à Malte, celles de France resteront à Otrante.

3° Sur ce qui regarde l'extradition réciproque des malfaiteurs d'une espèce désignée, ou des hommes qui conspirent contre la sûreté intérieure des deux États, l'objet du gouvernement a été d'obtenir par cette voie l'extradition de quelques conspirateurs reconnus, et d'arriver même à obtenir que les princes de la maison de Bourbon fussent tenus de quitter l'Angleterre, d'où ils peuvent d'un moment à l'autre donner la main à quelque mécontents de la Vendée; et puisqu'il paraît que l'article ne serait pas ainsi interprété à Londres, il faut y renoncer absolument, et rester à cet égard dans les termes des préliminaires, laissant à s'entendre ultérieurement sur cette matière s'il y a lieu.

4° A l'égard du prince d'Orange, renfermez-vous dans la déclaration que vous avez faite, promettant, s'il est nécessaire, quelque chose de plus que des bons offices, et établissant au traité que les deux gouvernements s'emploieront pour faire obtenir au

prince d'Orange, par un établissement en Allemagne, l'indemnité absolue de ses pertes, dans laquelle devra être pareillement comprise l'indemnité pécuniaire, ainsi que la déclaration en a été faite au gouvernement batave. A cet égard, vous ne manquerez pas de rappeler au citoyen Schimmelpenninck, que ce n'est pas dans les discussions d'Amiens qu'il peut être question des arrangements particuliers entre la France et la Batavie; mais que l'intention du gouvernement français est toujours de poursuivre l'entière exécution du traité de La Haye, et de s'entendre d'ailleurs, après la conclusion des affaires d'Angleterre et lorsqu'on procèdera au règlement de celles d'Allemagne, sur tous les arrangements à prendre entre les deux Républiques, pour développer de plus en plus les avantages de leur alliance.

J'ai reçu, Citoyen, une lettre de M. Azara, qui m'annonce que, de sa part, il n'y aura aucun retard à la conclusion définitive : c'est un bon exemple à donner au ministre batave. Que la plus grande confiance règne entre vous trois, qu'on se hâte de finir, et l'on saura bien après s'occuper avec fruit des choses d'intérêt particulier avec chacune des puissances alliées.

Je me rétracte sur un point, et je vous annonce que l'intention du premier Consul, c'est qu'aussitôt que vous aurez rédigé le projet de traité avec la note qui doit l'accompagner, vous nous adresserez l'une et l'autre pièce par un courrier extraordinaire. Je vous la ferai repasser dans les vingt-quatre heures. Faites aussi que le marquis de Cornwallis ne soup-



comme pas que vous êtes occupé de ce travail, et qu'il n'en ait le premier avis qu'au moment où vous le lui remettrez.

Je dois vous apprendre que le prince héréditaire d'Orange vient à Paris pour y suivre personnellement les affaires de sa maison. Je vous prie d'expédier immédiatement la lettre ci-jointe au citoyen Otto, par un courrier extraordinaire qui devra aller jusqu'à Londres. »

Talleyrand à  
Joseph Paris,  
18 fév. 1802.

« Citoyen, dans ma dépêche d'hier, je vous ai mandé de former votre projet de traité d'après les instructions successives qui vous avaient été adressées, celles d'hier y comprises. Je dois ajouter qu'il convient aussi que vous vous rapprochiez le plus possible des propositions même de lord Cornwallis, autant qu'elles vous seront connues pour n'être pas tout-à-fait inacceptables. Le but de cette précaution est qu'il résulte de votre travail un projet tel, qu'il ne puisse pas donner lieu à d'interminables difficultés, et que le premier Consul n'ait à décider que sur quelques points de détail qui seraient encore en litige.

Je vous envoie cette lettre par un courrier de Calais, que je fais passer par Amiens. »

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
18 fév. 1802.

« Citoyen ministre, vous trouverez ci-joint un projet sur Malte; c'est le résultat d'une conversation de six heures que je viens d'avoir avec lord Cornwallis. Nous avons cherché à nous rapprocher le plus possible; la rédaction en est la preuve et se ressent



des contrariétés de la discussion. Vous remarquerez, cependant, que le ministre anglais consent à payer seul la garnison de Malte : 2° qu'il n'en sera pas fait mention dans le traité ; 3° les deux mille Napolitains seront sous les ordres du grand-maitre à qui l'île sera remise ; 4° la suzeraineté du roi de Naples est reconnue. Lord Cornwallis insiste fortement sur cet article, qui seul peut faire supposer que le prince puisse consentir à entretenir une garnison à Malte, les Anglais ne devant et ne pouvant plus avouer qu'ils payent la totalité parce que la France n'a pas voulu payer un sou.

Nous ne pouvons pas disconvenir que nous avons les premiers proposé le roi de Naples, puissance garante et protectrice, en égard à ses droits de suzeraineté, que nous avons reconnus, et au voisinage de ses États.

Il serait convenu que les troupes françaises resteraient à Otrante, jusqu'à ce que les Anglais aient évacué Malte dans le délai prescrit.

Les Anglais ne veulent pas adopter l'article qui présente aux puissances barbaresques les mêmes avantages qu'aux autres nations à Malte, lorsque ces puissances auraient renoncé à leur système habituel d'hostilités ; ils veulent un article vague qui laisse les choses dans l'état actuel ; ils craignent que la paix des Barbaresques avec Malte ne soit étendue aux puissances d'Italie.

Il n'y a aucun mot de ces articles qui n'ait été l'objet d'une très longue discussion.

Je suis bien dans l'erreur, si le ministre anglais

n'insiste pas invinciblement dans son projet ainsi modifié. Je crois qu'il ne cédera pas sur les articles ci-dessus, à moins d'événement imprévu.

Je vous prie de me donner une réponse définitive sur ce projet ; il me paraît à peu près admissible ; la version que j'avais proposée était, sans doute, inséparable sous bien des rapports.

Vous observez que les chevaliers composant les anciennes langues de France, ne seront pas admis à concourir à l'élection du grand-maître.

Il n'existe plus d'autres langues de l'Ordre de Malte que celles d'Aragon, de Castille, d'Allemagne et d'Italie. Il y avait une langue anglo-bavaroise, à laquelle se trouvaient réunis les chevaliers russes avant la prise de Malte. Les Anglais exigeront, peut-être qu'il soit fait mention de cette langue russo-bavaroise ou d'une langue russe et d'une langue bavaroise. Le gouvernement approuvera-t-il que l'on nomme au traité ces deux nouvelles langues ? Aimerais-je mieux pour éviter toute nomenclature, spécifier que les langues de Provence, d'Auvergne et de France n'existeront plus ? C'est moi qui ai évité cette version, qui m'a semblé avoir l'air d'un sacrifice que la France ferait de ses langues, et conséquemment une condition, tandis que ce n'est que la déclaration d'un fait.

ART. 1<sup>er</sup> Les îles de Malte, de Gozo et de Camille seront rendues à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem aux conditions suivantes :

ART. 2. Les chevaliers de cet Ordre sont invités retourner à Malte aussitôt que l'échange des ratifications du présent traité aura eu lieu ; ils y formeront

un chapitre général, et procéderont à l'élection d'un grand-maitre, si elle n'a été faite préalablement.

ART. 3. La France et l'Angleterre voulant placer l'Ordre de Saint-Jean dans la plus parfaite indépendance à leur égard, conviennent : 1° qu'il n'y aura pas de langue française ni anglaise ; 2° que nul individu, appartenant à l'une ou l'autre puissance, ne pourra pas être admis ni même continuer à faire partie de cet Ordre.

ART. 4. Les forces de S. M. Britannique évacueront cette île et ses dépendances dans les trois mois qui suivront l'échange des ratifications. A cette époque, elle sera remise à l'Ordre, dans l'état où elle se trouve, pourvu que le grand-maitre, ou des commissaires pleinement autorisés, suivant les anciens statuts, soient dans l'île pour en prendre possession, et que la force ci-après stipulée y soit arrivée.

ART. 5. Il sera levé, aux frais de la France et de l'Angleterre, un corps de mille Suisses dont les officiers seront nommés par le landaman actuel ; ils seront choisis parmi ceux qui ont servi autrefois en Hollande, en Espagne, en Sardaigne, et qui n'ont pas porté les armes dans la présente guerre ; ils se rendront à Malte, dont les fortifications leur seront confiées par le grand-maitre ou son représentant ; ils seront soldés par la France et l'Angleterre, pendant un an, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité. Après cette époque, ce corps passera à la solde de l'Ordre ; il se recrutera de Maltais et d'habitants des pays qui conservent des langues à Malte.



Il sera établi une langue maltaise qui sera entretenue par les revenus territoriaux et les droits commerciaux de l'île ; cette langue aura des dignités, des traitements et une langue à l'instar des autres.

Les emplois municipaux, administratifs et autres, civils ou judiciaires, à la nomination du gouvernement de l'île, seront occupés (au moins pour moitié) par des habitants natifs de Malte.

ART. 6. La moitié de la garnison, pour le moins, devra toujours être composée de Maltais, à l'exception du cas prévu dans l'article 5 ; pour le restant l'Ordre aura la faculté de recruter parmi les natifs des pays seuls qui continuent à posséder des langues. Les troupes maltaises auront des officiers maltais ; le commandement en chef de toute la garnison de l'île ainsi que la nomination des officiers, appartiendront au grand-maître de l'Ordre.

ART. 7. L'indépendance des îles de Malte, Gozo et Camino, ainsi que le présent arrangement, sont mis sous la protection et la garantie de la France, de la Grande-Bretagne, l'Autriche, l'Espagne, la Russie et la Prusse.

ART. 8. La neutralité permanente de l'Ordre de Malte est proclamée.

ART. 9. Les ports de Malte seront ouverts au commerce et à la navigation de toutes les nations, qui paieront des droits égaux et modérés ; ces droits seront appliqués à l'entretien de la langue maltaise, celui des établissements civils et militaires de l'île ainsi qu'à celui d'un lazaret général ouvert à tous les pavillons.

ART. 10. Les puissances barbaresques sont seules exceptées des dispositions des deux articles précédents, jusqu'à ce qu'elles aient elles-mêmes renoncé à leur système d'hostilités habituelles : dans ce cas, les puissances contractantes s'engagent à les faire jouir, dans Malte, des mêmes droits que toutes les autres nations.

ART. 11. L'Ordre sera régi, quant au spirituel et au temporel, par les mêmes statuts qui étaient en vigueur lorsque les chevaliers sont sortis de l'île, autant qu'il n'y est pas dérogé par le présent.

ART. 12. Les dispositions énoncées aux articles 4, 5, 7, 8 et 10, seront converties en lois et statuts perpétuels de l'Ordre, dans la forme usitée, et le grand-maître, ainsi que ses successeurs, seront tenus de faire serment de les observer ponctuellement.

ART. 13. Les différentes puissances spécifiées dans l'article 6 seront invitées à accéder aux présentes stipulations. »

« Citoyen ministre, je reçois votre lettre du 17; j'ai expédié la dépêche que vous m'avez envoyée pour le citoyen Otto. Je vais m'occuper de la rédaction de la note et du projet de traité que vous me demandez. Je désire auparavant connaître l'intention du gouvernement sur le projet de Malte, afin de ne pas m'en éloigner dans le travail que vous me prescrivez. Vous trouverez ci-joint, copie d'un protocole qui a trait à la Porte-Ottomane et au roi de Toscane; vous voudrez bien me donner des instructions sur ces deux objets, en proposant ce deuxième article. Lord

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
13 fév. 1802.



Cornwallis m'a dit qu'il ne pensait pas que la France voulût acheter la reconnaissance du roi d'Etrurie au prix du Piémont; je me suis plaint de l'exagération de ces propositions, à quoi il a répondu que c'était pour la forme; mais ce qui était réel, c'est la détermination de son gouvernement à ne pas insérer cette reconnaissance au traité. Je lui ai rappelé que l'on se contenterait d'une simple reconnaissance, antérieure ou postérieure à la publication du traité: il a repris qu'il avait cru lui-même ce mode de reconnaissance beaucoup plus facile, mais que le Roi y répugnait singulièrement. Il m'a répété qu'il mettrait toutes les facilités possibles dans l'article des prisonniers; que son but était de ne pas exiger un sou de la France. Il m'a dit aussi qu'il croyait pouvoir m'assurer que l'on oublierait les communications qui avaient eu lieu entre le citoyen Otto et lord Hawkesbury, relativement à l'île de Tabago, si l'article de Malte pouvait être adopté tel que j'ai eu l'honneur de vous l'adresser dans mon n° 32. Quant à l'article de faire accéder la Porte, il m'a assuré qu'il lui était impossible de transiger, puisqu'il était de fait que la Porte était alliée l'Angleterre, qu'elle n'était pas pacifiée avec la France; qu'ainsi elle devait nécessairement être comprise au traité.

Quant à la République Ligurienne, on lui a écrit qu'il n'y a pas eu réellement de déclaration de guerre contre l'Angleterre; au reste, on lui promet des renseignements plus positifs sur cette matière.

J'attendrai votre réponse aux articles de Malte et de l'accession de la Porte au traité, avant de rédiger

le nouveau projet dont il est question dans votre dépêche du 28. Ce projet ne pourrait être composé que des articles déjà arrêtés et approuvés par les deux gouvernements contenus dans le protocole du 7 pluviôse an X, et les articles de Malte, de la Porte, du Stathouder et des prisonniers, dont les trois premiers dépendent encore de votre décision. Je ne saurais donc trop insister pour que vous vouliez me le faire connaître le plus tôt possible.

Dans une de mes dépêches précédentes, j'ai eu l'honneur de vous prévenir que les ministres d'Espagne et de Batavie désirent que le traité soit rédigé et signé dans leurs langues, puisqu'il est convenu qu'il le sera en anglais. Vous me devez une réponse à cette question, sans laquelle je me croirais autorisé à condescendre aux désirs de ces deux ministres.

Le ministre anglais me dit que le roi d'Angleterre ne prendrait dans le traité d'autre titre que celui de roi des royaumes-unis de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, si le roi d'Espagne ne prenait d'autre titre que celui de roi d'Espagne et des Indes : dans le cas contraire, le roi d'Angleterre entend prendre tous ses titres, excepté celui de roi de France. J'ai témoigné à lord Cornwallis la plus parfaite indifférence sur cet article. Si l'on était d'un avis opposé, vous avez le temps de me donner vos instructions. »

« Citoyen ministre, je reçois votre lettre du 17, avec les pièces qui l'accompagnent. Je ne négligerai rien pour seconder vos vues en faveur des villes an-séatiques. Je désire beaucoup de trouver dans les mi-

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
18 fév. 1802.



nistres des puissances qui doivent concourir au traité, les mêmes bonnes dispositions qu'ils trouveront en moi dans ce qui pourra assurer une neutralité complète dans les guerres futures, à ces villes intéressantes. Je saisisrai la première occasion favorable pour connaître les intentions du ministre britannique. »

Conférence du  
18 fév. 1802.

« Les plénipotentiaires de la République Française et de S. M. Britannique s'étant réunis, lord Cornwallis a répété ce qu'il a eu l'honneur d'annoncer au citoyen Joseph Bonaparte dans la conférence du 11 de ce mois, mais qui a été omis dans le protocole de cette conférence, savoir :

Que la Porte-Ottomane ayant accédé formellement aux préliminaires de paix entre S. M. Britannique et la République Française et leurs alliés respectifs et ayant communiqué au gouvernement anglais qu'elle a refusé de ratifier le traité conclu après avoir été proposé par la France par Ali-Effendi, son ambassadeur à Paris, en conséquence, qu'elle avait nommé le même Ali-Effendi, son plénipotentiaire au congrès d'Amiens, pour concourir à la paix définitive, le gouvernement britannique devait demander que la Porte-Ottomane fût admise comme partie contractante ou comme partie accédante au traité.

Lord Cornwallis a communiqué ensuite au plénipotentiaire français, que S. M. Britannique ne saurait reconnaître le roi de Toscane, à moins que le district d'Olivenza ne soit rendu par l'Espagne au Portugal, ou que les présides ne soient restitués au

de Naples, ou enfin, que le roi de Sardaigne ne soit rétabli dans le Piémont.

Le citoyen Joseph Bonaparte s'est réservé de répondre dans une des conférences prochaines. »

Seconde conférence du 18 fév. 1802.

« Les plénipotentiaires de la République Française et de S. M. Britannique s'étant réunis, lord Cornwallis a annoncé qu'il avait communiqué à son gouvernement, l'exposé relatif à Malte, fait par le citoyen Joseph Bonaparte dans le protocole du 4 de ce mois; qu'il était chargé de dire que son gouvernement adhère toujours à l'article 4 des préliminaires, dans le sens et l'esprit dans lequel il faut qu'il soit entendu par tous ceux qui le liront, et dans lequel il fut entendu en effet par le gouvernement français lui-même, lorsque cet article fut arrêté.

Cet article dit non-seulement que Malte sera rendu à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, mais que l'île sera mise sous la garantie et la protection d'une puissance tierce.

Le mot protection, qui a été ajouté à celui de garantie, y a été inséré pour désigner une protection effective et pas idéale, et personne ne doutera qu'une protection effective ne soit nécessaire jusqu'à ce que l'Ordre soit en état de maintenir l'indépendance de l'île contre une attaque du dehors, ainsi que de soutenir contre l'opposition dangereuse qu'il a, comme qu'il aura à éprouver de la part des habitants, qui continuent toujours de manifester l'animosité la plus grande contre l'Ordre de Saint-Jean. Touchant cette opposition, le gouvernement britannique possède des

informations très positives, et lord Cornwallis a eu l'honneur d'en parler, en différentes occasions, au citoyen Joseph Bonaparte. Il est impossible que l'Ordre de Malte possède de lui-même, pendant quelque temps, une force suffisante pour ces objets. Lord Cornwallis croit donc pouvoir dire de son côté, et avec plus de raison, que de ne pas vouloir accorder à l'Ordre les moyens de prendre possession de l'île et de se maintenir dans cette possession, ce n'est pas vouloir l'exécution des préliminaires, et ce n'est pas vouloir la paix.

Dans la première conférence que lord Cornwallis a eu l'honneur d'avoir avec le citoyen Joseph Bonaparte, à Paris, le 24 novembre, ce ministre lui proposa le roi de Naples pour garant et protecteur naturel de l'île de Malte, à cause de sa suzeraineté. Des objections y ont été faites; il nomma ensuite pour garant, l'Empereur de Russie; mais il ne croyait pas qu'il fût convenable d'y laisser entrer une garnison russe. Il a fini ce jour-là par proposer une garnison napolitaine à l'île, jusqu'à ce que l'Ordre de Malte fût en état de pourvoir à sa propre sûreté, et proposa même que cette garnison serait payée conjointement par la France et l'Angleterre.

Encore dans le contre-projet de traité que le citoyen Joseph Bonaparte a transmis à lord Cornwallis, il est de nouveau proposé que l'île de Malte sera mise sous la garantie et la protection de S. M. Sicilienne. La même idée de donner une protection étrangère et temporaire à l'Ordre, a toujours été suivie par les deux parties contractantes. Il ne restait dernièrement



de différent entre elles sur cet objet, que le moyen de solder la garnison, et quoique le plénipotentiaire français ait déclaré, il y a trois semaines, que la France ne consentirait à rien payer, il n'avait pas encore déclaré que son gouvernement se départait tout-à-fait de ses premières propositions, si l'on pouvait trouver le moyen de subvenir à la dépense. Il n'a fait connaître définitivement cette résolution, que par son exposé du 4 de ce mois, où elle est prononcée d'une manière très conciliante.

Le gouvernement britannique ne peut pas cependant se désister de ses sentimens sur cette matière. Il pense toujours et il croit que toutes les puissances seront de la même opinion, qu'une garnison étrangère soit absolument nécessaire dans le commencement, pour la protection de l'île. Il doit insister sur l'établissement d'une protection de cette espèce, comme le seul moyen de pouvoir rendre l'île à l'Ordre de St-Jean-de-Jérusalem, et, par conséquent, de pourvoir à l'exécution de l'art. 4 des préliminaires.

Le gouvernement britannique doit donc adhérer à sa proposition de placer une garnison napolitaine dans l'île, ne sachant pas d'autre moyen qui puisse y être plus convenable ou qui puisse y être conduite dans le temps convenu. Si le gouvernement français y objectait encore, c'est à lui à proposer d'autres moyens praticables pour remplir l'objet des préliminaires.

En attendant, le gouvernement anglais, ne voulant s'épargner aucune peine pour tâcher d'arriver à un arrangement sur cette matière, et d'accélérer la

paix, s'est occupé à former un autre projet dans lequel le citoyen Joseph Bonaparte trouvera spécifié le point, quant à une définition de l'Ordre de Malte, qui lui a paru douteux en discutant cet objet, et dans lequel il verra adoptées presque toutes les dispositions marquées dans son projet du 18 janvier. Lord Cornwallis a l'honneur de proposer ce projet au plénipotentiaire français, comme il suit :

1° Les îles de Malte, de Gozo et de Camino, seront rendues à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem aux conditions et sous les stipulations suivantes ;

2° Les chevaliers de l'Ordre, dont les langues continueront à subsister après l'échange des ratifications du présent traité, seront invités de retourner à Malte aussitôt que l'échange aura lieu. Ils y formeront un chapitre général et procéderont à l'élection d'un grand-maitre, si ce choix n'a pas eu lieu préalablement, en conséquence de la déclaration de l'empereur de Russie, du 16 mars de l'année dernière. Il est entendu, qu'en autant qu'il soit compatible avec les dispositions marquées dans l'article 4 du présent arrangement, l'Ordre sera censé ne consister seulement de ces chevaliers qui étaient qualifiés pour voter à l'élection d'un grand-maitre, à l'époque de cette déclaration ;

3° Les forces de S. M. Britannique évacueront cette île et ses dépendances, dans les trois mois qui suivront l'échange des ratifications. A cette époque, elle sera remise à l'Ordre dans l'état où elle se trouvera pourvu que le grand-maitre ou des commissaires pleinement autorisés suivant les statuts de l'Ordre

soient dans l'île pour en recevoir la possession, et que la force provisoire que fournira S. M. Sicilienne, soit actuellement arrivée à Malte ;

4° Les parties contractantes étant d'accord de discontinuer les langues française et anglaise, il sera établi une langue maltaise, qui sera entretenue par les revenus territoriaux et les droits commerciaux de l'île. Il sera annexé à cette langue, des dignités spécifiques, avec des appointements compétents et une auberge ; il ne sera exigé, aux chevaliers de cette langue, autre qualification que celle de noblesse actuelle. Ils pourront tenir des situations quelconques dans l'Ordre, et ils jouiront de tous les privilèges dont jouissent les chevaliers des autres langues. Les habitants natifs de Malte, seront admis à tous les emplois municipaux d'administration et autres, sous le gouvernement de l'île. »

« Citoyen, j'ai reçu vos dépêches du 17; elles ont été mises aussitôt sous les yeux du premier Consul. Il a considéré qu'elles renfermaient trois objets spéciaux sur lesquels vous aviez besoin d'une décision, savoir : les articles de Malte, l'accession demandée de la Porte-Ottomane et la reconnaissance de quelques États d'Italie.

Par rapport à Malte, le premier Consul a pensé que non-seulement il n'y avait pas d'inconvénient à dire qu'il n'y aurait dans l'Ordre de Saint-Jean, ni langue de France, ni d'Angleterre, mais qu'encore, on pourrait convenir qu'aucun sujet des deux puissances ne pouvait être considéré comme chevalier de

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
18 fév. 1802.



Malte, et que ceux d'entre eux qui portent la croix, seraient tenus d'y renoncer; ce qui pourrait s'expliquer au traité, par l'intention où seraient les puissances contractantes de placer l'Ordre dans la plus parfaite indépendance à leur égard.

Quant aux langues d'Aragon et de Castille, il faut bien se garder aussi de les nommer, puisque la cour d'Espagne paraît en disposition de s'emparer de leurs biens; ce qu'il faut peut-être apprendre au plénipotentiaire espagnol.

Pour ce qui concerne les Barbaresques, nommés dans l'article 9 proposé, il faut insister sur le concert à établir pour les forcer de renoncer à leur état habituel d'hostilités; et le premier Consul désire que vous fassiez insérer, à cet égard, au protocole, une note de la teneur suivante :

« Le soussigné est chargé d'insister sur la proposition qu'il a faite, tendant à ce que les quatre parties contractantes s'entendent pour mettre fin aux brigandages que les Barbaresques exercent dans la Méditerranée à la honte de l'Europe et des temps modernes.

« La seule notification qui leur serait faite à cet égard de la volonté des puissances contractantes, donnerait la paix au commerce des États-Unis, du Portugal, du roi de Naples et de tous les autres États d'Italie; et, si quelque nation avait à redouter la concurrence qui deviendrait plus grande dans le commerce de la Méditerranée, ce sont, sans doute, la France et l'Espagne, qui, tant par leur position que par leurs rapports particuliers avec

les Barbaresques, ont, dans tous les temps, le plus  
 » de sécurité et d'avantages dans ce commerce ; ce  
 » sont donc elles qui feraient le plus grand sacrifice.  
 » Mais, dans une question qui intéresse la morale  
 » politique et la dignité des nations européennes,  
 » pourrait-on se conduire uniquement par des motifs  
 » d'intérêt personnel ? Dieu a donné la force aux  
 » puissances comme aux individus, pour protéger le  
 » faible : il serait consolant et glorieux de voir  
 » qu'une guerre, qui a produit tant de calamités, se  
 » terminât du moins par un grand acte de bienveil-  
 » lance envers toutes les nations commerçantes.

» Cette question se lie d'ailleurs à celle de Malte,  
 » et n'en peut être séparée ; car, si les parties con-  
 » tractantes ne prennent pas sur elles de mettre un  
 » terme aux hostilités barbaresques, il serait vrai de  
 » dire que l'Ordre de Saint-Jean ne peut pas, sans  
 » manquer à son engagement primitif et sans encou-  
 » rir la perte de tous ses biens, cesser lui-même  
 » d'être en guerre avec les Barbaresques. Les hom-  
 » mes généreux qui ont fondé les commanderies, ne  
 » l'ont fait que pour protéger les chrétiens contre  
 » la piraterie des Barbaresques ; et tous les publi-  
 » cistes de l'Europe seraient d'accord que l'Ordre de  
 » Malte, renonçant à remplir ce devoir et trahis-  
 » sant ainsi le but de son institution, il perdrait ses  
 » droits et la possession des biens qui lui ont été con-  
 » cédés pour ce seul usage. »

Je poursuis la discussion sur les articles proposés  
 par rapport à Malte.

L'article 12 est inadmissible , nous ne pouvons



employer ce mot de suzeraineté, qui tient au système féodal que nous ne reconnaissons plus. Il faudrait donc au moins chercher un autre mot. Mais si on reconnaît la supériorité de Naples, ne faudrait-il pas reconnaître aussi celle du Pape ? N'y aurait-il pas quelque chose de choquant à ce qu'un Ordre, composé d'Espagnols, d'Allemands, d'Italiens, reconnût la suzeraineté du roi de Naples ? Lors donc qu'on serait d'accord sur l'emploi des troupes napolitaines pour la garnison de Malte, il faudrait retrancher du traité cette déclaration de suzeraineté tout-à-fait convenable.

Ou l'ordre de Saint-Jean peut exister, ou il ne le peut pas ; s'il le peut, comment concevoir qu'il faille trois ans au lieu de six mois pour organiser huit cents hommes qui sont nécessaires et qui, avec quatre cents cavaliers et six cents hommes que l'on peut lever dans le pays même, suffiraient pour mettre la place dans une position raisonnable.

Si l'Ordre ne peut pas subsister, c'est-à-dire si les puissances à qui sont les différentes langues, n'y adhèrent pas, trois ans n'y suffiront pas. Nous croyons donc que l'Angleterre pourrait garder cette île, six mois encore après la signature du traité ; bien entendu que, de notre côté, nous y garderions nos positions à Otrante, et qu'à cette époque, l'Angleterre céderait Malte aux chevaliers et à une garnison de mille Napolitains, qui ne pourrait pas rester dans l'île au-delà d'un an après la ratification du traité, et qui, d'ailleurs, serait exclusivement composée de troupes anciennes, nationales, et sans mélange d'au-

eun étranger. Il y aurait encore un meilleur moyen d'arranger tout cela : ce serait de faire lever en Suisse , aux frais des deux puissances , un bataillon suisse de mille hommes , dont les officiers , nommés par le landamman actuel , seraient pris parmi ceux qui ont servi autrefois en Hollande , en Espagne , en Sardaigne , mais qui n'ont pas porté les armes dans la présente guerre. Ce bataillon formerait la garnison supplémentaire et provisoire de Malte ; mais il serait convenu qu'il ne serait soldé par la France et l'Angleterre que pour le terme d'un an , après les ratifications échangées. Insistez fort sur cette idée , qui paraît de tout point la meilleure , et déclarez formellement que , si on la rejette et qu'on persiste à demander des troupes napolitaines , les conditions ci-dessus sont de rigueur , surtout celle qui établit que la France n'entend rien payer pour l'entretien desdites troupes , et qu'elles ne doivent séjourner à Malte que pendant une année au plus.

Touchant l'accession demandée à la Porte-Ottomane au traité , le premier Consul vous recommande de faire insérer au protocole la note suivante :

« Les préliminaires de paix ont été signés entre la  
 » France et la Porte. Ils ont été notifiés par celle-ci ,  
 » avec cette simple restriction , conçue en ces termes :  
 » autant qu'ils ne seraient contraires au traité de  
 » Londres. Comme ils ne sont pas contraires à ce  
 » traité , nous les regardons comme simplement ra-  
 » tifiés. Sur ces entrefaites , un colonel français étant  
 » arrivé à la Porte , a déjoué des intrigues subal-  
 » ternes , et le Grand-Seigneur , dans une lettre au



» premier Consul, lui a témoigné le désir de traiter  
» directement avec la France et de convertir en  
» traité définitif les articles préliminaires. En consé-  
» quence, l'ambassadeur de la Porte à Paris a reçu  
» les pleins pouvoirs et les instructions nécessaires.  
» Cet ambassadeur a été présenté au premier Con-  
» sul, et lui a paru convaincu que la Porte sentait  
» que la France lui était aujourd'hui nécessaire;  
» qu'il était prêt à signer la paix définitive, mais qu'il  
» devait, par honnêteté et déférence, en prévenir le  
» ministre anglais. Le premier Consul a consenti à ce  
» que le ministre ottoman écrivit sur-le-champ au  
» ministre anglais pour lui faire part de cette dé-  
» marche, et la paix définitive sera conclue avec la  
» France. Toute paix qui ne serait pas faite directe-  
» ment entre deux aussi grandes puissances que la  
» Porte et la France, pourrait être une trêve, mais  
» ne serait pas chimérique. Il est, dans le système  
» diplomatique, deux espèces d'alliances : l'alliance  
» naturelle et l'alliance accidentelle. L'alliance de  
» l'Angleterre avec la Porte n'étant qu'accidentelle,  
» la France a dû stipuler dans les préliminaires la  
» cessation des hostilités ; mais les arrangements  
» particuliers doivent être directement traités. Agir  
» autrement, ce serait mettre ces deux puissances au  
» second ordre, et l'une et l'autre sont au rang des  
» puissances du premier ordre. »

Tout ce dont peut assurer le plénipotentiaire fran-  
çais, c'est 1° qu'il n'y aura dans ce traité aucun ar-  
ticle secret ; 2° qu'il sera entièrement basé sur les  
préliminaires. Toute autre prétention ne serait pas

raisonnable de la part de S. M. B. , pareillement pour ce qui regarde la reconnaissance du roi d'Etrurie et des Républiques d'Italie. Vous ferez insérer au protocole la note suivante.

Le premier Consul se persuade, Citoyen, que ces nouvelles directions seront entièrement suffisantes et que vous pourrez, d'après elles, rédiger sans délai le projet de traité et la note que je vous ai demandé par ma dépêche du 17. Par celle du 16, je vous ai fait connaître qu'il n'y avait pas d'inconvénient à admettre la demande des ministres espagnol et batave, pour qu'il y eût une expédition du traité dans leur langue. »

« Les plénipotentiaires de la République Française et de Sa Majesté Britannique, s'étant réunis, le citoyen Joseph Bonaparte a demandé l'insertion au protocole de la note suivante, en réponse à l'exposé fait par lord Cornwallis dans la note d'hier.

Conférence du  
19 fév. 1802.

Le soussigné a relu avec une extrême attention toutes les pièces de la négociation, sans découvrir aucune trace de la proposition qui aurait été faite par la France de la remise de l'île de Malte aux troupes de Sa Majesté Sicilienne.

L'article 4 des préliminaires ne peut être interprété de cette manière.

Lorsque le soussigné eut pour la première fois l'honneur de voir lord Cornwallis à Paris, le 24 brumaire, il était loin de penser que leurs félicitations réciproques sur la facilité de terminer la mission qui leur était confiée, pussent être regardées comme des



propositions et des plans de traité. Il n'avait pas encore alors reçu ses pouvoirs. Ce ne fut que le 21 novembre qu'ils lui furent remis, et le 5 décembre seulement ils ont été communiqués au ministre britannique. Celui-ci, au contraire, arrivait à Paris muni des instructions de son gouvernement.

Dès la première visite il parla de Malte comme d'un article embarrassant, quoique l'on fût convenu qu'il y aurait dans cette île une garnison composée de troupes d'une puissance tierce jusqu'à ce que l'Ordre eût le temps d'organiser sa force armée.

L'Espagne parut à lord Cornwallis inadmissible comme puissance garante, à cause de son alliance avec la France.

La Russie sembla trop éloignée et Naples trop faible. Le plénipotentiaire anglais parlant toujours d'une garnison à fournir par la puissance garante comme d'une base convenue, observa que Naples ne pourrait pas en supporter les frais. Il est possible que le sous-signé ait ajouté qu'une considération de cette espèce ne pourrait pas arrêter deux puissances comme la France et l'Angleterre. Au reste, la discussion réelle de ces objets fut remise au temps où la négociation serait entamée.

Dans les conférences qui ont eu lieu à Amiens, dans les protocoles, dans le projet de traité du 14 nivôse, le sous-signé n'a jamais énoncé une idée qui ait pu faire penser que son gouvernement consentirait à ce que l'île de Malte fût remise aux troupes napolitaines pour être gardée par elles durant trois ans. Il a proposé au contraire, dans le protocole du 13 janvier, de



mettre Malte sous la protection et garantie des principales puissances de l'Europe qui auraient fourni chacune 200 hommes. Cette île se serait ainsi trouvée gardée par 4,200 hommes de bonnes troupes, qui auraient été soldées par l'Ordre, lord Cornwallis ayant lui-même observé que les revenus des commanderies, mis en réserve, pourraient en donner les moyens.

L'écrit anonyme qui a été remis au soussigné de la part de lord Cornwallis, ne porte aucun caractère d'authenticité; il paraît rédigé par des mécontents; ce n'est pas le langage des habitants de Malte, d'un pays qui n'est quelque chose que par l'Ordre. Lorsqu'ils connaîtront les articles du traité qui les concernent, ils seront charmés du rétablissement à Malte d'un Ordre dont ils deviendront partie intégrante.

En admettant que les circonstances exigent une garnison provisoire et intermédiaire pour occuper Malte depuis le moment où les forces britanniques l'évacueront jusqu'à celui où l'Ordre aura formé un corps composé de Maltais et d'étrangers, il est toujours démontré que l'on doit s'écarter le moins possible de l'article 4 des préliminaires qui veut que l'île soit rendue à l'Ordre.

Cet article prévoit la nécessité d'une puissance garante et protectrice; les moyens d'exécution sont abandonnés à la sagesse et à la bonne foi des deux gouvernements; ils doivent faire tout pour que Malte soit à l'Ordre, et rien au-delà, rien de ce qui pourrait restreindre ses prérogatives, rien de ce qui, au lieu d'offrir un protecteur aux chevaliers, semblerait leur

donner un maître ou diminuerait l'influence qu'ils doivent avoir à Malte.

Le gouvernement français donne par son projet pour protecteurs à l'Ordre, l'Angleterre, l'Autriche, l'Espagne, la Russie, la Prusse. Il était difficile que l'Ordre fût relevé avec plus d'éclat et fût plus efficacement protégé. Pourquoi une garnison de 2,000 Napolitains pendant trois ans? Serait-ce contre des ennemis extérieurs. La protection des six puissances nommées plus haut est sans doute suffisante.

Serait-ce contre les Maltais? L'Ordre en sera aimé; si les stipulations du traité sont remplies, ce sera la meilleure défense intérieure qu'on puisse lui donner.

Mais en convenant de la nécessité d'une garnison, ne fût-ce que pour la sûreté et la police intérieure, faut-il donc trois ans pour former un corps de 1,000 hommes qui, réunis à 400 chevaliers et à 6,000 Maltais, seront plus que suffisants.

Aujourd'hui que l'on a admis le projet de déléguer la protection et la garantie de l'Ordre aux grandes puissances, sera-t-il fort important, fort convenable, que le roi de Naples tienne garnison à Malte pendant trois ans? Les protecteurs, les protégés, le grand maître enfin (de quelque nation qu'il soit), aimeront-ils beaucoup à voir l'Ordre gardé par les troupes du seul prince qui ait des prétentions à faire valoir sur Malte.

Ne serait-il pas plus conforme aux préliminaires, aux convenances, s'il est reconnu qu'il faille une force étrangère à Malte, de faire lever un corps de 1,000 Suisses, dont les officiers, nommés par le lan-

damman actuel, seraient choisis parmi ceux qui n'ont pas porté les armes dans la présente guerre? ils finiront par se fixer à Malte loin de toute influence étrangère; dépendants du grand-maître seul, ils seraient réellement les soldats de l'Ordre, et Malte deviendrait pour eux une seconde patrie. L'Ordre aurait donc tout à gagner en considération et en indépendance, avec une garnison composée de chevaliers, de Maltais et d'un corps suisse tel que les autres puissances en ont à leur solde.

Il résulte des observations ci-dessus, que la France n'a jamais consenti à ce que les troupes napolitaines fussent installées à Malte, et à plus forte raison, que l'île fût remise à Sa Majesté Sicilienne qui fournirait la force nécessaire pour former, conjointement avec les forces maltaises, la garnison des forts principaux pendant l'espace de trois ans.

C'est ce qui a été proposé par lord Cornwallis dans la conférence du 13 janvier.

Le gouvernement français, d'après la persévérance de celui de l'Angleterre à prolonger pendant trois années le séjour d'une garnison étrangère dans Malte, et à remettre cette île de la manière la plus formelle, non pas à l'Ordre, mais à S. M. Sicilienne, a dû penser et a été bien fondé à dire que l'on s'écartait des préliminaires, et l'on sait qu'ils sont les bases de la paix.

Si ce langage a paru moins conciliant, ce n'est pas que les dispositions soient changées; mais lorsque dans une discussion l'on a épuisé tous les arguments sans pouvoir se convaincre, il est impossible, d'après



la marche naturelle du raisonnement, que chacune des parties ne conclût, que l'autre renonce à toute espèce d'arrangement.

Si l'intention du gouvernement anglais est de maintenir l'Ordre de St-Jean et l'île de Malte dans une entière indépendance (comme le soussigné aime à se le persuader), il espère que le projet suivant, dans lequel il s'est attaché à éloigner toute influence étrangère, obtiendra l'approbation de lord Cornwallis.

Ce projet est sans contredit préférable sous tous les points de vue à ceux qui ont été présentés jusqu'ici.

Le soussigné ne peut assez insister sur son adoption. Si cependant le projet qui établit une garnison napolitaine à Malte, était irrévocablement adopté par le gouvernement britannique, le soussigné, pour hâter le moment de la pacification, consentirait à l'adopter tel qu'il se trouve rédigé à la suite de cette note.

Lord Cornwallis verra dans les deux versions du projet relatif à Malte, l'application des principes que le soussigné vient de développer.

Il est encore chargé d'insister sur l'insertion au traité de l'article relatif aux Barbaresques, tel qu'il se trouve dans son projet, et sur le concours des puissances contractantes pour mettre fin aux hostilités que les Barbaresques exercent dans la Méditerranée à la honte de l'Europe et des temps modernes.

La seule notification qui leur serait faite à cet égard de la volonté des puissances contractantes, donnerait la paix au commerce des Etats-Unis, du Portugal, du roi de Naples, et de tous les autres Etats

d'Italie; et si quelques nations avaient à redouter la concurrence, qui deviendrait plus grande dans le commerce de la Méditerranée, ce serait sans doute la France et l'Espagne qui, tant par leur position que par leurs rapports particuliers avec les Barbaresques, ont, dans tous les temps, le plus de sécurité et d'avantages dans ce commerce. Ce sont donc elles qui feraient le plus grand sacrifice.

Mais dans une question qui intéresse la morale politique et la dignité des nations européennes, pourrait-on se conduire uniquement par des motifs d'intérêt personnel.

La force est donnée aux puissances, comme aux individus, pour protéger le faible. Il serait consolant et glorieux de voir qu'une guerre qui a produit tant de calamités, se terminât, du moins, par un grand acte de bienveillance envers toutes les nations commerçantes.

Cette question se lie d'ailleurs à celle de Malte, et n'en peut être séparée; car si les parties contractantes ne prennent pas sur elles de mettre un terme aux hostilités des Barbaresques, il serait vrai de dire que l'Ordre de St-Jean ne peut pas, sans manquer à son engagement primitif et sans encourir la perte de ses biens, cesser lui-même d'être en guerre avec les Barbaresques.

Les hommes généreux qui ont fondé les commanderies, ne l'ont fait que pour protéger les chrétiens contre les pirateries des Barbaresques, et tous les publicistes de l'Europe seraient d'accord que l'Ordre de Malte, renonçant à remplir ce devoir et oubliant



ainsi le but de son institution, perdrait ses droits à la possession des biens qui lui ont été concédés pour ce seul usage.

Lord Cornwallis s'est réservé de répondre dans une des prochaines conférences.

Page 268  
Bibli. note de  
la conférence  
générale.

ART. 1<sup>er</sup> Les îles de Malte, de Gaza et de Camino seront rendues à l'Ordre de St-Jean-de-Jérusalem aux conditions suivantes :

( Variante de l'article 1<sup>er</sup> ) Les îles de Malte, de Gaza et de Camino, seront rendues à l'Ordre de St-Jean-de-Jérusalem pour être par lui tenues aux mêmes conditions auxquelles il en jouissait avant la guerre et sous les stipulations suivantes.

ART. 2. Les chevaliers de cet Ordre sont invités à retourner à Malte aussitôt que l'échange des ratifications du présent traité aura eu lieu. Ils y formeront un chapitre général, et procéderont à l'élection d'un grand-maitre si elle n'a pas été faite préalablement.

ART. 3. La France et l'Angleterre, voulant placer l'Ordre de St-Jean dans la plus parfaite indépendance à leur égard, conviennent : 1<sup>o</sup> qu'il n'y aura plus de langue française ni anglaise : 2<sup>o</sup> que nul individu appartenant à l'une ou à l'autre puissance, ne pourra y être admis ni même continuer à faire partie de cet Ordre.

ART. 4. Les forces de S. M. Britannique évacueront cette île et ses dépendances dans les trois mois qui suivront l'échange des ratifications. A cette époque, elle sera remise à l'Ordre dans l'état où elle se

trouve, pourvu que le grand-maitre, ou des commissaires pleinement autorisés suivant les anciens statuts, soient dans l'île pour en prendre possession, et que la force ci-après stipulée y soit arrivée.

ART. 5. Il sera levé aux frais de la France et de l'Angleterre, un corps de mille Suisses dont les officiers seront nommés par le landamman actuel ; ils seront choisis parmi ceux qui ont servi autrefois en Hollande, en Espagne, en Sardaigne, et qui n'ont pas porté les armes dans la présente guerre ; ils se rendront à Malte, dont les fortifications leur seront confiées par le grand-maitre ou son représentant ; ils seront soldés par la France et l'Angleterre pendant un an à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité. Après cette époque, ce corps passera à la solde de l'Ordre ; il se recrutera de Maltais et d'habitants des pays qui conservent des langues à Malte.

ART. 6. Il sera établi une langue maltaise qui sera entretenue par les revenus territoriaux et les droits commerciaux de l'île. Cette langue aura des dignités, des traitements et une auberge à l'instar des autres ; néanmoins les preuves de noblesse ne seront pas de rigueur pour l'admission des chevaliers de ladite langue. Ils seront d'ailleurs admissibles à toutes les charges et tous privilèges, comme les chevaliers des autres langues. Les emplois municipaux, administratifs, et autres civils et judiciaires à la nomination du gouvernement de l'île, seront occupés (au moins pour moitié) par des habitants natifs de Malte.

ART. 7. La moitié de la garnison, pour le moins,

devra toujours être composée de Maltais, à l'exception du cas prévu par l'article 5; pour le restant, l'Ordre aura la faculté de recruter parmi les natifs des pays seuls qui continuent de posséder des langues. Les troupes maltaises auront des officiers maltais; le commandement en chef de toute la garnison de l'île, ainsi que la nomination des officiers, appartiendront au grand-maitre de l'Ordre.

ART. 8. L'indépendance des îles de Malte, de Gazo et de Camino, ainsi que le présent arrangement, sont mis sous la protection et garantie de la France, de la Grande-Bretagne, l'Autriche, l'Espagne, la Russie et la Prusse.

ART. 9. La neutralité permanente de l'Ordre de Malte est proclamée.

ART. 10. Les ports de Malte seront ouverts au commerce et à la navigation de toutes les nations qui y paieront des droits égaux et modérés. Ces droits seront appliqués à l'entretien de la langue maltaise, à celui des établissemens civils et militaires de l'île, ainsi qu'à celui d'un lazaret général ouvert à tous les pavillons.

ART. 11. Les puissances barbaresques sont les seules exceptées des dispositions des deux articles précédents, jusqu'à ce qu'elles aient elles-mêmes renoncé à leur système d'hostilités habituelles. Dans ce cas, les puissances contractantes s'engagent à les faire jouir dans Malte, des mêmes droits que toutes les autres nations.

ART. 12. L'Ordre sera régi, quant au spirituel et au temporel, par les mêmes statuts qui étaient en vi-



gueur lorsque les chevaliers sont sortis de l'île, autant qu'il n'y est pas dérogé par le présent.

ART. 13. Les dispositions énoncées aux articles 4, 5, 7, 8 et 10, seront converties en lois et statuts perpétuels de l'Ordre, dans la forme usitée, et le grand-maitre, ainsi que ses successeurs, seront tenus de les faire observer ponctuellement.

ART. 14. Les différentes puissances spécifiées dans l'article 6, seront invitées à accéder aux présentes stipulations.

ART. 1<sup>er</sup>. Les îles de Malte, de Gaza et de Camino seront rendues à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem aux conditions suivantes.

Autre projet  
sur Malte.

(*Variante de l'article premier.*) ART. 1<sup>er</sup>. Les îles de Malte, de Gaza et de Camino, seront rendues à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, pour être, par lui, tenues aux mêmes conditions auxquelles il en jouissait avant la guerre, et sous les stipulations suivantes.

ART. 2. Les chevaliers de l'Ordre sont invités à retourner à Malte aussitôt que l'échange des ratifications du présent traité aura lieu. Ils y formeront un chapitre général, et procéderont à l'élection d'un grand-maitre si elle n'a pas été faite préalablement.

ART. 3. La France et l'Angleterre voulant placer l'Ordre de Saint-Jean dans la plus parfaite indépendance à leur égard, conviennent : 1° qu'il n'y aura pas de langue française ni anglaise ; 2° que nul individu appartenant à l'une ou l'autre puissance, ne

pourra y être admis, ni même continuer à faire partie de cet Ordre.

ART. 4. Les forces de S. M. Britannique évacueront cette île et ses dépendances dans les trois mois qui suivront l'échange des ratifications; à cette époque, elle sera remise à l'Ordre dans l'état où elle se trouve, pourvu que le grand-maître, ou des commissaires pleinement autorisés suivant les anciens statuts, soient dans l'île pour en prendre possession, et que la force provisoire ci-après stipulée y soit arrivée.

ART. 5. Il sera établi une langue maltaise, qui sera entretenue par les revenus territoriaux et les droits commerciaux de l'île. Cette langue aura des dignités, des traitements et une auberge à l'instar des autres; néanmoins les preuves de noblesse ne seront pas de rigueur pour l'admission des chevaliers de ladite langue. Ils seront d'ailleurs admissibles à toutes les charges et tous privilèges comme les chevaliers des autres langues. Les emplois municipaux, administratifs et autres, civils ou judiciaires, à la nomination du gouvernement de l'île, seront occupés (au moins pour moitié) par des habitants natifs de l'île de Malte.

ART. 6. La moitié de la garnison, pour le moins, devra toujours être composée de Maltais natifs; pour le restant, l'Ordre aura la faculté de recruter parmi les natifs des pays seuls qui continuent de posséder des langues. Les troupes maltaises auront des officiers maltais; le commandement en chef de toute la garnison de l'île, ainsi que la nomination des offi-



ciers, appartiendront au grand-maître de l'Ordre.

ART. 7. L'indépendance des îles de Malte, de Gozo et Camino, ainsi que le présent arrangement, sont mis sous la protection et la garantie de la France, de la Grande-Bretagne, l'Autriche, l'Espagne, la Russie et la Prusse.

ART. 8 La neutralité permanente de l'Ordre de Malte est proclamée.

ART. 9. Les ports de Malte seront ouverts au commerce et à la navigation de toutes les nations qui y payeront des droits égaux et modérés. Ces droits seront appliqués à l'entretien de la langue maltaise, à celui des établissements civils et militaires de l'île, ainsi qu'à celui d'un lazaret général ouvert à tous les pavillons.

ART. 10. Les puissances barbaresques sont seules exceptées des dispositions des deux articles précédents, jusqu'à ce qu'elles aient elles-mêmes renoncé à leur système d'hostilités habituelles. Dans ce cas, les puissances contractantes s'engagent à les faire jouir, dans Malte, des mêmes droits que toutes les autres nations.

ART. 11. L'Ordre sera régi, quant au spirituel et au temporel, par les mêmes statuts qui étaient en vigueur lorsque les chevaliers sont sortis de l'île, autant qu'il n'y est pas dérogé par le présent.

ART. 12. Les dispositions énoncées aux articles 4, 5, 7, 8 et 10, seront converties en lois et statuts perpétuels de l'Ordre, dans la forme usitée; et le grand-maître, ainsi que ses successeurs, seront tenus de faire serment de les observer ponctuellement.

ART. 13. S. M. Sicilienne fournira un corps de mille hommes, pour servir de garnison à Malte; ce corps y restera un an, à dater de l'échange des ratifications du présent traité. Il ne pourra être composé que d'anciens soldats, natifs des États de S. M. Sicilienne.

ART. 14. Les différentes puissances ci-dessus spécifiées dans l'article 7, seront invitées à accéder aux présentes stipulations. »

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
21 fév. 1802.

« Citoyen ministre, je n'ai pas encore reçu de réponse à mes dépêches du 18; je me détermine à vous adresser le projet du traité définitif, que je crois pouvoir être convenablement souscrit par toutes les parties. J'ai laissé en blanc l'article de Malte, que vous devez avoir reçu avec ma dépêche du 18, et sur lequel j'attends votre réponse avec beaucoup d'impatience. Il n'est pas non plus question, dans ce projet, de la Porte-Ottomane, ni comme partie contractante, ni comme partie accédante; je rédigerai cet article lorsque je connaîtrai la volonté du gouvernement.

La note qui devra accompagner ce projet sera très courte; je ne puis la rédiger que lorsque je saurai quel parti vous aurez pris sur Malte et la Porte-Ottomane. »

Conférence du  
21 fév. 1802.

Les plénipotentiaires de la République Française et de S. M. Britannique, s'étant réunis, le citoyen Joseph Bonaparte a demandé l'insertion au protocole de la note suivante, en réponse à la déclaration de lord Cornwallis, contenue dans le protocole de la



conférence du 18 février, relativement à la Porte-Ottomane. Les préliminaires de paix ont été signés entre la France et la Porte; ils ont été ratifiés par celle-ci, avec cette simple restriction, conçue en ces termes, autant qu'ils ne seraient pas contraires au traité de Londres. Comme ils ne sont pas contraires à ce traité, le gouvernement français les regarde comme simplement et duement ratifiés.

Le Grand-Seigneur, dans une lettre au premier Consul, lui a témoigné le désir de traiter directement avec la France et de convertir en traité définitif les articles préliminaires. En conséquence, l'ambassadeur de la Porte à Paris, a reçu les pleins pouvoirs et les instructions nécessaires. Cet ambassadeur a été présenté au premier Consul et lui a paru convaincu que la France lui était aujourd'hui nécessaire; qu'il était prêt à signer la paix définitive, mais qu'il devait, par honnêteté et déférence, en prévenir le ministre anglais.

Le premier Consul a consenti à ce que le ministre ottoman écrivit sur-le-champ au ministre anglais, pour lui faire part de cette démarche, et la paix définitive sera conclue avec la France. Toute paix directement entre deux aussi grandes puissances que la Porte et la France, pourrait être une trêve, mais ce ne serait que chimérique.

Il est, dans le système diplomatique, deux espèces d'alliance : l'alliance naturelle et l'alliance accidentelle; l'alliance de l'Angleterre avec la Porte n'étant qu'accidentelle, la France a dû stipuler dans les préliminaires la cessation des hostilités; mais les arran-

gements particuliers doivent être directement traités. Agir autrement, ce serait mettre ces deux puissances au rang des puissances de second ordre, et l'une et l'autre sont au rang des puissances de premier ordre.

Tout ce dont peut assurer le plénipotentiaire français, c'est : 1<sup>o</sup> qu'il n'y aura dans ce traité aucun article secret ; 2<sup>o</sup> qu'il sera entièrement basé sur les préliminaires. Toute autre prétention ne serait pas raisonnable.

En réponse à la déclaration du ministre anglais, relativement au roi d'Etrurie, contenue dans le même protocole, et aux déclarations verbales qu'il lui a faites précédemment sur la République d'Italie, le citoyen Joseph Bonaparte a annoncé qu'il avait fait connaître à son gouvernement, la répugnance qu'avait S. M. Britannique à reconnaître le roi d'Etrurie et la République de Gènes.

La reconnaissance de ces puissances par S. M. Britannique, n'étant d'aucun avantage pour la République Française, le plénipotentiaire français n'y insistera pas davantage. Je désire cependant que les observations qu'il va faire soient prises en grande considération par le cabinet britannique.

Le système politique de l'Europe est fondé sur l'existence et la reconnaissance de toutes les puissances qui partagent son vaste et beau territoire. Si S. M. Britannique refuse de reconnaître trois puissances qui tiennent une place aussi distinguée, elle renonce donc à prendre aucun intérêt aux peuples qui composent ces trois États. Cependant, comment



admettre l'hypothèse que le commerce anglais soit indifférent au commerce de Gènes, de Livourne, des bouches du Pô et de la République Italienne ; et si son commerce souffre des entraves dans ces trois États, à qui S. M. Britannique aura-t-elle à s'en plaindre ? La réciprocité qu'elle pourrait exercer était nulle, puisque les États de Gènes, de Toscane et de la République Italienne ne font aucune espèce de commerce en Angleterre, mais sont des débouchés utiles et même nécessaires au commerce anglais, et si ces trois puissances, frappées de voir qu'elles ne sont pas reconnues par les grandes puissances, font des changements dans leur organisation et cherchent un refuge dans une incorporation à une grande puissance continentale, S. M. Britannique refuse donc aussi le droit de s'en plaindre, et cependant elle ne le verrait pas avec indifférence. On se plaint quelquefois de l'extension continentale de la République Française, et comment ne l'augmenterait-elle pas nécessairement, lorsque les grandes puissances mettent les petites puissances italiennes dans la nécessité de chercher refuge et protection dans la France ? La République Cisalpine, reconnue par le traité de Campo-Formio, par l'Empereur, ne put jamais cependant obtenir que son ministre fût reçu à Vienne, elle continua à être traitée par ce prince comme si le traité de Campo-Formio n'eût jamais existé. Alors, sans doute, vu que la paix générale n'était pas faite, la cour de Vienne regardait son traité comme une trêve ; mais aujourd'hui que la paix générale est faite, si ces puissances restent incertaines de voir leur indépendance



reconnue, elles craindraient de voir se renouveler la déconsidération qu'elles ont déjà éprouvée, et sentiraient la nécessité de se serrer davantage au peuple français. Le même principe qui a fait que la France a évacué les trois quarts des conquêtes qu'elle avait faites, a dicté au premier Consul la conduite de ne se mêler des affaires de ces petites puissances, qu'autant qu'il le fallait pour y rétablir l'ordre et y fonder une organisation stable. La modération aurait-elle donc à combattre des mesures, nous le disons avec franchise, fausses et mal calculées des autres puissances, ou bien ne considérerait-on la paix que comme une trêve? Perspective affligeante, décourageante pour l'homme de bien, mais qui aurait pour effet infailible de produire des résultats que l'on ne saurait calculer.

Lord Cornwallis s'est réservé de communiquer cette réponse à son gouvernement. »

Joseph & Talley-  
rand, Ambass.  
23 déc. 1802.

« Citoyen ministre, vous trouverez ci-joint, copie du protocole du 18, contenant un long exposé de lord Cornwallis, qui a nécessité une réponse aussi longue, dans laquelle j'ai fait entrer les deux projets sur Malte.

Lord Cornwallis croit que son gouvernement aura de la répugnance à conserver la garnison anglaise à Malte, au-delà de trois mois, puisque les troupes françaises resteront pendant ce temps à Otrante; ce qui ne peut pas convenir à S. M. Que cependant la levée d'un corps de mille Suisses et son transport exigeraient plus de trois mois dans les circonstances actuelles;

qu'ainsi on pourrait faire occuper les fortifications de Malte par mille ou deux mille Napolitains, dans les trois mois de l'échange des ratifications. Les Napolitains seront remplacés dans un an, à dater de la même époque, par un corps de mille Suisses, composé comme il est dit dans le projet que j'ai présenté, levé et transporté à Malte, aux frais de la France et de l'Angleterre; il serait mis aussitôt à la solde de l'Ordre. Lord Cornwallis espère être autorisé à souscrire ce projet, si j'attendais de mon côté la même autorisation. Il serait bien entendu que les Anglais solderaient les Napolitains pendant les six mois qu'ils resteraient dans Malte, et que la levée et le transport des mille Suisses seulement, seront aux frais de la France et de l'Angleterre.

Vous trouverez le protocole du 21 février, il contient mes réponses sur les demandes du ministre anglais, relatives à la Porte-Ottomane et la reconnaissance des puissances d'Italie.

La variante que vous trouverez à l'article premier de chacun des projets sur Malte, a été consentie par moi sous la condition qu'elle se dispenserait de parler de la suzeraineté du roi des Deux-Siciles et des serments exigés par le projet anglais. »

« Citoyen, j'ai reçu vos numéros 35 et 36. Le projet de traité que vous avez transmis est resté pendant deux jours sous les yeux du premier Consul; il en a examiné successivement toutes les stipulations, il en a parfaitement approuvé la plus grande partie et il me charge de vous le faire repasser avec quelques légères

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
24 fév. 1802.

variations qui ne pourront donner lieu à aucune difficulté. Elles ne portent d'ailleurs que sur l'article de Malte et sur celui du prince d'Orange.

Sur l'article de Malte on adopte votre premier paragraphe, tel que vous l'avez rédigé dans votre protocole du 19, pour qu'il dispense de parler de la suzeraineté de Naples. On abrège la rédaction du quatrième paragraphe; on ajoute une clause de précaution au cinquième; on propose la rédaction du neuvième de manière à indiquer que les parties contractantes s'occuperont immédiatement d'amener les puissances barbaresques à la cessation de leurs hostilités; mais si ce concert paraissait trop exprimé, on consentirait à l'article tel que vous le proposez dans le protocole du 19.

Pareillement, pour le douzième paragraphe, on établit la rédaction dans le sens que la garnison provisoire de Malte sera formée de Suisses; cependant vous êtes autorisé, si vous le jugez absolument nécessaire, à consentir qu'elle soit formée de 1,000 à 1,200 Napolitains, sous les conditions déjà exprimées, dont les principales sont que sous aucun prétexte elles n'y pourront séjourner au-delà d'un an, que la France n'entrera pour rien dans les frais d'entretien et de solde, et que les troupes françaises n'évacueront Otrante qu'en même temps que Malte sera évacuée par les troupes anglaises; si on stipule qu'il y aura des troupes napolitaines à Malte pendant une année, il paraît superflu de dire qu'elles y seront relevées par des Suisses, puisque si après un an l'Ordre de Saint-Jean n'est pas en état de pourvoir lui-même à la garde



de son île, il sera démontré qu'il ne peut pas subsister et qu'il faudra bien alors procéder à un nouvel arrangement.

Touchant l'article du prince d'Orange, on a seulement changé les termes ; attendu 1° qu'on ne veut pas rappeler la dignité abolie de Stathouder ; 2° que le gouvernement de France n'a jamais reconnu le titre d'Orange aux princes de Nassau, dans aucun acte public ; mais le fond reste le même.

Pour cette fois, Citoyen, il paraîtrait que la matière est épuisée, et le premier Consul ne veut pas douter qu'on ne touche à la conclusion, sans quoi il faudrait prendre une fâcheuse idée des dispositions véritables du gouvernement britannique.

Quand vous aurez remis votre note et le projet de traité au plénipotentiaire anglais, voyez ceux de l'Espagne et de Hollande ; assurez-vous qu'il n'y aura de leur part aucun obstacle, aucun retard à la signature. Répétez au ministre batave, qui paraît le plus difficile, qu'aussitôt que le traité sera conclu, on s'occupera de tous les arrangements à faire entre la France et la Hollande. Donnez-lui l'assurance que le premier Consul s'occupe déjà en ce moment de ce qui regarde l'extension territoriale de la Batavie, et qu'il est sincèrement porté à faire tout ce qui est possible pour rehausser la force et la considération d'un pays dont il apprécie l'alliance, d'une nation dont il estime le caractère.

*Nota.* Le projet de traité mentionné dans la lettre 33, est, avec les autres pièces de ce genre, à l'article des instructions, mémoires et projets. »

Note de Joseph.  
25 février  
1802.

« Le citoyen Joseph Bonaparte a prié lord Cornwallis de lui faire savoir s'il avait reçu quelque amendement au refus qu'avait d'abord fait le gouvernement britannique aux diverses demandes relatives à l'Inde, à l'île de Terre-Neuve et à celles de Saint-Pierre et Miquelon.

Lord Cornwallis a répondu que son gouvernement prenait en considération l'embarras qu'éprouvaient les Français pour reconstruire leurs échafaudages de pêche à Terre-Neuve et leurs établissements de Saint-Pierre et Miquelon, s'ils étaient réduits à ne prendre du bois que sur la côte occidentale de Terre-Neuve; et qu'en conséquence il était disposé à permettre que lesdits pêcheurs français et habitants de Saint-Pierre et Miquelon coupassent les bois dont ils auront besoin dans les baies de Fortune et du Désespoir, mais seulement pendant un an à compter de l'échange des ratifications.

Le citoyen Joseph Bonaparte a observé qu'il n'insisterait plus sur ses demandes relatives aux pêcheries, mais qu'il espérait obtenir quelques modifications au refus qu'ont éprouvé ses demandes relatives à l'Inde.

Il a ensuite communiqué au plénipotentiaire britannique la rédaction proposée par son gouvernement, relativement à l'article du prince d'Orange, dont la teneur suit :

ART..... « La France et l'Angleterre s'appliqueront à procurer à la branche de la maison de Nassau qui était établie en Hollande, un établissement en Allemagne équivalant aux pertes qu'elle a essuyées. »



Lord Cornwallis a dit qu'il transmettrait cet article à son gouvernement. »

Citoyen Ministre, j'ai reçu votre dépêche du 24 avec le projet de traité que vous m'avez envoyé. On a omis dans cette copie l'article 3, qui a été rédigé d'après les directions contenues dans votre dépêche précédente. Il a déjà été communiqué au ministre anglais; il est ainsi conçu : « La France et l'Angle- » terre voulant placer l'Ordre de St-Jean dans la plus » parfaite indépendance à leur égard, conviennent: » 1<sup>o</sup> qu'il n'y aura plus de langue anglaise ni française; » 2<sup>o</sup> que tout individu appartenant à l'une ou à l'au- » tre puissance, ne pourra être admis ni même con- » tinuer à faire partie de cet Ordre. » Je suppose que c'est un oubli du copiste.

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
25 fév. 1802.

Dans l'article 5, devenu le 12 dans votre projet, on a oublié de faire mention que c'est aux frais de la France et de l'Angleterre que le corps de 1,000 Suisses serait levé. J'ai proposé à lord Cornwallis les autres légers changements que vous m'avez indiqués sur l'article de Malte. Il tient très fortement au projet de la garnison napolitaine, aux 2,000 et aux trois années. Je sens vivement l'importance de la stipulation qui borne le séjour de la garnison napolitaine à un an; quant au nombre des troupes, je ne vois pas qu'il soit de la même importance de nous opposer invinciblement à ce que l'Angleterre, qui les solde, les porte à 2,000. Il est à croire que cette condescendance de notre part sur le nombre sera contrebalancée par la leur sur la fixation du séjour des Napolitains à

un an au lieu de trois ; ce serait peut-être le moyen d'en finir.

Quant au projet suisse, lord Cornwallis m'a répété que personnellement il le croyait préférable ; mais comme la France exigeait que l'Angleterre la déliât de l'obligation qu'elle a contractée d'évacuer les Etats de Naples dans un mois, il était convaincu que les ministres actuels le rejetteraient, dans la crainte d'ouvrir le champ à leurs adversaires, qui ne manqueraient pas de dire dans le Parlement qu'après avoir abandonné leurs alliés, ils concouraient à les opprimer ; qu'il regardait cet obstacle de circonstance comme invincible ; qu'ainsi il faudrait nécessairement revenir au projet de la garnison napolitaine et abandonner celui du corps suisse qui, du reste, pourrait être repris, si l'expérience en fait sentir le besoin.

L'article relatif au prince de Nassau, tel qu'il se trouve dans la copie du traité que vous m'avez adressé, ne paraît pas convenir au ministre anglais. Il voudrait que la France seule s'obligeât à procurer l'indemnité. Ces raisons se dérivent 1<sup>o</sup> des mêmes considérations politiques. C'est la famille royale et non l'Angleterre qui s'intéresse au prince. Les ministres croiraient n'avoir rien obtenu, l'article restant ainsi conçu.

2<sup>o</sup> Le ministre batave ayant déclaré que la France se chargeait des indemnités du prince de Nassau, lord Cornwallis lui en tiendrait compte dans leurs discussions sur la restitution des bâtimens, marchandises hollandaises, qui ont été pris par les Anglais au nom du prince d'Orange, et sur d'autres réclamations

formées et dont le succès deviendrait plus facile si la France, s'obligeant seule, se trouvait réellement subrogée aux obligations que la Hollande contracterait ici. Lord Cornwallis attend incessamment des réponses à toutes ces questions. Je crois qu'il est convenable que j'attende moi-même ses premières communications avant de leur envoyer le traité comme vous me l'avez indiqué, parce que je n'ai point encore renoncé à l'article des séquestres, quoique je sois disposé à son insertion pure et simple au traité, si lord Cornwallis termine comme nous le désirons sur les autres articles. Celui des prisonniers peut être rédigé plus avantageusement qu'il ne l'est dans le projet que je vous ai adressé et que vous avez approuvé ; il me convient donc d'attendre sa rédaction sur cet article et de garder la mienne pour y avoir recours à toutes extrémités.

Vous trouverez ci-joint, Citoyen ministre, une lettre du citoyen Otto.

Le gouvernement anglais consent à fournir du bois aux habitants de St-Pierre et Miquelon, et même à tous les pêcheurs de Terre-Neuve, mais pour un an seulement ; il se montre intraitable sur une prolongation infinie. Il ne cesse de répéter, pour le commerce de l'Inde et la pêche de Terre-Neuve, qu'on s'occupera de ces objets lorsqu'il sera question du traité de commerce. »

« Citoyen, votre dépêche d'hier m'est remise à l'instant par le citoyen Rœderer, et je m'empresse d'y répondre.

Talleyrand à  
Joseph. Paris.  
26 fév. 1802.



Ce n'est pas positivement par oubli que l'on a omis dans l'article de Malte le paragraphe : « La France et l'Angleterre veulent placer l'Ordre de Saint-Jean, etc. » ; c'est qu'il n'existait pas dans l'article, tel que vous l'avez transmis avec votre dépêche du 29, et c'est sur lui que le travail du premier Consul a été fait ; ce qui vous explique aussi pourquoi il n'est pas question dans l'article 12 du paiement des Suisses, à moitié par le gouvernement français.

Quoi qu'il en soit, vous pouvez parfaitement établir la clause de la non-existence d'une langue française et d'une langue anglaise, et de la nécessité pour tout chevalier actuel de l'une ou de l'autre nation, de quitter l'Ordre.

Quant au paiement à moitié des Suisses, la vérité est que nous aimerions mieux n'entrer pour rien dans cette dépense. Cependant vous pourriez encore y consentir, s'ils sont immédiatement admis comme garnison provisoire à Malte. Ce à quoi il faut résister, c'est à l'admission des Napolitains ; c'est un nombre demandé de 2,000 ; c'est surtout à la continuation de leur séjour à Malte pendant trois ans ; arriver à un an, à quinze mois, au moins possible. Le point sur lequel il n'y a rien à rabattre, c'est que nous ne quitterons Otrante que quand les Anglais quitteront Malte.

Sur l'article du prince d'Orange, vous pouvez aussi consentir à ne nommer que la France. En général, Citoyen, vous ne devez pas douter que vous ne soyez parfaitement approuvé de ce que vous jugeriez

indispensable de faire pour assurer la conclusion ; il suffit que vous ne vous écartiez pas de l'esprit de vos instructions ; ce qui est de rédaction et de forme demeure toujours à votre arbitrage.

Les dernières lettres du citoyen Otto nous donnent l'espoir que, de la part du gouvernement britannique, il n'y aura bientôt plus d'obstacle. J'aperçois donc, avec plaisir, le terme de vos utiles et glorieux travaux.»

« Citoyen ministre, j'ai reçu, depuis bien longtemps, votre dépêche. J'ai attendu la réponse de lord Cornwallis à mes dernières communications, pour vous en rendre compte ; il m'avait répété qu'il n'avait aucune dépêche importante de son gouvernement ; cependant, je ne pouvais me dissimuler qu'il recevait des courriers tous les jours, et que ses manières et son accent avec moi n'étaient plus les mêmes, quelque politesse et quelque égard qu'il continuât d'ailleurs à mettre dans ses rapports habituels. Je ne pouvais ignorer les bruits répandus tant à Paris qu'à Londres sur le résultat des négociations ; cela m'a déterminé à prier le citoyen Dupuis de se rendre chez M. Merry ; il n'a pas tardé à s'assurer des dispositions de la légation anglaise, qui n'étaient pas d'une nature à mériter que je prisse les mesures convenables pour mettre les choses dans leur véritable jour, et d'amener, s'il était possible, lord Cornwallis à ses dispositions précédentes de conciliation. C'est ce que j'ai essayé de faire par la note et le projet du traité que vous trouverez ci-joint.

Joseph à Talleyrand, Amiens,  
6 mars 1802.



Lord Cornwallis m'a présenté en même temps une note et un nouveau projet sur Malte, qui décèlent une partie des dispositions que je soupçonnais; je ne pourrai vous envoyer la copie que demain. Je ne perds pas un instant à vous informer de la situation actuelle des affaires, persuadé que vous devez être très impatient d'avoir de mes dépêches, depuis une interruption de huit jours.

Dans la conversation qui a eu lieu hier entre le citoyen Dupuis et M. Merry, celui-ci ne lui a pas caché que le ministre ottoman, à Paris, ne cessait d'écrire pour être admis au congrès comme partie contractante ou accédante; et comme cela est contraire à ce que j'ai été chargé de dire au plénipotentiaire anglais, à la conclusion du traité, il serait essentiel que l'ambassadeur turc écrivît dans le sens des dispositions que j'ai communiquées dans ma dernière note à ce sujet.»

Conférence de  
6 Mars 1802.

Les ministres de la République Française et de S. M. B. s'étant réunis, le citoyen Joseph Bonaparte a présenté la note et le projet suivants :

Le soussigné a écarté de ce projet tout ce qui aurait pu prolonger les discussions. Il se compose :

1° Des articles tirés littéralement des préliminaires; ils sont inattaquables. Ce sont les articles 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15 et 16.

2° Des articles déjà consentis par les deux plénipotentiaires dans les différents protocoles qui ont été souscrits depuis l'ouverture des négociations. On ne peut les regretter sans prolonger indéfiniment la

négociation. Ce sont les articles 6, 10, 17 et 20.

3° Et enfin d'articles ou dérivés par le ministre britannique et tout-à-fait volontaires de la part de la France, comme le 18°, ou dérivant des préliminaires des stipulations précédentes, ou conformes aux conventions verbales, comme celui du séjour des troupes françaises à Otrante, tant que Malte sera occupée par les troupes anglaises, ou comme le 19°, relatif à la République de Gènes, résultant des préliminaires, si cette république, alliée de la France, est en guerre avec la Grande-Bretagne. Si le ministre de S. M. B. déclare que son gouvernement est en paix avec cet État, l'article 19 devient inutile et le soussigné le retire.

L'article 10 sur Malte a été approuvé par lord Cornwallis dans toutes ses parties. Il a seulement demandé dans le protocole du 2 février, que le roi de Naples fût invité à fournir deux mille hommes, qui seraient employés à la garde des fortifications de Malte. Le 1<sup>er</sup> janvier 1805 était fixé dans son projet de paragraphe pour l'évacuation des troupes napolitaines. Ce n'est donc que du paragraphe 12 de l'article 10 qu'il peut être ici question.

Le gouvernement français s'est refusé à tout projet qui ne tendrait pas à rendre l'Ordre aussi maître dans Malte que les circonstances peuvent le lui permettre; et c'est dans cet esprit qu'il a présenté le projet d'une garnison auxiliaire suisse, comme plus dépendante de l'Ordre que les troupes d'un prince voisin. Ces raisons sont détaillées dans le protocole du 19 février. Il serait superflu de les répéter ici, et

il serait difficile de prouver qu'elles ne soient pas plus évidemment dans l'esprit et selon la lettre des préliminaires que tout autre projet.

Cependant, tel est le désir du gouvernement français, de répondre aux vœux des deux grandes nations et de l'Europe entière, en avançant de quelques moments l'époque de la pacification, qu'il a sacrifié son projet à ce sentiment; il a consenti à ce que les fortifications de Malte fussent confiées à un corps napolitain, mais il croit qu'on doit limiter le nombre des troupes à mille hommes, et leur séjour à un an, persuadé, qu'avant cette époque, l'Ordre aura formé un corps de troupes pour le service intérieur d'une île garantie et protégée par les grandes puissances de l'Europe; et que l'Ordre sera d'autant plus maître à Malte et l'esprit des préliminaires d'autant mieux rempli, que l'Ordre sera défendu, servi et obéi par ses propres soldats.

Le soussigné ajoute que, si le ministre britannique persiste à penser que, dans les premiers moments, mille Napolitains ne suffiraient pas, le gouvernement français consentira sans doute à ce que ce nombre soit augmenté et même porté jusqu'à deux mille, selon le projet anglais.

Cette condescendance portera lord Cornwallis à ne pas insister sur le terme de trois ans. Le gouvernement français ne saurait y consentir, sans croire avoir éludé l'article 4 des préliminaires, qui veut que Malte soit à l'Ordre, et non au roi de Naples. En consentant à remettre cette île aux troupes de S. M. S. pendant la première année, la situation de l'Ordre,



et surtout le désir qu'a le gouvernement français d'arriver à une prompt conclusion, peuvent expliquer cette stipulation ; toute autre condescendance ne pourrait se justifier ni à ses propres yeux , ni à ceux de sa nation et de la postérité.

Le soussigné ne doute pas que lord Cornwallis n'apprécie et les sentiments exprimés dans cette note, et l'omission de plusieurs articles importants, sacrifiés aux besoins que les peuples et les gouvernements ont d'une paix prompte et honorable ; elle ne peut être , qu'autant qu'elle sera basée sur les préliminaires.

Le soussigné croit avoir porté jusqu'à la démonstration la plus évidente , la concordance du projet de traité définitif annexé à la présente et des préliminaires de Londres. »

Le premier Consul de la République Française, au nom du peuple français, et S. M. le roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, également animés du désir de faire cesser les calamités de la guerre , ont fondé les fondements de la paix par les articles préliminaires , signés à Londres le 1<sup>er</sup> octobre 1801.

Et comme , par l'article 15 desdits préliminaires, il a été convenu : « qu'il serait nommé de part et d'autre des plénipotentiaires qui se rendraient à Amiens pour y procéder à la rédaction du traité définitif, de concert avec les alliés des puissances contractantes. »

Le premier Consul de la République Française,

Traité de paix  
entre la République française  
S. M. le roi d'Espagne et des Indes et la République Batave,  
d'une part ; et  
S. M. le roi du Royaume - Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'autre part.

au nom du peuple français , a  
seph Bonaparte.

Et S. M. B. le marquis de C

S. M. le roi d'Espagne , des  
publique Batave , après avoir  
naires , ont nommé pour leurs  
voir : S. M. C. le chevalier d'A

Et la République Batave , le  
ninck.

Lesquels , après s'être d'un  
pleins pouvoirs transcrits à la  
sont convenus des articles suiv

ART. PREMIER. Il y aura p  
intelligence entre la Républiqu  
roi d'Espagne, ses héritiers et  
publique Batave, d'une part ;

Et S. M. le roi du Royaume-  
tagne, ses héritiers, d'autre pa

Les parties contractantes  
grande attention à maintenir  
entre elles et leurs Etats, sa  
part ni d'autre, on commette a  
par terre ou par mer, par q  
quelque prétexte que ce puisse

Elles éviteront soigneuseme  
altérer à l'avenir l'union heur  
ne donneront aucun secours et  
tement, soit indirectement, à  
porter préjudice à chacune d'

ART. 2. Tous les prisonnie  
part et d'autre, un mois au plu



des ratifications du présent, en payant les dettes particulières qu'ils auraient contractées.

ART. 3. S. M. Britannique restitue à la République Française, à S. M. Catholique et à la République Batave, toutes les possessions et colonies occupées et conquises par les forces britanniques dans le cours de la guerre actuelle, à l'exception de l'île de la Trinité et des possessions hollandaises dans l'île de Ceylan.

ART. 4. S. M. Catholique cède et garantit en toute propriété et souveraineté, à S. M. Britannique, l'île de la Trinité.

ART. 5. La République Batave cède et garantit en toute propriété et souveraineté à S. M. Britannique, toutes les possessions et établissements dans l'île de Ceylan, qui lui appartenaient avant la guerre.

ART. 6. Le port du cap de Bonne-Espérance reste à la République Batave en toute souveraineté, comme cela avait lieu avant la guerre.

Les bâtimens français et anglais de toute espèce auront le droit d'y relâcher et d'y acheter les approvisionnements nécessaires ; ils y seront toujours reçus sur le même pied.

ART. 7. Les territoires, possessions et droits de la Sublime-Porte, sont maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre.

ART. 8. Les limites des Guyanes française et portugaise sont fixées à la rivière d'Aravari, qui se jette dans l'Océan, au-dessous du cap Nord, près de l'île Neuve et de l'île de la Pénitence, environ à un degré un tiers de latitude septentrionale. Ces limites sui-

vront la rivière d'Aravari, depuis son embouchure la plus éloignée du cap Nord, jusqu'à sa source; et ensuite une ligne droite tirée de cette source jusqu'au Rio-Branco, vers l'Ouest.

En conséquence, la rive septentrionale de la rivière d'Aravari, depuis sa dernière embouchure jusqu'à sa source et les terres qui se trouvent au nord de la ligne des limites fixées ci-dessus, appartiendront en toute souveraineté à la République Française.

La rive méridionale de ladite rivière, à partir de la même embouchure et toutes les terres au sud de ladite ligne des limites, appartiendront à S. M. Très Fidèle.

La navigation de la rivière d'Aravari, dans tout son cours, sera commune aux deux nations.

Les arrangements qui ont eu lieu entre les cours de Madrid et de Lisbonne, pour la ratification de leurs frontières en Europe, seront exécutés suivant les stipulations du traité de Badajoz.

ART. 9. La République des Sept-Iles est reconnue.

ART. 10. Les îles de Malte, de Gozo et de Camino, seront rendues à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, pour être par lui tenues et possédées aux mêmes conditions auxquelles il en jouissait avant la guerre, et sous les stipulations suivantes : 1° les chevaliers de l'Ordre sont invités à retourner à Malte, aussitôt que l'échange des ratifications du présent traité aura eu lieu; ils y formeront un chapitre général, et procéderont à l'élection d'un grand-maitre, si elle n'a pas été faite préalablement.

2° La France et l'Angleterre voulant mettre l'Ordre

de Saint-Jean dans la plus parfaite indépendance à leur égard, conviennent qu'il n'y aura pas de langue française ni anglaise, et que nul individu appartenant à l'une ou à l'autre de ces deux puissances, ne pourra y être admis ni même continuer à faire partie de l'Ordre.

3° Les forces de S. M. Britannique évacueront cette île et ses dépendances, dans les trois mois qui suivront l'échange des ratifications. A cette époque, elle sera remise à l'Ordre dans l'état où elle se trouve, pourvu que le grand-maître ou des commissaires pleinement autorisés suivant les anciens statuts, soient dans l'île pour en prendre possession, et que la force provisoire ci-après stipulée y soit arrivée.

4° Il sera établi une langue maltaise qui sera entretenue par les revenus territoriaux et les droits commerciaux de l'île. Cette langue aura des dignités, des traitements et une auberge à l'instar des autres.

Les emplois municipaux, administratifs et autres, civils ou judiciaires, à la nomination du gouvernement de l'île, seront occupés, au moins pour moitié, par des habitants natifs de Malte.

5° La moitié de la garnison, pour le moins, devra toujours être composée de Maltais natifs; pour le restant, l'Ordre aura la faculté de recruter parmi les natifs des pays seuls qui continuent de posséder des langues.

Les troupes maltaises auront des officiers maltais; le commandement en chef de toute la garnison de l'île, ainsi que la nomination des officiers, appartiennent



vront la rivière d'Aravari, depuis son embouchure la plus éloignée du cap Nord, jusqu'à sa source; et ensuite une ligne droite tirée de cette source jusqu'au Rio-Branco, vers l'Ouest.

En conséquence, la rive septentrionale de la rivière d'Aravari, depuis sa dernière embouchure jusqu'à sa source et les terres qui se trouvent au nord de la ligne des limites fixées ci-dessus, appartiendront en toute souveraineté à la République Française.

La rive méridionale de ladite rivière, à partir de la même embouchure et toutes les terres au sud de ladite ligne des limites, appartiendront à S. M. Très Fidèle.

La navigation de la rivière d'Aravari, dans tout son cours, sera commune aux deux nations.

Les arrangements qui ont eu lieu entre les cours de Madrid et de Lisbonne, pour la ratification de leurs frontières en Europe, seront exécutés suivant les stipulations du traité de Badajoz.

ART. 9. La République des Sept-Iles est reconnue.

ART. 10. Les îles de Malte, de Gozo et de Camino, seront rendues à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, pour être par lui tenues et possédées aux mêmes conditions auxquelles il en jouissait avant la guerre, et sous les stipulations suivantes : 1<sup>o</sup> les chevaliers de l'Ordre sont invités à retourner à Malte, aussitôt que l'échange des ratifications du présent traité aura eu lieu; ils y formeront un chapitre général, et procéderont à l'élection d'un grand-maitre, si elle n'a pas été faite préalablement.

2<sup>o</sup> La France et l'Angleterre voulant mettre l'Ordre

de Saint-Jean dans la plus parfaite indépendance à leur égard, conviennent qu'il n'y aura pas de langue française ni anglaise, et que nul individu appartenant à l'une ou à l'autre de ces deux puissances, ne pourra y être admis ni même continuer à faire partie de l'Ordre.

3° Les forces de S. M. Britannique évacueront cette île et ses dépendances, dans les trois mois qui suivront l'échange des ratifications. A cette époque, elle sera remise à l'Ordre dans l'état où elle se trouve, pourvu que le grand-maître ou des commissaires pleinement autorisés suivant les anciens statuts, soient dans l'île pour en prendre possession, et que la force provisoire ci-après stipulée y soit arrivée.

4° Il sera établi une langue maltaise qui sera entretenue par les revenus territoriaux et les droits commerciaux de l'île. Cette langue aura des dignités, des traitements et une auberge à l'instar des autres.

Les emplois municipaux, administratifs et autres, civils ou judiciaires, à la nomination du gouvernement de l'île, seront occupés, au moins pour moitié, par des habitants natifs de Malte.

5° La moitié de la garnison, pour le moins, devra toujours être composée de Maltais natifs; pour le restant, l'Ordre aura la faculté de recruter parmi les natifs des pays seuls qui continuent de posséder des langues.

Les troupes maltaises auront des officiers maltais; le commandement en chef de toute la garnison de l'île, ainsi que la nomination des officiers, appartiennent



dront au grand-maître de l'Ordre, sans qu'il puisse s'en déponiller en faveur d'aucun commandant particulier.

6° L'indépendance des îles de Malte, Gozo et Cammino, ainsi que le présent arrangement, sont mis sous la protection et garantie de la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche, l'Espagne, la Russie et la Prusse.

7° La neutralité permanente de l'Ordre de Malte est proclamée.

8° Les ports de Malte seront ouverts au commerce et à la navigation de toutes les nations qui y paieront des droits égaux et modérés. Ces droits seront appliqués à l'entretien de la langue maltaise, à celui des établissements civils et militaires de l'île, ainsi qu'à celui d'un lazaret général ouvert à tous les pavillons.

9° Les puissances barbaresques sont seules exceptées des dispositions des deux paragraphes précédents, jusqu'à ce qu'elles aient elles-mêmes renoncé à leur hostilité habituelle.

10° L'Ordre sera régi, quant au spirituel et au temporel, par les mêmes statuts qui y étaient en vigueur lorsque les chevaliers sont sortis de l'île, autant qu'il n'y est pas dérogé par le présent.

11° Les dispositions énoncées aux paragraphes 4, 5, 7, 8 et 10, seront converties en lois et statuts perpétuels de l'Ordre, dans la forme usitée ; et le grand-maître ainsi que ses successeurs seront tenus de faire serment de les faire observer ponctuellement.

12° S. M. Sicilienne fournira un corps de mille hommes pour servir de garnison à Malte. Ce corps y

restera un an à dater de l'échange des ratifications du présent traité. Il ne pourra être composé que d'anciens soldats natifs des États de S. M. Sicilienne.

13° Les différentes puissances spécifiées dans l'article 6 seront invitées à accéder aux présentes stipulations.

ART. 11. Les troupes françaises évacueront le royaume de Naples et l'État romain.

ART. 12. Les évacuations, cessions et restitutions stipulées par le présent traité seront exécutées, pour l'Europe, dans le mois ; pour le continent et les mers d'Asie, dans les six mois qui suivront la ratification du traité définitif.

ART. 13. Dans tous les cas de restitution convenus par le présent traité, les fortifications seront rendues dans l'état où elles se trouvaient avant la signature des préliminaires ; et tous les ouvrages qui auront été construits depuis l'occupation, resteront intacts.

Il est convenu, en outre, que dans tous les cas de cession stipulée, il sera alloué aux habitants, de quelque condition ou nation qu'ils soient, un terme de trois ans, à compter de la notification du présent traité, pour disposer de leurs propriétés acquises et possédées, soit avant, soit pendant la guerre actuelle ; dans lequel terme de trois ans ils pourront exercer librement leur religion et jouir de leurs propriétés. La même faculté est accordée dans les pays restitués, à tous ceux qui y auront fait des établissements quelconques pendant le temps où ces pays étaient possédés par la Grande-Bretagne.

Quant aux autres habitants des pays restitués ou

cédés, il est convenu qu'aucun poursuivi, inquiété ou troublé dans sa propriété sous aucune conduite ou opinion politique, à aucune des parties contractantes raison, si ce n'est pour les présent traité.

ART. 14. Tous les séquestrés sur les fonds, revenus et espèce qu'ils soient, appartenant aux contractantes ou à des citoyens immédiatement après la signature définitive.

La décision de toute réclamation des deux nations, pour droits quelconques qui, contractés et au droit des gens, de l'époque de la paix, sera renvoyée aux compétents ; et, dans ce prompt et entière justice réclamations seront faites respectivement.

ART. 15. Les pêcheries situées dans la baie de Saint-Laurent et dans les îles adjacentes, sont remises aux pêcheurs qui étaient avant la guerre. Les pêcheurs et les habitants des îles Saint-Laurent pourront couper les bois qui sont dans les baies de Fortune et de la Nouvelle-Hébride, pendant la première année.

ART. 16. Pour prévenir toute contestation et de contestations qui pour



de prises qui auraient été faites en mer après la signature des articles préliminaires, il est réciproquement convenu que les vaisseaux et effets qui pourraient avoir été pris dans la Manche et dans les mers du Nord, après l'espace de douze jours, à compter de l'échange des ratifications des articles préliminaires, seront, de part et d'autre, restitués; que le terme sera d'un mois, depuis la Manche et les mers du Nord jusqu'aux îles Canaries inclusivement, soit dans l'Océan, soit dans la Méditerranée; de deux mois, depuis les îles Canaries jusqu'à l'équateur, et enfin de cinq mois dans toutes les autres parties du monde, sans aucune exception ni autre distinction particulière de temps et de lieux.

ART. 17. Les ambassadeurs, ministres et autres agents des puissances contractantes, jouiront respectivement, desdites puissances, des mêmes rangs, privilèges et immunités dont jouissaient, avant la guerre, les agents de la même classe envoyés par lesdites puissances contractantes.

ART. 18. La France procurera à la branche de la maison de Nassau qui existait en Hollande, des indemnités en Allemagne, équivalentes à toutes les pertes qu'elle a essuyées.

ART. 19. Le présent traité est déclaré commun à la République Ligurienne.

ART. 20. Le présent traité sera ratifié, par les puissances contractantes, dans l'espace de quinze jours, ou plus tôt si faire se peut, et les ratifications en due forme seront échangées à Paris.

ARTICLE SÉPARÉ ET SECRET. Les troupes françaises

évacueront Otrante lorsque l'île de Malte sera évacuée par les forces de S. M. Britannique.

Lord Cornwallis s'est réservé de répondre dans la prochaine conférence. »

Conférence du  
6 mars 1802.

« Les plénipotentiaires de la République Française et de S. M. Britannique s'étant réunis, lord Cornwallis a exposé que son gouvernement ayant examiné avec la plus sérieuse attention, les deux projets, relativement à Malte, présentés par le ministre français dans le protocole du 19 février (qui n'a été signé que le 23), n'a trouvé de praticable et par conséquent admissible, que celui qui dispose de mettre une garnison napolitaine dans cette île ; mais le nombre des troupes proposées lui paraît évidemment trop court, ainsi que le temps qu'il est dit qu'elles doivent rester dans l'île, de manière que sans donner une extension à ces deux dispositions, le projet en question ne saurait être adopté comme un moyen praticable pour remplir le but des préliminaires. Il en est encore d'autres qu'il est très essentiel d'expliquer plus clairement pour prévenir autant que possible les difficultés qui pourraient naître dans l'exécution du projet. Il est très important pour les deux nations, même pour l'Europe entière, de fixer un plan d'arrangement pour cette île qui puisse rien laisser d'incertain sur son état futur. C'est d'après ce principe que le gouvernement britannique agit, principe qui ne peut que naître de son désir d'éloigner toute cause de mésintelligence future entre lui et le gouvernement français.



Dans cette vue, il s'est occupé de nouveau à rédiger un autre plan, dans lequel il a cru devoir renouveler quelqu'unes des mêmes dispositions qui se trouvent dans les projets antérieurs. Il les voit indispensables pour la réussite de l'objet qu'il s'agit d'arranger, et ne peut donc insister trop fortement sur leur adoption. Le nouveau plan que le gouvernement britannique propose, est comme il suit :

ARTICLE PREMIER. Les îles de Malte, de Gozo et de Camino, seront rendues à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, aux conditions auxquelles elles furent tenues par cet Ordre avant le commencement des hostilités entre la Grande-Bretagne et la France et sous les stipulations suivantes.

ART. 2. Les chevaliers de l'Ordre dont les langues continueront à subsister après l'échange des ratifications du présent traité, seront invités à retourner à Malte aussitôt que l'échange aura eu lieu. Ils y formeront un chapitre général et procéderont à l'élection d'un grand-maître, si elle n'a été faite préalablement en conséquence de la déclaration de l'Empereur de Russie, du 16 mars 1801. Il est entendu, qu'en autant qu'il soit compatible avec les dispositions marquées dans l'article 4 du présent arrangement, l'Ordre sera censé de consister seulement de ces chevaliers qui étaient qualifiés pour voter à l'élection d'un grand-maître à l'époque de cette déclaration.

ART. 3. Les gouvernements de la France et de la Grande-Bretagne, désirant de placer l'Ordre de Saint-Jean et l'île de Malte, dans un état d'indépendance entière de l'une et de l'autre de ces puissances, con-

viennent : 1° qu'il n'y aura désormais ni langue anglaise, ni langue française ; 2° que nul individu, appartenant à l'une ou à l'autre puissance, ne pourra être admis dans l'Ordre.

ART. 4. Il sera établi une langue maltaise qui sera entretenue par les receveurs territoriaux et les droits commerciaux de l'île. Il y aura, annexé à cette langue, des dignités spécifiques avec des traitements proportionnés et une auberge. Les chevaliers de cette langue ne seront requis à produire d'autre preuve pour être admis dans l'Ordre, que celle de noblesse actuelle. Ils seront d'ailleurs admissibles à toutes les charges et jouiront de tous les privilèges comme les chevaliers des autres langues.

Les emplois municipaux, administratifs et autres civils ou judiciaires, sous le gouvernement de l'île, seront occupés dans la proportion au moins d'une moitié, par des habitants natifs des îles de Malte, de Gozo et de Camino.

ART. 5. Les forces de S. M. Britannique évacueront cette île et ses dépendances dans les trois mois qui suivront l'échange des ratifications. A cette époque elle sera remise à l'Ordre dans l'état où elle se trouve, pourvu que le grand-maître ou des commissaires, pleinement autorisés, suivant les statuts de l'Ordre, soient dans l'île pour en prendre possession et pourvu aussi que la force que S. M. Sicilienne doit fournir suivant l'article 13, y soit arrivée.

ART. 6. La moitié de la garnison, pour le moins, sera toujours composée de Maltais natifs ; pour le restant, l'Ordre aura la faculté de recruter, parmi

les natifs de ces pays seuls qui continuent de posséder des langues dans l'Ordre. Les troupes maltaises auront des officiers maltais. Le commandement en chef de la garnison, ainsi que les nominations des officiers, appartiendront au grand-maître de l'Ordre.

ART. 7. L'indépendance des îles de Malte, de Gozo et de Camino, ainsi que le présent arrangement, sont mis sous la protection et garantie de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de la Russie, de l'Espagne et de la Prusse.

ART. 8. La neutralité permanente de l'île de Malte est proclamée.

ART. 9. Les ports de Malte seront ouverts au commerce et à la navigation de toutes les nations qui y paieront des droits égaux et modérés. Ces droits seront appliqués à l'entretien de la langue maltaise de la manière qu'il est stipulé dans l'article 4, à celui des établissements civils et militaires de l'île, ainsi qu'à celui d'un lazaret général ouvert à tous les pavillons.

ART. 10. Les puissances barbaresques sont seules exceptées des dispositions des deux articles précédents, jusqu'à ce que, au moyen d'un arrangement que procureront les parties contractantes, le système d'hostilité perpétuel, qui a subsisté depuis si longtemps entre ces puissances et l'Ordre de Saint-Jean, soit terminé.

ART. 11. L'Ordre sera régi, quant au spirituel et au temporel, par les mêmes statuts qui étaient en vigueur lorsque les chevaliers ont rendu l'île, en tant que cela soit compatible avec les divers règlements ci-spécifiés.



ART. 12. Les dispositions contenues dans les articles 3, 4, 6, 8 et 11 seront converties en lois et statuts perpétuels de l'Ordre dans la forme usitée; et le grand-maître ou son représentant, lorsque l'île sera rendue, ainsi que ses successeurs, seront tenus de faire serment d'observer ponctuellement lesdites dispositions, comme étant les stipulations sous lesquelles l'île de Malte doit être rendue aux chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem et qui seront conservées à jamais par l'Ordre.

ART. 13. S. M. Sicilienne fournira une force de deux mille hommes, pour servir de garnison dans les différentes forteresses desdites îles. Cette force restera un an à dater de la restitution de l'île aux chevaliers; si, après l'expiration de ce terme et d'après l'opinion des puissances garantes, l'Ordre n'avait pas encore levé un nombre d'hommes suffisant pour servir de garnison dans l'île et ses dépendances de la manière proposée par l'article 6, les troupes napolitaines resteront jusqu'à ce qu'elles soient relevées par une force suffisante sur laquelle les puissances garantes se mettront d'accord.

ART. 14. Les différentes puissances spécifiées dans l'article 7, savoir: la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Russie, l'Espagne et la Prusse, seront invitées à accéder à l'arrangement présent.

Le citoyen Joseph Bonaparte s'est réservé de répondre à la première conférence.

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
7 mars 1802.

« Citoyen ministre, j'ai l'honneur de vous adresser la copie du protocole qui contient le nouveau projet

anglais sur Malte. Je n'ai pu vous l'adresser hier, l'original se trouvant encore entre les mains de lord Cornwallis ; je ne vous ai pas caché que j'avais trouvé ce ministre dans des opinions erronées sur nos dispositions ; j'en ai eu l'assurance positive par lui-même ; et après une conversation de six à sept heures, je crois l'avoir bien convaincu du désir que nous avons d'arriver à une conclusion prochaine ; il m'a dit que cette opinion, qu'il avait toujours fait valoir dans son pays depuis qu'il était en France, en dépit des personnages qui sont dans un autre système, il avait cependant dû la faire céder devant des faits positifs et des obstacles élevés successivement du côté de la France.

Lord Cornwallis me paraît un homme loyal, désirant vivement ne pas échouer dans ce qu'il appelle sa dernière campagne, après laquelle il ne lui reste plus qu'à vivre de souvenirs honorables, dans sa terre, au sein de sa famille. Je suis bien trompé, si ce n'est pas un homme essentiellement bon, plein d'honneur et de délicatesse ; on a pu seulement l'exaspérer contre ceux qui seraient supposés vouloir la rupture des négociations, ou qui les traineraient en longueur dans des vues perfides.

J'ai pensé qu'un homme de ce caractère méritait d'être tiré d'erreur, et que je devais mettre le poids de sa considération personnelle du côté des partisans d'une paix prompte ; je me suis proposé ce but et je crois l'avoir rempli entièrement dans le long entretien que je viens d'avoir avec lui ; il a confirmé mes idées.



Il m'a convaincu que ses instructions sont beaucoup plus précises depuis quelques jours et qu'on lui laisse beaucoup moins de latitude ; j'ai essayé de lui prouver que c'étaient ceux qui agissaient ainsi qui ne voulaient pas de la paix, j'ai fait usage des raisonnements épars dans mes dernières notes, dont je dois vous épargner l'inutile répétition ; je n'ai pas laissé échapper le projet d'article relatif au prince d'Orange, qu'on lui avait adressé sûrement sans espérer qu'il pût être accepté par nous ni par la Batavie : on y faisait le procès à la Révolution ; c'est par esprit de conciliation qu'il a refusé de me le remettre.

L'article de Malte qui restreint l'Ordre aux chevaliers appelés par l'Empereur de Russie, évidemment pour faire éloigner sérieusement l'ancien grand-maître, ou pêche, et les chevaliers accusés d'avoir donné l'île à la France.

Je lui ai fait sentir que rien ne peut balancer l'honneur ; que la dignité du gouvernement serait compromise par un article qu'on ne peut pas proposer avec décence et dans des bonnes vues, et qui ne peut être accepté sans déshonneur.

Il a répondu avec beaucoup d'émotion que jamais il ne prêterait son ministère à de semblables dispositions, et que sûrement telles n'étaient pas celles de M. Addington ; il ajoute, qu'il prendrait sur lui de faire disparaître du projet tout ce qui portait un caractère irritant ; il est résulté de tout ceci une variante à ce projet que vous trouverez ci-joint.

Il m'a dit aussi qu'on lui prescrivait de ne pas s'engager par un article secret sur les prisonniers, parce

qu'on ne voulait pas consentir à détruire par un article secret un article patent. Je lui ai rappelé que c'était lui-même qui m'avait fait cette proposition, et qu'il me l'avait même remise par écrit; comme il ne s'en rappelait plus je la lui ai fait lire; il a été très frappé de cette contradiction et il a fini par me dire que si la France adoptait l'article de Malte avec la nouvelle rédaction du paragraphe 13, il prendrait sur lui de rédiger l'article des prisonniers de manière que l'article secret se trouve fondu dans l'article patent.

J'ai fini par insister sur le premier projet que j'ai présenté et dont la copie vous a été adressée hier. Lord Cornwallis m'a répété qu'on tenait irrévocablement au paragraphe 13 de Malte, tel qu'il avait été proposé d'abord, ou tel qu'il l'est aujourd'hui; son opinion personnelle est pour cette dernière version, qui lui paraît plus convenable que celle qui mettait garnison napolitaine à Malte pendant trois ans.

Jusqu'à ce que j'aie de nouvelles instructions de votre part, j'insiste purement et simplement sur mon dernier projet; mais je pense que la négociation traînera encore en longueur.

Si nous adoptons le dernier projet anglais de Malte, je crois que le ministre anglais adopterait l'article des prisonniers tel qu'il se trouve dans le projet que vous m'avez remis dans votre dépêche du 5 ventôse.

Si, en adoptant le projet anglais sur Malte, vous insistez pour que l'article des prisonniers reste pur et simple tel qu'il se trouve dans mon dernier projet



du 15, la signature pourra avoir lieu, mais elle sera encore retardée.

Le gouvernement étant au centre de toutes les relations, peut mieux que moi décider quel est le parti préférable; veuillez me transmettre ses ordres.

Dans ces trois hypothèses, je suppose toujours que l'ambassadeur turc à Paris, a écrit sur-le-champ à lord Cornwallis, que la Porte n'insiste pas dans le projet de signer au traité comme partie contractante ni accédante. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
8 mars 1802.

« Citoyen, j'ai reçu vos dépêches du 6 et du 7, n<sup>os</sup> 38 et 39, et je suis chargé d'y répondre sur-le-champ.

Le premier Consul, qui a vu avec peine le succès momentané qu'obtiennent en Angleterre les ennemis de la paix, n'a pu manquer d'applaudir aux efforts que vous avez faits pour ramener l'opinion personnelle du marquis de Cornwallis et pour le bien convaincre que, de la part du gouvernement français, il n'y a qu'un empressement bien sincère à opérer la conclusion. S'il lui en fallait une nouvelle preuve, il la trouverait dans l'autorisation qui vous est donnée d'admettre le dernier projet anglais sur Malte, c'est-à-dire celui avec les variantes et qui est dans votre dépêche d'hier; mais il est entendu que vous ne céderez sur cet article, que vous aurez la certitude que l'article des prisonniers sera rédigé de manière à ce que le gouvernement français n'ait rien à payer et que la signature du traité soit la suite immédiate de votre acquiescement; car il ne vous échappera pas, Citoyen,

que c'est l'unique désir de conclure qui nous rend si faciles, et vous ne manquerez pas de faire valoir au plus haut degré l'adoption de l'article anglais sur le point le plus délicat de la négociation.

Quant aux difficultés que l'on pourrait encore élever sur la négociation avec la Porte-Ottomane, elles ne peuvent se soutenir contre l'observation suivante.

L'ambassadeur ottoman a pu désirer d'abord d'aller à Amiens; mais il a reconnu depuis qu'il avait des pouvoirs suffisants pour traiter à Paris, et l'objet de sa seconde lettre a été simplement de se mettre d'accord avec le plénipotentiaire anglais afin que la cour de Londres fût bien assurée qu'il ne traiterait que sur des bases analogues aux engagements qui existent entre elles et la Porte.

Les ordres qu'a remis à cet égard l'ambassadeur ottoman, concernant également la Russie, il doit aussi se concerter avec son ministre; c'est donc de concert qu'il s'agit et non pas d'action simultanée, sans quoi il faudrait que le ministre russe devînt aussi partie agissante au congrès d'Amiens. A présent, et d'après ses propres discours, le marquis de Cornwallis, n'a plus même un prétexte pour prolonger d'un jour la discussion. Je m'attends donc, et c'est aussi l'attente du premier Consul, que votre plus prochain courrier nous apportera l'instrument de paix conclu et signé. Je vous répète que votre complaisance sur l'article de Malte doit vous servir à débayer tout ce qui reste de petites difficultés, et que vous ne devez céder qu'au moment décisif et avec certitude de la conclusion.

Quoi qu'il arrive, n'hésitez pas à envoyer un cour-



rier après chaque conférence. Les armemens qui sont, en ce moment, en Angleterre, et dont nous provient le citoyen Otto, rendent cette mesure tout-à-fait nécessaire. »

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
9 mars 1802.

« Citoyen ministre, j'ai reçu votre lettre d'hier avant la conférence qui vient de se terminer ; j'ai épuisé l'usage des raisons que vous m'indiquez, sur notre insistance pour traiter séparément avec la Porte-Ottomane ; lord Cornwallis les a combattues par l'obligation des faits contenus dans la note qu'il m'a remise et dont vous trouverez ci-joint copie ; j'ai insisté vivement sur ma première note ; j'attendrai votre départ de demain pour rédiger ma réplique.

Le ministre anglais a désiré terminer le paragraphe premier de l'article de Malte, et après les mots : *pour procéder légalement à l'élection d'un grand-maître* mettre ceux-ci : *et de concert avec les principales puissances de l'Europe intéressées au rétablissement de l'Ordre de St-Jean-de-Jérusalem* ; je crois que l'on peut consentir à cette addition, quelque inutile qu'elle me paraisse. Au reste, je lui ai dit que je ne parlerais plus de Malte que pour insister sur cet article tel qu'il se trouve inséré dans mon dernier projet de traité ; à moins qu'il ne communique son projet des prisonniers ; il m'a assuré qu'il n'avait pas encore reçu la dernière rédaction qu'on lui avait annoncée, qu'il l'attendait à tous les moments, et qu'il persistait à espérer qu'elle me conviendrait. Il se refuse à reconnaître la République Ligurienne, conséquemment à déclarer que l'Angleterre est en paix ou en guerre avec elle.



que s'il était question de la République de Gènes, il pourrait ou déclarer que le gouvernement britannique entend être en paix ou la déclarer partie accédante; mais que si j'insistais à parler de la République Ligurienne, il continuerait à la méconnaître.

J'ai eu une explication particulière avec lui, il m'a répété qu'il y avait eu à la vérité de l'agitation dans le cabinet de Londres, mais que cela n'avait pas été jusqu'à M. Addington; qu'il en avait reçu une lettre particulière dans laquelle il lui renouvelait le vif désir d'une prompte conclusion. Je ne lui ai pas caché que les choses étaient arrivées à un tel point qu'il fallait reculer si on n'avancait pas. Il m'a fait espérer que demain ou après-demain il serait en mesure de discuter l'article des prisonniers, mais je doute qu'il tienne parole avant que l'affaire de la Porte soit décidée, soit qu'il ait déjà entre les mains cet article tout rédigé, soit (c'est ce que je ne crois pas) que l'on sache qu'il n'y a plus aucun article à discuter.

Quel que soit mon désir d'arriver à une paix prochaine, vous verrez que je ne puis encore vous l'annoncer. »

« Les plénipotentiaires de la République Française et de S. M. B. s'étant réunis, lord Cornwallis a demandé l'insertion au protocole de la note suivante, en réponse à ce que le citoyen Joseph Bonaparte a exposé dans la sienne, insérée au protocole du 21 février relativement à la Porte-Ottomane.

Conférence du  
9 mars 1802.

Lord Cornwallis a communiqué à son gouvernement, ainsi qu'à l'ambassadeur de la Sublime-Porte

à Paris, cette note du plénipotentiaire français.

Il doit dire que l'ambassadeur lui avait déjà annoncé, en date du 10 janvier, qu'il avait reçu les ordres de la Sublime-Porte de se rendre à Amiens pour traiter la paix définitive avec la France, de concert avec les alliés de la Sublime-Porte, et qu'il s'était adressé, en conséquence, au ministre des relations extérieures de la République Française, qui se trouvait pour lors à Lyon.

Le même ambassadeur, répondant à la communication sus-mentionnée de ce qui s'était passé à cet égard entre les plénipotentiaires français et britannique, a témoigné à lord Cornwallis, en date du 1<sup>er</sup> février, ce qui suit :

« Que, n'ayant pas reçu de réponse de la part du ministre des relations extérieures aux premières démarches qu'il avait faites pour être admis au congrès d'Amiens, il avait renouvelé cette demande lorsque ce ministre fut de retour à Paris.

» Que, pour le même effet, il s'était présenté au premier Consul de la République Française, qui lui avait répondu qu'il n'était pas nécessaire qu'il se rendît au congrès, et qu'il pouvait traiter directement à Paris, attendu qu'une explication avait eu lieu entre le gouvernement français et le cabinet britannique au sujet de la paix entre la France et le Portugal, dont le cas était semblable à celui qui existait entre la France et la Sublime-Porte.

» Qu'y ayant répondu qu'il ne pouvait rien faire sans le communiquer aux alliés de la Sublime-Porte, il lui avait été intimé d'écrire à ce sujet

au ministre de Sa Majesté Britannique à Londres.

» Qu'ayant consulté ses instructions, il avait informé le ministre des relations extérieures qu'il n'était point autorisé à correspondre avec le cabinet britannique, mais seulement de se concerter avec le plénipotentiaire britannique au congrès d'Amiens.

» Qu'il n'avait encore reçu aucune réponse ultérieure et catégorique à sa demande, de la part du ministre des relations extérieures. »

Le citoyen Joseph Bonaparte verra combien cet exposé de l'ambassadeur ottoman lui-même diffère de ce qui est marqué dans la note insérée dans le protocole du 21 février.

Il en résulte que l'ambassadeur n'a reçu d'autres pleins pouvoirs, ni d'autres instructions, que celles qui lui ordonnent de se rendre à Amiens pour y traiter la paix définitive de concert avec les alliés de la Sublime-Porte.

Lord Cornwallis prendra cette occasion pour se permettre d'observer sur ce que le premier Consul paraît avoir dit à l'ambassadeur ottoman, qu'il ne peut pas avoir une parité exacte dans les cas entre la France et le Portugal et la France et la Sublime-Porte.

L'ex-ambassadeur de la Porte a fait un traité avec la France à Paris, postérieurement aux préliminaires signés à Londres. La Sublime-Porte a jugé à propos de se refuser à ratifier le traité et d'adhérer aux préliminaires : c'est ce qu'elle a communiqué au gouvernement britannique. Le Portugal, au contraire, ne paraît pas s'être refusé à ratifier son traité séparé



avec la France ; or donc, son cas ne saurait être considéré comme semblable à celui qui existe entre la France et la Sublime-Porte.

Le gouvernement britannique ayant vu le susdit protocole du 21 février et la réponse de l'ambassadeur ottoman sur ce qui s'y trouve exposé, a ordonné à lord Cornwallis de renouveler sa demande auprès du plénipotentiaire de la République Française, pour que la Porte Ottomane soit admise ou comme partie contractante ou comme partie accédante au traité définitif de paix.

Lord Cornwallis a donc l'honneur de prier le citoyen Joseph Bonaparte d'admettre de sa part les instances les plus fortes qu'il est chargé de lui faire à cet égard.

Le citoyen Joseph Bonaparte, en insistant sur ses déclarations précédentes, s'est réservé de répondre avec plus de détail dans la prochaine conférence.

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
10 mars 1802.

« Je réponds sur-le-champ, mon cher Joseph, à votre lettre du 9, que je viens de recevoir, et dont je vous accuse la réception. Le premier Consul vous a fait connaître ses intentions relativement à la Sublime-Porte. Je n'ai rien de plus à vous dire sur cet objet ; vous avez à cet égard toutes les instructions et la latitude que vous pouvez désirer.

Quant à la République Ligurienne, le premier Consul ne consent point à ce que cette dénomination soit changée. S'il est fait mention de cette République, il faut qu'elle conserve le nom que nous lui avons donné, c'est-à-dire République Ligurienne.

cependant lord Cornwallis persistait à le regarder comme motif de refuser persévéramment la mention que nous désirons que l'on fasse de la Ligurie, le premier Consul, pour en finir et pour mettre toutes les facilités de son côté, consent à ce qu'il n'en soit pas parlé dans le traité. »

« Le citoyen Joseph Bonaparte a reçu de Paris les réponses qu'il pouvait désirer sur les articles qui ont été l'objet des dernières conférences.

Joseph à lord  
Cornwallis,  
Amiens, 10  
mars 1802.

Il croit la discussion tellement épuisée, que le terme de la signature ne peut plus être éloigné. Il prie donc lord Cornwallis de vouloir bien indiquer le moment où, ayant lui-même reçu les éclaircissements qu'il attendait encore hier sur l'article des prisonniers et autres, il sera en mesure de conclure, du moment où cette époque si désirée ne dépendra plus que des plénipotentiaires. Lord Cornwallis partagera, sans aucun doute, l'impatience du soussigné. »

« Lord Cornwallis au lieu de répondre tout de suite à la note que le citoyen Joseph Bonaparte lui a fait l'honneur de lui adresser, en date d'hier, a cru y mettre un plus grand prix en s'occupant à la transmettre sur-le-champ à son gouvernement.

Lord Corn-  
wallis à Joseph.  
Amiens, 11 mars  
1802.

Il a senti le plaisir le plus vif d'apprendre que ce ministre croit que le terme de la négociation ne peut être éloigné. Le désir du gouvernement britannique de la voir finie ne peut être égalé que par les vœux personnels de lord Cornwallis à cet égard. Il s'empressera donc de communiquer au citoyen Joseph



Bonaparte les éclaircissements qu'il attend sur l'article des prisonniers, au moment où ils arriveront. Il n'en avait à attendre que sur cet article, et il a trop de confiance dans la justice du gouvernement français pour craindre que si le sien croyait toujours contre son honneur de se prêter en aucune manière aux désirs que la France a exprimés sur d'autres objets dont il a rendu compte hier, ce refus de son gouvernement fût un obstacle à la conclusion de la paix.

Le citoyen Joseph Bonaparte peut bien être assuré que lord Cornwallis partagera toute son impatience d'accélérer cette époque lorsqu'elle ne dépendra plus que des plénipotentiaires. »

Joseph à Talley-  
rand, Amiens,  
11 mars 1802.

« Citoyen ministre, je reçois votre lettre du 10; j'ai eu l'honneur de vous marquer dans ma dernière dépêche, que lord Cornwallis pourrait bien ne recevoir la rédaction de l'article des prisonniers que lorsqu'on serait assuré à Londres qu'il n'y avait plus d'autre article à discuter. J'ai attendu jusqu'à ce moment à vous expédier mon courrier, espérant qu'il en serait autrement; j'ai eu, hier au soir, une conférence avec lord Cornwallis, à qui j'avais adressé le matin la note dont vous trouverez ci-joint copie, pour lui faire sentir que les retards ne pouvaient m'être imputés, il a travaillé hier et cette nuit; son courrier, parti ce matin, doit lui porter l'approbation définitive incessamment; il a écrit vivement, à ce qu'il m'a assuré, pour l'article des troupes françaises à Otrante, tant que les forces anglaises seront à Malte; mais il ne m'a pas caché que cet article éprouve de l'oppo-

sition dans le cabinet britannique, sur la considération que pour deux ou trois mille Anglais qui sont à Malte, nous voulons conserver dix mille hommes à Otrante qui, à ce qu'on lui marque, coûtent un million de livres au roi de Naples par mois; il lui paraîtrait plus facile d'obtenir le séjour des troupes françaises d'Otrante, s'il convenait de les réduire au même nombre que les troupes anglaises à Malte.

J'aurai votre réponse sur cet article avant que lord Cornwallis ne reçoive ses derniers ordres de sa cour.

Il serait bien entendu que les troupes françaises ne devraient être réduites au nombre égal à celui des troupes anglaises, qu'à l'expiration des mois accordés par l'article 9 des préliminaires pour l'évacuation des États du roi de Naples. »

« Citoyen ministre, j'ai l'honneur de vous adresser copie de la réponse de lord Cornwallis à ma note du 10. Elle vous confirmera dans l'opinion que je vous ai donnée des dispositions de ce ministre.

Les objets dont il est parlé à la fin du second alinéa de cette pièce, comme pouvant n'être pas approuvés par le gouvernement anglais, sont: l'accession de la République Ligurienne et la prolongation du séjour des troupes françaises à Otrante. Il serait souverainement injuste que le gouvernement anglais pût se refuser à l'admission de ce dernier article que j'ai toujours fait valoir, surtout si vous adoptez la modification contenue dans ma dépêche d'hier, et à laquelle je pense qu'il est bon que je sois autorisé, pour n'y avoir recours qu'au dernier moment. »

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
12 mars 1802.



Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
12 mars 1802.

« Citoyen, je reçois une lettre d'Otto, dans laquelle je trouve, par rapport à l'article des prisonniers respectifs pendant la guerre, une rédaction qui paraît convenue avec lord Hawkesbury et qui est ainsi conçue :

« La compensation qui pourra être due de part et d'autre, pour l'entretien des prisonniers respectifs pendant la guerre, sera réglée par des commissaires que les deux puissances contractantes nommeront à cet effet. »

Le premier Consul adopte cet article, même avec le mot respectif qu'il serait cependant meilleur de supprimer.

Vous êtes déjà autorisé à adopter la rédaction anglaise sur Malte. Vous avez pareillement latitude sur ce qui regarde la Porte-Ottomane. Je ne vois donc rien, absolument rien qui puisse retarder la signature si ce n'est la volonté même de rompre toute négociation ; et si ce malheur devait arriver, mettez-vous bien en règle pour que tout le reproche en tombe sur les Anglais. »

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
13 mars 1802.

« Citoyen ministre, j'ai reçu votre lettre du 12 ; il est difficile de mettre plus de facilités que nous le faisons dans la négociation ; je ne doute pas d'un résultat très prochain ; cependant lord Cornwallis n'a pas encore les éclaircissements définitifs qu'il a demandés sur l'article des prisonniers.

Pour ne pas perdre de temps, nous nous réunissons aujourd'hui avec les ministres d'Espagne et de Bavière, pour convenir définitivement l'article du Cap, 6

les Anglais voudraient que toutes les parties contractantes pussent entrer sans payer aucun droit, quoique la rédaction adoptée par eux dans le protocole du 8 pluviôse soit différente ; nous nous mettrons aussi d'accord pour la rédaction du traité dans les différentes langues, les titres et autres articles de détail ; je continuerai de vous tenir au courant de tout ce qui se fera. »

« Citoyen ministre, lord Cornwallis a désiré l'insertion au traité de l'article suivant, qu'on lui assure être nécessaire pour lier plus particulièrement tous les sujets de la Grande-Bretagne à l'exécution des stipulations arrêtées ; j'ai vérifié que cet article se trouve dans les traités précédemment conclus entre la France et la Grande-Bretagne ; s'il n'est point rigoureusement nécessaire, au moins n'a-t-il aucun inconvénient, il deviendrait l'article 21 du traité. Le voici :

Joseph à Talley-  
rand. Amiens.  
13 mars 1802.

« ART. 21. Les parties contractantes promettent d'observer sincèrement de bonne foi tous les articles contenus dans le présent traité, et elles ne souffriront pas qu'il y soit fait de contrariété directe ou indirecte par leurs citoyens ou sujets respectifs, et les susdites parties contractantes se garantissent généralement et réciproquement toutes les stipulations du présent traité. »

L'article dont il a été précédemment question sur les malfaiteurs, pourrait être inséré au traité, tel qu'il se trouve rédigé ci-dessous. Les Anglais, les Espagnols et les Bataves le désirent également ; il se trouve aussi



dans presque tous les traités précédents; la désignation du crime de conspiration contre la sûreté et le régime de l'intérieur de l'État, a été adoptée. Je crois qu'il serait convenable de ne pas omettre cet article; comme j'aurai le temps de recevoir encore votre détermination à cet égard, je m'y conformerai.

J'ai eu ce soir une conférence avec les trois plénipotentiaires, on est convenu de rédiger le traité en français et en anglais; un article séparé contiendra la réserve que cet exemple ne pourra pas tirer à conséquence, comme cela a été stipulé dans tous les traités précédents. »

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
14 mars 1802.

« Citoyen ministre, je n'ai point été content de la rédaction de l'article des prisonniers, tel qu'il a été projeté entre lord Hawkesbury et le citoyen Otto. comme il se trouve inséré dans votre dépêche du 12. Il y a bien long-temps que lord Cornwallis s'était expliqué avec moi avec plus de franchise, en me proposant un article patent dans le sens de celui dont il est question dans votre dépêche, et un article secret qui aurait porté que la commission dont il était question dans l'article patent, n'aurait pu être nommée que par le concours spontané des parties contractantes.

La copie de la note qui m'avait été remise par lord Cornwallis, celle du projet d'article sur les prisonniers, insérée dans le projet de traité que le ministre anglais trouvait convenable, vous prouveront en partie ce que j'ai l'honneur de vous marquer.

J'ai donc profité du passage de votre courrier.



pour écrire au citoyen Otto une lettre, dont il pourrait peut-être se servir avec succès auprès de lord Hawkesbury, si l'on était tenté à Londres de ne pas tenir l'engagement de lord Cornwallis, qui m'a dix fois donné verbalement les assurances les plus positives sur cet objet. »

« Citoyen ministre, j'ai l'honneur de vous adresser une copie exacte du traité, telle qu'elle a été arrêtée et communiquée aux ministres de S. M. Catholique et de la République Batave. Si vous y trouvez quelques changements de rédaction, je vous prie de me le faire connaître ; j'aurai le temps de recevoir votre dépêche avant l'arrivée du dernier courrier de Londres.

Joseph à Talleyrand.  
Amiens,  
15 mars 1802.

L'article des prisonniers est en blanc ; mais les dispositions principales en sont convenues. L'article 6 a éprouvé une nouvelle rédaction, d'après les désirs des ministres d'Espagne et d'Angleterre.

L'article 15 vous paraîtra peut-être contenir une disposition minutieuse au second alinéa ; mais j'ai cru devoir la laisser subsister, comme une trace des efforts qui ont été faits en faveur des pêcheurs de Terre-Neuve, tandis que le premier alinéa du même article prouve que nous n'avions pas droit d'attendre davantage du gouvernement anglais.

Les articles 3, 10, 18 et 19 contiennent quelques expressions inutiles. J'aurais aimé de les élaguer ; mais c'est la part qu'il a fallu faire à la défiance puérile du secrétaire anglais.

Vous trouverez ci-joint, copie d'une note verbale

qui m'a été remise par le citoyen Schimmelpenninck  
il doit vous écrire directement. »

Talleyrand à  
Joseph. Paris,  
16 mars 1802.

« Citoyen, j'ai reçu hier, dans la nuit, votre dépêche, n° 46. Il était tard ; le premier Consul était couché. Elle n'a pu être mise sous ses yeux que le matin. Voici quelques observations.

L'article 10 est complet, et règle d'une manière étendue tout ce qui est relatif à l'Ordre de Malte, mais le 10<sup>e</sup> alinéa laisse une latitude trop indéfinie au patronage effectif et spécial du roi de Naples sur l'Ordre et sur l'île. Il conviendrait qu'il y eût un terme de rigueur au droit de garnison qui est attribué à cette puissance, et que le 10<sup>e</sup> alinéa finît ainsi :  
« Sans toutefois que ces troupes puissent y rester » au-delà du 1<sup>er</sup> avril 1805. » Vous observerez que cette clause est conforme à la proposition qui en a été faite par l'Angleterre.

La rédaction de l'article 12 est trop absolue. Le prince d'Orange doit être indemnisé en Allemagne, mais il ne faut pas que la France reste responsable d'un événement éventuel. Il ne faut pas non plus que l'engagement commun d'employer son influence pour l'accomplir, n'ait de notoriété qu'à l'égard de la France. Il serait mieux et plus convenable de rédiger ainsi cet article : « Les parties contractantes réuniront leur influence lors de l'arrangement définitif des affaires d'Allemagne, pour que le prince de Nassau soit indemnisé, etc. »

Le premier Consul désirerait que l'article 19 fût mis à la fin du traité ; mais il insiste particulièrement



sur les qualifications, inutilement données à la Porte, d'alliée de la Grande-Bretagne, dont il demande la suppression.

Le peu de place que cette puissance tient dans le traité, ne permet pas, pour sa propre considération, qu'elle y soit désignée sous une dénomination secondaire qui la classerait aux yeux de l'Europe, parmi les États de second ordre. Cette épithète a, de plus, l'inconvénient de faire ressortir le patronage de l'Angleterre en faveur de la Porte, dans l'acte de pacification de cet Empire avec la République Française.

Telles sont, Citoyen, les observations que le premier Consul m'a chargé de vous envoyer, mais ce ne sont que des observations ; celles qui portent sur les articles 12 et 19 sont les plus importantes : ce qui est d'un intérêt au-dessus de tout, c'est de conclure. Vous présenterez ces réflexions comme des modes d'une rédaction plus convenables et plus justes ; vous insisterez jusqu'au moment où vos efforts vous paraîtraient capables de faire rétrograder les négociations, ou même d'en éloigner le terme ; mon courrier part à 3 heures, vous le recevrez à minuit ; nous pourrons apprendre la signature dans la journée de demain.

Adieu, mon cher Joseph, j'espère que cette lettre sera la dernière, et que la première qui viendra de vous, m'apprendra que vous venez recevoir nos félicitations sur la joie que vous allez donner à la France et à l'Europe entière. »

« Citoyen ministre, j'ai eu ce soir une conférence de sept heures avec lord Cornwallis ; il m'a commu-

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
18 mars 1802.

niqué de nouvelles réflexions qu'il venait de recevoir de son gouvernement, sur la rédaction convenue de plusieurs articles du traité, et m'a fait connaître enfin les dispositions si long-temps attendues à l'égard des prisonniers.

Après lui avoir témoigné mon étonnement sur tout ce que je venais d'entendre, je l'ai prié de me laisser copie de ses propositions. J'ai fait la récapitulation de toutes les facilités et de tous les sacrifices auxquels nous nous étions prêtés, dans l'espérance d'obtenir un résultat prompt et honorable pour les deux nations ; je lui ai dit, avec toute l'émotion qui appartenait à la circonstance, que je ne répondais de rien et que je n'espérais plus d'entretenir le gouvernement français dans l'esprit de conciliation qu'il a constamment montré jusqu'à ce jour.

Lord Cornwallis paraissait lui-même très affecté, et ne cessait de répéter que l'Angleterre voulait toujours la paix sincèrement ; mais que les ministres avaient besoin de justifier de tout ce qu'ils avaient fait pour les intérêts de leur nation, et que cela rendrait leur position extrêmement délicate ; il me donnait ensuite de nouvelles assurances de sa bonne volonté personnelle, et m'invitait à discuter les nouveaux changements proposés, qu'il ne regardait pas comme irrévocables.

J'ai voulu qu'il ne crût pas que je rompais les négociations, et je n'ai pas refusé de discuter quelques-uns des articles sur lesquels nous n'étions pas en opposition directe. Enfin, nous nous sommes séparés sans rien arrêter.



J'ai réfléchi, depuis son départ, qu'il serait prudent de constater, par sa signature, la copie qu'il m'avait laissée ; j'ai prié, en conséquence, le citoyen Dupuis de se rendre chez lui pour la demander ; il s'y est transporté sur-le-champ, et a exposé au ministre anglais combien il m'était indispensable d'avoir une pièce officielle qui pût prouver que si la paix ne s'était pas faite, on ne devait s'en prendre qu'au gouvernement anglais qui, au moment de la conclusion, avait substitué à un article déjà convenu sur les prisonniers, des difficultés nouvelles, tant sur ce point que sur plusieurs autres.

Lord Cornwallis a représenté que l'on ne devait pas se presser de transmettre comme irrévocables des changements auxquels il espérait que son gouvernement pourrait renoncer, du moins quant à une partie ; il a insisté beaucoup sur les dispositions plus favorables qui résulteraient nécessairement de son dernier courrier, dont il attendait le retour avec impatience.

Il s'est enfin refusé, non avec humeur, mais avec l'air de l'affliction sincère, à donner aucun caractère d'authenticité à la pièce que je vous envoie, et dont je n'ai pas eu le temps de faire copie, que je vous prie, en conséquence, de me renvoyer.

Vous trouverez ci-joint, le projet de la note que je me propose de remettre lorsque, par le retour de mon courrier, vous m'aurez fait connaître si le gouvernement en approuve la rédaction.

J'espère recevoir votre réponse la nuit prochaine. »



Joseph à M.  
Otto, Amiens,  
19 mars 1802.

« Citoyen ministre, dans la crainte que le ministre des relations extérieures ne vous envoie pas copie des nouvelles demandes du ministre anglais, je prends le parti de vous les adresser directement, ainsi que la note que j'adresse à ce sujet à lord Cornwallis, et même le projet de traité tel qu'il a été arrêté et communiqué aux ministres d'Espagne et de la République Batave, le 22 du courant. Il me paraît impossible, si l'on veut la paix à Londres, que l'on veuille déshonorer un homme tel que lord Cornwallis, et manquer à ce que l'on doit à son caractère particulier et public et à la considération qu'il a acquise à tant de titres dans les différentes parties du monde.

Il n'y a que des esprits bornés, ou des âmes étroites, qui puissent penser que lord Cornwallis ait eu tort d'être loyal et vrai avec moi.

Il y a environ deux mois qu'il voulait bien me dire que l'article des prisonniers se terminerait convenablement, que la rédaction en serait telle que l'honneur des deux gouvernements serait à couvert, et que la France n'aurait pas un sou à payer; j'ai toujours pensé, et je pense plus fortement que jamais, que les principes et les usages, invoqués comme juges de cette contestation dans les préliminaires, sont absolument et décidément en notre faveur. Cependant je fus si charmé de la confiance que me témoignait lord Cornwallis, et de l'espoir d'éviter la longueur des discussions, que je consentis à ne parler de cet article que lorsque tous les autres auraient été arrêtés; c'est ce que désirait le ministre anglais; il ne donnait pas gratuitement, mais il obtenait, par

la promesse qu'il me faisait, l'abandon de la prétention que j'avais élevée, de commencer la négociation par les articles que la nature des choses, les usages de tous les temps, l'exemple de nos propres nations, plaçaient au premier rang des objets à discuter.

La discussion sur les plénipotentiaires et leurs pouvoirs était alors épuisée; je demandai que l'on s'occupât des prisonniers; le droit naturel dit: que les malheureux qui souffrent inutilement, leurs amis soient d'abord tranquilisés, puisque toute peine inutilement prolongée, et même toute crainte, toute incertitude sur le terme d'une peine, sont elles-mêmes des maux que l'humanité veut que l'on fasse cesser; ainsi voyons-nous que, dans tous les traités, on commence d'abord à fixer le sort des prisonniers; aussi, dans les deux projets primitifs, cet article est-il placé le second; pourquoi, dans la négociation actuelle, n'eût-il pas été discuté dès le commencement? qu'aurait pu répondre lord Cornwallis? Aussi éluda-t-il habilement la question, ou, pour mieux dire, il m'y fit renoncer, par la promesse qu'il n'y aurait point de discussion sur le fond, et que la rédaction conviendrait aux deux gouvernements. Je consentis alors à ajourner la rédaction de cet article à la fin de la négociation; je fus beaucoup plus facile sur tous les autres points, et dernièrement enfin j'ai accordé tout ce que le plénipotentiaire anglais a demandé. Si, dans cette négociation, je ne me suis pas astreint aux règles minutieuses de l'usage, c'est que j'ai compté beaucoup sur les dispositions du gouvernement anglais, et beaucoup sur celles de son ministre, dont le



caractère m'a inspiré une telle confiance, que je lui ai toujours parlé le langage de la vérité : aujourd'hui même je suis loin de m'en repentir et de me plaindre de lord Cornwallis; je partage son déplaisir secret, qu'il a la force de me cacher, mais dont les circonstances m'instruisent malgré lui.

Sans doute MM. Addington et Hawkesbury méconnaissent tous ces détails, et il me paraît impossible, d'après l'opinion que j'ai de leur caractère, qu'ils veuillent porter atteinte à un article dont la justice reconnue a été avouée par lord Cornwallis, et consignée dans une note écrite de la main de M. Merry.

Les autres changements proposés paraissent rédigés dans un esprit de malveillance contre la France et ses alliés, sans être d'aucun avantage pour la Grande-Bretagne. Si l'on veut la paix, nul doute qu'on ne les retire. L'article de Malte dit assez clairement que les chevaliers qui auront le droit de rentrer dans cette île nommeront un grand-maitre, si cette élection n'a pas été faite depuis la signature des préliminaires dans l'élection de l'ancien grand-maitre; si cette élection n'a pas été faite depuis la signature des préliminaires, donc l'élection de l'ancien grand-maitre est évidemment regardée comme n'ayant plus aucun effet, et cette place vacant. Pourquoi ne pas le dire? parce qu'il est un terme où finit la facilité et où commence la faiblesse, et que ce terme est le déshonneur, pire que la mort.

A l'article du prince d'Orange, on a l'air de vouloir nous faire faire amende honorable à l'ancien Stathouder, et le procès à la révolution de la Hollande.

L'article des Barbaresques était la seule stipulation honorable pour le siècle ; il eût signalé par un trait de philanthropie véritable, la fin d'une guerre durant laquelle on a fait tant de mal en son nom ; il ne peut qu'honorer les ministres anglais ; nous n'y sommes pas plus intéressés qu'eux.

Veuillez, Citoyen ministre, faire valoir toutes ces observations, et puisqu'il paraît que l'on n'accorde pas à lord Cornwallis toute la latitude et la confiance qu'il mérite, mettez la dernière main, vous et M. Hawkesbury, à l'ouvrage que vous avez si glorieusement entamé. »

« Citoyen ministre, j'ai reçu votre lettre du 18. Je viens d'adresser à lord Cornwallis une note avec quelques observations sur ses nouvelles demandes.

Joseph à Talleyrand. Amiens,  
19 mars 1802.

J'ai profité du passage de votre courrier pour écrire au citoyen Otto ; j'ai cru devoir lui donner des explications dont il pourra se servir, d'autant plus que M. Merry étant venu me voir seul, hier, ne m'a laissé aucun doute que l'on ne regarde la conduite de lord Cornwallis, sur l'article des prisonniers, comme répréhensible, et j'ai cru devoir à la vérité cette explication, qui, d'ailleurs, établit d'une manière évidente le droit que nous avons d'insister sur l'article des prisonniers. »

« Citoyen ministre, d'après tous les renseignements que j'ai pu me procurer, il paraît que la rédaction de plusieurs paragraphes de l'article de Malte,

Joseph à Talleyrand. Amiens,  
20 mars 1802.

proposée ici par le ministre anglais, a déplu à Londres, et, entr'autres, celle du paragraphe premier. Je trouve la nouvelle, dans laquelle il est question de la vacance positivement avouée de la charge de grand-maitre de l'Ordre, absolument inadmissible: il serait possible de détruire tous les soupçons du gouvernement anglais, par la rédaction que vous trouverez dans la pièce ci-jointe, sous le paragraphe premier de l'article 10.

L'exécution donnée à l'élection faite avant les préliminaires étant plus vague, elle peut tomber sur toute autre nomination qui aurait pu être faite du temps de Paul 1<sup>er</sup> aussi bien que sur celle de l'ancien grand-maitre.

Je ne vois point de graves inconvénients à l'adoption des autres paragraphes de cet article 10, tels qu'ils sont dans la même pièce.

Comme vous voyez, sur l'article 9 des Barbaresques, quoique je pense qu'il ne vaut pas la peine de retarder la négociation de quinze jours, ce qui pourrait arriver.

L'article sur le prince d'Orange me semble pouvoir être adopté dans sa nouvelle rédaction en général; si je puis précipiter la signature sans référer à Londres, m'autorisez-vous à le faire avec les amendements que je vous envoie et même en adoptant l'article 9 sur les Barbaresques tel qu'il est envoyé à lord Cornwallis? vous sentez que je ne le ferai qu'à la dernière extrémité.

Je n'ai plus eu de conférence avec lord Cornwallis,



depuis le 16. La note que je vous ai adressée hier a été ma seule communication directe.

Cependant, M. Schimmelpenninck, que j'avais prévenu des difficultés inattendues sur trois articles qui regardent directement la Hollande, a eu une très vive et très longue conversation avec M. Merry; il s'est rendu chez lord Cornwallis, pour lui parler des objets qui l'intéressent et sur lesquels ils avaient d'abord été d'accord; il l'a trouvé dans les dispositions d'esprit que je lui connaissais et réellement affligé de se trouver dans cette position. Il paraît avoir parlé avec beaucoup de franchise; le ministre batave parlant parfaitement l'anglais, il lui a été plus facile de mieux connaître ses dispositions; il a profité assez habilement et avec beaucoup de zèle d'un premier épanchement pour bien convaincre lord Cornwallis qu'il était joué; que la France ne céderait pas, et que sa gloire serait nécessairement ternie en laissant briser entre ses mains un si grand ouvrage; d'autant plus que sa déclaration sur les prisonniers qui était entre mes mains mettrait naturellement le tort de son côté. Il s'est offert à me voir, pour me faire revenir, par considération pour lui, sur la rédaction adoptée le 13, avec la condition expresse qu'il prendrait sur lui de signer, sans écrire à son gouvernement, un projet mitoyen entre celui qui lui avait semblé bon le 13, et les modifications qu'il avait communiquées le 17. J'ai promis à M. Schimmelpenninck de prendre sur moi tout ce qui serait raisonnable, et comme je prévois que j'au-

rai le temps d'avoir votre réponse, je profite de ma proximité de Paris pour vous consulter sur les modifications que je vous envoie.

J'ai introduit M. Schimmelpenninck dans cette affaire, parce que : 1° je ne veux pas perdre l'excellent position dans laquelle me met la rédaction annoncée par tous les plénipotentiaires le 13 mars ; 2° pour ne pas détruire l'effet de ma note et donner des avenues aux ministres anglais, en discutant partiellement des articles que je dois croire avoir été définitivement discutés et arrêtés ; 3° le ministre batave est retourné dans cette affaire, comme moi, depuis la conférence du 13 mars, qui l'a rendu commun par l'adhésion que tous les ministres y ont donnée.

La réponse du ministre batave ne laisse aucun doute sur l'adoption qui a eu lieu le 13, de la rédaction définitive.

Vous trouverez aussi une note du ministre batave et une réponse que j'ai jugée indispensable pour n'avoir plus de démêlé avec lui, tant l'effet est d'ailleurs détruit par la dernière phrase, selon les intérêts des deux nations (1).

Je ne discuterai plus aucun article en détail ; mais lorsque je saurai que nous sommes réellement d'accord, je signerai définitivement le tout.

Vous verrez avec quelles modifications je consentirai à signer ; si vous trouvez que je n'accorde pas assés

---

(1) Ces pièces nous ont semblé inutiles à placer ici.

ou que j'accorde trop, faites-moi connaître la volonté du gouvernement.

M. Schimmelpenninck a lu les dernières instructions de lord Hawkesbury ; elles portent en substance : la nation et les ministres veulent la paix ; mais il la leur faut honorable pour résister à leurs ennemis qui sont puissants. Cet état intermédiaire est ce qui peut arriver de pire, faites-le ainsi, signez en vous conformant aux instructions ci-jointes, ou constatez le refus de l'ennemi, que nous devons regarder comme le signal de la reprise des hostilités. Lord Cornwallis a senti, au ton que j'ai pris lorsqu'il m'a remis ces nouveaux articles, que la négociation serait rompue, et il m'a prié de ne pas les regarder comme définitifs ; il m'a retiré la copie non signée qu'il m'en avait d'abord remise. Il sent qu'en rompant aujourd'hui, il est étrangement compromis. M. Merry le sent aussi, car il est aussi personnellement dans son tort que Mylord ; donc, il paraît qu'ils font de bonne foi des efforts pour rapprocher les articles qu'ils reçoivent de ceux qu'ils avaient d'abord adoptés. Dans cette situation, je dois précipiter la signature, pour connaître le dernier terme des sacrifices que ferait le gouvernement pour ne retarder la signature de vingt-quatre heures. »

« Citoyen ministre, au moment du départ de ma dépêche, j'en reçois une de M. Otto ; elle me confirme ma façon de penser sur la position difficile de lord Cornwallis et des affaires, et affaiblit beaucoup l'espoir que j'avais conçu sur l'adoption, par le mi-

Joseph à Talley-  
rand. Amiens.  
20 mars 1802.



lui sacrifier la paix générale ; les dispositions de plusieurs personnages importants, à Londres, paraissent telles que le retard peut augmenter les chances pour la guerre ; et, d'un autre côté, je n'étais point autorisé à accorder à lord Cornwallis un article sur lequel le gouvernement céderait un jour après ; je dois vous prévenir que le ministre anglais, après avoir écrit à Londres le résultat de notre dernière conférence, ne signerait plus sans attendre une nouvelle réponse ce qui entraînerait encore de nouveaux retards multiplierait les chances en faveur des ennemis de la paix. »

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
24 mars 1802.

« Citoyen ministre, j'ai l'honneur de vous adresser un paquet du citoyen Otto que lord Cornwallis vient de me remettre ; je reçois aussi une dépêche du citoyen Otto assez détaillée ; comme il vous écrit les mêmes choses, je me dispense de vous en entretenir. »

Lord Cornwallis vient de me prévenir pour une conférence dont j'aurai l'honneur de vous transmettre le résultat. »

Joseph à Talley-  
rand. Amiens,  
24 mars 1802.

« Citoyen ministre, je reçois votre lettre d'aujourd'hui, deux heures après le départ du courrier qui m'avait apporté la dépêche du citoyen Otto. »

Je me conformerai aux directions contenues dans votre dernière dépêche relativement au prince d'Orange et à l'article 10 ; mais il ne sera pas possible d'obtenir du ministre anglais que l'article relatif à la Porte-Ottomane n'énonce que cette puissance est alliée de Sa Majesté Britannique, comme l'article désigne.

Sa Majesté Catholique et la République Batave, alliées de la République Française. M. le marquis de Cornwallis a déclaré qu'il n'espérait pas être autorisé à ce changement, qu'il ne le prendrait pas sur lui. Si j'obtiens satisfaction sur les autres articles, je ne m'arrêterai pas à celui-ci qui a été convenu dans la rédaction du 13 mars.

Je vous renvoie sur-le-champ notre courrier Dornis, il m'en reste encore un à envoyer.»

« Citoyen ministre, le citoyen Dupuy vous remettra la copie littérale du traité définitif, dont la minute, signée par les quatre plénipotentiaires, reste entre mes mains jusqu'à demain à midi, moment auquel j'espère que les quatre exemplaires en langues française et anglaise étant terminés, nous les signerons solennellement à la maison commune de cette ville.

Joseph à Talley-  
rand. Amiens.  
25 mars 1802.

Le citoyen Dupuy entrera dans les détails que vous pouvez désirer, ayant été témoin des conférences de cette nuit et de ce matin, et connaissant tout ce qui s'est passé comme moi.

Vous remarquerez quelques modifications à l'article des prisonniers; des phrases supprimées dans le premier alinéa de l'article, dans ce concert, qui ne laissent aucun doute sur l'intention des parties contractantes.

A l'article Malte, j'ai évité la vacance de la grand-maîtrise.

Les émigrés sont formellement exclus, comme natifs d'un pays qui conserve des langues à Malte. Il



n'est plus question de la noblesse actuelle dans le paragraphe 3.

Au paragraphe 12 du même article, on a supprimé les Albanais ; la suppression de ce mot a nécessité une discussion de trois heures.

Le paragraphe 9 des Barbaresques est conservé , ainsi je n'ai pas eu besoin d'employer aucun moyen indirect pour faire connaître nos intentions.

L'article du prince d'Orange aura , j'espère, votre approbation. J'ai accordé à M. Schimmelpenninck une déclaration particulière, conforme aux instructions que j'avais reçues, pour dégager la Batavie des charges que cet article semblait lui imposer ; j'ai cru ne devoir pas la refuser à la considération que vous m'avez plusieurs fois écrit, que la République Batave ne devait pas payer un sou ; la France devant d'ailleurs traiter avec la Batavie pour le prince d'Orange, il lui sera tenu compte de ces concessions.

La Porte-Ottomane était l'article auquel le ministre anglais tenait davantage ; j'ai la conviction que la négociation se serait plutôt rompue que de faire reculer un degré de plus ; il n'en est pas question cependant dans le préambule.

Lord Cornwallis a conservé son caractère jusqu'au dernier moment ; je n'ai qu'à me louer de sa franchise et de la libéralité de ses principes ; il compte repartir sur-le-champ pour l'Angleterre. M. le chevalier Azara ne s'est pas démenti , et M. Schimmelpenninck a montré beaucoup de zèle et d'adresse à servir son pays , et en même temps beaucoup de dévouement pour la République Française.

Je ne puis dire assez de bien du citoyen Dupuy ; il est en tous points digne des succès qu'il a obtenus, en conservant à la France ses seules colonies ; ses talents, son exacte probité, doivent le porter à la tête d'une grande administration.

Je vous prie de le présenter au premier Consul ; je compte être à Paris le 6 ou le 7, vous renouveler de vive voix l'expression des sentiments que je vous ai voués depuis long-temps, et auxquels mes communications avec vous durant cette négociation eussent donné encore plus de vivacité, s'ils en eussent été susceptibles. »

« Citoyen ministre, je reçois votre lettre du 25. Le citoyen Dupuy aura répondu aux deux articles de votre dépêche avant la réception de la présente ; j'ajoute que les mots : *alliés de la Grande-Bretagne*, à l'article de la Porte, étaient motivés par les préliminaires : c'est la déclaration d'un fait. Il était convenu, il se trouve dans la rédaction du 22 ventôse ; c'était de la part du gouvernement anglais absolument et décidément une condition *sine quâ non*.

Joseph à Talleyrand. Amiens,  
26 mars 1802.

Lord Cornwallis croit avoir beaucoup cédé, en se contentant de la rédaction qui a été adoptée après une très longue et très vive discussion. Nous ne pouvons pas vous cacher que c'est cet article qui a produit toute l'irritation en Angleterre, lorsque l'on y reçut la note que j'eus ordre de transmettre à lord Cornwallis sur cet objet ; la suppression des mots : *alliés de la République Française*, après l'article 3, était bien loin de paraître un équivalent au minis-

tre anglais; rien, d'ailleurs, ne pouvait détruire préliminaires et l'effet manifesté. Sans doute j'ai bien désiré obtenir la suppression de ces notes, conformément à vos intentions; mais vous sentez qu'il était difficile de faire prévaloir notre opinion contre les bases primitives du traité, la justice et la détermination inébranlable du gouvernement britannique.

L'article de la maison de Nassau est rédigé de manière que la France n'est pas plus liée que les autres parties contractantes. Il est bien entendu entre plénipotentiaires que l'indemnité sera en Allemagne. Les protocoles antérieurs établissent cette opinion et s'il n'en a pas été fait mention dans le traité, c'est par égard pour S. M. Britannique qui n'a voulu prendre aucun engagement formel et manifeste dans les affaires d'Allemagne.

J'espérais que la signature aurait eu lieu aujourd'hui, mais ce ne sera que demain sur les midi.

Joseph A Talley-  
rand. Amiens,  
26 mars 1802.

« Citoyen ministre, le citoyen Portalis vous mettra le traité de paix, signé solennellement à la maison commune de cette ville, il y a une heure.

Le terme de la négociation est le moment de rendre justice aux citoyens qui ont fixé le choix du gouvernement, il était difficile de le mieux justifier que ne l'ont fait les citoyens Portalis et Rœderer fils; vous connaissez personnellement toutes les qualités et le zèle de ce dernier. Le citoyen Portalis mérite toute votre confiance et la bienveillance du gouvernement; ses connaissances et ses principes le se-



parcourir la carrière dans laquelle il est entré avec la plus grande distinction. »

« J'ai reçu, mon cher Talleyrand, la lettre que vous m'avez fait l'amitié de m'écrire. Je suis charmé de tout ce que vous avez fait pour le citoyen Dupuy.

Joseph à Talleyrand. Amiens, 27 mars 1802.

Le traité vient enfin d'être signé solennellement à la maison commune. Je ne puis que m'applaudir beaucoup des habitants d'Amiens dans cette circonstance ; je serai à Paris demain soir. J'ignore encore si lord Cornwallis viendra à Paris ; je ne le crois pas. Il m'a communiqué une lettre de M. Addington qui le prie instamment de se rendre sur-le-champ à Londres, pour convertir à son ouvrage quelques personnages importants qui sont liés avec lui. Vous ne devez attribuer qu'à un motif aussi puissant, son retour précipité à Londres.

J'ai expédié au citoyen Otto, avec la nouvelle de la paix, le citoyen Hattement, qui a été à Londres chargé des affaires des prisonniers ; ce citoyen estimable a été employé à des traductions anglaises durant la négociation ; il m'avait été recommandé par le citoyen Barthélemy, sénateur, il a justifié tout le bien qu'il m'avait dit de lui. Il désire de l'emploi.

Le citoyen Fleury, qui a été avec moi à Lunéville, a aussi travaillé avec moi durant la tenue du congrès. Il désire d'être attaché aux relations extérieures, comme secrétaire dans quelque légation, ou de toute autre manière. Je vous prie de faire prendre ces deux noms en note, comme porté par deux hommes pleins de bonne volonté et de zèle, et susceptibles d'être

employés dans les légations ou dans les commissions commerciales.

La signature a eu lieu à cinq heures précises, à la maison commune. Le public a témoigné beaucoup de joie. Le citoyen Portalis vous donnera tous les détails possibles. Présentez-le au premier Consul et assurez-le qu'il est digne de son père (1). »

Le texte du traité d'Amiens étant identique au projet qu'on trouvera page 291, nous pensons inutile de le reproduire ici.

Les seules différences entre le projet et le traité sont les suivantes :

A la suite de l'art. 11, le traité porte :

Les forces anglaises évacueront pareillement Porto-Ferrajo, et généralement tous les ports et îles qu'elles occuperaient dans la Méditerranée ou dans l'Adriatique.

Les articles secrets sont les suivants :

ART. 1<sup>er</sup>. La commission dont il est fait mention dans l'article 2, ne pourra être nommée que par le concours spontané des parties contractantes.

ART. 2. Les troupes françaises évacueront Otrante lorsque l'île de Malte sera évacuée par les forces de S. M. Britannique.

Nous croyons devoir faire suivre cette correspon-

---

(1) On trouvera au 1<sup>er</sup> volume des Mémoires du roi Joseph, toute la correspondance particulière de Napoléon et de son frère aîné relative aux négociations du traité d'Amiens, ainsi que la correspondance particulière de Joseph et de Talleyrand.



dance officielle et les documents, des préliminaires signés à Londres, le 1<sup>er</sup> octobre 1801, par MM. Otto et Hawkesbury.

« Le premier Consul de la République Française, au nom du Peuple français, et S. M. le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, animés d'un désir égal de faire cesser les calamités d'une guerre destructive, et de rétablir entre les deux nations l'union et la bonne intelligence, ont nommé à cet effet, savoir : le premier Consul de la République Française, au nom du Peuple français, le citoyen Louis-Guillaume Otto, commissaire chargé de l'échange des prisonniers français en Angleterre, et S. M. Britannique, le sieur Robert-Banks-Jenkinson lord Hawkesbury, du conseil privé de S. M. Britannique, et son principal secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, lesquels, après s'être dûment communiqués leurs pleins pouvoirs en bonne forme, sont convenus des articles préliminaires suivants :

ART. 1<sup>er</sup> Aussitôt que les préliminaires seront signés et ratifiés, l'amitié sincère sera rétablie entre la République Française et S. M. Britannique, par terre et par mer, dans toutes les parties du monde.

En conséquence, et pour que toutes les hostilités cessent immédiatement entre les deux puissances et entr'elles et leurs alliés respectivement, les ordres seront transmis aux forces de terre et de mer avec la plus grande célérité, chacune des parties contractantes s'engageant à donner les passe-ports et les facilités nécessaires pour accélérer l'arrivée desdits or-

dres et assurer leur exécution. Il est de plus convenu que toute conquête qui aurait eu lieu de la part de l'une ou l'autre des parties contractantes, sur l'une d'elles ou sur leurs alliés, après la ratification des présents préliminaires, sera regardée comme non avenue, et fidèlement comprise dans les restitutions qui auront lieu après la ratification du traité définitif.

ART. 2. S. M. Britannique restituera à la République Française et à ses alliés, nommément à S. M. Catholique et à la République Batave, toutes les possessions et colonies occupées ou conquises par les forces anglaises dans le cours de la guerre actuelle, à l'exception de l'île de la Trinité et des possessions hollandaises dans l'île de Ceylan, desquelles îles et possessions S. M. Britannique se réserve la pleine et entière souveraineté.

ART. 3. Le port du Cap de Bonne-Espérance sera ouvert au commerce et à la navigation des deux parties contractantes, qui y jouiront des mêmes avantages.

ART. 4. L'île de Malte, avec ses dépendances, sera évacuée par les troupes anglaises, et elle sera rendue à l'Ordre de St-Jean-de-Jérusalem. Pour assurer l'indépendance absolue de cette île de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes, elle sera mise sous la garantie et la protection d'une puissance tierce, qui sera désignée par le traité définitif.

ART. 5. L'Egypte sera restituée à la Sublime-Porte, dont les territoires et possessions seront maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre actuelle.

ART. 6. Les territoires et possessions de S. M. Très Fidèle, seront aussi maintenus dans leur intégrité.

ART. 7. Les troupes françaises évacueront le royaume de Naples et l'Etat Romain. Les forces anglaises évacueront pareillement Porto-Ferrajo, et généralement tous les ports et îles qu'elles occuperaient dans la Méditerranée ou dans l'Adriatique.

ART. 8. La République des Sept-Iles sera reconnue par la République Française.

ART. 9. Les évacuations, cessions et restitutions stipulées par les présents articles préliminaires, seront exécutées pour l'Europe dans un mois ; pour le continent et les mers d'Amérique et d'Afrique dans les trois mois ; pour le continent et les mers d'Asie dans les six mois qui suivront la ratification du traité définitif.

ART. 10. Les prisonniers respectifs seront d'abord, après l'échange des ratifications du traité définitif, rendus en masse et sans rançon, en payant de part et d'autres les dettes particulières qu'ils auraient contractées.

Des discussions s'étant élevées touchant le paiement de l'entretien des prisonniers de guerre, les puissances contractantes se réservent de décider cette question par le traité définitif, conformément au droit des gens et aux principes consacrés par l'usage.

ART. 11. Pour prévenir tous les sujets de plaintes et de contestations qui pourraient naître à l'occasion des prises qui seraient faites en mer après la signa-



ture des articles préliminaires, il est réciproquement convenu que les vaisseaux et effets qui pourraient être pris dans la Manche et dans les mers du Nord après l'espace de douze jours, à compter de l'échange des ratifications des présents articles préliminaires seront, de part et d'autre, restitués ; que le terme sera d'un mois depuis la Manche et les mers du Nord jusqu'aux îles Canaries inclusivement, soit dans l'Océan, soit dans la Méditerranée ; de deux mois, depuis lesdites îles Canaries jusqu'à l'Equateur, et enfin de cinq mois dans toutes les autres parties du monde, sans aucune exception ni autre distinction plus particulière de temps et de lieu.

ART. 12. Tous les séquestres mis de part et d'autre sur les fonds, revenus et créances de quelque espèce qu'ils soient, appartenant à une des puissances contractantes ou à ses citoyens ou sujets, seront levés immédiatement après la signature du traité définitif.

La décision de toutes réclamations entre les individus des deux nations, pour dettes, propriétés, effets ou droits quelconques, qui, conformément aux usages reçus et au droit des gens, doivent être rendus à l'époque de la paix, sera renvoyée devant les tribunaux compétents ; et, dans ces cas, il sera rendu une prompte et entière justice dans le pays où les réclamations seront faites respectivement. Il est convenu que le présent article sera, immédiatement après la ratification du traité définitif, appliqué par les puissances contractantes aux alliés respectifs et aux individus de leurs nations, sous la condition d'une juste réciprocité.

ART. 13. A l'égard des pêcheries sur les côtes de Terre-Neuve et des îles adjacentes, et dans le golfe de Saint-Laurent, les deux puissances sont convenues de les remettre sur le même pied où elles étaient avant la guerre actuelle, se réservant de prendre, par le traité définitif, les arrangements qui paraîtront justes ou réciproquement utiles, pour mettre la pêche des deux nations dans l'état le plus propre à maintenir-la paix.

ART. 14. Dans tous les cas de restitution convenus par le présent traité, les fortifications seront rendues dans l'état où elles se trouvent au moment de la signature du présent traité, et tous les ouvrages qui auront été construits depuis l'occupation, resteront intacts.

Il est convenu, en outre, que dans tous les cas de cession stipulés dans le présent traité, il sera alloué aux habitants, de quelque condition ou nation qu'ils soient, un terme de trois ans, à compter de la notification du traité de paix définitif, pour disposer de leurs propriétés acquises et possédées, soit avant, soit pendant la guerre actuelle ; dans lequel terme de trois ans ils pourront exercer librement leur religion et jouir de leurs propriétés.

La même faculté est accordée, dans les pays restitués, à tous ceux qui y auront fait des établissements quelconques, pendant le temps où ces pays étaient possédés par la Grande-Bretagne.

Quant aux autres habitants des pays restitués ou cédés, il est convenu qu'aucun d'eux ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou



dans sa propriété, sous aucun prétexte, à cause de sa conduite ou opinion politique, ou de son attachement à aucune des deux puissances, ou pour toute autre raison, si ce n'est pour les dettes contractées envers des individus, ou pour des actes postérieurs au traité définitif.

ART. 15. Les présents articles préliminaires seront ratifiés, et les ratifications échangées à Londres dans le terme de quinze jours pour tout délai ; et aussitôt après leur ratification, il sera nommé de part et d'autre des plénipotentiaires qui se rendront à Amiens, pour procéder à la rédaction du traité définitif, de concert avec les alliés des puissances contractantes.

En foi de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires du premier Consul de la République Française et de S. M. Britannique, en vertu de nos pleins pouvoirs respectifs, avons signé les présents articles préliminaires et y avons fait apposer nos cachets.

Fait à Londres, le neuf vendémiaire an dix de la République Française (le premier jour d'octobre mil huit cent un. )

## NOTE A.

---

« Je quitte la France, Mylord, et un de mes premiers besoins avant d'avoir rendu compte au Roi mon maître et au maître de mon Roi, de l'honorable mission que je viens de remplir à Lille, est de déposer dans votre sein une foule de détails qui ne peuvent faire partie d'un compte officiel ; j'ai besoin qu'avant mon arrivée vous prépariez en ma faveur l'opinion publique que la prévention pourrait égarer ; et il faut pour cela me hâter de vous dire ce que j'ai fait, ce que j'ai voulu faire, et ce que je pense qu'il resterait à faire encore : j'ai besoin aussi, après un si grand évènement de ma vie politique, de vous découvrir de plus en plus cette âme d'un ami qui vous est connu depuis long-temps, mais qui, j'ose le croire, ne peut que gagner à l'être encore davantage. Ce n'est pas à vous qu'il faut que je demande pardon d'avance de quelques réflexions honorables qui, nécessairement, m'échapperont dans le cours de ce récit. Et comment vous parler de ma négociation à Lille, sans vous entretenir de ma gloire ? Ce serait là de l'orgueil aux yeux de l'envie : ce ne sera qu'un aveu simple aux yeux de l'amitié. Il est bien vrai que le résultat de la négociation n'est pas très sensible pour le vulgaire ; mais vous qui savez que Turenne est plus grand par ses retraites que par ses victoires, et le temporiseur Fabius par ce qu'il ne fit pas que tant d'illustres capitaines par ce

qu'ils ont fait, vous ne me jugerez pas comme le vulgaire.

Il convient peut-être de rappeler en ce moment mon premier voyage à Paris, car ici tout se tient, tout fait ensemble. A cette première époque on ne se donna guère la peine de prouver à la nation anglaise qu'on voulait sérieusement la paix. En dernier lieu, on l'a montré un peu plus sans la vouloir davantage ; vous savez cela tout comme moi.

A l'une et l'autre époque il importait pourtant au gouvernement anglais qu'on crût en Angleterre à ses intentions pacifiques ; le peuple, qui ne peut s'empêcher de voir que c'est un peu pour lui que les Français se battent ; les négociants, qui s'avisent d'être plus touchés des intérêts de leur commerce que de ceux des nobles Français et de leur noble prétendant ; tous les amis ardents de la liberté, dont le nombre, suivant Burke, qui s'y connaissait si bien, s'élève à quatre-vingt mille dans la seule ville de Londres, tous les ennemis du pouvoir arbitraire, et ceux qui veulent une autre constitution que la nôtre, et ceux qui s'en contentent, mais qui voudraient que M. Pitt s'en contentât aussi et qu'il sût bien surtout que la loi d'*Habeas Corpus* en fait partie essentielle, et ces Irlandais incorrigibles dans leur amour pour l'indépendance, et ces Écossais toujours ombrageux ; enfin cette multitude innombrable qui ne comprendra jamais pourquoi le gouvernement britannique s'est mêlé des débats de la France et de quel droit il continue de s'en mêler encore aux dépens de l'or et du sang des Anglais, tant de plaintes, tant de mécontentements, surtout la nécessité d'obtenir de l'argent pour la guerre qu'on voulait, tout cela valait bien qu'on fît, ou plutôt qu'on montrât quelques efforts pour la paix qu'on ne voulait pas.

Ainsi, avoir l'air de désirer la paix sans la vouloir et de détester la guerre en la désirant sincèrement, tel était le problème que M. Pitt avait à résoudre aux yeux de l'Angleterre. Je fus choisi pour en faciliter la solution.

Tout le monde trouva que le choix était heureux ; mes longs travaux diplomatiques en Prusse, en Hollande, la gravité de mon maintien, qui jamais n'a trahi ce qui se passait en moi ; mon imperturbable habitude à cacher ce que je pense et à ne penser jamais que d'après autrui, semblaient promettre le succès qu'on attendait. J'arrivai à Paris en grand cortège ; j'y trouvai les esprits bien disposés. Les journalistes surtout me parurent parfaits ; je trouvai seulement qu'ils me donnaient trop d'éloges ; je leur fis dire avec reconnaissance que j'aimais mieux les mériter que les obtenir, et je les priai de les modérer dorénavant. Quelques-uns obéirent avec regret. Le grand nombre ne put s'y résoudre.

L'essentiel, comme vous savez, était de mettre la négociation en train, car ceux qui voulaient la paix de bonne foi pouvaient espérer qu'elle terminerait cette négociation : ceux qui ne la voulaient pas savaient bien comment on s'y prendrait pour l'empêcher : et en attendant on pouvait se procurer de l'argent par la force de ce vieil adage des gouvernements : pour bien négocier la paix, il faut se mettre en état de faire la guerre.

Malheureusement, cette négociation, dont le secret m'était confié, était de nature à se terminer dans vingt-quatre heures, car j'avais à demander des choses inconciliables avec la Constitution française et je n'avais même aucun véritable pouvoir pour cela. Or, ouvrir une négociation et la fermer à l'instant, était à la fois une chose ridicule et contraire au but que se proposait M. Pitt. Un trait de génie me tira de cet embarras. Je sentis que le



chef-d'œuvre de l'art était ici d'entamer la négociation sans la commencer; pour cela, de faire une question à laquelle on ne devait pas répondre, et d'en provoquer, par là, une à laquelle je ne répondrais pas.—Admettez-vous, écrivis-je au négociateur français, le principe des compensations?—Au nom de qui, me répondit-on, d'après quel pouvoir parlez-vous de compensation?—Je répliquai : Je veux savoir quel est votre principe. Je vous dirai ensuite quel est mon pouvoir.—A quoi on répartit : Montrez-nous votre pouvoir pour faire une telle question, et nous vous ferons connaître notre principe pour la résoudre.

Il est clair que d'après un tel mode d'argumentation, il n'y avait pas de raison pour jamais finir, puisqu'il n'y en avait même pas pour commencer, rien de mieux que cela : cependant il était à craindre que l'impatience naturelle aux Français mit fin dans le jour même à un jeu aussi dérisoire. Il fallait gagner du temps, et pour cela le vrai moyen était d'en perdre. Ce moyen, je le saisis avec une rare sagacité; je déclarai que par la nature de mes instructions et aussi pour procéder avec plus de sagesse, il me fallait à chaque réponse et à chaque question du négociateur français, envoyer un courrier à ma cour; et, en attendant, tout était suspendu. C'est ce qui donna lieu à cette caricature, à dire vrai, un peu trop plaisante, dans laquelle on me représenta, recevant la visite de M. de Lacroix, qui me demandait avec politesse : Mylord, comment vous portez-vous? et à qui je répondais en retenant l'expression de mon ressentiment : Je suis sensible à l'honneur que me fait votre grâce, mais attendez, je vous prie, que je connaisse là-dessus les intentions de ma Cour. Je souris à l'épigramme, elle ne déranger pas mon plan, et je dois même dire à l'avantage des Français,



que j'en fus très bien vengé : car il est inconcevable combien d'écrivains, chez un peuple qui passe pour si plaisant, se chargèrent de prouver très sérieusement que tout ce que je disais était le mieux possible, et que certes il n'y avait pas là le mot pour rire.

Vous savez ce qui s'ensuivit : le négociateur français, lassé de ces lenteurs que je prolongeais avec beaucoup d'art, consentit enfin à quitter la position qu'il avait prise : il déclara que par amour pour la paix il allait répondre à la question qu'on s'obstinait de lui faire contre tout principe. Il dit en effet que la République Française admettait volontiers le principe des compensations ; mais on me pressa de déclarer à mon tour quelles étaient les compensations que j'avais à présenter.

Je fus désolé, je l'avoue, de la tournure rapide que prenait forcément alors la négociation. Je trouvai pourtant le moyen de la suspendre encore, et à l'aide de mes billets bien insignifiants et de mes courriers bien lents à porter des réponses bien nulles, je reculai l'instant décisif. Il fallut enfin se résoudre à répondre que je demandais par voie de compensation au nom de l'Empereur, dont je n'avais pas les pouvoirs, ce qu'il n'a pas osé demander lui-même, la restitution de ce que la France lui avait pris et de ce que la Constitution française ne permettait pas de lui rendre.

Cette réponse devint un arrêt contre moi, je reçus l'ordre de partir ; mais j'avais paru négocier pour la paix pendant quatre mois ; mais j'espérais persuader au peuple anglais à mon retour, que c'était à la France seule qu'il fallait imputer la continuation de la guerre ; mais enfin, outre les regrets sincères de Méot et des filles de l'Opéra, j'eus la consolation de voir en quittant Paris que les Français (qui le croirait) et une multitude de nou-

veaux convertis à la religion catholique, accompagnés de leurs vœux, de leurs prières, et presque de leurs larmes, le négociateur anglais qui retournait dans son pays hérétique. — Ah ! m'écriai-je, si c'est sans raison, n'est donc pas sans prétexte que le Roi mon maître s'efforce à s'appeler toujours roi de France, puisqu'il a des sujets dans la République Française !

Personne n'ignore ce qui se passa à Londres. Et les efforts de M. Pitt pour persuader que tous les dangers étaient du côté des Français, et les réponses véhémentes de Fox, et les réponses fortes et plaisantes de Sheridan, et les réponses éloquentes d'Erskine, et les réponses claires de Grey, et l'artifice dont on usa pour présenter comme bon marché un emprunt qui était cher, pour montrer comme suffisant, tandis qu'il ne suffisait pas à la moitié des besoins ; et le mécontentement public tous les jours croissant, et les cris sur la mauvaise représentation nationale, et la fermentation des catholiques et l'expédition d'Irlande qui a échoué heureusement par mauvais temps, n'en répandit pas moins l'effroi dans toute la Grande-Bretagne. Par toutes ces causes réunies, on ne tarda pas à voir qu'il fallait de nouveau donner l'espérance de la paix, quelque résolu qu'on fût à continuer la guerre.

Dans cette vue, on reprit des négociations, et il fut décidé que ce serait encore moi qui remplirais les fonctions plutôt le rôle de négociateur. Je dis le rôle : c'en était en effet, et fort difficile ; vous allez voir si je fus bon pour le rôle.

Je trouvai d'abord que pour faire croire à la paix, qui était bien autrement important que de la faire, il n'était mieux imaginé que de me choisir de nouveau. Comment, en effet, se résoudre à penser qu'on voit

m'envoyer une seconde fois en France pour en être une seconde fois chassé, et que j'accepterais cette mission avec la certitude de la terminer ainsi. C'était tout-à-fait incroyable, et c'est cela même qui me détermina.

Je savais d'ailleurs ce qui avait fait échouer ma première négociation, c'est-à-dire ce qui m'avait empêché d'en prolonger indéfiniment la durée. Le moment était venu où l'on m'avait demandé mes pouvoirs ; je n'en avais pas. Je stipulais pour nos alliés. Je n'en étais point chargé par eux. Enfin la marche que j'avais tenue était fautive, je n'avais pu la tenir plus long-temps.

Pour cette fois, il n'était plus question d'alliés qui, dans l'intervalle, s'étaient chargés eux-mêmes de leurs affaires ; il ne s'agissait pas d'avoir des pleins pouvoirs pour nous et j'en étais porteur.

Vous ne savez peut-être pas, Mylord, ce que c'est bien au juste que des pleins pouvoirs en langue diplomatique : il y a ici une sorte de métaphysique ou plutôt de théologie qu'il est bon de vous expliquer. Vous verrez combien ce mot est commode et tout le parti qu'un homme d'esprit peut en tirer.

Vous vous rappelez ces lettres si éloquentes à la fois et si ingénieuses où Pascal a frappé d'un ridicule ineffaçable tant d'oiseuses subtilités, tant d'inepties théologiques. Vous vous souvenez de ce pouvoir avec lequel on ne peut rien, de cette grâce suffisante qui ne suffit pas, et de toutes ces contradictions de l'école relevées avec un si bon comique. Eh bien, c'est tout cela presque littéralement que l'on retrouve ici. Vous allez le voir.

Le lieu de la seconde négociation fixé à Lille, j'y arrivai avec des pleins pouvoirs, c'est-à-dire avec une pièce ostensible qui m'autorisait pleinement et sans réserve à traiter, conclure et signer. Je n'avais d'ailleurs à traiter



que pour l'Angteterre et les pouvoirs m'avaient été dévrs par le Roi. Tout était donc parfaitement en règle mais à côté de ces pouvoirs se trouvaient des instructions qui réduisaient étrangement leur plénitude. Ainsi, j'avais des pouvoirs sans avoir la faculté de les exercer ostensiblement. Je pouvais tout : dans la réalité je ne pouvais presque rien. Voilà, sans doute, un peu de galimatias mais auquel il faut, Mylord, que vous vous accoutumiez.

Placé entre ces deux contradictions, il fallut m'y tenir dans une bonne attitude : ce n'était pas ainsi, au reste la partie secrète de mes instructions, la seule vraiment essentielle était de trainer plus que jamais en longueur de négocier toujours et de ne rien finir, et mes pouvoirs combinés avec les instructions m'offraient de grandes ressources pour cela. Que de motifs d'ailleurs m'y excitaient !

Je voyais la France livrée à des dissensions intestines un Directoire bien divisé et où j'avais de bons correspondants ; un Corps Législatif où siégeaient un grand nombre de députés que je n'eusse pas mieux choisis moi-même ; l'opinion publique tourmentée et devenue presque toute contre-révolutionnaire, les papiers-nouvelles excellents ; des écrivains tout à nous ; les prêtres les émigrés bien en faveur ; des juges bien complaisants des administrateurs bien royalistes, des patriotes bien persécutés, enfin une République où l'on n'était plus en sûreté lorsqu'on osait se dire républicain.

Tout cela était fort précieux, et vous croyez bien qu'eussé-je eu les pouvoirs les plus vastes, je me fussais gardé d'en faire usage pour conclure une paix quelconque. Quelque aguerri que je fusse à des ridicules, je voulais me tenir en garde contre celui qu'en Angleterre on ne m'eût jamais pardonné, d'avoir traité avec un

puissance qui paraissait ne pas avoir un mois à vivre.

Voyez, Mylord, si je m'y pris bien pour cela, et si vous pensez qu'on a jamais été plus loin dans l'art sublime de ne rien faire.

Après les premières lenteurs d'usage, après m'être bien entraîné sur les préliminaires, sur les considérants, enfin sur tout ce qui était avant quelque chose, je me décidai à présenter un projet. Ce projet était d'une composition rare. Vous allez le juger, car je veux non-seulement vous le dire, mais même vous le peindre.

Ce projet de traité présente : d'abord les glorieux titres de Sérénissime et très puissant prince Georges III, par la grâce de Dieu (comme chacun sait), roi de la Grande-Bretagne, de France et d'Irlande, et de plus archi-Trésorier du saint Empire Romain. Il rappelait ensuite et ratifiait, en tant que de besoin, les dix traités de paix depuis celui de Nimègue, en 1678, jusqu'à celui de Versailles, en 1783; et enfin, après avoir établi comme principe le *status ante bellum* pour servir de base au nouveau traité, il était dit : (Je copie littéralement le projet.)

« 1<sup>o</sup> Les deux parties sont convenues d'excepter du » principe des restitutions réciproques..... qui restera en » toute propriété à S. M. Britannique.

» 2<sup>o</sup> S. M. Britannique s'engage à conclure un traité » de paix définitif avec S. M. Catholique, sur le pied du » *status ante bellum*, avec l'exception de..... qui restera » en pleine propriété à S. M. Britannique.

» 3<sup>o</sup> S. M. Britannique s'engage pareillement à con- » clure un traité de paix définitif avec la République Ba- » tave, sur le pied du *status ante bellum*, avec l'exception » de..... qui restera en pleine propriété à S. M. Britan- » nique, et de..... qui sera cédé à S. M. Britannique en » échange de..... »



Vous entrevoyez déjà, Mylord, dans ces heureuses lacunes, dont l'espace n'indiquait pas de médiocres remplissages et sur lesquelles je vous prie d'arrêter un instant vos regards, un moyen fécond et presque inépuisable de délais ; car enfin, deux moyens se présentaient alors aux négociateurs français : le premier, de demander que ces lacunes fussent remplies, et de disputer ensuite le terrain pied à pied ; le second, d'opposer un contre-projet tout en lacunes aussi, et qu'on eût pu réduire à ce seul article :

« Les parties contractantes sont convenues de prendre » pour base du traité définitif, le *status ante bellum*, à » l'exception de..... qui sera cédé en toute propriété à la » République Française. »

Il faut convenir, Mylord, que ce dernier moyen eût été plaisant, et qu'une négociation de lacunes contre lacunes, de papier blanc contre papier blanc, présentait une particularité toute nouvelle dans l'histoire diplomatique. Il est vrai que la réponse se trouvait plus gaie que l'attaque, et que les rieurs se fussent naturellement placés du côté des Français ; mais si les Français avaient eu les rieurs pour eux, nous pouvions espérer d'avoir le temps pour nous, et, encore une fois, c'est du temps qu'il nous fallait ici. Qui pourrait dire, en effet, combien de temps ces lacunes auraient pu rester en opposition, et pour ainsi dire en présence l'une de l'autre ? Comment terminer ce genre de débat ? On peut bien prouver qu'un raisonnement vaut mieux que celui qu'on lui oppose ; mais comment prouver qu'une lacune vaut mieux qu'une autre lacune, que rien vaut mieux que rien ? Les négociateurs français m'eussent dit : « Remplissez vos lacunes : » je n'eusse pas manqué de répondre : « Remplissez auparavant les vôtres. — Non, c'est à vous à commencer. — Non, ce

n'est pas à moi.» Et qui pourrait prononcer dans ce conflit?

Aussi les Français, qui, sans avoir perdu leur ancienne gaité, ont appris à traiter sérieusement ce qu'il y a de plus sérieux au monde, et qui ne croient pas que tout doive se terminer par une chanson ou un bon mot, écartant cette espèce de réponse récriminatoire, s'en tiennent au premier moyen, celui de me demander quelles étaient donc ces exceptions que l'Angleterre prétendait se réserver?

Admirez ici, Mylord, quelle fut ma réponse. Cette question me parut toute simple, et nous était même à quelques égards favorable.

Cependant je fis valoir beaucoup ma complaisance. Ce n'était pas, leur dis-je, une pièce officielle que j'allais offrir; c'était une communication confidentielle. Je priai même qu'on la regardât comme verbale, quoiqu'elle fût écrite; mais je prenais sur moi les dangers d'une telle réponse, pour donner un témoignage éclatant de mon empressement à accélérer la paix. Enfin je me décidai à répondre et à remplir mes lacunes avec l'air de la plus grande modération et presque du sacrifice, dis-je aux plénipotentiaires français, consentira au *status ante bellum* avec l'Espagne à l'exception de l'île de la Trinité, qui restera en toute propriété à S. M. Britannique. Elle consentira aussi au *status ante bellum* avec la République Batave, avec l'exception de la ville, du fort et de l'établissement du Cap de Bonne-Espérance et des possessions qui ont appartenu au Hollandais, avant la guerre dans l'île de Ceylan, et de la ville et fort Cochîn avec ses dépendances qui seront cédées à S. M. Britannique, en échange de la ville de Négapatnam et de ses dépendances.

C'est ainsi que je fis mes deux remplissages. Vous savez, Mylord, que la Sainte-Trinité est la seule posses-

sion espagnole qui ait passé pendant la guerre dans les mains des Anglais : ainsi je reconnaissais le *status ante bellum* à l'exception tout juste de ce qu'elle avait perdu depuis la guerre. J'en dis autant des possessions hollandaises dont je demandai l'exception ; elles sont les seules que les Hollandais aient perdues, et sont bien autrement importantes. Je ne pouvais guère, il est vrai, me dispenser qu'elles n'aient pas été prises de trop bon gré, qu'elles se trouvaient à nous par un peu de trahison, puisqu'elles l'étaient par la connivence d'une autre autorité qui n'existait déjà plus en Hollande ; mais ce n'était pas de droits qu'il s'agissait, c'était de prétentions. Je trouvais ces possessions excellentes à garder ; et ne seulement je prétendais qu'elles fussent à nous, je voulais aussi, par un tour de force assez piquant, que cet état de choses pour les Hollandais s'appelât encore *status ante bellum*.

Je fus charmé, je l'avoue dans ce moment, que les Français ne se fussent pas avisés de nous offrir un contre-projet en lacunes ; car peut-être, dans une communication confidentielle, ils se seraient engagés à y faire entrer, par forme d'exception, le Bengale, Terre-Neuve, la Jamaïque et Gibraltar, comme devant leur appartenir, peut-être aussi eussent-ils exigé de nous que nous regardassions cela comme un *status ante bellum* ; mais heureusement la juste application de ces mots n'appartient qu'à moi seul. Elle imprimera à jamais le caractère du génie à mon nom, et portera surtout aux races futures un témoignage éclatant de la modération de l'Angleterre.

J'avoue franchement, Mylord, que mon projet, surtout de la communication confidentielle, était de nature à choquer extrêmement une République qui remplissait l'univers du bruit de ses victoires, et qu'il n'



tait guère probable qu'elle abandonnât des alliés à qui, par des traités formels, elle avait garanti l'intégrité de leurs possessions. Mais cette République si florissante au dehors n'était déjà plus qu'un vain nom au dedans ou ne paraissait vivre que dans le cœur d'un petit nombre de Français perdus dans la multitude. Le Directoire, assailli d'ennemis intérieurs, ne pouvait déployer son énergie : et je haussais le ton parce que je croyais le gouvernement faible et presque terrassé. Je dois pourtant le dire, alors même qu'il était le plus occupé d'assurer son existence, il ne céda à aucune de mes demandes, il ne se relâcha sur aucun point de ses engagements envers ses alliés. Il consentit seulement à ce qu'ils fissent d'eux-mêmes le genre de propositions qu'ils jugeraient utiles à leurs circonstances.

Les Bataves voulaient céder Cochin, quelques comptoirs sur la côte de Coromandel. Ils refusaient Nagapatnam qui leur était offert. Ils consentaient à ne pas réclamer les vaisseaux et cargaisons pris par trahison au commencement de la guerre, ce qui est un objet de près de deux millions sterling.

C'est à ce point qu'était la négociation, lorsque tout-à-coup parvint à Lille le bruit de l'évènement du 18 fructidor, évènement que je ne sais comment qualifier, mais qui, il faut bien le dire, apporta la désolation dans le cœur de tous les ennemis de la France. Pour ma part j'en fus consterné, je ne l'avais point prévu. Aussi qui pouvait le prévoir ?

Je vis alors que la négociation allait prendre une tout autre tournure, ou plutôt qu'il n'y aurait plus de tournure dans la négociation. Je me sentis hors de mon élément. Deux nouveaux négociateurs arrivent ; on prend jour pour la première conférence. Là il me fut demandé si

j'avais des pouvoirs suffisants pour les propositions que les lois et les traités Français peuvent rendre indisposés. Je n'ai pas le pouvoir de me servir pleinement de ces pouvoirs. J'aurais pu répondre oui ; mais la signification néologique du mot plein pour la négociation j'aurais ensuite opposé l'objection à la place de celle que me fournissent vos instructions. Car je dois ajouter qu'originellement je consentais à la restitution ; on m'a dit que j'avais le pouvoir d'y consentir. Mais on m'a entraîné, et c'est la seule fois que j'ai pu me faire un tel représentant. Je devais partir dans les premiers jours de demain matin ; mais j'ai dû précéder mon arrivée.

*P. S.* Vous devez sentir, Mylord, que vous ne pouvez pas persuader en Angleterre que c'est ce que vous voulez la paix. Servez-vous de toute votre influence pour cela, et dites bien à tout le monde que vous rappelez tous les raisonnements que vous avez employés dans les années précédentes pour rétablir que les Français ne sont pas raisonnables, alors même que nous renvoyons la paix.

Les mêmes raisonnements sont encore employés aujourd'hui que ce sont les Français qui ne veulent pas la paix. Surtout qu'il ne se décourage pas de lord Guilford, du marquis de Bedford. A la longue il faut bien que la paix soit faite.

N'oubliez pas d'engager lord I. à lui-même à son fils qu'il se prépare à la guerre. N'oubliez pas d'engager lord I. à lui-même à son fils qu'il se prépare à la guerre. N'oubliez pas d'engager lord I. à lui-même à son fils qu'il se prépare à la guerre.

Quant à Canning, il n'y a rien à dire.



trouve aux débats et qu'il répète son discours sur l'immoralité de la révolution française.

Autre *P. S.* J'apprends avec douleur que les négociateurs français restent à Lille, c'est un peu embarrassant pour notre thèse.

### NOTE B.

Au nom de la très sainte indivisible Trinité, Père, Fils et saint-Esprit, ainsi-soit-il.

Soit notoire à tous ceux qu'il appartiendra en manière quelconque.

Il a plu au tout-Puissant de répandre l'esprit d'union et de concorde sur les Princes et puissances dont les divisions avaient porté le trouble dans les quatre parties du monde, et de leur inspirer le dessein de faire succéder les douceurs de la paix aux malheurs d'une guerre longue et destructive, qui s'était élevée entre Sa Majesté Britannique et le gouvernement français, laquelle, dans ses progrès, s'est communiquée aux États de l'Espagne, du Portugal, de la Sublime-Porte-Ottomane et de la République Batave. En conséquence, le sérénissime et très puissant prince Georges III, par la grâce de Dieu, roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, duc de Brunswick et de Lunébourg, archi-trésorier et prince Électeur du saint Empire romain etc., et la République Française, après avoir posé les fondements de la paix dans les préliminaires signés le 1<sup>er</sup> octobre dernier à Londres ; et le sérénissime et très puissant Charles IV, par la grâce de Dieu, roi d'Espagne et des

Projet d'un traité définitif de paix entre la Grande - Bretagne et la France et leurs alliés respectifs.

Indes, etc.; la sérénissime et très puissante Prince Marie, par la grâce de Dieu, reine de Portugal et Algarves; et la République Batave, après y avoir accé ont résolu de consommer sans délai ce grand et important ouvrage. A cet effet, les hautes parties contractantes ont nommé et constitué leurs plénipotentiaires savoir...

Lesquels, après s'être dûment communiqués les pleins pouvoirs en bonne forme, et dont les copies sont transcrites à la fin du présent traité de paix, sont convenus des articles dont la teneur suit :

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il y aura une paix chrétienne, universelle et perpétuelle, tant par mer que par terre, et une amitié sincère et constante sera rétablie entre Leurs Majestés Britannique, Catholique et Très Fidèle, et les Républiques Française et Batave, et entre leurs héritiers, successeurs, Royaumes, États, Provinces, Pays, sujets et vassaux, quelque qualité et condition qu'ils soient, sans exception ni de personne ni de lieux; en sorte que les hautes parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre elles et leurs dits États et sujets, une amitié et correspondance réciproque, sans permettre, rénavant que, de part ni d'autre, on commette aucune sortes d'hostilités par mer ou par terre, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être, et évitera soigneusement tout ce qui pourrait altérer à l'avenir l'union heureusement rétablie, s'attachant, au contraire, à se procurer réciproquement en toute occasion tout ce qui pourrait contribuer à leur gloire, intérêts et avantages mutuels, sans donner aucun secours ou protection, directement ou indirectement, à ceux qui voudraient porter préjudice à aucune des dites hautes parties contractantes. Il y aura un oubli général de tout ce qui a

être fait ou commis avant ou depuis le commencement de la guerre qui vient de finir.

**ART. 2.** Tout les prisonniers faits de part et d'autre, tant par terre que par mer, seront restitués, sans rançon, dans six semaines au plus tard, à compter du jour de l'échange de la ratification du présent traité ; chaque puissance soldant respectueusement les avances qui auront été faites pour la subsistance et l'entretien de ses prisonniers, par le souverain du pays où ils auront été détenus, conformément aux reçus et états constatés et autres titres authentiques qui seront fournis de part et d'autre ; et il sera donné réciproquement des sûretés pour le paiement des dettes que les prisonniers auraient pu contracter dans les États où ils auraient été détenus jusqu'à leur entière liberté. Et tous les vaisseaux, tant de guerre que marchands, qui auraient été pris depuis l'expiration des termes convenus pour la cessation d'hostilités par mer, seront pareillement rendus de bonne foi, avec leurs équipages et cargaisons, et on procédera à l'exécution de cet article immédiatement après l'échange des ratifications de ce traité.

**ART. 3.** A l'égard du droit de pêche sur les côtes de l'île de Terre-Neuve et des îles adjacentes et dans le golfe de Saint-Laurent, Sa Majesté Britannique et la République Française seront remises dans la même position où S. M. Britannique et la République Française se trouvaient respectivement dans les traités et engagements subsistants à l'époque du commencement de la guerre.

**ART. 4.** S. M. Britannique restituera à la République Française et à ses alliés, savoir : Sa Majesté Catholique et la République Batave, toutes les possessions et colonies qui leur appartenaient respectivement et qui ont été occupées ou conquises par les forces britanniques dans le



cours de la guerre actuelle, à l'exception de l'île de la Trinité et des possessions hollandaises dans l'île de Ceylan.

ART. 5. Sa Majesté Catholique cède et garantit en toute propriété et souveraineté à S. M. Britannique, l'île de la Trinité.

ART. 6. La République Batave cède et garantit en pleine propriété et souveraineté à S. M. Britannique, toutes les possessions et établissements dans l'île de Ceylan qui appartenaient au gouvernement d'alors de la République des Provinces-Unies, lors du commencement de la guerre.

ART. 7. Le port du Cap de Bonne-Espérance sera ouvert au commerce et à la navigation des hautes parties contractantes, dont les sujets et citoyens y jouiront des mêmes avantages à tous égards, et y seront placés sur le même pied que les Citoyens de la République Batave.

ART. 8. Le *status ante bellum* est adopté à l'égard des droits, territoires et possessions quelconques de la Sublime-Porte-Ottomane.

ART. 9. Le *status ante bellum* est aussi adopté à l'égard des territoires et possessions de Sa Majesté Très Fidèle, à l'exception d'un changement des limites entre les Guyanes Française et Portugaise, lesquelles limites seront en conformité du quatrième article du traité signé à Badajoz, le 6 juin 1801, entre Sa Majesté Très Fidèle et la République Française, déterminées par le Rio-Aravari, qui se jette dans l'océan au-dessous du cap Nord, près l'île Neuve et de l'île de la Pénitence à un degré et un tiers environ de latitude septentrionale. Ces limites suivront le cours du Rio-Aravari depuis son embouchure la plus éloignée du cap Nord jusqu'à sa source, et

ensuite une ligne droite tirée de sa source jusqu'au Rio-Branco vers l'Ouest.

ART. 10. L'île de Malte sera rendue à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, comme il a été reconnu par l'Empereur de Russie, et sous la garantie et la protection de Sa Majesté Impériale.

Les droits de suzeraineté du Roi des Deux-Siciles sur l'île de Malte, sont ici formellement reconnus, et le Grand-Maitre, ou son représentant, renouvellera dorénavant, au nom de l'Ordre, le serment de fidélité à la couronne de Sicile, qui fut prêté lors de la donation primitive, ainsi que le serment qui fut prêté dans ce temps par les commissaires, de maintenir les droits et privilèges du peuple de Malte et de Gozo.

Les Maltais seront admis dans l'Ordre, et à cette fin ils auront une langue qui leur sera appropriée exclusivement, et ceux qui se trouveront engagés dans le commerce ne seront pas pour cette raison considérés comme incapables d'y être reçus. Un nombre égal de chevaliers anglais et français, nommés par leur gouvernement respectif, pourront être admis dans l'Ordre, et ils seront également éligibles, qu'ils soient de la religion protestante ou catholique. Les troupes de S. M. Britannique évacueront l'île de Malte dans trois mois après la ratification du traité définitif, et elle sera remise dans l'état où elle se trouve actuellement, à S. M. Sicilienne, qui fournira la force qu'elle jugera être nécessaire pour faire la garnison des forts principaux, conjointement avec les troupes de l'île pendant l'espace de.... ans. Afin de donner à S. M. Sicilienne les moyens d'entretenir ladite garnison, S. M. Britannique et la République Française conviennent de payer annuellement, en proportions égales, les paiements devant se faire tous les six mois, la somme



de... après ledit terme de... ans. La garnison sera composée de troupes sous le gouvernement de l'Ordre, et une partie de natifs de Malte.

Les ports de l'île seront ouverts au commerce et navigation de toutes les nations qui seront sujettes payer des droits égaux et modérés.

Les revenus provenant desdits droits seront appliqués à l'usage des établissements civils et militaires de l'île.

**ART. 11.** Les troupes françaises évacueront le royaume de Naples et l'État Romain. Les forces anglaises évacueront pareillement Porto-Ferrajo, et généralement les ports et îles qu'ils occuperaient dans la Méditerranée ou dans l'Adriatique.

**ART. 12.** La République des Sept-Îles est reconnue la République Française, par ce traité.

**ART. 13.** Les évacuations, cessions et restitutions stipulées par le présent traité de paix, à l'exception desquels il y est dérogé, seront exécutées pour l'Europe dans le mois; pour le Continent et les mers d'Amérique et d'Afrique, dans les trois mois; pour le Continent et les mers d'Asie, dans les six mois qui suivront la ratification de ce traité définitif.

**ART. 14.** Dans tous les cas de restitutions convenus par le présent traité, les fortifications seront rendues à l'état où elles se trouvent au moment de la signature du présent traité, et tous les ouvrages qui auront été construits depuis l'occupation resteront intacts.

Il est convenu, en outre, que dans tous les cas de cession stipulés dans le présent traité, il sera alloué aux habitants, de quelque condition ou nation qu'ils soient, un terme de trois ans, à compter de la notification du présent traité de paix définitif, pour disposer de leurs propriétés acquises et possédées, soit avant, soit pendant

guerre actuelle, dans lequel terme de trois ans, ils pourront exercer librement leur religion et jouir de leurs propriétés.

La même faculté est accordée, dans les pays restitués, à tous ceux qui y auront fait des établissements quelconques (soit habitants ou autres) pendant le temps où ces pays étaient possédés par la Grande-Bretagne.

Quant aux autres habitants des pays restitués ou cédés, il est convenu qu'aucun d'eux ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou dans sa propriété, sous aucun prétexte et à cause de sa conduite ou opinion politiques, ou de son attachement à aucune des deux Puissances, ou pour toute autre raison, si ce n'est pour les dettes contractées envers des individus, ou pour des actes postérieurs au présent traité définitif.

ART. 15. Tous les séquestres mis de part et d'autre, sur les fonds, revenus et créances, de quelque espèce qu'ils soient, appartenant à une des Puissances contractantes ou à ses citoyens ou sujets, seront levés immédiatement après la signature de ce traité définitif.

La décision de toutes réclamations entre les individus des parties contractantes, pour dettes, propriétés, effets ou droits quelconques, qui, conformément aux usages reçus et au droit des gens, doivent être reproduits à l'époque de la paix, sera renvoyée devant les tribunaux compétents, et dans ces cas, il sera rendu une prompte et entière justice dans les pays où les réclamations seront faites respectivement.

ART. 16. Pour prévenir tous les sujets de plaintes et de contestations qui pourraient naître à l'occasion des prises qui auraient été faites en mer, après la signature des articles préliminaires, il est réciproquement convenu que les vaisseaux et effets qui auraient pu être pris dans

la Manche et dans les mers d douze jours à compter de l'éch articles préliminaires, seront de que le terme sera d'un mois, mers du nord jusqu'aux fles Ce dans l'Océan, soit dans la Mé depuis lesdites fles Canaries ju de cinq mois dans toutes autr aucune exception ni aucune a ticulière de temps et de lieu.

**ART. 17.** Il est de plus conv contractantes, sur des réquisiti elles respectivement, ou bien p ciers respectifs, dûment autoris de livrer en justice toutes les pe de haute trahison, de meurtre, queroute frauduleuse, commi deux hautes parties contractan asile dans les États apparten tractante, pourvu que cela ne vidence du crime soit si bien lieu où l'on découvrira la per raient autorisé sa détention et justice, au cas que le crime y a la prise de corps et de la tradu la charge des personnes faisant le fugitif. Bien entendu que c aucune manière de pareils ci de meurtre, de falsification, de commis par des individus anté de ce traité définitif de paix.

**ART. 18.** Toute la proprié d'Orange, au mois de décemb



questrée, saisie ou confisquée depuis cette époque, lui sera rendue, ou bien elle lui sera pleinement compensée par un équivalent pécuniaire par la République Batave ; et la République Française s'engage, en outre, à lui procurer à la paix générale, une compensation juste et convenable, de la perte des charges et dignités dans les Provinces-Unies ; et les personnes qui auront été emprisonnées ou exilées, ou dont les propriétés auront été séquestrées ou confisquées dans ladite République, à cause de leur attachement aux intérêts de la maison d'Orange ou à l'ancien gouvernement des Provinces-Unies, seront mises en liberté et auront la permission de retourner dans leur patrie, d'y résider et d'y jouir de leurs anciennes propriétés, pourvu qu'ils se conforment aux lois et à la constitution qui y sont établis.

En considération de ces restitutions et compensations, le prince d'Orange renoncera à toutes ses prétentions à l'office de Stathouder, et reconnaîtra la République Batave.

**ART. 19.** Les sacrées Majestés Britannique, Catholique et Très Fidèle, et les Républiques Française et Batave, promettent d'observer sincèrement et de bonne foi, tous les articles contenus et établis dans le présent traité, et elles ne souffriront pas qu'il y soit fait de contravention directe ou indirecte, par leurs Citoyens et sujets respectifs, et les susdites hautes parties contractantes se garantissent généralement et réciproquement toutes les stipulations de ce présent traité.

**ART. 20.** La Sublime-Porte-Ottomane, alliée de Sa Majesté Britannique, sera invitée par les parties contractantes, s'entregarantissant réciproquement.

**ART. 21.** Les ratifications solennelles de ce présent traité, expédiées en bonne et due forme, seront échangées

dans la ville d'Amiens, entre les hautes parties contractantes, dans l'espace d'un mois, ou plutôt s'il est possible à compter du jour de la signature de ce présent traité

**ART. SÉPARÉ.** En considération de la renonciation de Sa Majesté Britannique à ses prétentions au paiement d'une partie de la balance qui lui est due de la part de la République Française, des avances que Sa Majesté Britannique a fournies pour l'habillement et la subsistance des prisonniers de guerre français détenus dans ses États, la République Française cédera l'île de Tabago, en pleine et entière souveraineté à Sa Majesté Britannique.

Projet d'un  
traité de paix  
définitif entre  
la République  
Française, S. M.  
B., S. M. C. et  
la République  
Batave.

Le premier Consul de la République Française, au nom du peuple français, et Sa Majesté le roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, animés d'un désir égal de faire cesser les calamités de la guerre, ont posé les fondements de la paix par des articles préliminaires signés à Londres le 9 vendémiaire an 10, atteste que par lesdits préliminaires, il a été convenu qu'il serait nommé des plénipotentiaires qui se rendraient à Amiens pour y procéder, de concert avec les alliés des Puissances contractantes, à la rédaction d'un traité définitif.

Le premier Consul de la République Française, au nom du peuple français, a nommé, pour plénipotentiaire au congrès d'Amiens, le....; Sa Majesté Britannique, le....; Sa Majesté Catholique, etc., le....; et la République Batave, le...., lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants :

**ART. 1<sup>er</sup>.** Il y aura paix, amitié et bon voisinage entre la République Française, Sa Majesté le roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté Catholique et la République Batave. La plus grande attention sera apportée, de part et d'autre, au maintien d'



parfaite harmonie, et à prévenir toutes sortes d'hostilités par terre ou par mer, sous quelque prétexte que ce puisse être, en s'attachant avec soin à entretenir l'union heureusement rétablie. Il ne sera donné aucun secours et protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter préjudice à quelque'une des parties contractantes.

**ART. 2.** Tous les prisonniers faits de part et d'autre, tant par terre que par mer, seront restitués sans rançon dans le plus bref délai possible, et au plus tard, deux mois après l'échange des ratifications du présent traité; et ce sans répétition quelconque, en payant toutefois les dettes particulières qu'ils pourraient avoir contractées pendant leur détention. Les malades et les blessés continueront à être soignés et seront rendus, ainsi qu'il est convenu par le présent article, aussitôt après leur guérison.

**ART. 3.** Sa Majesté Britannique restituera à la République Française, les îles de la Martinique, Sainte-Lucie, colonies et établissements qui, dans le continent et les mers d'Amérique, appartenaient à la France avant la guerre actuelle, et qui se trouvent en ce moment au pouvoir de Sa Majesté Britannique, à l'exception des îles de Saint-Pierre et Miquelon, qui resteront à S. M. Britannique en vertu des nouveaux arrangements ci-après stipulés, par rapport à la pêche sur les côtes de l'île de Terre-Neuve.

**ART. 4.** Sa Majesté Britannique restitue pareillement à la République Française, tous les établissements, comptoirs et possessions dans les Indes-Orientales, savoir : Mahé, sur la côte de Malabar; Pondichéry et Karical, sur celle de Coromandel; Yanon, sur la côte d'Oriza; Chandernagor, dans le Bengale; ainsi que les maisons et factoreries qui avaient été assurées à la France, par

la Convention signée à Versailles le 31 août 1787, il est entendu que ceux desdits établissemens qui sont soumis à la juridiction française, pourront être fortifiés ou démantelés. Il est pareillement convenu que le comptoir de Surate et ses dépendances, ainsi que les loges, comptoirs, factoreries, maisons et autres établissemens de commerce que la France pouvait posséder avant la guerre actuelle dans l'Inde, lui sera rendu, sans que les Anglais puissent apporter aucun empêchement ou gêner les Français dans l'exercice de leurs droits.

ART. 5. Les Français pourront naviguer librement dans les mers de l'Inde, dans le Gange et ses différentes embouchures, sans être soumis à aucune espèce d'entraves. S. M. Britannique s'engage à ne mettre et à ne pas souffrir qu'il soit mis aucun obstacle au commerce direct et immédiat des Français, pour tous objets qu'ils voudront acheter ou vendre. Quant aux vivres et aux autres denrées qui leur seront fournis par les Anglais aux Français, il sera établi un tarif d'après lequel ces fournitures se feront aux Français, sur le même pied qu'elles se font aux Anglais.

ART. 6. S. M. Britannique restituera à la République Française, l'île de Gorée et tous les comptoirs qu'elle possédait en Afrique. Au surplus, les parties contractantes seront et demeureront sur la côte occidentale d'Afrique, sur le même pied où elles étaient avant la guerre actuelle.

ART. 7. S. M. Britannique restituera à S. M. Catholique, toutes les possessions et colonies occupées ou conquises par les forces anglaises dans le cours de la guerre actuelle, savoir :..... à l'exception de l'île de la Trinité dont S. M. Britannique se réserve la pleine et entière souveraineté.

ART. 8. S. M. Britannique restituera à la République

Batave, toutes les possessions et colonies occupées ou conquises par les forces anglaises dans le cours de la guerre actuelle, savoir... à l'exception des possessions hollandaises dans l'île de Ceylan, dont S. M. Britannique se réserve la pleine et entière souveraineté.

ART. 9. Le port du Cap de Bonne-Espérance sera ouvert au commerce et à la navigation des parties contractantes, qui y jouiront des mêmes avantages.

ART. 10. Tous les pays et territoires appartenant aux Puissances contractantes, qui auraient été conquis ou qui pourraient l'être par les unes ou par les autres, dans quelque partie du monde que ce soit, et qui ne sont pas compris nominativement dans le présent traité à titre de cession et vérification, seront rendus sans difficulté et sans qu'il soit exigé de compensation.

ART. 11. S. M. Britannique et la République Française, au moyen de la cession des îles Saint-Pierre et Miquelon faite à S. M. Britannique par l'article 3 ci-dessus, conviennent des arrangements énoncés tant dans le présent article que dans les articles 12 et 13.

La partie orientale et septentrionale de l'île de Terre-Neuve, c'est-à-dire celle qui est comprise entre le cap d'Ognon après la baie aux Mauves jusqu'au cap Raze inclusivement, avec toutes les îles situées vers les côtes bornées par lesdits caps, appartiendra en toute propriété et souveraineté à la République Française.

La partie méridionale, depuis le cap Raze jusqu'au cap Raye, et la partie occidentale, depuis le cap Raye jusqu'au cap d'Ognon, appartiendra en toute propriété et souveraineté à S. M. Britannique.

La pêche sera commune sur le grand banc de Terre-Neuve, entre les Français et les Anglais.

ART. 12. La pêche de la baleine, dans les mers depuis

Terre-Neuve jusqu'au fleuve Saint-Jean aux Français. Il est pareillement permis aux pêcheurs des deux nations occupés de pêcher tout autre poisson, ainsi que celle de la mer du Groënland, de l'Islande, de la Baltique, sur le Dogger Bank et dans les autres mers du nord, ne se gêneront en aucune manière.

ART. 13. Il sera de plus accordé à la France, pour favoriser les pêcheurs du Sud, un établissement aux îles Maldives, lequel sera fini par une convention.

ART. 14. Il est déclaré, en outre, que les Puissances ont convenu, dans le cours de la guerre actuelle, de ne pas considérer désormais comme neutres les lieux de pêche de la morue ainsi que la pêche en pleine mer et les autres; que les vaisseaux allant faire la pêche chargés de morue verte ou sèche, et ceux qui en proviendraient, seront respectés dans leur retour au port de leur armement.

ART. 15. Tous les séquestres faits sur les fonds, revenus et créances quelconques qu'ils soient, appartenant à une nation ou à ses citoyens ou sujets, seront levés immédiatement après l'échange des ratifications; et quant aux contestations entre les individus desdites nations, les effets, dépôts ou droits quelconques exclusivement portés devant les tribunaux du domicile habituel des débiteurs, matriculés, et jugées conformément au



latives aux séquestres, dépôts et remboursements. Il est donc bien entendu que les créanciers français en Angleterre, ne pourront y être plus favorisés que les créanciers anglais, et réciproquement, les créanciers anglais en France, ne pourront y être plus favorisés que les créanciers français eux-mêmes.

Il est, en outre, expressément convenu que le présent article sera appliqué, par les Puissances contractantes, aux alliés respectifs.

**ART. 16.** L'île de Malte avec ses dépendances sera évacuée par les troupes anglaises, et elle sera rendue à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. Pour assurer l'indépendance absolue de cette île, elle sera mise sous la garantie et la protection de S. M. Sicilienne, dont les droits de suzeraineté sur ladite île, demeurent reconnus par les Puissances contractantes.

**ART. 17.** L'Égypte est restituée à la Sublime-Porte, dont les territoires et possessions seront maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre actuelle.

**ART. 18.** Les troupes françaises évacueront le royaume de Naples et l'État Romain. Les forces anglaises évacueront pareillement Porto-Ferrajo, et généralement tous les ports et îles qu'elles occuperaient dans la Méditerranée ou dans l'Adriatique.

**ART. 19.** La République des Sept-Iles est reconnue par la République Française.

**ART. 20.** Les évacuations, restitutions, stipulées par le présent traité, seront exécutées, pour l'Europe, dans le mois ; pour le continent et les mers d'Amérique et d'Afrique, dans les trois mois ; pour le continent et les mers d'Asie, dans les six mois qui suivront la ratification dudit traité.

**ART. 21.** Pour prévenir tous sujets de plaintes et de con-



testations, qui pourraient naitre à l'occasion des prises qui auraient été faites en mer après la signature des articles préliminaires, il est réciproquement convenu que les vaisseaux et effets qui auraient été pris dans la Manche et dans les mers du nord après l'espace de douze jours à compter de l'échange des ratifications desdits articles préliminaires, seront de part et d'autre restitués; et le terme sera d'un mois, depuis la Manche et les mers du nord, jusqu'aux îles Canaries inclusivement; et de deux mois, dans l'Océan, soit dans la Méditerranée; de deux mois depuis lesdites îles Canaries jusqu'à l'équateur; et de cinq mois, dans toutes les autres parties du monde, sans aucune exception plus particulière de temps et de lieux.

ART. 22. Dans tous les cas de restitutions convenus par le présent traité, les fortifications seront rendues dans l'état où elles se trouvaient au moment de la signature des préliminaires, et tous les ouvrages qui n'ont été construits depuis l'occupation, resteront intacts.

Il est convenu, en outre, que dans tous les cas de cessions stipulés au présent traité, il sera alloué aux habitants, de quelque condition qu'ils soient, un terme de trois ans, à compter de la notification dudit traité, pour disposer de leurs propriétés acquises et possédées soit avant, soit pendant la guerre actuelle; dans le terme de trois ans ils pourront exercer librement leur religion et jouir de leurs propriétés.

La même faculté est accordée, dans les pays restitués, à tous ceux qui y auront fait des établissements quelconques, pendant le temps où ces pays étaient possédés par la Grande-Bretagne.

Quant aux autres habitants des pays restitués ou cédés, il est convenu qu'aucun d'eux ne pourra être pe

suivi, inquiété ou troublé, dans sa personne ou dans sa propriété, sous aucun prétexte, à cause de sa conduite ou opinion politique, ou de son attachement à aucune des Puissances contractantes, ou pour toute autre raison, si ce n'est pour des dettes contractées envers des individus ou pour des actes postérieurs au présent traité.

**ART. 23.** Le cérémonial des saluts sur mer, entre les Anglais et les Français, est établi.

**ART. 24.** Les ambassadeurs, ministres, commissaires des relations commerciales et autres agents des Puissances contractantes, jouiront respectivement dans les États desdites Puissances, des mêmes rangs, privilèges, prérogatives et immunités dont jouissaient avant la guerre, les agents de la même classe envoyés par lesdites Puissances contractantes.

**ART. 25.** Le présent traité sera ratifié, et les ratifications échangées dans le terme de vingt jours pour tout délai. »



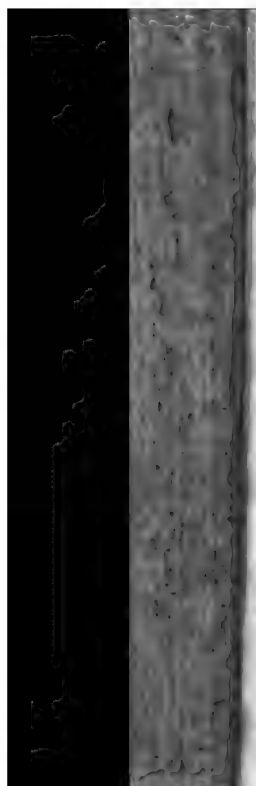
## **TABLE DES MATIÈRES**

**CONTENUES DANS LE TOME TROISIÈME.**



<b>Introduction.</b>	<b>1</b>
<b>Traité d'Amiens.</b>	<b>21</b>
<b>Note A.</b>	<b>349</b>
<b>Note B.</b>	<b>363</b>

**FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.**





## LIBRAIRIE DE E. DENTU,

PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, 13

### EXTRAIT DU CATALOGUE.

**AUTORITÉ** (De l') dans les Sociétés modernes, ou Examen du principe révolutionnaire et du principe chrétien; par **BLOT-LEQUESNE**, avocat à la Cour impériale. 1 vol. in-8°. 5 fr.

**CHEVAL** (Le). Traduit de l'ouvrage anglais *The Horse*, de William Youatt, par **H. CLUSERET**, ancien élève de l'École des haras. Un vol. grand in-18 jésus. 3 fr.

**GÉOLOGIE** appliquée aux Arts et à l'Agriculture, comprenant les révolutions du globe, par **MM. C. D'ORBIGNY** et **A. GENTE**. Nouvelle édition. Un vol. in-8° orné de vignettes intercalées dans le texte et d'un tableau gravé sur acier. 6 fr.

**HISTOIRE DE LA FORMATION DE L'ÉQUILIBRE EUROPÉEN**, par **FRANÇOIS COMBES**, professeur d'histoire au collège Stanislas, auteur de *l'Histoire diplomatique de la Russie en face de Constantinople*, etc. Un vol. in-8°. 7 fr. 50 c.

**HISTOIRE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE** pendant la Révolution, par **EDMOND** et **JULES DE GONCOURT**. Seconde édition. Un vol. grand in-8° cavalier. 5 fr.

**HISTOIRE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE** pendant le Directoire, par **EDMOND** et **JULES DE GONCOURT**. Un vol. grand in-8° cavalier. 5 fr.

**HISTOIRES DE VILLAGE**, par **ALEXANDRE WEILL**. Un vol. grand in-18 jésus. 2 fr.

**HOMMES D'ÉTAT DE L'ANGLETERRE** (Les) au dix-neuvième siècle, par le comte **A. DE LA GUÉRONNIÈRE**. Un fort vol. grand in-18 jésus. 3 fr.

**LETTRÉS DE MADEMOISELLE AISSÉ** à madame Calendrini. Cinquième édition, revue et annotée par

**M. RAVENEL**, conservateur adjoint à la Bibliothèque impériale; avec une notice par **M. SAINT-DENIS**. — l'Académie française. Un vol. grand in-18 jésus de 2 portraits.

**MÉMOIRES DU PRÉSIDENT HÉNAULT** de l'Académie française, écrits par lui-même, recueillis et mis en ordre par son arrière-neveu **M. le baron DE VIGAN**. Un vol. in-8°.

**MÉMOIRES SECRETS** pour servir à l'histoire de l'Empire de Russie, sous le règne de **Pierre-le-Grand** et de **Catherine I<sup>re</sup>**, rédigés et publiés pour la première fois d'après les manuscrits originaux du sieur **Villars**, chef d'escadre et aide-de-camp du czar **Pierre I<sup>er</sup>**. — **M. THÉOPHILE HALLEZ**. Un vol in-8°.

**MÉNAGE ET FINANCES DE VOLTAIRE**, avec une introduction sur les mœurs des cours et des salons du dix-huitième siècle, par **LOUIS NICOLARDOT**. Un vol. in-8°. 7 fr.

**NOUVELLES ET CHRONIQUES**, par **ALEXIS DE VILLARS**. — **Aline Dubois**. — **Le Châle vert**. — **Catalina de Ercilla**. — **François de Civille**. Nouvelle édition. Un vol. in-18 jésus.

**QUESTION D'ORIENT DEVANT L'EUROPE (La)**, documents officiels, manifestes, notes, firmans, circulaires, etc., depuis l'origine du différend; annotés et précédés d'une exposition de la question des Lieux saints par **M. A. UBICINI**, auteur des *Lettres sur la Turquie*. Deuxième édition. Un vol. grand in-18 jésus.

**TABLES TOURNANTES (Des)**, du surnaturel en général et des esprits. — **Faits et principes**, par le comte **NOR DE GASPARI**. Deux forts vol. grand in-18 de 500 pages chacun.

**TABLETTES DES RÉVOLUTIONS DE LA FRANCE** de 1789 à 1848, et Études sur leurs Secrets, ou conflits de Pouvoirs souverains dans les affaires de l'État, par **CADOT**. Quatrième édition. Un vol. in-32.









